

THE
PENNSYLVANIA
STATE UNIVERSITY
LIBRARY



HISTOIRE
DE
LA PARTICIPATION DE LA FRANCE
À L'ÉTABLISSEMENT
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE



CONCLUSION DE LA CAMPAGNE MILITAIRE DE 1781 EN VIRGINIE

*To his Excellency General Washington the Liberator of his friend,
the Marquis de la Fayette, is humbly dedicated. J. de M.*

Exécution sur papier de la gravure de 1781.

HISTOIRE
DE
LA PARTICIPATION DE LA FRANCE
À L'ÉTABLISSEMENT
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE ET DOCUMENTS

PAR

HENRI DONJOL

REPRÉSENTANT LE DIRECTEUR DE L'IMPRIMERIE NATIONALE

TOME DEUXIÈME



PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

M DCCC LXXXV

G
973 3+7
D17h
- 2

IMPRIMÉ POUR L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889

DECISION DE M. LE GARDE DES Sceaux MARTIN FEUILLÉE
MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES
APPROUVANT LES PROPOSITIONS DU DIRECTEUR DE L'IMPRIMERIE NATIONALE
EN DATE DU 8 JUIN 1884.



DROITS DE REPRODUCTION ET DE TRADUCTION RÉSERVÉS

Le premier volume de cet ouvrage et celui-ci retracent la politique de la France entre la fin de 1774 et le milieu de mars 1778. Cet intervalle de temps constitue une phase de nos annales. Phase non sans grandeur, étant donné le moment. Ce sont trois années pleines qui commandent, à vrai dire, toute la période heureuse du règne de Louis XVI. Elles la préparent et la produisent. Nous les avons, croyons-nous, restituées à l'histoire, dont elles semblaient comme ignorées. Nous les avons restituées dans leurs documents mêmes et par eux seuls. Le présent volume montrera les ministres et le roi reprenant le travail, un moment enrayé, d'engager l'Espagne dans une commune alliance avec les États-Unis. Ils s'y attachent bientôt avec insistance, et à la fin ils consacrent formellement dans un traité particulier les vues et l'intérêt qui les ont portés à cette alliance. Au risque de n'être pas suivis par notre alliée, ils vont au-devant de la guerre contre la Grande-Bretagne.

La pensée de M. de Vergennes, son impulsion, son esprit plaquent sur ces commencements; c'est pourquoi nous avons mis en tête du tome premier la figure de ce ministre, telle que nous l'ont transmise le peintre Caffet et le graveur Vangelisti; elle est posée et parée avec tout le goût de l'époque, pour le plus grand effet de la physionomie et pour l'expression du caractère. Comme on a cru généralement que le marquis de la Fayette avait déterminé les circonstances qui vont être relatées dans le présent volume, il convenait d'y placer les objets rappelant sa personne

D'abord une reproduction héliographique du portrait en pied dû à Le Paon, ayant pour fond la bataille de Yorktown et que Noël Le Mire s'empressa de graver afin de répondre au sentiment public, la comparaison avec des miniatures plus jeunes laisse penser que ce portrait, exécuté à une date assez rapprochée des événements, était près de la ressemblance¹. A cette planche principale est ajoutée l'héliogravure d'un projet de tapisserie encadré dans une riche bordure et orné, au-dessous, d'une marine que l'on peut croire sortie du pinceau de Casanova. Le Paon, sans doute, fit aussi ou se vit emprunter le dessin de ce projet, il représente le jeune lieutenant de Washington dans l'uniforme bleu de l'armée américaine et à cheval, mais les autres détails sont à peu près ceux du premier portrait². Avec la vue des ruines de Vissac, qui a été insérée dans le volume précédent, un des aspects du manoir de Chavaniac et les armoiries que le marquis se composa en parlant pour l'Amérique complètent les souvenirs figurés que nous avons cru devoir donner de lui.

Paris, octobre 1886

¹ Ce portrait se vendait avec une notice imprimée à part, qui le décrivait : « Au premier plan, La Fayette, prêt à monter à cheval, et désignant l'attaque, au deuxième, des troupes légères allant soutenir l'infanterie, sur le front, la ville d'York, derrière la ville, la rivière de Chespeak et le mouillage des vaisseaux, plus loin, la petite ville de Gloucester. » La notice se terminait par la traduction en français de la dédicace : *Noël Le Mire et son œuvre*, par Jules Hédou, Paris, 1875.

² La maquette appartient au Mobilier national. Il y en a cinq autres de même facture. Elles paraissent avoir été préparées, après la paix de 1763, pour des commandes devant rappeler les batailles des règnes de Louis XVI et de Louis XV favorables aux armes françaises. Celle qui concerne La Fayette le montre sur un cheval blanc et porte en frontispice YORKTOWN. Les autres figurent la Grenade, Brimston-Hill, Pensacola, puis Fontenoy et Lawfeld.

HISTOIRE
DE
LA PARTICIPATION DE LA FRANCE
À L'ÉTABLISSEMENT
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE S'EFFORCENT DE S'ABUSER

Rôle remarquable de notre nouvel ambassadeur à Londres, divergence de ses idées avec celles du ministre en ce moment incertain qui en résulte pour l'histoire — Fautes que l'on faisait sur le marquis de Noailles instructions pacifiques qu'il avait sous quel jour le ministre lui présente les propositions envoyées à Madrid le 31 août, raisons d'être de « l'expectative vigilante » — Les ministres anglais font des prévenances à l'égard M. de Pomahol et prennent leurs mesures par ceux de la France et de l'Espagne M. de Vergennes ne se contente pas de convenir que l'Angleterre n'a pas d'intentions hostiles son admiration pour la fermeté qu'elle trouve à s'armer. — Habileté du cabinet britannique à justifier ses préparatifs et à nous imputer des notions erronées de M. de Vergennes à lord Stormont ce ministre et M. de Maréchal engagent chacun l'autre à moins suspecter l'Angleterre même nous en avons le témoignage d'Ossun retraite de M. de Grimaldi. — Comment la réponse du cabinet de Versailles aux propositions de Madrid avait déjà rendu difficile la position de ce ministre, le refus de satisfaction définitivement opposé par le Portugal la rendait intenable, le comte de Floridablanca est nommé pour continuer la même politique à l'égard de cette puissance. — Les efforts de l'Angleterre pour nous abuser avaient pour eux l'absence de tout motif d'alarme au dehors en même temps à Ossun les armements qu'a faits le cabinet espagnol à son retour à Londres nous en avons la preuve à l'importance relative du matériel des défenses de Washington.

Du moment que nous ralentissions l'allure avec l'Espagne, notre langage à Londres notre manière d'être même devaient un peu changer. Ce n'était pas un rôle commode qui attendait le successeur en titre

1776 du comte de Guines, lorsqu'il vint prendre son poste à l'ambassade. Les disparates n'y seraient pas moins obliges qu'auparavant. Il fallait continuer de trouver que l'Angleterre nous donnait beaucoup de motifs de nous plaindre d'elle et avoir toujours le parti pris d'en découvrir de nouveaux. Sonder sans cesse ses dispositions à notre égard et, en même temps, apaiser sans cesse les suspicions que nous lui ferions concevoir allait devenir de plus en plus nécessaire. S'il avait été malaisé jusqu'ici d'accorder ces termes contradictoires, les choses s'y prêteraient encore moins; le prix que l'on mettait, à Versailles, à ne pas laisser voir de crainte à cause des armements de l'Angleterre et de la vigueur qu'elle y apportait serait une complication de plus. Le marquis de Noailles arrivait avec les idées et les propensions du moment précédent; elles cadraient assez mal avec l'obligation de sembler ne point tenir pour un danger que la Grande-Bretagne formât des flottes de guerre, rassemblât partout ses matelots, réunit évidemment les voies et moyens d'une lutte sérieuse. Il allait de soi, dès lors, qu'un peu de démecord s'établît au début entre le ministre et son représentant; leur correspondance emprunte à ces divergences l'avantage de relier et les raisons inspirant la conduite que l'on voulait suivre et les circonstances d'où dérivait cette conduite.

M. de Vergennes ouvre cette correspondance le 16 octobre, l'ambassadeur étant encore à s'installer. Il y attachait « l'intérêt de l'amitié et de la confiance », lui dit-il en commençant, et c'était la vérité. Le marquis de Noailles, outre sa grande situation de famille, avait l'affection personnelle de M. de Maurepas¹; la considération et la bienveillance du ministre devaient s'ensuivre, n'eussent-elles pas découlé

¹ M. de Maurepas lui écrit le 13 novembre : « Ce me sera toujours avec grand plaisir, Monsieur le Marquis, que je recevrai des nouvelles de votre santé et de votre confiance. Je ne cesserai d'y répondre avec les sentiments que vous inspirent ceux que j'ai vus depuis tant d'années à tout ce qui vous appartient. » *Angle-*

terre t. 340, n° 54.] — Pendant les premiers mois de son ambassade, le marquis de Noailles écrit presque chaque semaine à M. de Vergennes privément outre ses rapports officiels. Plusieurs fois à M. de Maurepas sous la même enveloppe et cette correspondance directe devient plus fréquente en avançant.

d'une autre source. Mais l'ambassadeur était un des hommes nouveaux sur qui les conseillers de Louis XVI comptaient pour servir leur politique avec le dévouement qui résulte de la communauté des sentiments et des principes. Leurs rapports deviennent tout de suite intimes. La dépêche du 26 octobre traçait des instructions générales; le ministre avait pris simplement occasion, pour cela, des affaires déjà engagées par Garnier, notamment d'un conflit né, dans la Gambie, des procédés violents d'un commandant anglais; nos réclamations à ce sujet n'étaient pas encore satisfaites. De l'exercice du charge d'affaires à celui de l'ambassadeur il n'y avait pas de solution de continuité, comme précédemment du comte de Guines à Garnier; M. de Vergennes traitait en réalité, dans sa lettre, la question de nos relations avec le cabinet de Londres; il écrivait :

... Il ne sera peut être pas hors de propos d'insinuer que le rôle du plaignant commence à nous lasser. Ce n'est pas le ton naturel d'une puissance telle que la France, et l'on est bien tenté de se faire justice lors qu'on la demande toujours si inutilement. Vous serez très certainement M. aussi étonné que scandalisé de la liste de nos griefs que le Sr Garnier vous présentera et sur lesquels nous attendons depuis des années que le ministère anglais veuille bien s'expliquer. Le Roi a été également satisfait du compte que M. Garnier a rendu de la partie de la conférence avec le Lord Weymouth ou il n'a été question des différends entre l'Espagne et le Portugal. Tout ce que le ministre anglais a dû à cette occasion s'accorder avec le langage que le Lord Stormont a eu commission de la cour de me tenir, à cela près qu'il ne m'a jamais prononcé l'abandon du Portugal à rien qui en approche. J'avoue même quand il m'en aurait fait la déclaration la plus expresse que je n'y prendrais aucune confiance. Il est des choses plus fortes que les hommes, et les grands intérêts des nations sont de ce genre et doivent par conséquent l'emporter sur la façon de penser de quelques particuliers. Je ne m'éloigne pas de croire M. que tant que la querelle se concentrera dans les déserts de l'Amérique Méridionale et qu'il ne sera question que de se disputer la possession de la grande rivière de St Pedro, les ministres anglais qui ont mieux à faire que de se balancer pour

1776 le Portugal seroit assez fort pour empêcher leur nation de se mêler de cette querelle, mais ils seroient bien tôt sans énergie et peut être même seroient ils les victimes du ressentiment national si le Portugal envahi dans le centre du Brésil ou dans ses provinces d'Europe étoit menacé d'être dépouillé des possessions d'où les Anglois tirent leurs principaux bénéfices de commerce. Il ne faut pas s'y tromper la morale des Etats et par conséquent leur justice est de s'occuper avant tout de l'avancement et de l'intérêt national. Ainsi tout ce qui le froisse quelque juste qu'il soit en lui même, cesse de l'être. Le *S^r Garner* semble se reprocher de n'avoir pas sans le jeu que lui a donné le *Lord Weymouth* pour lui faire articuler s'il auroit déclaré au Portugal que l'Ang^{re} ne le soutiendrait pas si de gaieté de cœur il provoquoit la guerre. Réponds le *M.*, et dites lui que nous lui avons plus tôt gré de notre abstenon de cette encroûte qui auroit bien pu attirer quelqu'insurrection à la quelle nous ne devons jamais donner lieu. Si nous avons l'air de pousser les Anglois à abandonner le Portugal ils pourroient s'en faire un titre pour nous demander de rester neutres à l'égard de l'Esp^{gne}. Vous voudrez bien vous rappeler ce que j'ai eu l'honneur de vous dire avant votre départ. Les obligations du pacte de famille sont d'une nature différente de celles des alliances défensives, elles ne soumettent rien à aucun examen et discussion préalable. La partie supposée doit dans un temps convenu donner les secours qu'elle est tenue d'administrer, sans vous rendre que tout ce qui tendroit à affaiblir ce pacte solennel en interrompant à conserver dans toute son intégrité doit être soigneusement écarté. Peu importe au reste de savoir si l'Ang^{re} aura fait au Portugal la déclaration commentatoire dont il s'agit, tant que nous ne la verrons pas en mesure de la prêter une assistance effective nous pouvons bien croire qu'elle se néglige rien pour fléchir la roideur de *M. de Pombal* et pour le rendre plus conciliant. Si mes dernières notions de Lisbonne sont exactes, les représentations du ministère anglois n'ont pas persuadé ce ministre; il doit avoir répondu à *M. Walpole* avec sa diffusion ordinaire que le Roi très fidèle ne peut se prêter à remettre aux Espagnols les lieux qui ont été usurpés dans le Paraguay. Si cette déclaration n'est pas satisfaisante elle présentera du moins un caractère de franchise plus honorable pour le ministre portugais que les détours et les subterfuges dont il s'est enveloppé jusqu'à présent. Apparemment qu'il croit ses mesures assez bien prises en Amérique pour avoir peu à redouter

l'armement prodigieux que l'Esp^e y fait passer. La décision de la question sera donc soumise désormais au sort des armes, c'est un triste expédient, mais l'Esp^e n'en a plus le choix. Cela n'empêchera pas M^{te} que nous ne continuions encore à faire tout ce qui dépendra de nous pour disposer les esprits à la conciliation, et nous ne doutons pas qu'on agira dans la même vue en Ang^{te}. C'est à cet égard que le Lord Wellington peut dire avec beaucoup de justesse que nous avons un même système. C'est lui Roi est de contribuer au moins en de la paix autant qu'il le pourra avec dignité et avec justice.

La lettre de M. Farnier, ne finit pas enfermant que des nouvelles elle exige aucune explication de ma part, la seule recommandation que j'ai à vous faire M. est de veiller attentivement sur la destination des vaisseaux de ligne dont on annonce la prochaine expédition, ainsi que sur le progrès les différents armemens qui se font dans les ports. Ils deviendront trop nombreux pour paraître indifférens.

Un autre objet qui commande bien le la tent on est l'idée or l'on suppose le ministère anglais de prendre ces Russes à sa solde. Je sens qu'il vous sera difficile de pénétrer avec sûreté ce qui en est, mais le peu que vous pourriez découvrir éclairer par vos conjectures et par les avis qui nous viendront d'ailleurs pourra percer le voile ténébreux qui nous dérobe les intentions et la marche des ministres anglais. J'ai peine à me persuader à la vérité avec des Russes que ce soit pour les envoyer en Amérique où ils ont déjà bien de la peine à faire vivre le monde qui s'y est rassemblé. Il serait plus raisonnable de croire qu'ils ne s'y assuraient que pour les faire passer en Portugal si ce royaume était menacé. Mais il ne semble que si l'empereur de Russie n'y a pas entré par son esprit monarchique, elle doit sentir que l'une ou l'autre querelle lui sont également étrangères et indifférentes.

J'ai lu de l'aveu un sincère et profond M. le M^{re} de

A Fontaine, le 13 8^{bre} 1776.

4008 WFLR 518 n° 107

[illegible]

1. *La plus grande* : la plus grande ville du monde.
 2. *La plus grande* : la plus grande ville du monde.
 3. *La plus grande* : la plus grande ville du monde.
 4. *La plus grande* : la plus grande ville du monde.
 5. *La plus grande* : la plus grande ville du monde.
 6. *La plus grande* : la plus grande ville du monde.
 7. *La plus grande* : la plus grande ville du monde.
 8. *La plus grande* : la plus grande ville du monde.
 9. *La plus grande* : la plus grande ville du monde.
 10. *La plus grande* : la plus grande ville du monde.

C'est à ce moment que lord Stormont était venu porter à Versailles les assurances pacifiques dont le gouvernement de George III l'avait chargé et, pour y mieux faire croire, demander quelles conditions pourrait bien mettre l'Espagne à reprendre les négociations relatives au Portugal. Le ministre avait pu ne dire qu'un mot de cela à Ossun, mais il était nécessaire de régler la conduite de notre représentant à Londres d'après l'idée que donnaient ces confidences. Il fallait être d'autant plus explicite que, le 28, le marquis de Noailles avait indiqué une divergence équivoque dans le cabinet britannique sur le désir de la cour de voir le Portugal entendre raison; lord Suffolk critiquait très vivement la conduite de M. de Pomhal et lord Weymouth paraissait s'abstenir de s'en expliquer. L'ambassadeur écrivait cependant : qu'à moins d'être trompé par les plus belles apparences, on avait des motifs de présumer la sincérité des démarches de l'Angleterre lorsqu'elles tendaient à entretenir la paix en Europe.

letravaille et met une lettre majuscule au mot venant par exemple : *chacun d'Ellis*. Nous n'avons pas tenu compte précédemment de cette méthode, mais désormais nous prendrons soin, sans multiplier les majuscules comme le font les originaux, ce qui nuit au contraire à une bonne typographie, de reproduire ces intervalles, leur suppression rend la lecture trop peu courante.

Anglais, t. 518 n° 1 et 2. Les motifs qui paraissent dominer dans le conseil de Sa Majesté Britannique semblent nous faire croire qu'il n'existe point de doute dans le ministre dont il est question. Autant il était naturel d'avoir des soupçons sur le jugement que portait l'Angleterre de la conduite du Portugal, vis à vis de l'Espagne, autant les probabilités augmentent aujourd'hui pour nous faire croire que le mar de Lamoignon ambassadeur n'entreprend la réconciliation de ces deux puissances. Voici, Monsieur le Comte, un trait assez fréquent. Milord Suffolk recevant

« à sa dernière audience le secrétaire de l'ambassade d'Espagne M. le prince de Masseran » nous en a'y rendre lui-même à cause de son indisposition, il fut question des affaires de l'Espagne avec le Portugal. Les expressions les plus fortes furent employées de la part du secrétaire d'Etat pour pondre la crainte qu'on ressentait ici de n'avoir pu encore faire entendre raison à M. de Pomhal. Milord Weymouth, ajouta-t-il, a eu même dire M. l'ambassadeur d'Espagne et il lui aura dit que nous étions si peu satisfaits de la cour de Lisbonne que notre ministre s'y plaignait du défaut d'écrits. Mais nous ne souffrons pas, reprit Milord Suffolk, que on jeu dure longtemps et il finira bien qu'on finisse par nous entendre.

« Ce qu'il y a de très-étrange est que Milord Weymouth n'ait porté aucune parole à M. le prince de Masseran et qu'il soit encore à s'acquiescer d'un devoir dont l'objet au moment parait indifférent. Au reste ce qui fait tout

sa situation présente, ses colonies d'Amérique perdues à jamais pour elle s'il survenait une guerre étrangère, une telle perte la remettant à une place aussi périlleuse pour son orgueil que malheureuse pour son commerce. » L'ambassadeur avait reçu pour instruction générale de ne faire aucune chose qu'observer, encore convenait-il de lui préciser dans quel sens il observerait, le ministre se fait donc aussitôt explicite ainsi qu'il suit à son représentant :

A Fontenay-lez-Paris le 28th 1776

« Sa Majesté a été très-satisfaite, Monsieur, de votre départ en Angleterre, elle le regarde comme un heureux augure du succès de la mission que elle vous a confiée et ce qui la confirme dans ce sentiment c'est la confiance qu'elle met dans votre zèle et dans votre art. »

Nous avons appris avec d'autant plus de plaisir, Monsieur, les assurances que les ministres anglais vous ont données des dispositions pacifiques du roi de la Grande-Bretagne, qu'elle sont parfaitement analogues au langage que M^{re} Sturmont m'a tenu en dernier lieu sur le même objet; cet ambassadeur m'a donné par ordre exprès de sa cour les assurances les plus positives des dispositions où est S. M. B. de maintenir la paix et la bonne harmonie qui subsiste entre elle et le Roi, et il m'a déclaré en même temps que les travaux qui se faisoient actuellement dans les ports d'Angleterre, n'avoient aucun objet hostile et, surtout, qu'ils n'avoient absolument aucun rapport avec la querelle subsistante entre l'Espagne et le Portugal, que S. M. B. n'avoit d'autre vue que de mettre sa marine dans un état convenable et de pourvoir à la sûreté de ses ports et de son royaume. Ce langage m'a d'autant plus étonné qu'il n'étoit ni provoqué ni prévu : Ma réponse a été que les dispositions de

« dans cette occasion aux seigneurs de Milord
« Weymouth tournés à la louange des autres
« membres du ministère, et prouve le ver-
« table éloignement qu'auroit l'Angleterre à op-
« poser les injustices de son état. On peut être
« trompé par les plus belles apparences. Mais
« quand on considère la situation »

« M. de Maurepas : « On peut après le
« marquis de Noailles : « C'est encore pour vous
« Monsieur de Maurepas : « On ne veut en- »

« servations, vous savez que nous sommes con-
« venus que vous n'aviez guères autre chose à
« nous en dire, mais je vois avec plaisir
« que vous vous en acquitez avec bien des fa-
« veurs et bien le savoir faire. Ce langage
« nous éclaircit pour nous en dire ce que nous
« nous préparons à toujours avec vous à
« nous le conserver la tranquillité qui n'est
« examiner est nécessaire à tout le monde »
« Anglaise. » 519 n. 11

170

S. M. Bêue étoient parfaitement conformes à celles du Roi, que S. M. y mettoit une entière confiance, et qu'elles étoient la base de sa conduite. Il est possible, M., que les ministres anglais vous aient dit sur la voie de la déclaration que nous a faite M^d Stormont, et dans ce cas, vous voudrez bien mais sans affectation leur rectifier le langage que j'ai tenu à cet ambassadeur, et y ajouter que le Roi n'a d'autre nom que celui qu'exige de lui l'administration intérieure de son royaume, et que l'objet cher de ses vœux est de concourir au maintien de la paix dont l'Europe jouit, et particulièrement de la bonne intelligence qui règne entre la France et la Grande Bretagne. Cette manière devant vous conduire naturellement, M., aux griefs que nous avons successivement déferés au ministère anglais, vous lui ferez observer la multiplicité ainsi que l'inutilité de nos plaintes, et vous lui donnerez à entendre délicatement que la preuve la plus forte de notre penchant pour la paix c'est la longanimité avec laquelle nous lui demandons justice contre les violences de toute espèce qui excitent nos réclamations. Cette conduite de notre part doit être un motif de plus pour la cour de Londres de nous rendre justice, et de ne pas laisser accumuler nos griefs, lesquels faits de redressement, pourraient nous fournir des motifs plus que suffisants pour nous procurer par nous-mêmes les réparations qu'on nous refuse. Ces considérations, employées avec adresse et ménagement, nous paraissent propres à faire envisager nos plaintes sous leur véritable point de vue, et à pénétrer de plus en plus le ministère anglais de la nécessité d'y donner plus d'attention qu'il n'en a fait jusqu'à présent . . .

. . . Le propos de M^d Marchmont, lorsqu'il a demandé si vous apportiez la guerre ou la paix, pèche contre les faits, vous ne pouvez porter la paix en Ang^{re} puisqu'elle subsiste depuis treize ans, quant à la guerre aucun indice ne l'annonce, la conduite seule de l'Ang^{re} peut la provoquer; enfin, M., la sera dans lequel je vous prie de répondre si on se hazarde de vous faire des questions analogues à celle de M^d Marchmont.

(P. S.) Lorsque vous avez, M. le M^{re}, des choses intéressantes à nous marquer, qui exigent célérité, vous ne devez point vous faire une délicatesse de dépêcher à Calais un courrier extraordinaire. Celui que vous m'avez envoyé le 29 octobre ne tardera pas à vous être renvoyé, je ne le feray repartir

cependant qu'après l'arrivée de vos dépêches du 1^{er} de ce mois, la harangue du roi d'Angleterre devant contribuer à fixer vos combinaisons.

Je vous fais tous mes complimens, M., sur votre départ

Personne n'y prend intérêt plus sincère que je le fais

Angleterre. 1^{er} 310 n° 5.

Lorsque l'on eut arrêté la réponse au mémoire de l'Espagne sur les propositions du 31 août, on ne put manquer d'informer notre représentant à Londres de l'esprit dans lequel elle était conçue. Il y avait lieu de lui rendre commune avec son collègue de Madrid l'opinion du Gouvernement. C'est M. de Vergennes lui-même qui écrivit cette fois au marquis de Noailles. Sa dépêche reproduisait, en l'accommodant au lieu où était celui-ci et en le raisonnant davantage, celle qu'en même temps l'on adressait à Ossun.

A Valenciennes le 6 août 1757.

Votre courrier, M. le M^{re}, qui est arrivé le 1^{er} de ce mois me remis les lettres n° 2 et 3 que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire les 28 et 29 8^{bre} et un 2^d courrier m'a apporté votre lettre particulière et votre dépêche n° 4. À celle-ci étoient joints la harangue du roi d'Angleterre à son Parlement et les 1^{ers} débats qu'elle a excités. Je vous en suis obligé, M., de vous occuper à nous en procurer la suite, ils ne manquent pas d'intérêt et le Roi y donne volontiers attention.

Sa M^{te} est très satisfaite de celle que vous donnez à tout ce qui se passe autour de vous et de votre exactitude à lui en rendre compte. Elle est bien assurée que vous ne vous désisterez pas de cet état d'observation, et elle approuve les expéditions de courriers que vous pourrez faire lorsque les occasions vous paraitront le mériter, elle pense cependant qu'à moins d'événemens tout à fait extraordinaires il conviendra que vos courriers s'arrêtent à Calais.

Je partage bien sincèrement M. toute la peine que ne peut manquer de vous causer un début plus orageux que nous ne pouvions le prévoir au moment de votre départ, mais je me flatte que cette crise ne sera que passagère et ne servira qu'à mettre dans la plus grande jour la sagesse de votre conduite.

778. et les ressources de votre genre. Nous ne nous dissimulons pas cependant que les démonstrations ou les précautions de l'Ang^e sont d'une nature alarmante; mais malgré le sombre qui règne dans la perspective, nous ne pouvons pas encore considérer les mesures qui viennent d'être ordonnées ni comme une détermination ni même comme une tendance à la guerre contre nous.

Deux motifs principaux peuvent avoir contribué à précipiter les mesures qui occupent avec tant de raison votre prévoyance et la notre. Le premier est les travaux de nos ports et les armemens assez nombreux de l'Ésp^e. Quoiqu'ils soient intrinsèquement dirigés de notre part à la conservation et à la défense nous-mêmes comme ils sont susceptibles d'un effet offensif nous ne devons pas être surpris que le ministère Esp^e, peut être même contre sa propre conviction, témoigne s'en alarmer, et qu'il défère à l'impression la plus générale parmi sa nation qui peut accoutumée à voir la France agir sur un plan de prévoyance, n'aperçoit dans ses précautions actuelles qu'un dessein hostile et imminent. En Ang^e plus qu'ailleurs le Gouvernement doit calculer le sentiment public et même quelques fois consulter son vœu; mais on nous indique jusqu'ici que celui de la nation est pour la guerre contre nous et nous n'apercevons rien qui puisse et qui doive en donner la tonalité au ministère. Elle ne dénouerait pas ses embarras avec l'Amérique. Suivant les harangues tout espoir de conciliation est retranché, les Colonies, ou leurs chefs, ce qui revient au même, ont rejeté avec dédain les propositions qui leur ont été faites en vertu de la commission. Dans cet état de choses la guerre contre nous ne serait donc qu'un nouvel embarras. Si nous considérons en suite la situation présente de l'Ang^e ne serons nous pas autorisés à dire que cette guerre serait un acte de démanche et de folie. L'Ang^e n'a pas dans son territoire un corps de troupes suffisant à sa défense; les 36 vaisseaux qu'elle arme par un effort qui pèse tout à la fois sur son commerce et sur ses fonds, sont nécessaires pour couvrir ses côtes les quelles dénuées de cette protection seraient ouvertes à l'invasion la plus subite et la plus facile. Tous ses armemens légers sont employés en Amérique et il n'y a rien de trop, si dans cette position elle nous déclare la guerre son commerce en Europe est à notre direction, nos corsaires seuls suffiront pour lui faire supporter le mal que ses administrateurs et seront proposés de nous faire. Je ne parle pas ici de l'em-

ploi que nous pourrions faire de nos mesdres pour lui faire sentir la foiblesse de son état d'offensive, il ne s'agit pas de combiner un plan de guerre, mais si les données dont je parle sont exactes je crois que vous en concluriez avec moi, M., que les démonstrations pressées de l'Anglo manifestent plus de craintes que de mauvaises intentions.

1776

Le 2^d motif qui peut animer la conduite du ministère Bèue est que reconnaissant l'insuffisance de ses mesures contre l'Amérique et sentant indispensablement le besoin d'un plus grand nombre de matelots, il fait recourir d'un prétexte étranger et assez plausible pour obtenir, sans accuser son défaut de prévoyance, l'augmentation qui lui est nécessaire.

Je ne vous donne que des conjectures, M., vous êtes sur les lieux c'est à vous de les éclaircir. Ne craignez pas de nous dire votre sentiment, même lors que le notre vous paraîtra en opposition, ce n'est que par une discussion respectueusement confidentielle que nous parviendrons peut être à saisir le vrai des intentions d'un gouvernement que nous ne pouvons surveiller avec trop de précaution et de défiance.

J'ai en l'honneur de vous informer, M., par mon expédition du 2 de ce mois des assurances parfaitement amicales que le Lord Stormond avait été autorisé à nous donner; nous ne pouvions pas nous attendre lors qu'il m'a tenu ce langage à voir éclore une mesure aussi équivoque que celle de la presse. Quoi qu'elle ait des nuances hostiles, cependant comme elle n'a pas le caractère d'une hostilité formelle contre nous, le Roi m'a autorisé à répondre à cet ambassadeur de manière à confirmer le ministère anglais dans ses dispositions pacifiques & elles sont sincères ou du moins à lui retrancher les prétextes qu'il pourroit emprunter de l'ambiguïté des nôtres. Je lui ai déclaré que le Roi sensible aux assurances du roi de la Gr^{de} Bretagne m'avait ordonné de lui renouveler toutes celles que j'avais été chargé de lui donner successivement, et de lui exprimer que Sa M^{te} concourrait toujours avec plaisir en ce qui dépendoit d'Elle à la conservation de la paix, de l'amitié et de la bonne intelligence qui subsistent entre sa Couronne et celle de la Gr^{de} Bretagne et à maintenir la tranquillité générale. Ce discours nous a conduit à parler des suppositions étranges du parti de l'opposition et surtout de l'assertion du colonel Barre qui a dit savoir de science certaine et par une voie aussi sûre que secrète que nous avions le projet d'attaquer immédiatement l'Anglo. J'ai

1776 touché nos événemens futurs le soin de refuser cette téméraire assertion. Je me suis contenté d'observer que le Lord North étoit bien informé lors qu'il a affirmé que nous n'avons que six vaisseaux de ligne et 4 frégates en armement; en effet nous n'avons rien de plus pour le présent; la destination de cet armement n'est même pas encore déterminée, mais j'en ai pris à tout événement l'occasion d'insinuer que dans l'état de fermentation et de crise où l'on est de partout, il est de la prudence de chaque Etat de veiller à la sûreté de son commerce et de ses établissemens.

Vous voudriez bien, M., former votre langage à Londres sur celui que nous tenons ici, je ne vous recommanderai pas d'y mettre toute la dignité convenable, elle est dans votre caractère, et je suis bien persuadé qu'en vous expliquant sur notre désir de conserver la paix il ne vous échappera rien qui indiqueroit l'appréhension de la guerre. Le Roi ne la souhaite pas, ce n'est pas qu'il la craigne, aucun des avantages qu'il pourroit en promettre dans la circonstance actuelle n'échappe à sa prévoyance et à ses réflexions, mais Sa M^{té} veut que la justice soit la base de toutes ses résolutions. Si les ministres anglais sont capables d'apprécier le mérite de nos procédés ils doivent trouver une nouvelle preuve de la sûreté de nos sentimens pacifiques dans la longue et généreuse patience que nous opposons aux griefs multipliés qui se renouvellent trop fréquemment. Si nous voulions la guerre nous ne trouverions que trop de justes motifs de la leur faire dans la lenteur affectée à répondre à tant de plaintes que nous leurs avons déferées. C'est une considération que vous ne devez pas perdre l'occasion, lors qu'elle se présentera, de leur faire sentir que toute chose doit avoir un terme et que si leur silence étoit prolongé vous mandriez qu'on ne les envisagea comme un droit de justice.

J'ai bien examiné la harangue du roi d'Angleterre, elle paraît faible et embarrassée, et ne donne pas encore assez de lumières pour juger avec certitude du véritable but du ministère. Nous la connaissons mieux par la suite des motions qui seront faites en Parlement. Nous n'avons encore notion d'aucune convention faite entre l'Angleterre et la Russie pour mettre à la solde de la première un corps de 30⁰⁰⁰ Russes. Ce qui vous est revenu à ce sujet peut très bien avoir rapport à l'alliance défensive conclue entre les deux cours en 1755. Elle n'eut aucun effet dans la suite, puis que la Russie ne tarda pas après sa

confection à entrer dans des mesures diamétralement opposées à celles qu'elle avoit concertées avec l'Angl^e. Quoi qu'il en soit si il y'a un accord fait ou renouvelé à cet égard, il paroit difficile de supposer qu'il auroit l'Amérique pour objet. Aussi avancées que l'est la saison les Russes ne pourroient plus être embarqués pour y être transportés que dans le mois de mai; ce qui les rendroit parfaitement inutiles pour la campagne prochaine, leur véritable destination seroit donc ou pour l'Angl^e ou pour le Portugal, si l'une ou l'autre de ces puissances étoit menacée, mais elles ne le sont pas, et rien n'annonce encore du côté de l'Esp^e qu'elle pense à attirer en Europe la guerre qu'on lui a suscitée en Amérique. L'armement de l'Esp^e pour le Rio de la Plata étoit prêt suivant nos derniers avis à mettre à la voile, nous attendons d'un moment à l'autre la nouvelle de son départ. Nous n'avons rien de Portugal si ce n'est que M. le M^e de Pombal qui étoit allé à sa terre d'OEras y étoit resté ou affectoit d'y être malade. Cette ruse lui est assez familière lors qu'il veut éluder les instances des ministres étrangers et se dispenser d'y répondre.

Angleterre, l. 519. 1^{re} 1^{re}.

On voit que M. de Vergennes ne laissait perdre, à cette heure, aucun motif qui pût légitimer le retour à l'expectative vigilante dont sa politique d'avant le 31 août s'étoit inspirée. Il les exposait minutieusement tous à son représentant en Angleterre, pour qui cela avoit surtout du prix. La communication de ces motifs à Madrid le faisait trouver un peu pressé d'abandonner les anciens points de vue. Il avait écrit de nouveau à Ossun, le 28 octobre, que certainement l'Angleterre « n'allumait pas le feu que M. de Pombal s'efforçait d'allumer¹ », sur quoi le roi et M. de Grimaldi répondoient à l'ambassadeur² qu'encore faudrait-il connaître en, après le dernier refus de M. de Pombal, qui mettait l'Angleterre au pied du mur, celle-ci resterait sûrement aussi décidée à ne pas soutenir le Portugal. On avait tâché, en effet, de faire préciser par l'Espagne les satisfactions qu'elle exigeait de Lisbonne; elle en avait demandé de très grandes, en aurait accepté

¹ Dépêche à Ossun, du 28 octobre. (*Espagne*, t. 583 n° 79.) — ² Ossun le fait connaître dans son rapport du 21 novembre.

1778 de moindres, mais M. de Pomhal avait hientôt déclaré qu'il n'accorderait rien. C'était embarrassant pour l'Angleterre; elle pouvait desapprouver son allié, même en termes très forts, mais non l'abandonner. Or l'Espagne, en ce moment, ne croyait pas perdre à donner cours aux événements; c'est pourquoi le roi et M. de Grimaldi objectaient avec un peu d'étonnement leur défiance et leurs craintes à la question que le ministère de Versailles manifestait. Ce ministère, au contraire, ne se sentant plus prêt à répondre au signal, souhaitait qu'ils ne le donnassent pas.

Il faut dire qu'en cela le gouvernement de Louis XVI pouvait sembler se conformer à la situation des choses, même sachant qu'à

¹ *Espagne*, t. 562, n° 112. « Le Roi Catholique a aussi observé que lorsque Milord Wyndham s'est expliqué avec ouverture à M. Garaiar contre la conduite de la cour de Lisbonne, qu'il a renvoyé la justice de la cause de l'Espagne et qu'il a donné à entendre que le roi d'Angleterre étoit peu disposé à soutenir celle du Portugal, ce Lord agissant encore la simulation, ni moi M. le M^e du Pomhal du ne pas faire restituer préalablement les postes et les terrains enlevés en dernier lieu dans le Paraguay par les troupes portugaises. Le roi d'Espagne a considéré qu'il falloit voir ce que la cour de Londres pourroit d'une réclamation aussi intolérable, et comment elle s'expliquera à ce sujet pour pouvoir juger sûrement de ses véritables intentions. » Provisoirement le 17 octobre Oudin avait mandé : « Pour ce qui est M. des offices conciliatoires de l'Angleterre et de son influence sur la cour de Lisbonne, il paroît que la cour d'Espagne n'y a aucun point, et qu'elle incline même à croire que le ministère britannique est ultérieurement à cet égard d'un des dispositions dépendantes des circonstances, c'est-à-dire que la guerre contre les colonies américaines tendra mal à déterminer la position de la paix entre l'Espagne et

le Portugal, mais que dans le cas contraire il appuiera les prétentions et les entreprises de son allié. » *Ibid.*, n° 113. Revenant sur ce chapitre le 18 octobre Oudin écrivait : « Il y a apparence M. comme vous avez lieu de le présumer du langage que tient le V^e de Starnes et des dernières démarches que M. de Windham a faites à Lisbonne pour convertir M. du Pomhal que l'Angleterre souhaite sincèrement la fin de la discussion relative aux limites du Brésil malgré cela le Roi Catholique et son ministère conservent beaucoup de méfiance sur la bonne foi anglaise et ce qui le convainc le plus dans ce moment est que cette puissance fasse un accommodement avec ses colonies. L'on considère ici que cet accommodement mettrait la ministère britannique au cas de former quelques conquêtes importantes en Amérique contre les possessions espagnoles au Brésil au moyen des subsides que fournissent les colonies anglaises et l'on suppose que sans ce secours le succès en seroit bien douteux pour ne pas dire impossible. Quoiqu'il en soit M. le M^e du Pomhal continue à faire avec des raisons et il a agité avec beaucoup de satisfaction que l'on prend en France des précautions de nature à déconcerter les vûes et les mesures de l'Angleterre. » *Ibid.*, n° 114.

cette heure le cabinet anglais n'élaborait pas seulement l'ordre de procéder à la presse des matelots, mais qu'il le publiait 18 octobre¹. Le prince de Masserano était alors, somme toute, à peu près de l'avis de M. de Vergennes. Le cabinet anglais avait renouvelé ses efforts en vue de dissiper les inquiétudes des deux cours sur l'importance et l'énergie de ses armements. Cette fois les ministres eux-mêmes étaient entrés en scène. Lord Weymouth, jusque-là boutonnié, brusqué, presque inabordable pour l'ambassadeur d'Espagne comme pour Garner sur la politique de la Grande-Bretagne, avait, dans une conversation avec le chargé d'affaires français, blâmé ouvertement le Portugal, reconnu la justice des griefs que sa conduite soulevait, donné à entendre que l'Angleterre ne le soutiendrait pas dans ses prétentions excessives, et, avec une attention très saisie de sa part, il avait répété cela au premier secrétaire Escarano, venu à son audience à la place du prince de Masserano que la goutte clouait au lit. Immédiatement le cabinet avait fait tenir le même langage à Madrid par lord Grantham², et, ces démarches ne semblant pas suffire, lord North, en personne, s'était rendu deux fois chez l'ambassadeur espagnol. Il ne traitait jamais ces affaires-là, il venait cependant en parler : on y tenait donc bien expressément. Il en avait parlé pendant deux heures, qui plus est, expliquant les motifs des armements maritimes et de la presse auxquels se livrait son ministère, par la nécessité de faire ce que faisaient la France et l'Espagne : c'étaient de pures mesures de défense éventuelle³, si l'on

179

¹ *Compte en l'absence* M. de Vergennes dans le *post-scriptum* de son rapport du 11 novembre *Espagne*, t. 582, n° 112 et dans son rapport du 14 *ibid.*, n° 113.

² Il ne faut ici que répéter ce que lord Weymouth mandait de son côté à lord Grantham pour que celui-ci ne parlât pas différemment à Madrid. Dans une dépêche du 29 octobre, le ministre du Foreign office écrivait en effet à l'ambassadeur que la cour de France avait bien donné des assurances réitérées de

n'attacher d'autre but au mouvement régulier dans ses ports et ses armements que celui de remonter sa marine longtemps négligée, que l'on ne doutait pas de la sincérité de cette cour mais que le degré ou les réfections étaient parvenues et l'activité qu'on y apportait méritaient. Sa Majesté ne demeure de se proposer à la défense contre une attaque, qu'il lui fit donc connaître à M. de Grantham en l'assurant que Sa Majesté désirait d'ailleurs essentiellement la paix et n'était portée à ces mesures que par les circonstances

n'avait pas dit au Portugal qu'on l'abandonnait, parce que l'Angleterre avait trop d'intérêt à lui voir conserver son bien au Brésil et en Europe pour l'abandonner vraiment, on avait écrit à M. de Pombal, avec toute la force qu'aurait pu y mettre le roi d'Espagne même, de ne pas s'imaginer que les préparatifs de l'Angleterre pussent servir à l'appuyer dans ses injustices. Le ministre tâchait de faire croire à l'ambassadeur qu'il lui livrait là, par estime personnelle, des confidences qu'il aurait dû garder; d'ailleurs, il ne tarissait pas sur la sagesse, sur la droiture du roi Charles. La semaine suivante lord Weymouth, à son audience, s'exprimait semblablement avec le prince de Masserano qui, cette fois, l'interrogeait. Celui-ci, rendant compte de l'entretien, le raisonne dans le plus grand développement¹ et dit en définitive, comme M. de Vergennes, « qu'à bien considérer la situation de cette Couronne et ses véritables intérêts, il paraît incroyable qu'il lui convienne de s'attirer une nouvelle guerre, laquelle embraserait toute l'Europe : il pense que l'ambassadeur de France, à qui il a fait part sur-le-champ de la conférence, s'inquiète à tort, ainsi que M. Garnier, son secrétaire, de l'armement anglais, que cet armement est à coup sûr « très fort », mais ne pourra être en état de sitôt par la disette de matelots; « en dix jours la presse en a fourni tant bons que mauvais trois mille et l'on a besoin de dix sept mille ». Comme M. de Vergennes, cependant, il veut que l'on se tienne sur ses gardes si l'on ne doit pas avoir de craintes immédiatement. Il se demande si lord North a bien fait cette démarche, qu'il appelle « de prévention », « pour tranquilliser ou pour tromper » : et ajoute que l'Espagne et la France sont dans la nécessité d'armer et d'être attentives à la route que prennent les escadres anglaises, parce qu'il paraît impossible qu'on les ait constituées dans la seule idée de se défendre quand personne ne songe à attaquer. Sa conclusion dernière est celle-ci : « Je le répète donc, nous ne pouvons nous

de la France. (Voir *Grantham's papers additional ms*, n° 24, t. 62, fol. 130.

¹ Extrait de M. de Masserano au marquis

de Grimaldi du 11 novembre 1776, *Angleterre*, t. 519 n° 14, complété par une autre dépêche du 15 *ibid*, n° 35.

dispenser de nous préparer, sans nous embarrasser que nos préparatifs augmentent les soupçons de cette puissance, car la guerre peut arriver au moment où nous y penserons le moins.

1778

Le marquis de Noailles, lui, ne se détachait pas sans peine du point de vue dont M. de Vergennes mettait, pour le moment, ses soins à l'éloigner. Malgré ce que lui disait M. de Masserano, notre ambassadeur ne trouvait à l'Angleterre que de mauvaises intentions. Les entretiens de ses ministres, le langage du roi, celui des orateurs au Parlement, les propos en circulation, lui paraissaient indiquer le projet de nous faire prochainement la guerre. Sa correspondance interprétait dans ce sens tout ce qu'il entendait ou voyait. « Duplicité, mensonge, perfidie, nous n'avons pas autre chose à attendre de ce côté-ci, » écrivait-il le 29 octobre, et, beaucoup plus tard, il pensait encore de même. M. de Vergennes ne se lassait pas de le ramener à la mesure. C'est ce qu'il fait notamment le 15 novembre, en répondant à deux rapports du 5 et du 8, relatifs aux nouvelles d'Amérique et aux débats du Parlement. Le ministre sortait d'un nouvel entretien avec lord Stormont et voulait en préciser à M. de Noailles les termes et le sens. Il avait lu, d'ailleurs, les minutieuses explications du prince de Masserano, et se sentait d'autant plus fort. Après diverses réflexions tendant à diminuer la portée de la prise de New-York, il expliquait donc encore que la cause déterminante des armements de l'Angleterre

En attendant que M. de Gravelle, qui il a communiqué ces explications au ministre, le comte d'Aranda, ait tout réussi de n'avoir pu discuter chez M. de Vergennes ni chez M. de Masserano l'affaire qu'elle venait de produire sur leur esprit. Il écrit le 11 novembre : « Je vous ai mandé dans ma précédente dépêche le contenu que j'avois du voir au plus tôt M. le C^{te} de Vergennes pour lui communiquer le contenu des dépêches du P^{re} de Masserano, et sacher de savoir le jugement qu'en porteront ce ministère.

« Bientôt en conséquence je donnerai à lire à ce

« ministère la copie entière que j'en ai gardée
« nous discuterons sur ses détails et principes
« surtout sur l'objet de la venue du Lord North
« et les conséquences du son esprit en nous à
« vis du P^{re} de Masserano. Mais de vous dire le
« jugement antérieur qu'en a porté le conseil de
« Vergennes c'est à quoi je ne saurois me re-
« soudre, étant resté fort incertain à cet égard.
« J'ai eu également un entretien sur cet objet
« avec M. le C^{te} de Masserano qui avoit déjà été
« instruit par M. de Vergennes et qui m'a tenu à
« peu près le même langage que ce dernier. J.
« a ajouté seulement qu'il falloit être sûr de

1776 était dans les nôtres, dans ceux de l'Espagne, probablement point dans l'idée qu'aurait cette puissance de nous faire en ce moment la guerre; que lord North était trop sage pour aller ainsi, « de gaieté de cœur, multiplier les embarras de sa position » et offrir aux Colonies ce moyen infailible de consommer leur indépendance; qu'il y avait de la bonne foi dans ce qu'avait dit ce ministre à M. de Masserano de l'intention où l'on était à Londres de ne pas appuyer le Portugal, car lord North n'ignorait pas moins que nous combien il serait interdit à l'Angleterre d'abandonner absolument cet allié. Dans les débats du Parlement, qu'il n'avait encore pu que parcourir, mais que « le roi » avait lus tout entiers, il trouvait « qu'en général on nous supposait » plutôt des intentions hostiles qu'on n'en annonçait contre nous; cela ne l'empêcha pourtant pas de dire qu'il fallait être sur ses gardes : « 41 vaisseaux de ligne en commission, 45,000 matelots ou « soldats de marine votés », appelaient la réflexion, et ici le ministre ne pouvait retenir l'expression des regrets que ressentait son patriotisme en voyant l'ardeur et l'audace de l'Angleterre à réunir ses forces et à se mettre debout. « C'est quel que chose d'admirable », dit-il,

C'est quel que chose d'admirable et qui tient en quelque sorte du prodige que la facilité avec laquelle la nation ou plus tost ses représentants se portent à des dépenses aussi effrayantes. Nous avons assurément des ressources plus réelles que l'Angl^e, mais il « en faut bien que le jeu en soit aussi facile. Cela vient à une opinion qui ne peut pas s'établir dans une monarchie absolue ou dans une monarchie mixte.

S'établir sur le plus grand pied de guerre et n'en protester que mieux à la France et à l'Espagne des intentions les plus pacifiques, leur imputer même d'être la cause de tout ce mouvement, arrive-

« réponse de notre côté à la lettre que je vous
« m'envoyée par le dernier courrier extraordinaire
« nous qu'elle mettroit à portée de s'adresser à
« un objet et de voir ce qui étoit le plus con-

« venable qu'en resta dans son premier voyage
« à Versailles n'instruisant le Roy et confère-
« roit du tout en détail avec M. le C^{te} de Ver-
« gennes. » *Espagne* t. 562. p. 121.

presque à le leur faire croire, ne satisfaisait pas le cabinet britannique; il voulait nous intimider sur ce que nous faisons, nous obliger à en dévoiler le but, l'incriminer pour nous empêcher de faire davantage. « Ils se défient plus de la France que de nous, parce qu'ils savent où nos armements sont destinés et non ceux de cette puissance », écrit M. de Masserani, et les ministres de Saint-James ne tardent pas à le faire voir. Lord Stormont était venu le 13 novembre chez M. de Vergennes. Ils avaient eu ensemble une conversation que le ministre trouva assez importante pour la fixer sur le papier dès que l'ambassadeur fut sorti¹, et lord Stormont assez significative pour en tirer immédiatement des inductions avec lord Grantham, à plus forte raison avec lord Weymouth². M. de Vergennes, le lendemain, la résumait et en marquait la signification comme il avertit au marquis de Noailles :

Il me reste à vous parler, M., d'une conversation que j'ai eue hier avec le Lord Stormont, après m'avoir entretenu des nouvelles de l'Amérique, des heureuses espérances qu'en on conceut et renouvelé les plus fortes assurances d'amitié et de bonne intelligence, il m'observa qu'on étoit instruit à sa cour que notre armement de Brest étoit destiné pour la Martinique et pour St-Domingue, et qu'on craignoit qu'il n'eût pour objet de favoriser le commerce de contrebande qui s'y fait. Comme je n'ai pas connaissance que le Roi ait encore fixé la destination de cette escadre, je me suis retranché dans mon ignorance et j'ai fait remarquer que son envoi suppose pourroit tout aussi bien avoir pour objet de restreindre ce commerce s'il existe que de le encourager. L'ambassadeur

¹ Nous reproduisons en partie, à l'annexe du présent chapitre, la dépêche de M. de Vergennes. Nous la faisons suivre de la note écrite par le ministre sur sa conversation avec l'ambassadeur anglais.

² Le 18 novembre lord Stormont écrit de Paris à lord Grantham « qu'il ne faut pas s'attarder à ce que le cabinet français se décide contre l'Amérique : que ses armements n'ont pas de but agressif et que ceux de l'Angleterre

ne l'inquiètent point. En son and répliqua par le sien, nous qu'à Versailles il a été chargé de le dire : que ce cabinet désire la paix et souhaite qu'elle ne soit point troublée par la querelle entre l'Espagne et le Portugal qu'il est même léger touché dans les protestations qu'il fait de son amitié, mais que la masse du public veut la guerre et que tout dépend de la continuation des succès de l'Angleterre en Amérique ». *Grantham's papers* p. 183.

1776

« repris que beaucoup de bâtimens portent de ces îles, arboront le pavillon français et se dirigent vers l'Amérique au ils partent des innovations de guerre . . . Je n'ai point contesté que cela ne peut être, mais à la mer chacun arbore le pavillon qu'il veut et pour savoir s'ils sont français il faut en avoir arrêté. Le Lord Stormond interpelle s'il y en avoit eu de même n'en étoit pas instruit. J'ai reparti que supposé qu'un abus se contraire aux intentions du Roi règne dans nos îles une force maritime y seroit donc nécessaire pour le prévenir l'ambassadeur non convenit pas, il prétend que la vigilance de nos commandans doit y suffire. Cela est de toute impossibilité, leur pouvoir ne peut s'étendre au delà du rivage, d'ailleurs d'autres considérations pourroient nous engager à veiller sur nos îles elles peuvent participer de la fermentation générale, nous avons un vaste commerce à protéger, nous pouvons craindre que les Américains ne soient tentés d'exercer sur nous les mêmes déprédations qu'ils se permettent sur les Anglois, d'ailleurs l'Anglè est bien en force dans cette partie pour que nous ne devons pas y veiller. Au dire du Lord Stormond leur armement ne doit pas causer de l'inquiétude, composez ce qu'il est de vaisseaux seuls il ne peut entreprendre rien de considérable comme si le nombre connu de frégates qu'il rouit se constituoit pas une force réelle. J'ai représenté à mon tour à l'ambassadeur que au v^e reparti ce qu'il le disoit lui même en 2 stations pouvoient faire tout au plus une force conservatrice mais jamais entreprenante. Selon lui et des propos publics sur les quels il s'appuie cette force devoit être jointe par des bâtimens de Rochfort et d'autres endroits Rien n'étant plus vague je lui assure sur mon honneur qu'il n'en est pas question, en effet je n'ai pas connaissance qu'il se fasse d'autre armement que celui de Brest. J'ai rogé des propos qui revenant toujours sur le même objet ne répandent aucune lumière sur les intentions. Enfin après des assurances amicales données mutuellement et des témoignages de confiance fondés sur la justice respective de nos maîtres j'ai conchû que comme nous ne nous laissons pas imposer par les declamations de l'opposition, l'Anglè ne doit pas aussi se laisser abuser par les destructeurs du ministère. Ils peuvent blâmer nos intentions mais ils n'ont pas le pouvoir de les altérer. Je vous rends compte de ce dialogue M. pour ne vous laisser rien ignorer de ce qui se passe, vous n'avez aucun usage à en faire à moins qu'on ne vous mette sur la voie de vous expliquer. Vous serez informé lors que le

Nous aura décidé si son escadre portera et où elle ira, ce qui est positif est qu'il ne s'agit pas de lui donner aucune destination alarmante pour qui que ce soit. Je suis très certain que les Anglois n'auroient pas tardé à prendre toutes les mesures qu'une sage prévoyance conseille, si nous étions dans des circonstances pareilles à celles où ils se trouvent.

A Versailles le 14 9^m.

Anglaisen 50 n° 31.

L'échange des divergences entre le ministre et son représentant n'était pas à la fin. Tandis que M. de Vergennes écrivait, l'ambassadeur adressait à Versailles un mémoire sur l'état de la marine anglaise. Il prenait texte du grand accroissement de cette marine pour inquiéter le Gouvernement et conclure qu'il faisoit augmenter la nôtre, bien plus, il en entretenait M. de Maurepas dans un pli personnel. M. de Vergennes reprend alors son argumentation précédente, la confirme par un billet privé, outre sa dépêche ministérielle, et M. de Maurepas y joint sa note, tant il leur semble nécessaire à tous les deux de ne pas laisser percer à Londres des impressions qui produiraient l'acrimonie ou tendraient les rapports et précipiteraient les choses¹. Le 30,

¹ *Anglaisen*, t. 310 n° 43, joint à son rapport du 13 novembre.

² 23 novembre, lettre personnelle du ministre. Il y résumait ainsi ses raisonnements :
 « Ma dépêche de ce jour vous expose Monsieur le Marquis, les réflexions que nous ont fait
 « notre votre dernière dépêche et le mémoire
 « qui l'accompagnait. Nous avons pensé à ce que
 « la guerre peut être pour nous ne la
 « désirons pas nous aussi parce qu'il ne tombe
 « pas sous le sens que les Anglois déjà rapatriés
 « dans une guerre très dispendieuse puissent
 « regarder comme moyen de soulagement d'en
 « commencer une autre qui ne seroit sûrement
 « pas à leur avantage. Mais la volonté la finira
 « nous se résout à la faire, et nous aurons du
 « moins pour nous la justice. Une puissance am-
 « bivalente ont profité des embarras de nos voi-

« ses pour essayer de leur porter un coup mortel
 « et nous les avons respecté s'ils nous forcent
 « ils ne nous toucheraient pas par leur armée.

« Avez-vous cherché, Monsieur le Marquis à
 « vous mettre en liaison avec M^r Mansfield
 « il nous le paraît et j'ai vu des occasions où il
 « a répliqué plus librement qu'avec l'autre
 « membre du conseil vous n'ignorez pas même
 « quelle est son influence dans le cabinet »

M. de Maurepas très bienveillant parle à de même, tout deux d'ailleurs étant si près de lui-même l'ambassadeur occupé uniquement de le garder :
 « J'ai lu avec toute l'attention dont je suis capable, le mémoire joint à la lettre dont vous m'avez honoré. Les faits y sont représentés avec la plus grande clarté et l'on ne peut mieux justifier la contradiction qui se trouve entre les paroles et les actions. Le

779 le ministre clôt enfin ce « chapitre des conjectures et des probabilités », pour emprunter son expression; il précise comme il suit le sentiment que l'on avait en ce moment à Versailles et ne veut pas que l'ambassadeur n'ait point, dans les avis de M. de Masserano, la confiance que méritent ses vues et son sens politique :

Je conviens avec vous, M., que l'ostentation que le gouvernement anglais met dans ses préparatifs est bien propre à enflammer l'esprit de sa nation, et à soulever le cri général pour la guerre que vous appréhendez et qui pourrout mener plus loin le ministère qui ne se propose point d'aller. Quelques menaces que soient en effet ses démonstrations, il est difficile de croire qu'il veuille sérieusement allumer une guerre qui n'est ni dans le goût de Sa M^{te} B^{te} ni dans les intérêts de ceux qui ont le plus de part à sa confiance. On peut croire sans l'affirmer cependant que dans le dessein de sortir avec réputation de l'engagement dans lequel on s'est embarqué un peu légèrement, faute d'en approfondir suffisamment les difficultés on veut écarter les obstacles étrangers qui pourroient intervenir, et que c'est le but des armemens considérables que nous voyons faire. Dans la situation où est cette puissance, elle n'avort pas de s'enfoncer entre faire beaucoup ou rien du tout, un demi-effort loin de la contenancer convenablement n'auroit développé que de l'impuissance ou du la faiblesse.

Il est probable, M., que nous jugerons mieux à la session du commencement de l'année prochaine du véritable objet de ces préparatifs. En attendant, il est un juste milieu entre une sécurité profonde et des alarmes excessives que nous tâcherons de tenir. Le Roi ne veut pas la guerre, il ne la fera point.

« concluons que vous en direz n'est pas moins
« juste. Il faut nous préparer à tout événement
« nous en tirons du moins le fruit de relever
« notre marine sans manquer de la part de l'An-
« gléterre de contradictions qu'on fait entre
« tous cela n'auroit pas manqué de nous ap-
« par. Quant à ce qui arrivera par la suite il
« est bien difficile et vous le sentez vous même
« de faire des conjectures sur les quelles on
« puisse tabler; » sans persuader que les Anglais

« même » ont point de plan formé et que les
« événements seuls pourront les déterminer. Il
« me semble que le parti de la cour, à en juger
« par le discours de M^{te} North, dans la der-
« nière séance, ne nous craint pas autant que
« celui de l'opposition semble le faire croire
« mais la peur de l'un ou l'autre fera connaître
« leur vraie intention » et la façon dont ils
« traiteront l'affaire du Portugal » (Angleterre
1810 n^o 53 bis et 54 ter

par ambition, ni dans les vûes d'augmenter les embarras de son voisin, mais Sa M^{te} saura la recevoir et la soutenir avec vigueur lorsqu'on la lui fera ou que sa fidélité à remplir ses engagements exigera qu'elle y prenne part.

Je penserois avec vous, M., qu'il peut y avoir de l'affectation ou de la finesse dans la sécurité que M. le prince de Masserau vous témoigne au sujet des armemens des Anglois, si je n'avois la certitude par la communication que M. le comte d'Aranda m'a donnée de plusieurs de ses dépêches que son langage avec son cour ne diffère point de celui qu'il vous tient. M. le prince de Masserau qui a une longue habitude du pays que vous habitez, qui connoît les inclinations, les principes et les intérêts de ceux qui le gouvernent, qui est le degré de confiance qu'on peut mettre dans leurs assurances et qui enfin peut avoir des liaisons particulières qui l'éclaircissent peut avoir plus de moyens que nous n'en avons pour apprêter au juste le véritable objet des préparatifs qui se font en Angl^{te}. Au reste, quoique cet ambassadeur ne paraisse pas en prendre l'affaire, il n'en recommande pas moins de prendre respectivement toutes les précautions les plus convenables pour notre sûreté commune et pour n'être pas pris au dépourvu.

A Versailles le 30 9^{me}.

Angl. serv. t. 318 n° 66

La veille, au reste, M. de Vergennes avait instruit Ossun de l'opinion résultant, pour le cabinet, des conversations avec les lords North et Weymouth, et il en donnait à cet ambassadeur la même interprétation qu'au marquis de Noailles¹. Mais un fait venait de se produire

¹ Dépêche à Ossun du 29 novembre. « Le langage du L^d Grantham et celui que les L^{ds} North et Weymouth ont tenu au P^{re} de Masserau, à peu de choses près, conforme aux avis qui avoient été lus au S^r Garvier, et dont vous avez donné communication au Ministère espagnol, et nous voyons que S. M. C. en a tiré les mêmes conséquences que nous, savoir que le cour de Londres trailla de bonne foi au rapprochement de celui de Madrid et de Lisbonne et qu'elle les ver-

roit avec beaucoup de satisfaction dans des termes de conciliation mais que les circonstances peuvent changer des d^s sous leurs conformes aux desirs du Roi et du Roi C^{te} et qu'il est par conséquent nécessaire que nous nous tenions et assurés contre tous les événements possibles. Je vous ai déjà mandé plusieurs fois M. que c'étoit là la façon de penser du Roi et de son conseil que nous agissions en conséquence et que nous rayons avec plaisir que l'Espagne en fût autant de son

1776. à Madrid par lequel le cours des choses pouvait être si changé qu'à défaut d'autres causes il aurait légitimé la retenue et le recueillement. M. de Grimaldi n'était plus ministre. La réponse du gouvernement de Versailles à celui de Madrid sur ses conquêtes éventuelles en Portugal avait en partie causé la retraite du chef du cabinet espagnol. C'est fort au sérieux que ce cabinet avait fait la proposition d'engager la guerre tout de suite, sous la condition de la garantie de la France pour des entreprises sur Lisbonne. Non pas le roi et son premier ministre, mais la majorité du cabinet et la cour s'étaient livrées à l'illusion que l'heure de ces entreprises sonnait; en venant dissiper cette illusion, le gouvernement de Louis XVI avait porté un coup profond. Le parti du prince des Asturies rendit bruyamment le marquis de Grimaldi responsable de la déception, et la situation de celui-ci ne fut plus tenable. C'avait été une mauvaise idée, de sa part, de faire admettre le prince à travailler avec le roi. Le prince n'y avait pris que des occasions de marquer son antipathie au ministre avec le peu de délicatesse de sa nature, et des prétextes pour le décrier¹. Or, au moment même où la France venait d'arrêter l'Espagne, les ruses diplomatiques de M. de Pomhal procuraient à la politique du Pardo l'échec dont nous parlons tout à l'heure. Après deux années de négociations directes, de correspondances entre les ambassades, de médiations laborieuses, Charles III et son ministre avaient espéré voir le Portugal consentir à restituer les points envahis précédemment dans le Paraguay et, par suite, à reprendre la voie des arrangements amiables

« cité. Je ne veux pas vous laisser ignorer que le 5^e de Sturmont m'a marqué un dernier bien de l'acquiescence par rapport à l'escadre que nous armions dans le port du Brout, j'ay répondu à cet ambassadeur que cette escadre n'avoit d'autre objet que celui de notre intérêt « mais de expliquer sur aucune destination particulière et que très certainement elle n'avoit aucun but offensif. Je ne puis m'expliquer »

« M^r Sturmont la vivacité de ses appréhensions m'autorise à lui dire qu'il n'est gueres possible de les regarder so^t un motif plausible du grand armement de l'Ang^e » (Espagne, t. 582 n^o 145)

Il est l'appréciation du comte de Montmorin successeur à Madrid du marquis d'Osuna dans une dépêche ultérieure que nous aurons l'occasion de citer

Au mois de juillet on attendait déjà cette solution à laquelle l'Angleterre semblait s'employer. Bien qu'elle manquât encore à la fin d'octobre, on y comptait toujours quand on apprit que le ministre du Roi Très Fidèle, par une réponse pleine des habiletés audacieuses et du peu de scrupule avec lesquels il savait étayer sa ténacité, avait avisé le *Foreign office* que son souverain ne pouvait condescendre à ce que l'on exigeait de lui. Ce long travail n'aurait donc servi qu'à cacher des agressions successives et successivement plus graves¹.

La première nouvelle de cet succès définitif fut portée à Charles III par notre ambassadeur, en suite de la dépêche de M. de Vergennes du 21 octobre. Elle surprit et affecta ce monarque, rapporte Ossaun, et exprima le souhait d'être laissé par l'Angleterre libre de vider sa querelle à son gré². Il croyait ses moyens préparés pour cela et il avait confiance en leur efficacité quoique son ministre, lui, redoutant ou

176

M. de Vergennes manda le 21 octobre à Ossaun à cet égard : « Ce ministre [M. de Pompadour] a enfin répondu par écrit aux instances « relatives du l'Ang^e » sa réponse dit en ses plus « raisonnables que toutes celles qu'il a précédé-
ment produites. Il y explique clairement et
sans détour que le Roi Y. à ne peut con-
descendre à faire valoir à l'Esp^e les lésions
causées dans le Pérou. Sa crainte à avoir
en l'avenir dans cette partie pour réparer à
celles que l'Esp^e y a eues. L'ambassadeur
de l'Ang^e ne m'a point encore parlé de cette
suppense. Nous verrons si il sera autorisé à me
communiquer les réponses que la cour de
Lisbonne a faites à la nôtre. — Parant
encore de ce fait dans sa lettre du 7 novembre,
le ministre exprimant plus vivement que
nous ne le faisons sur la politique de M. de
Pompadour : « Vous ne pouvez plus être surpris
que les résolutions prises à nous jus au
lien à l'époque du mois de juillet, ignore
ce que M. de Pompadour, pour jouir de
l'unique de lui mais je ne serai pas étonné

« qu'il soutienne qu'il est dans les termes de la
« paix de Paris. Ses soupçons lui sont assez
« familiers que sa duplicité et la perfidie ».

¹ J'ai eu l'honneur de dire au même
« cause au Roy Catholique, écrit Ossaun le
« 4 novembre. Il en avait parlé d'abord à Cer-
« valles. J'ai remarqué qu'il en a été surpris et
« affecté. Il demandait dans le fonds une con-
« ciliation possible et après avoir réfléchi un
« moment il m'a dit : « Nous serons enfin à quel-
« nous en tenir de la part du Portugal. Il faut
« voir ce que pensera l'Angleterre et comment
« elle s'y prendra. Je sais bien qu'elle ne laisse
« faire sans se mêler de la querelle peut être
« qu'elle prendra sa part ».

« Le M^{te} de Comaull Marquis a vu avec
« peine la détermination de M. de Pompadour et
« ne se permet pas d'espérer que l'Angleterre
« reste neutre dans cette discussion et il pense
« que la France et l'Espagne doivent travailler
« non relâche à se mettre dans le meilleur état
« possible de soutenir la guerre si elle devient
« nécessaire. » Espagne à 587 et qu

n

— 176 —

1. affectant de redouter la complexité du gouvernement britannique, pensait surtout à obtenir que la France s'attendît à être attaquée avec l'Espagne et se préparât à se défendre avec elle. Mais les adversaires de M. de Grimaldi lui imputèrent les deux fautes, et la dernière avec une acrimoine nouvelle en montrant la considération politique de l'Espagne jouée et amoindrie. Ils accusaient tout haut le premier ministre, en étranger que n'animait pas le sentiment national, de faire les affaires du Portugal par la peur qu'il avait de lui. Ils le fatiguaient de menaces anonymes; ils allèrent jusqu'à fomenter des démonstrations contre sa demeure pour le persuader de l'antipathie publique et le porter à se retirer¹. Quoiqu'il ne cessât pas d'être soutenu par le roi, il demanda à résilier sa charge. On lui tint le 11 novembre que « Sa Majesté Catholique vient de combler les vœux de M. le marquis de Grimaldi en le nommant à l'ambassade de Rome et qu'elle

¹ Le duc de Villa Hermosa, à qui il fallait d'avoir une ambassade et qui fut en effet bien loti, fut le principal auteur de ces manœuvres. Il les poussa jusqu'à faire sembler un incendie de la maison du ministre pour effrayer celui-ci sur le sentiment public à son égard. C'est M. de Montmorin qui se donna comme un bras paternel à M. de Vergennes le 31 août en annonçant la nomination de ce jeune grand d'Espagne à l'ambassade de Turin. *Espagne*, t. 560 n° 223. Dans un billet privé au prince de Masserano du 27 février 1777 à propos du licencié de M. de Floridablanca à Madrid se trouve d'Aranda en livre avec familiarité à son antipathie d'Argenson pour M. de Grimaldi qu'il appelle le *Gréna* ou par une péronne tout court. On voit dans ce billet que, grand capital, ce parti fit en effet au ministre de son succès quant au Portugal. « Suivant mes dernières lettres de Madrid le nouveau ministre devait arriver le mardi 18 et le jeudi 20. Il devait dîner en public au Parc dîner avec le ministre qui avait avec le corps diplomatique

à dîner pour la présentation réciproque. On croyait qu'après cela il tarderait peu de jours à partir. Vous voyez que tout ne fut avec celui-ci, inclination de parler avec la sottise rouge et les bas du paradis se desservant, jusque par les conjonctions. De tout ceux qui avaient été placés dans la carrière vous étiez son épître et son bon diable. Rien de mes lettres. Pour celui qui était sérieux et à l'heure qu'il est notre flotte sera arrivée à sa destination. Gens qui ils ne sentent ni une promesse que *Carmona* ne croyait ce serait le second volume d'Alphonse de ce que personne n'a été plus fâché du changement de notre ministère que Pomhal, car il avait vaillamment fiât les chaussons du *Comte* et il s'était écrié qu'il était l'homme propre. C'est cette certitude qui me fait espérer que la superbe ne sera pas tant sur ses gardes, mais qu'il comptait que justement le cas n'arriverait lorsqu'il ne redoutait les échecs au point qu'il a fait mettre le grand maître de tout d'ordres. *Angleterre* t. 52, n° 153.

avait choisi M. le marquis de Floride-Blanche pour le remplacer. » 1778
Ce n'était pas la solution attendue chez le prince des Asturies.

Le roi avait prouvé sa gratitude au dévoué serviteur qu'il perdait; il s'était refusé à livrer la politique à ses adversaires lorsqu'ils se la partageaient déjà. A défaut de M. de Galves, qui se déroba au fardeau, il exclut les candidats de son fils. Le comte de Floridablanca était le grand d'Espagne qui pouvait paraître le plus attaché à la conduite suivie jusque-là, étant particulièrement lié avec M. de Galves en qui elle avait un partisan avoué. Parlant de ce successeur à l'ambassadeur de France, Charles III s'empresse de lui dire « qu'il était dans les meilleurs principes par rapport à l'intime union et au plus parfait concert entre les deux Couronnes. » Ossun ne doute pas que les dispositions ne demeurent ce qu'elles étaient précédemment. Il en assure de nouveau M. de Vergennes dans ses rapports du 14 et du 30 novembre¹. Une politique produit aisément, toutefois, en changeant de mains, les effets d'une autre, différente sous le semblant de rester la même. Avec M. de Grimaldi avait régné un esprit de déférence envers la France auquel étaient dus pour beaucoup le rapprochement, étroit à tout prendre, des deux cours et le renvoi au second

Espagne, t. 502 n° 112. Ossun se trompe de titre. Floridablanca était comte et non marquis.

¹ « M. de Galves Monseigneur devient par sa retraite de M. de Grimaldi le ministre qui aura le plus d'influence sur l'esprit de Sa M^{té} Cath^l » le plus de part à son union et à sa confiance. Il est lié depuis longtemps par la plus intime amitié avec M. le M^t de Floride-Blanche qui est même son élève dans le cours des bureaux. Je suis persuadé que ces deux souverains d'État combattront toutes les grandes affaires de la monarchie et je crois qu'on peut compter sur les principes et sur les dispositions de M. de Galves pour la plus intime union et la plus parfaite harmonie entre les deux Couronnes. » *Ibid.*, n° 15.

« Il y a apparemment M., qui est évidemment » ne changera rien au système d'union et de bonne harmonie qui existe entre les deux cours. M. de Floride-Blanche est un honnête Espagnol. Il a de l'esprit des lumières, de la fermeté, de la prudence, il est d'ailleurs lié de la plus étroite amitié avec M. de Galves dont les principes et les sentimens pour la France sont tels qu'on peut le désirer. Ces deux ministres seront vraisemblablement fort amis agissant de concert et gouvernant l'Espagne sous l'autorité du souverain. Ils auront peut-être entre eux la tâche d'être étrangers. Ils ne seront pas aussi solennels et aussi timides qu'un étranger, ils ne mépriseraient pas la part arrogante qui dans le fond de l'ame est aux Français. » *Ibid.* n° 16.

4776. plan des vues intéressées ou jalouses. Il succombait à cela en grande partie; le courant avait saisi le submerger; un nouveau venu, assez jeune pour se croire le temps de s'ouvrir une voie personnelle, ne voudrait-il pas échapper à un héritage qui serait un grief et envisager d'un autre point de vue les obligations du Pacte de famille? Ce nouveau venu ne trouverait pas bon accueil. Le choix du roi, qu'Ossun avait mané être « le meilleur que S. M. Catholique pût faire », déconcertait la cour : « Il n'est pas approuvé par les grands, dit l'ambassadeur, et le parti Aragonais en est consterné ». L'obstacle se dressait donc déjà, M. de Floridablanca devait le surmonter; n'y sacrifierait-il pas plus ou moins nos intérêts? M. de Vergennes cède d'abord aux impressions de l'ambassadeur. Le 19 il « s'agure on ne peut pas mieux » du ministère à venir; il se plaît à énumérer les gages qu'il en trouve dans le passé du titulaire¹, mais il ne tarde guère à faire des réflexions et à mesurer la perte dont sa politique est menacée. Il pouvait penser avec vérité que l'Angleterre avait les yeux sur ce titulaire. Lord Weymouth écrivait le 26 novembre à lord Grantham que la retraite de M. de Grimaldi, à ce moment, lui semblait « un événement de très grande conséquence »; c'était la cour de Versailles, à son dire, qui

¹ Espagne t. 582, n° 143 et 146. « Le parti » perd ses deux chefs principaux réunis. « Ossun M. le C^{te} de Fuentes depuis il y a quelques mois et M. le duc d'Albe avant de puis trois jours d'interim. Ils avaient des succès et du crédit dans l'appartenance de M. le prince et de Minerva la princesse des Asturies. Cette princesse qui a du l'esprit et peut être une ambition prématurée » beaucoup d'empire sur son infatigable époux. Au reste toutes ses intrigues se dirigent principalement contre M. le M^{re} de Grimaldi, qui quoique sûr de se soutenir autant qu'il le voudrait » jugé à propos de se retirer ».

² Il écrit notamment au marquis d'Ossun *ibid.*, n° 145, « Nous avons après avoir pleuré M. le choix que le roi d'Espagne a fait de

« M. le C^{te} de Floride-Blanche pour remplacer « M. le M^{re} de Grimaldi, la conduite que ce nouveau ministre a tenue à Rome, a été « connaître ses talents de la manière la plus « avantageuse, et nous augurons un ne peut « pas mieux de son ministère. Selon ce que « vous me mandez M. de Floride-Blanche par « figure avec M. Galvés la confiance de S. M. « C'est nous en avons d'autant plus de satisfaction « lors que l'un et l'autre de ces deux ministres « ont manifesté les dispositions les plus sages « pour le maintien du système politique qui « unit les cours de Versailles et de Madrid. « Vous voudrez bien M. dire à ce sujet les « raisons les plus fortes de notre part à « M. Galvés et à M. de Floride-Blanche lors « qu'ils en seront ».

avait soutenu celle de Madrid dans son ressentiment contre le Portugal; les raisons personnelles ont souvent de l'écho dans les affaires publiques, ajoutait-il, et les choses auraient été autres avec moins d'hostilité entre M. de Grimaldi et M. de Pombal, si « impraticable » que se soit montré ce dernier, il pourrait se devenir moins; il disait pour conclure « Il est très désirable qu'il n'existe pas autant d'union entre la France et l'Espagne ». Cette dépêche, si le ministre français avait pu la lire, ne lui aurait rien appris qu'il ne supposât et qu'il ne craignît de voir arriver. Aussi manda-t-il à Ossun le 8 décembre

1776

Je ne cesse de regretter le parti que M. le M^{re} de Grimaldi a pris de se retirer du ministère quoique je lui sois personnellement trop attaché pour lui envier la douceur du repos honorable qu'il s'en est procuré. Mais il est fâcheux qu'il ait dû céder à une cabale qui n'a de reproche plus essentiel à lui, faire que celui d'être étranger. Assurément il compensait ce défaut par le zèle le plus pur et le plus éclairé pour l'intérêt de ce royaume et par son attachement pour la gloire de son roi. Il a celle d'avoir plus contribué que personne à l'union intime des deux branches de la maison de Bourbon et je ne serois pas surpris que plusieurs lui en fissent un grief quoique ce soit l'ouvrage le plus politique qui ait été fait depuis longtemps.

Espagne 582 n^o 159.

M. de Vergennes reviendra un peu sur le compte du marquis de Grimaldi; mais les faits devaient justifier à plus d'un égard ces regrets donnés à sa retraite.

A quel degré les deux cours de Londres et de Versailles, celle-ci secondée à Madrid, se trompaient l'une l'autre de propos délibéré, dans leurs échanges de protestations diplomatiques, on le voit par une lettre de lord Stormont à un Anglais non moins jaloux que lui de la puissance de leur pays. Chacune s'empressait de prétexter les

Grantham's papers fol. 153. Saint James 26th nov. 1777.

1776. armements de l'autre pour se mettre en réalité sur le pied de guerre:

Je n'ai que peu de chose à vous dire sur la situation de ce pays-ci et sur les intentions de ses ministres, écrit l'ambassadeur britannique¹, mais comme vous le savez déjà, leurs protestations sont aussi pacifiques que jamais, et je les crois parfaitement sincères. Cependant les préparatifs sur mer continuent. Leur armement, comme vous le savez, a été la seule cause du nôtre, et le nôtre à son tour a occasionné une augmentation dans le leur. Es armement six ou sept gros vaisseaux à Brest. Nous ne serons certainement jamais les premiers à troubler la tranquillité publique dont la conservation est le seul but du Roi, comme toute sa conduite le démontre, mais s'il survenoit malheureusement quelque événement qui forçât à faire la guerre, nous sommes maintenant en état de la faire s'il le faut, nous la ferons toujours avec répugnance, mais si elle survient, elle nous trouvera préparés. J'avoue que j'ai été mal à mon aise jusqu'à ce que nous ayons été dans cette position. J'ai maintenant beaucoup de doutes, mais point de craintes. Il faut cependant que je rende aux ministres, et particulièrement ceux avec lesquels je traite, la justice de dire que je les crois pacifiques; mais il y a une fermentation générale dans le peuple, une attente et un désir général de la guerre, qui sont de mauvais signes.

Du 20 décembre 1776

Angleterre 1 519 n° 101 (Traduction)

Mais si les cœurs anglais se félicitaient de nous avoir abusés, nous étions restés sur nos gardes. Le cabinet de Louis XVI avait fait suivre à ses armements une progression parallèle aux assurances pacifiques du cabinet de Londres. Les premiers jours du mois, le comte d'Aranda instruisait M. de Vergennes que M. de Grimaldi avait répondu aux dernières insinuations de lord Grantham avec une fermeté presque véhémence au sujet de nos armements²; le ministre

Lettre à Harvey Knish.

Le premier ministre avait écrit au comte d'Aranda : « J'espère le 20 g^{bre} 1776. L'ambassadeur d'Angleterre vient me trouver un de ces jours et me dit qu'il avait autre exprès de sa cour de me déclarer que son armement qu'elle préparait n'avait d'autre objet que celui

« de sa propre sûreté et de défendre nous autres
« sans offenser; qu'elle étoit ainsi obligée à
« cette précaution par les armements et préparatifs
« qu'on en fit de très considérables en Espagne,
« quoiqu'on en fit de très considérables en Espagne,
« la me f m étoit connu. Et les grands
« défenses que nous avons avec le Portugal et

informant aussitôt Omun ainsi qu'il suit de la constance de ces armemens et annonçant qu'ils cesseraient d'autant moins à cette heure

A Versailles le 8 3^m 1778

Le langage que le Lord Grantham a tenu d'ordre de sa cour à M. le M^{re} de Grimaldi touchant l'armement qui se prépare dans les ports d'Ang^{re} s'accorde avec celui que le Lord Stormond m'a tenu sur le même sujet et semble devoir exclure les inquiétudes et les soupçons que l'achivité qu'elle met dans son armement et les moyens extrêmes qu'elle y emploie pouvoient exciter.

Si l'Ang^{re} ne veut que se prémunir contre les dangers quelle a pu nous proposer elle doit trouver dans la manière franche et nette de s'expliquer de M. de Grimaldi de puissans motifs de sécurité, elle n'en a pas moins de notre part je n'ai perdu aucune occasion naturelle de faire connaître au Lord Stormond l'intention persévérante du Roi de maintenir la paix et la bonne intelligence avec sa cour. S'il a voulu m'entendre avec impartialité il a dû se convaincre que ce qu'on envisage en Ang^{re} comme des préparatifs ne sont que des précautions calculées sur notre dessein et notre sûreté. Nous aurions désiré M. pouvoir les prendre avec moins de bruit et de éclat, mais dans l'état d'abandon où étoit la marine il a fallu pourvoir à tout et à la fois. Je ne répèterai pas ce M. ce que j'ai déjà eu l'honneur de vous mander du progrès du travail

« il est à remarquer que dans cette occasion
« cet ambassadeur ne m'a porté aucune plainte,
« a témoigné le moindre contentement de ce
« que la France feroit des secours d'aucune es-
« pèce aux colonies rebelles. — Je lui réponds
« que j'étois persuadé que la France n'avoit au-
« cune idée ni projet de guerre mais qu'en-
« traîné un grand desir de conserver la paix que
« l'armement anglais me paroissoit hors de
« raison et même dangereux parce qu'il y avoit
« une grande différence entre l'ordre des ma-
« rines et fournir ses armemens qui est ce que se
« fait en France, et armer rapidement un grand
« nombre de vaisseaux qui sont prêts et armés
« qui est ce que la marine britannique a ex-
« ecuté de si rare, qu'à la rigueur c'est même
« un secours en contradiction avec les paroles

« et qu'ainsi la parole n'étoit pas égale je ne
« savois quelles suites pourroient en résulter.
« Je m'exprimais avec tant de véhémence
« et en même temps avec un air si ferme, que
« non seulement M. Lord Grantham s'en étoit con-
« vaincu, mais qu'il en étoit encore à me dire
« qu'il étoit très content de cette conversation
« et que même il desiroit expédier un courrier
« à sa cour pour mieux s'étendre dans ses dé-
« tails et qu'il se flattoit que ses réflexions
« m'inspireroient peut-être les armemens rapides
« qui se faisoient. — Je lui ai fait à V. R. de re-
« qui s'est passé à cette conférence pour qu'elle
« en informât M. de C. de Vergennes et je dois
« ajouter qu'en effet M. Lord Grantham expé-
« dia son courrier deux jours après. » *Extrait*
« 582 n° 137

1778. de cette année; & nous ne sommes pas interrompus dans celui qui est projeté pour la prochaine notre marine sans être tout à fait au point ou il convient de la porter se trouvera cependant sur un pied assez solide pour conjointement avec celle d'Espagne obliger l'Ang^e à plus de ménagemens qu'elle n'y est naturellement disposée.

Un des principaux sujets des alarmes du ministère B^{que} et que le Lord Stormont ne ma pas dissimulé dans nos derniers entretiens est l'envoi supposé de l'escadre du M^e du Claffaul, en Amérique. Quoi qu'elle ne soit composée que de six vaisseaux et de 4 fregates on s'en fait un épouvantail à Londres et on elle pouvoit faire la loi dans cette region. Rien n'entre assurément moins dans les vues du Roi. Je ne suis pas convenu avec l'ambassadeur d'Ang^e que cette escadre eut cette destination, il n'y avoit en effet rien d'arrêté à cet égard lorsqu'il m'en a parlé, maintenant il paroit décidé qu'elle ne sortira pas à moins que des circonstances ne l'exigent.

Quelques satisfactions que soient les assurances des Anglois, surtout étant garanties par la continuation de leurs embarras avec leurs Colonies, la masse des forces qu'ils préparent en Europe est trop considérable pour se contenter de l'observer impassiblement. Il seroit dangereux de rester désarmé vis à vis un voisin trop puissamment armé. Le Roi veut pourvoir à sa sûreté sans compromettre cependant la paix. Il a jugé devoir former une escadre d'observation à Brest. Celle de M^e Duchaffault en sera la motrice. On va lui joindre d'abord 3 v^e de 74 à 70. du même département qui seront joints par trois autres de Rochefort et un 4^e de Lorient en tout 7 v^e de ligne. On recensera en même temps les autres vaisseaux de Brest qui sont en état aux petites réparations pres qui se font qu'au moment d'un armement. Le tout pourroit former dans le besoin une escadre de 26, vaisseaux de ligne si les circonstances exigeoient cet effort dispendieux. Il n'est pas question pour le present d'armer les navires de la Méditerranée, cela ne seroit bon que dans le cas de guerre, et il faut espérer qu'on n'en viendra pas là. Rien ne peut plus contribuer à la faire éviter que de se montrer respectivement en situation de le faire. Vous voudrez bien M^e communiquer confidentiellement à M. le M^e de Grimaldi et seulement verbalement les détails que je vous confie, et je vous prie de m'instruire si vous le pouvez du nombre de vaisseaux que S. M. Esp^g peut avoir presentement armés ou de ceux qu'elle se propose d'armer d'ici au prin-

tems, indépendamment de ce qui a été expédié pour l'Amérique septentrionale et des départemens où ils sont. Si les alarmes de guerre prenoient plus de consistance, il pourroit être à propos que la principale escadre espagnole se tint au Ferrol.

1776

Espagne, t. 582 n° 159.

Il fallait, toutefois, donner à Londres une note différente, approvisionner seulement l'esprit de l'ambassadeur de raisons explicatives. Aussi M. de Vergennes avait-il écrit de sa main, la veille même, la dépêche suivante au marquis de Noailles.

À Versailles le 2^{me} 1776

Après avoir écarté autant que nous l'avons fait jusqu'ici le chapitre des conjectures et des probabilités il faut attendre du tems et des événemens la lumière que nous ne pouvons acquiescer par le secours seul de la réflexion et de la prévoyance en prenant avec sagesse les précautions qu'une circonstance aussi critique et aussi équivoque semble exiger. L'armement qu'on prépare en Angle et la vivacité qu'on y met ne peuvent être envisagés avec indifférence le Roi y donne l'attention la plus suivie. Sa M^{te} s'occupe de toutes les mesures les plus propres à prévenir l'embarasement qu'on peut appréhender.

Quoique je ne doute pas, M., que M. le prince de Masseran ne nous fasse part de tout ce qui lui revient de sa cour ou d'ailleurs et qui peut servir à fixer votre jugement sur les objets qui sont d'un intérêt commun je ne me dispenserai pas pour cela de vous transmettre un avis que je reçois de Madrid et qui doit être de quelque poids si le ministère B^{que} n'a pas éteint tout sentiment d'honnêteté et de pudeur, ce qu'on ne doit pas supposer légèrement. M. le M^{re} d'Ossun m'écrit en date du 21 9^{bre} que M^{re} Grantham avoit eu une seconde explication par ordre de sa cour avec M. le M^{re} de Grimaldi relativement aux dispositions amicales et pacifiques de l'Angle pour l'Espagne, et pour tranquilliser le Roi C^{que} sur l'armement extraord^{re} M^{re} Grantham a assuré le gouvernement espagnol que ce n'étoient pas les armemens de l'Esp^{re} qui avoient attiré l'attention du ministère B^{que} par ce que le motif en étoit connu; mais que les grands préparatifs maritimes de la France sans aucun motif apparent avoient donné une juste inquiétude à l'Angle et l'avoient déterminée à préparer sans délai l'armement dont il s'agit, non pas dans la vue de

1774. faire la guerre à la France ou à l'Esp^e mais pour être en état de se défendre si on l'attaquait. M. de Grimaldi a répondu que Sa M^{te} Cath^{olique} desiroit sincèrement de maintenir la paix et la bonne harmonie avec l'Ang^{re} et qu'il croioit pouvoir répondre que le cœur de France étoit dans les mêmes dispositions, qu'au surplus les mesures qu'elle prenoit pour mettre sa marine en état étoient bien naturelles dans les circonstances présentes, qu'elles auroient pu engager l'Ang^{re} à en prendre de semblables, mais qu'il y avoit bien de la différence entre se mettre en état d'armer des vaisseaux ou les armer effectivement comme l'Ang^{re} le faisoit et qu'il ne pouvoit prévoir les conséquences qui en résulteroient. M^l Grantham a paru fort content de cette réponse et il a dépêché tout de suite un courrier pour la communiquer à sa cour.

M. le M^{re} d'Ormesson ajoute, M., une circonstance qui a dû convaincre l'ambassadeur anglais de la sincérité de M. le M^{re} de Grimaldi. Ce dernier venoit de terminer sa lettre confidentielle à M. le P^{re} de Mameran, il l'a lue à l'ambassadeur, elle contenoit précisément des réflexions et des conjectures sur les raisons qui avoient pu déterminer les ministres Bègues à faire un armement extraord^{inaire}, et elle développoit le système pacifique de la France et de l'Espagne. Le langage que M. le M^{re} de Grimaldi a tenu au Lord Grantham est le même que je tiens moi même au Lord Stormont lors qu'il m'a donné occasion de m'expliquer, je n'ai jamais honte à lui exposer affirmativement les intentions pacifiques du Roi, par ce qu'elles le sont réellement, et que les occasions les plus sensibles pour l'ambition n'effleurent pas les principes de justice dont Sa Maj^{te} fait la base de son administration. Mais je ne laisse pas ignorer en même tems qu'aussi éloigné que le Roi l'est d'entreprendre une guerre qui ne seroit pas parfaitement juste, aussi disposé le trouvera t'on à la recevoir ou à la lui déclarer ou qu'on le provoque.

Les Anglois s'étonneroient moins de ce qu'ils appellent la grandeur de nos préparatifs maritimes, si mieux instruits de l'état dans lequel se trouvoit notre marine à l'avènement du Roi, ils saroient qu'il y avoit tout à y faire. Par un rassemblement ex c^{ra}to, par un magasin garni, il a fait à pourvoir à tout et à la fois, et c'est ce qui a donné à ces précautions et à ces travaux un état que nous aurions désiré éviter, mais que la nécessité rendoit indispensable. La plus forte partie de la besogne est faite, et si les Anglois sont de bonne foi dans l'assurance qu'ils donnent que leurs vues ne se tournent point à la guerre ils

ne tarderont pas à se convaincre par les faits que une prévoyance de sûreté a dirigé seule nos mesures.

Quant à l'escadre de M^r du Chaffault, qui a paru être l'objet le plus instant de l'inquiétude du ministère. Bâtiis qu'on qu'assurément elle ne dut pas en exciter, il n'y a encore rien de décidé pour la prétendue destination qu'on lui supposait. Elle va être augmentée; je ne puis pas vous dire au juste dans quelle proportion, mais elle sera probablement relative à l'armement qui se fait en Angle^{te}, c'est pour votre instruction seulement, M^r, que je vous prévienne de cette disposition; vous n'avez aucun usage à en faire, mais si on vous en parlait vous pourriez répondre amicalement, que les mêmes raisons qui ont pu porter l'Angle^{te} à préparer l'armement formidable dont elle s'occupe avec la plus grande activité sont un motif qui invite les puissances voisines à user de la même prévoyance, parce qu'elles pensent qu'il n'est point de sûreté mieux établie que celle qu'on se doit à soi même. Vous pouvez encore ajouter que comme nous sommes très persuadés que les mesures de l'Angle^{te} ne tendent à l'offense de qui que ce soit, vous êtes fondé à assurer que les nôtres n'ont pour unique objet que l'intérêt de notre tranquillité et de la conservation de la paix.

J'ai quelque regret, M^r, que vous n'ayez pas saisi le propos que vous a tenu le Lord Weymouth pour l'amener à une explication, lors qu'il vous a dit, *mais nous donnons des assurances d'amitié et nous agissons d'une manière contraire.* Ce que vous lui avez répondu étoit très à propos, mais j'aurois souhaité que vous lui eussiez demandé franchement ce qu'il entendoit dire. La précipitation avec laquelle vous avez changé la conversation peut lui donner lieu de croire que vous avez fui l'explication et que vous avez des raisons pour le voir. Cependant elle ne pourroit vous embarrasser jusqu'à un certain point vous avez toujours la ressource d'ignorer les faits sur lesquels vous craignez de vous expliquer de vous même et de les prendre *ad referendum*. Ce n'est point par esprit de critique que je vous fais cette observation mais pour vous servir de direction dans le cas ou une pareille occasion se reproduiroit.

Angleterre, 1 519 n° 73.

On ne voulait donc point cesser d'armer. Si éloigné de la guerre

177 qu'il tint à le paraître depuis la nouvelle de Long-Island, le cabinet de Versailles n'entendait même pas s'abstenir des menées commencées précédemment. Elles n'avaient, on le verra, jamais été plus actives ni aussi près de recevoir leur effet. M. de Vergennes n'avait pas eu l'idée d'aller, en les suspendant, contre cet entraînement général que lord Stormont donnait comme imposé par l'opinion. Dès le milieu d'octobre, on n'attribuait plus qu'une importance minime à la défaite de Washington, on trouvait qu'elle n'obligeait pas moins l'Angleterre à poursuivre ses efforts et que par là elle servait les plans des deux Couronnes. Le secrétariat du ministre en parle ainsi dans une dépêche à Carnier, le 18^e, et le ministre lui-même à Ossun le 19. À propos du cabinet anglais M. de Vergennes écrit ce jour-là à l'ambassadeur :

Le succès qu'il vient d'avoir sur Longsland et qu'il fait sonner je crois beaucoup plus qu'il ne vaut lui donnera de nouveaux moyens de tirer abondamment de sa nation tous les subsides nécessaires pour soutenir cette guerre contre nature. Ne nous en plaignons pas; ce n'est pas un spectacle affligeant pour les deux Couronnes de voir l'Anglè se déchirer de ses propres mains. Ce qui nous importe est que cette guerre dure encore quelque temps, et tout semble devoir le faire espérer.

Espagne, t. 582 n° 41

Des informations de Philadelphie, communiquées par Silas Deane³, légitimaient ce jugement et il était corroboré par un avis du prince de Masserano dont Ossun, le 31, transmettait la copie. La cour était à l'Escurial; ce dernier reflétait probablement avec exactitude l'impression qu'y régnait, en mandant :

M. le prince de Masseran, Monsieur, a informé sa cour de l'avantage que les troupes anglaises ont remporté sur les insurgens dans l'île de Longsland, il mande que malgré cet échec considérable, les Colonies s'étoient entièrement refusées d'entendre à de nouvelles propositions d'accommodement, ce qui fait presumer ici que la fermeté des colons, la difficulté des subsistances

Angleterre t. 518 n° 53. *États-Unis*, t. 1 n° 18

et la rigueur du climat, la saison étant fort avancée, donneront encore bien de la besogne au ministère britannique et prolongeront une guerre dont Sa Majesté Catholique et son ministère redoutent la fin prochaine. 177

Espagne, t. 582, n° 83

Notre marine, impatiente de se retrouver en face des vaisseaux anglais pour laver dans de sérieux combats les surprises de 1755, s'était efforcée de s'instruire des faits. De la Martinique, le comte d'Argout avait envoyé la corvette *la Furieuse*, du lieutenant de vaisseau comte de Kersaint, porter en Europe ses renseignements sur les opérations de Howe et sur la situation de Washington. Ils étaient faits pour amoindrir l'importance des avantages de l'armée royale. Kersaint avait abordé au premier port d'Espagne, s'était hâté de faire parvenir ses papiers au marquis d'Osuna, et celui-ci de les dépêcher à Versailles. Mais, à leur arrivée, M. de Vergennes se trouvait convaincu, il regrettait les frais de la dépêche et il le mandait à l'ambassadeur. En réalité, ni la cour de France ni la cour d'Espagne ne pensaient à revenir sur les appréhensions, les sentiments ou les vues dont elles s'étaient inspirées ensemble pour s'apprêter contre l'Angleterre. Un fait significatif se produisait, à cet égard, au moment même où le cabinet de Versailles donnait à son ambassade de Londres des appréciations ou des conseils en apparence opposés aux propensions si ouvertement dévoilées par lui le lendemain de la déclaration d'indépendance. Le commandant de Bilbao, sur la requision du résident anglais, avait saisi un croiseur américain qui venait d'entrer dans

l'océan autour de la dépêche de Kersaint avec son rapport du 4 février 1777. *Espagne*, t. 519, n° 68. M. de Kersaint était parti de la Martinique le 24 décembre. Le pti du comte d'Argout faisait ressortir la vigueur de la défense de Washington, les efforts considérables qu'elle avait coûtés aux Anglais, la composition solide où le général américain était maintenant éta-

blé. Aux yeux du gouverneur de la Martinique les succès dont Howe s'ouvrait le peuple en France, sonner très haut sa victoire, se bornaient « à être mis dans une vaine abondance de postes défensives pour des positions qui rendaient vains l'art et le courage des meilleures troupes et d'un général habile ». *Ibid.*, n° 69. M. de Kersaint signait : Kersaint.

- « par. Cela pouvait signifier l'abandon des dispositions jusqu'alors manifestées par l'Espagne. Silas Deane et ceux qui travaillaient avec lui furent en effet Beaumarchais, prenant feu, exprime aussitôt à M. de Vergennes les craintes qu'ils concevaient tous¹. Mais le mi-

Ce n'est pas la même caractéristique des lettres de Beaumarchais au ministre. Ici celle-ci se voit le moins le mélange de tout sentiment patriotique et d'activité fébrile qu'il portait à son rôle politique-commerciale. Elle est datée de Paris le 14 octobre 1776. « Monsieur le comte, « Je suis de la dernière conséquence qu'on apprend en Amérique que la cour de Madrid « multiplie ses efforts armés. Alors les « Français sont très-embarrassés qu'ils n'aient rien à « espérer de la France et de l'Espagne, depuis « que les Anglais y accablent de tout leur « pouvoir. Si cela seul n'est capable de leur « faire agréer un trêve ou négociation ouverte, « et peut-être un accommodement total avec « l'Angleterre qui profitant d'une suite aussi « promptement de la part de l'Espagne ne manque- « rait pas d'en tirer les conséquences et de « faire un pont d'or aux Américains pour les « ramener à la métropole. Le remède à ce mal est « d'envoyer promptement un courrier à Madrid « et d'y recommander que, sous votre égide, on « envoie un homme juste qui a pu faire valoir sa « renommée à la cour ou le débiter, ou du moins « ne donner aucun déclinatoire contraire, jusqu'à « ce qu'un plein succès des Américains à New- « York apprenne à cette cour qu'elle peut sans « risque offrir ses secours à une brave nation « qui n'en aura plus besoin, ou que le meilleur « de tous ses amis lui fasse faire du tout remettre « un tel trophée à la cour d'Angleterre, « comme la fièvre Cleopâtre offrit à César vain- « queur la tête de Pompée qui s'était ruiné « en son amour. Sans amour du conquérant « de lui abandonner à leur propre usage et « de ne pas lui aider à former notre seul en- « nemi. L'on peut croire que nous nous y pré-

« parons et cela nous en partie l'attention de « notre jugement. Mais n'attendez pas un ar- « mement dévoter le voile qui rendait les « intentions des Espagnols au moins équivoques ! « En bonneur, il y a de quoi perdre l'esprit de « chaleur ou du moins l'ardeur. M. le Comte « Je suis au chagrin que cela me coûte. « Pauvre France ! Mille fois ne te rendront pas « le moment que tu perds ! Et ce moment « perdu tu seras la proie et la ruine de tous les « gens sages qui prendront la plume en Es- « pagne pour soutenir cet éternement à nos en- « nemis ! Ecoute, je vous en conjure Monsieur « le Comte à ces cruels Espagnols ! Eh ! Grande « Dieu ! s'ils ne veulent pas y aller, qu'ils n'y « aillent pas au moins. Est-ce trop exiger « d'eux ? »

« Tantôt les fois que je réfléchis que nous « sommes dans une main de dispute du monde « qu'il ne tient qu'à nous d'en changer tout « le système, et que je vois tant de biens, de « gloire et d'avantages prêts à nous échapper, « je regrette bien de n'avoir pas plus d'influence « sur les résolutions du conseil des deux cours « et de ne pouvoir me multiplier pour empê- « cher le mal d'un côté et concourir au bien « de l'autre. Je estime trop votre patriotisme « pour oser de vous offenser en exhortant à « mes vives inquiétudes. »

« Je compte être à Fontainebleau jeudi ou « plus tard. Dix est je ne dors pas point que « je n'aie achevé le travail de finances que j'ai « promis à M. de Maurepas. Avant de le quit- « ter, elle sera inférée au moins par. Je « supplie votre majesté dans la perspective d'être « donner aussi par le moyen de faire une « guerre que les événements rendent indéfini-

nistre n'avait pas été moins impressionné et il s'était hâté de mettre Ossun en mouvement. « On voit », dit-il à celui-ci le 18, dans une dépêche de sa main,

On voit dans les nouvelles publiques qu'on a arrêté à Bilbao à la requête de la factorerie anglaise un corsaire américain, j'espère que le ministère espagnol lui aura fait rendre la liberté, les mêmes raisons qui militent pour ne pas refuser l'entrée à leur navires de commerce plaident pour ceux armés en course et en guerre. Ces gens là, si nous les indisposons, peuvent nous faire beaucoup de mal sans que nous puissions nous en ressentir, il y auroit de la duperie à risquer notre commerce pour complaire aux Anglois qui ne nous le rendroient pas dans l'occasion. Si cette detention subsistait elle imprimerait certainement plus de terreur en Amérique que la défaite de Long-Island.

Espagne, t. 582 n° 4.

Or, le gouvernement espagnol s'était empressé de désavouer l'acte de son subordonné. Au prix même d'observations de la part de lord Grantham, le cabinet de Madrid avait donné une satisfaction immédiate. L'ambassadeur pouvait mander le 4 novembre.

Le roi d'Espagne a désapprouvé cette démarche, et ordonné que la liberté fut immédiatement rendue à ce bâtiment, et que ceux de course ou de commerce qui entreroient à l'avenir dans ses ports y fussent traités comme amis, et qu'on leur administrât les secours dont ils pourroient avoir besoin; M. le marquis de Grimaldi s'est expl. que dans ce sens avec Mylord Grantham, qui a fait des insinuations à ce sujet, comme venant de lui même, le marquis lui a répondu, que Sa Majesté Catholique ne vouloit pas exposer les batimens du commerce espagnol au ressentiment et aux déprédations des corsaires américains, et l'ambassadeur n'a osé qu'opposer à un motif aussi juste. Il a prétendu ensuite avoir des indices qu'un Espagnol étoit en société pour

« s'enrichir, et que nous ne savons pourquoi que
« par la frayeur de n'avoir pas de quoi la sou-
« lever.

« Agrée mon respect et mon dévouement

« P. S. En me relisant je me trouve em-
« porté par un sentiment si val que j'ajoute
« votre indulgence en écrivant à vous seul.
« Angleterre t. 518 n° 80.

- 177 l'armement du corsaire retenu à Bilbao. M. le marquis de Gualaldi l'a assuré qu'il ferait prendre des informations exactes sur ce fait, et que si c'était vrai l'Espagnol serait sévèrement puni, mais il parait par les recherches qu'on a faites que la prétendue association dont il s'agit n'a jamais existé.

Espagne t. 582 n° 90.

Avec une joie vive Silas Deane signale tout de suite au comité de Philadelphie cette résolution du gouvernement de Madrid. Il lui trouvait non à tort une portée notable¹.

Lettres au Comité de correspondance secrète des 27 novembre et 1^{er} décembre. *Diplomatie correspondante* p. 66 et 86.

ANNÉE DU CHAPITRE PREMIER.

APPRÉCIATIONS DE L'AMBASSADEUR ET DU MINISTRE SUR LES INTENTIONS DE L'ANGLETERRE.

(LE COMTE DE VERGENNES AU MARQUIS DE NOAILLES.

A Fontenay-le Comte le 16 9^m 1776

J'ai reçu M. le M^r les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire les 5 et 8 de ce mois et toutes les pièces qui y étoient jointes. La 1^{re} n'ayant rapport qu'à l'évacuation de la ville de New York n'exige de ma part que des remerciemens de votre exactitude à nous faire part des événemens qui intéressent le pays où vous résidez. On ne peut regarder cette conquête que comme très importante, mais elle ne sera réellement décisive pour assurer à l'armée anglaise avec la possession de toute l'île du même nom des quartiers d'hiver commodes et tranquilles que lors qu'elle aura réussi à déposter les insurgens du camp qu'ils ont pris au port du Roi, c'est ce dont il parait qu'on ne doute pas à Londres. En effet le général Howe est supérieur par ses connoissances militaires et par la science des manœuvres à ses adversaires qu'on ne peut que bien augurer de ses opérations ultérieures. Le succès en seroit des plus complets si le général Burgoyne réussissant à passer les Lacs avant la fin de la saison se rendoit maître d'Albany et du cours de la rivière d'Hudson. La communication entre les Colonies du Nord et du Sud se trouveroit absolument interrompue il y a toute apparence que l'esprit de conciliation prendroit nécessairement la place de celui de résistance qu'il a dirigé jusqu'ici les Américains. Un propos que le Lord Stormond m'a tenu hier peut faire augurer, M., qu'on n'est pas sans espérance à cet égard à St James. Cependant j'observe que tant que les Américains ne seront pas réduits aux plus dures extrémités la proclamation de M^r Howe semble peu propre à accélérer cette heureuse évolution, elle caractérise trop l'intention de diviser les Colonies, ce qui est manifesté le dessein de les subjuguér en détail, d'ailleurs la rejection par le parti de la cour de la motion pour revoir dès à présent et reformer les statuts parlementaires qui peuvent léser les droits constitutionnels de ces Colonies ne semble pas devoir exciter leur confiance

dans les propositions qu'on leur fait. Le ministère en retardant cette révision se réserve évidemment le moyen de s'éluder, et l'on peut croire avec d'autant plus de fondement que c'est son dessein qu'il ne peut reconnaître et avouer l'illegalité des actes dont les Américains se sont plaints sans condamner lui-même les mêmes principes dans lesquelles il a engagé sa nation pour les soutenir.

Le Roi a approuvé, M., la manière dont vous avez présenté au ministère anglais les plaintes que vous avez été chargé de porter contre le *r* Mokemara, vous y avez mis la force et la dignité que une conduite aussi irrégulière que celle de cet officier exigeait sans blesser l'opinion que les ministres anglais peuvent désirer que vous conservions de leur bonne foi et de leur justice. Nous serons contents de la réponse du Lord Weymouth et des assurances de satisfaction qu'il vous a données à les faits justifient les paroles. C'est ce dont nous ne tarderons pas à être convaincus s'il est exact à vous communiquer les ordres qu'il vous a promis d'envoyer. Pour ce qui est de l'excitation que vous avez remarquée si à propos M., tant qu'il n'y aura que cela de bonne harmonie entre les deux cours ne saurait être troublée. Elle prouve à mon avis que ce ministre s'est trouvé fort soulagé de n'avoir à répondre qu'à un grief si facile à redresser. Il est probable que jouant par vos instances pour accélérer le moment de la conférence que vous lui aviez demandée de la gravité du sujet qui devait en être l'objet, il s'attendait à une discussion beaucoup plus sérieuse et plus opiniâtre.

Je conviens avec vous, M., que les affaires du pays que vous habitez prennent une tournure bien compliquée, mais nous devons reconnaître aussi que les Anglais peuvent se croire également fondés à juger de même de notre marche et de celle de l'Égypte. Si nos armemens sont peu de chose, nos travaux sont considérables, à la vérité ils n'ont rapport qu'à notre sûreté, mais ce qui sert à la défense se tourne facilement à l'offense, et c'est ce qui tient les états voisins dans une observation respectueuse qui approche beaucoup de la défiance. Nous ne pouvons guères nous dissimuler, M., que tout ce qui se fait en Égypte quoique nécessaire ne puisse affaiblir. La flotte destinée pour le Paraguay est bien propre à opérer cet effet, sa destination il est vrai est connue, mais elle peut être changée, et cette possibilité quoi que peu probable ne servira pas d'excuse au ministère. Bâle ou ne l'aient ni soupçonné. D'une autre part, l'Égypte a une nombreuse marine. C'est une mesure conservatoire mais si elle la prend malgré les assurances de paix et d'amitié qu'elle reçoit c'est une preuve qu'elle n'y met que la confiance que l'on doit avoir dans toute assurance de cette espèce. Il n'est de sûreté réelle pour un État que celle qu'il emprunte de sa propre tenue. Au reste en vous exposant ces réflexions, je ne prétends point former une opinion décisive. J'attends le mémoire raisonné et relatif aux

circonstances que vous m'annoncez pour discuter cette matière plus à fond que je ne pourrois le faire dans ce moment où je ne vous qu'obscurité.

Supposé des avis incertains dans les quels on se refuse à prendre confiance le ministre anglois n'a précipité ses armemens que pour en imposer à l'opposition qui se préparait à l'attaquer sur ses incertains. Si c'est là le véritable motif de ce grand mouvement nous pouvons, semble-t-il recevoir avec moins de défiance les protestations amicales qu'on ne nous prodigue pas moins ici qu'à Londres. Il passe pour ainsi constant que le Lord North n'est pas gouverné par caractère, et il n'est guère concevable qu'un homme aussi sage veuille de gaieté de cœur multiplier les embarras de sa position. Ce seroit un étrange paradoxe de presumer que la guerre contre la France et l'Esp^e donneroit des moyens de finir avec les Colons. Celles es emorgueillies par cette diversion se rendroient moins conciliantes et moins traitables et qui nous empêcheroit pour lors de former avec elles des nations que les sépareroient pour jamais de leur métropole. Je ne conclus pas de là, M., que ce projet qui vous soupçonnez soit impossible, je sais qu'on ne peut repandre de rien avec des hommes que des passions violentes ramènent, mais je vous propose mes doutes pour que vous vouliez bien les examiner et les résoudre. Je trouve de la bonne foi M. dans ce que Milord North a dit à M. le P^r de Masseran qu'un homme tins qu'on avoit prevenu M. de Pontat qu'il ne s'avoit pas de presumer que les armemens qui se font en Angl^e auroient rapport aux affaires du Portugal, et qu'on n'avoit rien négligé pour mener la cour de Lisbonne à faire satisfaction et restitution à l'Esp^e on ne lui avoit pas assuré qu'on ne la soutiendront pas. En effet quand bien même cette déclaration auroit été faite de la manière la plus expresse ni M. de Pomhal n'en auroit la dupa ni nous n'y trouverions plus de secret. Le ministre portugais ne peut connoître moins bien que nous l'intérêt de l'Angl^e qui ne lui permettrait jamais d'abandonner absolument le Portugal. Je crains bien tant que la querelle se maintienne dans les déserts du Paraguay que les ministres anglois ne se pressent pas d'y prendre part, la possession du Rio grande de S^t Pedro leur est parue très indifférente, mais si l'Espagne veut réduire sous ses loix le Brésil ou envahir le Portugal dans ses domaines d'Europe, quel que soit être l'inclination et la volonté des ministres B^qu^e ils auroient la main forcée, et l'intérêt de leur conservation les entraineroit dans la guerre. Nous ignorons M. jusqu'où le Roi C^qu^e pourra porter son repentiment, et se content de récupérer ce que les Portugais lui ont trop ostentement usurpé il bornera la ses entreprises. Il est fâcheux que l'orgueil ou l'entêtement de M. de Pomhal ait réduit les choses aux extrémités où nous les voyons et que les principales puissances de l'Europe se voient menacées d'une guerre pour un différent sans peu intéressant que la possession de

quelques débris de l'Amérique Méridionale. Je suis bien convaincu que le Roi d'Esp^e se prêtera autant que sa dignité le lui permettra à tout ce qui pourra arrêter le progrès de l'incendie, mais les choses ne sont plus entières, des réparations peuvent être maintenant insuffisantes, et on pourra peut très bien prétendre des ardemens des dépenses énormes dans lesquelles la mauvaise foi de M. de Pomhal a nécessairement consisté.

Je n'ai pu encore que parcourir, M^l, l'extrait des débats de la Chambre des Pairs que vous m'avez envoyé. Le roi la lui a tout entier. Je donnerai une attention principale aux deux discours que vous me recommandés. Ce que j'observe en général est qu'on nous suppose plus tôt des intentions hostiles qu'on en annonce contre nous. Cependant il faut être sur ses gardes quand on voit 41 vaisseaux de ligne, une commission et 45000. matelots ou soldats de marine votés.

(Angleterre, t. 518 n° 31.)

2 RELATION DE L'ENTREVUE AVEC LORD STORMONT.

Extrait de ma conférence avec le Lord Stormont le 13 9^{bre} 1776.

Le Lord Stormont confirme les avantages remportés à New York et en annonce de plus considérables. Le general Burgoyne ayant fait toutes ses dispositions à se rembarquer le 1^{er} 8^{bre} avec dix mille hommes sur le lac Champlain, le colonel Jonathon avec un corps de troupes légères et de Canadiens doit entrer par le lac Ontario dans la rivière de Mohawks pour arriver sur Albany en même temps que le general Burgoyne et prendre les Rebelles à revers à moins qu'un accommodement ne prévienne le danger que les menaces. Lord Stormont prétend avoir des avis particuliers qu'il y a des dispositions à une pacification. L'ambassadeur d'Angle^{te} a rendu compte à sa cour de la manière satisfaisante dont on a reçu ici les assurances amicales qu'il a eu ordre de donner en annonçant les dispositions que sa cour se pouvoit se dispenser de prendre, il est chargé de les renouveler et de les confirmer. Il doit observer en même temps qu'on est instruit à sa cour que l'armement qui se prépare à Brest est destiné pour la Martinique et pour S^t Domingue et qu'on craint qu'il n'ait pour objet de favoriser le commerce de contrebande qui se fait dans ces deux îles.

J'ajoute, me je réponds, si cette escadre est destinée pour les îles, je n'ai pas de connaissance que le Roi en ait encore fixé la destination, mais si elle y étoit envoyée on seroit bien moins dans la vue d'encourager ce commerce que de le restreindre s'il existe, ce que nous ignorons . . . mais bien des bâtimens portans pavillon

français en partent et se dirigent vers l'Amérique ou ils portant des munitions de guerre. . . . à la mer chacun arbore le pavillon qu'il veut, et pour décider si ce sont véritablement des Français il faudroit en avoir arrêté. L'intention du Roi n'est point que ses sujets naviguent à l'Amérique septentrionale. En a-t-on pris quel qu'un qui justifie la plainte. . . — pas que je sache. . . comment donc empêcher l'abus du pavillon si il n'y a pas une force maritime pour y veiller. . . vos commandans sont si accablés qu'ils peuvent y tenir la main. Fort bien à terre, mais hors de là ils sont sans autorité, d'ailleurs nous pouvons avoir des raisons de veiller sur nous même, il peut y avoir de la fermentation dans nos îles, vous n'ignorez pas leur état de souffrance. notre commerce peut aussi exiger des précautions. Il est soumis à passer le long des côtes de l'Amérique, les Américains après avoir pris sur les Anglais peuvent être tentés de prendre sur nous, comment s'en préserver si nous n'avons pas des moyens de les contenir. D'ailleurs vous êtes bien puissamment armés dans cette région. . . Cet armement ne peut causer de l'inquiétude, nous n'avons que deux v^e de ligne, le reste qui consiste en frégates ne peut rien entreprendre de considérable. . . Mais le nombre en est si prodigieux qu'il fait une force réelle sur tout lors qu'il n'y a point d'obstacles, et qu'en ce cas que 6 v^e repartis eo^t vous le faites vous même en deux stations. Ce peut bien être une force conservatoire mais jamais inquiétante. . . Mais cette escadre doit être renforcée par des v^e sortans de Rochefort et d'autres endroits. . . Ignorez si cette escadre doit sortir et où elle ira, mais sur mon honneur il ne se prépare ni à Rochefort ni à Toulon ni ailleurs aucun armement pour la joindre. . . — Nouvelles assurances de votre sincère du roi d'Angleterre pour la paix et que si elle ne doit être troublée que par lui on en jouira long temps. . . Réciprocité d'assurances de mon côté fondées sur l'amour de l'ordre et de la justice qui est dans le caractère et les principes du Roi. Confiance dans la connaissance que nous avons des sentimens honnêtes et vertueux du roi de la G^{te} Bretagne. Nous ne nous laissons pas imposer par les declamations de l'opposition, l'Angleterre ne doit pas se laisser aussi abuser par les destructeurs du ministère. On blâme la conduite présente, mais ce blâme ne change pas les principes de direction. Encore quelques mots de contrebande. . . elle est impossible à empêcher, le commerce veut gagner, et peut être s'en fait il plus par l'Angleterre que par la France.

Rien de nouveau du Portugal.

Angleterre. t. 519 n^o 28. Minute de M de Vergennes

3 LE COMTE DE VERMOREL AU MARQUIS DE NOAILLES.

A Versailles le 23 g^{re} 1778.

J'ai reçu M. le Marquis la lettre n^o 7 que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 15 de ce mois et le mémoire sur l'armement actuel de l'Angl^e qui y étoit joint. J'ai mis le tout sous les yeux du Roi et c'est avec bien du plaisir que je vous transmets l'approbation que le Roi et son conseil ont donnée aux fruits de votre explication et de votre rais. Ce n'est pas cependant que nous pensions uniformément avec vous sur tous les points, mais il s'agit moins entre nous d'un conflit d'opinions que de nous aider mutuellement à trouver la lumière et à découvrir le véritable but auquel les Anglois peuvent tendre par leur marche compliquée. Vous nous ouvrez toutes les voyes qui peuvent nous conduire à cette découverte, mais les ministres Anglois n'ont pas moins d'intérêt à cacher leurs intentions que nous à les deviner l'incertitude est toujours la même sans que de votre part comme de la nôtre il soit possible de la fixer. Il ne l'est gueres plus de se persuader que le ministère anglois embarrasé car il l'est des affaires des Colonies veuille s'embarquer de guet dans une nouvelle guerre dont il ne peut ni dissimuler ni lui danger ni les dépenses. Et croiez vous, M., que la nation malgré l'enthousiasme dont vous la jugez susceptible s'élèveroit à une résolution aussi hasardeuse et dont rien ne justifioit la nécessité urgente. A parler hypothétiquement on pourroit croire que les démonstrations de l'Angl^e pouvant avoir autant pour objet d'un impie que d'une détermination prise de nous attaquer. Quoi qu'elle ait aucun motif instantané de se défier de nos dispositions pacifiques, elle peut craindre cependant qu'elle ne soient pas persévérantes, en rendant même justice aux motifs qui ont déterminé nos travaux de marine, elle ne doit pas se dissimuler qu'ils sont susceptibles d'être employés à l'offensive comme à la défense. Elle sent d'une autre part que l'occasion peut être advenante et que notre intérêt peut nous convier à en profiter, en effet que pourroit-il nous arriver de plus avantageux que d'assurer d'une manière irrévocable la séparation de ses Colonies? Si l'on réfléchit d'une autre part sur la situation présente des affaires entre l'Esp^g et le Portugal, la première évidemment provoquée par l'autre et pouvant donner à son commencement et à sa vengeance une extension qui froisseroit essentiellement les intérêts de l'Angl^e, on est moins surpris de voir celle-ci se mettre en posture malgré les embarras que la circonstance de se maintenir dans la possession de l'arbitrage que ses succès et nos revers ne l'ont que trop accoutumée à exercer. Cette vez ne semble nullement équivoque en se rapportant les propos du Lord North à M. le P^{re} de Maurepas. M. le

C^e d'Aranda m'a conté la relation que cet ambassadeur en a fait à sa cour, elle ne sauroit être plus intéressante. Le ministre anglais ne cherche point à dénigrer ses sentimens et par conséquent ceux du conseil dont il est membre. Il trouve juste que le roi d'Esp^e se venge par tous les moyens possibles de ce qu'on a pu lui enlever dans le Paraguay et on ne le lui a restitué qu'au bout de dix ans, mais il ne pourroit voir avec indifférence que S. M^e C^{te} s'en fit un titre pour attaquer le Brésil ou pour envahir le Portugal en Europe. Un langage aussi franc et si propre à exclure tout soupçon d'artifice peut donner en partie la clef de démonstrations pressenties de l'Angl^e mais il seroit superflu de donner plus d'étendue à cette discussion, car quel que soit l'objet des armemens de l'Angl^e il faut nécessairement se résigner à la conclusion qui termine votre mémoire et c'est la seule qu'on puisse raisonnablement former, ainsi a-t-elle été adoptée sans difficulté dans le conseil, et je suis bien persuadé qu'on ne la perdra pas de vue dans tout ce qui reste à faire pour l'entier rétablissement de notre marine.

Je viens maintenant, M. aux articles de votre dépêche qui exigent explication de notre part.

Nous ne pouvons qu'applaudir à la suite que vous vous proposez de mettre à vos représentations auprès du Lord Weymouth pour l'amener à nous procurer la juste satisfaction de tant de griefs considérés dont nous nous plaignons et notamment de celui occasionné par l'inconduite et la mauvaise volonté du S^r Macnamara. Nous ne sommes pas inquiets que vous ne fassiez une juste différence entre ceux de nos griefs qui ont une certaine gravité et ceux dont on ne porte plainte que pour ne rien taire, tels par exemple que les coups de canon tirés à boulet par des frégates pour faire venir des marchands à l'abaissement, d'ailleurs nous ne doutons pas que vous n'adaptiez votre langage avec le ministre anglais à l'observation que je vous ai faite dans mes précédentes dépêches que rien ne pourroit mieux constater notre inclination pacifique que notre attention à déférer jusqu'aux plus légères plaintes au lieu de les réserver pour nous en faire dans l'occasion des motifs de rupture. Il est fâcheux que vous ayez à traiter avec un ministre qui naturellement peu porté à la conciliation ne parait guères susceptible de délicatesse et de bons procédés.

Ce que le ministre de Portugal a dit à celui de Suède que si la guerre tenait à la restitution la guerre étoit sur. Ce propos se conforme avec ce qui m'est revenu de Lisbonne de la réponse de M. de Pombal aux instances de l'Angl^e. Cette réponse si peu favorable semble excuser le reticence des ministres anglais envers nous. Ils peuvent craindre que la cour d'Esp^e ne voyant plus de possibilités à une négociation amiable s'empresse de ne donner le plus grand essor à sa vengeance. Peut être ne comparant ils pas encore de focher la réponse de M. de Pombal, le langage du

Lord North à M. le prince de Masseran peut le faire supposer, mais comme il meut fort intéressant, M., de pénétrer ce que les ministres Espagnols peuvent penser et faire dans cette occasion je ne verrai aucun inconvénient à ce que vous entreteniez le Lord Weymouth ou tout autre ministre avec lequel vous confériez sur ce qu'ils en disent encore de la docilité de M. de Pomhal et des moyens qu'ils prennent pour s'en assurer. Cette démarche me sembleroit même d'autant plus convenable, qu'indépendamment qu'il est de la dignité et de la justice du Roi de s'interposer à l'effacement de la paix en général, le Maj^e ne peut manquer de voir pour apaiser la querelle qui s'allume entre l'Esp^e et le Portugal sans donner une nouvelle preuve de ses dispositions pacifiques et par conséquent sans combattre d'une manière directe les desinées que les Anglois peuvent avoir conçues de ses véritables intentions. J'ajouterois encore que le Roi n'ayant partagé jusqu'ici avec l'Angl^e la médiation entre les deux puissances, elle ne pourroit s'y montrer tout à fait indifférente et paroitre l'abandonner sans donner lieu de lui supposer des vûes différentes de celles qui ont jusqu'ici dirigé ses conseils et ses résolutions.

Il est assez naturel, M., que les Anglois prennent plus facilement l'alarme de nos démonstrations que de celles des Espagnols, voyant comme nous le sermons de leurs côtes nous pourrions être dans leur île avant qu'ils ne fussent en état de nous en chasser le chemin s'ils ne s'y étoient pas préparés à l'avance. Quant à l'impression que pourrions faire les armemens actuels de l'Esp^e comparés avec le peu de sensation que fit celui de l'année dernière quoique assez considérable vous n'avez pas oublié sans doute, M., comment les Anglois parviennent à acquiescer la connaissance de la destination de celui-ci en faisant visiter le bureau de la marine; cette destination n'étoit pas d'une nature effrayante pour eux, elle ne menaçoit aucun de leurs alibis et l'Angl^e loin d'avoir aucun intérêt à détourner l'Esp^e de son entreprise sur Alger avoit plus tôt raison de se féliciter de lui voir si mal composer ses forces. L'aspect des choses n'est plus le même aujourd'hui, le Portugal est menacé et au plus d'un endroit, quoique l'Esp^e ne paroisse pas encore déterminée à l'attaquer en Europe elle n'en fait pas moins la démonstration d'ailleurs ses armemens maritimes indépendamment de la flotte destinée pour le rivage de la Plats sont bien supérieurs à ceux de l'année précédente. Je ne puis que juger comme vous, M., du discours du Lord North dans la séance où les communes ont voté la taxe de 4 schellings par livre sur les sucres. Il me paroit très fort de choses et puissant en raisonnement. Il s'exprime d'un ton tranchant sur la nécessité de la continuation de la guerre en Amérique il n'en diminue pas la longueur et les difficultés, il avertit de flatter la Chambre des mêmes espérances de réconciliation dont il l'avoit entretenue à l'ouverture, il promet des économies qui sont dans la nature même des choses

en effet la guerre d'Amérique n'exige plus les frais de première mise qu'elle a occasionnés la campagne dernière. Enfin il s'attache à rejeter et à détruire l'idée que l'Anglè seroit menacée d'une attaque étrangère. Les fondemens sur lesquels il établit sa confiance sont ceux d'un grand homme d'Etat qui a pesé et calculé les moyens des puissances qui l'environnent. Si le Lord North est aussi exact dans le tableau brillant qu'il fait de la situation florissante de l'Anglè que dans celui qu'il craonne de la position financière des autres Etats, on ne peut qualifier de témérité la confiance avec laquelle il assure que la paix n'est pas menacée d'être troublée. C'est à votre sagesse, M., que je livre cet aveu qui est pour vous seul, sans aucune espèce d'exception.

Le Lord North se rendant en quelque sorte caution envers sa nation qu'elle n'est menacée de la part d'aucun de ses voisins, lui annonçant des diminutions de dépenses, des vues d'économie, comment se persuader qu'un langage aussi affirmatif n'est qu'une ruse d'agitateurs et voie le dessein pins et arrête d'entraîner cette même nation qu'on prend tant de soin de rassurer, dans une guerre dont elle ne témoigne point le désir et qui ne pourroit être que contraire à ses intérêts. Nous n'oublions pas la surprise qui nous fut faite en 1755. Mais elle avoit été précédée par des explications sur des objets contentieux, et même par des hostilités de notre part dans le continent d'Amérique. Il y avoit alors un prétexte, mais dans le moment présent il n'y a pas même sujet à une explication tant soit peu sérieuse.

Je vous livre mes doctes, M., sans autre dessein que de vous engager à les éclaircir, serviteurs d'un même maître, nos efforts communs tendent à un même but, portons nous y avec courage, et ne craignons pas que les événemens vous soient imputés. Le Roi est trop équitable pour vous rendre responsable des résolutions de la cour où vous êtes, Sa M^{te} connaît trop votre attachement à son service pour monter que vous ne cherchiez à lui en donner de nouvelles preuves dans la circonstance critique et importante où vous vous trouvez.

Recevez tous mes remerciemens, M., des nouvelles que vous nous donnez et ne doutez pas du sincère et inviolable attachement avec lequel j'ai l'honneur M., etc.

DE VERGENNES.

Angleterre, 519 54 Minute de M. de Vergennes

CHAPITRE II.

TRAVAIL EN FAVEUR DE L'AMÉRIQUE. — LE STATHOUDÉBAT DU COMTE DE BROGLIE.

Rapports quotidiens du gouvernement de Louis XVI avec l'envoyé de l'Amérique et activité des opérations de celui-ci dans l'automne de 1776, instructions données par le roi pour la conduite d'un de la petite escadre de Brest, elle sans respecter le pavillon de Sa Majesté même par ses armes. — Continuation de nos bons offices à l'Espagne à l'égard des Bourbonnaux et de Constantinople, un traité avec le sultan d'Acadia les négociations de la paix avec Alger. Beaumarchais est remis en mouvement par la prise de New-York, ses instances pour empêcher des séjours en Amérique, trop peu de secret de ses mouvements, communications qu'on lui avait à Londres, retards qui y étaient apportés pour tromper l'ambassade anglaise, son rôle dans les manœuvres politiques. Du Coudray antécédents de cet officier, ses manœuvres afin de paraître un personnage principal, il lui dévoilant les départs préparés en Havre, il prend enfin la route de l'Amérique, ordre qui donne les autres vaisseaux au port. — Projet plus sérieux que cet ordre fut échouer. Donne et le baron de Kalb mission réelle de lui donner, il lui engage le v. comte de Murey et lui comme majors généraux dans l'armée des États-Unis avec quinze officiers du comte de Broglie. Kalb savait-il pourquoi il agissait et pour qui? Comment il se fut instruit par Beaumarchais, secrétaire du comte. Donne se confiait à la confiance, départ pour la Havre où la Seine attendait les ordres. Effet de l'arrivée de Franklin, Kalb envoya à son intention un exposé à Donne, tendant à faire demander au roi comme généralissime des États-Unis, un personnage qui était le comte de Broglie. — Comment, de sa terre de Ruffec, le comte suivait ces événements, à quelle heure il voulait donner à Kalb les instructions nécessaires, mémoire de celui-ci par rapport à Franklin par ses instructions du comte. Le comte de Broglie avait-il l'assentiment du gouvernement du roi? peu d'attention que Franklin pouvait avoir comme à ses démarches, efforts inutiles de Kalb pour prendre la mer, dispersion de ses officiers. — L'Angleterre tente à affaiblir le roi des deux Couronnes lord Suffolk et puis après, lord Mansfield proteste au prince de Masserano de dire qu'elle a de la paix. Les suites de M. du Poutel sont inévitablement méfiances, démarches analogues de lord Gougham à Madrid et de lord Stourmont à Versailles. Réponse de M. de Vergennes déclaré qu'il ne montre point à reconnaître à l'Angleterre, son désir, au même temps, se souvient avec la cour d'Espagne le concert interrompu depuis à Osnabrück l'intention manifestée par les Anglais d'activer la course contre les navires américains. — Comment la mission fut menée à Madrid et à Londres l'arrivée de Franklin en France, opérations dans lesquelles se trouvait au fond le gouvernement du roi.

1776.

Les relations et les entretiens du gouvernement de Louis XVI avec l'envoyé américain étaient presque de chaque jour, durant

l'automne de 1776. Dans les opérations de Deane avec Beaumarchais ou avec d'autres traitants régnait la plus grande animation. La prise de New-York, qui suivit de près l'échec de Long-Island, ne ralentit pas du tout les menées; on s'était attendu au second événement comme à la conséquence de l'autre. Le 15 novembre, en conseil chez le roi, on arrêtait pour le comte du Chaffault, à qui avait été donné le commandement de la petite escadre de Brest, de minutieuses instructions particulières lui prescrivant de faire respecter, même par les armes, le pavillon et les possessions de la France. Il se dirigerait sur la Martinique, établirait des croisières pour protéger le commerce des îles du Vent et sous le Vent, défendrait les vaisseaux des Américains ou ceux qui auraient été chargés pour eux par d'autres nations d'Europe, garantirait Saint-Domingue si les Anglais l'attaquaient. C'était le complément des résolutions du 22 avril. Différées par les circonstances politiques, on commençait maintenant à leur donner cours, tout en tâchant d'en sembler éloigné. Le roi n'avait pas mis seulement son *approbation* au pied de ces instructions; il les avait transcrites de sa main, soigneusement, y prenant sans doute la même satisfaction intime qu'il éprouvait à écrire ses réflexions morales. Il pourra, douze années après, être trouvé impropre, opposé, bien plus, aux réformes sociales et politiques, le temps était passé où les rois allaient d'eux-mêmes au-devant de ces besoins de leur peuple, mais la dignité et le rang de leur maison, dans laquelle la nation se confondait, demeuraient leur affaire; on reprocherait injustement à Louis XVI d'y avoir manqué, dans ces premières années de son règne, étant données les circonstances et étant donnée sa nature.

Les instructions du comte du Chaffault attestent que l'on était déterminé à ne subir nulle part la loi du gouvernement anglais sur la mer contrairement au droit des gens, et à ne pas le laisser subir. Cela équivalait à assurer contre les croisières britanniques les

1 Du Chaffault de Brest : capitaine général des armées navales.

1776 chargements d'armes et de munitions qu'avaient faits en France et autre part les agents américains. Le roi parlait notamment comme il suit¹ :

Sa Majesté ayant ordonné l'armement au port de Brest, d'une escadre de six vaisseaux et quatre frégates dont elle a confié le commandement au *s^r* C^{te} Duchaffault, elle va lui expliquer ses intentions sur la conduite qu'il aura à tenir dans le cours de la mission dont Elle l'a chargé.

Le *s^r* Du Chaffault appareillera, de la rade de Brest au premier vent favorable, aussitôt qu'il aura reçu la présente instruction et il fera route pour la Martinique ou il se rendra le plutôt que les circonstances de temps le lui permettront.

Pendant sa navigation, il aura attention de faire faire fréquemment brantelabas, de jour et même de nuit, aux vaisseaux et autres bâtimens de son escadre, il recommandera aux capitaines et autres officiers qui les commandent de tenir la main à ce que ces brantelabas soient faits avec le même soin et la même exactitude que s'il s'agissait de livrer un combat.

À l'égard des croisières que le *s^r* Duchaffault doit établir sur les îles du Vent, avec les autres vaisseaux et frégates de son escadre, Sa Majesté s'en repose entièrement sur ses lumières, sa prudence et son expérience pour le choix des stations et la distribution des bâtimens sous ses ordres, il suffit qu'il soit prévenu que l'objet de sa mission est de protéger le commerce de ces îles, de contribuer de tout son pouvoir à leur tranquillité et à leur sûreté; d'empêcher qu'il ne soit fait aucune insulte ou violence soit aux bâtimens de la Nouvelle Angleterre, soit à tous autres, qui viendroient, ou y commercer ou s'y réfugier, et de faire en toute occasion respecter le pavillon de Sa Majesté.

¹ La minute du roi est aux archives de la Marine, datée du 15 mai 1776, et la copie délibérée en conseil, du 10 novembre, portée au bas l'approbation de Louis XVI. Nous donnons le texte de cette copie à l'annexe I du présent chapitre. Elle a pour intitulé : *Mémoire du roi pour servir d'instruction particulière au *s^r* C^{te} Duchaffault chef d'escadre des armées navales*. Les

instructions techniques avaient été dressées dès la fin de mai. Elles furent retravaillées, seulement à cette date de novembre. La seconde expédition porte l'intitulé de *Projet* qui était sans doute dans l'original en plusieurs il y a : *Mémoire du roi pour servir d'instruction à M. Duchaffault, chef d'escadre des armées navales*.

Il sera en conséquence moins occupé de poursuivre le commerce interlope que les Américains peuvent continuer, qu'à tenir ses croisières à d'assez grandes distances des îles pour en écarter les frégates anglaises et empêcher qu'elles n'osent s'approcher de la côte en deçà des limites fixées, et encore moins en fouiller les ports et les différens morilages comme elles ont entrepris de le faire et il concertera avec les commandans généraux des Colonies la conduite qu'il aura à tenir à l'égard des dites frégates. 176.

Le s^r Du Chaffault doit être prévenu que les Anglois ont actuellement aux îles du Vent, sous le commandement du vice amiral Young deux vaisseaux de 50 canons, et plusieurs frégates ou corvettes.

Il ne recherchera point la rencontre des vaisseaux de S. M. Britan^q; mais lorsqu'il ne pourra les éviter, il en usera avec beaucoup de politesse envers eux, suivant la bonne intelligence qui règne entre les deux Couronnes, mais toutefois, s'il est dans le cas de les approcher, ce ne sera qu'avec la plus grande réserve. Sa Majesté lui recommande très expressément de diriger toute sa conduite de manière à ne point donner lieu à des réclamations de la part de la Grande Bretagne, d'éviter toute hostilité et d'en user en toute occasion avec beaucoup de circonspection, sans toute fois permettre que, dans aucun cas, il soit manqué au respect de son pavillon.

Dans le cas où un bâtiment de la Nouvelle Angleterre, appartenant aux insurgens seroit poursuivi par un vaisseau anglois et réclameroit la protection du pavillon de France, le s^r Duchaffault la lui accordera, et au nonobstant la déclaration qu'il en aura faite, le vaisseau anglois s'obstinant à la poursuite de l'insurgent, et voulant s'en emparer, le s^r Du Chaffault emploiera pour s'y opposer, les forces que Sa Majesté lui a confiées mais il n'en viendra à cette extrémité qu'après avoir harlé le vaisseau anglois et lui avoir déclaré à la voix que les ordres du Roi lui prescrivent d'accorder l'asile de son pavillon à tous les bâtimens qui pourroient le réclamer, et de s'opposer par la force à ce qu'il soit fait aucune violence sous son pavillon.

Quand seroit donné le signal de faire usage de ces instructions, autrement dit l'ordre de mettre à la voile? on n'aurait pu le prévoir. Les intentions d'agir allaient plus vite que les déterminations. Au sujet

176 de l'escadre de Brest, les déterminations devaient dépendre encore de bien des considérations et de plus d'une circonstance. En attendant, on continuait en faveur de l'Espagne les bons offices déjà commencés quant aux Barbaresques et à Constantinople. M. de Vergennes ne cessait pas d'être préoccupé par les buts lointains de la négociation avec ces puissances. C'était le sujet principal de sa dépêche du 18 octobre, tout à l'heure citée. Le comte d'Aranda ayant été mis par son gouvernement à même de s'en expliquer avec le ministre, l'affaire fut entamée peu après. Celui-ci en parlait comme il suit à Ossun, ce même 18 octobre, puis le mois suivant :

Je ne tarderai pas à m'entendre avec cet ambassadeur sur ce qui concerne la négociation à introduire à Alger et à Const^{le}, ce sera un ouvrage de longue haleine, il faut s'attendre à y rencontrer bien des difficultés, elles ne nous rebuteront pas; je vous prie d'en assurer M. le M^r de Grimaldi et que nous y mettrons le zèle le plus infatigable sans nous relâcher des ménagemens que la délicatesse et la dignité du Roi C^{te} exigent.

Indépendamment des considérations que je vous ai exposées M. dans une de mes précédentes dépêches pour justifier notre répugnance à nous lier dans ce moment-ci avec la Porte ottomane par une alliance défensive, je ne vous dissimulerai pas que j'en aurais une bien plus invincible à entendre à un traité de subsides qui me paraitrait tout à fait contraire à la dignité des deux Couronnes. Elles ont un si grand intérêt à ne pas souffrir la subversion de ce grand empire que lorsque leurs circonstances leurs permettront de s'occuper à en prévenir ou à empêcher la conquête, elles y approprieront sans doute tous leurs efforts sans qu'il soit besoin pour cela de prendre des engagements éventuels qu'on n'a pas toujours la possibilité de remplir. Nous voyons avec satisfaction M. que S. M. C^{te} et son conseil ont bien voulu se réunir à cette façon de penser et c'est sur cette base que nous dirigerons nos insinuations à Const^{le}.

Espagne, t. 582 n° 4.

M. le C^{te} d'Aranda a reçu les instructions de sa cour relativement à la paix qu'il s'agit de négocier avec les Turcs et les Régences barbaresques, j'ai même conféré sur ces deux objets avec cet ambassadeur, et les ordres du

Rois, conformes aux desirs du Roi son oncle, ont déjà été expédiés pour Constantinople, ceux pour les trois régences d'Afrique ne tarderont pas à l'être, et vous pouvez assurer le ministère espagnol, que nous ne négligerons rien pour amener les deux objets dont il s'agit à une heureuse conclusion.

Espagne. L. 382 n° 116

On suivait activement aussi, quoique avec des intermittences et des changements fréquents dans les ordres, les opérations de Silas Deane. Le marquis de Noailles et Beaumarchais avaient à la fois informé le ministre de la chute de New York. Ce fut pour celui-ci l'occasion d'écrire que les Américains avaient le dessous faute d'artilleurs, et de presser une fois de plus M. de Vergennes de le mettre à même de faire partir ceux que du Condray devait emmener¹. Les retards provenaient bien un peu des rouages à travers lesquels les opérations avaient à passer, des bureaux de la Guerre et de la Marine, qui devaient et imprimer et dissimuler le mouvement, c'est pourquoi le ministre y pouvait peut-être quelque chose. Mais, en présence des indiscretions inévitables et des incidents qu'elles faisaient naître, de l'obligation où l'on se trouvait d'abuser cependant l'Angleterre puisque l'on se croyait trop peu prêt à la braver, ces retards n'étaient pas sans dériver aussi des enchevêtrements nécessaires par le fonctionnement de la maison Hortalès et C^e tel qu'il avait été conçu et qu'il s'effectuait. La multiplicité des préparatifs, les allées et venues de Deane, de Beaumarchais, de leurs intermédiaires; le manque de retenue qu'autorisaient soit le courant de l'opinion, soit la confiance donnée à tous les agents employés par l'idée qu'ils avaient l'appui du Gouvernement et qu'ils lui rendaient des services, tout cela divulguait les actes

¹ « Il me paraît que ce qui les fait, sans vouloir en le peu de parti qu'ils peuvent tirer de leur artillerie. Ils ont du courage et point de science. Il me paraît de toute importance que mes nouvelles arrivent à nos comp^{tes} d'artilleurs et d'ingénieurs qui font

« bientôt prendre une autre couleur à leur manière de se retrancher et de se défendre.

« N'êtes-vous pas de mon avis Monsieur le Comte? Paris 9 g^h » *Angleterre*, t. 519 n° 19. — La lettre entière se trouve à la fin du présent chapitre.

776. En échangeant avec Londres tant de protestations pacifiques, il aurait fallu du moins que les faits ne les infirmassent pas. Le cabinet de Saint-James ne cachait point qu'il savait à quoi s'en tenir. Le 15 novembre, lord Weymouth, sans grands détours on l'a vu, parlait de nos armements à l'ambassadeur d'Espagne comme d'une menace. Quelques jours après, le 22, à un dîner de ministres, il s'exprimait plus fortement encore, opposant aux réponses très serrées du représentant de Charles III l'assurance non moins ferme que nous armions contre l'Angleterre; que, de concert avec l'Espagne, nous assasions l'Amérique; que le ministère de Versailles y envoyait des munitions, de l'artillerie, des officiers pour soutenir la révolte¹. Par d'autres voies, M. de Vergennes avait reçu l'avis que nos menées étaient presque exactement connues². Quelque chose de plus que des assurances verbales était donc nécessaire pour faire croire à la parole de la France. Alors on entravait l'action de Beaumarchais. C'est ainsi que du Coudray, mis en mouvement dès le mois d'août et à qui la Guerre avait donné, le 14 septembre, un ordre écrit précédé d'un autre du 11 l'accréditant dans les arsenaux, recevait, le 20 le commandement de suspendre et, quelques jours après, était invité à recommencer³. Ou bien on recourait à de fausses manœuvres, comme d'envoyer à Brest, port militaire, les munitions destinées en fait au Havre, port de commerce dans lequel

Traduction des dépêches du prince de Masserano, du 15 et du 22 novembre 1776. *Angleterre*, t. 510 n° 35 et 33.

¹ C'est ce dont témoigne la note suivante, du 8 novembre, en marge de laquelle sont écrites de la main du ministre comme l'aut, la provenance et la date. « *Note. D'Angleterre su-* » *vedi à suite.* Le s^r Langlais actuellement » à Paris m'a écrit au 1^{er} octobre qu'il a été se- » crétaire d'ambassade à Vienne du temps du » L^d Stormont que M. du Coudray doit par- » tir pour l'Amérique avec dix ingénieurs et » 100 pièces de canon qu'on envoie aux Amé- » ricains que la brigade irlandaise a ordre de

» se tenir prêts à embarquer, qu'elle est des- » tinée pour St Domingue et ultérieurement » pour prêter secours aux Américains que » M. le duc de Fitz-James colonel d'un de nos » régiments voulant éviter cette destination » est parti pour Fomburghen afin de solliciter une autre destination. M. Langton a trans- » mis cet avis au Lord Mansfield qui l'a fait » passer par le dernier au L^d North. » *Ibid.*, n° 12.

² Nous présumons ces dates d'après l'indication donnée par du Coudray lui-même dans un mémoire au congrès des États-Unis dont il sera ultérieurement question.

elles étaient suspectes, sauf à les ramener plus tard au premier point d'embarquement, pensant dépister par là lord Stormont; on déchargeait l'artillerie des navires où elle se trouvait déjà, pour que, malgré l'ambassadeur, ils pussent prendre la mer avec le reste de l'armement.

175

Beaumarchais, qui voyait contrarier ses combinaisons par ces changements, atteindre ses intérêts par les contre-ordres, quoiqu'il eût accepté d'avance de les subir moyennant des indemnités ultérieures, en tirait le droit de se montrer plus pressant encore, d'arguer avec plus de poids du but où l'on tendait. Il n'avait garde de n'en pas user. A ces dates, il était vraiment en pied dans les agissements politiques. Il attendait les derniers compléments de matériel et de poudre pour le vaisseau de du Coudray; il avait indiqué à M. de Maurepas un plan de finances qui ferait trouver, dans des économies de dépense, des ressources pour armer sans augmenter l'impôt, et la mission lui avait été donnée d'étudier l'exécution de ce plan, d'en conférer chez M. Necker, qui venait d'être appelé à l'intendance du Trésor; il avait conçu avec Silas Deane, peut-être un peu avec M. de Vergennes, la création d'une banque en vue d'émettre un emprunt des États-Unis gagé sur des terres en Amérique¹. Deane venait de notifier au gouvernement du roi la déclaration d'indépendance des Colonies et d'aviser ce gouvernement de l'intention où était le Congrès de nouer avec lui une alliance dont il s'occupait de délibérer les bases², il allait en faire autant à l'égard du gouvernement de Madrid dans la personne de son ambassadeur, la manière dont s'effectuait cette première entrée en rapports des Américains avec la cour d'Espagne, les

¹ Deane rend compte de ce plan à Plinthes le 1^{er} décembre. *Diplomatic correspondence*, p. 77.

² La lettre de notification est en anglais. (*États-Unis*, t. I, n° 36.) Elle assure que « le Congrès a pris en grande considération les principaux points d'un traité à proposer à la France

, qu'il a à sa solde près de 80,000 hommes armés dans les différentes colonies, qu'il veut que son indépendance soit solennellement déclarée en Europe et d'abord à la France avec qui il desire une alliance dont il rédige les propositions telles qu'elles puissent satisfaire les deux parties ».

indiscretions possibles du comte d'Aranda ne donneraient-elles pas naissance à plus d'un embarras? Beaumarchais se hâte encore d'intervenir pour conjurer les inconvénients. Tout cela autorisait beaucoup le « Barber de Séville », comme on l'appelait couramment; c'est pour quoi il s'adressait avec instance au ministre, lui demandant d'être mis en situation de mener à fin ce qu'on l'avait encouragé à entreprendre, ce qu'on lui avait fait commencer, et ses lettres témoignent bien du mélange de gêne et de désir d'agir, de crainte de le laisser aller et d'intention de rendre ses services effectifs, qui a caractérisé cette politique occulte. Il pensait que les hésitations, les retours venaient de M. de Mauvassat; il ne trouvait plus chez lui le même accueil; il insistait auprès de M. de Vergennes, afin que celui-ci ramenât à ses bonnes dispositions précédentes ce conseiller prépondérant du roi. Il écrit le 12 novembre, un mardi :

Monsieur le Comte.

Je serai vendredi à huit heures chez Votre Excellence.

Si je n'étais pas certain que j'entre dans vos vues en désirant que vous sachiez autant qu'il est en vous les obstacles qui retardent ma course, je n'aurais pas l'indiscrétion d'observer, lorsqu'il semble que je ne doive que me soumettre. Mais je sais que vous êtes aussi contrarié que moi de tout ce qui nuit à mon objet : cette idée me console et me fait prendre en patience les mortels dégoûts d'un travail sans dédommagement, si l'on n'avait pas l'avantage de vous être agréable. Car il y a encore bien loin du point d'ou je pars, avec les faibles secours que j'ai reçus, au but que je me suis proposé, de rapprocher par toutes les voies possibles les A. . . de nous, de les lier par l'attrait d'un commerce avantageux, et de leur faire trouver en France tous les agréments aux quels ils ont renoncé de la part des Anglais en se séparant d'eux. Ce grand objet m'enflamme à la vérité, mais qu'il y a loin! Mon Dieu qu'il y a loin! de ce que je fais avec ce qu'il faudrait faire pour cela. L'ambassadeur d'Espagne dirait bien ici : *Dieu il est Bourbon* etc.

Ne regardez donc pas, Monsieur le Comte, mes impatiences, mes chagrins comme de l'insubordination, ce n'est autre chose que du zèle, et faites moi la grace d'observer que si je dois aller à St Domingue, il n'est fort peu utile

qu'on transportât l'artillerie de Dunkerque à Brest, lors que le vaisseau qui l'attendait en panne au Havre. Est-elle moins en France à ce port, qu'à celui de Brest, et n'est-ce pas de l'argent et du temps perdu gratuitement, que de me laisser sur le corps un vaisseau fretté exprès, qui ne va plus savoir que faire, à moins qu'avant de sortir de Fontainebleau vous n'ayés la bonté de faire expédier par M. de St Germain l'ordre de me livrer au Havre et à Nantes deux mille quintaux de poudre avec quoi je partirai sous la garde de Dieu et de votre flotille? Tous les magasins sont garnis à crever, et le ministre de la guerre est encore bien loin d'avoir pris aux régisseurs la quantité de poudre qui lui revient. Autant à Marseille, et me voilà un peu consolé; parce qu'au moins je ne suis pas tout à fait inutile, et que mes navires auront en charge de quoi payer les frais de leurs armemens.

1770.

Suppliant après cela le ministre de lever les obstacles, Beaumarchais expliquait le tort causé aux opérations, « le cœur bien serré, disait-il, de voir comme tout allait ou plutôt comme tout n'allait pas ». En fait il n'était pas étranger à ce que « tout n'allait pas », et moins encore les gens qu'il employait : lui, pris d'une sorte d'ivresse d'activité et de confiance en lui-même qui le détournait parfois des précautions; les autres, officiers enrôlés ou ceux, trop nombreux, qui demandaient à l'être², répandus dans les lieux publics de Paris ou des ports et y dépensant leur oisiveté en forfanteries ou en exigences que les retards d'embarquement, en les faisant durer, rendaient tous les jours plus embarrassantes. On n'avait pas eu la main heureuse en laissant du Coudray devenir le personnage principal de ces scènes, infortunées pour la plupart autant que besoigneuses. Se voyant la cheville ouvrière des préparations que l'on faisait, un peu comme à la tête du personnel qu'on mettait les *usurgers* à même de former, l'idée lui était vite venue de se ménager en Amérique, grâce à son grade en France, tout le bénéfice de sa mission. Du Coudray, qui avait

Cette lettre se trouve à l'annexe II, n° 1, du présent chapitre.

A la fin de novembre le v^o Silas Deane.

écrit à Philadelphie qu'il est « fatigué à en mourir » (*well nigh harassed to death*) par les demandes (Deplum. corresp., t. I p. 71).

- 1776 été précepteur militaire du comte d'Artois, puis du duc de Chartres, se trouvait en garnison à Metz en 1774. Il fut alors détaché à l'administration centrale pour l'inventaire du matériel des places et des armements. Quand M. de Vergennes commença à utiliser Barbeau Dubourg, du Coudray était encore dans les bureaux du commandant de l'artillerie, M. de Gribeauval. Il avait, paraît-il, capté les bonnes dispositions de ce dernier. Son emploi le désignait naturellement pour aller procéder au triage et à la mise en état de l'armement qu'on voulait céder aux Américains; c'est comme cela qu'il avait été connu de Dubourg, qu'à la fin de juillet 1776 celui-ci l'avait mis en rapport avec Silas Deane et que, peu après, Beaumarchais, officieusement commissionné par les Affaires étrangères auprès de la Guerre et de la Marine pour les opérations de la maison Hortalès et C^e, avait fait pivoter sur lui, qu'il trouvait si bien en pied, ses expéditions et ses enrôlements. Mais l'officier, certainement capable, était de ceux qui, dans les emplois que l'on fait de leurs services, envisagent avant tout le parti personnel qu'ils peuvent en tirer. Peut-être sa nature pesait-elle aux chefs qui l'avaient sous leurs ordres et étaient-ils bien aises de lui faciliter les occasions propres à le faire rechercher loin d'eux. Aussi, ayant fasciné Deane après Beaumarchais, avait-il obtenu de l'Américain l'engagement d'un état-major complet d'artillers, de poudrers, puis entrepris d'échapper à Hortalès et de partir sur *l'Amphitrite* non plus comme envoyé par celui-ci, mais pour recevoir et prendre, par destination convenue, la direction supérieure de l'artillerie du Congrès.

Du Coudray, après avoir essayé de réaliser ce roman, l'a écrit au moment même où il lui échappait¹. Dans l'ignorance où il était et où l'on était comme lui des conventions sur lesquelles la maison Hortalès était fondée, il trouvait pour le composer des facilités particulières. Beaumarchais, malgré son entrain imprudent, avait parfaitement gardé le secret sur ces conventions; on pouvait d'autant plus

¹ Nous revenons là-dessus dans un chapitre ultérieur et dans l'annexe qui le suit.

amment montrer que ses combinaisons étaient inspirées par le lucre seul ou l'esprit de négoce et l'officier espérait y faire croire l'assemblée des États-Unis. Pour accommoder les choses à son but, en attendant, il multipliait les intrigues. Tous ses ressorts n'étant pas prêts, il s'efforçait de reculer le moment de partir; il fomentait le mécontentement des enrôlés, écartait ceux dont il craignait le contrôle pour faire admettre ceux qu'il s'était attachés, encourageait les plaintes en se plaignant lui-même, confiait à des indiscrets le lieu où il devait aller et rejetait sur Beaumarchais les bruits dont le premier il était l'auteur. Les informations que l'on avait à Londres découlaient ainsi de bonne source. En novembre, Deane et Beaumarchais, pas encore éclairés, avaient en lui une foi complète : « le pauvre Ducondray », mande Beaumarchais à M. de Vergennes, « tout découragé par les lenteurs ». Le 25, Deane en écrit les plus grands éloges à Philadelphie; l'activité déployée par lui pour les États-Unis, la reconnaissance qu'ils lui devraient remplit les lettres de l'Américain. Pendant ce temps, il ourdissait ses trames. Il venait, à cette date, de passer, sans que l'on sût pourquoi, une semaine à Versailles, étonnant un peu ses mandants par une prolongation d'absence qui risquait de tout faire manquer¹. Il faut bien dire que des légèretés se commettaient, outre ce que brassait du Coudray. En décembre,

Lettre à M. de Vergennes, du samedi 9 novembre *Anglo-Am.* t. 5, 9 n. 9. « Je vis hier ou soir le pauvre du Coudray. Il était tout découragé et faisait un mémoire pour proposer de tout détruire et de le jeter au feu. Il paraît que c'est M. le duc de Lorges qui lui veut l'algèbre qui l'afflige tant. Si c'est ce n'est qu'une confusion d'idées qui cause tout ce désordre. On aime mieux dire qu'il allait à St Domingue avec tout le bagage. Il l'a dit à M. de Lorges qui aura tout confondu en me parlant. »

¹ *Diplomatic correspondence* t. 1, p. 73 *unpublished*.

« Je ne mets ce que fait M. Ducondray à Versailles depuis vendredi » écrit à-dessus Beaumarchais à M. de Vergennes dans sa lettre relative à la notification de l'indépendance américaine à l'ambassadeur d'Espagne. « Il n'attendait que deux ou trois espoumons du M. de Sartines, et voilà trois jours que je n'ai vu ni nouvelles de lui. Tout est parti tout stupide. Moi-même, je suis sur les épaves. Qui peut donc le retourner? Le vaisseau est à l'ancre en rade. Pourquoi ne puis-je tout déliébrer et tout faire? rien ne serait remède et mon vaisseau serait déjà dans l'Amérique » 2 décembre 1777.

71 *l'Amphitrite, la Seine et la Roma* étaient prêts à prendre la mer. Beaumarchais s'était rendu le 7 au Havre sous le nom de Durant pour les derniers apprêts; il ne put s'empêcher d'y faire jouer ses pièces, d'en surveiller les répétitions en personne, de se dévoiler par là à tout le monde¹: prétexte de plus pour l'autre de s'agiter davantage et de rendre les enrôlés plus remuants. Le 14, pourtant, après avoir perdu encore tout le temps qu'il put, il quitta le port, non toutefois sans se réserver d'y revenir. Mais le cabinet de Londres était tenu aux écoutes par tout cela. N'y restant peut-être point étranger, il était d'autant plus exigeant. Afin de dégager par des apparences la responsabilité compromise du Gouvernement, des ordres formels furent donnés au lieutenant de police. Le 16 parvint au Havre une défense de mettre à la voile qui cloua à leurs ancres les autres navires sur le point de se mettre en mer; deux jours plus tard *l'Amphitrite* aurait été empêchée de partir.

Cette interdiction de sortir du port fit échouer un plan d'expédition autrement sérieux, qu'en dehors de Beaumarchais Silas Deane s'était prêt à concerter avec les serviteurs du comte de Broglie, après l'éclat des gentilshommes de la maison de Noailles. Le baron de Kalb était entré tout de suite en étroite liaison avec l'envoyé de l'Amérique. Indépendamment de ses références, son expérience militaire, la connaissance qu'il possédait des Colonies et de leur langue avaient eu naturellement beaucoup de prix pour ce dernier. L'Allemand s'était donc trouvé bien à même de remplir sa mission véritable, celle

Dans la lettre du 18 que nous citons au chapitre précédent. Kalb disait à Deane à ce sujet : « Je crains que le voyage de M. de Beaumarchais ne soit à été inutile, et qu'il n'ait fait plus de mal que de bien. Il est connu de beaucoup de monde et il a été fait connaître de toute la ville par la représentation de ses comédies : on n'a été faire répéter les acteurs pour qu'ils jouassent mieux. Tout cela a rendu inutile la réputation qu'il avait prise de se cacher sous

« le nom de Durant » (*États-Unis*, t. 1, n° 98). — Nous reproduisons à l'annexe du présent chapitre diverses lettres de Beaumarchais relatives aux circonstances qui viennent d'être exposées. — À partir de novembre, Beaumarchais ne signa plus qu'assez rarement ses lettres au ministre. Tantôt il les marqua simplement d'un B en tête, tantôt il lui mit à sa plume seule ou à leur objet le soin d'en révéler le provenance.

qu'avait momentanément masquée la présentation de La Fayette et de ses deux alliés. L'objet de cette mission serait défini par ses suites, s'il ne l'était pas par des documents certains. Le 20 novembre, Kalb avait déjà obtenu de Silas Deane l'envolement pour l'Amérique de six officiers de choix dans des grades élevés; celui de neuf autres eut lieu les jours d'après. Le 1^{er} décembre fut signé un traité qui les engageait, lui et le vicomte de Mauroy, comme majors généraux à dater du premier moment, 7 novembre, puis à compter des 20, 26 novembre et du jour même 1^{er} décembre, quatre comme majors, quatre comme lieutenants-colonels, deux comme capitaines, quatre comme lieutenants. C'était un cadre complet, des officiers pour toute l'échelle des grades. Presque tous appartenaient à l'entourage du comte de Broglie ou aux corps de son commandement; Mauroy, même, était très particulièrement estimé du comte.

En voyant ce que son chef lui avait donné à faire, l'Allemand ne douta probablement guère de l'intérêt porté aux Colonies dans les hautes régions de l'Etat. S'était-il demandé si ce chef n'avait pas un but personnel? il parait que non. Il ne devait être instruit, même que le plus tard possible. Le soin de l'informer était remis au confident intime du comte de Broglie, son secrétaire à cette date, M. du Bois martin¹. Mais trouvant Kalb si vite en intimité chez Silas Deane, Bois martin n'avait pas tardé à lui confier le secret. L'envoyé du

Diplomate correspondant, p. 97. Majors généraux du Kalb, vicomte de Mauroy, majors de Souville, le chevalier du Buysson du Bois martin. Lieutenant-colonels le chevalier de Foyelles de Kollandorf, le chevalier de Fa'ly, capitaines de Roth de Gérard de Vigny. Lieutenants Philis de Bouville, de Mantin. Secrétaire du Comte de Broglie. Voir aussi Kapp. *Vie de Kalb*, chap. v et vi.

¹ Ou bien Dubois Martin et Duboussartin. Le nom est écrit de ces manières différentes

dans les documents du temps. « Du Bois martin » se trouve dans une lettre du 773 du comte de Broglie à Henning. Cette lettre que le comte a seulement signée, mais qui date de sa terre de Haffée doit être expédiée par quelqu'un à qui la manière particulière d'écriture se soit bien connue. Cette lettre est à la bibliothèque de l'Institut avec d'autres de Henning. Il y avait un frère officier à l'armée des Illes qui se signait « Du Bois martin ». Cependant le comte de Broglie les appelle dans tout simplement « Dubois » l'un et l'autre.

1776 Congrès saisissant alors avidement tout ce qui avait l'air de servir sa cause; Kalb s'était donc hasardé à lui faire entrevoir les combinaisons que ces enrôlements cachaient, et elles avaient assez frappé l'Américain pour que le baron pût écrire à Boussmartin, le 5 décembre, de faire savoir à Ruffec que ses démarches allaient à souhait.

L'heure pressait déjà lorsque Deane signa définitivement l'acte qui mettait au service des États-Unis le cadre d'officiers de Kalb, les demandes de grades affluaient chez ce dernier¹ et le triage avait pris du temps. Le navire *la Seine* devait recevoir à son bord ces engagés d'élite, il allait faire voile pour Saint-Domingue, autrement dit pour l'Amérique; tous prirent aussitôt la route du Havre, où le vaisseau les attendait. Le baron y arrivait pour l'embarquement le 10. À ce moment même, Deane venant d'être avisé par Franklin de son débarquement en France, l'apprenait à Kalb et la nouvelle s'en répandait partout. Cette nouvelle fit à distance le même effet sur ce dernier et sur Boussmartin. L'un et l'autre ne doutaient plus qu'ils ne fussent d'accord avec l'Américain sur le but caché auquel ils étaient chargés d'atteindre; ils ne croyaient plus avoir à l'y attirer, mais ils furent convaincus tous deux ensemble qu'il importait de prévenir aussitôt l'esprit du nouvel arrivé. Boussmartin, le 14, écrit à Kalb de venir à Paris pour cela, et celui-ci, s'attendant à partir à tout instant, rédigeait à la même heure, en anglais, l'exposé développé du plan qui leur était confié; le 17, il envoyait à Silas Deane cet exposé pour Franklin. Boussmartin avait alors à faire passer à Kalb un pli du comte de Broglie qui va tout à l'heure trouver sa place; il lui écrivait comme il suit :

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint une lettre que j'ai reçue pour vous du comte de Broglie, la vôtre, du 14 de ce mois, ne m'est parvenue qu'hier.

Je souhaite du bonheur à M. du Condray et à ses compagnons et desre qu'ils échappent, contre l'attente générale, à la vigilance de nos voisins.

Je serais enchanté si, vous pouvez venir encore une fois à Paris pour voir

¹ App. en 4. mod. 1. p. 1009 dans l'appendice de la Vie de Kalb.

M. Franklin. Cette entrevue serait très utile pour la négociation dont vous êtes chargé, car il est possible que d'autres personnes, avec les mêmes intentions que nous, essayent de s'approcher de ce membre du Congrès. Je désire tout au moins, si vous ne pouvez venir, que vous écriviez à M. Deane, pour lui demander si l'arrivée de M. Franklin ne change rien à la teneur et à l'esprit des dépêches, ainsi qu'aux plans que vous lui avez soumis pour le choix d'un commandant supérieur militaire. 1776.

En tout cas, vous pouvez le prévenir contre le danger et les propositions que, sans aucun doute lui soumettront des personnes peu aptes à entreprendre une pareille mission, car je suis certain d'être d'accord avec vous en assurant que dans toute l'Europe il n'y a pas un seul homme qui soit à tous les points de vue, aussi apte à une pareille position que le nôtre. Je suis sous ce rapport sans aucune prévention. Je vous serais infiniment obligé de me communiquer vos vues et vos plans sur ce point.

Kapp rue de Kalb chap. v

Kalb, lui, mandait à Silas Deane

Je vous serai très obligé de présenter mes respects au docteur Franklin. Je soumetts à ses lumières et aux vôtres le mémoire cy joint contenant mon opinion sur ce que je vous ai insinué un jour à Paris.

L'Américain lit-il part de ce mémoire au chef désormais incontestable de la légation des Etats-Unis? on pourrait en douter, mais, si ce dernier le connut, il dut, sur l'intitulé seul, le prendre pour l'exposé d'un mode d'être utile à son pays, conçu par le gouvernement de Versailles. *Projet dont l'exécution déciderait peut-être le succès de la cause de la liberté des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, sans que la cour de France parût y avoir, pour le présent, la moindre part*, c'est sous cet enoncé que le baron de Kalb présentait ce qu'il appelait « son opinion » sur les insinuations par lui jetées un jour dans l'esprit de Deane. Cette « opinion » consistait à faire demander au roi de France, par le Congrès, quelqu'un dépeint sous des traits qui ne laissaient guère à se tromper, pour devenir le chef militaire et civil

1770. le généralissime temporaire de la nouvelle République. La situation et le renom personnel de celui dont il s'agissait, la valeur des auxiliaires par lesquels il se ferait suivre, l'influence immédiate qu'aurait sur les événements le choix qu'on ferait de lui, l'action qu'il exercerait à Versailles, jusqu'à porter bientôt le roi et la nation à la guerre, étaient mis en vue de la manière qui pouvait faire désirer le plus de l'appeler. Ce chef précieux avait une ambition, un but dernier que le mémoire avouait ouvertement et légitimait par les raisons les plus convaincantes; il démontrait la nécessité de les satisfaire, autrement dit de payer le concours de ce personnage au moyen d'un grand pouvoir qu'il demandait, celle de la rémunération qui devait en former le corolaire, celle de l'assurer d'avance, lors de son retour en France, des dignités auxquelles il aspirait. C'est un document curieux de ce que pouvait alors suggérer, à côté du Gouvernement ou sous son égide, le désir de profiter du mouvement de l'Amérique pour tirer la France de son inertie politique et la relever devant l'Europe.

En assimilant les États-Unis aux États de Hollande, lorsqu'ils gémissaient encore sous les actes de tyrannie de leurs souverains, je pense que la même conduite qui fut si avantageuse à l'établissement républicain des Pays-Bas produirait le même effet dans le cas présent.

Le commencement de la révolution de l'Amérique septentrionale est un événement des plus importants et des plus intéressants pour la plupart des puissances de l'Europe et principalement pour la France, qui prendrait volontiers toutes les mesures propres à opérer une séparation formelle entre les Colonies et l'Angleterre, si cela pouvait se faire, sans déclarer la guerre à la Grande-Bretagne, si cela n'était pas absolument nécessaire.

Cela est à présumer d'après les permissions données sous main par le Gouvernement à une quantité d'officiers distingués de différents grades, d'entrer au service des Américains et d'acheter des provisions dans ce royaume pour les faire passer sur des vaisseaux français. Mais, pour revenir à mon plan, je dis qu'il serait nécessaire à ces États encore enfants, de leur fournir quelques troupes étrangères et surtout en chef de grande réputation en Europe, dont

la capacité militaire le met en état d'être appelé à la tête d'une armée au prince Ferdinand de Brunswick ou au roi de Prusse lui-même, qui joignit un nom illustré par beaucoup de héros de sa famille, à une grande expérience dans la guerre et à toutes les qualités requises pour conduire une pareille entreprise avec prudence, intégrité et économie, sous l'autorité des Etats considérés comme puissances légitimes et souveraines.

Les Colonies unies peuvent mettre sous les armes peut-être cent mille hommes braves et pour la plupart intéressés à la défense d'une juste cause, leur liberté et leurs propriétés.

Mais les armées nombreuses et le courage ne suffisent pas pour obtenir des succès, s'ils ne sont soutenus par l'habileté et l'expérience: en parlant ainsi mon intention n'est pas de déprimer la gloire, la conduite et les actions des officiers qui commandent actuellement; au contraire, je pense qu'ils se sont très bien et bravement conduits, surtout le général Washington, dans toutes les occasions, mais mon projet n'est que d'avoir un homme dont le nom et la réputation seuls puissent décourager l'ennemi.

Il me paraît que mes réflexions sur l'avantage qui résulterait pour les Etats-Unis de leur liaison avec la France, ont été présentées, au moins en partie, par le Congrès, puisqu'il a envoyé en un de ses membres les plus capables pour en obtenir des officiers, des munitions, etc. Tout ce qui a été fait jusqu'à présent est devenu public avant son exécution, pour avoir passé par les mains de beaucoup de personnes indiscrettes ou maladroites.

Parmi les officiers qui s'engagent pour la cause et la défense de la liberté les gens de mérite forment le plus petit nombre, les grands et les autres protecteurs n'étant pas toujours assez francs pour se recommander que des sujets braves et capables, de sorte que la plupart de ces officiers sont peut-être fort médiocres pour la conduite, les talents, la raison, les mœurs et l'expérience et ne changent de climat que par intérêt ou pour échapper à leurs créanciers, tous ces inconvénients n'auraient plus lieu si les Etats choisissaient un chef tel que je le propose, avec pouvoir de choisir lui-même les officiers et les coopérateurs qu'ils jugeraient nécessaires. Il choisirait certainement les meilleurs en tout genre (car personne dans le royaume ne connaît mieux tous les militaires que lui, je veux dire ce général en chef, il serait capable, je le dis, de procurer les meilleurs officiers et de placer chaque individu à la place qui lui

1776. serait propre, pour sa gloire qui se trouverait si intimement unie au succès des Provinces Unies il demanderait seul au ministre leur approbation et toutes les choses nécessaires à l'entreprise, personne autre que lui ne serait dans le secret, et je suis sûr qu'il est si généralement respecté par sa qualité, son intégrité et sa capacité comme général, que sans savoir où l'on irait ni comment, chacun le suivrait et le laisserait le maître des conditions. Beaucoup de jeunes gentilshommes le suivraient comme volontaires, seulement pour servir et se distinguer sous ses yeux. Cette noblesse, par son intérêt à la cour, par son propre crédit ou le manège de ses amis et de ses relations pourrait déterminer le roi à une guerre avec l'Angleterre. Le général serait en état d'obtenir au commencement pour de l'argent ou des billets, et peut-être même même un secours fourni par un allié à ses alliés, tout ce dont les États-Unis auraient besoin. Il y réussirait mieux qu'aucun autre ministre, toute la nation française serait intéressée dans la querelle et on pourrait persuader le roi de se déclarer ouvertement. Il en résulterait un traité d'alliance, de commerce et de navigation, à la fin ou avant la fin de la guerre.

Il se verrait obligé par là à pousser la guerre avec honneur pour lui-même, pour son pays, et conséquemment à l'avantage des États, parce qu'il doit regarder la perte de sa réputation comme la plus grande de toutes les pertes, et l'honneur d'être le principal instrument de la défense et du rétablissement de la liberté d'une république comme le plus flatteur de tous les honneurs.

Un pareil homme avec les coopérateurs qu'il aurait choisis vaudrait à lui seul vingt mille hommes et doublerait la valeur des troupes américaines.

Un pareil changement dans l'armée encouragerait sans doute les siens et produirait un effet contraire sur les ennemis.

Toutes les dépenses militaires seraient administrées par son intelligence et son intégrité au plus grand avantage des États. Il n'y aurait sous son administration ni friponneries ni faux emploi d'argent et lui-même en rendrait compte à la première sommation à la législation suprême des États.

On peut trouver cet homme et je crois que je l'ai trouvé et je suis sûr que quand une fois il sera connu, il réunira les suffrages du public de tous les gens sensés de tous les militaires, et j'ose dire de toute l'Europe. La question est de le déterminer, ce qui ne peut se faire, à ce que je pense, qu'en accumulant sur lui une masse d'honneurs pour satisfaire son ambition, comme de

le nommer feld-marechal-généralissime et en lui donnant une somme considérable d'argent comptant pour ses nombreux enfants dont il devrait abandonner le soin pour quelque temps pendant son séjour au delà des mers pour leur être un équivalent en cas de perte de leur père, et en lui donnant tous les pouvoirs nécessaires au bien du service.

Je vais répondre d'avance aux objections qu'on pourrait faire parce qu'elles se présenteraient naturellement à l'esprit d'un peuple libre, savoir qu'un pareil homme revêtu d'un pouvoir aussi étendu dans l'armée ayant à sa devotion les principaux officiers pourrait non seulement empiéter sur les libertés du pays qu'il serait chargé de défendre mais même s'en rendre le maître et le tyran.

Primo, Je répondrai que son pouvoir quelqu'étendu qu'il fut, serait toujours subordonné aux Etats, qu'aucun chef, officier ou soldat ne lui serait soumis que pour les manœuvres militaires et le service réel du pays, que d'ailleurs il n'est pas probable qu'aucun sujet américain se prêtât à une entreprise aussi illégale.

Secundo, Je suis sûr et j'engagerai ma tête qu'une pareille pensée n'entrera jamais dans son cœur noble et généreux.

3^e Il a du bien au soleil dans sa patrie, des honneurs et une famille si respectée à laquelle il est si tendrement attaché que pour toutes les souverainetés du monde, il ne voudrait point s'en séparer surtout étant sur le point d'être fait marechal de France.

4^e Pour assurer son retour et sa résidence en Europe d'une manière plus précise, les Etats pourraient faire un des points capitaux de leurs traités ou transactions avec la cour de Versailles de l'élevation de leur généralissime à la dignité de Duc et Pair de France.

Ces idées me sont suggérées par le zèle pour la cause que j'ai embrassée. Je remets à MM. Franklin et Deane de les étendre, de les changer ou de les proposer. La seule chose que je leur demande est de ne faire mention de ma proposition à âme qui vive, à cause du secret qui est absolument nécessaire, soit que le projet soit accepté soit qu'il soit rejeté. Je le répète encore une fois, le choix de la personne quand je la nommerai sera agréable et généralement applaudi.

Etats-Unis t. I. n^o 96 et 97

716 L'envoyé de Philadelphie n'était plus assez étranger en France, assurément, pour ne pas reconnaître le comte de Broglie dans ce personnage, si bien placé qu'il est « sur le point d'être fait maréchal de France » et qui veut avoir « la dignité de duc et pair ». C'est bien du comte qu'il s'agissait. Depuis son entrevue avec Silas Deane, il se tenait dans sa terre, à Ruffec, ayant Boismartin à Paris pour l'instruire de ce qui se passait entre Versailles et le représentant du Congrès et pour transmettre ses instructions à Kalb. Son premier soin avait été d'expédier un état-major en Amérique; c'était là le secret des enrôlements auxquels avait été employé le baron. Sur le reste, il ne voulait instruire celui-ci qu'à la dernière heure, presque en mer, afin de mieux tenir cachés des plans que tout commandant de ne pas laisser voir. Il lui écrivait donc sur cela le 11 décembre seulement, date vers laquelle il savait que la *Seme* devait quitter le port, et il faisait passer sa lettre par Paris, d'où Boismartin l'adresserait. C'est elle que celui-ci envoyait le 17, en écrivant à Kalb de venir voir Franklin.

Les déductions avaient été si bien suggérées au baron de Kalb ou par lui si bien trouvées que, lorsque le comte développe ses vues lui-même, le mémoire de son mandataire ne paraît plus être qu'une paraphrase. Il avait fait la promesse de ne pas négliger les intérêts d'avenir pour lesquels ce dernier entreprenait cette expédition compliquée, il la lui renouvelle d'abord; après quoi il vient à ce qui le concerne personnellement, précisant et raisonnant comme il suit les moyens de faire converger sur lui ce qu'il appelle le « travail » que l'on suivait en faveur de l'Amérique¹ :

J'ai vu avec plaisir dans les rapports de M. Dubois Martin, ainsi que dans votre dernière lettre du 5 de ce mois, la bonne marche de votre affaire, et j'espère que tout s'arrangera selon vos désirs. Vous pouvez être assuré que, de mon côté, je ne négligerai pas vos intérêts et que je les servirai avec d'autant

¹ Les documents que nous citons en cet été traduits du texte de Kapp. L'auteur demandant à ne le tort de ne pas reproduire les minutes

frayantes, le version qu'il en a donnée dans sa langue en « quelquesfois rendu le sens com obscur pour le lecteur

plus de plaisir, que je suis convaincu que la faveur du roi ne peut être assurée à un homme plus méritant que vous. 1776

Je suis persuadé que vous donnerez votre complète approbation au plan que M. Dubou vous a communiqué. Ce plan seul, j'en suis certain, peut donner de la consistance à tout ce travail. Il faut un directeur militaire et politique, un homme qui sache s'imposer à la colonie française et la réunir, qui assigne à chacun son poste, un homme, enfin, qui puisse attirer à lui un nombre considérable de personnes de toutes les classes et qui soit de nature à les entraîner, non pas des courtisans, mais des officiers capables, vaillants, instruits, qui aient confiance en leur chef et lui soient dévoués sans réserve. Il faut peu de grades supérieurs; mais on en a besoin parce que le corps et le pays sont séparés l'un de l'autre¹. Il y a, du reste, de la place pour un assez grand nombre de personnes, parmi lesquelles on peut faire un choix. Le point essentiel de la mission dont vous êtes chargé consiste donc à faire clairement sentir non seulement l'utilité, mais surtout la nécessité du choix d'un homme auquel on puisse confier le pouvoir d'amener ses collaborateurs et de désigner à chacun d'eux la place qui lui convient. Le rang de l'elu devrait être très élevé, comme par exemple, celui du prince de Nassau, son activité ne devrait s'étendre que sur l'armée, non pas sur le service civil, à la seule exception qu'il aurait à conduire les négociations pontiques avec les puissances étrangères. Quand vous proposerez cet homme, vous devrez naturellement agir comme si vous ignoriez qu'il désire surtout une telle position, en même temps vous ferez comprendre qu'il ne consentirait à faire les mercedes supposées que si on lui accorde des conditions extraordinaires. De plus, vous stipulerez la condition que trois années seraient le plus grand laps de temps pour lequel il s'engagerait, mais que, même après ce temps, il aurait droit à un traitement fixe, et que, pour aucun prix, il ne voudrait s'expatrier. Je vous prie d'insister particulièrement sur ce dernier point, car, sachant que cet homme auquel on accorderait la puissance suprême devrait retourner en France au plus tard dans trois ans, on écarterait par là même toute crainte et jusqu'à l'ombre du soupçon qu'il pût avoir l'ambition de devenir le souverain de la nouvelle république.

¹ Cette phrase a dû être un peu défigurée par le traducteur allemand. Il a bien écrit *Sege*, en latinisant ce mot par erreur sans que le sens fût plus clair.

1736. Bornez-vous donc à demander pour l'homme désigné la suprématie militaire, i. pourrait reunir aussi en même temps que la qualité de général et de président du conseil de guerre, le titre de généralissime, de maréchal, etc.

Naturellement, il faut stipuler de grands avantages pécuniaires pour les préparatifs du voyage, pour le voyage même, et un traitement important pour le temps qui suivrait son retour, il faut faire à peu près comme il a été fait pour le prince Ferdinand. Vous pouvez donner l'assurance qu'une pareille mesure mettrait l'ordre et l'économie dans les dépenses, qu'elle rapporterait dans une campagne cent fois ce que cette dernière coûterait et que choisir des officiers qui obéissent aveuglément à leur chef et le suivent par dévouement, vaut plus que si l'on augmentait l'armée de quinze ou vingt mille hommes. Vous connaissez très bien les personnes et le nombre infini d'officiers subalternes capables qui sont dévoués à ce chef, ce ne sont pas des courtisans, mais des soldats éprouvés et distingués. Vous connaissez mieux que tout autre la grande différence qui existe entre un homme et un autre et vous appuierez particulièrement sur ce point. Vous serez aussi également l'effet que provoquera une telle nomination quand elle sera connue en Europe. Même dans une bonne armée européenne, c'est le choix du général en chef qui décide de tout; combien donc est plus important ce choix quand il s'agit d'une affaire dans laquelle tout est à créer et à organiser. Il n'est pas facile de trouver un homme qui comprenne une telle tâche, qui l'entreprene et qui sache l'exécuter. Si là-bas les choses se tournent du bon côté il y aurait bien que vous engagiez le Congrès à envoyer immédiatement le petit Dubois-Martin avec des ordres et des pouvoirs à M. Deane. Ces pouvoirs ne devraient être limités que sur ce point, qu'ils écarteraient tout d'abord le danger qui pourrait surgir de l'exercice de pouvoirs civils trop étendus, ou de l'ambition qui voudrait obtenir la puissance suprême sur la République. On veut bien servir celle-ci au point de vue militaire et politique, mais avec tous les honneurs, dignités et un pouvoir absolu sur les employés subalternes, et surtout un pouvoir bien ordonné.

Quand vous me reverrez le petit Dubois, vous me manderez la véritable situation des affaires et la disposition des esprits et vous m'indiquerez en même temps la possibilité de bien faire. Informez-moi aussi sur les pouvoirs envoyés à l'agent des insurgés. Adieu. Je vous souhaite un bon voyage, ainsi

qu'à votre caravane. Je me charge de vos commissions, et dès mon arrivée à Paris, j'en parlerai à M. de Sartines. 1778

Assurez-moi réception de cette lettre, indiquez moi le jour de votre départ, et écrivez-moi sous le couvert de M. l'abbé Saint-Evrard, au Bureau de M. de Saint-Julien, trésorier général du c. ergo. Je ne signe pas, vous savez bien qui je suis

V. Kapp, ibid. supra, p. 88 et 89

Le comte eût-il attribué au choix de sa personne des conséquences qui engageaient à ce point le gouvernement du roi, s'il ne se fût pas cru à peu près autorisé à le faire ? A défaut de preuves positives on a des présomptions qu'en effet il s'y supposait fondé. Cette certitude de disposer absolument de l'appui de la France en est une; une autre vient du témoignage de Deane, écrivant à Philadelphie que tous ceux qu'il engage lui sont désignés par le cabinet ; la persuasion ou étaient les officiers de l'entourage du comte, compris dans le traité de Kalb, qu'en réalité leur chef avait les ordres des ministres, en est une troisième¹. L'historien Bancroft a parlé le premier de ces menées d'après Kapp². Il dit même que le comte « démentant l'intention qu'on lui prêtait de se faire roi des États-Unis, demanda seulement à en être

¹ *Diplomatic correspondence*, t. 1, p. 92.

² M. de Holstenhoff entre autres qui n'était pas le premier venu que Deane donna sous sa lettre du 5 février 1777 signée à Philadelphie comme « recommandé par des personnes de premier ordre » et que le comte de Broglie estimait particulièrement. Partant seul pour les États-Unis, peu après il écrivit de Nantes au comte le 22 février, dans des termes qui montrent à quel degré les officiers devaient croire que le comte agissait d'accord avec le Gouvernement. « Je crois devoir vous rendre compte que j'ai trouvé dans cette ville une occasion de passer en Amérique sur le vaisseau appelé le *M^e* de la Chaleur allant à la Caroline d'où je me rendrai à l'armée du général Washington, et je compte que nous

« mettrons à la voile demain ou lundi. J'ose
« vous demander la permission mon général,
« de vous instruire de tous les termes des opérations
« du général américain

« M^{re} de Holstenhoff aura l'honneur de vous
« présenter le livre dont vous avez daigné agréer
« l'hommage de ma part.

« Il me reste à vous supplier mon général
« d'engager à la prochaine occasion le ministre
« de la marine à faire expédier le brevet de
« major d'infanterie pour lequel le B^e de Kalb
« m'avait compris dans l'état des officiers pour
« qui il demandait des commissions, et qui a
« vous a remis. » (*États-Unis*, t. 2, n^o 54.)

³ Il a vu, affirme-t-il, l'original de la lettre du comte de Broglie « recommandée à moi » n. M. S. *History of United States*, t. ix, p. 284.

76. le Guillaume d'Orange »; cette indication permettrait de penser que le projet d'aller revêtir un grand pouvoir en Amérique n'était pas tout à fait ignoré. Deane en occupa-t-il Franklin? Envoyèrent-ils au Congrès le mémoire de Kalb? on n'en a pas de trace. Nul document n'en parle et la *Diplomatic correspondence* n'en fait aucune mention. Bancroft ajoute bien que « la pauvreté avérée de la nouvelle république fit évanouir » ce rêve éphémère de devenir grand homme », mais il ne cite pas de source constatant qu'un examen quelconque en aurait été fait. On peut penser aussi bien que l'antipathie de l'Amérique pour un commandement étranger détourna Silas Deane d'ouvrir la bouche des propositions de Kalb, ou que, du premier mot, il fut d'accord avec Franklin pour les tenir comme non avenues et qu'il remit à Gérard, ainsi qu'il le faisait de presque tout, le mémoire de l'agent du comte.

Nous venons de dire que l'interdiction de partir riva l'ancre de la *Seme* aux bassins du Havre. L'exécution du plan subit ainsi, à peine commencée, une grave atteinte. De cette ville, Kalb, en rapports quotidiens avec Deane², lui mande, quand il lui écrit pour prévenir Franklin :

Il est arrivé cette nuit un courrier de la cour avec ordre de suspendre le départ de l'*Amphitrite*. Je suis fort aise qu'il soit arrivé trop tard, mais j'ai peur que ce ne soit un obstacle au départ du second vaisseau et, par conséquent, au mien et à celui des officiers.

Au Havre 17^e 1776.

États-Uns, t. 1 n° 92

Dans une lettre du lendemain, il ajoute qu'un ordre postérieur est venu prescrire de retenir jusqu'à nouvel avis ce « second vaisseau »

C'est probablement ce qui explique que la pièce se trouve dans les cartons des Affaires étrangères.

² « J'espère que vous aurez reçu mes lettres » des 12, 13 et 14 décembre que j'ai eu l'honneur de vous adresser de même que celle-ci

« sous le couvert de MM. Germain et Gara. » « dit, » lit-on dans sa lettre du 17, le 18 il en commence une autre en accusant réception à Deane des siennes des 14 et 16, qui lui sont arrivées aussi par un intermédiaire, un M. Lemon.

et tous les autres. Il donne même, sans le savoir, un témoignage .776 défavorable pour la conduite de du Coudray

Je vous ai mandé le départ de l'Amphitrite le samedi 14 à midi. Elle aurait pu partir plutôt si M. Du Coudray n'avait pas eu beaucoup de lettres à écrire, ce qui l'a retenu depuis 10 heures du soir qu'il s'est embarqué, et lui a fait perdre plusieurs heures de bon vent.

Kalb s'ingénie alors pour se faire mettre en mer, pressentant bien que les retards vont tout dissoudre. « Si M. de Beaumarchais ne fait pas révoquer ces ordres, nous pouvons rester encore longtemps ici, » mande-t-il. Il offre d'aller s'embarquer à Nantes, pensant que l'agent d'Hortales et C^e va proposer à l'Américain cette manœuvre :

Je suppose que M. Monthieu vous proposera, dans le cas où ces difficultés continueraient, de fréter ici pour 8 ou 10 louis une barque pour transporter à Nantes les officiers qui attendent, afin de les y embarquer sur le vaisseau qui y est prêt et qui ne peut pas être sujet au même contre ordre n'ayant point à bord d'artillerie qui puisse empêcher son départ. Si vous m'ordonnez de m'embarquer à Nantes, j'y ferai passer mes équipages, et je m'y rendrai en poste par Paris, mais tout comme il vous plaira.

Elass-Luar (1) n° 98.

Zèle inutile; dans les conditions où il avait été combiné, le projet était perdu. Les officiers du baron de Kalb se dispersèrent, plusieurs définitivement guéris de le reprendre. Disons, d'ailleurs, qu'au moment où les visées de stathouderat du comte de Broglie se nouaient et se dénouaient ainsi, des efforts suivis étaient tentés par l'Angleterre pour jeter l'incertitude dans les rapports des cours de France et d'Espagne. Le lien de ces cours était trop sensible, maintenant; le cabinet de Saint-James devait chercher à se prémunir contre les effets qui pouvaient en résulter. Par-dessus tout, ce cabinet armait. Il armait avec une extrême activité, en prétextant que les deux cours armaient l'une et l'autre. Mais les jours passant sans qu'elles fissent

1776. rien de décisif, il essayait une manœuvre pour affaiblir, s'il ne pouvait la rompre, l'intimité qui le menaçait. A la fin de septembre, l'ambassadeur d'Espagne à Londres avait reçu mission de porter à lord Suffolk les plaintes de son souverain au sujet d'un coup de canon, tiré à boulet par une frégate anglaise sur un brigantin qui refusait de se laisser visiter. Le prince de Masserano, nous l'avons fait voir, se sentait alors peu disposé à être dupe de l'Angleterre. Sa correspondance passait par M. d'Aranda, pour qu'on pût la lire à Versailles; elle respirait la loyauté même, le sens politique le plus sûr, un sincère attachement à l'union de son pays avec le nôtre. Fort de la grande autorité morale acquise à son caractère, il fermait par sa franchise les issues aux faux-fuyants. Il pressa lord Suffolk sans précautions de langage, s'étonnant qu'on tînt si peu compte des dispositions pacifiques de son maître. Mais il s'adressait à quelqu'un qui ne perdait pas l'occasion. Comme s'il attendait justement celle-là, le lord, après une faible défense sur le fait dont il s'agissait, s'empressa de dire que le gouvernement britannique savait beaucoup de gré de la bonne foi montrée par le roi d'Espagne dans tout ce qui touchait aux rebelles américains, et soudain fit cette insinuation (nous en empruntons le texte à l'ambassadeur lui-même) :

Je lui dis que je ne faisois qu'exécuter les ordres du Roi, dont je connoissais bien le désir d'entretenir la bonne harmonie avec l'Angleterre. Il me répondit en ces termes : « Avec vous qui êtes mon ami je m'explique différemment. » qu'avec tout autre, V. E. voit notre situation, et que nous ne désirons la guerre avec personne; mais si nos succès en Amérique étoient tels que nous le souhaitons, avec l'expérience que nous avons à présent, nous nous trouverions dans le cas de faire une paix générale plus ferme et plus solide qu'elle ne l'est aujourd'hui, pour le bien de toutes les Monarchies. »

Que voulait dire cette « espèce d'ouverture » (c'est le mot dont M. de Masserano se sert) ? la suite devait le faire connaître. Cherchant quelle valeur elle méritait, si elle signifiait la crainte qu'inspirait

l'Espagne armée, le désir, par suite, « de retirer à celle-ci toute inquiétude pour ses possessions d'outre-mer, ou bien de lui retirer l'inquiétude que l'Angleterre soutint le Portugal après avoir eu raison des colonies », l'ambassadeur y découvrait les deux motifs sans savoir auquel s'arrêter; il concluait finalement à la méfiance : « Je crois toujours que nous devons nous tenir armés et attendre les événements¹ ». Peu de jours après, le 4 octobre, le cabinet anglais lui faisait dire plus catégoriquement encore, par quelqu'un qu'il ne nomme pas mais qui était lord Mansfield, avec qui il avait des rapports suivis², qu'on était bien pénétré des torts de M. de Pombal, qu'on ne le soutiendrait pas, que, quand même les succès sur les Colonies seraient pleinement heureux, l'Angleterre désirait la paix avec toutes les puissances (« je crois qu'il pensa dire l'Espagne, » ajoute M. de Masserano qui en rend compte aussitôt), Pombal était « un fou », aux yeux de l'interlocuteur, et « l'Angleterre ne devait pas payer ses folies ».

Le moment était bien trouvé pour jeter ces insinuations dans l'oreille de l'Espagne. Le Roi Catholique se montrait alors persuadé que la conduite du Portugal indiquait la secrète certitude d'être appuyé par l'Angleterre³, le cabinet britannique pouvait donc supposer

776.

¹ Dépêche du 27 septembre. (Angleterre, 518 n° 53.)

² Le traducteur des dépêches de M. de Masserano a mis lui-même ce mot entre parenthèses dans l'interligne de l'une d'elles.

³ Dépêche du 4 octobre. (Ibid., n° 74.) On le trouvera à l'annexe I du présent chapitre.

⁴ On en mandait le 3 octobre : « Le roy d'Espagne Monsieur, a appris avec beaucoup de satisfaction que le Roy avait ordonné qu'un armat à Brest ses vaisseaux de ligne et quatre frégates pour tout ce qui pourroit survenir. Ce monarque voit avec inquiétude l'augmentation des armemens militaires de l'Angleterre d'un autre côté la conduite de M. de Pombal fait croire que ce ministre ne soit

« essart secrètement d'être appuyé et soutenu par son allié. Le roy d'Espagne Monsieur s'en a fait l'honneur de me dire à cette occasion qu'il prout toutes les mesures possibles en Europe et en Amérique pour n'être pas pris au dépourvu et que comme rien n'étoit plus commun que de ne pas manquer de l'argent nécessaire il avait ordonné pour prévenir cet inconvénient qu'on suspendit tous les ouvrages de par agement ou de commodité, qu'on retranchât toutes les dépenses superflues et même qu'on reformât celles de nécessité. » Espagne, t. 582, n° 9. Le 14 il devoit encore : « Il est certain Monsieur, que la conduite constante de M. de Pombal a extrêmement irrité le Roy Catholique et

1776.

que l'on se refroidirait à Madrid quand on ne se sentirait plus aussi menacé. Désavouer la pensée de donner appui au Portugal était indiqué comme un expédient topique. Aussi le cabinet du roi George ne s'arrête pas dans les tentatives. Il les dirige sur Versailles comme sur Madrid. Lord Grantham demande à Ossun, et en même temps lord Stormont à M. de Vergennes, si l'Espagne consentait encore à terminer amialement avec M. de Pombal et à quelles conditions. Par-dessus tout, l'Angleterre souhaitait de ne pas voir prendre la mer aux forces préparées pour le Brésil; le cabinet de Versailles aimait tout autant que l'Espagne n'ouvrit pas, à cette heure, l'ère des conflits armés : le piège était ainsi dressé à point, et tout en restant fort réservé avec le représentant anglais, M. de Vergennes ne laisse pas que de s'y prendre. Il ne fait point difficulté d'admettre que les Anglais peuvent, en effet, souhaiter d'être éclairés sur les véritables intentions de l'Espagne afin de mieux peser sur le Portugal. Qui plus est, « il a peine à se persuader que l'Angleterre foment la résistance à Lisbonne ». Il écrit à Ossun dans sa dépêche du 28.

Je ne veux pas vous laisser ignorer que dans une conférence que le S^r Garner a eue dernièrement avec le L^d Weymouth, ce secrétaire d'Etat a ouvertement blâmé la conduite de M. le M^{re} de Pombal, qu'il a reconnu la justice de la cause de l'Espagne, et qu'il a donné à entendre assez clairement que S. M. D^{ne} était peu disposée à soutenir celle du Portugal, la conséquence que nous pouvons tirer de là est que le cœur de Londres n'estime pas le feu

« encore plus une minuscule, que la situation
« critique où se trouvent les Anglais qu'on
« regarde peut être ici comme plus faibles
« qu'elle ne l'est en effet, diminue beaucoup
« la crainte d'allumer une guerre générale et
« des conséquences sinistres qui en proviendraient
« venant. L'opinion complètement avérée
« que va passer à Buenos Aires un nombre
« considérable de vaisseaux de guerre armés,
« un corps de troupes respectable prêt à agir
« dans le continent tout cela rebute le sou-

« rage inspiré par la confiance et même par la
« fierté » et il ajoutait ceci qui marque bien
« le point sensible. » Cependant je ne serais
« pas surpris que si les Portugais commencent
« par résister de bonne foi tout ce qu'ils ont
« voulu qu'ils offrent de raporter les dan-
« gereux canots là bas les instructions de la
« France ne fassent d'un grand poids auprès
« de Sa Majesté Catholique pour incliner à
« un accommodement amiable et raisonnable. »
Espagne, t. 502. n° 27

que M. de Pomal s'efforce d'allumer et qu'elle est de bonne foi dans les assurances qu'elle nous donne à cet égard. Mais d'autres circonstances peuvent amener d'autres dispositions. C'est là une vérité que nous ne devons jamais perdre de vue.

17/6

Espagne, 1 382 n° 4, et 79

Ni ces appréciations, toutefois, ni les défenses d'embarquer qui avaient failli retenir *l'Amphitrite* et fait évanouir l'entreprise du baron de Kalb, n'étaient l'expression vraie des dispositions de Versailles. A l'heure même, le ministre adressait à notre ambassadeur à Madrid un pli qui marquait le courant d'une manière plus exacte. Il avait paru bon d'enrayer, mais on ne perdait point de vue le but qui avait uni les deux cours et les menaces qu'ensemble elles s'étaient accordées à trouver dans les actes de l'Angleterre. Le cabinet du roi George ne se bornait pas à mener ses armements avec l'énergie qui frappait si justement M. de Vergennes, l'amirauté allait demander au Parlement d'autoriser la course sur les mers contre les navires de l'Amérique. La mesure toucherait évidemment les transports préparés en France. Elle les visait sans doute et pouvait produire très vite des hostilités véritables. Il paraissait donc urgent au ministre que les deux Couronnes avussent et reprussent entre elles le concert interrompu. Aussi le ministre manda-t-il à Ossun le 13 décembre :

Les regrets que nous donnons à la retraite de M. le M^{re} de Grunakl, ne nous empêchent pas d'applaudir au choix de sa M^{re} C^{te} qui lui a donné dans M. le M^{re} de Floride Blanche un successeur honnête, éclairé et s^{er}é pour le système de l'union des deux cours. Si jamais la représentation de son intimité fut respectivement utile et nécessaire c'est dans ce moment de crise où nous voyons un orage se former sans prévoir où et quand se fera son explosion. Si les Anglais comme ils cherchent à nous le faire entendre n'ont été déterminés aux mesures vraiment extraordinaires que nous leurs avons vu prendre que par appréhension pour les vices qu'ils pouvoient nous supposer, le langage parfaitement analogue des deux cours quoiqu'il ne fut pas combiné

1776 doit les rassurer, cependant nous ne voyons jusqu'à présent aucun ralentissement dans leurs préparatifs ils les pressent plus tôt avec une nouvelle ardeur sans qu'ils puissent alléguer que ni de la part de la France ni de celle de l'Esp^e il se fasse aucune disposition qui puisse les menacer directement ou indirectement.

Une nouvelle mesure qui me paroit plus alarmante que l'armement de la nombreuse flotte que les Anglois préparent dans leurs ports est le bill qu'ils se proposent de faire passer au Parlement pour autoriser l'armateur à donner des lettres de marque aux particuliers qui voudront courir sur les Américains. C'est en vouloir au commerce de toutes les nations, car dans la supposition qu'il ne serait effectivement question que de courir sur les Américains, il est sensible que des corsaires qui ne sont guérris que pour assouvir leur cupidité ne trouvant pas à se refaire de leurs avances ni à satisfaire leur avarice aux dépens d'un peuple pauvre seront ingénieux à se créer des prétextes pour inquiéter le commerce étranger et ne manqueront jamais de motifs pour piller et dévorer les bâtimens dont la richesse les tentera.

Cette considération qui ne présente pas un avenir d'une longue tranquillité n'est peut-être pas la plus alarmante qui doive fixer notre attention. Ne peut-on pas craindre que l'Ang^e en excitant ses sujets à la course ne se prépare les moyens d'infester la navigation et le commerce respectif des deux monarchies au moment où elle jugera à propos de démasquer ses funestes intentions, un raisonnement fort simple semble autoriser cette appréhension. Aussi longtemps que l'Ang^e a paru vouloir sincèrement la paix elle a été refusée à l'entrepreneur de ses sujets qui demandoient à être autorisés à courir sur les Américains, elle prévoyait que leurs depredations pourroient occasionner des discussions capables de troubler la bonne intelligence qu'elle paroissoit songer à entretenir, elle aura donc changé de principes et de système si elle permet et encourage ce qu'elle avoit jugé pouvoir y être le plus contraire.

Je sens M^l qu'il doit paroître inconcevable que cette nation déjà environnée d'embarras auxquels elle peut à peine suffire veuille les accroître en provoquant la guerre deux puissances qui lors qu'elles agissent dans un parfait concert sont très en état de résister à tous ses efforts, mais il est dans le caractère des Anglois de ne pas voir avec indifférence la prospérité des autres nations; s'ils se perdent ils voudront en entraîner d'autres dans le précipice.

d'ailleurs nous touchons peut être à l'époque fatale que nous avons souvent
 770. prévue où le ministère B^{re} ne pouvant plus prendre conseil que de son dés-
 espoir, risquera tout, hazardera tout pour dénaturer l'objet de ses erreurs,
 pour faire prendre le change à sa nation et pour se dérober à son ressentiment.
 Quelques pompes qui aient été les relations des événemens de l'Amérique
 il ne paroît pas que les succès compensent jusqu'à présent les dépenses
 énormes qu'ils ont occasionnées.

Quoiqu'il soit d'une saine politique de prévenir plus tost que d'être pré-
 venu je suis bien éloigné de conclure de ce que je viens d'exposer qu'il ne
 reste plus d'autre parti à prendre aux deux Couronnes que d'aller au devant
 de la guerre, je pense au contraire que rien ne pourroit être plus dangereux,
 ce seroit donner à l'Ang^{re} des allies et allumer un feu dont il pourroit n'être
 pas facile de circonscire l'étendue, mais si il ne nous convient pas de nous
 rendre les auteurs de la guerre, il est très important de nous mettre de toute
 part en état de la recevoir et de la soutenir avec la plus grande vigueur.

Espagne t. 582. n° 170

L'annonce de la présence attendue de Franklin donnait une autre
 raison importante de rouvrir les conférences communes. Le gouverne-
 ment du roi ne serait plus en entretiens interlopes, en face de véri-
 tables envoyés du Congrès, comme avec un agent désavouable. À coup
 sûr il se verrait vivement pressé par eux, il importerait donc d'exa-
 miner d'accord les offres, les propositions, les manœuvres, et de
 les suivre ou d'y répondre ensemble. Le ministre voulut instruire
 Madrid, dès ce moment, de cette présence prochaine. À la fin de
 sa dépêche, il ajoute : que l'on avait appris par des lettres l'arrivée
 à Nantes du docteur Franklin, l'un des membres les plus accrédités
 du Congrès, il doit se rendre incessamment ici, dit-il, je ne suis pas
 encore instruit de l'objet de son voyage et s'il est chargé de quelque
 commission. Ce n'était pas l'heure d'en dévoiler davantage; aussi
 M. de Vergennes ne parlait-il pas du traité de commerce et d'amitié
 qu'il n'ignorait point être l'objet de la legation, puisque Silas
 Deane l'en avait averti le 8; il feignait de n'en pas savoir davantage.

1776. Il n'avait d'ailleurs jamais ouvert la bouche à Osun de l'existence de l'émissaire.

Le même esprit d'apparente indifférence inspire le langage tenu au marquis de Noailles. L'ambassadeur avait parlé récemment de conjectures qui couraient, à Londres, sur l'état des choses aux États-Unis, de l'inquiétude que nous pouvions concevoir d'un arrangement soudain du Congrès avec lord Howe, supposé muni de pleins pouvoirs pour rendre par là l'Angleterre libre de se jeter sur les deux Couronnes. En réponse, M. de Vergennes faisait développer tout uniment par Gérard des raisons contraires et rien d'autre, indiquant que l'arrivée de Franklin ne donnait que plus de force à ces raisons. La dépêche roulait en même temps sur la question des lettres de marque; il la revoyait, la complétait de sa main et parlait de façon à ne pas sembler préoccupé d'autre chose que de l'intention de nous tenir en garde :

La relation de la conférence du L^d Howe avec les députés du Congrès vous aura fait juger comme à nous que les Colonies sont bien éloignées encore de toute idée d'accommodement avec leur mère-patrie, elles posent pour fondement le point précisément pour l'anéantissement duquel la Grande Bretagne emploie toutes ses forces et toutes ses ressources, je veux dire leur indépendance, ainsi tant que les deux parties persisteront dans leurs prétentions respectives, tout rapprochement paroit impossible, à moins d'événements extraordinaires que rien encore ne paroit annoncer. Dans le cas contraire il est à présumer que le Congrès verra le danger auquel l'exposerait sa résistance ultérieure, et il se hâteroit en conséquence d'entrer en négociation avec les commissaires de S. M. B^{te}.

Mais ce qui nous prouve que le Congrès est fort éloigné de cette idée, c'est l'arrivée du docteur Franklin à Nantes, ce membre distingué du Congrès n'auroit probablement pas quitté cette assemblée dans le moment où la paix et le calme devoient être rendus aux Américains.

En surplus, M. nous ignorons encore les causes qui ont amené M. Franklin en France; mais il ne faut pas douter qu'en Ang^{te} on ne le suppose chargé de quelque commission secrète. Si les ministres vous en parlent, vous

n'hésitez pas d'avouer son arrivée, vous les assurerez en même temps que vous n'êtes pas instruit des motifs de son voyage, et s'ils vous paroissent desirer qu'il demeure en France sans aucune qualité ni caractère vous leur répondrez, mais par manière de plaisanterie que ce dernier objet dépend entièrement d'eux.

Le bill pour autoriser l'amirauté à donner des lettres de marque aux particuliers qui voudront courir sus aux Américains, nous a présenté les mêmes réflexions qu'à vous; le Roi et son conseil le regardent comme un moyen désespéré, qui troublera inmanquablement le commerce des autres nations, et exposera la tranquillité générale aux plus grands dangers. Je m'en expliquerai dans ce sens avec M^d Stormont dans la première conférence que j'aurai avec lui, et je ne dissimulerai pas à cet ambassadeur que si le bill en question étoit adopté par le Parlement, il pourroit nous mettre dans le cas de prendre des mesures pour garantir notre commerce de la rapacité des armateurs anglois. Si les ministres britanniques vous fournissent occasion de les entretenir sur cet objet, vous ne leur dissimulerez pas notre façon de penser et vous leur repéterez les réflexions et les craintes que je me propose de communiquer au Lord Stormont.

Vous aurez cependant attention, M., de vous exprimer avec assez de ménagement pour que vos propos ne puissent être pris pour des menaces, ou comme le résultat d'un parti pris ou en conséquence; d'ailleurs les Anglois pourroient modifier leur bill de manière à exclure toute inquiétude de la part des autres nations. Par exemple s'ils restreignoient leurs courses à courir sur les Américains en leur interdisant la faculté de visiter et molester aucun bâtiment d'un autre pavillon lorsqu'ils se seroient assurés par l'inspection de ses papiers qu'il appartient au pavillon dont il se couvre.

A Versailles le 24^{ème} 1776.

Angleterre 59 n^o 94

Mais cette manière de n'attacher que peu de conséquence à la prochaine présence de Franklin à Paris étoit le contraire de la vérité. Si l'on n'étoit pas porté à s'occuper de la guerre comme trois mois auparavant, si les motifs qui avoient modifié si vite les vues des conseillers du roi à l'annonce des échecs du général Washington

770. continuaient d'exister dans leur esprit et de les rendre desirieux que la paix ne vint pas encore à se rompre, le célèbre Américain rentrant sur la scène de l'Europe dans un moment où les actes de l'Angleterre faisaient regarder comme opportun de l'entendre et de s'expliquer avec lui. Son arrivée en France tenait M. de Vergennes très occupé de la mettre à profit. C'est à cause de cela en majeure partie que le ministre cherchait à recommencer avec le cabinet de Charles III les préparations interrompues et abandonnées, semblait-il, pendant toute cette fin de l'année 1776

ANNEXES DU CHAPITRE II.

I

MÉMOIRE DU ROI POUR SERVIR D'INSTRUCTION PARTICULIÈRE
AU SIEUR COMTE DUCHAFFAUT, CHEF D'ESCADRE DES ARMÉES NAVALES.

[Nous reproduisons ici les parties seulement de cette pièce qui n'ont pas été transcrites aux pages 52 et 53 du présent chapitre.]

Le S^r Duchaffaut étant arrivé à la Martinique, communiquera la présente instruction au S^r d'Argout commandant général de la dite île, et il le prévendra des endroits où il devra établir ses croisières afin que le dit S^r d'Argout puisse lui faire parvenir promptement les différens avis qu'il pourroit recevoir.

Il assemblera ensuite tous les capitaines des vaisseaux et frégates de son escadre pour leur faire lecture de la présente instruction, afin que dans le cas de séparation, ils puissent être instruits des intentions de Sa Majesté et il leur recommandera le secret le plus absolu sur le contenu de la dite instruction.

De la Martinique le S^r Duchaffaut se rendra à la Guadeloupe où il communiquera pareillement ses instructions au S^r G^e d'Arbaud commandant général de la dite île, et lui fera connoître les croisières qu'il se propose de tenir.

Il prendra sous son commandement toutes les frégates et autres bâtimens que Sa Majesté entretient armés aux îles du Vent et quoique Sa Majesté ait donné aux commandans des dits bâtimens des instructions particulières dont copie est jointe et leur ait prescrit les croisières qu'ils doivent tenir, Elle autorise toutefois le S^r Duchaffaut à changer leurs dites instructions et à leur assigner telles croisières qu'il jugera convenables relativement à celles qu'il voudra occuper lui-même avec ses vaisseaux et frégates de son escadre, tant sur la Martinique que sur la Guadeloupe.

Le S^t Duchaffault sera sous d'établir une frégate ou corvette en croisière sur le Fort Royal de la Martinique, une autre à proximité de la basse terre de la Guadeloupe, afin que si les commandants des dites îles ont quelque avis pressé à lui faire passer ils puissent lui dépêcher la frégate ou corvette qui sera en station devant les dites ports.

Ces premières dispositions étant faites, si après s'être concerté avec les commandants généraux des îles du Vent, le S^t Duchaffault estime que l'escadre peut être divisée sans compromettre les vaisseaux de Sa Majesté, il formera un détachement de deux vaisseaux et deux frégates sous le commandement du S^t C^t de Chersey savoir, le *Prothée*, de 64 canons, commandé par le dit S^t de Chersey, l'*Esclie* de 64 par le S^t C^t Dumais de Gouppy, le *Zéphyre* de 26, par le S^t Le Gram, et l'*Oiseau* de 26 par le S^t Baron de Bombelles. Il enverra ce détachement à Port-au-Prince de l'île de Saint Domingue et il prescrira au S^t C^t de Chersey de lui se rendre dans ce port avec ses deux vaisseaux et ses deux frégates, qu'après avoir parcouru toute la partie du vent de cette île, afin de rapporter au S^t C^t d'Ennery commandant général des îles sous le Vent, les différents avis qu'il aura pu recevoir soit des vaisseaux ou frégates espagnoles qui sont en station dans ces parages, soit des frégates et corvettes de Sa Majesté. Le S^t de Chersey communiquera au S^t C^t d'Ennery la copie qu'il aura prise de la présente instruction, et concertera avec lui les croisières qu'il se proposera d'établir sur Saint Domingue, avec les deux vaisseaux et les deux frégates qui composent son détachement.

Si l'Angleterre envoyoit de nouvelles forces aux îles du Vent le S^t Duchaffault tiendrait d'être instruit de leur nombre mais il n'abandonneroit pas ses croisières, excepté dans le cas d'hostilités déclarées et où il verroit le risque de compromettre les vaisseaux de Sa Majesté. Dans ce cas, il se retireroit au Fort Royal de la Martinique où il attendroit de nouveaux ordres et s'il étoit forcé de prendre ce parti il expédieroit sur le champ une des frégates ou corvettes sous ses ordres pour en informer Sa Majesté en ayant attention de choisir une de celles qui sont depuis plusieurs mois en station dans les colonies, et de garder avec lui celles qui font partie de son escadre.

Pour ce qui concerne la vente et la détention des bâtimens anglais, il ne s'écartera point de l'usage général et qui a été observé jusqu'à présent, c'est-à-dire qu'il paroitra vouloir empêcher la contrebande sur les côtes des îles appartenantes à Sa Majesté, mais toutes les fois que, pour ce juste motif, il pourra retenir quelque bâtiment, il tâchera d'acquiescer des lumières sur la destination, les mouvemens et

l'occupation, tant des forces que les Anglois ont aux îles du Vent, que de celles qui sont à l'Amérique septentrionale.

Il en usera de même pour les bâtimens neutres partis des ports d'Europe, ou de ceux de l'Amérique, et chargés de munitions ou autres secours pour les Insurgens, et dans le cas où quelqu'un des dits bâtimens, poursuivi par un vaisseau anglais viendrait à réclamer la protection du pavillon du Roi, le S^t Duchaffault ne souffrira pas qu'il soit visité.

Mais dans les deux cas précédens, il n'ira point au devant des dits bâtimens, il attendra que les circonstances les aient mis à proximité de pouvoir réclamer la protection du pavillon du Roi, et il ne paraîtra point vouloir favoriser par ses propres manœuvres, celles que les dits bâtimens pourront faire pour s'approcher des vaisseaux de Sa Majesté.

S'il arrivoit qu'après qu'un bâtiment insurgent ou chargé pour le compte des Insurgens, aura réclamé la protection du pavillon, quelqu'un des vaisseaux de l'escadre du Roi se trouvât obligé d'employer la force et de combattre un vaisseau anglais, pour le contraindre à abandonner la poursuite du dit bâtiment et qu'à la suite du combat le vaisseau anglais amenât son pavillon et se rendît le vaisseau du Roi ne l'amarrera point, mais le S^t Duchaffault ou le capitaine du vaisseau qui aura combattu s'il n'est pas à vue du général se fera donner une déclaration signée du capitaine et des officiers du vaisseau anglais, comme quoi il a été obligé d'employer la force pour le contraindre à abandonner son entreprise, et à respecter l'asile du pavillon du Roi. Il relâchera ensuite le bâtiment qui se sera rendu, et le S^t Du Chaffault dépêchera aussitôt une corvette en France pour apporter à Sa Majesté l'attestation originale du capitaine anglais.

Si pendant que le S^t Duchaffault tiendra ses croisières sur les îles du Vent, il reçoit avis de Saint-Domingue, que cette colonie est menacée, il s'y portera avec toutes ses forces, et expédiera en même temps une des corvettes en France pour en donner avis à Sa Majesté. Il ne laissera aux îles du Vent, que le nombre de frégates qu'il jugerait nécessaire d'y tenir pour les croisières d'observation, et arrivé à Saint-Domingue, il concertera avec le S^t G^l d'Ennery les moyens d'employer le plus utilement possible, pour la protection du commerce et la sûreté de la colonie les six vaisseaux et les quatre frégates qui composent son escadre, mais que les frégates qui sont en station à S^t Domingue, et qu'il prendra sous son commandement.

S'il ne reçoit aucun avis qui le décide à se porter sur Saint-Domingue, il n'abandonnera pas le parage des îles du Vent, mais il n'y prolongera pas son séjour au de

là du tiers de ses vivres, excepté dans le cas d'hostilités déclarées, et il en partira lorsqu'il ne lui restera plus que la quantité de vivres nécessaires pour faire son retour en France en passant par Saint Domingue, où il reprendra les deux vaisseaux du S^r de Cherville.

A l'égard des frégates et corvettes, il laissera aux îles du Vent, en quittant ces lies, Les frégates l'Indiscrete, commandée par le S^r L'Archambault, et l'Inconstante par le S^r de Bolderas et les corvettes le Rougnol commandées par le S^r Duclaux, et la Favorite par le S^r de Kersent, et il ramènera avec lui l'Agrette commandée par le S^r Thomas Dorvas et la Licorne par le S^r de Peymour. Il laissera à S^t Domingue les frégates le Zéphir, commandé par le S^r Le Gram et l'Oiseau par le S^r D^r de Bonbeilles et en ramènera avec lui la Renommée commandée par le S^r Ch^r de Montel et la Tourterelle par le S^r Benasser de Chateaufort. Les frégates qui faisant partie de l'escadre du S^r Du Chaffault prendront les croisières qui étoient occupées par les premières, savoir aux îles du Vent l'Indiscrete celle de l'Agrette, l'Inconstante celle de la Licorne, et à Saint Domingue, le Zéphir, la croisière de la Renommée et l'Oiseau celle de la Tourterelle. Les capitaines des diverses frégates remettront aux capitaines de celles qui les relèvent, une copie des instructions qui leur auront été adressées et leur donneront en surplus tous les renseignements qui pourront leur être utiles dans les croisières qu'ils auront à tenir.

Dans le cas où les circonstances exigeroient que la station de l'escadre du S^r Du Chaffault à l'Amérique fut prolongée, il sera pourvu aux vivres, effets et munitions dont cette escadre aura besoin pour la prolongation de sa campagne, et pour l'exécution des nouveaux ordres qui lui seront envoyés, ainsi qu'il sera pourvu aux vivres des frégates que le S^r Du Chaffault doit laisser en station dans les Colonies.

Le S^r Du Chaffault sera très exact à communiquer aux gouverneurs des Colonies françaises tous les avis qui pourront lui parvenir, et les découvertes qu'il fera dans ses croisières, mais particulièrement à celui des gouverneurs que ces avis mériteront plus que les autres pour la sûreté de la Colonie dont la défense lui est confiée.

Il donnera les mêmes avis aux gouverneurs des principales colonies espagnoles, sur les îles parages qu'il occupera et pour la partie qui pourra les concerner. L'intérêt des deux nations est le même et les sujets de Sa Majesté Catholique tâcheront de se procurer de leur côté d'autres éclaircissements et avis qu'ils auront soin de faire passer au S^r Du Chaffault et aux gouverneurs français.

Si rencontre des vaisseaux de guerre ou frégates de S. M. C. il en sera à l'égard des commandans de ces vaisseaux avec toute la politesse et la confiance convenables en se communiquant mutuellement les lettres qu'ils auront acquies et qui pourront être utiles au service des deux monarques.

salut de l'Etat quand tout le reste sera épuisé ! M^r de M... seul peut décider la question. S'il est assés content de la netteté des vues, du zèle de M^r Nek. Enfin s'il croit que je puis sans danger me livrer à lui, je le ferai avec efficacité. Car toutes leurs incredulités ne font rien à une vérité prouvée, et le sophisme du per de fortune apparent des financiers d'aujourd'hui, comparé avec ce que je pretens qui se leve sur le peuple ne peut arrêter un raisonneur qui s'est convaincu. Car de quoi s'agit il ? n'est ce pas de savoir si se leve une telle somme ou non sur le peuple, quand il n'en revient qu'une telle autre au Roi. Quand j'aurai prouvé la majeure et démontré sans réplique que cette somme se préleve, que me fera la raisonement négatif de la fortune des financiers ? Celui qui le fait écorche l'anguille par la queue, et ce n'est pas à un bon logicien tel que je crois être à se laisser arrêter par une objection de si peu de valeur. Prouvons qu'il se leve 630 millions et au dela, et quand cela sera bien établi le reste étant forcé de se déduire de ce premier fait alors nous chercherons comment les moindres des 25 mille places ou pompes aspirantes qui sucent le peuple rapportent 60, 100, jusqu'à 300 pour cent du prix de l'emploi. Alors nous vous prouverons qu'il n'y a de bien gras et sanguin en France que ce malheureux vampire qu'on nomme finance etc. etc. etc. et nous aurons bien raisonné. Pourquoi donc un peu plus de confiance ne m'est il pas accordé ? Quelqu'un veut il plus sincèrement le bien que moi ? N'ai je pas acquis la reputation d'un homme de sens que pour la voir atteindre au 1^{er} objet intéressant que je cherche à établir ?

Croyez Monsieur le Comte, que j'ai souvent le cœur bien serré de voir comme tout va, ou plutôt comme tout ne va pas

DE BEAUMARCHAIS.

Angleterre, le 519 n° 23.

2. BEAUMARCHAIS AU COMTE DE VERGENNES

Paris le 29^{bre} 1776.

Monsieur le Comte.

Je ne suis pas heureux dans tout ce qui sort de votre département. Depuis la réponse de M^r de St Germain que vous m'avez montrée, j'ai pris les plus exactes informations sur l'état de la poudre existante aux magasins du Roi et j'ai trouvé qu'il y en a 19 millions 200 et tant de mille livres pesant. Vous avouerez qu'il faut qu'un démon bien mal faisant se mêle de mes affaires, pour que le modique excédent des 19 millions me soit durement refusé. Quand j'ai fait mon calcul de la quantité de tonneaux marins que je voulais embarquer j'avais alors, outre les effets

commercables, toute l'artillerie convenue et ses agrès etc. La masse totale exigeait 6 vaisseaux. Je me suis réduit à 5 dont 2 au Havre un à Nantes et les 2 autres à Marseille. D'après les incertitudes et les contre-ordres, j'ai présumé qu'en place de l'artillerie que la prudence retient on ne me refuserait pas au moins de la poudre. Vous savez quelle considération m'empêche de m'adresser à la régie elle-même. Si le ministre de la guerre manquait réellement de poudre, il vaudrait encore mieux qu'il demandât un supplément à la régie que de m'exposer à voir trop de personnes et me laisser pénétrer par tous les fournisseurs. Mais avec 19 et près de 20 millions de poudre y a-t-il le plus léger motif de me laisser des vaisseaux sans cargaison languir, et me coûter des frais énormes de séjour ?

Le roi de notre affaire n'est il donc pas le roi de l'artillerie ? et toutes ces difficultés d'un département à l'autre ne sont elles pas propres à désoler celui qui est obligé de faire, de se cacher, d'aller en avant et de ne recevoir d'aide de personne. Si je demandais une grâce personnelle je prendrais patience. Mais je la perdrai si vous ne venez pas à mon secours. Croyés que vous n'entendrez jamais parler de moi dans les choses où votre concours ne me sera pas absolument nécessaire.

J'ai l'honneur de vous envoyer une lettre de Nantes qui me paraît certaine. J'y joins la traduction française, en vous priant de me renvoyer l'une et l'autre, après que vous aurez pris lecture du français et M. de M. de l'anglais.

Nous ne sommes donc pas si mal qu'on le dit à Londres puisque nous nous battons bien et que nous causons de grandes pertes à nos ennemis, qu'ils sont obligés de dissimuler. Tout leur art est de donner le change à la France et de s'engourdir sur ses vrais intérêts par de fausses nouvelles.

Je vous supplie Monsieur le Comte de conférer sur cette poudre, efficacement avec M. de S. Germain.

Angleterre, 5.9, n° 49.

Lettre de Monsieur Deane à Monsieur d'Aranda.

Paris le 2^{ème} 1776

Puisse cette lettre être agréée
à Votre Excellence.

Monsieur l'Ambassadeur

Conséquemment aux ordres de l'honorable Congrès des Etats Unis de l'Amérique Septentrionale j'ai l'honneur de présenter à Votre Excellence la déclaration de leur indépendance que je joins à cette lettre. Cette déclaration m'avait été dépêchée immédiatement après que l'indépendance eût été déterminée, mais elle a été interceptée par un de ces accidens communs à la guerre sans cela elle aurait été présentée beaucoup plutôt à Votre Excellence. Pendant ce

retard accidentel les Etats Unis ont eu, dans le traitement qui a été fait à leurs vaisseaux dans les ports d'Espagne un exemple bien frappant de la générosité de la justice et de l'impartialité qui animent Sa Majesté Catholique, cela exige de leur part des actions de grâce les plus vives et les plus sincères et comme leur agent je supplie humblement Votre Excellence de vouloir bien assurer Sa Majesté dans ces termes les plus expressifs que leur reconnaissance est infinie et qu'ils conserveront dans tous les tems un souvenir bien doux de sa justice impartial.

La connaissance imparfaite des autres langues d'Europe m'a forcé d'écrire à Votre Excellence en anglais, je me flatte qu'elle voudra bien m'excuser et me croire avec le plus profond respect de Votre Excellence le très humble et très obéissant serviteur

Signé SILAS DEANE

Agent pour les Etats Unis de l'Amérique Septentrionale

Angleterre, t. 519, n° 68.

3 BEAUMARCHAIS AU COMTE DE VERGENNES

Paris ce 21^{ème} 1775

Monsieur le Comte

Je vis avant hier M^r l'ambassadeur d'Espagne et je le prévins que le député des Colonies unies se disposait à lui remettre la déclaration d'indépendance des Colonies, et désirait savoir si S. E. trouverait bon qu'il eut cet honneur lui même. Il me parut qu'il désirait s'en entendre avec vous. Je l'assurai que cette remise de la part de M. Deane n'exigerait aucune réponse, quelle ne contiendrait que la déclaration et des remerciemens pour la sauvegarde accordée aux vaisseaux américains dans les ports d'Espagne. Je vous envoie la traduction littérale de la lettre de M. Deane. Maintenant on est à envoyer en particulier cette traduction à M^r Daranda afin qu'il n'ait besoin de s'adresser à personne pour savoir ce que contient l'original qu'il enverra certainement à Madrid. Je prens la liberté de joindre ici une lettre pour M^r de Maurepas. Tout ce qui l'entoure me poursuit de propos et voudrait bien me nuire, Mais en quoi, Monsieur le Comte ? Au travers des dégouts je marche à la besogne avec assurance, et à moins d'un coup de pistolet qui m'arrête ceux qui se présentent ni trouveront à qui parler.

Mon zèle et mon désintéressement seront les points d'appui de mes defenses. Du moins je suis en règle comme le président Jeanin. Je n'ai aucun papier important chez moi, tout est en sûreté. Mais ce n'est pas pour les soustraire que je les

cache, c'est au contraire pour qu'ils puissent servir publiquement à justifier ma conduite lorsqu'elle sera attaquée.

Je suis fâché pour la chose de n'avoir pas été à Londres. J'en suis charmé pour moi.

Le mal fait aux Américains sur les Lacs dont les Anglais font tant de bruit, consiste qu'en la prise de quelques bateaux allant à la découverte de la flotte anglaise. Est-ce qu'il n'y aura pas quelque bonne âme qui montre un beau jour à toute l'Europe toute la forfanterie de cette nation? Je le ferais bien si l'on ne retenait ma plume. Au reste ils sont plus adroits que je ne le suis, car ils ont fait de nous engourdir dans le seul instant où il nous importait d'agir.

Les nouvelles que j'envoie à M^r de Maurepas sont extraites des lettres particulières de Lord Germaines. Ce mot est pour vous seul. C'est là mon secret.

Après tous les succès de Carleton, je vous retourné à Québec. La belle campagne.

DE BEAUMARCHAIS

Angleterre, le 519 n° 67

4. BEAUMARCHAIS AU COMTE DE VERGENNES

Versailles ce samedi 9 x^{bre} 1756

Monsieur le Comte

M^r de Sartines remettra mon mémoire au Roi dans la journée. Il craint, malgré la manière pressante dont l'objet est traité, il ne détermine point M^r de M^{...}. Donc ce ministre est du secret. Et moi aussi je le crains. Non que je croye qu'il refusera la chose à cause de la chose, mais certainement à cause de l'homme. Recueillés vos idées là dessus.

J'ai prévenu M^r de Sartines de l'utilité de faire lire au Roi ce travail et de l'amené de le lui faire goûter, avant que le moment des objections arrive. Et dans le cas où elles arriveront de me faire envoyer droit à M^r de Maurepas avec injonction à moi de rendre compte au Roi de la manière dont j'aurai discuté la chose et ramené ou manqué ce ministre, mais je crois avoir un moyen de m'en faire écouter, car c'est une cruelle malédiction en affaire d'Etat qu'une personnalité. Quoiqu'il en puisse arriver, Monsieur le Comte, le seul nom de *la mobile*, que vous avez prononcé, vient de me faire naître une grande idée que je me hâte de vous communiquer.

L'Espagne n'est, sans doute, pas plus étrangère que nous à l'extrême utilité que nous devons retirer de cette belle et simple machine. Mais comment s'assurer d'elle ? Comment la convaincre ? Comment conserver le secret avec tant de gens en pouvoir de la répandre ? Enfin comment négotier avec la chaleur et la rapidité que l'affaire exige ? le voici. Déterminés le Roi, je me charge de l'Espagne et de l'Angleterre. Déterminés le Roi, et je pars pour Londres. Je n'y reste que quinze jours, je reviens ici. Je ne fais qu'un saut à Aix ou le prétexte de mon procès me rapproche déjà beaucoup de mon but. Je le plaide, je le gagne et sur le champ je m'embarque en secret pour Barcelone d'où je me rends à Madrid. J'y fais mon affaire en 15 jours, car je n'y suis étranger à personne et je viens enfin me reposer à Paris. Cette idée a cela de bon 1^o que vous saurez bien juste par moi le moment où je reviens à Paris. 2^o que vous pouvez opposer vous même ce plan aux objections du Roi ou plutôt de M. de M....

Qu'aura-t-on à dire si l'Espagne adopte le plan qui n'eut jamais seulement du faire une question à Versailles, et si elle entre même dans les frais de cette peu coûteuse entreprise.

Voilà tout mon secret. Monsieur le Comte, le votre est d'en user habilement en faveur du projet. Ce dont je ne doute point du tout s'il vous agréé.

Mais comme je m'explique avec vous dans cette lettre d'un ton de franchise que je ne dois pas à tout le monde je ne vous prie pas de bruler ma lettre, mais de vouloir bien me la renvoyer avec votre réponse. La brulure peut s'oublier. Je vous ai promis non de faire de mon mieux en politique mais du mieux des choses. C'est à vous à juger si j'ai dessein de tenir parole.

Vous connaissez mon respectueux attachement. Il durera autant que moi.

Angleterre 1519 n^o 79.

5. LE COMTE DE VERGENNES A M. LENOIR.

A Versailles le 10 décembre 1778.

Il revient de toutes parts M^r que plusieurs particuliers se disant officiers répandent dans les cafés, aux spectacles et autres lieux publics qu'ils sont envoyés par le Gouvernement aux Insurgens, et qu'ils reçoivent des encouragemens à cet effet. Les propos méritant une attention principale, il seroit intéressant, Monsieur, que vous voulussiez bien recommander aux officiers de police d'y donner une attention particulière, et qu'ils rencontreroient des gens qui se disoient destinés pour passer

en Amérique de les arrêter. Vous voudrez bien m'en informer ainsi que le ministre du département duquel ils dépendraient immédiatement. Il serait très convenable que les recherches se fissent avec assez de publicité et de sévérité pour désabuser le public que le Gouvernement aurait aucune part à ces manœuvres dont le bruit est souverainement désagréable.

J'ai etc etc

États-Unis, le 11^e 91. Copie de son fils

6. M. LE NOIR A M. DE VERGENNES.

12^{bre} 1776.

Je viens de donner aux officiers de police, les ordres capables de faire cesser les discours que plusieurs particuliers se disant officiers répandaient dans les cafés et lieux publics, et je fais prévenir les maîtres de cafés, académies d'avertir qu'il y a ordre d'arrêter ceux qui se disent envoyés par le Gouvernement aux Insurgens au moyen d'encouragement qu'ils reçoivent à cet effet. Cette publicité et les recherches qui seront faites par les officiers de police, que l'on verra fréquemment dans les cafés pourront remplir les ordres que vous me donnés par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire.

Ibid. n° 53

7. BEAUMARCHAIS AU COMTE DE VERGENNES.

Paris ce lundi 16^{bre} à 6 heures du soir 1776

Monsieur le Comte.

En mettant le pied hors de ma chaise, j'ai l'honneur de vous rendre un compte succinct de ma conduite depuis ma dernière lettre.

Parti de Paris le 6 de ce mois, et forcé de me rendre au Havre, où les difficultés d'embarquement se multipliaient à l'infini, je suis parvenu en 7 jours d'un travail forcé de tout arranger, hommes et choses. Samedi à midi par le meilleur vent possible le vaisseau l'*Amphitrite* a mis à la voile. La certitude qu' chacun s'est vu à la fin d'aller à St Domingue, après s'être bercé d'espérances contraires, a fait crier tout le monde après l'argent, un officier même a remis sa commission et a fait route pour Paris. Tout le reste a demandé qu' outre 6 mois de gratification que je leur avais payés leurs appointemens jusqu'au 1^{er} janvier prochain fussent soldés en lettres de change sur St Domingue. La demande n'étant pas très injuste, et mon plus vif desir étant pour le silence et la paix je leur ai remis à tous ce qu' ils revenaient jusqu'à cette époque en lettres sur St Domingue. Vous n'avez pas d'idée du travail de ce

nouveau décompte, mais il fallait en finir. Toute mon attention a porté ensuite sur ce que personne n'eût dû ni ses malles ni poches un seul papier suspect. Et après la visite de terre ferme j'ai accompagné le navire en rade à deux heures, et là, j'ai recommandé de nouveau au capitaine du redoubler de soins pour que cet article important fut bien en règle. Une cachette pratiquée pendant la nuit dans le vaisseau pour les papiers indispensables et dont le capitaine et M^r du Condou ont seuls connaissance a pourvu au reste.

Pendant ce temps j'avais fait parvenir à Londres le secret que j'avais de confier en secret, le danger de m'y rendre et la nécessité de m'envoyer promptement quelqu'un de sur au Havre.

À l'instant un petit bateau chargé de charbon y a été dépêché, avec un homme déguisé en matelot sur lequel on dit que je puis compter. Mais, pendant qu'il y en avait j'ai reçu de Nantes la nouvelle que M^r Franklin y était débarqué. Comme savez, comme je le sais, ce maudit pays de bavardage et d'ouï-vie, j'ai tremblé qu'à l'arrivée de cet homme célèbre à Paris il ne se vit tellement entouré qu'il n'y eût quelque indiscretion de commise. Je me suis hâté d'écrire à M^r Darné d'aller au devant de son ami, de se tenir sous ciel jusqu'à mon retour et de ne laisser parler ni y remettre de lettres à personne que je n'eusse eu l'honneur de vous prévenir, Monsieur le Comte, et de prendre vos ordres sur cet événement. Et samedi au soir samedi que je me la rentre de la rade au Havre je n'ai fait en ce chose que m'aboucher avec mon Anglais, lui dire de me suivre à Paris le plutôt possible et je suis revenu nuit et jour pour ne pas tenir trop longtemps M^r Franklin en prison. J'ai fait tant de diligence que je suis arrivé avant lui, on ne l'attend que demain. Tranquille de ce côté là, je press sur le soirail qui me gagne malgré moi, pour vous faire ce peu de détail. Mon vaisseau est parti il y a 150 hommes à bord. Les Anglais qui ont un vaisseau du Roi de 60 canons dans la Manche et qui viennent tout à notre barbe peuvent examiner celui-ci. Nul n'est plus en règle comme expédié à M^r Darné par le ministre de la marine. Pour y toucher il faut casser les vitres et déclarer la guerre, je ne crains pas qu'ils s'y jouent.

Si je n'eusse pas été moi-même au Havre, il ne serait pas parti de 15 jours encore ce malheureux vaisseau. J'ai laissé dans ce port mon secrétaire après moi, pour faire expédier le second de 250 tonneaux nommé le Romain. Car quoique l'*Amphitrte* soit de 480, il a tant de passagers et les effets y font un tel encombrement que tout mon chargement n'a pas pu y trouver place, celui cy partira de samedi à lundi prochain. Celui de Nantes dans 12 jours etc.

Pendant ce temps mon envoyé secret de Londres chemine après moi et n'arrivera pas même jusqu'à Paris. Il restera à S. Germain et a d'ailleurs l'aujourd'hui à

ce moment M^r Frankun sera arrivé. J'aurai pris vos ordres et je serai libre de faire une course ou deux pour conférer avec l'Anglais et vous en rendre compte.

Comme c'est demain jour d'ambassade et je remets l'honneur de vous voir au mercredi matin. Soyez tranquille, Monsieur le Comte. J'ai l'œil à tout, et à l'exception des vains propos de Paris, que vous, ni moi, ni le Roi, ni le Ciel, ne peut empêcher de trotter, je réponds de tout le reste.

Le bruit que fait l'arrivée de M. Frankun est inconcevable. Cependant ce vieillard courageux a permis en route que son vaisseau fit deux prises malgré le risque personnel qu'il courait et nous Français nous aurions peur. Soyons prudents, c'est à dire qu'on ne puisse nous prendre la main à la sac au je t'ai à mon capitaine. Mais ne vous laissez pas insulter et faites signer vos procès verbaux de tout votre équipage. Pardon Monsieur le Comte de mon griffonage il y a 40 heures que je suis en chasse par des chemins diaboliques et je tombe de sommeil, mais j'ai cru cette lettre indispensable à mon arrivée. Mon courrier attendra votre réponse et vos ordres. Je vais me jeter dans mon lit jusqu'à son retour.

Angleterre 1 319 n° 96.

CHAPITRE III.

FRANKLIN À PARIS.

Talbot et l'Encyclopédie par Silas Doane à ses commettants le «docteur Franklin». Doane et Jefferson sont nommés par suite commissaires près la cour de Versailles. Arthur Lee respicé en dernier qui n'accepte pas. Franklin débarque à Auroy, le 4 décembre, prié amoné par son navire. Il s'enrôle à Barthelemy, à Doune, et charge celui-ci d'appeler Lee à Paris. Effet produit sur les esprits par l'arrivée du «docteur» rapproché du départ de Benjamins pour la Merre. Elle suscite une foule de conjectures, usquétudes de l'ambassadeur et du cabinet britannique. Elles sont d'autant plus justifiées que Doane, de son seul mouvement, venait de remettre à Versailles le projet de la reconnaissance des États-Unis par la France et d'un traité de commerce avec eux. — Mauvais propos répandus pour assombrer Franklin. Crainte que lord Stormont éprouve néanmoins de son influence. Propension générale à la guerre contre l'Angleterre, en même temps qu'un langage rassurant dans la bouche des ministres constatés par cet ambassadeur. Le cabinet de Londres se prépare à voir comme à Paris ou à la rupture. Influence du prince de Masserons. L'ambassadeur engage le marquis de Noailles à nous recommander la prévoyance. Irréversibles de résolutions hostiles à notre égard et de pleins pouvoirs confiés à Howe pour traiter à cette fin avec les Colonies. — Sous de M. de Vergennes pour écarter les prétentions. motif de plus que leur donne l'enthousiasme des Anglais à l'annonce des succès de leurs troupes. — Perseverance du sentiment de M. de Noailles sur l'Angleterre, n'est-ce pas la mission confidentielle de grossir le péril? Il est connu de directement ses appréhensions ou ses intérêts qui y pressent M. de Mowbray et de Vergennes répondre qu'ils y sont. — Assurances données par Franklin sur les dispositions de la France, ses collègues et lui au d'ant «plénipotentiaires du Congrès» demandant à voir M. de Vergennes. Le ministre les reçoit en secret à Paris après en avoir avisé le comte d'Aranda. Dans quelle vue cet ambassadeur était ainsi mis en une dépêche informant Ouzon l'incrimination du moment pour secourir à l'Espagne les relations que nous entretenions avec l'Amérique. Les commissaires sollicitent une audience officielle. comont M. de Vergennes l'étude lettres et mémoire à l'appui de leurs demandes. — Alternatives qui présentent les affaires de Amérique. plan arrêté pour répondre aux commissaires. Géraud chargé de la faire yachement, prévisions avec lesquelles on en informe le gouvernement de Madrid, renseignements de Franklin et de ses collègues. — Prudence commandée par les instructions de Beaumarchais par la fin probable du roi de Portugal et du pouvoir de M. de Pombal, par l'incertitude politique que présentait le changement de premier ministre en Espagne, menaces de M. de Grimaldi à Charles III et que ce monarque accueille. Tenon de nos rapports avec l'Angleterre, prévisions de ses officiers de mer pour la visite des navires. Les projets d'autoriser la course et de

délivrer des lettres de marque, première mesure prise déjà par M. de Vergennes d'une ligue de l'Europe contre la domination du «*Océan*» par la Grande-Bretagne. Circumstances compliquées dans lesquelles se voyait le cabinet de Versailles.

A peine Silas Deane était-il en France depuis un mois, qu'il se croyait fondé à dépendre au comité de Philadelphie la situation de l'Europe comme absolument défavorable à l'Angleterre. Les fermenta de toute guerre se trouvaient du côté de l'Allemagne depuis si longtemps que l'on ne semblait pas pouvoir en découvrir ailleurs en Europe; Deane avait donc regardé de ce côté et s'était fait pour son pays l'idée la plus avantageuse des événements prochains. Il voyait déjà le roi de Prusse d'accord avec la France et l'Espagne par rancune contre la Grande-Bretagne, la Russie attirée dans le même sens par ses attaches avec lui et retenu par les rivalités de la Norvège avec la Suède, l'alliance de la France avec l'Autriche enchainant d'ailleurs celle-ci à Versailles. Dans son idée, l'Espagne allait envahir le Portugal, sûr de l'appui du roi Louis XVI, le Hanovre et les autres électors se trouveraient soumis grâce à l'accord commun, Frédéric II s'empresse-rait de rechercher le commerce de l'Amérique afin de se faire une marine; la paix, en un mot, était près de cesser sous l'empire de conditions dont le Congrès devait aviser tout de suite à tirer profit.

L'avis était bien celui que pouvait souhaiter le Comité de correspondance secrets. Aussi ce comité avait-il trouvé le moment venu de faire représenter le Congrès, sur le continent, par des mandataires à qui le vote formel de l'assemblée des États-Unis donnerait une autorité dont il ne paraissait pas qu'un simple émissaire pût avoir ou acquérir jamais le bénéfice. Le 26 septembre, peu abattu, évidemment, par l'échec de Long-Island, il nommait «*le docteur Franklin*», Silas Deane et Th. Jefferson commissaires près la cour de France¹. Jefferson se trouvait alors en Virginie. Déjà plus ambitieux que cela et plus porté à choisir un rôle qu'à le recevoir, probablement désireux de le

¹ Voir le premier rapport de Deane, du 18 août 1776. (*Diplomatic correspondence* t. I, p. 19 et suiv.) — ² «*Commissioners at the court of France*».

1774. choisir sur un terrain politique moins distant ou moins incertain, il déclina la nomination. Franklin fit alors élire l'agent qu'il avait laissé à Londres. C'était le 22 octobre, le 4 décembre, Franklin débarquait sur la côte de Bretagne. Le célèbre Américain touchait terre en France avec deux prises anglaises, faites en route par le navire armé qu'il montait. Il était probablement bien aise d'arriver avec ce signe de guerre, qui pourrait donner prétexte à nous faire attaquer avant peu. Aussitôt, il s'étaitannoncé par une lettre très affectueuse à son « bien cher bon ami » Barbeu Dubourg; elle en contenait une pour Deane et une pour l'Américain Thomas Morris, qu'il croyait à Paris¹. Il chargeait Deane de prévenir Lee de son nouveau rôle, de le mander, et, au besoin, d'user pour cela de l'intermédiaire des Affaires étrangères, se montrant ainsi tout assuré déjà de leur concours pour les intérêts de son pays. Il se bornait d'ailleurs à dire à son collègue

Le Congrès vous a nommé en septembre et M^r Jefferson et moi, pour négocier un traité de commerce et d'amitié avec la cour de France. M^r Jefferson alors en Virginie refusa, sur quoi M^r Arthur Lee, actuellement à Londres, fut nommé à sa place.

États-Unis, t. 1, p. 50

Une fois sur le continent, Franklin devenait naturellement le chef de la légation. Silas Deane ne devait pas voir avec plaisir Arthur Lee associé aux opérations qu'ils allaient ouvrir, car trois mois auparavant, pour empêcher que l'agent de Londres ne vint se mêler de ce qui se concertait avec le ministre, il mettait en garde M. de Vergennes contre l'arrivée de celui-ci, espérant écarter sa présence². Il ne s'était

¹ Voir l'annexe I du présent chapitre.

² C'est par une lettre à Gérard, du 22 août. Il redoutait l'arrivée d'Arthur Lee au point de vue surtout du secret qu'il fallait garder. À cette date, il croyait aux informations de Dubourg sur l'extrême surveillance dont il était l'objet de la part de l'ambassade anglaise. Il dit à Gé-

rard qu'il s'abstenait d'aller le voir à cause de cela — sur la même ligne relativement aux indiscretions possibles, il mettait Lee et un autre Américain, le colonel Mercer. Virginien comme Lee, qu'il avait envoyé à Paris par le *Porvaga* offert pour l'espionner aux appointements de 400 livres sterling. (*États-Unis*, t. 1, n° 49.)

pas moins empressé de l'appeler¹ et Franklin en aura bientôt aussi peu de satisfaction que lui. Le débarquement du célèbre « docteur » faisait événement. Deane écrit au Comité de correspondance que « depuis longtemps rien n'avait autant occupé les esprits² », en quoi il était pleinement confirmé par le lieutenant de police. Ce suppléant de Sartine, répondant à M. de Vergennes, le 18, sur les prescriptions relatives aux officiers enrôlés ou cherchant à l'être, disait que « l'arrivée du docteur Franklin à Nantes faisait beaucoup de sensation ». Il ajoutait : « Le départ de M. de Beaumarchais, que l'on dit par tout s'être rendu au Havre, n'en fait pas moins ». Le public, en effet, rattachait l'une à l'autre les deux circonstances. La première donnait la preuve parlante que les *usurgers* n'avaient pas envie de s'entendre avec l'Angleterre, comme déjà celle-ci s'ingéniait à le faire croire, et cela rendait aux amis de l'Amérique le grand service de raviver l'autorité de la politique fondée sur elle; Deane le constate positivement³. La seconde offrait aux désirs et aux espérances de l'opinion un aliment qu'elle se sentait heureuse de saisir. Franklin était encore à Nantes qu'on le croyait déjà à la cour. Lord Stormont écrivait à Grantham : « Plusieurs sont prêts à jurer qu'ils l'y ont vu », et il savait que l'Américain n'y avait pas paru encore⁴. Le 18, Silas Deane annonçait à Gérard sa présence certains pour ce jour-là ou le lendemain, disant que son voyage donnait lieu à mille suppositions politiques (*a thousand conjectures*); et l'envoyé de Philadelphie se croyait obligé de prier le premier commis d'assurer M. de Vergennes que, de sa part à lui, pas une parole n'avait pu autoriser le moindre de

¹ « I send instantly an express to M^r Lee to join in haste without delay » écrit-il à Philadelphie le 12. *Diary*, *corresp.*, 4. I p. 10.

² « Nothing has, for a long time, occasioned greater speculation than this event. » *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Cette préoccupation de l'opie on est attestée de même par M^{re} du Deffont. « C'est en

« verser un problème » mande-t-elle à M. Walpole le 18 décembre : pourquoi M. Franklin « vient-il » et ce qui est plus singulier, « on est « en train de savoir s'il est à Paris, depuis trois « ou quatre jours on dit le matin qu'il est arrivé « et le soir qu'il ne l'est pas. » Le 22, elle écrit : « Le Franklin arriva hier à deux heures après « midi : il avait couché la veille à Verrières. »

1776. ces bruits sans réalité. C'était parfaitement vrai. L'avidité des esprits faisait inventer ces rumeurs, et l'ambassadeur britannique, le cabinet de Londres à la fois, en concevaient d'autant plus d'inquiétude que le public attachait tant de prix à l'arrivée de Franklin. L'agent Bancroft était venu récemment à Paris, avait eu de l'envoyé du Congrès la confidence d'un projet de reconnaissance des États-Unis et d'un traité de commerce soumis par ce dernier aux Affaires étrangères. En l'absence de communications de Philadelphie, en effet, Silas Deane avait trouvé à propos de rédiger et de présenter ces projets de lui-même; il les avait remis le 23 novembre à M. de Vergennes². Pour le *Foreign office*, c'était une raison naturelle de ne pas voir avec tranquillité débarquer en France cet Anglais d'hier, dont le peu de cas montré pour les revendications de son pays et pour les instances dépensées par lui à les défendre avait fait un ennemi décidé. Pensant amoindrir son autorité, le gouvernement anglais répandait le bruit qu'il fuyait devant l'indignation des partisans du roi³. Mais lord Stormont, dans ses correspondances, tout en donnant cours de son côté à cette an-

« Paris december 18th 1776. — Sir I received last evening a letter from my friend at Nantes which place he was to leave last Sunday morning having been detained on acc. of his baggage, so that I expect him in Paris this day or early to-morrow. meantime I wait, and shall carefully attend to the matter, give me word and am confident he will do the same. His arrival is the common topic of conversation, and had given birth to a thousand conjectures, and reports not one of which I have given ground for having contrarily surmised that I am ignorant of the motives of his voyage or his business. I wish you to inform his excellency of this and that I shall at all times attend his directions when he shall honour me with them. » *State-Union*, t. 1^{er} p. 99.

C'est encore une indication de Deane lui-même. *Diplom. corr.* p. 114. L'Américain

ne pouvait oser vanter les services qu'il croyait devoir à Bancroft. Celui-ci était-il parti chez le *Foreign office*? nous l'ignorons en tout cas. Il ne se fit payer aussi par Deane. « Cela coûte quelque chose. » *Il costs something* écrit ce dernier au Comité dans le même pli en parlant de l'entretien de Bancroft.

² Le marquis de Noailles écrit le 17 décembre. « Le courrier du Lord Stormont apporta avant hier la nouvelle de l'arrivée du docteur Franklin en France. Elle a causé aujourd'hui quelques rumeurs dans le public. Les uns prétendent qu'il vient pour tenter d'engager la France à prendre parti pour l'Amérique. D'autres qu'il a fini un pays où il n'y avait plus de sûreté pour lui. Chacun raisonne selon ses passions ou ses erreurs. Les plus raisonnables sont sans doute ceux qui se contentent de supposer un génie qu'il a fallu

mosité patriotique contre l'ancien représentant des Colonies, laissait bien voir l'appréhension que lui inspirait sa présence. Il disait à Murray Keith, dans la lettre du 20 décembre que nous citons plus haut :

Il ne faut pas une grande sagacité pour deviner l'objet de son voyage et le rôle qu'il jouera. Il menacera, il promettra et flatiera avec toute cette insinuation et cette subtilité qui lui sont naturelles. Il a trompé tant de gens sages parmi nous que pour notre honneur il faut le regarder comme un maître en fait de tromperie.

Si ce que l'on m'a rapporté est vrai, il a déjà abusé de l'ignorance et de la crédulité des Français et de leur partialité pour les Américains, au point d'assurer rondement dans ses conversations à Nantes que les affaires des rebelles sont dans une situation florissante, et les nôtres désespérées. Lorsque j'entends tenir de pareils propos, je n'y fais aucune réponse, je laisse au G^r Howe à la faire, et je suis sûr que tôt ou tard elle sera aussi bonne que jamais réponse l'a été.

Anglicana t. 519 p. 61.

Le 27, il écrit avec empressement à lord Grantham, à Madrid, que Franklin est allé à Versailles, que cependant M. de Vergennes a assuré à plusieurs de ses collègues ne l'avoir pas vu et que cela lui paraît certain. Il ajoute bien, à propos de ce plénipotentiaire du Congrès, « qu'étant l'objet de la vindicte publique en Amérique, son caractère et sa réputation de duplicité si légitime lui créeront beaucoup de difficultés » ; il ne s'empresse pas moins d'exprimer la crainte que l'entraînement général de la nation en faveur des Américains ne rende « dangereuses les offres tentantes que, sans doute, il est autorisé à faire¹ ». Les intentions de Versailles, en ce moment, ne semblaient

¹ des motifs bien essentiels pour le déterminer à quitter l'Amérique dans un moment où l'on y juge sa présence si nécessaire. » *Anglicana* t. 519 n° 98.

Grantham papers f° 177. « It is very generally believed here that he comes in the

» double capacity of a negotiator and a fugitive. This suspicion joined to the knowledge of his former character and to that reputation of duplicity which he has so justly acquired will I hope throw many difficulties in his way yet there is certainly some danger to be

1776. pas du tout claires à lord Stormont. Nos armements, l'assistance secrète qu'il voit donner aux rebelles, la manière ouverte avec laquelle, en général, on parle de la guerre paraissent à ses yeux « des symptômes fort défavorables ». Il lui faut les succès de Howe en Amérique, « que l'on sait apprécier ici », dit-il, et la détresse des finances, l'infériorité de la flotte française, le langage des ministres, « plus pacifique que jamais », pour espérer que la France se retiendra d'entreprendre « une guerre si peu nécessaire ». Il venait bien d'avoir une assez longue et familière conversation avec M. de Marespas; elle l'avait satisfait, il se plaisait à supposer que, « sage et expérimenté comme il était, le premier ministre appréciait trop la paix pour ne pas désirer de placer le lustre de son ministère à la maintenir »¹; mais ce n'était pas assez pour changer sérieusement les dispositions de l'ambassadeur et celles de son gouvernement. Le cabinet de George III agissait comme s'il était certain de voir cesser avant peu cette paix, jugée si précieuse, ou de trouver opportun de la rompre. Les deux représentants de l'Espagne et de la France, qui avaient des motifs de craindre que ce dernier but ne fût en effet le vrai, se croyaient d'autant plus tenus à la vigilance. Le prince de Masserano engageait vivement le marquis de Noailles à recommander les préparatifs. Le danger de la France était pour lui celui de l'Espagne elle-même.² A la fin de décembre il signalait la naissance du péril

« apprehending from the general partiality of the people of this country to the American cause and from the long standing alliance which he is probably authorized to make. At Paris 27 Dec. 1776. » Frédéric II dans une lettre à M. de Goltz du 18 janvier confirme avec ses appréhensions des Anglais. « Je vois par mes lettres de Londres qu'on y est inquiet du séjour du docteur Franklin à Paris. Le ministère britannique étant persuadé que ce député du Congrès ramène le parti et le sera pour engager la France dans la cause des Colons. » Voir Giroult, *ibid.* supra

¹ *Granham's papers* loc. cit.

² Le marquis de Noailles rend cette justice à l'ambassadeur deux ou trois jours après son entretien avec lui. *Angloirre*, t. 519 n° 84. Il venait de parler à ce dernier de la certitude récemment acquise par le gouvernement anglais que ses propres armées fournissent de la poudre et des armes aux Américains. « Cela nous engage dit-il dans une plus longue conversation. Nous ne sommes jamais en doute de ce que nous pourrions nous entretenir. Il ne s'en présente pas sur lesquels je ne sois fort aise de l'entendre, et au je ne

commun, il écrivait à sa cour par le courrier du comte d'Aranda, afin que son pli fût lu par celle de Louis XVI :

Je commence à avoir de l'inquiétude en voyant qu'en même temps qu'on continue avec vivacité à armer le nombre énoncé de vaisseaux, et que ces ministres m'assurent que ce n'est pas nous qui y donnons lieu, mais la France, ils ne disent mot à l'ambassadeur de cette puissance, ni Mylord Stormont ne s'explique pas avec le ministère de Versailles, et qu'ils se contentent de m'en parler, pour que par ricochet l'on sache en France ce qu'on pense à Londres. Craignant donc que les intentions de cette cour cy ne soient pas bien pures, je ne cesse dans mes conversations confidentielles de représenter au M^e de Noailles la nécessité qu'il y a, qu'il expose à sa cour, qu'elle doit se préparer, comme nous faisons, pour tout événement, et je sais que pensant comme moi à cet égard, il l'a fait et le fait encore.

Je m'imagine que l'arrivée à Paris du docteur Franklin, dont aucun de ces ministres ne s'est donné pour informé, cause des inquiétudes à ce cabinet en soupçonnant qu'il entame quelque négociation en faveur des Américains, à qui l'on croit fermement, que la France fournit des officiers, des munitions de guerre et de l'argent.

Londres le 31^{bre} 1776

Angleterre, t. 519 n° 126

Avec sa grande autorité, ses relations, son expérience, l'ambassadeur espagnol ressentait chaque jour un peu plus la défiance. Les motifs, faciles à reconnaître, qu'avait l'Angleterre d'être attachée à

« trouver infiniment à profiter avec lui. Si sa
« manière de voir et de juger les affaires de ce
« pays en mérite toute confiance, il y a encore
« un autre élogé à faire de ses sentimens. J'ai
« plaisir à avouer que lorsqu'il me parle des inté-
« rêts de ma cour c'est avec autant de chaleur
« qu'il pourroit en mettre pour la sienne. » —
A quoi M. de Vergennes lui répondit : « minute
« corrigée par lui. [*Angleterre*, t. 519 n° 104] »
en marquant combien il se sentait reconnaissant
des avis du représentant de l'Espagne.

« Nous trouvons M. de Masseran, dans les réflexions de M. le
« P^e de Masseran, la justesse d'esprit et le sèle
« que nous lui avons reconnus de tous temps et
« nous voyons avec beaucoup de satisfaction la
« confiance qui s'est établie entre vous et cet
« ambassadeur. Ce qu'il vous a dit au sujet de
« nos pêcheurs est de la plus grande vérité
« et nous ne perdrons certainement pas de vue
« un objet aussi intéressant. Ce sera aux cir-
« constances à déterminer nos mesures à cet
« égard. »

1776

la paix, ne le rassuraient pas. Il tenait l'état de notre marine pour faible; il aurait souhaité que nous ne laissions pas, au printemps, nos pêcheurs aller à Terre-Neuve. A son avis, la sûreté que l'on y trouverait compenserait bien la perte imposée par là au commerce. Du reste, si la pensée qu'on allait attaquer l'Angleterre et qu'on le devait était générale à Paris, celle que la guerre allait s'ouvrir avec la France ne l'était pas moins à Londres. Le bruit y avait couru que le ministère anglais, dans un conseil de cabinet, s'était entendu proposer par lord Weymouth et lord Sandwich de prendre les devants sur la France, bruit faux, conseil de ministres imaginaire¹; mais ces rumeurs étaient celles qui plaisaient aux esprits. Notre ambassadeur écrivait le 17 que, « d'après l'affirmation de bien des gens, l'on était disposé à promettre aux Américains tous les avantages propres à les calmer pour être en liberté de nous attendre² ». Les papiers publics envenimaient cette situation par les prétendues nouvelles qu'ils publiaient ou par leurs appréciations passionnées. On voit M. de Vergennes, afin de ne pas aigrir les relations, faire prescrire à M. de Noailles de rectifier l'assertion, émise dans le *London Chronicle*, que Silas Deane aurait obtenu la permission d'armer des vaisseaux dans nos ports

Le marquis de Noailles écrit de Londres le 3 janvier. « Quoique je ne donne pas, Monsieur le Comte, beaucoup de créance aux rapports de la Cité de Londres qui n'ont souvent de fondement que dans l'intérêt particulier des agitateurs, je crois qu'il n'est pas inutile de les recueillir. J'ai eu l'honneur de vous mander le bruit qui s'y était répandu au sujet d'un sur le Lord Weymouth. On ajoute que dans le prétendu conseil ou le secretariat d'Etat qu'on pour la guerre, il produisit pour soutenir son avis une copie d'ordres envoyés par le comte de France à ses gouverneurs aux Indes et dans toutes ses possessions lointaines pour se tenir prêts à la guerre; qu'on regardoit comme une menace l'Europe pour le mois de mai

de cette année. Un conseil de cette importance ne pouvant se passer sans débats on lui portait ceux auxquels cette proposition a donné lieu sur l'état actuel de la flotte et comme il en a résulté qu'elle n'était pas encore prête la majorité des opinions se réunissent à continuer les préparatifs avec vigueur avant de prendre aucune autre détermination.

« Tel est, Monsieur le Comte, le résumé politique d'un conseil qui, ainsi que je vous l'ai observé, n'a du moins pu avoir lieu le jour auquel on prétendait qu'il s'était tenu. L'ancien bruit de négociations pour un corps de troupes russes est aussi revenu sur la paix. »

Angleterre, t. 521 n° 3.

¹ *Ibid.* 319 n° 58.

pour courir sur les bâtimens anglais. Respondant à la communication officielle des succès du général Howe, il ajoute à l'expression des banalités dont la diplomatie use dans les cas pareils tout ce que la préoccupation de ne pas décevoir la France pouvait dicter de protestations cherchées². La nouvelle de la reddition du fort Washington, qui parvenait sur ces entrefaites, excitait de l'autre côté du détroit une ivresse générale. Il n'en a pas fallu davantage pour répandre ici que le général Howe marchait avec son armée à Philadelphie et que tout était fini, écrivait le marquis de Noailles le 31; vous auriez peine à croire quelle fut à cette occasion l'ivresse générale et comment dans toutes les classes, car, à cet égard ici presque tout est peuple, on commençait à défier presque toutes les puissances du monde³. • Néanmoins notre ambassadeur ne revenait pas de ses premiers sentimens envers l'Angleterre. Il s'efforçait de ramener au juste point l'appréciation des succès annoncés. Il ne trouvait pas que

Angleterre. 319 n° 23. « Dans toutes autres circonstances nous aurions méprisé une pareille imposture mais dans les conjonctures où nous nous trouvons à l'égard du Ang^e et la confiance qu'elle paroit être par rapport à nos dispositions, nous ne aurons le assez robuste A. M. vous voudrez bien envoyer à l'auteur du London Chronicle ou à tel autre gazetier anglais que vous jugerez à propos, même à celui de la cour, si l'objet des nos particuliers, un article non signé par lequel vous démontrerez formellement et dans les termes les plus forts la prétendue nouvelle dont il s'agit vous ne devez pas même hésiter de le qualifier de mensonge impudenc et prouver. Cependant vous ne ferez pas insérer un article en votre nom et vous aurez soin qu'on ne le donne pas comme un dessein fait de notre part. Il nous suffit que le public soit déçu, et que la nation anglaise n'ait pas à notre égard des soupçons qui pourroient produire un mauvais effet dans

les circonstances actuelles. » Dépêche du 21 décembre.

² « A M^r Starmont. Versailles le 21. »
« 775. M. Je suis bien touché de l'attention de V. E. qui a bien voulu se adonner à partager la joie que lui causent les nouvelles satisfaisantes des succès des armes Angl^{es} dans le Connecticut et dans la Nouvelle York. Je prie V. E. d'agréer tous mes remerciemens de témoignage de son amitié et une assurance de sentimens sur un événement si propre à contribuer au rétablissement de la tranquillité dans cette partie du globe. Je ferai part au Roi de la communication de V. E. à bien vous la remercier et je puis prendre sur moi de l'assurer que Sa M^{té} recevra toujours avec plaisir lavis de tout ce qui peut contribuer à la satisfaction et à la gloire du Roi » ministre.
« J'ai l'honneur d'être etc. au V^{re} ministre »
Ibid. n° 106. Cette lettre est de la main du ministre.

³ *Ibid.*, n° 123.

- .774. les Américains fussent si battus. « Ces accès de délire n'ont rien de remarquable, mandait-il, que la facilité avec laquelle cette nation s'aveugle et s'enflamme ».

Le sentier par lequel le gouvernement du roi avait à conduire sa politique restait ainsi fort étroit. Entre le besoin de ne pas laisser l'Espagne échapper au concert commun et l'obligation de ne point tendre plus qu'ils ne l'étaient les rapports avec Londres, on s'explique l'attitude étudiée du ministre avec chacun des deux ambassadeurs. Peut-être se compliquait-elle d'un mouvement d'indécision survenu dans l'esprit de Louis XVI et, dès lors, dans celui du principal conseiller du roi. On serait tenté de se demander si M. de Noailles, en allant à Londres, n'avait pas reçu des chefs du cabinet la mission confidentielle de colorer ses informations, afin de grossir aux yeux du souverain ou de lui rendre plus reconnaissable un péril qu'il ne voyait pas assez. Le 27 décembre, l'ambassadeur prend occasion des hommages qu'autorisait l'approche de l'année nouvelle pour écrire au roi, les armements de l'Angleterre sont l'objet de sa lettre et il les montre bien au monarque comme un danger :

Sire,

Un des avantages attachés à la place que j'ai l'honneur d'occuper, est de pouvoir offrir à Votre Majesté l'hommage de mon respect au commencement de l'année. J'oserai donc lui dire que si mes vœux se renouvellent sans cesse pour la gloire et la prospérité de son règne, Elle n'a point en même temps de sujet qui soit animé d'un zèle plus sincère et plus ardent que le mien pour tout ce qui tient à son service. Mais autant je suis pénétré du désir de bien connoître mes devoirs pour les remplir, autant il me paroît difficile de prévoir jusqu'où peuvent aller les divers mouvements dont l'Angleterre est agitée dans ce moment-ci.

S'il y avoit de l'analogie entre ce que fait actuellement la puissance anglaise, et ce qu'on sait des affaires de ses colonies en Amérique, tout s'expliqueroit facilement. Il n'y auroit rien que de très-naturel aux efforts qu'on lui verroit faire pour remettre sous sa domination des provinces qui paroissent

aujourd'hui s'en être séparées pour jamais. Mais il se présente un ordre de choses tout à fait différent. 1776

Depuis le mois de juin dernier, l'Angleterre méditait d'autres armemens que ceux qu'il lui fallait pour soutenir ses intérêts en Amérique. Ces armemens commencés dans le silence ne faisant pas des progrès assez rapides au gré du ministère anglois, on a eu recours à la fin d'octobre aux moyens extrêmes des enrôlemens forcés et ce coup une fois porté avec tout l'éclat qu'il devoit produire, on ne s'est plus rallenti sur aucune espèce de préparatifs de guerre. Qu'en a-t-il résulté au moment où nous sommes ? L'armement de quarante trois vaisseaux de ligne qui sera complet sous peu de mois. Vous des forces d'autant plus considérables, que leur destination ne peut avoir rien de commun avec une flotte de plus de 30 frégates employée présentement dans les mers d'Amérique.

Il seroit au moins à souhaiter que le gouvernement britannique eut une conduite plus conséquente, et que tandis que ses discours semblent annoncer la plus grande confiance dans les assurances pacifiques qu'il reçoit de Votre Majesté, il ne parut pas se disposer réellement à la guerre. Mais on doit espérer que les mesures qu'une sage fermeté a fait adopter à Votre Majesté maintiendront le repos de ses sujets, et contribueront à remettre l'état politique de l'Europe dans une situation plus avantageuse pour la durée de la paix.

Je suis avec le plus profond respect, Sir, de Votre Majesté le très-humble et très-obéissant serviteur

LE MARQUIS DE NOAILLES

Londres le 27 decembre 1776.

Angleterre le 5 9, 1776 Copie

Il n'est guère à supposer que, simplement dans la pensée de se faire valoir, l'ambassadeur mit ainsi le doigt sur les éventualités à craindre, lorsqu'on voit M. de Maurepas s'efforcer d'obtenir pour lui une réponse du roi et M. de Vergennes s'y intéresser de même¹ M. de Noailles

¹ Le marquis de Noailles recherchant alors un supplément de traitement dont son prédécesseur avoit joui. La cherté d'un grand train à Londres, ou l'état de ses propres affaires le

lui rendoit, parait-il, indispensable. M. de Vergennes et M. de Maurepas à qui il avoit écrit en même temps qu'au roi lui en parlent tous les deux. Le dernier lui écrit « Je ne désire

777 avait écrit en même temps aux deux ministres. Leurs réponses sont parmi les pièces officielles; c'est donc qu'une certaine importance leur fut reconnue. L'une et l'autre elles précisent l'état des choses d'autant plus exactement qu'elles étaient privées. On lit dans celle de M. Maurepas, datée du 11 janvier :

Je reçois avec grand plaisir, Monsieur le Marquis, les assurances de la continuation de votre amitié en ce renouvellement d'année. Vous devez être bien sûr de la sincérité des souhaits que je fais pour qu'elle vous soit heureuse et un peu plus tranquille que ne le sont les commencemens, il est certain que de part et d'autre nous nous épuisons en complimens et en assurances de bonne volonté et de dispositions pacifiques et nous nous ruinons en préparatifs de guerre. C'est une situation forcée dont cependant il n'est pas aisé de prévoir la fin, la rentrée du Parlement vous donnera peut-être des lumières un peu plus sûres que celles que nous avons pu avoir jusqu'à présent.

J'ai pris la liberté de faire des instances au Roy pour qu'il eût la bonté de répondre à votre lettre je lui ai représenté combien cela étoit convenable dans la circonstance et par rapport à vous personnellement; Sa Majesté m'a paru y faire attention, mais je ne puis répondre que ce soit encore pour cet ordinaire. Je suivrai cette affaire et serai fort aise si je puis vous procurer cette satisfaction.

Angleterre 521 P 53. Pièce non numérotée

Moins haut placé, M. de Vergennes étoit naturellement plus ex-

« pas moins de réussir auprès M. le C^{te} de Ver-
« gennes qui, malgré son goût pour l'écono-
« mie sera sûrement bien disposé en votre fa-
« veur. Il est bien sûr que la cherté de toutes
« choses dans le lieu où vous êtes porte très
« haut les dépenses, un rhume que nous avons
« eue de notre côté nous tient séparés, c'est
« ce qui fait que j'ai pu lui parler. » M. de
« Vergennes lui manda de son côté : « M. de
« Maurepas ne m'a point encore parlé au sujet
« de votre gratification annuelle, mais quoique

« avec la plus grande déférence pour lui, je suis
« un peu mortifié que vous ayez avoir be-
« soin d'un entremetteur auprès de moi, vous
« servez trop bien le Roi pour que je ne sois
« pas votre solliciteur, daignez joindre à ce
« motif l'intérêt le plus véritable que je vous
« ai voué et l'attachement le plus sincère et
« le plus inviolable avec lequel j'ai l'hon-
« neur d'être Monsieur le Marquis, votre très
« humble et très obéissant serviteur. » M.
« VERGENNES »

pl cite. Aussi donnait-il à l'ambassadeur des indications qui ne sont pas sans jeter du jour sur cette situation : 1777

À Versailles le 10 janvier

Je n'ai reçu que hier Monsieur le Marquis, vos expéditions des 27 et 31 du mois dernier et la lettre particulière dont vous m'avez honoré. Je sens tout le prix des vœux dont vous m'assurez et j'y suis d'autant plus sensible que je trouve le garant de leur sincérité dans la vivacité de ceux que je forme à mon tour pour la gloire de votre ambassade et pour votre satisfaction personnelle. Je partage toute la peine de votre position, mais je conçois votre sagesse, vos lumières et votre fermeté. Le Roi qui vous rend toute la justice que vous méritez est aussi convaincu que moi que s'il mesurait il n'y aura rien à vous imputer. Je suis enchanté que vous ayez pris le parti d'écrire au Roi et à M. le comte de Maurepas : ce n'est pas que vos dépêches ne soient exactement portées et lues au conseil, je puis ajouter et applaudies. C'est une justice qu'on rend à votre prévoyance et moi plus que personne.

Sur ce que nous ne négligeons pas vos avertissements, nous ne voulons point être menaçans, ni rien faire qui puisse provoquer, nous n'avons pour le présent que 13 v^e armées ou en armemens, mais s'il faut aller plus loin tout est prêt même les vivres pour 42 v^e de ligne. L'Espagne peut en montrer autant : y aurai-je espéré le quoi faire repentir les Anglois de leur précipitation.

Je ne vous dis rien Monsieur le Marquis, du docteur Franklin il se conduit fort modestement à Paris, il y trouve quelques amis et plus de curieux. Il m'a fait une visite que j'ai reçue, sa conversation est douce et honnête, il parait homme de beaucoup d'esprit, le Lord Stormond prétend qu'il nous trompera comme il a trompé trois ministres anglois, je ne sais s'il en a le projet mais il ne s'est pas encore mis en frais pour l'exécuter, d'ailleurs nous marchons ici sur des principes.

Angleterre le 521

Franklin, une fois à terre, s'était dirigé de la baie de Quiberon sur Nantes, par Auray, et avait attendu là d'être informé si « des ministres des Etats-Unis » seraient reçus par la cour. Il était bien arrivé à

Etats-Unis, le 11 v^e 90

- 1.77 Paris le 18 décembre, selon l'annonce que Deane en avait faite, et la cause de son retour en Europe avait été cachée par lui avec soin. Le comte de Vergennes pouvait dire aux ambassadeurs, le 27, ne l'avoir pas encore vu, ainsi que lord Stormont le rapportait, mais il se savait près de le voir. Le ministre, en effet, avait donné jour pour le lendemain à la légation américaine, empressée à demander de l'entretenir. Lui-même n'éprouvait pas moins le désir de l'entendre, car tout de suite il avait mis au courant de cette audience le comte d'Aranda. Franklin, en apprenant le traitement que trouvaient en France les intérêts de l'Amérique, n'avait pu qu'augurer fort bien de sa mission. Parti de Philadelphie lorsque les premiers rapports de Deane seulement y étaient parvenus, il n'avait été un peu renseigné sur les choses qu'à Nantes, où des navires chargés d'armes étaient prêts à prendre la mer. Aussitôt, il avait rassuré ses amis, troubles sensiblement par les recits des gazettes sur les avantages acquis aux troupes britanniques, il avait écrit pour cela au président du Congrès¹. Quand il sut par son collègue, à Paris, les détails successivement envoyés au *Comité de correspondance secrète*, il se hâta d'entrer en opérations. Cinq jours après son arrivée, le 23 décembre, les trois délégués, se donnant la qualité de « plénipotentiaires », demandèrent ensemble à M. de Vergennes de les recevoir; ils désiraient « présenter leurs lettres de créance et proposer à la France un traité d'amitié et de commerce que l'assemblée des Colonies offrait avant tout à cette puissance, à cause de la faveur avec laquelle celle-ci traitait leurs vaisseaux² ».

C'est en secret, à Paris, le 28 décembre, que M. de Vergennes avait écouté les envoyés. La surveillance de l'ambassade anglaise rendait

Lettre de Franklin au président du Congrès Nantes le 8 décembre; *The Works of Franklin*, t. VIII p. 17.

¹ « Paris Dec. 23 1776. — Sir. We beg leave to acquaint your excellency, that we are appointed and fully empowered by the Congress of the United States of America to pro-

« pose and negotiate a treaty of amity and commerce between France and the said states. « The just and generous treatment their trading « ships have received, by a free admission into « the ports of this kingdom, with other considerations of respect has induced the Congress to make this offer first to France. We

nécessaire ce mystère, qui n'avait pas paru obligé au mois auparavant. Seulement, la copie des propositions laissées par Franklin étant, deux jours après, envoyée à l'ambassadeur d'Espagne, et l'on en faisait faire une traduction qu'il pût expédier à son gouvernement. Pour amener le cabinet du Pardo à reprendre les projets dont la préparation avait été commencée l'année précédente, c'était en effet le cas de se servir de l'inclination qui portait le comte d'Aranda à la guerre. Aussi le ministre venait-il d'entretenir ce dernier de mesures qu'il aurait voulu faire concerter par les deux Couronnes. Il lui en avait même donné à lire la minute écrite. L'informer de son rendez-vous avait donc été un soin tout indiqué et l'empressement de l'ambassadeur répondait parfaitement à ces prévenances. Le ministre, en même temps, instruisait le marquis d'Ossun de ces faits, tout nouveaux pour celui-ci, qui ne pouvait point n'être pas au courant lorsque le gouvernement de Madrid le serait. La dépêche que M. de Vergennes lui adressa s'expliquant comme il suit :

A Versailles le 4 janvier 1777

J'ai eu l'honneur de vous informer M. de l'arrivée du docteur Franklin

« request an audience of your Excellency wherein
« we may have an opportunity of presenting
« our credentials, and so flatter ourselves that
« the propositions we are instructed to make
« are such as will not be found unacceptable

« With the greatest regard, we have the
« honour to be your Excellency's most obedient
« and most humble servants. B. Franklin
« Séas Duane Arthur Lee « *His Excellency*
the Count de Vergennes : *États-Unis*, t. I n° 104

Le lendemain même de l'entretien du 28 le comte d'Aranda en demanda des nouvelles afin de les transmettre à Madrid. « Je ne sou-
« hait ni vous aurais encore quelque chose à me
« dire touchant M. Franklin car dans ce cas
« je ne me rapporterais demain à Versailles ».
« à vos ordres : autrement je compte me pré-

« senter à V. E. le mardi ou soir veille du jour
« du conseil au puique les ambassadeurs re-
« posent le mardi au mercredi pour faire leur
« cour à Sa Majesté, et profiter en même temps de
« quelques moments d'entretien avec vous sur
« l'article dont vous me faites le plaisir de me
« confier la lecture de votre sage prévoyance.
« Dans les premiers jours du mois prochain je
« devrai expédier mon courrier à Madrid et il
« serait important à ma cour d'être instruite
« des idées des Insurgens dont Franklin doit
« être chargé. J'espère que vous jugerez de
« même et que vous voudrez bien me don-
« ner des éclaircissements sur cette matière.

Espagne t. 582, n° 195. — Original. Dans un
bulletin du 4 janvier le comte d'Aranda renvoie à
M. de Vergennes *Ibid.* t. 583 n° 4

1777 dans ce pays-ci; et je me suis réservé de vous faire part de la commission dont il pouvoit être chargé. C'est le 28. du mois dernier que je l'ai vu il étoit accompagné du s^r Desz dont les gazettes ont déjà fait tant de bruit et d'un 3^e député venu à cet effet de Londres.

Je ne sais si M. Francklin m'a tout dit, mais ce qu'il m'a dit n'est pas fort intéressant au regard aux circonstances de sa patrie. L'objet ostensible de sa mission, le seul qu'il m'ait fait entrevoir est un traité de commerce qu'il desire se conclure avec nous, il m'en a même remis le projet, je le joins ici afin que vous voulussiez bien le communiquer dans le secret de notre intimité au ministère espagnol. Le parti du Roi à cet égard n'est point arrêté, et il ne se décidera probablement qu'après avoir entendu l'avis du Roi son oncle. Sa Maj^{te} ne voulant rien faire que dans le concert le plus intime avec lui. Les députés Américains en sont même prevenus, je ne leur ai pas laissé ignorer et de la manière la plus explicite, que la plus parfaite identité de sentimens, de principes et de vues existe entre Leurs Majestés très Chrétiennes et C^que. Pour revenir à la proposition des Américains, sa modicité a lieu de surprendre, car ils ne demandent rien dont ils ne jouissent déjà par le fait au moins de notre part. Si c'est modestie, si c'est crainte d'être à charge aux puissances sur l'intérêt desquelles ils croient pouvoir compter, ces sentimens sont fort louables; mais ne seroit il pas possible que cette réserve soit le résultat d'une vue plus politique. Les Américains ont trop éprouvé les effets de la jalousie de commerce qui anime les Anglois pour ne pas prévoir les conséquences qu'elle peut et doit encore entraîner. Bien convaincus que l'Ang^e ne verra point tranquillement les deux Couronnes se substituer au commerce important qu'elle a fait jusqu'ici exclusivement avec ses Colonies, peut être considérant ils en motif comme suffisant pour opérer une rupture entre les 3. puissances laquelle changeant le thème de la guerre amèneroit tout naturellement les Anglois à reconnaître l'indépendance qu'ils leur disputent sans que les Colonies se trouvent chargées d'aucun engagement éventuel de défense qu'un peuple nouveau qui ne peut se former et prospérer qu'à la faveur d'une longue paix doit désirer d'éviter. Ce qui importerait à envisager cette façon de penser est essentiellement fondamental est qu'en même temps qu'on nous demande de renoncer à toute idée de récupération ou de conquête des portions de l'Amérique septentrionale et des îles adjacentes qui nous ont ci devant appartenu

ou se nous offre qu'une exacte neutralité si nous étions attaqués en haine de ce traité. Les Colonies peuvent encore compter sur la force de l'intérêt des deux Couronnes qui permettraient difficilement qu'il les fût subjuguées par leur mère patrie, elles peuvent aussi se reposer sur les griefs sans cesse renaissans de la part de l'Ang^{re} et qui ne peuvent que se multiplier avec un excès intolérable dans le cours de cette guerre.

Je résume avec vous M. d'après ce que les députés américains m'ont communiqué, et non pas d'après ce qu'ils peuvent tenir caché dans leurs poches, j'envisage même d'autant plus soigneusement d'y feuilleter que les deux Couronnes paraissant d'accord à ne vouloir ni provoquer la guerre ni être les premiers à la commencer je ne dois pas en attacher des ramifications qui l'aurait conséquemment à notre politique de repousser.

S'il ne s'agissait que de gagner du temps et d'arrêter le tapage on pourrait faire entendre aux Américains que le commerce existant par le fait puis qu'ils trouvent dans nos ports et dans ceux d'Esp^{gne} les mêmes facilités, avantages et sûreté dont y jouissent les nations les plus favorisées, il suffirait qu'ils nous fissent une déclaration de réciprocité pour au jour à notre tour lors que les circonstances nous permettraient de fréquenter leurs côtes. Mais cette réponse qui en elle même sembleroit très raisonnable et analogue à la position des choses pourroit être interprétée par eux comme une manière honnête de les écarter, les affaiblir et précipiter leur réconciliation avec l'Ang^{re}. Cet ecueil est peut être de tous celui que nous avons le plus à craindre et qui demande les plus sérieuses et les plus mûres réflexions de la part des deux ministères. Car les Anglois aussi puissamment armés qu'ils se trouvent ne voudroient ils pas prendre l'indemnité des occasions qu'ils feroient à leurs Colonies, aux dépens des deux Couronnes, cette prévoyance a souvent été mise en avant, la justice des deux monarques a constamment résisté aux avantages qu'ils pourroient se promettre de la diversion de l'Amérique, leurs forces resteroient elles à celles de l'Ang^{re}? Nous pouvons les égaler par le nombre, mais nous ne pouvons nous dissimuler que les Anglois l'emportent aussi éminemment sur nous par l'expérience de la mer et la science des manœuvres que nous l'emportons sur eux par la noblesse et le désintéressement de nos vues.

Le bâtiment qui a conduit en France le docteur Franklin ayant fait deux prises anglaises sur la route qu'il a amenées dans une de nos rades, j'ai du

1777 faire connaître à ce député que suivant notre traité de navigation et de commerce avec la G^{de} Bretagne nous ne pouvons lui permettre la vente de ses prises, et qu'il doit les faire conduire dans un port de sa nation pour en disposer. Cette insinuation ne pas parù le surprendre; il m'a même dit qu'il l'avait prévue et que le capitaine capteur s'arrangerait en conséquence.

Précédemment à cela le Lord Stormont avoit réclamé l'art^e de ce même traité relatif aux prises. Je lui prié de constater sa réclamation par un officier. J'ignore ce que sa cour lui permettra de faire, il nous importe de tirer d'elle l'aveu de l'existence d'un traité quelle enfreint sans difficulté à notre égard toutes les fois qu'elle y trouve quelque avantage et dont les stipulations qui nous sont favorables n'ont jamais reçu d'exécution. D'ailleurs il ne peut être indifférent de s'assurer de quelle manière les Anglois considèrent les Colonies, s'ils réclament contre elles les traites ils les regardent donc car une nation qui est sous le bénéfice du droit des gens.

Espagne 1 583 1 6

Quoique l'ambassadeur dût parler « dans le secret de l'intimité », il recevait là, en réalité, la mission de faire à l'Espagne l'aveu, jusqu'alors retenu, des rapports suivis depuis six mois avec le congrès de Philadelphie. Le cours des choses amenait cet aveu dans un moment incommode; aussi le ministre proportionnait-il soigneusement les détails de son audience et les impressions qu'elle lui avait laissées aux dispositions dont il devait supposer la cour d'Espagne animée, après les divergences nées des propositions du 31 août. Il tâchait de rattacher tacitement cette cour aux opérations qu'on lui avait cachées, de les lui faire considérer comme communes par elles-mêmes. On voit d'ailleurs qu'il ne l'engageait que faiblement et qu'il ne voyait pas, au contraire, le côté périlleux des offres de l'Amérique.

Ni Franklin, ni M. de Vergennes probablement, ne comptaient rester sur un entretien secret. L'Américain, lui, croyait trop à sa considération propre pour ne pas affirmer tout de suite le mandat de sa légation par une démarche plus officielle. Le dimanche 5 janvier, il emmena ses collègues à Versailles, et là ils convinrent ensemble au

ministre un billet pour demander à être admis le lendemain¹. M. de Vergennes avait pu ouvrir sa porte à l'improviste à Deane, ambassadeur interlope; à l'égard de mandataires en titre, espionnés de près par l'Angleterre et qu'elle n'ignorait point avoir parlé, il fallait le temps de se concerter et de presser la réponse. Le pli décacheté, le ministre écrivit à Gérard qu'il ne serait libre à Versailles ni le lendemain ni le mardi, mais qu'il verrait les envoyés à Paris ce même mardi, en tel lieu que son premier commis voudrait. Pour que celui-ci fût d'ailleurs à l'aise, il ajoutait : « À défaut, remettre à leur promettre une réponse quand j'aurai pris des ordres². » Mais Franklin aimait à protester contre la mode européenne. Il l'avait fait par cette manière de s'y prendre comme il le faisait depuis longtemps par son costume; il n'allait pas s'y plier quand il s'agissait de sa personne. Sans désespérer, il fit écrire leurs demandes, les déposa comme on laisse un mot à quelqu'un que l'on n'a pas rencontré et ne doute probablement point que cela ne dût suffire. Deane avait tenu la plume; c'est sous la forme d'une lettre collective à M. de Vergennes qu'ils introduisirent les propositions du Congrès. À ce pli était joint un mémoire exposant les ressources commerciales et financières des États-Unis³.

Les conseillers du roi n'en étaient pas à examiner pour la première fois les déterminations que l'arrivée du pontife américain allait leur

¹ 777 janvier 5 — Dr Franklin M Deane, « and Mr Lee present their most respectful compliments to the Count de Vergennes, and request an audience of his Excellency, to-morrow morning at such hour as he shall be pleased to appoint. Versailles Jan^r 5. 1777 6 O'clock in the evening » États-Unis, t. 2, n° 8.

² « 5 janvier 1777. J'ai l'honneur de vous envoyer, Monsieur, un billet que je reçois de MM. Franklin et Deane qui me demandent à me voir demain matin. Je vous prie de répondre à leur messageur que la chose n'est possible ni demain ni après demain, mais si vous

avez une difficulté insurmontable je demanderai que vous leur ôchiez Monsieur un rendez-vous à Paris mardi dans le lieu qui vous conviendrait pour entendre ce qu'ils peuvent avoir à me dire. Vous m'avez promis à défaut de leur promettre une réponse quand j'aurai pris des ordres.

Je vous renouvelle, Monsieur tous mes sentiments. D V. Dimanche soir 5 janvier 1777. » Ibid., n° 9.

³ *Memorandum concerning the present state of the late British colonies in North America*, en date du 31 décembre 1776. Ibid., n° 1. — L. v. a une traduction sous le numéro 106 du tome I.

1777 faire une loi de prendre La conduite à suivre leur était un objet constant d'étude. On en a entre autres un indice dans un mémoire écrit suivant toute apparence pour le Conseil. Il est d'une main à qui les considérations politiques du moment étaient sensiblement familières¹. Les choses apparaissaient sous un double point de vue : d'une part l'inévitable nécessité politique d'aider les États-Unis afin de relever la situation de la France par l'abaissement de l'Angleterre, de l'autre le danger qu'ils ne s'arrangeassent avec leur mère patrie en lui procurant ainsi la liberté d'accabler les deux Couronnes. Termes contradictoires qui rendront souvent le cabinet perplexe; ils donneront aux Américains beaucoup de facilité pour abuser de l'alternative. M. de Vergennes porta aussitôt à M. de Maurepas les propositions de ces derniers, et le chef du cabinet prit à leur sujet les ordres du roi. Le 9 janvier, les deux ministres présentaient au monarque, pour fixer leur réponse, une note qu'il approuva de sa main. La constatation de ces circonstances se trouve en tête ou en marge des deux pièces; elle est de la plume de M. de Vergennes sur la dernière. Voici la lettre des représentants du Congrès; elle reproduisait les propositions apportées par Silas Deane, en y ajoutant quelques points et des commentaires.

A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE C^{te} DE VERGENNES, L'UN DES SECRÉTAIRES D'ÉTAT
DE S. M. T. C. ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

*Rapporteur, M. le
C^{te} de Maurepas, Su-
resne le 8 janvier*

Le Congrès cherchant les moyens de protéger plus efficacement ses côtes, de protéger son commerce et de chasser l'ennemi, nous a chargés de demander à la France huit vaisseaux de ligne complètement armés dont il supportera les dépenses. Comme d'autres princes de l'Europe prêtent ou louent leurs troupes à l'Angleterre contre l'Amérique, on pense que la France peut, si elle le juge à propos, accorder aux

¹ *États-Unis*, t. 2, n° 16, Pièce sans intitulé et sans indication de destination.

1777

États-Uns et indépendants le même genre de secours sans donner à l'Angleterre de justes sujets de plaintes. Si cette puissance se portait néanmoins à déclarer la guerre pour cette raison, nous sommes dans la persuasion que des forces unies de la France, de l'Espagne et de l'Amérique lui enlèveront toutes ses possessions dans les Indes occidentales, ainsi que la partie la plus considérable du commerce qui l'a rendue si opulente, et la rendroient à cet état de faiblesse et d'humiliation qu'elle a si justement mérité par ses perfidies, son insolence et ses cruautés dans les deux hémisphères. Nous sommes également chargés de solliciter auprès de la cour de France un secours immédiat de 20 ou 30 mille fusils et bayonnettes et d'une armée dans les différentes parties de l'immense étendue de nos côtes, nous ne pouvons nous opposer à leurs entreprises que par des marches, lesquelles, à moins que nous ne recevions quelques puissants secours ou qu'on ne fasse une forte diversion en notre faveur, pourront nous harasser et épuiser nos finances au point que notre pays sera réduit à la nécessité de terminer la guerre par un accommodement. Les cours de France et d'Espagne peuvent se confier avec assurance que toute stipulation qui pourrait être consentie avec nous, dans le cas où un tel secours serait accordé, sera ponctuellement remplie par le Congrès qui est résolu à établir sa considération future quant à la justice et à la fidélité sur l'entière et parfaite observation des engagements dont il s'agit. L'Amérique septentrionale offre maintenant à la France et à l'Espagne son amitié et son commerce. Elle est d'ailleurs prête à garantir de la manière la plus positive à ces deux nations toutes leurs possessions actuelles dans les Indes occidentales, ainsi que les conquêtes qu'elles pourraient y faire sur l'ennemi, dans la guerre qui résulterait de l'assistance que les États-Uns sollicitent. L'intérêt des trois nations est le même. L'opportunité de cimenter leur union et de leur assurer l'avantage de ce commerce, qui deviendra immense, se manifeste aujourd'hui de soi. Si on la néglige elle ne reviendra probablement jamais. Et nous ne pouvons écarter l'idée qu'un délai considérable pourrait être suivi de fatales conséquences.

Verailles 5 janv 1777.

B. FRANKLIN. SILAS DEANE. ARTH. LEE.

Plessipotentiaires du Congrès des États-Unis de l'Amérique du Nord.

États-Uns t. 2 n° 1. Traduction.

- 1.° La note approuvée par le roi, en vue de la réponse à faire, était formulée comme il suit :

*Présenté au Roi en
présence de M. le C^{te} de
Montreuil le 9 janvier
1777, Sa Majesté l'a
approuvé de sa main.*

Il a été rendu compte au Roi du mémoire de M^{rs} les Députés des provinces unies de l'Amérique et de différentes demandes qui y sont énoncées. Sa Majesté désirerait que les circonstances fussent de nature à lui permettre d'avoir égard à l'insinuation qui lui est faite pour un certain nombre de vaisseaux qu'on lui propose de prêter; elle se ferait un plaisir de les donner sans en exiger aucune rétribution, ce qui serait conforme à sa dignité. Mais l'intérêt de son Etat, et celui de la sûreté de ses possessions éloignées exigent que bien loin de pouvoir rien retrancher de la masse de ses forces maritimes, elle songe plutôt à les fortifier et à les accroître. Sa Majesté considère d'ailleurs que ce ne serait pas l'envoi d'un petit nombre de vaisseaux de force sur les parages de l'Amérique sous quelque pavillon qu'on les y fit arriver qui changerait la face des affaires dans ce pays là; on ne peut se dissimuler qu'ils seraient immédiatement suivis par une escadre anglaise bien supérieure en nombre, laquelle de ce moment contraindrait l'autre à s'enfermer dans les ports, ce qui la rendant entièrement inutile aux vues qu'on se serait proposées par le renvoi, ne servirait qu'à compromettre la puissance qui se serait déterminée à le faire. Ce serait une erreur de penser qu'une mesure aussi ostensiblement offensive ne serait pas un motif légitime de guerre. Assurément les provinces unies n'épargneraient ni la Hesse ni le pays de Brunswick si elles étoient à portée de leur faire éprouver tout leur ressentiment. C'est une maxime généralement

regard en politique que rien n'est plus juste que de rendre la guerre à qui nous la fait. 177

Les mêmes raisons qui ne conseillent pas à Sa Majté d'affaiblir la flotte ne pourront lui permettre aussi de destiner des convois exprès pour escorter les bâtimens américains. Une partialité aussi caractérisée ne seroit pas un motif de guerre moins légitime que celui de l'envoi d'une escadre masquée. Ce n'est pas par des moyens aussi détournés et aussi peu analogues à la dignité d'une grande puissance qu'elle peut se porter à la guerre. C'est le sentiment de ses grands intérêts, c'est leur nécessité qui peuvent seuls et qui doivent l'y conduire. Ce qui paroit éloigné dans le moment peut se rapprocher, mais on ne peut aller au devant du temps et des événemens. Il faut savoir les attendre et se tenir en mesure d'en profiter. Ce sera alors qu'on pourra se parler et s'entendre sur la manière de cimenter sur les fondemens d'un intérêt invariable les liaisons et l'amitié qui doivent unir des nations qui auraient un ennemi commun à combattre. Les provinces unies peuvent être bien assurées que ni de la part de la France ni de celle de l'Espagne il ne leur sera fait aucune ouverture qui froisseroit leurs intérêts essentiels et que les vues des deux Couronnes très indépendantes de tout désir de conquêtes jalouses et nuisibles aux Provinces unies tendront toujours uniquement à mettre l'ennemi commun hors d'état de nuire aux puissances unies.

Les facilités que les Américains ont trouvées dans les ports de France et d'Espagne pour leur commerce autant qu'elles sont compatibles avec l'exécution des traités dont les deux monarques sont exacts observateurs, la diversion quoique tacite des deux puissances qui par des armemens dispendieux obligent l'Angleterre à un partage de ses efforts, ce sont là des indices bien manifestes de l'intérêt que les deux Couronnes prennent au sort et au succès des affaires de l'Amérique. Que pourroit on exiger de plus d'elles. Nul rapport n'a encore rapproché les peuples divers : et prétendre qu'une guerre hasardee devienne le point de leur réunion ne seroit écarter l'objet qu'on doit se proposer exclusivement et qui peut résulter du cours naturel des événemens.

Le Roi ne veut point gêner les Américains dans l'extraction des ressources qu'ils peuvent trouver dans le commerce de son royaume, bien persuadé qu'ils se conformeront de leur part aux règles prescrites sur le sens précis et rigoureux des traités. Sa Majté ne pouvant entrer dans le détail des diverses

1771. fournisseurs dont les Américains peuvent avoir besoin, leur marquera sa bienveillance et sa bonne volonté en leur destinant des secours secrets qui assureront et étendront leur crédit et leurs achats.

État-Louis, t. 2, n° 13. Copie.

On n'avait pas moins concerté la suite immédiate dont la démarche deviendrait l'objet que le sens dans lequel elle serait accueillie. Le comte d'Aranda recevrait aussitôt communication ou copie de tout; on avait d'ailleurs dès le premier jour engagé les Américains à voir l'ambassadeur¹. On ne dirait à ces derniers rien que de verbal, afin de ne pas les munir de pièces écrites; Gérard leur lirait les résolutions du Gouvernement. M. de Vergennes, d'un autre côté, en adresserait le texte à Ossun et lui en expliquerait les raisons, pour que Charles III et M. de Grimaldi les connussent. Le 12, tout cela était fait; le comte d'Aranda, très impatient que les deux cours n'agissent, réclamait à M. de Vergennes les traductions promises au moment même où on les lui envoyait². L'Espagne était donc au courant sans restriction; le ministre précisait même à Ossun le chiffre des secours que l'on se proposait d'allouer et dont le roi n'avait pris l'engagement avec les commissaires que d'une manière encore vague :

À Versailles le 22 janvier 1777.

Ma dépêche n° 2 du 4. de ce mois vous a informé M. des premières ouvertures des députés américains et du jugement que nous en avons porté. Elles n'ont pas tardé à être suivies d'autres beaucoup plus spécifiques quoique moins séduisantes, et ce ne seront probablement pas les dernières que nous

¹ Franklin l'écrivit au Comte le 4 janvier. *The Works of Franklin*, t. VIII, p. 294.]

² « Vous me pardonnerez M^r le Comte si j'ose vous rappeler la traduction des papiers du docteur Franklin que je devois envoyer à vos cour à l'occasion du courrier prêt à partir demain en soir car ne les ayant pas j me ferois le retarder, jusqu'à ce que je puisse écrire un questionnaire de leur contenu. V. F.

« aura la bonté de me dire à peu près quand c'est qu'elle pourra me la remettre avec son original et, si vous réglez sur ça pour le départ du courrier. Je suis l'occasion de vous assurer du sincère attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être de V. E. très humble et très obéi serv^r. AAAAA. Paris ce dimanche 22 janvier 1777 à cinq heures du soir. » *Espagne*, t. 583, n° 19.

recevront. De tout ce qu'ils y vont je ne serai pas surpris que M. Franklin ne soit venu en France dans l'espérance de nous porter à la guerre. Vous jugerez M. du mérite de ses propositions. Je les joins ici sous la 1^{re}. Je doute qu'elles soient trouvées plus acceptables en Espagne qu'elles nous l'ont paru. Indépendamment qu'il seroit contraire à la dignité des deux grandes Couronnes de prêter des secours à titre de marchandes, il est sensible que ce seroit agir contre leur intérêt le plus direct et blesser les règles de la prudence de se dégarir de la moindre partie de leurs forces maritimes dans un moment où l'Ang^{le} prépare un armement assez considérable en Europe pour devoir fixer toute leur attention et exciter toute leur défiance.

J'irai encore plus loin M., je supposerai si l'on veut une tendance sans doute à la guerre de la part des deux Couronnes qu'elle en est certainement éloignée et je demanderai s'il y auroit de la sûreté à déférer à la demande des Américains?

Je ne doute pas M. que le vœu du Congrès et de ceux qui nous parlent en son nom ne soit de se lier à nous, qu'ils ne soient de bonne foi dans les offres qu'ils nous font et même qu'ils ne fussent disposés à étendre sans bornes ce que nous le voudrions la garantie qu'ils proposent de nos possessions dans l'Amérique septentrionale et même à s'engager à ne point faire de paix que d'un commun accord. Mais ces stipulations quoi que très explicites pourroient bien être qu'illusoires. On sait que les républiques moins sensibles que les monarchies au point d'honneur ne comptent la fidélité à leurs engagements que comme moyen de servir leur intérêt, que c'est celui là seul qui les détermine sans être arrêtées par aucune autre considération. Les Américains se battant aujourd'hui pour leur indépendance, si nous soutenons leur cause à découvert et si l'Ang^{le} ne se croit pas suffisante pour résister à tant de forces unies n'est il pas vraisemblable qu'elle se déterminera à écarter celle qu'elle jugera la plus facile à gagner? Si elle consent à relâcher l'indépendance qu'elle croira ne pouvoir plus disputer ou est la sûreté que les Américains pourroient la débattre jusqu'à la refuser plus tost que de trahir les engagements qu'ils auroient pris avec nous? Le Congrès quelque bien disposé qu'on puisse le supposer n'a pas une autorité propre qui puisse nous l'assurer. C'est du peuple qu'il tient celle qu'il exerce et comment se flatter que le peuple qui ne nous a encore connus que par des rapports hostiles voudroit nous faire le sacrifice

1777 du plus grand bien qui pourroit jamais lui arriver. L. ne pourroit être retenu par la crainte de notre ressentiment, l'éloignement l'en garentit, tout ce que nous pourrions espérer de lui seroit la neutralité dans la suite de la guerre, encore celle-ci auroit elle assez suspects, son alliance avec les Anglois leurs assureroit des facilités et des faveurs qui tourneroient nécessairement à notre préjudice.

Je ne vois qu'un seul cas M. qui pourroit nous convier à entrer dans des engagements aussi intimes avec les provinces unies de l'Amérique, ce seroit celui où l'Ang^e déclareroit la guerre à l'une ou à l'autre des deux Couronnes, comme nous n'avons aucune certitude que ce cas ne puisse arriver, le Roi m'a ordonné de diriger la réponse à rendre aux députés des Américains de manière à ne pas leurs retrancher toute espérance que les circonstances ne puissent conduire au but qu'ils proposent. Vous trouverez cette réponse sous le n^o 2. Cof elle est mon ouvrage je ne dois pas prévenir le jugement que la Cour d'Esp^e en portera. Le Roi auroit désiré la concerter préalablement avec le Roi son oncle, mais Sa M^{te} a pensé que si elle différoit à s'expliquer ce seroit nourrir les espérances actuelles des Américains et leurs rendre le refus plus sensible. Vous observerez M. que nous voulons l'adoucir par des secours secrets, Le Roi a destiné à cet effet une somme de deux millions de livres que je leurs ferai payer par quartier. Vous voudrez bien en faire la confidence au roi d'Esp^e et à ceux de ses ministres auxquels vous jugerez nécessaire de vous en ouvrir, mais vous voudrez bien n'en point faire mention par écrit. M. le C^t d'Aranda en est instruit et je lui ai remis copie des deux pièces que je vous envoie, comme il les fera passer à sa cour vous n'avez point de communication à en faire. Il suffira que vous vous en entreteniez verbalement avec M. le M^{re} de Grimaldi.

Je dois vous prévenir M. que notre réponse aux Américains ne leurs sera faite que verbalement, ne voulant mettre entre leurs mains aucun écrit dont ils pourroient abuser.

Espanne 1 583 n^o 20

Que les « plenipotentiaires » eussent d'avance à quoi s'attendre et qu'ils voulussent s'en montrer satisfaits, on est à peu près autorisé à se penser par le pl. suivant, qu'ils adresserent le lendemain à Gérard :

Nous remercions M. Gérard de la manière polie, claire et précise dont il nous a communiqué le message de S. M. 157

Nous le prions de se charger de témoigner notre reconnaissance enfin à pour nos États et l'assurer S. M. que nous conserverons à jamais la gratitude la plus vive pour les preuves essentielles d'intérêt qu'elle nous a données, et que nous nous efforcerons dans le temps convenable, d'imprimer les mêmes sentiments à nos commettants.

Nous sentons la force des raisons qu'il a plu à S. M. d'assigner relativement à la conduite qu'elle se propose de tenir et la magnanimité de ses motifs. Nous la supplions de nous permettre de l'assurer que nous nous conformerons dans tous les temps et en toutes choses aux vœux qu'Elle a bien voulu nous faire connaître, rien n'étant si loin de notre intention que de l'entraîner dans des mesures que la sagesse royale et la justice désapprouvent, et s'il arrivoit que nous contreviussions en quoi que ce soit à ces résolutions, nous serions toujours heureux et prompts à nous redresser conformément aux avis et à la direction du gouvernement.

À Paris le 14 janvier 1777

B. FRANKLIN, SILAS DEANE, ARTHUR LEE

Plein-potentiaires du Congrès des États-Unis de l'Amérique du Nord

États-Unis, t. 2, n° 23. Traduction

Le marquis d'Ossun, la dépêche du 12 janvier le rend visible, devait apporter dans le commentaire de la réponse du roi les mêmes précautions que l'on avait déjà prises à cause des dispositions probables de l'Espagne. On venait de voir passer des rapports très circonstanciés du prince de Masserano à sa cour. Ils montraient l'Angleterre s'efforçant de jeter un peu plus d'hésitation encore dans le gouvernement espagnol par ses insinuations de désarmement. Le 3 janvier, le prince avait eu avec lord Suffolk un entretien presque intime, fort long et conduit par ce dernier, malgré la liberté des objections de son interlocuteur, avec l'art le plus propre à laisser

Les traductions de pièces anglaises sont de Gérard, frère du premier comte. Les signatures ne se trouvent pas au bas de celle-ci, mais elles existent dans le texte de la *Diplomatic correspondence*.

1777 une impression dangereuse. De nouveau, lord Suffolk justifiait les armements du cabinet de Londres et sacrifiait M. de Pomhal, qu'il sentait bien être la source la plus vive des défiances de la cour espagnole. On pouvait presque supposer qu'à force d'apparente bonne foi il aurait ébranlé l'ambassadeur, si peu crédule, pourtant, sur les intentions et les protestations britanniques¹, et que celui-ci était près de ne plus conseiller autant à son gouvernement d'éloigner les ouvertures anglaises. Indépendamment de la pensée d'un froissement plus ou moins profond de l'Espagne à cause du Portugal, c'étaient là, pour M. de Vergennes, des considérations à ne point négliger en cherchant à attirer plus nettement le gouvernement du Pardo vers l'Amérique. Il y en avait une autre importante. Obligé d'introduire les négociations avec les Américains dans les préoccupations communes, le cabinet de Versailles devait grandement considérer le changement de mains prochain de la politique de Madrid. « Il faudra voir du côté de l'Espagne, avait ajouté M. de Maurepas dans sa lettre au marquis de Noailles, il faudra voir si le changement de ministère n'en apportera pas aux mesures et aux discours de cette cour. » Cette nécessité s'imposait surtout en raison d'un fait qui pouvait avoir de notables conséquences. Le roi de Portugal, près de mourir, avait remis la régence à la reine, qui était sœur de Charles III². L'ascendant du marquis de Pomhal cesserait peut-être, son pouvoir même par suite, au moins sa politique à Buenos-Ayres et, dès lors, l'intérêt qui avait excité l'Espagne à suivre l'impulsion de la France. La cour de Madrid serait-elle, après cela, aussi disposée à céder à cette impulsion qu'auparavant? Ces questions se posaient d'elles-mêmes.

A l'heure où le ministre écrivait sa dépêche, il avait déjà, sans doute, pressenti le recul. Un rapport du marquis d'Ossun, du 26 décembre, l'avait fait entrevoir d'une manière assez claire. Venu d'Italie

¹ Les rapports du prince de Memorano sont reproduits en partie à l'annexe I du chapitre IV.

² Dumas le raconte à Versailles dans son pli

du 9 décembre après un précédent du 8 qui faisait prévoir l'événement. (*Espagne* t. 582, n° 156 et 163.)

avec Charles III, le marquis de Grimaldi, admettant ce monarque depuis trop longtemps à conduire son règne, il avait traversé avec lui de trop mauvaises fortunes, pour ne pas exercer sur lui beaucoup d'empire. Il quittait les affaires au seuil d'une année nouvelle, tout présageant que le printemps verrait se produire les événements qui tenaient les deux cours attentives depuis une année, il savait qu'à moins de retomber dans l'effacement dont elles souhaitaient de sortir ensemble elles auraient, alors, à prendre aux choses une part décisive et il avait la mesure du concours de Versailles pour les vues de son souverain. Ayant donc pesé avec le roi les intérêts de la Couronne, il avait donné des conseils au moment de remettre les rênes, et vu accueillir ces conseils avec empressement; en écrivant au prince de Masserano dans l'intimité, il pouvait lui dire, comme le marquis de Noailles l'avait fait connaître, qu'il « croyant avoir bien établi son opinion dans l'esprit du roi son maître ». La cour d'Espagne se

Rapport du 10 décembre. *Angleterre*
 « 519. n° 84. » M. l'ambassadeur d'Espagne
 « qui veut bien payer de retour la confiance
 « que je me ne cesse de lui témoigner, par ses
 « nouvelles en quelques mots le même motif,
 « m'a parlé à son tour de la situation d'Espagne,
 « et d'une lettre particulière qu'il avait reçue
 « de M. le M^e de Grimaldi son intime ami.
 « Sa ma mémoire me sert bien voir à peu
 « près ce que j'ai relevé de cette lettre.

« 1^o M. le M^e de Grimaldi marquant que M.
 « lord Grantham ambassadeur d'Angleterre à
 « Madrid avait eu avec lui un entretien am-
 « bable à celui dans lequel le Lord North était
 « venu chercher M. le prince de Masserano. lui
 « avait assuré que les armemens actuels de l'An-
 « gleterre n'étaient point objet de soutenir le
 « Portugal, et qu'ils n'avaient qu'un but de
 « pureté personnelle. Le ministre espagnol ayant
 « repliqué à M. lord Grantham que les inquié-
 « tudes de l'Angleterre ne lui paraissaient pas
 « fondées. l'ambassadeur avec son thème le :

« dis lors et parla dans le sens qui était né-
 « cessaire pour découvrir par la suite de Ma-
 « drid quelles étaient nos véritables intentions.
 « Mais à lui fut confirmé que nos intentions
 « étaient pacifiques, autant que l'Angleterre ne
 « nous forçait pas elle-même à la guerre.

« 2^o Il était fait un détail des forces mari-
 « times de l'Espagne portées à 112 vaisseaux
 « prêts à mettre à la voile sur lesquels on
 « comptait trente vaisseaux du ligne.

« Le troisième article de la lettre n'est pas le
 « moins intéressant. M. le marquis de Grimaldi
 « finissant d'annoncer la tranquillité qui l'at-
 « tend à Rome, disant qu'il reste dans le man-
 « ère jusqu'à l'arrivée de son successeur, pour
 « confidentiellement à son ami qu'il espère avoir
 « bien établi son opinion sur les affaires ac-
 « tuelles, dans l'esprit du Roi son maître.

« Je vous prie Monsieur le Comte que
 « ce récit ait un autre usage que celui de
 « vous transmettre tout ce qui vient à ma con-
 « naissance :

recueillait donc et se faisait une conception propre de son rôle, lorsque M. de Vergennes vint la rappeler à l'étude d'un plan commun et introduire les demandes du congrès de Philadelphie dans le domaine des préoccupations mutuelles. Cette situation caractérise les derniers mois du ministère du marquis de Grimaldi. Il devient évident très vite que l'opinion « établie dans l'esprit du roi » par son fidèle serviteur consiste à se réserver avec ténacité, quand la participation aux vues de la France devra devenir effective. M. de Grimaldi avait forgé là un trait de Parthe dont le coup allait porter tout de suite et se ferait sentir encore davantage après. L'expression des sentiments restera la même qu'auparavant. En recevant le marquis d'Osun, Charles III et son ministre approuveront à peu près en tout les prévisions, les paroles, les actes de Versailles. L'ambassadeur, peu enclin, il est vrai, à s'interroger sur la sincérité de ce qu'on lui témoignait, transmettra de nouveau d'Aranjuez les attestations les plus explicites. On continuera à se concerter pour une action commune à la veille, en apparence, de devenir prochaine. A Madrid, toutefois, on sera anguleusement plus enclin à se retirer si on le peut, tout au moins à ne pas trouver venu le moment de s'engager.

Il faut dire que nos rapports avec l'Angleterre se tendaient d'une manière sensible. Le cabinet de Londres était trop bien éclairé sur

Vous le 13 décembre (Espagne, 1 382 n° 166) : « Lou pouse sei nome à Versailles « M. sur la demr qu'avait la cour de Londres « de vou des ce momer » l'Espagne et le Portugal dans des termes de conciliation : mais « Sa M^e Cath^e et son ministere jugent comme « vous que les dispositions pacifiques des Anglois peuvent changer selon les circonstances, « et qu'il est par conséquent nécessaire que les « deux Couronnes se tiennent en mesure pour « être en état de faire face à tous les événements « qu'on pourroit avoir »

« J'ai eu l'honneur, M^r de répéter au roi « d'Esagne ce que contient votre lettre à cet

« égard : je l'ai aussi informé de l'inquiétude « que M^r Stormont vous avoit témoignée par « rapport à l'esadrée qu'on veut à Bront et « de la réponse que vous aviez faite à cet am- « bassadeur. Sa M^e Cath^e s'en est fort approuvée « ainsi que les préparatifs de prévoyance que la « France fait et pourra faire surtout pour le « rétablissement : l de sa marine. Ce monarque « a observé que le moyen le plus propre de con- « tenter les Anglois et de les incliner au main- « tien de la paix étoit de se mettre en état « de leur faire craindre les conséquences d'une « rupture » : a ajouté que je n'avois qu'il n'y « négocieroit rien de son côté »

les opérations de Silas Deane et de Beaumarchais, il suivait de trop près les manifestations de l'opinion en faveur d'une lutte nouvelle de la France contre son pays, pour ne pas imprimer à ses précautions l'énergie, voire la rudesse propre à les rendre efficaces. Les navires anglais se livraient sur l'Océan à la visite des bâtiments français et de ceux de l'Espagne avec la brutalité de la guerre elle-même, tirant à boulet sur eux pour les faire venir à l'obédience; ce cabinet n'avait pas eludé pour rien les demandes réitérées qui lui avaient été faites de préciser de concert les instructions aux officiers de mer. Le prince de Masserano et le marquis de Noailles dénonçaient en vain à lord Suffolk et à lord Weymouth, presque à chaque audience, les incidents de cette nature relevés par leurs Gouvernements. M. de Vergennes en était venu à prescrire à l'ambassadeur de se borner à les signaler, à les constater simplement comme des griefs que l'on pourrait reprendre, mais dont on ne se plaindrait plus. Ces procédés de l'Angleterre devenaient

Lord Mansfield lui écrivait très ouvertement au prince de Masserano un vœu celui-ci se faire connaître à Madrid le 31 janvier et le marquis de Noailles en informait Verméas dans son rapport du 24 et après ce que lui a dit l'ambassadeur.

Il lui fait écrire le 21 janvier. « Il semble à M. que le ministère anglais laisse dormir sous ses griefs; mais comme si nous ne porte de ces voir redoublés. Je vous prie de lui rappeler à son souvenir et de lui parler de votre bon sens accablant, mais vous voudrez bien éviter le ton de la plainte et du reproche et ne prendre pour base de vos nouvelles requêtes que l'amitié qui régit entre les deux cours, et la confiance que nous mettons dans la justice de S. M. B^e. »

On peut voir à ce sujet les rapports du prince de Masserano des 15 et 24 janvier, celui du marquis de Noailles du 17 M. de Vergennes ne croyait guère, d'ailleurs, à l'efficacité de nos réclamations. Il écrivait le 23 à l'ambassa-

leur en commençant une dépêche dont nous reproduisons. « Sa M^e a donné son approbation à M. de la manière dont vous avez déféré nos non-moins griefs au Lord Weymouth. Il n'est pas possible en effet de les exposer avec plus de pondération et de noblesse. Quoique la réponse de ce ministre ait été hargneuse, je crois cependant que si nous ne devons en attendre de satisfaction que de sa bonne volonté, les plaintes resteront comme tant d'autres dans le silence et dans l'oubli. J'observe au général que le ministère Britannique n'a obtenu que très légèrement aux griefs qui ne menacent pas de surter immenses, cela peut être bon tant qu'ils sont en apparence; mais si en les termes se renouent en masses ils peuvent former un ensemble propre à produire les conséquences que je ne puis à penser qu'on ne craigne pas. Nous au Ang^e qu'en France d'arrêter. D'ailleurs si on ne réprime pas les 1^{ers} excès des subsistances l'impunité les inviterait à en faire de plus graves. »

encore plus à craindre par les mesures qu'elle préparait. En novembre, déjà, on parlait à Londres d'autoriser la course contre les navires américains; le marquis de Noailles annonçait que, d'après les bruits publics, le Gouvernement engageait le corps des marchands à la demander M. de Vergennes, qui lui répondait à cet égard le 7 décembre, souhaitait vivement que le projet restât sans suite : « Notre commerce, écrivait-il, aurait trop à souffrir, ce serait nous mettre dans la nécessité de tenir des forces suffisantes aux îles pour contenir ou réprimer les corsaires qui bientôt ne distingueraient plus l'ami de l'ennemi¹. » Le 21 encore, il essayait de ne pas nous croire vraiment menacés de cette mesure extrême, son secrétariat mandait à l'ambassadeur que, « d'après les réponses du gouvernement britannique, celui-ci cherchait là en partie le moyen de réfréner le commerce de guerre auquel ses propres nationaux se livraient avec les Américains »; le ministre en avait entretenu lord Stormont sans tirer de lui des explications suffisantes et faisait mander au marquis de Noailles de saisir une occasion pour en parler, espérant que « la justesse et la nécessité » de ses observations précédentes porteraient la cour de Londres à changer de détermination². En effet il fut conféré à ce sujet M. de Vergennes fait connaître à Ossun, le 11 janvier, que le ministère anglais avait voulu présenter un bill pour autoriser l'amirauté à délivrer des lettres de marque contre les Américains, mais que, d'après les explications de lord Stormont, confirmées au marquis de Noailles par lord Sandwich, « on ne se proposait pas d'armer des corsaires proprement dits, qu'on autoriserait simplement les navires marchands à arrêter et prendre pour leur compte les bâtiments américains dont ils pourraient se rendre maîtres, tandis que ces prises se partageaient auparavant entre le roi et l'amirauté ». Le ministre de Versailles trouvait néanmoins que, bien que ce ne fût pas aussi dangereux, c'était fort « alarmant », que les pavillons neutres

¹ Dépte. ci-dessus plus haut. Angleterre. t. 519. n° 73. — ² Dépte. du 21 décembre. *Ibid.*, n° 74.

na masques en pourraient être singulièrement molestés, et, sans compter beaucoup sur une bonne réponse, il envoyait au marquis de Noailles des instructions en vue de faire expliquer le cabinet pendant qu'il interrogerait, lui, l'ambassadeur d'Angleterre². Sa dépêche posait déjà les fondements d'une ligue de toute l'Europe contre la domination des mers que voulait s'arroger l'Angleterre.

À la question que je viens de vous indiquer, M., vous pourriez ajouter une réflexion qui me semble mériter quelque attention. Si l'on donne des lettres de marque à des batimens chargés en marchandise, ne seroit aller contre les vûes du commerce et nuire essentiellement aux cargaisons qui leurs sont confiées de les autoriser à établir des croisières et à jouer le rôle des *cors* de guerre. Leur devoir étant de se rendre par la ligne la plus droite à leur destination, il ne doit donc pas leurs être permis d'arrêter les batimens neutres qu'ils découvriraient à la mer, la seule précaution qu'on pourroit prendre en cas de doute qu'un navire américain auroit arboré et saisi un pavillon neutre, seroit de lui demander l'exhibition de son passeport, sans que cette formalité remplie il put être permis sous aucun prétexte de pousser plus loin ses recherches. Je ne dis pas ceci M. dans la vue de favoriser les batimens qui pourroient faire la contrebande, si l'en est qui se livrent à ce commerce, on peut supposer qu'ils sauroient faire leurs armemens de manière à ne pas craindre la rencontre des marchands armés en guerre. Le Roi qui desire sincèrement que rien ne puisse troubler la bonne harmonie qui subsiste entre les deux

C'étoit sous l'avis du roi de France que la mesure étoit propre à amener rapidement une rupture. Noucieux de prévoir les événemens, il écrivoit le mois suivant au comte de Goltz : « Une circonstance en particulier qui peut donner à penser ce sont les lettres de marque qui visent d'être expédiées pour des armemens destinés à courir sur les Américains. Ces pirates de mer toujours avides de gain pourroient bien donner lieu à des discussions désagréables, en tombant, par malentendu, ou involontairement puisqu'ils ne s'avisent que de faire la guerre sur des vaisseaux marchands

espagnols ou français, sous prétexte qu'ils ont des cors américains. On assure même que l'ambassadeur de France à Londres regarde une rupture comme inévitable. » 24 février. (Circourt *ibid. supra*.)

² « Je souhaite plus que je n'espère que les réponses soient satisfaisantes, les Anglais venant avec trop de jalousie et de dépit contre partie du commerce qui leurs échappe passer dans nos mains pour qu'ils ne risquent pas sur les sautoirs de le troubler. À Versailles le 11 janvier 1777. » *Epoque* t. 503, n° 27.

1777. nations, vous autorise M. à faire usage de ces réflexions vis à vis des ministres anglais. Sa M^{te} qui connaît toute votre prudence s'en rapporte à vous de la manière dont vous jugerez convenable de les présenter, elle est bien persuadée que vous y metrez toutes les nuances nécessaires pour les faire envisager comme une suite de la confiance et de l'amitié que nous désirons de perpétuer.

L'explication dans laquelle le Lord Sandwich est entrée avec vous sur la nature et l'objet des lettres de marque qu'il est question d'accorder aux négociants anglais, est entièrement conforme à ce que m'a dit sur le même objet M. le V^e de Stormont. Nous concevons aisément qu'il est infiniment plus commode au gouvernement B^{re} d'autoriser les nég^s à se protéger eux-mêmes, que de se charger de ce soin dispendieux, mais il parait s'être laissé entraîner par l'intérêt du moment sans faire le moindre retour sur les conséquences que sa détermination peut entraîner. Se dissimulerait-il les inquiétudes qu'elle doit répandre parmi le commerce des autres nations, et la nécessité où elle les mettra de le garantir des atteintes aux quelles il serait exposé. Cet objet nous intéresse directement et très essentiellement, et comme le Roi desire d'écarter et de prévenir tout ce qui pourrait troubler la bonne intelligence qui règne entre les deux cours, S. M. approuvera M. que vous profités des occasions qui se présenteront pour bien éclaircir si les armateurs particuliers, ou pour mieux dire les bâtimens marchands armés pour leur défense doivent se borner seulement à repousser ceux des Américains qui les attaqueroient et même à s'emparer à leur profit de ceux des vaisseaux de cette nation qu'ils rencontreroient sans que sous prétexte de chasser des Américains ils puissent appeler à obéissance les bâtimens des autres nations, et les contraindre à leurs faire l'exhibition de leurs papiers de mer, et même à faire la visite de leurs chargemens. Les ministres anglais sentiront d'eux-mêmes la portée de cette question, et nous aurons à nous flatter qu'ils y répondront convenablement et d'une manière satisfaisante, en tout cas, M. s'ils vous paroissent tergiverser, vous ne négligerez aucun des moyens que la nature même de la chose vous suggérera pour leur démontrer les inconvénients qui résulteroient de la liberté indéfinie accordée aux négociants anglais, et pour les engager à la restreindre du moins qu'ils puissent pourvoir à la sûreté de leur navigation sans gêner et inquiéter celle des autres nations.

A Versailles le 11 janvier 1777

Les lettres, t. 521, n° 24.

Les partisans d'une réconciliation avec les Colonies au prix de concessions très larges ne manquaient pas dans le monde politique de Londres. Il y en avait beaucoup, même, qui allaient jusqu'à l'indépendance. L'idée était très répandue que Howe avait tous pouvoirs pour satisfaire les Colonies; le marquis de Noailles l'avait mandé le 17 décembre¹, et bien qu'il fût persuadé que l'Angleterre était en mauvaise situation en Amérique, que la campagne de 1776 avait été « finie glorieusement », somme toute, pour le général Washington, que la continuation de la guerre restait dès lors forcée dans des conditions défavorables pour la Grande-Bretagne, il n'écoutait pas moins et ne transmettait point sans quelque inquiétude les dures qui circulaient. Il redoutait qu'après avoir gêné nos préparatifs comme elle le faisait elle n'eût subitement recours, sur les mers, aux plus audacieuses vexations contre notre commerce². On était donc préoccupé de voir l'Angleterre chercher les moyens de se rendre libre des affaires d'Amérique pour s'indemniser aux dépens des possessions des deux Couronnes. Le secrétariat de M. de Vergennes répondait bien à l'ambassadeur que Howe ne pouvait pas avoir de pleins pouvoirs, que le Parlement seul était compétent pour faire un accord avec l'Amérique; il n'ajoutait pas moins

Malgré ces réflexions je pense, M., que vous ferez très-bien de suivre les notions dont il s'agit : la situation de l'Ang^{re} est telle dans ce moment-cy, que les choses les plus invraisemblables peuvent avoir quelque fondement : la cour de Londres peut se trouver dans le cas de dire qu'à de grands maux il faut de grands remèdes.

A Versailles le 28 décembre 1776

Angleterre, t. 519 n° 116

Le ministre marquait plus exactement les pronostics tirés de cet

¹ Un écrit dans ce sens fut attribué à lord North. Le marquis de Noailles en envoya à M. de Vergennes la traduction le 24 janvier.

² *Angleterre* t. 519 n° 98.

³ Le Rapport du duc de Noailles, du 3 janvier 1777, au li-dessus très développé.

(177) état de choses, en écrivant au marquis de Noailles, le 11, dans la dépêche visée tout à l'heure à propos des lettres de marque

Le P^{re} de Masseran, accoutumé aux marques de confiance de L^d Mansfield a dû être étonné de la réserve qu'il a éprouvée de sa part en dernier lieu, mais la situation des trois cours est telle que nous ne pouvons plus gueres compter sur les assurances pacifiques que celle de Londres pourroit nous donner, et que nous ne devons plus nous attacher qu'à deviner ses intentions par ses dispositions; c'est là, M, l'objet dont le Roi desire que vous continuiez à vous occuper avec le zèle et l'activité que vous y avez mis jusqu'à présent. Une observation que je ne dois pas omettre et dont je vous prie de faire part à M. le P^{re} de Masseran. A Madrid l'ambass^{dr} d'Angl^e prétexte les grands armemens de sa nation sur ceux de la France : mais ce sont ceux de l'Esp^e qui y donnent lieu. Le Lord Stormond m'en parloit dans ce sens mardi dernier : je lui fis remarquer que ceux de l'Esp^e c^o les nôtres étoient nécessaires par les leurs sans que nos dispositions communes pour le maintien de la tranquillité éprouvassent du changem^t. J'apprens de Madrid qu'on a dit à M. le m^{re} de Grimaldi et à M. le P^{re} de Masseran qu'on désarmeroit si la France vouloit désarmer. Il doit paroître étrange que cette insinuation ne nous ait jamais été faite. Ne cherchez pas M. à vous l'attirer car je craindrois que le désarmement ne fût un piège qu'on chercheroit à nous tendre

Angleterre, + 521 n° 24.

C'est donc dans des circonstances très compliquées que le gouvernement de Louis XVI introduisit les « plénipotentiaires » du Congrès et leurs propositions auprès de Charles III, pour essayer de commencer avec eux des négociations communes

ANNEXES DU CHAPITRE III.

I

ARRIVÉE DE FRANKLIN

I. B. FRANKLIN A BARDEA DUBOURG

Auray en Bretagne le 4^{ème} 76

Mon cher bon ami sera bien surpris de recevoir une lettre de moi datée de France quand ni lui ni moi ne nous y attendions. Je suis parti de Philadelphie le 26 8^{ème} d^r sur un vaisseau de guerre appartenant au Congrès, et en trente jours nous sommes venus jeter l'ancre dans la baie de Quiberon. Nous avons pris chemin faisant deux vaisseaux anglais que nous avons amenés avec nous. Le vaisseau est destiné pour Nantes, mais les vents étant contraires pour entrer dans la Loire, nous avons attendu quelques jours dans la baie, jusqu'à ce qu'impatient de mettre pied à terre j'ai profité de l'occasion d'un bateau pour venir ici d'où je me rendrai par terre à Nantes, ou probablement je resterai peu de jours. Apprenant que le poste part d'ici ce soir, je saisis cette occasion pour vous saluer, ainsi que ma chère Mad^e Dubourg, Mesd^{es} Pribeson et Basseport, que j'espère avoir bientôt le plaisir de trouver en bonne santé.

Je suppose que M^r Deane et Morris ont l'honneur d'être connus de vous, et comme je ne sais pas leur adresse, je prends la liberté de leur adresser à chacun un mot sous votre couvert et je vous prie de se le leur faire remettre. J'aurai soin de vous rembourser de toutes vos dépenses. Je vois que vous avez eu de mauvaises nouvelles de nos affaires en Amérique, mais elles ne sont pas vraies. Les Anglois à l'aide de leurs vaisseaux ont gagné un pied à terre dans deux îles mais ils ne sont pas étendus dans le continent où nous les tenons en respect. Notre armée étoit à un mille ou deux de la leur lorsque je suis parti et retranchés l'une et l'autre. Dans différentes escarmouches qu'il y a eu dernièrement entre des partis de 300 et de 1000 hommes de chaque côté nous avons toujours eu l'avantage et les avons chassés du champ de bataille avec perte, notre feu faisant plus de ravage que le

leur. Sur mer, nous avons strictement molesté leur commerce en prenant un nombre de leurs vaisseaux des Indes Occidentales qui entrent journellement dans nos ports. Mais je ne veux pas m'arrêter sur cet objet jusqu'au moment où j'aurai le plaisir de vous voir.

Adieu-On r. l. l. n° 87. Traduction.

2. M. FRANKLIN À SILAS DEWE

Auray en Bretagne le 4 2^m 1776

Je viens d'arriver à bord du *Reprisal* cap^m Wickes, petit vaisseau de guerre appartenant au Congrès. On a sonnées dans la baie de Quiberon attendu un vent favorable pour aller à Nantes. Nous quitâmes le Cap le 29 d'8^m et nous n'avons mis que 30 jours de terre à terre. Je restai à bord trois jours après avoir mis à l'ancre, espérant pouvoir aller jusqu'à Nantes avec le vaisseau, mais le vent continuant d'être contraire, je suis venu icy pour aller par terre à Nantes.

Le Congrès vous a nommé en septembre et M^r Jefferson et moy, pour négocier un traité de commerce et d'amitié avec la cour de France. M^r Jefferson, alors en Virginie, refuse; sur quoy M^r Arthur Lee, actuellement à Londres, fut nommé à sa place.

Notre vaisseau a apporté de l'indigo pour le compte du Congrès pour la valeur d'environ 3000 £ sterling qui doit être à nos ordres pour payer nos dépenses, le Congrès nous a de plus assigné 7000 £ sterling pour le même objet, et que le Comité nous fera passer le plutôt possible. Je me trouve ici aussi près de Paris que je le serai à Nantes, mais je suis obligé de m'y rendre pour m'y pourvoir d'argent pour mon voyage, et pour prendre mon bagage qui est resté à bord du vaisseau. Mais je tâcherai de vous rejoindre le plutôt que je pourrai. Je me propose de garder l'incognito sur mon caractère jusqu'à ce moment, et jusqu'à ce que je aie la cour vaudra recevoir des ministres des États-Unis. J'ai plusieurs lettres du Comité pour vous que je ne vous envoie point parce que je sais qu'elles contiennent des affaires de conséquence et que je suis incertain de la sûreté de cette voye. D'ailleurs comme je compte prendre la poste à Nantes j'imagine que cela ne sera pas trois ou quatre jours de différence. Nous avons rencontré à la mer deux brigantins, l'un américain l'autre anglais que nous avons pris et que nous amenons à Nantes. Je ne suis si le cap^m obtiendra la permission de les y vendre, parce que cela pourroit être contraire aux traités qui subsistent actuellement entre les deux Couronnes. Ils sont de la valeur d'environ 5000 £ sterling. Nous avons eu un passage difficile, et je me suis affaibli, mais j'espère que le bon air que je respire à terre me rétablira bientôt, et

que je pourrai voyager avec célérité de vous rejoindre à Paris, et de vous y retrouver en bonne santé.

P. S. Si vous pouviez par quelque voye sûre apprendre à M. Lee sa nomination cela ferait très bien. Peut être la meilleure voye seroit-elle celle du département des Affaires étrangères et de l'ambassadeur de France, celle de la poste ordinaire ne seroit pas sûre.

Je vous prie de me procurer un logement

Etat-Ing. 4. 1. n° 88. Traduction

J. J. FRANKLIN A THOMAS MORRIS.

Auréli en Bretagne le 25th 1776.

J suis arrivé en a bord du Reprisal cap^{te} Wickes qui est maintenant à l'ancre dans la baie de Quiberon, où il attend le vent pour remonter à Nantes. J'ai apporté beaucoup de lettres et de gros paquets pour vous et comme je compte partir de Nantes en poste, j'espère avoir le plaisir de vous les remettre. J'en joins seulement une ici, étant douteux que les autres ne fussent pas ouvertes à la poste, et d'ailleurs elles coûteroient fort cher. Si nos amis de Nantes le jugent nécessaire, je dépêcherai un exprès pour vous porter vos paquets et ceux de M. Deane de manière que vous les ayez peut être aussi promptement que si je vous les envoyois par la poste. Lorsque je suis parti les armées étoient très près l'une de l'autre à environ 18 milles de la Nouvelle York mais il n'y avoit point eu d'action générale, quoiqu'on en attendît une tous les jours. Dans différentes escarmouches nos partis ont battu des partis ennemis de force égale et même supérieure, et notre armée est pleine de courage. Il arrive journellement dans nos ports un grand nombre de prises faites sur l'ennemi. Nous en avons fait deux dans notre traversée qui a été de trente jours.

Ibid. , n° 89. Traduction

II

DEMANDES DES « PLÉNIPOTENTIAIRES » DU CONGRÈS.

MÉMOIRE SUR LA SITUATION DES COLONIES ANGLAISES.

1776 2th 3

Le gouvernement britannique sans y avoir été provoqué, ni offensé, a fait une guerre ouverte aux colonies américaines unies, et dans la poursuite de cette guerre

18

BRITISH 1776

il a violé tous les principes de la justice et de l'humanité. Il a éprouvé indignement tout son crédit auprès des divers états de l'Europe pour priver les Colonies d'armes et de munitions pour se défendre et en même temps il a représenté honteusement ces mêmes Colonies comme les plus vils poltrons. Non content d'employer contre eux les forces nationales de la Grande Bretagne, il a soudoyé près de 24 mille hommes de troupes allemandes pour les aider à les réduire et entre cela il s'est inhumainement efforcé d'exciter les sauvages de l'Amérique à exercer les actes les plus barbares d'hostilité sur les habitants de ses colonies, et enfin il a publié une proclamation pour offrir la liberté et des récompenses à tous leurs esclaves qui voudraient se révolter et prendre les armes contre eux. D'ailleurs les ordres donnés aux commandans anglais en Amérique ont été des plus cruels et des plus barbares, si l'on juge de ces ordres comme il est naturel de le faire, par les effets qu'ils ont produits, dont la plus part ont été tout à fait odieux et inhumains, et particulièrement ceux en conséquence desquels nos villes sans défense et sans reproche ont été détruites de gaite de cœur, et dans la seule vue de détruire. Par ces causes et beaucoup d'autres semblables, l'affection du peuple de l'Amérique est aujourd'hui allignée sans retour de la Grande Bretagne, et il s'est réuni tant d'obstacles divers et insurmontables à une réconciliation, que les Colonies n'ont pas seulement risqué de rejeter pour jamais la souveraineté de la Couronne britannique, mais qu'elles se sont véritablement déjà déclarées état indépendant. Cette révolution, quoiqu'elle ne puisse que fâcher et nuire la Grande Bretagne, ne sauroit manquer d'être agréable et avantageuse aux autres puissances de l'Europe, et particulièrement à la France, dont elle s'est toujours montrée l'ennemie naturelle et la rivale. Par cet événement la France aura naturellement la préférence dans le commerce des Colonies unies, comme étant de toutes les nations la plus en état de leur fournir tous les effets commercables dont elles ont besoin et de leur offrir un débouché pour leurs biens, leurs tabacs leurs matières brutes de toute espèce. Une telle correspondance entre eux occasionneroit à la Grande Bretagne la perte entière de plus d'un tiers de son commerce, et cette perte bénéficierait à la France en deux manières, savoir en diminuant positivement la puissance de la Grande Bretagne et en augmentant positivement la sienne. Avec tel des Etats de l'Europe que les Colonies unies concluent des liaisons de commerce, il ne peut manquer de leur être extrêmement lucratif et avantageux, attendu que ce commerce consistera principalement en un échange de denrées très précieuses et des matières premières non ouvrées pour des marchandises tirées des manufactures. Les Colonies donc offrant leur commerce à la France lui offrent réellement ce qui a été la principale source de la richesse et de la puissance de la Grande Bretagne et la France retirera tous les avantages

qu'elles pourront attendre de la souveraineté même de ces Colonies, mais aucunes des charges qui seroient inseparables de cette souveraineté. Aucune puissance en Europe n'a rien à appréhender de l'indépendance des Colonies. Attachées à la Grande Bretagne, elles la mettroient à portée de conquérir les possessions des autres Etats en Amérique, mais séparées d'elle leur intérêt et leur inclination s'accorderoient à leur faire tenir une conduite juste et pacifique envers le reste de l'univers pendant une longue suite de générations, s'estimant heureux d'avoir pu revendiquer leurs droits, et d'en jouir, elles ne songeront point à envahir ceux des autres nations, et leur situation locale, les circonstances où elles se trouvent de toutes parts, leurs mœurs, leurs intérêts, leurs dispositions, et par dessus tout l'immense étendue du territoire qui leur reste à défricher, tous enfin concourent à diriger leur attention d'eux à piments niches sur l'agriculture, la plus naturelle, la plus intéressante et la plus lucrative de toutes les professions humaines. Par ce moyen elles produiront constamment des quantités abondantes de denrées et de matières appropriées à la consommation et aux manufactures de l'Europe; et afin d'obtenir des entrepôts favorables pour leurs productions, et des fournitures convenables des manufactures et marchandises de l'Europe qui leur sont nécessaires, il sera constamment de leur intérêt d'entretenir une paix inaltérable avec les Etats Européens et particulièrement avec la France. Elles ne formeront jamais le projet, quand même elles auroient acquis des forces suffisantes, de se brouiller avec les Etats Européens qui ont des possessions en Amérique en cherchant à envahir leurs possessions. Elles ont en effet une grande répugnance à tout établissement dans les contrées méridionales; elles ont autrefois résisté aux plus fortes sollicitations de Cromwell pour se transporter à la Jamaïque, et depuis ce temps quoique les habitants des Colonies aient été aux Indes occidentales pour des opérations de commerce, à peine en a-t-on jamais vu un que des vues d'intérêt aient engagé à s'y établir. Et effectivement, si on est parvenu aux Colonies unies de fournir aux établissemens des Indes occidentales les denrées et les provisions que les sont dans l'usage de leur fournir, et qu'ils ne pourroient tirer de nulle autre part avec autant d'avantage, n'est ce pas tout ce qu'elles peuvent jamais devoir de la part des autres établissemens européens en Amérique?

À l'égard des colonies françaises des Indes Occidentales il faudra toujours qu'elles dependent de quelque Etat européen tant pour la protection que pour le débit de leurs productions; elles ne sauroient donc avoir ni le pouvoir ni l'avis de se separer du Gouvernement à qui elles sont naturellement soumises.

Résister pendant un temps considerable non seulement aux forces nationales de la Grande Bretagne mais encore à celles de ses alliés d'Allemagne, ce seroit peut

être une tâche trop forte pour les Colonies unies, privées comme elles le sont en partie des moyens de défense et particulièrement d'artillerie, de petites armées, de poudre à canon, d'habillement etc., et les puissances d'Europe continuant à se montrer indifférentes sur leur sort, or, si les Colonies étoient définitivement forcées à retourner sous la domination de la Grande Bretagne, les conséquences de cette soumission seroient de nature à devoir allarmer l'Europe en général, et spécialement la France. Car, dès que la Grande Bretagne aura subjugué les Colonies unies, ce succès l'autoriserà à les gouverner d'une manière qui tende plus immédiatement à son intérêt et à sa grandeur propre qu'elle n'avoit jamais tenté jusqu'icy. Le commerce que les Colonies unies faisoient avec les colonies françaises, hollandaises, et autres des Indes Occidentales, et dont les planteurs des Indes Occidentales se plaignoient depuis longtemps, sans raison, sera sans doute prohibé, et toutes les autres branches de négoce des Colonies unies seront de plus en plus restreintes, et leur commerce entièrement renfermé dans les limites que lui prescrira l'intérêt partiel de la Grande Bretagne.

On trouvera aussi des moyens de tirer des Colonies des secours considérables d'argent pour grossir le trésor de la Grande Bretagne. Et comme elle ne manquera jamais de prétexte pour la guerre, c'est un objet bien digne de considération que de savoir si les armées nombreuses qu'elle pourra lever alors dans les Colonies unies disciplinées comme elles seront, ne pourroient pas par leur voisinage, et leurs autres avantages, mettre en grand danger les établissements français et espagnols de l'Amérique? et si les Colonies unies, ramenes sous le joug de la Grande Bretagne, ne lui feroient pas une telle augmentation de pouvoir dans cette quatrieme partie du globe terrestre, qu'il deviendrait incompatible avec la paix et la sûreté des nations qui y ont quelques possessions?

L'intérêt général de l'Europe et particulièrement de la France et de l'Espagne auroient demandé qu'on ne laisse pas la Grande Bretagne recouvrer sa domination sur les Colonies unies, mais comment obtenir à cela? C'est une question que je laisse à d'autres à déterminer. Les Colonies unies, quoique disposées à contracter leur première et principale alliance avec la France, n'ont pas la présomption de lui demander, ni d'espérer qu'elle entre en guerre avec la Grande Bretagne en leur seule considération, mais il n'est pas hors de propos de faire observer, icy que si la France avoit de son chef des raisons et des motifs pour s'y engager, il n'y eut certainement jamais un temps aussi favorable que celui-cy pour le faire avec avantage. Ou si la France jugeoit que le commerce et le trafic des Colonies unies méritoient non seulement quelque tolérance de sa part mais encore une protection ouverte et avouée, et se seroit bien peu de chose à appréhender de la part de la Grande Bretagne dont

presque toutes les forces nationales sont en Amérique. Il y a maintenant sur ce continent quarante deux régimens, et deux bataillons de troupes anglaises, outre les mercenaires d'Allemagne. Du restant des troupes britanniques, il y a quatre bataillons dans les îles des Indes Occidentales, et six régimens tant à Minorque qu'à Gibraltar. Il n'y a en Irlande que neuf régimens, et on en a tiré tant d'hommes qu'ils ne sont pas composés aujourd'hui de deux cent cinquante hommes chacun. On peut en dire autant des dix régimens qui avec un d'invalides, sont tout ce qui reste dans la Grande Bretagne.

Quant à la marine britannique, il y en a près de soixante et dix voies de différentes grandeurs employées en Amérique, et, les vaisseaux de guerre qui restent dans les ports d'Angleterre n'ont ni ne pourroient avoir leur équipage complet en matelots. Les vaisseaux même qui ont été envoyés en Amérique ont été en partie montés par des hommes tirés des vaisseaux gardes côtes, et malgré cette ressource, ils ont dû être obligés de mettre à la voile n'ayant gueres que la moitié du nombre d'hommes accoutumé, et cependant on a laissé le reste des vaisseaux dans une situation beaucoup plus defectueuse encore. Et quant aux finances de la Grande Bretagne, on peut dire avec vérité qu'elles ne sont certainement pas en un état qui lui permette de soutenir la guerre avec la France seulement pendant six mois. Depuis le commencement de la dernière paix, la Grande Bretagne n'a acquitté que 7 millions de ses dettes nationales, et sur cette somme, il n'y a pas plus de trois millions qui aient été payés avec les revenus ordinaires de l'Etat, les quatre autres millions ayant été fournis par des moyens accidentels et passagers qui étoient ou des productions ou des reliques de la dernière guerre, et qui sont maintenant épuisés, savoir premièrement deux millions reçus dans le courant de cinq années de la compagnie des Indes Orientales, par des contributions de quatre cent mille livres par an, qui ne doivent pas continuer plus longtemps. — Deuxièmement l'argent provenant de la vente des prises françaises. Troisièmement le produit de la vente des terres dans les îles nouvellement cédées aux Indes Occidentales. Quatrièmement le surplus des fonds accordés par le Parlement durant la dernière guerre, dont il n'a yeté pas été fait emploi. — Cinquièmement la prime donnée par la banque d'Angleterre pour le renouvellement de sa chartre. 6° Les sommes reçues de la France surant la convention, pour l'extradition des prisonniers français pendant la dernière guerre à quoy il faut ajouter plusieurs autres ressources extraordinaires, et payées sans retour. Cependant la dépense de la présente guerre sera probablement ramonter à dette nationale britannique au delà de la somme énorme à quoy elle étoit montée à la fin de la dernière guerre, et mettra conséquemment la Grande Bretagne dans une situation très embarrassée.

Il paraît par des évaluations exactes que les épargnes du fond d'amortissement, ou ce qui est la même chose en d'autres termes tout le produit des taxes et revenus de la nation après avoir acquitté les intérêts de la dette publique et les dépenses ordinaires du Gouvernement, ne laissent pas un surplus de plus de trois cent mille livres. Voilà donc le seul fond avec lequel la Grande Bretagne peut payer l'intérêt des sommes immenses qu'elle est obligée d'emprunter pour soutenir la dépense de sa guerre présente avec l'Amérique et voilà l'unique ressource qu'elle peut offrir pour les sommes qu'il lui faut emprunter aussi. Mais ce chef de revenu est encore imaginaire, et sans réalité, car quoiqu'il existe tant que la Grande Bretagne a joui sans interruption du commerce de l'Amérique cependant il est hors de doute que la perte entière de ce commerce diminuera le produit des taxes et revenus publics bien plus que des trois cent mille livres en question, et conséquemment qu'elle ne laissera pas à la Grande Bretagne les moyens d'emprunter un shilling. — La seule taxe sur les tabacs d'Amérique montoit annuellement aux environs de quatre cent mille livres, qui toutes, jusqu'au dernier shilling, sont perdus maintenant pour l'Angleterre. Une grande partie de la dépense de l'année courante a été artificiellement soustraite des yeux du public par le gouvernement britannique sous prétexte d'un vote de crédit. Il n'a procédé qu'à l'emprunt de deux millions (qui ne font pas la troisième partie de la dette qu'il se trouve obligé de contracter et afin de faire fonds même pour ces deux millions il a été recouru à imposer des taxes additionnelles sur des parties qui en supportaient déjà de très fortes, ce qui prouve une chose qui étoit déjà bien connue, c'est qu'il n'a point de nouveaux objets à taxer ultérieurement, et il est plus que probable que ces taxes additionnelles diminueront la consommation des articles ainsi taxés, et partant frustreront le Gouvernement des secours qu'il attendoit de ses taxes, au quel cas il ne lui restera rien pour payer l'intérêt des deux millions en question. Mais comment en tout événement le ministère britannique pourra-t'il pourvoir aux autres millions nécessaires à la dépense de l'année courante, ou comment lui sera-t'il possible d'emprunter d'autres millions pour les frais de la guerre dans les années suivantes ? Il en sent bien lui-même l'impossibilité, il l'a reconnu, puisqu'il en a fait son principal argument pour déployer les derniers efforts de la nation et de ses allies, afin de terminer la guerre en une campagne, et s'il lui étoit possible d'effectuer la réduction des Colonies par les armes, il seroit obligé de la déterminer par une négociation, et en accordant aux Colonies ce qu'elles demandent. De quelque façon que la chose arrive, soit que la Grande Bretagne recouvre la suprématie sur les Colonies par conquête, ou par compromis, il en résultera inévitablement des conséquences les plus effrayantes pour les puissances de l'Europe intéressées à l'Amérique, et particulièrement

pour la France et l'Espagne. Il en est des Etats et des Royaumes comme des individus qui sont d'autant plus à craindre que leur position est plus désespérée. Il est évident que la Grande Bretagne avec une dette de cent cinquante millions dont elle se trouvera inévitablement chargée à la fin de cette année sera dans une situation désespérée, attendu surtout qu'il y aura plusieurs millions pour lesquels il ne restera point de fonds, à moins qu'on ne puisse se procurer quelque ressource étrangère. — En même temps se voyant avec une armée de 40 mille hommes aguerris et bien disciplinés, et une puissante flotte en Amérique dans le voisinage des Indes Occidentales, et des riches contrées de l'Amérique Méridionale, et ayant de nouveau les Colonies du Nord à sa disposition, il ne tendra qu'à elle de se rembourser des frais de cette guerre par une voie qui véritablement ne sauroit être justifiée mais qui est la seule praticable. Le ministère britannique se ferait-il des scrupules dans une telle conjoncture? Ce qu'il a fait dernièrement dans les Indes Orientales, et ce qu'il fait actuellement en Amérique démontre clairement qu'il sacrifiera toute autre considération à son objet qui est d'envahir les propriétés des autres, pour augmenter son opulence et ses revenus.

États-Unis 4. 1. n° 106. Transactions

CHAPITRE IV.

LE TESTAMENT POLITIQUE DU MARQUIS DE GRIMALDI

Lord Castlereagh présente à Madrid l'affaire de désarmement de concert avec la France. M. de Grimaldi essaye d'en prendre occasion pour nous faire sauter au feu de l'Angleterre, il fait faire cette ouverture par le marquis d'Osuna. — Réponse du gouvernement du roi : dépêche à notre ambassadeur pour lui appeler de nouveau aux données de la politique commune. — Lord Suffolk porte la même proposition au prince de Masserano, appréciation qui en fait rebai-sser comment d'avance M. de Vergennes avait percé à jour cette manœuvre nouvelle ruse de la distance qu'on tient les représentants de la France et de l'Espagne à Londres. — M. de Grimaldi lui-même tombe l'affaire l'intérêt qu'ont les deux cours à affaiblir l'Angleterre est d'autant plus affirmé par M. de Vergennes. Osuna informe le ministre que ses considérations ont ramené le Don Catholique. — M. de Vergennes fait remettre à Madrid le plus, déjà communiqué au comte d'Aranda, d'un nouveau concert entre les deux cours en vue d'une action commune, retour du marquis d'Osuna en prévoyant des délais pour la réponse. Il part quinze jours après qu'on pense à Madrid comme à Versailles pourquoi l'on diffère d'envoyer cette réponse par l'ambassadeur. — Exaltation du comte d'Aranda à l'arrivée de Franklin en relations avec Arthur Lee, persuasion dans laquelle il jette sa dévotion d'aller plus vite avec l'Espagne qui se caduque avec la France, réputation constante qu'il envoie des secours de suite au plus données par M. de Vergennes, il est d'avis de traiter immédiatement avec les Américains. Effet que cet avis devait produire autour du Don Catholique : crainte qu'inspire l'ambassadeur à ce monarque trouble où ses assertions jetaient son gouverneur en de ne pas lui répondre cependant, de façon à lui faire quitter ambassade; M. de Grimaldi expose à Osuna la mesure de voir du cabinet, il n'en a eu aucune pas encore son représentant à Versailles. Amiral apparent avec l'Espagne et divergences réelles; dangers allégués par elle pour demander à la France d'avoir une escadre plus forte à Brest, une moindre à Toulon et une demi-escadre avec ses hommes à Saint-Domingue. — Éclairci qui précède à la réponse de Versailles : moyen terme inacceptable indiqué par Osuna : raison que M. de Vergennes emprunte aux ambitions supposées de l'impératrice Catherine pour ne pas adhérer à l'égoïsme Toulon. Pourquoi il était plus facile de s'entendre sur la conduite à suivre avec les Américains. Fermeté de M. de Grimaldi à cet égard dans sa dépêche au comte d'Aranda et identité de ses vues avec celles de la cour de France. confidences d'Osuna. M. de Vergennes approuve le stupide sentiment de ce ministre sur l'idée que l'on pourrait songer à faire disparaître l'Angleterre. — Arthur Lee est vu par le comte d'Aranda sur la route de Madrid : comment les instructions des « députés » prussiens indiquent ce voyage et comment il ne pouvait pas déserter à Versailles, vive contrainte qu'il exerce à la cour d'Espagne, on s'en va à Los Cordes à l'instigation Grimaldi à la seconde. — M. de Floridablanca débarque à Antibes, nouveau prometteur favorable d'Osuna à son sujet. M. de Grimaldi qui l'a désigné lui remet un mémoire

sur les affaires et sur la cour. Adversaires qu'il lui trouva le nouveau ministre, circonstances dont il aurait dû tenir compte, comment les rapports entre Madrid et Versailles pouvaient en être un peu dérangés.

Le successeur de M. de Grimaldi mit beaucoup de temps à venir 1777
prendre sa charge. Il échut par suite au ministre sortant de commencer lui-même l'exécution de son testament politique. Bien que n'ayant guère brillé par la justesse des conceptions, depuis deux ans, il cherchait une occasion nouvelle et crut la trouver dans les manœuvres que faisait le cabinet anglais pour affaiblir les liens de Charles III avec la cour de Versailles. Ce cabinet s'était appliqué d'abord à masquer ses préparatifs en protestant que les armements des deux cours décadaient seuls les siens, puis à ébranler leur union en s'en prenant particulièrement à ceux du gouvernement de Louis XVI; il joua à cette heure une troisième carte. Réalisant le propos que lord Suffolk avait un jour hasardé en s'entretenant avec le prince de Masserano, il fit offrir à Madrid par lord Grantham de désarmer si nous voulions en faire autant nous-mêmes. M. de Grimaldi, sans attendre d'avoir du représentant de l'Espagne à Londres l'assurance que la proposition était sérieuse, se sert aussitôt de cette ruse diplomatique pour essayer de changer l'attitude de sa cour et de nous laisser en chemin. Le jour où Ossun lui fait part des conversations de M. de Vergennes avec les commissaires du Congrès, le conseiller du Pardo répond en lui présentant une perspective très illégitime. La France se sera toute placée seule en face de l'Angleterre, et l'Espagne désintéressée ou à l'écart.

On pouvait facilement indiquer cette manière d'être nouvelle dans un entretien, il était délicat de l'introduire par la voie diplomatique et surtout très incommode d'en charger le comte d'Aranda. Les opinions de l'ambassadeur s'en seraient fort émues et il en aurait pu faire aussitôt l'objet de propos ou d'avis embarrassants. Le premier ministre eut recours à Ossun pour engager l'affaire. La facilité de notre représentant à accueillir ses idées et à les reproduire étant sans

1777 égale, il la mit à profit. Ossun, en effet, s'empresse d'écrire au ministre des affaires étrangères :

A Madrid le 26 août 1798

Monsieur,

Je dois avoir l'honneur de vous rendre compte d'une conversation que j'ai eue avec M. le marquis de Grimaldi, après lui avoir communiqué par écrit ou verbalement ce que je devais lui soumettre du contenu de vos dépêches des 8. et 13. de ce mois n° 60 et 61 :

Ce ministre, Monsieur, est parti du principe que la volonté de la France et le désir de l'Espagne étaient d'éviter la guerre avec l'Angleterre autant qu'il serait possible, il a observé que trois points paraissent avoir fixé l'attention de la France, l'un les motifs que la conduite des Anglois, soit par rapport à l'armement considérable qu'ils faisoient avec chaleur et en y employant des moyens extrêmes, soit relativement au bill que le ministère britannique se disposoit à faire passer au Parlement pour autoriser la course contre les bâtimens américains, que cette conduite devoit inspirer de la méfiance sur la sincérité des assurances que la cour de Londres donnoit de vouloir éviter la guerre contre les deux Couronnes. Le second point est que la France croit un devoir pas provoquer la guerre. Le troisième qu'il est d'une prévoyance sage et indispensable qu'elle ne néglige rien pour se mettre en état de la recevoir et de la soutenir avec la plus grande vigueur.

M. le marquis de Grimaldi a ensuite considéré que la plan qu'avait adopté la France pour remplir ces différents objets, sembloit être de tenir des vaisseaux armés dans ses ports et des troupes prêtes à s'embarquer pour pouvoir, au premier avis ou indice certain, porter du secours à celle de ses colonies d'Amérique qui seroit attaquée, ce ministre partant de cette hypothèse a parlé des ouvertures que le ministère de Londres a faites à M. le prince de Masseran et qu'il lui a répétées, selon les dernières lettres de cet ambassadeur, elles ont consisté à lui faire entendre que l'Angleterre n'étoit pas surprise des armemens de l'Espagne parcequ'elle en connoissoit le motif, mais qu'elle étoit alarmée de ceux de la France et que si cette puissance vouloit désarmer l'Angleterre désarmeroit aussi.

Dans cet état, M. le marquis de Grimaldi m'a témoigné qu'il regarderoit comme prudent et convenable que la France s'expliquât franchement avec le

ministère britannique sur la disposition ou elle seroit de désarmer si l'Angleterre le faisoit de son côté, et si on n'accordoit pas la permission d'armer des corsaires contre les vaisseaux américains, sans exiger néanmoins une entière égalité sur le nombre des vaisseaux armés; mais en consentant, par exemple, que tandis que nous tiendrons deux vaisseaux armés, l'Angleterre en eût jusqu'à dix-huit ou vingt : enfin que la France fit sentir aux Anglois qu'il étoit fort naturel que dans le tems où ils armoient quarante-trois vaisseaux de ligne, elle armât de son côté sous ceux qu'elle pourroit. M. le marquis de Grimaldi sent qu'il est possible que le ministère britannique n'acquiesce pas à ces propositions, mais il pense que ses réponses tranquilliseront, si elle est favorable, et développeront clairement ses mauvaises intentions, si elle est négative. Ce ministre a fini par la réflexion qu'un des principaux objets de la France étoit d'être en état de porter un prompt secours à ses colonies, en cas d'attaque, il étoit inévitable qu'elle eût une forte escadre armée, et que si elle faisoit passer sans délai quatre ou cinq mille hommes à St Domingue, elle auroit pourvu à ce besoin contingent, ce qui la dispenseroit de tenir cette escadre armée, et il a calculé qu'il y auroit à cet arrangement de l'épargne du côté de la dépense, et que pour ce qui concernoit la perte des hommes que l'intempérie du climat pourroit occasionner, cette perte ne sauroit être considérable, parcequ'une incertitude sur la paix ou sur la guerre avec l'Angleterre seroit naturellement levée d'ici à un an.

Telles sont, Monsieur, les réflexions que M. le M^{re} de Grimaldi n'a pu de vous communiquer, il vouloit d'abord le faire directement ou par l'entremise de M. le C^{te} d'Aranda, mais il a considéré qu'il alloit quitter le ministère, et il a jugé à propos de m'en charger.

Mylord Grantham, Monsieur, a parlé hier à M. le marquis de Grimaldi de la crainte que nos armemens inspirât à Londres, le ministre espagnol lui a restitué l'assurance que la France et l'Espagne n'avoient en aucune façon pensé à attaquier l'Angleterre; qu'il étoit évident que si elles avoient eu des projets à cet égard, elles n'auroient pas attendu pour les exécuter que l'Angleterre fût armée et eût remporté des avantages sur ses colonies rebelles, que cette conduite de la part des deux Couronnes devoit tranquilliser la cour britannique, à moins qu'elle ne regardât les ministères français et espagnols comme entièrement dépourvus du sens commun, qu'il étoit fort simple que

.777 l'Angleterre faisant un armement immense, et se disposant à faire passer le bill pour la course contre les Américains, la France armer dans ses ports savait qu'elle le pourroit, et que l'Espagne fit de même, d'autant plus que rien au monde ne pourroit altérer le système d'union et d'amitié qui existoit entre les deux monarchies. Mylord Grantham n'a eu rien de solide à répliquer, et il s'est borné à dire qu'il alloit en écrire de nouveau à sa cour.

Espagne : 582 n° 193.

Ces ouvertures, malgré l'apparence de défendre à nouveau les actes de la cour de France, ne pouvaient guère laisser douter qu'il y aurait beaucoup à faire pour ramener au point d'autrefois les dispositions de Madrid. Mais à Versailles il ne vint pas à l'idée d'en marquer de la surprise, encore moins de l'humeur; on ne pensa qu'à faire appel à l'esprit politique. M. de Vergennes reprit la tâche, qu'il avait su maintes fois si bien remplir, de faire revenir le gouvernement de Charles III à l'appréciation des choses dont l'expérience aurait dû l'empêcher de s'écarter. Presque aussitôt le tachel rompu, le 8 janvier, il avait entretenu le roi du pli du marquis d'Ossun et il profitait du courrier de M. d'Aranda, le 11, pour répondre :

J'ai mis sous les yeux du Roi M. les réflexions de M. le M^{re} de Grimaldi dont vous rendés compte dans votre depeche n° 117. Nous ne différons point de l'opinion de ce ministre sur les objets de provocation qu'il vous a chargé de nous exposer et mon expedition du 4. de ce mois fait la preuve que nous nous en occupons avec suite. Mais quelque confiance que nous aions dans ses lumières et dans ses avis nous ne pouvons pas penser qu'il seroit prudent et convenable que nous nous explicassions franchement avec le ministère B^{re} sur la disposition ou nous serons de désarmer si l'Ang^{re} le faisoit de son côté et si ou n'accordoit pas la permission d'armer des corsaires, sans exiger néanmoins une entière égalité sur le nombre des vaisseaux armés, etc.

Je remarquerai en 1^{er} lieu M. que la France peut d'autant moins faire la proposition du désarmement à l'Ang^{re} que quoique nous nous soions toujours

Il est constaté en marge de ce pl. que l'ambassadeur l'avait reçu le 6.

expliqués avec cette puissance de la manière la plus franche, elle s'est envolée dans la réserve avec nous, et n'a jamais dit un mot qui put nous inviter à articuler une offre de cette conséquence. Comme c'est à l'Esp^e qu'elle a fait la confidence de la disposition où elle seroit à cet égard, il sembleroit plus naturel que la cour de Madrid affectant de lui donner plus de valeur qu'elle a en vraisemblablement se chargeât de la suivre. Elle pourroit le faire avec d'autant moins d'inconvénient qu'elle joueroit le rôle d'un ami commun qui veut écarter toute semence de méintelligence entre deux puissances voisines ses amies. Vous sentes M. et M. le M^r de Grimaldi en conviendra j'espère que si nous sommes les premiers à parler de désarmement ce sera annoncer de la faiblesse ou de l'impuissance, deux préjugés fâcheux dont les Anglois abuseroient infailliblement et qui ne laisseroient plus de proportions dans les armemens que les deux puissances pourroient conserver.

Je dois observer en 2^e lieu M. que tandis que l'Ang^e paroit à Madrid n'être allarmée que des armemens de la France elle ne nous parle ici que de l'inquiétude que lui causent ceux de l'Esp^e. Pas plus loin que mardi dernier le Lord Stormond s'en est expliqué avec moi, il ne concevoit pas l'objet de leur augmentation progressive. Je lui ai reparti que les armemens si considérables de l'Ang^e légitimoient les précautions des deux puissances, au reste que leur voeu commun étoit constamment pour la paix et toute leur attention se portoit à prévenir qu'elle ne put être troublée.

Cette contrariété dans le langage des Anglois ne peut pas recommander leur sincérité et disposer à les prévenir par des ouvertures de confiance qu'ils ne se borneroient peut être pas à rejettér, mais dont il est très probable qu'ils chercheroient à abuser.

J'ajoutai en 3^e lieu M. que si l'Ang^e qui avoit 20 v^e de garde dans ses ports n'a pu être rassurée contre un armement de 622 v^e que nous préparons à Brest qu'en y ajoutant 23, quelle proportion voudroit elle donc admettre pour que nous pussions conserver 12 v^e armés? Ne nous abusons pas. Ce ne sont point nos armemens qui chagrinent les Anglois, ce sont les travaux que nous avons fait et que nous continuons pour le relabassement de notre marine.

S'ils ont craint que nous voulussions les attaquer ils doivent en être bien désabusés mais ils voient les deux Couronnes en état de leur disputer le

1777 sceptre de la mer, et ils se reprochent de leurs avoir fourni l'occasion de s'y mettre. Les ministres Biqués appréhendent sans doute que leur nation ne leurs demandent compte de leur méprise.

Ces considérations que je vous prie de faire à M. le M^{re} de Grimaldi ne doivent pas empêcher l'Esp^e de donner suite aux ouvertures qui peuvent lui avoir été faites par l'Ang^{re}. Ce serait même un moyen de reconnaître avec plus de certitude le fond des dispositions de cette puissance. Le Roi qui ne désire ainsi que le Roi son oncle que le maintien de la tranquillité publique se prêterait volontiers à tout ce qui pourra contribuer à l'affermir avec dignité et sûreté deux conditions essentielles sur lesquelles Sa M^{te} s'en rapportera toujours avec confiance à Sa M^{te} C^{te}ue.

Espagne, t. 283 n° 17

On n'aurait pu mieux démontrer l'impraticabilité de l'avis que M. de Grimaldi s'était plu à se laisser fournir ni prendre plus doucement celui-ci à son piège. Que l'Espagne aïât de l'avant puisqu'elle croyait l'insinuation des Anglais sincère ! Le ministère britannique avait eu des raisons pour faire agir d'abord lord Grantham, car c'est le 2 janvier seulement qu'il aborda le prince de Masserano. Lord Suffolk encore, nous l'avons dit, se chargea de la démarche et employa la séduction de ses témoignages de grande et d'affectueuse estime sur le représentant du roi Charles. Mais l'ambassadeur n'était pas un politique de l'école italienne. Il n'avait pas hâte de saisir ce qui pouvait entraver. Ses vues cadrèrent trop bien avec celles dont les deux Couronnes s'étaient inspirées jusqu'alors pour ne pas se tenir en garde. En rapportant à sa cour le langage de lord Suffolk, il donne les meilleures raisons de s'en défier et envoie sa lettre par le courrier du comte d'Aranda pour que l'on en ait connaissance à Versailles¹. On a vu qu'avant d'avoir lu cette dépêche M. de Vergennes perçait déjà de part en part cette fantasmagorie du désarmement, rien qu'en écrivant au marquis de Noailles qu'à Madrid l'ambassadeur d'Angleterre expliquait l'arme-

¹ Rapport du 3 janvier. *Angleterre*, t. 321 n° 5. — Nous reproduisons cette pièce à sa place d'après le présent chapitre.

ment si précipité de sa nation par l'armement de la France et qu'à Versailles c'était par celui de l'Espagne¹. Le prince de Masserano transmet à Madrid ce passage, que M. de Noailles lui a montré, et croit n'avoir besoin d'ajouter rien de plus sinon de rappeler au premier ministre « l'étonnement qu'il lui a souvent témoigné de voir les ministres lui donner toujours pour motif de leur armement celui de la France et ne tenir jamais ce langage à l'ambassadeur de Versailles avec lequel ils devraient s'expliquer ». « Je suis convaincu, ajoutait-il, que cette façon d'agir, d'après ce que mande M. de Vergennes, doit nous donner de l'inquiétude et prouve qu'ils ont quelque projet qu'ils cachent à la France et à l'Espagne, qui doivent pour cela même prendre leurs mesures afin de n'être point surprises dans leurs vastes et lointaines possessions ». Il signalait d'ailleurs que la presse continuait dans les ports anglais avec une activité extrême. Les conversations de lord Weymouth ramenaient comme instinctivement l'ambassadeur en arrière, si celles de lord Suffolk et de son ami lord Mansfield avaient pu le porter à la confiance. Empêché d'aller à l'audience de ce ministre le 9 janvier, il y avait envoyé Escarano, avec qui le lord avait été très laconique; mais il rendait compte de sa conversation qu'avait eue ensuite le marquis de Noailles et montrait ainsi qu'il suit combien la manière d'être du secrétaire d'État du *Foreign office* commandait aux deux cours de se méfier :

L'ambassadeur lui fit ensuite la même ouverture que je vous ai mandé par le dernier courrier qu'il avait faite au Lord Suffolk relativement au bien qui résulteroit de l'éclaircissement des soupçons qu'il pourroit y avoir entre les cours de Versailles et de Londres, en lui faisant entendre que cette ouverture étoit absolument de lui, et qu'il ne la faisoit point par ordre de son maître. Mylord lui répondit que comme l'Angleterre ne doutoit point des bonnes intentions de S. M. T. C. il espéroit que ce monarque ne douteroit pas non plus de celles du roi de la Grande Bretagne, et il n'en dit pas davantage. Ce

¹ Dépêche du 1. janvier 1777 *Angleterre*, n° 23. plus haut citée

est d'autant plus étrange que ces ministres disent toujours que leur armement n'a d'autre cause que celui de la France et qu'ils n'en disent pas un mot aux ministres de cette puissance. Cela me fait craindre que ce ministère ne soit pas de bonne foi avec la France et avec nous, parcequ'il me paroit impossible que dans les trames et les perfidies du M^r de Pombal l'Angleterre n'y soit pas pour quelque chose

Londres le 10 J^r 1777

Angleterre L. 521 n° 18.

L'insinuation que M. de Grimaldi avoit saisie avec tant d'empressement étoit donc loin de réussir à Londres. Le prince de Masserano avoit eu, le 16, avec lord Mansfield, une conversation dont il faisoit l'analyse le lendemain; il en concluoit sans hésiter que les véritables dispositions de l'Angleterre se manifestaient dans la véhémence avec laquelle la presse s'effectuait, dans quarante-trois vaisseaux de ligne prêts à prendre la mer en outre de cent trente bâtiments secondaires sur les côtes d'Amérique, dans tous les préparatifs de guerre possibles, lorsque aucune puissance ne menaçoit d'attaquer. Pas plus qu'auparavant, du reste, le moindre mot de ce désarmement illusoire n'étoit touché par les ministres britanniques à l'ambassadeur de France. Celui-ci en jugeait très exactement la portée en écrivant au comte de Vergennes le 17, n'ayant pas encore reçu sa dépêche du 11.

Il y a beaucoup d'analogie, Monsieur le Comte, entre le langage qu'on nous tient ici à M. le prince de Masserano et à moi, et la conduite que paroissent suivre les ambassadeurs d'Angleterre à Versailles et à Madrid. Le Lord Stormont vous parle, Monsieur le Comte, des armemens de l'Espagne, tandis que le Lord Grantham fait grand bruit des nôtres à Madrid, et veut les faire envisager comme l'objet qui provoque tous les préparatifs militaires de l'Angleterre. Qu'arrive-t-il à M. le prince de Masserano et à moi, lors que nous allons chés les secrétaires d'Etat. Ordinairement le lieu de la scène est pour moi en Espagne, et il est porté en France pour M. le prince de Masserano.

Angleterre L. 521 n° 30. Cette pièce est reproduite l'annexe I du présent chapitre

Je n'ai point eu l'honneur de vous informer, Monsieur le Comte, de ce qui
 777
 avait été dit ici à M. l'ambassadeur d'Espagne, relatif venant à la question du
 désarmement. J'ai pensé que c'étoient des paroles jetées au hasard, et qu'
 ne pouvoient avoir que du danger pour nous. Aussi quand j'ai proposé suc-
 cessivement aux Lords Weymouth et Suffolk, de me demander des explica-
 tions sur ce qui pourroit faire usage de notre côté, j'étois prêt à répondre,
 si l'on m'avoit interpellé sur nos armemens, ou qu'on m'eût dit qu'on des-
 armeroit etc., si la France vouloit désarmer. J'ai puis commencé par demander
 qu'on voulut bien définir les termes, et déterminer le sens qu'il falloit attacher
 au mot de désarmement. Il se serait trouvé à la fin du compte, que nous
 aurions été seuls chargés de faire tous les frais de ce à quoi chacun devoit
 contribuer pour le maintien et la tranquillité générale. L'Angleterre croiroit-
 elle désarmer, lorsqu'elle auroit quelques vaisseaux de ligne de moins, et
 qu'elle continueroit d'avoir plus de cent frégates en Amérique, entre trente et
 quarante mille hommes de troupes dans le voisinage de nos Colonies, et qu'en
 même tems il y auroit constamment dans les ports de la Grande Bretagne
 vingt vaisseaux de ligne? un désarmement réel est donc une chose caennique
 à attendre de l'Angleterre, à ne considérer même que la crise de ses affaires
 intérieures.

Si nous passons ensuite à l'Espagne tout ce qui tendroit à un désarme-
 ment ne sauroit lui être proposé sérieusement, lorsque nous savons qu'il faut
 qu'à main armée elle se fasse justice du Portugal, au moins dans les contrées
 de l'Amérique méridionale.

Lorsqu'il est démontré que l'Espagne et l'Angleterre sont nécessairement
 ennemies, nous devons donc nous seuls nous excuser par complaisance pour
 la cour de Londres, et nous mettre hors de toute défense? Le désarmement
 ne pouvant en conséquence avoir lieu d'aucun côté, c'est une dérision seu-
 lement d'en parler. Une pareille proposition ne pourroit nous être faite qu'à
 deux fins : celle de nous endormir dans un moment qui demande toute notre
 vigilance ou celle de faire soupçonner à l'Espagne, que nous négligeons de
 nous tenir prêts à lui donner les secours quelle peut être dans le cas de
 réclamer d'un instant à l'autre. Sous ce dernier rapport l'Angleterre obtien-
 drait le double avantage de pouvoir nous prendre au dépourvu, et de porter
 atteinte autant qu'il lui seroit possible à l'alliance que le sang et la raison ont

1777 également cimentées pour la gloire, la prospérité et la puissance des deux premières monarchies de l'Europe

(*Anglais* : 521 n° 35.)

M. de Grimaldi était bien obligé de répondre aux observations de Versailles. Il s'y décida le 27 janvier en cachant une retraite sous beaucoup de développements. La dépêche qu'il écrivit pour cela au comte d'Aranda prescrivait à ce dernier de parler des propositions de lord Grantham avec M. de Vergennes et, au cas où ce ministre penserait que l'Espagne pouvait utilement faire les avances indiquées par le pli de Versailles, d'envoyer copie de ce pli à M. de Masserano qui entendrait lord Suffolk si celui-ci venait à remettre le sujet en conversation. En d'autres termes, il laissait tomber l'affaire, ni l'une ni l'autre de ces conditions n'ayant probabilité de se produire. Il ne

« Je vous ai rapporté tous ces antécédents
« portant la fin de sa diplomatie pour vous faire
« connaître que le ministre du Roi incline à ce
« que le prince de Masseran profitor de l'ou-
« verture du Lord Suffolk en réponse verba-
« lement et seulement quand tout ministre lui
« en repulera dans des termes à lui faire en-
« tendre que Sa Majesté se chargeait volon-
« tiers de servir et de persuader la France à
« cet égard toutes fois que la proposition au
« cabinet britannique sera sincère et d'une exé-
« cution possible. Qu'après le comte de Ver-
« gennes fasse entendre dans sa réponse ce qu'il
« ne trouve pas d'inconvénient dans cette de-
« marche si elle est faite par nous autres la
« volonté de Sa Majesté est que vous en traitiez
« de nouveau avec ce ministre et si à la suite
« d'un sur-canon on convenait qu'elle peu-
« se faire sans pouvoir ennuier le prince de
« Masseran une copie de cette lettre laquelle
« peut servir substantiellement du réponse à
« la sienne et d'instructions sur les réflexions
« que doit se présenter lorsqu'il s'agit de con-
« venir les mesures britanniques pour se con-

« former dans les termes convenables et éviter
« les inconveniens qui pourraient naître d'une
« marche trop affectée. Vous observerez finalle-
« ment que j'indique que le P^r de Masseran
« doit s'expliquer seulement de paroles et
« qu'on lui repulera de cet objet car s'il
« le faisoit par écrit et de son propre mouve-
« ment cela porteroit l'effet d'un ordre expres-
« de la cour et conséquemment d'une conven-
« tion entre leurs M^{tes} Très Chères et Catholiques
« circonstance qui ternirait le caractère que nous
« voulons prendre de médiateurs pour le bien
« de la paix et de l'humanité mais que la
« France ne sauroit rompre aisément. Mais à mal-
« gré ce que je viens de dire la cour de France
« jugent que notre amb^{te} à Londres doit s'ex-
« pliquer directement et par écrit, ou dans des
« termes différents. Votre Ex^{te} pourra l'en in-
« struire la volonté du Roi est de se conformer
« à ce que disposera Sa M^{te} Très Chère et
« ce sera le prince de Masseran sur la co-
« pie de cette lettre et la regardera comme
« son ordre immédiat au S^r M^r. Au Pardon le
« 27 janvier 1777. *Esquisse*, MSJ n° 57.

resta guère de la tentative que l'écho. Le 12 février, M. de Vergennes, après avoir pris les ordres du roi¹, répond de sa main au comte d'Aranda, qui lui a communiqué la dépêche précédente. Il ne se contente pas de renouveler une fois de plus avec son grand sens les raisons contraires; il ajoute ces considérations, bien caractéristiques du but politique d'abaisser l'Angleterre, ou par-dessus tout il visait, et que des propositions de désarmer auraient éloigné sinon fait disparaître :

Quoique les deux Couronnes desent sincèrement la paix et qu'elles se soient refusées à tout ce que la faveur des circonstances leurs présentait de se faisant pour abaisser l'orgueil de l'Ang^{re} vouuroient elles porter le desinterressement jusqu'à négliger l'intérêt qu'elles ont à laisser prolonger une guerre qui quelle qu'en soit l'issue contribuera à l'épuisement de la G^{de} Bretagne, si nous nous accordons à désarmer nous épargnons sans doute une grande dépense mais l'économie sera plus grande pour l'Ang^{re} puisque non seulement elle mettra en épargne tout ce qu'elle retranchera de son armement extraord^{re}, mais même que les bons matelots qu'elle ne peut avoir qu'au moyen de fortes primes ou de salaires extraord^{re} se donneront à des conditions moins onéreuses. Nous rendons par là au commerce de l'Ang^{re} l'activité et l'aisance dont il est privé soit par les rigeurs de la presse soit par le prix excessif auquel se louent les matelots qui lui échappent; enfin le désarmement ne pourroit que décourager les insurgens et les précipiter vers la conciliation, ne pouvant plus compter sur un intérêt même tacite de la part de la France et de l'Esp^{re}. Ils se laisseroient sans doute aller aux tentatives que l'Ang^{re} ne se lasse pas de tenter pour les rapeller à la soumission.

Espagne 583, t. 85

Le ministre pouvait s'exprimer plus librement en envoyant à Ossun la copie de cette réponse. Aussi lui dit-il que « nous perdrons la sûreté dont nous devons nous occuper de préférence à tout », à donner une suite quelconque « à une idée qui n'a été mise en avant, sans doute, que pour nous amuser² ». Le 28 encore, il reprendra fort

¹ Il a dit à Ossun dans un pl. du 7. *Espagne*, t. 583 n. 77. ² *Ibid.*, n. 89.

1777 au long l'affaire en vue d'édifier sur elle M. de Floridablanca, alors arrivé au Pardo. Mais, prudemment, M. de Grimaldi avait abandonné cette « idée », car Ossun mandant déjà le 13 que, dans une autre conversation avec milord Grantham, le premier ministre était rentré sur le terrain des protestations pacifiques et des reproches, imputant comme auparavant à l'Angleterre de troubler seule l'accord par ses apprêts maritimes¹. Au pli de M. de Vergennes, du 28, l'ambassadeur pourra répondre, le 3 mars, que les considérations du ministre français « ont ramené le Roi Catholique et son ministère ».

M. de Grimaldi, toutefois, avait tendu d'autres fils plus propres que ceux-là à embarrasser la France. M. de Vergennes s'était enquis minutieusement de la situation des forces de l'Espagne. Des rapports

« M^r Grantham, vint de l'ambassadeur, s'est
exp. que Monsieur, au nom de sa cour avec
M. le M^r de Grimaldi dans les termes les
plus positifs sur ce quelle ne penoit en
aucune manière à entrer en guerre avec la
France et l'Espagne, au contraire sur le désir
encore qu'elle avoit de conserver la paix
avec ces deux puissances, le ministre espa-
gnol l'a assuré que les deux monarches pen-
sant de même, et il m'a demandé pour-
quoi l'Angleterre faisoit un armement aussi
considérable. L'ambassadeur a répondu que
c'étoit à cause de ceux de la France; M. le
M^r de Grimaldi lui a fait observer que l'An-
gleterre avoit armé extraordinairement la
provenance et qu'une escadre de six vaisseaux de
ligne protesteroient armés dans le port de
Brest, n'aurait pas dû causer de l'inquiétude
sur le porteur britannique. L'ambassadeur a
persuadé tout sur le motif des armements de
l'Angleterre soit par rapport au danger sincère
qu'elle avoit de maintenir la paix avec la
France et l'Espagne, alors M. le M^r de Gri-
maldi lui a dit qu'il étoit au sûr des disposi-
tions pacifiques de la France et de l'Espagne

« qu'il lui offroit d'être médiateur entre les
deux cours de Vienne et de Londres pour
les mettre à portée de s'expliquer amicale-
ment sans compromettre leur dignité ou leur
douceur, et de convenir de donner réciproque-
ment; et finalement a ajouté qu'il ne lui
cacheroit pas que les préjugés de l'Angle-
terre affaiblissoient infiniment la France et
l'Espagne. Que cette dernière tenoit en cou-
rageux dessein à braver valablement la ligue
formée à Cadix, qu'elle en faisoit armer dans
ce moment deux de plus, et qu'elle en feroit
armer plusieurs autres successivement, qu'il
croyoit que la France en agiteroit de même,
parce que les deux puissances ne vouloient pas
s'exposer à des surprises, et qu'elles vouloient
se maintenir en même état de secours et
de punir la guerre avec vigueur, et en les
attaquant. Milord Grantham a été montré très
satisfait de cette explication, et y a approuvé
qu'il en rendra compte à sa cour, à qui
comme vous savez M. le prince de Münster
a été autorisé de tenir à peu près le même
langage. A Madrid le 13 Janvier 1777. » *Re-
pago*, t. 583, n° 82.

réitérés d'Ossun l'avaient renseigné sur l'armée et sur la marine¹. Son attention s'était aussi portée sur la correspondance de l'époque où le duc de Choiseul, pour éviter la malheureuse paix de 1763, s'efforçait de combiner une action plus forte des deux cours; il avait même demandé à l'ambassadeur, à ce sujet, des copies d'expéditions dont la minute lui manquait². Muni de ces documents, il avait dressé le plan du nouveau concert que les circonstances lui paraissaient appeler à cette heure. Le 4 janvier, entre le jour où il reçut Franklin à Paris et celui où la légation vint à Versailles, il remit au comte d'Aranda pour le soumettre au Pardo, et il envoya à Ossun, le projet qu'il avait donné à lire à l'ambassadeur espagnol les derniers jours de 1776. Les termes dans lesquels il adressait à Madrid ce document montrent qu'avant toute délibération du cabinet il avait personnellement conçu ce moyen de rouvrir avec le gouvernement de Charles III le champ des projets intimes. Les bases, les chances, les détails du plan étaient établis dans un exposé étendu, tout entier de la main du ministre. « Il est temps, disait-il, que les deux Couronnes prévoient la guerre et avisent aux moyens de la soutenir avec le moins de pertes qu'elles pourront, » et il empruntait à un projet dressé par le cabinet de Madrid en 1766, accepté à peu près tout entier par le duc de Choiseul, le cadre des opérations proposées. C'était sous la réserve essentielle, cependant, que si le duc de Choiseul avait admis les données sur lesquelles les forces de la France étaient alors calculées.

Par une lettre confidentielle du 7 novembre à laquelle Ossun répond le 18. *Exposé*, t. 582 n° 126. M. de Vergennes au marquis l'ambassadeur. Il se mentionne de nouveau le 8 décembre. *Ibid.* n° 159.

¹ Dépêche du 18 octobre. « On n'a pas cru devoir de copie dans nos bureaux de la correspondance particulière que M. le D. de Choiseul a suivie avec vous relativement à la dernière depuis l'époque du 17 avril 1762 jusqu'au 15 février 1763. Je vous prie d'y suppléer

en m'envoyant une copie de cette correspondance à l'exception des dépêches que vous m'avez fait passer en dernier lieu sans comment je présume qu'elle est volumineuse vous pourriez me l'adresser successivement par des courriers sûrs. » *Ibid.*, n° 79, voir aussi n° 145. Ossun répond le 11 novembre, d'Aranda qui ouvre cette correspondance dès sa rentrée à Madrid avec la cour. *Ibid.*, n° 111. En partie de nouveau le 23 et le 30 décembre. *Ibid.*, n° 190 et 201.

1777 ces données n'existaient plus maintenant, car « Sa Majesté n'ayant point trouvé de marine à son avènement au trône, très peu d'approvisionnements pour sa restauration, et tout ce qu'elle avait pu faire depuis, y compris les travaux à effectuer en 1777, ne lui assurait qu'un nombre inférieur de vaisseaux ou de frégates » M. de Vergennes n'était pas sans craindre qu'à Madrid l'on ne fit froid accueil à son projet, aussi mettait-il un soin particulier à motiver sa démarche et à en préciser le caractère. Il écrit à l'ambassadeur de sa main, tenant à le bien pénétrer de ses raisons et de ses vues :

Toutes vos dépêches nous annoncent, M. que la cour de Madrid n'est pas moins attentive que nous le sommes aux préparatifs et aux mouvements de l'Angleterre, elle nous invite à souvent à ne les pas perdre de vue et à nous tenir prêts à tout événement que nous ne devons pas douter qu'elle ne prenne de son côté les mesures les plus propres à opposer la résistance la plus forte si elle devient nécessaire. Mais ce n'est pas assez d'armer respectivement si les deux Couronnes n'ont un plan combiné qui fasse concourir leurs efforts communs à un seul et même but. C'est pour en approcher que j'ai formé l'ébauche que j'ai l'honneur de vous adresser, le roi, qui la vue, a paru la goûter mais Sa Majesté n'a pas voulu se décider avant de savoir ce que le Roi d'Espagne et son ministère peuvent en penser. Vous voudrez donc bien la communiquer confidentiellement et inviter les ministres espagnols, après avoir pris les ordres du roi leur maître, d'y faire les corrections et les changements dont le plan pourra leur paraître susceptible. Le plus tôt sera le mieux, car la saison avance, et il est de la plus haute importance, si nous ne voulons pas être surpris, que toutes les dispositions soient arrêtées avant l'ouverture du printemps.

Projet uniquement « défensif », continue le ministre en résumant les explications de son mémoire. Non qu'il ne reconnaisse pas l'avantage de prévenir les Anglais et de « tomber dessus avant qu'ils aient le temps de donner plus de consistance à leurs mesures offensives » ; mais « la parfaite équité des deux monarques répugnerait à porter les premiers coups, et il faut restreindre l'action sur la mer afin qu'elle

ne s'étende pas au continent; il faut la recevoir et non l'engager » Il n'est pas militaire; sans aucun amour-propre il appelle donc à libre critique du cabinet de Madrid sur ce qu'il propose; il ne marque qu'un seul parti arrêté, c'est que les forces des deux pays « aient une « destination séparée » et que, hormis des cas rares, on ne forme pas des escadres devant agir ensemble, car « la jalousie du commandement fait naître des divisions entre les chefs qui se répandent parmi les subalternes et fait échouer les opérations les mieux concertées¹ » L'exposé ne porte que cet intitulé : *Mémoire*. C'était simplement, en effet, un projet à discuter. Le ministre déterminait d'abord ce que les deux cours auraient à attendre des États du continent si la guerre venait à naître, il précisait ensuite les données du plan arrêté en 1766, puis, appliquant ces données aux circonstances et à la situation présentes, il indiquait ce qu'il fallait en rabattre et ce qu'il concevait que l'on fit. C'est un document important de notre histoire politique.

MÉMOIRE

*ou plan des mesures à concerter avec l'Espagne contre les entreprises
qu'on peut supposer à l'Angleterre²*

Les armemens que l'Angleterre presse depuis quelques mois avec une activité presque incroyable, peuvent paroître d'autant plus suspects et même alarmans, que malgré tous les motifs de confiance et de sécurité que la France et l'Espagne se sont empressées à lui présenter, elle semble plutôt redoubler de méfiance et de mauvaise volonté.

Il est donc tems que les deux Couronnes prévoyant le cas où il ne sera plus à leur choix de conserver la paix, aient aux moyens de soutenir la guerre avec le moins de désavantages qu'il sera possible.

De tous les plans qu'on pourra faire, celui qui mettra les Anglois dans la

¹ A Versa les 26 et 27 avril 1777.

² Ce sous-titre a été ajouté postérieurement à la date de la pièce, laquelle porte en marge

la mention suivante : « Ce plan de M. de Vergennes, décembre 1776, sous le titre de *Plan de la guerre d'Espagne le 4^e 1777* ».

1777 nécessaire de morceler leurs forces, sera sans contredit le plus salutaire. Obligés de veiller partout, ils ne se trouveront aucune part assez en force pour former des entreprises de quelque considération. C'est par la lassitude et par l'épuisement qu'il faut aspirer à les vaincre plus tôt que par des combats où ils auroient sur nous l'avantage que donne la science et l'expérience.

L'objet essentiel pour les deux Couronnes est de prévenir autant qu'il dépend d'elles, que le feu de la guerre qui menace de s'allumer sur la mer, ne puisse embraser le continent. Dans cette vue, elles doivent s'abstenir soigneusement de faire intervenir leurs alliés dans la querelle qui peut s'élever. Le seul qui pourroit y prendre une part active seroit la Suède; mais circonvenue comme elle l'est par la Russie, la Prusse et le Danemarck, ses démonstrations ne pourroient que la compromettre, nous occasionner des dépenses en pure perte, et peut être former sur le continent l'engagement que nous voulons éviter, lequel ne pourroit que nuire à l'intérêt principal des deux Couronnes.

Leur politique doit donc se concentrer à disposer l'Europe à rester neutre dans la guerre qui paroît prête à s'élever entre elles et l'Angleterre, et c'est par cette raison que quelque imminent que semble l'orage, il convient d'attendre qu'il éclate de la part de la Grande Bretagne. Si elle se porte pour agresseur, elle ne peut plus réclamer à titre de devoir, les secours de ses alliés, et principalement ceux des États généraux, et il y a lieu de croire que ces derniers trop contents de pouvoir attirer à eux la principale part des bénéfices de commerce que les puissances belligérentes devront abandonner ne voudront pas sacrifier cet avantage à l'enthousiasme d'une partialité, qui n'est pas plus dans le caractère d'une nation marchande, que dans ses intérêts.

Les deux Couronnes travaillant sur ce plan, peuvent espérer de maintenir la république de Hollande dans les termes de la neutralité. Le même apât ne peut avoir d'effet sur la Russie laquelle n'ayant pas de marine marchande, ne peut être seduite par les avantages du commerce étranger. Sa situation intérieure, le sentiment encore subsistant des plaies profondes que la guerre de Turquie, les tracasseries de la Pologne, la révolte et la peste ont faites dans sa population et dans ses finances, sembleroient devoir la détourner d'entrer dans une guerre étrangère à ses intérêts et qui paroît ne pouvoir jamais lui

produire aucune utilité réelle. Mais le genre romanesque de Catherine seconde, sa passion pour toute espèce de célébrité, et un reste de ressentiment, peut être toujours actif contre la France, peuvent la rendre plus susceptible de prêter l'oreille aux suggestions de l'Angleterre, surtout si cette puissance veut la défrayer de ses dépenses.

Dans la position où la France se trouve vis-à-vis de l'impératrice de Russie, elle ne peut par ses insinuations ni l'éclairer sur ses vrais intérêts ni détruire le prestige que les Anglois peuvent chercher à lui faire. Cette tâche regarde plus naturellement la cour de Madrid, qui s'étant toujours maintenue dans un système de menagement et d'égards respectifs avec celle de Russie, n'a ni les mêmes préventions à combattre, ni les mêmes difficultés à vaincre.

On ne fait que nommer ici le Danemarck, incapable de mouvement par lui-même, il paroit bien décidé à ne prendre que celui que la Russie voudra lui imposer. Il n'est pas d'ailleurs dans des termes avec l'Angleterre, à lui faire facilement le sacrifice d'une tranquillité qui paroit également nécessaire à son existence physique et morale.

Avant de proposer ces idées sur la meilleure disposition qu'on estime que la France et l'Espagne pourroient faire de leurs forces, si la guerre est inévitable, il est indispensable de jeter un coup d'œil rapide sur ce qui a pu être projeté antérieurement.

Un mémoire bien raisonné de la cour de Madrid de l'année 1766 renfermoit un plan d'opérations qu'on va résumer.

L'Espagne y évaluoit les forces navales de l'Angleterre à 40 vaisseaux de ligne et 100 frégates dont elle croyoit qu'elle pouvoit mettre en action 120 vaisseaux et 80 frégates, ce qui est fort exagéré. L'Espagne établissoit que les deux Couronnes pouvoient y opposer 116 vaisseaux de ligne et 70 frégates. Il convient d'observer que la cour de Madrid calculoit sur les données de la France qui portoit sa marine à 66 vaisseaux de ligne et 14 d'augmentation, au total 80 et 40 frégates. L'Espagne n'annonçoit de sa part que 58 vaisseaux de ligne et 30 frégates, avec promesse d'une augmentation annuelle de 6 vaisseaux et quelques frégates. Suivant cet état les deux flottes formoient un ensemble de 138 vaisseaux et 70 frégates, de manière qu'il seroit resté 22 vaisseaux, sans les augmentations ultérieures pour les rechanges. L'Espagne proposoit d'avoir pour sa rade au Ferrol 34 vaisseaux, dont 30 toujours

1777 armés et 12. frégates et 20. mille hommes de troupes, infanterie cavalerie et dragons, munis de tout le nécessaire pour un embarquement et pour former une grande entreprise

A Cadix 14 vaisseaux dont 12 armés, 8 frégates et un corps de 8 mille hommes

Sept vaisseaux à Carthagène, dont cinq seulement armés, avec quelques frégates et chébecs et des troupes dans la même proportion

Les trois vaisseaux restans pour compléter le nombre de 58, devoient être expédiés dans la mer du Sud, où ils se seroient joints au Péruvien qui s'y trouvoit.

La seule disposition dont le mémoire fait état pour la défense de l'Amérique occidentale est l'envoi de quelques bataillons à la Havane

Suivant ce plan l'Espagne devoit avoir 50. vaisseaux armés, et 28. mille hommes sur les côtes de l'Océan Elle demandoit que la France eut à Brest 40. vaisseaux de ligne et 20. frégates toujours armées et 40 mille hommes sur les côtes de Normandie et de Bretagne. A Toulon 12 vaisseaux 10. frégates et 12 mille hommes, enfin qu'elle fit passer en Amérique une escadre de 16 vaisseaux de ligne, 10 frégates et un corps de troupes de 8. mille hommes

La cour de Madrid indiquoit Porto Rico comme la station la plus saubre et la plus à portée de veiller sur les mouvemens des Anglois, et elle nous laissait la liberté de tenter pour nôtre compte la conquête de la Jamaïque

Les troupes rassemblées en Bretagne et en Galice devoient menacer l'Angleterre et l'Irlande, et celles de Cadix, Carthagène et Toulon, Gibraltar et Port Mahon

L'Espagne portant la force de l'Angleterre à 120. vaisseaux, jugeoit que Brest et le Ferol n'en occuperoient pas moins de 80 Elle en comptoit 20. pour Gibraltar et la Méditerranée, et pareil nombre pour l'Amérique; au total 120

M. le duc de Choiseul rependant en 1767. au mémoire de la cour de Madrid, assure que les 66. vaisseaux françois seront prêts dans le courant de l'année 1768 et qu'au lieu de garder en magasin, comme on se l'étoit d'abord proposé, les approvisionnemens rassemblés pour la construction de 14 vaisseaux d'augmentation on les construira successivement, sans déranger

pour cela les approvisionneurs nécessaires pour reparer les pertes de la guerre et du tems. 1777

M. le duc de Choiseul passant ensuite à l'examen des objets defensifs auxquels il sera indispensable de pourvoir au moment de la guerre, annonce que des que le Roi y sera déterminé, son intention est d'arrêter en entier tout le commerce maritime de la France, de faire rentrer tous les batimens marchands, et de n'accorder que quelques permissions amittées pour le Levant. Il sent toute la rigueur de cette précaution; il s'attend qu'elle excitera des clameurs et des plaintes mais il la croit nécessaire pour conserver les matelots.

La France enverra 10. bataillons même 20 s'il le faut aux isles du Vent. Ces 20 bataillons places au centre du golphe, auront pour soutien une escadre de 2 vaisseaux et 6 frégates, avec les batimens pour transporter ces troupes aux differens lieux de l'Amérique où le besoin les appellera. Pour faciliter la subsistance, cette escadre sera relevée tous les ans par une de pareille force, qui sera en station dans la rade de Brest, elle est jugée suffisante pour protéger les côtes de Bretagne jusqu'en Annis.

Pour ce qui est de St Domingue, on répugne à envoyer des troupes dans ce climat meurtrier; cependant on pourroit y faire passer dans le besoin 6. bataillons. On craint moins la conquete de cette île que sa devastation.

Les isles de France et de Bourbon étant interessantes à conserver on y enverra 6 vaisseaux 4 frégates et 6. bataillons.

M. le duc de Choiseul pense qu'il est essentiel d'avoir dans le golphe de Gascogne une escadre de 6. vaisseaux et 4. frégates. Il juge cette croisiere nécessaire et peu dangereuse, ayant l'azile des ports d'Espagne comme de ceux de France.

Trente bataillons et 6 regimens de cavalerie ou de dragons seront placés en Normandie et en Bretagne. Ce nombre paroit suffisant pour la sureté des côtes et pour donner l'inquietude d'un débarquement.

Dix bataillons et deux regimens de cavalerie garderont la côte d'Annis et de Guyenne. Dix autres bataillons celle qui s'étend vers Bayonne, 14. seront repartis en Provence. Enfin il y aura sur la côte depuis Boulogne jusqu'à Dunkerque 30. bataillons et 24. escadrons.

M. le duc de Choiseul resumant, conclut qu'il y aura dans la partie de la

1777	marine pour la defense et la seule precaution 12 vaisseaux aux isles du Vent , et 12. à Brest pour les relever ainsi que 12 frigates cy. 24 vaisseaux 12 frigates	
	Dans l'Inde 6. vaisseaux et autant pour les relever et 4 frigates cy. 12 8	
	Dans le golphe de Gascogne , 6 vaisseaux et 4 frigates cy 12 8	
	Dans la Méditerranée 8 vaisseaux et 4. frigates et autant pour les relever cy. 16 8	
	TOTAL 64 36	

Suivant cet aperçu il devoit rester 16. vaisseaux et 4. frigates employes pour la guerre offensive

Quant aux forces de terre 118 bataillons et 56. escadrons devoient couvrir nos possessions éloignées et nos côtes. Si on y ajoute 60 bataillons de milices pour garder l'intérieur du royaume il restoit à la disposition de l'alliance et pour la guerre 126. bataillons et .73 escadrons indépendamment des troupes légères.

M. le duc de Choiseul en donnant cet état des forces de la France , n'entre point dans le detail de celles de l'Angleterre , et ne dit rien de l'usage qu'elle pourroit en faire.

Il ne serviroit de rien d'examiner si ce plan de M. le duc de Choiseul étoit exactement calculé sur les forces réelles du royaume , surtout sur ses forces navales. Ce qui est très certain est qu'à l'époque de la retraite de ce ministre en 1770 on ne comptoit encore que 66 vaisseaux parmi lesquels quelques uns vieux et hors de service.

Mais son calcul , fut il vrai alors , ne l'est plus aujourd'hui. Sa Majesté à son avènement au trône n'a point trouvé de marine , et très peu d'approvisionnement pour sa restauration. Tout ce qu'elle a pu faire dans le court intervalle qui s'est écoulé depuis qu'elle a pris les rênes du gouvernement a été de recréer 40 vaisseaux qui sont aujourd'hui en bon état. Les travaux de 1777 , en donneront au moins dix autres. C'est donc sur ce nombre de 50. vaisseaux et 30 frigates environ sans parler des corvettes et autres petits batimens de guerre qu'il faut bâtir le plan de la guerre

L'Espagne étant infiniment mieux pour sa marine que la France, pourroit mettre quelque chose de plus au jeu, si la circonstance où elle se trouve vis à vis du Portugal partageoit sa prévoyance et ses efforts. Cependant comme c'est de l'Angleterre que la cour de Lisbonne peut emprunter ses principales forces, toutes les mesures qui pourrout tendre à occuper celles des Anglois semblent conduire au but que Sa Majesté Catholique peut se proposer.

La France n'ayant dans le moment présent que 40 vaisseaux à mettre en action, et dix de supplément pour le courant de 1777 tout ce qu'elle pourroit faire seroit d'en disposer de la manière suivante

Aux isles du Vent	8 vaisseaux	4 frigates
A l'isle de France	4	3
Dans la Méditerranée	8	6
Brest et le golphe de Gascogne à cette croisière etoit jugée nécessaire	8	6
Total des vaisseaux et frigates employées	38	23

Resteroit 12 vaisseaux et sept frigates non compris ce qu'on pourroit construire annuellement pour relever celles des escadres qui devroient l'être et réparer les pertes de la guerre.

Il convient d'observer qu'il existe dans les ports quelques autres vaisseaux qui quoiqu'incapables de soutenir une campagne de long cours pourroient cependant encore figurer dans un armement de rade.

Quant aux forces de terre, on ne pense pas qu'on puisse destiner à la défense de nos isles de l'Amérique moins de huit nouveaux bataillons. M. de Choiseul en proposoit vingt. Mais l'Angleterre étoit alors maîtresse de l'Amérique septentrionale, elle pouvoit y puiser d'abondantes ressources pour ses projets offensifs en hommes, batimens et subsistances. Aujourd'hui elle est en guerre avec ces mêmes colonies et réduite à employer contre elles une partie de ses propres forces. Si la France ou l'Espagne étoient attaquées par l'Angleterre, il sembleroit qu'une de leurs premières démarches devroit être de s'assurer de ces mêmes colonies et d'ôter à ce qu'elles ne pussent faire une paix séparée.

On ne peut proposer moins de six bataillons pour la défense des isles

1777 de France, le Bourbon et pour l'Inde, quoiqu'on ne se dissimule pas que ce nombre seroit fort inférieur au besoin. En effet les Anglois ont dix mille Européens, plus de 50 mille Cipayes dans l'Inde, et tous les moyens qui nous manquent pour combiner une expédition.

Aussi dépourvue que l'Angleterre l'est de troupes, il y a peu d'apparence que nos côtes et les îles qui leur sont adjacentes fussent menacées d'être infestées par des descentes.

Cependant il seroit très politique d'y tenir assez de troupes pour inspirer à cette puissance la crainte d'une invasion. Dans cette hypothèse, on n'estime pas pouvoir proposer une meilleure disposition que celle qui est détaillée dans le projet de M. le duc de Choiseul, savoir

Trente bataillons et 24. escadrons de Dunkerque à Boulogne autant en Normandie et en Bretagne, 10 bataillons sur les côtes d'Aunis et de Guyenne, et pareil nombre jusqu'à Bayonne. La Provence étant trop dégarnie de vaisseaux pour pouvoir en imposer par l'apparence d'une diversion, il suffiroit d'y tenir le nombre de troupes nécessaires pour la défense de cette province.

Quant à l'Espagne ses dissensions avec le Portugal l'obligeant à assigner une partie de ses forces maritimes pour couvrir ses possessions dans le Paraguay, on estime qu'elle pourroit répartir ses forces de la manière suivante; en les évaluant sur le pied de soixante vaisseaux de ligne et 30. frégates.

A Buenos Ayres	8 vaisseaux	4 frégates
A la mer du Sud	3	0
Au Ferol	15	6
A Cadix	12	0
A Carthagène	4	2
TOTAL	42	17

L'Espagne auroit donc en armement 42 vaisseaux de ligne et 17. frégates dont 34. vaisseaux et 13 frégates seroient appropriées à la guerre contre l'Angleterre. Ainsi il lui resteroit 8. vaisseaux et 4. frégates pour les échanges que le temps et la guerre exigeroient. On a restreint à 17. le nombre des frégates employées à la suite des escadres, dans l'idée que l'Espagne pourroit se proposer d'en avoir de volantes en Amérique.

L'emplacement en Galice d'un corps de 20. mille hommes compose de toutes armes paroitroit d'autant mieux adapte aux circonstances presentes, qu'il rempliroit le double objet de menacer la frontiere de Portugal dans cette partie et l'Irlande d'un débarquement. Il en seroit a peu près de même de toute disposition pareille que l'Espagne pourroit faire en Andalousie et dans la partie des Algarves qui lui appartient. On ne propose rien pour la Méditerranée parcequ'on conçoit que l'Espagne peut avoir un emploi plus nécessaire à faire du reste de ses forces de terre le long des autres frontieres de Portugal.

Suivant l'état de distribution qu'on vient de former la France auroit en action ou prêts à y entrer. 38 vaisseaux 23 vaisseaux
Et l'Espagne. 34 3

Total des forces navales employées des deux

Couronnes. 72 36

Après avoir exposé le tableau de leurs forces mobiles, je suis à propos de jeter un coup d'œil rapide sur celles que l'Angleterre est en état d'opposer. Son premier armement, celui qu'elle prepare, est de 43. vaisseaux de ligne. La difficulté avec laquelle il s'exécute malgré la rigueur de la presse, annonce celle bien plus grande qu'elle rencontreroit, si elle vouloit l'augmenter dans la proportion ou il convendroit de le porter pour primer les deux Couronnes. Cette difficulté ne surprendra pas si on réfléchit que l'Angleterre ne peut plus compter sur le même nombre de matelots dont elle a disposé dans la précédente guerre.

Si la révolution de ses colonies d'Amérique lui en enleve un quart, elle ne doit pas moins en approprier qu'un autre quart et même plus à les contenir et à les soumettre. C'est donc dans moins de la moitié de son ancien fonds seulement, qu'elle doit trouver, les gens de mer qui lui sont nécessaires pour lutter avec supériorité contre les deux Couronnes.

L'Angleterre annonce et prepare effectivement un armement de 43. vaisseaux de ligne. Cet effort n'est pas le développement de toute sa puissance. Nous savons par des recherches suivies et par des relevés assez exacts, qu'elle pourroit mettre en commission jusqu'à 82. vaisseaux de ligne en mettant au jeu tout ce qu'elle a de bons vaisseaux. Les matelots n'étant pas classés en Angleterre comme en France et en Espagne, on ne peut être instruit, même

par aperçu du nombre sur lequel elle peut compter. Mais on ne croit pas s'écarter du vrai, en supposant qu'elle ne pourroit armer tout à la fois ce grand nombre de vaisseaux, sans intercepter tout le mouvement de son commerce et par conséquent sans nuire à l'intérêt essentiel de sa nation.

Ne pouvant pas mesurer avec précision tout l'effort que l'Angleterre pourroit faire dans le début d'une guerre, nous nous bornerons à indiquer celui que nous croyons qu'elle ne pourroit se dispenser de faire, pour maintenir la guerre dans une sorte d'égalité.

Nous établissons qu'elle ne pourroit pas avoir dans le golfe de Gascogne moins de 30. vaisseaux de ligne dont partie de la première force pour veiller sur les mouvemens des escadres de Brest et du Ferrol, cy 30 vaisseaux

Les côtes de France depuis Dunkerque étant garnies de troupes, tandis que l'Angleterre en est dénuée, la crainte d'un débarquement exige dans le canal une force navale quelconque que nous n'estimons pas à moins de 8

L'Espagne tenant à Cadix 12. vaisseaux armés, quatre à Carthagène, et à France 8. à Toulon, l'Angleterre ne peut pas employer pour Gibraltar et la Méditerranée moins de vingt quatre vaisseaux cy 24

La France ayant une escadre de huit vaisseaux en Amérique l'Angleterre obligée d'avoir une station à Antigua et une autre à la Jamaïque, ne pourroit remplir cet objet à moins de 12. vaisseaux cy 12

Donnons en encore six pour l'Inde, cy 6

TOTAL des forces préjugées nécessaires de la part
de l'Angleterre pour le simple état défensif seulement
80 vaisseaux, cy 80

Mais la guerre une fois déclarée, elle devra donner des convois de force à ses transports de recrues, vivres, munitions et autres attirails, que sa guerre d'Amérique exigera. Elle lui resteroit pour y pourvoir que deux vaisseaux, ainsi que pour les rechanges, que le temps les hazards de mer, et le service rendroient nécessaires.

Il y auroit peut être un moyen assez simple de forcer l'Angleterre à une plus grande consommation de ses forces, ce seroit si la France et l'Espagne apellant à Cadix celles qu'elles destinent pour la Méditerranée, y rassembloient une escadre assez nombreuse pour obliger les Anglois à y en tenir une infiniment supérieure. Gibraltar ne peut se soutenir qu'au moyen de la supériorité sur la mer, puisque c'est par elle qu'il s'approvisionne. Sa conservation ne permettra jamais aux Anglois d'envisager cet intérêt avec indifférence et de le compromettre. Les deux Couronnes rassemblant à Cadix 24 vaisseaux de ligne avec le nombre de frégates compétant, au doute que les Anglois n'y portent s'ils le peuvent une force bien supérieure, d'autant que de cette station, il seroit possible de leur donner l'alarme de quelque entreprise sur l'Amérique. Peut être crandra-t-on que la Méditerranée se trouvant dépourvue d'une force navale, les Anglois pourroient y prendre un ascendant funeste au commerce des deux Couronnes dans cette mer. Mais si les Anglois ont des appréhensions pour Gibraltar ou pour l'Amérique, ils se garderont bien de perdre de vue l'escadre combinée, et d'entrer dans la Méditerranée, dont on ne sort que très difficilement, le vent d'ouest étant le dominant. Dès lors, des frégates, des chebecs et d'autres armemens légers suffiroient pour couvrir et protéger le commerce des sujets des deux Couronnes, et pour désoler celui que les Anglois font avec l'Italie et le Levant.

Ces idées n'étant point le résultat d'une expérience acquise dans le militaire on les soumet aux lumières de Sa Majesté et de son conseil, pour les reformer ou les adopter, suivant le jugement qu'ils en portera. On croit avoir suffisamment rempli le devoir auquel on est tenu si la production de ce plan, vraisemblablement informé et defectueux, invite à en former un mieux entendu et plus parfait. Ce qu'on ne peut trop recommander est de n'y pas perdre de temps. Si la guerre est un mal, c'en seroit un infiniment plus grand et peut être irréparable de la recevoir sans s'y être préparé. Nous sommes .. est vrai mais nos armemens seront inutiles si leur destination n'étant pas déterminée, l'ennemi peut bloquer nos ports avant que nous ayons pourvu à rien. C'est au ministre chargé du département de la Marine à disposer ses forces de manière à en avoir l'usage le plus libre et le plus facile.

Si la guerre se déclare, les deux Couronnes n'ayant plus rien à ménager avec l'Angleterre seront en liberté de prendre tel engagement qu'il leur

77 conviendra avec les Colonies de l'Amérique. Il serait important de savoir ce que l'Espagne pense à cet égard, et si elle est d'avis qu'il conviendrait alors de se lier avec elles par un traité d'alliance d'abord offensive, et qui se réduirait à la défensive lorsque à la faveur du rétablissement de la paix leur indépendance serait reconnue et assurée.

Une dernière observation. Quelque rigoureux qu'il puisse paraître d'arrêter tout le commerce d'une nation, on ne peut s'empêcher cependant d'approuver le parti que M. le Duc de Choiseul proposoit à cet égard. La conservation de nos matelots est d'un si grand intérêt qu'elle mérite des sacrifices. Il ne suffit pas en effet de réfléchir seulement sur la perte que nous faisons d'hommes utiles et précieux, mais encore sur l'avantage que l'ennemi en tireroit. On sait les moyens odieux qu'il a mis en œuvre dans la dernière guerre, pour forcer nos matelots à prendre service contre leur patrie. Ses besoins bien plus urgents le rendroient encore moins scrupuleux dans l'exercice de cette même tyrannie.

Il ne faut pas se persuader que cette suspension de commerce ferait perdre au royaume les vrais bénéfices de son commerce. Nous perdriions effectivement les avantages du fret; mais ceux-cy pourroient être compensés par les profits qu'offriroit la course. Les gens de mer ne pouvant pas s'employer au service des marchands formeroient des associations pour courir sur l'ennemi. Cette arme est peut-être de toutes celles dont la France peut faire usage contre l'Angleterre, celle qui lui seroit la plus incommode, parcequ'elle attaque la fortune des individus. Pour ce qui est du commerce de la France comme il consiste principalement en denrées de son sol, et en produits de son industrie qui sont recherchés par les nations et angérées, dont plusieurs ne peuvent pas se passer en grande partie, elles viendroient elles mêmes chercher dans nos ports ce que nous discontinerions de leur porter, et cet avantage momentané que nous leur cederions seroit peut être un moyen de les attacher plus fortement à la neutralité dans laquelle nous devons nous occuper par-dessus tout à les maintenir.

Espagne le 182 n° 20.

Ossun se trouva à même le 12 janvier de saisir de ce mémoire le Roi Catholique et son premier ministre. Il en remit aussitôt une

copie à M. de Grimaldi et il donna verbalement à Charles III une idée du contenu. Non moins préoccupé que son supérieur de l'accueil à attendre, il fait, par précaution, presager des délais : « Ces pièces, mande-t-il, seront mises sous les yeux du monarque et de M^r le prince des Asturies le lendemain soir, au travail de M. de Grimaldi, il faudra ensuite qu'elles soient examinées dans le comité des ministres, que leur avis soit porté au roi et ce n'est qu'après ces préalables que M. le marquis de Grimaldi sera en état de donner une réponse définitive¹. » Mais, dans les dispositions que le premier ministre avait inspirées au roi, la réponse ne le gênait pas au degré que supposait l'ambassadeur. Au contraire, elle ramenait l'occasion tout à l'heure manquée de différer les obligations de l'alliance. Dès le 17 janvier M. de Grimaldi dit à Ossun, sans s'expliquer davantage, que la cour de Madrid adopte les données de Versailles; un certain espoir, jeté chez le premier ministre et chez le roi par un pli du comte d'Aranda, devait toutefois retarder un peu l'examen que le conseil en ferait et la réponse qui serait transmise.

L'arrivée de Franklin avait exalté l'ambassadeur d'Espagne. Non seulement M. de Vergennes l'avait instruit de cette arrivée et des entretiens qui l'avaient suivie, mais il avait engagé de plus les « plénipotentiaires » à le voir. Celui-ci les avait reçus et, immédiatement, il s'était plu à leur montrer son gouvernement comme tout à fait disposé dans leur sens². Les rapports entretenus par lui de loin avec Arthur Lee étaient devenus aussitôt fréquents. Maintenant que ce dernier empruntait toute autorité de son association avec un collègue tel que l'ancien représentant des Colonies à Londres, il s'agitait pour son compte. Laisant les deux autres membres de la légation occuper le cabinet de Versailles, il avait conçu l'illusion d'aller plus vite qu'eux et de mettre les deux cours en mouvement par l'ambassadeur

¹ Rapport d'Ossun d. 6 janvier 1777.
Espagne t. 583 n° 23.

² « In perfect concert » dit Franklin que

informa sur fait le comte de Plafie jusqu'à la lettre du 4 janvier. Jared Sparks.
Writings, Franklin t. VIII p. 194.

1777 d'Espagne, tandis qu'ils ne trouvaient, à son avis, que des conseils de patience ou des refus auprès de M. de Vergennes. Par là s'étaient rapidement accrus les sentiments ou les espérances qui portaient le comte d'Aranda à tant souhaiter de voir ouvrir les hostilités contre l'Angleterre, et la facilité avec laquelle il oubliait la subordination de son rôle actuel pour écouter les inspirations de son rôle précédent. La pensée d'une alliance immédiate avec l'Amérique avait pris possession de son esprit au point de lui faire croire que sa cour y était prête, mais que l'obstacle venait à présent de Versailles. Il s'était donc empressé d'envoyer à Madrid, en même temps que les documents relatifs aux propositions des Américains, une réfutation des raisonnements par lesquels M. de Vergennes opinait à garder l'expectative ou la réserve, et, sans égards pour l'opinion d'un cabinet allié, il rétorquait ce qu'il appelait tantôt « l'irrésolution » tantôt « la timidité » de la France. Impersonnel par la forme, ce travail posait et débattait, sous cinquante-six chefs successifs, des séries de réflexions tendant à « décider si la cour de France doit prendre ou non parti dans les circonstances actuelles où se trouve l'Angleterre ». Avec l'esprit impérieux autrefois montré dans son ministère, il malmenait les motifs d'attendre que M. de Vergennes avait donnés; il y opposait la résolution de traiter immédiatement avec les Colonies insurgées et la justifiait d'ailleurs par des considérations politiques qui avaient le tort d'être déplacées sous sa plume, demandant une hardiesse d'action trop peu conforme aux circonstances et au caractère des souverains.

Ce document n'aurait pas repris, sur un ton qui approchait parfois de l'ironie, les arguments mêmes développés par le ministère de Versailles cinq mois auparavant¹, que, tombant à Madrid en ce

¹ *Espagne*. T. 582. n° 203. — Il faut se rappeler dans le ton que vous. « Si l'on m'a dit de répondre je ne veux pas de la guerre, je n'ai point d'argent pour la faire, quand les circonstances sont telles qu'il ne m'est pas de ne pas le vouloir et qu'elle aura l'ouïe épluchée »

« Un royaume comme la France doit se conduire par les vues politiques par la raison d'État, par l'intérêt de soutenir son honneur et sa puissance selon les circonstances doit toujours prévoir toutes les possibilités, et un royaume qui a tant de ressources, n'est pas

moment, il devait faire l'effet d'un manifeste. Autour du prince des Asturies, on continuait à s'agiter pour imposer une autre politique au ministre attendu. Le roi et M. de Grimaldi ne pouvaient donc qu'être fort troubles d'une communication dont les allures, autant que les idées, semblaient correspondre à des partis pris en dehors d'eux. Charles III en était arrivé à craindre le comte d'Aranda; bientôt il saura en antipathie, nullement détourné d'ailleurs de ces sentiments par M. de Grimaldi ni par son successeur. A la fin de 1776, déjà, on ne les dissimulait point; on imputait à l'ambassadeur d'exciter par ses correspondances le prince des Asturies, chez qui le tempérament, tout physique, excluait la prudence. Ossun avait reçu cette confidence du ministre lui-même, qui se soulageait à lui en faire tantus qu'il s'apprêtait à s'en aller, et celui-ci l'écrivait le 23 décembre, « comme un secret qu'il ne devait pas laisser ignorer¹ ». Aussi voulait-on éviter de faire revenir le comte à Madrid, où l'on aurait été embarrassé de sa présence, et l'on tenait à ne pas le desavouer de manière à ce qu'il se démit. Ossun écrit le 23 janvier

Ce n'est pas que les insinuations très véhémentes de M. d'Aranda pour traiter des ce moment avec les colonies anglaises et pour entrer en guerre avec le Portugal et la Grande Bretagne aient fait impression sur l'esprit de S. M. Catholique et de son ministère, mais M. le M^{re} de Grimaldi veut mettre

« dans le cas de meiquer de moyens lorsqu'il
« y a de si justes raisons pour faire la guerre. »

Nous reproduisons à l'annexe II du présent chapitre ce mémoire du comte d'Aranda, comme faisant particulièrement connaître l'opinion qui, en dehors du Gouvernement, mais dans le domaine de la politique raisonnée et dans celui de l'opinion, tendait alors à la lience immédiate avec l'Amérique et à la guerre vigoureuse, contre l'Angleterre, en tant que revanche de ses procédés de 1755 et de leurs conséquences.

C'est à propos de l'insinuation que le roi

d'Espagne ressentait contre le Portugal, et M. de Pombo. Ossun écrivait : « Il y est excité par
« l'avis de ses ministres et par le sentiment de
« M. le prince des Asturies, qui joint au dé-
« faut d'expérience un caractère fougueux, un
« sang bouillant et une force de corps peut-être
« supérieure à des contributions provinciales et
« soldes et qui est poussé à outrance contre le
« Portugal, par des manœuvres ou sous autres
« par les déclarations de M. le comte d'Aranda.
« C'est en fait qu'il ne m'est pas permis de
« vous le laisser ignorer. » *Espagne* I, 182
n° 190.

777 une forme modérée à la refutation des projets violents et des raisonnemens inconsequents de l'ambassadeur d'Espagne. Au reste je crois pouvoir vous annoncer que le Roi Cath^l adoptera entièrement le sentiment de Sa M^{te} et de son conseil sur la conduite à tenir dans les circonstances présentes tant à l'égard des Colonies américaines que des Angl^{ais}.

À Madrid le 24 janvier 1777

Espagne 1 583 13p.

Pour appuyer ses idées, le comte d'Aranda avait mandé que la France « ne les désapprouvait pas dans le fond, mais qu'elle voulait être poussée ». Cette manière de leur donner plus de poids désorientait le Pardo, tout autrement impressionné par les assurances de Versailles. Aussi M. de Grimaldi fut-il plus explicite encore quand il mit Ossun à même de transmettre à sa cour la réponse du cabinet aux propositions américaines et au plan d'action du ministre français. C'est le 27 janvier que l'ambassadeur écrit sur les deux sujets; confirmant son précédent rapport sur la conformité des vues du Roi Catholique avec celles du cabinet de Versailles, il envoie les détails assez curieux qui suivent, pour expliquer que l'on s'abstiendra de faire connaître avant quelques jours cette réponse à l'ambassadeur d'Espagne.

Vous avez prévu, Monsieur, dans votre première conversation avec le Dr Franklin qu'il ne vous avait pas tout dit, l'on voit en effet par la lettre que vous avez daigné m'écrire le 12 courant n^o 5 et par les pièces qui y sont jointes que les Colonies américaines voudroient obtenir de la France des secours considérables en vaisseaux, artillerie et munitions de guerre, qu'elles seroient disposées à faire avec les deux Couronnes un traité d'alliance et de garantie même offensif et défensif, enfin qu'elles tendent à porter la France et l'Espagne à entrer dès à présent en guerre avec l'Angleterre. J'ai fait part, Monsieur, de toutes vos observations à M. le marquis de Grimaldi, il avait reçu par M. le comte d'Aranda la copie du mémoire que le Dr Franklin vous a remis et celle de la réponse que vous y avez faite. Je puis vous assurer d'avance que cette réponse ainsi que les réflexions contenues dans votre lettre n^o 5 ont mérité entière approbation du Roi Catholique et de son ministère.

pendant, comme M. le comte d'Aranda a écrit avec une véhémence et une chaleur extrêmes pour démontrer la convenance de conclure sans délai un traité de commerce et d'alliance offensive et défensive avec les Colonies américaines et d'entrer immédiatement en guerre avec l'Angleterre. M. le marquis de Grimaldi se propose de différer quelques jours à donner une réponse par écrit sur ces objets parce qu'il veut qu'elle soit appuyée par l'avis du Comte et par des raisons assez évidemment solides pour que le comte d'Aranda soit forcé de convenir qu'il a adopté un mauvais système. On pourroit soupçonner cet ambassadeur d'être offusqué par des vues personnelles et je ne dois pas vous cacher qu'en proposant ses idées il a mandé à sa cour que celle de France ne les désapprouvait pas dans le fond, mais qu'elle voulait être poussée. S. M. Cat. a vu positivement le contraire par les communications que j'ai faites de votre part et elle m'a fait l'honneur de me dire qu'elle désapprouvait le système de son ambassadeur, qu'elle connaissait bien évidemment qu'il y était induit par un intérêt personnel et qu'elle penserait absolument comme le roi son neveu.

Espagne. 583 n° 44

Toutefois, les relations étaient maintenant parfaites, à Versailles, avec le comte d'Aranda. Celui-ci favorisait, à tout prendre, la politique qu'on y suivait; cela lui valait l'ordre du Saint Esprit en ce moment même, et l'ambition personnelle que Charles III et son ministre lui supposaient n'avait rien qui inquiât M. de Vergennes¹. L'essentiel eût été que l'accord entre les deux cours fût au point où Ossun

¹ M. de Vergennes annonce à Ossun le 24 février, en suite d'une ordonnance de nomination du 3. *Espagne*, n. 583. 83. « J'ai l'honneur de vous marquer M. que le Roi a nommé le 3. de ce mois M. le C^{te} d'Aranda chevalier de ses ordres. Sa M^{te} en donnant ce témoignage d'estime à cet ambassadeur a voulu marquer de la manière la plus distinguée sa considération pour les personnes qui sont chargées auprès d'Elle de la confiance du Roi son oncle ».

² M. de Vergennes avait répondu sur ce

sujet le 7 janvier 1767 aux ordonnances d'Ossun au sujet plus ou moins expresse sur la question du serment. « Il seroit bien malheureux M. que M^{gr} se prît des Asturies le parti d'avoir une opinion différente de celle du Roi son père dans des affaires aussi majeures que le peuvent être la paix ou la guerre. L'amitié entre les Espagnols et les Portugais est un sentiment si naturel à ces deux nations que je ne suis pas étonné que le prince y adhère. Je ne le suis pas plus que M. le C^{te} d'Aranda contribue à l'aggraver ».

177 pensait le faire croire. Or, c'était le contraire. Si l'on voyait de même au sujet des offres américaines, on jugeait un peu autrement sur le plan d'action. Il n'y avait pas de divergence sur les généralités de ce plan, sur l'attitude à garder en face de l'Angleterre, sur la neutralité de l'Europe, sur la suspension du commerce le jour de la guerre, peut-être sur les liens à nouer avec les États-Unis, bien que l'Espagne voudût que l'on se bornât à ne leur prêter que secrètement des moyens de se soutenir, et pas davantage sur la latitude que se réservait la cour de Madrid de poursuivre, le cas échéant, le redressement des agressions du Portugal. Mais il s'en fallait d'une certaine différence quant aux autres points. M. de Grimaldi s'était ménagé là une revanche de son insuccès au sujet du désarmement. Il affectait de ne guère voir de danger que pour les îles espagnoles. À ses yeux, l'Angleterre avait pour but très prochain de jeter sur elles ses forces d'une manière subite. Il voulait donc que nous fussions plus forts en vaisseaux à Brest, ne trouvant nullement nécessaire qu'il y en eût autant à Toulon, et il faisait revivre les exigences qui avaient été presque une occasion de brouille antérieurement, pour l'envoi non seulement d'une petite armée française à Saint-Domingue, mais d'une escadre mi-partie espagnole, mi-partie française. En transmettant la réponse du Pardo, Ossun signale immédiatement l'écart et le précise dans ces termes, qui résument très exactement l'opinion du cabinet de Madrid :

Ce mémoire, Monsieur, ayant été soigneusement examiné par Sa Majesté Catholique et par son ministère, M. le marquis de Grimaldi y a fait la

« Portugal par la vigueur de ses dépêches
 « l'indépendance et qu'il y a beaucoup de choses
 « dans le caractère de cet ambassadeur, je ne ré-
 « pondrais pas qu'il n'entre de l'intérêt particu-
 « lier dans ses instructions pour faire la guerre
 « aux Portugais, quoique M. le C^{te} d'Aranda
 « paraisse content de la considération méritée
 « dont il jouit. Je ne puis presser plus à cet

« l'homme qui préférerait de se trouver à la tête
 « d'une armée. Au reste la civilité que je re-
 « marque dans le caractère de cet ambassadeur
 « ne me point un reproche que je veuille lui faire.
 « Je suis personnellement qu'il me boîe de
 « la honnêteté de ses procédés et de la confiance
 « qu'il veut bien m'accorder. » *Espagne*, t. 583
 « 17

réponse que je vous remets ci-jointe dont il envoie l'original à M. le comte d'Aranda. Vous y verrez que la cour de Madrid propose de faire quelques changemens assez remarquables au plan communiqué par celle de Versailles, comme par exemple, que les huit vaisseaux qui doivent être armés à Toulon passent à Brest, que six vaisseaux français seulement passent aux îles du Vent pour se réunir à six de l'Espagne dans le port de Guarico, d'où il résulteroit que nous aurions vingt huit vaisseaux armés à Brest au lieu de dix huit. L'Espagne insiste aussi sur la convenance que Sa Majesté ait à S^t Domingue un corps respectable d'infanterie prêt à être transporté où il est nécessaire, et j'ai pu comprendre qu'on voudroit ici qu'il fut porté jusqu'à douze mille hommes. Les motifs de ces changemens sont deduits dans le contre-projet ci-joint ainsi le Roi et son conseil seront à portée de les examiner et d'en apprécier la juste valeur.

Espagne 583 n° 42

Relativement à ix vingt bataillons et aux six vaisseaux destinés à Saint-Domingue, le mémoire espagnol était sobre dans ses motifs. Ses explications se réduisaient à ceci, que, grâce à des précautions dans le choix de l'époque et dans la proportion de l'envoi des troupes, on auroit peu de mortalité, puisque l'on n'en constatoit point de marquante dans les régimens qu'y avoit l'Espagne. M. de Grimaldi avoit compté faire insister par notre ambassadeur. Celui-ci y consacrait en effet un pli particulier pour M. de Vergennes, disant qu'il étoit « prié instantamment d'appuyer avec force cet arrangement de prévoyance » ; suivant son habitude, il ne faisoit pas que de suppléer amplement à la réserve du Pardo².

¹ *Espagne*, 583 n° 42. — Nous reprécisons ce mémoire à l'annexe. Il du présent chapitre. Il fait connaître les forces respectives de la France et de l'Espagne à cette date, tandis qu'autre sensiblement sur d'autres nouvelles ultérieures de M. de Floridablanca.

² Nous citons le commencement de sa dépêche. « J'ajouterai Monsieur au contenu de mes lettres à ce jour certain. Osant dire

« Sa M^{te} Cath^{le} et son ministère regardent la « position d'une escadre de douze vaisseaux de « ligne à Guarico et d'un corps de troupes de « six à douze mille hommes prêts à s'embar- « quer comme le moyen le plus sûr et le « plus sûr d'empêcher les Anglais « de former avec succès des entreprises con- « sidérables dans l'Amérique occidentale » « en Espagne ou les Français, M. le M^{te} de

1. La sagesse commandait à Versailles de prendre tout de suite acte des points acquis, en marquant avec soin la mesure dans laquelle ils pouvaient l'être. M. de Vergennes répond pour cela de sa main à Ossun le 14 février, c'est-à-dire presque aussitôt après avoir lu les plus de l'ambassadeur. Il constate avec empressement qu'il y a seulement de « légères différences » dans l'appréciation des deux souverains « sur les principes de leur conduite » ; volontiers, qui plus est, il cède sur quelques détails ; mais au sujet de nos forces dans la Méditerranée il avait des préoccupations dont l'importance échappait un peu à l'Espagne, n'étant pas les mêmes pour elle, et il traitera ce sujet dans une dépêche spéciale. Quant à disposer de vingt bataillons et de six vaisseaux pour Saint Domingue, le parti contraire était pris chez lui trop solidement pour en revenir. Voici les explications qu'il renvoie à Madrid :

À Versailles le 14 février 1777

« Sa Majesté ne peut qu'applaudir à la sagesse des vues qu'elle dirige les conseils et les résolutions du Roi son oncle. Il résulte de l'examen du mémoire de la cour de Madrid servant de réponse à celui que vous avez été chargé de communiquer, que les deux souverains parfaitement d'accord sur les principes de leur conduite politique, le sont également « de légères différences près sur les moyens de faire face aux vues de l'Ang^e » quelques puissent être les intentions de cette puissance.

« Grimaldi m'a parlé instamment d'appuyer avec force cet arrangement de prévoyance. Il prétend qu'il y a à S. Domingue des castles fort sains où l'on pourrait placer nos troupes. Il assure que la partie espagnole de la Guinée et Venezuela fournira abondamment des vivres, frutes et des comestibles de toute espèce et que la disposition des avenues du port de Cameroo est telle que la faveur l'assez chaines de rochers qui s'étend sans pour les petits bâtiments peuvent entrer dans ce port malgré les canotiers anglais qui croissent devant pour l'empêcher.

« Vous savez Monsieur que la cour de Madrid a toujours insisté sur cet objet on se méfierait d'acquiescer qu'il pourrait être utile mais la perte des hommes dans un climat brûlant et infecté est un grand inconvénient. peut être serait il préférable afin de ne pas détruire les corps de former celui que la France jugerait à propos d'y envoyer par des détachemens de tant et quelques hommes avec des bataillons avec des chefs choisis et un état-major correspondant — J'ai l'honneur d'être etc. À Madrid le 27 janvier 1777. Espagne t. 582 n° 53.

Avant d'entrer dans les explications que le ministre de l'Esp^e peut exiger de notre part, je ne puis me dispenser de vous observer M. qu'on n'auroit pas pris à Madrid le titre dans son vrai sens si on inferoit de ce qu'il y est question que de mesures préparatoires et conservatrices que notre dessein seroit, la guerre arrivant, de nous borner à la défense la plus absolue sans nous permettre le plus léger mouvement offensif.

Nous ne sommes pas moins convaincus ici qu'on peut l'être en Esp^e que dans le cas de la guerre tout le désavantage seroit pour la puissance qui se voueroit à ce parti purement passif. L'ennemi encouragé par son inaction attaqueroit sur tant de points qu'il feroit nécessairement par l'entier. Nos armemens de mer et nos autres dispositions prouvent que les vues du ministère de France ne diffèrent point à cet égard de celles de la cour d'Esp^e. Mais l'objet du mémoire étant bien plus dirigé à la vue d'éloigner la guerre que de la provoquer on s'y est attaché principalement à exposer les mesures qui ont paru les plus propres à conduire à ce but que la haute sagesse et l'humanité des deux augustes monarques rend si chers à leurs coëtres. Rien au reste n'est plus facile que de convertir dans une vigoureuse offensive les moyens qu'on a préparés pour une bonne défense.

Mon expédition du 11 janvier a prévenu la remarque très judicieuse de l'Esp^e sur l'importance majeure dont il est que les Colonies américaines ne puissent succomber au moins de quelque temps sous le joug de leur métropole. Nous sentons parfaitement tout l'avantage de la durée de cette guerre, dont la prolongation heureuse ou malheureuse ne peut que contribuer à l'épuisement de l'Ang^e.

Nous ne pouvons qu'applaudir M. à la disposition que l'Esp^e estime devoir faire de ses forces de mer et de terre. Les raisons sur lesquelles elle fonde la nécessité de tenir sa principale escadre à Cadix plus tost qu'à Ferrol ne sont pas susceptibles d'objections, mais ne pourroit on pas remarquer par rapport à l'emplacement qu'il a fait de ses troupes que la ligne de frontière qui court depuis la Gâlice jusqu'en Algarves et qui forme un arc de cercle d'une vaste étendue pourroit être bien imparfaitement défendue avec deux seuls corps de six mille hommes chacun. Suivant les vus que nous avons du Portugal, son armée de terre passe 36⁰⁰⁰ hom^s de troupes réglées. Cela supposé ne seroit il pas plus important de disposer pour la défense de la frontière de l'Esp^e et pou

menacer celle du Portugal du corps de 12^e br^g d'infanterie qu'on se propose d'assembler en Galice plus tôt que de l'employer à la démonstration d'un débarquement en Irlande qui n'en imposera pas la cour de Madrid ne gardant que six vaisseaux armés au Ferrol

Nous convenons de la vérité de la maxime avancée par les marins espagnols sur l'avantage de tenir respectivement nos forces réunies en grosses masses. La France ne pourroit même quand elle le voudroit agir sur un autre principe, elle n'a que deux ports proprement dits de guerre, Brest et Toulon. Rochefort ne sauroit être compte, puisque les vaisseaux de ligne ne peuvent s'y armer complètement et doivent prendre la partie la plus pesante de leur armement à la rade de l'île d'Aix. Pour se soustraire à cet inconvénient il a été résolu de faire passer à Brest les 27^e de la division de Rochefort qui sont en état de servir, 3 sont actuellement en armement pour cette destination et 4 seront rendus avant la fin de ce mois. De ce moment nous aurons à Brest 27^e de ligne armés ou en état de l'être. Le Roi entrant dans l'intérêt que le Roi son oncle attache à ce que notre principale escadre soit toujours à Brest évitons à moins de circonstances forcées de séparer les 27^e qui y sont rassemblés, Sa M^{te} se réservant de tirer de la Méditerranée les escadres qu'il sera nécessaire de faire passer aux Indes occidentales et orientales. Dès les ordres sont envoyés à Toulon pour mettre en commission six^e de ligne qu'on tiendra prêts à partir au moment où on jugera qu'ils deviendront nécessaires en Amérique, cependant en même temps que Sa M^{te} se prête avec plaisir à complaire en ce point au Roi son oncle elle se réserve de lui faire des observations à ce sujet si des circonstances qui conduisent à se manifester acquiescent une circonstance qui devroit attirer l'attention et la prévoyance des deux monarques. Je m'en expliquerai M^{te} dans une lettre séparée.

Quoiqu'il nous ne variations point dans l'idée qu'il faut éviter autant qu'il sera possible de combiner les escadres des deux nations cependant Sa M^{te} ne refusera de faire passer au port de Guasco celle qu'elle destina pour la défense de l'Amérique occidentale lorsque cet envoi sera jugé nécessaire, mais les deux escadres réunies devant agir conjointement et n'avoir plus qu'un objet commun il seroit essent^l de se entendre préalablement sur les moyens d'écartier tout motif de jaloux entre les commandans respectifs et par conséquent de dissension entre les deux escadres et pour cet effet de convenir de

la manière dont le commandement seroit exercé. C'est sur quoi nous avions 177
le ministère espagnol a vouloir bien nous communiquer ses idées.

Nous aurons bien quelques observations a faire M sur la station de Guay-
rico laquelle quoique tres bien choisie pour protéger et défendre tout ce
qui est sous le vent de St Domingue laissera a decouvert tout ce que nous
possessionons au dessus du vent de cette isle, mais quelque audacieux que soient
les Anglois il paroit difficile qu'ils osent aller insulter nos isles du Vent lors-
qu'ils auroient une force maritime aussi considerable derrière eux. Cependant
son éloignement et la difficulté de remonter au Vent ne pouvant nous per-
mettre de porter un prompt secours dans les endroits qui sont susceptibles d'être
attaqués la France ne pourra se dispenser d'avoir dans cette partie plus de
troupes qu'elle ne seroit obligée d'y en tenir si son escadre étoit postée a la
Martinique.

Il me reste a examiner un point et c'est je vous l'avoue M celui qui excite
le plus notre perplexité je veux parler de la demande que fait l'Espagne de
l'envoi d'un corps de 30 bataillons a St Domingue. Sans s'arrêter a la dépense
énorme que le transport occasionneroit laquelle je ne la dissimule pas exce-
deroit de beaucoup nos facultés pecuniaires en tems de paix comment pour-
voir a l'entretien d'un corps aussi nombreux. Vous n'ignorez pas sans doute
la disette excessive qui a affligé dans ces derniers tems l'isle de St Domingue
et qui la flige encore, il y a même apparence que de longtems elle ne s'en
reindra. La secheresse extreme qui y a régné ces deux dernieres années a
intercepté toute culture des vivres et doit avoir fait languir la nourriture des
bestiaux dont on s'occupe dans la partie espagnole, par conséquent il y a peu
de rafraichissemens et de secours de cette espece a en tirer, ceux qu'on pour-
roit se procurer de Cumana, de la Guyane et des autres endroits ou le Ro-
yaume a bien voulu permettre le commerce seroit bien incertain et bien pre-
caire si la guerre se déclaroit interceptoit la facilité des communications
et nous ne pouvons pas nous dissimuler que nos troupes reduites aux vivres
d'Europe, la consommation en hommes seroit effrayante. Nous ne leprouvons
déja tres considerable actuellement que par les precautions qu'on a prises et
les secours qu'on a trouvés dedans la partie espagnole nos troupes ne manquent
pas de viandes fraîches et d'autres rafraichissemens, je ne sais si c'est une
fatalité attachée a la portion de St Domingue que nous possessionons mais la

1777 mortalité y est considérable, elle n'épargne aucun état. M. le C^{te} d'Emery vient d'en être la triste victime quoiqu'il eut l'habitude de ce climat. Nous n'éprouvons pas à beaucoup près les mêmes pertes à la Martinique et beaucoup moins encore à la Guadeloupe. Je dois encore observer M. que supposant l'envoi de ce corps résolu il faudrait plusieurs mois pour en préparer le transport, deux au moins pour la route ce qui le ferait arriver dans le plus fort des chaleurs.

L'envoi d'un corps de troupes à St Domingue ne pouvant être urgent qu'autant que cette île serait menacée, il n'est pas apparent quelque chose que puisse avoir la guerre des Insurgens que les Anglois soient en état de revenir sur nous s'ils en ont l'envie avant l'été. Quoiqu'ils fassent volontiers litière d'hommes il n'est gueres vraisemblable qu'ils voudrussent donner pour quartiers de rafraichissement à leurs troupes déjà très fatiguées un séjour qui seroit à coup sur leur cimetière. Nous verrons d'ici à l'été plus distinctement que nous ne pouvons le voir maintenant la tournure que prendront les affaires de l'Amérique, si les Insurgens soumis ou reconciliés les Anglois ne prennent pas des mesures pour ramener leurs troupes en Europe, nous serons à temps d'en prendre nous mêmes pour faire arriver à l'époque des opérations les renforts nécessaires à la défense et à la conservation de cette importante possession. Ce qui me porteroit à croire M. que les Anglois ne comptent pas sur une soumission prochaine forcée ou volontaire de leurs colonies américaines est qu'ils levent de nouveau en Allemagne des corps de troupes mercenaires. Je reçois avis qu'ils viennent de prendre à leur solde un corps de 1,300 hom^{es} du margrave d'Ansbach. Ils négocient pareillement en Hesse pour un corps de 2^{me} dragons à pié. Ils épargneront sans doute ces dépenses si pressives s'ils voient jour à une prochaine reconciliation.

Je crois M. n'avoir omis aucun des points qui pouvoient exiger des explications de notre part, vous voudrez bien vous les approprier et en faire la base de vos conversations avec les ministres de Sa M^{te} C^{te}le. L'intérêt n'étant qu'un je pense que nous ne pouvons nous communiquer trop franchement et trop confidemment.

Nous admettons sans difficulté la réserve par laquelle le ministère espagnol a conclu son mémoire, nous l'aurions même prévenu si la mention à en faire ne nous avoit pas paru superflue.

Vous connoissons toute la justice des griefs du Roi C^{te} contre le Portugal et nous sentons combien ce prince seroit en droit de donner le plus libre cours à son ressentiment contre cette puissance, si sa parfaite modération et son amour pour la paix générale ne faisoient pas taire son indignation et l'orgueil de sa gloire offensée. Ainsi en proposant de concentrer la guerre si on ne peut l'éviter sur la mer et contre l'Ang^{re} seule, il n'a pu être question de lier les mains au Roi C^{te} sur les satisfactions qu'il a lieu d'attendre et d'exiger du Portugal.

Espagne 1583 n° 86

Assurément le cabinet de Charles III savoit d'avance que l'on n'empêcherait pas de monde à Saint-Domingue. Mais les vues dont M. de Grimaldi se félicitoit d'avoir convaincu ce monarque consistoient à ne pas laisser imposer un rôle important à l'Espagne par le fait de l'alliance, à moins qu'on ne lui garantît une rémunération positive, il convenait des lors de retarder l'action commune, afin de stipuler au profit. C'est pourquoi l'on se montrait si net au Pardo Ossun, au reçu de la dépêche de son gouvernement, ne peut faire autrement que d'en trouver les raisons excellentes. « Les considérations qui suspendent la décision de la France sont si prépondérantes, écrit-il le 27 février, qu'elles doivent naturellement faire ici une impression décisive. » Il n'insiste pas moins de nouveau, pensant hâter l'entente, et il essaye de suggérer un moyen terme : « L'Espagne regarde la position à Saint-Domingue d'une escadre et d'un corps de troupes absolument d'observation comme un puissant moyen d'empêcher les Anglais de former des entreprises contre ses principales possessions au-dessous du Vent. Elle se propose néanmoins de faire passer, en cas de guerre, quelques bataillons de plus à la Havane et à la Vera-Cruz et d'augmenter la garnison de Porto-Rico qui est déjà composée de quatre bataillons européens. Porto-Rico bien fortifié a une garnison suffisante, la Havane de même. La Vera-Cruz et le Mexique seront à

Espagne 1583 n° 87

1. l'abri d'être attaqués par la position d'un corps de troupes et d'une escadre à Saint-Domingue. Dans ces circonstances, pourquoi l'Espagne n'enverrait-elle pas à Saint-Domingue les cinq ou six bataillons qu'elle destine à la défense de ses autres colonies occidentales; alors, si la France jugeait à propos d'y faire passer un pareil nombre de bataillons, l'objet du ministère de Madrid se trouverait rempli. Le conseiller de Charles III, toutefois, tenait trop à transmettre en legs à son successeur cette exigence quant à Saint-Domingue comme un moyen de résister à M. de Vergennes, pour que le terme intermédiaire d'Ossun lui sourît.

Le ministre de Louis XVI consentirait moins encore à dégarnir Toulon qu'à envoyer aux Antilles douze mille hommes et une demi-escadre. Le désir tant manifesté par l'Espagne faisait peut-être supposer qu'elle n'était pas sans quelque crainte de nous savoir en forces dans la Méditerranée pendant qu'elle serait sur l'Océan. M. de Vergennes prend un biais pour satisfaire notre allié au sujet de Brest, mais en disant que la France doit rester armée à Toulon. A ce dernier égard, d'ailleurs, les circonstances venaient de mettre en lumière des raisons qu'il lui importait d'exposer tout de suite. En s'efforçant d'amener la paix entre l'Espagne, les Barbaresques et le sultan, il visait surtout à prévenir les deux Couronnes contre les ambitions de la Russie; or ces ambitions semblaient près de surgir et il ne pouvait plus être question de faire demander à l'impératrice sa neutralité éventuelle entre les maisons de Bourbon et l'Angleterre. Catherine II et la Turquie se menaçaient. La victoire possible de la czarine, Constantinople devenant « la proie des Russes » seraient pour nous des faits majeurs. M. de Vergennes avait toujours été pour la Turquie contre ces derniers. A cause de cela il avait encouru la disgrâce de Choiseul sans en faire appel. Il tenait les Turcs pour le rempart des puissances méditerranéennes arrêtant les ambitions de Saint-Petersbourg. Il consacre une dépêche à établir ce point comme un principe pour la politique française. On ne trouve pas sans quelque prix sous

sa plume des appréciations restées fondamentales après lui, et qui étaient, à coup sûr, empruntées à l'exacte notion des intérêts de l'Occident, car les politiques de l'empire de Russie en font encore un grief amer au conseiller de Louis XVI.

1777

A Venard le 14 fév. 1777

Je suis satisfait par cette lettre M. aux explications que je vous ai annoncées dans ma précédente n° 10 touchant certaines circonstances qui pourroient exiger que nous ne restassions pas dénués de forces maritimes dans la Méditerranée.

Vous aurez appris M. par les nouvelles publiques et la cour de Madrid sera sans doute informée plus directement que celle de Petersbourg mecontente des lenteurs affectées des Turcs et même de leur refus d'exécuter quelques articles principaux de la paix de Camardgy sont portés à faire occuper la ville de Persecop la clef de la presque île de Crimée. L'impératrice de Russie est sans doute flattée que les Ottomans encore étourdis des disgrâces de la dernière guerre s'empresseroient à la flechar en lui donnant la satisfaction la plus prompte sur l'exécution réclamée des art^{es} encore en souffrance. Cette manière de voir et de juger sembleroit la plus naturelle, mais elle n'est pas la plus vraie. Les Turcs sans avoir songé seulement à remédier à aucun des vices qui leurs ont rendu la dernière guerre si funeste, semblent résolus à tenter de nouveau le sort des armes plus tost que de consommer leur humiliation en exécutant à la rigueur différents art^{es} de la dernière paix. Quoi que nous ne soyons pas pares pour nous intéresser à la satisfaction de Catherine 2^e cependant on ne peut ni approuver ni justifier le parti que prennent les Turcs au mépris d'un engagement solennel. Mais quelque condamnables que soient dans cette occasion leur résistance et leur orgueilleuse présomption, nous ne pouvons nous dissimuler l'intérêt majeur dont il est pour nous qu'ils ne succombent pas et que Const^{le} ne devienne pas la proie des Russes. Verrons nous avec la même indifférence qu'en 1770, une flotte russe dans la Méditerranée? Il n'en est pas résulté alors tout le mal qu'on devoit en appréhender, ni nous y trouvons pas, les circonstances sont aujourd'hui tout entières en faveur des Russes. Déjà ils ont un établissement de marine dans la mer Noire

Récemment un écrivain russe M. Troitchewsk ou a donné la preuve dans l'ouvrage intitulé *La France et l'Allemagne sous Louis XVI*

1

11

Digitized by Google

1777 qu'ils s'occupent par toute sorte de supercheries à augmenter. Nous sommes informés de Const^{te} qu'il y a dans le port 2 fregates de guerre déguisées en marchands qu'on veut faire passer dans le Pont Euxin. Les autres plus fortes qui ont mouillé en dernier lieu à Messine ont la même destination. Ces mesures clandestines prises de loin annoncent des projets et des vues, le succès n'en seroit pas incertain si une escadre de cette nation s'établissant dans la Méditerranée menacoit le Bosphore par le sud tandis qu'une autre escadre partie des palus l'attaqueroit par le nord. On ne peut pas s'attendre que les Turcs fussent capables d'une résistance soutenue. Nous en chargerons nous pour eux. Voilà M. ce qui semble devoir exciter nos réflexions, il seroit prématuré de se déterminer avant que la nécessité de le faire ne soit mieux constatée, mais la prévoyance semble exiger de ne se pas dégarir des moyens de suffire à un aussi grand intérêt.

En attendant la Russie occupée avec les Turcs, il n'y a pas d'apparence qu'elle veuille entrer dans les idées que l'Ang^{te} peut avoir, et il ne seroit peut être pas sans inconvénient que l'Esp^{te} se pressât de lui faire office pour l'engager à la neutralité entre nous et les Anglois si la guerre s'allume, ce seroit lui donner occasion de nous la demander dans sa querelle avec les Turcs, et il n'est pas indifférent que nous restions en liberté de prendre tel parti qui nous conviendra.

Vous voudrez bien M. communiquer cet aperçu au Roi C^{te} et à son ministère et nous faire part de la manière dont ils l'envisageront.

Espagne, 1^{er} 583 n° 87

On pouvait facilement penser tout à fait à Madrid comme à Versailles au sujet des demandes et des offres américaines, car il ne s'agissait guère, à cet égard, que de ne pas agir, d'encourager en secret, de donner des espérances. C'est le 4 février seulement que M. de Grimaldi se décida à s'expliquer là-dessus avec son ambassadeur, deux jours auparavant, il avait remis à Ossun une copie de sa dépêche¹, en insistant de nouveau sur l'identité des manières de

¹ Le 1, M. de Grimaldi avait annoncé ainsi qu'il suit sa réponse au marquis d'Ossun

² Au Pardo le 2 février 1777. — Monsieur je me propose d'écrire incessamment à M^{te} le

voir. Ossun adressa cette copie aux Affaires étrangères par le même courrier qui en emportait l'expédition au comte d'Aranda. Le premier ministre espagnol avait pensé faire quelque chose de très résolu, c'est pourquoi il recherchait l'appui de Versailles. Il répondait, en effet, à la politique supposée du prince des Asturies et de son entourage, et il y répondait par le programme d'une politique nettement contraire. Notre représentant informe M. de Vergennes de ces détails intimes, officiellement d'abord, deux jours après privément :

1777

Vous verrez, M., que M. le M^{re} de Grimaldi s'est borné à m'assurer que le Roi Cath^{le} et son ministère adoptoient entièrement l'avis de S. M^{te} à cet égard, mais je sais que ce ministère discute à fond la matière vis-à-vis M. le C^{te} d'Aranda en s'appuyant du dictamen de ses collègues et qu'il prouve sans réplique que l'opinion de l'ambassadeur d'Espagne sur la convenance et sur la nécessité de faire un traité de commerce avec les insurgents et de se déclarer ouvertement pour eux en leur fournissant les secours qu'ils demandent, est absurde, et très-déplacée. M. le M^{re} de Grimaldi est persuadé que M. le C^{te} d'Aranda sera piqué, et qu'il ne vous communiquera pas la dépêche qu'on lui adresse sur cet objet, mais il suffira que vous sachiez que la cour de Madrid pense absolument comme celle de Versailles à cet égard.

À Madrid le 4 février

Espagne, t. 583 n° 68.

Un motif propre à maintenir les vues pacifiques du ministère esp^l est la chaleur avec laquelle M. d'Aranda conseille la guerre, je veux croire qu'il le fait par une suite de combinaisons politiques fausses et déplacées, mais on le soupçonne ici d'y être induit par le désir de commander une armée, de jouer un grand rôle dans sa patrie où l'on redoute sa présence. Au reste, M. S. M^{te} Cath^{le} et son ministère pensent comme le Roi son neveu et son conseil dans toutes les hypothèses possibles, il est nécessaire et instant que les deux

« C^{te} d'Aranda par un courier extraordinaire et
« de répondre aux propositions qu'on t fait à
« Paris les députés du congrès des Provinces
« unies de l'Amérique. Comme je suis per-
« suadé que V. Ex^{te} traitera aussi cette matière

« dans ses dépêches à son ministère, je peux
« d'ores et déjà vous assurer que le Roi est sub-
« stancielllement d'accord sur cet objet avec le
« cabinet de France et adopte ses idées comme
« les mieux fondées. » *Espagne, t. 583 n° 68.*

- 177) monarches continuent à prendre de concert les mesures de prévoyance que la sûreté des deux monarchies peut exiger.

A Madrid le 6 février 1777

Espagne, t. 383, n° 74

Mais les termes dans lesquels le comte d'Aranda était maintenant à notre cour lui rendirent aisé de suivre la bonhomie de nature qui était réelle chez lui et dont M. de Vergennes témoigne souvent en sa faveur. Il montra un meilleur caractère que M. de Grimaldi ne le lui croyait. Il apporta « sans une réflexion » la copie de la dépêche, en attendant de la traduire pour la faire lire au roi, le ministre le manda tout de suite à Ossun dans une lettre privée. Du reste M. de Vergennes est visiblement satisfait de cette dépêche; il la trouve « bien faite et fortement raisonnée »; il en prend occasion de revenir à la thèse dont il s'était servi, après l'événement de Long-Island, pour abandonner l'idée de faire immédiatement la guerre à l'Angleterre, à savoir le danger que l'Europe ne se mit en travers s'il était question de prétendre rayer cette nation de la carte d'Europe. Il raisonne comme il suit la conduite qu'il avait alors tracée à cet égard :

On serait sujet à de grandes méprises si envisageant des objets graves dans un sens isolé et indépendamment de leurs rapports avec d'autres, on se livrait précipitamment à la faveur qui se semblait présenter. Ce n'est qu'en rapprochant toutes les parties qui forment le grand ensemble de la machine politique, en combinant leur frottement et leur balancement qu'on peut prendre un parti assuré. Bien des gens pensent ici que c'est pecher contre toutes les règles de la saine politique de ne pas profiter de l'occasion de la guerre des Colonies avec l'Angl^e pour tendre la main la plus secourable à celles-là et porter un coup mortel à l'autre, cela serait parfaitement bien si l'Europe endormie ne comptait pour rien le maintien d'une balance, ou si elle pouvait se persuader qu'elle peut se soutenir en mettant la Grande-Bretagne hors des bassins.

A Versailles le 24 février 1777

Ibid., n° 90.

M. de Grimaldi, lui, développait l'idée, peu faite pour plaire à son ambassadeur, d'une entière soumission de l'Espagne à la France relativement à toute démarche quelconque concernant l'Amérique. A la vérité, il parlait dans la donnée du concours réclamé de nous pour Saint Domingue, ce qui pouvait amoindrir un peu la déception du comte d'Aranda. Ce devait être un grief de plus, une fois cette donnée écartée; mais elle ne l'était pas encore, en sorte que pour le moment le ministre pouvait se croire assez assuré de son point de départ.

Traduction de la lettre de M. le Vis de Grimaldi à M. le comte d'Aranda

Paris 4 février 1777

M. je vous ai fait connaître suffisamment par mon expédition antérieure du 27. janvier l'idée que le Roi notre maître et son ministère se formoient de la situation actuelle politique des cours de France et d'Esp^e respect^{ve} à l'Ang^e, ne bornant alors à vous instruire des mesures qu'on prenoit ici tant pour se tenir prêt à tout événement que pour secourir efficacement les Colonies avec la dissimulation nécessaire et je renais à entrer une autre fois dans de plus grandes explications sur le contenu de vos lettres des 4. et 13. du mois de janvier. Elles présentent deux points essentiels qui exigent une résolution. Le 1^{er} si nous sommes dans le cas d'entrer dans une guerre ouverte avec l'Ang^e avant qu'elle nous attaque. Le 2^d si nous convient de faire un traité formel avec le congrès de l'Amérique et dans quels termes il devrait être conçu.

Ces deux questions sont si unies qu'il n'est presque pas possible de les traiter séparément, puisque la décision de l'une renfermera nécessairement la solution de l'autre. En effet si les deux puissances unies rompent ouvertement avec la G^de Bretagne, rien ne doit les empêcher de faire alliance avec les Colonies d'une autre côté si les mêmes puissances se déterminent à signer une alliance avec les provinces rebelles, elles doivent compter sur la guerre soit

¹ La pièce entière se trouve sous le nom de la main de Vergennes. Il y a quelques passages sur lesquels l'on peut sans doute revenir et faire porter ses observations.

177 par ce que le cabinet Bône ne tardera pas à découvrir ce traité, ou par ce que les Colonies auront soin de le publier elles memes, dans la vue d'alarmér leur ennemi, de le porter à se desister de son entreprise et de leurs accorder tout ce qu'elles pourroient demander.

Si nous regardions la guerre purement cot defensive il se presenteroit peu de dou es par ce que meme dans le sein de la plus profonde paix il convient de se tenir en mesure de la soutenir contre un ennemi audacieux et imprudent qui se permettroit de commettre des hostilités. Mais cette sorte de guerre ne peut nous alarmer en regard aux precautions efficaces et assurées qui se prennent dans les deux royaumes pour prévenir toute insulte soudaine de la part de l'Angl^e et l'on ne doit pas regarder comme une circonstance indifférente que les Anglois soient à la face de l'Europe les agresseurs et se prévalent par là eux memes des secours que dans un cas différent ils reclameroient avec justice de leurs allies. Mais s'agissant d'une guerre véritablement offensive et de profiter de l'embarras ou se trouve actuellement l'ennemi commun et naturel de la maison de Bourbon pour abatre une bonne fois son orgueil, il reste à examiner si nous devons nous promettre des avantages si brillans d'une rupture precipitée, ou si le prejudice qui pourroit nous en résulter n'auroit peut être pas les consequences les plus graves et les plus fatales. Supposons pour un moment que peu de mois après notre declaration de guerre le G^l Bratagne et ses Colonies rebelles viennent à s'arranger inopinément, n'importe de quelle maniere; quel en sera dans ce cas le resultat? Ven ront toutes les forces qu'elle a préparées en Europe et en Amerique retomberont sur nous, mais aussi toutes celles qu'elle voudroit tirer de ces memes Colonies, puis que les habitants reconciliés avec leur metropole se feroient un point de vanité dans le moment de joie publique, de l'aider vigoureusement dans toute entreprise contre les possessions espagnoles et françoises.

On dira peut être que c'est pour éviter la reconciliation que nous apprehendons si fort et pour empêcher l'union des forces anglaises et américaines qu'il convient maintenant plus que jamais de se déclarer, puisque d'une part on encouragera les Colonies à persévérer dans leur entreprise, et de l'autre on forcera la cour de Londres à partager son attention et ses forces.

Ces reflexions seroient d'un grand poids dans des circonstances différentes

de celles que nous voyons , cest à dire si l'Ang^e n'avait pas déjà en Amérique une armée formidable avec les forces de mer qui y correspondent, ou si les Américains avoient osé faire la guerre disputant leur terrain pas à pas. Mais comme nous avons vu ces mêmes colons reculer continuellement à la vue des armes Bèques sans même faire une résistance assez mediocre pour prolonger la querelle et pour détruire leur ennemi en detail, nous ne pouvons qu'augurer très mal de la fin de la campagne prochaine. Les généraux anglais maîtres de provinces entières sur le continent, et leur respectable armée se trouvant placés de maniere à couper la communication entre les corps rebelles, il paroit inevitable que les Colonies ne se trouvent dans la dure necessité de subir le joug qu'on voudra leur imposer et dans ce cas qui malheureusement ne paroit pas fort éloigné, les interets de la France et de l'Espagne seroient uniquement sacrifiés pour nous être déclarés dans une occasion si peu favorable.

On peut dire encore que si les deux nations entrent dès à present dans une guerre ouverte contre la G^e Bretagne, elles obligeront cette puissance à retirer en Europe la plus grande partie de ses forces navales, et conséquemment quelles l'empêcheront d'augmenter celles qui sont employées en Amérique contre les insurgens.

Quoiqu'il soit bien fondé, nous ne pouvons cependant pas nous promettre d'être jamais assez maîtres de la mer pour empêcher l'Ang^e d'envoyer des troupes et des batimens de guerre de différentes grandeurs. Nous courrons bien sur eux, nous leurs prendrons quelques navires marchands, et nos escadres armées dans nos ports | suivant ce qui a été dit dans mon expédition antérieure | tiendront les leurs dans un mouvement continuel exposés à la rigueur du tems sur les côtes de France et d'Esp^e, mais les efforts unis ne suffiront pas pour protéger la cause des Colonies et pour décider la campagne en leur faveur, n'étant pas praticable d'une autre part d'envoyer à leur secours des vaisseaux et des troupes. D'où il résulte que le plus grand bien que les cours de Bourbon puissent leur faire est de les fournir d'armes, de munitions, d'habillemens et d'officiers expérimentés. Secours qui peut s'administrer plus sûrement en conservant la paix et par des voies indirectes, qu'à visage decouvert dans une guerre vive avec la G^e Bretagne; il suit de ces antécédens que tout traité qu'on ferait présentement

1777 avec le congrès de l'Amérique serait susceptible de beaucoup d'inconvéniens pour les deux nations et ne donneroit aux colons aucun avantage dont ils ne puissent jouir sans qu'il soit besoin de pareilles stipulations. Si le traité devoit demeurer secret et les obligations reciproques n'avoir d'effet que lorsque les Colonies auroient assuré leur indépendance, le traité seroit inutile et prématuré. S'il renfermoit des obligations actuelles les Américains auroient grand soin de le publier et de mettre la France et l'Esp^e à découvert; leur propre intérêt l'exigeroit ainsi tant pour allarmer l'Ang^e que pour maintenir l'union et le courage de leurs propres habitans.

Quoique ces reflexions que l'on veut d'indiquer comprennent généralement les deux souverains, le Roi notre maître qui possède dans les Indes des domaines si vastes et si importants, doit être très réservé à faire un traité formel avec des provinces qu'on ne peut encore considérer que co^s rebelles, unconvient qui n'existeroit plus si les Colonies avoient réussi à secouer réellement le joug et à se constituer puissance indépendante. Les droits de tous les souverains dans leurs territoires respectifs doivent être extrêmement sacrés, et l'exemple d'une rébellion est trop dangereux pour que Sa M^{té} veuille l'appuyer ouvertement.

Mais abstraction faite des raisons qui ne permettent pas d'entrer après et en traité avec le congrès de l'Amérique, on ne peut méconnaître que les propositions de ses députés sont par elles mêmes inadmissibles. Qu'exigent-ils de nous? que nous les aidions de tout — que nous nous déclarions en leur faveur par le moyen d'un traité solennel. Que nous offrent-ils en échange? De resté neutres si nous entrons en guerre avec la Grande Bretagne. Ils demandent d'une autre part d'être admis librement dans nos ports co^s les autres nations, et ils nous offrent l'admission dans les leurs co^s sans doute ils l'accorderont à toute autre puissance; et ils déclarent positivement que la France ne doit pas songer à reprendre les pays que les armes B^ques lui ont usurpé dans l'Amérique septentrionale.

Tout ce que dessus fait voir clairement que le congrès de l'Amérique voit déjà agir comme s'il étoit déjà reconnu une puissance indépendante en exigeant des autres des obligations fort onéreuses, tandis qu'il ne veut se compromettre lui-même sur aucun point essentiel.

Il est hors de doute que la France et l'Esp^e gagneroient beaucoup à abattre

la puissance B^{que} au moyen de la separation absolue et radicale de ses Colonies, mais on ne peut aussi se dissimuler qu'il y auroit de la témérité à se déclarer pour elles dans un temps où la faiblesse avec laquelle elles se défendent ne laisse pas d'espérance qu'elles gagnent le point de leur indépendance, et lorsque pour prix de nos sacrifices elles ne nous offrent pas d'avance des avantages proportionnés.

Il résulte du plan de préparatifs formé par la cour de France et de celui que la nôtre a envoyé en réponse qu'à l'aide des dispositions faites par toutes les deux nous nous trouverons au commencement du printemps dans un état de forces suffisant pour ne pas craindre une insulte en Europe et en Amérique de la part des Anglois : cela s'entend si le ministère de France admettait notre persuasion et conforme à nos instances pour envier immédiatement et avant que les escadres anglaises sortent en mer un corps de 12 ou 14 mille hommes à l'america, lequel joint à l'escadre de douze vaisseaux qui doit s'y rencontrer, couvrira en même temps différents parages, et servira de frein contre toute entreprise que la C^{te} Bretagne pourroit méditer. Mais comme de ce bon état de défense il y a bien loin à celui d'avoir un excédent de forces pour secourir les Colonies en nous déclarant ouvertement pour elles, l'Ang^{se} sur tout ayant un grand nombre de v^{es} de guerre du 1^{er} rang prêts à mettre en mer; il paroît conforme à toutes les règles de la prudence de gagner encore quelque temps pour voir si les Américains n'anchoreront par leurs affaires l'été prochain, en attendant nous avons l'avantage positif que l'Ang^{se} continuant les dépenses énormes dans lesquelles elle s'est engagée, s'affoiblit en proportion et par les efforts singuliers qu'elle fait pour étaler son pouvoir, tandis que nous employons nous autres ce temps à augmenter nos préparatifs, et nous ne doutons pas qu'en faisant le même en France

La flotte et d'autres navires intéressans sont sur le point de revenir. On ignore dans ces parages les objets graves dont nous traitons, et nous pourrions faire dans les 1^{ers} mois de la rupture des pertes de la plus grande considération sans autre compensation que quelques prises d'une bien moindre valeur. C'est pour y obvier qu'il paroît indispensable lorsque les deux cours seront convenues du moment précis pour commencer volontairement les hostilités, qu'elles envoient en Amérique des avis preventifs en donnant un intervalle suffisant pour préserver les bâtimens du malheur d'être pris, sans ces

1377 précautions nous nous exposons par notre propre choix à des conséquences bien fatales.

Il manque encore de savoir si en Espagne et en France on a déjà pris les mesures les plus amorties à une économie judicieuse pour se trouver en état de soutenir la guerre avec vigueur pendant quelques années. Car c'est une chose bien différente d'être préparés à une rupture à l'ennemi nous attaque ou d'entreprendre nous même par convenance et par choix une guerre dont la durée n'est pas facile à prévenir.

Tout ce qui est exprimé est absolument lavis que chacun des ministres du Roi a formé séparément, ainsi que la résolution que S. M^e a trouvé bon de prendre en conséquence. D'après cela la volonté de S. M^e est que V. Ex^{te} remette une copie de cette lettre au ministère de France, il y reconnoitra que le cabinet de Madrid se conforme à la manière de penser du roi T. C. et de son conseil, bien entendu qu'il sera possible être nécessaire de changer d'avis en peu de semaines, les circonstances pouvant changer essentiellement, car si les Cortes portoient un coup sensible aux armes B^ques; si l'Ang^e déclaroit qu'elle ne veut pas désarmer sans fonder son refus sur des raisons plausibles. ou si il survenoit quelque autre événement imprévu, nos souverains devroient consulter leur propre gloire et se déterminer sur ce qui seroit le plus convenable aux deux monarchies en faisant usage des forces qu'ils auroient à la main sur le bord de la mer.

Je finis en assurant V. E. que S. M^e a vu avec la plus grande attention toutes les observations que renferment ses depeches sur les deux points dont il s'agit ici, et qu'elle les reçoit comme un effet du zèle connu de V. E.

Pour ce qui est des termes dans lesquels il conviendra de répondre aux députés du Congrès la volonté de S. M^e est que V. Ex^{te} se consulte avec le ministère de France afin qu'ils aperçoivent qu'il y a identité de langage dans les réponses, elle aura attention de ne pas prendre d'engagement surtout par écrit qui puisse compromettre les deux monarques, et d'entretenir les memes agens dans de bonnes esperances afin que par la suite on puisse prendre des engagements plus formels que les envois secrets qui se font pour mettre les bourgeois en état de se soutenir.

Je suis etc

Espagne t. 583 n° 70.

C'était donc l'opposé des vues emportées de son ambassadeur que le premier ministre d'Espagne donnait à ce dernier pour plan de la conduite à suivre envers les Américains. Avec une fermeté péremptoire, aussi, et avec une modération supérieure, il parlait à ce subordonné, qui semblait maintenant se poser comme si de nouveau il allait être le chef. Mais le comte d'Aranda s'était hâté d'agir dans le sens de ses propensions personnelles et de procurer à M. de Grimaldi une cause de désagrément et d'embarras de plus. Il avait tout simplement mis Arthur Lee sur la route de Madrid. Les commissaires du Congrès avaient pour mission expresse, tout en négociant avec la cour de France, d'entrer en relations avec les ministres ou agents des autres princes de l'Europe, de leur faire agréer la reconnaissance de l'indépendance et de conclure avec eux les traités de commerce qui seraient compatibles avec les convenances de Sa Majesté Très Chrétienne. Il avait été des lors facile à Arthur Lee de combiner avec l'ambassadeur d'Espagne des projets qui allaient si bien à celui-ci. Ses collègues avaient arrêté par suite qu'il irait à Madrid; Franklin ou Deane devait ultérieurement se rendre en Hollande. Ils le font connaître au *Comité de correspondance secrète* le 6 février¹, ignorant encore qu'une décision du Congrès, du 1^{er} janvier, envoyait au contraire Franklin de l'autre côté des Pyrénées². Dès le 31 janvier, le comte d'Aranda prévenait son gouvernement de l'arrivée de l'Américain; le 6 février, il l'annonçait d'une façon positive³. Pour se couvrir, il avait associé en quelque sorte à l'affaire M. de Vergennes et le comte de

177

¹ Extract from the Instructions to B. F.

² S. D. et A. L. in Congress. Oct. 16 1776

³ While you are negotiating the Affairs you are charged with at the Court of France you will have opportunities of conversing with the Ministers and Agents of other European princes and States residing there

⁴ You shall endeavour when you find occasion fit and convenient to obtain from them the Recognition of our Independency and ac-

ceptance, and to conclude Treaties of Peace

⁵ *Amity and Commerce* between those Princes or States and us provided that the same be not inconsistent with the treaty you shall make with his most Christian Majesty . . . signed by order of Congress. — John Hancock *Précis* • *États-Unis*, t. I n° 75

⁶ *Diplomatic correspondence*, t. I p. 263.

⁷ *Works of Franklin* (*Ibid.*), p. 206 in note

⁸ *Espagne* 1 583 n° 56 et 59.

177. Lacy, qui s'acheminait alors en Russie où il représentait l'Espagne. Notre ministre expliquait avec raison à Ossun, quelques jours après, qu'à cet égard la France n'avait qu'à laisser faire¹. Mais, à Madrid, l'incident était le plus mal venu possible. M. de Grimaldi écrit immédiatement à l'ambassadeur que « cette nouvelle a été désagréable pour le Roi ». Il ajoute : « Le voyage de ce député n'est pas nécessaire, puisque les cours d'Espagne et de France procèdent d'accord en tout, et qu'elles traitent conjointement avec les trois députés à Paris; S. M. trouve aussi qu'il y a un grand inconvénient que Lee se présente dans une ville comme Madrid, il y sera facilement découvert, quelques précautions qu'un prenne; il pourra en résulter de fortes plaintes de la part de l'ambassadeur d'Angleterre, qui mettront dans un grand embarras; d'un autre côté, on ne veut en aucune façon dégoûter ou aigrir les colons². »

Le premier ministre, à la veille de partir, ne voulait pas laisser le roi exposé, de la part de lord Grantham, aux soupçons que la présence des Américains à Paris suscitait chez lord Stormont envers le gouvernement français, et aux récriminations que celui-ci produisait à Versailles. Le conseiller de Charles III arrêtera donc Arthur Lee au passage. Il ne marchaudera pas les secours pécuniaires, Ossun en informe avec détail M. de Vergennes le 17 février; mais il empêchera

¹ « A Versaïles le 14 février 1777. — Je ne puis pas vous laisser ignorer M. que le s^r Lee, un des députés du Congrès d'Amérique qui sont en France est parti pour l'Espagne sans un passeport que je n'ai pas eu de voir lui refuser. Je ne doute pas qu'il n'ait été autorisé à cette démarche par M. le C^{te} d'Aranda dont la façon de penser n'est pas tout à fait conforme à la nôtre et à celle de ce cour au sujet des Américains. Le s^r Lee va apparemment renouveler à Madrid les propositions qu'il a faites les jours où il étoit ici, quelles y seront mieux accueillies. Vous voudrez bien ne faire aucun usage de cet avis, mais seulement vous

leur en parler d'être instruit de ce qui se passera.

« Le s^r Lee compte d'être à Madrid dans le plus prochain moment sur le pied d'un marchand qui voyage pour ses affaires. Son passeport ne porte d'autre qualité que celle d'Anglais. Il seroit à désirer qu'il obtint de la cour d'Esp. des secours pécuniaires, c'est ce dont les Américains ont le plus pressenti besoin. Ceux qu'ils trouvent par la voie du commerce ne leur suffisent pas à beaucoup près. » *Espagne* t. 583 n° 84.

² « Au Pardo le 17 février 1777. » *Madrid* n° 493.

que l'arrivée d'un représentant du Congrès à la cour ne soumette
 aux investigations de l'ambassade anglaise les menées que le gouver- 177
 nement de Charles III lui cachait, sous l'apparence de rapports tenus
 soigneusement intimes. On envoie un émissaire pour garder Lee à
 Vittoria. « Sa Majesté Catholique, écrit Ossun, a voulu prévenir l'éclat
 qu'aurait fait la présence de ce député à Madrid et éloigner par là
 tout prétexte de plainte de la part de l'Angleterre. »

Le premier ministre accomplissait là le dernier acte de sa longue
 administration de l'Espagne. Quand il écrivait comme on vient de
 le voir au comte d'Aranda, le 17, son successeur n'était plus qu'à
 un ou deux relais du Pardo. Débarqué à Antibes le 23 janvier, le
 comte de Floridablanca s'était mis en route pour l'Espagne le jour
 suivant. « Je compte qu'il pourra être à Madrid du 8 au 10 de ce

Espagne, 1 583 1° 126 Vous com-
 ment le comte d'Aranda avait annoncé de
 Paris, le 31 janvier, le prochain départ d'Ar-
 thur Lee. « Un de ces jours derniers M. Arthur
 Lee, un des trois députés des Colonies amé-
 ricaines, m'écrivit un hil et parut me deman-
 der une audience pour je lui donnai le même
 jour.

« Il se rendit et le C^{te} de Lacy y assista
 parce qu'il avait l'anglais qui est la seule
 langue que sache Lee. Celui-ci me dit que ses
 deux confrères Franklin Drou et lui avaient
 jugé convenable que l'un des trois partît à
 Madrid et que lui Lee était prêt à partir
 qu'il venait me prévenir qu'il le ferait sous
 peu de jours, et qu'il me priait d'en prévenir
 ma cour.

« Je lui demandai s'il avait jugé que cette
 démarche fût indispensable. Il me répondit
 qu'oui, parce que jusqu'à lui il n'avait suffi pour
 l'affaire en général de s'entendre avec celle
 cour et pour toutes les deux, il y avait cepen-
 dant des objets particuliers relatifs à l'Espagne

seule qui exigeoit la présence d'un des
 députés.

« Je lui dis que je ne voulais approuver
 ni désapprouver son voyage, quoique, comme
 mieux aimé en prévenir ma cour auparavant
 que s'il venoit parler il eût en-
 droit qu'il gardât absolument l'incognito
 qu'il se fit passer pour Anglois sur la route
 et qu'il ne se fit connaître qu'un secretaire
 J'étais.

« Il se tint d'accord et me pria de m'en
 venir de vous prévenir de son départ. Je lui
 promis de le faire et de lui donner une lettre
 mais je n'annonçai que son nom.

« J'en ai fait part hier à M. le C^{te} de Ver-
 gennes qui n'y a rien point fait d'objection.
 Lee n'est point revenu jusqu'à ce moment
 Me dans le cas où il arriverait à Madrid
 avant la lettre par laquelle je vous donnerai
 avis de son départ, & E. se trouve toujours
 prévenu qu'il vous présentera une simple
 lettre de moi que je ne lui donnerai qu'au
 moment de son départ. » *Ibid.*, n° 15

1777 mois, » mandait M. de Vergennes à Ossun le 7 février. Il y arriva huit jours plus tard; mais, le 22, M. de Grimaldi prenait la route de Bayonne. Notre ambassadeur envisageait avec une parfaite quiétude le changement de mains qui venait de s'effectuer. Il avait écrit le 13 que l'élévation de M. de Floridablanca était « l'ouvrage de M. de Grimaldi » et il devait le savoir. Malgré quelques froissements récents, ses vingt-deux années de rapports avec l'ancien ministre, employés, c'est une justice qu'il faut lui rendre, à mettre et à tenir l'une dans l'autre les mains de l'Espagne et de la France, lui faisaient priser beaucoup par avance le successeur que celui-ci s'était assuré. « Il lui donnera des instructions dictées par l'expérience et par l'amitié, continuait-il, je sais qu'il doit lui remettre un mémoire aussi étendu qu'intéressant sur toutes les matières qui appartiennent au département des Affaires étrangères et aux objets d'administration qui sont annexés au caractère des personnes en place et des intrigues de cour¹. » Il faisait là allusion à des indications d'une de ses lettres précédentes ou il parlait ainsi :

Je ne doute pas M. que M. le C^{te} de Floride-Blanche qu'on attend ici du 15 au 18, au plus tard, ne mérite, et n'obtienne l'estime et la confiance de S. M. C^{te}; j'espère aussi qu'il saura s'attirer la bienveillance de M. le prince et de M^{te} la princesse des Asturies, qui jusqu'apresent ne paroissent pas trop disposés à la lui accorder, le confesseur du Roi n'est rien moins que son ami; cette position est inquiétante pour un ministre qui ne tient à personne et qui débute à la cour. M. le C^{te} de Floride-Blanche a de l'esprit, du talent et de la prudence, il faut espérer qu'il saura surmonter les contradictions et les intrigues, je les connois toutes assez bien sans entrer dans aucune, et je crois être en état de lui donner des conseils sages et utiles. Au reste on

¹ *Espagne*, t. 583 n° 85. Ces intrigues étaient en partie occultes et d'ailleurs exploitées activement par les amis de la Grande-Bretagne. Dans plusieurs dépêches Ossun constate combien la position devenait pénible pour lui, à la fin de 1776 par suite de l'influence que ces

amis-là prenaient à la cour, en opposition à M. de Grimaldi. Le ministre en était rendu, paraît-il, très impressionnable et très inégal. L'empêtement avec lequel il s'engageait dans les propositions de désarmement provenait un peu des contrariétés que cette situation lui causait.

ne peut pas se dissimuler que la retraite de M. le M^{re} de Grimaldi ne soit un grand mal dans les circonstances, parce qu'il avoit une influence prépondérante dans les affaires et sur ses collègues, qui concourroit au bien et qui assureroit dans chaque département l'exécution des choses déterminées : or il est impossible que M. C^{te} de Floride Blanche remplace au moins de longtems M. le M^{re} de Grimaldi à cet égard.

A Madrid le 4 février 1777

Espagne, t. 583 n. 68

Mais c'était de quoi faire réfléchir le nouveau venu, que d'avoir pour adversaires ou pour auteurs de préventions, pires quelquefois que l'hostilité positive, l'entourage de l'héritier présomptif, d'abord, et, de plus, le confesseur d'un roi déjà âgé, croyant fidèle. « Position inquiétante pour un ministre qui ne tient à personne et qui débale à la cour, » disoit Ossus avec beaucoup de raison. Les scrupules de son souverain, les sentimens de celui-ci pour le roi son neveu, les liens formés par suite entre les deux Couronnes, faisoient au comte de Floridablanca l'obligation étroite de ne point penser à sortir des voies qui se trouvoient tracées par la politique précédente. M. de Grimaldi n'avoit pas moins succombé, en définitive, à suivre ces voies-là; ceux qui y étoient contraires et le courant d'opinion établi autour d'eux feroient donc échouer un ministre qui essayerait de s'y obstiner. Très probablement c'est un des avis que le fidèle conseiller du roi avoit donnés à son héritier. A un parti de cour dont le prince héritier quel qu'il fût tenoit le drapeau et qui rêvoit pour l'Espagne plus d'indépendance d'allure, plus d'éclat, il n'étoit plus possible de ne point apporter des gages ou de ne pas laisser concevoir des espérances. Il eût été trop rare aussi qu'un successeur ne regardât pas aux choses différemment qu'on ne le faisoit avant lui. Il fallut s'attendre, par suite, à voir un peu dérangés les rapports entre le gouvernement de Madrid et le cabinet de Versailles. Pendant trois mois, en effet, on va se livrer des deux parts à des tâtonnemens, à des manœuvres, employer beaucoup de temps à déterminer et à discuter la situation

- 1777 respective : du côté de Madrid a la poser à son avantage, du côté de la France a empêcher qu'elle ne devie. Le fond des dispositions reciproques, les vues respectives veritables, les inspirations qui dirigeront la conduite vont se révéler la en des traits qui laisseront leur marque et qu'il faut relever. Ils donnent à la politique de chacune des deux cours le caractère qui la distinguera dans l'histoire; ils font mesurer la valeur morale des ministres par qui elle a été conduite et aussi le sens d'Etat dont ils furent inspirés.

ANNEXES DU CHAPITRE IV

I

SUR LES PROPOSITIONS DE DÉSARMEMENT

1. LE PRINCE DE MASSERAN AU MARQUIS DE GRIMALDI

A Londres le 3 janvier 1777

Iler je commençai ma conférence avec le Lord Suffolk par lui faire compliment sur les derniers avantages que les troupes du Roy son maître avoient remportées en Amérique, l'assurant que le mien en seroit bien aise, parce qu'il desiroit que cette guerre se terminât à la satisfaction de l'Angleterre. Il répondit à ce compliment en me disant, qu'il ne desiroit rien tant que de pouvoir me dire que les ordres avoient été envoyés pour faire revenir icy toutes les forces de terre et de mer qu'ils avoient en Amérique, après avoir terminé leurs différens avec les colons. Je luy témoignai que je m'en rejouirois par plusieurs raisons, et principalement parce que cela feroit cesser les soupçons de toutes les puissances de l'Europe qui se voyent forcées d'armer pour leur propre sûreté, en voyant le grand nombre de vaisseaux de ligne qu'on prépare icy avec tant d'ardeur tandis qu'ils ne sont en aucune façon utiles pour la guerre d'Amérique, ou le nombre considerable de fregates, qui y sont est plus que suffisant pour garder ces côtes.

Il me dit, qu'ils n'avoient pris la resolution d'armer qu'après avoir vu que la France armoit, et qu'il ne savoit pas si on enverroit des vaisseaux de ligne en Amérique mais qu'il pouvoit assurer que le general et l'amiral Howe demandoient qu'on leur en envoyât quelques uns. Quoique je sçache que cela est vrai je luy rephquai que je ne voyois point de nécessité, à moins qu'ils ne voulussent causer de plus grandes inquietudes aux puissances voisines, et les obliger à se mettre dans un meilleur état de défense. Il me dit que moy qui connoissois bien ce pays je ne pouvois pas douter que la paix ne leur convint, et qu'avec ces grandes dépenses

Le nom de l'ambassadeur d'Angleterre est toujours français dans la correspondance de Vattel et dans celle des ambassadeurs avec le ministre

que cette guerre leur occasionnât, ils n'étoient pas en état d'en entreprendre une autre, qui ne pourroit manquer de leur être très préjudiciable. Je lui répondis que l'Espagne ne les empêcheroit jamais de la faire ni en souverain et les ministres le voulaient lui ajoutant que leurs préparatifs ne répondoient point aux protestations qu'ils nous faisoient de desirer la paix, mais lui jeter des gages qu'il y avait dans la ville que dans peu l'Angleterre déclareroit la guerre à l'Espagne et à la France, gages dont je ne faisois point de cas, comme en effet je n'en fais aucun, car je n'ajoute point de foi à ce que je dis à V. E. sur ce sujet dans ma dernière lettre, parce que je n'ai rien pu découvrir de positif sur cela, et je le regarde comme une nouvelle invention par ceux qui jouent dans les fonds. Il me répondit que sachant que j'étois très bien instruit de ce qui se passoit, il ne doutoit pas que je ne méprisasse les bruits de ceux qui trafiquent dans les actions sur quoi je lui dis que, quoique je ne donnasse croyance qu'aux bonnes intentions de ce ministère, comme il a coutume de changer d'un moment à l'autre, je ne voudrais pas que cela arrivât à présent parce que les nouveaux ministres en voyant avec un sentiment aussi considérable pour s'opposer aux idées de leurs prédécesseurs ils entreroient dans une nouvelle guerre, quoiqu'elle ne leur convint point. Il convint avec moi que dans ce pays le ministère changeoit facilement mais qu'aujourd'hui il n'y avoit aucune apparence à cela, et que la même chose pourroit arriver en France, où un nouveau ministre faisoit allusion à M. le duc de Choiseul qu'on crant au de voir rentrer à la tête des affaires) pourroit être plus incliné à la guerre que le ministre actuel qui est porté pour la paix. Je lui dis qu'il n'y avoit non plus aucune apparence à Vermilles d'une pareille nouveauté, et qu'il avoit bien que ce cabinet ne desiroit pas la guerre ni ne pensoit la faire et l'Angleterre n'attaquoit pas ses possessions dans quelqum des quatre parties du monde.

Alors il me dit que cela étoit ainsi il voudroit qu'on eût un projet qui étoit que nous désarmerions tous à la fois d'un commun accord pour dissiper les soupçons réciproques. Je lui répondis que notre armement étoit indispensable, à cause de la conduite irrégulière du M^r de Pomérai qui nous forçoit à rester armés jusqu'à ce que nous nous eussions fait justice par nous-mêmes. Il m'interrompit pour me dire que je savois qu'il n'avoit jamais confondu notre armement avec celui de la France, à quoi je lui repliquai que je n'aurois jamais cru que six vaisseaux de ligne qu'on préparoit dans ce royaume pussent leur causer tant d'inquiétude et les obliger à la dépense qu'ils faisoient. Il me dit que cela étoit plutôt une preuve de crainte que de desir de rompre la paix, et que dans toute autre occasion il n'auroit point fait de cas d'un si petit avancement. A cela je lui répondis qu'ils n'avoient rien à craindre, lui faisant la réflexion que dans tous les temps les soupçons que la France

secourût les rebelles étoient mal fondés, parce que avec une puissance qui possède des États en Amérique ne peut douter leur indépendance, mais encore moins à craindre que les armes de l'Angleterre prospéroient tant. M'ayant répété que si cela étoit ainsi un deroit suivre son projet de démarquer tous au même temps j'instant de nouveau sur ce que nous ne pouvions pas le faire de notre côté, pendant que le Portugal ne donnoit point au Roi mon maître de satisfaction pour les insultes passées et ne lui restituoit pas ce qu'il lui avoit usurpé si injustement, lui ajoutant que l'Angleterre ne pouvoit pas non plus désigner en Amérique tant qu'elle n'auroit pas réduit les rebelles, et que la France devoit qu'on ne poutoit pas donner le nom d'armement à six vaisseaux qu'elle préparoit, que d'ailleurs toutes les puissances qui ont des possessions en Amérique ne peuvent se dispenser de se tenir prêtes à se défendre en voyant que l'Angleterre y a plus de 40 mille hommes de troupes anglaises et 130 bâtimens armés. Je lui fis aussi la réflexion que l'Espagne et la France devoient avoir quelques forces dans ces parages pour ôter à leurs sujets respectifs l'idée de suivre le mauvais exemple des colons anglais. Pour la troisième fois il me répéta qu'il falloit que nous démarquassions tous à quoi je lui répondis que la partie n'étoit pas égale, mais que s'il le croyoit ainsi, il s'expliquât avec la France, attendu que dans de semblables cas l'unique moyen de dissiper les soupçons réciproques étoit de parler clair. Il me répondit que n'ayant point armé les premiers, on n'étoit point à eux à commencer à faire des propositions, qu'ils savaient que l'escadre préparée à Brest n'avoit pas encore reçu ordre de sortir et que leur armement n'étoit pas aussi grand qu'on le disoit et n'alloit pas avec autant de célérité que quelques-uns le pensoient parce qu'il leur manquait des matériaux.

Je continuai nos conversations en lui parlant de ce qui nous touchoit directement, c'est-à-dire des affaires du Portugal, et je lui demandai s'il avoit eu des nouvelles du Libourni. Il me répondit qu'on en avoit reçu par un vaisseau marchand qui avoit apporté diverses lettres du 5 ou du 7 ²^{me} qui disoient que le 5 on avoit publié un décret de ce monarque qui nommoit la Reine pour régente, et qu'il se flattoit que cela contribueroit à accommoder nos différends. Je lui dis que je ne doutois pas que cette souveraine ne préférât la paix à la guerre parce que je savais qu'elle pensoit avec beaucoup de jugement mais que le M^r de Pombal devoit résister à toutes ses résolutions : je ne croyois pas qu'on fît rien de bon. Je lui ajoutai que j'étois persuadé que l'idée de la régence venoit de ce ministre, voulant éloigner ainsi le danger qui menaçoit cette monarchie et espérant que le Roi qui a toujours tant aimé sa sœur se laisseroit à sa tendresse et oublieroit ses justes plaintes contre ce méchant ministre qui au jourd'hui voudroit continuer ses tromperies en engageant les deux puissances que dans un autre temps le Roi accepta pour médiateurs. Lorsqu'il n'eut

pas autant de preuves de sa mauvaise foi, afin qu'elles reviennent aux anciennes proportions, tâchant par ce moyen d'échapper au paiement de ce qui a été usurpé, et de ne pas nous indemniser des dépenses immenses que son caprice nous a causées. Je continuai mon discours en l'assurant que si on me demandait aussi sur là dessus je dirais qu'on ne devrait plus écouter le M^r de Pombal, parce qu'il s'étoit mépris de trois grandes Couronnes telles que les nôtres. Je lui dis aussi qu'une preuve pour moi que dans l'affaire de la régence il y avoit quelque trame c'est qu'en même temps qu'on l'avoit déclarée, les ordres avoient été expédiés pour continuer avec la plus grande vigueur les préparatifs de la guerre, et je lui fis observer qu'il falloit que ce ministre ait perdu le jugement s'il n'étoit pas soutenu, mais que tout le monde le croyoit, par l'Angleterre n'étant pas possible qu'autrement il eût dit que jamais il ne nous restitueroit ce qu'il nous avoit pris, et que j'en étois bien sûr.

Il me répondit que je pouvois, ainsi que tout le monde, dire tout ce que je voudrois, mais qu'il m'assuroit le contraire, qu'ils avoient pris nos intérêts avec la plus grande chaleur, et qu'il étoit certain que la conduite du M^r de Pombal donnoit des motifs de soupçonner, mais qu'il me répétoit qu'ils étoient mal fondés. Je lui dis que peut être ce ministre fondoit ses espérances sur l'armement anglais, et que S. E. et les autres ministres au lieu de m'ôter mes soupçons au lieu de m'en donner, y avoit deux ou trois mois que leur ministre M. Walpole ne pouvoit pas parler à Pombal, ils me les avoient augmentés, parce que je ne comprenois pas comment le Portugal qui dépendoit tant de l'Angleterre pouvoit traiter si mal son ministre plénipotentiaire, à moins que ce ne fût un artifice de concert avec cette cour-ci que je l'assurois que si la même chose m'arrivoit, j'en donnerois part au Roi ou lui dirais qu'il n'étoit pas de sa dignité que je restasse plus longtemps dans un pays où l'on méprisoit mon caractère, et que ne doutant pas que S. M. B. ne pensât de même, j'étois surpris qu'Elle ne l'eût pas ordonné à M. Walpole de revenir à Londres. Comme il ne me répondit point je continuai en lui disant que tout le monde pensoit que l'Angleterre soutiendrait le Portugal, parce qu'autrement le M^r de Pombal ne se seroit pas hasardé de faire ce qu'il avoit fait et ce qu'il fait. Il me répondit qu'il ne le sentiroient pas au tout, et qu'il falloit savoir jusqu'où s'étendoient nos projets. Je lui dis que le Roi ne vouloit que ce qui lui avoit toujours appartenu, et qu'on le dédommagent des dépenses qu'on l'avoit obligé de faire par caprice. Il me répondit que les puissances riches ne pensoient jamais aux dédommagemens. Sur quoi je lui dis qu'elles seroient bientôt pauvres si elles pensoient comme il le disoit, et je lui ajoutai que les grands princes avec l'épée à la main trouvoient moyen de s'indemniser, et que je croyois que cela arriveroit à S. M^e si l'Angleterre s'abstenoit de se mêler de notre querelle avec le Portugal, et que comme bon Espagnol je

desirais qu'on châtiât l'orgueil des Portugais, et que nous recouvrassions ce qui nous appartenait. Il me répondit qu'il étoit juste qu'ils nous rendissent ce qu'ils nous ont pris depuis le moment où l'on commença à traiter d'accommodement. Je lui dis que si cela avoit été fait avant de s'engager dans de si grandes dépenses il auroit pu se faire que le Roi y eût consenti, renvoyant au terme de la négociation à voir comment les Portugais doivent nous rendre ce qu'ils ne nous ont pas restitué depuis le traité de 1760, et ce qu'ils ont usarpé depuis peu à peu. A cela il me dit que l'Angleterre ne desirait que ce qui est juste, ce qui me confirma dans mon ancienne opinion qu'ils ne se mêleront point de nos disputes tant que nous ne penserons qu'à recouvrer ce qui nous a été pris dernièrement, mais je me serai toujours du mot général *usurpation*, comprenant tout ce que les Portugais occupent depuis le traité de 1750, et qu'ils ne nous ont pas restitué depuis.

Il me demanda s'il étoit vrai, comme quelques ministres étrangers le lui avoient dit, que nous avions 17 vaisseaux, à quoi je lui répondis que les gazettes disoient que nous en préparions quelques-uns.

Je lui donnai à entendre le desir que j'avois de savoir si le C^r de Belgoyose avoit comme je l'avois entendu dire, fait quelques démarches de la part de la cour de Vienne sur nos différends avec le Portugal, et il me dit qu'il lui avoit témoigné deux ou trois fois le desir que sa cour avoit que le feu de la guerre ne s'allumât pas, et que cette puissance-ci l'empêchât par ses bons offices, parce qu'elle pourroit devenir générale si nous la commencions avec les Portugais.

Je lui demandai aussi si l'on pouvoit ajouter foi au bruit que l'imp^{re} de Russie vouloit acheter Tanger et un autre port sur la côte d'Afrique, lui ajoutant que je croyois qu'il ne convenoit ni à l'Angleterre ni à nous de souffrir qu'elle vint s'établir dans ces mers, ni que ses escadres les fréquentassent. A quoi il me répondit que cela n'étoit pas, ni ne pouvoit être.

Nous parlâmes ensuite des armemens des puissances du Nord et de la situation du roi de Prusse. Il me dit que le ministre de Suède lui avoit parlé des soupçons que son maître avoit que le roi de Prusse faisoit marcher ses troupes vers la Pomeranie, mais qu'il croyoit que c'étoit une terreur panique de ce monarque.

Nous finîmes par des complimens réciproques de politesse et d'amitié, et je le remerciai beaucoup de son ouverture et de sa confiance. En effet j'en éprouve plus de sa part que de celle du Lord Weymouth secrétaire du Sud avec qui je dois traiter directement.

Je sais que dans la conférence que l'ambassadeur de France eut avec lui après lui avoir renouvelé les plaintes sur les bâtimens du pavillon du R. T. C. maltraités il lui parla aussi d'un autre vaisseau de sa nation à qui non seulement les Anglois

nont pas permis de pêcher à Terre Neuve dans le parage marqué par les traités, mais ils l'ont coulé à fond à coup de croasse. L'ambassadeur lui dit ensuite qu'il avoit tant de plaisir à traiter d'affaires avec lui, qu'il se réjouirait de traiter comme du M^r de Noailles au Lord Suffolk on pourroit parvenir à dissiper les soupçons que l'Angleterre peut avoir, à s'entendre, et à déclarer les bonnes intentions réciproques. Quoique ce discours ne déplût pas au Lord Suffolk il n'y répondit pas. J'ai dit à l'ambassadeur de ne pas en être surpris, parce que n'étant pas secrétaire du Sud, il ne se déterminera pas à donner une réponse sans consulter S. M. B. et le Lord Weymouth que naturellement il prévientra de ce qui s'est passé, afin qu'il pût en répondre. Nous saurons si le lord Weymouth donnera quelque réponse jeudi en cas qu'il n'ait pas à sa maison de campagne.

Angleterr., t. 52, n° 5. [Traduction.]

2. LE PRINCE DE KESSEHAN ET MARQUIS DE GRIMALDI

London, le 17 janvier 1777

La presse des matelots continue avec autant d'activité qu'au commencement. On a arrêté la semaine dernière jusqu'à ceux qui sont protégés par l'armement. Les ministres continuent à ne nous point parler de leur armement. Je fis sentir hier à l'estimable non que Votre Ex^{te} connoit les mauvaises conséquences qui pourroient en résulter. Je lui dis que leurs préparatifs maritimes nous attiroient une guerre générale en Europe, parce que les autres puissances seroient indispensablement forcées d'armer, en voyant l'Angleterre armer à 3 vaisseaux de ligne que l'on ne peut pas regarder comme nécessaires pour sa guerre contre les Colonies, surtout lorsqu'elle se voit au moment de la terminer, et qu'elle a 130 bâtimens armés sur ses côtes où ils lui ont été si utiles. Après m'avoir écouté avec beaucoup d'attention il me demanda si je pouvois être dans l'erreur de croire que cet armement fut hostile, à quoi je lui répondis sur le champ que je l'imaginerois ainsi, ne voyant pas qu'aucune puissance songeât à attaquer celle cy. Il me répliqua que la plus grande partie de la France à l'exception du ministère, mais en y comprenant le D. de Choiseul, étoit d'avis que c'étoit l'occasion la plus favorable pour porter un coup à l'Angleterre soit en l'attaquant, soit en secourant les Américains pour assurer leur indépendance. Je lui démontrai presque géométriquement combien cette façon de penser seroit contraire aux desirs de la France et par conséquent à ceux de l'Espagne de conserver la paix avec l'Angleterre et je lui dis que quand même quelque ministre auroit eu une pareille idée ce n'auroit été qu'au commencement de la dispute avec les Américains, époque à laquelle le succès étoit si douteux et si incertain,

et non à présent que tout alloit avec cette prospérité que nous désirions pour qu'ils pussent terminer heureusement leurs dissensions et faire rentrer dans leurs ports leurs escadres et leurs armées.

Il m'observa ensuite qu'à mesure que la fin de la guerre civile approcheroit on verroit diminuer la crainte d'une guerre générale. Je lui dis que je ne pouvois comprendre comment les cours ne cherchoient point à éclaircir leurs soupçons et leurs doutes pour faire cesser ces événements qui pourroient produire de si grands inconvénients. Il me répondit qu'il étoit de mon avis et qu'il ne savoit pourquoi on ne le faisoit pas.

Il me témoigna ensuite son desir de savoir si j'avois quelque nouvelle de la cour de Portugal et du Marquis de Pombal, objet qui nous touche de plus près. Je lui répondis que par des lettres de Buenos Ayres, en date du 1^{er} 8^{me}, on avoit appris que les Portugais avoient démoli la fort de S^t Etienne et fortifié les points de la rive méridionale de Rio-Grande de S^t Pierre. J'ajoutai que des lettres particulières d'Espagne, mais non de ma cour portoient que nos troupes avoient chassé dans ces parages deux mille Indiens sauvages qui à l'instigation des Portugais avoient eu la hardiesse de les attaquer. Je lui cachant point que je craignois qu'une pareille conduite de la part du Marquis de Pombal ne fut l'effet de la protection de l'Angleterre, mais que tout le monde le croyoit. Il me repiqua que nul homme de bon sens ne se mettroit dans l'esprit que l'Angleterre hazardât d'entrer en guerre avec quelques puissances de l'Europe pour soutenir une cause aussi injuste que celle du Portugal. Il me dit qu'il n'avoit déjà donné plusieurs fois les mêmes assurances et qu'il ignoroit pourquoi je ne voulons pas y ajoûter foi. C'est lui réponds-je que les effets ne répondent nullement aux paroles et que malgré les continuelles protestations d'amitié de l'Angleterre, nous voyons ses 50 vaisseaux de ligne armés et prêts à fendre les mers. Il m'interrompit pour exagérer les armemens de la France. Je lui dis à mon tour que ses vaisseaux seuls étoient la cause des hauts cris qu'on jalloit ici, et sur ce qu'il me repiqua qu'on devoit ajouter d'autres vaisseaux aux 6 en question je lui dis qu'en conséquence le ministère Brit^{annique} commençoit par en armer 50.

Rien de plus sage que les précautions prises par le Roi notre maître pour résister à toute espèce de coups de main que l'Angleterre pourroit vouloir tenter contre lui. L'essentiel est d'avoir envoyé de bons officiers pour commander dans les endroits que nous croyons exposés. Je voudrois que la France en fit autant de son côté et que sa marine fut sur l'excellent pied de la nôtre où je me flatte qu'il n'y a aucune pièce d'artillerie qui n'ait été éprouvée de manière à ne laisser aucun doute de sa perfection.

Angleterre, 1781. n^o 30. Traduction.

3 LE COMTE DE VERGENNES AU COMTE D'ARANDA

M.

A Versailles le 11 Février 1777

J'ai rendu compte au Roi de la lettre de M. le M^r de Grimaldi du 27 janvier dernier que V. Ex^{te} a été chargée de me communiquer. Sa Maj^{te} a vu dans les réflexions de ce sage ministre l'attention constante du Roi son oncle pour aller au devant de tout ce qui pourrait contribuer à allumer le flambeau d'une guerre que l'humanité et la sagesse des deux augustes monarques les invitent à éviter.

Le Roi parfaitement d'accord sur la fin auquel Sa M^{te} L^{re} tend avec la plus grande magnanimité, et ne doutant pas moins sincèrement d'y attendre, ne regarde pas cependant comme un expédient propre à y conduire l'idée de faire faire des ouvertures à la cour de Londres sur la convenance d'un désarmement commun. Si l'on veut bien peser la situation des trois cours respectives il est sensible que tout engagement que le ministère B^rg^e pourroit prendre à cet égard en le supposant même aussi sèle pour la conservation de la paix que nous avons de motifs pour en douter ne seroit qu'une illusion dont nous pourrions être les victimes au moment où le même ministère viendrait à changer d'avis ou remplacé par des personnes d'un genre plus entreprenant elles voudroient donner le cours le plus étendu à leur jalousie contre la France et l'Esp^g.

Dans la situation présente des affaires entre l'Ang^{te} et ses Colonies on ne peut pas espérer que la première se prête, on ne pourroit même lui proposer de restreindre ses forces maritimes qu'elle emploie en Amérique au soutien de ses opérations du terre, il paroit même qu'elle va se trouver dans la nécessité de les augmenter pour donner plus d'activité et d'appui aux diversions qu'elle se propose de faire tout à la fois sur différents points de ce continent. Si nous joignons à cela les convois qu'elle ne peut refuser à toutes les branches de son commerce pour lui protéger contre les corsaires américains et les croisières qu'elle doit établir pour le même motif dans les stations les plus fréquentées, il en résulte que l'Ang^{te} se réserve la faculté de tenir en action 25 v^e de ligne au moins et toutes ses frégates et autres armemens regrettés sans que nous puissions faire mention de cette somme dans la proportion à établir pour un désarmement respectif. Le danger qui en résulteroit pour les deux Couronnes est trop palpable pour devoir m'arrêter à le démontrer. Je crois M. l'avoir établi avec assez d'évidence dans une lettre à M. le M^r d'Orsani du 11 janvier dernier. Si je n'ai pas contredit d'une manière plus formelle la proposition de désarmement dont M. le M^r de Grimaldi avoit entretenu notre ambassadeur, c'est que je pensois qu'il suffisoit de démontrer l'impossibilité d'en convenir d'une manière équitable pour en faire tomber l'idée, d'ailleurs je ne pouvois pas ajourner une

ouverture qui ne nous avoit pas été faite. Le ministre espagnol qui l'avoit reçue étoit seul en état de lui donner sa juste valeur.

Je ne répéterai pas ici M. les objections que M. le M^{re} de Grimaldi a resumées dans la lettre du 27 janvier contre la possibilité d'opérer le désarmement de manière à faire la sûreté des deux Couronnes, nous ne pouvons que confirmer ici ce que nous avons déjà observé à ce sujet, je me permettrai seulement d'y ajouter quelques réflexions qui semblent mériter attention.

Ces considérations et beaucoup d'autres qui n'échapperont pas à la sagacité de V. Ex^{te} font penser au Roi qu'il seroit prématuré d'autoriser M. le P^{re} de Masseran à entrer en explication avec les ministres B^{arons} sur l'insinuation d'un désarmement si on la lui renouvellait. Si le gouvernement anglais s'en occupe plus sérieusement que nous n'avons lieu de le croire, il saura bien en faire la proposition d'une manière plus explicite qu'il ne l'a encore produite, car comme M. le M^{re} de Grimaldi la remarque très à propos ce que le Lord Suffolk a dit à ce sujet à M. le P^{re} de Masseran paroit plus tost l'expression de son sentiment particulier que le vœu arrêté du ministère.

Espagne . 583 n° 84

4. LE PRINCE DE MASSEMAN AU MARQUIS DE GRIMALDI

A Londres le 21 février 1797

Vous me dites dans une de vos dépêches du 27 du mois dernier que le Roi notre maître ne balancerait pas sur le parti qu'il auroit à prendre à la proposition que m'a faite à trois reprises différentes le Lord Suffolk de désarmer tous en même temps en cas qu'on desirât la paix etoit aussi facile qu'elle paroit simple à la première vue. Vous m'ajoutez que S. Maj^{esté} a décidé qu'on écrirait à M^{re} le C^{te} d'Aranda afin qu'après avoir consulté sur cet objet M^{re} le C^{te} de Vergennes, il me communiquât la façon de penser du ministère de Versailles d'après laquelle je réglerai ma conduite, sans m'ouvrir davantage en attendant vis à vis des ministres anglais s'ils ne viennent à la charge sur cet article. D'après ces ordres de S. Maj^{esté} j'attendrai les instructions de son ambassadeur à Paris, mais comme je sais d'avance que celui du Roi Très Chrétien ici a défense de parler des armemens maritimes que l'on fait en Angleterre de peur qu'on ne lui fasse la même insinuation qu'à moi de désarmer attendu que ce seroit un piège qu'on voudroit nous tendre, je crois que M^{re} le C^{te} d'Aranda ne s'expliquera pas différemment. Vous aurez vu par mes dépêches postérieures qu'aucun des ministres anglais n'a opposé l'idée du Lord Suffolk, donc dès lors je ne fis aucun cas de la regardant que comme un moyen de changer de conversation. Dans la proposition générale que ce ministre m'a faite en d'verses

occasions au sujet du désarmement en question, si n'entendait peut-être parler que de nos trois cours. Peut être entendait-il également parler de la cour de Lisbonne qui ne ferait certainement pas difficulté aujourd'hui d'admettre cet expédient pourvu que nous voulussions l'embrasser mais tout bien réfléchi on voit que cette proposition est à une exécution impossible l'Angleterre dira qu'elle ne peut s'empêcher d'avoir un certain nombre de vaisseaux armés à cause de sa guerre avec ses colonies. De son côté l'Espagne exposera que pour venger ses droits et se faire raison des insultes des Portugais elle a besoin d'une puissante escadre tandis que la France dira avec autant de raison qu'elle a besoin d'en entretenir une pour la défense de ses possessions dans des circonstances aussi critiques. Ainsi tout le monde aura raison. Le moyen proposé par le Lord Suffolk étant donc d'une exécution impossible, nous sommes obligés de veiller sur les préparatifs de l'Angleterre pour l'empêcher d'en abuser et exprimer par notre activité les mauvais desseins que cette cour peut avoir, ou que pourra lui suggérer un jour son propre désespoir si elle juge impossible de dompter les Américains.

P. S. Je reçois dans l'instant une lettre particulière de M^r le C^{te} d'Aranda en date du 14 de ce mois où il me marque que la cour de France n'est point d'avis d'accepter la proposition du désarmement et qu'elle a répondu en termes très sages

Angleterre : 521 n° 116 Traduction

II

MÉMOIRE DU COMTE D'ARANDA POUR L'ALLIANCE IMMÉDIATE AVEC L'AMÉRIQUE.

De M^r le C^{te} d'Aranda
1776

MÉMOIRE

* Pour décider si la cour de France doit prendre ou non parti dans les circonstances actuelles où se trouve l'Angleterre il parait que rien n'est plus convenable que l'examen des questions suivantes

1^{re} Si la cour de France regarde l'Angleterre comme son ennemie naturelle.

2^{de} Si lorsque l'Angleterre verra son ennemie augmenter et renforcer ses forces navales et chercher à étendre son commerce au détriment de celui des Anglois la

France croit elle que la cour de Londres y consente, et qu'elle ne rompe d'abord par ces deux motifs, se servant de ses forces maritimes.

4^e Si lorsque la France desirera véritablement faire fleurir sa marine et porter son commerce à l'état de prospérité sortable à la richesse de sa nation, elle croit qu'il suffit de le vouloir, et si en cas que l'Angleterre s'y oppose, elle est sûre de pouvoir soutenir ses mesures et de surmonter les obstacles qu'on lui fera naître.

5^e Si la France est convaincue que jamais l'Ang^e n'a été ni pourra être plus embarrassée ni moins puissante que dans ce moment, cy, tant par sa guerre avec les Colonies dont les dépenses sont énormes, comme parcs que l'Amérique lui fournil avant auparavant un tiers de ses matelots, non seulement celui-ci lui manque mais elle lui en occupe un autre tiers; de sorte qu'il ne lui en reste qu'un seul de son ancienne puissance avec lequel elle doit nourrir le nombre destiné contre ses Coûtes et se défendre contre ses nouveaux ennemis.

6^e Si dans le cas que l'Angleterre vienne à perdre ses Colonies et soit forcée à se borner en Europe pour se remettre de ses pertes, n'est il pas vrai qu'en lui donnant le temps de se refaire elle pourra faire usage des deux tiers de ses matelots, quand il est prouvé qu'elle ne peut compter actuellement que sur un seulement?

7^e Est il vrai ou non que pour armer les 40 vaisseaux que l'Angleterre fait semblant de vouloir équiper, elle ne trouve pas le monde nécessaire, et pour y suppléer, elle enlève même les vagabonds et tous gens sans la moindre connoissance de la navigation?

8^e Si même en supposant que l'Angleterre puisse armer 60 vaisseaux de ligne, la France ne croit elle pas que c'est passer les bornes de la vraisemblance et de la possibilité?

9^e N'est il pas vrai que la France a promis à l'Espagne qu'au printemps prochain elle seroit en état d'armer 40 vaisseaux de guerre avec un nombre proportionné de frégates, et l'Espagne n'a telle pas offert égal nombre (ce qu'elle est en état de remplir de sorte qu'il est évident que par le nombre égal des deux puissances on trouve 60 contre 60, et il faut observer que jamais les marines d'Espagne et de France n'ont été composées de meilleurs officiers, et de plus excellente qualité de matelots qui desiroient de bien faire, et jamais les vaisseaux anglais n'ont eu de plus mauvais équipages, de sorte que l'on trouve le nombre et la qualité en faveur de l'auguste maison de Bourbon.

10^e S'il n'est pas vrai que les Isles Britanniques sont depourvues de forces de terre et par conséquent en état d'être attaquées sans des difficultés extraordinaires qu'on pourroit lui porter un coup mortel puisque si elle vouloit pourvoir à la sûreté de ses Isles, elle seroit obligée de ralentir ses armemens maritimes et si elle

portoit son attention de ce côté là, elle ouvriront d'autant plus la porte pour qu'on put l'attaquer dans l'intérieur de son royaume, de sorte que non seulement la réalité de l'entreprise, mais seulement le fantôme de la menace la jetteront dans la plus grande consternation, et opéreroit le même but qu'on se propose.

11° Si la publicité avec laquelle la France a disposé les secours donnés aux insurgens quelques tournure qu'elle veuille y donner en cas de plaintes portées, peut se palper aux yeux de l'Angleterre ni du reste de l'Europe?

12° Si la France se flâte que l'Angleterre l'oubliera jamais lorsqu'elle trouvera l'occasion de se venger, accoutumée surtout à une politique sans pitié, n'admettant que celle de sa rupture en 1755, ce qu'elle peut fort bien recommencer à présent si on lui donne le temps de s'armer en profitant de la turpitude de la France pour s'emparer de tous ses vaisseaux marchands dès que dans la belle saison ils paratront en mer, pour ramasser quelques milliers de matelots que la France perdra et dont plusieurs serviront à équiper les escadres anglaises.

13° La France peut-elle nier que dans le continent de l'Europe il peut arriver une révolution prochaine qui la force à se compromettre, causée par la mort de l'Imp^r Reine, du roi de Prusse ou de l'électeur de Bavière, événements qui doivent produire des incidens remarquables, avec une suite de plusieurs autres qu'on ne peut pas prévoir surtout parmi autant de souverains puissants, ce qui ne peut qu'impliciter les autres directement ou indirectement.

14° Si ce cas arrivoit et que la France se trouvât enveloppée dans une guerre de continent très indifférente pour la cour britannique, qu'est ce qui empêchera l'Angleterre d'agir par mer, en faisant valoir ses prétendus griefs, ou sans aucun prétexte et comment la France pourra-t-elle alors obérée par les dépenses inévitables à une guerre, faire face partout?

15° N'est il pas évident que lorsque l'Ang^r pourra faire usage des deux tiers énoncés, se tant déstâté entièrement de dompter ses colonies, quand la France sera occupée d'autres objets, dès lors même elle sera plus constante et redoutable qu'elle ne l'est à présent étant réduite à un tiers. Et quels ne sont pas les avantages de la France dans ce moment! Elle est libre, elle a ses forces en entier et est en état de fondre avec succès sur l'Angleterre qui est dans la crise de la plus grande faiblesse.

16° La France doute-t-elle que c'est un avantage très réel d'attaquer au lieu d'être dans le cas de se défendre, et de pouvoir exécuter tous ses plans en causant une diversion à son ennemi d'un côté pour l'attaquer de l'autre, ce qui seroit tout au contraire si elle avoit d'autres engagements, et qu'elle fut obligée de se défendre car elle enroit assez à faire pour porter son attention partout. Actuellement elle

riens des deux Iles alors inférieure par les circonstances et par le total serment des Anglois.

17° La France n'ignore pas qu'il y a actuellement une fermentation en Irlande qui pour peu qu'elle fut entretenue conjointement avec l'affaire des Colonies, donneroit furieusement de tablature aux Anglois, et les mettroit dans le plus grand embarras, d'autant plus si on pouvoit inspirer aux Irlandois l'idée de profiter du moment favorable pour les séduire, à établir leur indépendance et à ériger un Etat libre.

18° La France ne doit elle pas convenir de bonne foi que jamais dans les guerres précédentes elle n'a été avec autant d'aisance, et au égard aux événements de l'Europe qui peuvent survenir avec moins de motifs d'inquiétude? Sure de la Maison d'Autriche tant par son traité de Vienne que par le penchant décidé de l'Imp^r Reine pour la paix, on n'a rien à redouter de cette puissance. Le roi de Prusse d'une sainte dissimulation, cherche à profiter de son aggrandissement considérable en Pologne et sera toujours retenu par ses ennemis qu'il aura en Europe, et restera toujours pacifique spectateur des disputes de la France avec l'Angleterre, d'autant plus qu'elles ne regardent en rien ses vues politiques. La Russie bien loin d'être rebelle de sa guerre ouverte contre les Turcs, sans avoir son compte, même sur le pied de paix épuisée d'argent, cherche à faire prospérer son commerce pour profiter de ses conquêtes. Et quelques secours pécuniaires que pu se lui offrir l'Angleterre, ils ne l'engageront jamais dans une guerre qui la distrairait de son objet principal de tranquillité et d'administration intérieure.

19° Si au surplus de l'occasion unique qui se présente la France n'a t'elle pas de justes motifs de plaintes contre l'Ang^e tant à cause des guerres passées que depuis la dernière paix? N'a t'elle pas à se plaindre de ce que l'on ait trouble sa pêche de Terre Neuve ou fait quelque insulte à son pavillon? la honteuse oppression avec laquelle le commerce anglais établi à Dunkerque exerce sa résidence n'est elle pas un motif suffisant?

20° La France se persuade t'elle que la faiblesse de sa politique ne peut produire qu'un très mauvais effet vu à vis des autres puissances de l'Europe qui observent qu'elle ne profite pas du moment actuel où elle peut se faire craindre et respecter et abattre son ennemi naturel. Remera t'elle exposée aux coups de celui-ci lorsqu'il verra la France embarrassée.

21° Si la France est persuadée que lorsqu'il sera question de faire revenir en Europe les forces considérables qu'ont actuellement les Anglois en Amérique, après avoir perdu ou subjugué les Colonies, ils s'en retourneront tranquillement dans les Isles Britanniques sans être tentés de tant d'objets à la main que possèdent l'Espagne et la France.

22° Si les Anglois envoyeroient des ordres secrets pour tomber sur S^t Domingue, la Martinique ou quelque autre établissement, qui est celui qui en seroit averti jusqu'à ce que ce coup fut porté, et qui est ce qui pourroit s'opposer à 15 mille hommes qu'on destineroit à cette expédition, en faisant lever le reste de leurs troupes en Europe pour renforcer leurs Isles, et réunissant leurs forces maritimes à opposer aux mesures des Bourbons.

23° Si l'île de S^t Domingue ne sera pas le coup le plus facile et important pour les Anglois tant parce qu'elle est dépourvue, plus à portée avec de bons ports, sans aucune défense et en état par elle-même de fournir à la subsistance des forces britanniques avec quantité de farines, comme par la fertilité de son sol, sa population et une grande étendue de terrain à cultiver encore avec d'excellens ports, situés entre Porto Rico et l'île de Cuba, soutenue de la Jamaïque par le derrière, dominant le continent de l'Amérique et la plus convenable enfin pour en faire une véritable colonie avec les fruits, commerce et sûretés qui mettront pour toujours les Anglois à couvert d'une catastrophe pareille à celle de leurs colonies septentrionales.

24° Si la France à ses établissemens en Asie tels que les Isles de France et de Bourbon Pondichery etc. en assez bon état pour n'avoir rien à craindre des Anglois? Si celui que font les Anglois dans le Bengale peut suffire à composer leurs pertes d'Amérique en cas qu'ils s'en rendent entièrement les maîtres comme également si la France trouveroit de grands avantages à ruiner celui des Anglois en Asie.

25° Si la France croit que l'indépendance des Colonies exercée par elle-même suffit pour réduire l'Angleterre à une puissance du second ordre et hors d'état de se relever.

26° Si la France croit qu'elle remplisse son objet en formant un entrepôt de commerce dans ses Isles d'Amérique, pour être en état d'approvisionner de là les colonies anglaises indépendantes et en leur ouvrant les ports d'Europe. Si la France croit que cet objet soit permanent et préférable à la destruction de l'Angleterre pour toujours.

27° Si elle se contente de rester en bonne intelligence avec les Colonies au hasard de leurs procédés, ou s'il ne seroit pas mieux de les lier par un traité avantageux auquel elles acquiesceroient avec avantage si on leur donne les moyens d'affermir leur indépendance.

28° Si les pêches de Terre Neuve si voisines des Insurgens peuvent subsister des qu'ils auront consolidé leur nouvelle puissance, étant très naturel qu'il vouldent être maîtres d'une branche de commerce aussi essentielle et dans leur territoire. Les traités faits à ce sujet entre la France et l'Angleterre n'étant d'aucune valeur pour servir les Américains voyant point de ratification de leur part.

29° Si la France prévoit qu'il se forme en Amérique un Etat qui sera une puissance maritime formidable, et qui n'ayant point de traité qui le lie, sera à même dans peu et cherchera au plus tôt à chasser les Européens de leurs îles et y établir leur indépendance.

Pendant la dernière guerre la Martinique et la Guadeloupe s'accoutumèrent bien à la domination anglaise. Avec combien moins de peine ne suivront-elles pas le parti des colonies américaines?

30° Si en supposant l'indépendance des Colonies et qu'après que quelques années les Anglois se pretent à les reconnoître comme des Etats libres, n'est il pas à craindre qu'ils se lient avec eux tant par rapport au caractère national que par la conformité des loix, coutumes, religion et langue, et que tous les avantages que la France pouvoit retirer actuellement seront alors au profit de leurs anciens concitoyens et parents.

31° Si tous les articles énoncés cy dessus ne sont pas palpables et ne font un objet de la plus grande importance?

32° Il suffit de répondre. *Je ne veux pas la guerre, je n'ai point d'argent pour la faire*, quand les circonstances sont telles qu'il ne suffit pas de ne pas le vouloir, et qu'elle aura lieu également, un royaume comme la France doit se conduire par les vues politiques, par la raison d'Etat, par l'intérêt de soutenir son honneur et sa puissance selon les circonstances, doit toujours prévoir toutes les possibilités, et un royaume qui a tant de ressources, n'est pas dans le cas de manquer de moyens, lorsqu'il y a de si justes raisons pour faire la guerre.

33° La France peut être ne voudroit pas discuter sérieusement si les raisons indiquées suffisent pour prendre un parti décisif, attendu que par les dernières nouvelles de la Nouvelle York les progrès des Anglois ont été importants, et par conséquent les mesures des Colonies moins vigoureuses et soutenues, ce qui donneroit lieu de craindre qu'elles ne se ralentissent dans leur défense. Cela seroit il un motif pour pencher à l'irrésolution adoptée jusqu'à présent mais on va proposer ces deux cas possibles qui doivent servir de base.

34 1°. Si les Colonies quoiqu'encouragées de leurs revers mais détachées de leur indépendance et enflammées de l'enthousiasme des guerres civiles se décident à soutenir mal ou bien la campagne prochaine.

35 Secundo si les Colonies succombent totalement, et soit parce qu'elles aient fait leur paix avant d'ouvrir la campagne prochaine ou pendant le cours de la même, ou qu'elles y aient été forcées, cela la meta les Anglois maîtres de retirer leurs troupes.

36 Si le premier événement a lieu, il occupera les Anglois pour la campagne prochaine et l'on sera toujours le maître de faire ce que l'on voudra.

37 Si c'est le second il est presque évident que les Anglois ne désarmeront pas et ne perdront l'occasion favorable de rester en Amérique avec des forces considérables et les plus grandes dépenses faites, de sorte que la France ne pourra pas éviter les conséquences qui en résulteront ni les risques qui la menacent

38 Une prompte rupture annulerait les Colonies d'autant plus qu'elles verroient par là que leur ennemi non seulement ne pourroit pas se renforcer contre elles mais qu'il seroit même obligé a ralentir ses mesures. Cette rupture faite d'abord seroit le plus sur preservatif pour détourner les idées des Anglois sur les possessions d'Amérique dont nous avons parlé, puisqu'ils seroient dans le cas de devoir se défendre, et craindre que les Américains s'ils s'étoient reconciliés en apparence ne manquésent a leur engagement en voyant leur sort si changé, de sorte que la guerre est le seul remède a l'un ou a l'autre de ces evenemens.

39 Si la timidité de la France donne le tems a l'Angleterre d'entreprendre ce que son activité lui suggere, qu'elle ne croye pas que l'autre en perdra l'occasion et qu'elle s'attende aux suites causées par la vigueur sur une conduite menée par l'irrésolution.

40 Dans le contraste de l'aversion que temoigne la France pour une guerre et dans la supposition qu'elle ne peut pas l'éviter, il seroit inutile de proposer de grands plans, ainsi nous réduirons la chose à ce qui est possible, et peut être en même tems profitable

41 Le projet commencera par la distribution des forces navales sur lesquelles on a compté, et l'explication du motif pourquoi on les distribue ainsi donnera le moyen nécessaire pour tout le reste

*Projet de distribution des forces maritimes des deux Couronnes
dont on a supposé l'armement*

	L'ESPAGNE		LA FRANCE	
	Vaisseaux	Frégates	Vaisseaux	Frégates
A Brest	4	0	5	6
Au Ferrol	5	6	0	0
A Cadix	6	2	6	3
A Cartagene	3	2	0	0
A Toulon	0	0	3	2
Aux isles d'Amérique	10	5	10	5
A la riviere de la Plata	6	5	0	0
Aux Isles de France et de Bourbon	0	0	6	4
TOTAL	40	20	40	20

42. Cette distribution a pour objet celui d'appliquer aux points essentiels des forces solides qui puissent être à portée les uns des autres, et même se joindre, ou secourir les plus éloignés.

43. Entre Brest, Ferrol et Cadix, on y présente d'abord 32 vaisseaux de ligne et 7 frégates dont la jonction seroit facile s'il convenoit ainsi.

44. Dans la Méditerranée il reste 6 vaisseaux et 4 frégates avec la même proportion, car ce n'est pas là que l'Angleterre appliquera ses forces de préférence. Outre que la division de Cadix se rendroit facilement dans la Méditerranée en partie ou dans le tout pour renforcer celle de Cartagène et Toulon.

45. On applique 20 vaisseaux et 10 frégates aux mers d'Amérique, ce qui présente une escadre formidable.

46. Les 6 vaisseaux et 5 frégates du convoi de M. Cevallos contre les Portugais n'admettent pas une destination différente.

47. Les six vaisseaux et quatre frégates pour l'Inde orientale sont suffisants et même ils peuvent causer dans ces mers là des craintes très fortes à l'Angleterre.

48. Les deux armemens composés des deux marines tels que sont ceux de Cadix et de l'Amérique seroient très bien aux ordres d'un chef de chaque nation à cause que l'unité du commandement est très intéressante pour toute chose.

49. Les deux divisions pour l'Amérique et l'Asie seroient les seules qui se devroient faire à la mer, les autres restant dans leurs ports, quoique toujours en état d'agir.

50. Eh bien qu'est-ce que feroient les Anglois pour balancer cette distribution devroient ils courir en Amérique pour protéger dans ces contrées là leurs forces inférieures? Devroient ils courir les Isles Britanniques menacées par les préparatifs de Cadix, Ferrol et Brest?

51. La crainte pour qu'ils n'ensussent en Amérique des forces supérieures seroit sans doute les préparatifs et menace d'une descente en Angleterre, puisque les côtes de la France sont à portée au moins pour l'apparence, parcequ'ils risquent pareil qui vraiment ne dépend que d'un parti pris et volonté décidés de le faire, soutenu des escadres de Cadix, Ferrol et Brest si considérables ne leur laisserait pas beaucoup de facilité pour se départir et se porter ailleurs, pas même dans l'Inde orientale, avec la totalité des renforts que leur intérêt exigerait.

52. Si à toutes ces grandes forces navales on y joignoit les corsaires sans nombre qui peuvent produire les côtes de la France et de l'Espagne contre la navigation du commerce, il est évident que celui-ci se ruineroit, et sa décadence diminuerait les moyens de fournir aux énormes dépenses de l'Angleterre.

53. Si on considère que les armemens américains augmenteroient le nombre, et eux mêmes vendroient d'ailleurs leur croisière à l'abri des ports d'Espagne et de

France, et aussi qu'il seroit tout simple de regler avec le Congrès que ses batimens de guerre les plus forts, agissent de concert avec les forces combinées de leurs auxiliaires dans ces mers là on conviendra que sans des depenses et des risques considerables on parviendrait a faire une guerre crue le a l'Angleterre qu'on l'affoiblirait et la rendroit a racheter la paix et son rétablissement a tout prix.

54. On peut observer que ce plan se borne a l'usage des forces maritimes uniquement et même sans les mettre toutes en mouvement, mais placées de façon que toujours elles seront prêtes aux ordres de leurs cours quand elles trouveront quelque chose convenable, et que les effets de la rupture presenteront les occasions a profiter.

55. Il est naturel que les escadres d'Amerique et d'Asie tacheront d'imposer dans les mers de leur destination et de profiter des moments et occasions qui se presenteront de battre l'ennemi commun, surtout avec la ressource non seulement aux ports des deux nations mais aussi a tous ceux des colonies angloises en cas de vouloir refuser un engagement qui ne fut pas avantageux.

56. Quoiqu'on ait exposé des raisons qui engagent la France a prendre un parti dès ce moment cy pour se garantir de le faire, forcee dans un autre peu convenable et qu'on ait preferé les moyens moins embarrassants et dispendieux. On excuse d'autres idées et operations que peut être on en aurait trouvé trop volumineuses pour le mauvais état de ses affaires dont elle fonde.

III

MÉMOIRE DE L'ESPAGNE

SERVANT DE RÉPONSE A CELUI REMIS PAR M. LE COMTE DE VERGENNES
A M. LE COMTE D'ARANDA LE 3 JANVIER 1777¹

Le memoire que le C^{te} de Vergennes a remis le 3 du courant à M. le C^{te} d'Aranda relativement à notre situation actuelle et politique avec l'Angleterre manifeste clairement la grande prudence et le discernement avec lesquels le Roi T. C. et les membres de son conseil délibèrent sur des circonstances aussi critiques. Le Roi Cath^{le} et ses ministres l'ayant examiné avec la plus grande maturité y ont approuvé dans les termes les plus convenables.

¹ Ce mémoire est celui de la pièce n^{re} 1.

Comme on traite dans ce mémoire de différentes combinaisons et de divers calculs, le cabinet de Madrid doit exposer de son côté toutes les réflexions qui se présentent sur un sujet aussi délicat, tant pour correspondre à la confiance de celui de Versailles que pour contribuer à ce que les deux monarques puissent déterminer ce qui sera plus analogue à la gloire et aux avantages des deux royaumes.

Les cours de France et d'Esp^e ne doivent pas regarder avec indifférence l'armement considérable que l'Ang^e prépare avec tant d'activité, puisque n'étant en aucune manière nécessaire pour la guerre actuelle avec ses colonies, il indique un tout autre objet d'une grande conséquence qui ne peut être autre que d'attaquer ces deux puissances au moment qu'elle jugera favorable à son intérêt.

Ce principe posé, lequel ne peut être révoqué en doute, le ministère de France établit pour première maxime qu'encore que nous pourrions nous promettre des avantages signalés, si gagnant de vitesse les Anglois sous les attaques pendant que leur guerre d'Amérique dure, si la rectitude des d^s souverains ne leur permet pas en la bonne politique ne leur conseille pas de prendre ce parti, les deux Couronnes devant aspirer, lorsque la guerre sera malapensable, à ce qu'elle se borne à une guerre de mer et uniquement contre l'Ang^e, en sorte que n'étant pas nous mêmes les agresseurs, la Grande Bretagne soit privée du secours et de l'appui de ses alliés.

La même maxime établit pour 2^e maxime, non seulement que les deux royaumes doivent armer avec toute la rigueur possible, mais qu'ils doivent encore se communiquer et concerter sans perte de temps leurs mesures et leurs dispositions respectives pour réduire par ce moyen l'Ang^e à se défendre de ses vaines offensives, ou bien pour s'opposer à tous à toute entreprise qu'elle formeroit à quel égard la cour de France calcule individuellement l'emplacement des forces de terre et de mer que les deux nations peuvent employer dans le cas présent, et aussi celles que la G^e Bretagne pourroit destiner de son côté aux desseins et objets qu'on indique.

Le Roi Cath^l approuve dès à présent les deux aux mes et desus rapportés et pense qu'on pourroit y en ajouter une 3^e savoir, que sans décider dans ce moment la question, si nous devons aller au devant de la guerre en attaquant les Anglois ou attendre qu'ils nous attaquent eux mêmes quand il leur conviendra, le parti préférable pour le moment est d'encourager et de secourir les Insurgens afin qu'ils puissent soutenir et prolonger leur guerre contre la métropole, tant parcequ'il est encore fort incertain quelle fin pourront prendre ces différends et jusqu'à quel point nous pourrions compter sur les Américains, que parce que tant que le discord actuel subsiste la puissance de la G^e Bret^e s'affaiblit toujours plus et nous offre de plus grandes espérances de la battre par la suite.

Quant à nous préparer vigoureusement pour tout événement, les mesures les plus

efficaces sont déjà prises, ainsi qu'on va l'expliquer en manifestant le véritable état des forces de l'Esp^e. On y joindra quelques réflexions qui paraissent adaptées au plan proposé par la France.

Le Roi Cath^e a aujourd'hui de vaisseaux de ligne armés complétement, 9. à Buenos-Aires, 3 à la mer du Sud, 3 à Vera-Cruz, 1 à la Havane, 12 à Cadix et 1. au Ferrol, en tout 29.

Les frégates armées sont 13. à Buenos-Aires, 9. dans l'Amérique Septentrionale, 1. dans la mer du Sud, 2. aux Philippines, 2. à Carthagène des Indes : qui revient de l'Amérique Septentrionale en Esp^e, et dans les mers d'Europe 5, en total 33.

Il y a dans la Méditerranée 9 chebecs armés qui sont équivalens à 9. frégates.

On se propose d'avoir en Esp^e au printemps prochain, armés et prêts à mettre en mer, 43 vaisseaux de ligne, 33 ou 34 frégates 9 chebecs et les petits bâtimens nécessaires comme corvettes et paquebots. Quant à l'emplacement de ces forces navales, les marins les plus expérimentés de l'Esp^e jugent que celui qu'on projette en 1766 étant defectueux et mal calculé et ils se fondent sur les raisons qu'on expose ci-après.

Ils établissent également pour un principe infailible, que ce qui a toujours détruit dans les guerres de ce siècle les marines de France et d'Esp^e a été la méthode erronée de diviser leurs forces respectives en petits corps et de les exposer en détail à des combats particuliers, puisque pour l'ordinaire ils avaient affaire à des forces supérieures. Conséquemment ils sont d'avis que deux fortes escadres bien situées enverroient à l'Ang^e plus de dépenses et d'embarras que si le même nombre de bâtimens français et espagnols étoit reparti en des détachemens séparés et placés sur des parages divers et éloignés.

On adopte pleinement à Madrid la maxime établie dans le mémoire de France que l'on ne doit pas adapter à des opérations combinées, sinon dans le cas d'une extrême nécessité, les escadres des deux nations cependant on observe qu'il peut convenir de les placer sur un même parage, toutefois que chacune sera par son nombre en état d'en imposer et de sortir pour opérer séparément suivant que les circonstances l'exigeront.

Des expériences et des observations continuées ont démontré que le système suivi jusqu'à présent de tenir rassemblé au Ferrol le plus grand nombre des vaisseaux est souverainement préjudiciable. Différentes circonstances de ce port, loin de concourir à l'avantage et à la sûreté, produisent au contraire des inconvéniens de la plus grande conséquence. On ne peut en sortir que vaisseau à vaisseau, et sans bouvier parceque le canal est trop étroit. Conséquemment chaque bâtiment employé à cette opération beaucoup de tems et le même désavantage continue en raison des

navires qui doivent sortir, en sorte qu'une force ennemie, quoiqu'inférieure qu'elle croiserait à la vue du port seroit suffisante pour rendre inutile la force supérieure qui y seroit renfermée, et pourroit même la battre attaquant les vaisseaux en détail à mesure qu'ils se présenteroient et avant qu'ils fussent formés en ligne. De plus comme il est bien connu qu'on ne peut sortir de ce port que par un vent déterminé et avec beaucoup de tems, les ennemis peuvent rester en vue faisant des prises et s'emparant de tous les batimens qui approcheront de la côte bien assurés que tant que le vent déterminé ne règnera pas ils n'auront rien à craindre, encore qu'une escadre formidable soit prête à en sortir.

Nos officiers de marine conviennent encore d'un autre principe établi dans le mémoire de France. C'est que supposée la difficulté de débarquer du détroit le peu d'objets de défense et d'attaque que nous avons dans la Méditerranée et le grand avantage que la baie de Gibraltar donne à l'Ang^e pour contenir avec une seule escadre deux de force égale l'une dans un port de la Méditerranée et l'autre à Cadix, il en résulte par une conséquence infaillible que les vaisseaux que les d^{es} deux puissances tiendroient dans la Méditerranée y seroient de peu et même d'aucune utilité. Mais pour sauver cet inconvénient le ministère espagnol a pensé du moment qu'il a commencé à craindre une rupture à tirer de Cartagène et à envoyer à Cadix les vaisseaux qu'on y armoit, et il continuera cette disposition à mesure que l'occasion s'en présentera et il suffira pour veiller aux intérêts des deux nations d'y conserver plusieurs frégates, chebecs et autres batimens corsaires pour y faire la petite guerre et ruiner le commerce des Anglois.

En partant de ces principes le ministère d'Esp^e propose l'emplacement suivant de ses propres forces navales et de celles de la France dont le calcul fondé sur les efforts que l'Ang^e pourra faire de sa part nous donne lieu de nous promettre qu'il ne restera pas de moyen à cette puissance de rien entreprendre de conséquence contre les possessions esp^{es} ou françaises, mais que nous pourrions même trouver l'occasion d'entreprendre contre elle.

	Vaisseaux.	Frégates ou chebecs
A Cartagene du Levant	1	9
A Cadix	8	5
Perrot	6	2
Dans la mer du Sud	3	1
A Buenos Aires	9	13
Aux Philippines	10	2
Dans l'Amérique Sept ^l	6	11
TOTAL	43	43

On doit remarquer que le nombre des bâtimens qui se trouvent à Buenos-Aires est trop considérable et qu'on en attend quelques uns à la fin de l'année qu'on incorporera par augmentation à l'escadre de Cadix

Dispositions qu'on estime en Esp^e qu'il conviendrait que la France fit de ses forces navales :

	Vaisseaux	Frégates
A Brest	28	10
Aux Isles du Vent	6	6
Aux Isles de France	4	6
Dans la Méditerranée	2	8
TOTAL	40	30

Cette disposition supposée, nous pensons ici que les Anglois pour se prémunir seulement contre les opérations de nos escadres devront répartir leurs forces de la manière qui suit

	Vaisseaux
Pour avoir une supériorité de 3 ou 4 vaisseaux ils placeront à Gibraltar	32
Ils ne peuvent pas en opposer à Brest moins de	32
Pour veiller sur les deux escadres unies que l'Esp ^e et la France tiendront sur le parage qu'on indiquera plus bas, ils devront y en envoyer une de	4
Pour croiser sur la côte de Galice ils y employeront au moins	6
Et dans les Indes Orientales.	5
TOTAL	79

Le mémoire de France suppose que les Anglois pourront armer jusqu'à 80 v^{ms} et il est démontré par la présente distribution qu'il ne leur restera rien pour entreprendre des expéditions, que leurs navires souffriront beaucoup plus que les nôtres ceux qui restent en sûreté dans leurs ports pendant que les autres tiendront la mer par toute sorte de tems pour ne pas discontinuer de veiller sur nos opérations.

Le ministère esp^e est d'avis que les deux escadres espagnole et française destinées pour l'Amérique Septentrionale devraient s'unir, 1^o parcequ'elles imprimeroient plus de respect que si elles étoient séparées, 2^o par la difficulté de se réunir quand on le jugerait convenable et en tout parcequ'elles se trouveroient plus en mesure de faire nos entreprises sur les Isles angloises si le cas se présentait.

Suivant l'avis des marins esp^e l'emplacement le plus propre pour les d^{tes} 2^{es} escadres est le port de Guarico sa position est la plus avantageuse pour se porter partout et y a plus de facilité pour les vivres parceque l'isle de St Domingue en

fournit plus que celle du Portorico, car y est également aussi men que dans les autres îles du Vent, et comme il est indispensable qu'il y ait à cette destination un corps respectable de troupes, il convient qu'on y ait tout à la main pour entreprendre avec les forces de terre et de mer ce qui suivant les circonstances sera jugé plus à propos.

Pour ce qui est de la distribution des troupes d'Esp^e, le Roi Cath^e a pensé et disposé qu'on mettroit en Galice 12 mille hommes prêts à s'embarquer avec un train d'artillerie correspondant, un depot d'armes, d'habillemens, de tentes et de toutes autres choses nécessaires pour une expédition soit pour la menace projetée contre l'Irlande, laquelle quand même elle ne s'effectueroit pas, doit faire une diversion à l'Angleterre et lui causer de grandes inquiétudes ou bien pour toute autre entreprise en Amérique. On doit observer que les forces unies à celles de mer qu'on aura également en Galice menaceroient au même temps une partie du royaume de Portugal pour la facilité qu'on auroit de les y transporter en cas de besoin.

On ne porte pas ce corps à 20 mille hommes, comme on l'avoit pensé en 1766 parce qu'ayant diminué le nombre des vaisseaux de guerre par les justes raisons qu'on a exposées ci-devant, il n'y correspond pas plus de troupes que ces 12 mille hommes. Outre cela il y aura en Galice 8 bataillons destinés à garnir les places de ce royaume, on n'y met point de cavaliers, le pays n'étant pas en état de la nourrir.

On tiendra pareillement en Andalousie, prêts à s'embarquer à Cadix autres 12 mille ho^m avec le train d'artillerie respectif et tout l'attirail nécessaire pour quelque expédition. On ne fait point entrer dans le calcul trois bataillons qui garniront les places de cette province, et 22 escadrons qu'on distribuera avantageusement.

On placera encore deux autres corps de 6 mille ho^m chacun, le 1^{er} en Castille et l'autre en Estramadoure avec la cavalerie correspondante à tous deux. On observe qu'on a préparé à l'avance un train de campagne pour les d^s 12 mille hommes et qu'il y a à Ciudad Rod. 200 une artillerie de siège suffisante pour une grande troupe.

On raisonne dans la supposition que les deux corps de troupes situés sur le bord de la mer seront en état de s'embarquer au moment ou il conviendra de les employer, car quoiqu'il survient les prudens calculs que l'on a faits il ne reste pas à l'Ang^e assez de forces pour entreprendre rien de conséquence en Amérique, il peut cependant survenir des cas imprévus et des combinaisons nouvelles qui obligent à d'autres mesures, aussi le ministre d'Esp^e juge indispensable que les troupes se trouvent unies aux forces de mer pour se porter rapidement les unes et les autres ou les circonstances l'exigeront. Avec le restant de l'armée esp^e on couvrira les places du continent et de l'Afrique.

Quant à la distribution des forces terrestres de la France, l'Esp^e ne doit qu'approuver le plan qu'en propose dans le mémoire de France et s'en reporter de tout point à ce que disposera le ministère du Roi T. C. mais pour donner un nouveau témoignage de sa franchise le cabinet espagnol exposera deux réflexions. La 1^{re} que tout souverain qui fait la guerre, se bornant à une pure défensive, s'en tire mal et essuye des pertes dans un ou dans un autre endroit, au conséquent de quoi il est nécessaire dans le cas présent de menacer sérieusement l'Ang^e dans ses domaines principaux, et cela ne peut s'effectuer qu'en présentant dans les environs de Brest un corps nombreux de troupes prêt à s'embarquer sur l'escadre destinée à le transporter et à en protéger le débarquement.

La 2^e réflexion est que nous considérer pour le moment comme suffisants les 8 bataillons que la France propose pour la défense de ses îles au lieu de 20 qu'on avoit calculés en 1767, attendu que l'Ang^e n'a plus les secours et le monde que dans un autre temps elle auroit tiré de ses colonies pour attaquer les possessions françaises on peut craindre d'un autre côté qu'elle ne termine bientôt la guerre avec ses colonies au moyen d'un accommodement raisonnable, ou que le ministère Brit^e suspendant cette querelle pour un court intervalle se détermine à employer ses armes contre l'Amérique espagnole ou franco se formera formidable qu'elle a dans ses parages. Pour prévenir cet accident on pense qu'il faut huit bataillons ne suffisent pas et par la même raison le ministère espagnol regarde comme une prévoyance nécessaire que la France tienne à S. Domingue un corps respectable de troupes. Celles-ci et les escadres unies composées de 15 vaisseaux de ligne contiendront les forces Brit^e et même pourront attaquer les possessions de l'Angleterre.

On a observé en Esp^e, et des expériences répétées l'accréditent, que les troupes souffrent peu de mortalité en Amérique, si on dispose leur envoi de manière qu'elles y arrivent quelque temps avant la saison des chaleurs, afin qu'elles s'accoutument peu à peu au climat. La Havane est plus au midi que S. Domingue, et quoiqu'on y ait envoyé des corps étrangers on n'y a pas éprouvé des pertes notables. Il y a actuellement deux bataillons étrangers à Porto Rico et il ne nous revient pas qu'on y perde du monde.

Ayant approuvé dans le commencement de cet écrit la maxime politique de réduire la guerre, si elle est jugée indispensable, à la seule Ang^e, il reste de satisfaire au soin dont on charge l'Esp^e de faire en sorte que la Russie demeure neutre. Le Roi Cath^e fera tout ce qui dépend de lui et des à présent on va donner au C^{te} de Laoc les ordres qui paroîtront les plus adaptés à ce but, en profitant de la circonstance que c'est un sujet bien vu à cette cour. Mais comme l'Esp^e n'a point d'offres directes à lui faire la Russie en compensation de sa neutralité et qu'elle ne peut en fait se

CHAPITRE V.

LES DÉBUTS DU COMTE DE FLORIDABLANCA

Bonne impression que le nouveau premier ministre cherche à donner de ses vues et surtout qu'en voyant le marquis d'Osma au même temps, M. de Vergennes fait demander au comte de Floridablanca son avis sur les propositions de désarmement, jugement du ministre sur l'Angleterre. D'accord avec nous quant aux préventions militaires contre le Portugal, M. de Floridablanca ne tient pas moins que M. de Grimaldi à nous faire envoyer des forces à Saint-Domingue, mécontent ou il était de mesure en cas la parti pris du roi. Instructions adressées au comte d'Aranda leur manière déguisée à l'égard de la France. — Impatience qu'avait notre ambassadeur dans ses relations avec le comte M. de Vergennes à espérer du nouveau premier ministre sur la conduite à suivre quant à l'Amérique et sur la question de Saint-Domingue. Note du 1 mars à ce sujet réponse préparée d'avance aux raisonnements de l'Espagne. Examen fait de nouveau, par M. de Vergennes, des points qui sont en jeu dans la politique des deux cours. Celui, lorsque la note du 11 mars est envoyée exprimant la façon de penser du roi relativement au traité du 22. Préoccupations du ministre au sujet des conséquences possibles de la Russie contre les Turcs. 18-19 Mars la Turquie se pourrait être pour la France. Il y avait l'Angleterre intervenue de même, son regret du l'impunité pour les deux cours d'en conférer maintenant avec cette puissance. Sentiments exprimés par le marquis à l'égard du comte de Floridablanca et leurs conséquences qu'il fut confidentiellement à Osma de la politique du gouvernement du roi. — Notre ambassadeur est abusé par la bonne intention du nouveau premier ministre. Mais qui a de sa valeur les déclarations à lui-même. Indépendamment de ses appréciations. M. de Vergennes fut informé dans l'intimité M. de Floridablanca que l'Angleterre a présenté à Versailles des ouvertures de désarmement et que le cabinet se sent obligé d'y réfléchir. Est-ce une mesure? espère-t-il la situation de la France. Total et unique langage du ministre en la dépeignant, non qu'on en ait le passage du Tugot au contrôle général. Réponse privée et réponse officielle du ministre espagnol au courrier du 22 mars. C'est la dernière que elle présente. Elle est plutôt faite pour le comte d'Aranda et son parti. Mais qui n'a rien d'indiqué d'intervenant entre les Cortès et l'Angleterre pour donner gain de cette intervention par des territoires. L'ambassadeur devra insister par ordre du roi pour l'envoi de forces françaises à Saint-Domingue. Dénégation du lord Stourmont auprès du cabinet de Versailles. Les plaintes sur l'accueil que nous faisons aux députés de l'Amérique, son éloges de l'Espagne supposée avoir refusé de recevoir Artois. Les qui s'est passé au sujet du exécution de la part de M. de Grimaldi et de la part du roi. M. de Vergennes est persuadé que le roi d'Espagne s'est senti de n'avoir pas laissé entrer les lettres particulières à Osma pour s'en plaindre. Ambassadeur impression qui en résultant, prudente réponse faite néanmoins au comte l'Aranda sur le point de départ de Mexico. 18-19 Mars page du ministre touchant la guerre

l'esprit de conquête moyen de conserver la paix que l'on préfère à Versailles — dépêche non moins saillante indiquant à Ossun les préparatifs et les forces du roi — Deux rapports de notre ambassadeur éclaircissent enfin les nuages, la dépêche sur les ouvertures de casarmement a ramené le roi d'Espagne et M. de Floridablanca — explications du premier ministre sur l'affaire d'Arthur Lee — satisfaction éprouvée par Charles III des réponses faites à lord Stormont, il enverra plus de vaisseaux et plus de troupes aux Antilles — comment et pourquoi M. de Vergennes essaie de l'en faire détourner maintenant — la cause des dissidences et des aigreurs est imputée de part et d'autre à Aranda. — Ossun et M. de Floridablanca également contents — mauvaises excuses données pour cetair-ci que le comte de Floridablanca avait bien eu la pensée de faire rechercher la médiation des deux Couronnes par l'Angleterre pour en obtenir des avantages.

Blessure faite par M. de Vergennes en traitant ce plan et conséquences que l'on verra sans doute excellents sentiments témoignés néanmoins par le ministre de Versailles pour son collègue de Madrid.

La première fois que le nouveau chef du cabinet espagnol entretint l'ambassadeur de France, il fit beaucoup pour justifier les bons augures de son arrivée au gouvernement. A la manière dont Ossun rend compte de son audience, il semble que le Pacte de famille va être cimenté plus étroitement et le concert entre les deux cours rendu plus intime. Regarder comme déplacé d'attaquer le Portugal, éviter ainsi une guerre qui deviendrait générale, approuver le plan militaire convenu avec M. de Grimaldi, tout cela allant au nouveau ministre; il projetait d'ouvrir avec M. de Vergennes une correspondance directe et comptait le prévenir à cet égard. L'ambassadeur, enchanté, mande à Versailles.

A Madrid le 24 février 1777

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de vous informer par ma dernière lettre de l'arrivée de M. le comte de Floride Blanche, j'aurai celui de vous dire aujourd'hui que M. le marquis de Grimaldi est parti le 22 pour la France et que j'ai eu le même jour une longue conférence avec son successeur.

Ce ministre, Monsieur qui connoît à fonds son pays, m'a paru instruit de ce qui concerne les autres et avoir des principes justes sur les véritables intérêts de l'Espagne, et sur la conduite qu'elle doit tenir dans les circonstances présentes.

Premièrement au regard de l'entretien du système établi par le Pacte de

1777 famille, non seulement comme indispensable, mais il pense qu'il est à desirer que la sincère amitié, l'intime union, le plus parfait concert s'accroissent et il est possible entre les deux monarques, les deux ministères et les deux nations.

2^{me} Il considère que la France et l'Espagne doivent éviter autant qu'il se pourra une guerre générale, notamment avec l'Angleterre, parceque la première se desire point d'acquies de nouvelles possessions soit en Europe, soit en Amérique, et que la seconde qui a le même esprit de modération a beaucoup à perdre en Amérique.

Ces raisons prépondérantes le conduisent à regarder le projet d'attaquer le Portugal comme déplacé et prématuré.

3^{me} M. le C^{te} de Florida Blanco sent qu'en même tems qu'il convient aux deux Couronnes de ne pas provoquer la guerre contre l'Angleterre, elles doivent se mettre en état avec la plus grande activité de la recevoir, si on les attaque, et de la pousser avec vigueur. Il pense que le projet communiqué en dernier lieu par la cour de Madrid à la notre sur les mesures à prendre à ce sujet, est le plus salutaire qu'on puisse adopter, et il a fort appuyé sur la nécessité de placer à St Domingue le plus tôt qu'il serait possible un corps de dix mille hommes et une escadre de douze vaisseaux de ligne prêts à être portés où les circonstances l'exigeront.

4^{me}. Ce ministre m'a témoigné le désir qu'il avoit de lier avec vous Monsieur, une correspondance directe et confidentielle. Il m'a dit qu'il vous prévient à cet égard. Il m'a promis de s'occuper la semaine prochaine de concert avec moy de la rédaction du projet du traité définitif des limites respectives à St Domingue, et nous parlerons ensuite de quelques autres affaires qui restent indécises depuis longtems malgré les démarches pressantes et reiterées que j'ay faites pour les terminer convenablement; telles sont Monsieur, un règlement équitable par rapport au privilege du for militaire accordé par les traités aux negocians françois qui resident en Espagne, prohiber ou d'introduire et de débiter à Valence des étoffes de soye et en dorure fabriquées en France sous prétexte qu'elles ne le sont pas selon les regles établies pour les manufactures d'Espagne. Enfin nos navigateurs continuant à payer un droit plus fort que les Espagnols pour l'extraction des vins de ce royaume, tandis que suivant le Pacte de famille et la convention de 1768 nous devons être traités avec égalité. Il y a longtems que je sollicite sans succès l'exécution

des traites à cet égard, et que le ministre des finances l'étude sous différents .77.
prétextes.

Ce sont Monsieur, les trois affaires particulières les plus essentielles que j'ay à suivre, et celle du ser militaire est la plus epieuse et la plus importante de toutes.

M. le C^{te} de Floride Blanche m'a aussi parlé avec beaucoup de confiance sur sa position actuelle. Il est instruit des préventions qu'on a données contre lui à M. le P^e et à Mad^e la Princesse des Asturies. Il l'est également des dispositions sinistres du confesseur du Roy à son égard. J'ay correspondu à sa franchise et à sa confiance en lui donnant des conseils sages et adaptés aux circonstances. Il a de l'esprit, du talent, de l'instruction, de la prudence. Il paroît qu'il se lie étroitement avec M. de Galves son ancien et intime ami, et je presume que ces deux ministres doivent acquérir une grande influence dans les affaires tant intérieures qu'extérieures de cette monarchie. Ils ont l'un et l'autre de la probité, du désintéressement, et de la fermeté. Au reste on verra plus clair dans quelques mois.

Espagne, le 28 Mars 1763.

M. de Vergennes écrivait à Ossun dans le moment même où ce rapport partait de Madrid. La proposition de désarmement que M. de Grimaldi avait si maladroitement acceptée semblaient être une pierre de touche des dispositions de la cour d'Espagne, de sorte qu'il convenait de pressentir tout d'abord les vues du successeur à ce sujet. Pour y revenir sans tarder, le secrétaire d'Etat prenait texte d'un péril hypothétique du côté du Portugal. Posant l'éventualité où M. de Pombal, menacé dans son grand pouvoir, brusquerait, afin de s'imposer à la reine regente, une attaque préparée de loin sur la frontière espagnole, il ramenait l'attention sur les défenses prévues par le plan d'action commune tel que l'avait tracé M. de Grimaldi, les montrait comme insuffisantes et était amené ainsi à parler de la conduite qu'il fallait tenir en face de l'Angleterre. La dépêche de M. de Vergennes est écrite, d'ailleurs, dans l'unique dessein apparent de diriger les entretiens de l'ambassadeur avec le nouveau premier ministre. Elle s'inspire des sentiments d'un allié qu'anime la plus entière confiance.

- 177 Elle n'est pas la moins intéressante de celles où furent exposés le but et la politique du cabinet.

A Versailles le 28 février 1777

J'ai reçu M. les deux lettres n^o 17. et 18. que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire les 10 et 13 de ce mois.

Nos avis de Lisbonne s'accordent avec ceux que vous recevez sur la continuation de l'état déplorable de la santé du roi de Portugal et sur le peu d'espoir que ce prince en retire. Ce n'est pas qu'il ne puisse encore végéter et languir assez et peut être trop longtemps pour le malheur de sa nation. Toute l'autorité se trouvant concentrée dans les mains de M. le M^e de Pombal, moins ce ministre est assuré des bonnes grâces de la Reine Régente et des princes héritiers et plus il semble à craindre qu'il n'abuse de sa position présente pour porter les choses à de telles extrémités que lui seul puisse être jugé capable de débrouiller la fusée qu'il aura rallumée, à éteindre. Je ne suis pas tranquille je vous l'avoue, M., à la vue de l'hôpital de campagne dont il vient d'ordonner la formation, c'est de toutes les mesures de prévoyance militaire celle à laquelle on ne pense communément qu'au moment même de la guerre. Je sens qu'il y auroit de l'impudence de supposer à M. de Pombal le projet arrêté de se porter agresseur contre l'Espr. Un pareil dessein seroit le comble de la démence, mais la maturité de la sagesse ne fut jamais l'apanage de la nation portugaise, et du caractère dont on connoit le ministre dirigeant, une révolution et même tentative n'est pas faite pour le fruer, il a joint un trop grand rôle pour se résigner de lui même à rentrer dans la classe des citoyens. Les choses considérées sous ce point de vue nous pensons M. que le ministère espagnol ne peut avoir les yeux trop ouverts sur les mouvements des Portugais, et des mesures assez bien prises pour leurs faire face à tout événement. Suivant la disposition que la cour de Madrid nous a communiquée nous voyons la vieille Castille et l'Estramadoure bien faiblement défendues. Un corps de six mille hommes d'infanterie seulement doit couvrir chacune de ces provinces, cette force n'est assurément pas proportionnelle à celle que les Portugais pourroient faire déboucher. Cet objet nous paroît bien plus instant à pourvoir que les démonstrations qu'il pourroit être question de préparer contre l'Angl^e si elle étoit assez mal conseillée pour commencer la guerre avec les deux Couronnes.

Les assurances contraires que le Lord Grantham a renouvelées en dernier lieu à M. le M^{re} de Grimaldi combinées avec celles que le Lord Stormond m'a confirmées le 20, de ce mois laissent peu de doutes M. que le ministère B^{re} éclairé sur ce que son intérêt personnel exige de lui dans les circonstances présentes ne cherche à faire cesser des défiances respectives dont il sent que l'effet si elles venoient à adigir seroit fatal à sa sûreté particulière puisqu'il entraineroit nécessairement la ruine de ses espérances pour la soumission de l'Amérique. Mais toute rassurante que soit la position actuelle des choses et des esprits nous ne persuadons pas moins à penser que ce seroit un parti également dangereux et humiliant de se prêter à l'idée d'un désarmement. Je crois en avoir démontré les inconvénients dans mes dépeches antérieures et même l'impossibilité de convenir sur ce point d'une manière assez équitable pour y trouver la sûreté dont nous ne pouvons jamais nous départir. J'ira, encore plus loin et j'avancerai que dans la supposition même que cette sûreté seroit aussi réelle quelle me paroîtroit chimérique, la dignité des 2 Couronnes ne leur permettroit pas plus pour cela d'entendre à une pareille convention. L'Europe trop accoutumée à voir les volontés de l'Ang^{re} respectées comme des lois se persuaderoit que c'est la crainte de ses armes et par conséquent notre faiblesse qui auroit opéré le désarmement et je prie le ministère espagnol de considérer quel en seroit le résultat pour la considération des deux Couronnes.

M. Ang^{re} observe des ménagemens avec nous. s. contre son usage son langage jusqu'ici arbitraire et hautain est doux et bonaste ne nous y trompons pas c'est l'ouvrage de notre bonne contenance. Ne regrettons donc pas les frms quoi qu'un peu pesans de nos démonstrations. L'Esp^{re} ayant actuellement 13 v^{es} armées à Cadix quelle compte augmenter de deux, elle peut borner la ses armemens se contentant de mettre ses autres v^{es} en état d'être armées au 1^{er} besoin, c'est probablement le parti que nous prendrons de notre côté en nous bornant à conserver armées les 13 v^{es} qui sont prêts de tout point à Brest et 6 à Toulon. Nous aurons in lependamment de cela 13 v^{es} dans les deux ports prêts à être mis en commision, sans discontinuer les radoubes et constructions ordonnées ainsi que l'avis de tous les matériaux nécessaires pour avoir notre marine sur un bon pied.

M. e C^{te} de Florida Blanche devant être actuellement installée dans sa

- 177 charge, diriges je vous prie toute votre industrie à prévenir qu'il n'attache pas le même intérêt que son prédécesseur à la proposition vague et captieuse d'un désarmement. Nous désirons qu'il adopte les principes de justice, de modération et d'honnêteté qui ont dirigé le ministère de M. le M^{re} de Grimaldi mais nous croions aussi que sans manquer aux égards que celui-ci mérite il peut se dispenser de s'asservir à des idées qui peuvent avoir été mal combinées ou trop peu réfléchies.

Espagne L. 583, n° 29.

M. de Vergennes avait raison de penser que lord Grantham reviendrait à l'idée du désarmement. Cet ambassadeur avait essayé, en effet, mais sans succès, d'y ramener l'attention. L'idée était définitivement cartée, et du fait de M. de Grimaldi lui-même. Ossun pouvait mander privément au ministre, le 3 mars, avant d'avoir reçu le dernier pli de celui-ci, que « les considérations exposées dans sa réponse avaient fait venir le Roi Catholique et son ministère à son sentiment ». Bien plus, on voit à ce qu'il rapporte que M. de Floridablanca entendait parler à l'Angleterre dans des termes nullement ménagés. Il l'avait fait tout de suite. C'est un ton qu'il soutiendra jusqu'au bout avec elle et qui l'aidera à mettre longtemps de l'ambiguïté dans son attitude avec la France. Ossun écrivait :

M. le C^{te} de Floride Blanche m'a dit à cette occasion que Milord Grantham lui avoit fait en dernier lieu des ouvertures à cet égard et qu'il lui avoit répondu qu'une inquiétude réciproque paroissoit avoir engagé d'un côté la France et l'Espagne, et de l'autre l'Angleterre à armer, que c'étoit l'Angleterre qui avoit commencé et que, si cette puissance avoit des vues aussi pacifiques qu'il l'annonçoit, c'étoit à elle à proposer aux deux Couronnes des moyens convenables et propres à dissiper les méfiances respectives. Enfin qu'il étoit très certain que les deux monarques desiroient sincèrement le maintien de la paix. Milord Grantham a demandé s'il pouvoit communiquer cette réponse à sa cour, et M. de Floride Blanche lui a assuré qu'il le pouvoit. Ce ministre vient de prescrire à M^r le prince de Masseran de tenir la même langage si on lui reparle sur cet objet.

Espagne, 583 n° 135.

Le premier ministre, nous venons de le dire, s'était rangé des 1777
l'abord à l'avis de Versailles relativement aux précautions militaires à prendre contre le Portugal. Ossun le fait connaître de nouveau dans ce dernier pli, et il y revient quelques jours après dans une lettre particulière. Mais le successeur de M. de Grimaldi avait rapidement mesuré combien était entrée dans l'esprit du roi l'opinion que le poste essentiel, pour la défense des possessions espagnoles en Amérique contre une attaque anglaise ou pour des opérations ultérieures à entreprendre, se trouvait à Saint-Domingue et qu'il fallait exiger de la France qu'elle se chargeât de ce poste. Le monarque y mettait déjà l'entêtement de l'âge. La perspective d'éviter au moins des revers à son royaume, s'il ne lui gagnait pas de possessions, l'attirait sans doute à cette opinion. Le nouveau venu ne pouvait que tirer personnellement grand parti de répondre à cet égard aux sentiments du souverain. A la fois il montrerait par là au prince des Asturies et aux Aragonais qu'il ne serait pas un ministre mené par la France. Il s'était donc hâté de poser à son tour, comme condition même de l'entente, l'envoi des forces et des vaisseaux demandés précédemment pour cette île, cherchant du reste à aller au devant de M. de Vergennes dans les arrangements de détail. Ossun expliquait ces arrangements nouveaux dans un rapport officiel du même jour, 3 mars, qui paraphrasait certainement une note remise par M. de Floridablanca :

A Madrid le 3 mars 1777

Monsieur

J'ai communiqué, comme j'ai eu l'honneur de vous le mander par l'ordinaire dernier, votre dépêche du 14. du mois passé n° 10 à M. le comte de Floride Blanche, et il m'a dit, après avoir pris les ordres du Roi son maître sur son contenu, que M. le comte d'Aranda auroit incessamment l'ordre de vous informer, 1° que Sa Majesté Catholique sensible au conseil relatif à la meilleure défense de la ligne des frontières, qui court depuis la Galice jusqu'aux Algarves, avait déterminé d'y tenir un corps de dix huit à vingt mille

II.

30

VERMOREL 21 1

- 1777 hommes de pied, et de sept à huit mille chevaux, au moyen de l'augmentation qu'un alloué fera immédiatement dans l'infanterie, et en diminuant le nombre des troupes destinées à être placées en Galice, que ce corps seroit disposé de manière à pouvoir être rassemblé au point le plus convenable dans cinq ou six jours à camper en front de bandière, avec des substances assurées, un train d'artillerie, des hôpitaux, enfin tout ce qui est nécessaire à une armée pour opérer défensivement ou offensivement, et M. le comte de Floride Blanche m'a assuré qu'il seroit avec autant d'attention que d'activité l'entière et prompte exécution de cet arrangement. 2^e Ce ministre m'a dit que le Roi Catholique approuvoit entièrement l'intention ou est Sa Majesté de tenir à Brest 27. vaisseaux de ligne armés ou prêts à l'être et d'éviter, à moins de circonstances forcées, de séparer ces forces se réservant de tirer de la Méditerranée les escadres qu'il sera nécessaire de faire passer aux Indes orientales et occidentales. 3^e M. le comte de Floride Blanche m'a témoigné que Sa Majesté Catholique persistoit à désirer et à regarder comme très nécessaire que la France fit passer au Guarico une escadre de six vaisseaux de ligne, et qu'elle venoit d'ordonner qu'on armat sans aucun délai le même nombre de vaisseaux pour cette destination, que l'Espagne proposeroit de confier le commandement général des deux escadres à un de ses lieutenans généraux de marine officier d'une capacité et d'une valeur éprouvées, qui avoit un caractère haut et le cœur français, qu'il étoit cependant nécessaire que les deux cours convinssent d'avance des instructions à donner aux commandants des deux escadres, tant sur la manière dont le commandement seroit exercé sur les opérations qu'ils devroient exécuter, en partant du principe que l'objet de ces escadres sera de protéger, d'abord les colonies françaises, ensuite les espagnoles dans le cas où elles seroient attaquées, et ainsi de former des entreprises offensives si les circonstances le permettent, et que les deux monarques le déterminent. C'est d'après cet aperçu que Sa Majesté Catholique souhaiteroit que le ministre de France voulut bien former et communiquer le projet des instructions à donner aux commandants des deux escadres. Ce monarque, Monsieur persiste à regarder comme indispensable qu'il y ait à Saint-Domingue un corps de dix mille fantassins prêt à être transporté par les escadres où la défense des colonies françaises ou espagnoles pourra l'exiger, et offre de faire lever à ce corps des viantes fraîches et des comestibles de toute espèce, soit en les tirant

de la partie espagnole de l'isle soit en les faisant venir de la nouvelle Espagne, 1777. et de prendre des mesures pour fournir environ le tiers de ce corps, il offre aussi de recevoir et de placer dans la partie de l'isle qui lui appartient les troupes françoises, en choisissant des lieux où la salubrité de l'air est reconnue. Il voudroit que la France fit passer en détail les forces dont il s'agit à Saint-Domingue, profitant des occasions naturelles qui se présenteront pour éviter l'écart et la sensation que pourroit produire l'envoi d'un corps de troupe réuni. Si cet arrangement, Monsieur, avoit lieu vous jugeriez vraisemblablement nécessaire de concerter avec le ministère de Madrid le projet des instructions à donner aux officiers qui commanderoient ce corps et je presume que l'Espagne consentiroit sans peine que le commandant général fut fourni par la France.

Au reste, Monsieur, il demeure entendu et convenu que quoique les mesures que les deux monarques ont résolu de prendre semblent n'annoncer que des vues de défense et celles d'éloigner la guerre, et non pas de la provoquer leur intention est néanmoins de former des entreprises offensives lorsque les circonstances les leur feront juger praticables et utiles. Sa Majesté Catholique reste aussi persuadée que le Roi admet sans difficulté la réserve par laquelle le ministère espagnol a conclu son mémoire, et que la France en proposant de concentrer la guerre, si on ne peut l'éviter, sur la mer et contre l'Angleterre seule n'a pas eu l'idée de lier les mains au roi d'Espagne par rapport à la satisfaction qu'il a lieu d'attendre et droit d'exiger du Portugal.

Espagne, t. 583, n° 133

A la même heure, le ministre de Charles III rédigeait, pour l'ambassadeur de l'Espagne à Versailles, ses instructions d'entrée en charge sur les sujets qui venaient d'occuper les deux cours. Le rapport d'Ossun qui précède en donne à vrai dire le sommaire. Ces instructions sont datées du 5 et Aranda les communiqua dès leur arrivée. Elles tranchaient tout à fait, par la manière de raisonner et par le ton, avec celles de M. de Grimaldi. Le ministre aurait particulièrement cherché à sa guise, dans M. d'Aranda, l'auxiliaire assez lié avec le parti qu'il lui fallait conquérir pour passer comme un des principaux auteurs

1777 de la chute du prédécesseur, qu'il ne s'y serait pas pris différemment. Avec une netteté et une précision presque impérieuses, ces instructions affirmaient de nouveau, contre le cabinet de Versailles, la justesse des demandes de l'Espagne. « Le roi ayant pris en considération et pesé les objections, portait-elle, forme le jugement qu'il est de nécessité absolue d'envoyer le plus tôt possible un corps de troupes françaises à Saint Domingue; s'il n'est pas de vingt bataillons complets qu'il soit au moins de dix mille hommes effectifs. La cour de France pense qu'elle doit laisser à Toulon plus de vaisseaux qu'on ne l'a proposé de ce côté-ci; ses motifs se réduisent aux craintes à concevoir sur les ambitions de la romanesque souveraine de la Russie dans la Méditerranée; Votre Excellence observera que j'écris de l'ordre du roi au comte de Lacy pour qu'il règle son langage à Pétersbourg suivant ce que vous arrêterez ensemble avec M. de Vergennes. » Or le ministre indiquait clairement qu'il ne voyait dans ces craintes qu'un prétexte cherché. Non content de le dire d'une manière détournée, il y consacrait le même jour une dépêche spéciale¹. Visant d'ailleurs à conquérir l'ambassadeur et voulant le prendre par son faible, après s'y être appliqué par les vues exprimées ou par celles qu'il laissait apercevoir, il terminait en disant que « bien qu'il eût dû informer substantiellement l'ambassadeur français de la détermination du roi pour répondre aux communications qu'il en avait reçues, Son Excellence était l'organe principal par lequel les réflexions faites à Madrid sur les affaires intéressant les deux puissances devaient arriver à la connaissance du Roi Très Chrétien, et qu'à cause de cela il s'était étendu à exposer tout ce qui se présentait sur chaque objet pour servir à sa direction dans ses conférences² ».

Dans ces entrefaites, toutefois, il s'était produit ceci de curieux, que l'ambassadeur avait eu peur d'être négligé par le nouveau premier

¹ *Espagne* t. 563, p. 152. L'induction de M. de Vergennes.

² Voir reproductions à l'annexe I du présent

rapport cette dépêche au comte d'Aranda dans la traduction que M. de Vergennes en avait faite de sa main.

ministre et que le même jour, 5 mars, il demandait à M. de Vergennes, comme un service personnel, de profiter de son courrier pour objecter quelque chose aux observations de M. de Grimaldi du mois précédent. Il pensait indiquer par là à Madrid qu'à Versailles du moins on tenait compte de lui¹. Le secrétaire d'État avait donc écrit de nouvelles réflexions qui condensaient et précisaient encore les raisonnements de sa dépêche du 14 janvier. Mais, le 11, le comte d'Aranda vint porter à sa connaissance la dépêche espagnole. Comme il ne cachait plus grand'chose à Versailles, il allait de son qu'il ne gardât pas pour lui, après ce moment d'inquiétude sur son importance propre un pli où ses sentiments trouvaient tant d'écho et qui était si différent de ceux du marquis de Grimaldi. M. de Vergennes put lui montrer déjà le projet d'une nouvelle dépêche en réponse à l'envoi de troupes françaises à Saint-Domingue; la persistance de la cour d'Espagne à cet égard, après des explications répétées qui auraient dû la convaincre, paraissait en effet cacher une inconnue qu'il était essentiel au secrétaire d'État de dégager. Mais après avoir lu et avoir fait lire au roi et à M. de Maurepas le pli du comte de Floridablanca, il adressait à Aranda les nouveaux développements demandés par celui-ci. Cela se passait le 18 mars. Sans grande importance d'abord, ces développements se trouvaient maintenant remplis d'a-propos. Aussi, dans le billet d'envoi, étaient-ils donnés pour l'expression de la pensée du

177

« J'ai eu l'honneur de vous présenter quelque réponse à la lettre de ma cour du 4 février, que j'ai eu l'honneur de vous communiquer vers la moitié du mois précédent, qui contenait vos deux points. » Le mois « n'étions dans le cas d'y entrer dans une guerre ouverte avec l'Angleterre, ainsi qu'elle nous « menaçait » s'il convenoit ou non de conclure un traité formel avec le Congrès américain et de quelle façon il devoit être conclu.

« Comme je compte dépêcher mon courrier

« vers la moitié du mois ou quelque jour « tard » j'ai voulu convenir, j'ose vous prier de « vouloir bien s'il vous étoit possible de me « faire quelque contestation afin que ma cour « ne me accuse d'avoir oublié la suite de propositions si intéressantes.

« A. E. comprendra l'en la raison qui me « porte à l'importuner, et aura la bonté de par- « donner à son auteur et obéir serviteur.

« ARANDA. — A Paris ce 5 mars 1777. —

« S. E. M^r le C^{te} de Vergennes. » Espagne
t 583 n° 146. Original.

1777 roi¹. La date du 11 mars leur était laissée, toutefois, de sorte que le gouvernement de Versailles allait paraître, quoiqu'il ne l'eût pas cherché, avoir opposé d'avance, sans attendre les raisons du nouveau ministère espagnol, le parti bien arrêté de tenir treize vaisseaux de ligne à Brest et six à Toulon, de ne point expédier de forces à Saint-Domingue et de rester attentif aux éventualités que l'ambition de la Russie pouvait faire surgir du côté de Constantinople.

M

À Versailles le 22^e mars 1777

Le Roi se tant fait rendre compte du contenu de la lettre de M. le M^{re} de Grimaldi du 4 février de cette année que V. Ex^{te} a été chargé de nous communiquer, Sa M^{te} m'ordonne de vous prier M. de vouloir bien faire connaître au Roi son ocle la tendre sensibilité dont le pénétre le retour de confiance dont ce prince paie celle que S. M^{te} se fera toujours un devoir de lui marquer. Si ce sentiment n'avait pas sa source dans l'étroite et inviolable amitié qui unit les deux monarchies, l'identité des intérêts des deux monarchies ne le rendront que plus nécessaire.

La lettre de M. le M^{re} de Grimaldi répondant à une communication antérieure que nous avons faite ne peut exiger d'explications de notre part que pour applaudir à la discussion sage et lumineuse que le ministre a faite des questions principales qui doivent occuper la prévoyance des deux cours.

Ce ministre en démontrant que convenir d'un traité avec les Américains et provoquer la guerre contre l'Ang^{le} seroit une seule et même chose a épuisé tout ce qu'il y avait à dire sur un sujet si capital. Nous ne le sauverons pas dans les moyens qu'il emprunte et de l'intérêt commun des deux Couronnes et des circonstances propres de l'Espagne pour légitimer son opinion dont nous ne différerons point, mais nous poserons une autre question qui est intéressante à résoudre.

Les deux cours sont elles libres maintenant de prendre dans la querelle de l'Ang^{le} avec ses colonies tel parti qu'elles estimeront convenable, et dans

¹ En attendant M. le Comte les explications que pourront exiger les dépêches de S. E. M. le comte de Floride Blanche que V. E. m'a communiquées, j'ai l'honneur de lui envoyer nos

reflexions sur la lettre de M. le duc de Grimaldi du 4 février dernier. Elles expriment la véritable façon de penser du Roi sur les conjonctures présentes. » *Espagne*, t. 583 n° 65

cette supposition devraient elles préférer l'état de guerre à celui d'observation ou elles se sont mises? Je ne m'arrêterai pas M. à démontrer combien ce dernier état est gênant et incommode pour l'Ang^{te} il l'a assujéti à des précautions qui en augmentant ses dépenses et la rendant moins libre dans la disposition de ses forces opèrent une diversion quoique tacite en faveur des insurgens. 17.7

Depuis que nos cours se consultent et délibèrent entre elles sur le parti le plus avantageux qu'elles peuvent prendre, différentes circonstances ont donné lieu à des explications avec l'Ang^{te}. Le langage le plus amical y'a prévalu, on s'est donné de part et d'autre les assurances les plus affirmatives de vouloir maintenir respectivement la paix, l'amitié et la bonne intelligence. Ces mêmes assurances ont été connues des cours principales. Les deux Couronnes entraînées par des déclarations aussi formelles pourroient elles sans compromettre leur gloire se porter à un changement aussi abrupt de résolution, surtout lorsqu'elles n'ont aucun nouveau motif suffisant pour le justifier. Mais quand elles pourroient colorer cette révolution de système, devroient elles le faire? c'est ce qui importe d'examiner.

L'objet de toute guerre offensive est ou de s'agrandir ou d'affaiblir la puissance rivale dont on craint la supériorité. La providence a partagé assez richement les deux Couronnes pour que contentes de leur vaste patrimoine elles n'ambitionnent pas de nouvelles acquisitions, ainsi ce motif ne peut les inviter à la guerre. Reste donc celui de coopérer à l'affaiblissement de la puissance dont elles pourroient redouter l'accroissement et l'abus qu'elle seroit tentée d'en faire.

Si nous considérons M. le système dans lequel l'Ang^{te} s'est imprudemment engagée, ses mesures ruineuses et ses efforts de tout genre; que pourrions nous faire de plus contre elle que ce qu'elle fait contre elle même. De quelque manière que finisse la présente guerre elle ne peut la solder que par des pertes, le désarmement peut être même l'épuisement de ses ressources en sera la conséquence, sans que les deux Couronnes éprouvent la plus légère diminution dans leurs forces et dans leurs moines, comme tout est relatif dans l'ordre politique elles accroîtront nécessairement en raison de l'affaiblissement de leur rivale. Cette considération qui paroît importante nous autorise à penser que si les deux augustes monarques ne s'étoient pas déjà déterminés par le sentiment de leur humanité et de leur bienveillance à l'adoption

1777 d'un système vraiment pacifique, la saine politique le leur consacrerait dans ce moment où un concours d'événemens inattendus paroit changer la face des affaires en Amérique et ranimer le courage de ses habitans.

Dans l'état présent des choses où les Anglois renonçant à toute idée de suprématie doivent reconnoître sûrement l'indépendance contre laquelle ils sont armés, ou se résoudre à faire les frais et à courir les risques d'une seconde campagne.

Le 1^{er} de ces expédiens est trop opposé à l'intérêt des ministres Béqués pour croire qu'ils le préfèrent. Le 2^d semble plus dans leurs principes et c'est aussi celui que les 2 Couronnes ont le plus de raison de désirer qui soit adopté. Leur grand art doit donc être de ne rien faire dans ce moment-ci qui puisse en détourner le gouverneur Béqué, toute notre conduite doit être plus tost dirigée à prévenir ses alarmes et à écarter les craintes qu'il pourroit concevoir de nos dispositions si nous leurs donnions une trop grande étendue.

Les deux Couronnes ont assez fait jusqu'à présent pour leur sûreté. Les vaisseaux qu'elles ont armés dans leurs ports, ceux qui sont prêts à être mis en armement au premier ordre, semblent devoir les rassurer contre une surprise, rien ne leurs impose donc la nécessité d'accélérer de nouveaux préparatifs qui paroissant avoir trait à des vues offensives raviveroient les Anglois et les reseroient peut être moins opiniâtres à suivre l'engagement qu'ils ont pris, et dont il est essentiel qu'ils ne se détachent pas au moins de si tost.

D'après ces réflexions le Roi se propose sans discontinuer les armées de toute espèce de munitions navales qu'il a ordonnées dans ses arsenaux de ne pas presser les armemens ordonnés, Sa M^{te} se contentant d'avoir pour le présent en rade à Brest une escadre de 13 v^{ts} de ligne et une autre de six à Toulon. Par la même raison Sa M^{te} ne croit pas que le moment fut bien choisi pour faire passer immédiatement à St Domingue le corps de troupes que votre cour desireroit que nous y placassions, il est à considérer M. que la saison des chaleurs toujours funeste dans ces contrées à des troupes qui n'ont pas eu le temps de s'y acclimater et qui, est imminente, est celle où l'on doit le moins craindre une invasion de la part de qui que ce soit. D'ailleurs si nous faisons un mouvement aussi considérable dans ce moment l'Ang^{le} seroit d'autant plus fondée à en concevoir de l'inquiétude, qu'après les échecs que ses troupes viennent de recevoir en Amérique et la détresse où elles

doivent se trouver, nous n'avons semble-t-il à appréhender aucune entreprise 1777
prochaine de sa part.

L'escadre qu'il s'agit de placer à Guarnon devant être employée au soutien du corps de troupes qu'il serait question d'y faire passer, les deux Couronnes seront toujours à tems d'en déterminer l'envoi au moment où elles le jugeront nécessaire, c'est sur quoi il peut être d'autant plus prudent de suspendre leur résolution que des événemens peut-être plus immédiats peuvent exiger l'appareil d'une grande force navale.

M^{re} Ex^{te} est informée des démêlés qui se sont révélés entre la Russie et la Porte, les suites sérieuses qui peuvent en résulter n'échappent pas à sa pénétration, elle a vu dans le traité de Camardgy les avances que la Russie a prises sur l'empire Ottoman, en s'assurant des établissemens et des ports dans la mer Noire, elle s'est ouverte une porte facile à la conquête de l'empire Ottoman. Peut-être croit-elle le moment favorable pour consommer cette grande et étonnante entreprise. Toutes les puissances semblent en prendre l'alarme, mais aucune ne paraît jusqu'ici vouloir s'y opposer. C'est à la France et à l'Espagne à peser mûrement dans la sagesse et dans le secret de leurs conseils ce que leur propre intérêt, la liberté, la tranquillité et la sûreté de l'Europe semblent exiger d'elles dans une circonstance plus importante peut-être qu'il ne s'en est présentée depuis bien des siècles.

J'ai l'h^r d'être

Espagne t. 583 n° 155

Naturellement, les dispositions auxquelles on pourrait s'attendre de la part de l'Europe, au cas d'un conflit des maisons de Bourbon avec l'Angleterre, étaient une des préoccupations premières du cabinet. Dans le billet qui accompagnait le document du 11 mars, M^{re} de Vergennes, desirant de toucher au comte d'Aranda un mot de leur divergence sur une alliance immédiate avec l'Amérique, disait que la cour d'Espagne ne saurait imputer le sentiment du roi à ce sujet si elle voulait bien considérer ce qu'exigeait de notre prévoyance la connexité indispensable de la France avec les affaires du continent, étant presque impossible qu'elle n'y fût pas entraînée à raison d'un intérêt plus ou moins direct, il annonçait même que

a

b

REVUE DE LA

1.77 le ministère de Versailles allait étudier à nouveau, par suite, les sujets politiques dont il importait incontestablement aux deux cours d'avoir fixé d'avance entre elles les points importants. C'est pourquoi il avait pu montrer à l'ambassadeur la minute d'une autre réponse sur la question de Saint Domingue. Celui-ci, toutefois, s'était immédiatement persuadé que l'allure de M. de Floridablanca devait changer le cours des choses; il insista pour faire annuler cette minute, obtint que le cabinet délibérât une seconde fois, et il se débattit avec ténacité contre la résistance de M. de Vergennes¹.

La forme et le fond à la fois des plus de l'Espagne avertissaient assez le gouvernement du roi qu'à Madrid le terrain était un peu modifié. C'est la raison qui faisait reprendre sans retard avec notre ambassadeur l'examen de ces sujets, à vrai dire primordiaux dans le concert des deux Couronnes. Il fallait mettre le marquis d'Ossun bien à même de porter au Pape l'avis qu'avaient le roi et le conseil, puisqu'on ne semblait plus penser ensemble de même en ce qui les concernait. Le 22 mars, le secrétaire d'État traite donc de sa main, dans un courrier volumineux, ces questions de si grande conséquence. Avant tout, il envoie à Ossun une copie de la dépêche de M. de Grimaldi du 4 février et une de la note remise à Aranda²; l'ambassadeur aura à régler ses démarches et son langage sur le contenu de cette note, qui, « ayant eu l'approbation du roi, renferme l'expression positive de sa façon de penser³ ». Dans trois plis formant chacun

Le comte d'Aranda avait donné tout de suite en détail à son cousin M. de Floridablanca le rapport en tête d'une seconde dépêche du 7 avril, qui va trouver plus loin sa place.

¹ C'est constaté en marge de la minute de cette pièce.

² Je joins ici pour votre instruction M. le tracé des lettres de M. le M^r du Grimaldi du 4 février dernier que M. le comte d'Aranda m'a communiqué d'offrir la copie de la réponse que le Roi m'a ordonné d'é-

crire. Elle répond en grande partie à différents articles de vos dépêches du commencement de ce mois et à celle de M. le C^{te} de Floride du 3 mars dont M. l'ambassadeur d'Esp^{ne} m'a passé le copie. Vous voudrez lire à M. le roi les démarches et votre langage sur le contenu de cette réponse qui ayant eu l'approbation du Roi renferme l'expression la plus vraie de sa façon de penser. — A Versailles le 22 mars 1777. — *Espagne* 4 363, n^o 174.

un mémoire complet, le ministre scrute ensuite les faces de chaque affaire. L'un répond au rapport d'Ossun sur sa première audience chez le comte de Floridablanca; un autre reprend la question des troupes demandées pour Saint-Domingue, le troisième expose les préoccupations à concevoir des entreprises possibles de la Russie contre les Turcs. M. de Vergennes, en outre, prend l'initiative d'entrer avec le comte de Floridablanca dans les mêmes rapports d'intimité qu'il avait son prédécesseur; il lui écrit personnellement¹, et cet écrivain concis, tout entier minute par lui, est accompagné d'une lettre confidentielle donnant plus particulièrement le ton à l'ambassadeur sur les exigences du Pardo, sur l'action qu'y exerce peut-être maintenant le comte d'Áranda, sur la nécessité, par suite, de regarder plus attentivement encore qu'auparavant aux intentions véritables.

L'éventualité des entreprises que l'impératrice Catherine pouvait tenter dans la Méditerranée inquiétait les ministres du roi. On a vu M. de Vergennes, au premier indice, revenir sur le désir émis d'abord que le roi d'Espagne obtint la neutralité de la Russie dans un conflit entre les deux maisons de Bourbon et l'Angleterre. À Ossun, empressé d'annoncer comme un bon présage que la czarine a refusé des troupes à l'Angleterre², il répond que c'est uniquement là un acte de prévoyance prouvant que, par le fait de ses démonstrations mêmes, elle n'a plus la liberté de se démener³. Le danger supposé ne paraissait dès lors que plus probable, et les rumeurs des chancelleries auraient à cet égard confirmé ses craintes. On n'avait pas été exactement averti. Notre ambassadeur mandait en effet le 27 février, d'après des informations du comte de Floridablanca, que l'Autriche s'entendait déjà avec Catherine moyennant la cession de Belgrade et d'une autre place, la Prusse moyennant l'abandon de Dantzick, de Thorn

¹ Cette lettre manque dans les registres des Affaires étrangères.

² Le marquis d'Ossun lui-même en avait reçu l'assurance de Charles III. Il en informa le roi

notre dans un rapport du 6 février. *Espagne* t. 583 n° 76.

³ Dépêche à Ossun du 22 février. *Ibid.* n° 107.

177 et d'autres dépendances de la Pologne¹. Charles III avait fait agir tout de suite à Pétersbourg, nous venons de le dire, et M. de Grimaldi d'abord, son successeur ensuite, avaient prescrit aux comtes d'Aranda et de Lacy de se concerter avec le ministre de Versailles en vue des démarches que ce dernier indiquerait. Mais, quand les deux ambassadeurs étaient venus en conférer, M. de Vergennes les avait retenus d'un rien faire, afin de ne pas placer la Russie dans la situation de demander en échange aux deux Couronnes leur neutralité dans ses querelles avec la cour ottomane. Il trouvait inadmissible que le roi de France abandonnât la Turquie et, par là, s'exposât à faire tomber de nouveau sous la domination des Anglais son commerce dans les Échelles du Levant². Il complétait donc le courrier du 22 mars en fixant Ossun, plus exactement et avec plus de vérité, sur la politique naturellement dictée à la France par ces perspectives de l'ambition de Catherine. Sa dépêche porte qu'il donnait au marquis de Juigné, notre représentant à Pétersbourg, et à M. de Breteuil à Vienne, des indications correspondantes. Il ne s'agissait pas de faire plus que ne le supposait M. de Floridablanca, mais de tenir les choses pour très sérieuses et de telle nature qu'à ce sujet, à Madrid comme à Versailles, « l'état d'une observation vigilante » parût essentiel. Il formulait même très explicitement le regret que l'on ne pût, dans cette vigilance, s'entendre avec l'Angleterre, dont l'intérêt, disait-il, « s'oppose comme celui de la France et de l'Espagne à l'anéantissement de l'empire turc et dont la jalousie ne peut être qu'excitée à voir la Russie acquérir un excédent de puissance qui ne laisserait bientôt plus subsister d'équilibre sur la terre comme sur la mer ». Mais, pour faire valoir en commun ces considérations, il fallait, pensait le ministre, attendre le moment où le ministère britannique, tout à fait engagé en Amérique, attacherait du prix à empêcher la guerre n'importe où en Europe, jusque-là « le principe dirigeant de tout ministère

¹ Espagne, t. 183, n° 124. — ² Conférez à cet égard la dépêche du comte de Floridablanca à Aranda du 5 mars.

britannique était une opposition constante, à tout ce que la France et l'Espagne pouvaient se proposer de plus avantageux et de plus analogue au bonheur général. Cette dépêche reste une pièce intéressante, aujourd'hui encore, dans cette question, non éteinte bien que très changée, du rôle de la Turquie par rapport aux intérêts de l'Occident¹.

Relativement à M. de Floridablanca, le ministre, avec la haute morale dont s'inspirait sa vie publique, écrivait dans ces termes faits assurément pour créer des liens solides.

Le Roi a trouvé avec satisfaction dans le compte que vous rendez de votre première conférence avec M. le C^{te} de Floride Blanche la justification de l'opinion que sa conduite à Rome nous avait fait prendre de la droiture de ses intentions, de la sagesse de ses vûes et de l'étendue de ses lumières. Il n'est pas possible de saisir plus supérieurement qu'il l'a fait le principe et les conséquences du Pacte de famille et le plan de conduite qui doit en être la suite. Aussi convaincus que nous le sommes de l'utilité d'un acte dont les avantages sont inappréciables pour la considération et la sûreté des deux Couronnes, nous nous flations que ce ministre judicieux voudra bien étendre sa prévoyance à écarter les germes de défiance ou d'animosité nationale qui sans altérer essentiellement l'union peuvent cependant en compromettre l'opinion aux yeux des nations jalouses et envieuses de notre parfaite intimité. Vous voudrez bien, M. assurer M. le C^{te} de Floride Blanche qu'il éprouvera de notre part l'attention la plus soignée à la maintenir dans toute son intégrité.

Ce ministre juge sainement lorsqu'il regarde le projet d'attaquer le Portugal comme prématuré et déplacé, s'il le qualifiait ainsi lorsque Joseph premier vivait, il est vraisemblable qu'il ne changera pas de façon de penser à la vue d'un changement qui vient d'arriver dans le gouvernement de ce royaume. Je ne me hâte pas de me livrer aux flatteuses espérances que l'on peut fonder sur les principes que la nouvelle cour pourra adopter par rapport à l'Esp^{ne}. Il faut avant tout que M. le M^{te} de Pombal soit destitué et dépouillé du pouvoir dont il a trop cruellement abusé. Les actes de clémence qui ont signalé

¹ On trouvera cette dépêche à l'annexe II du présent chapitre.

177 L'avancement de la reine Marie au trône peuvent faire penser qu'un ministre injuste, vindicatif et brouillon ne peut convenir à l'honnêteté et à l'humanité de son caractère, mais je suspens mon jugement jusqu'à l'événement qui ne tardera probablement pas s'il doit avoir lieu.

Il est essentiel M que vous profitiez de la bonne volonté que vous montre le ministre espagnol pour mettre la dernière main à notre règlement de limites à St Domingue. L'ouvrage est fait et bien fait, il ne s'agit plus que de lui donner une forme convenable c'est l'intérêt des deux cours. Quant aux autres objets dont vous faites mention et sur lesquels vous sollicitez une résolution favorable du Roi Cîgne et de son ministère nous ne pouvons que nous en remettre à votre zèle et à votre prudence pour y faire toutes les démarches que vous croirez nécessaires.

Il est fâcheux pour M. le C^{te} de Floride Blanche de savoir le P^{re} et la Princesse des Asturies prévenus contre lui c'est l'effet des intrigues qui ne sont que trop ordinaires dans les cours. Tout ce qu'un ministre a de mieux à y opposer, c'est de la patience, de la sagesse, et une application infatigable aux devoirs de sa place, ce n'est qu'en se conduisant ainsi qu'il peut faire taire la calomnie et forcer l'opinion publique, récompense bien plus précieuse que la richesse et les vains honneurs. Malgré cela s'il faut succomber, c'est avec gloire qu'on se retire, on trouve dans la sûreté de sa conscience et dans le témoignage qu'on est en droit de se rendre plus de véritables consolations que la faveur des rois ne peut en procurer. Je souhaite que M. le C^{te} de Floride Blanche puisse se pénétrer de cette saine philosophie elle lui épargnera bien des inquiétudes et des amertumes.

Espanne, 1 803 n° 7-

La pensée que l'esprit de réelle union entre les deux cours amènerait le politique préposé désormais aux résolutions de l'Espagne s'exprimait encore mieux dans le pli confidentiel de M. de Vergennes. Il revenait la plus intimement sur le danger de donner des défenseurs à l'Angleterre en parlant de l'accabler, sur l'avantage au contraire de la laisser s'épuiser elle-même, sur la nécessité où était le roi de France de se demander ce que feraient ses voisins s'il entraient en action :

A Tordesillas le 24 mars.

177

Ma lettre à M. le C^{te} d'Aranda du 11 de ce mois répondant M. aux instances réitérées du ministère d'Esp^e, et à celles qu'il vient de nous renouveler par votre canal et par celui de son ambassadeur pour presser l'envoi d'un corps de 2000 hom^{es} de nos troupes dans l'île de S^t Domingue, je me dispense dans ce moment de discuter de nouveau cette matière qui semble en quelque sorte épuisée, je vous dirai seulement pour vous M. et pour votre instruction particulière sans que vous ayez aucun usage à en faire d'office que nous concevons d'autant moins ce qu'il peut porter l'Espagne à insister aussi vivement qu'elle le fait sur une démonstration qui ne pourroit être que très nuisante que bien loin de faire la suite de la paix que les deux Couronnes se sont proposé de conserver, elle sembleroit plus tôt devoir lui porter un coup mortel, lorsque l'Espagne a concouru à nous fortifier dans le système de paix, elle a ajouté à tous les motifs de justice et d'honnêteté qui sont dans les principes et dans la conduite des deux monarques, celui de ne pas précipiter une résolution qui pourroit mettre en danger les gallons à leur retour en Europe. Ainsi rés. de la façon de penser de Sa M^{te} C^{te} et voyant peu d'apparence que le ministère anglais malgré son grand ardeur veuille entrer en guerre avec les deux Couronnes; nous n'avons aucun obstacle à nos armemens pour la pêche de Terre Neuve, nos armateurs partent journellement, nous ne sommes plus à temps de les retenir; le moment seroit il bien choisi pour effectuer une mesure qui donnant une inquiétude assez vive aux Anglois pour les décider à un coup de force, pourroient nous coûter nos meilleurs matelots et un grand nombre, car vous n'ignorez pas M., que c'est la meilleure espèce de cette classe d'hommes qui s'emploie à la pêche.

On dira peut être que l'Ang^e a une force si formidable en Amérique qu'un corps de 10. ou 12. m^{il} hom^{es} placés à S^t Domingue ne doit pas l'effrayer mais lorsqu'elle le verra suivi par une force navale considérable, n'aura t elle pas lieu de craindre une diversion et qu'on ne veuille lui enlever ses îles pendant qu'elle sera aux prises avec les Américains. Considérons encore que cette force d'abord si formidable doit être bien déchue par les échecs avoués qu'elle a reçus et par les pertes résultantes de la fatigue, du mal être et de la mauvaise qualité des vivres. Survenant nos avis les secours de l'Allemagne ne

277 compenseront pas les vuides de la dernière campagne, les Anglois se proposent d'y suppléer par l'envoi de nouvelles troupes Bôques, dégarniroient ils leur île et se mettroient ils par là en quelque sorte à notre merci : ils avoient des vûes offensives contre l'une ou l'autre des deux Couronnes ? Cette considération parait de quelque poids, et je pense que vous pourrés vous l'appropriér et en faire usage dans vos entretiens familiers avec M. le C^{te} de Floride Blanche.

Nous rendons ici toute justice à ses talens, à ses lumières, à sa ardeur et à ses droites et solides intentions, mais il n'est pas possible qu'à peine arrive en place il ait pu pesér et combiner tous les différens aspects sous lesquels les affaires peuvent étre vues et les rapports des partis à prendre. Nous craignons qu'il ne puisse étre entra né par les opinions de M. le C^{te} d'Aranda dont les sentimens ne sont pas aussi pacifiques que les intentions du Roi son maître. Cet ambassadeur est trop avisé pour osér les attaquer de front mais il est assez adroit pour présenter sous un jour séduisant des moyens qui forceroient à entrer dans une voie diamétralement opposée. Soit conviction, soit intérêt particulier je ne puis meconnoître qu'il regarde la guerre comme le seul bon parti, l'occasion lui paroit favorable pour humilier l'Ang^{le} et il voit avec chagrin qu'on la néglige. Peut étre penserois-je de même si j'étois ministre d'Esp^{gne}, plus indifférent sur les rapports du continent ma préférence se concentreroit peut étre dans l'opportunité du moment, mais le ministre d'un royaume aussi exposé que la France par l'étendue de ses frontières aux inquietudes et à la jalousie des puissances du continent peut il se dissimuler que l'Ang^{le} a fait jusqu'ici un poids nécessaire dans la balance de l'Europe, que vouloir l'en séparer, qu'entreprendre de l'écarter c'est lui susciter des défenseurs et des vengeurs et allumer le feu d'une guerre générale dans laquelle nous n'aurions peut étre pas moins à craindre nos amis que ceux qui se déclareroient nos ennemis. Laissons les Anglois travailler eux mêmes à leur propre destruction.

Il me reste à vous observer M. qu'au dire de ceux qui ont le plus de connoissance de l'Amérique la station de Guasco quand même l'air y seroit sain ne protégeroit effectivement que nos possessions de S^{te} Domingue et les établissemens espagnols dans le golphe du Mexique sans que nos îles du Vent pussent s'attendre à aucun secours en cas d'attaque. Il faudroit donc les pourvoir séparément ce qui me seroit pas un léger surcroît de dépense. D'après cet aperçu vous sentirés que la proposition n'est pas formée avec la plus scrupu-

leuse équité. Y en a-t-il d'avantage à soumettre notre escadre à un commandant espagnol. Le correctif qu'on fera choix d'un officier connu pour nous être affectueux ne donne pas même la palme. Nous ne supposons pas qu'il y en ait aucun en Espagne comme en France qui osât dans l'exécution de ses ordres s'écarter des intentions de son maître, mais je ne répondrais pas que nous trouvassions des officiers qui fussent disposés à accepter un commandement subordonné à un chef étranger. Si l'étoit instant de déterminer l'envoi respectif d'une escadre en Amérique le service seul le rendrait mieux assuré en les tenant séparées sauf dans le cas où la réunion sembleroit nécessaire à donner le commandement au chef de celle qui réclameroit le secours de l'autre. Ceci est une opinion qui m'est particulière et dont vous ne devez faire mention si l'occasion se présente que consultativement.

Si le ministre d'Espagne tient invinciblement à l'envoi d'un corps de troupes à St Domingue malgré tant de considérations qui doivent en affaiblir l'idée, on pourra penser qu'il y a du changement dans ses vûes et qu'elles ne sont plus aussi pacifiques que celles qu'il a voulu lui-même nous inspirer; c'est ce que je vous prie d'éclaircir sans montrer l'ombre de défiance, et avec votre sagesse ordinaire. Vous sentes bien qu'il est de la plus haute importance que nous connaissions parfaitement les dispositions du Roi C^{te} et de son conseil.

Vous saurez faire un usage utile des réflexions contenues dans cette dépêche, mais ce doit être de vous-même et simplement à titre de confiance personnelle.

Espagne 1793 1^{re} 16

Le volumineux courrier parti, on supposait un peu, à Versailles, avoir rétabli l'entente pour l'avenir. Le 1^{er} avril, Gérard, faisant la correspondance ordinaire, considère que l'on est pleinement d'accord et en manifeste les impressions les plus favorables¹. Cependant,

Dépêche au comte de Floridabianca portant la date du 1^{er} avril : « Vous savez bien, M. le comte, que nous sommes en parfaite intelligence avec le ministre espagnol à l'égard de la Grande-Bretagne; nous pensons comme lui qu'à quelle que soit l'issue des affaires de l'Amérique Septentrionale, cette puissance pourra faire des traités soit contre nos établissements

soit contre ceux de l'Espagne; et que nous devons nous préparer dès à présent pour être en mesure de les repousser. Nous continuons dans cette vue nos travaux maritimes avec la plus grande activité sans néanmoins augmenter dans ce moment cy nos armements et nous voyons avec satisfaction que la cour de Madrid en fait autant de son côté. Vous

777 tandis que le ministre passait ainsi en revue les affaires communes et croyait en fixer tout à fait la direction, M. de Floridablanca, justement par l'attitude qu'il avait prise, gagnait les bonnes dispositions de ses adversaires du premier jour. Osann voyait surtout la surface des choses et elle le rendait très optimiste¹. Ce n'était pas qu'il méconnût, complètement les différences et ne pressentît les désaccords; le 24, informant le ministre des propositions faites par Arthur Las dans son entrevue à Vittoria avec M. de Grimaldi, il annonçait encore le prochain envoi du mémoire du comte de Floridablanca et mandait ceci, visiblement caractéristique d'un vif désir de laisser M. de Vergennes discuter, à sa place, des vues qu'il sentait être sérieusement divergentes :

Au reste, Monsieur, vous serez à portée de juger de l'étendue et de la

« ne pouvons qu'applaudir à la résolution que le
« Roi C^m a prise de porter la flotte de Madrid
« jusqu'à 15 vaisseaux de ligne »

« Pour ce qui est de l'envoi d'une escadre et
« d'un corps de troupes à St-Domingue comme
« ce n'est pas le moment de l'effectuer nous
« pouvons différer de prendre un parti positif
« jusqu'à ce que plus éclairés sur les événements
« possibles les deux cours puissent se résoudre
« avec connaissance de cause »

« Quant à l'article du désarmement, il est
« entendu entre les deux cours et il n'aigu
« aucune explication ultérieure de notre part »

« Nous voyons avec une satisfaction particu-
« lière M. que M. le C^m de Floridablanca
« porte son attention sur les différents objets
« que vous indiquez dans votre dépêche n° 32
« et nous attendons avec empressement le mé-
« moire que vous nous annoncez de la part de
« ce ministre. Vous pouvez l'assurer que nous
« serons très sensible à la marque de confiance
« qu'il nous donnera et nous communiquerons
« ses projets et ses vues que nous profiterons
« avec beaucoup de plaisir de ses lumières et

« que nous lui transmettrons sans retarder les
« idées que nous pourrions avoir de notre côté
« sur les objets qu'il se propose de discuter et
« à concourir avec lui à la formation d'un plan
« général sur la conduite à tenir par les deux
« cours »

« L'ambassadeur devrait le 30 mars. » Ce
« ministre M^r prend très bien auprès du Roi
« son maître et du M^r le P^r des Asturies, il
« a à ce qu'il me semble toutes les qualités né-
« cessaires pour bien remplir la place qu'il oc-
« cupe l'instruction l'application la prompte
« l'activité la fermeté de l'ordre et de la
« suite dans ses idées des vues qui portent sur
« l'avenir, c'est sur quoi je présente que vous
« serez dans peu de temps à portée de former
« un jugement sur il me a dit que le mémoire
« politique en quel j'ai eu l'honneur de vous
« remettre qu'il travaillait était fort avancé, et
« qu'après l'avoir soumis à l'examen de ses col-
« lègues et à la décision du Roi son maître il
« se proposait de vous en communiquer di-
« rectement et confidentiellement le préam-
« bulaire »

Épique, 1883, n° 169 bis.

solidité des vûes du ministre espagnol par la communication qu'il doit vous en faire. Vous le serez aussi de les redresser et de les modérer s'il le faut, par l'opinion avantageuse que le Roy Catholique et son ministère ont de vos lumières, de votre sagesse et de votre expérience, ainsi que des bonnes intentions de Sa Majesté à l'égard de l'Espagne, et de la prudence éclairée de son conseil. S'expliquer clairement et positivement Monsieur, sur ce que l'Espagne pourra ou voudra faire est à ce qu'il me semble, un moyen certain d'éviter dans la suite des reproches d'inexactitude à remplir ses engagements, et d'affermir la confiance entre les deux cabinets à un degré qui n'existait pas vers la fin du rogne précédent

Espagne, t. 583 n° 184

Mais, dans cette même journée du 30 mars, notre ambassadeur recevait le courrier du 22 et pouvait juger combien peu sa sérénité était opportune. La cour partait pour Aranjuez deux jours après. Là seulement les questions seraient examinées. Il en entretenait néanmoins un moment le roi, le comte de Floridablanca et vit que l'on différerait beaucoup. Sa communication a « alarmé le ministre et peiné visiblement le roi »; il écrit cela à M. de Vergennes personnellement, le 31, tout en tâchant d'excuser par avance, chez le ministre de Charles III, la discordance qui va se produire. Il ne revient cependant pas de ses pronostics premiers. Le 3 avril encore, il appuie sur l'opinion qu'il a conçue de la « droiture des intentions », de la « sagesse des vûes », de

« J'ai remis Monsieur sans aucun délai à
« M. le comte de Florida Blanche la lettre que
« vous m'avez adressée pour lui. Je lui ai rend
« fidèlement ce que vous avez daigné m'indiquer
« à cette occasion. Il m'a paru fort sensible
« à votre attention et sentir vivement l'utilité
« et le prix de la correspondance confidentielle
« que vous êtes disposé à entretenir avec lui.
« Il m'a dit qu'il aurait l'honneur de vous ré-
« pondre et qu'il ne différerait pas long temps
« à vous donner des preuves du cas qu'il faisait
« de cette correspondance particulière et confi-
« dentielle »

« Je me trouve charmé et peu satisfait de la
« détermination que pris sa Majesté de ne pas
« envoyer à présent des troupes et une escadre
« à St Domingue. Le Roi Cath' m'a fait l'hon-
« neur de me dire qu'il voyait avec peine que
« la France se refusât à cet arrangement, et
« qu'il faudroit qu'il changeât son plan sur les
« mesures à prendre pour la sûreté de ses Indes
« occidentales. Comme je n'avais pas encore de
« vos dépêches je n'ai eu rien à répondre mais
« j'espère que je ferai incessamment usage avec
« succès de leur sagesse. » *Espagne*, t. 583
n° 185

1771 « l'étendue des lumières » du successeur de M. de Grimaldi ¹. Trouver ce successeur bienvenu de plus en plus à la cour suffisait sans doute aux yeux de notre ambassadeur, inquiet, pour sa tranquillité à l'ambassade, par la perspective d'une situation contraire. Naturellement, il était l'objet des prévenances du ministre espagnol, de ses habiletés, attiré et amusé à la fois par l'assurance des relations intimes que celui-ci disait projeter avec M. de Vergennes, par la promesse du mémoire personnel qu'il préparait sur la politique commune, or la conversation déjà froide de Charles III, les réflexions opposées qu'il recevait de Versailles, lui faisaient au contraire entrevoir l'approche d'une situation fautive pour laquelle il ne devait plus se sentir assez de sa saine d'espert. Aussi, sa correspondance est changeante; elle reflète ses perplexités. Ce même jour 3 avril, il accuse réception du courrier du 12 mars. Devant la supériorité des raisons de sa cour, il cherche à répondre par des détails explicatifs : c'est Charles III qui tient à l'envoi des dix mille hommes et des six vaisseaux français à Saint-Domingue; M. de Grimaldi a persuadé le roi à cet égard, M. de Floridablanca s'y attache uniquement à cause de cela; l'ambassadeur croit avoir un peu détourné celui-ci de cette idée. Il récrit même, le 7, en

¹ Dépêche du marquis d'Onubia en date du 3 avril. « Les différentes conférences que j'ai eues avec ce ministre me portent qu'à consolider cette opinion. Il se montre toujours pénétré de l'avantage du Pacte de famille et persuade que le plan de conduite qui en est la suite seule se doit procurer des avantages impuissables pour la sûreté et la considération des deux Couronnes. Je n'ai pas sans Monsieur, de le lui considérer qu'il conviendrait qu'il étendit sa prévoyance à écarter les germes du dissentiment ou d'animosité nationale qui sans cesse se font, et quelle il lui son pouvoir cependant ne compromettre l'opinion aux yeux des nations jalouses et envieuses de la parfaite intégrité des deux monarchies. Il n'y a rien très disposé. Déjà nous avons concerté ensemble

les projets des traités relatifs à l'acte de S. Domingue et j'ai eu l'honneur de vous les adresser par l'ordinaire précédent.

« Il m'a permis de s'occuper des autres objets constitutifs qu'il importe au regne d'édifier, et de voir que les affaires plus importantes dont il est occupé à présent se lui permettant. Je lui ai fait connaître l'idée avantageuse et fluiteuse que S. M. et son premier avouant conce de lui et je l'ai assuré de l'attention la plus soignée qu'on ait à jamais la France de maintenir la Part de famille dans toute son intégrité. Au reste M. le comte de Floridablanca gague de plus en plus auprès de M. le P^e des Autriches dans l'estime du Non Catholique et dans l'opinion publique. » *Espagne* t. 583, n° 3.

indiquant que l'on prend des dispositions en conséquence, que l'on va envoyer sept ou huit bataillons de plus aux Indes occidentales avec six vaisseaux qu'on avait réservés pour Guarico, et que si l'expédition de Cevallos tourne bien on fera passer à Saint-Domingue une partie des troupes de cet amiral et quelques-uns de ses vaisseaux¹. Dans ce même pli du 3 avril, il dit, pourtant, que M. de Floridablanca et M. de Galvès seraient partisans de faire la guerre à l'Angleterre, une fois cette puissance assez affaiblie par son effort actuel, mais qu'ils trouveraient une sérieuse résistance dans l'esprit pacifique du roi :

J'ai eu l'honneur de vous informer par mes dernières dépêches que la remontrance de la France à l'égard de l'envoi prochain de ses vaisseaux avait déplu au Roi Catholique et à M. le C^{te} de Floride Blanche. Je pourrois même ajouter que ce monarque m'en a parlé avec un peu d'humeur et son ministre avec l'apparence d'une espèce de défiance. Ce double envoi de notre part avait été projeté par M. le M^{re} de Grimaldi et il avait mis la plus grande chaleur à le faire goûter au Roi son maître et à Mess^{rs} ses collègues.

J'ai déjà eu, Monsieur trois conférences à ce sujet avec M. le C^{te} de Floride Blanche et je crois avoir fait apercevoir que le cabinet de France pensoit plus juste que celui de Madrid par rapport aux envois précipités et prématurés dont il est question. Il s'est au moins fort modéré sur celui des troupes, il a confessé qu'il ne convenoit ni à la France ni à l'Espagne de faire dans ce moment des démarches assez considérables et assez publiques pour alarmer l'Angleterre, que l'objet essentiel étoit de laisser cette puissance s'engager de plus en plus dans la guerre imprudente et destructive qu'elle fait contre ses colonies, à m'a dit qu'il croyoit que Sa M^{te} Cath^{le} feroit defiler successivement cinq ou six vaisseaux de plus dans l'Amérique occidentale, mais sous différents prétextes, et que si la France avoit jugé convenable d'envoyer des troupes à St Domingue il auroit fallu les y faire passer peu à peu en profitant des occasions naturelles pour leur transport. Ainsi l'on voit que ce ministre a déjà adopté les principes de circonspecton qui dirigent la détermination de Sa M^{te} et de son ministère. J'ai aussi fait observer à M. le C^{te} de Floride Blanche

¹ Espagne t. 54, p. 1.

1777 que la France tenoit à Toulon six vaisseaux de ligne prêts à mettre à la voile au premier ordre et qu'elle seroit à tems de les envoyer en Amérique, selon le vœu de l'Espagne au moment où les circonstances pourroient l'exiger.

Le système pacifique du Roi Cath^e, Monsieur, n'a point changé; il désire par dessus tout le maintien de la paix. J'ai quelque lieu de soupçonner que M. de Floride-Blanche et M. de Galves inclineroient à tirer parti de l'affoiblissement et de la décadence de l'Angleterre lorsqu'elle aura épuisé ses finances et ses forces par la guerre dans laquelle elle s'est engagée mais je doute fort que ces deux ministres parviennent à y déterminer le Roi leur maître. D'ailleurs le projet que je suppose ne pourroit jamais s'exécuter, sans l'aveu et le consentement de la France. Au reste le mémoire que M. de Floride-Blanche se propose de vous communiquer incessamment vous mettra à portée de juger sainement de ses véritables principes à cet égard et de ses vûes ultérieures.

Espagne, t. 584 n° 6.

Le 14, Ossun croit pouvoir mander de nouveau au secrétaire d'État que le ministre d'Espagne comprendra bien comme on le fait à Versailles les intérêts et la conduite des deux cours; que M. de Floridablanca lui semble moins attaché à l'affaire de Saint-Domingue, flatté, d'ailleurs, de savoir bien accueillies d'avance à Versailles les communications confidentielles qu'il y enverra¹. Aussi M. de Vergennes, un moment, ne se montre-t-il pas sans espérer un peu que l'on marchera en effet d'accord. Des vûes contraires avaient été émises, mais non, pouvait-il penser, des affirmations positives. Le 7 avril, il répondait aux indications de l'ambassadeur :

Ce que vous nous marquez des succès de M. le C^{te} de Floride-Blanche auprès du Roi son maître et du prince des Asturies nous fait le plus véritable plaisir, nous nous intéressons sincèrement à ce que ce ministre dont nous estimons la vertu les lumières et les talens puisse s'ancrer assez avant dans la confiance de son maître pour confondre une cabale qui n'est pas moins opposée peut être aux principes de l'union qu'à la sûreté personnelle des ministres.

Espagne, t. 584 n° 26.

Assurés je vous prie M. le C^{te} de Floride Blanca que nous le recevrons avec plaisir le mémoire politique qu'il vous a annoncé que nous le prendrions dans la plus sérieuse considération, que nous le discuterons avec la franchise qui doit régner entre des allies qui n'ont qu'un même intérêt. Que nous ne lui laisserons rien à désirer de nos observations, et pour ce qui est de la formation d'un plan, convaincus comme nous le sommes de la nécessité d'en avoir un, nous ne ferons d'observation sur celui qu'il doit nous proposer que celles que les changements qui surviennent d'un moment à l'autre dans les circonstances ou d'autres considérations majeures et clairement développées rendront nécessaires. Je crois M. qu'il pourra être convenable d'avoir en Amérique une escadre plus forte que nous ne l'avons d'abord projeté; indépendamment de l'ancien établissement les Anglois ne tarderont pas à y avoir 15 v^e de ligne de renfort.

On ne se demanderait peut-être pas sans fondement si les conseillers de Louis XVI n'eurent point alors la pensée de peser sur l'Espagne par la perspective de se voir isoler. Il serait plausible, semble-t-il, de donner cette interprétation à un pli confidentiel très développé par lequel M. de Vergennes chargeait l'ambassadeur d'instruire M. de Floridablanca « dans l'intimité » que des propositions positives d'accord et de désarmement venaient d'être insinuées d'abord par un Anglois ayant position pour les faire, ensuite par lord Stormont lui-même, et que le gouvernement du roi se croyait obligé de les examiner et d'y réfléchir. Avec le grain d'ironie que, parfois, il ne lui déplaisait pas d'employer, le ministre écrivait qu'en écoutant ces insinuations on ne ferait que suivre les conseils antérieurs de l'Espagne, que toute communication préalable était d'ailleurs réservée à notre allié de manière à la laisser libre de ses propres mesures, mais que l'on obéirait en définitive aux nécessités de la France, à qui il était interdit de se jeter actuellement dans des dépenses de guerre, on n'abordait pas ce sujet avec le comte d'Aranda, à cause du point de vue si opposé où il se tenait au sujet de l'Angleterre, mais au premier ministre d'Espagne on n'hésitait point à découvrir le secret de nos

1777 mauvaises conditions financières. M. de Vergennes traçait alors un tableau de ces conditions qui justifiait bien la retenue si instamment préconisée par lui depuis six mois. Ayant donné à sa dépêche le caractère privé, il pouvait parler en toute liberté; aussi s'expliquait-il avec une confiance à laquelle son pli emprunte un prix tout particulier. Le secrétaire d'Etat présente là pour la première fois les motifs principaux, sinon tous les motifs, du retour politique effectué soudain après Long-Island. C'est une des dépêches le plus à remarquer dans la correspondance du ministre de Louis XVI. A entendre M. de Vergennes s'exprimer sur le mal que les États se font inutilement entre eux pour s'écraser les uns les autres, on dirait un écho de la philosophie du siècle. Le politique, aux prises avec les réalités, juge aussi le passage de Turgot au contrôle général, du moins le passage de l'esprit spéculatif que celui-ci y avait apporté, car il ne nomme pas ce collègue de la première heure; son jugement fait entrevoir sous un jour que l'on pourrait être porté à tenir pour le vrai les causes qui jetèrent si vite hors du Gouvernement cette nature supérieure, égarée dans la résistante et brutale complexité des faits. La minute du ministre, dans ces passages, est sans nature, sa pensée coulait d'elle-même, dans le domaine des choses morales. On verra que ces confidences ne furent pas sans résultat sur l'esprit du roi d'Espagne et sur celui de son ministre, lorsque notre ambassadeur les leur eut apportées. Voici la dépêche, elle expose des détails qu'il est de tout intérêt d'introduire dans l'histoire de cette partie du règne de Louis XVI :

A Versailles le 22 avril 1777

Nous avons pu dans les derniers jours M. être dans une assez grande perplexité sur les intentions du gouvernement B^{te}, différentes circonstances pouvoient faire penser que ses dispositions étoient plus tournées à la guerre qu'à la conservation de la paix. Les députés des *murgens* nous donnoient avis qu'ils étoient fortement pressés et sollicités pour devenir les agens de la reconnaissance des Colonies avec la mère patrie. Les commissaires qu'on leur avoit détachés n'étoient pas chargés de propositions formelles et directes. La dignité

de la Couronne et du Parlement de la G^{re} Bretagne s'oposoit à ce qu'on fit les avances, mais on n'attendoit qu'une première ouverture pour leur donner et à leur nation des témoignages d'une bienveillance peu commune. Enfin le socau de la réconciliation devoit être la guerre contre la France et l'Esp^{ne} pour indemniser à leurs depens des pertes respectives que la guerre civile occasionne aux deux peuples.

Voilà ce que les insurgens nous disoient, quoi que nous n'y pretassions pas la foi la plus entière nous avons pensé M. qu'il ne seroit pas prudent de mépriser ces avis, nous avons invité d'une part les députés à ne pas rompre brusquement le fil de cette négociation et à faire en sorte de s'attirer une proposition bien explicite qui put nous éclairer sur les intentions du ministère d'Ang^{le} tandis que de notre côté nous mettions sur la voie de découvrir si les insurgens étoient effectivement dans les pourparlers dont ils nous informoient, et si c'étoit bien sérieusement que les Anglois qui ont tant de moyens de faire parvenir leurs insinuations au Congrès général vouloient entamer une négociation par un canal aussi éloigné.

Nous voyons à peu de probabilités que les Anglois qui ne pechent pas par défiance de nous confassent un secret aussi dangereux dans des mains ennemies, que celui de leurs vûes hostiles contre la France et l'Esp^{ne}; et nous reconnaissons tant d'intérêt aux insurgens de nous en faire naître le soupçon que nous n'aurions peut être pas honte à le rejeter bien loin, si indépendamment qu'il ne seroit pas prudent de ne négliger dans des matières aussi jalouses, nous n'avions reçu en même temps avis d'un nouvel armement ordonné en Ang^{le} de six vaisseaux de ligne de la première et seconde force sans que rien en déterminât la nécessité.

Pour finir ce qui a trait à la négociation; de l'aven des Américains elle est rompue, et par les indices que je me suis procurés, s'il est vrai qu'il y ait eu des conférences mystérieuses avec des ambassadeurs que les Insurgens disent ne pas connaître, il l'est également que ceux là étant indiqués le secrétaire de Lord Stormond comme devant être chargé de suivre désormais la négociation, cet ambassadeur n'a pas tardé à faire servir sa porte à celui des Américains qui en étoit l'agent.

Une raison assez victorieuse M. pour nous faire croire que les choses n'ont pas été portées aussi loin que les Américains nous l'ont insinué et que l'Ang^{le}

1777 loin d'avoir le projet extravagant de vouloir faire la guerre au deux Couronnes, est bien plus occupée à obtenir des sûretés qu'elle ne projettoit pas de lui les déclarer : ce sont les démarches qu'elle veut de faire auprès de nous et dont il me reste à vous informer.

Vous vous rappelés M. les insinuations vagues faites à M. le p^r de Mameran touchant un désarmement; les conseils de M. le M^r de Grimaldi, nos observations et enfin un propos très sage et très judicieux de M. le C^{te} de Floride Blanche au Lord Graham sur ce sujet. Ce dernier doit avoir fait impression. Il y a quelque temps qu'un Anglois connu par ses relations de parenté et d'amitié avec quelqu'un des pp^{tes} ministres de sa nation se fit introduire chez M. le comte de Maurepas. Il s'annonce cet n'étant chargé d'aucune commission mais il lui dit que n'étant pas moins affectionné à la France qu'il vit, qu'à l'Ang^{te} ou il a pris naissance, il voyoit avec peine les semences de défiance qui germent entre les deux nations, qu'elles ne manqueroient pas de les conduire à la guerre ou du moins de les constituer dans un état de précautions et de dépense qui en auroit tous les inconvénients.

La réponse de M. le C^{te} de Maurepas fut simple, franche et ferme; la France vouloit la paix, elle n'avoit aucun dessein contre l'Ang^{te} mais elle ne vouloit pas être dans le cas d'être surprise ou prévenue.

Cet emissaire est revenu à la charge à différentes reprises, chaque fois il a donné plus d'étendue à ses insinuations. M. le C^{te} de Maurepas les a accueillies, et n'a refusé aucune des explications convenables pour constater que nos dispositions sont inoffensives. L'Anglois bien convaincu que nos vues ne sont point tournées à la guerre, a demandé la permission de repasser dans sa patrie pour y rendre compte de ce qu'il avoit vu et entendu. Son absence n'a pas été longue. Il en est revenu depuis quelques jours avec des lettres des principaux ministres d'Etat pour M. le C^{te} de Maurepas; avec des explications satisfaisantes sur différents doutes que ce ministre avoit laissé entrevoir; le dernier mot de l'emissaire a été que le Lord Stormond seroit désormais l'organe des intentions de sa cour et le garant de leur sincérité.

Cet ambassadeur qui s'étoit tenu jusque là derrière le rideau, est venu trouver M. le C^{te} de Maurepas, il a ratifié tout ce qui lui avoit été rapporté par l'emissaire, et en a pris occasion pour se plaindre modestement d'une augmentation d'armement de 7. vaisseaux ordonnée dans nos ports. Il lui a

été répondu qu'elle étoit calculée sur celle que l'Ang^e faisoit elle même. Le Lord Stormond a entrepris de la justifier tant bien que mal, ce qu'il y a de mieux est qu'il a insinué que sa cour seroit très disposée à borner le nombre de ses armemens, même à le diminuer si la France vouloit faire le même de son côté.

M. le C^{te} de Maurepas ne s'est pas refusé à cette ouverture et il est convenu avec l'ambassadeur que si sa cour vouloit désarmer huit v^e de ligne nous suspendrions l'armement des 7. qui ont été mis nouvellement en commission à Brest et à Toulon, sauf à donner par la suite plus d'étendue au désarmement si les deux cours le trouvent bon. Nous demandons de plus une assurance ministérielle qui est promise que nos pêcheurs dont il avoit été question de suspendre le départ jouiront de toute sûreté et protection sur le Grand Banc et à Terre Neuve, et à cette condition nous n'envoyons pas d'escadre ni de vaisseaux armés dans ce parage; c'est ce que les Anglois paroissent singulièrement redouter et non sans raison en regard au voisinage des côtes de la nouvelle Ang^e et à l'encouragement que les rebelles en recevraient.

Vous voudrez bien M. observer et faire observer deux choses au ministre du Roi C^{te}. La 1^{re} qu'en entrant dans cette espèce d'accord avec le gouvernement anglois nous déférons autant aux conseils du cabinet de Madrid qu'aux principes de conduite que les deux Couronnes se sont fixés depuis plusieurs mois de ne rien faire qui puisse nous rendre les agresseurs et d'attendre que la guerre si elle doit éclater vienne du fait de l'Ang^e. Ses demandes vis à vis de nous et vis à vis de l'Esp^e prouvent qu'elle la craint plus qu'elle ne la désire et ce que nous savons de la situation intérieure peut et doit en faire foi, ses dépenses sont en effet si énormes et les moyens d'y pourvoir si coûteux, puisque ce n'est que par des sacrifices qu'elle soutient une apparence de crédit, que dans quelque temps que l'Ang^e réussisse à s'arranger avec ses colonies, elle aura plus de besoin de respirer que de songer à de nouvelles entreprises.

La 2^e observation est qu'en même temps que M. le C^{te} de Maurepas a réservé la communication la plus entière à l'Esp^e de tout ce qu'il pourroit conclure, il n'y a pas un mot qui engage même indirectement cette puissance, en sorte qu'elle est en pleine liberté de faire ce qui lui conviendra, de conserver, d'augmenter et de diminuer le nombre et la force de ses armemens.

177 suivant son bon plaisir. Si le dernier lui agréait elle pourrait en faire le sujet d'une transaction particulière pour exiger à titre de réciprocité un desarmement de la part de l'Ang^l.

Je ne vous ai pas dissimulé dans mes précédentes dépêches M^l que le Roi sans une nécessité évidente ne se porterait pas à augmenter ses armemens, Sa M^{te} ne voulant point approprier à des mesures qu'on peut dire de pure ostentation des sommes qu'elle peut employer d'une manière plus utile puis qu'elles seront destinées à augmenter nos approvisionnements.

Le Roi a dans ce moment 42. v^e de ligne en bon état et tout ce qui est nécessaire même les vivres pour les envoyer à la mer. Ce tableau quoi que riant ne forme pas une puissance consolée, en effet cette escadre après une première campagne deviendrait nulle si on n'avait pas des réchanges en vasesseux et on agréé à y substituer et ce sont là des choses que l'argent ne procure pas si on ne s'y est pris à l'avance. Il n'a pas été possible de tout faire à la fois et si l'on savait l'état où étoit notre marine au printemps dernier on ne croirait pas que nous eussions pu la tirer de ses cendres en aussi peu de temps. Nous avons fait une marine extérieure, mais nous ne lui avons pas encore donné cette force stable que le bon emploi que nous faisons du temps lui assurera. Nous avons des marchés faits et très considérables pour des bois des chanvres des matras et d'autres art^s également nécessaires, mais tout cela rentre lentement et ne peut venir que successivement. Le Roi ne croira avoir une sa marine sur le pied où elle doit être, que lorsqu'indépendant des 52 v^e que nous aurons en automne il y en aura 30 autres en bois dans nos chantiers et des agrets et apareux au moins pour le service de deux campagnes. Nous ne doutons pas M^l que la même prévoyance affecte l'Espagne et qu'elle s'occupe sérieusement de remplir ses magasins.

Une nouvelle considération bien essentielle pour la France et qui doit nous porter à reculer l'époque de la guerre autant qu'il sera possible, sans compromettre la dignité et la sûreté des deux Couronnes, est l'état de nos finances. Nous n'avons jamais cherché à faire illusion à l'Esp^l sur le délabrement dans lequel le feu Roi les a laissées. Ce n'est pas avec un parent sans affectionné et avec un allié aussi intime qu'on cherche à imposer sur sa situation. On a fait sous le règne actuel plusieurs tentatives qui loin de réussir ont plus tout augmenté le désordre, parce qu'elles ont égaré la confiance et le

credit. Nous entrons dans une nouvelle carrière qui semble autoriser des espérances plus réelles. M. Necker a débüté par des emprunts considérables qui servent à en acquitter d'autres très onéreux et à faire rentrer dans la main du Roi des branches des revenus qui n'étoient pas à leur valeur, donnent dès cette année une augmentation de recettes assez importante et en assurent pour la prochaine une supérieure aux dépenses, si il n'arrive pas des événemens forcés tels que la guerre qui confonderoit toute prévoyance et absorberoit tous les moyens. La preuve que le plan est bon est la confiance publique qui revient; tous nos effets remontent, l'argent commence à devenir plus facile, et à un bon meilleur taux qu'il ne l'étoit il y a peu de mois. Les choses remises au point que le Roi suffiroit par ses propres revenus aux dépenses de sa Couronne il est des opérations économiques qui sans faire la moindre surcharge sur les contribuables produiroient un excédant de moyens qui employés à l'amortissement rendroient notre dette aussi solidement constituée que l'est celle d'Angleterre; elle n'est que charge aujourd'hui elle deviendroît richesse en établissant un nouvel ordre de circulation.

Un but aussi salutaire dont nous ne doutons pas que l'Esprit partage le vœu avec nous puisqu'elle n'a pas moins d'intérêt à notre prospérité que nous en avons à la sienne, ce but dis-je est bien fait pour justifier notre tendance à la conservation de la paix. Si nous pouvions rétablir l'opinion du bon état de nos finances, toutes nos possessions seroient bien plus en sûreté sous cet aspect que sous la protection d'escadres nombreuses qui peuvent être primées ou surpassées. La France et l'Esprit intimement unis ne veulent que la paix et la justice feront toujours respecter des sentimens aussi magnanimes lorsqu'on ne pourra pas douter que le pouvoir est égal à la volonté.

Je dois avoir l'honneur de vous prévenir M. que je n'ai point encore parlé à M. le C^{te} d'Aranda de tout ce qui fait l'objet de cette dépêche. Ce n'est pas que nous manquions de confiance en lui, il est peu de choses dont nous lui faisons mystère, mais sa façon de penser ne semble pas toujours analogue aux principes de modération auxquels les deux cours se sont voués. Il croit la guerre préférable à la paix, le moment lui semble propice pour écraser les Anglois. Depuis 40. ans que je me mêle d'affaires j'ai vu des ligueurs pour écraser quelque puissance et je n'en ai vu écraser aucune. J'ai vu qu'on s'écrasoit respectivement par des dépenses forcées et qu'on faisoit des paix à peu

1777 près égales par épuisement. Ajoutons que l'Ang^{re} tient une place trop marquée dans la balance générale pour qu'on puisse tenter impunément de l'écraser. Elle pourroit trouver des défenseurs même parmi nos propres alliés, et nous ne devons pas taire qu'il nous seroit de toute impossibilité de soutenir à la fois une guerre de mer et une guerre de terre.

Vous voudrez bien M. communiquer confidentiellement cette lettre à M. le C^{te} de Floride-Blanche, quand le fond de nos idées ne se concilieroit pas avec les menues il doit du moins y apercevoir toute la franchise qu'il aime, la confiance qu'il inspire et la cordialité qui doit régner entre les ministres de princes aussi étroitement unis que le sont nos augustes maîtres par les liens du sang et de l'amitié.

Espagne, t. 584, n° 22

Si les bonnes impressions du ministre étoient aussi entières que le montraient ces dernières lignes, elles furent vite troublées. Coup sur coup, il recevait par Ossun un pli particulier de M. de Floridablanca, et le comte d'Aranda lui apportait la réponse de sa cour au courrier du 22 mars. Le 18 avril, revoyant la correspondance de Gérard, qui exprimait, au milieu des généralités courantes, les sentiments de satisfaction habituels sur l'accord et l'union des deux gouvernements¹, il

¹ A Versailles le 18 avril 1777, « J'ai reçu
« M. toutes les dépêches que vous m'avez fait
« l'honneur de m'écrire depuis la n° 37 jus-
« qu'à la n° 43 inclusivement. Je n'entre pas dans
« aucun détail sur les principaux objets qu'elles
« renferment, parce que quelques uns se trou-
« vent éclaircis par mes précédentes dépêches
« et que je me réserve de m'expliquer un peu
« de jours plus particulièrement sur les autres.
« En attendant le Roi vous charge M. d'assurer
« Sa M^{te} C^{te} lorsque elle vous en fournira l'oc-
« casion, qu'il se portera toujours avec le plus
« grand zèle à tout ce qui pourra contribuer à
« l'avantage des deux Couronnes, et qu'il so-
« lemnement Sa M^{te} contiendra comme elle a
« fait jusqu'à présent de communiquer avec la

« plus grande franchise et une entière confiance
« ses idées et ses vues au Roi son cousin, mais
« aussi qu'elle n'acceptera jamais aucun plan
« qu'elle ne l'ait préalablement concerté et ar-
« rêté avec lui. Vous assurerez en même temps
« ce prince aussi que ses ministres qui notre
« politique n'a qu'un objet, celui de maintenir
« l'honneur la considération et la gloire des
« deux monarchies, que c'est à cet objet uni-
« quement que se rapportent toutes les ac-
« tions de Sa M^{te} et que si les conjonctures
« devoient dans la suite en présenter d'autres
« son premier soin seroit de les confier sans
« réserve à un prince avec lequel elle est dans
« la communion la plus étroite de vœux et d'in-
« térêts. »

insérât de sa main dans la minute, par un renvoi en marge, cette réserve qui sentait la blessure. 777

Je ne puis cependant pas vous dissimuler la sensation que fait sur moi la lettre de M. de Floride Blanche que vous m'avez fait passer, je n'y vois pas des dispositions bien conciliantes, mais plus tost un ton tranchant et décisif qui ne déclare pas les affaires et ne les rendra pas faciles. Je ne vous dis rien encore de celle qu'il a écrite à M. d'Aranda et qui tient lieu aparemment du mémoire qu'il vous a annoncé; il faudra bien de la sagesse pour y répondre sans s'échauffer; c'est un plaidoyer amer.

Espagne, 1. 584. 27. 30.

Nous n'avons pas la lettre personnelle dont M. de Vergennes s'était ému, mais par sa forme autant que par ses vues la dépêche était défavorable à l'entente. Elle portait aussi cette date du 7 avril où, à Versailles, on trouvait encore, à tout prendre, des raisons de se féliciter de l'accord. Elle semblait plutôt destinée à satisfaire les propensions du comte d'Aranda et de ses amis d'Espagne qu'à entrer dans le domaine officiel; on aurait pu douter qu'il dût en être donné copie. Comme l'ambassadeur à propos des propositions de Silas Deane, le ministre du Pardo reprenait les choses à la question de savoir si l'inaction, dans les circonstances actuelles, ne ferait pas courir à la France et à l'Espagne de très grands risques, là justement où elles avaient le plus d'intérêts à défendre. Pour montrer qu'elles devaient craindre ce résultat, il analysait avec un certain sarcasme les raisons successivement émises par M. de Vergennes au sujet de Saint-Domingue et au sujet des préoccupations à concevoir sur les intentions de Catherine II. Le Roi Catholique, portait cette dépêche, avait déjà modifié ses plans sur la frontière portugaise pour faciliter un arrangement avec la France; il avait offert les moyens d'assurer la santé des troupes à Saint-Domingue dans l'espérance d'avoir ainsi rapproché la date d'une action commune; on aurait donc « perdu le temps et le fruit des réflexions si l'on décidait maintenant de ne rien faire

- 1777 quand la plus grande partie devrait être déjà faite ». Là-dessus, avec un esprit critique que la concision même du langage aggravait, le comte se retorsait les raisonnements des dépêches françaises. En traduisant, M. de Vergennes n'avait pu s'empêcher de souligner des passages ou perceait presque l'aigreur. Tout cela était dit pour aboutir ou pour paraître aboutir à des plans ultérieurs de politique commune. « S'il ne s'agissait que de répondre à un écrit par un autre, marquant le successeur de M. de Grimaldi, ce qui précède suffirait; mais la plus grande franchise et l'union la plus intime régnant entre les deux cours, le roi m'ordonne d'éclaircir davantage la matière, » alors, à l'exemple d'Aranda lorsque celui-ci demandait l'alliance immédiate avec le Congrès, il reprenait les raisons données autrefois par M. de Vergennes pour placer les possessions réciproques à l'abri des insultes, il démontrait ironiquement que de tenir des forces prêtes en Europe ne préviendrait pas les coups frappés ailleurs; que, dans l'incertitude des résolutions possibles de l'Angleterre, l'unique parti consistait à mettre ces possessions dans un état de défense tel qu'il ôtât à celle-ci la tentation de s'y jeter et que les deux Couronnes fussent rendues prêtes à intervenir dans les accords inévitables entre les Colonies et la métropole; elles assureraient par là le commerce de l'une, si visiblement utile à l'autre, et, sans sortir de la modération dont elles étaient notoirement inspirées ensemble, elles profiteraient de quelque opportunité heureuse pour récupérer des territoires qui leur appartiennent, qui leur ont été violemment enlevés; il précisait à cet égard comme il suit : la France dans le Canada (indiquant que le ministre de Versailles en avait laissé entrevoir le désir dans une de ses dépêches) et l'Espagne « si des propositions analogues lui étaient faites ». Arthur Lee, à Burgos, venait d'offrir Pensacola, en Floride, pour prix du concours de l'Espagne; c'est peut-être en raison de cette offre-là que le ministre parlait ainsi. En terminant, il arguait de nouveau de l'insécurité des inquiétudes mises en avant au sujet de Catherine II, de la date éloignée, en tout cas, à laquelle elles devaient être renvoyées,

1777
 semblant presque n'y voir qu'une invention de M. de Vergennes, et il renouvelait à l'ambassadeur, « de l'ordre du roi et pour qu'il en donnât connaissance au cabinet de Versailles », l'avis que Sa Majesté jugeait nécessaire un envoi de troupes et de vaisseaux aux îles de la manière prudente et progressive qu'il avait indiquée; que, loin de penser pour cela à la guerre ou à des conquêtes, elle continuerait ses explanations amicales avec l'Angleterre, qu'elle écouterait celles que le cabinet anglais donnerait peut-être pour éviter une rupture, ajoutant, comme une sorte de critique, « conformément au système adopté par le cabinet français et Sa Majesté elle-même », enfin, que le roi se flattait de voir ces réflexions « faire force en France », de sorte que le ministère de Versailles entrerait dans ses idées¹.

Pendant que cette dépêche s'acheminait, un entretien de lord Stormont avec M. de Vergennes venait disposer les ministres du roi à s'affecter de ses allures et des vues qu'elle donnait à deviner, un peu plus encore que n'y autorisaient ses termes. Attentif à ne pas perdre une occasion de jeter du nuage entre les deux Couronnes, l'ambassadeur anglais était venu apprendre au ministre que l'Espagne avait refusé l'entrée chez elle à des agents américains. Il en avait pris texte pour récriminer une fois de plus, faisant remarquer désobligeamment combien on avait plus à se louer, à Londres, de la cour de Madrid que de la cour de France par qui ces agents étaient accueillis et recherchés; il appuyait ses dires sur de formelles informations de lord Grantham. C'était d'Arthur Lee qu'il s'agissait là. M. de Grimaldi avait conféré à Burgos avec ce commissaire des Colonies. Osant mandait, le 10 mars, que Lee « venait proposer un traité d'alliance à l'Espagne et l'engager à faire la guerre à l'Angleterre, sur quoi M. de Grimaldi

¹ *Espagne*, t. 583, n° 14. Nous ne reproduisons pas aux annexes cette dépêche du 7 avril parce qu'elle ne tarda pas à être lue pour son auteur. Elle n'avait pas été faite pour être communiquée. M. de Vergennes en la tra-

duisant, y avait marqué par des traits, entre autres les passages relatifs aux avantages territoriaux à poursuivre par les deux cours et aux communications que l'Angleterre pourrait faire en vue de détacher l'Espagne.

1777 lui avait donné pour réponse unique que le système de Sa Majesté Catholique à ce sujet était le même que celui de la France ». Mais ce n'avait pas été sans beaucoup de peine que l'ancien ministre avait dissuadé l'envoyé de pousser jusqu'à Madrid. L'Américain avait alors demandé des secours d'argent, d'armes, de munitions de guerre. Sur le compte qui en avait été rendu, Sa Majesté Catholique avait résolu d'accorder ces secours et Lee était allé attendre la réponse dernière à Vittoria. Ossun ajoutait « qu'on imposerait la condition de traiter et de s'arranger avec des négociants espagnols pour les armes et les munitions de guerre, tant par rapport à la fourniture qu'au transport et que le Gouvernement éviterait de s'en mêler¹ ». Le 13 mars, il annonçait que le roi avait fait compter immédiatement à l'Américain un million de réaux (250,000 livres), prélude d'allocations ultérieures². Plus complètement renseigné peu après, il expliquait que Lee offrait à l'Espagne beaucoup de choses, entre autres la place de Pensacola : les Colonies s'en empareraient et la remettraient à Sa Majesté Catholique; le roi n'avait pas refusé la cession, mais il ne la laisserait réaliser que si les Colonies établissaient leur indépendance; il avait fait, d'ailleurs, connaître qu'il écartait « tout le reste », sans dire en quoi consistait ce « reste »; et l'ambassadeur n'était pas éloigné de croire que M. de Floridablanca penchait à accepter provisoirement la place en dépôt³.

Le roi d'Espagne avait donc agi avec l'Américain comme on agissait à Versailles. Dès le premier rapport M. de Vergennes le constatait, ne demandant qu'à être tenu au courant de ce qui surviendrait et surtout du chiffre auquel les subventions seraient élevées⁴. D'Aranjuez, où les entretiens, plus intimes, procuraient des informations plus développées, Ossun avait confirmé tout cela le 7 avril⁵, et Lee était rentré à Paris, « content des espérances qu'on lui a données », c'est M. de

¹ Espagne, t. 583, n° 154.

² *Ibid.*, n° 163.

³ Rapport du 24 mars. *Ibid.*, n° 184.

⁴ Dépêche du 25 mars au marquis d'Ossun.

Ibid., n° 186.

⁵ *Ibid.*, t. 584, n° 12.

Vergennes qui le mande ce même jour, en ajoutant que ce dont les *insurgens* ont le plus pressant besoin est de l'argent; « le commerce, » disait-il, les rançonne plus tôt qu'il ne les sert¹. » On voit dans la correspondance de Franklin qu'en effet la légation était satisfaite. Elle se montrait telle, au moins, et Franklin indiquait au Congrès que « c'était en vertu de ce principe, « qu'à demander appui aux autres on doit, tout en gardant la dignité de caractère d'une nation vierge, s'accommoder à leur tempérament² ». Il n'y avait rien eu de plus. Sur ce chapitre les deux cours s'entendaient donc fort bien. Mais l'ambassadeur d'Angleterre à Madrid avait habilement profité de ce qui lui était revenu là-dessus et il avait mis lord Stormont à même de s'en servir à Versailles comme celui-ci savait le faire. M. de Vergennes ne s'était pas trouvé plus embarrassé pour répondre aux confidences de ce dernier qu'il ne l'était maintenant par ses plaintes. Cependant, ces confidences ne lui avaient pas semblé sans quelque fondement. Elles indiquaient dans ce cas une sorte d'infidélité de la part de l'Espagne. Elles donnaient par suite de l'acuité aux blessures qu'il ressentait déjà. Il ne put contenir un frémissement qu'à son gré, peut-être, il avait trop de fois réprimé. Il écrivit privément à Ossun

A Versailles le 13 avril 1777

La franchise de mon caractère ne me permet pas M. de vous taire un petit reproche que je me crois fondé à faire à M. le C^{te} de Floride Blanche et sur lequel je vous prie de l'entretenir avec tous les ménagemens que vous trouverez convenables.

L'Esp^e n'a point voulu admettre un député insurgent, elle a renvoyé, dit-on, un autre Américain qui avait pénétré jusqu'à Madrid, tout est bien jusque là, chacun fait chez soi ce que bon lui semble. Mais il ne suffit pas de bien faire sans rechercher des applaudissemens qui souvent humilient plus qu'ils ne glorifient. Pour quoi faire mention de ce renvoi au Lord Grantham,

¹ Dépêche du 7 avril. *España*, t. 383, n° 16. — ² Lettre de Franklin à A. Lee du 21 mars 1777. *The Works of Franklin*, t. VII, p. 209.

177 accueillir ses remerciemens et lui en rendre d'autres qui ne pouvaient qu'effacer l'orgueil des têtes anglaises? Je n'étais pas surpris que M. le duc de Grimaldi chargea M. le P^{re} de Masseran d'assurer les ministres anglais et assura lui même l'ambassadeur de cette nation que l'Espagne ne fournirait aucun secours aux insurgens tandis qu'il nous était bien notoire qu'elle leurs en faisait passer par nos mains et cela toujours de manière à faire sentir une disparité marquée dans la conduite des deux Couronnes, c'était une touche italienne contre laquelle nous nous serions vainement élevés, mais nous en attendons une plus maigre de M. le C. de Floride Blanche. Les petits détours, les finesses italiennes ne doivent pas ternir un caractère aussi élevé que le sien. Que doit il résulter si l'Espagne montre une opposition si déclarée aux mesures et aux procédés qu'on voit la France adopter? On jugera ou que celle la craint assez l'Ang^e pour ne pas même oser admettre et donner l'hospitalité à un homme qualifié de rebelle par une nation qui les reçoit tous indistinctement dans son sein et non rejette aucun, ou bien que l'union systématique des deux Couronnes n'est pas aussi étroite qu'on la supposait puisqu'elles marchent sur des lignes si diamétralement opposées. Je vous laisse à juger M. lequel de ces deux préjugés serait le plus dangereux.

Le Lord Stormond arrivé du bon exemple de l'Espagne qu'il préconise avec raison est venu me trouver pour me dire assez crûment que sa cour est bien plus contente de la cour de Madrid que de la notre. J'ai essuyé le récit de tout ce que M. de Floride Blanche a dit et fait; plus une distribution violente contre le personnel des Américains que nous avons ici et enfin des espèces de reproche de fautes que je leurs donne. Vous sentez M. la force que donne la comparaison. J'ai félicité froidement l'ambassadeur des complaisances et des bons procédés de l'Esp^e, je lui ai assuré que si les formes sont différentes en France les intentions sont les mêmes et je lui ai ajouté que mon devoir étant d'écouter tout le monde il lui étoit moins essentiel de savoir si j'écoute les Américains que d'être instruit si je leurs reponds. Il m'a donné à entendre qu'il faut bien que je leurs reponde puis que dans leurs lettres au Congrès ils promettent notre alliance et qu'elle serait même déjà conclue s'ils avoient été autorisés à promettre de n'entendre à aucune proposition et de ne conclure aucun accord de paix ou de trêve qu'avec notre consentement.

Ma réponse a été que je ne garantis point ce que ces gens la peuvent écrire; que leur fanatisme et l'envie d'encourager leurs compatriotes peuvent leurs faire hazarder bien des choses. Pour ce qui est de la clause que nous exigeons, je lui fort assuré que si nous étions dans le cas de faire alliance avec les Américains très certainement nous n'omettrions pas de la faire énoncer. M. le C^{te} de Maurepas auquel le Lord Stormond a délégué cette même plainte lui a répondu aussi à propos que gaie^{ment} que nous attendions que l'Ang^{re} eût signé l'indépendance pour conclure le même jour notre traité avec l'Amérique. 177

Ce ne sera jamais par des complaisances gratuites que nous assujétirons l'Ang^{re} aux justes égards qu'elle doit aux deux Couronnes. Si végétans dans l'incertitude et dans la mollesse nous avons négligé l'occasion pour remonter nos forces et notre ton elle exagérerait avec hauteur et insolence ce qu'elle nous demande maintenant d'une manière convenable. Faisons en sorte de ne pas descendre du degré où nous sommes remontés ne nous déjoignons pas nous même. Nous serions déjoûés si elle ne voit pas la plus parfaite uniformité de langage et de mesures entre les deux cours. Soyons honnêtes et soutenus l'Ang^{re} ne nous fera pas la guerre parce que nous n'excederons pas en vains complimens.

Au reste c'est l'Esp^{agne} qui est plus intéressée que nous à la tournure que les affaires de l'Amérique septentrionale pourront prendre, si elle pense que nous devons nous en isoler entièrement et cesser de donner des spui et de l'encouragement à cette cause nous attendrons la proposition qu'elle nous en fera pour en délibérer et pour lui envoyer notre acquiescement ou nos doutes.

Espagne, t. 584 n° 23.

On ressentait ainsi une certaine lassitude, presque du détachement, à l'égard de la cour de Madrid. Les insinuations plus ou moins authentiques de désarmement faites en secret au nom du cabinet de Londres arrivant alors, il ne serait pas impossible qu'on les examinât avec un peu de complaisance au moment où Aranda apporta la dépêche du 5 mars. Cette dépêche devait produire une impression d'autant plus vive. Toutefois, il y allait des rapports des deux cours, et l'objet était trop sérieux pour que l'on cédât tout de suite à ces impressions.

157 Cette « sagesse » que, non sans raison, M. de Vergennes jugeait difficile, commandait de s'expliquer auparavant, de ne « s'échauffer » que de modération, de justesse, et de tenter de confondre à ses débuts, par la sincérité ou par le sens politique, la façon dont le successeur de M. de Grimaldi paraissait comprendre le concert entre les deux Couronnes. Les critiques de ce successeur visaient le gouvernement du roi; c'était dès lors le roi non le ministre seul, qui devait répondre. Le monarque et ses conseillers eurent cette opinion ensemble et M. de Vergennes prit de nouveau la plume. Le 16 avril, devant M. de Maurepas, il lisait au roi, qui l'approuva de sa main, le projet d'une réfutation, on pourrait dire solennelle, expédiée le jour même au comte d'Aranda. Cette réfutation n'était pas moins développée que le *factum* énigmatique du nouveau ministre d'Espagne. Elle rappelait la pensée du gouvernement du roi depuis l'origine, les opinions qu'il avait émises, les conseils qu'il avait donnés, et elle en montrait l'unité, la loyauté parfaite. Raresment la guerre et l'esprit de conquête ont été jugés dans des correspondances diplomatiques sous l'inspiration d'une politique aussi élevée, rarement une conduite à tenir a été examinée avec un esprit plus juste. Le danger d'engager la guerre tout simplement, par le moyen même que le ministre espagnol proposait pour s'en garder, la nécessité où était la France de ne la point laisser commencer sans s'être garantie d'avance contre ses suites, le désintéressement absolu du roi pour une conquête territoriale quelconque, étaient une fois de plus affirmés, rendus palpables. Les idées singulières, inconnues jusqu'alors pour les deux cours, que proposait M. de Floridablanca, les récriminations controuvées ou malveillantes dont il avait voulu, sans doute, être un peu prodigue avec son ambassadeur, étaient redressées par des considérations dont la vérité s'imposait. En annonçant à Ossun, le 2 mai, qu'il lui adressait la copie des deux pièces celle de la dépêche communiquée par le comte d'Aranda et celle de la réfutation du roi, le ministre n'avait pas tort de lui dire : « Vous observerez avec plaisir que nous n'opposons que sagesse et rai-

« sonnement à la vivacité, à la véhémence et à la causticité du ministre « espagnol » M. de Vergennes avait constaté, comme on le voit ici, l'approbation royale en marge de sa minute, les soulignés rappellent des passages ou des mots du mémoire espagnol : 177.

Cette lettre a été communiquée au Roi M., le C^{te} de Maurepas présent et a été approuvée le même jour 26.

M

Le Roi ayant pris en considération la lettre de M. le comte de Floride Blanche du 7 de ce mois que V. Ex^{te} a été autorisée à me communiquer avant de déterminer la réponse à y faire a voulu revoir par lui même tout ce qui s'est passé de plus essentiel entre les deux cours depuis la naissance des circonstances qui affectent avec raison leur prévoyance. Sa M^{te} a remarqué avec plaisir dans le relevé exact de toute la correspondance qu'elle s'est fait représenter à dater du mois de mars de l'année dernière, que les deux cours entièrement d'accord sur les principes d'une conduite analogue à la justice et à la magnanimité des sentimens de leurs augustes souverains, ont différé d'opinion moins sur l'utilité de certaines précautions convenables à prendre dans le tems pour la sûreté de leurs possessions respectives, que sur leur quotité et sur l'époque la plus naturelle pour ne pas contrarier le but que Leurs M^{tes} se sont proposé, celui de ne pas provoquer une guerre, qu'elles croient de leur justice, de leur intérêt et de leur dignité d'éviter.

V. Ex^{te} trouvera la preuve irrefragable de l'uniformité perseverante de la façon de penser du Roi

Espagne, t. 584, n° 48. « Je profiterai du retour de ce courrier qui doit partir dans le courant de la semaine prochaine pour vous envoyer la copie de la traduction de la lettre de M. le C^{te} de Floride Blanche à M. le

« C^{te} d'Aranda du 7. avril qui nous a été communiquée et la réponse que j'ai faite de l'ordre du Roi à cet ambassadeur. Vous observerez » etc. Cette lettre est reproduite plus loin presque tout entière.

- 174 dans l'extrait que Sa M^{te} m'ordonne de lui remettre des instructions adressées successivement à M. le M^{re} d'Osmaun relativement à un envoi de forces de terre et de mer à St Domingue. S'il n'avait été question que d'une affaire d'opinion, le Roi se seroit porté avec empressement à faire le sacrifice de la sienne au Roi son oncle; mais s'agissant d'une démarche qui peut avoir les suites les plus graves, Sa M^{te} a pensé ne pouvoir mieux prouver à Sa M^{te} C^{te} la plénitude de sa confiance qu'en ne lui faisant aucune des réflexions et des considérations qui naissent de la nature de la chose et de la position particulière de la France.

Si nous envoyons des forces considérables dans l'Amerique occidentale et sur tout une escadre, dans un tems où les Anglois evitent d'y tenir des vaisseaux de force; ou ils assurent qu'ils n'y en tiendront point s'ils n'y sont forcés, et on enfin la franchise avec laquelle ils se degarnissent de troupes dans l'intérieur de leur île fait une sûreté plus forte que toutes les assurances qu'ils peuvent donner, qu'ils n'ont aucune vue offensive et hostile contre les deux Couronnes; si c'est dans des circonstances aussi rassurantes que nous témoignons le plus d'alarmes et que nous faisons une démonstration aussi propre à la donner; le moindre effet sera que les Anglois ne devant pas plus de confiance à nos assurances que nous en accordons aux leurs se croiront dans l'obligation d'envoyer immédiatement une force maritime supérieure dans ces mêmes contrées. Ces forces pourront avoir respectivement l'ordre de rester en observation, mais l'intérêt public n'est pas toujours celui des particuliers. Les officiers ont autant d'intérêt à la guerre que les nations ont de raison de la craindre, et tandis que les cours se flatteront de conserver la paix il pourra arriver que ce qu'elles auront employé à titre de moyen auxiliaire à cette vue sera précisément ce qui confondra leur prévoyance.

Votre cour ne doit pas s'étonner M. que nous insistions itérativement sur ce point, on sait bien où commence la guerre, mais on ne peut savoir où, quand et comment elle finira. Si on avoit la sûreté qu'elle se concentreroit entre nous et l'Ang^{te} et qu'elle ne s'étendrait point sur le continent, l'occasion pourroit paroître seduisante et ce seroit un effort sublime de vertu de s'y refuser. Mais l'existence de la puissance de l'Ang^{te} interesse l'équilibre de la balance de l'Europe, il faut donc s'attendre qu'elle ne sera pas abandonnée.

Cette considération a déjà été posée, c'est elle qui a fait penser concurremment à nos augustes maîtres que s'il n'y avait pas moyen d'éviter la guerre il falloit qu'elle vint évidemment du fait de l'Ang^{re} mais si la guerre rallumant l'incendie gagnait le continent, l'Espagne aurait peine à en souffrir, son heureuse position la met à l'abri des révolutions politiques et des crises de l'Europe. Il n'en est pas de même pour la France. Tout le poids retomberoit sur elle. Ce n'est point à votre cour M^{ce} ce n'est point à V. Ex^{te} que nous dissimulerons combien un pareil événement seroit embarrassant et ruineux pour nous : le cabinet de Madrid ne doit donc pas être surpris si ne devant pas perdre de vue une perspective aussi effrayante nous cherchons par notre circonspection à en détourner les sinistres effets.

V. Ex^{te} connaît l'embarras dans lequel le Roi a trouvé ses affaires; elle voit ce que Sa M^{te} fait journellement pour les rétablir, et elle remarque sûrement avec satisfaction du progrès dans la renaissance du crédit public, mais ce n'est qu'à l'ombre de la paix qu'il peut se consolider, tout ce qui feroit craindre la guerre l'étoufferoit. Le Roi est bien éloigné de penser que ce soit là le but ou le Roi son oncle se propose d'arriver, tranquille sur les assurances qu'il en a reçu et qu'il lui fait renouveler, le Roi est bien persuadé de la persévérance de Sa M^{te} Cath^{olique} dans les sentimens de paix et de modération quelle l'a invité elle même à adopter et à partager. Mais on peut être l'auteur de la guerre sans être ostensiblement l'agresseur, et ne seroit ce pas là où indépendamment de l'effet résultant de quelques démonstrations trop accélérées, pourroit nous conduire l'adoption du point de vue que M. et C^{te} de Floride Blanche propose lorsqu'il explique que la France et l'Esp^{gne} doivent par intérêt et en bonne politique influencer dans les délibérations et accords que feront entre elles les provinces américaines ou avec la métropole.

Si une pareille influence peut paroître intermédiaire et désirable elle ne peut aussi s'acquiescer sans beaucoup de difficultés et d'inconvéniens. Pour avoir le titre de nous immiscer dans les délibérations intérieures des Colonies et dans les négociations qu'elles pourroient avoir avec la métropole il faudroit se lier étroitement avec elles pour que les intérêts respectifs ne fussent plus qu'un. Ce seroit assurément nous mettre dans l'état d'une guerre ouverte avec l'Ang^{re} quoi que non déclarée, car très certainement cette puissance à moins de la supposer réduite aux derniers abois ne nous admettroit ni à titre de

1777 médiateurs et d'amiables compositeurs. C'est un regard que les puissances se doivent et qu'elles sont fort attentives à remplir les unes envers les autres de ne point se mêler de leurs affaires domestiques. La querelle de l'Amérique est jusqu'à présent purement domestique relativement à l'Ang^{le}; elle ne voit dans les insurgens qu'un peuple rebelle qu'elle a droit de rappeler à son obéissance par tous les moyens qui sont dans son pouvoir sans que d'autres puissances puissent et doivent s'en mêler. Se présenter pour y intervenir ce serait en quelque sorte avouer et reconnoître l'indépendance que les provinces américaines se sont déclarées, parce que ce n'est qu'entre puissances égales qu'une pareille intervention peut être décemment proposée et admise, celle que nous pourrions offrir ne serait donc pas un titre possible dont on pourroit constater la légitimité et les succès sans effusion de sang.

La même réflexion peut également s'adapter à la remarque de M. le C^{te} de Floride-Blanche que *les deux monarches ne s'écarteront pas de leurs principes de modération s'ils desrent de profiter de quelque heureuse opportunité pour récupérer par la voie de la négociation quelques uns des territoires qui leur appartiennent légitimement ou qui leur ont été usurpés par la violence*.

Si les deux Couronnes veulent se contenter de promesses vagues, d'espérances éloignées il n'y a pas de doute que les ministres Br^{ts} se prêteront facilement à donner cette vaine satisfaction, mais si on en exige une plus réelle une cassini ou une restitution actuelle, on peut douter que le ministère anglais puisse et veuille y entendre. La perte de ses places ne serait pas le plus dangereux des sacrifices auxquels il s'exposerait.

Le Roi ne cherchera pas à pressentir quels sont les domaines que le Roi son oncle peut desrer de recouvrer, mais Sa M^{te} n'hésite pas à déclarer qu'elle ne connaît en Amérique co^{mme} en Europe aucun objet assez séduisant d'acquisition pour compenser à ses yeux les hazards, les calamités et l'épuisement résultans d'une guerre. La France a des colonies dans la proportion qui convient à sa population et à ses industries. Plus serait une charge plus tout qu'un bénéfice. Si la perte du Canada lui a été sensible elle doit la moins regretter depuis que l'abandon qu'elle a été obligée d'en faire est devenu le signal de la révolte des provinces anglaises sur le continent. Si nous tentions de nous y réintégrer nous réveillerions les anciennes inquiétudes et jalousies qui faisoient le gage de la fidélité et de la soumission de ces mêmes provinces à

l'Ang^{re} leur véritable façon de penser est à découvert dans les propositions qu'elles nous ont fait parvenir : elles ne sefforcent pas de secouer le joug de leur mère patrie pour s'exposer à subir celui de toute autre puissance.

Lorsque dans l'intimité de la confiance avec laquelle nous nous expliquons avec l'Espagne nous avons fait entendre qu'indifférens pour de nouvelles colonies à sucrer nous inclinons plus tost à obtenir quelque commodité pour notre pêche de Terre Neuve on a donné trop de tendue à ce vœu si on en a nié que le Roi aurait quelque dessein arrêté. Sa M^{te} n'en a d'autre et c'est de son ordre que je le déclare ici à V. Ex^{te} que de maintenir dans le concert établi avec le Roi son oncle la paix que les deux monarques se sont proposée comme le but le plus honorable de leur prévoyance et de leurs vœux. C'est en s'attachant fidèlement à ce plan que Sa M^{te} n'a pas craint de communiquer franchement au Roi son oncle tout ce qui lui a paru pouvoir en avancer ou en éloigner le succès. Elle ne s'est jamais refusée et ne se refusera jamais à partager toutes les mesures qui pourront tendre à une fin aussi salutaire.

C'est dans cette vue que le Roi a fait passer lors de la naissance des troubles un renfort assez considérable de troupes dans ses colonies et qu'il les entretient en bon état par des envois successifs de recrues. Par une suite de la même prévoyance et toujours dans la vue de porter un secours prompt à ces mêmes colonies, Sa M^{te} a fait armer plusieurs vaisseaux dans la Méditerranée et dans l'Océan, et elle tient sur le bord de la mer un certain nombre de bataillons prêts à être embarqués au premier signal; Sa M^{te} n'hésiteroit pas malgré le désavantage de la saison à le donner si elle voyoit le plus léger danger ou retard, mais le Roi prie Sa M^{te} C^{te} de considérer que le moment où les Anglois vont ouvrir la campagne contre leurs colonies est pas celui où nous pouvons craindre qu'ils se tournent contre nos possessions, que si nous prescrivons nos mesures nous éclairerons l'Ang^{re} sur la nécessité d'acheter par des sacrifices l'accommodement que nous devons plus tost chercher à retarder. Que quelque circonspection et quelque anxiété que nous apportions dans l'envoi de nos forces de terre et de mer en les faisant filer successivement leur départ ne peut être un secret et sera nécessairement compensé par un envoi respectif de forces anglaises. M. le M^{re} de Grimaldi nous a fait observer dans une de ses dernières dépêches à l'apui des menagemens qu'il recommandoit que la flotte du Mexique pouvoit courir quelque

1777 risques cette considération sembleroit du plus grand poids pour ne rien précipiter quand même il y auroit des motifs de défiance plus rapprochés qu'ils ne paroissent. Nous avons de notre côté nos pacheurs à la mer, un grand nombre étoit parti lorsqu'on a pensé à les arrêter. Ceux qui avoient été retenus dernièrement ont été remis en liberté après le triage des matelots que le Roi a voulu qui fussent réservés pour le service éventuel de sa marine et sur les assurances formelles que l'Ang^{re} nous a fait donner que son intention perseverante étoit de conserver la paix avec les deux Couronnes. Nous ne nous dissimulons pas que ces assurances peuvent être frauduleuses mais il faudroit renoncer à faire jamais des traités avec une puissance qui ne craindroit pas de se souiller d'une pareille perfidie. Il est probable que l'Ang^{re} qui a paru jusqu'ici plus en défiance sur nos intentions que sur celles de l'Esp^{agne} qui elle nous a souvent proposées cet objet digne d'imitation, il est probable dis-je que l'Ang^{re} rassurée à notre égard ne perdra pas de temps à s'occuper avec le monastère du Roi C^{atholique} et à lui tenir un langage assorti à celui qu'elle continue à nous tenir, nous devons d'autant moins douter qu'elle ne prouve cette marche si elle veut constater sa sincérité et sa bonne foi, que l'on vient de lui faire connaître que sans vouloir néanmoins déroger aux assurances de paix et d'amitié qu'on s'est donné respectivement on ne pourroit continuer les pourparlers pour un désarmement ou pour toute autre mesure tendante à cimenter la bonne intelligence sans la participation et le concours du Roi C^{atholique}. Le Roi ne croit pas qu'il puisse y avoir aucun inconvénient à suspendre une dernière détermination jusqu'à ce que l'on voie plus clair dans les intentions que les Anglois pourront faire. Si elles sont satisfaisantes les deux Couronnes pourront épargner des dépenses qui pourroient avoir un emploi plus utile. Si au contraire les ministres Esp^{agnols} insistent ou se montrent déraisonnables, les deux Couronnes pourront se livrer aux précautions que leur sagesse leurs fera juger convenable, avec la sûreté qu'il en résultera rien omis de tout ce qu'on pouvoit attendre de leur humanité pour prévenir toute extrémité fâcheuse. De ce moment le Roi ne balancera pas à faire passer un renfort de 5. bataillons à S. Domingue, un détachement d'artillerie et de dragons, lesquels joints aux troupes qui y seroient déjà formeront un corps de plus de dix mille hommes, force supérieure à ce que l'état de défense de cette colonie proposoit par le feu C^{atholique} d'Ennemi.

exige 3. autres bataillons avec des detachemens d'artillerie seront envoyés à la Martinique et à la Guadeloupe. Suivant ce plan le Roi aura en Amérique 22 bataillons effectifs un plus grand nombre seroit trop difficile à entretenir. Suivant les calculs les plus moderés faits sur le releve des tabelles la consommation des hommes est annuellement d'un 5^e et à St Domingue quelquefois d'un quart.

Lorsque cet envoi devra se faire on prendra les mesures les plus circonspcctes pour le faire filer sous le simple convoi de fregates. Sa M^t suspendant le depart de ses vaisseaux à moins d'une necessité urgente jusqu'à ce que ses troupes soient assez avancées dans leur navigation pour ne pas devoir craindre que les Anglois entraînés par leur defiance et par leur ressentiment ne passent à en saisir.

Les choses dans cet état il reste à convenir sur l'emplacement des escadres respectives. L'Esp^e a proposé Guarico c'est un lieu d'observation tres favorable. Nous ignorons si l'air y est sain et si les v^{ts} y sont plus à l'abri de la piqure des vers que dans nos ports de St Domingue, mais nous avons déjà remarqué et nous ne pouvons nous dispenser d'observer encore que la station de Guarico très commode en elle même pour veiller sur la Havane et sur tout ce qui est au dessous du Vent ne couvre rien de ce qui est au dessus c'est ce qui fait penser au Roi que jusqu'à ce qu'on pui distinguer avec quelque certitude ou les efforts des Anglois devroient se porter son escadre se trouveroit mieux placée à la Martinique parce que eclairant de là tout ce qui pourroit se passer au dessus du Vent elle seroit à portée de se porter partout ou le besoin l'appelleroit et de se joindre à l'escadre espagnole si cela devoit être nécessaire. Il semble même que les deux escadres se tenant séparées elles obligeroient les Anglois à une division de leurs forces qui leurs laisseroit moins de facilité pour entreprendre. On objectera peut être qu'il sera difficile d'établir une communication assez suivie entre nos escadres respectives pour que bien instruites des mouvemens de l'ennemi elles pussent se prêter mutuellement secours. Mais à la faveur des bateaux herminiers qui ont un cabotage établi entre nos isles et qui montent au vent c'est les Terianes on fait passer assez promptement des avis de St Domingue à la Martinique.

Il reste une difficulté à résoudre pour savoir à qui echaira le commandement de l'escadre réunie. Votre cour a demandé qu'il lui fut deféré. Nous

177 aurons autant de raisons pour former la même demande. Mais les deux escadres ne devant pas être habituellement ensemble ne seroit-il pas plus simple de convenir que le commandement seroit déferé pour les opérations extérieures à celle des escadres qui réclameront le secours de l'autre. Si les deux cours se communiquent les instructions pour leurs commandans respectifs elles les lieroient à ne pouvoir mendier des prétextes soit pour s'attirer mutuellement soit pour refuser de se joindre.

M. le comte de Floride Blanche paroit nous reprocher notre indifférence de n'avoir pas suivi l'offre qu'il nous a faite de l'ordre du Roi son maître de procurer à nos troupes et à nos vaisseaux tous les rafraichissemens que l'on peut tirer de la partie espagnole de St Domingue et de la terre ferme. Si le Roi a cédé de s'expliquer sur une offre aussi obligeante, il n'en a pas moins senti le prix, mais V. Ex^{te} observera d'elle même que si la force de nos mesures communes amenoit la guerre, les ressources qu'on pourroit se procurer de la terre ferme deviendroient trop precieuses pour en faire la base de la subsistance d'un corps nombreux de troupes.

Je ne reprendrai pas ici M. l'idée que M. le comte de Floride Blanche se forme par rapport aux suites que pourra avoir la querelle qui s'est élevée entre les Turcs et les Russes, ainsi que touchant leurs dispositions respectives, et celles de quelques autres puissances. Nous ne pouvons qu'accepter l'heureux augure que ce ministre paroit en concevoir quoi que les nouvelles qui reviennent de différens endroits ne semblent pas encore nous y autoriser. Le Roi emploie la voie des insinuations et des offices pour détourner la cour ottomane de se replonger dans les horreurs d'une guerre qui ne manqueroit pas de lui être funeste et par elle à l'Europe. Mais les Turcs sont si mauvais calculateurs et il est si difficile de faire un calcul assuré sur eux qu'il n'est pas plus facile de se tranquilliser sur le parti qu'ils pourront prendre que de supposer que ce sera le plus sage qu'ils prendront.

L'ambassadeur du Roi à Vienne est chargé d'engager cette cour à faire servir son influence à prévenir une rupture entre les deux puissances, mais elle nous fait entrevoir à cet égard des inquiétudes dont M. le baron de Breteuil doit chercher à approfondir le motif et l'étendue et qui nous donnent lieu de penser qu'elle ne se croit pas elle même en mesure d'empêcher l'événement. Elle paroit porter une attention très inquiète sur l'occupation de

Perecop et sur la révolution que l'on croit effectuée en Grèce. J'attens un courrier de M. le B^{re} de Breteuil pour fixer nos notions, et le Roi ne laissera pas ignorer au Roi son oncle tout ce qui pourra intéresser leur prévoyance commune.

Je me flatte d'avoir exposé à V. E. la façon de penser du Roi mon maître avec autant de clarté que de franchise. Elle connoît trop bien d'ailleurs les principes de Sa Maj^{esté} et sa tendre amitié pour le Roi son oncle pour n'avoir pas la sûreté la plus entière que dans toutes les occasions elle ne lui fasse à rien à désirer de sa plus intime confiance et de son zèle pour les intérêts qui lui sont particuliers comme pour ceux qui sont communs à leurs monarchies.

Je l'ai d'être avec un très parfait attachement

Espagne, 1^{er} 582, n^o 5.

Il fallait bien faire connaître au marquis d'Ossun les motifs des raisonnements que l'on venait de tenir; c'est l'objet de la lettre d'envoi. Elle est du 2 mai. Elle donne à la dépêche une sorte de commentaire. Le ministre écrit que le sujet est « trop sérieux » pour « prêter matière à complaisance ». La complaisance qui vient de l'étendue de l'esprit lui était facile, toutefois, et c'est pourquoi il en avait tant mis dans la forme. « Il s'agit, disait-il, d'assurer la paix; les deux cours semblent parfaitement d'accord sur le but, il n'y a de divergence que sur la manière la plus sûre d'y arriver ». Il s'attachait donc à indiquer surtout l'opinion que l'on avait, à Versailles, sur la manière « d'assurer la paix ». Il faut voir combien il prenait garde d'éviter des fautes qui eussent eu leur contre-coup sur les intérêts communs. Il mandait à l'ambassadeur :

L'Espagne pense que dans cette vue on ne peut trop multiplier les précautions de sûreté, je ne disconviens pas que cette opinion n'ait pour elle des raisons très fortes mais il ne s'en suit pas que celle qui lui est opposée ne puisse être soutenue avec un succès au moins égal. Vous en jugerez M. lorsque vous aurez les pièces du procès sous les yeux. Ce que je me suis attaché à justifier est l'espèce de variation que M. le C^{te} de Floride Blanche semble nous reprocher; relisez je vous prie ma correspondance avec vous, elle vous

1777 convaincre que nous avons été parfaitement unanimes touchant l'envoi d'une escadre et d'un renfort de troupes à St Domingue que nous avons toujours considéré cet très prudent lorsqu'il serait fait à propos, mais aussi cet très dangereux lorsqu'on s'y porterait prématurément.

Si l'Esp^e ne desre de nous dans ce moment et comme vos dernières lettres semblent l'insinuer que de mettre notre marine dans un bon état, elle doit être contente et edifiée du soin que nous y apportons. Je ne vous répéterai pas ce que je vous ai marqué à ce sujet dans ma dépêche du 12 avril. Je n'y ai rien avancé qui ne soit vrai et qui ne soit effectivé à la fin de cette année, toutes les espèces possibles d'approvisionnement sont ordonnées et rentreront à cette époque. Il me resta à ajouter étant reconnu que les frégates sont d'un plus grand service en temps de guerre que des v^e de ligne qui ne sortent qu'en escadre, nous en avons dix sur les chantiers auxquelles on travaille avec beaucoup d'activité.

Je puis vous assurer M. qu'on ne néglige rien de ce qui peut contribuer à un bon et solide état de défense, et que si nous nous refusons à certaines dépenses que nous croions pouvoir éviter ou retarder c'est pour les employer plus utilement. Nous désirerions que ce principe fut dominant en Espagne, nous lui voyons depuis quelque temps faire de grandes consommations en tout genre sans entendre qu'on s'occupe beaucoup de remplacements. Je ne me permettrai pas d'inspecter l'état de ses finances, mais je ne vous cachera pas que nous avons des avis que ses magasins ne sont rien moins qu'abondamment fournis, et que la 1^{re} mise dehors faite il ne restera rien ou bien peu pour une seconde. Une prévoyance bien étendue ne fut jamais en Espagne la vertu la plus recommandable. Cette nation fière entreprend courageusement mais ne soutient pas toujours avec la même constance. Je ne dis pas que cette vieille réflexion soit applicable au temps présent, cependant nous ne pouvons nous dispenser de la considérer dans nos calculs. Je crains qu'on ne pense pas assez en vous etes les inconvéniens attachés à une guerre même heureuse, que serait ce si elle étoit malheureuse. Vous ne paraissez pas certain vous même M. que le nouveau ministère soit aussi fixe que l'ancien dans les principes pacifiques, le soupçon en perce de toute part, et l'Ang^e paroit en avoir de l'inquiétude. Son ambassadeur ne me l'a pas dissimulé dans notre dernière conférence. lui qui me proposoit dernièrement la conduite de l'Esp^e comme

un exemple bon à suivre, n'en parle plus sur le même ton. M. le C^{te} de Floride Blanche n'est plus dit si aussi affectueux avec le Lord Grantham, il se montre sec et réservé; en sait que le ministre espagnol s'est expliqué que dès qu'il aurait pris connaissance de l'état de l'Esp^e, il voudrait prendre un autre ton et humilier l'Ang^e. Déjà 4 v^{ts} sous le commandement de M. Gaston doivent partir de Cadix pour l'Amérique; un pareil nombre s'arme au Ferrol dans la même intention; tout cela sera précédé par un v^m de 74 canons qui doit être expédié ce mois pour Buenos Ayres mais avec une destination plus rapprochée. Finalement M. d'autres circonstances plus indifférentes dont cet ambassadeur était sa craintive prévoyance. Je n'ai rien négligé pour le rassurer sur les intentions de S. M. C. et sur celles de M. le C^{te} de Floride Blanche que je dois croire sincèrement pacifiques aussi longtemps qu'on nous en répète l'assurance, j'ai révoqué en doute l'envoi de M. de Gaston en Amérique, en lui observant cependant qu'il ne serait pas étonnant que S. M. C^{te} qui a de si vastes terrains à protéger en Amérique pensa à y avoir des forces suffisantes pour les garantir de toute invasion. Je ne lui ai pas fait mystère que la cour d'Esp^e pourrait être induite à cette précaution par le soupçon qui se répand de toute part que l'Ang^e pourrait vouloir compenser par des acquisitions les sacrifices qu'elle pourra être dans la nécessité de faire à ses colonies. Le Lord Stormond rejette bien loin un soupçon aussi injurieux; ce serait selon lui supposer le ministère anglais dans un état de démence de lui prêter une vue qui ne blesserait pas seulement la décence mais outragerait la raison, puisqu'une surprise quelconque amènerait infailliblement une guerre que l'Ang^e a à pas moins d'intérêt que de désir d'éviter. Je ne vous ferai pas la répétition de tous les faits justificatifs, j'y ai répondu en l'invitant ou plus tôt sa cour à ne pas se laisser prévenir par des défiances et à ne pas se départir des termes de confiance qui lui ont si bien tenu jusqu'à présent vis à vis de l'Esp^e.

... Je vous prie M. de suivre de bien près les changements qui pourraient arriver dans les principes jusqu'ici dominans du pays que vous habitez, le Roi remplira en toute occasion tous ses engagements avec le Roi son oncle mais il serait sensible à Sa M^{te} de se voir conduite sans sa participation à un but dont toutes les inspirations de son allié ont été dirigées jusqu'à présent à le détourner

177

Ne vous étonnez pas M. de la sécheresse qu'on peut vous montrer par rapport à cette idée favorite de M. le M^e de Grimaldi qu'il avait fait agréer au Roi son maître d'exiger l'envoi immédiat d'un corps de troupes et d'une escadre française à St Domingue. Revoilà toutes les instructions qui vous ont été adressées à ce sujet, vous y trouverez des moyens de combattre victorieusement cette idée. Si il y avait lieu à cette précaution le roi d'Esp^e verrait à nous serions pris au dépourvu. Nous ne sommes pas dans le cas de faire étalage de notre opulence, malgré cela nos mouvements ne seront jamais tardifs lorsqu'ils seront nécessaires.

Espagne, 1. 584 n° 38

Le marquis d'Ossun était persuadé, le 20 avril encore, que la lettre privée du ministre du Pardo avait dû produire un bon effet sur M. de Vergennes. Il en annonçait de prochains développements. « Le comte de Floridablanca gagne de plus en plus dans l'estime du prince des Asturies, dans la confiance de la cour et du roi, dans l'amitié de ses collègues, » écrivait-il; il lui paraissait se désintéresser par rapport à Saint-Domingue, quoique le roi, au contraire, s'obstinât sur ce point et en parlât avec une humeur visible¹. C'était beaucoup d'optimisme, à cette date; mais l'événement lui donna raison. La dépêche du 26 était à peine parue de Versailles que les nuages annoncés

¹ Ossun avait entretenu le monarque d'un avis antérieur de M. de Vergennes d'après lequel il pourrait être convenable d'avoir en Amérique une escadre plus forte que les deux cours ne l'avaient d'abord projeté. Les Anglais ne devant pas tarder à y trouver avec quelques vaisseaux de ligne de renfort. Il se fit connaître comme il suit. « J'en ai aussi parlé à S. M^e Cath^l. Elle m'a répondu qu'Elle ne s'endormait pas à cet égard et qu'Elle continuait à faire fuir en détail des forces maritimes en Amérique, mais qu'il était à craindre que lorsque la France voudrait en avoir de même, les Anglois n'eussent fermé les pas-

sages. Cette réponse a été proferée avec un ton sec qui marquait un peu d'humeur. Ce peu de malice est encore attaché au projet proposé et chaleureusement sous le ministère de M. de Grimaldi par rapport à St Domingue. M. le C^{te} de Floride Blanche parait s'en être détaché et se les cours de Madrid et de Lisbonne s'accroissant amicalement comme il y a tout lieu de l'espérer. Le ministère déterminera rassembleront son marine à faire passer la plus grande partie des forces de terre et de mer employées à présent à Buenos Aires, dans les Indes espagnoles occidentales. » *Espagne*, 1. 584 n° 32

entre les deux cours s'éclaircissent sensiblement. Deux fois de l'ambassadeur, du 24, dissipèrent les obscurités. Dans l'intervalle, en effet, il avait communiqué à M. de Floridablanca la dépêche confidentielle de M. de Vergennes sur les ouvertures de desarmement apportées à Versailles et sur les reproches que lord Stormont s'était cru fondé à émettre au sujet d'Arthur Lee. Le ministre d'Espagne avait fait lire à son souverain ce loyal exposé des conditions dans lesquelles son royaume trouvait l'action politique de la France ensermée actuellement et entendait la conduire. Le résultat sur tous les deux avait été excellent. Le ministre, d'abord, s'étant « justifié », lui, avec une droiture que ses plus ardens ennemis d'Aranda pouvaient ne pas laisser supposer : « Il m'a dit que, lorsqu'il arriva ici, écrit Ossun, il avait trouvé le roi décidé à ne pas permettre que le sieur Lee vint à sa cour, et même qu'il pût y paraître, si par quelque hasard l'express qu'on lui avait dépêché pour qu'il attendît M. le marquis de Grimaldi à Burgos ne le rencontrait pas; que, peu de jours après le départ de l'express, milord Grantham vint lui communiquer que le sieur Lee était arrivé la veille à Madrid, qu'il s'y tenait caché, que l'ambassadeur était informé que ce député du Congrès américain avait eu deux longues conférences à Burgos avec M. le marquis de Grimaldi, enfin qu'il était surpris que la cour d'Espagne voulût donner audience à un pareil sujet, » sur quoi M. de Floridablanca avait répondu, continuait Ossun, « qu'il était vrai que M. le marquis de Grimaldi avait conféré à Burgos avec Lee, que c'était pour l'engager à ne pas venir à Madrid et pour l'assurer que, s'il y venait, ce serait inutilement parce que

177

« C'est l'expression même que l'ambassadeur emploie dans son rapport du 24 avril. Il commence ainsi son pli : « Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 20 de ce mois n° 27 a pour objet le reproche que vous vous croyez fondé de faire à M. le C^{te} de Floride Blanche sur la façon dont il a été expliqué avec milord Grantham

« à l'occasion du renvoi d'Espagne du sr Lee « député des insurgents sans lui permettre de pénétrer jusqu'à Madrid. M. de Floride Blanche à qui j'ai communiqué dans des termes qui doivent plus tôt flatter son amour propre que le blâmer, vos observations sur cette conduite » en est justifié dans les termes suivants : »

1777 Sa Majesté Catholique ne voulait point traiter d'affaires avec les *insurgents*, mais que si ce député était arrivé à Madrid, comme on le supposait, il le verrait, lui, sans mystère, l'écouterait sans difficulté, et ne croyait pas que la cour de Londres fût autorisée à s'en plaindre, parce qu'elle devait être persuadée que Sa Majesté Catholique n'ignorait point que, tandis que les Anglais se portaient pour médiateurs entre l'Espagne et le Portugal, ils fournissaient à cette dernière puissance des officiers pour leur marine et pour leurs troupes, leur donnaient tous les secours secrets qui pouvaient bien être nécessaires; que Sa Majesté Catholique était également informée de leur entreprise et de leur projet chez les Mosquitos et de bien d'autres choses, qu'il ne lui en parlait pas sur le ton de reproche, mais aussi qu'il ne n'en admettrait point sur ce qui concernait le sieur Lee ». Ossun avait raison d'ajouter que « cette attitude ne ressemblait pas à celle prétendue par lord Stormont, que M. de Floridablanca se flatiait de la voir approuver à Versailles et qu'il n'aurait pas pu répondre à mi-lord Grantham avec plus de dignité et de vérité; que, loin de désapprouver les secours secrets donnés par la France aux insurgents, la cour d'Espagne en usait de même de son côté et continuerait à le faire; que M. de Floridablanca n'avait point connaissance d'un autre Américain venu à Madrid négocier, que le bruit en avait couru, mais avec aussi peu de fondement que celui de l'arrivée du sieur Lee dans la capitale ».

Le roi, à son tour, avait beaucoup apprécié le ton du gouvernement de Louis XVI avec l'ambassadeur d'Angleterre, mais particulièrement le soin pris par ce gouvernement de réserver la liberté de l'Espagne; il avait reconnu la promptitude apportée à la restauration de notre marine et la légitimité des motifs qui nous engageaient à nous arrêter momentanément; en son nom, M. de Floridablanca avait assuré à Ossun que ce monarque allait augmenter ses forces dans les Indes

A Amispaça, le 24 avril 1777. (*Espagne*, t. 583, n° 36.)

espagnoles, que des renforts déjà partis s'y rendaient et que d'autres ne différeraient pas de les suivre¹. La situation s'était ainsi beaucoup détendue; M. du Vergennes le constate sans attendre, dans une dépêche du 9 mai. La propension de Charles III à envoyer maintenant des vaisseaux et des troupes dans les Antilles motivait cette dépêche. Au point de vue présent, le secrétaire d'État trouvait de l'inconvénient à ce que l'Espagne dépassât en cela une certaine mesure. Après avoir sensiblement poussé cette puissance dans ce sens, il semblait ainsi se montrer opposé à ce qu'elle effectuaît. Il faut dire qu'à cet égard il obéissait à un sentiment de prudence, uniquement, et qu'au fond il était satisfait. Bien que l'écho des explications précédentes raisonnât encore dans son pli, bien qu'à propos du comte d'Aranda le ministre s'exprimât même assez librement, ce pli signait en quelque sorte la paix. Qui plus est, il ouvrait par un mot, au sujet des envoyés

177

Dépêche de la même date que la précédente, c'est-à-dire du 24 avril. « Le Roi Cath. », « monant l'ambassadeur sur ce dernier sujet, », « s'est montré satisfait des motifs qui engagent », « la France à ne pas augmenter ses armements », « mais une nécessité évidente de l'état déjà », « perceptible au sein de tous les marins de marine », « d'un air, des vœux qu'elle a de la porter », « quelque vingt deux vaisseaux de ligne de sa », « marine au lieu de les armer de ses armées », « qu'elle a priés pour y parvenir aussi promptement », « qu'il serait possible. Ce monarque », « tout le système pacifique du Roi, et l'atten- », « tion particulière qu'il donne au rétablissement », « et à l'amélioration de ses finances, enfin la », « son d'Espagne a terminé la conversation en », « observant qu'il fallait de la persévérance, et », « ne pas se négliger ou se relâcher dans l'exé- », « cution. M. le C^{te} de Florida Blanca Mon- », « sieur, qui s'est expliqué avec moi dans les », « mêmes termes sur ces différents objets m'a », « dit que l'intention du Roi son maître était », « de faire passer incessamment quelques vaisseaux »

« et quelques bataillons de plus aux Indes es- », « pagnoles, et d'y avoir neuf vaisseaux de ligne », « et deux frégates, que pour ce qui concer- », « nait les forces maritimes il y avait déjà dans », « une partie de ses vaisseaux de ligne qu'un », « quatorze et un cinquième étaient partis », « successivement de Cadix pour s'y rendre, l'un », « chargé de vivres et l'autre avec des troupes », « qu'un sixième des navires portait un bataillon », « qu'un septième à Guatimala, enfin que trois », « autres armés au Ferol allaient mettre à la », « voile pour s'y rendre. Ce monarque a observé », « que l'Espagne indépendamment de l'attention », « qu'elle doit donner à la conservation de ses », « principales colonies avait de plus le motif ac- », « tuel d'assurer le retour des fonds de sa », « dernière flotte qui formait un objet d'en- », « viron quarante millions de piastres fortes. Je », « présume, Monsieur que malgré des armées », « aussi considérables aux Indes il y aura à Cadix », « une escadre de quatorze à cinq vaisseaux de », « ligne complètement armés. » *Espagne*, t. 504, », 37

américains, une perspective nouvelle vers laquelle, évidemment, on allait tâcher d'attirer désormais l'attention du gouvernement du Pardo :

A Madrid le 9 mai 1777

J'ai reçu M. les trois lettres n^{os} 50. a 52 que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 24, du mois d'

Vous rendés compte dans le n^o 51 de la résolution persévérante de la cour d'Espagne d'envoyer incessamment dans ses Etats d'Amérique des forces de terre et de mer assez considérables pour les mettre à l'abri de tout événement. Nous ne nous permettrons ni représentations ni objections à cet égard, nous désirons seulement M. que cette mesure prise en vue d'affermir la paix n'en précipite pas la rupture. Il faut s'attendre que les Anglois dont les colonies du Vent et sous le Vent ne sont pas à beaucoup près en état de défense ne tarderont pas à y expédier eux mêmes des forces maritimes dans une proportion assez supérieure pour y opérer leur sûreté. Quoiqu'il l'Ang^e soit dans une position à ne devoir pas se presser de convertir dans un état de guerre celui d'observation où l'on se met, ne doit on pas craindre que le qui vise sur lequel vont être les deux puissances n'amène les suites qu'on s'attache à éviter. Nous les envisagerons plus froidement M. si le retour de la flotte du Mexique étoit assuré. Vous vous rapellés que M. le M^{re} de Grimaldi nous avoit présenté l'incertitude de ce retour et les hazards auxquels il pouvoit être exposé comme un motif de circonspection et de ménagement. Si les Anglois croient qu'on vise réellement à la guerre, voulant prévenir ne peuvent ils pas être tentés d'entreprendre sur cette flotte, soit en s'en emparant soit en la coulant dans une autre occasion ou la coulant dans les ports de l'Amérique. La perte ou le retard des galions seroient des événements bien fâcheux pour l'Espagne et pour toute l'Europe commercante. Si vous croies M. devoir faire usage de ces réflexions et laisser percer quelque inquiétude à cet égard, ce doit être de vous même et naturellement d'office.

Nous savons que l'ambassadeur d'Ang^e à Madrid a ordre de sa cour d'y tenir un langage analogue à celui qu'on nous a tenu ici et de ne rien négliger pour rassurer le ministère du Roi C^{te} sur les vues ultérieures de l'Ang^e; reste à savoir si des déclarations rempliront l'objet de sécurité que l'Esp^e se propose. Au terme où en sont les choses, ce que nous avons de mieux à faire est de

nous tenir en panne, et de continuer à travailler comme nous le faisons à nous tenir prêts à tout événement. Ce soin prévoyant ne devrait pas moins occuper la cour de Madrid que nous même, nous voyons de grandes masses dehors et peu de rentrées; des avis assurent que les magasins sont médiocrement pourvus, vous savez M. que les Espagnols ne règlent pas toujours leurs entreprises sur un calcul bien approfondi des moyens. L'elevation de leur caractère et la confiance qu'ils ont en eux mêmes leurs font volontiers négliger les détails.

Vous recevrez avec cette dépêche M. la traduction de celle de M. le C^{te} de Floride Blanche à M. le C^{te} d'Aranda du 7 avril et la copie de ma réponse à cet ambassadeur. Je ne crois pas que la stile de la première vous edifie, il y règne un ton dogmatique et de sarcasme qui ne convient pas. J'ai fait en sorte d'en imposer à ma sensibilité dans ma réponse, elle est modeste et raisonnée. Je m'attens cependant qu'elle ne persuadera pas. Déjà M. le C^{te} d'Aranda m'a communiqué des observations qu'il a préparées que je nommerais volontiers une diatribe, il croit nous avoir réfuté en établissant le système inverse. Si nous posons en principes qu'il ne peut y avoir de secreté avec l'Ang^{le} non seulement il faut armer contre cette puissance, mais se bien promettre de ne jamais désarmer et lui déclarer une guerre éternelle. Ce système n'étant pas raisonnable, il faut donc revenir à des éléments plus naturels, juger des intentions et des vûes d'une puissance par son intérêt et par sa situation et se décider en conséquence. C'est ce que nous faisons suivant nos lumières, elles peuvent ne pas coïncider avec celles de l'Esp^{le} sans être absolument erronnées, mais quand elles le seroient c'est à nous éclairer, à nous redresser mutuellement que nous devons nous appliquer, sans qu'il soit besoin de nous pequer et de nous gourmer. Mais la critique est dans le caractère et dans le goût de M. d'Aranda, et devant il l'exerceoit contre M. de Grimaldi, je m'attens que nous en serons désormais l'objet. Cela n'empêchera pas que nous ne vivions en bonne intelligence, car il a d'ailleurs des qualités très estimables.

A propos de ma réponse, cet ambassadeur prétend que Guaito et le Cap François ne sont qu'un seul et même lieu, si cela est, son port seroit mal choisi pour l'emplacement d'une escadre combinée, il est peu spacieux, l'air n'y est point du tout sain. D'ailleurs cette station ne protégeroit pas même la

1777 partie orientale de l'isle. J'en reviens à notre avis, que dans le cas où nous enverrions des v^e en Amérique ils ne peuvent être placés plus avantageusement qu'à la Martinique tandis que l'escadre espagnole la servirait très utilement à Porto Rico. C'est matière à décider lorsqu'on sera d'accord sur le reste.

Je ne puis trop vous témoigner notre satisfaction de l'explication amicale dans laquelle M. le C^{te} de Floride Blanche est entré avec vous au sujet des propos que les ministres anglais lui pretoient à l'occasion du renvoi du s^r Les. La manière dont le ministre espagnol s'est exprimé avec l'ambassadeur d'Ang^{te} fait le plus grand honneur à sa franchise et à sa fermeté. J'avois peine à reconnoître les qualités que personne ne conteste à M. de Floride Blanche dans les propos que le Lord Stormond lui pretoit. Il se flattoit apparemment que ce rapport infidèle nous convieroit à expulser les députés américains que nous tolérons en France et dont le séjour déplait d'autant plus au ministère anglais que si d'une part il sert à encourager les espérances de leurs commettans, il nous met sous la main des instrumens dont nous pouvons nous servir d'un moment à l'autre.

Espagne, L. 584 n° 61

Le comte d'Aranda était pour quelque chose dans les fausses démarches du nouveau ministre et dans ce croisement de paroles qui avait été près de devenir acerbe. M. de Vergennes ne l'en accuse pas à tort. À partir de ce moment on lui sut peu de gré, à Madrid, de la part qu'il y avait prise. De toute manière, la « causticité » de M. de Floridablanca n'aurait pas plus tenu que la « touche italienne » du marquis de Grimaldi devant la justesse et la portée des vues du gouvernement de Louis XVI, devant la dignité que ce gouvernement avait mise à repasser ses actes, à confesser ses principes, à avouer les raisons qui rendaient sa politique délicate. Les observations du 26 avril, dès qu'elles arrivent à Madrid, jettent notre ambassadeur dans la confusion et achevent de convertir, au fond, M. de Floridablanca, quoiqu'il doive encore essayer de ne pas se rendre Ossun, lui, se hâte de se mettre personnellement à couvert : il avait été laissé

dans l'ignorance du contenu de la lettre de M. de Floridablanca; immédiatement il s'était entretenu avec ce dernier, qu'il excuse de sa dépêche à Aranda. Il l'excuse, au reste, par des raisons qui ne font honneur à l'esprit politique ni de l'un ni de l'autre : la franchise habituelle de ce ministre avec ceux qu'il estime; les conseils de M. de Grimaldi, qui l'ont égaré; la maladresse du comte d'Aranda, qui a communiqué ce qu'il aurait dû taire; l'entêtement du roi, buté à l'idée que lui a inculquée l'ancien ministre. Tous les deux, évidemment, se sentaient mal engagés. C'est le 1^{er} mai, en tête et à la fin d'un rapport volumineux, qu'Ossun écrit tout cela à Versailles :

M. le C^{te} de Floride Blanche ne m'a point communiqué la lettre que j'ai eu l'honneur de vous envoyer de sa part.

Je vous ai mandé dans le temps ce qu'on avait jugé à propos de me dire sur son compte, et j'avoue que ce que vous me marquez à cet égard ne surprend. Ce ministre se pique d'une grande franchise vis à vis de ceux qu'il estime et qu'il aime, il assure qu'il ne dissimule qu'avec ceux pour qui il n'a pas ce sentiment. Il se fait gloire d'être sincèrement attaché au système d'une intime union et d'une parfaite harmonie entre les deux Couronnes. Il entre dans le ministère, M. de Grimaldi lui a laissé un mémoire instructif auquel il peut avoir donné trop de valeur : il est possible que ses premières idées ne soient pas combinées avec toutes les lumières que la connaissance de l'ensemble des intérêts, des circonstances mutuelles et l'expérience peuvent seules donner, mais je le crois dans le fonds homme de bon sens, peut être aussi qu'il n'a pas prévu que M. d'Aranda vous communiquerait *in extenso* la lettre qu'il lui a écrite. Enfin je me suis persuadé que vous saurez avec votre sagesse ordinaire et par la solidité de vos raisonnements le ramener aux vûes pacifiques les plus utiles et les plus convenables aux véritables intérêts des deux Couronnes et à les employer à l'avenir dans sa correspondance confidentielle avec vous.

(P. S.) J'ai eu occasion, M., depuis ma lettre écrite de conférer avec M. de Floride Blanche. Je lui ai dit que vous aviez reçu sa lettre et que vous y répondriez incessamment, que vous me parlez aussi d'une dépêche que M. d'Aranda vous avait communiquée, ce ministre m'a répondu qu'il l'aura

1777 peut être trouvée dictée avec trop de chaleur, elle l'a été par ordre du roi d'Espagne, ce n'est pas mon avis, ce n'est pas à t'il ajouté que vis à vis de ses amis il ne convienne jamais d'employer la critique et qu'on doive uniquement s'attacher à les assister et à les convaincre. Au reste S. M^{te} Cath^{le} qui avoit regardé une chose arrangée que la France enverroit des vaisseaux et des troupes à S^t Domingue a tenu longtemps à ce plan de précaution, mais la dépêche de M. le C^{te} de Vergennes du 12 du mois d'août n^o 26 que vous m'avez communiquée et dont je lui ai fait la lecture a fait penser à ce monarque que la France avoit des motifs sages et solides pour retarder les envois dont il avoit été question. M. de Floride Blanche a ajouté que M. d'Aranda avoit ordre de vous remettre une copie de la dépêche en question.

A Aranjuez le 1^{er} mai 1777

Espagne L. 584 n. 4-

L'ambassadeur se trouvait si désorienté dans ce dédale, qu'il mande encore le 15 mai, puis le 22 :

J'étois bien persuadé d'avance que vous n'oposâtes que sagesse et raisonnement, mais des à la vérité, la véhémence et la causticité du ministre espagnol. J'avoue que cette conduite de sa part me cause une véritable satisfaction et je présume que vous la partagerez en lisant une de mes précédentes lettres, dans laquelle j'ai eu l'honneur de vous marquer que M. de Floride Blanche m'avoit témoigné pour ainsi dire de son propre mouvement qu'il avoit dicté la lettre dont il s'agit contre son sentiment personnel. Au reste, M^{te}, l'espèce de variation que le ministre espagnol semble vouloir imputer à la France par rapport à l'envoi d'un corps de troupes et d'une escadre à S^t Domingue est un reproche gratuit, puisque votre correspondance avec moi établit avec clarté et précision que la France se tiendra prête à faire ces envois au moment où ils paraîtront indispensablement nécessaires, mais qu'elle pense qu'ils seroient prématurés et plus propres à exciter la guerre avec l'Angleterre qu'à l'éviter. L'attention scrupuleuse que j'ai eue de communiquer littéralement par écrit au ministre des Affaires étrangères de Sa M^{te} Cath^{le} ce que vous m'avez mandé à cet égard, ne permet ni doute ni équivoque. Au reste j'ai tout lieu de croire qu'il n'en sera plus question de la part de l'Espagne.

Je suis également persuadé, M^r que le desir dominant du Roi Cath^e est d'éviter la guerre et que c'est le vœu principal de ses ministres par leur adhésion naturelle au système et à la volonté du Roi leur maître et par la considération bien prépondérante que l'Espagne a beaucoup à perdre et rien à gagner dans une guerre avec l'Ang^e. Le Roi Cath^e daigne souvent me parler avec confiance, et je ne puis pas douter qu'il ne souhaite par dessus tout de finir ses jours tranquillement. M^r le C^t de Floride Blanche est homme d'un sens fort droit, réfléchissant beaucoup, de peu de paroles, mais qui vont au fait. Il est encore nouveau dans la place importante qu'il remplit, et à du nerf et de la fermeté, il se pique d'une grande franchise et M^r Grantham a pu être frappé de la différence de style et de façon de s'expliquer qu'il y a entre M^r de Grimaldi et M^r de Floride Blanche. M^r de Galves a plus de feu et plus de hauteur espagnole que son confrère, mais il a aussi de l'étendue et de la solidité dans ses idées et dans ses combinaisons, et il est convaincu que l'Espagne n'est pas en état d'entreprendre la guerre contre les Anglois, et qu'il faut au moins cinq ou six ans bien employés pour la mettre à portée de lutter sans désavantage avec la puissance Brit^e.

Tel est, M^r la façon de penser actuelle du cabinet espagnol, vous pouvez le tenir pour certain et que je serai très attentif à observer si contre toute apparence il survenoit du changement. Quel est donc le motif qui engage l'Espagne à faire de si grands préparatifs, à multiplier l'envoi de ses vaisseaux de guerre en Amérique, c'est la crainte que les Anglois ne fassent dans la suite inopinément quelque entreprise de conséquence dans le golphe du Mexique pour se dédommager des frais immenses de la guerre qu'ils soutiennent et du mauvais succès qu'elle peut avoir, enfin par un coup de désespoir que le ministère Brit^e regarderoit comme l'unique moyen de se maintenir en place et d'endormir la nation sur les pertes qu'elle auroit faites. C'est aussi l'opinion peut être outrée du peu de sincérité et de bonne foi des Anglois contre lesquels les traités les plus formels ne rassurent pas. C'est enfin la persuasion qu'en se mettant dans un état respectable en Amérique, on opposera la seule barrière la plus sûre à la cupidité anglaise et qu'il en résultera le maintien de la paix.

A Aranjuez le 15 mai 1777

Espagne t. 58A n° 73

1777

Monsieur,

J'ai reçu par un exprès de M. le comte d'Aranda la dépêche dont vous m'avez honoré le 9 de ce mois n° 31 et votre lettre particulière de la même date avec les deux copies qui y étoient jointes, l'une de la lettre que M. l'ambassadeur d'Espagne vous a écrite le 7, l'autre de la réponse que vous lui avez faite le 26 du mois d'avril dernier, celle-ci est parvenue par le même courrier à M. le comte de Floride Blanche il l'a mise tout de suite sous les yeux du Roi son maître.

Ce monarque après avoir mûrement pesé les raisons et les considérations d'après lesquelles Sa M^{te} pensoit qu'il ne convient pas que la France envoie à présent des troupes à St Domingue et une escadre en Amérique, ce monarque, dis-je, a ordonné à M. le C^{te} de Floride Blanche de prescrire au C^{te} d'Aranda de ne plus insister sur ces envois et de faire connaître au ministère de Versailles que le roi d'Espagne ne desirera jamais de la part d'un allié aussi intime aussi sûr et aussi sincère que le Roi son neveu que les choses qu'il pourra faire sans blesser et sans compromettre ses propres intérêts, M. le C^{te} de Floride Blanche m'a dit qu'il suffisoit que la France se tint prête à effectuer, si les circonstances l'exigeoient, l'envoy des troupes et des vaisseaux annoncés dans votre réponse à M. le C^{te} d'Aranda, et que Sa M^{te} Catholique n'avoit pas marqué d'opposition à ce que dans ce cas là notre escadre fût placée à la Martinique avec ordre de se joindre à celle d'Espagne et de se porter ensemble où il seroit nécessaire sous la condition que le commandement général des deux seroit délégué à la puissance, qui auroit besoin de secours, ce ministre a ajouté qu'il ne s'agissoit plus que d'être fort attentifs aux mouvemens et aux projets des Anglois pour n'être pas pris au dépourvu, et que lorsqu'il en sera tems les deux cours se concerteront positivement sur les objets de position et de combinaison de force en Amér que dont il s'agit. Vous voyez, Monsieur, qu'il ne sera plus question de controverses ni de nouvelles conventions sur cette matière; M. de Floride Blanche me paroit penser sincèrement qu'il ne doit jamais y en avoir entre deux cours aussi intimement liés que le sont la France et l'Espagne par un intérêt réciproque et par la tendre amitié qui règne entre leurs augustes monarques.

A Aranjuez le 22 may 1777

Espagne : 583, n° 2.

Mais, à Versailles, on était déjà revenu de l'émotion du premier moment. M. de Vergennes fait écrire le 30 mai par Gérard, dans la correspondance ordinaire.

1777

Le portrait que vous faites, M., du caractère de M. le C^{te} de Floride-Blanche confirme l'opinion que nous en avons déjà conçue, et d'après laquelle nous avons vu avec la plus grande satisfaction son entrée dans le ministère. Je me flatte que ce ministre, imbu comme il l'est des principes qui fondent le système d'union qui existe entre la France et l'Espagne, y rapportera toujours ses déterminations et ses démarches, et qu'il s'établira entre nous une correspondance dont la confiance sera la base, comme l'avantage du service de nos maîtres en sera l'objet. Je me flatte également que le petit nuage qui s'étoit élevé, aura été dissipé par les explications simples et modérées que renferme ma réponse à M. le C^{te} d'Aranda. Quant à la lettre de M. de Floride-Blanche qui a excité notre étonnement, je vous ai mis à portée de l'apprécier par vous-même et vous aurez certainement jugé que le style et la tournure ont dû nous paraître étranges, mais j'en perdrai d'autant plus volontiers le souvenir pour ne m'occuper que des véritables intérêts des deux Couronnes, que je suis persuadé que M. le C^{te} de Floride-Blanche est animé du même sentiment.

Espagne, t. 584 n° 82

Plus ou moins sérieusement, le comte de Floridablanca, ce n'est pas douteux, s'étoit attaché à l'idée que les deux Couronnes, en montrant leurs forces ensemble dans le golfe du Mexique, feroient rechercher par l'Angleterre leur médiation pour son différend avec ses colonies, et qu'elles pourraient obtenir en retour des avantages respectifs. Qui plus est, il ne renoncera pas à cette conception personnelle sans se débattre encore. Abordé par lui à cet égard, Ossun écrit le 8 mai à Versailles :

M. le comte de Floride-Blanche Monsieur, m'a aussi parlé d'une speculation qu'il vous a, je crois, communiquée, sur le parti que la France et l'Espagne pourroient tirer de la situation respective où se trouvent l'Angleterre et les Colonies rebelles. La première doit craindre les secours que les deux

1777 Couronnes peuvent donner aux Insurgens et l'impossibilité de les faire rentrer dans la dépendance de la métropole par les moyens de force; les Colonies de perdre courage si elles ne sont pas aidées pendant la guerre et protégées après leur conciliation ou leur séparation. Le ministre espagnol en infère que la France et l'Espagne pourroient se rendre très nécessaires aux deux partis et en tirer de grands avantages. Comme il s'est borné à la simple exposition de ces vues qui me paroissent plus specieuses que solides, je n'ai pas cherché à les discuter, je me suis restreint à faire observer 1° que ce qui convenoit principalement aux deux Couronnes étoit la continuation de la guerre civile 2° que l'Angleterre s'y obstinât et la terminât sans succès 3° qu'il n'y avoit pas de vraisemblance qu'elle acceptât, et encore moins qu'elle recherchât la médiation des deux Couronnes 4° qu'il n'étoit pas possible de compter sur la bonne foi de cette puissance 5° que quand on en supposeroit du côté des Insurgens, l'union des treize provinces revoltées étoit trop récente et trop peu cimentée pour qu'on pût faire fonds sur les engagements qu'elle prendroient au moins avant que leur séparation de la métropole et leur indépendance ne fussent reconnues.

M. de Floride Blanche a répliqué qu'il sentoit les difficultés mais qu'il ne pouvoit pas se persuader qu'on ne pût les surmonter avec des démarches sagement combinées et de la dextérité, qu'au surplus il espéroit que le Roi Catholique auroit lors du dénouement de cette guerre 18 vaisseaux de ligne et 24 frégates dans le golphe mexicain, et seroit en conséquence en état de s'y faire respecter par les Anglois et rechercher par leurs colonies.

A Aranjuez le 8 mai 1777

Espagne 1589 n° 60

A quoi M. de Vergennes, tenant à ne pas laisser ces illusions au successeur de M. de Grimaldi, répond de sa main, le 23, en réduisant à néant le plan du nouveau ministre.

Vous aurez trouvé M. dans l'expédition que le d^r courrier de M. le C^r d'Aran la vous a portée le développement de la speculation dont M. le C^r de Floride Blanche vous a entretenu et les réflexions qu'elle nous a donné lieu de faire. Vous y acquiesceres la sûreté que nous n'en avons pas jugé différemment de vous. Plus nous retournons cette idée et moins nous voyons la

possibilité de lui donner dans l'exécution une tournure satisfaisante. La question entre les Anglois et les Américains se réduisant à savoir si ceux-ci renonceraient à leur indépendance ou si les autres la reconnoîtront, il faut d'abord convenir lequel des deux partis nous inviteront à céder. Nous ne convierons pas sans doute les Américains à se remettre sous la domination de leurs anciens maîtres, ce serait aller contre notre but et même contre notre intérêt commun qui ne perirait pas par la continuation de cette guerre civile. Conseil eurons nous aux Anglois d'avouer cette même indépendance qui fait l'objet de la guerre. Mais ce conseil, peu amical, pris dans toute sa valeur serait l'équivalent d'une déclaration que les fondemens de cette indépendance nous paraissent légitimes et que ce n'est que par un acte de bienveillance que nous ne leur faisons pas la reconnaissance autant que. Si les Anglois ne voient pas dans un pareil conseil une tendance bien prochaine à la guerre, il faudrait qu'ils eussent prodigieusement dégénéré. Comme nous ne supposons pas que M. le C^{te} de Floride Blanche vise à l'engager, nous attendons le développement de ses moyens pour apprécier la possibilité de l'exécution d'une idée sur laquelle nous avons besoin d'être éclairés. C'est sur quoi je vous prie M. de l'engager à s'expliquer lors que vous pourrez le faire sans affectation.

Je conçois très bien que la grande force navale que le conseil d'Esp^e se propose d'avoir dans le golphe du Mexique avant le dénouement des affaires de l'Amérique pourra mettre les établissemens de cette Couronne à l'abri de tout événement, mais si c'est un moyen pour se faire rechercher par les Indiens, qui trouveroient dans cette démonstration un grand motif d'encouragement, il paraît peu probable que c'en soit un pour faire goûter aux Anglois l'idée de la médiation.

A Versailles le 23 mai 1777

Espagne. 584. n^o 47

M. de Floridablanca, à qui tout cela fut lu, sentait bien que c'était juste. On ne voudrait pas affirmer, cependant, qu'il n'en resta point froissé. On le verra faire avec ténacité au cabinet de Versailles par expédient, mais aussi par amour-propre, peut-être, le reproche de n'avoir pas été frappé de la portée de son idée. Il en tirera une raison persistante de se dérober, de tenir l'Espagne hors de l'action de Versailles.

- 1777 jusqu'à risquer de rendre funeste la tardiveté de son concours. Pour le moment, toutefois, les bons rapports étaient rétablis. M. de Vergennes écrivait déjà avec une entière sincérité à Ossun, le 9 mai, en lui envoyant une réponse directe pour le ministre espagnol : « Je vous prie de la lui rendre en l'assurant du prix infini que j'attache à sa confiance, de mon empressement pour en mériter la continuation » et pour la justifier par le retour le plus entier de la mienne' ».

Espagne + 584 n° 82 bis

ANNEXES DU CHAPITRE V.

I

SUR L'ENVOI DE FORCES FRANÇAISES A SAINT-DOMINGUE.

TRADUCTION DE LA LETTRE DE M. LE C^{te} DE FLORIDE-BLANCHE A M. LE C^{te} D'ABANDA

Pardo le 5 mars 1777

M. le M^{re} d'Ossun nous a communiqué la copie d'une dépêche de sa cour qui confirme ce que V. E. nous avoit marqué de l'idée que le Roi T. C. et son conseil avoient prises des différents points que nous avions traités dans notre réponse ou contreprojet pour la meilleure disposition des forces de terre et de mer des deux puissances, et comme je me propose de m'expliquer sur chacun d'eux et principalement sur ceux qui ont donné lieu à quelque diversité d'avis, je commencerai par resumer dans cette lettre les observations et les réflexions de la cour de France.

Les deux souverains sont très d'accord sur leurs vues politiques de même que sur le principe fondamental que, quoiqu'elles desirant la conservation de la paix et qu'elles ne soient pas dans l'intention de profiter sans un motif bien légitime des embarras présents de l'Ang^{re}, cependant ils doivent diriger leurs préparatifs et leurs dispositions à la vue de faire vigoureusement la guerre dans le cas où elle deviendrait indispensable, sans se borner à une guerre purement défensive, laquelle dans quelques circonstances pourait être fort ruineuse et contraire à l'objet qu'on se propose qui doit être d'abattre une bonne fois l'orgueil de l'Angleterre.

Les deux monarques conviennent également de l'importance de soutenir les colonies américaines. Plus cette guerre civile durera, d'importe quel en soit l'événement plus les deux partis s'affaibliront et surtout la Grande Bretagne qui est notre ennemi naturel.

La cour de France passe ensuite aux mesures particulières et expose qu'en approuvant le nombre de vaisseaux de guerre espagnols que nous pensons de placer à Cadix et au Ferre, elle ne trouve pas que le corps de douze mille hommes qu'on désire pour la Galice puisse y être d'une grande utilité, tant parce qu'il sera plus

nécessaire dans l'intérieur du pays pour couvrir notre frontière qui est si étendue et si mal que parer qui la menace contre l'Espagne dont il est mention dans le contre-projet serait irréalisable avec des forces de mer sans disproportionnées à l'exécution de cette idée.

La même cour ajoute à l'appuy de son opinion sur ce sujet, que si nous ne prenons rien de part, nous pourrions nous voir exposés à quelques résultats de la part des Portugais, attendu que les deux corps de 6000 hommes chacun qui sont destinés à couvrir la frontière intérieure ne pourraient résister suffisamment.

Avant de passer à un autre objet, je dirai à V^e Ex^{te}, que quoique le plan projeté ne portait sur les difficultés antérieures de cette même cour pour faire une irruption en Portugal, le Roy persuadé maintenant par l'observation de la France a résolu et ordonne qu'on changeât cette disposition, de sorte qu'au lieu de porter en Galice ce corps entier de 12000 hommes on le placera de manière qu'il y ait plus de troupes qu'on ne pensait sur la frontière intérieure et elles seront disposées de manière à pouvoir agir ensemble ou séparément selon qu'il conviendra.

Le ministre de France, convaincu que nos forces de mer doivent être en grosses masses et non en petites divisions en regard aux risques qu'elles courraient d'être interceptées ou détruites, assure qu'il tiendra à Brest 28 à 30 vaisseaux de ligne et qu'il tirera du port de Toulon ceux qui devront passer aux Indes orientales et occidentales, ayant déjà ordonné qu'on arme promptement 6 vaisseaux dans ce dernier port pour les faire passer en Amérique aussitôt que cela sera jugé nécessaire.

Je dirai à V^e Ex^{te} que le Roi est très satisfait des mesures prises par la France, mais qu'il croit que nous sommes au moment d'expédier sans perte de temps pour l'Amérique les dits 6 vaisseaux français auxquels se joindront 6 vaisseaux espagnols. Sa M^{te} ayant déjà donné à cet effet des ordres pour former l'escadre d'observation pour contenir les Anglois dans leurs vues ambitieuses sur ces mers, observant que si nous tardons de prendre cette précaution indispensable, les escadres de la G^{te} Bret^e pourront venir sur nos côtes et nous la rendre impossible.

Le cabinet de France réfléchit avec beaucoup de justice sur les inconvénients que peut produire la diversité des sentimens des commandans des deux escadres quoiqu'elles appartiennent à des puissances amies et avec quel soin nous devons éviter un pareil risque. Le Roi Cath^{le} l'a également senti, et c'est pour y obvier que Sa M^{te} a jeté les yeux sur un officier avancé en grade, doué d'une grande prudence, ayant beaucoup d'instruction militaire, et fort affectionné à la nation française, de manière que celui-ci ayant le commandement en chef des deux vaisseaux, pour les cas où ils devraient opérer ensemble, et chaque escadre ayant ses commandans respectifs d'un grade inférieur, soit pour les occasions où elles agissent séparément

soit pour le service intérieur de chacune, il ne pourra survenir ni compétence ni regret qui préjudicât essentiellement aux intérêts des deux souverains. Dans cette supposition il conviendrait que la cour de France indiquât les points qui lui paraîtraient convenables pour régler d'un commun accord et sous le moindre délai la conduite et l'instruction des escadres, des commandans et officiers des deux nations.

Ce même ministère fait aussi des observations sur le nombre de troupes que nous devons qu'il envoie en Amérique et sur leur emplacement dans l'île de S^t Domingue. Quant au premier point il s'appuie sur la dépense énorme qu'on devroit faire pour embarquer un corps de 20 bataillons de se conduire avec un convoi suffisant dans ces mers, sur la grande difficulté ou plus tôt l'impossibilité d'y faire subsister ce corps sur la grande mortalité que ces troupes souffriraient attendu qu'il faudroit trois mois pour préparer leur embarquement et qu'elles ne seroient pas moins de deux mois dans le passage, en sorte qu'elles arriveroient dans la saison la plus cruelle. Quant au second point, le ministère de France s'appuie sur ce que le Caracas doit manquer de toute espèce de vivres à cause de l'extrême sécheresse et aux autres calamités qu'on a éprouvées ces années passées sur ce que la dite colonie française est beaucoup plus malade que la partie espagnole ainsi que le prouve l'expérience journalière, sur ce que la guerre avec l'Angleterre étant déclarée les secours qu'on pourroit tirer de la Guyanne de Cumana et autres endroits, seroient fort difficiles et exposés à être pris par l'ennemi, et enfin sur ce que la position de Caracas défend bien les possessions qui sont au dessous des vents mais non celles qui sont au dessus. En sorte que si l'Ang^l attaquoit quelques unes de celles cy les secours à lui porter de ce point seroient fort lents et difficiles au lieu que de la Martinique on courroit mieux les deux objets en y employant moins de troupes.

Le Roi ayant pris en considération ces deux objections, et en les comparant avec les avantages qui doivent résulter des mesures proposées, Sa M^{té} forme le jugement suivant. Il est d'une nécessité absolue d'envoyer le plus tôt possible un corps de troupes françaises, et n'est pas de vingt bataillons complets ou moins de dix mille hommes effectifs. On envoie de notre part les ordres les plus efficaces de former des dépôts de vivres de toute espèce tant pour la subsistance des troupes que pour le secours des esclaves. Les chefs et commandans des possessions espagnoles tant dans l'île de S^t Domingue que sur les côtes de Terre Ferme et de la Nouvelle Espagne sont chargés de cette disposition ces troupes se divisent par corps ou comme on le trouvera plus à propos et passeront d'un territoire à l'autre de la même île de S^t Domingue pour changer alternativement d'air, et éviter les maladies du climat. On leur fournira et facilitera dans les dits postes tout ce qui pourra contribuer à leur conservation et au bon état de santé comme l'exigent l'humanité et

bonne harmonie et l'intérêt réciproque. Que les vaisseaux des escadres puissent en faire de même pour la santé de leurs équipages, autant que cela sera compatible avec l'objet principal de leurs stations; que les envois de troupes françaises devraient se faire successivement et sans éclat, en gagnant avec prudence le temps qui sera possible. Si nous pouvons nous prévaloir de quelques troupes tirées de nos places d'Amérique, nous le ferons des ce moment pour augmenter les forces d'observation dans cette île. Avec de telles forces de terre et du mar pléme sur ces parages, comme il n'est pas croyable que l'Ang^e entreprenne rien de considérable sur les îles et possessions immédiates on peut également démontrer qu'en épargnant de plus grandes dépenses qu'occasionneroit une disposition vigoureuse suffisante pour faire échouer les idées ambitieuses de nos adversaires dans le cas contraire, il faudroit ou leur opposer avec précipitation et des dépenses énormes de grandes expéditions ou recevoir la loi qu'ils nous imposeroient. Enfin les dispositions que l'on a indiquées étant prises par les deux puissances, les domaines des deux Couronnes dans ces régions seroient à couvert de toute inculte et que l'on n'obtiendroit pas sans une pareille précaution.

La cour de France traitant du nombre de vaisseaux qu'elle doit laisser à Toulon et qui est de quelques chose supérieur à ce qui a été proposé de se tenir en et dont on étoit convenu au commencement elle expose les motifs survenus nouvellement qui lui font changer sa détermination. Ils se réduisent en substance à la crainte que les dissentiments qui subsistent entre la Russie et la Porte prenant plus de corps il pourroit s'en suivre l'envoi d'escadres de cette couronne ambitieuses et aventureuses dans la Méditerranée comme elle l'a fait en dernier lieu, et quoiqu'il ne soit pas facile de prévoir le parti que Louis M^{te} Très Chrét^e et Cath^{ol} pourront prendre pour l'événement puisqu'il doit dépendre de la combinaison des circonstances qui concourront alors il est évident que la France doit se tenir en état de présenter quelque force respectable qui repose et appuie les déclarations qu'elle trouvera convenable de faire.

V. E. observera d'après ces principes ce que j'écris de l'ordre du Roi au comte de Lacy touchant la conduite qu'il doit tenir à Petersbourg après que vous en aurez conféré ensemble avec le comte de Vergennes.

Je vous avoir antérieurement et distinctement aux points essentiels des dépêches du ministère de France à son amb^{as} et notamment à ceux qui exigent quelque explication positive parce qu'il est survenu quelque différence relativement à la première proposition.

Quelques uns ont dû informer substantiellement le dit amb^{as} de la détermination du Roi pour correspondre à la communication qu'il m'a faite des dépêches de sa cour et aux discours qu'il m'a tenus, cependant comme V^{re} Ex^{te} est l'organe principal par

Il que les réflexions que l'on fait ici sur les affaires qui intéressent les deux puissances doivent arriver à la connaissance du Roi Très Chrétien je me suis étendu en vous exposant tout ce qui se présente sur chaque objet pour servir à votre direction dans vos conférences avec le comte de Vergennes. Je vous observe à cet effet qu'il convient de ne pas perdre de tems à effectuer les mesures déjà résolues et que les opérations des deux cours doivent être conformes et bien combinées.

Toutes ces explications de nos souverains se dirigent à prendre leur parti avec la plus grande maturité et à assurer l'exécution de ce qui a été une fois résolu. Elles servent aussi à rendre plus sensible l'amour que Leurs M^{tes} se professent mutuellement et la confiance qu'elles desirent de rendre toujours plus étroite entre les deux nations. C'est dans cette disposition que V^{re} Ex^{te}, qui connaît si à fond l'attachement de Ro^{is} à ses idées si utiles, fera connaître au Roi Très Chrétien combien sa Majesté prise ces occasions de le lui manifester.

Extrait t. 583 n° 140. M^{emoire} de M. de Vergennes

II

ENTREPRISES POSSIBLES DE LA RUSSIE CONTRE LES TURCS

LE COMTE DE VERGENNES AU MARQUIS D'OSSEY

A Versailles le 22 mars 1797

Vous rendes compte M. dans vos lettres n° 22 et 26 de l'usage que vous avez fait des notions que j'avois eu l'honneur de vous transmettre par ma dépêche du 14 février concernant les desirs qui renaissent entre les Turcs et les Russes par rapport à l'exécution de la paix de Caynardgy de la sensation qu'elles ont paru faire sur Sa M^{te} C^{te} et sur son ministère, et enfin des réflexions que vous avez recueillies relativement à cette importante conjoncture.

M^{rs} les comtes d'Aranda et de Lascey que j'ai vus depuis m'ont communiqué les instructions qui s'ont reçues à cet égard. Elles sont conçues avec autant de prévoyance que de sagesse et elles remplissent tout ce qui est possible de se proposer dans l'état présent des choses, il faut, en effet, qu'elles soient mieux éclaircies de toute part pour se fixer respectivement à un parti quelconque.

Suivant les Journaux du Cons^{eil} dont je joins ici l'extrait qu'aujourd'hui on ne s'y

négligen pas sur les préparatifs de guerre sur tout du côté de la mer Noire, on ne désespérait pas encore de pouvoir conserver la paix et il paroit que le voeu le plus commun tendant à ce but. Mais la paix tenoit à l'adhésion de la Russie à certains tempéramens que l'on dit admissibles mais que nous ne connoissons pas, il n'est pas possible de prononcer sur l'événement. L'idée que l'on a à Madrid du caractère de Catherine 2^e et qui est malheureusement vraie, est peu favorable aux espérances que l'on voudroit fonder sur son amour pour la paix et sur le besoin qu'elle doit en avoir. Il est difficile en effet que son empire ne se ressente des crises et fréquentes secousses qu'il a eues depuis un petit nombre d'années, mais cette considération si décisive sur un esprit calme prévaut-elle sur celui d'une princesse que la fortune et ses nombreux sectateurs n'ont que trop gâtés, surtout ainsi excitée par un intérêt aussi ardent que celui de se préparer la voie la plus directe pour renverser à son plaisir l'empire de Const^{le} si elle ne peut y réussir dans le moment présent.

On mit M. et M. le C^{te} de Lasoy ma le confirme que cette princesse plus éclairée maintenant qu'elle ne l'étoit à la paix sent que les raisons qu'elle s'est procurées ne remplissent pas ses vûes qui neuront une constance froide que lorsqu'elle se sera assurée un port dans la mer Noire plus propre à un grand établissement de marine que celui qu'elle s'est fait céder à la paix. Batakava qui est situé à l'extrémité la plus meridionale de la Crimée est le seul endroit propre à cet objet, il réunit toutes les convenances qu'on peut rechercher. On ne met pas en doute que la Russie ne perde à l'avoir du quelque manière que ce puisse être, c'est sans doute le prix qu'elle attache à l'indépendance des Tartares qui ne le seront que nominativement et par rapport aux Turcs seulement, et qui seroient bien tôt dans son entière dépendance si elle prenoit poste dans une position qui lui donneroit l'avantage non seulement de dominer sur toute la mer Noire mais de tenir Const^{le} dans un schec et dans des alarmes continuelles. La Russie établie à Batakava y auroit bien tôt assez de forces maritimes pour surprendre Const^{le} avant même qu'on put soupçonner qu'elle en formât le dessein.

La cour de Vienne paroit partager vivement cette inquiétude elle voit toutes les conséquences du projet, la facilité de son exécution, et elle cherche à exciter toute la chaleur de notre intérêt pour nous disposer à y faire l'opposition la plus directe. Comme il est dans sa nature de tout exiger de ses amis et de mettre au jeu le moins qu'elle peut nous ne nous laissons pas influencer d'un rais. inconsideré. Cependant comme les avances que cette cour nous fait ne donnent pas lieu au soupçon d'un concert entre elle et la Russie pour le partage des provinces ottomanes en Europe, et qu'une indifférence trop marquée pourroit l'y porter, le Roi renvoie à Vienne M. le baron de Breteuil, qui étoit ici par congé. Ses instructions n'affaibliront point l'idée

de l'intérêt que nous attachons à la conservation de l'Empire Ottoman, mais sans nous découvrir sur ce que nous pourrions faire si aucune puissance annonçait le dessein de le subjuguier. M. le baron de Breteuil est autorisé à faire connaître que nous ne sommes pas éloignés de nous concerter avec la cour impériale, mais il doit s'engager à s'enquérir sur ce quelle est dans l'intention de faire elle-même le cas échéant et sur ce qu'elle peut craindre que nous fassions nous-mêmes. Nous ne lui donnons pas que cette connaissance nous est d'autant plus importante que Sa Maj^{te} ne voulant agir que dans le concert le plus intime avec le Roi son oncle il est indispensable qu'elle soit en état de présenter à Sa M^{te} C^{te} des vûes fixes sur lesquelles elle puisse assier ses résolutions.

Je profite du départ de M. le comte de Lancy pour faire passer à M. le M^{re} de Juigné des instructions analogues à celles dont le ministre d'Esp^e est muni. Nous ne l'autorisons cependant pas à faire les mêmes questions que M. de Lancy sur le nombre des vais^{seaux} et sur la destination de l'armement à en préparer un. Ou on n'y répondrait pas ou on y répondrait d'une manière si peu satisfaisante que ce serait donner matière à querelle, mais M. de Juigné a ordre dans le cas où M. le C^{te} de Lancy devrait s'expliquer de faire connaître dans l'occasion que le ministre n'avance rien que de parfaitement conforme à l'intention une des deux monarchies.

Un tel d'ont observation vigilante est comme le remarque très judicieusement M. le C^{te} de Floride Blanche ce que les deux cours peuvent faire de mieux dans ce moment, c'est aussi le parti auquel le Roi est déterminé à se fixer jusqu'à ce que les choses mieux éclaircies les deux monarchies arbitrent ce qu'ils estimeront de plus convenable à leurs intérêts. Il serait prématuré dans les termes où nous sommes avec la Russie de se découvrir sur aucun genre d'opposition et de préjudice par des déclarations menaçantes avant qu'il n'y ait lieu. Nous pensons sur ce à Madrid M^{re} qu'on n'en doit venir à cette extrémité que lorsque toutes les autres voies auront été épuisées et qu'au long temps qu'on pourra employer celles de la douceur et de la persuasion elles doivent être préférées. Si on pouvoit faire un fond solide sur les dispositions de l'Ang^{le} il ne serait peut-être pas impossible de la disposer à une communauté d'efforts tendans à écarter l'envoi d'une escadre russe dans la Méditerranée. Son intérêt s'oppose comme celui de la France et de l'Esp^e à l'assentiment de l'Empire Turc, elle n'en a pas un moindre à voir au moins avec jalousie que la Russie acquiesce un excédant de puissance qui la mettroit bien tôt en situation de ne laisser plus subsister d'équilibre sur la mer comme sur la terre. Ces considérations bien ménagées semblent de nature à devoir faire impression sur les ministres R^{usses}, mais ce n'est pas encore le moment de les leur présenter avec efficacité. On a cependant quelques indices qu'ils ne sont pas sans inquiétude sur l'orage qui se

forme à l'orient de l'Europe, ils appréhendent surtout une coalition entre les deux cours impériales mais pour espérer qu'ils se montrent dociles aux vûes de prévoyance qu'on pourroit vouloir leurs inspirer il faut attendre qu'ils soient assez engagés dans les affaires de l'Amérique pour qu'ils craignent de voir allumer le feu de la guerre dans quelque part que ce soit de l'Europe. Nous ne pouvons pas nous dissimuler que le principe dirigeant de tout ministère B^{re} est une opposition constante à tout ce que la France et l'Esp^e peuvent se proposer de plus avantageux et de plus analogue au bonheur général.

J'ai dû être avec un très sincère et fidèle att

Espagne, t. 583 n° 75.

CHAPITRE VI.

DÉMARCHES ET MANŒUVRES DES COMMISSAIRES AMÉRICAINS

Le mouvement du marquis de Rochefort en relation avec M. de Vergennes avait fait de l'attitude de Franklin, telle que le public pouvait voir poindre au « salubre » apogée de ce dévot sur les tentations de la cour de France, il redonne cours aux opinions malencontreuses par ses contre-ordres. — Perplexité ou la fautive situation de Beaumarchais jetait les désignés de l'Amérique : efforts de celui-ci pour la faire cesser et de la légation pour agir sur M. de Vergennes, consistent les retards ne viennent pas de Beaumarchais seul : aussi des précautions par lesquelles on veut lui assurer le secret. Les ordres retenus au Havre et à Nantes, renché de l'*Amphitrite* à Lorient du Condoy et ses suites, Beaumarchais reçoit de nouveau la liberté d'agir : départ de l'*Amphitrite* promise de dix navires d'Hortales et C^e et même de l'*Amphitrite*. — Recherche dont Franklin était l'objet à Paris, comment il se laisse arracher les moyens de favoriser l'acte, sur de du Condoy : sa ferme confiance dans la victoire de son pays sur celle de ses collègues ou l'absence de nouvelles de Philadelphie : ce qu'ils font dès que leurs courriers arrivent. — Bénédict de la légation à tirer parti de l'éventualité de la réconciliation de l'Angleterre avec ses colonies et d'une attaque contre les deux Couronnes, mémoire de Dumas à M. de Vergennes et de Franklin ou comme l'Aranda pour décider les deux cours à conclure un alliage et la cour d'Espagne à recevoir Franklin. — Enprisonnement du comte d'Aranda. Dumas, de monde de nouveau des canons, des vaisseaux, une diversion contre l'Angleterre, M. de Vergennes combat l'idée de faire la guerre pour le compte de l'Amérique. — L'Angleterre instruite de ce qui se passe : rapports tendus des deux cabinets : celui de Saint-James refuse de s'expliquer. — Le bill sur les lettres de marque : plus peu renommés de M. de Vaudieu, il est revenu tout à fait à son sens : mort de défiance, MM. de Maurepas et de Vergennes sont pris du le partage : comment ce dernier présente les idées à cet égard : précautions pour éviter des plaintes qui sera ont louches : la question des princes américains dans les ports français. — Les commissaires américains et lord Stormont travaillent simultanément à faire croire que la réconciliation entre l'Angleterre et ses Colonies est prochaine, tandis que M. de Vergennes s'efforce de tirer de ses manœuvres à Versailles et à Madrid : pour parler sous la statue de la place Vendôme : efforts pour dégoûter les Américains de leur attendre des deux cours et pour laisser tout espérer de l'Angleterre : dépêche préparée, de l'avis du roi et de M. de Maurepas : afin d'influencer l'Espagne : Dumas, qui n'a pu éluder pas cette dépêche : les journaux de Lorient : Garnier obligé de se défendre : durant 10 minutes contre ses bruits et les imputations dont il était l'objet. — Poursuivi par la légation du Congrès, relations commencées par elle avec le roi de Prusse : moyens qu'elle avait pris pour assurer sa correspondance avec l'Amérique : appui que Beaumarchais lui prêtait. — Il paraît probable que M. de Vergennes était avec de ce dernier pour

porter le comte d'Aranda à pousser la cour de Madrid vers l'Amérique, les commissaires sont persuadés que la rupture avec l'Angleterre approche, leurs efforts s'en d'y aider, Dange reprend à cette fin le projet du marquis de la Fayette.

On a vu que M. de Vergennes présentait au marquis de Noailles la manière d'être de Franklin en France comme très effacée. Il aurait voulu, évidemment, y faire croire à Londres. Son secrétariat donnait peu après les mêmes indications. Les Affaires étrangères écrivaient, le 28 décembre, à l'ambassadeur :

Le Roi a fort approuvé, M., la réponse sage et ferme que vous avez faite par rapport au docteur Franklin. Il est certain, ainsi que j'ay déjà eu l'honneur de vous le mander, que j'ignore encore le motif du voyage de ce membre du Congrès; mais je sens parfaitement que cette réponse ne satisfera et ne convertira personne. Si les ministres anglais vous entretiennent sur cet objet, vous voudrez bien vous renfermer dans le sens de la réponse que vous avez déjà faite, et du surplus vous renfermer dans l'ignorance que vous partagez avec nous.

Angleterre le 31^{re} 1776

Si le célèbre « docteur » s'était réduit en effet au rôle tranquille de causeur scientifique, que le ministre lui attribuait, il aurait bien trompé les espérances que, dans l'entourage du Gouvernement et dans le public, on fondait sur son arrivée. L'étonnement de M. de Noailles en fait juger. C'est avec « une véritable peine », écrit-il des qu'il a reçu les plus, qu'il voit l'Américain ne pas répondre, à beaucoup près, à l'idée qu'on s'était formée de sa présence en France. Dévoilant cette idée tout aussitôt, il ajoute que « la philosophie spéculative ne devrait point l'occuper dans ce moment-ci, il se trouverait encore plus au-dessous de la réputation qu'il s'est acquise, si ses espérances étaient ailleurs que dans la protection que les ministres du roi voudront bien lui accorder pour les intérêts de son pays¹ ». Le marquis de Noailles témoigne là du sentiment public, à vrai dire, au sujet

Rapport de M. de Noailles du 38 février

des affaires d'Amérique et de l'importance que l'on avait compté leur voir prendre. Il s'empresse de dépendre Franklin d'après ce qu'il a recueilli sur lui à Londres, et c'est sous un jour propre à raviver l'opinion conçue de ce nouvel envoyé, propre aussi à faire prévoir, à court délai, le rôle qu'on avait attendu de lui et, par suite, le parti auquel on souhaitait d'être amené. « Je ne pretends pas », écrit-il :

Je ne pretends pas être l'apologiste du docteur Franklin, quoique très attaché à sa cause, autant qu'elle pourra contribuer à la gloire du royaume de Sa Majesté. Voici, Monsieur le Comte, ce qu'on m'a dit du caractère de cet homme célèbre depuis trop longtems, pour que les erreurs de sa conduite actuelle soient sans remède. Son usage, lorsqu'il arrive dans un pays qu'il ne connoit pas, est de montrer pendant quelque tems la plus grande inactivité. Il parle peu, ou s'il parle c'est sur des sujets indifferens ou qui n'ont rapport qu'aux lettres et aux sciences dans lesquelles il est profondément versé. Par une suite du même système, longtems après son arrivée en Amérique, bien des gens le soupçonnoient d'avoir écouté les propositions du ministère britannique, non qu'il ait jamais joué aucun manège de mensonge et de fourberie son extrême réserve donnoit seule naissance aux soupçons qu'on vouloit concevoir. Il a rompu enfin le silence, et personne n'a parlé plus utilement pour la liberté de sa patrie. Sa position est tout-à-fait différente aujourd'hui. Certainement sa sagacité et ses lumières sont en défaut, s'il croit pouvoir marcher dans une autre route que celle que vous lui aurez frayée.

Angleterre, t. 521 n° 127

Mais, à la date de cette lettre, Franklin poussait déjà le gouvernement du roi un peu plus vite que celui-ci ne l'aurait voulu. « Quoique tranquille en apparence, mandait M. de Goltz au roi de Prusse, il emploie beaucoup de gens en sous-ordre pour envoyer des munitions à ses compatriotes¹. » Franklin, en effet, avait jugé tout de suite des dispositions dans lesquelles étaient les ministres de Louis XVI et travaillé à en obtenir des résultats. Il avait entrepris d'abord de redonner

19 janvier 1777

.777 aux opérations commencées par Deane l'impulsion que les contre-ordres avaient interrompue. Dans une lettre personnelle du 4 janvier, il écrivait déjà à Philadelphie :

L'opinion de la nation est pour nous mais on pense que la cour voit approcher la guerre avec hésitation¹.

En commun avec Silas Deane, il manda le 17 :

Les cœurs en France sont universellement pour nous et l'opinion pour une guerre immédiate avec la Grande-Bretagne est très forte mais la cour a ses raisons pour la différer un peu plus; en attendant on se prépare à la faire².

Les apparences, en ce moment-là, donnaient aux « plénipotentiaires » beaucoup de motifs de ne trouver qu'obscurité dans les intentions du Gouvernement et désarroi dans les combinaisons où l'avait jeté Silas Deane. La cause des contradictions successives dans les actes, celle des changements soudains dans la direction et les manœuvres, dans la manutention du matériel que devaient charger les navires, leur échappaient forcément. Ils attribuaient tout cela à Beaumarchais, à l'incapacité ou il semblait être de tenir à leur égard les engagements qu'il avait pris. Dénoncé par les menées de du Coudray pour ne chercher que du lucre et pour abuser d'eux; obligé à des biais compliqués afin d'éviter au Gouvernement les recriminations de l'Angleterre; contraint même de se défendre contre les défiances soulevées, jusque dans l'esprit de M. de Vergennes, sur l'intempérance prétendue de ses entretiens, sur des indiscretions parfois inevitables; recourant par suite à des justifications qui pouvaient paraître louches,

The Works of B. Franklin, by Jacob Sparks, t. II, p. 194.

¹ « For postponing it a little longer. » *Diplomatic correspondence*, p. 253. Dans leur troisième lettre au Comité, qui est écrite par Deane le 22 mars, ils disent de nouveau : « Il a été évident dès notre premier entret. en avec

« le ministre depuis l'arrivée de Franklin que « cette cour redoute de donner de l'ombrage à « l'Angleterre et, tout en nous recevant et nous « aidant de son mieux, est désireuse de retarder avant d'entrer en reconnaissance et négociations avec nous en tant que ministres du « Congrès. »

Beaumarchais prêtait au doute, en effet, même au soupçon; la perplexité des Américains était d'autant plus grande. Le dédale s'ouvrit un peu dans le courant de janvier. Le 30, après maints billets¹ pour répondre aux propos, pour fournir des raisons ou des preuves, Beaumarchais adresse au ministre cette lettre, qui est un peu l'historique de ce qui s'était dit et fait à son sujet.

Paris le 30^e 1777

Monsieur le Comte

Lorsqu'on écrit à un ministre qu'on respecte et chérit on est bien embarrassé de trouver des termes pour énoncer un fait tel que celui qui m'étouffe. Essayons, il le faut. Après que M^r Deane m'a eu montré, pendant un mois, une humeur empestée, en me disant toujours qu'il y avait quelque chose d'obscur et d'inconcevable dans les retards des vaisseaux du Havre j'ai voulu enfin avant hier m'expliquer avec lui sur ce ton offensant; il m'a répondu que fatigué lui-même de ne savoir à qui s'en prendre il avait eu l'honneur de vous envoyer un mémoire par M^r Léo, et que Votre Excellence avait clairement

¹ Des 24 décembre 1776 13, 14 23 janvier 27 février 1777 notamment et plusieurs autres. *Anglais*, t. 519 n^o 129 t. 521 n^o 25 34 38 51 etc. — Britiques égarées, à défaut de documents plus détaillés on ne peut guère donner la suite de leurs sous-entendus ou de leurs demi-mots. Celui du 27 fait du moins entrevoir l'enchevêtrement d'intrigues auxquelles le rôle de Beaumarchais donnait occasion si tant est qu'il n'aurait pas un peu de son côté, et enchevêtrement, au vu de sa défense. — Lundi 27 j^u 1777. Monsieur le Comte. Quoique je croye m'être assez justifié de la platitude indiscretion dont on m'avait accusé près de vous, je n'ai pas eu de repos que j'aie appris d'un peu vent tout de machanceté. Car de ma part j'entens contre chaque jour des chœurs et impositions des ministres du Roi que je n'ai pu douter que quelque nouveau diable ne deroulât au travers des affaires pour tout bruler et tout détruire. J'en suis

si mécontent plus que je n'en voudrais avoir. — Hélas Monsieur le Comte pendant que vous doutez si un serviteur éprouvé du Roi de M^r de Maurepas et de vous a pu faire une faute de jeune homme vous ne voyez pas tout ce qu'ils ont pour vous servir et mettre à votre place un de leurs amis. Vous n'entendez pas tout ce qu'ils disent de vous et de M^r de Maurepas, quoi qu'on ne s'en cache guère. Il faut pourtant que vous mettiez tout cela l'un et l'autre. Mais depuis trois jours j'ai mis au lit de chagrin, de fièvre et de fatigue. Une courbature universelle et les suites d'un rhume négligé m'ont mis à lina. Je suis un peu mieux ce matin mais pas assez pour écrire plus longuement. Je verrai ce soir M^r de Sartines, si je puis me transporter, car pendant que le mal galoppe à pas de géant le bien se traine à pas de tortue. Recevez les assurances de mon respectueux dévouement. — M^r le C^{te} de Vergennes. Billet non signé et non marqué de B habituel.

1777 assuré M^r Lee que depuis longtemps il n'y avait plus aucun obstacle de la part du ministère et que si je lui disais qu'il y en avait encore ce ne pouvait être qu'une fourberie ou coquinerie de moi et de M^r de Montieu. Pardon Monsieur le Comte, si, après avoir devoré tous les autres dégouts sans me plaindre, celui cy me reste à la gorge et m'étrangle au passage.

Votre Excellence voudra bien jeter les yeux sur les 4 lettres cy jointes écrites par moi à M^r de Sartines, les 3 . 8 . 22 et 29 janvier. Elles vous instruiront du véritable état des choses, s'il est possible que vous l'ignoriés, et vous me dirés ensuite jusqu'à quel point vous ordonnés que je garde le silence et me dévoue

Ce coup m'attère et me fait desirer que toute ma conduite comme homme vigilant et comme serviteur fidelle soit promptement examinée avec la dernière rigueur. Il m'est impossible de prendre un seul instant de repos jusqu'à ce que cette grace me soit accordée par vous. Lisés je vous supplie mes lettres à M^r de Sartines, et jugés de ma douleur.

En deux mots, le ministère a donné l'ordre de tout arrêter au Havre le 14 x^{bre} 1776, et le 30 janvier 1777 cet ordre n'était pas changé malgré tous mes efforts pour l'obtenir

Renvoyes moi mes 4 copies de lettres je vous prie après les avoir lues si vous juges qu'elles vous soient utiles à conserver

Angleterre, t. 521 n° 56.

Mais il fallait renoncer à l'assistance préparée pour les États-Unis, la juger désormais inutile, ou bien on devait lui rendre enfin son cours. Elle avait paru nécessaire avant les succès de l'armée anglaise, elle l'était bien davantage après. A la date de ce dernier billet, le Gouvernement était déjà résolu. M. de Vergennes avait rassuré Beaumarchais tout de suite, car celui-ci lui recrit le lendemain :

b

Paris ce 1^{er} février 1777

Monsieur le Comte

Je vous rends grace de la honte que vous avés de me tranquilliser. J'ai

de la force contre tout, je n'en aurais point contre vos mécontentemens. Ne me jugez jamais sans m'entendre; c'est l'unique faveur que je vous demande. Je sais trop qu'on s'adresse à vous, et qu'on vous impute ensuite une irrésolution, bien loin de votre caractère. On m'apporte après, à moi, les réflexes du mécontentement, et l'on vous fait parler, pour me les rendre plus sensibles.

Je ne croirai plus rien. J'ai la conscience même que je fais de mon mieux, et même du mieux de la chose, à travers tous les obstacles qui m'environnent, un petit succès me payera de mes grands travaux. Je me sens déjà plus léger de moitié, depuis que mes lettres d'hier m'ont appris le départ de trois de mes vaisseaux en trois jours, celui de Lorient, un de Nantes et l'autre du Havre. Mais sans les canons, on ne me sait gré de rien. M^r de Sartines me mande pour ce soir à Versailles. Puisse-t-il enfin me tirer, d'un trait de plume, des reproches perpétuels et insupportables que je reçois sans me plaindre.

S'il vous est possible de me faire savoir dans quel bulletin de nouvelles on a fait insérer quelque chose sur l'affaire Deon, vous m'obligerez infiniment? J'en découvrirai bientôt les auteurs, et cela n'est pas indifférent aujourd'hui. Si la légère communication que j'ai faite chez moi, aux importuns amis de cette Deon d'un de vos billets est une faute, j'avoue que je suis unpardonable. Car c'est après y avoir bien réfléchi, que je m'y suis déterminé. J'ai cru tout a fait étouffer par là, des restes de prétentions, qui sont les vraies causes du bruit dont on menace à tout moment. mais il vaut mieux que cela soit arrivé comme cela que si je pouvais craindre qu'on eût éclairé mes papiers dans un cabinet où je suis inabordable, conservés moi vos bontés c'est le seul encouragement qui puisse me soutenir au milieu de mes peines.

Angers le 521, n° 67

Effectivement, les vaisseaux partirent les jours d'après. Vouant ouvrir la mer à ses expéditions, la légation avait tout de suite cherché à éclaircir le trouble apparent et fait remettre par Arthur Lee le mémoire dont parle ici Beaumarchais. Ce mémoire était de Deane, lui seul ayant traité les affaires. Après l'assurance donnée à Lee par M^r de Vergennes qu'il n'y avait plus d'obstacles, Deane vit Gérard, eut de

1777 lui des paroles qui l'autorisèrent à entretenir le secrétaire d'État lui-même. Il demanda audience alors¹, et, pour laisser la note expresse de ce que ses collègues et lui souhaitaient, il précisa leurs désirs par écrit sous la forme d'une lettre qui, sans détour, fondait ces désirs sur les menées antérieures comme sur des précédents que l'on ne pouvait plus désavouer. Cette note était sans doute le résumé de la pièce dont Lee avait été le porteur². Or les vaisseaux n'étaient pas retenus par la volonté du secrétaire d'État. Évidemment il fallait que le roi consentit à ces départs et que M. de Maurepas le fît savoir. Au bas de la traduction du billet de Deane, on lit en effet ces lignes du premier chapitre :

¹ Gerard était absent en ce moment et M. de Vergennes avait besoin de lui pour cette entrevue. Le ministre lui écrivit aussitôt : 1777
« janvier 29 — M. Deane que je fais con-
« duire chez vous Monsieur m'a demandé
« un entretien pour lundi matin je lui ai as-
« signé l'heure de 8^h parce que je n'ai pu
« d'autres ni même au autre jour à lui donner
« M. D. vous prie de vous y rencontrer vous me
« ferez très beaucoup la chose d'autant que
« vous savez que je ne parle pas sa langue
« M. D. vous remettra un travail qui a fait et
« dont vous prendrez l'intelligence plus facile-
« ment que moi. Je suis fâché de vous proposer
« d'interrompre vos courtes vacances, mais il
« faut bien nous entendre. Vendredi. » *Écrits-
« Lias* t. 2, n° 35. — Le billet était bien le
1^{er} janvier date de la note de Siras Deane.

² « A Son Excellence le comte de Vergennes
« secrétaire d'État et ministre des Affaires étran-
« gères, etc. etc.

« En conséquence des encouragemens que
« V. E. a daigné me de muer dans les saluaires
« qu'il a bien voulu m'accorder, j'ai contracté
« par le canal de M^r de Beaumarchais pour un
« somme de centens de meta qui ont été
« ramassés dans différens ports du royaume

« et il y a des vaisseaux retenus pour les re-
« voyer à leur destination. Ayant rempli bou-
« rreusement mon sujet jusqu'à ce que je rende
« compte à mes constituans et je les assure
« qu'ils pourront compter sur ce secours que
« je leur avais préparé. Je suis maintenant in-
« sursé que ces effets sont arrêtés par ordre de
« la cour. C'est le motif qui m'engage à sup-
« plier Votre Ex^{te} dans le cas où l'on en serait
« pas résolu d'en empêcher entièrement le de-
« part, de vouloir bien ne pas l'arrêter plus
« longtemps, d'autant que ce retard des navires
« est très coûteux et que l'inconvénient de ne
« pas les rendre à temps au lieu de leur destina-
« tion serait irréparable. J'ai le malheur d'être
« confiné dans ma chambre par un léger accès
« de fièvre, ce qui m'empêche d'aller solliciter
« moi-même cette affaire. Tel est le précis
« exact des fins en ce qui me concerne. Si la
« portation de ces effets peut être perdue
« L. peut être assuré que je me conformerai
« avec la plus grande exactitude aux directions
« qu'il lui plura de me donner relativement
« au port du départ et à la manière d'exécuter
« l'envoi. — Je suis etc. — SIRAS DEANE
« A Paris le 1^{er} janvier 1777 » (*Écrits-Lias*, t. 2
n° 1. — Traduction.)

*Réponse faite par M^r Gérard d'après une lettre de M. le C. de Mourépas
au nom du Roi*

1777

La lettre de M. Deane du premier de ce mois est bien parvenue. On se hâte de lui annoncer qu'il aura incessamment satisfaction sur sa demande et il peut sur le champ faire ses dispositions en conséquence. Vendredi 3 janvier 1777.

Cette « satisfaction » n'était pas encore donnée le 5, Deane, malade, va le soir à Versailles la demander pour le lendemain¹. M. de Vergennes avait été mis en mouvement par Beaumarchais le jour même de l'audience qu'avait eue l'Américain² et s'était assuré de l'autorisation de nantir celui-ci des permissions attendues; mais, dans l'intérêt du secret, il trouvait opportun de ne les faire tenir que d'une façon détournée. Il envoyait à Gérard, le 7, ce billet de sa main.

Vous devez, Monsieur avoir une lettre des Américains qui se réclament de l'assurance que vous leurs avez donnée qu'ils pouvoient transporter leurs

Il adresse pour cela à Gérard le mot suivant dont la rupture du cachet a emporté quelques lettres. 1777 Janvier 5. A M^r Gérard, premier commis des Affaires étrangères à Versailles. — M^r Deane compliments to Monsieur Gérard. He did himself the honor of writing him the instant and enclosing a letter for the comte de Vergennes stating the case. His answer detained etc which confinement by illness prevented his presenting an answer. To this letter he received a verbal message by his servant, that he might expect an answer, the next day. — for this, M^r Deane waited until this morning when notwithstanding his ill state of health he ventured to Versailles having received no answer from his Excellency the comte de Vergennes or Monsieur Gérard. — M^r Deane lodges at the hotel de Jons and will be much obliged to Mons^r Gérard for one

half hour conversation either this evening or in the morning. — His state of health will not permit his going out in the evening with society. Hotel de Jons. Versailles 5^e jan^r 1777, 7 o'clock. *État-Cas*, t. 2, n^o 7.

Prévenu par Deane, Beaumarchais avait aussitôt écrit à M. de Vergennes : « Monsieur le Comte — Mes armes qui n'ont point de voiles, nous ont fait voir, monseigneur, que M^r Gérard a permis de votre part qu'ils se servissent des voiliers français qu'ils ont loués » « fait pour transporter les diverses cargaisons » « que le commerce de France s'empresse de leur procurer ».

« J'ai recouvert à M^r Gérard par mon portillon pour me donner la certitude de cette permission. Moi, qui désire la recevoir de vous même je vous prie de vouloir bien me la confirmer en réponse. » *Angleterre* 1322 n^o 12.

.777 effets sur nos vaisseaux c'est à dire je pense ceux qui sont au Havre. M de Beaumarchais m'écrit sur le même sujet et me marque qu'il veut tenir de moi cette permission. Je me garderai bien de la lui enoncer quoique je l'aie par écrit mais comme très heureusement M de Sartre a été chargé de cette besogne, je vais le renvoyer à lui, je vous prie de vous expliquer de même dans votre réponse sans cependant désigner les masques.

On ne peut vous être Monsieur plus sincèrement acquis que je vous le suis et par des sentimens bien vrais.

Mardi soir

Etat-Les 1. 2, n° 15.

Nous avons dit qu'au Havre *la Seine* et *le Roman* n'avaient pu quitter le port. A Nantes d'autres navires, *le Mercure* notamment, avaient été retenus de même. Qui plus est, du Coudray, dérangé dans ses intrigues par l'obligation de prendre la mer le 14 décembre, s'était empressé de chercher des raisons de revenir; les derniers jours de décembre, il avait tout simplement amené *l'Amphitrite* à Lorient, sous le prétexte que les mauvais temps éprouvés dans la Manche avaient fait reconnaître des conditions defectueuses dans le chargement du navire, dans son approvisionnement, sous le prétexte, également, qu'il manquait de papiers de bord et de papier de banque. Tout le mouvement paraissait donc arrêté. Par le même billet dans lequel il appuyait les réclamations de Silas Deane, Beaumarchais informait M de Vergennes du retour de du Coudray. Sur le moment, ce retour lui semblait naturel. « *L'Amphitrite*, après seize jours de très gros temps, a été forcée de rentrer un moment à Lorient pour prendre des comestibles vivants, la grosse mer ayant noyé tous les leurs. C'est ce que mande M. du Coudray qui demande le secret et compte partir sous peu de jours. » Mais Beaumarchais s'était vu redonner enfin la liberté d'agir. De nouveaux ordres ouvrent les portes des arsenaux, on en laissera sortir l'artillerie qu'il doit expédier; elle partira, au besoin, sur d'autres navires que des navires français, mais elle partira; le 6 février, les délégués l'annoncent au comité du Congrès,

dans un rapport signé par tous les trois. Le 4, Beaumarchais avait écrit au ministre :

H

Monsieur le Comte

Enfin j'ai ma livraison, et ce matin j'envoie un expres à Amsterdam et Flessingue. C'est bien dommage que les Hollandois soient toujours destinés à faire les 1^{ers} gains de toutes les entreprises, et cela ne peut qu'affliger un homme dont tout le but est de serrer par toutes voies le lien exclusif entre l'Amérique et la France. N'importe, un point plus important encore est de ne pas laisser chômer les Américains faute de bonnes munitions, car si jamais ce peuple reprend la liaison ou la chaîne métropolitaine ce sera le dépit et la rage de n'avoir pu nous ennuoyer en leur faveur qui leur fera faire cet acte funeste à la France. À la grandeur de nos spéculations à la vivacité de nos envies, je suis bien certain que ce coup ruinerait pour 20 ans le commerce de tous nos ports et ce n'est pas la une petite considération dans la balance politique des résolutions du conseil du Roi. Je fais un travail court à ce sujet pour être mis sous ses yeux par M^r de Maurepas. Dieu veuille qu'il prospère, les Anglais deviennent terriblement pressans et rien ne paraît leur coûter pour acheter aujourd'hui le suffrage des chefs du Congrès. Tachons que l'inertie de la France ne fasse pas faire ce fatal miracle; elle seule est capable de l'opérer.

Aglietta, t. 521 n° 7.

Au commencement de mars, dix des vaisseaux d'Hortalsès et C^{ie} flottaient vers l'Amérique¹. On avait changé les noms de ceux du Havre, trop surveillés sous leur appellation ancienne et, à cette date

Beaumarchais écrit le 7 mars à M^r de Vergennes : « Le dernier vaisseau que je charge et qui est prêt à partir, s'appelle le *Comte de Vergennes*. Qu'on ne se moie de ce nom là soit tant deux pour moi et qu'il semble fait pour porter bonheur à une cargaison qui est superbe comme ce n'est pas de mon bail que ce vaisseau se nomme ainsi pour peu que vous crai-

« faire du nom du navire à son emploi d'aller un mot et je l'en tenns chargé, quoi qu'il me soit un peu dur de le débaptiser. Les parts j'aurai en mer l'*Amphitrion*, l'*Ancus*, le *Mercure*, le *Marquis de la Chaux*, la *Sous*, le *Concorde* deux vaisseaux *Bermudiens* en attente le reste, et le *Comte de Vergennes* qui n'appelle ainsi que jusqu'à vos ordres.

« Jamais affaire de commerce n'a été promise

1777 du 6 février, tous avaient pu se mettre en mer, y compris l'*Amphitrite*, emmenée non par du Coudray, à qui l'embarquement fut interdit, mais par un officier irlandais, Conway, qui finit plus tard assez mal, comme du Coudray aurait fini peut-être; mais Conway avait au moins rendu des services. D'autre part, Beaumarchais ne perdait pas l'occasion d'obtenir du ministre le renouvellement des ordres transmis à la ferme générale pour faciliter les opérations des Américains et dès lors celles de sa maison¹.

Les « plénipotentiaires », dans leur correspondance avec Philadelphie, écrivent, à peu près comme le faisait Deane quand il était seul : « Quelques bons ingénieurs et quelques officiers de cavalerie arriveront bientôt, nombre d'officiers d'infanterie de tout rang s'offrent à nous; on a de la peine à se défendre d'accepter leurs offres; plusieurs sont partis à leurs risques et munis de lettres, quelques-uns bien recommandés ». Les plus importants personnages de la cour avaient en effet recherché Franklin. La maison qu'il habitait à Passy n'était pas devenue le rendez-vous des politiques et des gazetiers seulement, des militaires du plus haut rang venaient le féliciter des plans suivis par Washington. Les maréchaux de Maillebois et de Broglie s'étaient

« avec plus de vigueur, malgré les obstacles de toute nature que j'y ai rencontrés. Dieu m'a donné un bon succès.

« La plus agréable de tous est la certitude que je suis d'avoir bien aimé vos idées, et de les avoir mis en œuvre avec noblesse et vivacité.

« Comprenez bien vos péchés sans honte. »

¹ On lit ce qui suit dans la même lettre de Beaumarchais qui fait l'objet de la note précédente : « Malgré les ordres donnés par vous au sujet des armateurs américains qui amènent des denrées dans nos ports, la ferme générale élève toujours, au point que plusieurs vaisseaux sont allés depuis peu encore, se débarrasser à Bilboa. Ce n'est point la route que

« j'ai voulu leur apprendre vous le savez bien. « J'en ai fait mes plaintes à M^r Robie. Mais depuis la mort de M^r de Cluys cet objet n'a plus été recommandé par M^r le Contrôleur général et M. Robie prétend qu'un nouveau ordre est très important à recevoir, faites-moi la grâce, Monsieur le Comte de vouloir bien écrire à M^r Tachereau de me donner une audience particulière où je lui demanderai ce qui devant il m'est nécessaire à obtenir à présent que mes retours sont près d'arriver; et rendez-moi porteur de votre lettre à moi-même que vous me ferez l'honneur de le pour dimanche ou dimanche de m'accorder un rendez-vous très prochain à ce sujet. » *Angleterre* 1777 n° 1.

plu à lui apporter leur approbation formelle. Le premier lui avait même remis des réflexions écrites que les trois plénipotentiaires avaient transmises aussitôt au Congrès¹. Bien mieux, le duc de la Rochefoucauld et le chevalier de Chatellux, ce dernier tenant aux Noudes, amènent à Franklin du Coudray, resté à Paris pour achever les trames qu'il ourdissait, et du Coudray tire de lui, outre une attestation particulière bientôt annulée, il est vrai, la reconnaissance de l'enrôlement de ses officiers, voire la signature, sur ces pièces, de Silas Deane par qui il avait cependant été positivement répudié déjà². Justement pressé de faire jouir les États-Unis de secours tenus si intempestivement stériles, Franklin paraît la avoir cédé un moment aux intrigues, jusqu'à laisser croire qu'il avait conçu sur Silas Deane les doutes qu'on avait intérêt à lui suggérer et qu'il aimerait à voir le Congrès rappeler ce dernier, il permettait ainsi de supposer que les Anglais auraient plus aisément raison de lui si l'on écartait ce collègue par qui tout, en réalité, avait été engagé³. Sans le savoir, il procurait ainsi à du Coudray le moyen de causer à ceux qui avaient combiné ces secours au mois d'août, au ministre même qui s'y était employé, tous les ennuis que peuvent faire naître des révélations controuvées, quand leur origine donne à penser qu'elles ne sont pas tout à fait inexacts⁴.

Diplomatic correspondance I. p. 278 et suiv.

¹ *Ibid.*, lettres du 5 février. La première signée par tous les trois, la seconde par Franklin et Deane seulement.

² C'est en quoi réside le de plusieurs lettres de Bouxareham à M. de Vergennes, le 8 mars notamment il écrit : « Le docteur dans ce moment, veut éloigner de France M. Deane. Et mon travail à moi, c'est d'empêcher qu'il ne parte. La seule fermeté de ce républicain peut seule arrêter les animosités de toute nature dont on use envers le docteur. » Il revient sur ce sujet dans un pl. postérieur.

le mois suivant, semble *Angleterre*, t. 522 n° 22 et 53.

³ La personnalité de du Coudray est trop secondaire pour qu'il y ait lieu d'entrer ici dans ses détails. Comme ces détails ont tenu une certaine place, cependant nous en donnons un exposé sommaire à l'annexe I du présent chapitre.

La Fayette dans ses *Mémoires de ma mission* désigne du Coudray sans le nommer d'ailleurs l'appelle « un esprit adroit mais brochant, bon officier, mais vain jusqu'à la folie » et il regarde sa mort comme ayant été « peut-être un heureux accident. » *Mémoires et Correspondances* I, p. 18-19.

177 Si le célèbre « docteur » s'employait à ces opérations intérieures, absolument comme Silas Deane l'avait fait avant son arrivée, il était loin de laisser le gouvernement du roi oublier les propositions d'alliance offensive qu'il avait apportées de Philadelphie. Sa foi absolument ferme dans la victoire définitive de son pays avait ravivé celle de ses collègues. Avec un zèle égal, sinon toujours également sensé, ils se partageaient les menées ou ils agissaient ensemble. Ils écrivaient, le 6 février, au comité du Congrès :

Nous espérons que votre union reste solide et le courage de nos concitoyens non ébranlé, la haine de l'Angleterre travaille à nous détruire et à asservir sous la force militaire ceux de nous qui subsisteront, mais le maître du monde met un frein à la fureur des hommes comme à celle de l'Océan.

Ils s'attachaient, en attendant, à ce que le frein vint aussi des hommes. Ils ne négligeaient rien pour rendre l'assistance prêtée à l'Amérique par la cour de France si évidente que l'Angleterre éclatât et qu'une rupture s'ensuivit. Au commencement de mars encore, la légation se trouvait sans une ligne d'Amérique depuis l'arrivée de Franklin, le 12 mars, elle se plaint à Philadelphie de l'amoindrissement que lui causent, aux yeux du monde, l'isolement et l'ignorance où le Congrès la laisse¹. Assez incertaine de ce qu'elle devait faire, elle ressassait aux Affaires étrangères ses premiers entretiens, y envoyait des mémoires à la suite desquels on redonnait les mêmes assurances ou les mêmes promesses, elle hasardait la tentative d'Arthur Lee sur la cour d'Espagne; elle essayait de combiner de grands emprunts², elle recevait, sauf à en éconduire beaucoup, les militaires qui pourchassaient des grades. Plusieurs courriers arrivant enfin, elle engage de nouvelles démarches. Arthur Lee ira se dépenser au dehors, du côté de l'Allemagne, tandis que Franklin et Deane imagineront manœuvres

¹ *Diplomatic correspondence*, t. 1, p. 20. ² Nous reproduisons à cet égard à l'usage II du présent chapitre, une lettre de Beaumarchais à M. de Vergennes.

sur manœuvres pour exciter les inquiétudes de Versailles et amener le Gouvernement à signer le traité de commerce et d'amitié. 1777

Ces deux délégués avaient, l'un et l'autre, reconnu l'empire exercé sur les conseillers du roi par l'éventualité d'un accord soudain entre les Colonies et leur métropole comme devant être le prélude d'une guerre nouvelle et vigoureuse contre la maison de Bourbon. Sous leur inspiration, Beaumarchais en rappela volontiers le danger dans ses lettres. C'est le mobile qu'ils mettront surtout en jeu maintenant. Silas Deane se charge de la France et Franklin agira sur l'Espagne par l'entremise d'Aranda, se conformant d'ailleurs en cela aux récentes prescriptions du Congrès; cette assemblée venait de désigner formellement « le docteur » pour ouvrir les négociations avec le cabinet de Madrid. Le 18 mars Deane s'adresse à M. de Vergennes; Franklin n'aborde le comte d'Aranda que le 7 avril. La première opération, évidemment, était jugée la principale. Pour obtenir quelque chose du gouvernement du Pardo, il fallait, à leurs yeux, décider d'abord Versailles. Un mémoire est donc remis par Deane au secrétaire d'État. Tout ce que les « plénipotentiaires » estiment de plus propre à séduire les deux cours est ajouté, dans ce mémoire, aux clauses présentées déjà en vue du traité de commerce. La réconciliation avec la métropole est d'ailleurs bien indiquée comme la conséquence probable d'un accueil négatif; toutes les tentatives, toutes les offres se détacheront désormais sur ce fond. Voici la pièce du 18 mars, traduite pour le ministre par le chef de bureau Gérard :

A Son Excellence Monsieur le Comte de Vergennes

Nous venons de recevoir un exprès depeche par le Congrès des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale qui nous a apporté de nouvelles instructions dont nous croyons devoir informer V. E.

Quoique le Congrès soit fermement résolu de maintenir son indépendance,

Les plénipotentiaires signent ce fait dans leur accusé de réception au Congrès. *Diplomati-
correspondence* 111, 279

177 soit que d'autres puissances l'assistent ou non, aussi longtemps que cela sera possible, cependant par amour de l'humanité, et désirant la paix universelle, ne se permet pas le vœu de voir, pour seul avantage de l'Amérique septentrionale, éclater en Europe une guerre dont l'extension et la durée ne pourroit point être prévue. C'est par ces motifs aussi bien que par leur respect pour le Roi dont le caractère leur inspire de la vénération, qu'ils n'ont pas la présomption de proposer à la France d'entrer en guerre uniquement pour leurs intérêts, mais si la France peut obtenir satisfaction des injures qu'elle a reçues de la Grande Bretagne pendant la dernière guerre commencée par cette nation, ou pour d'autres motifs légitimes, jugeant convenable de profiter de l'occasion présente pour déclarer la guerre à cette puissance, nous sommes chargés, afin d'en hâter s'il se peut le moment, d'offrir les avantages suivants, en supplément à ceux de commerce qui ont déjà été proposés.

1° Que l'objet de la guerre sera d'obtenir pour la France les satisfactions convenables pour les injures susd^{tes} et pour les Etats Unis l'établissement de leur indépendance, et l'affaiblissement de la puissance britannique pour la sécurité commune de la France et de l'Amérique. A cet effet on propose de tenter avec les forces réunies de la France et des Etats Unis la conquête du Canada, de la Nouvelle Ecosse, de Terre Neuve, de S. Jean, des Florides, de Fernandea, Bahama, et de toutes les autres îles qui sont maintenant au pouvoir de la Bretagne, et en cas de succès la moitié des pêcheurs de Terre Neuve et toutes les îles à sucre apparteniront désormais à la France, et le surplus des conquêtes appartiendra aux Etats Unis et le commerce entre les domaines du Roi et les Etats Unis sera désormais fait exclusivement par les vaisseaux desd^{ts} domaines français et des Etats américains.

2° Que dans le cas où l'on prendrait le parti d'attaquer les îles à sucre, les Etats Unis sur l'avertissement qui leur en sera donné à temps, fourniront pour cette expédition des provisions jusqu'à la concurrence de 2 millions de dollars (piastres fortes) et six frégates armées au moins de 24 canons, sans que toute autre assistance, qui sera en leur pouvoir, et convenable entre de bons alliés.

3° Que comme l'on sait qu'il subsiste une union étroite entre la France et l'Espagne, et que leurs intérêts sont communs, le Congrès propose aussi dans

le cas où l'Espagne prendrait part à la susd^{te} guerre, de la faire déclarer par les Etats Unis au Portugal, s'ils en étoient requis, d'autant que cette puissance a déjà insulté leur commerce, et les Etats Unis continueront la dite guerre jusqu'à ce que le royaume de Portugal soit conquis pour faire une portion du domaine de l'Espagne 1777.

4^o Que la paix ne sera conclue que au consentement mutuel, mais que si Sa Maj^{te} T. C. se détermine à demeurer en paix avec la Grande Bretagne, le Congrès la supplieroit alors d'employer son influence en Europe, afin d'empêcher le transport ultérieur de troupes étrangères en Amérique pour servir contre les Etats Unis et pour obtenir le rappel de celles qui y ont été envoyées, et le Congrès mettant une confiance entière dans la sagesse et les bontés du Roi, il la supplie de leur donner ses conseils dans la circonstance actuelle, s'ils doivent s'adresser à quelques autres puissances de l'Europe pour en obtenir des secours auxiliaires, où s'ils doivent offrir la paix à la Grande Bretagne sous la condition de reconnaître leur indépendance. Le Congrès ne voudroit faire aucune démarche relativement à ces deux objets sans le conseil du ministère du Roi, et il espère en obtenir une réponse favorable.

Nous sommes avec le plus profond respect de V. E. les très humbles serviteurs

STAN DEANE

*pour lui-même et au nom de B. Franklin commissaires plénipotentiaires
des Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale*

A Versailles le 18 mars 1777 ;

P. S. Le Congrès et les peuples des Etats Unis persistent unanimement dans leur opposition aux prétentions de la Bretagne et sont entièrement résolus de défendre leur indépendance jusqu'à l'extrémité. Il n'est pas douteux que la Grande Bretagne ne la reconnut moyennant certains arrangemens de commerce. Si les Etats Unis ne reçoivent pas quelques secours directs de la part de la France, et si on ne les encourage pas par l'espoir d'en recevoir en peu de tems, comme le vœu le plus ardent des Etats Unis est pour la paix et la liberté, ils demandent et desireront savoir si dans les conjonctures actuelles ils devroient par l'interposition amicale de S. M. T. C. ou par d'autres voyes proposer à la Grande Bretagne de faire la paix à condition de reconnaître

1777. leur indépendance, ou s'ils doivent continuer la guerre et courir le hasard des événements.

États-Unis, t. 2, n° 73

Les États-Unis, on le voit, étaient prodigues de promesses. Ils offraient à la France un concours financier d'abord, puis des forces navales pour rentrer du nouveau au Canada, pour prendre la moitié de Terre-Neuve et les îles à sucre possédées par l'Angleterre, avec le partage exclusif de leur commerce ultérieur; ils offraient à l'Espagne de déclarer la guerre au Portugal et d'aider celle-ci à faire la conquête de ce pays. Ils n'entendraient à aucun arrangement avec l'Angleterre sans les conseils et l'assentiment du Roi Très Chrétien, et, afin de se procurer les dollars, ils joignaient à ces propositions le projet d'une société financière devant émettre un emprunt de 2 millions sterling, gagé sur 300,000 milles carrés des meilleures terres des bords du Mississipi et de l'Ohio¹, en tout cela s'inquiétant peu, du reste, de voir si les promesses ne dépassaient pas singulièrement la possibilité de les tenir, mais les accompagnant des marques les plus cherchées de déférence, d'entière soumission aux avis du gouvernement du roi ou à sa direction, mais montrant d'une manière claire, quoique sous l'apparence de demander un conseil, que l'accord des Colonies avec la Grande Bretagne serait inévitable si elles n'obtenaient qu'un refus.

M. de Vergennes n'avait aucunement caché au comte d'Aranda les démarches de la légation. L'ambassadeur était disposé, par suite, à recevoir Franklin quand celui-ci l'aborda. Le mémoire que présenta le «docteur» différait de celui de son collègue uniquement par la notification qu'il portait de sa nomination comme ministre plénipotentiaire en Espagne, et par la demande de résider auprès de la cour de Madrid dès que cette cour jugerait sa présence possible².

¹ Voir jointe à la lettre de Silas Deane du 18 mars. (*États-Unis*, t. 2, n° 74 et 75.) —

² *The Works of Franklin*, t. VIII, p. 212.

L'ambassadeur était en termes tels avec les Affaires étrangères qu'il priait le ministre de faire traduire pour lui les pièces anglaises; il venait de réclamer ce service pour les lettres de créance des Américains, il en appelle immédiatement à la même complaisance pour le *factum* de Franklin, expliquant d'ailleurs qu'il importe aux deux cours d'être respectivement au courant des dispositions des Colonies à leur égard et qu'il convient, dès lors, de lui communiquer les ouvertures dont la France a pu être l'objet¹. La situation devenait par là commune.

Le côté faible de ces offres était trop visible pour ne pas frapper les agents du Congrès. Deane, indépendamment de la participation qu'il y avait prise, menait alors en particulier une affaire que l'on va voir tenir assez de place dans les préoccupations des ministres, dans les choses, et qui en aura beaucoup dans l'opinion. De là des rapports d'autant plus fréquents avec le secrétariat des Affaires étrangères et il s'en faisait des occasions d'appuyer sur des considérations de détail ses propositions, aussi vastes que peu solides. Le 5 avril, dans un plénin, il députait à M. de Vergennes les États-Unis comme « très gênés, dans leur détermination de soutenir leur indépendance, par le manque de canons, de munitions de guerre, de vaisseaux de force pouvant défendre leurs côtes et leur flotte contre les croiseurs de l'amiral Howe; ceux-ci tenaient le continent d'un bout à l'autre », tandis que deux vaisseaux de ligne seulement tombant sur lui, disait-il,

« Je vous de remercier en une M^{re} le Comte le mémoire de M^r Franklin dont je vous avois parlé en motif et en conséquence de la bonté que V. E. a eu de se charger de la traduction de la créance. J'ose lui passer le mémoire non seulement pour le moment effect mais aussi pour que S. M. Y. C. soit instruit de tout ce qui pourra avoir le moindre rapport avec l'Espagne dans les titres des Colonies nées de l'Amérique. Comme il est prouvé que la France est reçu une pareille explication soit par écrit ou verbalement réglée sur les différents objets qui peuvent l'intéresser, je crois

« qu'il serait digne de notre reconnaissance l'bonne intelligence que vous ayez la bonté de me la communiquer, parce que de l'inspection des vôtres faites à nos deux Couronnes, il seroit plus aisé d'y pénétrer les intentions plus ou moins étendues du Congrès, et d'en deduire les dispositions qu'il peut avoir réservé pour en faire usage à la suite de ses embarras. »
« J'ai l'honneur de recommander à V. E. les assurances de la plus parfaite estime, avec laquelle j'ai ainsi voulu d'être votre très humble et obéissant serv^r. »
A. A. A. A. A. À Paris ce 8 avril 1777. (Espagne, t. 583, n° 19.)

- 177 il serait défaut et ses opérations futures empêchées. Il revenait à la charge, dans une seconde épître, le jour même où Franklin voyait le comte d'Aranda, il cherchait à démontrer au ministre que c'était juste le moment d'effectuer une diversion; que, n'ayant presque pas de forces de terre, l'Angleterre serait contrainte, si elle se voyait menacée soit chez elle, soit en Irlande, de réunir la milice et de cesser d'envoyer des renforts à lord Howe, de suffire dès lors à plus de dépenses; que ces dépenses, qui déprimeront les fonds publics, retarderaient les emprunts si elles ne les empêchaient pas; qu'il faudrait renoncer par suite à la campagne prochaine, ce qui donnerait immédiatement la supériorité à l'armée du Congrès; que lord Howe rappellerait forcément sa flotte pour assurer la retraite de ses troupes, débloquent ainsi les côtes et les ports; qu'alors l'Amérique pourrait faire argent de la grande quantité de produits qu'elle possédait en magasins et trouverait là les ressources qui lui étaient actuellement nécessaires. Opérations qu'il jugeait, du reste, faciles : quelques milliers d'hommes embarqués sur la flotte de Brest, celle-ci mettant à la voile, puis rentrant peu après, détachant seulement sur New-York quatre ou cinq vaisseaux de ligne qui s'empareraient sans peine de l'escadre de Howe, de ses trois cents voiles de transports, et l'on aurait frappé la marine anglaise d'un coup qui, faisant cesser la guerre, réduirait la Grande-Bretagne à l'impossibilité d'en entreprendre aucune autre. L'Américain ne méconnaissait pas que ce plan impliquait aussitôt une guerre entre l'Angleterre et la France, et à ce sujet il se réservait de fournir d'autres vues; à ses yeux, toutefois, ces préliminaires ne pouvaient donner à Londres de justes motifs de plainte, il avait la naïveté de le penser et de dire qu'il se proposait de compléter ses raisonnements en conséquence, mais qu'il attendrait pour cela la réponse de M. de Vergennes¹.

Devant des insinuations aussi peu en rapport avec le moment et

¹ Lettre du 7 avril. (*Époque*, t. 58) n° 95

qui laissaient entrevoir tant de risques, le ministre n'avait guère à chercher ses arguments. Mais le comte d'Aranda y avait pris feu. M. de Vergennes pensa n'avoir besoin que de refroidir cet ambassadeur; convaincu que celui-ci pourrait ne pas formuler sa manière de voir aux « plénipotentiaires » lorsqu'il la lui aurait fait connaître, il lui écrivit, en lui retournant les traductions demandées :

A Versailles le 10 avril 1777.

J'ai l'honneur de vous renvoyer M. le Comte les originaux que vous m'avez confiés et la traduction que vous avez désiré que j'en fisse faire. La proposition que le docteur vous adresse est franche. Je ne sais si elle est assez intéressante pour changer les dispositions que votre cour a montrées jusqu'à présent, et qu'elle a scellées en refusant je ne dis pas d'admettre, mais de tolérer la résidence d'un député insurgent en Espagne.

J'ai différentes lettres de ces Messieurs dans lesquelles ils nous proposent tout uniment de faire la guerre pour leur compte, nous offrant des provisions et le support de quelques corsaires si nous voulons entreprendre la conquête des Isles à sucre des Anglois. Comme nous ne sommes point avides de nouveaux territoires, et qu'il a été convenu entre les deux cours que la guerre si elle devoit avoir lieu, devoit venir du fait des Anglois nous n'avons pas cru devoir accueillir de semblables ouvertures. Nous nous sommes bornés à répondre que ce n'étoit pas encore le moment de s'occuper de ces objets. Il y a bien des réflexions à faire sur cette matière. Je sens qu'il y en a de précieuses pour faire envisager la guerre comme le parti préférable. Mais dans l'état de lassitude et de division où est ce peuple, quelle sûreté pourrions nous avoir que notre diversion n'opérerait pas sa défection, surtout si on lui offroit, comme il ne faut pas en douter la reconnaissance de son indépendance. Le Gouvernement est trop récemment formé, encore trop peu accrédité et trop peu maître des moyens pour résister à l'enthousiasme d'un peuple qui ne résisteroit pas lui-même à l'appât d'une liberté indépendante des entraves qu'il redoute.

Je ne fais qu'ébaucher la matière; la sagacité de V^{re} Ex^{te} et ses lumières supérieures vont fort au delà de ce que je pourrais lui dire.

Espagne, 584 n° 2

1777 On s'efforçait soigneusement, à Versailles, de laisser ignorer en Angleterre ces suites de la présence de Franklin. M. de Vergennes continuait à faire passer le « docteur » pour étranger aux affaires politiques. Le 14 février, Noailles ne l'informe pas moins que M. de Masserano lui ayant succédé la veille chez lord Suffolk, celui-ci s'était montré, à son habitude, pleinement tranquille du côté de l'Espagne « parce qu'il connaissait le motif de ses armements » ; il avait prétendu être inquiet uniquement du côté de la France, « parce qu'elle donnait aux Américains toute sorte d'assistance, leur fournissait des officiers de marque, que les faits chez elle contredisaient les déclarations pacifiques du Gouvernement et qu'elle avait à Paris des émissaires travaillant à troubler la bonne harmonie des deux cours ». L'ambassadeur, ajoutait M. de Noailles, avait aussitôt répondu que l'Angleterre devait trouver toute sûreté à savoir le roi et les ministres de la France attachés à la paix ; que, chez une nation « aussi vive », il ne fallait pas s'étonner que « partout où il y avait de l'activité on rencontrât des Français et conséquemment qu'il y en eût dans des entreprises avec les Américains¹ ». Mais le cabinet de Versailles était évidemment deviné. Il change alors un peu de ton avec son représentant. Sur ces indications, M. de Vergennes lui écrit

Rien n'est mieux, M., que le langage que M. le P^e de Masserano a tenu au Ld. Suffolk, et S. M^{te} vous charge M., de témoigner à cet ambassadeur combien elle lui en sait gré. Nous concevons aisément que le séjour de M. Franklin en France doit déplaire à la cour de Londres ; mais avant de nous en faire le reproche, elle devrait faire un retour sur la conduite qu'elle a tenue en Corse, et se dire quelle a recueilli, quelle nourrit Paoli, qui dans ce moment même envoie des émissaires en Corse. Je ne sais pas encore ce que le d^r Franklin est venu faire parmi nous, on pouvoit croire dans son début qu'il avoit de grandes commissions, tout d'un coup il fut renfermé dans le sanctuaire des philosophes, et s'il entretient ici quelque pratique politique,

Angleterre, t. 521 n° 57

ce n'est pas avec les ministres du Roi, c'est plus tost avec ceux qui leurs sont opposés. Apparemment que l'opposition est son élément nécessaire

A Versailles le 22 février 1777

Angleterre, t. 521, n° 19.

Le ministre trouvait encore bon, cependant, de chercher à dérouter le cabinet anglais. Il envoyait à lord Stormont des félicitations pleines d'empressement apparent, au sujet des succès de l'Angleterre en Amérique, succès annoncés par cet ambassadeur avec une satisfaction où la causticité aurait pu se reconnaître¹. Au courant de ce qui se passait avec la légation américaine, le cabinet de Saint James nous en savait naturellement peu de gré. Le 31 janvier, le prince de Masserano rend compte d'une conversation de lord Mansfield; il dit tenir de ce dernier comme de lord Suffolk que « la France fournissant aux insurgés des secours de tous genres; que l'on n'ignorait pas les fréquentes conférences du docteur Franklin et du député Deane avec les ministres de Sa Majesté Très Chrétienne; que Franklin en avait eu même avec le comte d'Aranda et le comte de Lacy² ». Un mois après, ce même lord Mansfield par qui, de temps à autre, on

« A Paris ce 18. janvier 1777 — Monsieur
« Le parti que Votre Excellence a bien voulu
« prendre à mon égard augmente mon empres-
« sement à vous entretenir de toutes les mu-
« nelles que je reçois de nos progrès ultérieurs.
« Je viens de recevoir par un pouvoir autorisé
« double celle de la réduction entière de Rhode-
« Island et des îles voisines, la gazette ci-jointe
« en donne les détails. Votre Excellence connoît
« la très grande importance de ces îles tant
« par rapport à leur situation qu'à cause de la
« bonté de leurs ports

« J'ai l'honneur d'être avec le plus parfait
« attachement Monsieur de V^e Ex^e très humble
« et très obéissant serviteur. STORMONT
« S. Ex^e M. le Comte de Vergennes. Angle-
« terre, t. 521 n° 49. — Bilet pris de la main

de l'ambassadeur. — A Versailles le 26 jan-
« vier 1777. Mibod. Je reçois avec une
« véritable sensibilité la lettre de ce jour que
« V^e Ex^e m'a fait l'honneur de m'écrire et la
« gazette extraordinaire qui rend ce compte de la con-
« quête de Rhode-Island. Je ne perdrai pas un
« moment à en donner la nouvelle au Roi, et
« je ne cessai pas de trop prendre soin moi-même
« vous assurant que Sa Majesté participera à
« toute la satisfaction qui est évidemment
« peut manquer de causer au Roi votre maître.

« Je prie V^e Ex^e d'en agréer mon compli-
« ment personnel et mes sincères remerciements
« de ce témoignage de son attention.

« J'ai l'honneur d'être... » (Ibid., n° 48
Copie du fils de M. de Vergennes)

¹ Londres 31 janvier 1777 Ibid., n° 65

1775 tâchant de sonder ou de séduire l'ambassadeur d'Espagne, revenant de nouveau sur les intentions de l'Angleterre, montrait qu'elle était exactement instruite, assurant que « trois frégates chargées de munitions, d'habillements et d'argent pour les rebelles étaient parties de nos ports », que ce n'étaient nullement des navires de particuliers qui les auraient affrétés pour leur compte et armés en guerre pour leur défense, mais bien des navires chargés pour le compte de Sa Majesté; que « la cargaison en avait été dirigée par Beaumarchais, soutenu par le ministère, de qui il recevait de l'argent à cet effet »; sur quoi M. de Masserano ayant tâché de persuader son interlocuteur que Beaumarchais, venu plusieurs fois à Londres, avait dû traiter avec les partisans des Américains et que c'était pour eux qu'il avait fait l'entreprise, lord Mansfield était resté incrédule. Les explications demandées à lord Weymouth par le marquis de Noailles, sur le projet des lettres de marque, n'avaient guère abouti qu'à des réponses dilatoires, les plus formelles ne dépassaient pas de vagues assurances que des ordres étaient donnés pour fixer et limiter l'application de la mesure. Le prince de Masserano, malgré l'autorité que les représentations prenaient dans sa bouche, n'obtenait pas une réponse plus claire¹. Notre ambassadeur, retraçant son audience, le 24 janvier, était vraiment fonde à écrire :

Je reviens très volontiers, Monsieur le Comte, à 1^{er} principe qui est consigné dans vos dépêches, que nous ne devons plus compter que sur les mesures que nous prendrons nous mêmes pour notre propre sûreté. Tous les faits quels qu'ils soient les raisonnemens, tendent évidemment à la guerre. Pour se préparer à la soutenir, il ne manquait à l'Angleterre que de joindre à tous ses grands préparatifs militaires la ressource qu'elle se propose de tirer de ses armateurs particuliers.

À Londres le 24 janvier 1777

Angleterre, t. 521 n° 4.

Rapport du 7 mars 1777. *Angleterre, t. 522 n° 18* — ¹ Rapport du 24 janvier (*Ibid.*, t. 50).

Le 31, le bill pour les lettres de marque en était déjà à la troisième lecture, au Parlement, sans une seule objection; l'ambassadeur mandait avec raison qu'il passerait et qu'on allait voir de véritables corsaires, quoique l'Angleterre assurât que le droit de s'armer en guerre, donne par ce bill aux bâtimens de transport et aux vaisseaux marchands, avait uniquement pour but les approvisionnements de l'armée et les besoins du commerce¹. Ce n'est pas sans satisfaction que le marquis de Noailles se sentait par suite en droit d'avoir, désormais, sur les intentions de nos voisins, les idées qu'il exprimait en écrivant chez eux. Il usait donc de ce droit dans sa correspondance, alors si active et si développée, que l'on se demanderait presque si, de Versailles, il n'était pas encouragé à s'étendre en appréciations politiques peu favorables à la durée des relations pacifiques. Il complétait par des billets privés ce qu'il pensait n'avoir pas assez expliqué dans ses rapports officiels². Du reste, s'il présumait que la Grande-Bretagne

¹ 31 janvier *Angleterre*, t. 521, n° 53.

² Il fut notamment suivi son rapport du 31 janvier très explicitement par le duc d'Angoulême au comte de Montepan, et à son adresse une copie à M. de Vergennes à qui il a écrit personnellement. « À Londres le 31 janvier 1777. Il n'est que trop vrai, Monsieur le Comte, que nos préparatifs donnent nous constituer au sens onéreux pour les finances du Roi. Nous n'avons cependant point d'autres motifs, soit pour repousser les premiers coups dont nous sommes menacés, soit enfin pour éloigner la guerre, si d'en reste encore quelques espérances. J'avoue que les armées s'affaiblissent à mesure que se suit la marche de ce pays-ci. À travers les différents prétextes dont se sert le ministère britannique pour léguer ses intentions hostiles, on ne peut empêcher de craindre une détermination tendante à la guerre. Dans toute autre circonstance la motif de ce qu'il nous a déjà fait ne nous laisserait aucun doute sur ce que

nous aurons lieu d'en attendre. Celles où nous nous trouvons, jointes aux amertumes politiques des ministres anglais, sont à la vérité les propres à faire illusion et le tout qui s'écoule entre les mesures prises de distance à autre vient à l'appui de tous les artifices qu'ils mettent en usage pour exciter nos soupçons. Mais nous ne pouvons pas nous dissimuler que les faits restent, qu'ils nous menacent et qu'en séparant le bon otage du mensonge je vous dirai ce qui est applicable à la guerre d'Amérique d'avec ce qui ne peut être destiné qu'à une guerre étrangère, à ce dernier regard les forces maritimes de l'Angleterre se trouveront nécessairement sur un pied formidable. Si elles ne sont pas suffisantes pour porter tout à coup la guerre avec avantage dans toutes les parties du monde elles sont du moins plus considérables que celles que la Grande-Bretagne ait pu rassembler à aucune époque avant de commencer les hostilités. » *Ibid.*, n° 54.

1777 n'était pas prête à tenir tête aux forces réunies de la France et de l'Espagne, il ne s'illusionnait point sur la vigueur des coups qu'elle pouvait rapidement porter. M. de Vergennes, M. de Maurepas lui-même voyaient-ils bien autrement? On est peu autorisé à le croire. L'un et l'autre répondent prudemment aux plus peu rassurants de l'ambassadeur, M. de Vergennes le premier, et ils sont loin de le contredire :

A Versailles le 31 janvier 1777

J'ai reçu, Monsieur le Marquis, la lettre particulière que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 31 du mois dernier et la copie de celle que vous avez adressée à M. le C^{te} de Maurepas. Je ne doute pas qu'il ne soit sensible à la confiance que vous lui marquez et qu'il ne s'empresse de vous en témoigner toute sa satisfaction. Il est bien difficile à la vue des armemens que l'Ang^{le} prépare avec une ardeur presque incroyable de se rassurer sur ses vues et d'en tirer un augure favorable pour la durée de la paix, nous ne pouvons pas nous dissimuler qu'ils n'ont pas un rapport direct avec la guerre d'Amérique et nous n'ignorons pas d'ailleurs que quelques des ministres poussent à la guerre. Il ne parait pas à la vérité que ce soient les plus accréditées, mais leur influence qui n'est peut être pas préponderante dans ce moment ci, peut le devenir dans un autre. L'empire d'un vertige fait communément plus de progrès que celui de la raison. Ne serait ce pas un vertige si l'Ang^{le} déjà fort empêtrée de sa guerre contre ses colonies, s'embarquait dans une autre contre deux puissances qui ne sont pas sans forces? Ou l'Ang^{le} compterait elle trouver du monde pour faire face à tout et partout? La difficulté avec laquelle elle fait ses levées, la mauvaise qualité de gens qu'elle prend semble annoncer que l'espèce n'est pas surabondante. On parle d'une nouvelle expédition et de dix mille hommes qu'elle se propose, j'ignore dans quel point de l'Amérique. Ce transport demande à un grand nombre de matelots, il lui faudra d'ailleurs de forts convois. Cela peut il se faire sans affaiblir le grand armement? Dans l'incertitude où nous sommes sur ce qui pourra arriver nous ne négligeons pas les précautions que la prudence recommande . . .

Angleterre 521 n° 84. En copie et en original.

Rapport du 4 janvier 1777. Angleterre 521 n° 84

A Vers^{le} le 20 février 77

1777

Les réflexions que vous faites Monsieur le Marquis dans votre lettre du 31 du mois dernier, ne sont que trop justes et trop justifiées par une grande partie des faits. Il y en a cependant encore quelques uns qui les combattent et les propos surtout qui ne varient point et qui sont toujours aussi pacifiques. Un fait plus essentiel encore et dont je veux douter puisque vous n'en parlez point, c'est celui d'une alliance dans le Nord que l'on dit conclue dans le mois dernier, celui là seroit bien essentiel à approfondir car il pourroit lever tout doute. A tout cela nous ne pouvons faire autre chose que ce que nous faisons, nous préparer quoiqu'il en coûte augmenter même nos precautions et tenir nos armemens prêts au besoin. Je crois que les nouvelles d'Amérique plus que toute autre chose influeront sur la décision, mais il est bien difficile de les savoir au juste entre deux partis qui ont également intérêt de déguiser la vérité. Je ne puis en attendant que donner des louanges à votre conduite et à votre vigilance, et je serai toujours très flatté d'avoir à en rendre témoignage. Vous connaissez, Monsieur, la sincérité de l'attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être votre très humble et très obéissant serviteur.

MATHÉPÂS.

Angleterre. 521. n° 226. L'original et une copie se suivent (n° 4)

Le prince de Masserano éprouvait le même desir des précautions que le marquis de Noailles. Il envisageait les éventualités à peu près comme ce dernier, ayant, dit notre ambassadeur, « le cœur presque aussi français qu'espagnol ». Il renouvelait ses craintes sur le départ des pêcheurs français pour Terre-Neuve; il insistait pour qu'on retint leurs expéditions, parce que toute mesure que l'on prendrait pour les faire protéger par des forces de mer pouvant subitement motiver la guerre¹, et l'on trouvait bonnes à signaler au ministre de la marine les observations suggérées à notre représentant par ces avis du représentant de l'Espagne². On ne savait pas encore que M. de Pomhal

Rapport au marquis de Noailles du 14 février. *Angleterre*, t. 521 n° 92. ¹ Dépeche de M. de Vergennes au marquis de Noailles du 22 février 1777.

1777 allait ne plus compter. Son attitude restait pour les deux ambassadeurs l'occasion de questions journalières aux ministres de la Grande-Bretagne. Ceux-ci désavouaient assez ouvertement leur collègue de Lisbonne, mais ne donnaient par là que des raisons de plus à leurs interlocuteurs d'attribuer à des projets contre la France et l'Espagne les préparatifs qu'ils voyaient. Noailles était près de croire à la complicité de l'Angleterre dans la levée de bouchers de la Russie contre les Turcs. Un bill passé aux communes pour la suspension de l'*habeas corpus* lui fut naturellement un argument de plus en faveur des desseins par lui supposés au cabinet anglais, et les dénégations des ministres les lui faisaient redouter davantage.

Le ministre s'efforçait bien de ramener à une mesure plus exacte les appréciations de l'ambassadeur; il se préoccupait, cependant, de leur portée. Il lui montrait le gouvernement de George III intéressé à défendre l'empire turc contre Catherine, désireux de détourner du Portugal les représailles de l'Espagne pour ne pas laisser commencer une guerre dans laquelle l'Angleterre serait contrainte de le défendre, « quelque embarrassée qu'elle pût être et quelques protestations de désaveu qu'elle nous fit »; il ne se résumait pas moins de cette manière peu rassurante.

Voilà M. le sens le plus naturel que nous a présenté le discours du C^{te} de Suffolk; nous ne le regardons pas comme une annonce immédiate de la guerre mais simplement comme un indice de l'opinion ou est ce secrétaire d'Etat que les événements de l'Amérique méridionale pourront lancer soit contre le gré soit conformément aux vœux des puissances qui pourront y être enveloppées : si les Anglois sont résolus à la guerre c'est trop présumer de leur honnêteté qu'ils se préparent de longue main des justifications ils ne se sont jamais montrés fort soucieux de se plâtrer d'un vernis moral.

.....
Le contraste qui continue de regner entre le langage que les ministres

Rapport du marquis de Noailles du 2 février

anglais vous tiennent, M. et celui qui les tiennent au P^{re} de Masseran, ne doit plus nous étonner, c'est une marche affectée dont nous ne voyons ni le but ni la cause. Mais quoi qu'il en soit, la sécurité que la cour de Londres marque par rapport aux armemens de l'Espagne, n'est pas plus sincère que la crainte qu'elle s'efforce de manifester par rapport aux nôtres. Je conviens que la destination de la flotte, sortie de Cadix, est connue, et qu'elle ne doit pas alarmer l'Ang^{re}; mais les préparatifs maritimes que l'on continue de faire dans les ports d'Espagne, et que le ministère Br^{re} n'ignore probablement pas, doivent naturellement lui donner quelque inquiétude. Quant aux appréhensions qu'il dit sans cesse avoir de notre faible armement de Brest, je l'ai déjà combattue de reste et nous sommes portés à croire que c'est moins cet armement que les vues secrètes que la cour de Londres nous suppose, ou celles qu'elle peut bien avoir elle même qui ont donné lieu à ceux dont elle s'occupe avec tant d'activité.

A Versailles le 22 février 1777

Angleterre, 1 521 n° 119

Le 7 mars, c'est-à-dire quelques jours plus tard, M. de Masserano ne voulait pas croire que l'Angleterre n'attaquerait pas tant qu'on ne l'attaquerait point; il écrivait à Madrid que les armemens de cette puissance obligeaient à ne pas se fier aux protestations qu'elle faisait. Il commençait ainsi un pli à M. de Grimaldi.

Dans la conférence que j'eus hier avec Milord Veymouth, je le trouvai encore plus laconique et plus taciturne que dans les précédentes, ce qui m'a fait remarquer que le silence de ce ministre augmente à mesure que leurs préparatifs maritimes avancent. L'ambassadeur de France a remarqué la même chose, et nous croyons luy et moy qu'ils éludent nos questions afin que nous ne puissions pas pénétrer leurs mauvaises intentions.

Le cabinet de Versailles s'était du reste empressé d'aller au devant des sujets sérieux de plaintes qu'aurait pu saisir l'Angleterre. Lorsque le vaisseau qui avait amené Franklin à Auray était entré à Lorient avec ses prises, on avait aussitôt interdit ouvertement aux Américains

- 177 (et le cabinet de Londres y avait été sensible¹) de les garder plus longtemps dans un port français ou de les y vendre. En écrivant à Versailles confidentiellement sur ce sujet, le marquis de Noailles, dans son ardeur contre la Grande-Bretagne, avait posé des doutes, discuté l'opinion du ministre; M. de Vergennes lui répond péremptoirement le 21, et M. de Maurepas le lendemain, tous les deux par un pli privé, tant il leur paraissait essentiel de ne point laisser les soupçons germer sur une matière offrant en soi tant d'occasions de conflits, et des occasions qu'ils savaient, à coup sûr, devoir bientôt se multiplier davantage.

A Versailles le 21 mars 1793.

Vous trouverez Monsieur le Marquis, dans ma dépêche la solution de vos doutes par rapport aux prises que les Américains peuvent amener dans nos ports. Elle est prise dans le traité d'Utrecht et nous en usons avec les étrangers comme nous ferons avec toute nation amie qui sera en guerre avec l'Angleterre, si on exigeoit de nous que les regardans ces des rebelles nous les traitassions en pirates nous n'y accéderions pas, nous ne voulons point juger le procès et ce seroit maladresse de nous rendre parties. Quoique l'exécution fidèle des traités soit strictement recommandée, il arrive cependant des contre-ventions qui donnent matière à des plaintes. On prétend que les prises faites par le corsaire la *Represaille* ont été vendues et que des négocians français sont les acquereurs, rien ne seroit plus irrégulier, et je suis convaincu qu'il y aura du remède si les premiers propriétaires prennent la voie des tribunaux.

La *Represaille* qui avoit eu ordre de s'éloigner et de ne plus amener ses prises dans nos ports sans une extrême nécessité, n'est point encore partie. Elle avoit une voie d'eau qu'il étoit de l'humanité de lui permettre d'anchorer

Angleterre, t. 522 n° 51 les

M. de Moustiers, écrivant à sa cour dans son rapport du 7 mars ou il reproduisoit son entretien avec lord Mansfield : « Il me eut l'honneur que cette cour avoit appris avec plaisir la résolution que la cour de Versailles de son propre mouvement et sans la moindre sollicitation de l'Angleterre avoit pris d'envoyer

sortir au port de Lorient, d'en faire sortir et « de ne permettre d'entrer et de vendre dans « aucun autre port de France, les cinq baril- « leaux anglais et le paquebot qui étoit à La- « borne pris par la frégate américaine qui « avoit conduit le docteur Franklin dans ce « royaume

A Versailles le 24 mars 1777

1777

Recevez, Monsieur le Marquis, mes remerciemens de la part que vous voulez bien prendre à la perte que nous avons faite de M. le duc de la Vrillière. Je serai toujours bien flatté des marques d'intérêt qui me viendront de votre part.

J'ai lu avec attention votre lettre du 14 de ce mois, M. le C^{te} de Vergennes vous aura instruit de l'article 15. du traité de navigation conclu à Utrecht avec les Anglois : vous y verrez que nous ne pouvons permettre dans nos ports la vente des prises faites sur eux lorsque nous n'avons pas la guerre. Cela coupe court à tout raisonnement et nous a obligé d'en faire la déclaration aux Insurgens que nous traitons en cela comme tout autre nation qui auroit la guerre avec les Anglois. Je ne vous cachera pas que jusques à présent, ils ont assez trouvé moyen d'éviter de souffrir de cette prohibition par des ventes de marchandises et mascarades de batimens, mais alors c'est à l'ambassadeur qu'il faudroit se pourvoir pour en avoir la preuve légale et nous ne manquerons pas de les y renvoyer. C'est une methode qu'ils suivent eux mêmes assez volontiers et nous tâcherons toujours de vous en tenir cette discussion.

J'ai l'honneur d'être avec l'attachement le plus inviolable Monsieur le Marquis, votre très humble et très obéissant serviteur.

MAI REPAS.

Angleterre 1 522 n° 25 bis

En réalité, l'esprit des deux ministres était hanté par la crainte de voir la Grande-Bretagne offrir soudain l'indépendance pour tout de bon à ses colonies d'Amérique, afin de se jeter sur la France et l'Espagne avec les forces et les ressources que leur réconciliation lui donnerait. Le gouvernement anglais ne désavouait pas le bruit de ce rapprochement quand il se répandait, et il ne se plaignait point de paraître en faire une menace. Il en était trop souvent question dans la correspondance de l'ambassadeur pour que ce gouvernement ignorât l'inquiétude que Versailles en concevait. Les « plénipotentiaires » devaient, naturellement, s'ingénier à en profiter. A cette fin, les bruits et les intrigues se croisaient dans leur entourage, et lors Stormont.

677 très bien au courant, ne se faisait pas faute d'y associer l'ambassade, tantôt encourageant les tentatives que des officiers essayaient, tantôt en imaginant d'autres pour y engager la légation de Paris et la mieux surveiller. Un jour des amis prétendus de l'Angleterre, un autre jour de la France, venaient faire des offres ou rendre plus séduisantes celles qui avaient été portées avant les leurs. On répandait le bruit d'une entente avec Franklin, on disait qu'il désavouait Deane, dont l'opposition l'empêchant de rien conclure¹. Ces perspectives d'accommodement soulevaient Beaumarchais. A défaut de ses sentiments de Français, dont la sincère vivacité ne peut être mise en doute, le grand trouble qu'elles auraient jeté dans ses opérations, compliquées et déjà considérables, était une raison suffisante pour qu'il se fit le complice des commissaires américains et tâchât de peser sur M. de Vergennes; il donnait donc avec fièvre des avertissements² et ajoutait ses

¹ Franklin paraît bien s'être amusé de Silas Deane et l'avoir vu avec regret rappeler bientôt mais il n'y a pas d'ambuscade qu'il ait prise ou même aucun de ces autres intermédiaires de réconciliation avec l'Angleterre même lorsqu'on lui lui fit recommander par des intermédiaires qu'il trouvait dignes de sa réputation. Environ vers ces dates il écrivait à l'un d'eux, John Jay, à Paris : « Ce n'est pas pour faire la paix que je suis venu en Europe mais pour cordre au Congrès pour procurer l'aide des puissances européennes nous permettant de défendre notre liberté et notre indépendance qu'il est certainement de leur intérêt de garantir sur le grand et alors craignant commerce de l'Amérique leur sera ouvert et cessera d'être le monopole de l'Angleterre » monopole qui deviendrait après notre annexion le plus formidable ayant jamais été vu dans le monde. Vous voulez savoir mon opinion sur la fin de cette guerre et le nom ne sera pas réduit à l'état de despot. Pour ma part je ne crois pas que nous

« avons à craindre un tel danger. Je pense que nous serons capables, avec un peu d'aide, de défendre nos possessions et nous liberté si longtemps que l'Angleterre sera en état de nous à tâcher de les détruire. Je regrette cette chose et voudrais que mon injure ne l'eût pas provoquée. Mais je me flète de parler de votre amour pour voir mon pays dans la paix et la prospérité comme que la Grande-Bretagne ne sera plus une aussi formidable figure parmi les puissances de l'Europe »

² Il lui écrivait notamment le 8 mars dans un pli dont nous avons cité déjà une partie. Paris ce 8 mars 1777. Dimanche matin. Monsieur le Comte. — Encore une lettre à vous dire ! Il ne finit point. Eh ! comment finit Monsieur le Comte lorsque de nouveaux objets excitent sans cesse mon attention et mon vagabondage ? Il faut bien que vous m'écrivez tout. Un secrétaire particulier de Lord Germain est arrivé ici par le Havre, et voyage secrètement à M. Deane et Franklin.

inquiétudes à celles du secrétaire d'État. Toutefois la sagacité du ministre ne pouvait guère être abusée longtemps. Si l'on s'aidait de ces perspectives pour agir sur son esprit, elles lui procuraient aussi un moyen; il s'en servait à Versailles d'abord, en vue de décider à s'entendre avec le Congrès ceux qu'il trouvait trop hésitants, et à Madrid ensuite, où régnait plus que de l'hésitation. Ce fut notamment ce

« Il est porté de propositions de paix. La plus
« importante récompense lui est promise à l'égard
« à les gagner. Les offres de l'Angleterre et
« l'Amérique sont telles qu'un député peut les
« envoyer à Philadelphie avec honneur. »

« Lundi matin.

« Hier, vous en M. Gerard avec M. Deane
« Pendant qu'il était à Versailles jusqu'un état
« à son état qui m'interrompait.

« Les propositions de l'Angleterre sont belles
« acceptables. On a trop flûté en Amérique les
« promesses d'une alliance avec la France. Ils
« sont trompés sur ce point au sujet si vous ne
« repoussés pas vite sur la question qui vous
« sera bientôt faite à cet égard. — La paix est
« décidée avec l'Angleterre et sera prochainement
« conclue. Les succès militaires ne donnent point
« tout ce qui manque à une grande nation. Elle
« lost aujourd'hui l'impossibilité pour se soutenir.
« Mais voyez bien qu'elle ne peut aller plus loin
« sans vous ou sans se accommoder. Voilà ce
« qui m'a bien été prouvé hier. J'ai la dessus
« plusieurs propositions à vous faire à faire à
« M. de Murepau. Vous m'avez écrit sur la lec-
« ture de mon dernier mémoire que je vois en
« non. Sois certain pourtant que si Philadel-
« phie en été prise on n'aurait pas attendu un
« moment de plus pour vous parler comme moi
« Hollandais. Quitte à répondre comme eux. »

« Angleterre (522 n° 21. — J'ai une lettre
« précédente *ibid.*, n° 53. — Il revient sur les dé-
« marches de l'Angleterre. — Mais pendant que
« Je traite avec vous, je vous prie de me
« l'en tenir au. surdement d'Angleterre avec

« M. Franklin. ce que vous ignorez sans doute
« et ce que je suis bien sûr que M. Deane ne
« vous a pas dit. permets qu'il ait que son
« collègue ne se fera pas gagner et perdre
« qu'il ne veut pas diminuer la même opinion
« qu'en a de ce collègue. mais moi que l'espé-
« rance a résolu de faire et qui sans l'absence a
« tirer des conjectures de tout ce qui me frappe.
« J'ai jugé par les lettres de Londres et les
« réponses du ministère anglais qu'on regarde
« Deane comme un obstacle formidable à tout
« projet d'accommodement. et qu'on veut le tirer
« de ce pays à quelque prix que ce soit.

« Voilà le motif qui a engagé le Lord Ger-
« main et Lord Temple qui ne tardera pas à
« succéder à Lord North. à faire compromettre
« Siras Deane dans le procès de Jean le Parleur.
« par le moyen de leur mort, ils veulent le
« rendre odieux aux Anglais. désagréable aux
« Français et le dégoûter de Paris. Mais nos
« nouvelles portent une annonce si positive des
« intentions du ministère que mes conjectures
« deviennent des faits. Ils ont le projet de le
« faire renvoyer de France et à en faire la vic-
« time impitoyable de leur folle entreprise sur
« l'Amérique. J'ai rompu Deane et lui ai pro-
« mis que l'on viendrait à sa sûreté de manière
« à dérouter les enlèveurs. ils y travaillent
« et je lui ai procuré les moyens de donner
« tranquille dans ce pays de protection et de
« sûreté.

« Communiquez je vous prie cette lettre à
« M. Le C^{te} de Murepau et au sieur avec vous
« ordres pour Versailles. »

1777 qu'il fit à propos d'une démarche entourée de l'apparence la plus cherchée du mystère et qu'un Anglais était censé avoir engagée avec le secrétaire de la légation, Carmichael, à la suite d'une conversation tenue peu auparavant, à Douvres, avec le capitaine d'un navire américain par deux personnes prétendant être des intimes de lord Germain. Plus ou moins édifié, M. de Vergennes avait prescrit de continuer les rencontres. Elles s'effectuaient d'abord la nuit, autour de la statue de la place Vendôme, puis elles eurent lieu chez le secrétaire même de l'ambassade anglaise. Comme on y introduisit bientôt le docteur Bancroft, sur qui Franklin était encore et devait rester pleinement abusé, il n'y a guère à douter que la manœuvre ne vint du *Foreign office* ou que celui-ci n'eût su y entrer. C'est à elle, sans doute, que se rapporte cette indication de Beaumarchais, dans un billet du 3 avril :

Nous croyons maintenant être assez sûrs que M^r Schmitz, secrétaire de ce Lord est actuellement à Paris chez lord Stormont d'où il exécute les ordres secrets de son maître relativement aux idées d'accordement avec l'Amérique.

Il est déguisé sous la perruque d'un aumonier ou chapelain pendant que le petit Matly véritable chapelain feint de renoncer à l'église, et de céder sa place au nouveau venu, si le séjour de la France ne lui est pas contraire. Je suis sûr la voie le reste ne m'échappera pas.

Angleterre : 522 n° 84.

Il s'agissait de dégouter les Américains de l'amitié de la France et de l'Espagne. On leur montrait cette amitié comme ayant été « stérile jusqu'ici et ne devant leur être utile à rien » ; on leur disait que « leur avantage était de revenir à l'Angleterre, prête à les satisfaire, impatiente de commencer avec eux une expédition contre l'Amérique espagnole et les îles françaises ». Gérard, chargé de recevoir là-dessus les

* Il lui écrit encore : « votre très affectionnée » le 1778 : 6 avril. *The Works of Franklin* V. II, p. 266.

1777 informations de Silas Deane, en retrace le récit avec détail, ce même 3 avril, et l'on voit celui-ci, qui se donne pour très reconnaissant envers la France et très soucieux de ne pas déranger sa politique, de ne point exciter le roi et son gouvernement plus qu'ils ne le souhaitent en leur présentant dans toute sa vérité l'irritation des esprits aux États-Unis, faire cependant pressentir que la lassitude jettera peut-être les plus résistants dans les bras de l'Angleterre¹. Le ministre croyait-il à la sincérité de ces démarches? La seule chose certaine, c'est qu'il les utilisait. Il les porte à la connaissance du roi, de M. de Maurepas par suite, et elles ont sur eux assez d'effet pour que l'on décide d'en informer l'Espagne. Par l'ordre du monarque, M. de Vergennes écrit de sa main, le 7 avril, la minute d'une longue dépêche à Ossun, pour instruire le gouvernement de Charles III de la situation où l'on semble arriver. Toutefois, le moment d'après modifiant les impressions du moment d'avant, sur ce terrain mouvant de suppositions, de menées, d'intrigues, et la minute ne fut point expédiée², mais elle précise exactement et l'effet produit par l'éventualité qui y donnait lieu et l'intérêt que l'on trouvait à se concerter enfin efficacement avec la cour de Madrid pour faire face à un péril indubitable :

A Versailles le 7 avril 1777

Il y a déjà quelques mois, Monsieur, que nous avons eu connoissance d'insinuations faites aux députés américains qui résident ici tendantes à procurer la réconciliation des Colonies avec leur mère patrie. Quoique ces insinuations fussent autorisées par le nom de Lord Germain elles ne portoient pas cependant un caractère assez authentique pour y attacher beaucoup de valeur. Mais elles semblent en acquiescer d'avantage.

Depuis une 15^e de jours on est revenu à la charge auprès de ces mêmes députés d'une manière plus pressante. Un de leurs agens les plus intimes a été invité dernièrement à une conférence mystérieuse. Il s'y est abouché avec un homme tout à fait inconnu mais qui doué de beaucoup d'esprit et d'énergie

¹ Nous reproduisons ce rapport à l'annexe IV du présent chapitre. ² La minute porte en marge : « Cette lettre est nulle l'exécution n'en aait pas eu lieu ».

- 17,7 n'a rien oublié pour le convaincre 1^o qu'il est hostile pour les Américains de mettre que les vils instrumens de la politique et de l'ambition de la France et de l'Esp^e, et qu'ils ne sont que cela en effet. 2^o que les 2 Couronnes ne veulent qu'humilier et affaiblir l'Ang^e pour détruire plus aisément l'Amérique dont la prospérité leurs seroit trop suspecte. On a allégué à l'appui de cette assertion plusieurs expressions des ministres d'Esp^e pour prouver qu'ils ont cette rebellion en horreur dans la crainte que l'exemple ne soit contagieux, ne gague et infecte les domaines espagnols : la modicité des encouragemens et des secours que les deux puissances donnent et la certitude qu'elles ne feront pas la guerre pour la cause américaine ont été relevées avec le plus grand soin. La conclusion a été qu'il étoit d'un intérêt commun de n'être pas plus longtems la dupe des arüices des deux Couronnes, qu'il falloit se rapprocher et se reunir de bonne foi et se venger sur elles des pertes et des dommages qu'on a respectivement éprouvés, enfin qu'on seroit bientôt d'accord si de la part des Colonies on vouloit faire le premier pas et énoncer une proposition quelconque; qu'il n'est pas possible que le ministère anglais fasse les avances, que la dignité de la Couronne et celle du Parlement ne le permettent pas, mais qu'on n'attendoit qu'une simple ouverture pour leurs faire connaître toute la bonne volonté dont on est prevenü pour eux.

Je ne dois pas omettre, M^r qu'un capitaine américain homme fort attaché à son parti qui avoit reçu les premières instructions en Ang^e s'étant présenté chez le Lord Stormond en a été reçu et traité à merveilles, que cet ambassadeur continu a le caresser, et qu'il lui a tenu un langage très analogue aux instructions que je viens de rapporter sans cependant se découvrir sur les effets hostiles qui devoient suivre la reconciliation. Sur le compte qui nous a été rendu de ces démarches nous avons pensé qu'il pourroit être utile de ne pas rejeter brusquement ces ouvertures. Nous avons conseillé en conséquence aux Américains de les suivre mais sans s'engager, de s'expliquer qu'ils sont sans pouvoirs de leurs commettans pour faire des propositions, que d'ailleurs celles qu'ils pourroient faire se trouvent en quelque maniere déjà articulées dans les actes que les Etats Unis de l'Amérique ont publiés et plus spécialement dans celui de l'Independance. Que c'est donc à l'Ang^e à faire connaître ce qu'elle peut être disposée à accorder, ou du moins à suggérer ce qu'elle souhaite qu'on lui propose. D'après ce plan il y a eu une 2^e conférence miste-

rience dans laquelle l'inconnu a répété et renforcé tout ce qu'il avoit déjà dit dans la précédente, et il a fini par dire que ce ne seroit plus lui qui suivroit désormais la négociation, mais bien le secrétaire de Lord Stormond. Il y a eu une première entrevue avec ce secrétaire qui a confirmé ce que l'inconnu avoit dit, plus réservé que celui-ci il n'a pas proposé la guerre contre les deux Couronnes, il s'est borné à relever les avantages de la prompte réconciliation pour le bonheur des deux peuples. Depuis il doit y avoir eu une seconde entrevue dont je n'ai pas encore les détails.

Telles sont en abrégé M. les notions que nous avons recueillies et dont le Roi m'ordonne de vous faire part pour que vous le communiqués en toute confiance au Roi C^m et à M. le C^m de Floride Blanche. Deux réflexions se présentent naturellement, la 1^{re} ces rapports sont ils bien vrais? ne sont ils pas brochés et exagérés pour enflammer notre ressentiment et nous porter brusquement à la guerre contre la G^{de} Bretagne? Les Américains ont un intérêt si majeur à nous y décider que tous moyens peuvent leur paroître bons pour atteindre à leur but. C'est ce que je m'attache à éclaircir. Une autre réflexion; si nous admettons l'existence de cette négociation (ce dont je ne me éloigne pas, mais déjà quelques indices qu'il existe en effet quelques relations entre les Américains et les agens de l'ambassadeur d'Ang^m, n'avons nous pas lieu de craindre que sous la crainte de la grandeur de l'engagement qu'ils soutiennent et des conséquences terribles dont il peut être suivi, voyons peu de dispositions de la part des deux Couronnes à leurs prêter toute l'assistance dont ils auroient besoin, enfin à faire de leur cause la leur propre, ne cèdent aux amorces de l'Ang^m, et qu'ils ne se déistent de l'indépendance absolue qu'ils ont prononcée, ou ce qui seroit bien plus fatal ne la recoivent en formant avec l'Ang^m les nœuds les plus étroits, et en concertant avec elle des mesures funestes à la tranquillité des deux Couronnes et à la sûreté de leurs établissemens d'outre mer? Nous ne pouvons pas nous dissimuler M. que ce que nous avons fait jusqu'à présent pour les Colonies unies n'est pas suffisant pour acheter leur reconnaissance, et que si elles unissent leurs forces à celles que les Anglois ont déjà dans le nouveau monde nous aurons peu de moyens d'y résister.

Je sers tout ce que cette prévoyance a d'alarmant, je ne me permettrai pas M. de le développer ici. J'attendrai le mémoire de M. le C^m de Floride

1777 Blanche pour prendre les ordres du Roi sur la formation d'un plan que chaque moment doit rendre plus insistant. Les deux Couronnes veulent sincèrement la paix, mais il n'est que trop vraisemblable qu'elles seront portées à la guerre par les mesures menées qu'elles ne peuvent se dispenser de prendre pour l'éviter ou pour la soutenir si elle devient inévitable. Les Anglois qui avoient déjà 50 v^e de ligne en commission, viennent d'y en ajouter six. Veulent ils nous imposer par le nombre de leurs armemens, car il ne paroît gueres possible qu'ils trouvent au moins de sitôt le nombre de matelots nécessaires pour une flotte aussi nombreuse. A tout événement le Roi vient d'ordonner un nouvel armement de 7 vaisseaux à Brest et 3 à Toulon. Sa M^{te} auroit pu donner plus d'extension à cette mesure et y en joindre d'autres caractéristiques de l'intention ou elle est de ne pas se laisser braver, mais elle n'a rien voulu précipiter dans un moment surtout où le commerce n'étant point sur ses gardes pourroit essuyer de très grandes pertes, d'ailleurs l'Esp^e attend le retour de ses gaillons, raison péremptoire pour procéder avec la plus grande circonspection et pour ne rien donner au hazard. Il est encore à considérer que les deux Couronnes seront toujours à tems de commencer la guerre si elle devient indispensable, et que commence il n'y auroit plus moyen de revenir sur ses pas. Nous ne perdons pas le tems de suspension. Les travaux se continuent assidument dans nos ports et l'on n'oublie rien pour les approvisionner.

Ce qui ne peut manquer de faire une forte sensation est la detention de nos pecheurs. C'est un parti facheux mais de necessite. La conduite du gouvernement anglois est trop oblique pour courrir le risque d'essuyer une aventure pareille à celle qui nous arriva en 1755. Nous avons 12 mille de nos meilleurs matelots entre les mains des Anglois avant de nous savoir en guerre avec eux.

J'ai l'honneur d'être avec un sincere et fidele attachement, M

Espagne L. 584 n° 1.

On en étoit toujours à attendre les vues si vite annoncées, mais très lentes à se produire, de M. de Floridablanca sur un plan d'action ou sur une attitude commune. Les pourparlers de la statue pouvaient être indiqués comme une occasion pour lui de se décider; c'est, sans doute,

pourquoi l'on avait pensé devoir écrire ces réflexions à Osborn et ne plus procéder avec le nouveau premier ministre par demande directe. D'autre part, à mesure que les renseignements arrivaient, les succès de Howe paraissaient n'avoir pas avancé beaucoup les affaires de la Grande-Bretagne; peut-être trouva-t-on, après coup, qu'il était inutile de porter à la cour de Madrid des détails connus par suite de relations avec les « plénipotentiaires » jusque-là dissimulées. A ces détails se mêlaient, d'ailleurs, des incidents incommodes que la vénerie ou la maladresse des intermédiaires procuraient au *Foreign office* le moyen de soulever et de faire aigrir par les gazettes. « Il n'y a que trop de mauvais Français à Londres, » mandant Beaumarchais à M. de Vergennes; et, en effet, les journaux anglais racontaient, au prix d'inexactitudes dans les noms et les choses, mais non sans vérité dans l'ensemble, ce qui se passait entre la légation et le gouvernement du roi. C'est ainsi que les sentiments très décidés de Garner fatiguant

Le 3 avril Beaumarchais écrit à M. de Vergennes dans la lettre tout à l'heure citée : « Monsieur le comte — Votre observation sur le *Westminster gazette* m'en a fait dire aux autres : propre à la confirmer ou la détruire — car il n'y a que trop de mauvais Français à Londres. » « c'est d'en faire comme une anglaise par mon traducteur — mais il m'assure que le style et les tournures sont bien anglaises et que même quelques articles sont copiés mot à mot du *comte de Harcourt*. En effet il n'y a point eu de mauvais comme le *Harvard* et le *Trudeau*. Et *Panchant* de l'insulter ont même mal noté par la gazette. Je n'y suis point allé, et *Le Roy* de *St. Laurent* y est été pour un contrat de poudre. Tout cela ressemble assez à des idées prises au hasard et sur des canards fort incertains. Vérifiez tout l'article que je vous envoie. Au reste de quelques mots que j'écris, il est certainement indiqué dans l'envoy comme avant été publié par ordre de Lord Germain »

« L'écrit comme vous le dites Monsieur le Comte n'est bon qu'à tout perdre. Mais en faisant abstraction totale de la populace qu'on nomme officiers on peut éviter ce mal et tout peut se concilier. Pourvu que les Américains ne puissent pas acquiescer de certitude que le ministère contraire il n'y a point de danger qu'il soit compromis. Retenue les forces anglaises en Europe par le respect des notes, détruire leur trop grande sécurité par quelques attentats au-delà des mers. « *VALSÈRE* » en tenir la neutralité prodiguer des secours devenus indispensables aux Américains pour guérrir. Préférer pour cela la voie du commerce en ce qu'elle fait le double bien de déplaire aux Anglais et d'apprendre à nos maîtres la route d'Amérique sans compromettre le plus sûr — voilà de quoi opposer les forces anglaises au milieu de cette campagne mais enlever les autres. Et telle est la raison de mes idées. Je me rendrai samedi à l'indication que je vous en fais. Je souhaite

1772. le *Foreign office* et lui faisant supposer que sans lui, M. de Noailles serait plus facile à abuser, on en était venu, par des bruits d'anti-chambres et de journaux, à obliger ce premier secrétaire à s'effacer un peu et à se défendre auprès du ministre d'avoir jamais laissé soupçonner, à plus forte raison laissé voir, que la correspondance de Deane, celle de Franklin et de ses collègues avec le Congrès ou avec d'autres passaient par l'ambassade¹.

En attendant, la légation américaine acquérant du poids tous les jours. Elle avait eu déjà plus d'une rencontre avec le représentant du roi de Prusse à la cour de France. Le comte de Goltz se tenait au courant des démarches des commissaires, pressé qu'il était par son souverain de le renseigner sur les conséquences qu'elles pouvaient amener dans nos rapports avec l'Angleterre². L'intérêt que des historiens américains d'aujourd'hui supposent avoir été porté alors aux États-Unis par Frédéric II n'allait pas au delà de la vive satisfaction qu'éprouvait ce monarque, et qu'il se promettait plus grande encore, à voir mettre son ancienne alliée en mauvaise passe, à satisfaire ainsi la rancune qu'il avait vouée au pays de lord Bute, à diminuer d'autant plus la liberté d'action de l'empereur d'Allemagne contre la monarchie prussienne ou contre les projets possibles de celle-ci. Les fragments de correspondance minutieusement recherchés par M. Bancroft pour constituer à la Prusse des titres contre-balançant ceux de

« en elle d'autre ce même quelque peu l'une
« de M. de M. Mais je compte encore plus
« sur votre sagacité que sur mon eloquence »
Angleterre, t. 522 n° 84.

La lettre de Garway méritait d'être transmise autant à cause des indiscrétions qu'en ressentent qu'en vue de faire apprécier le caractère de l'homme. Nous la donnons à l'annexe III du présent chapitre.

¹ Circourt, *etc. rapen*, fragments de lettres des 1, et 14 janvier 1777. « Il n'est pas douteux, dit-on dans la seconde, que ces Améri-

« cains terrassent la campagne avec des succès
« grand avantage, mais il est vrai aussi que
« la guerre n'est pas finie et qu'il faudra encore
« une campagne pour la terminer. Je vous en
« rendrai par mes lettres de Londres qu'on y est
« inquiet du séjour du docteur Franklin à Paris.
« Le ministère britannique étant persuadé que
« ce député du Congrès remue le vert et le sec
« pour engager la France dans la cause des Co-
« lonies. Vous le savez donc de près pour dé-
« couvrir le véritable objet et le succès. bon ou
« mauvais de sa communication ».

la France à la gratitude de l'Amérique, montrent assez qu'en ce moment Frédéric ne suivait pas des yeux dans une autre intention les opérations militaires en Amérique. Il applaudissait au ton de M. de Vergennes avec lord Stormont, y pressentant notre engagement prochain contre la Grande-Bretagne, il lui semblait déjà qu'on en était à « la grande crise des affaires de l'Europe » et il voulait que ses agents eussent « l'attention la plus soutenue à ce qui méritait d'y occuper la sienne¹ ». Les commissaires des États-Unis ayant le mandat d'entrer en relations effectives avec les gouvernements du continent, Arthur Lee se disposait à aller employer de l'autre côté du Rhin le besoin d'agir, et d'agir seul, qui le pressait. Pendant ce temps, l'Espagne consentirait peut-être à recevoir Franklin, quoique cela ne parût pas près d'arriver. Dès la fin de février, Lee avait remis à M. de Goltz un mémoire pour demander à la Prusse la liberté du commerce dans ses ports en faveur des navires américains, le 12 mars, Frédéric autorisait son ministre de la guerre à répondre sans s'engager, mais sans écarter pourtant la demande, ne voulant, écrivait-il, « ni heurter ni choquer les Colonies par un refus complet ». Mais il montrait peu après, dans des dépêches à son représentant à Londres, combien il était loin d'accepter « de se compromettre pour elles » tant que le maintien de leur indépendance ne serait pas plus assuré².

La légation avait alors traité avec des maisons maritimes pour expédier chaque mois un paquebot emportant ses dépêches et rapportant celles du Congrès. Plus rapprochée ainsi de ses mandants, elle se sentait plus en pied. Aux mémoires réitérés qu'elle adressait à la cour de Versailles, celle-ci ne se pressait point de répondre; les commissaires ne cessaient pas moins de s'essayer à la déterminer par la perspective d'une inévitable réconciliation avec la métropole si elle ne se décidait à se lier. « Je commence à voir un peu de découragement dans l'âme de Deane, par le desespoir qu'il a de ne pouvoir empêcher

¹ Lettre à M. de Goltz, du 21 mars 1777. Circulaire, *ibid.* supra t. III. ² *Ibid.* Lettres à Moltke, son ministre à Londres, du 21 et 28 novembre.

son pays de faire ce qu'il appelle une grande sottise, s'il ne reçoit aucun des secours qu'il ne cesse de me demander », écrit Beaumarchais à M. de Vergennes, le 3 avril; il revient sur ce sujet quelques jours après, dans un pli d'où il ressort que le ministre l'avait lancé sur le comte d'Aranda afin d'amener celui-ci, sans que cela parût, à attirer enfin la cour de Madrid vers l'Amérique. Hortalès, très officieux toujours, peut-être plus qu'on ne le lui demandait, est ici un témoin qu'il faut laisser parler.

B

Monsieur le Comte

Je quitte M^r l'ambassadeur d'Espagne que je n'avais pas vu depuis longtems. Je lui ai fait le tableau le plus vrai de l'importance d'un secours, efficace aux Américains, de leur état pressant et du danger plus pressant encore qu'ils se raccommodassent avec les Anglais à l'arrivée du courrier qu'on doit sous peu de tems leur envoyer de France, s'ils ne recevaient aucuns secours ni encouragement. Je lui ai fait part de mes idées sur la nécessité d'un mouvement sérieux et combiné des flottes de France et d'Espagne, qui aurait le bon effet, sans commettre ces deux puissances, de retenir les forces d'Angleterre en Europe, d'empêcher que le roi d'Angleterre ne complétât son emprunt par le resserrement des deniers particuliers, et la chute des effets publics et de faire espérer aux Américains que ces mouvemens se font en leur faveur ce qui centuplerait le courage et les forces de cette nation. Que si pendant ce tems, il leur arrivait des secours réels je répondais que la campagne anglaise serait encore manquée et qu'enfin mon projet était, si l'approuvait un démarche, d'aller échauffer le ministère espagnol et d'en arracher un secours quelconque, lequel joint à ce que je pourais voler à la France, me donnerait le moyen de soutenir le grand édifice des succès américains jusqu'en décembre prochain et surtout d'empêcher le raccomodement.

Il m'a répondu : Comme particulier vous savez ce que je pense et desire, mais comme ambassadeur d'Espagne je ne puis vous dire ni blanc ni noir. *Eh' pourquoi cela Monsieur?* — *parce que le ministère de France ne m'en a rien dit.* Mais M^r le C^{te} est de son agrément que je vous en parle — *Dans une affaire et dans un moment aussi importants M^r, il faut que j'apprenne par le ministre*

qu'il approuve vos vues pour que je puisse répondre quelque chose. M^r le C.^e en vous en parlera quand vous voudrez, car je vais écrire à M^r le C.^e de Vergennes le précis de notre conversation. M^r j'irai demain mardi à Versailles, quoique ce ne soit pas jour d'ambassadeurs. Vos ministres sont tous mes amis et doivent être à l'aise avec moi sur tous les points, faites qu'ils m'en parlent, autrement je n'en ouvrirai pas la bouche. Ils savent bien que nous ne demandons pas mieux que de marcher de concert.

Le reste de la conversation a été un recordement général de tout ce qui existe, dont il a même eu soin de prendre des notes relatives à l'Angleterre. Il m'a donné rendez-vous à mercredi matin. Le seul point, Monsieur le Comte qu'il importe de fixer quant à présent, c'est ma course légère à Madrid. Je d's légère parce qu'elle sera courte car son importance bien sentie par nous peut vous assurer des notions très exactes sur ce cabinet et ses vraies dispositions, si je n'en attache aucun secours pour mes amis, vous saurez au moins une bonne fois jusqu'à quel point vous pouvez compter ou devez vous défier de tout ce qui vous vient de là. M^r de Maurepas dit que je ne crois pas à l'Espagne. En effet j'y crois peu. Mais ma démarche en ce pays, deux conversations sérieuses avec le nouveau ministre, quelques entretiens avec M^r d'Ossun, deux ou trois dîners avec F^r. le valet de chambre favori, vous en apprendront à mon retour autant qu'il en faut savoir sur tout cela.

J'ai bien d'autres choses à vous communiquer après une conversation de trois heures hier avec M^r Deane, mais je vous écris en maison étrangère et je me hâte de vous prévenir de ce que j'ai fait et dit chez M^r d'Aranda pour que vous en fassiez le *punctum vite* de votre conversation le demain.

Je me recommande toujours à votre bienveillance.

Angleterre 522 n. 96.

M^r de Vergennes restant si réservé, le comte d'Aranda demeure soigneux de ne pas s'avancer davantage. On pourrait le croire un peu froissé de n'avoir pas eu les confidences du ministère de Versailles. C'était peut-être, aussi bien, parce qu'il sentait ne plus posséder assez l'oreille de Madrid pour reprendre une initiative jusqu'ici peu encouragée. Beaumarchais récrit le 15, craignant que, sous l'empire de doutes qu'il croyait pourtant assez expliqués, on ne se fie plus

1777 à lui; il remet encore devant les yeux du ministre la patience des Américains prêts d'échapper.

R

Paris le 16 avril 1777

Monsieur le Comte

J'appris avant hier avec douleur de M^r le C^{te} d'Aranda que votre seconde entrevue n'avait pas eu plus de succès que la 1^{re}, et que l'objet intéressant n'était entré dans votre conversation. Vous sentez bien m'a-t-il dit que tant qu'on ne m'en parlera pas, je ne puis en toucher un seul mot. Quoique je ne sente point cela du tout, je me suis vu forcé d'adhérer à de si puissantes raisons. Que Dieu benisse les Américains et le commerce de France! On n'imaginera jamais qu'une décision sur des points aussi importants ait pu être arrêtée deux jours, par le seul motif que la première phrase en a du sortir de telle bouche plutôt que de telle autre! — Mais au moins M^r l'Ambassadeur vous pourriez sans être compromis, dire à M^r le C^{te} de Vergennes que j'avais eu l'honneur de vous voir, autorisé de son aveu : que je devais m'y pressant sur l'affaire de l'Amérique et les secours à lui donner, que vous avez cru devoir en raisonner avec lui. Vient il faut, dit-il, que M^r de Vergennes lui en parle la premier, et si vous n'avez pas, Monsieur le Comte, la honte de trancher sur ce puérile obstacle, en disant à M^r d'Aranda que j'ai eu l'honneur de vous en écrire, nous serons suspendus trois mois au noble fil d'une aussi grave difficulté. Si je fais mon métier, comme eut la honte de le dire l'autre fois M^r de Maurepas en présentant sans cesse et sous toutes les faces le tableau d'une affaire aussi pressante, permettez moi de vous représenter Monsieur le Comte, ce que vous savez mieux que moi, la perte du temps, le silence, et l'indécision sont même audessous des refus. Le refus est un acte, on agit d'après lui. Mais le néant n'est rien et ne produit rien.

Aussi le ministère anglais qui se vante si haut de connaître si bien l'esprit de l'administration française ordonne-t-il à son ambassadeur de lever le ton, de parler fièrement à Paris de la position des Anglais et de leurs succès en Amérique. A l'en croire il n'est plus tenu d'aider cette nation dont l'accommodement avec l'Angleterre est, dit-il, résolu, fixé, peu s'en faut qu'il ne dise signé. Quelqu'un alarmé de ces nouvelles écrit à M^r Duane, pour savoir si ce sont des vérités. Il répond en ces mots sur la même lettre

ce n'est point la vérité : c'est du *Stormont tout pur*. Cependant vous le dirai-je ? 457
 Monsieur le Comte ? Je crains que ce *Stormont tout pur*, n'ait entamé M^r de Mauropas. Il a dit à quelqu'un il y a peu de jours, il n'est plus temps ; mais s'il voulait se rappeler combien de fois depuis huit mois il a cru qu'il n'était plus temps, et combien cette erreur a laissé de choses utiles en arrière pour lesquelles il y avait du temps de reste, il changerait d'idée. Et puis, quel effet peut résulter de passer perpétuellement d'une de ces phrases à l'autre, il n'est pas encore temps, il n'est plus temps ? Ah ! Monsieur le Comte ! Il est toujours temps ; mais plus l'on perd à ne rien faire de ce temps si précieux et moins il en reste pour réparer le mal d'en avoir tant perdu.

Je ne sais en vérité par quelle magie je soutiens l'œuvre de mes amis et les empêche depuis quinze jours de faire partir un courrier porteur de nouvelles affligeantes. Il faut que ce soit mon courage qui leur en inspire encore. On me suppose des ruses tant qu'on ne me voit pas décourager. Mais tous les matins je reçois un billet, et les après midi, l'on arrive renouveler la question du matin. Avez-vous des nouvelles de Versailles ? Et croyez-vous M^r de B... que je doive amener plus longtemps mes malheureux compatriotes d'un espoir que je n'ai pas moi-même. Attendez, est ma réponse banale. — Hélas, je ne puis beaucoup retarder d'écrire la vérité, mes ordres sont si pontifs à cet égard qu'ils me font trembler pour les conséquences.

Voilà Monsieur le Comte, la vie que je mène, ôtré de voir que les arrogants Anglais ont fait une prophétie sur nous, et que nous l'accomplissons.

Si la crainte d'un éclat supposé venir de moi, arrêtait le ministère et l'arrêterait contre la forme des secours que je voudrais donner, si me faisant descendre à la justification à cet égard ; je lui dirais c'est sur le caractère connu la marche ferme et constante des hommes qu'il faut les juger, et non sur de vaines ou perfides imputations. Tant que je puis travailler seul, mon secret est en sûreté. Si l'indiscrette conduite des officiers de l'*Amphitrite* et de leur chef encore plus fou qu'eux tous, ébruite dans le temps la destination de ce vaisseau, que pourrai-je à cela plus que vous ? Je puis défier tout homme en ce pays, à commencer par les ministres eux-mêmes, de me citer seulement quel nom, quel chargement, dans quel port et pour quel endroit j'ai fait partir tous les vaisseaux que j'ai expédiés depuis ; et se, malgré l'avidité regard de tous les espions qui m'environnent, on n'a la denture que des notions très

177 confuses; il y aurait donc bien de l'injustice à m'affubler des sorts d'autrui, pour en forger un prétexte à des refus qui entraînent des conséquences aussi funestes. Je me suis fait négociant ouvertement afin qu'on cessât de me croire négociateur, et si l'on cherche où j'ai pris les capitaux de mon commerce la part que le ministère a prise à mes opérations est bien marquée par les associations de toute espèce que ma maison affecte de contracter avec tous les armateurs qui hazardent des envois en Amérique.

Enfin, Monsieur le Comte, lorsque tout se monte, lorsque les premiers soins et travaux d'un grand établissement ont eu leur succès, lorsque mon profond mépris pour les ratotages de la société a mis les jaseurs en déroute et que je puis répondre des suites heureuses d'une entreprise aussi bien combinée, refuserez-vous d'y concourir encore? Et ma persévérance active n'en inspirera-t-elle à personne? J'offre de tenter un effort que je crois puissant sur le ministre espagnol de me multiplier pour ainsi dire, par la vivacité de cette démarche, elle tient à une conférence entre vous et l'ambassadeur d'Espagne, tous deux y consentent, et douze jours sont écoulés sans qu'elle ait pu s'entamer! Au nom de Dieu, de l'honneur, et de l'intérêt de la France, ne retardez pas plus longtemps cette décision, Monsieur le Comte. Conférez en encore avec M. de Maurepas. *Nul objet n'est plus important et n'est aussi pressant.*

A l'instant où je ferme cette lettre, j'en reçois une de Nantes, par laquelle on me fait part du refus de donner des matelots aux armateurs et voilà mon navire le plus riche arrêté au moment de partir. On me demande d'obtenir du ministre de la marine une permission sourde et secrète d'employer seulement dix matelots ou composera le reste de l'équipage de novices etc. Je vous supplie donc Monsieur le Comte d'arranger promptement avec M^r de Sartines ce qui est nécessaire au départ de ce vaisseau. Qu'il arrive au commandant de la marine de Nantes de permettre sourdement à M^r Pelletier du Doyar de prendre et d'embarquer sur le *Comte de Vergennes* nommé presently la *Thérèse* dix matelots classes, lesquels avec 4 autres qui sont sur ce bâtiment et le nombre de novices suffisant, lui donneront la liberté de mettre à la voile. Depuis douze jours il est arrêté dans Paimboeuf par cet obstacle. De mon côté j'écris à M^r Pelletier tout ce que vous aurez la bonté de me mander que je puis le faire, et ce sera encore une difficulté de laver.

Je joins ici un mot à commander à M^r de Sartines, si vous le jugés à propos. Et je compte aller moi-même prendre vos ordres sur tant d'objets jeudi au soir, si vous ne me les faites pas parvenir auparavant.

Je recommande les Américains à votre souvenir et leur avocat à votre bienveillance.

L'heure de votre courrier s'est passée pendant que j'écrivais. Je fais monter un homme à cheval.

Angleterre f. 522 P. 4, 5. Pièce non numérotée.

Au fond, les « plénipotentiaires » étaient pleins de confiance, à tout prendre, dans l'appui prochain, volontaire ou oblige, de la France et de l'Espagne. Ils écrivaient à Philadelphie que la rupture entre la France et la Grande-Bretagne ne tarderait pas à se produire « L'Angleterre commence à être très irritée contre cette cour-ci et, pensons-nous, avec beaucoup de raison », et ils pouvaient se rendre cette justice qu'ils ne ménageaient pas les efforts pour que la raison devint plus forte ou eût plus d'effet. Nos flottes leur paraissaient être prêtes, celles de l'Espagne se préparer, et ils les trouvaient supérieures ensemble aux flottes de l'Angleterre; ils voyaient là les présages qu'ils souhaitaient, jugeaient les événements très près d'arriver et s'efforçaient d'en rapprocher l'heure.

Le ton de la cour s'élève en conséquence, mandaient-ils en développant ces idées, on dit que ces jours derniers le lord Stormont signifia au ministre que si les Américains continuaient à recevoir de l'aide et des armes, la paix ne pourrait être traitée; et il fut répondu « Nous ne désirons pas la guerre, mais nous ne la craignons point. » Quand tout est prêt pour qu'elle arrive, il faut peu de chose pour qu'elle éclate et l'opinion générale est que cela ne saurait durer encore une année.

Diplomatic correspondence — I, p. 280 et 281.

Pendant que, aidés par Beaumarchais, Franklin et ses collègues

La réponse au courrier américain est à la fois en français et en anglais dans la lettre.

- 177 avaient mené à fin l'affaire de l'*Amphitrite* et expédié les autres navires, Silas Deane s'était attaché en particulier à créer une cause sérieuse d'irritation. Probablement, même, il la regarda comme décisive. Il lui avait été proposé de reprendre le projet manqué du marquis de la Fayette, de le reprendre dans des conditions de nature à beaucoup découvrir le gouvernement du roi. C'était une occasion trop favorable pour qu'il ne se fût pas empressé de la saisir.

ANNEXES DU CHAPITRE VI.

I

DU COUDRAY ET SES INTRIGUES

[La plupart des militaires passés de France en Amérique se plaignirent amèrement, n'étant pas traités comme ils avaient conçu qu'ils devaient l'être. Quelques-uns firent du bruit en réclamant l'exécution de leur contrat mais personne autant que du Coudray. Arrivé, à la dérobée, sur un des navires frétés à Nantes, il reprit sans tarder près du Congrès les intrigues qu'il avait commencées en France pour se faire regarder comme un chef désigné par le gouvernement du roi. Aux termes de ses conventions avec Silas Deane il prétendait au grade de major général, et au commandement de l'artillerie et du génie en raison de l'importance que lui avaient reconnue les ministres du roi. Ce fut l'occasion d'un vif émoi dans l'armée américaine; trois généraux envoyèrent leur démission au Congrès, qui les réprimanda mais se refusa à y donner suite. Pour justifier ce qu'il exigeait, du Coudray avait adressé à cette

Kapp chap. vi relate ces circonstances sans doute d'après ces notes de Kelb. « Un grand cri d'indignation s'éleva dans l'armée contre les prétentions de l'officier étranger. Le général de brigade Knox en sa qualité de commandant de l'artillerie menacé le premier dans sa position fut bien entendu contre lui. Quoique, sur le témoignage de Steuben, Knox n'eût à ce moment aucune idée de la manœuvre des pièces de campagne et de leur emploi pour l'attaque et la retraite il n'avait cependant aucune envie de céder sa place par amour pour un étranger. Il gagna à sa cause les majors généraux Greene et Sullivan et

« ceux-ci sur la foi du simple bruit que la demande de du Coudray avait été acceptée, envoyèrent leur démission. Le Congrès les réprimanda et leur présenta leur menace comme un empiétement sur ses droits et une déclaration de méfiance contre sa justice, puis leur demanda de lui faire des excuses, tout en les laissant libres de reprendre leur démission. Mais le 15 juillet 1777 il rejeta aussi la convention entre du Coudray et Deane et, pour être juste envers les deux parties, il nomma le 21 août le premier inspecteur général de l'artillerie et des munitions avec le grade de major général »

assemblée, avec pièces à l'appui, un volumineux mémoire sous le titre de *Compte rendu à M^{rs} les députés de l'honorable Congrès des États-Unis d'Amérique*. Il y avait alors un mois qu'il avait pris terre. Les pièces produites étaient, disait-il, la copie des expéditions officielles; elles ont malheureusement disparu de son mémoire. Dès la première ligne, il affichait l'idée qu'il voulait donner de son rôle, par cet ex-tête du premier paragraphe : *De nombre et de la nature des munitions de guerre que le gouvernement français lui a confiées pour leur service. La seconde partie, De la manière dont ces secours avaient été obtenus des retards et des embarras survenus et qui pourraient encore se produire, était l'historique, à sa façon, de ce qui s'était passé depuis la fin de juillet 1776. Les autres parties suivaient sous les rubriques que voici :*

3^e De la manière dont il a été traité avec M^r Deane leur envoyé pour ce qui le concernait personnellement

4^e De celle dont il l'a fait pour les officiers qui l'accompagnaient

5^e Des sommes qu'il a reçues tant pour lui que pour ces officiers, et pour des approvisionnements d'instruments, d'outils, de médicaments qu'il ne pouvait tirer des magasins du Roy¹

Du Coudray expliquait que, particulièrement apprécié du comte de Saint Germain, travaillant avec lui et avec le général directeur de l'artillerie, il avait été mis par leur ordre en rapport avec Barbeu Dubourg et par celui-ci avec Silas Deane, en vue de procurer des armes et du matériel de guerre aux Colonies soulevées, et qu'à partir de ce moment où seul avait tout fait c'est lui qui avait imaginé, pour tirer des arrièreaux et expédier librement à l'Amérique les armements qui lui étaient destinés, de prétexter des demandes du ministre de la marine pour l'armée des colonies françaises, lui qui, grâce à la grande confiance qu'il inspirait, confiance telle qu'on lui avait, en quelque sorte, subordonné pour ces soins ceux-là mêmes qui étaient ses supérieurs en grade, avait donné l'idée de dresser les ordres en conséquence, comme ils furent libelles en effet. M. Deane a dû le faire savoir au Congrès, écrivait-il, c'est à mon rôle pour vous servir, c'est à mon crédit que vous êtes redevables de l'étendue des secours accordés à votre agent, de la facilité avec laquelle ils l'ont été et ce n'est en rien au sœur de Beaumarchais; tout était achevé quand

¹ *Publ. par Veuveurs et Deschamps, n° 13.*

celui-ci est intervenu, il est intervenu comme intermédiaire du ministère politique qui, ne voulant pas agir ouvertement, a tenu à mettre en avant un homme qu'il pût aisément désavouer. » Du Coudray développe et détaille longuement ce thème. Rappelant les antécédents de Beaumarchais et leur peu de rapport avec de telles affaires, son *Compte rendu* attribue au caractère exclusivement commercial et tout de gain que celui-ci avait donné à l'assistance politique combinée par lui, du Coudray, et au bruit fait dans les ministères, dans les ports, dans le monde des fabricants et des fournisseurs par la maison Hortaës et C^e, les démarches du gouvernement anglais pour arrêter les expéditions, pour suspendre les livraisons, etc. Il affirme que par son entremise cette suspension avait été levée une première fois en septembre, une seconde en novembre. De retard en retard, suivant lui, le temps perdu avait amené jusqu'en décembre, en janvier même. A ce moment, Beaumarchais, voyant qu'il ne pourrait paraître l'unique auteur de l'assistance de la France, avait mis tout en jeu pour empêcher du Coudray de partir, mais celui-ci avait cédé aux instances de M. Deane, était retourné au Havre le 12 afin de s'embarquer sur l'*Amphitrite*, malheureusement, Beaumarchais, arrivé avant lui, avait jeté le désordre dans le chargement, fait enlever les canons et charger à leur place des toiles ou d'autres marchandises, accru le nombre des passagers, une fois en mer le vaisseau avait manqué de lest et de vivres, tandis qu'il était surchargé de personnes, les fonds et les papiers nécessaires pour les éventualités de la traversée manquaient, après dix-sept jours il avait fallu relâcher à Lorient, un procès-verbal avait été dressé des mauvaises conditions de chargement du navire.

Le procès entre Beaumarchais et du Coudray n'a plus grand intérêt aujourd'hui; nous n'indiquons donc que les faits généraux. Du Coudray voyait, comme le comte de Broglie ou à côté de lui, une grande situation militaire en Amérique, il jugea t des lors avoir besoin de donner à croire que Beaumarchais avait voulu l'empêcher de partir pour tirer, lui, le parti de services qu'il n'avait pas rendus. A cette fin, il se fonda sur l'ordre obtenu du ministre pour le retour sur le continent, quand il fut rentré à Lorient. Il présentait cet ordre comme étant dans l'intention de Beaumarchais dès l'origine. Ce dernier, au contraire, n'avait pu se plaindre avec des lenteurs et des entraves mises par du Coudray au départ de l'*Amphitrite*. « Je ne sais ce que fait M^r Ducoudray

• à Versailles, écrivait-il à M. de Vergennes le 2 décembre 1776; il y est de-
 • puis vendredi. Il n'attendait que deux ou trois expéditions de M. de Sartines,
 • et voilà trois jours que je n'ai vu ni nouvelles de lui. Tout est parti, tout
 • attend. Moi-même je suis sur les épaves. Qui peut donc le retenir? Le vais-
 • seau est à l'ancre en rade. Pourquoi ne puis-je tout délibérer, et tout faire?
 • Rien ne serait retardé, et mon vaisseau serait déjà dans l'Amérique¹. Mais
 le *Compte rendu*, continuant son thème, explique qu'une fois à Lorient du
 Coudray étant allé avec Conway et un autre officier, Roger, qui parlait l'an-
 glais, chercher à Nantes un pilote et les moyens de régulariser le chargement,
 qu'il en avait rapporté de l'argent, des cartes marines, des renseignements de
 route et aurait repris la mer sans les vents contraires; que ces vents devant
 durer une quinzaine, il était venu à Paris prévenir contre les dires de Beau-
 marchais M. Franklin, qu'il avait appris avoir remplacé Deane, hâter le départ
 du matériel resté au Havre et ailleurs, et qu'enfin, retourné rapidement à
 Lorient pour déjouer les machinations des agents de Beaumarchais, qui cher-
 chaient à le rendre responsable de la relâche du navire, il allait remettre à
 la voile le 24 janvier, les vents étant bons, quand le commissaire de marine
 lui avait notifié l'ordre de se rendre à Metz. Ces faits étaient matériellement
 vrais, mais les raisons données ou l'enchaînement qu'il présentait inexacts.
 Il ajoutait cette autre assertion, contraire à la vérité, que ce dernier ordre
 avait été obtenu par l'ambassade d'Angleterre, mise en éveil sous main par
 Beaumarchais, qui était d'ailleurs d'arriver ainsi à l'empêcher de venir en
 Amérique déranger le plan de réunir dans ses mains toutes les affaires de
 guerre, de politique et de commerce de ce pays, et, dans cette vue, de se
 faire tout d'abord un mérite des munitions de guerre accordées par les soins
 de du Coudray. C'est pourquoi, disait le *Compte rendu*, l'ordre de ne pas
 partir concernait du Coudray seul, visait uniquement sa personne, puisqu'il
 mit l'*Amphitrite* en mer le surlendemain, pourquoi à Nantes, où il s'était
 rapidement rendu de nouveau pour échapper à la mesure jugée par lui « être
 qu'apparente, il s'était vu refuser le passage sur le *Mercury*, à la fois par les
 agents de Beaumarchais qui l'avaient armé et par le neveu de Franklin que la
 légation avait envoyé pour presider à l'embarquement. Il était alors revenu à

¹ Angleterre, t. III, n° 6.

Paris y avait complété ses certitudes sur les intentions de Beaumarchais, avait appris que, « par argent ou par ivresse », le secrétaire de celui-ci avait obtenu du capitaine de *L'Amphitrite* des déclarations contraires à celles des premiers jours, que Deane s'y était laissé prendre, blessé par l'erreur, aussitôt humblement et sincèrement réparée cependant, de l'avoir supposé rappelé et remplacé par M. Franklin, que, s'étant assuré du concours des ministres de la guerre et de la marine, il avait envoyé à Deane le chevalier de Chastellux par qui il avait, au commencement, traité avec ce délégué, envoyé à Franklin le duc de la Rochefoucauld, son premier intermédiaire, et qu'instruits de tout par ces messieurs, les deux représentants du Congrès lui avaient donné pour le président une lettre de recommandation effaçant tout ce qu'à l'instigation de Beaumarchais Deane avait écrit de contraire, qu'enfin, comptant voir le Gouvernement lever l'embargo mis, en suite des indiscretions et des imprudences de Beaumarchais, sur les navires destinés à porter en Amérique les munitions que lui, du Coudray, avait rassemblées pour elle, il s'était hâté de prendre la mer et d'échapper aux poursuites auxquelles on porterait l'ambassade anglaise à se livrer si elle apprenait sa présence à Paris; car elle n'avait que trop le desir que l'ordre par elle obtenu de lui faire rejoindre sa brigade à Metz s'exécutât aussitôt.

Ainsi du Coudray, une fois en Amérique, s'empressait d'accuser Beaumarchais de ce qu'il entendait faire, lui, pour son propre compte. Et il accusait non seulement Beaumarchais, mais par voie de conséquence Silas Deane, de complicité, et forcément M. de Vergennes. Il opposait ouvertement à ce ministre MM. de Saint-Germain et de Sartine, ce à quoi d'ailleurs, dans le détail de ses monées, il s'était appliqué à Paris et au Havre. *L'Amphitrite* avait bien, paraît-il, été mal pourvue et son chargement s'était trouvé sans équilibre, une fois l'artillerie retirée pour que l'on pût mettre à la voile de façon à ne plus légitimer l'opposition de l'ambassade anglaise. Mais du Coudray s'était fait un parti des officiers qui la montaient. Des trames étaient déjà ourdies lorsque les courtiers de Beaumarchais et de Deane voulurent remettre le vaisseau en route. Ces officiers refusèrent de partir sans leur prétendu chef, il fallut des efforts tenaces, le *Compte rendu* même la montre, pour y donner passage à M. de la Rouerie, lieutenant aux gardes d'une valeur réelle, qui geignait sans doute autrement que parce qu'il était un passager de plus. On

est autorisé à penser que du Coudray voulait, par-dessus tout, assurer à ses menées la sanction de Franklin, convaincu, en produisant avec cette recommandation la copie des pièces administratives qui constataient les offices par lui remplis pour procurer des armes à l'Amérique, de ne pouvoir paraître au Congrès autrement que le représentant véritable du gouvernement du roi à l'armée insurgente. L'intérêt qu'il avait à ce plan est très visible, tandis que Beaumarchais, à qui il impute de l'avoir conçu pour lui-même, n'en avait point de pareil, et n'était mis que par un simple intérêt d'affaires, intérêt parfaitement légitime puisque c'avait été le moyen positivement pris pour créer la maison Hortalès et C^e au profit des Américains.

Ce n'est pas du Coudray, quoi qu'il en dise, qui fit partir *l'Amphitrûte*, ce sont les agents de Beaumarchais. « Reprendre la mer sous peu de jours, » ainsi que l'officier mandait à ceux-ci compter le faire, en insistant pour qu'on n'ébruât pas sa présence dans les eaux de Lorient, était si peu son projet qu'il s'était hâté de venir esayer à Paris, sur Franklin et sur Dumas, les manœuvres qu'il raconte. Ce dernier, écrivant au comité de Philadelphie le 20 janvier, finissait de la rentrée au port du navire dans des termes pleins du regret d'avoir connu du Coudray, et, sur ce chapitre, il n'écrivait probablement pas à l'insu de Franklin.

Le capitaine a protesté qu'il retournait sur les ordres positifs de Mons. du Coudray à qui un pouvoir supérieur aurait été donné.

Je n'ai pas le temps d'éclaircir un point aussi douteux, mais les conséquences ont été mauvaises. Je puis dire ceci que c'a été le rôle d'un homme non sérieux et sans jugement. . . . Il a ainsi revivé les alarmes du ministère et occasionné un second contre-ordre. Monsieur du Coudray n'a eu évidemment en vue que ses propres convenances, ses avantages, son bénéfice personnel au lieu de faire partir sur-le-champ le navire et de prévenir ainsi des contestations. Il l'a quitté, est retourné à Paris, sans que je puisse trouver un motif expliquant sa conduite, et il s'est mis en tête de passer en Amérique sur un navire sans artillerie, projet inconsequent, absurde, contraire à nos conventions primitives et à notre accord constant, car je ne m'étais engagé avec cet homme que pour l'artillerie, il devait la procurer, l'expédier, la surveiller en personne. Son manquement à cette clause et tout le reste de sa conduite me font desirer qu'il ne puisse pas arriver du tout en Amérique. Je ne me dissimule pas que ma situation difficile vous affectera, c'est pourquoi, s'il est

possible j'empêcherai son départ. C'est tout ce que je puis vous dire sur ce sujet laissé à mes sous-seuls par mes collègues.

Diplomatie correspondance 111

C'est le 6 février que fut donnée la recommandation attachée à Franklin et à Deane même, par MM. de Chateaux et de la Rochefoucauld¹. Pendant ce temps, Beaumarchais suivait les démarches du machinateur que les circonstances l'avaient si mal à propos conduit à introduire dans ses rapports avec les Américains. Dans la soirée du 2 février, il apprenait sa présence à Paris, le lendemain matin il écrivait à M. de Vergennes

Paris le 3^e 1777

B

Monsieur le Comte

Lorsque le ministère a renvoyé M^r Ducoudray joindre son corps à Metz il a voulu sans doute arrêter le bruit et punir les indiscretions de cet officier. Je ne suis entre pour rien dans cet acte d'autorité que je n'ai su que longtemps après le départ de l'ordre. J'avais même relevé toute plainte personnelle et renfermé le vif ressentiment que j'avais de sa conduite. Aujourd'hui je suis forcé de vous prévenir que cet officier au lieu d'aller droit à Metz sans passer par Paris ainsi que le portait l'ordre a ce que m'a dit M^r le C^t de Maurepas, cet officier dit qu'il est à Paris où il fait des mémoires et prétend justifier ses variantes inouïes d'embarquement faire beaucoup de bruit et surtout me faire un peu de mal.

Suot que j'apprenais hier au soir son arrivée je fus chez M^r Le Noir à qui je dis qu'il importait beaucoup à M^r les comtes de Vergennes et de Maurepas de savoir promptement quel hôtel garni habitait actuellement M^r Ducoudray arrivé vendredi de Nantes à Paris. Comme il a changé de nom j'ai prié M^r Le Noir de faire suivre M^r le ch^r du Barberin dont je lui ai donné la demeure, parce que cet officier d'artillerie est celui qui fait mouvoir contre moi toute celle de M^r Ducoudray.

Avant ce soir on aura par ce moyen où loge ce dernier M^r Lenoir m'a promis de vous le mander sur le champ. Vous voyez Monsieur le Comte, tout le mal qui résultera des mouvements bruyants de M^r Ducoudray. Déjà ses amis sont en l'air et les sociétés prennent parti. Déjà M^r de St Germain et Monte Barre ont reçu des

Diplomatie correspondance, t. I p. 264.
To the president of congress he y était dit que des circonstances fortuites avaient empêché d'aller à la fois avec l'impératrice, mais que son zèle pour leur cause et son vif desir de

se prouver s'engageaient à surmonter tous les obstacles et à se rendre en Amérique à la première occasion, qu'il était propre à rendre beaucoup de services et former des officiers pour cette campagne et les suivantes, etc.

mêmes. M^r de Gribauval se remue, et moi chef, je suis la victime qu'on prétend devouer à sa colère.

Si cet officier était d'un genre à pouvoir en parler ouvertement je ne ferais que rire des efforts de cet ambitieux. Mais comment croire que vous laisserez à Paris propager pour lequel seul *sic* vous avez délivré les Américains d'un si rude portevox que M^r Ducoudrai? Mon malheur est de l'avoir connu celui des Américains de l'avoir choisi et préféré à M^r de Bellegarde. Celui du ministère serait de le laisser faire à Paris tout le bruit auquel il se prépare. Pour moi je consens d'y laisser ma teste si je ne prouve pas que j'ai épuisé toutes les ressources de la prudence et de la modération en cette affaire. Mais c'est au ministère seul que je dois ce compte et non au public.

Vous voilà prévenu Monsieur le Comte. Conferez en je vous prie avec M^r de Maurepas mais quelque parti que vous prenez il ne serait pas mal que vous fassiez prier par M^r Le Noir M^r du Barberin de se mêler de ses affaires.

Je n'ai pas encore les ordres de livraison de M^r de Sartines et je viens d'avoir une scène désagréable avec les Américains sur ces canons. Je me mets à vos pieds Monsieur le Comte, faites un généreux effort pour moi. Ou les vaisseaux iront droit à S^t Domingue ou l'artillerie sera enlevée de nos ports sur des batimens étrangers. N'est ce pas obvier à tout? Mais à quoi peut servir la perte du tems? Si vous saviez comme les Anglais pressent en secret pour la reconciliation, vous vous hâteriez bien vite de me livrer mon artillerie afin que je puisse donner à mes amis la satisfaction qui peut seule éloigner leur cœur des sollicitations anglaises.

Angleterre, t. 521 n^o 70.

Beaumarchais, à la fin d'un billet par lequel il remerciait avec effusion M^r de Vergennes d'avoir rouvert pour lui les magasins de l'artillerie et par là rendu son art au possible, disait au ministre

Si c'est bien sérieusement que M^r Ducoudrai doit s'en retourner à Metz, il est à propos Monsieur le Comte que vous me le mandiez au plutôt, car ses 15 officiers dont aucun n'a voulu embarquer sans lui ont besoin de recevoir de moi de nouvelles notions sur leur conduite, et rien ne pourra les contenir que la certitude pour ou contre du sort de leur insensé conducteur. Ils deviendront bien doux et si encoeurés des qu'ils seront sûrs que leur général est redevenu simple membre du corps de l'artillerie de France. J'attends votre réponse pour écrire.

Ibid., n^o 71.

Quand Deane eut nus le Congrès au courant de ce qu'avait fait du Coudray à Paris, il écrivit sans retard à Beaumarchais la lettre suivante, c'était le 8 février.

Mo. sieur

Il est vrai qu'à la sollicitation du chevalier de Chateaux et de M^r le duc de la Rochefoucault, j'ai signé une lettre qui atteste simplement que M^r du Coudray a la réputation d'être un bon officier et avait été très bien recommandé. J'ai néanmoins refusé de signer jusqu'à ce que ces deux Messieurs m'ayent engagé leur parole d'honneur qu'il n'en serait fait aucun usage en France, et même que personne ne le verrait et qu'aussitôt que du Coudray l'aurait, il partirait comme il pourrait. Vous n'ignorez pas ce qui s'en est suivi, sa conduite en cette occasion peut aussi bien que mille témoins confirmer mes premiers soupçons sur lui. La conduite étrange, ingrate et perfide de cet homme me mortifie et m'embarrasse étrangement, et comme je voudrais de tout mon cœur ne l'avoir jamais connu, je souhaite également qu'il ne voye de sa vie l'Amérique, et si j'en étais le maître, il ne la verrait certainement jamais. J'espère que le temps viendra bientôt, auquel je pourrai m'expliquer clairement sur la tout en attendant comme il a eu la hardiesse de vous faire demander d'obtenir pour lui la liberté de partir, cette lettre et vous prouvera combien je desire sincèrement le contraire. M^r Carmichael qui est parfaitement instruit de la manière avec laquelle on en a agi avec moi et de mes sentimens, vous donnera sur tout cela une plus ample explication.

J'ai l'honneur d'être très parfaitement Monsieur votre très humble et très obéissant serviteur

S. DEANE

Angleterre, 1 521 n° 83 Traduction de Beaumarchais.

Mais du Coudray n'avait pas attendu que M. de Vergennes fut avisé. Comme le *Compte rendu* l'explique, il avait rejoint Nantes, fort de l'assentiment qu'il tenait des bureaux de la Guerre, et, pour essayer de jouir aux États-Unis du bénéfice de ses trames, il était monté sur un des navires préparés. Beaumarchais en envoyant à M. de Vergennes la lettre de Silas Deane, lui écrivait :

Paris 10 février 1777

Monsieur le Comte

C'est après y avoir mûrement réfléchi, c'est après avoir lu la lettre qui m'est écrite par M^r Deane dont je vous envoie la traduction, c'est après avoir reçu ce matin par mon secrétaire tous les détails de la conduite de M^r Ducoudray, que je vous supplie

de regarder son passage en Amérique comme le plus grand mal qui puisse arriver à cette malheureuse nation.

Les noms de faux, de traître et de méchant que M^r Deane lui donne dans sa lettre sont le fruit d'une profonde affliction d'avoir connu cet officier.

Si ces considérations sont capables de vous émouvoir ainsi que M^r le comte de Maurepas apprenés que M^r Ducoudrai est retourné à Nantes que mon secrétaire l'a rencontré près d'Angers. Vous avez le tems de prendre un parti, nul vaisseau n'est prêt à le passer.

Le feu qui a pris hier au soir chez moi, m'a empêché de finir un mémoire relatif à mes dernières nouvelles et fort important à la cause que j'ai épousée.

Vous y verrez que je mets au rang des plus grands dangers, pour le secret de la part que prend le ministère à mes opérations, le passage de M^r Ducoudrai en Amérique.

Je ne vous parle point de ses folies dont la plus insigne est son retour à Nantes malgré les ordres de se rendre à Metz parce qu'il parait que ses amis lui ont fait espérer de tout accommoder à Versailles. Ou sommes nous donc? Grand Dieu! Tout le monde se croit maître ici!

En attendant mon mémoire que j'espère finir ce soir, je vous prie Monsieur le Comte de vouloir bien communiquer cette lettre à M^r de Maurepas ainsi que la traduction de celle de M^r Deane, et prendre le parti prompt qui convient à votre sagesse. Mais j'ai l'honneur de vous prévenir que soit à Paris soit à Metz soit en Amérique votre secret sera certainement compromis aussitôt que M^r Ducoudrai aura le pouvoir d'en parler à quelqu'un.

J'ai tout dit, maintenant, je n'en parlerai plus, c'est à la sagesse du ministère à prévoir et prévenir le mal quand il est aussi sûrement indiqué.

Les indiscrétions de cet homme sont bien pires que celles qu'on redoutait dans Hopkins. Et cela est beaucoup plus grave que vous ne sauriez vous l'imaginer tant que vous n'aurez pas lu mon mémoire.

J'ai l'honneur de vous envoyer cette lettre par un exprès.

Angleterre t. 521, n° 86

Le ministre savait assurément tout cela mais ne jugeait point que personnes et choses valussent un conflit avec son collègue de la Guerre. Élever des obstacles à l'embarquement de du Coudray ressortissant à la Marine, il mit Beaumarchais à même d'obtenir la des ordres, se doutant peut-être bien de la réponse que M. de Sartine lui ferait. Beaumarchais n'apprit pro-

lablement à M. de Vergennes rien que celui-ci n'eût prévu, en lui écrivant le lendemain :

Paris en 11 février 1777

Monsieur le Comte

Je n'ai pas fait difficulté de présenter votre billet à M^r de Sartines, parce qu'ayant l'honneur d'en être bien connu, je n'ai pas crain qu'il prêtât à ma démarche un sens détourné, mais ce ministre n'ayant nulle inspection sur M^r Duoudray m'a consenti de porter votre billet à M^r de S^t Germain. Pardon, Monsieur le Comte M^r de S^t Germain est l'ami de M^r de Gribauval, ce dernier est le protecteur outré de Duoudray. Chacun sait tout le mal que cet officier voudrait me faire. M'étant fait une loi de n'entrer avec personne en explication sur les motifs sages et pressans qui s'opposent au départ de cet officier, et sur la nécessité de prévenir ses indiscrétions, je puis être taxé de persécuter celui à l'avancement duquel au contraire j'ai concouru de très bonne foi tant que je ne l'ai pas cru préjudiciable au bien du service. Il n'est dans mon caractère ni dans mes principes de me venger de personne. Il faudrait passer sa vie à cet odieux métier. Mais on ne manquerait pas de m'en accuser si M^r de S^t Germain disait à ses amis que je me suis rendu porteur de vos ordres.

Depuis que les vains de la cour et les académiciens des sciences se croient en droit d'entrer dans la politique et de la diriger, on se serait mis à des formes trop rigoureuses aux choses qui marquent. Encore a-t-on bien de la peine à éviter le blâme de ceux qui ne sachant ce qu'on fait ni pourquoi on le fait, veulent toujours substituer leur conjecture à leur ignorance.

Veuillez donc Monsieur le Comte, prévenir vous même M^r de S^t Germain de la nécessité d'arrêter les pas et la langue d'un indiscret, puis que l'exécution des ordres doit émaner de ce ministre ou plutôt, si vous me passez la liberté d'une réflexion hardie n'entrez dans aucun détail en faisant passer vos intentions, c'est le vrai moyen d'éviter tous les hasards que des communications intimes occasionneront infailliblement.

La route de M. du Coudray s'est dirigée droit à Nantes.

Anglais, t. 521, n^o 89

Le biographe allemand de Kalb, dans le passage que nous avons cité en note au commencement des présentes observations, ajoute que du Coudray ne tarda pas à reconnaître dans la commission d'inspecteur général, dont le Congrès consentit à l'investir, un moyen indirect d'écartier ses services. Cet emploi avait cependant été créé pour lui. La Fayette, dans une lettre écrite à Boumarlin postérieurement (du camp de White-Marsh, le 23 octobre 1777).

dit que du Coudray avait « tourné la tête » à beaucoup de membres du Congrès. Mais les fonctions dont il s'agit n'étaient nullement définies, du Coudray demanda alors l'autorisation d'entrer dans l'armée comme volontaire, au simple grade de capitaine. Il se noya dans le Shuylkill le 16 septembre, en se rendant à l'armée, et il ne fut plus question de sa personne. Il prenait beaucoup de soin dans son *Compte rendu*, pour expliquer que certaines parties du matériel fourni sur ses indications n'avaient pas une valeur bien grande. C'était probablement en vue de répondre à des plaintes qui s'étaient produites dans le courant de ses opérations. Le 18 décembre 1776, Kalb mandant en effet du Havre à Silas Deane.

Je n'ai pas pu faire part à M. du Coudray de l'idée défavorable qu'on vous a donnée des fusils, parce qu'il étoit parti. Mais si elle est fondée, comme j'en ai peur, cela prouveroit une friponnerie monstrueuse de quelqu'un ou peut être de plusieurs personnes. Il est à craindre aussi que quelques-uns des chariots du train d'artillerie ne valent pas le fret. M. Monthieu est convenu avec moi ou plutôt m'a avoué que les pelles et autres ustensiles de cette espèce ne valent pas le fret. Il le dit peut être parce que ce n'est pas lui qui les a fournis car je n'en ai vu aucun. Je ne vois que beaucoup de jalousie parmi tous les hommes.

États-Unis 1, n. 98.

Du reste, Beaumarchais ne méconnaissait pas la valeur de cet embarrassant personnage. Le 19 juillet, donnant des nouvelles d'Amérique, assez peu vérifiées, d'ailleurs, J'écrivait à M. de Vergennes.

On me mande que le Dutoudrail a été envoyé par Washington à Ticonderago pour défendre la place. Quoi que cet homme soit fou par la teste et méchant par le cœur, je crois qu'il défendra bien ce poste, il ne peche pas par ignorance mais par la plus effrénée ambition.]

Angleterre, t. 524, n° 14.

Papiers de Broglie, aux Archives nationales (lettre imprimée dans le *Manuscrit des Archives nationales*, p. 617 et 618). La Fayette parait attribuer en grande partie à du Coudray le mauvais accueil que fit le Congrès aux officiers envoyés par Deane. Le jeune major général avait entretenu le comte de Broglie dans

une lettre ou dans des lettres antérieures à celle-ci qui ne parvinrent pas ou qui n'ont pas été conservées. — Le *Manuscrit des Archives* indique à tort la lettre du 23 octobre comme adressée au comte de Broglie. Il y est beaucoup question du comte, mais elle fut écrite à Boismartin. C'est très visible.

II

BEAUMARCHAIS A M DE VERGENNES SUR UN EMPRUNT
POUR LES AMÉRICAINS.

B

Monsieur le Comte

En supposant toujours que votre intention n'est pas que l'Amérique perisse ou se raccommode avec l'Angleterre, faute des secours qui lui sont indispensables pour se défendre, si vous pouvez les lui procurer, en supposant aussi que mon travail et mon ministère n'ont pas cessé de vous être agréables en cette partie, j'ai trouvé le moyen de sceler les Américains, sans que vous soyez obligé de déboursier des sommes considérables que vous n'avez point, mais de l'usage desquelles l'Amérique ne peut absolument se passer.

Si vous me regardez comme l'avocat important de cette nation auprès du ministère de France, peut être en aïs je investi l'emploi comme une occupation aussi noble, qu'utile aux intérêts de mon pays. Mais comme je ne l'ai pas fait sans votre agrément secret; il faut bien aujourd'hui que vous m'écoutez, que vous m'aidiez même, si vous ne voulez pas laisser sans effet un plan qui est sans danger.

M^r Deane est venu plusieurs fois traiter avec moi de cette grande affaire. Sa baze à lui, c'est que le Gouvernement doit servir de caution à l'emprunt qu'ils feront. Mais tant que vous affecterez la neutralité, cela n'est pas possible.

Mon plan à moi, dont je ne vous donne ici que l'aperçu, est 1^o de former moi même une société de négocians français et d'étrangers de plusieurs desquels j'ai déjà les paroles.

2^o De faire entrer dans la masse commune et pour ma portion, la masse de mes créances sur les Américains, et de faire partager d'avance à ma société les bénéfices de mes 1^{ers} retours, à condition que chacun mette dans l'affaire autant de fonds que je prouverai en avoir mis moi même.

3^o Que tout ce qui pourra être utile à l'Amérique et se prendre en nature dans les magasins du Roi, sans nuire au service, me sera accordé sans difficulté, sous mon engagement de remettre en nature, ou de payer sous un terme semblable à celui que nous imposerons aux Américains.

4^o Que vous me fournissiez un moyen étranger aux Américains de donner à mon

crédit actuel toute l'étendue dont j'aurais besoin pour être chef de cette entreprise ce qui est aussi facile que peu dispendieux.

5° Que vous me mettrés à même d'offrir à mes associés un attrait pour me les attacher. Mais comme celui qui se tire de l'espoir des bénéfices venant des Américains et par leurs retours a un caractère d'incertitude assés peu engageant, je vous en indiquerai quelque autre dont l'économique trésor royal n'aura pas à souffrir, mais qui m'est indispensable de mettre en avant, si je veux avoir un plein succès.

Voilà Monsieur le Comte en peu de mots l'aperçu de mon opération qui n'est comme vous voyés, que de l'extension donnée adroitement à ce je fais depuis un an.

Avec tout cela, je ne me flatte pas de prêter aux Américains les deux millions sterlings qu'ils demandent, mais je leur prêterai bien 7 ou 8 millions de France, et filant le temps pour le reste, en faisant une navette non interrompue d'envois et de retours, nous pourons en attendant les evenemens, fournir au moins l'étron nécessaire à cette brave nation qu'il serait si absurde et si lâche d'abandonner quand elle brule de saluer à nous.

Si vous ne recules pas sur les choses que vous pouvés faire, sans vous compromettre, j'engage ma parole de réussir sur tout le reste.

Depuis 15 jours je suis abimé dans la méditation et les correspondances qu'exige cette affaire. Aujourd'hui je suis en état de la traiter secrettement avec vous et M^r de Maurepas, le soir que vous voudrés j'attendrai vos ordres.

Angleterre, le 522 n° 53

III

LETTRE DE GARNIER AU COMTE DE VERGENNES SUR DIVERSES ACCUSATIONS DES JOURNAUX ANGLAIS.

A Londres. Le 21 février 1777

Monseigneur,

J'ai beaucoup de grace à vous rendre d'avoir bien voulu m'avertir de ce qui vous est revenu sur ma partialité dans l'affaire d'Amérique. Quelle qu'elle puisse être, vous ne m'aurez pas reconnu au portrait qu'on vous a fait d'un insurgens à triple karat. Comme il faut que chacun soit de son país, je laisse ce caractère au S^r Franklin

C'est ainsi pour moi, Monseigneur, de sentir l'avantage d'être Français. A ce titre il est permis de faire des vœux pour les Américains, et je suis persuadé que ceux d'être nous qui avant eux pour penser nous trouveront grace devant votre tribunal mieux que devant celui de tout homme d'État.

Mes sentiments, Monseigneur, vous sont trop connus pour qu'il soit besoin de vous en renouveler ici la profession. Mais je me condamnerais moi-même si j'avais été capable de les divulguer en toute occasion. J'ose dire que vous rendes justice à une circonspection en refusant toute créance à ce qui vous est revenu là dessus, car rien ne m'eût été plus destitué de fondement. En scrutant ma mémoire je crois pouvoir assurer sur mon honneur que dans aucune circonstance je n'y ai donné lieu, et il serait autant contre mes principes que contre mon devoir d'en user autrement. La système que j'ai toujours suivi dans ma place a été de donner un accès égal aux informations, avis et réflexions des deux partis. Je n'ai jamais eu d'autre règle de conduite sur cette affaire. Mais si l'on peut, Monseigneur, vous être utilement ou agréable de constater plus en détail la fausseté du rapport qu'on vous a fait, je vous prie de me mettre à même de le faire complètement. J'ai tâché de servir le Roi avec autant de décence que de zèle. La satisfaction que Sa Majesté a daigné témoigner de ma conduite et l'honneur de votre bienveillance sont une récompense. Elle m'est précieuse et j'espère la conserver.

Je ne puis être fier d'être blesé de ce qui me revient ici du langage des ministres anglais sur mon compte, et j'ai toujours eu à me louer de leurs procédés. Il peut cependant se faire que quelques uns d'eux m'y croient depuis trop longtemps et que ne pouvant attaquer ma conduite, ils me prêtent une liberté de langage qu'ils doivent supposer d'accord avec ma façon de penser, mais que j'aurois tort d'employer autre part que dans le sein de la confiance la plus intime. Si tel est leur desir, vous jugerez sans doute, Monseigneur, qu'il ne me convient ni d'y céder, ni de le combattre, et que je dois observer à dessus comme sur l'affaire d'Amérique une parfaite neutralité.

Quant à l'avis plus essentiel que la correspondance des usagers passait par mon canal, et que c'étoit moi qui faisois remettre leurs lettres, je ne puis attribuer cette découverte à l'infidélité d'aucun domestique, niant toujours reçu ou donné ses paquets moi-même de la main à la main, à l'exception de deux ou trois lettres que vous m'avez jadis fait l'honneur de me recommander adressées à M^r Lee que j'ai fait porter par un nommé Laurent, alors un de mes courtiers, avec ordre de lui les délivrer qu'en main propre et d'en tirer un reçu. Comme il était presque toujours à la campagne il a fallu y passer au moins dix fois pour chacune. Au surplus je n'ai jamais envoyé les lettres pour M^r Deane que sous votre couvert, et n'en ai jamais

reçu qu'avec votre contreseing. Vous pensés bien, Monseigneur, que je n'ai parlé de cette correspondance à qui que ce soit qu'à M^r l'Ambassadeur. Le nom de M^r Deane étant fort connu j'ai même toujours eû soin que ceux qui mettaient votre couvert aux paquets qui lui étaient destinés n'en vissent pas l'adresse. Mais tout le monde est imbu ici de l'idée que nous recevons en France les nouvelles d'Amérique de la première main, et qu'elles nous sont transmises à Londres. Il en est de même de beaucoup d'autres idées que la probabilité seule érige en assertions. Le tems viendra peut être où l'on s'en prendra plus amplement à nous de tous les malheurs de la guerre d'Amérique car il ne convient pas aux ministres anglais d'en chercher la raison dans leurs propres erreurs ou dans les fausses informations d'après lesquelles ils se sont dirigés.

Je vous demande pardon Monseigneur, de la longueur de cette lettre. S'il s'agissait de m'attribuer quelque mérite, elle aurait été plus courte, mais il m'est du moins essentiel d'écarter jusqu'à l'ombre des démerites qu'on peut essayer de me donner auprès de vous. Je ne joue pas un rôle aussi passif, lorsque j'ai l'honneur de vous renouveler les témoignages de la reconnaissance et du respect avec lequel je suis

Monseigneur

Votre très humble et très obéissant serviteur

GARNIER

Angleterre, t. 521 n° 114

IV

RAPPORT DE GÉRARD SUR LES POURPARLERS DE LA STATUE

3 avril 1777

Après avoir épuisé ce qui concerne l'histoire de M. le M^r de la Fayette, le S^r Deane me dit qu'il vouloit m'instruire de la suite de la négociation qu'un anonyme avoit entamée avec le S^r Carmichael, et du commencement de laquelle le Docteur Franklin et lui avoient déjà rendu compte à M. le C^{te} de Vergennes. Le S^r Deane me protesta qu'il ne vouloit rien laisser ignorer au Gouvernement de ce qui se passoit et ne se conduire que par sa direction. En conséquence il me fit le récit suivant

M. le C^{te} de Vergennes ayant jugé à propos qu'on continuât à se prêter aux confé-

rences nocturnes qu'un inconnu anglais avait proposées au S^t Carmichael, celui-ci se rendit de nouveau près de la statue de la place Vendôme avec l'instruction suggérée par ce ministre de témoigner que puisque l'Angleterre désiroit un accommodement c'étoit à elle à en articuler la proposition et les conditions.

L'inconnu reprit avec plus de détails et de force que la première fois les discours qu'il avait tenus, et qui se trouvoient entièrement semblables à ceux que le colonel Smith et M^r Wade, des intimités avec le Lord Germaine, avaient tenus à Douvres à un capitaine du navire américain. Il dit qu'il étoit honteux pour les Colonies d'être servies d'instrument vil et aveugle à la politique et à l'ambition de la Femme, que cette puissance en excitant leur résistance contre l'Angleterre n'avoit d'autre but que d'affaiblir l'Angleterre et ses colonies les unes par les autres, afin d'humilier l'une et de conquérir les autres. Il s'attacha à faire honte aux Américains et au S^t Deane de leur erreur et de leur aveuglement. Jugez, lui dit-il, les intentions de la France et de l'Espagne par leur conduite, les secours qu'on vous donne sont en ne peut pas plus faibles ni plus insignifiants, vous avez des conférences on vous donne sans doute des espérances mais il est certain qu'on ne fera jamais la guerre à l'Angleterre. Avez-vous jamais vu M^r le C^{te} de Mourmpas, qui est le seul ministre dirigeant et qui possède la confiance et le secret du roi de France, avez-vous la moindre assurance des vues et des sentimens de cette puissance et de l'Espagne? Soyez sûr qu'on desire plutôt votre conquête par l'Angleterre que votre indépendance. Vous voyez donc clairement qu'on vous abandonne pourquoï donc ne pas adopter l'expédient honorable qui vous est présenté. Le gouvernement anglais est résolu de traiter avec vous à des conditions satisfaisantes, la dignité de la Couronne et celle du Parlement ne permettent pas de faire la première démarche mais on ne désire que d'avoir une base quelconque et des ouvertures quelles qu'elles soient, pour fonder une négociation qui sera bientôt terminée au contentement réciproque et qui opérera une conciliation qui en mettra les uns et les autres en état de reprendre le des leurs et de se venger de ceux qui ont fomenté leurs malheureuses divisions.

Le S^t Carmichael répondit que les députés n'étoient point autorisés à faire des propositions et qu'ils ne pouvoient pas en hasarder, attendu la forme du gouvernement et les dispositions des Colonies que les bases qu'on demande se trouvent dans les pétitions qu'elles ont adressées au roi d'Angleterre, et dans leurs actes publics. Nous que si l'on a des ouvertures à faire, le S^t Deane les transmettroit au Congrès. L'inconnu termina l'entretien en déclarant que ce seroit désormais le secrétaire de l'ambassadeur d'Angleterre qui suivroit cette affaire, et en effet il y a eu depuis une conférence avec lui, et hier soir on étoit convenu d'une seconde, on ignore encore le résultat de cette dernière.

Le secrétaire répéta dans sa première conférence des propos relatifs à la réconciliation entièrement analogues à ceux du colonel Smith et du S^r Vadel et de l'inconnu de la place Vendôme, mais sans être aussi explicite sur les conséquences. Son but paroit également être de provoquer des ouvertures quelconques de la part des Colonies. Les discours de ces agens tendent tous à faire entendre que la reconnaissance de l'indépendance seroit la première condition de l'accommodement, et le S^r Deane est dans la persuasion qu'une expédition immédiate contre l'Amérique espagnole et les Îles françaises, par les forces combinées des Anglais et des Colonies seroit la seconde ainsi que M^r Smith et Vadel l'ont dit positivement au capitaine de vaisseau américain et l'inconnu au S^r Carmichael.

Ce capitaine continue à voir le S^r Stoccant qui lui fait l'accueil le plus capable de le flatter. Cet homme simple honnête mais bien intentionné en a la tête tournée et se croit destiné à être le pacificateur des deux nations. Le S^r Deane l'entretient dans cette illusion, en dirigeant toujours ses efforts vers le but d'obtenir des ouvertures plus positives et plus articulées. Ce capitaine assure que le colonel Smith n'étoit pas à Paris ces jours passés parce qu'il l'auroit certainement vu, ainsi la conjecture que ce colonel étoit l'inconnu de la statue ne se trouve pas fondée, mais on a avis qu'il a dû ou qu'il doit arriver incessamment en France. Le docteur Bancroft connu à l'ambassade de France en Angleterre et par les papiers publics, arrivant de Londres assure qu'il devait partir à peu près en même tems que lui. Au reste ce partisan zélé des Américains rapporte que la fermentation parmi le ministère anglais est très-grande, et le S^r Deane m'a dit qu'il simposoit silence à cet égard, parce qu'il ne vouloit pas, en débitant des conjectures et de simples probabilités, avoir l'air de chercher à irriter la France, dont il respectoit la politique, mais qu'il croyoit devoir aux faveurs et aux dispositions que les Colonies éprouvent de rendre un compte exact et fidèle des faits positifs et certains qui viennent à sa connoissance.

A Versailles le 3 avril 1777.

GÉRARD.

CHAPITRE VII.

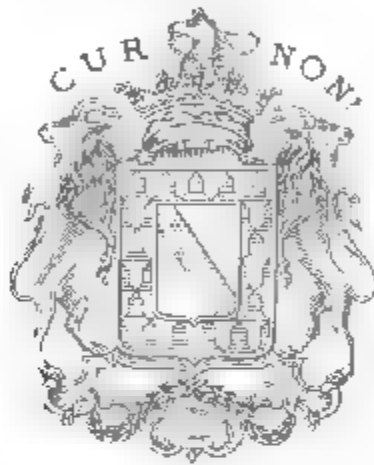
LE MARQUIS DE LA FAYETTE PART POUR L'AMÉRIQUE

La Fayette se sentit à résoudre à la défense d'aller en Amérique : officiers du comté de Braglie qui fréquentaient à Paris son dessein arrêté de partir malgré les nouvelles nouvelles que l'on avait des maréchaux. La Fayette appelle le marquis à Ruffec : on décide que celui-ci achètera un navire et accompagnera Kalb et ses amis : fut-il un tel aux yeux de stadthouderat du comté de Braglie et déterminé par l'attente d'être major général ? — Vérité probable des motifs mis en avant par La Fayette, le frère de Beaumartin assiste à Bordeaux la *Victoire* traitée pour avec Duroc pour l'armement et pour les gens : pourquoi on laisse à ce traité la date du traité antérieurement conclu avec Kalb : clause particulière au marquis : fut-elle bien écrite à ce moment ? La Fayette va à Louvain chez l'ambassadeur américain : il revient ensuite à Paris : il en part pour Bordeaux le 16 mars avec Kalb. — Peu d'avancement des préparatifs de la *Victoire*, nécessité de l'envoyer à la surveillance du port, actes d'embarquement des soldats, participation de celui de La Fayette. — On descend à Poulley, le marquis reçoit le lendemain départ pour le Verdun et de là pour la baie de Saint-Sébastien : pourquoi l'on s'arrête si près et pourquoi le motif en fuyant au fur de Kalb. — Étonnement de la maison de Necker comment La Fayette avait prévu le due d'Ayen vive impression du public : étonnement personnel du Gouvernement. Mais Duroc a compris de justifier auprès de M. de Vergennes la participation à l'expédition : comment on pouvait croire le ministre instruit par le comte de Braglie. — En même temps par le marquis à continuer l'opération qu'il était parti malgré des défenses formelles : tentatives pour envoyer Padoa en Amérique tout en protégeant des maréchaux : comment le passage d'autres officiers avec les maréchaux et pour faire rentrer La Fayette. Explication du due de Vaudreuil sur la conduite de son neveu : peu de secret de M. de Vergennes et de M. de Mouton en lui répondant : comment par leur domination chez les Bragles de Louvain : comment répète indifférent d'ailleurs aux Français pris par les Anglais en Amérique. On croit à Versailles que La Fayette a déféré aux ordres du roi et renoncé à son projet, mais on diffère de lui : comment dont s'attachant à l'effectuer : espérance de Kalb, sortie de Bordeaux à faire ériger : départ définitif pour l'Amérique : note que le comte de Mouton avait peut-être rempli. — Comment les préoccupations diverses du Gouvernement étaient alors : notre participation de Joseph II à Versailles, inquiétudes qu'en concevaient les conseillers du roi : mémoire de M. de Vergennes pour persuader le monarque : puis que de l'honneur des conquêtes à Québec sur les mesures à prendre pour se préparer contre l'Angleterre, importance inconnue qu'avait eue de cela le départ de La Fayette : les imprudences et les approximations. Apparentes mesures du Gouvernement pour opposer l'Angleterre, prétextes honnêtes que Franklin et Silas Deane montraient au Congrès : leur lettre recommandant La Fayette. — Ces

don le marquis et non Kalb qui entourait l'expédition, comment sa préférence ne lui jamais trouvée possible, sa correspondance avec sa jeune femme, ses sentiments politiques, son amour de la gloire, idées qu'il y attachait, son offre d'aller attaquer l'Angleterre dans l'Inde, son souvenir pour la société de l'épée de bois qu'il touchait d'arrêter à Charleston.

- 1777 Lorsque le baron de Kalb avait vu la mer fermée devant lui, à Nantes comme au Havre, et la dispersion de ses officiers sembler mettre fin à son entreprise, il était revenu à Paris, « attendre, dit son biographe, des circonstances meilleures ». Naturellement il retrouva Silas Deane. Il retrouva aussi les intimes qui suivaient sans bruit les projets du comte de Broglie afin d'y participer, le moment venu. Le jour même où l'Allemand était parti pour le Havre, le 8 décembre, Boismartin, répondant à un billet reçu le matin, donnait à celui-ci une sorte de bulletin de ce cercle d'amis. Sa lettre montre que le marquis de La Fayette était loin de regarder comme définitive l'interdiction opposée si vite à son élan. Noailles et Segur, obligés de se soumettre, étaient demeurés « consternés » (c'est l'expression du dernier de se voir arrêtés dans une expédition qui leur ouvrait des perspectives séduisantes; La Fayette, libre, et à qui sa fortune donnait toutes les facilités, résolut de s'en aller sans eux. Dans un des trop courts mémoires qu'on a de lui, il raconte qu'en rhétorique il avait sacrifié un succès au plaisir de dépeindre comme le cheval parfait celui qui, « voyant la verge, renversait son cavalier ». Il décrivait la sa nature même. On peut dire qu'il venait d'apercevoir « la verge » et ne pensait qu'à la briser. Longtemps après il a tenu à affirmer encore qu'il décida de désobéir. S'est-il vanté en vue de la popularité qui l'entourait alors ? Les quelques documents qui nous restent de l'heure même ne permettent point de le penser. Dans ses fragments de mémoires il se montre parfaitement résolu tout de suite. Il n'y parle de l'incident que comme de « circonstances utiles à rapporter ». Elles lui avaient appris, dit-il, « à n'attendre sur cet objet que des obstacles de sa famille », à agir désormais de lui-même; partir malgré tout, sans regarder aux conséquences, devint son but dès ce moment. « Je comptai

« donc sur moi, » a-t-il écrit, et osai prendre pour devise à mes armes
 « ces mots : *Cur non* afin qu'ils me servissent quelquefois d'encoura- 177
 « gement et de réponse. » C'était la devise du maréchal de la Fayette.
 Le jeune marquis la transportait sur son blason de branche cadette,
 à la place du *vis sat contra fatum* qui y était inscrit précédemment. Il
 se croyait la fermeté qui maîtrise le dessein et en appelait aux audaces
 des marquisats. Les mois écoulés depuis sa confiance au comte de
 Broglie n'étaient pas le temps d'école dont il avait profité le mois



Le témoignage de Boismartin confirme ces dires du marquis.
 Dans cette lettre du 8 décembre dont nous venons de parler, le secré-
 taire du comte mandait à Kalb :

Je me suis laissé gagner par MM. de Mauroy et de la Rozière pour dîner
 avec eux. Le marquis de Lanibert s'est entretenu longtemps avec moi, et j'ai
 conversé à plusieurs reprises, pendant plus de trois heures, avec le marquis
 de La Fayette. Vous l'avez vu lorsqu'il m'a quitté ce matin, je n'ai donc qu'à
 vous entretenir de ce qui fut traité entre nous ce soir.

F. Kapp. *id. supra.*

' Nous insérons ici, d'après un plan de
 reliure de la bibliothèque du marquis de la
 Fayette, ces armes telles qu'il se les fit alors.
 Elles se trouvent sur une plaquette in-4°

appartenant à M. Paul Le Blanc. *Rapport à
 l'Assemblée de l'administration provinciale de la
 Haute-Guyenne, par M. Henry de Rocheperre.* Ce
 rapport concerne l'année 1779.

177 Le marquis de Lambert, Mauroy, la Rozière : après Boismartin et Kalb, le comte de Broglie n'avait pas d'auxiliaires plus éprouvés. Mauroy était particulièrement estimé de lui, c'est pourquoi il avait dû être le second de Kalb sur la Seine. Les deux autres avaient pris une part active aux travaux de la diplomatie secrète. La Rozière, officier d'un réel mérite, après avoir été aux Indes avec La Caille, s'était trouvé avec le comte à Rosbach et à Bergen; prisonnier de Frédéric II à Cassel, ce prince n'avait consenti que très tard à le rendre, sachant ce qu'il valait, c'est lui qu'avait fait, sur les côtes de la Grande-Bretagne, les relevés topographiques et toute l'étude de détail du plan d'invasion dressé pour Louis XV, et, dans cette mission périlleuse autant que délicate, on ne pouvait lui reprocher que la faute, dont les effets étaient à peine conjurés, de s'être lié à Londres avec le premier secrétaire de l'ambassade française, Éon de Beaumont, au point de lui avoir confié la garde de sa correspondance lorsqu'il crut devoir ne pas la conserver dans ses mains, il avait été cause ainsi des inquiétudes auxquelles l'abus de confiance sur lequel Éon spécula donna lieu chez ce monarque, et de la disgrâce qui pesa par suite sans remission sur le comte de Broglie dans l'esprit de Louis XVI.

La Fayette, bien que pris assez peu au sérieux, semblait-il, quand il avait servi d'occasion ou de moyen, le premier jour, se tenait donc dans le milieu qu'inspiraient les visées ou les opinions du comte de Broglie, et il s'était trouvé un des derniers auprès de Kalb lors du départ de celui-ci pour le Havre, puisant à coup sûr plus d'impatience encore dans un entretien de la dernière heure. Sa conversation avec Boismartin avait roulé sur le dessein manqué et sur sa résolution de le reprendre. Il a été dit que le vicomte de Noailles avait fait demander au Gouvernement, par son beau-père, une commission d'officier pour les colonies anglaises. Il paraît que la réponse définitive venait d'être donnée, donnée par écrit, de manière qu'au besoin on pût la montrer à l'ambassade anglaise. Réponse négative,

venant de M. de Maurepas lui-même. Avec plus de douceur de ton, elle reproduisait à peu près celle de M. de Vergennes à M. de Falquères; M. de Maurepas « ne savait rien de l'entrée d'officiers français au service des colonies anglaises, une démarche pareille serait un acte d'hostilité assurément contraire à la volonté du roi, le roi était du reste enchanté du témoignage que le vicomte de Noailles donnait de son zèle, mais celui-ci ne devait plus songer à aller en Amérique ». Aussi Noailles renonçait-il décidément à ses vues. Mais les intentions de La Fayette étaient tout autres et Boismartin se plaisait à en informer le baron de Kalb :

Notre jeune marquis n'est pas abattu pour cela, il a toujours la même envie de partir et se dispose à écrire à Ruffec pour en recevoir ses dernières instructions. Il envoie sa lettre seulement par la poste, cela laissera au marquis le temps suffisant pour réfléchir tranquillement, et au comte celui de formuler ses conseils. Je ne sais à quelle résolution s'arrêtera finalement Lafayette. M. de Noailles, ayant subitement abandonné son plan, travaillera probablement auss. pour faire renoncer le marquis à son entreprise et sa famille le soutiendra dans ses efforts. J'aurai l'honneur de vous tenir au courant de tout ce qui se passe, si le temps le permet.

F. Kapp. *ad. supra* chap. v.

Dans une seconde lettre, le 14, Boismartin confirme ces détails sur le vicomte de Noailles et il annonce la résolution définitive du marquis. « M. de Maurepas, écrit-il, a renouvelé la défense faite au sujet du second gendre du duc d'Ayen, mais le marquis n'en est nullement découragé; il attend une réponse à la lettre qu'il m'a remise

Boismartin tirait en effet des augures très favorables pour l'expédition que Kalb était allé commencer. Conformément à cette lettre ministérielle qui est juste comme elle doit être quand on mentionne par écrit une chose qui a été convenue verbalement, écrivait-il le vicomte de Noailles renonce à son plan. La

réponse de M. de Maurepas descendra probablement publiquement et sera communiquée sans doute à lord Stormont, si cet ambassadeur et la cour prennent cette réponse au sérieux. Je livre cela à votre jugement, on vous la fera donc arriver tranquillement à Saint-Domingue.

1777 pour le comte et suivra le conseil qu'on lui donnera. C'est un excellent jeune homme, et il vous est sincèrement dévoué¹.

Tout semblait interdire de renouveler l'entreprise qui avait été sur le point de s'effectuer au Havre, à plus forte raison de reprendre le projet auquel le jeune marquis s'était complu, par soif d'action ou par instinct de renommée², et aussi par entraînement politique. Il n'était bruit que des défaites de Washington, de son armée réduite à 3,000 hommes par la desertion ou par le feu; l'Angleterre intimidait le gouvernement du roi; la mer était fermée aux vaisseaux des Américains comme à ceux d'Hortales et C^{te}, les armateurs ne voulaient plus en livrer un seul et l'on disait que les Colonies avaient signé la paix avec la métropole. Le biographe de Kalb a le premier et seul, jusqu'à présent, fait connaître ou laissé entrevoir comment ce projet fut renoué et mené à fin. En présence d'événements si contraires ou parce que le mirage s'était éloigné, le comte de Broglie abandonnait-il ses plans? Il n'eût guère été dans sa nature de le faire. L'ardeur du marquis dut plutôt exciter la sienne. Il est certain qu'il manda celui-ci à Ruffec avec Kalb. On les trouve bientôt réunis chez lui, où Bouismartin est retourné. Au rapport sans doute exact de Kapp, le comte et Dubois furent d'avis que « sous aucun prétexte, et malgré les difficultés présentes, le voyage en Amérique ne devait être abandonné », ils conseillèrent même de l'exécuter sans retard et examinèrent avec Kalb et La Fayette les mesures à prendre. « Le résultat de leurs négociations, qui ne durèrent, du reste, que quelques jours, continue Kapp, fut que La Fayette se chargea d'acheter un navire, de le fréter, et de s'y embarquer en compagnie de Kalb et d'autres amis, pour aller directement en Amérique³. »

La résolution du marquis venait-elle de ce qu'il fut admis aux combinaisons concertées pour offrir aux États-Unis le statthoudérat du comte? Faut-il penser que, séduit par l'idée de se voir à vingt ans

¹ Kapp cit. supra chap. v. ² Le dernier mot est de Lamartine: *Histoire des Girondins*.
Kapp, chap. vi.



1. The first part of the paper discusses the
 importance of the study of the history of
 the United States. It is argued that the
 study of the history of the United States
 is essential for a full understanding of
 the country and its people. The paper
 then discusses the importance of the study
 of the history of the United States in the
 context of the current political and social
 climate. The paper concludes by arguing
 that the study of the history of the United
 States is essential for a full understanding
 of the country and its people.



100 100 100 100

100 100 100 100

un des généraux du futur état-major, il se hâta de lever les obstacles? On ne peut le dire. L'unique cause positive, c'est qu'il fit céder ces obstacles en prenant dans sa fortune le levier. S'il connut la mission de Kalb et s'y associa, il en a gardé le secret toute sa vie, et si l'on cherchait le motif de son silence dans le désir de ne pas diminuer le grand prestige acquis soudain à sa personne par la croyance que son élan avait entraîné tout le monde, il faudrait aussi remarquer que les autres confidants de ce secret ne l'auraient pas tous gardé comme lui. Directement ou à demi-mot, quelqu'un d'eux aurait démenti la prétention de La Fayette à la gloire d'avoir à lui seul porté la France au secours des colonies anglaises. Le biographe de Kalb a eu dans les mains la correspondance de famille de celui-ci, outre ses lettres au comte de Broglie, revenues d'ailleurs presque toutes au cabinet de M. de Vergennes, il ne peut point admettre que le baron, à cinquante ans, soldat éprouvé, brigadier du roi de France, ait été emmené en Amérique par La Fayette, capitaine encore enfant, sans services, et non La Fayette par lui; en historien unbu des prétentions modernes de sa nation, il est convaincu, qui plus est, que l'entreprise fut due à Kalb uniquement, à la propension de cet Allemand pour la liberté politique dont, à son avis, les Français par qui cette entreprise fut secondée ou faite ont absolument manqué; aurait-il perdu la l'occasion d'établir que le marquis mit en réalité, au concours décisif qu'il prêta, le prix d'être major général si jeune et qu'il savait aller coopérer tout uniment aux plans du comte de Broglie? Le baron de Kalb avait beaucoup d'avance dans l'esprit de Silas Deane; il serait sans doute écouté par lui s'il parlait de ce grade pour La Fayette, et sous ce rapport son appui pouvait n'être pas sans valeur. Mais l'âge entrant pour peu dans les considérations de l'Américain, celles qui tenaient à la personne du marquis avaient, on va le voir, assez de poids par elles-mêmes; l'intervention de Kalb ne dut pas en ajouter un bien sensible.

L'histoire peut se fier, nous semble-t-il, à la relation laissée par

1777. La Fayette, relation fort succincte d'ailleurs. Il explique qu'il machina tout en secret avec Deane, ne voyant guère, pour plus de prudence, que le secrétaire de la légation, Carmichael, mais aidé par de « discrets confidents, notamment par M. du Boismartin et par le comte de Broglie lui-même ». Kalb était l'intermédiaire de ces confidents et ce fut probablement là tout son rôle. On ne voyait hors de la demeure des envoyés, La Fayette l'indique. Demeure trop fréquentée, en effet, trop surveillée conséquemment par l'ambassade anglaise, pour que l'on pût y combiner sûrement des desseins dont la réussite exigerait plus que jamais qu'ils fussent cachés. Deane dit, de son côté, qu'il s'employa à ces nouveaux arrangements en dehors de ses collègues; semblant convenu entre eux, peut-être. On apprend en tout cas du biographe de Kalb que, le soir même où le marquis s'était chargé d'acheter un vaisseau, il avait été décidé qu'on aviserait à cela tout de suite, que l'on enverrait dans cette vue à Bordeaux le frère de Boismartin; celui-ci revenant d'y faire d'autres opérations et parut d'autant plus propre à celle-là. Juste au moment où le premier projet du comte était en préparation, ce frère, lieutenant d'infanterie à Port-au-Prince (le comte de Broglie l'appelle « le petit Dubois » dans sa lettre à Kalb du 11 décembre), était venu chercher en France des équipements et des armes pour son corps. C'est à Bordeaux qu'il avait fait ses achats et en avait pris livraison; il y conclut promptement marché pour un navire. Les armateurs¹ s'engagèrent à livrer au milieu de mars ce navire, qui s'appela *la Victoire*, pour 112,000 francs, dont La Fayette payerait un quart comptant, et les autres quarts dans les quinze mois qui devaient suivre².

¹ *Mémoires de son père jusqu'en l'année 1780*, t. I des *Mémoires et Correspondances*. C'est à ce propos qu'il dit que « le cœur du comte de Broglie après de vains efforts pour l'arrêter le suivit avec une tendresse paternelle ».

² La maison *Recuses de Boismartin*, dit Kapp. C'était, en effet, une maison d'armements de

Bordeaux. « *Recuses, P. Boismartin et Boismartin* armateurs vis-à-vis l'atendance, lit on dans l'*Almanach du commerce, d'arts et métiers pour la ville de Bordeaux et la province de Guyenne* » 1^{er} volume publié en 1781 p. 306. C'est le premier de la collection.

³ La Fayette a écrit qu'il appela le navire

Il était facile de convenir des grades, puisque Deane les avait déjà 1777
concedés. A la composition du nouvel état-major, on voit qu'une
partie du précédent avait fait defection; il n'y a plus qu'un cadre de
onze officiers partant avec La Fayette et Kalb, majors généraux¹,
au lieu des quinze qu devaient suivre Kalb et Mauroy sur la Seine.
On n'eut pas à changer la date du premier traité, mais à substituer
seulement les enrôlés nouveaux aux anciens, en indiquant le jour
où ils prendraient rang, c'est pourquoi le second traité est daté du
7 décembre 1776², comme le précédent, bien que l'on fût déjà en

la victoire, pour faire de ce nom un presage,
mais il n'y aurait rien d'impossible que cette
dénomination fût déjà celle de ce petit bataillon.

¹ Deux comme colonels deux comme lieutenants-colonels deux comme majors trois comme capitaines deux comme lieutenants.

² Voici ce traité tel qu'il est imprimé dans la *Diplomatic correspondence* 1776 à 1780.

LIST OF OFFICERS OF INFANTRY AND LIGHT TROOPS DESTINED TO SERVE IN THE ARMIES
OF THE UNITED STATES OF NORTH AMERICA

<i>Names of officers.</i>	<i>Rank.</i>	<i>Commencement of their pay.</i>
M DE LA FAYETTE	major general	from the 7 th december 1776.
Baron DE KALB.	major general,	7 th november
DELESSER	colonel	2 nd december
DE VALFORT	colonel	1 st december
DE FAYOLS	lieutenant colonel	20 th november
DE FRANVAL	lieutenant colonel	1 st december
DUBOIS MARTIN	major,	7 th november
DE GRIMAT	major	" december
DE VIGNY	captain	1 st december
DE BEDAULX,		
CAPTAIN	captain	1 st december
DE LA COLOMBE	lieutenant	1 st december
CANDON	lieutenant	7 th november

The ranks and the pay which the most honorable Congress shall affix to them to commence at the periods marked in the present list have been agreed on by us the undersigner Silas Deane in quality of deputy of the American States general on the one part the marquis de la Fayette and the baron de Kalb on

the other part Signed double at Paris the 7th of december 1776.

SILAS DEANE.

The marquis DE LA FAYETTE.

DE KALB.

M de Bedaulx était parvenu à ceux que Candray avait décidés à aller en Amérique.

1777 février 1777. Deane, agissant tout seul, devait probablement reporter sa signature à un moment antérieur à celui où il avait appris l'arrivée de Franklin, puisque cette arrivée faisait cesser son premier rôle. Il signe en effet comme « député des États généraux américains », qui était son titre d'alors. D'autre part, Kalb, ainsi que les officiers compris dans le premier acte et qui restaient dans le nouveau, auraient tenu à reporter au jour de leur consentement la jouissance du grade pour lequel ils s'étaient enrôlés. La Fayette et Kalb, du reste, signèrent seuls le traité, qui porte la mention : « Fait en double. » Si l'on voulait une preuve, une présomption un peu fondée, tout au moins, que le marquis mena bien, comme il le dit, son affaire lui seul avec la légation américaine, on la trouverait dans un second acte qui lui est particulier et que le recueil des documents des États-Unis reproduit immédiatement après le premier. La Fayette y oblige l'Américain à motiver le grade élevé accordé à un gentilhomme si jeune, bien plus, il s'y réserve la faculté de quitter l'armée au premier appel de sa famille ou du roi. Inquiets au degré où étaient les commissaires de Passy en janvier 1777, menacés de rester désormais sans assistance, des offres comme celles que le marquis venait de rendre effectives légitimaient sans doute à leurs yeux une telle condition. Cette seconde partie de l'acte du 7 décembre, toutefois, ne fut-elle pas écrite au moment du départ seulement? Le jeune officier du régiment de Noailles, ayant eu le temps d'entendre des avis, de réfléchir à ce qu'il allait faire, aurait alors trouvé nécessaire de pré-

ou bien j'ai avec ce dernier des rapports sans
savoir pour que Bonumartialis neût devoit l'em-
pêcher de partir, lors des ambassadeurs au
Havre. Le baron de Kalb, en effet, écrit à So-
las Deane à son sujet, le 28 décembre : « M. De-
danda impatient de voir le docteur Franklin,
et voyant la lenteur de l'expédition se est allé
à Paris pour quelques jours. J'en suis fuit
à vous éclaircir mieux que personne les
comptes que des gens mal intentionnés ont

relevés contre lui. Je pense qu'en l'a informé
car j'ai suivi ici ses discours et ses raisons et
je n'ai rien trouvé dans sa conduite qui ne
prouve qu'il est un ami de l'Amérique. Ainsi
je pense qu'il n'est de toute injustice de de-
terminer l'ordre particulier que M. de Bon-
umartialis se propose d'obtenir pour que le
ministère de la marine du ce port s'oppose
au départ de M. Dedanda. » *États-Unis*, t. 1
n° 98.

ciser sa situation, et il était à même d'obtenir tout le prix que sa résolution valait? On serait porté par les termes mêmes de l'acte à penser que les choses eurent lieu ainsi, si l'on ne jugeait pas suffisantes les raisons que donne Silas Deane d'accepter ces stipulations tout de suite. La pièce est en deux parties; Deane y parle d'abord :

Le désir que manifeste le marquis de la Fayette de prendre du service dans l'armée des États-Unis de l'Amérique du Nord et l'intérêt qu'il prend à la justice de leur cause le portent à souhaiter de se distinguer dans cette guerre et de s'y rendre aussi utile que possible; mais ne pensant pas pouvoir obtenir de sa famille la permission d'aller servir au delà des mers, dans un pays étranger, à moins que ce ne soit comme officier général, j'ai cru ne pas mieux agir pour mon pays et pour ceux de qui je tiens mon mandat qu'en lui garantissant, au nom du très honorable Congrès, le grade de major général. Je prie les États de le lui confirmer, de dresser et lui délivrer la commission nécessaire pour porter ce titre et prendre rang à compter de ce jour avec les officiers généraux du même ordre. Sa naissance élevée, ses alliances, les grandes dignités dont est revêtue sa famille à cette cour-ci, sa fortune considérable, sa valeur personnelle, sa réputation, sa nature généreuse et surtout l'attachement qu'il porte à la liberté de nos provinces justifieraient à eux seuls l'assurance que je lui donne, au nom des États-Unis, du grade de major général. En foi de quoi j'ai signé le présent acte ce 7 décembre 1776.

SILAS DEANE.

Après quoi, La Fayette écrit de son côté :

Sous les conditions exprimées ci-dessus, j'offre et promets de partir quand et comment M. Deane le jugera convenable pour servir les États-Unis avec tout le zèle possible, sans aucune pension ou indemnité particulière, me réservant la liberté de revenir en Europe quand ma famille ou mon roi me rappelleront.

Fait à Paris, ce 7 décembre 1776.

LE MARQUIS DE LA FAYETTE

Diplomatic correspondence, etc. supra. The desire which the marquis de la Fayette shows of serving among the troops of the

United States of North America and the interest which he takes in the justice of their cause make him wish to distinguish himself

177 La Fayette a retracé très rapidement aussi les circonstances qui survirent, c'est-à-dire comment, une fois tout conclu, il fit, avec son cousin le prince de Poix, une visite de trois semaines à Londres, chez son oncle de Noailles, afin de mieux dissimuler par son absence et par la fréquentation du monde l'expédition qu'il allait effectuer, comment, au retour, il ne vit personne de sa famille ou de ses amis, resta caché trois journées à Chaillot chez le baron de Kalb, puis, ayant pris congé des Américains, quitta Paris avec ce dernier pour rejoindre à Bordeaux ses officiers et son navire. Ces détails-là ont été vite connus; les nouvellistes les racontèrent, presque aussitôt, à peu près comme il les a retracés lui-même¹. Mais les faits postérieurs à sa sortie de Paris n'ont pas eu une publicité semblable. Le biographe de Kalb, avant que personne n'en ait parlé, nous apprend que les deux majors généraux partirent le soir du 16 mars. Ils étaient à Bordeaux le 19, La Fayette chez son autre oncle, le duc de Mouchy, intendant de Guyenne, cachant son projet comme à Londres sous les dehors d'une visite, et Kalb s'occupant des affaires du navire en armateur ordinaire. C'était non seulement un bâtiment qui avait été

• in this war and to render himself as useful as
• he possibly can, but not thinking that he can
• obtain leave of his family to pass the seas,
• and serve in a foreign country, till he can go
• as a general officer I have thought I could
• not better serve my country, and those who
• have interested me, than by granting to him
• in the name of the very honorable Congress
• the rank of major general which I beg the
• States to confirm to him, to ratify and deliver
• to him the commissions to hold and take rank
• to count from this day with the general offi-
• cers of the same degree. His high birth has
• likewise the great dignities which his fa-
• mily holds at this court his considerable so-
• cieties in this world his personal merit, his
• reputation his disinterestedness and above
• all his zeal for the liberty of our provinces

are such as to induce me alone to promise him
the rank of major general in the name of the
United States. In witness of which have
signed this present this 7th of december 1776
NILES LEAH.

• On the conditions here explained I offer
• myself and promise to depart when and how
• Mr. Deane shall judge proper to serve the
• United States with all possible zeal without
• any pension or particular allowance, reser-
• ving to myself the liberty of returning to
• Europe when my family or my king shall
• recall me.

Done at Paris this 7th december 1776.

• The marquis DE LA FAYETTE •

L'Espion anglais parle notamment de son voyage à Londres presque littéralement comme lui. [Voir l'annexe II du présent chapitre]

acheté, mais toute sa cargaison et avec elle le capitaine, un certain Le Boursier. Les choses ne se trouvaient pas prêtes à bord. Le 20, puis le 23, Kaib écrit à sa femme qu'il y a encore beaucoup à terminer; il redoute qu'après l'éclat qu'a dû produire la fuite de La Fayette, la cour n'ait le temps d'empêcher le départ une fois de plus. La police maritime était d'ailleurs à craindre. Les prescriptions envoyées dans les ports pour satisfaire l'Angleterre pouvaient n'être qu'apparentes, elles n'existaient pas moins; si un agent de l'amiralité les eût appliquées par hasard à la *Victorie*, même l'intention de ne pas leur donner suite n'aurait pu empêcher que tout ne s'évanouît en dévoilant qu'il s'agissait du marquis¹. Il fallait donc aviser aux

¹ V. Kapp *ibid.* supra, chap. vi.

On trouve la dépêche confidentielle suivante de M. du Sartois à l'administrateur communal dans la correspondance ministérielle de 1777 avec le port de Bordeaux. *Archives de la marine de ce port.* « À Venissieux le 2 mars 1777. — Pour vous seul. — Je viens d'être informé M. qu'il devait s'armer à Bordeaux « par actions » six navires français de 20 pièces « du canon chacun pour l'Amérique anglaise. « Ces six navires, m'a-t-on dit, doivent se rendre « avec pavillon et équipage français à St Pierre « de Miquelon, ou à la hauteur de Miquelon, « d'où ils chercheront à gagner les ports de « l'Amérique pour y vendre les munitions et les « d'ores effets dont ils sont chargés pour les « navigateurs. Vous voudrez bien faire faire cet éci « toutes les perquisitions nécessaires pour vous « assurer du fait, et dans le cas où vous serez « parvenu à vous en procurer une connais « sance certaine, vous prévenir les armateurs « que cette expédition ne peut avoir lieu, et « que l'intention du Roi est qu'ils abandonnent « cette entreprise. Vous voudrez bien me rendre « compte le plus tôt qu'il vous sera possible « des informations que vous aurez prises à cet « égard et des démarches que vous aurez faites

« en conséquence. — Je suis etc. De Sar « tois. » Le même jour, l'ordonnateur M. de Lombard écrivait au ministre, visible ment en réponse à des correspondances précédentes sur le même sujet. « À l'égard des « visites à faire à bord des navires étrangers « par les humours visiteurs, afin de prévenir « l'émigration des sujets du Roi » je suis per « suadé que les officiers de l'amiralité veilleront « à ce qu'elles soient faites avec soin, mais je « dois M^e vous observer à cet égard que ces « visites faites dans le port de Bordeaux » ap « porteraient aucun remède au mal qui peut « exister, si il est des sujets du Roi qui veulent « émigrer par cette voie. On s'engage comme « jamais avec ces navigateurs étrangers, ils ne s'en « inquiètent point dans le port de Bordeaux, et « part à la sortie de la rivière. Il y a des ancrages « dans cette étendue il y a plusieurs mouillages « et c'est à ceux de Pauillac ou du Verdon que les « étrangers vont jurer les navires; ils suivent « impunément de là leur destination sans l'in « quiétude d'être arrêtés.

« Il serait possible d'y remédier le moyen « serait dispendieux ce serait M^e d'acheter un « port au Verdon auquel serait préposé un « li^e de confiance qui avec une diligence active

1777 derniers préparatifs pour échapper aux indiscrétions et aux mal-
adresses. Dès le 21, les enrôlés prennent passage avec Kaib d'abord
Boumartin, Bedaux, La Colombe et Candon; après eux, le même
jour, Franval et Gimat; le 22, c'est le tour de Fayola, de Vigny,
de Valfort, de Lesser; le 24, celui de Capitaine et du chevalier du
Buisson, ce dernier récemment venu se joindre à eux. La Fayette ne
s'inscrit que le 22. Il donne uniquement son nom patronymique de
Motier, suivi de la qualité de chevalier de Chavaniac, qu'il ne porta
jamais, peut-être, que pour son voisinage, dans son enfance, et il
ne figure qu'avec des serviteurs, en vue sans doute de mieux se dé-
rober. Voici comment il signa et comment le capitaine Le Boursier
rédigra l'acte sur le *Registre des passagers*, où l'on se contentait de l'a-
peu près dans les noms et où l'orthographe pouvait, paraît-il, être
assez peu respectée¹.

Jattas que S^r Gilbert du Motier chevalier de Chavaniac age de 20 ans taille
hante cheveux blond, Jean Simon Camu de la Villedieu en Franche Comté
a la suite de M^r le chevalier age de 32 ans taille moyenne cheveux blancs,

« embaient tous les navires sortants de la vi-
« vière. Pour lors toutes fraudes tant sur les
« navires français que sur les étrangers serment
« corrigées. » (*Archives de la marine du port*
de Bordeaux. Correspondance avec la cour
année 1777 5 mars. — Nous avons fait de
vains efforts pour trouver, aux archives de la
marine ou aux archives départementales de
Bordeaux, des traces du séjour du marquis
de la Fayette dans cette ville. En dehors des
pièces qui sont reproduites dans le présent
chapitre il ne rien été découvert. Il est à
présumer que les correspondances qu'il y eut
à ce sujet furent toutes confidentielles, que
le maréchal de Mouchy n'en a jamais spéculer
aucune et que la Marine n'en a pas eue. Aux
Affaires étrangères, où existent plusieurs lettres
du duc de Mouchy à ces dates, celles qui pour-
raient concerner le marquis ne se rencontrent

plus. — Nos recherches ont été faites à Bor-
deaux en 1879, les archives départementales
et celles de la ville étant déjà parfaitement
classées et inventoriées, les archives de la ma-
rine étaient partagées entre le commandant,
où elles se trouvaient bien en ordre et le
magasin des vivres de la marine à regret
la confusion, et l'humidité altérant les pièces
sans parler d'autres causes de destruction.

¹ Nous renvoyons à l'annexe I du présent
chapitre les actes d'embarquement de Kaib et
des autres officiers. Ils se trouvent sans interrup-
tion dans le *Registre*. Il fallait pourtant in-
diquer le lieu d'origine des embarqués, mais
à cet égard on n'était pas difficile : est amé-
ricain, un Américain qui partit sur la Vic-
toire, est mentionné comme étant de Saint-
Pierre, localité voisine de Bordeaux. Franval
de la Mède et Gimat d'Agon.

Michel Moteau de Saclay pres Paris age de 27 ans taille moyenne cheveux blond a la mienne suite, François Arnan Roge de Nantes, age de 20 ans taille moyenne cheveux blonds a la suite de M^{le} le baron de Gauc, et Antoine Redon de Sarlat, age de 22 ans taille moyenne cheveux chatains, sont anciens catholiques lesquels desirant sembarquer sur la Victoire cap^e Lebourrier, pour aller au Cap ou ils vont pour affaires. A Bord^e le 22 mars 1777

Gilbert du motet J. S. Camers.

Il fallait faire sortir du port *la Victoire*, pour la soustraire à la surveillance et la mettre au point de la rivière d'où, en une marée, elle pût attendre la mer. Le 24, elle descendait à Pauillac. Le marquis l'y rejoignit le lendemain; on alla alors au Verdon et, le 26 à midi, elle les emportait tous à la baie de Saint-Sébastien, d'où seulement il entendait prendre la route d'Amérique. La correspondance presque quotidienne, à ce moment, du baron de Kalb avec sa femme a été très à propos conservée par son biographe. Elle forme les documents de ces détails, que La Fayette a négligés. Du Verdon, Kalb mande le matin du 26

Nous levons l'ancre par un temps superbe, je t'écrai encore une fois avant mon arrivée en Amérique, parce que nous rentrerons dans un port européen et nous attendrons probablement à Saint-Sebast en le retour du courrier que nous avons envoyé à Paris

Cet envoi d'un courrier à Paris est indiqué aussi dans les relations émanées du marquis. Il va donner lieu à des retards auxquels Kalb, en les regrettant, a attribué d'autres causes que la véritable. Ces causes ne doivent pas rester la version de l'histoire. Le 20, déjà, Kalb annonçait de Bordeaux l'expédition d'un courrier à la cour comme une chose concertée. Il en indiquait pour motif le besoin « d'être instruits de l'effet que produirait la nouvelle de leur départ et d'empêcher qu'on ne fît parvenir une défense d'embarquement ». On ne voit guère

- 177 comment, s'étant mis si délibérément en route à Paris, une telle raison pouvait les arrêter maintenant, s'il n'en existait pas une plus sérieuse ou si celle-là ne cachait pas quelque chose que Kalb ne discernait point. Il n'avait pas les mêmes motifs de se préoccuper que son jeune camarade; c'est pourquoi l'explication des délais lui échappait. La Fayette, si léger que l'aient souvent dit ses détracteurs, paraît avoir envisagé sa position avec justesse et tenu à la couvrir. Ce qui semble se dégager des faits, c'est qu'il avait espéré partir avec l'autorisation du Gouvernement, grâce à l'appui de sa famille, dût il forcer un peu l'assentiment de celle-ci en brusquant l'exécution. On va voir cette première conception échouer et le marquis en substituer aussitôt une autre. Il convient de retracer leurs péripéties respectives. Kapp a donné à cet égard des indications qui sont encore trop peu connues pour les omettre ici.

Ce n'est point au port de Saint-Sébastien mais à la petite baie voisine et cachée de Los Passajes que la *Victoire* avait relâché. En mettant à la voile à Pauillac, La Fayette était instruit déjà de l'émot produit par son évasion de Paris. Le prince de Gogny, chargé par lui de le renseigner et d'agir, lui avait appris avec certitude que le duc d'Ayen était outré et s'employait à le faire revenir par ordre. Le marquis savait cela au moment d'aller à bord; « s'il n'avait pas été déjà dans le canot, écrivait son compagnon à M^{me} Kalb, le 6 avril, je crois qu'il serait retourné et, selon mon avis, il eût bien fait, mais il a voulu me demander conseil sur la démarche à faire ». L'ordre n'avait pas tardé, en effet. Le 29 mars, un courrier de Bordeaux l'apportait à Los Passajes même. C'était une promenade de dix mois en Italie, jusqu'en Sicile, un voyage d'exil par lettre de cachet, en compagnie de son beau-père¹. Kalb est ici très précis dans sa correspondance conjugale. À l'insu de La Fayette, au moment même, il confirme ce

¹ Le marquis écrit à M^{me} de La Fayette le 22 jan. encore en mer : « Je t'enlèverai jusqu'à nous de parier par le duc d'Ayen ».

qui a rappelle celui-ci, avec une brièveté trop discrète, plusieurs années après Kalb mande le 1^{er} avril à la baronne

Nous n'avons pas besoin d'attendre ici le courrier de Paris, car on nous en a envoyé un de Bordeaux, qui est arrivé hier. Il apporte les ordres de la cour au marquis, lui enjoignant de se rendre à Toulon, et d'y attendre l'arrivée du duc d'Ayen et de la comtesse de Tessé, sa sœur, pour partir avec eux en Italie. De cette manière, il est revenu de son voyage en Amérique et de la guerre. A ce moment même, il part pour Bordeaux et de là il veut aller à Paris, si c'est possible, car il n'aime pas à aller en Italie. Je dois attendre maintenant le courrier que La Fayette m'enverra, ou de Bordeaux, s'il est obligé d'abandonner son voyage, après s'y être mieux instruit, auprès du commandant sur les ordres du roi, ou bien de Paris, si on l'autorise d'y aller, et s'il n'obtient pas l'assentiment du duc d'Ayen pour son voyage. Je viens de dîner avec le marquis à Saint-Sebastien d'où je l'ai vu partir. Je dois donc séjourner ici encore quelques jours. Je ne crois pas qu'il viendra me rejoindre et je lui ai conseillé de s'entendre avec l'armateur du vaisseau contre une perte de 20 à 25 000 francs.

Kapp *cf. supra* chap. vi

Si le baron allemand avait eu alors les confidences du jeune homme, les sentiments qui se combattaient en celui-ci n'en éveillaient pas du tout chez lui de semblables. La passion juvénile de La Fayette pour la gloire; ses illusions d'enfant ardent désireux de se faire permettre formellement, par ses attaches, d'aller jouer un rôle qui sera t déjà du lustre; la pensée qu'en commençant par agir il obligerait à l'approuver; la retenue de desobéir qui se joignait à son impatience, tout cela était d'un Français et d'un Français de la cour, mais c'était trop compliqué pour Kalb. Esprit positif, ayant une mission à remplir, ayant aussi des visées de carrière et un but que lui rendaient cher des goûts prononcés pour les jeux de la guerre, il se voyait près de manquer tout cela pour la seconde fois au moment

C'est Kapp qui le dit

1773. ou il y touchait presque, il s'impatientait donc, uniquement, il avait « déconseillé La Fayette de s'entêter »; il l'avait « blâmé de cacher son départ à sa femme; jamais il ne l'eût laissé aller si loin si celui-ci lui eût confié à Paris ce qu'il lui a avoué depuis; La Fayette disait sans cesse que sa famille l'approuvait, que son beau-père même vivait en Amérique avec Noailles¹. L'Allemand ne se doutait pas, évidemment, de la persistance dont le marquis était capable. A Paris et à Versailles, d'ailleurs, où l'on ne pouvait juger ce dernier que sur l'apparence, on n'en aurait pas eu l'idée davantage. On fut si surpris de sa tentative qu'on l'attribua aux motifs les plus imaginaires, et l'écho de ces interprétations est encore entendu parfois. Témoin de l'émotion et de l'irritation produites à l'hôtel de Noailles, Ségur a dit à ce sujet, bien que longtemps après : « Ce qui me frappa ce fut la surprise que

¹ Voici cette lettre à la baronne du Kalb. C'est la et les autres que Kapp a transcrits en rassemblant des documents à vers. des bruns. Il nous vint de lui reprendre à l'Allemagne pour notre propre histoire. « Je me flattais de recevoir hier ou sur de Bordeaux des nouvelles du marquis. Si ces nouvelles n'arrivent pas aujourd'hui ou demain, je crains que notre séjour ne se soit de longue durée. car il nous écrit seulement de Paris en effet, il est sûr que si M. de Mureaux ou le duc d'Ayen ne lui donneront la permission de nous rejoindre. Si le marquis ne s'est pas entendu avec l'armateur, il est certain que ses folies lui coûteront cher. Je dis folies car sa conduite était déraisonnable dès le moment où il n'était plus en-dehors tranquillement son entreprise et tenir tête aux monnaies. La lettre que le vicomte de Coigny lui adressa par courrier à Bordeaux produisant chez lui ce changement subit. Si il n'avait pas été déjà dans le comat pour venir à bord de notre navire, je crains que La Fayette n'ait retourné tout de suite, et, selon mon avis, il eût bien fait. Mais il a voulu venir me demander conseil

sur la démarche à faire, et je n'ai pas eu le devoir lui conseiller de tenir tête à son beau-père ni de braver les ordres du roi. Au contraire je lui ai recommandé une amère soumission à sa famille et le maintien de ses bonnes relations avec elle. Si le marquis ne m'avait pas toujours dit qu'il avait l'approbation du duc d'Ayen je l'aurais déconseillé d'aller si loin. Il me disait sans cesse que sa famille approuvait ses plans, que son beau-père même avait l'intention d'aller un jour en Amérique avec son entre-garde le vicomte du Noailles que M^{re} de La Fayette avait informée de ses intentions par ses parents et qu'elle les approuverait. Car je l'ai constamment estimé d'avoir voulu cacher son plan à sa femme jusqu'à son départ. S'il n'avait communiqué à Paris tout ce qu'il m'a dit depuis je me serais opposé de toute ma force contre ses plans. Maintenant l'affaire lui coûte quelque argent. Mais si on lui dit qu'il a fait une folie, il peut répondre qu'il le commise pour des motifs honorables, et qu'il peut regarder sévèrement dans les yeux du tout ceux qui pensent noblement. »

« témoigna la famille de La Fayette. Elle me parut d'autant plus plaisante qu'elle m'apprit à quel point ses grands parents avaient jusqu'alors mal jugé et mal connu son caractère. » La Fayette avait bien informé le duc d'Ayen de son expédition par un pli daté de Londres, et du 9 mars, mais qui ne partit, sa teneur même l'indique, que de Bordeaux ou de la route; et s'il avait voulu dès ce jour-là poser devant l'histoire, préparer un témoignage au sujet des sentiments auxquels il céda, il n'y aurait pas réussi mieux que par cette lettre, toute de soumission respectueuse et qui respire la sincérité la plus naturelle.

Londres, 9 mars 1777

Vous allez être étonné, mon cher papa, de ce que je vais vous mander, et m'en a plus coûté que je ne puis vous l'exprimer pour ne pas vous consulter. Mon respect, ma tendresse, ma confiance en vous doivent vous en assurer, mais ma parole y était engagée, et vous ne m'auriez pas estimé si j'y avais manqué, au lieu que la démarche que je fais vous donnera, j'espère, bonne opinion au moins de ma bonne volonté. J'ai trouvé une occasion unique de me distinguer et d'apprendre mon métier. Je suis officier général dans l'armée des États-Unis d'Amérique. Mon zèle pour leur cause et ma franchise ont gagné leur confiance. De mon côté j'ai fait tout ce que j'ai pu pour eux, et leurs intérêts me seront toujours plus chers que les miens. Enfin, mon cher papa, dans ce moment je suis à Londres, attendant toujours des nouvelles de mes amis, dès que j'en aurai je partirai d'ici et, sans m'arrêter à Paris, j'irai m'embarquer sur un vaisseau que j'ai frété et qui m'appartient. Mes compagnons sont : M. le baron de Kalb, officier de la plus grande distinction, brigadier des armées du roi, et major-général au service des États-Unis, ainsi que moi, et quelques officiers excellents qui veulent bien partager mes aventures. Je suis au comble de ma joie d'avoir trouvé une si belle occasion de faire quelque chose et de m'instruire. Je sais bien que je fais des sacrifices énormes et qu'il m'en coûtera plus qu'à personne pour quitter ma famille, mes amis, vous, mon cher papa, parce que je les aime plus tendrement qu'on n'a jamais aimé. Mais ce voyage n'est pas long, on en fait tous les jours de plus considérables pour son seul plaisir, et d'ailleurs j'espère en revenir plus digne de tout ce qui aura la honte de me regretter. Adieu, mon cher papa, j'espère

1777 vous revoir bientôt, conservez-moi votre tendresse, j'ai bien envie de la mériter, et je la mérite déjà par celle que je sens pour vous, et le respect que conservera toute sa vie

Votre tendre fils,

LA FAYETTE.

J'arrive pour un instant à Paris, mon cher papa, ne prenant que le temps de vous dire adieu. Je voulais écrire à mon oncle et à M^{me} de Lusignan, mais je suis si pressé que je vous prie de vous charger de mes hommages

Mémoires et Correspondances, t. I, p. 81

Mais l'entreprise se trouva connue du public en même temps que la famille du marquis l'apprenait. Dans les dispositions à la guerre où se plaisaient les esprits, dans l'enthousiasme que ressentait la jeunesse, en toutes les classes, pour ces *insurgents* dont les efforts répondaient à la fois à l'antipathie contre l'Angleterre et aux séductions que présentait la liberté politique, ce fut un coup de théâtre. Les sentiments s'orientèrent soudain à son signal. À cet acte de témérité, les aspirations générales se reconnurent. Il enrôla tous les cœurs, comme La Fayette a dit que le sien avait été enrôlé du premier jour. La maison de Noailles, sans parler du trouble jeté dans ses affections domestiques, dut nécessairement se faire croire inquiétée. Elle pouvait l'être d'ailleurs par les conséquences que pronostiquait plus d'un politique. Le Gouvernement, lui, se montra très impressionné. L'était-il? Voulait-il seulement le paraître? Sur cela, on n'est en situation de rien affirmer. En tout cas, fut-on autorisé à juger les ministres assez mécontents pour que Deane pensât, aussitôt, devoir défendre devant eux son entremise et couvrir l'honneur du marquis contre les commentaires qui se croisaient. Les explications ou les preuves données par lui n'ont pas été conservées toutes; celles dont on dispose laissent un peu voir qu'on n'était pas aussi ignorant de ce qui se

* À la première connaissance de cette querelle mon cœur fut enrôlé et je ne songeai qu'à joindre ses drapeaux. » *Mémoires de son oncle*, etc. t. I, p. 4 des *Mémoires et Correspondances*.

passait que l'on cherchait à le sembler. Le 1^{er} avril, dans cette conférence avec Gérard dont nous avons parlé, sur les intrigues par lesquelles Franklin et Drane espéraient entraîner immédiatement la cour, ce dernier explique tout d'abord longuement les faits au premier commis²; en rentrant chez lui, il lui écrit afin de les mieux préciser. Nous traduisons à peu près textuellement :

Monsieur,

Vous avez ci-jointes deux lettres autographes du baron de Kalb, lesquelles je vous prie de présenter à Son Excellence le comte de Vergennes. Je m'en mets à la rectitude de ma conduite pour justifier ce que j'ai eu l'honneur de vous rapporter ce soir; quant aux faits, M. le comte de Broglie a reçu ce soir une lettre de M. le marquis de la Fayette qu'il communiquera. Je m'en rapporte à ce gentilhomme et veux avoir confiance dans la relation qu'il fera de cette affaire pour me justifier et, bien plus, me faire approuver puisque décider un très galant et aimable jeune gentilhomme à embrasser notre cause et à donner au monde l'exemple de sa bravoure native et héréditaire ne peut certainement pas m'être imputé à crime. Je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai eu l'honneur de vous rapporter à ce sujet, si ce n'est que je me repose sur le comte de Broglie pour éclaircir soit les détails soit l'ensemble de ma conduite dans cette affaire; que mes collègues n'en ont eu nullement connaissance, à l'exception qu'elle a été en novembre dernière, longtemps avant leur arrivée, et que

Les papiers qui avaient dû être en trait à la partie patrimoniale du Gouvernement dans les affaires relatives à l'Amérique ont été tous perdus ou dispersés. Affaires étrangères à la Guerre à la Marine comme les copies d'ordres que du Comte de Vergennes a son *Compte rendu* à l'honorable Congrès des États-Unis. Il n'y a rien de resté aucune concernant le comte de Broglie à baron de Kalb La Fayette. Bien plus, dans les papiers privés de M. de Vergennes et dans ceux du cabinet du roi qui sont aux Archives nationales. Il ne se trouve guère d'autres indications que celles qui ont été données indirectement dans ses dépêches officielles ou dans

des papiers rapportés soit à ces affaires soit à la politique générale. Nous n'avons, croyons-nous, aucune autre mention pressentie par ces documents-là.

On a lu cette pièce à l'assemblée IV du 1^{er} juillet précédent. Après avoir épuisé ce qui concerne l'histoire de M. le M^{re} de la Fayette le S^r Deane me dit qu'il voulait m'instruire de la suite de la négociation qu'un anonyme avait entamée avec le S^r Carmichael etc. Gérard parle de l'honneur de M. de la Fayette comme s'il s'agissait de quelque chose sur quoi l'on était depuis longtemps édifié et qu'il n'avait pas besoin d'entendre expliquer ni songer à

727 je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour démontrer à qui que ce soit que ma conduite a été en cela absolument honorable¹

Le lendemain matin, un second billet suit le premier, dont la remise n'a pu s'effectuer, il le confirme et y ajoute encore :

Monsieur,

J'envoyai l'inclose hier soir, quelques minutes après que vous aviez quitté Paris, je la fais donc porter en ce moment par mon exprès. Je ne peux que me sentir mal à l'aise jusqu'à ce que j'aie pleinement justifié ma conduite dans cette affaire et c'est pourquoi je me borne à vous demander de l'informer que je me repose sur lui pour montrer ces lettres, si c'est nécessaire, à Sa Majesté et à ses autres ministres²

Il semble donc assez probable que M. de Vergennes était tenu au courant ou qu'au moins il devait être informé par le comte de Broglie Deux jours après, adressant directement au ministre le bulletin des

¹ Voici le texte anglais : « Sir, — You have enclosed two original letters from the Baron du Kalb, which please to present, to his Excellency the Comte de Vergennes and tell him I refer to my uniform conduct to justify what I have had the honor of relating to you this evening, as to facts, M^{rs}. Comte de Broglie has received this evening a letter from M^{ons}. le Marquis de Lafayette which he will communicate. I refer to that Nobleman and am willing to rely on his relation of this affair for my justification more for my approbation since to gain a most gallant and amiable young Nobleman, to espouse our cause, and to give to the world a specimen of his native and hereditary bravery, surely cannot be deemed criminal I have nothing to add to what I have said the honor of relating to you personally on this subject, except that I rely on the Comte de Broglie to explain, any and every part of my conduct in

this affair — that my colleagues have had no knowledge of it, as it was executed in secret but long before their arrival, and that I shall do every thing in my power to satisfy every one, that my conduct has been of place so strictly honourable I have the honor to be your most obed^t and very humble S.
S. DEANE Ap 2^d 1777 » *State-Paper*, t. 2 n° 89, reproduction originale

² « Sir — I sent the inclosed last evening a few minutes after you left Paris, and therefore now send my servant express with it I cannot but feel uneasy untill I have fully vindicated my conduct in this affair and therefore ask you, not only to inform him, that I rely upon him to show those letters, if necessary in my justification to his Majesty and his other ministers. I have the honor to remain with the utmost Sir, your most obed^t and very hum. serv^t SALLS DEANE
— Paris 3 ap^ril 1777 » (*Ibid.*, n° 90.

nouvelles que la légation venait de recevoir d'Amérique à la fin de 1977
février, Deane commençait son pli comme il suit.

Page 5 of 14

Mots-clés :

J'ai l'honneur de donner ci à Votre Excellence, comme je l'ai promis à M. Gerard, les copies de mes lettres relatives à M. de la Fayette, lesquelles vous agréeront, je pense. Je ne puis que dire que j'ai été très inquiet dans cette occasion à cause de la délicatesse et de l'honneur du marquis, de voir se répandre des bruits préjudiciables dans l'un ou l'autre des deux pays. Aucun pays ne saurait avoir honte de lui et je suis certain qu'il prouvera un jour au monde que mon préjugé immédiat en sa faveur était bien fondé.

La Fayette n'a jamais eu émettre sans la refuter l'assertion qu'il était parti « malgré l'opposition de son souverain ». Il a contredit cette assertion avancée dans ces termes mêmes par l'un des premiers biographes de Washington². Il a tenu à indiquer comme plus exactes les versions de deux historiens de la révolution américaine qui le disaient positivement encouragé, tout au moins approuvé secrètement³. Peut-être était-il loin de déplaire à une partie du Gouvernement qu'un adolescent de si grande maison tentât cette entreprise. Ne la jugeait-on pas de nature à remuer toute la jeune noblesse, à fortifier par là à la cour l'opinion favorable à la guerre, et, pour quelques-uns, à faire redevenir possibles, au moment où l'on n'y comptait plus, les plans formés avec le comte de Broglie? on ne peut ni l'affirmer ni le nier. Le marquis a présenté les choses après coup de manière

• To his Excellency Count de Vergennes —
 Paris 5th *ap^r* 1775 Sir I have the
 honor of answering to your Excellency agree-
 able to my promise to M^r Gerard copies of my
 letters respecting Mons. La Fayette, which
 I hope will be agreeable and can only say
 I have felt much on the occasion, for the deli-
 cate honor of the Marquis least some report
 injurious to him should be spread is either

country, — no country need be ashamed of him, and I am sure he will one day justify to the world that my early prejudices in his favor were well founded." *State Univ.*, 12, 183

¹ Letter to Markov

⁴ Gordon et Ramsey. Voir le fragment A de ses Manuscrits, dans le tome I des *Mémoires et Correspondances*, p. 67.

1777 à donner de la vraisemblance à cette supposition et il paraît avoir été un peu fondé à le faire¹. Il écrivit d'Amérique à M. de Maurepas personnellement, le 14 octobre : « Vous avez été canuyé bien malgré moi par la part qu'on vous fit prendre à mes premiers projets, n'est-ce pas aux confidences dont le comte avait dû occuper M. de Vergennes qu'il fera ainsi allusion? Il dit plus loin : « Je suis venu ici sans permission, j'y serai sans autre approbation que celle du silence² ; » il ne semble pas improbable que ce ne fût là en effet le titre auquel on avait trouvé bon qu'il allât aux États-Unis. On tenait alors pour très important d'envoyer des officiers au Congrès. A la chambre des lords, en décembre, lord Carliff dénonçait la France comme s'étant chargée de ce rôle dont il pronostiquait les dangers futurs. Dans le même temps où l'escadre de La Fayette causait tant de bruit, on cherchait à envoyer au service des insurgés Pulawski, à qui les événements de Pologne avaient donné de la célébrité et à la fois enlevé toute existence, c'était Rulhière, un des auxiliaires politiques de M. de Vergennes, attaché aux archives de son ministère, qui était chargé de négocier cela avec Franklin. Abouchés le 1^{er} mars, ils n'ont pas achevé le 12 avril. Ce jour-là, Rulhière rend réponse à quelqu'un qui pourrait bien être le comte de Chatellux, fort mêlé par entraînement à toutes ces manœuvres; il écrit qu'un mot de M. de Vergennes à Franklin leverait les difficultés. Or le mot fut écrit ou une parole fut portée,

¹ « On jugera quel effet produisit à Versailles la démission colossale d'un jeune homme aimé, aimé par sa naissance et sa fortune, issu d'une des plus puissantes familles de la cour, par qui le roi d'Angleterre et ses ministres aidaient se croire braves et même moqués et dont le départ inspirait du doute sur la conduite de l'ambassadeur. » *Épisodes extraits de divers manuscrits, A, dans les Mémoires et Correspondances*, t. 1, p. 64.

² *États-Unis*, t. 2. Copie. Cette lettre, imprimée dans les *Mémoires et Correspondances*, est mal dirigée comme adresse à M. de Ver-

gennes. Elle se trouve en effet dans les papiers des Affaires étrangères. Mais on doit croire uniquement qu'elle fut remise à ce ministre. La Fayette l'envoya à Boumartin par M. de Valfert, rentrant en France sans de pouvoir être employé aux États-Unis. Sa lettre d'envoi est celle dont nous avons parlé en note à la fin des annales du précédent chapitre. Il est formellement question qu'elle fut destinée à M. de Maurepas, ajoutant, il est vrai, qu'il priait de la faire tenir à quelqu'un ayant qualité pour en prendre connaissance et M. de Maurepas avait chapé.

puisque en effet Pulawski ne tarda pas à s'embarquer; et cette correspondance a été retrouvée au milieu des papiers d'État, dans le cabinet des Affaires étrangères¹. 177

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement agit ostensiblement, au sujet du gendre de la maison de Noailles, comme si sa politique était atteinte et son mécontentement indubitable. Un ordre est aussitôt signé par le roi, interdisant aux officiers de prendre du service aux colonies anglaises, et enjoignant « à ceux qui arriveraient dans les îles de l'Amérique avec cette destination, notamment à M. le marquis de la Fayette, d'en repartir sur-le-champ et de revenir en France ». Mais le ministre de la guerre, qui lance l'ordre n'en adresse qu'une seule expédition au ministre de la marine, à qui appartenait l'exécution, et plutôt que de hâter cette exécution en se procurant chez lui les copies dont il avait besoin, ce dernier préfère écrire à son collègue qu'il en faudrait une pour chacune de nos trois îles, si l'on voulait être certain que les accidents de mer ou de navigation ne l'empêcheraient pas de parvenir, une aussi pour être transmise le plus tôt possible dans les ports d'où l'on expédiait des bâtiments pour l'Amérique². Qui plus est, tenait-on bien à cet ordre? L'original manque aux archives de la Guerre. Cependant, de nouvelles instructions confidentielles étaient envoyées afin de faire surveiller les embarquements, d'arrêter les cargaisons de guerre des navires en partance³. On

¹ *Écrits-Lettres* t. 2, n^o 64 et 101.

² Archives du ministère de la marine. « Le Ministre de la marine au prince de Montbarrey — Paris 3 avril 1777 — Vous ne m'avez renvoyé M^r qu'une seule expédition pour chacune des trois îles de l'Amérique de l'ordre du Roi, qui a joint à tous ses officiers de ses troupes de terre qui pourraient servir dans ces colonies et notamment à M. le M^r de la Fayette, d'en repartir sur le champ pour revenir en France à moins qu'il n'eût une permission expresse de sa part de passer

« à l'Amérique septentrionale. Comme on ne peut répondre des événements de la mer et que d'ailleurs un bâtiment emporte quelquefois beaucoup moins de temps qu'un autre, il conviendrait que vous voulussiez bien m'adresser un duplicata et un triplicata de ces ordres que je ferois porter par trois bâtiments différents pour assurer la prompte arrivée d'une des trois expéditions dans les colonies. »

Voir les instructions de Bouchoux à Ver-
« sailles 13 avril 1777. — *Port-muséum* —

1777. exprimait ou l'on simulait le désaveu de ces trames en raison de l'éclat qu'elles produisaient. Elles intéressaient naturellement notre ambassadeur à Londres, puisqu'il s'agissait de son neveu et que le séjour de celui-ci à l'ambassade pouvait faire penser qu'elle avait été complice. M. de Noailles est tout de suite très inquiet. Convaincu de la nécessité de se disculper, il écrit privément au comte de Maurepas :

A Londres le 8 avril 1777.

Ma surprise a été extrême, Monsieur le Comte, en apprenant hier par des lettres de Paris que M. de la Fayette étoit parti pour l'Amérique. Son âge heureusement peut excuser de grandes légèretés. C'est une consolation que me reste dans le chagrin que nos cause une démarche aussi inconsidérée. Il falloit que son projet fut bien formé avant de venir à Londres où il n'a gueres passé que 15 jours entre la fin de février et le commencement de mars. Je souhaiterois aujourd'hui qu'il m'eût montré des dispositions mêmes éloignées pour le voyage qu'il vient d'entreprendre. Il m'eût été facile de le raisonner à la raison, en lui faisant mieux connoître les principes d'honneur et d'émulation dont il a suivi le sentiment plutôt que la véritable direction.

« Je vous en préviens M^r par une autre de mes
« lettres que S. M. a été déterminée à suspendre
« jusqu'à nouvel ordre les derniers arronnements
« qu'elle avait ordonnés dans ses ports : cette
« suspension a eu pour objet de procurer au
« commerce la facilité de faire ses armemens
« et particulièrement ceux du Grand Banc et de
« Terre Neuve qui ne pouvoient être arrêtés sans
« un préjudice considérable pour les armateurs
« dont les préparatifs et les mises dehors tom-
« beraient en pure perte pour eux. Mais vous
« devez être très attentif à empêcher que les
« armateurs n'abusent de cette facilité, et que
« sous l'apparence d'une expédition pour Terre
« Neuve ou le Grand Banc ils ne dirigent leurs
« navires de munitions de guerre ou autres
« effets destinés pour l'Amérique septentrion-
« nale. Vous vous assurerez de la nature du
« chargement de chaque navire et dans le cas

« ou vous aurez connaissance que quelqu'un
« d'entre eux serait chargé de munitions et mu-
« nitions autres que celles qui sont nécessaires
« pour les expéditions de pêche, vous vous re-
« fusera à leur donner des équipages et vous
« en en rendrez compte sur le champ. Je m'en
« remets à votre prudence sur la manière dont
« vous ferez les recherches nécessaires pour
« être exactement informé du chargement de
« chaque navire. Ces recherches doivent être
« faites de manière à ne pas gêner les opérations
« ordinaires du commerce : mais il est à propos
« que les armateurs soient instruits que les in-
« terdictions de Rex sont qu'ils ne fassent leurs
« expéditions qu'avec les équipages ordinaires
« pour la pêche, et sans munitions étrangères
« à cet objet. — Du Sartre. » (Archives de la
marine de Bordeaux : Correspondance ministé-
rielle de 1777.)

Il partit d'ici huit ou dix jours avant M. de Poix avec qui il étoit venu. Je le questionnai beaucoup sur son départ. Mais je m'estimai très heureux de ce qu'il m'avoit assuré que rien de fâcheux ne le rappelloit en France. Il s'en caché et de son compagnon de voyage, et de moi, et de tout le monde, cela me paroit démontré actuellement.

Sa présentation au à la cour ne pouvoit lui servir qu'à remplir un devoir qu'il savoit que j'exigerois de sa part. Nous voyons que livré à ses propres idées il n'avoit pas senti à beaucoup près toutes les conséquences de ce qu'il alloit faire. J'avoue que s'il eut bien voulu ne pas venir à Londres prolonger son carnaval, j'aurois aujourd'hui un désagrément de moins. Je ne serois pas dans le cas de penser que j'ai eu l'honneur de le présenter au roi d'Angleterre un instant avant qu'il se portât à une démarche aussi étrange et aussi bizarre. Je ne doute pas que Sa Majesté Britannique ne rende à mon profond respect pour elle, et à l'envie que j'ai d'être agréable à sa personne autant que cela peut être utile à l'objet du service, toute la justice que je puis désirer. Pourquoi faut-il, Monsieur le Comte, qu'indépendamment des affaires politiques, il naisse journellement des incidens qui blesseront davantage ma sensibilité, si je ne sçavois que vous daignes aussi que Monsieur le comte de Vergennes informer exactement Sa Majesté des efforts de mon zèle ? Continués, je vous en conjure, d'accorder le même intérêt à celui qui ne sauroit être plus pénétré que je le suis d'un dévouement sans bornes joint à la plus vive reconnaissance et à l'attachement le plus inviolable avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Comte, votre etc

LE MARQUIS DE VOAILLES

Angleterre, le 22, P 370. Copie non autographe

En redoutant ces interprétations embarrassantes, l'ambassadeur ne se trompait pas. Son neveu avoit compté sur elles; il expliquera, longtemps après, qu'il n'avoit pas craint « de compromettre la diplomatie de ce représentant du roi de France, de manière que le *maximum* d'effet favorable que son départ pouvoit produire fût obtenu en Angleterre ». Mais on ne voit pas le Gouvernement prendre les choses aussi

1747 gravement que le marquis de Noailles. MM. de Vergennes et de Mau-
repas étaient alors fort ennuyés, à Londres, par un polémiste de
talent pernicieux autant que de moralité faible, Linguet, qui, sous
l'égide de la liberté d'écrire existant dans la Grande-Bretagne, inau-
gurait contre leur administration les procédés de critique venale dont
les progrès n'ont guère cessé depuis. Pour faire acheter sa plume,
Linguet publiait des libelles. L'ambassadeur avait beaucoup à y re-
garder. Sa correspondance, à ces dates, est remplie de détails relatifs
à ce sujet. Le ministre en était plus occupé que du coup de tête
de La Fayette, car il en écrit très activement; il était surtout plus
occupé d'indices, pour lui très visibles, qui présageaient la guerre.
« Je n'ai pas cru jusqu'à présent à la guerre, écrivait-il à M. de Noailles
le 5 avril, dans un billet privé, mais je commence à craindre qu'elle
ne vienne de ce que l'on est contraint de faire pour l'éviter. » Ce
billet accompagnait une dépêche de Gérard ou de tout autre secré-
taire sur les armements de l'Angleterre et sur le danger croissant
d'un conflit; le ministre avait ajouté de sa main à la fin, sans autre
explication :

C'est à regret Monsieur le Marquis, que je vous nomme M. le M^{re} de
la Fayette. Son âge peut justifier son équipage, j'en suis réellement fâché par
l'intérêt que vous partagez avec M. le duc d'Ayen et aussi par ce que j'appré-
hende qu'étant arrêté par quelque bâtiment anglais il ne soit confondu avec
la foule d'aventuriers qui peuvent tomber entre leurs mains et traité avec la
dureté qui n'est pas inconnue à cette nation.

Angleterre 522 n° 95 P 35a.

Voici le commencement de cette lettre.
L'augmentation dont vous me rendez compte
à l'égard de l'augmentation du nombre des
vaisseaux anglais en armement ou récemment
arrivés de notre part. Elle ne sera pas fort con-
sidérable, mais ce qui marquera plus est la
suspension du départ de nos pêcheurs. C'est
un coup pour notre commerce j'espère qu'il

frappera également sur les fonds anglais. Je
n'ai pas cru jusqu'à présent à la guerre, mais
je commence à craindre qu'elle ne vienne de
ce que l'on est contraint de faire pour l'éviter.
S'il y a moyen de la conjurer nous ne le né-
gligerons point. Nos dispositions sont toujours
les mêmes et à moi sincères que celles de nos
voisins qui paraissent suspectes.

Le mauvais sort redouté pour le jeune gentilhomme, voilà donc ce qui émeut surtout le ministre. Par suite, M. de Noailles est tranquillisé. Le 11, lord Suffolk, avec un peu de malice, paraît vouloir aborder ce chapitre en lui disant que « les vents étaient très bons depuis plusieurs jours pour les transports de l'Angleterre en Amérique ». L'ambassadeur écrit qu'il « n'avait pu deviner si le lord voulait dire qu'en dépit de ce que ferait la France on n'abandonnerait pas, à Londres, le projet de réduire l'Amérique, ou s'il pensait l'amener à s'expliquer sur le départ pour l'armée américaine d'une personne qui le touchait de près », et il ajoute qu'il est maintenant plus à son aise, ayant appris hier que M. de Banklay, maréchal de camp des armées du roi, était arrivé à Londres et qu'il devait avoir une audience de Sa Majesté Britannique pour lui demander la permission d'aller servir en qualité de volontaire sous le général Howe; « on serait mal venu, dit-il, à nous reprocher de la partialité lorsque nous avons à citer l'exemple d'un officier général qui se dévoue à toutes sortes de sacrifices pour épouser les intérêts de l'Angleterre dans une des querelles les plus sérieuses qui aient jamais existé pour elle ». Cette demande singulière de M. de Banklay, écartée d'ailleurs aussitôt par lord Germain, est restée unique. Elle arrive si bien à point qu'on la dirait combinée pour la circonstance¹. Le comte de Maurepas répond le 15 au duc de Noailles; il n'est vraiment pas irrité. « L'équipée », sans doute, pouvait

Le marquis de Noailles reçoit le 23 une copie de la lettre de lord Germain à M. le comte de Banklay. Les formes en sont remarquablement courtoises. « Puis Mail le 29 mai 1777. — Monsieur, — J'ai rendu compte au Roi de votre désir de servir dans les troupes britanniques en Amérique. Sa Majesté est très persuadée de votre zèle et de votre attachement, et m'a ordonné de vous exprimer de la manière la plus forte qu'elle approuve la résolution que vous avez prise et qu'elle est prête à vous l'appuyer. — Elle vous envoie

« La situation des affaires en Amérique n'est pas au commandant en chef la possibilité de vous témoigner l'attention due à votre rang et à votre mérite personnel. Sa Majesté en conséquence a mieux aimé perdre l'avantage qu'elle aurait retiré de ses services, que de vous exposer à rien ne puis vous en faire. — Je suis avec une grande vénération, — Monsieur, — Votre très humble et très obéissant serviteur « G. Germain ». *Logichron* t. 523 p. 17

ce jour-là paraître conjurée et la mansuétude, aller de soi; mais le ministre veut tout autant parler de Linguet, et, pour venir plus vite à ce sujet qui le tourmente, il se borne à dire à l'ambassadeur.

A Valenciennes le 15 avril 1777

Je ne suis pas étonné, Monsieur le Marquis, que vous ayez été surpris de la résolution de M. le M^{re} de la Fayette et qu'il ait choisi son séjour à Londres.

La correspondance qui existait entre Linguet et vous-même n'y trouve des éléments pour moi peu connus, croyez-moi, sur le personnage et sur les procédés par lesquels la presse avait déjà sa mesure envers les hommes publics. Linguet, que Benjaminsien présente comme ayant été volé mal à propos par le ministre, soulève ses attaques sur le sentiment public en faveur de la guerre contre l'Angleterre. Il accusait violemment M. de Murep, M. de Vergennes, M. de Sartine de former un triumvirat odieux pour l'honneur de la nation; c'était la doctrine ou simplement l'écrit de ce qu'on appelait « la faction Chénier ». M. de Vergennes s'était fait abonner aux publications de ce pamphlétaire, sous le nom d'un des attachés de l'ambassade. « J'ai vu le prospectus d'un journal que Linguet se propose de publier à Londres. L'ouvrage n'en sera pas libre, mais comme à quelques années près, sur moi et sur d'autres auxquelles je suis très indifférent pour ce qui peut me toucher, son ouvrage pourra être interrompu; je vous prie Monsieur le Marquis, de vouloir bien faire souscrire pour moi sous un nom emprunté. La souscription est de deux guinées, dont vous serez quitte dans vos frais extrêmes; je vous suis obligé de m'envoyer cet ouvrage par vos courriers. » *Angleterre*, t. 522 n° 51 bis.

Pour ne citer ici que les deux documents à l'occasion desquels nous venons de nommer Linguet on lit dans la lettre de M. de Vergennes du 6 avril : « J'ai reçu Monsieur le Marquis la lettre que vous m'avez fait l'honneur

de m'écrire le 28 du mois d'octobre et l'impression de votre journal du 6 Linguet ouvrage dans lequel il font attendre à traverser par de bonnes idées, mais beaucoup de malignité et de vanité. Il est en lieu où il peut se lever impunément à son caractère pour se vanter que y regne et a oublié dont on s'y pique de tous égards et de toute considération. Benjaminsien « l'Ang^l » pour la France ce que la nation est dans un vaincu le respect de toutes les amandises. Et M. de Murep terminait comme il suit sa réponse du 15 au marquis de Noailles : — « Je ne vous parle point de votre fréquent commerce avec L. je m'en reporte à ce que M. le comte de Vergennes vous m'a dit à cet égard. Je crois que le monde est le meilleur régime qu'on puisse faire à un chien enragé qui mord de tous côtés. Il sera peut-être telle affaire dans le pays qu'il habite qui l'en fera chasser. — Vous m'avez nommé Monsieur le Marquis, j'attacherai encore et inviolable avec lequel j'ai l'honneur d'être, votre très humble et très-obéissant serviteur. — Murep. » — Peu auparavant le 4 mars Benjaminsien croyait cependant qu'on s'en était ce qui suit à M. de Vergennes : « J'ai vu » Et Linguet autre objet de sollicitude : Peut-on pousser l'ouvrage sans soin ? ce n'est pas tant par un caractère humain. C'est un homme orgueilleux et surtout passionné à ce qu'il fait par l'indignité. L'ouvrage qu'il prépare va donner du crédit à M. de Murep à vous du plaisir à M. d'Aguillon le coup de la mort, et une

sous vos yeux pour prendre un parti aussi singulier. Vous savez à présent que tout est réparé et que par le plus grand hasard ce beau projet reste sans exécution. On ne vous soupçonnera sûrement pas d'être complice ni confident et je crois qu'on vous rendra cette justice dans le pays où vous êtes comme on vous la rend ici.

Angleterre, 1. 522, n° 1.6. P. 408

« M. de Vergennes, à qui M. de Noailles avait envoyé la copie de sa lettre du 8 au premier ministre, l'en remercia le 19 en lui disant : « Ce qui en faisant l'objet ne doit plus vous inquiéter¹. » Il l'avait informé le 11, en effet, que M. de la Fayette avait été très heureusement rencontré à Saint-Sebastien, avait déferé aux ordres du roi, et était rentré dans le royaume; « je pense qu'il accompagnera le duc d'Ayen en Italie, ajoutait-il; je vous en fais mon compliment, c'était une circonstance assez embarrassante dans votre position d'avoir votre neveu chez les insurgents. » Du reste on repudiait avec affectation toute solidarité dans les mésaventures des Français que leur ardeur avait conduits au service de ces insurgents. Le 4 avril, M. de Noailles avait transmis à Versailles une supplique de trois officiers parus des premiers : Gaïant de Boisbertrand, Millin de la Brosse, l'ingénieur Wuilbert et celle de deux sergents. Prisonniers en Angleterre, ces Français se réclamaient de nous. M. de Vergennes répondait le 11, encore dans

pour un plaisir insaisissable à tous les yeux de l'administration ne celle-ci peut être est-il trop tard pour remédier à cela. Peut-être est-il encore possible de tout arrêter sans se compromettre. Quelque soit votre opinion au-dessus, je vous offre, j'offre à M. de Maurepas des efforts qui peut-être auront plus de poids que ceux de l'autorité. Je l'attends de Languet. Son éloquence me charme. Il paraît si sûr, si sûr de lui, de la force et de l'élasticité de son caractère. Voyez Monsieur le Comte voyez avec M. de Maurepas. Vous connaissez sans discussion et j'en ai presque le sentiment plus que jamais. Il est affreux que ces

autres bons gens de bien soient ridicules par une petite vanité. Il est doublement que la France soit privée d'un homme aussi vaillant. C'est le plus fort et le plus brave de tous les Français. Mais il est faible comme un enfant devant un homme qui sait son métier. Voyez tout ce qui est honnête, je le puis. Je le dois à M. de Maurepas et à vous. Et si vous avez quelque confiance dans moi, j'attache ment que me rendra plus fort de toutes parts. Personne ne sera compromis si je refuse ce qu'il veut et personne ne le sera, si mais seulement si on ne le veut pas. Pour effet.

¹ Espagne, 1. 522, n° 154. P. 409

1777 un billet privé, « qu'étant allés sans permission au service des Américains, le représentant du roi ne pouvait s'intéresser directement à leur sort, tout au plus leur rendre dans l'occasion des services d'humanité autant qu'il n'en seroit pas compromis¹ ». Une nouvelle démarche du père de Wubert et une seconde instance de M. de Noailles n'ont pas plus d'effet : « Le roi ne les ayant pas autorisés à prendre service chez les insurgés, ne peut en aucune manière les réclamer, » écrit une seconde fois le ministre, le 2 mai. Cette dureté apparente était un témoignage trop bon à montrer à l'Angleterre pour que le Gouvernement ne s'y tint pas avec persistance. A une autre démarche que fera M. de Noailles le 4 juillet, M. de Vergennes opposera très haut les mêmes motifs : « Ils sont partis sans aveu, le Gouvernement ne peut rien pour eux; il n'est pas possible que l'ambassadeur intervienne, on ne peut que leur administrer quelques secours pécuniaires, » et c'est à quoi, en effet, on resta fixé².

(On croyait donc que La Fayette avait « déféré aux ordres du roi ».

La Fayette ajoutait : « À quelque titre que l'Angleterre ait rendu les prisonniers à l'ant, on ne sauroit que quand bien même on seroit par la crainte de nous aggraver. Ce sentiment quoique peu flatteur en lui-même ne sauroit pas d'avoir son mérite de la part d'une puissance qui jusqu'ici ne s'en est pas montrée méritante. » *Angleterre*, t. 522, n° 12, f. 390.

« J'ai l'honneur de vous renvoyer Monsieur de Marquis, la lettre des prisonniers Français détenus à bord du *Sandwich* que vous m'avez communiquée. Le Roi ne les ayant point autorisés à aller prendre service chez les insurgés ne peut en aucune manière les réclamer. » « Il faut donc les abandonner à la discrétion du gouvernement d'Angleterre qui se laissera peut-être de les garder ou pers. » *Ibid.*, t. 523, n° 3, en 2 mai 1777.

« Je ne puis que plus dire des prisonniers Français et donc vous m'avez encore la lettre

« Mais je ne vous pas qu'il y ait lieu à aucune demande de notre part pour leur échange. Vous pouvez bien se l'occasion s'en présente les rendre de vous même quelque bon office, mais il n'est pas possible que vous puissiez comme commandeur. Ces gens le ont dû sentir à quel ils s'exposent lorsqu'ils ont été joindre les insurgés. La France ne lui ayant pas ne sauroit les réclamer. » *Ibid.*, n° 4, 6, 17 mai.

« Je partage avec vous Monsieur le Marquis l'impression douloureuse que fait sur la bonté de votre cœur la triste situation de ces malheureux Français que vous m'avez commandés. » « Ils précipités dans les fers des Anglais. Enverrai leur indigne exemple servir de leçon à d'autres, mais quel qu'on fasse et qu'on dise on ne peut en empêcher de courir journellement la même fortune. Ils trompent toutes nos prévisions pour empêcher cette migration qui sera utile aux Américains et qui ne nous

Le baron de Kalb, à Los Passajes, s'attendait que, revenu à Bordeaux, son jeune compagnon suivrait ses avis et traiterait pour la rétrocession de la *Victoire*. L'Allemand, lui, projetait de mettre à la voile sous peu, au compte des premiers armateurs, pour ne pas perdre le moment de l'ouverture des hostilités en Amérique, ou bien de retourner demander place sur un des navires de Silas Deane. Mais le parti qu'il supposait voir adopter au marquis était loin de l'esprit de ce dernier. Une autre manière, au contraire, de réaliser son dessein l'occupait maintenant. Officier du roi, il ne voulait pas s'en aller sans une autorisation positive. Il voyait assez qu'il ne l'obtiendrait pas, mais la ressource lui restait, tout en sollicitant encore cette faveur d'amener la cour à la lui laisser prendre ou à ne pas sévir s'il la prenait. On supplée à son silence en parlant ainsi, c'est à quoi, toutefois, il paraît s'être attaché, avoir « une espèce de oui du ministre », comme il le demandera plus tard, quand il pensera à l'expédition sur l'Inde anglaise dont nous donnions l'indication tout à l'heure¹. Il n'a pas été plus explicite sur ces démarches que sur celles du commencement. Il dit qu'il envoya à Paris des lettres et des émissaires, ne désespérant pas de faire céder son beau-père et, par ce dernier ou par d'autres que le prince de Coigny devait remettre en mouvement, de faire consentir M. de Maurepas lui-même. Kalb écrit le 9 avril que, par un billet du 5, il lui mande de l'attendre encore, quoiqu'on lui ait tout refusé². Enfin, dans une lettre du 12, le marquis insistait une fois de plus; il partait pour Marseille, mais

¹ Cela peut être connu de ceux que par nos papiers.

² « Nous ne pouvons que plaindre les infortunés Français qui sont prisonniers des Anglois, leur administrer quelques secours charitables, mais il n'est pas possible que vous fassiez aucun office pour leur procurer la liberté. Comme ils sont partis sans avoir leur famille, leurs biens personnels, et se trouvent en prison, on peut bien pour eux » (Anglo-

terre, n° 436, lettre privée non communiquée).

Lettre à Beaumartin (Morceau des Archives).

³ « Les causes qui nous forcent de réfléchir dans ce port subsistent toujours, car avant de nous aller en France, nous sommes obligés de nous rendre la permission du marquis ou de son propriétaire du vaisseau. Je vois, dans une lettre de MM. Duval, que le vaisseau qui nous avait amené à Bordeaux, le 3 avril, qui a

477 pensait toujours gagner le duc d'Ayen et prunt de veiller sur le vaisseau qui restait à son compte¹. Kalb, toutefois, continuant à peu compter sur le succès, ressentait plus d'impatience encore, quand, le 17, La Fayette, à franc étrier, arriva à Los Passajes, suivi du vicomte de Mauroy. Celui-ci avait repris sa qualité d'enrôlé, et, porteur d'une vive recommandation de Deane, assuré même de celle de Franklin et du comte de Broglie auprès de Washington, il avait rejoint le marquis à Bordeaux. Ensemble ils avaient trompé la police de son oncle, celle du lieutenant général, et étaient sortis définitivement de France². Immédiatement Kalb écrit à sa femme :

A l'instant même, le marquis arrive et il partira dans quelques jours avec nous. Il a pris cette résolution sur l'assurance qu'on lui a donnée à Paris que le duc d'Ayen seul a demandé l'ordre du roi, qu'au contraire, tout le monde

« trouve maintenant un courriel à Paris et
« qu'il attend maintenant son retour. Ceci me
« prouve qu'il n'abandonne qu'à contre-cœur
« son plus et son vaillant et qu'il espère ten-
« jours obtenir le consentement de sa famille
« et celui de M. de Murepas. J'ai peu d'espoir
« pour le succès. Je ne surs que le 11 à quoi
« m'en tenir même si La Fayette reçoit tant de
« suite une réponse de Paris. Ce long délai me
« désespérant, j'arrive maintenant trop tard
« pour l'ouverture des hostilités, et cela me met
« d'autant plus fâché que Monsieur Deane
« me a offert pour la traversée, une place dans
« un de ses bâtiments. Si l'affaire traîne on m'en-
« gager, je retournerai à Paris, ou je me ren-
« drai à l'île de Ré, pour y attendre des nou-
« velles de Deane ».

« A l'instant je reçois par la poste une
« lettre du marquis datée de Bordeaux, 5 avr.

« Il me dit qu'on ne lui a pas permis de partir
« et qu'il en a d'ailleurs obligation d'aller à Toulon.
« Il attend à présent le retour de son courrier
« envoyé à Paris et il me communiquera la ré-
« ponse qu'il en recevra. Le 5 avr. Kalb ajoute

« Dans la lettre du 11 de ce mois que j'ai reçue
« du marquis il me dit qu'il était sur le point
« de partir pour Marseille, où il doit arriver
« aujourd'hui, selon les ordres du roi. Il me
« fait savoir que la cour traite son affaire avec
« importance, mais qu'il ne désespère pas de
« gagner le duc d'Ayen à sa cause, et qu'il es-
« père encore pouvoir me rejoindre. Il me prie
« donc de ne pas mettre sous voiles jusqu'à ce
« que j'ai reçu une lettre de la part de Toulon
« car d'un autre côté, si je dois attendre son
« arrivée à Marseille, je me vois forcé de rester
« au moins jusqu'au 26. Il ressort de la lettre
« de La Fayette que le vaisseau est toujours à
« son compte. Il me prie de veiller à ses in-
« térêts et de prendre soin que ses avances ne
« restent le plus tôt possible ».

¹ Sur toutes ces circonstances on aurait été
difficilement renseigné d'une manière plus ac-
curate que ne l'étaient les nouvelles par qui
Métas savait alors rédiger la *Correspondance*
secrete. Voir en effet ce qu'on y lit t. II
p. 264 lettre de Vermilles du 2 avril 1793.

² Le même jour presque général de nosse

approuvait son entreprise qu'on blâmait sévèrement son beau-père de lui avoir créé des difficultés, et que les ministres interrogés sur leur véritable opinion à ce sujet, ont répondu qu'ils n'auraient fait mention du rien, sans les plaintes du duc d'Ayen. Nous sommes donc résolus à continuer notre route à moins qu'il ne nous arrive encore un empêchement extraordinaire.

1777

F. Kapp, abrégé chap. vi

Mauroy, qui avait la confiance du comte de Broghe, était peut-être le porteur particulièrement choisi de ces encourageantes appréciations de la cour, ou d'assurances telles sur les suites qu'il n'y avait plus qu'à partir. C'est un détail à rechercher dans les documents qui pourront ultérieurement surgir. Il offrirait plus qu'une curiosité biographique; ce serait un témoignage topique des détours et des feintes employées, par le cabinet de Louis XVI ou par ceux qui le secondaient, pour aider les États-Unis et leur préparer la participation de la France sans donner à l'Angleterre le droit d'écarter. La lettre du 12, évidemment, avait été conçue dans l'espérance qu'on l'intercepterait et qu'elle détournerait la surveillance. La Fayette avait écrit à M. de Maurepas, à la fin, que le silence du cabinet, en présence de ses demandes, lui semblait un consentement tacite; il avait

« mis à l'ordre du jour, et les offres que les agents des Amé-
ricains font ou font faire, engagent nombre
« de nos officiers à passer en Amérique avec
« congé si on leur en accorde, et sans congé si
« on la leur refuse. Le marquis de la Fayette
« gendre du duc de Voultes, digne de l'ancien
« culte de promesse du ministre pour son ser-
« vice, a pris le parti de faire passer au secret
« un navire à Bordeaux, sur lequel il a est em-
« barqué avec cinquante autres officiers pour
« aller joindre Washington, laissant sa femme
« jeune et jolie et fort riche et un enfant se-
« ptuagenaire. Au moment de son départ il a
« été concerté avec M. Franklin et
« Lesclapart qui avait confié son attention au duc de

« Cognac son ami, qui eut devoir en avertir la
« famille, elle a fait courir après le navire
« mais il était déjà en pleine mer, lorsque les
« ordres de l'arrestation sont arrivés. » Il est vrai
que M. de la Fayette, six semaines après cet
« événement, nous envoie le plus extraordinaire et
« curieux rapport. Le marquis de la
« Fayette et son Français sont, dit-on, sans
« nouvelles retournés à Boston. » On peut
juger par ces exemples de l'autorité histo-
rique à accorder à ce recueil. Vous donnons à
l'annexe III du présent chapitre la version con-
temporaine de *L'Espion anglais* sur le départ
du marquis et celles que ce dernier a rédigées
lui-même.

77 déclare la même chose au lieutenant-général, M. de Fumel, puis il avait cessé d'attendre. A l'explication dont Kalb se fait l'interprète, on juge de l'impulsion que les esprits avaient reçue de l'entreprise; et cette interprétation-là s'est retrouvée au même moment sous d'autres plumes que la sienne. La note de Jared Sparks a appris depuis à tout le monde comment les deux jeunes gens étaient sortis en poste par la route de Toulouse, avaient bientôt tourné sur celle d'Espagar, La Fayette à cheval, vêtu en courrier, Mauroy dans la chaise, et comment, reconnu à l'auberge de Saint-Jean-de-Luz, le marquis avait été près de se voir retenu encore. Le dimanche soir, 20 avril, il donna enfin le signal à la *Victoire* et lui fit mettre le cap droit aux côtes des États-Unis, malgré la résistance du capitaine, qui redoutait, pour les valeurs placées par lui dans la cargaison, les vents contraires et surtout les croisières ou les coureurs anglais. Les grandes vies comme les grandes choses ont des commencements où leur caractère se révèle et se marque par des traits que la suite ne dément plus.

Ce départ définitif aurait dû paraître très coupable à Versailles, puisqu'on avait si positivement paru l'interdire, cependant on ne s'exprime pas à son sujet avec plus de sévérité que la première fois. Les préoccupations sérieuses étaient autre part. On attendait la visite de Joseph II, et sa présence prochaine auprès de la reine inquiétait les conseillers du roi sur l'influence politique que le fils aventureux de Marie-Thérèse venait peut-être exercer. C'étaient, disaient-ils, « des hypothèses à envisager, et sur lesquelles il paraissait être de la dignité des ministres d'éclairer la religion du roi ». Aussi, dans le temps même où Silas Deane insistait pour se disculper, où l'on suivait les pourparlers de la place Vendôme, où l'on se débattait contre le changement de manière d'être de M. de Floridablanca, qui menaçait nos rapports avec l'Espagne, M. de Vergennes rédigeait un mémoire pour garder désormais la France des ambitions et des séductions de l'Autriche. L'une des pièces les plus empreintes du sens d'État que le mi-

ministre ait écrites est certainement celle-là. Il y marquait la séparation positive de la politique de ses prédécesseurs, en face de l'Allemagne, d'avec celle qu'il allait instituer et qui consistait à établir la situation de notre pays, en Europe, sur les solides fondements de ses intérêts véritables et de la justice envers les autres États. Sans récriminer, pour parler comme lui, « contre un système que Sa Majesté avait trouvé établi et que sa sagesse lui avait fait approuver », il s'efforçait d'empêcher le roi de retourner à des liens dans lesquels « l'une des parties se croirait en droit de tout exiger de l'autre et nullement tenue à lui rien rendre ». Il montrait donc l'impossibilité de prendre l'engagement d'employer toutes ses forces à soutenir ces liens-là, puisque déjà un engagement pareil était pris dans le Pacte de famille, il faisait toucher du doigt qu'en définitive le point de mire serait l'écrasement de la Prusse, l'écrasement du parti protestant d'Allemagne avec elle, la disparition dès lors de toute digue contre la puissance de l'Autriche, le roi de Prusse pouvait s'étendre sans danger pour nous si ce n'était pas sur le Rhin, tandis que l'extension de l'Autriche nous menaçait de préjudices, et y consentir en échange de territoires, au prix des Pays-Bas, par exemple, ne serait pas seulement nous créer des voisinages hostiles là où nous n'en avions que d'amicaux, mais commettre de criantes injustices auxquelles une âme droite comme celle de Sa Majesté ne saurait s'arrêter. Développant là de nouveau la conception de la politique honnête et anticonquérante qu'il avait en quelque sorte donnée pour caractère au règne, il faisait appel à cette politique, chez le roi comme à la vertu que l'on savait être en lui souveraine. « Quand on réfléchit », écrivait-il :

Quand on réfléchit aux injustices criantes qu'il faudrait commettre, nous à un honnête ne peut s'arrêter sur ce projet. Celle de V. M. n'est pas disposée à un sentiment si revoltant, si la justice étoit exilée du reste de la terre, elle prendroit son asile dans le cœur de V. M.

La France constituée comme elle l'est, doit craindre les agrandissements bien plus que les diminutions; plus d'étendue de territoire seroit un poids

17. J'ai placé aux extrémités qui affaiblissent le centre. Elle a en elle-même tout ce qui constitue la puissance réelle, un sol fertile, des denrées précieuses dont les autres nations ne peuvent se passer, des habitants laborieux et industrieux, des sujets zélés et soumis, passionnés pour leur maître et pour leur patrie. La gloire des rois conquérans est le fléau de l'humanité, celle des rois bienfaisans en est la benédiction. C'est celle-ci, Sire, qui doit être le partage d'un roi de France, et plus particulièrement celui de V. M^{te} qui ne respire que pour le bonheur du genre humain. La France placée au centre de l'Europe a droit d'influer dans toutes les grandes affaires. Son roi, semblable à un juge suprême, peut considérer son trône comme un tribunal institué par la Providence pour faire respecter les droits et les propriétés des souverains. Si en même temps que V. M^{te} s'occupe avec tant d'assiduité à rétablir l'ordre intérieur de ses affaires domestiques, elle dirige sa politique à établir l'opinion, que ni la soif d'envahir, ni la moindre vue d'ambition effleure son ame, et qu'elle ne veut que l'ordre et la justice, ses arrests seront respectés, son exemple fera plus que ses armes. La justice et la paix regneront partout, et l'Europe entière applaudira avec reconnaissance à ce bienfait qu'elle reconnaitra tenir de la sagesse, de la vertu et de la magnanimité de V. M^{te}.

12 avril 1777

Arch. nat. K. 164 n° 3 An. 1777 n° 3 Minute de M. de Vergennes

Un autre sujet, plus instant encore, tenant un peu loin de l'esprit du secrétaire d'Etat les détails de « l'équipée » de *la Victoire*. Dans ces mêmes jours du commencement d'avril, la situation des deux Couronnes et de l'Angleterre était telle que M. de Vergennes voyait clairement approcher la guerre. Tout en s'efforçant de redresser les idées du nouveau premier ministre d'Espagne ou les inspirations auxquelles celui-ci se laissait aller, il demandait à fixer ensemble le plan que cette perspective commandait, à aviser aux suites que l'on devait y chercher ou qu'on devait en attendre. Dans une note écrite pour le conseil, le 5, il précisait et le programme à suivre et la conduite à

On trouvera à l'annexe III la présentation du texte et de ce mémoire au roi

tenir en conséquence. Soigneusement mise au net de sa main, cette note porte pour date, ainsi qu'on le voit ici, le mois de sa rédaction et le sommaire de ce qu'elle contient¹ : 1777.

Ann. 1777.

Question sur les mesures à prendre pour se préparer contre l'Angleterre

Si l'on réfléchit sur les termes de défiance ou les choses sort entre la France et l'Ang^e aux provocations multipliées que celle la reçoit journellement de l'autre, ne doit on pas prévoir qu'une guerre ouverte en sera dans peu de mois la conséquence, et aviser des à présent aux mesures qu'il convient de prendre pour la soutenir avec avantage ? On ne se permet pas de rien proposer qui tende à prévenir les Anglois quoique ce serait peut être ce qu'il y aurait de mieux à faire.

Les pêcheurs que nous avons en grand nombre à la mer nous rendant plus patients que nous ne le serions si nous n'avions pas cet intérêt prétieux à songer ne seroit-il pas à propos si l'on pense qu'il y aurait trop d'inconvénient à détacher des vaisseaux et des frégates pour les recueillir et les ramener, du moins d'envoyer sur le Grand Banc quelques corvettes pour veiller à ce qui s'y passe, les avertir de se tenir sur leurs gardes et de revenir le plus tost qu'ils pourront ? Rappelons nous que ce fut dans le mois d'août 1755 que les premières hostilités éclatèrent. Ne seroit il pas temps d'aviser aux mesures à prendre pour faire partir à la fin d'août ou au commencement de 7^{bre} les troupes nécessaires pour mettre dans un meilleur état de défense nos colonies en Amérique ? On peut d'observer que si l'on ne se décide pas à cette mesure et qu'on ne puisse l'annoncer à l'Espagne comme définitivement assurée, il n'est guère possible de lui proposer le concert, qu'il seroit instant de former et de l'engager à y entrer.

Au moment où les Anglois voudront commencer la guerre on doit s'attendre qu'ils viendront bloquer le port de Brest, quand nos armemens seroient plus avancés qu'ils ne le sont, il ne seroit peut être pas prudent de manquer un

¹ Le dernier chiffre de la date se trouve surchargé de manière à laisser lire 1778 presque aussi bien que 1777. Mais voyez ci-dessous la situation toujours et celle à laquelle corres-

pond cette page. Le texte de la note lève d'ailleurs de lui-même tous les doutes sur sa date réelle : il se rapporte sans contestation possible aux faits de l'année 1777.

- .777. combat pour les chasser, mais ce qu'ils peuvent avoir de vaisseaux prêts n'étant pas suffisant pour veiller partout, ne pourroit-on pas augmenter leur embarras et les forcer à partager leurs forces, 1^o en augmentant les nôtres dans la Méditerranée, 2^o en invitant l'Esp^a à en faire de même dans ses ports, 3^o en faisant passer la division de v^a que nous nous proposons d'avoir en Amérique et dans l'Inde; 4^o en tenant des troupes en assez grand nombre prêtes à s'avancer depuis Dunkerque jusqu'à Dieppe pour faire craindre un projet de descente en Ang^{re}?

Celui qui obligé à faire la guerre ne veut pas sortir de la défensive, doit nécessairement éprouver des pertes, et lorsqu'il en assure il manque d'objets de compensation pour les tempérer. Si nous devons avoir la guerre il faut donc avoir un plan offensif tout prêt. On croit qu'il seroit instant de s'en occuper et par conséquent de consulter ceux des officiers de marine sur l'intelligence et la discrétion desquels on peut compter.

Enfin ne pourroit-on pas des à présent disposer ces de nos frégates qui ne sont pas nécessaires à la suite des escadres de manière à tomber sur le commerce anglais au moment où les hostilités éclateront.

Espagne, 584 n° 55

Le Gouvernement avait ainsi de graves raisons de n'être ému de la désobéissance de La Fayette que pour en éviter la responsabilité. La répudier allait de soi pour la forme, même la mal qualifier tout haut; la subordination militaire, les convenances de la cour en faisaient une nécessité, mais elle servait les vues de ce programme de « précautions contre l'Angleterre » et il ne semble pas douteux qu'on en éprouva fort peu de peine. C'est M. de Maurepas qui se chargea de prévenir le marquis de Noailles de l'inefficacité des défenses auxquelles il avait semblé si bien se fier. Il le lui manda fort tranquillement, le 28 avril, dans un autre billet tout privé dont Linguet encore est, au fond, le sujet principal :

Vous aurez appris, Monsieur le Marquis, l'inutilité de nos précautions pour M. le marquis de la Fayette, M. le Maréchal, que j'eus l'honneur de voir hier, m'a paru tout aussi affligé que vous le serez sûrement. D'ailleurs toute votre

naison n'a rien à se reprocher et le roy ne peut vous savoir mauvais gré des démarches d'un jeune homme à qui on a fait tourner la tête.

Angleterre, t. 322 143 f. 45a

M. de Vergennes en parle à son tour à l'ambassadeur quatre jours après, c'est à la fin d'une autre lettre privée sur les conséquences à attendre dans le cas où les Colonies seraient soumises ou bien s'établiraient définitivement en nation nouvelle. Pour le ministre, le fait ne dépasse pas la mesure d'une affaire domestique. Le ministre se montre plutôt amusé par la déconvenue du représentant de l'Angleterre qu'embarrassé et mécontenté par ce dénouement.

Nous sommes dans de nouvelles inquiétudes par rapport à M. de la Fayette et il y a de fortes apparences qu'après s'être soumis aux ordres du Roi son effervescence le rappelle à ses premières idées. J'en suis véritablement affligé pour vous et pour vos proches. Ses conseils sont bien coupables. Je ne puis vous dire si le Roi est informé de cette seconde équipée, je me garderai bien de lui en parler. Le Lord Stormont en parait de très mauvaise humeur, il a le talent de donner beaucoup de valeur à de très petites choses.

A Versailles le 2 mai 1777

Ibid., t. 323 n° 3 bis

L'hôtel de Noailles, même, en avait pris son parti, dirait-on, le premier moment passé. Dès l'abord on y avait cru le jeune officier en mer pour tout de bon et l'on avait prié Gérard de lui faire tenir en Amérique par l'intermédiaire de Silas Deane, des correspondances des « paquets » qui contenaient sans doute des reproches, voire des ordres de rentrer, quoique probablement pas avec la pensée sérieuse qu'ils pussent aboutir¹. Mais le public applaudissait unanimement. L'opinion des salons, comme celle des novellistes et des politiques, forçait les improbations à se taire et les résistances à se déjuger. Franklin et Deane étaient transportés par ce qu'ils entendaient ou

¹ Le duc d'Ayen rendit compte des « paquets » au premier comte de la Fayette en apprenant le retour du marquis à Paris.

voyaient. A la lueur du feu que leur patriotisme y puisait, ils devenaient pour ainsi dire l'avenir, tandis que ces incidents avaient leur cours, et ils pouvaient mander au Congrès le 9 avril :

Toute l'Europe est pour nous. Nos articles de confédération, traduits et publiés ici, ont donné une apparence de consistance et de solidité aux États-Unis qui commencent à les faire considérer beaucoup. Les constitutions particulières de la plupart des États, également traduites et publiées, sont matière à spéculation pour les politiques de l'Europe, et l'opinion générale est que si nous réussissons à établir notre liberté, une fois la paix assurée nous recevrons de l'Europe un immense accroissement de population et de richesse par le fait des familles qui viendront jouir de nos privilèges et apporteront leur fortune avec elles. La tyrannie est si générale dans le reste du monde que la perspective d'un asile en Amérique, pour ceux qui aiment la liberté, produit une satisfaction générale et que notre cause est regardée comme celle de l'humanité. Les esclaves aussi bien que les déshérités sont notre recrutement naturel. Nous travaillons pour la dignité et le bonheur du genre humain. Il est glorieux pour les Américains d'être appelés par la Providence à ce poste d'honneur.

Diplomatic correspondence, t. 1, p. 278.

M. de Vergennes parlait d'équipés, on n'a pas une seule pièce permettant de dire si ce mot exprimait au vrai son sentiment. Un fait

« All Europe is for us. Our articles of confederation being by our means translated and published here have given an appearance of consistency and firmness to the American States and government, that begins to make them considerable. The separate constitutions of the several States are also translating and publishing here, which afford abundance of speculation to the politicians of Europe and it is a very general opinion that if we succeed in establishing our liberties, we shall as soon as peace is restored receive an immense addition of numbers and wealth from Europe, by the families who will come over to partake

« in our privileges, and bring their estates with them. Tyranny is so generally established in the rest of the world, that the prospect of an asylum in America, for those who love liberty, gives general joy, and our cause is esteemed the cause of all mankind. Slaves naturally become here as well as wretched. We are fighting for the dignity and happiness of human nature. Glorious is it for the Americans, to be called by Providence to this post of honor » *Diplomatic correspondence*, t. 1.
— Franklin personnellement écrit dans les mêmes termes à Samuel Cooper. *The Works of Franklin*, t. VIII, p. 223.

positif, c'est qu'aucun document émané de lui ne le montre donnant un concours quelconque à l'entreprise de La Fayette. En tout cas, elle rendit de nouveau le gouvernement du roi prodigue d'ordres que l'on pût montrer en vue de répondre aux plaintes de l'Angleterre, de prescriptions pour gêner un peu plus dans les ports les armements américains¹. Franklin et Deane avaient alors laissé Arthur Lee aller en Prusse à la recherche d'un port où ils amèneraient et vendraient librement les prises de leurs corsaires, que la France les obligeait trop souvent à rembarquer. Réduits à imposer encore la patience au comité du Congrès, ils lui écrivaient que l'adoption du traité proposé par eux à Versailles arriverait, mais pas encore. Ils mandent, le 25 mai, que le gouvernement du roi « ne veut rien faire impliquant la reconnaissance de l'indépendance tant qu'il est en paix avec l'Angleterre, mais qu'il comprend tous les avantages du traité, qu'on peut lui donner le temps et ne pas le troubler par des importunités inutiles ». En attendant, la *Victoire* traversait l'Atlantique. Par l'effet de

La circulaire suivante fut notamment envoyée à Versailles le 17 mai 1777. — Le Roi a été informé M^r qu'on prépare dans ses ports l'armement de plusieurs navires qui doivent être chargés partie en marchandises partie en munitions de guerre, que ces navires doivent avoir à leur bord des Américains comme passagers lesquels doivent prendre à la mer la communication avec des patentes américaines, pour pouvoir en cas de rencontre faire des prises sur les sujets du roi d'Angleterre. L'intention de S. M. n'étant point d'autoriser ces sortes d'armements, vous voudrez bien faire toutes les précautions nécessaires, mais avec la prudence convenable, afin d'être en état de remédier à toutes les opérations de ce genre qui pourroient être projetées dans les ports qui ressortissent de votre dépt^t et vous en ferez vos ordres en conséquence aux officiers des classes établis dans les différents quartiers qui en dépendent. Vous aurez soin

de m'instruire dans le plus grand détail de tout ce qui peut avoir quelque rapport aux affaires de la Nouvelle-Angleterre. Je vous recommande la plus grande vigilance et la plus grande exactitude sur cet article. Vous serez très attentif à me donner avis de l'arrivée des bâtiments de l'Amérique des nouvelles qu'ils auront rapportées, de la nature de leur chargement, du nombre de leurs équipages. Je vous recommanderai aussi de me instruire exactement et d'avance de tous les armements qui se projettent, soit directement soit indirectement pour l'Amérique espagnole et de ne rien laisser ignorer de tout ce qui pourra venir à votre connaissance sur des objets dont il est important que je sois parfaitement instruit. — Je suis très parfaitement M^r votre très humble et très dévoué serviteur — Du Sartre ». Archives de la marine de Bordeaux. *Correspondance ministérielle*, no 177 p. 19.

1777 hasards heureux, elle évitait et la rencontre des navires français dépêchés par Sartine et celle des croiseurs britanniques. Avec la satisfaction vive de voir l'élan imprimé à l'opinion par cette équipée qui attachait tous les regards sur leur pays, les deux députés, à cette date, annoncent au Congrès, comme une précieuse raison d'espérer ayant peu une alliance complète, le départ du vaisseau de La Fayette. Leurs paroles seraient pour la mémoire de celui-ci un témoignage qui suppléerait tous les autres, si ces autres manquaient :

Le marquis de la Fayette, jeune gentilhomme de grands entoursages de famille et de grande fortune, est parti pour l'Amérique sur un vaisseau à lui, accompagné par quelques officiers de distinction, afin de servir dans nos armées. Il est extrêmement aimé et les vœux de tout le monde le suivent, nous ne pouvons qu'espérer qu'il trouvera une réception qui lui rende le pays et son entreprise agréables. Ceux qui le censurent comme une légèreté de se part applaudissent néanmoins à l'esprit qui l'anime et nous serons heureux que les prévenances et les respects qui lui seront montrés soient utiles à nos affaires et en faisant plaisir non seulement à ses précieuses relations et à la cour, mais à toute la nation française. Il a laissé une jolie jeune femme et, pour l'amour d'elle particulièrement, nous espérons que sa bravoure et son ardent désir de se distinguer seront un peu retenus par la sagesse du général, de manière à ne pas permettre qu'il se hasarde trop, à moins que l'occasion ne l'exige.

B. FRANKLIN, SILAS DEANE

Paris le 25 juin 1777

Diplomatic correspondence, t. I, p. 275

« The Marquis de la Fayette a young nobleman of great family common here and great wealth, is gone to America in a ship of his own accompanied by some officers of distinction, in order to serve in our armies. He is exceedingly beloved, and every body's good wishes attend him, we cannot but hope he may meet with such a reception as will make the country and his expedition agreeable to him. Those who censure it as imprudent in him do nevertheless applaud his spirit and we are

satisfied, that the civilities and respect, that may be shown him, will be serviceable to our affairs here, as pleasing not only to his private relations and to the court, but to the whole French nation. He has left a beautiful young wife, and for her sake particularly, we hope that his bravery and ardent desire to distinguish himself will be a little restrained by the general's prudence, so as not to permit his being hazarded much. But on some important occasion, B. FRANKLIN, SILAS DEANE »

Le biographe de Kalb avait oublié ce ph des « plénipotentiaires », quand il a pensé devoir à l'amour-propre de sa nation de ne point accepter que le jeune marquis fût vraiment l'auteur et le chef de ce départ pour l'Amérique et que Kalb n'y eût qu'un second rôle, comme les mémoires de La Fayette et la note de Jared Sparks l'ont fait tenir pour certain. Évidemment c'est bien le marquis qui emmenait tout le monde, comme ç'avait été Kalb quand il s'agissait du départ du Havre. Toutefois, cet officier de vingt ans, et si ardent, avait inné la déférence et l'attachement. Ni Kalb ni aucun de ses compagnons ne lui ont une seule fois reproché sa prééminence : ils neurent à la sentir que par l'appui qu'elle leur valut. Le chevalier du Buisson écrit à son frère, du camp de Walley Forge le 18 janvier 1778 : « Je t'envoie deux gazettes anglaises qui parlent du marquis de la Fayette avec le plus grand éloge ; il le mérite car il se conduit ici de manière à acquérir la plus brillante réputation¹. » Mais ce ne sont pas uniquement les compagnons du marquis, c'est Washington, c'est l'armée américaine tout entière, ce sont les commandants des forces françaises, plus tard, qui seront séduits par la sincérité de sa nature, par l'intelligente chaleur et la modestie de son dévouement. Une fois en plein Océan et n'ayant plus que les vaisseaux anglais à craindre, bientôt dans le rude apprentissage d'une guerre inégale et de privations, sa pensée le ramène au foyer d'affection qu'il a quitté. Des lettres remplies de tous les charmes des choses du cœur expliquent à la jeune femme qui l'aima d'une passion accrus sans cesse les raisons à l'empire desquelles il avait cédé et qui soutenaient ses espérances. On croirait être chez Franklin ou écouter un des porteurs recherches des salons d'alors, en l'entendant lui dire, encore en mer, après avoir imploré avec une grâce caressante le pardon d'une faute pour le secret de laquelle il s'était refusé même un adieu caché.

Défenseur de cette liberté que j'adorais, libre moi-même plus que personne, en venant comme lui offrir mes services à cette république si intéressante je

Kipp chap. vi — ¹ Nous reproduisons cette lettre presque en entier à l'annexe II du présent chapitre comme le complément des raisons qui concernent le départ du marquis.

- 1777 n'y porte que ma franchise et une bonne volonté, nulle ambition, nul intérêt particulier, en travaillant pour ma gloire, je travaille pour leur bonheur. J'espère qu'en ma faveur vous deviendrez une bonne américaine, c'est un sentiment fait pour les cœurs vertueux. Le bonheur de l'Amérique est intimement lié au bonheur de toute l'humanité, elle va devenir le respectable et sûr asile de la vertu, de l'honnêteté, de la tolérance, de l'égalité et d'une tranquille liberté.

Mémoires et Correspondances lettre du 30 mai-7 juin 1777

« En travaillant pour ma gloire » : plusieurs ont supposé La Fayette poussé à son entreprise par les suggestions secondaires que suscite cette passion de la gloire, autant du moins, sinon plus, que par les inspirations élevées. Il est certain que la recherche de la gloire n'a pas tenu dans sa vie une place minime. Lui-même n'a point dissimulé que sa nature l'y portait. « J'avoue à ma honte que c'est un moyen trop assuré de m'éblouir », écrira-t-il six mois après à Washington, à propos d'une circonstance où l'on avait pensé qu'il n'avait pas eu d'autre mobile. Il y revient à plusieurs reprises, dans les premiers temps de ses relations avec cet ami qui aurait pu être son père et qui le conseillera comme le plus affectionné des fils¹. Mais ce mobile-là, si grand qu'on l'ait cru en lui, fut au fond le moindre, car il n'avait rien de son sens vulgaire. C'est la gloire vraie qu'il recherchait, non celle de vanité pure. Le 31 décembre de cette année 1777, il écrit à son « cher général », pour qui c'était déjà une joie intime de s'entendre appeler ainsi par cet officier si jeune :

Quel homme ne joint pas la pure ambition de la gloire à cette autre ambition d'avancement, de rang et de fortune ? Pour moi, dans mon ardent amour pour elle, je ne supporte pas l'idée qu'un si noble sentiment soit mêlé à des sentiments peu élevés.

Let. n. d. 30 novembre 1777

« Je sais bien mon cher général, que vous êtes tout pour me procurer la seule chose que j'aime : la gloire » 19 février 1778
« J'ai tous encore » je ne puis maîtriser la viva-

« cide de mes sentiments des que ma réputation et ma gloire sont touchées » il les appelle « cette portion de mon bonheur sans laquelle je ne puis vivre » Albany 23 février 1778

Mémoires et Correspondances 1. 1





Voilà ce qu'il était réellement. Il courut en Amérique parce qu'il était cela. Il eut conscience, dès le premier moment, de ce qu'il a aimé et servi dans la révolution des colonies anglaises, il pensait déjà tout ce qu'il en dira plus tard. Fonder le pays de la liberté, c'est là qu'il chercha la gloire. En même temps, c'était à « venger sa patrie ». Un des premiers il prononcera ce mot. Le 23 octobre, ayant alors donné sa mesure à l'armée de Washington, impatient d'être plus utile et de porter des coups, tout plein encore d'idées puisées dans les conversations du comte de Broglie, il adressera à Versailles ce plan, dont nous parlons plus haut, d'une irruption sur l'Inde ou sur les comptoirs anglais, et pour cette entreprise il s'offrira dans ces termes :

Mon amour pour ma patrie m'a fait considérer avec plaisir sous combien de points de vue les chagrins de famille de l'Angleterre peuvent lui être avantageux . . . Sans me donner des airs de prophète sur les affaires présentes mais persuadé honnêtement que nuire à l'Angleterre c'est servir (comme je dirais c'est venger) ma patrie, je crois cette idée faite pour mettre en activité les ressources quelconques de tout individu qui a l'honneur d'être Français . . . Pour peu que je puisse réussir, la flamme du moindre établissement anglais, dut-elle fondre une partie de ma fortune, satisfait mes vœux en éclaircissant nos espérances pour une occasion plus propice.

L'idéal des grands arts, leur chimère, si l'on veut, voilà ce qui inspirait le jeune marquis. Cette « gloire » dont il parlait, il la voyait là où l'antiquité l'avait placée, à dépasser les autres au service des choses de haute portée. Il n'était pas différent à l'époque de l'*Éper de bois*. De l'autre côté de l'Atlantique, au sein de la vie d'action qu'il vient d'ouvrir devant lui, il a le souvenir de ce petit club de jeunes, comme d'un milieu où il se sentait heureux de s'être formé. En prenant terre à Charlestown, une de ses premières pensées est pour cette réunion d'amis. C'est sous l'invocation en quelque sorte des sentiments qu'elle avait fortifiés en lui qu'il commence cette campagne d'Amérique, si ardemment recherchée. A peine éveillé, après sa première

..

1777 nuit de repos sur ce vaste continent d'où il devait revenir à tout jamais célèbre, il écrit à M^{me} de la Fayette :

Faites tous mes compliments à vos amis et aux miens. Ce que j'entends par mes amis, vous savez bien que c'est la chère société, société de la cour autrefois et qui, par le laps de temps est devenue société de l'*Épee de bois*. Nous autres républicains nous trouvons qu'elle en vaut bien mieux.

Lettre de Charlestown du 19 juin 1777

ANNEXES DU CHAPITRE VII.

I

ACTES D'EMBARQUEMENT DE KALB ET DES AUTRES COMAGNONS DE LA FAYETTE A BORD DE LA VICTOIRE

J'atteste que M^r Jean baron de Kalb officier au service du roy de France âgé de 43 ans, de haute taille cheveux châtains. M^r François Augustin Martin de Barbezieux âgé de 32 ans, moyenne taille cheveux châtains, M^r Louis-Angé de la Colombe Dupuy envellay¹, âgé de 22 ans, de moyenne taille cheveux châtains. M^r Charles Bedoux natif de Neufchatel en Suisse âgé de 25 ans de haute taille cheveux blonds. Et M^r Philippe Louis Candon natif de Versailles âgé de 26 ans, de haute taille cheveux bruns professent la religion catholique apostolique romaine et s'embarquent sur le navire la Victoire cap^t Le Boursier pour aller à S^t Domingue où ils vont p^r affaires.

Bord^e le 21 mars 1793.

Dubois-Martin /
C. Bedoux
Le ch. De la Colombe
KALB
CANDON

J'atteste que le sieur Jacques Franval natif de La Reche âgé de 26 ans. S^t Louis Gimal d'Agen âgé de 22 ans de moyenne taille cheveux châtains et Leonard Price natif de Sauveterre âgé de 22 ans, moyenne taille cheveux châtains professent la

Signature du Puy de Volas

religion catholique apostolique romaine et embarquent sur le navire la Victoire
cap^{te} Leboursier pour aller à S^t Domingue

Bord^e le 21 mars 1777

Jacques Rousseau
J. Rousseau

J'atteste que M^r Louis de Vregny natif de Strasbourg âgé de 36 ans, taille haute
cheveux noirs. M^r Jean Pierre Rousseau de Fayols natif de Notre Dame près Ruffet
en Poitou, âgé de 27 ans. M^r Guillaume de Lesserte d'Angouême âgé de 25 ans
de haute taille cheveux châtains et M^r Charles Antoine de Valfort natif de Thion-
ville généraliste de Metz âgé de 27 ans, de haute taille cheveux bruns professent
la religion catholique apostolique romaine et embarquent sur le navire la Victoire
capitaine Leboursier pour aller au Cap Bord^e le 22 mars 1777

Rousseau de Fayols Vregny de Lesserte
Valfort.

J'atteste que S^r Jean Capitaine Ruffet en Angoumois, âgé de 38 ans taille moyenne
cheveux noirs, M^r le chevalier Dubusson de Moudin en Bouvarais âgé de 25 ans
taille moyenne cheveux châtains et Jean et Louis Lepas de Ceran près Rouen âgé de
28 ans taille moyenne cheveux blond ancien catholique, lesquels desirant embar-
quer sur le n^o la Victoire, capitaine Leboursier p^r aller au Cap ou ils vont p^r affaires
A Bord^e le 24 mars 1777

Capitaine Le M^r Dubusson

Registre des passagers du 19 janvier 1777 au 19 mai 1778, manuscrit n^o 3
sous parchemin dans les Papiers de l'AMIRAUTÉ DE GUYENNE conservés
au greffe du tribunal de commerce de Bordeaux

II

VERSIONS SUR LE DÉPART DE LA FAYETTE POUR L'AMÉRIQUE

1. EXTRAIT DE L'ÉPIQUE ANGLAISE

DE CORRESPONDANCE SECRÈTE ENTRE MILORD TOUT VERT ET MILORD TOUT NOUILLES

Paris 16 mai 1775

Mais le départ du marquis de la Fayette me semble plus décisif que tant d'hostilités accumulées. Je vous en fais juge, Milord, et je vais rassembler sous vos yeux toutes les circonstances d'une anecdote aussi extraordinaire. Il faut d'abord vous bien instruire du personnage, de son caractère, de ses entours, de la manière dont il a été rappelé, emprisonné, dont il a été mis en liberté et en a profité pour suivre son premier projet. M. le marquis de la Fayette est un seigneur de distinction, dont le père fut tué à la bataille de Roshach et laissa sa femme enceinte de cet enfant précieux. Il a conséquemment environ 20 ans, il est marié depuis peu à la fille du duc d'Ayen¹, et la marquise est grosse d'environ 5 mois. Il était allé en Angleterre avec d'autres jeunes gens de qualité, et l'objet d'y voir son oncle le M^{re} de Nouilles, ambassadeur en cette cour, était un motif suffisant pour ne pas rendre son voyage suspect. Vraisemblablement il méditait déjà le dessein de passer en Amérique. Durant son séjour à Londres il a étudié la langue il a beaucoup vécu avec les membres de l'opposition et peut-être avez-vous eu occasion de le connaître. Quoiqu'il en soit après avoir fait son traité avec les agents des insurgens il a acheté chez nous même, une petite frégate qu'il a appelée *la Vierge* il s'y est embarqué et au lieu de revenir en France, il a fait voile pour la côte d'Espagne, où il devait prendre des officiers dont il s'était assuré, mais, instruit à temps, le vicomte de Stormont n'a pas manqué de faire une requision à son sujet. Le ministère a dû ignorer absolument la déviation de ce jeune seigneur, il l'a approuvée sans tergiversation, et a paru se donner en conséquence tous les mouvements nécessaires pour l'empêcher. On a envoyé à sa poursuite, et comme on savait où il devait relâcher pour trouver d'autres camarades, qui, afin de mettre moins d'affection dans leur passage, étaient allés s'embarquer à Saint-Sébastien, on l'a devancé. Ceux-ci ont été

Fils aîné du marquis de Nouilles

obligés de rétrograder, et le commandant de la place a notifié au marquis de la Fayette, au nom de S. M. Catholique, les ordres du roi de France de revenir. Remarquez bien ceci Milord : c'est à Bordeaux qu'on l'a ramené, où commande le maréchal de Mouchy, autre Noailles, il a été mis au Château-Trompette en punition de son évanouissement sans agrément, sans passeport, quoiqu'au service, puisqu'il était capitaine de cavalerie : ce n'a pas été long ni ne méritait de l'être. On a répandu le bruit que le marquis allait voyager en Italie, avec la comtesse de Tessé, de sa famille encore. Cette fois il avait un passeport vague pour aller où il voudrait pendant un certain temps. Il en a profité mais ça a été pour se rendre définitivement en Amérique, où sans doute il est arrivé actuellement. Assurément y a-t-il jamais eu comédie plus maladroitement plus indécement jouée? Je veux croire que le marquis de la Fayette, entraîné par une louable ambition, ait conçu de lui-même le hardi projet d'aller servir la cause des insurgens, il n'y a rien là d'extraordinaire mais s'il est enflammé de l'ardeur de la gloire, si est en même temps très-jeune et d'un caractère modeste et timide, est-il vraisemblable qu'il ait osé ou pu l'exécuter sans que sa famille en ait eu connaissance? etc. Survent les motifs qui portaient à admettre le consentement tacite du roi au départ de La Fayette. — Extrait de *l'Esprit anglais*, t. VI, p. 55 à 60.)

2. LETTRE DU MARQUIS A M^{ME} DE LA FAYETTE.

À bord du *la Frédon*, le 30 mai 1777.

C'est de bien loin que je vous écris, mon cher cœur, et à ce cruel éloignement je dois l'incertitude encore plus affreuse du temps où je pourrai savoir de vos nouvelles. J'espère cependant en avoir bientôt : parmi tant d'autres raisons qui me font désirer d'arriver, aucune ne me donne autant d'impatience que celle-là. Que de craintes, que de troubles j'ai à joindre au chagrin déjà si vil de me séparer de tout ce que j'ai de plus cher! comment aurez-vous pris mon second départ? m'en aurez-vous moins aimé? m'avez-vous pardonné? aurez-vous songé que dans tous les cas il fallait être séparé de vous, étant en Italie, et traînant une vie sans gloire au milieu des personnes les plus opposées et à mes projets, et à ma façon de penser. Toutes ces réflexions ne m'ont pas empêché d'éprouver un mouvement affreux dans ces terribles momens qui me séparent du visage. Vos regrets, ceux de mes amis,

Extrait d'une lettre de Bordeaux du 1^{er} avril.

« De jeunes et braves officiers qui n'avaient
« d'autre but que leur courage pour aller au se-

« cours des insurgens, sont passés les revenant de
« St-Sébastien où ils devaient s'embarquer. Des
« ordres du roi les ont rappelés dans leur patrie »

Hémorrhée, tout s'est représenté à mon ame d'une manière déchirante. C'est bien alors que je ne me trouvais plus d'excuse. Si vous aviez tout ce que j'ai souffert, les tristes journées que j'ai passées en fuyant tout ce que j'aime au monde? L'aurais-je à ce malheur eulin d'apprendre que vous ne m'en pardonnez pas? en vérité, mon cœur je serais trop à plaindre. Mais je ne vous parle pas de moi, de ma santé, et je sais que ces détails vous intéressent.

Je suis depuis ma dernière lettre dans le plus ennuyeux des pays. la mer est si triste et nous nous attristons, je crois, mutuellement, elle et moi. Je devrais être arrivé, mais les vents m'ont cruellement contrarié, je ne me verrai pas avant huit ou dix jours à Charlestown. C'est là que je compte débarquer et ce sera un grand plaisir pour moi. Une fois arrivé j'aurai tous les jours l'espérance de recevoir des nouvelles de France j'apprendrai tant de choses intéressantes et sur ce que je vais trouver, et surtout sur ce que j'ai laissé avec tant de regret! Pourvu que j'apprenne que vous vous portez bien que vous vivez toujours, et qu'un certain nombre d'amis sont dans le même cas je serai d'une philosophie parfaite sur tout le reste, de quelque espèce et de quelque pays qu'il puisse être. Mais aussi si mon cœur était attaqué dans un endroit bien sensible, si vous me menez plus loin je serais trop malheureux. Mais je ne dois pas le craindre, n'est-ce pas, mon cher cœur? J'ai été bien malade dans les premiers temps de mon voyage, et j'aurais pu me donner la consolation des méchants qui est de souffrir en nombreuse compagnie. Je me suis traité à ma manière et j'ai été plus tôt guéri que les autres, à présent je suis à peu près comme à terre. Une fois arrivé, je suis sûr d'avoir acquis l'assurance d'une santé parfaite pour bien long-temps. Nulles pas croire que je cours des dangers réels dans les occupations que je vais avoir. Le poste d'officier-général a toujours été regardé comme un brevet d'immortalité. C'est un service si différent de celui que j'aurais fait en France, comme colonel par exemple. Dans ce grade-là, on n'est que pour le comen. Demandez-le à tous les officiers-généraux français dont le nombre est d'autant plus grand qu'une fois arrivés-là ils ne courent plus aucun risque, et par conséquent ne sont pas placés à l'entree comme dans les autres services. La preuve que je ne veux pas vous tromper, c'est que je vous avouerai qu'à présent nous courons quelques dangers parce que nous risquons d'être attaqués par des vaisseaux anglais et que le mien n'est pas de force à se défendre. Mais une fois arrivé je suis en sûreté parfaite. Vous voyez que je vous dis tout, mon cher cœur, sans vous y confier et ne soyez pas inquiet sans sujet. Je ne vous ferai pas de journal de mon voyage, au les jours se suivent, et qui pas ont se ressemblent. Toujours le ciel toujours l'eau, et puis le lendemain c'est la même chose. En vérité, les gens qui sont des volcans sur une traversée maritime doivent être de cruels bavards, car,

moi j'ai eu des vents contraires comme un autre, j'ai fait un très long voyage comme un autre j'ai essayé des orages, j'ai vu des vaisseaux, et ils étaient beaucoup plus intéressants pour moi que pour tout autre. Oh bien! je n'ai rien remarqué qui vaille la peine d'être écrit, ou qui ne l'eût été par tout le monde.

À présent parlons de choses plus importantes : parlons de vous, de la chère Henriette, de son frère ou de sa sœur. Henriette est si aimable qu'elle donne le goût des filles. Quel que soit votre nouvel enfant, je le recevrai avec une joie bien vive. Ne perdez pas un moment pour hâter mon bonheur en m'apprenant sa naissance. Je ne suis pas si c'est parce que je suis deux fois père, mais je n'en suis père plus que jamais. M. Deane et mon ami Carmichael vous fourniront des moyens, je suis bien sûr qu'ils ne négligeront rien pour me rendre heureux le plus tôt possible. Ecrivez, envoyez même un homme sûr, un homme qui vous aurait vu me ferait tout de plaisir à interroger, Landrin par exemple. . . Enfin comme vous le jugerez à propos. Vous ne connaissez pas mon sentiment sans voir, sans tendre qu'il est si vous croyez pouvoir négliger quelque chose qui ait rapport à vous. Vous recevrez bien tard de mes nouvelles cette fois-ci, mais quand je serai établi, vous en aurez souvent et de bien plus fraîches. Il n'y a pas grande différence entre les lettres d'Amérique et les lettres de Sicile. Je vous avoue que j'ai furieusement cette Sicile sur le cœur. Je me suis cru si près de vous revoir. Mais brusque court à l'article Sicile. Adieu mon cher cœur, je vous écrirai de Charlestown, je vous écrirai avant d'y arriver. Bonsoir pour aujourd'hui.

Ce - jour.

Je suis encore dans cette triste plaine, et c'est sans autre compensation ce qui peut faire de plus ennuyeux. Pour me consoler un peu, je pense à vous, à mes amis. Je pense au plaisir de vous retrouver. Quel charmant moment quand j'arriverai, que je viendrai vous embrasser tout de suite sans être attendu. Vous serez peut-être avec vos enfants. J'ai même à penser à cet heureux instant un plaisir délicieux. Ne croyez pas qu'il soit éloigné. Il me paraît bien long néanmoins, mais dans le fait il ne sera pas aussi long que vous allez vous l'imaginer. Sans pouvoir décider ni le jour ou même le mois, sans voir par moi-même l'état des choses, cet au présent jusqu'au mois de janvier par M. le duc d'Hyem me paraissant si immense que certainement je ne prendrai pas sur moi de m'en ordonner un bien long. Vous savez, mon cœur, que l'occupation et l'existence que je vais avoir sont bien différentes de celles qu'on me gardait dans ce futile voyage. Défenseur de cette liberté que j'adore, libre moi-même plus que personne, en venant comme moi offrir mes services à cette république si intéressante, je n'y porte que ma franchise et ma bonne volonté, sans ambition, sans intérêt particulier, en travaillant pour la

gloire, je travaille pour leur bonheur. J'espère que en ma faveur vous deviendrez bonne américaine. c'est un sentiment fait pour les cœurs vertueux. Le bonheur de l'Amérique est intimement lié au bonheur de toute l'humanité, elle va devenir le respectable et sûr asile de la vertu, de l'honnêteté, de la tolérance, de l'égalité et d'une tranquille liberté.

Nous avons de temps en temps de petites alertes, mais avec un peu d'adresse et de bonne fortune, je suis bien sûr de passer sans inconvénient. J'en serai d'autant plus charmé que je deviens tous les jours excessivement raisonnable. On voit aujourd'hui plusieurs espèces d'honneurs qui ne nous ne sommes pas bien loin de la terre. L'espérance d'y arriver est bien douce, car la vie de ce pays-ci est bien ennuyeuse. Heureusement que ma bonne santé me permet de m'occuper un peu, je me partage entre les livres militaires et les livres anglais. J'ai fait quelques progrès dans cette langue qui va me devenir si nécessaire. Adieu, la nuit ne me permet pas de continuer, car j'ai interdit toute lumière dans mon vaisseau depuis quelques jours, voyez comme je suis prudent ! Adieu donc, si mes doigts sont un peu conduits par mon cœur, je n'ai pas besoin d'y voir clair pour vous dire que je vous aime et que je vous aimera toute ma vie.

3. EXTRAITS DES MÉMOIRES DE MA MARY JUSQU'À L'ANNÉE 1780 ÉCRITS PAR LA FAYETTE EN 1783 ET DE LA NOTE DE JAMES SPARKS INSÉRÉE À L'APPENDICE DE TOME V DES LOIS DE WASHINGTON

J'arrivai à Paris chez M. Kalb, me cachai trois jours à Chaillot, y vis les Américains et quelques amis et partis pour Bordeaux où quelques retards inattendus m'arrêteront encore. J'en profitai pour envoyer à Paris. Tous les nouvelles ne furent pas encourageantes, mais comme mon courrier était suivi par celui du Gouvernement, il n'y avait pas un moment à perdre pour mettre à la voile et les ordres souverains me purent je n'irai qu'au Passage, port espagnol ou l'on devait relâcher. Les lettres de ma famille étaient terribles et la lettre de cachet péremptoire défendait d'aller au continent américain sous peine de désobéissance, injonction d'aller à Marseille attendre de nouveaux ordres. Les conséquences de l'anathème, les lois de l'Etat, la puissance et la robe du Gouvernement ne manquaient pas de combattre, mais la douleur et la grossesse d'une femme chère. L'idée de ses parents et de ses amis, avaient plus de pouvoir sur M. de la Fayette. Son vaisseau ne pouvant plus être arrêté, il revint à Bordeaux justifier son entreprise, et par une déclaration à M. de Fumel, il prit sur lui seul les suites d'une évasion. La cour ne daignant pas se rebeller, écrivit à M. de Maurepas que ce silence était un ordre tacite, et ce n'est

plaisanterie fut suivie de son départ. Après avoir pris la route de Marseille, il revint sur ses pas, et, travesti en courrier, il avait presque franchi les dangers, lorsqu'à Saint-Jean-de-Luz une jeune fille le reconnut, mais un signe la fit taire, et son adroite fidélité détourna les poursuites. C'est ainsi que M. de la Fayette rejoignit son bâtiment le 26 avril 1777 et le même jour, après six mois de travaux et d'impatience, il mit à la voile pour le continent américain. *Mémoires et Correspondances*, t. I, p. 3 à 10.

À Bordeaux, M. de la Fayette apprit que son départ était connu à Versailles et l'ordre de l'arrêter en route pour l'attendre. Après avoir conduit son vaisseau au port du Passage, il revint à Bordeaux et écrivit aux ministres, à sa famille, à ses amis. Parmi ceux-ci était M. de Coigny, à qui il envoya un homme de confiance, et qui l'avertit de ne concevoir aucun espoir de l'autorisation qu'il désirait. Feignant alors de se rendre à Marseille, où il avait ordre d'aller joindre son beau-père qui faisait le voyage d'Italie, il partit en chaise de poste avec un officier nommé Mauroy, qui désirait aller en Amérique². À quelques lieues de Bordeaux il monta à cheval, déguisé en courrier, et courut devant la voiture, qui prit la route de Bayonne. Là ils restèrent deux ou trois heures, et pendant que Mauroy faisait quelques affaires indispensables, M. de la Fayette resta couché sur la paille de l'écurie. Ce fut la fille du maître de poste qui reconnut le faux courrier à Saint-Jean-de-Luz pour l'avoir vu quand il revenait du port du Passage à Bordeaux. Sparks *ubi supra*.

M. de Fumel était commandant militaire à Bordeaux. La Fayette a été mal servi par sa mémoire en disant qu'il mit à la voile le 26 jour même de son arrivée, ou bien 26 est une erreur de copie pour 20, si ses lettres de Kalb sont exactes dans les dates, comme c'est pro-

bable, elles rendent positif que le marquis arriva à Les Passages le 17 et que sa *Victoire* mit à la voile le soir du 20.

² La Fayette oublie là que Mauroy avait été avec Kalb, le chef de l'entreprise manquée du Havre.

III

MÉMOIRE DU COMTE DE VERGENNES SUR LA VISITE DE JOSEPH II
À VERSAILLES

LE ROI

1. avril 77

Si le voyage de l'Empereur en France a un but politique, ce prince ne peut se proposer que deux objets. L'un d'engager Votre Majesté à resserrer les liens de l'alliance qui subsiste entre elle et la maison d'Autriche, et l'autre de la disposer à consentir gratuitement ou moyennant certains équivalens aux vues d'agrandissement que l'Empereur peut former aux dépens des Turcs.

Ce sont là les deux hypothèses qu'on peut envisager, et sur lesquelles il est de la fidélité des ministres de V. M.^e d'éclairer sa religion.

Par rapport à la 1^{re} hypothèse celle de resserrer les nœuds qui unissent V. M.^e à la maison d'Autriche, on ne peut se dispenser de représenter à V. M. que cette alliance honne en elle-même en ce qu'elle peut être considérée comme une plus grande sûreté du maintien de la tranquillité générale. Elle rapporte à la France d'autre avantage que lui donneroit un traité de paix bien consolidé et exécuté de bonne foi. Il suffit, en effet, de jeter un coup d'œil sur la situation topographique des principales puissances de l'Europe pour reconnoître qu'il n'en est aucune autre qui ait possibilité ou intérêt de faire la guerre à V. M. sur le continent. L'Angleterre, ennemie invétérée de cette monarchie, est insuffisante par elle-même à cette entreprise, les Etats Généraux sont fort au dessous de la possibilité d'en concevoir le dessein, leur nullité est connue. Le roi de Prusse pourroit davantage mais en défiance contre la maison d'Autriche, qu'il ne peut regarder que comme un ennemi, forcément reconcilié. Il ne s'embarquera pas sans être provoqué à envahir les possessions de V. M.^e qu'il ne pourroit conserver qu'en risque de découvrir les siennes propres. D'ailleurs il ne pourroit venir à V. M. sans enfreindre le territoire autrichien, car ce seroit une vision de supposer qu'il pourroit attaquer la France sur le haut Rhin.

On ne fait pas mention ici de l'Espagne et de la Sardaigne. ce n'est pas de ce côté là que la France doit redouter une guerre offensive. On ne peut donc établir l'utilité active de notre alliance avec Vienne, que sur la supposition d'une attaque

possibilité du roi de Prusse contre la France dans les Pays Bas, mais l'injure serait commise à la maison d'Autriche, et c'est dans ce cas seulement qu'elle est tenue de nous restituer les secours que nous sommes engagés à lui donner même contre les Turcs, et que nous avons prodigués dans la dernière guerre.

Si V. M^e examine la situation des différents états d'Autriche, elle verra du premier coup d'œil le peu de proportion des engagements respectifs, et que les avantages en sont aussi inégaux et aussi réels pour cette maison, qu'ils sont précaires et onéreux pour V. M^e puisqu'elle peut être entraînée dans une et plusieurs guerres pour la défense de son allié sans que celui-ci peut être soit jamais dans le cas de la payer de réciprocité.

Je n'examinerai pas, Sire, si cette maison a toujours rempli avec fidélité les devoirs de son alliance avec V. M^e, si elle n'a pas plus tôt cherché à en abuser pour affaiblir la considération due à la couronne et l'opinion de la protection que V. M. à l'exemple de ses augustes ancêtres, est disposée à accorder aux princes d'Allemagne pour les maintenir dans la possession de leurs justes droits.

Il ne peut être question de recriminer contre un système que V. M. a trouvé établi, et que sa sagesse lui a fait approuver, l'esprit de conquête n'étant point la conduite de V. M. L'alliance de Vienne peut paraître utile en ce que, faisant une barrière de plus à la conservation de la paix sur le continent, elle lui donne plus de moyens de veiller et de se mettre en mesure contre l'Angleterre, l'ennemi naturel et le plus envieux de sa gloire et de la prospérité de son royaume.

Mais si cette alliance est intéressante à conserver, elle veut être maintenue avec assez d'égalité, pour qu'un des alliés ne se croie pas en droit de tout exiger de l'autre, sans être tenu à lui rien rendre, c'est ce qui arriveroit inévitablement, Sire, si V. M. prêtant l'oreille à des insinuations specieuses se portoit à donner plus d'extension au traité de 1756, ou, ce que la cour de Vienne a paru désirer ardemment, si V. M. prenoit l'engagement d'employer toutes ses forces en soutien de l'Autriche.

Je dois avoir l'honneur de faire remarquer à V. M. qu'elle n'est plus en liberté de stipuler cette dernière clause, parce que le pacte fam. le renferme l'obligation, et que deux engagements de cette nature ne peuvent coexister ensemble.

Il est à considérer un second lien que sort que la cour de Vienne vous propose une augmentation de secours ou l'emploi de toutes vos forces, ce ne peut être que dans le cas de se préparer plus de moyens pour écraser un jour le roi de Prusse, et avec lui le parti protestant en Allemagne. On objectera que les engagements étant purement défensifs, ils ne peuvent servir l'ambition de la maison impériale, mais il est si facile de faire venir la guerre, sans être matériellement agresseur, que V. M. s'y

trouveront entraînée contre ses intérêts, toutes les fois qu'il contredirait à la politique autrichienne de le faire.

Le roi de Prusse, considéré relativement à la morale, peut ne pas paraître fort intéressant à ménager, mais en dans l'ordre politique, il importe à la France, peut être plus qu'à toute autre puissance, de le conserver tel qu'il est. Placé sur le flanc des États autrichiens, c'est la frayeur qu'en a la cour de Vienne qui la reproche de la France, cette même frayeur la retient encore dans nos liens et y retiendra aussi longtemps que son motif subsistera. Détruisions la puissance du roi de Prusse, alors plus de digue contre l'ambition autrichienne l'Allemagne obligée à plier sous ses loix, lui ouvrirait un accès facile vers nos frontières et que pourrions nous lui opposer, lorsque nous aurions sacrifié nos moyens et nos forces pour l'élever à un excès de puissance, que nous ne serions plus en état de contrebalancer.

Quoique la maison d'Autriche soit plus redoutable pour la France que le roi de Prusse, je n'en conclus pas qu'il ne faille pas veiller sur l'ambition de celui-ci. Toute acquisition qui lui donnerait plus de puissance sur le Rhin doit interrompre la prévoyance de la France, mais en le lui refusant de ce côté, il faut empêcher autant qu'il est possible, qu'il ne soit pas retourné sur l'Oder et sur l'Elbe. L'intégrité de la puissance actuelle du roi de Prusse contribue encore à la sûreté des établissements des princes de la maison de Bourbon en Italie.

Pour ce qui est de la seconde hypothèse, savoir le consentement de V. M. soit gratuitement, soit au moyen de certains équivalens à l'agrandissement de la maison d'Autriche aux dépens des Turcs, j'ose représenter très-humblement à V. M. qu'il n'est point d'équivalent qui pourrait compenser le préjudice que causerait à V. M. tout accroissement de puissance de cette maison, quand bien même elle cederait à V. M. tous les Pays Bas et acquerrait des domaines dans une moindre proportion, la perte n'en serait pas moins réelle, sans parler de celle de l'opinion, qui n'est de toutes la plus regrettable. V. M. ne pourrait posséder les Pays Bas sans revivifier la jalouse des provinces unies et sans les mettre entièrement dans les brassées de l'Angleterre et de toute autre puissance qui jalouerait celle de V. M. Le roi de Prusse lui-même, qui, dans l'état actuel des choses, peut être considéré comme un allié naturel de la France, qu'elle retrouverait inmanquablement, si le système politique venait à changer, le roi de Prusse ne pourrait plus être envisagé sous ce point de vue, vu que par son duché de Cleves de l'acquisition que V. M. aurait faite, la défiance se substituerait insensiblement à la confiance, qui semble devoir unir les deux monarchies.

Si le malheur des circonstances forçoit jamais V. M. à en venir à un partage ses vues devraient se porter plus naturellement sur le haut Rhin. Les inconvéniens

politiques seroient infiniment moindres et les avantages plus reels, mais quand on reflechit aux injustices criantes qu'il faudroit commettre, une ame honnete ne peut s'arreter sur ce projet. Celle de V. M. n'est pas disposee à un sentiment si revoltant, si la justice etoit exilée de la terre, elle prendroit son asile dans le cœur de V. M.

Les Pays Bas, dans les mains de la maison d'Autriche ne sont point un objet d'inquietude et de jalousie pour V. M., ils sont plus tost une sureté de la conduite de cette maison envers V. M. et un moyen de la contenir ou de la reprimer suivant le besoin. La France, constituée comme elle l'est doit craindre les agrandissemens bien plus que les ambitionner. plus d'etendue de territoire seroit un poids placé aux extremités qui affoiblirait le centre. Elle a en elle-meme tout ce qui constitue la puissance réelle : un sol fertile, des denrées preteuses, dont les autres nations ne peuvent se passer, des habitans laborieux et industrieux, des sujets zélés et soumis, passionnés pour leur maître et pour leur patrie. La gloire des rois conquérans est le fléau de l'humanité, celle des rois bienfaisans en est la benediction. C'est ce-là-ci, sire, qui doit être le partage d'un roi de France et plus particulièrement celui de V. M.^{te} qui ne respire que pour le bonheur du genre humain. La France placée au centre de l'Europe a droit d'influer dans toutes les grandes affaires. Son roi semblable à un juge supreme, peut considerer son trône, comme un tribunal institué par la Providence pour faire respecter les droits et les propriétés des souverains. Si en même temps que V. M. s'occupe avec tant d'assiduité à rétablir l'ordre intérieur de ses affaires domestiques elle dirige sa politique à établir l'opinion, que ni la soif d'envahir, ni la moindre vue d'ambition effleure son ame, et qu'elle ne veut que l'ordre et la justice, ses arrests seront respectés son exemple fera plus que ses armes. La justice et la paix regneront partout et l'Europe entière applaudira avec reconnaissance à ce bienfait qu'elle reconnoitra tenir de la sagesse, de la vertu et de la magnanimité de V. M.

Arch. nat. K 164 n° 3 An 1794 n° 3 Minute de M. de Vergennes

CHAPITRE VIII.

L'ESPAGNE DEVANT LA PERSPECTIVE D'UNE ALLIANCE AVEC LE CONGRÈS

Changement de situation qui se constatait au commencement de 1777 : dispositions différentes que l'Espagne ou pouvait ressentir, alternative au les deux *Consejos* étaient bien placés pour qu'avant pris la France d'enfermer un accord avec les États-Unis. — D'après du marquis d'Uxelles, qualifié désormais rétrospectivement à notre ambassadeur à Madrid le comte de Montissier est personnellement dévoué. — M. de Vergennes recherche les bonnes grâces du Pardo son désir d'amener celui-ci à rapprocher la France et le Portugal, ses dépêches dans cette vue : propose nous favorables montrées par M. de Floridablanca et par le roi — Instructions données de ces derniers à envisager les points noirs du côté de l'Angleterre, leurs prétextes pour n'y pas regarder — comment M. de Floridablanca nous défendait cependant contre les réclamations du lord Chatham, exorbitantes données à lord Stormont et au cabinet, anglais par cette attitude de sa part.

Appréhension qui venait parallèlement l'Angleterre de voir ouvrir la guerre et l'Espagne de s'y engager : pourquoi la France ne s'effrayait plus à l'idée de frapper un coup — causes qui faisaient retentir après Longjumeau, montrant qu'elle se rendait à cette œuvre. — Réconciliation possible des Colonies avec leur métropole : propositions du lord Chatham dans ce but à la chambre des lords — de l'Opposition à celle des communes : pressant d'écarter le gouvernement de Versailles de renouer l'Espagne, en conséquence à s'entendre avec l'Amérique. — M. de Vergennes fut connaître à Osum que les explications devaient commencer avec l'Angleterre : il annonce la résolution du roi de garantir aux Américains la liberté de navigation, on entrevoit des forces aux Antilles pour soutenir au besoin la liberté de la mer ; surcroît de l'opinion à Lisbonne contre lui. — Louis XVI approuve un mémoire exposant l'opportunité d'une alliance ouverte avec l'Amérique, envoi de ce mémoire au Pardo avec une lettre confidentielle du M. de Vergennes au premier ministre et un pli particulier pour Osum — intérêt attaché au rapprochement du Portugal et de la France, notes que prend M. de Vergennes pour y revenir — le marquis d'Osum son attention à captiver M. de Floridablanca, son accueil qui renouvellerait à elle-même ses dévotion. — La suite des navires en mer : les réels anglais de l'Angleterre — les maîtres aux de Bascombraine : irritation du commerce anglais — par ordre exprès, lord Stormont voulait les griefs de sa cour : la représentation des procédés. — On renouvelle les propositions adressées aux ambassadeurs et aux chambres de commerce : elles sont notifiées aux ministres du Congrès qui s'occupent d'en avoir été cause : copie en est envoyée à Osum pour la cour d'Espagne. — M. de l'ambassadeur sur les dispositions de cette cour : vues différentes que celle-ci manifeste, le trésoir du Mexique : réponse de M. de Floridablanca au mémoire du cabinet de Versailles : ses raisonnements élatiques : il manifeste son idée de lier profit de l'Amérique et à renouer de leurs offices : au lieu de se lier à elle : persévérance de son attitude : toutefois.

avec lord Grantham. M. de Vergennes craint de nous voir surpris par la guerre, son temps sert à tracer un plan commun, fait nouveaux menaçant d'amener la rupture, mécontent de hâter le départ d'Osun. Louis XVI annonce à son oncle la nomination au comte de Montmorency. — Lettre confidentielle de M. de Vergennes à l'ambassadeur sur les thèses de M. de Floridablanca politiques qu'elle cachait sous ses entorses et à laquelle on ajoutait l'air d'amour Madrid.

77. Les circonstances générales avaient sensiblement changé pendant les premiers mois de l'année 1777. Elles avaient changé, qui plus est, par suite d'événements favorables à l'Espagne. D'abord, le Roi Très Fidèle était mort, la reine s'était presque aussitôt rapprochée de son frère et le marquis de Pombal avait cessé de gouverner le royaume, en second lieu, M. de Cevallos avait eu au Paraguay des succès rapides, jusqu'à enlever l'île Sainte-Catherine sur les garnisons portugaises, à la très vive humeur de l'Angleterre. On ne devait donc plus compter sur les mauvais procédés et l'ambition du ministre de Lisbonne pour pousser le roi Charles et sa cour aux résolutions belliqueuses, ni regarder comme l'indice des intentions du cabinet anglais à l'égard des deux cours l'attitude de ce cabinet dans les négociations. La perspective de la conquête du Portugal s'était par là même évanouie. On se trouvait uniquement en face de l'Angleterre obligée de faire la guerre à l'Amérique, et il s'agissait de savoir ce que définitivement on voulait : ou préparer enfin des échecs à la Grande-Bretagne pour abattre sa prééminence et dompter son esprit de domination, conséquemment s'aller avec les Etats-Unis et l'avouer; ou se replier dans l'état présent, accepter l'effacement et l'espece de subordination politique dont, ensemble, on avait si patiemment cherché les moyens de sortir. La conduite pouvait être modifiée, des lors, à Versailles, et la pensée paraître naturelle d'amener notre allié à nous suivre en revenant aux dispositions dans lesquelles se trouvait le gouvernement du roi le 31 août précédent.

Aussi bien le parti avait-il été déjà pris par le gouvernement de Louis XVI d'entrer désormais en accord avec les Etats-Unis, tandis que le gouvernement de Madrid s'étudiait à trouver des motifs de s'en tenir éloigné. La note délibérée au mois d'avril sous le titre de

Question sur les mesures à prendre pour se précautionner contre l'Angleterre, 1777
 avait été le prélude de ce déplacement de la scène; depuis, le roi et ses conseillers regardaient comme très prochaine l'opportunité de donner à l'Amérique une assistance ouverte et ils allaient faire, on peut dire, le siège du Pardo pour décider le cabinet de Charles III à penser sur cela comme eux. Les incidents amenés par les débuts du comte de Floridablanca, toutefois, avaient achevé l'ambassadeur de France, son peu d'initiative, son manque d'indépendance d'esprit s'y étaient montrés trop flagrants. Pour représentant à Madrid, la France avait besoin maintenant de quelqu'un d'une sagacité avisée, de familiarise avec les vues du moment et tiré du même milieu que le marquis de Noailles, autrement dit de quelqu'un d'étranger par les relations et par l'âge aux anciennes données. Le comte de Montmorin fut désigné. Il avait été élevé avec le roi, il en était particulièrement pris et passait pour avoir de l'esprit, de l'application; il avait un certain temps comme en visite chez l'ambassadeur, « comme voyageur », écrit M. de Vergennes¹, il s'adaptait au caractère des personnes, à la manière de la cour, aux affaires; on ne l'accréditerait que lorsque Ossun indiquerait le moment opportun, et celui-ci viendrait prendre alors dans le Conseil du roi une retraite que le ministre, en l'annonçant à ce serviteur usé de la France, s'efforça de rendre aussi honorable et douce que des paroles écrites pouvaient le faire²; la dépêche qui apporta ces arrangements au marquis d'Ossun semblait dire que l'on avait besoin de son expérience à Versailles³. Cependant,

¹ Dépêche à Ossun du 9 juil. 1777. Archives, t. 582, n° 121.

² Ossun avait pressé et ne demeurait. Dès le 6 avril, il avait obtenu le grade de lieutenant-général à titre de récompense de vingt et un ans de services à l'armée et de vingt-quatre ans dans les ambassades, excepté quand avec quelques croix et deux fois seulement dans ces vingt quatre années avait eu l'occasion d'être et que sa gravité aux affaires n'avait pas permis de l'être.

ambasador prend les mots sous. Il n'est pas tout à fait de la division. Il est connu des services que malgré une manière de vivre très ordinaire, il avait 80,000 livres à la banque de Madrid. Le roi dit large et l'ambassadeur considéra comme très honorable la coupe d'or que on lui avait donnée. On peut voir à cet égard les lettres des 16 et 30 juin, 24 et 28 juillet 1777.

³ L'ambassadeur bien entendu.

- 177 les choses ne purent s'effectuer ainsi que trois mois après; M. de Montmorin n'alla pas à Madrid avant septembre, de sorte qu'il n'y eut aucune interruption dans les affaires ni dans l'esprit suivant lequel on les traitait. Sans beaucoup y aider, au reste, la présence du marquis d'Ossun, un peu remis en haleine, ne nous peut-être pas aux négociations qui furent alors commencées.

Les explications échangées pendant le mois de mai avaient rétabli les sentiments entre les deux cabinets. Celui de Versailles mit aussitôt ses soins à rechercher les bonnes grâces de l'autre. La prise de Sainte-Catherine en offrait une occasion naturelle; il y avait si longtemps qu'on ne pouvait plus féliciter l'Espagne! Le nouveau ministre portait là avec plaisir une gloire qui appartenait à son prédécesseur, et il n'en coûterait pas du tout de complimenter sincèrement à son sujet le Roi Catholique et son gouvernement¹. C'était d'ailleurs la manière

« écrit le 19 juin : de pouvoir profiter de l'empressement que vos sages acquies d'une cour qui ont la contre de notre véritable politique. L'estime que le Roi Catholique vous témoigne et la confiance que son ministère vous accorde nous permettent pas de douter que la résolution du S. M. y sera applaudie et même comme une nouvelle preuve de son désir de rendre toujours plus étroits et plus agréables les liens de son union avec le roi son oncle » — « On ne voit pas de patrimoine : son tronc à Madrid était à la hauteur de la grande situation que devait y tenir l'ambassade, sans qu'on pût lui reprocher ses dépenses. C'est alors qu'il répondit en exposant sa position, disant que d'ailleurs il ne lui restait à désirer : ni plus pour sa propre décharge » — 177. Après de nouvelles explications de Versailles il se montra satisfait : non sans un petit moment d'embarras cependant, il ne se refusait pas d'écrire que M. de Montmorin serait vite au command et qu'on pouvait l'excuser tout de suite le 23 juin.

M. de Vandalbroux mit aussitôt autant

de dignité sobre que d'empressement à annoncer en secret à Versailles : c'est à son amassadeur auprès de cette cour qu'il le fait connaître d'abord : la chargeant d'en informer celle-ci puis le prince de Masserano. Sa dépêche remise aussitôt par Aranda, fut traduite ainsi : « Lettre du comte de Florida-Bianca au comte d'Aranda — D'Aranda le 29 mai 1777 — Lorsque le Roi est accablé de se procurer par ses armes une satisfaction honorable pour les vaines répétitions des Portugais en Amérique, pendant la guerre du roi D. Joseph premier contre le territoire, les troupes et le portillon de l'Espagne et qu'il est chargé d. Pedro de Cevallos du commandement de l'expédition ordonnée pour cet effet. Sa Majesté se repose entièrement sur ce général, sur ses talents militaires et sa sagesse du soin d'employer les forces de terre et de mer qui lui étaient confiées dans les lieux et de le commander qui lui paraissent les plus convenables »

D. Pedro de Cevallos fournit image de ce

naturelle de tirer de la défaite des Portugais dans l'Amérique méridionale, et du changement de règne à Lisbonne, le profit qui pouvait nous en revenir. Le 9 juin, M. de Vergennes s'empresse d'exprimer à Ossun la satisfaction du roi « au glorieux événement de Sainte-Catherine » ; il espère que la cour de Portugal « sentira le prix des dispositions du roi d'Espagne et se prêtera à un arrangement amiable terminant les différends dans l'Amérique méridionale ». Mais ce n'était qu'une ouverture à ce que le ministre méditait. Il visait au but plus haut de l'union des trois maisons, et il était pressé de le montrer. Un rapprochement entre la France et le Portugal par les bons offices de l'Espagne lui semblait une dette de cette dernière, « c'est par rapport à cette puissance seule que nos liens avec la cour de Lisbonne sont relâchés, » mandait-il à Ossun le 18 avril, en manifestant le vœu que le Roi Catholique, s'il ne recherchait pas notre médiation entre sa sœur et lui, nous procurât au moins « quelques avantages relativement à notre commerce en Portugal¹ ». Le 21, il dessine de la manière suivante à Ossun cet horizon nouveau et le désir qu'il avait d'en attendre les lignes.

Je vous ai déjà témoigné M. la part sensible que le Roi a prise à l'heureux événement qui a fait passer l'île de St^e Catherine sous les loix du Roi, son

« pouvoir illimité s'est décidé à s'apprêter à reconquérir l'île de St^e Catherine pour la reconstruire et à se résoudre de commencer ses opérations par cette conquête pour laver en partie l'outrage fait aux armes du Roi avant de reprendre les vastes pays usurpés par la nation portugaise dans cette partie du monde sur la Couronne de Castille.

« La plus grande partie de nos vaisseaux a mouillé le 20 février dans le port de St^e Catherine, et le 26 cette île étoit entièrement en la possession de l'Espagne ainsi que V^e Ex^{te} le verra dans la relation ci-jointe.

« Je me sers de l'occasion d'un courrier de

« l'ambassadeur à Angleterre pour vous le faire savoir cette nouvelle sans délai et vous donner avis que sous trois ou quatre jours je vous expédierai un courrier extraordinaire. Comme le temps manque pour écrire au prince de Masserano je prie V^e Ex^{te} de lui communiquer le contenu de cette lettre et de lui envoyer une copie de la relation de ce qui s'est passé à St^e Catherine.

« Toute la famille royale continue à jouir d'une bonne santé. J'ai l'h. etc. » *Espagne* (584 n° 95.)

¹ *Ibid.* n° 12.

² *Ibid.* n° 30.

1777 oncle. Sa M^{te} en a été d'autant plus satisfaite que cette conquête reparsut de la manière la plus éclatante comme la plus juste : offense à laquelle la manœuvre fu. de M. le M^{re} de Pombal av. ait exposé Sa M^{te} C^{te}, elle se trouvait par la dégagee du ressentiment que la dignité de sa Couronne lui imposait, et l'ha. de donner le cours le plus étendu à la magnanimité de ses sentiments et à sa tendre affection pour les Rois sa soeur et sa mère. Celle-ci bien de participer à l'injustice des procédés d'un ministre arbitraire et ambitieux s'est empressée en montant sur le tronc de faire connaître combien sa conduite lui étoit odieuse en l'éloignant de ses conseils et des affaires.

Les choses dans cet état le Roi ne pouvoit recevoir une nouvelle plus agréable que celle que renferme votre dépêche du 11 de ce mois et qui nous a été confirmée par M. le C^{te} d'Aranda. Sa M^{te} a été avec la plus tendre satisfaction que le Roi son oncle condescendant aux instances de la Reine Très Fidèle avoit bien voulu donner les mains à un armistice ou suspension d'armes sur le fondement du *statu quo* et que les ordres à expédier aux commandans respectifs avoient été communiqués et échangés à cet effet.

Je n'espère pas M. que cette nouvelle soit reçue plus agréablement à Londres que ne l'avait été celle de la prise de l'île de S^{te} Cathérine. La sensation qu'il y a faite ne peut pas avoir échappé à M. le P^{re} de Masseran, les ministres B^{res} n'ont pas même mis beaucoup de soins à dissimuler l'humour qu'ils en concevoient. Selon eux cette conquête qui étoit une contravention formelle à des assurances données par M. le duc de Grimaldi que les armes espagnoles n'agiroient que sur le théâtre même de la dispute, dévoilait les vues plus étendues que le Roi C^{te} pouvoit avoir contre le Brésil, puisque l'île de S^{te} Cathérine n'avoit jamais fait partie du terrain contentieux. C'est sur ce ton que le Lord Stormond m'en a parlé dans la dernière conférence, il étoit alors instruit de la façon de penser de sa cour sur cet événement. Vous juges bien M. que je ne l'ai pas laissé sans réponse, il seroit par trop inepte d'établir en principe qu'un prince offensé dans un point devoit circoncrire sa vengeance dans le point même sans pouvoir l'étendre au delà. Cette doctrine étoit commune aux Anglais. Ils supposent sans doute les Portugais dans un plus grand état de forces qu'il paroît qu'ils ne le sont sur le Rio Grande, et on peut avec quelque fondement soupçonner qu'ils auroient vu sans peine la querelle se prolonger dans cette partie, et nourrir l'éloignement et l'animosité.

aité entre les cours d'Espagne et de Lisbonne. Cette voie est assez dans la politique de l'Ang^e dont l'influence sur le Portugal ne peut être qu'en raison de la crainte qu'on y a de l'Espagne. Ce différend une fois concilié il n'en existe plus d'assez considérables pour troubler la bonne intelligence entre les deux nations, et il est assez naturel de penser que le souverain actuel qui ne semble pas fort partial pour l'Ang^e et contre laquelle il peut avoir des griefs secrets, sera plus porté à se lier avec des souverains avec lesquels il se glorifie d'avoir une origine commune. Vous n'ignorez pas M. que la maison de Portugal établit sa descendance de celle de France. Nous avons des monumens qui justifient cette origine, et j'ai vu un tome (c'est celui de D^e Jean V) où ce prince auroit tout fait p^r obtenir cette reconnaissance de la France et de l'Espagne.

Cet intérêt de gloire mis à part que pourroit faire de mieux le Portugal, ses limites une fois bien constatées en Asie que c'est en Europe, et toute occasion de dispute étant retranchée qui de se lier intimement sans exclusion cependant, avec deux puissances qui peuvent contribuer aussi essentiellement à sa tranquillité et par conséquent à sa prospérité que la France et l'Esp^e. Le Portugal par sa position doit plus craindre la guerre que la destruction. Elle ne peut jamais lui être profitable. L'un des de ces deux puissances doit donc lui paraître aussi intéressant à acquiescer que celle de l'Ang^e à conserver. Il n'est pas moins avantageux lorsqu'on n'est point poussé par l'esprit de conquête, de se ménager les moyens de prévenir la guerre que de se réserver ceux de la soutenir. Ces deux vues n'ont rien d'incompatible il seroit à désirer de pouvoir rendre le cabinet de Lisbonne susceptible de les combiner.

Je m'arrête volontiers quoique trop peut être sur cet objet moins par la considération des bénéfices mercantiles que nous pourrions partager si nous étions admis à des faveurs de commerce équivalentes à celles dont les Anglois peuvent jouir qu'en raison de l'intérêt dont il seroit pour l'Espagne comme pour nous d'affaiblir les liens politiques du Portugal avec la Gr^e Bretagne. Si le premier sentoit moins le besoin de la dépendance, nous pourrions nous flatter la guerre arrivant que la neutralité des ports portugais seroit mieux observée, nous participerions aux facilités que nos ennemis pourrissent y trouver et ils n'en disposeroient plus exclusivement comme dans la dernière guerre. Vous vous rappelez M. combien la neutralité perfide de ce royaume

1777 nous fut funeste. Je ne puis que vous proposer M. ce point de vue et vous inviter à le discuter avec M. le C^{te} de Floride Blanche. Ce ministre éclairé et plus à portée de l'objet saura rendre possible ce que je n'osais encore que comme désirable. Je crois d'autant plus instant de s'en occuper que quoique les ministres anglais tiennent toujours un langage assez pacifique nous avons des raisons de soupçonner que à leurs intentions ne sont pas entièrement changées elles sont du moins très vacillantes. Nous sommes informés de bonne source quoi que ce ne soit pas par le canal de notre ambassadeur qu'il y a de la division dans le ministère B^{re}. Il s'y est formé un parti qui veut le déplacement de Lord North et qui cherche à l'emporter par une révolution de système. On ne peut pas juger encore de quel côté se fixera la victoire mais le parti attaquant parait gagner de la supériorité. Il est important que la cour d'Esp^e en soit avertie. C'est un devoir auquel notre amitié s'empresse de satisfaire en même temps que nous la prions de ménager cette découverte et de contribuer à l'éclaircir. Nous sommes les uns et les autres dans une situation à ne devoir rien brusquer, l'Espagne attend une flotte dont elle ne doit pas compromettre la sûreté, et nous avons pour notre part un grand nombre de matelots employés à la pêche que nous ne voudrions pas perdre. Cela demande de la circonspection de l'un et de l'autre côté; nous faisons la guerre à l'œil et nous nous préparons soigneusement et avec affectation à toutes les mesures que les circonstances pourront rendre nécessaires.

Je vous prie d'assurer M. le C^{te} de Floride Blanche de mon exactitude à ne lui laisser ignorer aucune des circonstances que nous pourrions découvrir. Peut être trouverons nous plus de lumières dans la manière dont le ministre B^{re} accueillera la proposition que ce ministre me marque avoir faite au Lord Grantham par forme d'invitation pour convenir d'un plan d'instruction à donner aux officiers de mer tendant à prévenir les inconvénients et les excès qui ne deviennent que trop multipliés de la part des armemens anglais. Si les ministres de cette nation sont de bonne foi dans les assurances de paix qu'ils renouvellent à tout propos ils doivent se prêter à un arrangement si analogue au but qu'on se propose respectivement; si au contraire ils s'y refusent ou s'ils se montrent froids à y entrer, ce sera le cas de nous tenir pour avertis et d'aviser aux mesures de sûreté qu'il conviendra de prendre. Vous voudrez bien M. prévenir M. le C^{te} de Floride Blanche que loin de rien objecter contre

l'arrangement dont il a si heureusement fourni l'idée, nous sommes très disposés au contraire à y participer, j'en suis même aujourd'hui à M. le M^e de Nemours pour l'autoriser à se concerter et à agir conjointement avec M. le prince de Masseran sur cet objet si cet ambassadeur en est chargé.

A Versailles le 21 juin 1777

Espagne, t. 584, n° 145

Il s'agira donc, désormais, de détacher le Portugal de l'Angleterre, tout au moins de le faire concourir indirectement à la politique du Pacte de famille. Afin d'influer par les prévenances sur les dispositions de M. de Floridablanca, une lettre pour lui de M. de Vergennes était jointe au pli du 21 juin. Elle contenait déjà des invites concernant Lisbonne; mais, avant tout, elle portait sur les projets que l'on devait supposer à l'Angleterre¹. Toutefois, cette question du Portugal offrait une matière neutre, en conséquence une diversion; il plut par suite à l'ambassadeur d'en parler au roi d'Espagne de préférence aux affaires d'Angleterre, et tout autant au premier ministre d'en être entretenu. Le 3 juillet, Ossun s'empresse de dire à M. de Vergennes que Charles III « pense comme lui, qu'il trouverait désirable à tous égards que la cour de Lisbonne s'affranchît de la dépendance de l'Angleterre et formât des liaisons assez étroites avec la France et l'Espagne ». M. de Floridablanca, lui, s'est expliqué avec réserve, mais l'ambassadeur « présume » qu'il ne négligera rien dans le cours de la négociation pour faire adopter les vues du roi par la cour portugaise². Bientôt, Ossun est plus explicite; il a eu l'occasion de parler de nouveau à ce ministre de « l'idée d'affaiblir les liaisons du Portugal avec l'Angleterre et d'engager la Reine Très Fidèle à en former d'étroites avec la France et l'Espagne », et il assure que M. de Floridablanca « lui a paru en sentir l'avantage et désirer que la chose devienne possible³ ». Cependant « l'idée » germe seulement chez M. de Vergennes.

¹ C'est du moins ce que ressort de l'examen de réception d'Ossun en date du 30 juin. *Espagne*, t. 583, n° 49.

² Rapport à Ossun du 3 juillet 1777. *Ibid.*, n° 5.

³ Rapport du 7 juillet. *Ibid.*, n° 7.

- 177 Elle se développait à mesure. Il y revient pour fournir l'ambassadeur de raisons et, en même temps, de considérations en vue de l'empêcher d'aller trop vite. C'est dans sa dépêche du 18, « Les principes, les lumières et l'honnêteté de M. le comte de Floride Blanche lui sont de sûrs garants, écrit-il, que l'intérêt de diminuer la dépendance où le Portugal a été jusqu'à présent de l'Angleterre ne lui échappe pas et qu'il s'en occupera sérieusement lorsque les circonstances l'y autoriseront; mais il serait prématuré et même dangereux de faire des démarches relatives à cet objet avant qu'un accommodement solide soit convenu entre les deux cours. Le soupçon et la défiance sont l'apanage de la faiblesse; le Portugal qui ne peut méconnaître la sienne s'imaginerait peut-être que nous ne cherchons qu'à le détacher d'un allié qu'il est accoutumé à regarder comme son égide, et dès lors devenir plus froid et plus circonspect à s'engager dans les mesures où il nous peut convenir de l'attirer. »

Ce qui nous revient des dispositions de cette puissance nous donne lieu d'en augurer assez favorablement. Le nouveau gouvernement sent la gêne de joug étranger qu'il a porté trop longtemps et les inconvénients du monopole de commerce qui en étoit la suite nécessaire. Je puis vous confier M. que M. de Saïen est expliqué assez confidemment avec notre ambassadeur et qu'il lui a développé à cette occasion des principes aussi sains que ceux de la précédente administration étoient compliqués je dirais presque absurdes. Il a remarqué que si l'appui de l'Ang^{re} étoit un relief pour le Portugal, ses secours venoient avec tant de lenteur, que le mal se trouvoit toujours très avancé avant qu'on put y obvier. Le ministre portugais n'a pas été moins expressif sur la suite d'un commerce exclusif et a parfaitement bien saisi les avantages de la plus grande concurrence. Tout ce que nous désirons est qu'elle s'établisse et que nos marchandises aient l'entrée dans ce pays-là. Un avantage plus considérable selon moi seroit d'obvier à ce que désormais en temps de guerre les ports du Portugal ne soient point à la disposition des Anglois, et que tout y soit également pour nous comme pour eux, même somme de facilités et de gênes.

Vous ne sommes pas moins impatients M. qu'on peut l'être à Madrid de savoir la réponse que le Portugal aura faite au plan qui lui a été proposé par l'Esp^e. Nos vœux sont d'autant plus vifs pour la réconciliation entre les deux puissances et pour que tout contribue à fortifier la plus étroite intelligence entre elles, que c'est très certainement ce qui peut arriver de plus désagréable à l'Ang^e. Ses ministres quelque bonne contenance qu'ils affectent ne peuvent dissimuler le déplaisir qu'ils en éprouvent, en effet si le Portugal s'affranchit de leur influence ou même tant que leurs colonies d'Amérique font les plus grands efforts pour secouer leur domination c'est perdre de tout côté sans aucune compensation présente. Celle qu'on suppose assez généralement qu'ils se promettent de se procurer aux dépens de la France ou de l'Esp^e pourrait très bien n'être qu'une occasion à de nouvelles pertes au lieu de donner des avantages. Ce serait au moins l'occasion d'une guerre plus longue et plus dispendieuse que la situation présente de l'Ang^e ne semble devoir le comporter.

À Versailes le 18 juillet 1777.

Espagne 383 43

Mais, actuellement, les points noirs du côté de Londres préoccupaient beaucoup plus M. de Vergennes que l'éventualité de relations amicales avec le Portugal. Cette éventualité n'était qu'un second plan. Or Charles III restait porté à éluder, au sujet de l'Angleterre. Il se reposait sur les dispositions de la Grande-Bretagne, qui lui semblaient sincèrement pacifiques¹, et sur les précautions déjà prises par lui, d'ailleurs². Son ministre, d'autre part, avait particulièrement

¹ Rapport d'Ossun, du 5 juil. 1777. *Espagne* 383, n° 1.3. « Le roi n'ayant M. de Sa M^{te} Cath^{le} convenu de se persuader que les Anglois desireroient sincèrement de maintenir la paix avec la France et l'Esp^e et que la crainte qu'ils pussent former quelque projet dans la suite de quelque entreprise en Amérique contre les possessions de nos alliés Espagnols ne l'eût dissuadé de ».

² Rapport d'Ossun, du 3 juil. 1777. *Le Roi*. « Cath^{le} Monsieur jure que l'absence de la France dans le monde britannique et que ».

« se lui forme un parti qui veut se détachement le Lord North et qui cherche à l'emporter par une révolution de système ce monarque et ses ministres pensent que si elle avoit lieu les conséquences en seroient funestes pour la nation de la France et qu'il seroit dans leur intérêt de se confier aux intentions de la France que le ministère britannique affecte de témoigner et aux assurances répétées qu'il donne à cet égard à la France et à l'Espagne. Dans ces circonstances Sa Majesté Catholique s'applaudit d'avoir pris des mesures qui elle ».

1777 peu d'inclination à voir les choses des mêmes yeux que la France, tout en se montrant fort rude à l'égard du gouvernement britannique. La manière naturelle d'amener M. de Floridablanca à s'exprimer était de lui demander le mot de son énigme, autrement dit ses idées personnelles sur une politique commune, sur « les moyens qu'il imaginerait pouvoir être employés, écrivait l'ambassadeur, afin que les deux Couronnes se missent à portée de concourir sans inconvénient à la conciliation des différends qui existent entre les Anglais et leurs colonies ». Sollicité par M. de Vergennes, Omsu essaya de nouveau de faire enfin parler le ministre espagnol; mais celui-ci chercha de « prétextes pour ne pas répondre, celui, par exemple, « qu'il y a trop peu de secret à la cour de Versailles »; l'ambassadeur ne peut rien tirer de lui, sinon « qu'au moment où il y verra de la possibilité, il communiquera ses idées à M. de Vergennes ». Évidemment, s'il ne

« est suffisante pour protéger la navigation
« de ses navires aux Indes et pour rendre au
« monde fort douloureux la mer des entreprises
« considérables que les Anglais pourraient être
« tentés d'y former. Ce prince verra avec bon-
« coup de satisfaction que la France jouisse des
« mesures considérables récentes sans rien braver
« et avec la circonstance que les circon-
« stances exigent. Le Roi Cath' est bien éloigné
« de vouloir la guerre et son unique objet est
« que la France et l'Espagne se mettent en état
« de la soutenir avec vigueur si on les attaque »
« Espagne t. 305 n° 4. Rapport du 17 juillet
« Ce ministre a considéré ensuite que si les
« Anglais parvenant avec la détermination de
« déclarer la guerre à la France et à l'Espagne
« le bon état ou ces deux puissances se mettaient
« devant naturellement les soutenir, qu'il avait
« quarante quatre vaisseaux de ligne armés qu'il
« pourrait en faire armer six de plus à la fin de
« cette année que la France en avait quarante
« armés ou en état de l'être qu'elle pourrait en
« armer quelques autres dans cinq ou six mois

« que ces forces réunies surpasseraient celles
« que l'Ang^e pourrait mettre en mer, par ce que
« quoi qu'elle ait peut-être un nombre égal de
« vaisseaux, elle manquerait de matériaux pour les
« armer sans cesse. » *Ibid.*, n° 40.

« Rapport du 7 juillet. « Comme j'ai sou-
« vent à raisonner sur cet objet et sur ce qui con-
« cerne le Portugal, il m'a avoué que le véri-
« table motif de sa réserve était la crainte que
« le secret ne fût pas bien gardé, qu'il avait
« plus d'une preuve que tout trahissait et
« qu'il était la confiance qu'il m'avait faite que
« quelques Se^{rs} Catholiques vouant éloigner la
« cause britannique de la négociation avec le
« Portugal elle n'aurait rien de caché pour la
« France et m'a assuré que ce propos avait
« été rendu exactement à Londres par le mi-
« nistre du roi de Prusse qui réside en France
« et que M. le prince de Monaco avait pu se
« procurer une copie de la lettre que ce ministre
« avait écrite à ce sujet. Enfin M. le C^{te} de Flo-
« rida Flusilla après avoir considéré combien le
« secret est nécessaire pour des affaires si sen-

revenant pas aux dissidences passées, M. de Floridablanca se souvenant qu'elles avaient existé.

Fidèle, du reste, à ce qui était l'intérêt commun, dans le sens vague du mot, le premier ministre de Charles III nous défendait, avec une liberté rude et nullement disposée à faiblir, contre les récriminations de lord Grantham, qui nous accusait assez amèrement de nourrir le projet de rompre, de fournir des secours aux Colonies, de donner protection à leurs corsaires¹. Ces façons brusques coïncidaient

« pour une chose qui n'avait rien à l'encontre
« quelque à regret sur les choses ou surcoût
« desquelles les amers avaient existé d'autant
« plus qu'il savait que le roi d'Espagne ne
« avait déjà conçu de l'ingratitude et de la mé-
« fiance sur les dispositions politiques du Por-
« tugal à l'égard de l'Angleterre. » (*Espagne*,
t. III, n° 17)

On lui écrit de Madrid le 14 juillet. « M.
« Grantham quitte son ministère et après
« avoir déclaré qu'il ne parle ni au nom ni
« par ordre de sa cour se plaint amèrement
« des procédés de la France relativement à sa
« cour des secours de toute espèce, qu'elle four-
« nissait aux colonies anglaises. Il dit qu'il était
« évident que la France avait résolu de rompre
« avec l'Ang^{le} et qu'il avançait que s'il était dans
« le vrai sens, il la prouverait. M. le C^{te} de
« Floride Blanche lui répondit qu'il ne fallait
« pas répondre lui légèrement à ce qu'il disait
« qu'il était certain que les députés du Congrès
« américain qui sont en France détestaient de
« fausses nouvelles à cet égard que la France
« avait un commerce fort étendu il était con-
« séquent que ses négociants eussent des liai-
« sons avec les nations anglaises qu'ils leur
« fournissent ce qu'il désirent qu'il ne s'en
« suivrait pas de là que ce fût par ordre du
« Gouvernement que si les commerçants esp^{agnols} ne
« les aimaient pas autant que les français c'était
« par la seule raison que le commerce esp^{agnol} était

« beaucoup moins étendu que le français, que
« pour ce qui était du prétendu secours fourni
« qu'il supposait à la France de faire la guerre à
« l'Ang^{le}, il pouvait l'assurer du contraire et
« qu'il était à portée de le savoir, n'étant pas
« possible que le cabinet de Versailles, au cas
« fort au-delà de celui de Madrid, que l'on voyait
« au contraire que la France avait fait en der-
« nier lieu au sujet d'une prise qu'un armateur
« américain avait conduit dans le port de Lun-
« bee et qu'il avait de plus que notre cour
« informée que des Français prenaient au sud-
« est des patentes des colonies révoltées pour
« faire la guerre avait pris des mesures justes
« pour éviter de pareils abus.

« Que pour ce qui était de vivre en bonne
« harmonie et d'ouvrir une porte aux bottons
« des colonies la France et l'Espagne le des-
« soient et le feroient qu'ils conserveraient une
« entente cordiale sans vouloir pas s'exposer à
« voir les bottons de leur commerce envahis
« et pillés par les armées américaines et que
« l'Ang^{le} ne serait pas fondée à se plaindre
« tandis qu'elle avait tant de fois elle ne pou-
« vait pas protéger son propre commerce. M. le
« C^{te} de Floride Blanche a fini par dire qu'il
« ne fallait pas précipiter son jugement sur les
« bruits qui se répandaient et sur les choses
« qu'on aperçoit que le ministre d'Esp^{agne} n'y
« ajoutait pas foi légèrement, qu'il lui était re-
« venu d'une bonne part que l'Ang^{le} soit extor-

1777 avec des plaintes de très vieille date qu'il avait prescrites à M. de Masserano de «*appuyer*» à Londres, et elles laissaient supposer aux ministres du roi George que M. de Floridablanca était peu favorable à la paix. Lord Grantham, en annonçant à lord Weymouth la retraite du marquis de Grimaldi, lui avait écrit : qu'on remplacerait difficilement ce dernier par quelqu'un d'aussi dévoué à la France et d'aussi disposé à rendre les deux cours unies dans les mêmes choses et émues des mêmes griefs¹ ; or, à la fin d'avril, lord Stormont faisait confidentiellement part à l'ambassadeur de l'opinion bien opposée que l'on concevait du remplaçant, à cette heure, et il donnait surtout à l'appui l'insistance avec laquelle la cour de Madrid pressait la France d'envoyer des troupes à Saint-Domingue². Lord Mansfield, quelques jours

«*venant* le roi de Maroc de reconnaître la «*guerre* avec l'Esp^e qu'à lui offroit même des «*subsidies* considérables et de lui fournir l'«*artillerie* et les munitions de guerre nécessaires «*pour* sauver les présides d'Afrique et que «*le* roi d'Esp^e sans mépriser cet avis et sans «*augmen*ter les mesures et prévoyances vouloit «*approuver* cette nouvelle avant d'y donner «*assent* qu'il étoit nécessaire de faire en «*de* la paix qu'il feroit toujours en qui dépend «*de* la paix pour la conserver, mais qu'on ne «*devoit* pas en conclure qu'il craignoit la guerre «*et* qu'il ne lui fut pas sensible aux mauvais pro- «*pos* de M^r Grantham. M^r est resté un peu in- «*terdit* et il a soutenu qu'il n'avoit aucune con- «*naissance* de ce que M. le C^{te} de Floride Blanche «*venoit* de lui dire » *Esquise*, t. 323, n^o 36.

Il s'agissoit de délits commis en 1770 par des Anglais dans une des possessions espagnoles et que M. de Grimaldi n'avoit pas regardés comme importants. M. de Floridablanca ne demandoit rien moins que la peine de mort contre les auteurs «*dont* on avoit eu peine à retrouver la trace répondant-on aussitôt, en supposant que les bons rapports antérieurement ne les poursuivraient pas gravement ».

¹ *Grantham's papers*, sous 24 173 f. 60 7 novembre 1774.

² *Ibid.*, f. 192. Lettre de lord Stormont du 26 avril 1777. — Cette pièce donne raison à la politique que M. de Vergennes opposoit à cet avis de force dans la pensée que la mesure en provoquant une semblable de la part de l'Angleterre.

«*Milord* je vous remercie de votre lettre «*à* Votre Seigneurie que je tiens, évidemment «*de* fait pour savoir que M. Floride Blanche «*est* de cette sorte d'une manière qui devoit «*être* tout son de vouloir qu'il ne soit pas d'être «*aussi* pacifique que son prédécesseur. À la vé- «*rité* » il n'a rien pu convaincre un change- «*ment* de système il ne dit pas qu'il desire «*la* guerre, mais sous le vain prétexte des «*deux* ennemis qu'il nous prête contre les «*des* français et espagnols d'Amérique, il «*conseille* des mesures qui tendent à nous «*conduire* à compromettre la tranquillité pa- «*ci fique*. Il presse versant la France d'envoyer «*des* troupes et des vaisseaux de ligne à Saint- «*Domingue*. Les principaux ministres du roi de «*France* qui j'en suis persuadé sont molle- «*ment* pacifiques, voient clairement la vérité

après, venait exprimer au prince de Masserano des inquiétudes pareilles, et lord Suffolk, « impatient d'ouvrir son cœur », disait-il, au rapport du marquis de Noailles, « nait auprès de ce dernier des plus instant efforts pour le convaincre de la sincérité des sentiments britanniques; il en appelait à sa droiture, à son expérience des affaires, des affaires de l'Angleterre particulièrement, pour dissiper d'injustes soupçons et faire valoir à sa cour toutes les raisons qui devaient le convaincre du désir qu'avait son pays de conserver la paix »; « au lieu de nous tenir sur la défensive les uns vis-à-vis des autres, nous devrions tous désarmer » avait ajouté le familier de George III.

L'Angleterre, en effet, ne redoutait pas moins de voir la France et l'Espagne ouvrir en ce moment la guerre, qu'à Versailles on s'était jugé mal en état de la faire et que l'Espagne s'y montrant peu portée. Le gouvernement de George III dépensait autant d'efforts et de ruses diplomatiques à la retarder, en divisant ou en abaissant les deux Couronnes, que d'impulsion et d'activité à se mettre en situation de la déclarer ou de la subir. Mais le ministère de Louis XVI ne s'effrayait plus à l'idée de frapper un coup, et les motifs que M. de Vergennes en donne au marquis de Noailles revelent les raisons qui avaient causé le changement subit de ses dispositions après l'échec de Washington à Long Island. La manière d'être dictée par la correspondance officielle contraignant parfois l'ambassadeur à se sentir embarrassé dans son rôle. Éprouvant le besoin de voir plus clair, il avait longuement exposé au ministre, dans une lettre privée, ses idées sur les conséquences à attendre de la situation créée à la Grande-Bretagne par la guerre d'Amérique ou à y rechercher¹. M. de Vergennes lui répond,

« de ce que je leur ai dit et répété, à savoir
« que si une flotte française ou espagnole est
renvoyée dans ses ports, une flotte anglaise
« doit suivre, et suivre. Ces dispositions du
« minstre espagnol sont bien regrettables sur-
« tout au moment où il y avait lieu d'espérer
« que les cours de Londres et de Paris étaient

« au point de convenir à un arrangement
« mutuel ».

Lettre postérieure à M. de Vergennes du
9 mai *Angleterre*, t. 525 n° 18.)

¹ Lettre du 18 avril 1777 *Ibid.*, t. 522
n° 12. — Le marquis de Noailles avait eu
hâte de quitter Londres; apprenant qu'on

1777 privément ainsi, le 2 mai. Sans lui laisser entrevoir aucun projet déterminé, il lui explique ainsi sa propre attitude, en même temps que l'attitude à laquelle il obligeait le représentant du roi :

Je ne me dissimule pas Monsieur le Marquis, que votre conduite peut présenter un côté faible aux yeux de ceux qui ne peuvent ou ne veulent saisir l'ensemble des affaires. Si l'étoit question d'une justification je ne serois pas embarrassé d'en faire une et très solide, et de démontrer qu'en bonne politique comme en justice on a tenu la seule route convenable. On a profité de la circonstance pour recréer une marine qui n'existoit que nominalement, celle du Roi est aujourd'hui en bon état, et je me flatte que cet établissement est pour tout son règne et au delà. Je vous en informe en confidence Monsieur le Marquis, de ce qui se passoit ici, par ce que je ne vous laisserai jamais rien ignorer de ce qui pourra interrompre votre mission.

Le secret du prompt abandon des propensions à la guerre si vivement affirmées après la déclaration d'indépendance, le secret principal, du moins, avait donc été dans la faiblesse de notre état maritime. La nature et les conditions qu'affecterait cette guerre étaient apparues soudain tout autres, après Long-Island, qu'au 31 août, ou les Colomes semblaient assurées de triompher. Il faudrait supporter de dures campagnes de mer, qui auroient raison trop vite de la marine débilé léguée par le précédent règne. Désormais, M. de Maurepas et M. de Vergennes vont souvent, l'un et l'autre, répondre par cette interprétation aux jugements que leur politique suggère. Tous deux s'en expliqueront ainsi avec le ministre du roi de Prusse leur exprimant, au nom de son maître, qu'ils avaient laissé perdre l'occasion. Du reste, même en écrivant dans l'intimité au marquis de Noailles, M. de

était rappelé de Madrid. Il écrit directement à M. de Vergennes en vue de remplacer son collègue à la cour d'Espagne. (6 juin *Anglo-Amér.*, t. 523, n° 77. Mais il avait été choisi en communisme de amos et l'un ne penserait pas à le déplacer. M. de Vergennes lui répond aussi

104 « qu'il est trop bien le roi M. ou il est pour qu'il puisse s'agir de l'en tirer qu'il n'est assurément utile à Madrid, mais qu'on a besoin de lui à la place qu'il occupe, la plus importante en raison de sa délicatesse » (13 juin; *ibid.* non numérotée, f° 265.

Vergennes lui voulait entièrement les vues actuelles du gouvernement du roi sur les affaires de l'Amérique. Il raisonnait sur les généralités que l'ambassadeur avait émises, notamment sur l'avenir réservé aux États d'Europe par l'établissement des États-Unis; sur l'autre terrain, il le suivait, tout simplement, par hasard pour ainsi dire, et comme question spéciale c'était de la question du désarmement qu'il l'entretenait. Il tenait à lui bien marquer qu'elle ne devait pas être un motif de discontinuer nos préparatifs:

Je pense absolument comme vous sur un désarmement; les conventions à cet égard ne pourroient être égales depuis que l'Ang^e a établi par le fait quelle peut avoir 20 v^e de garde sans que pour cela on puisse en concevoir de l'inquiétude. S'il y avoit lieu à négociation j'estime qu'il y auroit d'exactes observations à faire, la plus sûre seroit de riposter par le fait, mais l'amour de l'économie fait quelques fois retrancher des dépenses nécessaires. Il seroit bien dangereux que cette considération prévalut dans des occasions majeures.

À Versailles le 2 may . 1777

Angleterre, t. 523 n° 3 bis

Tout le premier des parties de cette lettre
 « À Versailles le 2 may 1777. — Je ne puis
 « vous remercier, Monsieur le Marquis
 « de la lettre particulière que vous m'avez fait
 « l'honneur de m'écrire le 18 du mois dernier
 « et des judicieuses réflexions qu'elle renferme.
 « On ne peut en eux discuter que vous se fassent
 « l'état de la question qui s'est élevée entre
 « l'Ang^e et ses colonies et les suites probables
 « qu'elle doit opérer, quelque en soit la solution
 « je pense avec vous que les suites ne pouvant
 « en être avantageuses à l'Ang^e dans la suppo-
 « sition la plus favorable son autochtone américain
 « en sera qu'un ressort comprimé, qui repré-
 « sentera bien vite son élasticité si un poids supe-
 « rieur cessoit de l'écraser; la charge sera donc
 « pesante pour la métropole. Si au contraire
 « elles peuvent s'assurer leur indépendance

« l'intérêt devenant la base de leurs calculs et
 « de leurs affections l'Ang^e se verra nécessaire-
 « ment privée de la plus gr^{de} partie des bénéfices
 « qu'elle retireroit de leur commerce. Les choses
 « considérées sous ce point de vue, il seroit
 « au moins prématuré d'emprunter d'un avenir
 « bien reculé des conséquences affirmatives pour
 « la sûreté de nos possessions dans cet hémis-
 « sphère. Si les provinces unies restent dans la
 « constitution qui s'est donnée elle semble
 « exclure de nous de conquêtes, d'ailleurs tant
 « qu'il leur restera du terrain à défricher et
 « elles en ont encore pour longtemps, on ne doit
 « pas appréhender qu'elles cherchent à s'étendre.
 « D'après cet aperçu nous pouvons voir la con-
 « tinuité de ce dessein et en attendre l'issue
 « possible mais y prendre une part plus active
 « que nous ne l'avons encore fait »

1777 L'expression de ces idées recevait plus d'accent encore quinze jours après, dans un autre pli particulier où M. de Vergennes revenait sur l'opinion conçue à Londres du successeur de M. de Grimaldi.

Nous avons déjà des indices des inquiétudes que l'on conçoit en Ang^{re} des dispositions du nouveau ministre d'Espagne, mais sans en connaître le motif. C'est à vous, Monsieur le Marquis, que nous en devons le développement. Quoi qu'il ne paraisse pas simple qu'on revivie une affaire qui est censée finie depuis plusieurs années et qu'on exige une satisfaction qu'il n'est pas au pouvoir du ministère anglois de donner, je ne m'en tiens pas moins assuré pour cela que M. le C^{te} de Floride Blanche est de bonne foi dans les principes pacifiques du Roi son maître la franchise et l'honnêteté de son caractère en font foi, mais je ne serai pas surpris qu'il n'emploie à leur soutien de tout autres moyens que ceux que son prédécesseur avait adoptés. D'après cela il peut paraître très problématique s'il accueillera la proposition de désarmement que le Lord Suffolk a faite à M. le P^{re} de Massaran et que le Lord Grantham sera probablement autorisé à renouveler. Je vois tant de difficultés à établir le désarmement sur un pie équitable et de manière à trouver un niveau de sûreté que malgré l'intérêt qu'il peut y avoir à se soulager d'une dépense pesante, j'estimerai que la paix ne sera bien assurée qu'à l'abri de nos fortes précautions. Nous devons nous attendre que les Anglois ne désarmeront que ce qu'ils ne sont pas en état d'armer. D'ailleurs quand nous n'aurons rien, nous ne devons pas nous attendre qu'ils nous menagent et nous respectent. C'est à M. le M^{re} de Noailles et non à l'ambassadeur du Roi que je dévoile ma façon de penser. Elle m'est particulière, mais elle sera subordonnée à celle que Sa Maj^{te} adoptera si cet objet prend assez de consistance pour devenir le sujet d'une négociation.

A Versailles le 17 may 1777.

Angl.-fr., t. 523 n° 41 bis.

A cette heure, toutefois, la marine était refaite et le gouvernement de Louis XVI avait repris assurance. C'est pourquoi il n'entrait pas du tout dans son esprit de désarmer. Les craintes d'une réconciliation des Colonies avec leur métropole avaient d'ailleurs augmenté,

à la suite des derniers débats du Parlement Lord Chatham s'était fait porter à la Chambre haute et, sans entamer la majorité, mais non sans agir au fond très fortement par sa parole, il avait excité une foule plus contre la France, par sa grande autorité et par une éloquence qui ne fut jamais dépassée, l'animosité qu'il portait à notre pays. Lord Chatham avait proposé une motion pour supplier Sa Majesté Britannique d'aviser aux moyens de s'entendre avec l'Amérique¹. Les orateurs de l'Opposition après lui, lord Grafton, lord Schelburne surtout, avaient violemment dénoncé l'assistance prêtée à l'Amérique par la cour de Versailles, les relations de Franklin et de Deane avec le cabinet; ils avaient montré le Portugal entraîné désormais dans le Pacte de famille et ajoutant ses douze vaisseaux de ligne aux flottes de l'Espagne et aux nôtres. On craignit alors que lord North ne sortit du ministère et que les idées pacifiques n'en disparaissent tout à fait avec lui. Par un autre billet privé, le 21 juin, M. de Vergennes demande à l'ambassadeur de se bien informer, dût-il dépenser quelque chose, sur cette « révolution de système » qui éloignerait le ministre regardé comme « l'ange de la paix ». On a d'ailleurs la mesure

Je m'en souviens de Versailles ayant écrit à ce sujet avec justesse. « À Londres le 6 juin 1777 ».

L'apparition de lord Chatham au Parlement a fait sensation que pour le moment il ne s'en proposait pas lui-même apparemment une grande utilité. Mais il faut convenir qu'il cédait à l'amour-propre et au plaisir de recueillir un succès ou sa vaine attention de la nation. Il a agit conséquemment aux principes qu'il a toujours eus depuis la naissance des troubles en Amérique. En 1775 il vint de même au Parlement et proposa de rappeler toutes les troupes et de remettre les choses sur le pied où elles étaient en 1763. Il ne demandait rien qu'on ne put alors exécuter aisément. Quand il fut au point d'être motion pour supplier Sa Majesté Britannique d'aviser aux moyens les plus efficaces de pac-

ifier à une conciliation sans aucune restriction les moyens à employer. Il semble ne

voir qu'à protester de nouveau contre tout ce qu'il a été fait de contraire à son avis et à en faire prendre de là occasion pour annoncer à la nation que forte ou faible, victorieuse ou vaincue par le sort de ses armes elle doit leurrer par avoir une guerre étrangère soit pour perdre tout à fait et s'envoler dans les débris de son ancienne gloire, soit pour redoubler aux efforts de la France qui se débarrasserait si les Américains étoient à la veille d'être vaincus. Le cas de la réduction lui parait moins chimérique puisqu'il nous permet de lire ou d'interpréter ses intentions. qu'il veut nous empêcher d'envoyer que les troupes qu'on a envoyées pour conquérir l'Amérique. (Laplace, t. 523 n° 44)

- 1773 du sentiment de défiance que nous inspirait l'Angleterre, en le voyant donner à son représentant l'avis qui suit sur l'attention que ces informations méritaient :

Les assurances les plus affirmatives ne sont quelques fois dans le pays que vous habitez que des mots vides de sens, ou qui en ont un très opposé à ce qu'ils semblent signifier. Nous ne pouvons pas oublier comment nous fumes dupés en 1701. Si nous avons eu l'honnêteté de ne pas vouloir profiter d'un exemple aussi terrible nous devons être sur nos gardes contre la ruse.

À Versailles le 21 juin 1777.

Espagne t. 523 n° 114 bis

Aussi, un mémoire établissant les raisons d'entrer dans l'intimité de l'Amérique venait-il d'être préparé pour le roi, en vue de convier le roi d'Espagne à faire de même. C'était le commencement d'un travail qui devait passer par plus d'une phase. Le ministre l'avait ouvert à vrai dire dans sa dépêche du 18 juillet sur le Portugal. Le terrain n'étant pas mouvant de ce côté, M. de Vergennes avait saisi l'occasion. Il dépeignait dans cette dépêche le crédit de l'Angleterre comme fort atteint et son commerce comme paralysé; son impuissance à provoquer les deux Couronnes lui semblait évidente et celles-ci bien plus en état de frapper « si leur modération et leur justice n'étaient pas supérieures aux amorces de l'ambition et de la vengeance ». Il arrivait à dire qu'une chose improbable étant possible, « le désespoir » conduirait peut-être les ministres britanniques « à des partis extravagants » et que le roi ne voulait négliger aucune précaution pour rendre leurs efforts inutiles; cela l'amenait à indiquer des projets qu'il faudrait exécuter, à son avis, « à l'entrée de l'automne ». Or ces projets étaient assez étudiés pour qu'à l'heure même il pût en tracer

¹ Le ministre en terminant indiquait à M. de Naulles ce détail à surveiller : « Si les Anglois inclinent à changer de système il est vraisemblable qu'ils se mettront en mesure de ce faire sur tous les points qui

« l'exigent. Dans cette supposition la destina-
« tion qu'ils donneront à leurs vaisseaux pour-
« roit éclaircir sur le fond de leurs intentions.
« Vous voudrez donc bien y faire veiller avec
« soigneusement qu'il sera possible. »

un exposé étendu, et assez réfléchi pour que des mesures préliminaires en eussent préparé déjà l'exécution. On est fixé à cet égard par un autre pli de la même date, où le roi est montré résolu à assurer aux Américains toute la liberté de navigation que comportera l'interprétation du droit des gens ou des traités, et décidé à imposer le respect de cette liberté au risque d'une agression de l'Angleterre. Le ministre fondait en cela l'opinion du cabinet sur une doctrine du commerce maritime dont il faisait un principe. Bien plus, il ajoutait qu'afin de garantir efficacement l'application de cette doctrine, des forces seraient dirigées sur nos possessions des Antilles et le concours de l'Espagne demandé à ce sujet, si le besoin venait à en être senti :

777

A Versailles le 18 juillet 1777

Vos griefs, M^{te} et ceux de l'Ang^{te} qui sont inevitables dans l'état présent des choses commencent à donner lieu à des explications assez sérieuses dont nous desirons d'autant plus que le Ro. C^{te} et son ministère soient informés que nous sommes persuadés qu'ils applaudiront à la sûreté de nos principes de conduite, à l'honnêteté de nos procédés et à la sage fermeté de notre langage.

Le Roi fidèle aux obligations des traités ne veut ni en aggraver les devoirs ni les enfreindre, mais quelque attention qu'on y porte il n'est pas possible de prévenir toutes les contraventions, tout ce qu'on peut exiger de la justice de S. M^{te} est d'y porter remède lorsqu'elles sont constatées et c'est ce qu'elle n'a jamais refusé.

De toutes les plaintes qui nous ont été déférées celles qui paroissent affecter le plus fortement l'Ang^{te} est le refuge que les corsaires américains prennent dans nos ports d'où prenant ensuite leur point de départ ils arrivent promptement sur les côtes d'Ang^{te} où ils se permettent toutes les violences que la guerre autorise. Vous pouvez juger M. combien l'orgueil anglais est blessé de voir son sceptre maritime insulté sur ses propres côtes et dans ses rades.

Le Roi n'a jamais été disposé à permettre ou à encourager ces manœuvres, les traités exigent que les corsaires ne puissent séjourner dans nos ports ni y déposer encore moins y vendre leurs prises. Les ordres sont formels à cet

2-

17. regard, et a toujours été enjoint a mes proposés de vailler a leur execution, de m'accorder a des corsaires que les secours de l'humanite et enfin de les faire partir aussitôt que le vent et les autres circonstances pouvoient le permettre. Il est arrivé néanmoins que trois corsaires américains auxquels il avoit été prescrit de visiter les différens ports ou ils étoient abordés, ayant formé une association se sont joints a la mer et ayant pris leur champ de bataille dans le canal de St George y ont pris ou détruit un assez grand nombre de bâtimens anglais. Cela ne nous regarderoit en rien si a la suite de cette expédition, chassés par des v^e de guerre anglais ils n'étoient revenus dans nos ports ou ils doivent avoir surpris ou amené quelques uns de leurs prises.

Ce retour très propre a faire soupçonner une connivance, a excité de la fermentation en Ang^e et a donné lieu a une représentation très grave que l'ambassadeur de cette nation me fit le 8 de ce mois de l'ordre de sa cour. Je ne récapitulerai pas ici tout ce qu'il m'a dit, vous en trouverez l'extract dans la réponse que le Roi m'a ordonné de lui faire et que je lui ai communiquée verbalement le 11. J'en envoie une copie a M. le M^r de Noailles afin qu'il puisse en faire lecture aux ministres anglais. Je ne veux pas prévoir ce que ceux ci feront en conséquence et si satisfaits de la justice que nous leurs faisons, ils se porteront a nous la faire a leur tour. Le Roi car il est écrit dans notre réponse et comme je l'ai dit au vicomte de Stormond entend exécuter de bonne foi les traités et ne prétend point protéger ses sujets dans un commerce prohibé par les loix des nations. Nous ne pouvons pas exiger que nos negocians aient la route de l'Amérique septentrionale ouverte et qu'ils y exercent un commerce libre, mais nous ne pouvons pas consentir aussi que lorsque les marchandises américaines ont passé dans nos mains et sont devenues par là un article de notre propriété l'Ang^e se croie fondée a arrêter les bâtimens expédiés de nos ports sous prétexte qu'ils ont a bord de ces sortes de marchandises. Voilà sur quoi j'ai principalement insisté avec l'ambassadeur d'Ang^e sans qu'il ait eu rien même de plausible a m'objecter et sur quoi M. le M^r de Noailles opinera avec encore plus d'énergie en présentant aux ministres anglais la liste et les preuves de nos griefs.

Je ne me flatte pas M. que notre négociation nous procure le redressement de nos justes griefs, ce seroit trop présumer des Anglois, mais il seroit dangereux de précipiter et de brusquer les choses. La flotte d'Espagne n'est point

rentrée et nos pêcheurs sont à la mer. Il faut gagner le temps que tout cela arrive si les Anglois malgré la detresse de leurs affaires co^l on le suppose veulent la guerre. Elle est telle dit on que si la fortune ne leurs procure pas des evenemens qu'ils n'osent presque plus esperer il ne restera bientost plus aux ministres que des partis de desespoir à prendre pour essayer de sauver leurs têtes.

Nous ne nous negligons pas ici M sur les moyens de nous trouver prêts à tout evenem^t. On fait toutes les dispositions p^r embarquer dans le courant de 7^{me} six bataillons, un corps d'artillerie de six cent hommes et deux cent dragons. Les bataillons seront mis au grand complet et on enverra le nombre de recrues necessaires pour completer sur le meme pie les six bataillons envoyes en 1775. Ils ont grandement besoin de nombreuses recrues sur tout ceux qui sont à St Domingue, nous avons avis d'une epidemie qui nous y enleve un monde prodigieux. Par les dernieres nouvelles du Cap plus de 700 ho^m de la garnison etoient à l'hospital et la mortalité etoit affreuse. Nous devons nous feliciter de n'avoir pas envoye plus tost le secours qu'il s'agit d'y faire passer. Moitié du transport aux dragons pres, sera pour la Martinique et pour la Guadeloupe et l'autre pour St Domingue, le sort remis à nos troupes coloniales fera un ensemble de 15 mille ho^m sans parler des milices du pays, ainsi nous serons en mesure pour l'offensive et p^r la defensive.

Si l'epidemie continuoit à St Domingue et que nos troupes eussent besoin de quartiers de rafraichissement nous pourrions bien demander au roⁱ d'Espagne qui la deja offert de permettre qu'ils leurs en soit donne dans la partie qui lui est soumise laquelle est infiniment plus saine que la notre mais nous n'en sommes pas là.

Je joins ici M la copie d'une lettre que j'ai ecrite à M^s Frankland et Deane pour les informer des ordres que le Roⁱ n'a pu se dispenser de donner sur les representations de l'Ang^{te} pour reprimer les corsaires americains. L'Esp^{ne} ne doit rien ignorer de ce que nous faisons.

J'ai l'h^r d'etre avec un tres parfait att. M

Espanne 5 Mars 1776

Rien n'aurait ressemblé davantage à l'annonce prochaine d'une alliance avec le Congrès et à la complète acceptation des conséquences

1773 qui pouvaient s'ensuivre. Ayant à répondre à Oasun, peu après, sur les négociations, intimes maintenant, de la cour de Madrid avec celle de Lisbonne, M. de Vergennes s'efforçait encore de mettre l'ambassadeur à même d'ouvrir les yeux au premier ministre d'Espagne relativement aux résolutions du roi¹. « La réserve », écrivait-il.

La réserve dans laquelle M. le C^{te} de Floride Blanche s'enveloppe vient d'autant plus à contre temps que si nous convenons de prendre en considération les aff^{es} de l'Amérique septentrionale nous sommes au moment où il faut s'en occuper. La campagne est ouverte, mais bien tôt elle finira et je doute quel qu'en soit l'événement que les Anglois puissent et veulent en entreprendre une troisième. C'est donc à l'époque de l'automne prochain que pourront commencer des négociations plus sérieuses qu'elles ne l'ont encore été. Ne seroit-il pas à propos que les deux Couronnes eussent dans ce pays là à cette époque chacune quelques personnes sages, sensées et discrètes qui sans caractère et sans mission ostensible pussent éclairer ce qui se passera, nous bien instruits des véritables dispositions et dans l'occasion faire les insinuations que les circonstances et le rapport des différents intérêts bien combinés pourront leurs inspirer.

Je vous prie M. de communiquer confidentiellement ce point de vue à M. le C^{te} de Floride Blanche et de me faire savoir par une lettre séparée le jugement qu'il en portera. Ce ministre éclairé doit sentir qu'au point où sont les

¹ Tant d'abord M. de Vergennes promet à une occasion naturelle et il avait sans doute cherché de relever la raison d'insuffisante discrétion, de la part du cabinet de Versailles, sur laquelle M. de Florblanche feignait d'appuyer sa froideur : « . . . Cependant, si une pierre de touche nous sure pour mesurer si il y a des hasards parmi nous et j'ai la conviction de voir que ceux qui cherchent le plus à nous pénétrer en sont réduits aux conjectures. Nous ne pouvons pas empêcher qu'on s'occupe quand nous avons des conseils ou des résolutions extrêmes tout ce qui est relatif à ce fait, mais on ne pénétre pas avec la même

« facilité ce qui est intérieur. M. le C^{te} de Floride Blanche peut se rappeler que nous sommes « depositaires de quelque secret jaloux mais « qu'il en ait rien trahi. Ne lui laissez pas « ignorer je vous prie combien je me soucie « de ce reproche. J'en suis d'autant plus affecté « que j'ai la certitude qu'il ne peut m'être per- « sonnel. Mais si il veut être rassuré vous pouvez « lui donner ma parole que quand il voudra « nous confier quelque chose le Roi seul et M. le « C^{te} de Maurepas en seront instruits avec moi « et dans ce cas je vous prie M. de ne l'oublier « que dans des lettres séparées qui ne seront « point lues en conseil. »

affaires de l'Amérique septentrionale l'Esp^{ne} n'y a pas un intérêt inférieur à celui d'aucune autre puissance.

A Versailles le 12 juillet 1777.

Espagne t. 565 n° 53

Au reste, le bruit public et les propos, à Londres, étaient de plus en plus à la guerre. On accusait ouvertement la France « On s'en prend à nous de tout le mal que font les armateurs américains au commerce de l'Angleterre, écrivait M. de Noailles; on dit qu'une guerre ouverte serait préférable à la paix insidieuse que nous prétendons maintenir en accordant toute protection aux Colonies révoltées; on parle généralement d'une commission dont M. Jenkinson aurait été chargé en France pour nous demander, de concert avec le lord Stormont, une explication précise de ce que nous voulons continuer de faire en faveur des Américains¹ ». Beaumarchais, peu auparavant, écrivait de son côté à M. de Vergennes, à propos d'une des nombreuses

Rapport du 18 juillet. *Angleterre*, t. 534 n° 12. M. de Vergennes répondant à ce rapport écrit en particulier à M. de Noailles le 26. « Je n'ai point de renseignements que M. de Jenkinson soit passé en France et s'il y est qu'il soit chargé d'aucune commission. Peut-être aurait-il osé se remettre la tête du lord Stormont, ce ne sera pas en France et nous n'avons pas la guerre, il s'en explique assez clairement pour que nous ne puissions l'ignorer, il n'a de modération que l'entrée de mon cabinet. On dit qu'un amour d'envie d'être en France y bote un tableau du front de ses espérances. Ce motif comme vous voyez n'est de bon qu'on s'en use ou pour plusieurs centaines de mille hommes et qu'on en ruine peut être un peu grand nombre. S'il confie ses vœux au lord Mansfield je doute fort qu'il admette la supériorité de son cher royaume ».

Am commencement de sa lettre : parle comme il suit du M. de Montmorency, avec une aménité : « Je suis bien averti Montmorency la

« Montmorency, de votre attention à me faire parti-
« ger le jo à que vous croiez le meilleur état de
« la santé de M. le prince de Montmorency. Nous
« n'avons pas moins d'intérêt que l'Espagne à
« faire des vœux pour sa conservation il est
« difficile de se conduire avec plus de zèle de
« zèle et de sûreté qu'il le fait dans une ad-
« ministration qui est sous votre œil pour les Es-
« pagnols comme pour nous la plus équitable.
« D'ailleurs sa fermeté dans les principes de
« l'union des deux Couronnes doit et nous le
« recommander encore plus particulièrement.
« C'est en Ang^{le} spécialement que cette union
« doit se montrer dans toute son intégrité cette
« représentation est nécessaire pour en empêcher
« la nation aliène que ses malheurs même
« ne peuvent fléchir. Vous la poussez avec Mon-
« sieur le Marquis dans les réflexions sages et
« sages que vous répandez dans vos lettres
« elles échappent ni à l'attention ni à l'appro-
« priation du Roi et nous sur qui nous ne les
« négligeons pas. » *Ibid.* n° 65 bis.)

177 affaires délicates qui naissent de ses opérations et de ses emban-
chages. « O! s'ils faisaient la paix aujourd'hui avec l'Amérique comme
« ils feraient la guerre demain contre la France! Il ne faut donc rien
« négliger pour que cette paix ne se fasse à aucun prix. C'est ce que
« vous savez mieux que moi. Mais peut-on s'empêcher de toujours
« dire un mot d'une chose dont on a la teste aussi pleine! » Aussi bien
le cabinet de Louis XVI n'attendait-il qu'un prochain courrier pour
proposer nettement au cabinet de Madrid la politique d'action. Le 26,
il expédiait au Pardo, revêtu de l'*approbation* du roi, le mémoire dont
nous parlions tout à l'heure, expliquant la convenance de s'associer
positivement aux Colonies et, conséquemment, de s'engager contre
l'Angleterre. À différer davantage, disait le ministre, on s'exposerait à
voir bientôt cette nation ouvrir elle-même la guerre. Il avait joint à ce
mémoire une lettre privée pour le ministre espagnol, et il adressait
le tout au marquis d'Ossun dans un pli particulier que voici, le-
quel résumait et précisait les idées et les raisons développées par
ce document.

J'ai l'honneur de vous envoyer Monsieur, par le courrier l'Épine une lettre
et un mémoire pour M. le comte de Florida Blanca que je vous prie de lui
remettre. J'en joins ici les copies pour que vous aies connaissance du tout. Le
Roi a trouvé bon que j'adressasse le tout directement au ministre, afin que
libre de former tel avis qu'il jugera le plus adapté à l'état des affaires et à la
convenance de l'Espagne et des deux Couronnes, il ne puisse croire que nous
ayons le plus léger dessein de priver son opinion et son jugement.

Il ne serait pas décent, Monsieur, que vous parussiez ignorer l'objet de
cette expédition, vous vous en monterez instruit, mais vous ne cacherez pas
à ce ministre qu'il vous est singulièrement recommandé de ne rien faire et
de ne rien dire pour l'incliner vers un parti plus tost que vers l'autre. Le Roi
croit devoir à sa confiance dans la sagesse et dans la longue expérience du Roi
son oncle de lui exposer franchement les circonstances telles qu'il les aperçoit.
Sa Majesté indique les partis qui se présentent, et elle attend de l'amitié du

Paris le 19 mai 1777. Angleterre. 524. 11. 6

Roi Cifue de fixer ses résolutions et son choix. Le Roi a fait preuve de son amour pour la paix, Sa M^{te} y rapporte encore tous ses vœux, elle souhaite qu'il soit possible de la conserver, mais c'est une espérance à laquelle il paraît difficile de se livrer avec une sorte de fondement.

Peut être croira-t-on en Espagne que l'animation des esprits en Ang^{re} n'est dirigée que contre nous, je ne puis disconvenir que les insultes commises par quelques corsaires américains sortis de nos ports et qui y sont rentrés ont excitée un cry de ressentiment, mais le parti que nous avons pris d'en faire justice ainsi que vous l'auriez vu par l'expédition dont le courrier de M. le C^{te} d'Aranda a été porteur peut avoir calmé cette animation et en éloigner l'effet, mais il en est une qui porte plus directement sur l'Espagne et qui paraît affecter le ministère autant que l'autre le peuple. Je n'en sais pas bien certainement le motif, les agens de l'Ang^{re} que nous avons vu ne s'en expliquant que confusément ce qu'ils articulent de plus expressif est qu'après nous avoir cité l'Espagne comme un exemple digne d'imitation pour ne point secourir les Américains ils prétendent aujourd'hui qu'elle va fort au delà de ce que nous avons fait ou nous voudrions faire. J'entrevois aussi que l'honneur porte sur l'envoi des v^{rs} espagnols qu'ils supposent avoir passé en Amérique. Cette expédition doit d'autant plus les humilier que s'ils valent primer en Amérique ce ne peut être qu'en affaiblissant leur contenance en Europe. Ils ont du v^{rs} sur la papier, mais tous à beaucoup près ne sont pas en état de tenir la mer.

Quelque petite anecdote soit bonne à savoir, je vous prie de la réserver Monsieur, jusqu'à ce que M. le C^{te} de Floride Blanche ait formé son avis. Il est bien à desirer qu'il le fasse avec quelque célérité. Le temps presse et les délais ne peuvent qu'être redoutables.

Une considération que je ne veux pas me permettre est que quelque part que nous prenions, les deux Couronnes seront soumises l'année prochaine à toutes les dépenses et les gênes de la guerre, sans que leurs forces armées aient de grands frais dans leurs ports augmentent pour cela en expérience et en vigueur tandis que celles d'Ang^{re} se forment et s'aguerrissent d'autant. Mais je me suis retranché tout ce qui pouvoit faire soupçonner une propension quelconque d'autant je puis le dire que le Roi est parfaitement neutre. Ce n'est pas qu'il ne voie la tendance des affaires, mais il ne veut pas s'en rapporter à ses seules lumières.

1777 Je vous serai obligé Monsieur, de me marquer confidentiellement la sensation que vous observerez. Ceci ~~ce~~ vous pouvez penser ne doit pas entrer dans vos dépêches ordinaires, mais faire la matière de lettres séparées.

J'ai l'honneur d'être avec un très parfait attachement Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur

DE VERGENNES.

A Versailles le 26 juillet 1777

Je vous prie Monsieur, lorsque vous m'écrirez sur l'objet qui fait le sujet de cette lettre de mettre vos lettres sous double enveloppe avec la précaution de mettre sur l'intérieure ~~pour vous seul~~ et de ne les pas numérotier.

Espagne, t. 585 n° 60

Le mémoire porte la date du 23 juillet. C'est une pièce étendue qui rappelle à peu près, quant aux idées générales, les *Considérations* de 1776 et les propositions du 31 août, mais qui emprunte les raisons déterminantes aux circonstances nées depuis. Ses conclusions allaient, sans détour, à entrer désormais en alliance avec l'Amérique. « Par les moyens jusqu'ici pratiques, expliquait le ministre du roi, on n'empêcherait pas la réconciliation des Colonies avec l'Angleterre; il avait été prudent de ne faire que ce qu'on avait fait jusqu'ici, mais cela ne suffirait plus; il fallait que l'assistance devint assez effective pour assurer la séparation totale et forcer les Américains à la gratitude. Si justifiable que la conduite passée de l'Angleterre rendrait une assistance ouverte, cette assistance était incompatible avec la paix; au contraire, en se mettant bientôt dans un état de guerre avoué, on assurerait une longue et glorieuse paix. De toute manière la guerre était imminente; si la Grande-Bretagne, dans cette campagne-ci, ne réduisait pas l'Amérique, elle ferait avec elle un accommodement tel quel pour tomber plus fortement sur la France et l'Espagne; la magnanimité et la religion des deux monarques pouvaient repugner à profiter des circonstances où l'Angleterre se trouvait pour porter à son influence un coup mortel; mais l'intérêt est majeur,

servant le ministre; en politique comme à la guerre il vaut mieux prévenir qu'être prevenu; peu de mois suffiront aux deux Couronnes pour être prêtes, si elles prennent le parti de venger leur gloire si souvent offensée. Il est indispensable de déterminer une époque fixe et précise, car elles ont à prévenir l'Europe et, à la fois, à pourvoir à la prévoyance. L'Espagne, comme la France, souffre de violences commises, de dénis de justice outrageants; la mer n'est plus un patrimoine commun, les Anglais y exercent impérieusement une dictature universelle: le ressentiment sera-t-il muet et prendra-t-on le parti de dissimuler ce qu'on se trouve en état de punir? S'armer pour les Américains et les laisser désarmer serait inconséquent; leur réduction deviendrait une force formidable que les deux cours regretteraient pendant des siècles d'avoir permis à l'Angleterre de ressaisir. Ceux qui portent leurs vues au delà du possible voudraient faire envisager l'Amérique comme une puissance destinée à devenir considérable et devant, un jour, se rendre redoutable à ses bienfaiteurs, considérable, il n'y a pas à en disconvenir; formidable, c'est une terreur que sa constitution fédérative écarte; une fois rendues à elles-mêmes, les Colonies s'occuperont individuellement de leurs intérêts particuliers, et bien des années se passeront, pour ne pas dire des siècles, avant qu'elles aient une population surabondante. La politique, d'ailleurs, s'arrête à l'horizon visible; mettre l'Angleterre dans l'impossibilité de troubler plus longtemps l'ordre public, voilà la question du présent; ce qui importe donc, c'est de concevoir un plan de conduite dans cette vue. Si les deux Couronnes optent pour la guerre, et il est difficile que ce ne soit point, ne conviendrait-il pas qu'accrédités avec le comité du Congrès par les députés qui résident en France, des ambassadeurs prissent souven à lui, confidentiellement, le préparer à une étroite alliance offensive d'abord, défensive ensuite et perpétuelle, obligeant de part et d'autre à ne pas faire la paix séparément? Alliance prévenue, ne durât-elle que deux années. En résumé deux perspectives sont en vue l'une, la guerre ardue d'abord,

1. 7 utile et solide ensuite; l'autre, plus riante mais de conséquences effrayantes, la paix insidieuse sous laquelle reposent à cette heure la France et l'Espagne; et le moment est venu où il faut se résoudre : ou abandonner l'Amérique à elle-même, ou la secourir efficacement, les termes moyens afficheraient la faiblesse; janvier ou février prochain sera l'époque où les deux Couronnes n'auront plus qu'à regretter l'occasion perdue. Si l'on veut servir l'Amérique et s'en servir, nous voici au moment de l'avertir, au moment, en tout cas, si l'on ne veut rien faire, où l'honnêteté et l'humanité prescrivent qu'on le lui dise. Du secret, de la vigueur, et les deux Couronnes reprendront leur place après avoir fait rentrer l'Angleterre à celle d'où elle n'aurait jamais dû sortir. L'Espagne, d'ailleurs, grâce à sa sagesse, est libre maintenant du côté du Portugal, du côté de l'Europe, l'aspect est calme aussi; la guerre de mer ne s'étendra donc pas au content.

On le voit, c'était un nouveau point de départ et d'autres perspectives que dévoilait ce mémoire. Il « pourrait être rédigé avec plus d'ordre et de précision, écrivait le ministre, mais ne pourrait être plus vrai, et il s'agissait d'ailleurs moins de bien dire que de bien faire ». Ce qui serait « bien fait » y était exactement montré, nous semble-t-il. Il faut lire la pièce tout entière. M. de Vergennes avait marqué en tête, comme nous l'indiquons ici, la date à laquelle elle avait été délibérée et l'approbation du Roi :

*Mémoire communiqué au Roi le 23 juillet 1777. et approuvé le même jour
par Sa Majesté.*

23 juillet 1777

Si l'on réfléchit aux circonstances présentes, à l'état de guerre où les colonies anglaises de l'Amérique sont contre leur métropole, à l'indépendance qu'elles se sont arrogées et qu'elles s'efforcent de conserver, toute la discussion semble se réduire à deux questions simples que la France et l'Esp^e ont un intérêt égal et instant d'examiner et de résoudre :

La première question est de savoir et de prononcer si il est indifférent pour les deux Couronnes que ces Colonies restent plus ou moins directement sous le joug de leur métropole ou qu'elles en restent affranchies? et de cette question résolue négativement suit cette autre, se flatter l'on que des secours faibles et indirects administrés avec parcimonie et inquiétude à ces mêmes colonies puissent suffire pour les faire persévérer avec succès dans l'état de résistance ou elles se sont mises et interrompre avec leur reconnaissance pour que le moment de la paix et de la réconciliation arrivant, elles se refusent à toute espèce d'engagemens qui pourroient nuire à la France et à l'Espagne, et les mettre dans l'impossibilité de former avec elles les bons qu'un intérêt et une convenance réciproques semblent recommander? La première de ces questions se résout par une autre question seroit il d'une bonne et saine politique de contribuer à fortifier son ennemi lorsqu'on a en main le pouvoir et l'occasion de l'affaiblir? L'Ang^{le} est incontestablement la rivale et l'ennemie naturelle de l'auguste maison de Bourbon de la France et de l'Espagne, Maitresse de l'Amérique septentrionale et des ressources immenses de tout genre qu'elle peut y puiser elle seroit redoutable pour les possessions des deux Couronnes dans cette partie du globe, le tableau sera effrayant si l'on considère les efforts prodigieux que font l'Amérique et l'Ang^{le} l'une contre l'autre et ce que pourroit leur réunion. Cela considéré pourroit on en conclure qu'il est indifférent pour la maison de Bourbon que les Colonies américaines restent sous la domination anglaise ou s'identifient tellement à elles qu'elles fassent partie d'un grand ensemble, c'est assurément ce qu'aucune personne douée de bon sens quelque pauvre qu'on la suppose d'ailleurs n'osera prononcer.

Si cette réunion de quelque manière qu'elle puisse s'effectuer a été indifférente ni à la suite, ni à la prospérité ajoutons ni à la gloire des deux Couronnes il suit par une conséquence nécessaire qu'elles ne doivent rien négliger rien omettre et rien épargner pour l'empêcher. Qu'on ne se flatte pas que les moyens employés jusqu'à ce jour pour atteindre à ce but puissent y conduire, il est peut être été imprudent dans le commencement de la querelle de faire plus qu'on n'a fait. Les Américains pétris de cette défiance aveugle si familière aux Anglois dont ils sont les descendants, contre toutes les autres nations qui aspirent au partage du commerce se seroient peut être imaginés ou que les Couronnes ne s'attacheroient à les tirer du joug de leur métropole que pour

les faire passer sous le four, ou bien se livrant à l'indolence qui est dans le caractère de tout peuple dont le gouvernement n'a pas encore acquis assez de force, de ressort et de considération pour emprunter de l'activité aux individus, se seroient ils endormis dans une profonde sécurité se reposant sur elles du soin de leur conservation et de leur défense.

Il a été prudent dans le principe de n'administrer que des secours médiocres, clandestins et susceptibles d'être désavoués lesquels pouvoient suffire pour nourrir dans les Américains l'espoir d'une assistance plus relevée et pour les affermir dans leurs principes de révolte; entretenoient l'Ang^e dans l'orgueilleuse confiance que les deux puissances n'auroient rompu avec elle, elle s'en est fait un moyen, mais que les actes de son Parlement en font foi, pour entretenir sa nation dans un préjugé dont il est bien plus avantageux de ne pas la laisser se tirer.

Mais ce qui étoit prudent et suffisant dans le commencement deviendroit insuffisant et pernicieux si la France et l'Esp^e n'adoptant pas une méthode plus analogue à leur grandeur comme à leur intérêt, se contentoient d'assister sourdement et d'une manière étroite les Américains. On peut dire qu'il y auroit plus de dignité à les abandonner tout à fait à eux mêmes que de continuer à les assister d'une manière si imparfaite et si faible. Ce seroit accorder l'équation que les Anglois propagent avec soin que la politique de la France et de l'Esp^e n'est autre que de détruire l'Ang^e par l'Amérique et l'Amérique par l'Ang^e afin de les entraver plus facilement toutes les deux; cette vue n'est pas absolument sans chimérique pour ne pas trouver quelque créance et elle l'est trop pour qu'on imagine qu'elle entre dans le système des deux Couronnes. Si il est démontré qu'elles doivent soutenir les colonies de l'Amérique et d'une manière assez effective pour assurer leur séparation totale de la Grande Bretagne et pour interresser leur reconnaissance au point de faire reposer leur sûreté éventuelle dans l'appui des 2. Couronnes, il ne reste donc qu'à se déterminer sur la manière d'effectuer cette assistance. La paix est incompatible avec une assistance ouverte, ce n'est pas qu'on ne put la légitimer en renvoyant aux Anglois les principes qu'ils mettoient aux mains au avant lorsqu'Elizabeth fournoit paiement des secours aux provinces unies soulevées contre l'Espagne : recevoit leurs places en dépôt et pour sûreté de leur fidélité car de ses avances tiroit dans leur sein un ambassadeur qui étoit

tout à la fois un général d'armées et le chef du Conseil. Les mémoires du tiers fournissent suffisamment de renseignemens pour justifier la conduite présente en reprochant celle que les Anglois eux-mêmes ont accréditée à l'époque dont il s'agit.

S'il repugne à la délicatesse des deux augustes souverains d'allier une démarche aussi hostile que le seroit une administration publique et avouer de secours dans le sein de la paix, on tranchera le mot, ils ne peuvent plus songer un intérêt devenu d'autant plus précieux que sa conservation sera le gage d'une longue et glorieuse paix qu'en se mettant et bien tôt dans un état ouvert de guerre. Ce seroit se faire illusion de se flatter qu'on pourra la retarder encore longtemps, c'est le cas général en Angl^e que si cette campagne ne réduit pas les Américains il faut faire la moins mauvaise composition possible avec eux, en faire des alliés si on ne peut les avoir pour sujets et s'aider de leurs moyens pour retomber avec plus de force sur la France et l'Espagne, se venger des secours qu'elles ont donnés à des rebelles et pour être vengus des vœux qu'elles ont pu faire en secret pour eux. Il est un motif bien plus pressant encore pour l'Angl^e de vouloir la guerre, sans parler de l'intérêt que les ministres peuvent avoir de la provoquer pour soustraire leurs têtes à l'indignation et à la vengeance publiques, c'est celui du commerce. Ce commerce si libre échappe à l'Angl^e, la convenance le portera naturellement sur la France et sur l'Esp^e sans autre effort que l'avantage que les Américains trouveront à prendre de la première main et par conséquent à meilleur marché, et qu'ils étoient forcés à racheter de la seconde. Ce sera pas par des insinuations et par un étalage de sentimens prétendus patriotiques qu'on les arrachera à cette pente, il faut donc les mettre en opposition avec les mêmes puissances pour lesquelles ils ont un attrait d'intérêt, ou est il un moyen plus effectif que la guerre¹ et l'appas des richesses du Mexique, du Pérou et des riches productions de nos îles à sucre sera il sans effet sur des âmes déjà familiarisées avec l'amour du pillage et du butin et qui ne se croient pas liées aux deux Couronnes par la reconnaissance. Cette considération est d'un si grand poids qu'il seroit inconcevable qu'elle ne frappât ni les Anglois qui peuvent se promettre de si grands avantages, ni les deux Couronnes qui ont des effets si dévastateurs à craindre.

On sent qu'il peut repugner à la magnanimité et à la religion des deux

177 monarches de prendre la circonstance la plus favorable ou puisse se trouver l'Ang^e pour lui porter le coup si non mortel au moins du moins à son influence et à sa considération. Mais il s'agit ici d'un intérêt majeur; on ne peut guères même en doute que l'Ang^e ne désire de terminer la guerre civile pour en commencer une nouvelle contre les deux Couronnes. Sa conduite qu'on analysera bientôt en fait une preuve à laquelle il seroit difficile de se refuser. Si il est évident qu'elle nourrit le dessein de la guerre, et qu'elle en prépare les moyens attendra-t-on qu'elle ait pris tous ses avantages pour la commencer ou et quand bon lui semblera? que fortifiés des forces qu'elle emploie contre l'Amérique et de celles qu'elle pourra s'y procurer elle ait triplé sa puissance maritime pour braver et surmonter celle des 2 Couronnes? C'est un axiome réel en politique que à la guerre qu'il vaut mieux prévenir que d'être provoqué. Les deux Couronnes sont dans cette heureuse situation à pouvoir prendre le parti que leur sagesse leur gloire et la protection qu'elles doivent à leurs sujets peuvent leur conseiller. Il ne leur faut que peu de mois pour mettre la dernière main à leurs préparatifs et à leur concert. La rentrée des pêcheurs en France assurée : en Espagne celle de la flotte du Mexique si elle doit revenir cette année, rien ne peut plus alors faire obstacle à l'exécution du parti qu'elles estimeront devoir prendre.

Si c'est cela de venger leur gloire si souvent offensée, il est indispensable de déterminer une époque fixe et précise, car ce n'est pas seulement à l'Europe qu'il faut viser, il est des mesures de prévoyance à assiser en Amérique et qui ne pourroient être que faibles et tardives si la résolution n'est pas fixe et irrévocable, on y reviendra tout à l'heure et peut être dire-t-on comment légitimer un parti de vigueur après tant d'assurances si précises de vouloir maintenir la paix, mais une des parties seule doit elle être astreinte à la rigueur de son observance, tandis que l'autre s'en affranchit arbitrairement ou n'en tient compte que pour en réclamer impérieusement les stipulations qui sont à son avantage? que chacune des deux puissances ouvre le livre de ses griefs, elle y trouvera des violences commises dans le sein de la paix, des dettes de justice outrageantes des fraudes des vexations, des usurpations et enfin toutes les espèces d'injustice que la depravation humaine peut enfanter. leur pavillon est-il respecté? leur commerce est-il libre? les bâtimens français et espagnols ne sont-ils pas soumis même à l'ouverture de leurs livres à des

violentes humiliantes, et des sautes odieuses et insurtes condamnées par des tribunaux avides à des confiscations sur des motifs les plus frivoles et les plus arbitraires? La grande mer n'est même plus un patrimoine commun, les Anglois y exercent superieusement une dictature universelle qu'ils prétendront bientôt qu'un reconnaisse à titre de droit comme ils se l'arrogent par le fait. Quand l'injure et l'outrage sont portés à leur comble, qu'il n'y a plus accès à la réparation et à la justice, le ressentiment sera-t-il muet, et prendra-t-on le parti de dissimuler ce qu'on serait en état de vanger?

Il n'est pas que les deux puissances n'aient déféré de nombreuses plaintes à l'Ang^e qu'elles daignent consulter les réponses qu'elles ont reçues, de froide desaveux, des promesses vagues de s'informer et de redresser; des dénégations formelles des faits les mieux constatés; de vaines exceptions, de frivoles réclamations. Jamais une réparation pas même une excuse honnête. Tel est le caractère anglois il croit pouvoir tout exiger et ne rien rendre.

Peut être la deduction de ces attentats sans nombre et de ces irregularités sans frein ne persuaderait pas quelques puissances qui accoutumées à ramper sous le joug de l'Ang^e se consoleraient de leur petitesse si la France et l'Espagne participaient à leur humiliante posture. Mais qu'importe à celles-ci le jugement que des gens partiels pourroient porter si elles ont dans leur propre conscience la sûreté d'une justice irrépréhensible.

Il a été dit que si on prenait un parti il étoit indispensable de fixer une époque certaine et irrévocable à son exécution, la raison en est qu'il est des mesures préparatoires qui demandent un certain temps. Il faut s'assurer avant tout de la persévérance et de la coopération des Américains, il seroit inconséquent de s'armer pour eux et de les laisser désarmés, c'est vraisemblablement le parti qu'ils prendroient si dénués de l'espérance d'un secours mieux caractérisé que tout ce qu'on a fait jusqu'à présent pour eux, on les abandonnoit à l'impulsion des offres à peu près artisanales que les Anglois leurs feront infailliblement si le succès des armes ne repoud pas à leurs esperances. Il est bon de faire observer ici que l'inconvénient seroit égal si les Américains succomboient à la seduction ou à la terreur, et qu'il y a même cette différence très remarquable que l'engagement des deux puissances en leur faveur doit devenir plus instant en raison de l'apparence qu'ils pourroient être subjugués. Leur reduction seroit une arme formidable entre les mains de l'Ang^e dont

la France et l'Esp^e regretteraient peut^é des siècles de lui avoir permis de se rasseoir. Il ne manque pas de spéculatifs qui portant leurs vues au delà du possible voudraient faire envier l'Amérique cet^e une puissance redoutable un jour, même à ses bienfaiteurs. Que par une succession progressive de tous elle puisse devenir assez considérable, c'est ce dont on ne disconvient pas, mais qu'elle puisse devenir formidable c'est une terreur contre laquelle on se prémunit, si on fait attention à la forme de constitution qu'elle s'est donnée et qui est exclusive de cette coalition qui formant un grand ensemble peut prendre un essor rapide et se rendre terrible à tout ce qui l'avouera. 13 provinces ont formé une confédération en se réservant à chacune leur administration intérieure; il est donc à présumer qu'une fois qu'elles seront rendues à elles-mêmes et qu'elles jouiront de leur tranquillité elles s'occuperont individuellement de leur intérêt particulier sans un rapport trop immédiat à celui de la masse générale. Or leurs intérêts ne sont pas plus uniformes que les climats sous lesquels elles respirent. Le Sud et le Nord diffèrent essentiellement, le premier faiblement peuplé la culture y étant abandonnée à des nègres ne pouvant pas être régi par un esprit d'agrandissement et de conquête, le commerce doit être son principe et sa fin, les colonies du Nord peuvent être dirigées par des principes et des vues différents; un climat aride, un sol fertile à féconder, une population abondante effet de la frugalité et du travail tout cela peut y porter l'esprit d'émigration et de conquête, mais cet esprit sans les moyens ne peut être qu'une inquiétude vaine; d'ailleurs le Canada restant au pouvoir de l'Ang^e, cette frontière seule suffirait p^r occuper l'inquiétude des colonies septentrionales qui ne pourront jamais être parfaitement tranquilles sur les vues de ce voisin. Il y aurait beaucoup à délibérer, si il conviendrait d'enlever cette possession aux Anglais, mais ce n'est pas ici le lieu de s'en occuper.

Une dernière considération est qu'il ne passera encore bien des années pour ne pas dire des siècles avant que les nouveaux Anglo-Américains aient mis en valeur tous les terrains qui leur restent à défricher, et par conséquent qu'ils aient une population surabondante dont ils devraient se débarrasser; avant qu'ils en soient à ce terme nos vices introduits par une communication plus intime, en auront retardé les accroissemens et les progrès. D'ailleurs la politique doit s'arrêter au horizon la borne, elle s'égare lorsqu'elle va au

dela. La question qui se presente se reduisant a savoir si l'on doit profiter de la circonstance pour mettre l'Ang^e dans l'impossibilite de troubler l'ordre public car elle la fait lorsqu'elle a crû y apercevoir l'ombre d'un danger propre, elle semble resoluë par tout ce qui vient d'être successivement expose, cela etabli, il reste a convenir du plan de conduite a former avec les Americains. Paix ou guerre il est indispensable d'avoir parmi eux des gens eclairés qui rendent compte de ce qui s'y passe, des dispositions plus ou moins prochaines a se prêter a une conciliation ou a la refuser si elle ne leur procure tout ce qu'ils ont pretendu, et enfin de l'inclination et de la propension du peuple, deux choses qui meritent attention chez un peuple nouveau. Mais les observateurs seront ils purement passifs, ou leurs donnera-t-on une certaine sphere d'activité? On suppose qu'ils seront gens sages et éprouvés.

Si les deux Couronnes sont determinees a la guerre car il paroit difficile qu'elles n'en prennent la resolution, ne conviendrait il pas que les ambassadeurs qu'on n'accréditeroit pas directement mais qu'on feroit accréditer par les deputes du Congrès qui rendent en France l'assent autorisés a souvrir confidentiellement avec les chefs principaux de ce même Congrès qui forment le comite secret, a les prevenir de la disposition des deux Couronnes, a les inviter a y correspondre en autorisant de nouveau leurs deputés a entrer dans une negociation pour la formation d'une étroite alliance laquelle offensives pour le cas de la guerre presente devroit se convertir en defensive a la paix et être rendue perpetuelle. On ne dissimule pas qu'une alliance obligerait les 2 Couronnes a ne pouvoir faire la paix sans eux, mais la stipulation seroit reciproque, et quand elle ne devroit subsister de leur part qu'un ou deux ans l'avantage seroit toujours tres considerable. L'Ang^e avec l'Amerique p^r ennemie devroit y continuer les mêmes efforts a moins d'y renoncer a jamais ce seroit donc une diversion tres avantageuse et qu'on ne peut trop encourager.

Si on suppose que les Americains lassés d'une guerre qui nuit a leur commerce et leur retranche toutes les jouissances agreables, se prêteront enfin a la paix que l'Ang^e leur offrira, on peut observer que leur interet doit rassurer contre la crainte que cette deflection soit suivie d'une trahison, le Canada dans les mains de l'Ang^e fera la sureté qu'ils ne voudront pas rompre entièrement avec deux puissances qui les auroient si gratuitement obligés et payer leurs

1771 breakfast par la plus noire des ingratitude, ils feront la paix par ce qu'il ne sera vraisemblablement plus au pouvoir des chefs de continuer la guerre, mais ils observeront une exacte neutralité, l'issue de leurs ports sera ouvert aux batiments des deux Couronnes, ils y trouveront sûreté et protection. Ne pourroit on pas même en se conduisant adroitement, en ne s'opposant pas à la pente pour la paix si on la reconnoît invincible, leurs faire sentir que cette même paix ne peut être assurée et durable qu'autant qu'elle sera garantie par les deux Couronnes, et que cette réserve est indispensable à faire. Elle formeroit dans le calme un lien qu'il seroit très possible de rendre indissoluble. Il est possible que la guerre tournant différemment de ce qu'il est permis d'espérer les deux Couronnes n'en tirent pas tout l'avantage qu'elles pourroient s'en promettre, il sera toujours immense cependant si elles parviennent à rompre la chaîne qui a attaché jusqu'ici l'Amérique à l'Ang^e. Cet exposé pourroit être rédigé avec plus d'ordre et de précision mais il ne pourroit être plus vrai. Deux perspectives se présentent à la vue, l'une laborieuse dans son principe mais dont le terme offre un aspect utile et solide c'est la guerre, l'autre au contraire plus riante dans ses approches conduit à des conséquences effrayantes, c'est la paix insidieuse à l'abri de laquelle la France et l'Esp^e reposent dans la sécurité. Il s'agit moins de bien dire que de bien faire. le moment est venu où il est du juste nécessaire de prendre une résolution il faut ou abandonner l'Amérique à elle même, ou la secourir courageusement et efficacement. Les termes moyens ne peuvent plus que compromettre et affoiblir la considération en affichant la faiblesse. Janvier ou février de 1778 est l'époque passée laquelle les deux Couronnes n'auront plus qu'à regretter l'occasion qu'elles auront négligée. Il faut dès présent ouvrir l'Amérique si on veut la servir et se en servir. Si au contraire on ne croit pas pouvoir rien faire d'efficace p^r elle l'humanité et l'honnêteté exigent encore qu'on le lui dise.

Du secret et de la vigueur les deux Couronnes se remettront à leur place et feront rentrer l'Ang^e dans celle d'où elle n'auroit jamais dû sortir si on avoit toujours agi d'après des principes vrais et immuables.

Deux réflexions qui semblent d'un grand poids. L'Esp^e grâce à la sagesse de ses mesures a fait cesser ses différens avec le Portugal ou du moins les a mis au point de ne devoir plus partager son attention et ses efforts, tandis que d'une autre part l'Europe se présente sous un aspect assez calme pour

pouvoir faire pressager que la guerre de mer ne s'étendrait pas sur le continent. Le seul allié qu'on puisse soupçonner à l'Ang^{re} est la Russie encore n'en a-t-on que des présomptions très faibles, mais la Russie ne pourrait que l'assister de ses forces maritimes et tout au plus de quelques troupes pour couvrir l'électorat d'Hanover qui ne sera ni menacé ni attaqué.

177

Espagne, t. 585 n° 56

Le secrétaire d'état, en développant ces raisonnements, ne perdait pas de vue l'intérêt qu'il avait attaché à savoir l'Espagne et le Portugal définitivement prêts de se concilier. A ses yeux, c'était le premier fondement du concert qu'exigeait maintenant la politique. Les relations avec la cour de Lisbonne, par lui recherchées pour la France, ne devaient venir que comme conséquence. Il parle dans presque chacune des dépêches suivantes du prix qu'aurait l'accord définitif des deux cours voisines¹. Le 26, il complète son courrier par un autre pli portant tout entier sur ce sujet, et il marque bien explicitement à Ossun, sous la forme d'un conseil qu'il lui demande, le but, les motifs, la mesure à se proposer dans un rapprochement avec Sa Majesté Très Fidèle; il insinue de nouveau à l'ambassadeur de disposer M. de Floridablanca personnellement à nous procurer ce résultat.

Le desir de se reconcilier sur des fondemens inaltérables paroit tenir si intimement aux sentimens des deux monarques que nous nous flattons M. que les difficultés qui semblent arrêter dans ce moment le progrès de la négociation ne seront pas insolubles ni même lentes à résoudre. Nous le souhaitons

¹ Dépêches des 1^{er} à 13 août notamment, puis des 24, 26 à 29 septembre et encore d'octobre et de novembre. — Le ministre commençant par rec. sa dépêche du 15 août, qui trait surtout tout aux courses américaines. « Nous avons à peu près épuisé ce qu'il y avoit à dire relativement au Portugal et à la continuation de l'attaché au système des deux Couronnes. La cour de Lisbonne y paroit bien disposée nous en jugerons nous par les démar-

ches que nous lui verons faire pour se reconcilier avec le Roi C^{te} et par les témoignages de confiance qu'elle continuera à nous donner. Mais c'est à l'Espagne à donner à cet ouvrage le degré de perfection dont il est susceptible. Il est le nécessaire à l'arrangement des différends qui ont mis les armes à la main des deux puissances dans l'Amérique méridionale » et l'continuait en donnant des conseils sur les bases d'un accord solide. *Espagne, t. 585 n° 16.*

6777 d'autant plus vivement que nous ne nous dissimulons pas que les Anglois tenteront tout même l'impossible pour affaiblir la confiance que le Reme Tres Fidele paroit prendre dans l'amitié et les bonnes intentions du Roi son oncle. Les ministres Br^{ms} n'ont pas même le bon esprit de masquer leur jalousie, leur mauvaise volonté et leur dépit. M. le M^{re} de Noailles me marque que l'un d'eux, c'est le Lord Mansfield, que l'on sait être l'âme des conseils du roi d'Ang^{re}, son vrai ministre dirigeant, n'a pu s'empêcher de lâcher au ministre de Portugal qu'il s'ondoit sur l'état de la négociation, ces mots remarquables : *Vous serez surpris*. L'anecdote est d'autant plus sûre que c'est de M. Pinto que notre ambassadeur la recueillie, elle caractérise suffisamment la disposition des esprits de ce ministère. Vous êtes bien le maître M. de confier cette particularité à M. le C^{te} de Florida Blanche si vous le jugez convenable.

Lorsque je vous ai parlé de la convenance dont il seroit pour les deux Couronnes de s'attacher le Portugal et de former avec cette Couronne les liens les plus étroits qu'il seroit possible, il n'a pas été question de ma part de prétendre la porter à rompre ceux qui l'unissent à l'Ang^{re}. Rien assurément ne seroit moins bien vu, ce seroit substituer la défiance à la confiance qu'il seroit question d'établir.

Quelque soient l'intimité, la cordialité et la benevolence qui subsistent dans ce moment entre les souverains d'Esp^{gne} et de Portugal, les deux nations ne peuvent être respectivement l'une à l'autre des allies naturels qui aient droit de compter dans tous les tems sur une disposition constante à se favoriser et à se préserver de tout danger. Le Portugal en raison de son infériorité doit être le plus circonspect à se prêter à une coalition qui le mettroit hors de toute mesure avec son ancien roi. Mais ces ménages ne sont point exclusives d'autres liaisons. Le Portugal est uni à l'Ang^{re} par un traité d'alliance purement défensive, et c'est en reconnaissance des secours qu'il en attendoit qu'il a reçu non pas le privilège d'un commerce exclusif, mais la dispense d'une ancienne pragmatique qui interdisoit l'introduction de tout lainage étranger.

Nous jouissons de cette dispense M. lorsque la vocation de Philippe V au trône d'Espagne changeant la nature de nos intérêts fit cesser ceux qui nous unissoient alors au Portugal. La guerre en fut la suite, la paix qui auroit dû rétablir les choses dans leur ordre primitif ne l'a pas fait parce que nous

n'avons pas voulu confirmer des garanties qui quoique de droit naturel et en quelque sorte rappelés par les traités auroient pu nous mettre dans une sorte d'opposition avec les vûes et les intérêts de l'Esp^e. 277

C'est donc pour la cause sinon de celle ci du moins de la maison qui y règne que nous avons périé et n'avons pas récupéré les avantages de commerce qui nous étoient acquis au Portugal; on ne peut pas dire que nous en avons été indemnisés par les concessions de l'Espagne, notre état n'y est certainement pas amélioré depuis la paix de Rastadt, nous n'y demandons aucune faveur parceque nous avons eu à quoi les traités l'engagent, mais ne devons nous pas espérer que l'Espagne qui a quelque intérêt à notre prospérité ne voudra pas traiter d'une manière si exclusive avec le Portugal que nous ne devons en recueillir quelques fruit. Nous ne cherchons pas à engager une négociation directe avec la cour de Lisbonne. La possibilité y est, mais nous ne voulons prendre aucune sorte d'engagement qui puisse faire présumer que dans aucun cas l'intérêt de l'Esp^e ne serait pas le notre. La seule promesse de garantir l'accord qui pourra se faire entre les deux Couronnes donnera t d'autant plus de faveur à nos propositions que les Portugais éclairés sont déjà convaincus de deux grandes vérités l'une que le Portugal a besoin d'amis pour la paix comme de défenseurs p^r la guerre, parce qu'il est plus avantageux d'éviter celle ci que de se reposer sur des secours toujours lents et tardifs pour la soutenir, et l'autre que la concurrence générale est toute à l'avantage de la nation qui doit appeler l'industrie étrangère à son secours.

Il reste un point sur lequel je vous demande conseil. Il parait sur^t ce que vous nous marqués M. qu'il est question de régler les différens de limites entre l'Esp^e et le Portugal sur la rivière des Amazones. Nous avons nous mêmes des difficultés dans cette partie avec les Portugais par raport à la Guyane. Le traité d'Utrecht a fixé nos vraies limites à la rivière de Vincent Pinson, dite dans un seul endroit Oyapoc en designant que le Cap Nord resterait aux Portugais. Nous avons pendant longtems subi le vexation de la Guyane, et lorsqu'on s'en est occupé ça a été de manière à ne se procurer que des regrets. Les Portugais qui malgré leur exiguité voudroient couvrir le globe autour de leurs îles, abusant du nom d'Oyapoc prétendent rejeter bien loin derrière eux la rivière de Vincent Pinson et avancer presque au tiers de notre territoire dans cette partie. Cette prétention comme vous pouvez croire ne

777 peut être ni reconnue ni admise de notre part mais nous aimerions autant la terminer amiablement que de laisser subsister une occasion de querelles et de disputes. Elles naîtront en foule à mesure que nos établissemens se multiplieront et s'étendront. Estimeriez-vous M. que nous pourrions à la faveur de la négociation de l'Esp^e intervenir pour couper court à cette source de petites tracasseries. Raisonnés en confidencement je vous prie avec M. le C^{te} de Floride Blanche, comme de vous même et sans rien donner par écrit; voyez ce qu'il pense et ce qu'il estime praticable. Ceci est une idée qui m'est particulière et dont je ne rendrai compte au Roi que lorsque vous m'aurez instruit de l'opinion de ce ministre.

Je voudrais bien s'il étoit possible par des prévenances et par des effusions d'une confiance nécessaire, le tirer de cette froide réserve dans laquelle il paroit vouloir s'envelopper.

A Versailles le 26 juillet 1777

Espagne, t. 586 n° 62

Espérant, du reste, substituer à cette « froide réserve » la « confiance » justement jugée par lui « nécessaire », M. de Vergennes continuait ses prévenances envers le successeur de M. de Grimaldi. Le 1^{er} août, à la suite de considérations réitérées sur les négociations de paix entre la reine Très Fidèle et l'Espagne, il écrivait à Ossun comme il suit, et sans craindre de s'exprimer sur le compte de lord Stormont avec une liberté qu'il n'aurait certainement pas prise quelques mois auparavant :

Vous voudrés bien M. témoigner à ce ministre toute notre sensibilité de la confiance qu'il nous a faite de la conversation qu'il a eue avec le Lord Grantham le 12 juillet et de la manière dont il lui a répondu. Vous aurés vu par mes expéditions successives que nous étions à la même époque en explications avec l'Ang^e sur les différens griefs qui ont été détaillés à M. le C^{te} de Floride Blanche. Le ministère Br^{te} paroit satisfait de l'accord que nous avons fait à ses plaintes, et du redressement que nous y avons procuré, avec tout cela je pense que nous ferons bien de ne nous y fier que médiocrement et en prévenant autant qu'il est possible toute occasion à de nouveaux recours, chose

que j'avoue très difficile, les esprits étant prodigieusement échauffés p^r les insurgens et agris contre les Anglois, de nous occuper avec la plus grande ardeur des mesures qui nous restent à prendre pour mettre nos possessions éloignées dans un bon état de défense. Vous savez M^r ce qui a été réglé à cet égard, on travaille maintenant à en accélérer l'exécution.

1777

J'avois soupçonné les Portugais ou plus tost M^r de Pombal d'être l'auteur de la guerre que le roi de Maroc avoit déclaré à l'Esp^g, mais je n'avois pas imaginé que les Anglois eussent part à cette trame. De la manière dont M^r le C^r de Flor. de Blanca s'en est expliqué avec le Lord Grantham, il faut croire que ce ministre a plus que des soupçons d'une pratique aussi odieuse. Si le fait est prouvé, l'avis est important et mérite qu'on y donne la plus soignée attention. Quel fond pourroit on faire sur les dispositions et les assurances d'une puissance capable d'une pareille atrocité.

Je ne dois pas vous laisser ignorer M^r que l'ambassadeur d'Ang^g qui rendra ici dont la tête paroît bien faible p^r les circonstances présentes travaille de son mieux à chauffer l'esprit de celui qui est en Espagne pour qu'il représente sous les couleurs les plus alarmantes les intentions et les démarches de cette puissance. Car il propose sa conduite avec nous p^r exemple à son confrère ne voulant pas dit il s'exposer au même désagrément qu'éprouva le M^r de Miro-poli en 1755 qui fut si complètement la dupe de sa confiance dans les assurances du ministère B^r.

Espagne t. 580, n° 85.

Le marquis d'Ossun étoit allé au devant des desirs du ministre. Le 4, n'ayant pas encore reçu ce pli du 1^{er} août, il pouvoit garantir les intentions favorables et du roi d'Espagne et de M^r de Florida-Blanca à l'endroit de Lisbonne. Ce dernier avoit même pris occasion d'un entretien récent avec lui pour racheter par des paroles flatteuses son reproche sur le défaut de secret en France; il étoit affecté et mortifié, dit l'ambassadeur, de ce que M. de Vergennes pût seulement imaginer de voir la rien de personnel; il avoit prié Ossun d'assurer le ministre de l'estime singulière dans laquelle il tenoit ses lumières, l'étendue et la justesse de ses vues, la solidité de ses raisonnemens, la sagesse et la prudence qui les accompagnent, témoignant le désir

1777 le plus vil de mériter et d'obtenir son amitié et sa confiance, la réserve dans laquelle il paraissait vouloir s'envelopper sur les objets qui exigeraient un secret inviolable n'aura pas lieu à l'avenir¹ ».

Les explications avec l'Angleterre dont parlait ici M. de Vergennes étaient la suite des entretiens du marquis de Noailles avec lord Weymouth et lord Suffolk, sur la visite des navires par les croiseurs de la Grande-Bretagne. A la demande de concerter avec nous, de nous communiquer au moins les ordres donnés à la marine anglaise; à l'affirmation de ces principes que le droit de visite ne pouvait pas s'exercer arbitrairement sans ruiner le commerce, que si l'examen des papiers de bord constatant la destination des navires était licite, la visite ne devait s'effectuer que lorsque le navire se trouvait hors de sa ligne de route sans cause légitime, les ministres anglais avaient successivement répondu par des récriminations pures et sèches, accusant nos bâtiments de verser la contrebande dans les colonies anglaises, accusant la tolérance ou la protection accordée dans nos ports aux Américains pour armer en course et à leurs corsaires pour s'y réfugier et vendre leurs prises, le grand tort porté déjà par là au commerce de la Grande-Bretagne, accusant les dissimulations continuelles de notre assistance sous des prétextes de ravitailler nos îles. Et pendant que l'ambassadeur avait à discuter tout cela à Londres, lord Stormont en occupait de son côté les Affaires étrangères. M. de Noailles avait rendu compte d'un premier entretien le 13 juin; on lui répondait le 21 en insistant sur la nécessité de fixer des règles précises pour contenir les officiers anglais; on opposait aux plaintes du cabinet britannique les instructions envoyées dans nos ports pour la rigoureuse application des mesures prescrites et l'impossibilité d'être informé pourtant de tous les cas². L'Angleterre incriminait notamment, d'une manière très vive, les autorités de la Martinique. D'après

¹ À Saint-Idelfonso le 4 août 1777. *Espagne* t. 585 n° 9.

² Dépêche du 2. juin au marquis de Noailles

et rapport de celui-ci, du 4 juillet. (*Angleterre* t. 523, n° 114 et 149.) Ces pièces sont reproduites à l'annexe I du présent chapitre.

lord Weymouth, les Américains armaient dans cette île ouvertement, 1777
favorisés par les personnages les plus notables. Les ordres du roi y
avaient cependant été publiés avec quelque affectation, car à la date
du 1^{er} juillet Beaumarchais s'en lamentait auprès de M. de Vergennes
dans deux billets successifs du même jour :

Je viens de recevoir une nouvelle qui m'afflige bien autrement. J'ai beau lire, je ne puis croire que je ne rêve pas. M^r de Bouillé nouveau commandant à la Martinique a signifié aux commerçans, qu'il est convenu entre la cour de France et celle d'Angleterre que les Anglais pourront fouiller et saisir sur les vaisseaux français venant de nos îles, toutes les denrées du continent d'Amérique qu'ils trouveront.

Tout le monde a reculé d'étonnement à cette nouvelle inouïe, et moi même je suis dans la stupeur. De ce moment tout est fini et les navires américains n'ont plus rien à voir dans nos parages. Donc voilà les Anglais établis les douaniers exclusifs de l'Océan. Et personne n'est averti en France de cette convention meurtrière et déjà beaucoup de fortunes sont altérées par de pareilles saisies, aux quelles personne ne se serait exposé, si l'on en pu deviner qu'une pareille convention entre les deux Couronnes existait ! Mais cela est si impossible que maintenant que je le lis, je ne puis encore le croire !

Angleterre 1 523 n° 143

Je suis bien désolé de recevoir la confirmation de la fâcheuse annonce que M^r de Bouillé a faite à la Martinique en y arrivant. Il paraît certain que la France a concédé à l'Angleterre, le droit d'arrêter et de saisir tout vaisseau français venant des îles, qui serait chargé de denrées du continent. Quelle détresse peut nous avoir portés à une pareille convention.

Ibid. n° 146

* Beaumarchais était ému du danger que les ordres en question faisaient courir à ses expéditions, il montrait les vaisseaux marchands des deux nations amantés bientôt à se rencontrer les uns les autres en pleine paix. Ses navires l'*Amphitrite*, le *Mercury*, le *Manque-de-la-Cha- lotte*, l'*Amélie* étaient arrivés à son port, l'annonçant à M. de Vergennes. — On voit

par ce passage de sa seconde lettre qui est datée « du 1^{er} après midi », comment il s'y prenait pour braver la surveillance anglaise. « J'apprends aussi par des lettres du cap français » du 18 mai que la cargaison de l'*Amélie* récemment arrivée en ce port en est déjà re-partie, d'issues sur plusieurs vaisseaux américains et bertiens, achetés pour mon compte

1777. Néanmoins, le sentiment public s'aggravait à Londres. Les premiers succès remportés en Amérique paraissant ne s'être pas renouvelés et n'avoir rien formé, l'on avait redouté des revers; les courantes troublaient le commerce maritime; les journaux parlaient de sommer le *Foreign office* de protéger ce commerce contre notre connivence; les fonds publics baissaient, rendant les emprunts moins faciles. Le 10 juillet, le marquis de Noailles avait jugé, au ton de lord Weymouth, devoir signaler à l'attention des ministres que le cabinet de Saint-James était très animé et que la situation lui semblait délicate¹. Le navire la *Reprise*, sur lequel était arrivé Franklin et qui déjà avait donné lieu à des explications, s'était joint depuis à deux corsaires, avait enlevé avec leur concours, sur les côtes mêmes d'Angleterre, plusieurs navires, qu'ils avaient amenés à Lorient. Notre complicité paraissait donc évidente. Le 8 juillet, le cabinet de Versailles avait été saisi de ces faits par lord Stormont en vertu d'un ordre exprès de sa cour; cet ambassadeur avait déposé une note écrite du gouvernement

« à S^t Domingue. Les officiers qui étaient au cap se sont tous portés sur la golette la *Catherine* expédice sans artillerie mais munie avec une charge de cent barriques de café, pour le port de Dunkerque, ce qui mit ces officiers à l'abri de tout danger en passant à Boston ».

Ces lettres avaient leur *post-scriptum*. Beaumarchais en résumant, exécution des engagements pris avec lui ne manquait guère de faire valoir ses services qu'il rendait. La première des deux lettres se terminait par ceux qui témoignaient de la réalité des engagements sur lesquels la maison Horthals et C^e reposait, et le doute existait à leur sujet. « Ce n'est pas à vous que je parle des fautes conséquences de cette convention car vous n'êtes pas amis pour la signer si il est vrai que cela puisse servir de rien au désespoir » et fait mon paiement du 30 hier en venant avec parts tout le papier que j'avais. Ce quart d'heure est la

« dernière de rigueur que un million de francs le lendemain ne m'aurait réparé le mal qu'a produit la veille le défaut de 30 m L. après avant. J'en hier à payer 186 328^{fr} de rigueur et 21.864^{fr} 3^{fr} restes en arrière de mon paiement du 15 passé. Sur lequel je n'ai touché que 200,000^{fr} au lieu de 221.864-3-3 D et au 15 juillet sans paiement rigoureux est de 268,304-8-3. Donc il me manque pour celui d'hier et le prochain 498,168-16 7 avec les parts de mon remboursement au papier pour mes trois dettes passées qu'il faut que je répare pour être au clair est de mon affaire ».

« Je vous prie donc de me faire passer un mandat de 500,000^{fr} après cela je me promets rien, mais comme le lieu de ma promenade n'est pas indéfini. J'aurai l'honneur d'en confier avec vous ».

¹ Rapport de Noailles, du 14 juillet. *Angleterre*, t. 523 n° 174. Voir l'annexe 1 n° 3 du présent chapitre.

anglais. Les conseillers du roi trouvèrent qu'il était trop tôt pour se dévoiler et plus opportun, pour toute explication, de protester une fois de plus des sentiments pacifiques du monarque. On affirma donc de nouveau l'équité qui guidait le roi, la désapprobation qu'il donnait aux actes dont les corsaires américains avaient pu se rendre coupables, on affirma même tout cela avec empressement en y attachant la condition, toutefois, que ces sentiments seraient réciproques et que nos griefs recevraient satisfaction de la Grande-Bretagne. On assura à Sa Majesté britannique que « des ordres étaient envoyés pour faire saisir ceux des corsaires que son ministère désignerait, s'ils se trouvaient dans nos ports, et pour interdire encore non seulement la vente de leurs prises, mais leur séjour même si les vents contraires ne les obligeaient pas à s'abriter; les officiers préposés seraient personnellement responsables de l'exécution de ces mesures et l'on réduirait au seul commerce permis le commerce des Américains en France; mais le roi comptait que la cour britannique pratiquerait les mêmes principes, ferait justice des vexations dont nous n'avions que trop souvent à nous plaindre, ne permettrait pas qu'à la faveur de subtiles distinctions on arrêtât les navires, on confisquât leur cargaison, on maltraitât et emprisonnât leurs équipages sous prétexte qu'ils ont à bord des marchandises américaines ou prétendues être américaines ». A cet égard, M. de Vergennes, en communiquant au marquis de Noailles, le 19, les explications du roi, lui adressait des instructions qui le mettraient à même de débattre avantageusement avec le *Foreign office* et les faits allégués ou ceux qui se produiraient vraiment et, plus encore, les nombreux sujets de plaintes que nous donnaient les actes de la marine anglaise¹. Toutes les minutes de ces pièces sont de la main du ministre. Il répondait à l'ambassadeur d'Angleterre :

J'ai rendu compte au Roi des différens objets de plainte que V. Exc^{te} m'a déferés de l'ordre exprès de sa cour dans la conférence de mardi dernier

¹ Angleterre, t. 524 n° 16. — Dépêche transcrite à l'annexe I n° 4 du ce chapitre.

177 (n° 8 juillet 1777) et notant des violences que certains corsaires américains lesquels sortis des ports de France avec injonction de n'y plus revenir, se sont parvenus sur les côtes d'Ang^{re} d'où ils s'en vont se réfugier de nouveau en France.

J'ai mis sous les yeux du Roi les considérations que V. Ex^{te} m'a faites sur les procédés reprochables, les conséquences qu'elle en a tirées par rapport à l'intégrité de la neutralité que nous professons. Le déplaisir que le Roi votre maître éprouve à la vue de circonstances capables de troubler et altérer la bonne intelligence entre les deux nations¹ et le desir qu'il a qu'on prévienne de part et d'autre tout ce qui pourrait l'interrompre.

Le Roi sensible aux assurances amicales que V. Ex^{te} a été autorisée à me renouveler dans cette occasion, m'ordonne de lui faire connoître de la manière la plus expresse que ses dispositions inaltérables sont parfaitement analogues à celles de sa M^{te} B^{te} et qu'elle n'a rien plus à cœur que d'affirmer et de perpétuer la paix, l'amitié et la bonne intelligence qui subsistent entre leurs personnes royales et entre leurs sujets. Sa M^{te} bien éloignée d'approuver l'usage que les corsaires ont pu se permettre de ses ports, ne veut tolérer et diminuer rien qui serait contraire à la neutralité qu'elle a adoptée et elle se prêterait d'autant plus volontiers à appliquer le remède convenable aux griefs dont on se plaint que le gouvernem^t B^{te} est trop éclairé pour se déguiser que Sa M^{te} en se prêtant à un acte de justice ne peut y être déterminée que par le sentiment d'équité qui lui est naturel et aussi par celui de son amitié pour la personne du roi de la G^{de} Bretagne sans influence d'aucun autre motif.

Si sa M^{te} étoit² susceptible d'autres vûes, elle n'a manqué ni les occasions ni les moyens de les faire valoir mais elle dédaigne toute autre gloire que celle qui est due aux bienfaiteurs de l'humanité, et elle se livre d'autant plus confidentiellement à ce sentiment magnanime que sa puissance est mieux connue pour qu'on ne puisse en suspecter le motif³.

C'est d'après cette conviction que le Roi me charge de déclarer à V. Ex^{te} que fidèle à l'observation des traités que Sa M^{te} s'attend⁴ qu'ils seront toujours exactement observés de la part de l'Ang^{re} elle ne permettra rien qui

¹ La copie porte : « revenues. » ² La copie porte : « Si Sa M^{te} avoit pu être. » ³ La copie porte : « accuser le motif de. » ⁴ La copie porte : « se promet. »

pourroit y déroger, et que sensible aux plaintes que vous avez eu commission de me porter contre les trois corsaires nommés la Représaille, la Lexington et le Dolphin lesquels après avoir eu injonction de sortir des ports de France pour n'y plus revenir y sont cependant rentrés malgré cette défense, Sa M^{te} bien éloignée d'approuver cette navette¹ que les traités reprochent en est au contraire très mécontente, et ne peut mieux en marquer son mécontentement qu'en ordonnant comme elle le fait de sequestrer les d^{ts} corsaires dans les ports où ils peuvent être de relasche pour y être retenus jusqu'à ce qu'on puisse avoir des sûretés suffisantes qu'ils retourneront en droiture dans leur patrie sans infester de nouveau les mers d'Europe.

Quant aux prises que les corsaires ou d'autres peuvent avoir amenées ou pourront amener par la suite dans nos ports, les ordres sont renouvelles non seulement pour qu'on n'en permette pas la vente mais encore pour qu'on les fasse partir aussitôt que le vent et les circonstances du temps pourront le permettre sans se prêter à aucune des exceptions que la cupidité de vendeurs et des acheteurs est ingénieuse à former, et il est enjoint aux officiers préposés à cet effet d'y tenir soigneusement la main sauf à en répondre en leur propre et privé nom. Il leurs est pareillement recommandé de veiller soigneusement à ce que les facilités de commerce dont les Américains jouissent dans les ports de France n'excèdent pas celles d'un commerce permis. Si quelque sujet anglais se croit fondé à intenter une action personnelle contre quelqu'un des susd^{ts} corsaires, la voie des tribunaux leurs est ouverte, soit c^{te} en Ang^{te} la loi décide les affaires contentieuses, et jamais l'autorité. Pour ce qui est du Dolphin que V. Ex^{te} prétend être un bâtiment français armé en France, avec l'équipage de la même nation, et n'ayant qu'un seul officier américain, l'examen le plus impartial en sera fait, et si la chose est effectivement telle qu'elle vous a été représentée, il en sera fait justice. Les ordres ont été adressés à Cherbourg pour y prendre connoissance de l'espèce de l'armement qui y est entre de relasche que V. Ex^{te} dit avoir été fait à Breha et que l'on a mandé venir du Maryland, la vérification pourra être d'autant plus difficile à faire que V. Ex^{te} n'ignore pas que le commandant de ce bateau a été attiré par supercherie à bord d'un bâtiment anglais et que selonc jette à l'eau pour repa-
177

¹ La copie porte « et le corsaire » — ² La copie porte « en France no^t sur Ang^{te} ».

son auteur il a été repris par un acte de violence qui a contenu la chaloupe du port qui l'avait conduit. Cette entreprise étant un attentat contraire au respect du territoire de France et à sa neutralité, je ne puis me dispenser de réclamer le dit capitaine américain, et je prie V. Ex^{te} de vouloir bien en faire l'office le plus pressant à sa cour¹.

L'empressement du Roi à faire justice sur les griefs dont la légitimité est prouvée², l'assurent que votre cour apportera de son côté la même attention à faire cesser et réparer ceux dont nous n'avons que trop souvent à nous plaindre, et donnera des ordres plus précis pour faire cesser³ les vexations auxquelles le commerce de ses sujets est sans cesse⁴ exposé. Sa M^{te} n'entend point les protéger dans un commerce contraire à l'esprit et à la lettre des traités, mais elle ne peut consentir qu'à la faveur de serviles distinctions ou arrêts et on confisque les navires, les cargaisons et les équipages sous prétexte qu'ils ont à bord des denrées et marchandises qui sont ou qui peuvent être du crû des Colonies de l'Amérique septentrionale. Une pareille jurisprudence ne pourroit se concilier ni avec la justice ni avec les assurances amicales que V. Ex^{te} est chargée de renouveler. Soions justes respectivement et nous serons amis.

Angleterre, t. 323, n° 189⁵

M. de Vergennes avait reproduit là ses conversations et ses explications avec Lord Stormont, dans l'ordre des griefs relevés par celui-ci :

¹ Ce paragraphe est modifié ainsi qu'il suit dans la copie : « A Nroba en Bretagne des deux préliminaires l'assurent bien formellement américains, soit dans le Maryland avec un équipage du pays. Nul doute qu'il ne fut parti d'après l'injonction qui lui en fut faite à son arrivée : un bâtiment anglais n'avait réussi à saisir, par artifice, le capitaine américain à son bord, d'où celui-ci s'étant jeté à la mer a été repris avec violence par des gens de l'équipage anglais tandis que nombre d'autres sans égard pour la fermeté du roi sous la protection de laquelle le bâtiment américain était mouillé considérablement, on réussit à le faire sauter en chaque langue qu'on se

mettait en devoir de recueillir l'Amérique... et suffi, de donner à V. Ex^{te} cet attentat au respect et à la neutralité du territoire pour espérer qu'il sera réparé de la manière la plus convenable aux regards mutuels entre ces deux grandes puissances »

² La copie porte : « pour se rétablir »

³ La copie porte : « pour arrêter »

⁴ La copie porte : « fréquemment »

⁵ En tête de cette pièce on lit : *Communique à l'ambassade d'Angleterre le 15 juillet 1777* — Sous le numéro 184, il y en a une copie ou se remarquent des différences que nous indiquons en note. Cette copie fut peut-être faite sur l'expédition.

En communiquant ces réponses à son ambassadeur, il n'entendait pas discuter les choses d'aussi près et paraître avoir eu tant d'humilité. C'était de plus haut qu'il envisageait avec lui la matière et qu'il voulait diriger ses entretiens à Londres :

Le Roi ayant pris en considération les différents objets de représentation exposés en dernier lieu par M. l'ambassadeur d'Ang^{re} tendans à obvier à certains abus contraires à la teneur des traités et au maintien de la bonne intelligence qui règne entre les deux cours de France et d'Ang^{re}, Sa M^{te} a donné ordre de répondre, que son intention constante étant de maintenir la paix et l'amitié avec le roi de la G^{re} B^{gne} sur la fondement des traités qui les lient mutuellement, elle confirme ici toutes les assurances données en son nom le 15 juillet dernier par son ministre des Affaires étrangères et depuis communiquées à Londres par son ambassadeur.

Si, sur une aussi grande étendue de côtes que celles qui bordent la France, on ne peut prévenir quelques contraventions aux ordres qui avoient été expediés, la promptitude avec la quelle on s'est empressé d'y remédier dépose de la sincérité de ces mêmes assurances et de la bonne foi avec la quelle Sa M^{te} entend qu'elles soient loyalement observées.

M. l'ambassadeur d'Ang^{re} doit en trouver une preuve bien palpable dans la célérité avec la quelle on a expédié, à sa première requête, des courriers à Bordeaux et Nantes avec les ordres qu'il a demandés, et dans les suites effectives qu'ils ont eues. Il est prévu des ordres que Sa M^{te} a fait adresser de son propre mouvement à ses chambres de commerce à ses consuls et par tout où il convient pour en rendre la plus stricte exécution de ceux précédemment donnés soit pour empêcher que les corsaires américains ne trouvent aide et faveur dans ses ports au delà de ce que les traités et les devoirs de l'humanité accordent, soit pour obvier aux déguisemens et aux fraudes qu'on met en usage pour masquer les prises qu'ils peuvent avoir faites à la mer, et en surprendre la vente dans les ports de France. Sa M^{te} croit avoir épuisé à cet égard tout ce que la prévoyance peut suggérer, cependant si y avoit d'autres précautions plus effectives dont elle ne se seroit pas avisée, Sa M^{te} ne refusera pas d'y entendre toutes fois qu'elles seront compatibles avec sa justice. C'est par une suite de ce sentiment que Sa M^{te} ne dissimule pas qu'elle ne peut se

1777 prêter à l'insinuation de faire rendre sans examen les prises qui pourroient être amenées dans ses ports, elle ne doit pas en souffrir la vente c'est à quoi se rapportent tous ses ordres, elle saura pour ceux qui y contre viendront, mais elle ne pourroit se porter à la condescendance à la quelle on semble l'inviter sans entreprendre en quel que manière sur les droits de la G^{de} Bretagne. C'est à l'Ang^e seule qu'il appartient de qualifier les Américains et de prononcer sur leur sort, le Roi n'est point leur juge il est sans titre et sans intérêt à cet égard. Le Roi fidèle observateur de ses traités avec l'Ang^e, jaloux de remplir envers elle les devoirs de l'amitié et du bon voisinage ne peut négliger les intérêts de ses sujets et la sûreté de leur commerce. Ce seroit cependant sacrifier des objets aussi capitaux de se prêter à la démarche à laquelle on l'invite. Les Américains ne pouvant plus considérer la France que comme un ennemi déclaré ne tarderoient pas à lui faire éprouver par rapport à son commerce les mêmes troubles et de plus grandes depredations encore qu'éprouve celui de la Grande Bretagne. Bien tôt tout le commerce des Isles françaises deviendroit leur proie d'autant plus facile que la France pourroit à peine se flatter de le protéger et de l'assurer en y transportant même toutes ses forces maritimes, ce qu'on ne pense pas qui conviendrait ni à la situation présente des affaires ni même au ministère Béguin.

Cette considération si majeure donne lieu d'espérer à S. M^{te} que le roi de la Grande B^{gne}, la pesant dans la sagesse de ses conseils, n'insistera pas sur un expédient qui loin d'être d'aucun avantage pour l'Ang^e nuirroit infiniment à la France et fourniroit en dernière analyse des noues plus abondans aux Américains pour se maintenir dans leur résistance.

Le Roi croit remplir vis à vis du roi d'Ang^e tout ce que sa justice et son amitié peuvent lui permettre dans les circonstances actuelles. Les ordres de Sa M^{te} sont connus, et l'on tendra la main la plus soignée à leur exacte exécution, et Sa M^{te} est fondée à attendre en retour que le roi de la G^{de} Bretagne voudra bien donner de son côté les ordres les plus précis pour qu'il soit remède aux différentes plaintes qui ont été successivement portées et dont quelques sont déjà d'une date éloignée et pour prévenir et arrêter les exces qui ne deviennent que trop fréquens de la part des officiers de mer.

A Versailles le 19 juillet 1777.

Angleterre t. 524 n° 17

Dès le 13 juillet, en effet, on avait renouvelé les instructions précédemment transmises aux amirautés et notifiées aux chambres de commerce¹. Le fait était porté à la connaissance de Franklin et de ses collègues le 16. M. de Vergennes lui-même avait écrit la lettre, et, afin de donner à la notification toute l'autorité possible, le roi avait revêtu de son approuve la minute de son ministre. C'étaient comme des ordres nouveaux, car ils visaient en particulier les actes de la *Repreaille* et de ses associées. Ils expulsaient de nos ports les prises que ces navires y avaient conduites; à la protection et au libre commerce dont on était d'ailleurs désireux d'assurer la jouissance aux navires américains, ils mettaient la formelle condition de se conformer strictement à nos traités avec le roi d'Angleterre. Franklin et

777

« Voir la notification qui fut faite aux ports
le 14 Manche et elle la fut aussi sans doute
aux autres ports. L'original en est dans les papiers
d'un collectionneur M. le Baron de Saint-
Venant, Loire-Inférieure, - à Versailles le
« 13 juillet 1777. Reçu à St Paul le 9 J
« 4 M. les officiers de l'amirauté de Port-au-
« Prince et Gaboriau à Demourée par Va logne. —
« L'intention du Roy a toujours été Messieurs
« d'observer les traités faits avec les puissances
« étrangères et de tenir la main à leur exécu-
« tion. C'est ce que Sa Majesté a fait connaître
« par les ordres qu'elle a donnés différemment fois
« dans les circonstances actuelles, lorsqu'il est
« entré dans les ports de son royaume des bâti-
« mens anglo-américains et des prises par eux
« faites. Cependant par les comptes qui lui ont
« été rendus, elle a eu lieu de reconnaître
« qu'au lieu de se conformer relativement aux
« dits bâtimens aux ordres qu'elle a donnés
« pour qu'ils ne s'arrêtassent dans les ports de
« sa domination que le temps permis par les
« traités et par les ordonnances du royaume
« rendues sur le fait de la marine on a cher-
« ché sous différents formes à en éluder l'effet
« et les choses ont été poussées si loin à cet

« égard que Sa Majesté étant de son premier
« Je donner les ordres les plus précis pour
« qu'on ne souffre pas absolument dans ses
« ports les navigateurs étrangers au delà du
« temps prescrit par les traités et par les or-
« donnances et réglemens.

« Son intention est ainsi que les prises qui s'y
« y seront amonées ne puissent non plus s'y
« séjourner davantage et que jusqu'au moment
« de leur sortie des ports, il soit veillé sur les
« dites prises de manière à éviter toute vente
« clandestine qui pourroit en être faite.

« Sa Majesté m'a en outre chargé de remon-
« verser les ordres qui ont déjà été donnés par
« rapport à l'embargoement d'artillerie et autres
« munitions de guerre sur les navires qui sortent
« de ses ports lequel ne doit jamais avoir lieu
« à moins qu'il ne soit bien constant qu'elles
« soient destinées pour les colonies françaises.

« Les intentions de sa Majesté sont sur cela
« si précises, que s'il passoit quelque chose de
« contraire aux ordres que je vous donne de sa
« part, je vous en rendrais personnellement
« responsable.

« Je suis Messieurs, votre affectionné servi-
« teur. — De SARTRE »

1777 Deane répondaient aussitôt par des excuses explicatives et par des engagements positifs; engagements convenus d'avance, évidemment, tout au moins d'une façon tacite. Lord Stormont recevait communication des deux pièces, la copie en était expédiée à Ossun et la dépêche du ministre prescrivait à celui-ci de les faire lire à la cour d'Espagne¹.

Charles III était à Saint-Idelfonse. L'ambassadeur se sentit là mieux à même qu'ailleurs de faire de ses instructions l'usage qu'on lui avait indiqué. Après les premiers entretiens, il trouve, suivant son habitude, que le roi « paraît penser comme à Versailles »; ce monarque « a extrêmement applaudi à la sagesse, à la dignité du langage », etc. Mais, sous la paraphrase favorable de la dépêche du 18 juillet qu'il met dans la bouche du monarque, il était facile de deviner que, tout en voyant avec satisfaction envoyer des troupes à Saint-Domingue, tout en offrant même un concours empressé pour y rendre leur établissement plus salubre, la cour d'Espagne ne prenait pas la communication autrement que comme une matière à considérer, à débattre et sur laquelle elle tenait prête plus d'une objection :

à S. Idelfonse le 28 juillet 1777

Monsieur,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 18. de ce mois n° 43. Elle expose les griefs réciproques de la France et de l'Angleterre que l'état présent des choses rend presque inévitables et qui ont donné lieu à des explications assez sérieuses entre les deux cours dont Sa Majesté desire que le Roi Catholique et son ministère soient informés. J'ai en conséquence, Monsieur, passé à M. le C^{te} de Florida Blanche une copie de votre dépêche avec celles des lettres que vous avez écrites à Mylord Stormont et au Docteur Franklin j'ai aussi eu l'honneur de donner à Sa Majesté Catholique une idée

Les Américains envoyèrent au Congrès la traduction de la lettre du cabinet de Versailles et leur réponse. Ces deux pièces sont imprimées dans le *Diplomatic correspondence*, t. 7, p. 311 à 315. C'est pourquoi nous ne les re-

produisons qu'à l'annexe II du présent chapitre traduites du recueil américain. Le manuscrit du cabinet date du 16 juillet et portant au pied l'approuvé de Louis XVI, se trouve aux *Affaires étrangères*. Angleterre, t. 524, n° 6.

avez exacte du contenu de ces différentes pièces que son ministre mettra incessamment sous vos yeux. Ce monarque, Monsieur, a extrêmement applaudi aux principes de conduite de la France, à l'honnêteté de ses procédés, à la sagesse et à la dignité de son langage, il pense comme le Roi que les souverains doivent être fidèles aux obligations des traités sans en aggraver les devoirs et sans les enfreindre. Sa Majesté Catholique a fort approuvé les ordres rigoureux que le Roi a donnés pour prévenir l'usage abusif que les corsaires américains pourroient faire de l'aide légitime qui leur est assurée dans nos ports.

Le Roi Catholique, Monsieur, et M. le comte de Floride Blanche, quoique persuadés que l'Angleterre seroit dans l'état où elle est, la démarche du monde la plus impudente d'attaquer les deux Couronnes, conservent cependant une crainte, qui n'est peut être pas dénuée de fondement, que le ministère britannique ne prenne enfin ce parti et ce monarque a appris avec beaucoup de satisfaction que la France se disposoit à faire passer au commencement de l'automne prochain un renfort considérable de troupes dans ses colonies principalement à St Domingue, le Roi Catholique considère combien le climat de la partie française de cette île est funeste à la santé et à la vie de nos soldats, et m'a dit qu'il réitéreroit les ordres qu'il avoit déjà donnés aux commandants de la partie espagnole de recevoir nos troupes dans les parages de son gouvernement qui seroient réputés être les plus sains de leur faire fournir des comestibles autant que cela seroit possible en payant. Soyez persuadé, Monsieur, que je veillerai à ce que ces ordres soient expédiés par le premier paquebot dans les termes les plus clairs et les plus précis.

On pense ici, Monsieur, absolument comme à Versailles sur l'importance dont il est pour les deux Couronnes de continuer à se préparer très sérieusement à pouvoir faire face à tous les événements contingens et en même temps d'éviter une rupture même aux dépens d'une tolérance vaine et désagréable jusqu'à ce que nos matelots employés à la pêche de la morue soient rentrés et que les fonds immenses que l'Espagne attend de la Vera Cruz soient arrivés.

Au reste, Monsieur, le Roi Catholique m'a fait l'honneur de me dire que si la guerre devenoit inévitable il seroit essentiel que les deux Couronnes examinassent scrupuleusement combien de temps elles seroient en état de la soutenir, et qu'elles concertassent avec la plus grande précision les opérations

1777 qu'elles devroient exécuter afin de ne pas s'exposer après bien des dépenses et des combats à finir par une paix infructueuse ou désavantageuse.

J'ai l'honneur d'être avec autant d'attachement que de respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

Espagne, 1. 583 n° 6;

« Ne pas s'exposer, après bien des dépenses et des combats, à finir par une paix infructueuse ou désavantageuse » : l'Espagne n'était pas près de sacrifier ce point de vue-là. Le 4 août, l'ambassadeur a fait connaître les dépêches des 22-26 juillet. Il en a même donné copie à M. de Floridablanca, ainsi que des lettres à lord Stormont et à Franklin. Les premières paroles échangées lui ont laissé encore concevoir des assurances très encourageantes. Confidemment, il écrit à M. de Vergennes¹ que « le roi d'Espagne, tout en désirant éviter la guerre, lui paraît ne pas la craindre, voyant le nombre de vaisseaux et de frégates qu'auront les deux Couronnes, et surtout si elles se déterminent et parviennent à former des liaisons étroites avec les colonies américaines révoltées »; le comte de Floridablanca, lui, « incline pour la guerre comme M. de Vergennes et ne trouve pas douteux qu'il vaud mieux prévenir que d'être prévenu »; toutefois, le premier ministre a immédiatement opposé une raison à l'idée d'envoyer des émissaires aux Colonies l'automne prochain²; au rapport d'Ossun, il ne s'éloignait pas de cette idée, mais il se préoccupait de ce que l'Angleterre connaîtrait inévitablement l'envoi très vite, et pourrait déclarer la guerre aux deux Couronnes avant la rentrée des vaisseaux qui rapportaient le trésor du Mexique, l'ambassadeur entrevoyait là « une circonstance qui influerait beaucoup sur le parti que Sa Majesté adopterait »; il

¹ A Saint-Pétersbourg le 4 août. 1777. *Fr. page* (1. 583 n° 90.)

² Ossun, paraphrasant M. de Vergennes sur de ses émissaires : « Quelques personnes sages, sages et discrètes qui sans caractère et sans mission ostensibles passent cela par

« sur ce qui se passe, bien instruits des deux cours des véritables dispositions des deux cours et dans l'occasion faire les manœuvres que les circonstances et le rapport des différents intérêts combinent pour ou contre » (*Ibid.*)

attendrait du reste d'être informé de ce parti avant de laisser le courrier reprendre la route de Versailles. 1775

Le marquis d'Ossun était trompé là par ses impressions. Il est forcé d'ajouter à sa lettre un *post-scriptum* qui oblige à présager moins d'accord. Il a eu occasion de parler de nouveau à Sa Majesté Catholique et elle lui a dit qu'elle « n'avait pu examiner qu'en partie et superficiellement la dépêche au comte de Floridablanca; que la matière exigeait une mûre réflexion et qu'il voulait, en donnant son avis, exposer les raisons sur lesquelles il le fonderait. » Je présume que je ne pourrai pas vous renvoyer Lépine de quelques jours, » ajoutait l'ambassadeur; il fut cependant en mesure de transmettre le 9 août l'avis raisonné de l'Espagne; M. de Floridablanca venait de lui en procurer la lecture. Le gouvernement du Pardo était trop décidé d'avance à attendre, pour avoir besoin de plus de temps. Il envoyait une expédition de cet avis raisonné au comte d'Aranda, et Ossun, dans un pli confidentiel, en faisait une analyse d'après laquelle le trésor du Mexique n'était pas moindre de 50 millions de piastres; on pensait, suivant les calculs, ne pas le voir arriver avant le mois de mai 1776, et l'ambassadeur avait cru reconnaître clairement que le désir de ne point compromettre une telle rentrée portait l'Espagne à éviter la rupture le plus longtemps possible. Du reste, il avait mis en œuvre les moyens qui lui étaient recommandés : « Ne rien faire et ne rien dire pour incliner le gouvernement espagnol à un parti plutôt qu'à l'autre, mais attirer l'esprit de M. de Floridablanca sur diverses considérations, sur divers détails propres à le déterminer. »

« J'ai eu l'honneur de vous informer, écrit
« Ossun, que j'avais fait remettre sans aucun
« retard à M. le C.^{te} de Floride Blanche le po-
« quel qui lui étoit destiné; que je lui avais
« témoigné que j'étois instruit de l'objet de
« votre expédition, et qu'il m'étoit singulière-
« ment recommandé de ne rien faire et de ne
« rien dire pour ne pas, Sa M^{te} Cath^{le} et son au-

« dience vers un parti plutôt que vers l'autre.
« J'ai eu l'honneur de tenir le même langage à
« son Excellence; il a daigné m'assurer qu'il étoit
« très flatté de la marque de confiance que la
« M^{te} lui donnoit et qu'il examineroit les choses
« avec la plus grande attention. Il a ajouté : ne
« pas les intérêts des deux Couronnes étoient les
« mêmes, et c'est desmot bien important de

En remettant à Ossun la copie du mémoire du cabinet et l'expédition que le courrier Lépine devait emporter au comte d'Aranda, le ministre de Charles III avait accompagné cette copie d'une lettre privée à l'adresse de M. de Vergennes. Il y affectait à la fois l'extrême déférence, l'intimité, la confusion d'avoir douté du secret de la part de Versailles. Il y réunissait aussi les vœux exposés par Sa Majesté Catholique et donnait assez à entendre qu'une fois de plus elles seraient inspirées par des intentions dilatoires. Ossun disait très justement de ce

« rencontrer le voleur. Vous en jugerez, Monsieur, par la réponse de M. le C^{te} du Florida-Blanche que vous trouverez ci-jointe. Il envoie une copie à M. le C^{te} d'Aranda et il a bien voulu m'en faire la lecture. Vous remarquerez qu'il y développe enfin ses idées sur ce rôle utile que la France et l'Espagne jouent et peut être jouer dans l'accroissement éventuel de l'Angleterre avec son

« Je n'ai pu même ignorer Monsieur à M. le C^{te} du Florida-Blanche que l'annexion des esprits en Angleterre n'était pas dirigée contre la France seule et que le ministère britannique paraissait avoir un ressentiment vis-à-vis l'Espagne que vous n'en saviez pas bien certainement le motif parce que les agents de cette puissance qui résident en France ne s'en expliquaient que confusément, que ce qu'ils articulaient de plus positif était qu'après avoir vu l'Espagne comme un exemple digne d'être imité pour ne point succéder les Américains, elle était fort en deuil de ce que la France avait fait ou venait de faire à cet égard, que vous soupçonnerez mieux que moi de plus ou de moins de sagacité en Amérique que les Anglais ne gardent aucune crainte, pouvant exciter leur vanité, leur amour que cette expédition devait élever plus les batailles que n'en valaient les victoires en Amérique, ce ne peut être qu'en

« affaiblissant leur contenance en Europe et que quel que le y soient des vaisseaux sur le papier, ils n'ont pas en état de tenir la mer.

« Je n'ai consulté cette dernière machette à M. le C^{te} du Florida-Blanche qu'après qu'il s'en était formé son avis tel qu'il est annoncé dans la pièce ci-jointe, mais elle vous fera connaître qu'on est informé ici de l'état actuel de la marine anglaise, soit en Europe soit en Amérique. — A S^t Idelfonso le 9 août 1777. — E. V.

Voici la lettre de M. de Florida-Blanche à M. de Vergennes en la traduisant y aura marqué d'un trait divers passages qui méritent attirer son attention. Plusieurs dépêches entrantes sont complètes par lui de agents américains. « De S^t Idelfonso le 8 août 1777. — E. V. » « par le mémoire que j'ai l'honneur de joindre ici que le Roi correspond à la confiance qui lui a été marquée en expliquant avec franchise et une véritable amitié sa manière de procéder et les circonstances actuelles. Mes idées ne peuvent être différentes de celles du Roi mon maître. E. V. trouve que même sont en substance les mêmes que celles qu'elle m'a indiquées par sa lettre. Il y a déjà de tout que je pourrais avoir et peut être ne me serais-je pas hasardé à m'expliquer par des idées de mon maître ou mon père et se trouvent appuyées sur les intérêts supérieurs du Roi et sur le talent de

mémoire que « M. de Floridablanca avait pris cette occasion d'expliquer enfin ses idées sur le rôle utile que la France et l'Espagne pourraient peut-être jouer dans l'accommodement éventuel de l'Angleterre avec ses colonies ». Le premier ministre entraînait en matière par des flatte-ries à l'adresse du cabinet français et en précisant, d'une façon très nette d'ailleurs, les points à examiner et dont il s'agissait de convenir¹;

1777

« nous de l'Esp^e. Les colonies doivent exister et les Anglais nous notre garantie et nous mêmes si l'on ne l'acceptait pas. Il ne doit pas être difficile de leurs persuader cette idée par les moyens adéquats dans le mémoire.

L'instruction des ambassadeurs ne doit avoir que deux objets. L'un de nous instruire de l'état de la guerre et du pays du congrès et de la disposition de ceux qui y ont la plus capable influence, et de celle des naturels à l'égard de leurs chefs. L'autre de fortifier le système de ne pas s'accommoder sans notre approbation et de faire craindre du côté des autres les conséquences tant de la métropole que de la nation. Peut-être les députés qui sont à Paris seraient-ils plus propres pour le second objet et pour le premier il conviendrait que chaque court se servit de ses officiers sans bruit et sans publicité.

Ces députés doivent concevoir combien de difficulté. Il y auroit que nous serions engagés dans une guerre pendant leurs fonctions plus de secours qu'une diversion attendue qui y auroit plus d'obstacles à la mer pour faire passer les secours, et moins d'argent à leurs donner en raison de nos plus fortes dépenses. On a fait la diversion sans en venir à une rupture et on peut la continuer.

Préparez nous à la guerre mais faisons d'abord nos ennemis pour gagner tout le terrain que nous pourrions et pour assurer le retour de nos flottes des deux Amériques. Si nos succès nous ont permis sur ce qui peut

se passer dans les ports d'Ang^{le} et dans ces colonies nous ne pouvons manquer de voir la France les indices de quelque coup que les Anglais voudraient frapper pour lors il ne sera plus question d'attendre et l'un de nos ennemis trompera les demandes du nos ennemis en les pressant à l'avance. On ne peut faire une grande expectation sans de grands préparatifs et ceux-ci demandent du temps et de l'argent dont l'Ang^{le} manque pour le moment. Le plus à craindre est un coup de main sur notre flotte parce qu'il suffirait pour cela de forces maritimes et de la perfidie anglaise. Pour cela même nous pensons se servir de l'Esp^e. Il vaut combien cela nous importe à tous. Pour ce qui est du secret l'Esp^e doit croire que je n'ai jamais douté de son honnêteté et de celle des principaux membres du conseil du S^{on} M^{ajesté} T^{our} C^{on} mais avant la constitution de votre cabinet et la nomination de beaucoup de nos ministères il est évitable qu'il y ait des risques. Laissez cela. L'Esp^e doit être assurée que je suis très dévoué et que je donne les occasions de constater le don que j'ai de le servir et de lui composer avec le plus grand empressement etc. (l'Espagne, t. 585 n° 99)

¹ La traduction est de la main de M. de Vergennes. La pièce porte ce titre : *Traduction du mémoire de la cour d'Espagne du 8 mars 1776 adressé de réponse à celui de la cour de France, envoyé le 26 juillet même année. Ibid., n° 100*

1777 il arrivait ensuite au fond, à ce qu'il appelait « le projet utile à nous autres et aux Colonies » :

Le mémoire présenté au Roi T. C. et communiqué à Sa M^{te} C^{te} pour former de concert une résolution adaptée aux circonstances présentes renferme des réflexions précieuses et très en place, le zèle et le talent de celui qui l'a rédigé méritant la gratitude des deux cours par la véhémence et l'énergie avec lesquelles il s'occupe de leur salut et de leur gloire.

On établit quelques questions dans ce mémoire dont les solutions sont si claires qu'elles peuvent passer pour des axiomes ou pour des principes incontestables. On ne doute pas et on ne peut douter qu'il ne convienne absolument aux cours de l'auguste maison de Bourbon d'abolir autant qu'il dépend d'elles la puissance de la Grande Bretagne, et de ne pas perdre pour cet effet l'occasion présente de sa guerre civile.

Il n'y a pas plus de doute que la politique dictée pour cela même que les deux cours doivent empêcher par tous les moyens possibles que les colonies américaines restant directement ou indirectement sous le joug de leur métropole, et l'on ne peut pas plus raisonnablement mettre en doute que pour empêcher que cette réunion ne contienne des conditions ou des engagements contraires aux intérêts et à la tranquillité de la France et de l'Espagne il ne suffise pas de secours sages administrés avec parcimonie et inquiétude.

De ces antécédents que nous nommerons ici les axiomes de notre politique, l'auteur du mémoire en déduit la conséquence qu'il est nécessaire de se résoudre à donner des secours plus publics, plus utiles et plus effectifs aux Colonies moyennant une guerre avec l'Ang^e que nous ne pourrions éviter encore longtemps : que l'époque de cette guerre doit être fixe et permanente pour janvier ou février de 1778, afin de prévenir les Anglois et empêcher leur réunion avec les Colonies; pour cet effet de préparer une alliance offensive et défensive avec elles, envoiant dès à présent des sous-secrets qui invitent les chefs principaux du Congrès à cette négociation, en les faisant autoriser et accréditer à cette fin par les députés du même Congrès qui résident en France.

Cette idée ne sauroit être plus plausible ni de meilleure apparence, et à la vérité le raisonnement et les calculs sur lesquels elle se fonde ont beaucoup de vraisemblance, mais comme on traite d'un sujet du plus grand intérêt pour

les deux monarchies, et des plus graves et des plus redoutables conséquences si nous nous trompons dans la résolution et dans le moment de la prendre, ou nous permettra de faire une courte analyse des principaux fondemens de l'idée, de les comparer avec d'autres et de tirer de ces combinaisons une sûreté morale de l'avis que nous proposerons.

Des considérations ou objections diverses suivaient cette entrée en matière. Les considérations étaient celles qui avaient été déjà mises en avant avec notre ambassadeur. « Les pêcheurs de Terre-Neuve seront bien rentrés cette année, mais non la flotte du Roi Catholique; elle ne peut revenir avant le printemps prochain, de sorte que l'on ne saurait fixer à janvier ou février l'époque de la guerre. Nous courons ainsi, dit-on, le risque de voir les Colonies s'accorder avec l'Angleterre; mais on ne prouve point que si nous nous déclarons elles ne s'accorderont pas; ce sera au contraire pour l'Angleterre une raison de s'accommoder avec elles à tout prix; quels motifs auraient ces colonies de continuer à se battre avec notre peuple, si elles recevaient l'indépendance qu'elles poursuivent? Le docteur Franklin pousse les maisons de Bourbon à la guerre parce qu'elle fournira le sûr moyen de forcer les Anglais à donner l'indépendance tout de suite'; nous rendrons tout uniment la Grande-Bretagne libre de se tourner contre nous en faisant sonner les premiers l'heure où elle s'y résoudra, actuellement ses ministres hésiteraient à prendre la responsabilité d'une attaque, ils nous devaient d'y être provoqués et de voir conséquemment toute la nation les soutenir »

« On consent à présent puisque le docteur Franklin dans quelqu'un de ses écrits se contente d'une simple déclaration de guerre de la part des cours de Bourbon. Cette seule déclaration, dit-il, assureroit l'indépendance des Colonies, rendrait la guerre courte et la paix prochaine. Franklin sait bien qu'une pareille déclaration forceroit les Anglais à s'accommoder immédiatement avec leurs colo-

nies et que celles-ci ne se refuseraient pas à un concert en échange leur indépendance. Les risques et les dépenses des deux cours dans cette hypothèse méritent peu l'attention de Franklin et de ses collègues »

« Il semble donc que si nous accélérons la guerre nous évitons les maux que nous craignons »

Après ce chapitre des objections, le mémoire espagnol en venait à ce qu'il entendait que l'on fît. Précisant d'abord les choses à éviter, il expliquait « qu'il ne conviendrait ni d'attaquer à la fois toutes les forces navales de l'Angleterre en Amérique, ni d'opérer dans les Colonies un débarquement de troupes auxiliaires, ni de penser à une diversion sur les îles Britanniques, ni d'essayer de prendre Minorque ou Gibraltar; cela n'aboutirait, suivant lui, qu'à forcer l'Angleterre à plus de dépenses et l'on obtenait déjà ce résultat rien qu'en donnant aux Colonies les secours que le mémoire de Versailles appelait « trop faibles », et qui étaient au contraire très grands par leurs effets; s'ils ne suffisaient point à s'assurer la gratitude des Colonies ni ne la conquerraient pas davantage autrement. Le but à se proposer, c'était de faire désirer la garantie des deux cours, afin que celles-ci en tiraient des avantages palpables. La matière était difficile, sujette à des contingents, fondée sur des faits incertains, sur des conjectures, des vraisemblances; en conséquence il fallait convaincre dès maintenant les Colonies, par la voie de Franklin et de Deane, par celle aussi d'émissaires secrets que l'on enverrait aux chefs du Congrès, de l'inutilité pour elles d'un accommodement avec l'Angleterre si elles ne demandaient et n'obtenaient d'avoir la France et l'Espagne pour garantes, cette demande-là ferait tout de suite voir ce qu'elles avaient à espérer, l'Angleterre ne devant pas trouver de difficulté à l'admettre si elle voulait réellement tenir sa parole, et bien montrer qu'elle ne nourrissait que la pensée de les subjuguier après les avoir brouillées avec nous si elle essayait de les tenter par une alliance : »

On desira à la vue de ces réflexions de savoir quelle est notre façon de penser pour attendre au but du soutenir les Colonies, d'assurer leur indépendance, d'empêcher leur accommodement avec l'Ang^{le} et de prévenir la guerre que nos ennemis peuvent projeter. La matière est difficile et sujette à des contingents, et par cela même elle ne peut se résoudre que par une prudente probabilité fondée sur des faits certains, des conjectures et des vraisemblances.

Notre avis seroit et a toujours été analogue a celui qui nous vient en quelque maniere indiqué par la cour de France, savoir qu'il conviendrait de commencer des a présent a persuader aux Colonies par la voie de leurs députés Franklin et Deane et par celle des ministres secrets qu'on auroit auprès des chefs du Congrès qu'aucun accommodement avec la metropole ne peut leurs être utile et assure s'ils ne demandent et n'obtiennent d'elle par forme de preliminaire que tout traité quelconque devra être garanti par la France et l'Espagne. Nous pourrions en outre assurer les députés que nous ne garantissons rien contre la liberté et l'avantage des Colonies, et quelles seront protégées a ces egards, sans dire plus pour le moment. Il semble qu'il ne doit pas être difficile de persuader aux Colonies l'utilité et même la nécessité dont il est qu'elles exigent une forte garantie pour s'accommoder. La proposition que les colons en feroient a l'Ang^e lorsqu'elle les recherchera pour un accommodement, leur decouvriroit la bonne ou la mauvaise foi de la metropole, et si elle est dans la disposition d'accomplir ou non les conditions du traité. Cette découverte seule est très importante pour les Colonies. Si l'Ang^e vouloit accomplir religieusement le traité elle ne devroit pas avoir de difficulté qu'il fut garanti. Entre toutes les puissances de l'Europe on n'en decouvre aucune dont la garantie pourroit tranquiliser les Colonies autant que celle des cours de France et d'Espagne. Si le ministère anglais pour exclure la garantie et p^r aveugler les Colonies les tentoit par un alliance contre nous, il faut persuader a l'avance aux députés et aux chefs que ce seroit un piège pour les priver de notre abri et de notre protection, et pour les enligner facilement apres les avoir mis en amitié avec nous. Il suffiroit que les Anglois nous communiquassent alors cette disposition des Colonies pour que nous les abandonnassions, que nous nous declarassions contre elles, et que nous nous accommodassions avec l'Ang^e a qui il conviendra toujours plus de les assujettir que de faire la guerre a l'Espagne et a la France.

On peut très bien amplifier les autres sûretés que les Colonies obtiendroient par cette garantie et les risques quelles courroient sans elle dans le cas d'un accommodement, si l'on fait attention a la situation de ces memes Colonies environnées de provinces anglaises et au peu de stabilité du gouvernement B^r pour reputér malhonnête un traité que la nation regardera toujours comme ignominieux.

1777

Ces craintes et leurs conséquences étant ainsi exposées aux Colonies, principalement « le risque de perdre notre appui si elles nous dégoûtent », il conviendrait de leur continuer les secours « possibles », de leur faire connaître « ceux qu'elles ont trouvés dans nos précautions, ceux qu'elles pourront encore recevoir des dispositions que nous prendrons pour empêcher qu'elles ne soient opprimées ». Nous continuerions à nous préparer pour une guerre, « comme on l'a fait jusqu'ici et comme on aurait pu le faire beaucoup plus pendant le temps que nous avons perdu, en mettant en état de défense les points d'Europe et d'Amérique comme on se l'est proposé » ; mais il faudrait procéder en cela sans trop de célérité ni d'imprudence pour ne pas hâter la rupture, gagner le temps nécessaire au retour de nos forces de l'Amérique méridionale, de notre flotte, des matelots employés à la pêche, traiter les Anglais « avec justice et dignité comme on l'a fait dans la réponse donnée au lord Stormont », en évitant de leur fournir de justes motifs de plaintes et en nous plaignant avec fermeté, mais sans aigreur, de ceux qu'ils nous donnent eux-mêmes, « en sorte que ces plaintes, en se multipliant, prennent plus de consistance » ; il faudrait laisser entendre aux Anglais que « loin de vouloir la guerre nous nous emploierions plutôt si nous le pouvions à une médiation, et concerter notre langage avec les colons ou leurs députés pour prévenir les manœuvres que la Grande-Bretagne pourrait vouloir faire avec eux ».

Finalement, et M. de Vergennes avait souligné cette partie du mémoire, « nous établirions un plan certain pour le cas de la guerre soit offensive soit défensive, un plan avec des idées et des projets spécifiques que l'on surveillerait constamment, sauf à les changer si des circonstances principales le commandaient ; nous conviendrions des campagnes à entreprendre selon les ressources et les fonds de chacun, parce qu'une fois l'épée tirée, il y aurait lieu de ne s'épouvanter ni de céder avant d'obtenir les fins que nous nous serions proposées ; mais l'époque de cette guerre ne saurait être marquée d'avance. Arr-

vera-t-elle? Quand aurons-nous préparé tout ce qui nous manque? 177
 Quand les Anglais penseront-ils à se remuer? D'ici là il suffira de surveiller tous les mouvements afin d'être en état de prendre un parti sans retard. La chose est vraiment nécessaire; c'est une garantie pour les colons; solliciter leur alliance n'est ni decent, ni juste, ni utile; les députés du Congrès n'ont rien offert jusqu'ici qui mérite l'attention; il sera plus honnête et d'égale conséquence de proposer cette garantie, c'est-à-dire une protection attachant les colons par l'intérêt, ne leur ôtant pas la liberté de s'accommoder et leur évitant les pièges de la métropole. En agissant ainsi, dans tous les cas, nous prendrons au moins le temps « d'arranger nos affaires et de rédiger nos idées ». Nous ne craignons pas la guerre; l'Espagne a sacrifié une partie de ses intérêts pour s'y préparer en se prêtant, avec le Portugal, à une reconciliation peut-être prématurée; mais comme c'est un axiome qu'il vaut mieux prévenir la guerre que de la recevoir, c'en est un aussi qu'on ne doit pas l'entreprendre tant qu'on peut l'éviter, sans avoir pris toutes les mesures pour son principe, son progrès et sa fin, de façon à avoir la sûreté morale de réussir ».

M. de Floridablanca voilàit donc de nouveau le goût pour l'abstention, propre à l'Espagne, sous la raison qu'il ne convenait ni à l'une ni à l'autre cour de faire un traité avec les Américains, mais seulement de leur rendre de bons offices dont on tirerait un profit. On ne le retrouve pas moins tout aussi libre et net qu'auparavant dans ses entretiens avec l'ambassadeur d'Angleterre. Fort irrité, tandis qu'à Versailles on s'expliquait avec lui sur les corsaires, le gouvernement de George III envoie dire par lord Grantham au ministre de Madrid que « si les armes anglaises n'avaient pas les succès dans la campagne actuelle, le ministère se verrait forcé d'abandonner entièrement la guerre de terre et d'employer toutes ses forces maritimes à empêcher

12. les insurgents de faire aucune espèce de commerce d'importation, même à la faveur des pavillons neutres ». M. de Floridablanca lui répond aussitôt que « ce serait déclarer la guerre à toutes les puissances maritimes, qu'elles ne souffriraient probablement pas qu'on troublât leur commerce et qu'on insultât leur pavillon contre le droit des gens ». L'ambassadeur n'en maintient pas moins, si soigneux fût-il d'être aimable, que « l'Angleterre n'aurait point d'autre parti à prendre¹ », en sorte que les dispositions à se battre souhaitées par les « plénipotentiaires », autrement dit la nécessité d'une guerre entre les trois cours étaient près de se manifester. Lord Grantham, toutefois, se montra un peu différent quelques jours après. La lettre du cabinet de Versailles en réponse à la note de lord Stormont ayant satisfait la cour de Londres, celle-ci s'avisa aussitôt de demander à l'Espagne de prescrire les mêmes mesures que la France à l'égard des corsaires. Cette fois, M. de Floridablanca, prenant sa revanche, réclama fermement la réciprocité, rappela d'anciens griefs de la marine espagnole jusqu'alors laissés sans suite; seulement, il pensait qu'on ne devait pas lui demander davantage².

M. de Vergennes, pendant ce temps, sentait marcher les faits. Le propos de lord Grantham n'avait paru rien à ses yeux. « La menace que ce propos exprime aurait de soi des conséquences trop immédiatement défavorables pour l'Angleterre », écrit-il à Ossun. Pour lui le cabinet anglais arrivait au moment de prendre un parti et de ne pouvoir le prendre que « mauvais, désespéré ». C'est pourquoi il se força de hâter les résolutions de Madrid, bien qu'en ayant soin de ne pas paraître à la cour d'Espagne manquer de circonspection à l'égard de l'Angleterre. Il mandait donc à l'ambassadeur que les deux Couronnes ne pouvaient surveiller trop soigneusement des intentions et des vues nécessairement suspectes à cette heure; qu'à Versailles on usait attentivement d'une « modération prudente » pour éviter tout ce

¹ Rapport d'Ossun, 4 et 11 juillet (*Espagne*, t. 585, n° 50). — ² Rapport d'Ossun du 10 août 1764, t. 586.

qui conduirait à un engagement prématuré; que « dans l'étendue de nos côtes », toutefois, avec « les dispositions très échauffées des esprits », l'exécution des ordres était forcément défectueuse et que toute notre conduite avait beau être parfaitement conséquente aux explications données, nos procédés d'honnêteté et de justice accrus journellement, notre position vis-à-vis de l'Angleterre n'en était ni moins incertaine ni moins critique.

Telle était la situation où se trouvait le gouvernement du roi pendant qu'il attendait de connaître le sentiment de Sa Majesté Catholique sur les dépêches des 22-26 juillet. Au moment où le courrier qui apportait la réponse de Charles III s'acheminait en France, le 13 août, le ministre manifestait à notre ambassadeur la crainte que l'on ne fût surpris tandis qu'on réfléchissait, et il lui marquait de nouveau la nécessité « d'un plan de conduite fixe et invariable jusqu'à de nouvelles circonstances ». Un fait qui pouvait tout précipiter venait de se produire, et le ministre se demandait si l'aigreur des plaintes serait calmée, à Londres, par les excuses que le roi était prêt à en exprimer. L'Américain Cunningham, dont on avait interné le navire à Dunkerque, s'était armé derechef, avait trouvé le moyen de sortir de ce port, avait fait des prises que les Anglais lui avaient enlevées ensuite, et seize Français comptaient dans son équipage prisonnier. Le ministère anglais « jetait les hauts cris », le roi était fort mécontent; on avait mis un des intéressés à la Bastille, on recherchait l'autre,

Dépêche du 8 août. « Ce propos est point une idée nouvelle en Ang^{le} elle a été proposée au Parlement mais il est probable que ceux qui en ont fait l'ouverture avaient plus tout le dessein d'embarquer le ministère que de le sortir du labyrinthe dans lequel il s'est si maladroitement engagé. Car comme M. le C^{te} de Plaisance Blanche le très a propos remarque — se serait ce mettre dans un état de guerre avec toutes les puissances alliées de l'Europe. » (*Espagne*, t. 585 n° 95)

* « Nous attendons M. la réponse au courrier que je vous ai expédié le 26. du mois dernier et de connaître le fond des sentiments de Sa M^{te} C^{te} et de son ministère et les vues politiques qui leurs paraîtront préférables pour y conformer notre attitude et nos plans. Je souhaite que la guerre ne nous prévienne pas dans cet intervalle, nous serais puis en guerre. Il faut avoir un plan de conduite fixe et invariable au moins jusqu'à de nouvelles circonstances. » (*Ibid.*, n° 116.)

1777

on s'interrogeait sur les conséquences possibles, M. de Vergennes ne se dissimulait pas qu'elles seraient peut-être fort sérieuses¹. Comme le concours du marquis d'Ossun devenait visiblement moins efficace de jour en jour, sa correspondance plus vide chaque semaine, et que l'état des choses entre la France et l'Angleterre semblait ainsi s'aggraver, c'était le moment de relever tout à fait l'ambassadeur de ses fonctions. On fit connaître à Madrid la nomination de M. de Mont-

Le ministre, qui avait déjà annoncé l'incident le 8 à Ossun, l'exposa ainsi dans cette dépêche du 13 : « Un nouvel incident dans les défenses. Vous avez entendu parler M. d'un certain corsaire américain nommé Canby, lequel que nous fîmes arrêter il y a plusieurs mois à Dunkerque et dont nous fîmes rendre les prison. Cet homme sorti de prison a voulu prendre un surnom et sous le nom d'un autre Américain a préparé un nouvel armement sous le nom d'un contrebandier. M. de Sartine ayant eu des soupçons de sa véritable destination avait ordonné à l'amirauté de Dunkerque d'y veiller et de l'en pas permettre la sortie. Ces gens là ont pris le parti de vendre le bâtiment armé à un sujet anglais nommé Richard Allen, et l'amirauté rassurée par cette vente lui a donné ses expéditions pour Borgia en Norvège avec la permission, cependant de prendre une assurance et caution du vendeur et de l'acheteur que ce bâtiment en feroit payer la course et ne prendrait aucun Français à son bord. Le même Canbygham y est embarqué et a peine à la mer il a été attaqué et pris plusieurs bâtiments anglais, un autre autres et celui-ci appartenant le plus riche a été repris et sur ce bâtiment que le corsaire y avait mis il s'est trouvé 16 autres soldats français.

Ces circonstances combinées font jeter les hauts cris aux ministres anglais qui croient y voir une collusion de notre part. Loin qu'il s'

existe, le Roi qui est lui-même très offensé de tous ces procédés a fait rappeler le commandant de son escadre p' rendre compte de sa conduite. Immédiatement opposée aux ordres qu'il avait reçus, et a ordonné que le vendeur et l'acheteur qui se sont rendus tous les deux cautions que le bâtiment ne feroit point la course soient arrêtés. Dejà le M. de Sartine qui est le vendeur est à la Bastille, nous attendons d'apprendre de Dunkerque si l'acheteur y aura été trouvé. Tel est l'état au vu de cette affaire qui paraît exciter un ressentiment bien vif en Angleterre, et dont je ne puis pas encore déterminer les conséquences. Ce qui peut avoir rendu l'amirauté plus facile à permettre la sortie de ce corsaire est vraisemblablement la crainte d'un malin plaisir. Vous verrez M. par la copie ci-jointe d'une lettre de M. de Goussard alors commandant et à Dunkerque l'ordre de l'insolence anglaise. Nous avons été prudent de la dissimuler et nous nous sommes contentés d'envoyer une frégate et une corvette pour maintenir la police du port et de la rade.

L'amirauté au reste peut très bien se permettre reprochables de l'ambassadeur des Français qui se sont trouvés à bord de la Beypierre. Les matelots sont libérés à Dunkerque, la rade et la côte ne sont point défendues, et rien n'est si facile que d'embarquer du monde à la voile et en pleine mer. » *Extrait*, t. 585

morin. Le roi annonça son protégé à son oncle par cette lettre de sa main 177

Versailles, 14 mai 1777

Monsieur mon frère et oncle, les talents connus du marquis d'Ossun et les bontés de V. M^e pour lui m'ont engagé à l'appeler à mon conseil où je serai plus à portée de le consulter sur les intérêts de V. M. dont l'alliance m'est toujours chère. J'ai en même temps nommé le comte de Montmorin, pour le remplacer. Il m'a été attaché particulièrement pendant quatre ans, et je suis sûr qu'il fera tout ce qu'il pourra pour mériter ses bonnes grâces. Je ne lui recommande rien tant que de plaire à V. M. et de maintenir scrupuleusement l'union qui règne si heureusement entre nos deux maisons. V. M. connaît la vive et sincère amitié, avec laquelle je suis, de Votre Majesté bon frère et neveu

Arch. nat., B. 164, n° 3, n° 4 de l'année 1777

Avait-on pensé que le gouvernement de l'Espagne entrerait dans nos vues si vite? Ce n'est pas à croire. Lorsque la réponse du Pardo était arrivée, le ministre avait senti le besoin d'écrire tout de suite confidentiellement à Ossun sur les raisonnements du comte de Floridablanca. Ce nouveau pli laisse l'impression qu'à Versailles on ne comptait plus désormais sur la discussion, mais uniquement sur le poids des faits pour convertir notre allié, et que si M. de Vergennes s'attachait à détailler les incidents, à mettre en évidence les suites qu'il y avait à en craindre, c'était dans la seule pensée d'entretenir de correspondances l'ambassade et de ne pas la laisser sans arguments. Il ne manifeste pas le moindre désappointement, aucune impatience, au contraire, il semble chercher à paraître satisfait. A la vérité, il ne parle pas au nom du cabinet; seulement, pas une des considérations de son collègue de Madrid ne tient debout, après les réfutations qu'il y oppose. Avec la même entente parfaite des questions qu'il avait si souvent montrée contre M. de Grimaldi, avec la vue claire et sensée de tous les côtés de cette grande affaire, de tous ses détours et de ses affluents, de ses conséquences rapprochées ou lointaines.

177. il indique assez qu'elle est désormais regardée par le gouvernement du roi sous un jour bien différent de celui qui l'éclaire au Pardo :

À Versailles le 21 août 1777.

Je reponds M. par cette depeche particuliere aux trois lettres secretees que vous m'avez fait l'honneur de m'ecrire les 4. 9. et 9 nous (sic), les deux dernieres m'ont été apportées par le courtier Lepine.

J'ai mis le tout sous les yeux du Roi dans le particulier ainsi que la lettre et le memoire que M. le C^{te} de Floride Blanche m'a fait l'honneur de m'adresser, je n'y repondrai pas par cet ordinaire je me bornerai a vous faire M. quelques observations simples, mais avant tout le Roi vous charge expressément de le-moigner au Roi son oncle combien il est touché de la confiance que Sa M^{te} C^{te} a bien voulu lui marquer dans cette occasion; vous l'assurerez que ses principes et ses vues une fois developées vont faire la base de toute notre conduite vis à vis de l'Ang^{te} et que nous la dirigerons avec meses de moderation, de sagesse et de justice pour suspendre et éloigner du moins si on ne peut l'éviter l'engagement qui il ne seroit pas de la convenance du Roi C^{te} de prendre avant le retour de sa flotte. Mais il est à savoir si les Anglois nous laisseront la liberté de suivre ce systeme, leur desesperoir comme leur orgueil peut avancer l'époque que nous desirons avec tant de raison de reculer. Je vous prie M. de vouloir bien être auprès de M. le C^{te} de Floride Blanche l'interprete de toute la reconnaissance dont me penetrent la franchise et la netteté avec lesquelles il nous a exposé les circonstances de sa cour et le plan qu'il lui mettent dans la necessité de se faire. C'est ainsi que doivent toujours se parler deux souverains qui n'ayant qu'un même interest ne sont un plus tost se doivent jamais être dans le cas de s'envelopper dans des reserves tristes premisses d'une défiance qui ne pourroit jamais compatir avec leur maniere d'être. Assurés je vous prie à M. le C^{te} de Floride Blanche que ne faisant pas moins d'estime de ses talens et de ses lumieres que de la droiture et de l'honnêteté de son caractère il me trouvera toujours très disposé à me reprocher de ses idées et de ses vues, et également empressé à entretenir le concert le plus intime et le plus parfait avec lui.

Nous admettons M. sans aucune sorte de restriction l'hypothese du mariage espagnol, qu'avant de penser à une rupture il faut assurer le retour de

nos matelots pêcheurs et celui de la flotte du Mexique. Si l'en a pas été fait mention dans le mémoire qui vous a été envoyé le 26. de juillet dernier, c'est que nos pêcheurs doivent tous être rentrés au plus tard dans le courant de 9^m et que nous supposons qu'à la même époque à peu près la flotte espagnole serait rendue en Esp^e. Son retour devant être encore fort éloigné nous accedons sans réserve à l'idée qu'il faut bien se garder de rien faire qui pourrait servir de prétexte à l'Ang^e pour l'insulter et pour s'en saisir. Mais comme on pourrait bien n'être pas assez de ne pas lui donner de prétextes et qu'elle est très capable de s'en créer ne serait il pas d'une sage prévoyance de ne pas s'exposer à la tentation de le faire. L'Ang^e ne voudra pas encourir le reproche de la plus détestable parataxie pour un objet peu considérable, mais 50 millions de piastres en forment un si immense qu'il pourrait bien triompher de sa délicatesse et de ses scrupules. Cela supposé l'Espagne ne pourrait elle pas diviser le trésor et le faire revenir par parcelles. Ceci est une simple réflexion dont vous ne ferez usage M. qu'autant que vous le croirez convenable.

Une 2^e observation. Notre système présent se dirigeant à éviter la guerre nous ne pouvons donc apporter trop de circonspection dans toutes nos démarches pour ne pas la provoquer, dès lors nous devons être très réservés par rapport à tout ce qui pourrait exciter la défiance et aigrir l'inquiétude des Anglois. D'après cette considération nous pensons M. que le choix des ambassadeurs que nous pourrions faire passer en Amérique demande une singulière attention de notre part. Il ne suffit plus que ce soient gens sages et accorts qui ne prétendent pas se donner une importance diplomatique, il parait prudent encore qu'ils soient d'un état assez peu relevé pour que dans le cas où ils seraient découverts on ne puisse pas supposer ou qu'ils ont leur mission de nous ou qu'elle ait d'une certaine importance. Cette attention est d'autant plus recommandable que nous avons tout à la fois à nous prémunir contre la défiance des Anglois et contre l'intérêt que les Américains ont à l'exciter. Il est certain que s'ils avoient entre leurs mains des personnes à nous d'un certain état, ils ne négligeroient rien pour leur donner tout le relief qu'on accorde à des représentans. Ce point de vue pourra bien nous engager à n'envoyer dans ce pays là qu'un simple marchand, lequel ne paroissant occupé que de ses propres affaires de commerce et du soin de prendre des connoissances plus étendues dans ce genre, n'en serait peut être que plus à portée de recueillir

1777 les notions qu'il nous seroit intéressant d'avoir sur l'état au vrai des affaires, le caractère des habitans et de leurs chefs; les principes et les affections qui les unissent ou les divisent, et enfin sur le plus ou moins de fond que l'on peut faire sur un peuple dont nous ne pouvons encore déterminer la constance. On pourra le charger de quelques insinuations indirectes et sommaires touchant la convenance dont il seroit pour l'Amérique en se procurant l'aide de l'Ang^e pour son indépendance de la faire reconnoître et garantir par les puissances de l'Europe les plus intéressées à la protéger et à la soutenir, mais cette prévoyance doit être présentée avec adresse et desuiteressement pour ne pas effaroucher un peuple trop nouveau encore pour avoir des principes bien éclairés; il pourroit se voir dans un conseil aussi salutaire qu'un obstacle de plus à la paix, celle-ci ne nous le dissimulons pas, doit être l'objet de ses vœux car elle est le but de ses efforts.

On pourra tenter de rendre les députés qui résident ici susceptibles de cette ruse, mais ce que nous savons de leurs opinions ne nous promet pas de la facilité. Prêts à entrer dans les engagements les plus étroits si les deux Couronnes veulent se porter à la guerre, ils paroissent bien déterminés à décliner toute autre espèce de liens politiques. Ils croient ou ils affectent de croire que l'Amérique libre et pacifiée, n'aura besoin d'aucun autre appui pour se soutenir que l'intérêt que toutes les puissances généralement trouveront à la participation de leur commerce, le temps et l'expérience leurs démontrèrent que le bien sera très insuffisant contre un voisin qui ne perdra jamais l'espérance de les rappeler à leur ancienne dépendance, et les disposera vraisemblablement à en former d'autres plus solides, c'est ce qu'il faut chercher à faire sentir à ces députés mais avec dextérité, on sent naturellement desians et d'ailleurs leur indiscretion que je ne crois pas tout à fait naturelle nous prescrit de grands ménagemens dans les ouvertures qu'on peut leurs faire. Je m'en suis plus d'une occasion de m'apercevoir que leur art ne vise pas seulement à nous intéresser à leur cause, mais encore à nous compromettre avec l'Ang^e. Chacun fait son métier et si le leur est de tendre directement à tout ce qui peut tourner au profit de leur cause le notre est de ne pas nous laisser mener plus loin qu'il ne nous convient d'aller. C'est d'après ce double point de vue que je règle ma conduite et mes insinuations avec eux; je leurs ferai jeter quelques propos de garantie, s'ils ne mordent pas à cette grappe, j'ai une autre

idée que je vous prie de consulter avec M. le C^{te} de Floride Blanche ce sera
 de leur faire entendre que ce ne serait pas assés d'obtenir de l'Ang^{te} l'aveu
 de leur indépendance s'ils ne prennent en même temps les moyens de la con-
 stater, et que l'acte le plus positif d'en établir le libre et plein exercice seroit
 de procéder au moment même de la signature de la paix à des traités d'amitié
 et de commerce avec les puissances les plus à portée et les plus intéressées
 à leur liberté et à l'augmentation de leur prospérité

Je vous propose rapidement ces idées M. qui demanderoient à être soigneu-
 sement digérées et sur les quelles nous nous entretiendrons probal'ement plus
 d'une fois. Ce qui est plus instant est de rapprocher notre système de la doctrine
 unanimement convenue entre les deux cours, et pour cet effet d'agir invariable-
 ment d'après les principes consignés dans la réponse au Lord Stormont dont
 vous avez connaissance, nous nous y affermisons d'autant plus volontiers que
 suivant cet ambassadeur, M. le C^{te} de la Floride Blanche en a parlé fort avan-
 tageusement au Lord Grantham et a paru vouloir s'y conformer. En même
 temps que suivant l'expression de M. de Floride Blanche nous serons justifiés
 exacts à l'Ang^{te} et que nous la lui demanderons sans aigreur, nous ne negli-
 gerons aucune de nos mesures et de nos préparatifs pour nous trouver à tout
 événement en état le plus pressé, et de renforcer nos établissements d'Ame-
 rique et d'y faire arriver les troupes que nous y destinons. L'Ang^{te} a d'abord
 paru en concevoir une vive inquiétude, mais une explication que j'ai eue
 avec le Lord Stormont me donne lieu de croire qu'elle est fort adoucie si elle
 n'est pas entièrement dissipée. Il m'en a parlé le premier, je ne lui ai pas fait
 mystère que c'étoit chose résolue. Pourquoi disoit il cette précaution dans
 les termes d'intelligence et de paix ou sont les deux nations. Ma réponse a
 été simple. Nous ne doutons pas que vous ne partagés nos soins et nos vœux
 pour la durée de la paix, votre situation en fait même la sûreté. Mais vos
 papiers publics, vos pamphlets et nos propres discours repétant à l'envi
 que si vous ne pouviez regagner votre Amérique, vous n'avez rien de mieux
 à faire que de tomber sur la notre, nous ne le soupçonnons pas, mais nous
 devons à notre nation l'apparence d'une prévoyance soignée, peut être seroit
 elle insuffisante si vous aviez les moyens de nous qu'on vous recommande,
 mais l'administration se seroit mise à l'abri du reproche d'une coupable negli-
 gence et elle en seroit responsable si trop livrée à la sécurité elle étoit prise.

1777. au, depourvu. Au reste des troupes divisées dans plusieurs isles bien éloignées du théâtre de la guerre ne peuvent faire appréhender une diversion. Mais la Jamaïque en est voisine. Elle ne nous tente pas, et si dans ce moment vous me l'offriez, je ne la refuserois pas parce que je ne puis parler que par ordre, mais je ne vous demanderois que 24. heures p^r prendre ceux du Roi et je suis bien assuré que je serois chargé de vous remercier d'une acquisition qui ne seroit pas même specieuse.

Le Lord Stormont a fini par me demander si une flotte escorteroit les troupes, je lui ai répondu franchement qu'il n'en est pas question et que des frégates seroient chargées de la police des différentes divisions; cette circonstance a paru le tranquilliser nous ne nous engageons pas pour cela à ne pas envoyer des escadres lorsqu'elles seroient nécessaires mais elles le semblent d'autant moins pour la sûreté de nos troupes que la prise de quelques bataillons ne seroit pas d'un assez grand avantage pour l'Ang^e pour qu'elle s'y porte par surprise. S'il y avoit à en craindre une ce seroit plus tôt au sujet de nos pêcheurs, il faut espérer qu'elle n'aura pas lieu

Espagne, t. 585, n° 137

Sous cette critique déferente autant que supérieure des idées espagnoles, le ministre indiquait, c'est assez visible, les lignes déjà bien établies d'une politique à laquelle l'ambassadeur aurait à préparer la cour de Madrid. Cette politique avait alors été résolue, en effet, et, malgré les propensions contraires que le gouvernement de Charles III manifestait, on comptait la lui faire partager à cette heure. C'est à vrai dire pour la forme que M. de Vergennes démontrait le peu de poids à accorder, maintenant, aux observations de M. de Florida-Blanca. Le 23 août, c'est-à-dire le lendemain même de la lettre qu'on vient de lire, il avait été pris, dans un conseil intime chez le roi, un parti qui ne pouvait point n'avoir pas été l'objet d'un examen antérieur et se trouver tout à fait mûr et arrêté désormais. Le moment de dévoiler ce parti se présenta presque aussitôt, mais il semble que l'on était pressé de s'en ouvrir et qu'on désirait en avoir le prétexte.

ANNEXES DU CHAPITRE VIII.

I

PLAINTES RESPECTIVES DE L'ANGLETERRE ET DE LA FRANCE

I. LE SECRÉTAIRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A M. LE MARQUIS DE NOAILLES.

A Versailles le 27 juin.

Je reçois, M., la dépêche n° 45 que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 13 de ce mois.

Le Roi et son conseil ont fort approuvé M. les explications dans lesquelles vous êtes entré avec M^r Weymouth au sujet de la visite de nos bâtiments, vous avez fait sonner clairement à ce ministre que les principes que sa cour suit sur cette matière sont non-seulement injustes en eux-mêmes mais, aussi qu'ils peuvent entraîner les conséquences les plus dangereuses. En effet, si toutes les nations se permettoient en pleine-mer et d'après leur seul caprice la visite indéfinie de tous les bâtiments marchands le commerce éprouveroit les inquiétudes les plus nuisibles, et se verroit bientôt exposé à la licence des visiteurs et à tous les excès que ceux-ci croiroient pouvoir se permettre. Nous convenons du droit qu'ont les vaisseaux de guerre d'appeler à obéissance et de visiter les navires marchands, mais selon nous c'est abuser de ce droit que de l'exercer indistinctement dans tous les cas et dans toutes les rencontres, la sûreté et la liberté du commerce veulent que l'on se borne à examiner les papiers qui constatent la véritable destination de ces navires, et que l'on ne se permette la visite que lorsqu'ils font une navigation suspecte, c'est-à-dire lorsqu'ils sont annoncés hors de la ligne de leur destination.

Pour justifier la violation de ces principes le L^d Weymouth prétend non-seulement que les négociants français versent beaucoup de contrebande dans les colonies anglaises mais aussi que les Américains font des armements fréquents dans nos ports. Vous avez été informé dans le tems, M., des défenses qui ont été faites dans tous nos ports d'exporter des armes et des munitions de guerre pour les colonies.

américaines nous avons tenu, autant qu'il a dépendu de nous, la main à l'observation de ces défenses, mais il est impossible d'empêcher toutes les exportations clandestines et masquées. La cour de Londres en fait et a même une expérience journalière ! Malgré la vigilance la plus rigoureuse, elle n'a pas encore pu contenir ses propres sujets, et elle peut se rappeler que jamais elle n'a empêché les bâtimens anglais de faire la contrebande sur nos côtes et principalement sur les côtes espagnoles, malgré les plaintes de la cour de Madrid ; d'un autre côté le Roi ne peut ni ne veut ruiner le commerce de ses sujets en leur interdisant de vendre dans ses ports des objets qui ont été commerciables jusqu'à présent. Nous l'avons dit au bon sens au ministre anglais dans la teneur. Je suis sûr qu'il leur conviendrait que nous fermions nos ports aux Américains, mais seroit-il prudent de provoquer et d'attiser sur nous le ressentiment d'un peuple qui n'ayant rien à perdre avec nous trouveront beaucoup à gagner s'il avait un prétexte pour s'emparer de nos riches revenus de l'Amérique.

En rappelant toutes ces choses aux ministres anglais, vous les ramènerez à ce principe que j'ai établi au commencement de cette dépêche, savoir que la visite de nos bâtimens ne doit être faite que lorsqu'ils sont, sans cause légitime, dans des parages éloignés de la ligne de leur direction. Dans ces cas nous ne réclamons ni contre la visite ni contre la confiscation ni les circonstances l'autorisent. Pour convaincre les ministres anglais combien nous devons lui faire craindre les discussions dérangeantes auxquelles cette matière peut, journellement donner lieu nous leur proposons, à l'exemple de l'Espagne, de nous communiquer et de concerter avec nous les instructions à donner aux commandans des vaisseaux de S. M. B^e comme je ne doute pas que M. le P^r de Mameray n'ait reçu de son côté des instructions relatives à cet objet, vous voudrez bien concerter avec lui les démarches qu'il conviendrait de faire pour porter le ministère anglais à adopter notre proposition. Dans plusieurs cas le ministère B^e a voulu colorer la nécessité de la visite de nos bâtimens du prétexte que les Américains pour se dérober à la poursuite des Anglais ont arboré le pavillon français. Je ne conteste point ce fait qui est probable mais l'inspection des papiers de mer justifiant pleinement si le vaisseau est français, la reconnaissance de ces mêmes papiers donne toute la certitude qu'on peut désirer sans qu'il soit nécessaire de procéder à une visite plus rigoureuse.

Quant aux armemens que le Lord Weymouth prétend que les Américains font dans nos ports, nous les empêchons lorsqu'ils parviennent à notre connaissance et c'est ce que nous venons de faire par rapport à ceux dont on doit être occupé dans le port de Marseille, mais il est impossible que nous soyons punctuellement informés de tous ces armemens, et il est d'autant plus certain que M. le V^e de

Stormont en ait connaissance avant nous et plus exactement que nous, qu'il a des espions dans tous nos ports même avec une affectation, je dirais volontiers une inconsideration dont nous serions fondés à nous plaindre et nous avons quelque intérêt à masquer ce qui peut se faire chez nous. Mais le ministre B^{re} ne doit pas ajouter une foi aveugle à tous les rapports que cet ambassadeur reçoit de ses conseillers. Leurs rapports sont le plus souvent très infidèles et quelques fois si vagues que le Lord Stormont en formant ses plaintes n'a pu dans de certains cas me désigner ni le lieu précis de la scène, ni le nom ni la qualité des auteurs. Les ordres sont précis dans nos ports de s'opposer à tous arrivemens irreguliers, ils vont être renouvelés avec force, mais le ministre anglais doit savoir par son experience que les gens qui cherchent à tromper savent assez bien prendre leurs mesures pour n'être pas facilement decouverts.

Le Lord Stormont m'a remis dans la dernière conference la liste des differens griefs qu'il reproche à nos gens de la Martinique. Il m'en avait parlé huit jours avant et sur son simple expose les ordres avaient été envoyés immédiatement pour y porter remede. Pour plus d'efficacité et pour en imposer à nos insulaires que l'esprit de rapine parait avoir seduit on va prendre des mesures encore plus tranchantes et qui ne laisseront pas lieu à de fausses interpretations, c'est ce que vous pouvez M. dire au Lord Weymouth, en l'assurant que si la justice du Roi ne peut pas obvier à des ecarts surtout sur un theatre si éloigné elle sait les reprimer et les punir. Sa M^{te} Suleïa à la neutralité et aux dispositions pacifiques dont elle a donné l'assurance au Roi d'Ang^{te}, ne permettra pas que ses sujets y fassent rien de contraire, mais elle a droit de se promettre que Sa M^{te} B^{re} animée des memes sentimens voudra bien de son côté remédier aux irregularités et aux exces qui ne sont que trop frequents de la part de ses officiers de mer.

Le L^d Stormont m'a parlé de quelques armeremens que font nos propres navigateurs. Je n'en ai pas eu connaissance precise, mais je ne lui ai pas dissimulé que plusieurs de nos batimens qui sont en état de s'armer seraient dans la necessité de prendre cette precaution afin de se garantir contre les vexations qu'ils eprouvent de la part des croiseurs anglais nous ne saurions les empêcher de pourvoir à leur salut, elle est de droit naturel l'Ang^{te} seule pourroit le prévenir en prescrivant à ses armateurs de respecter notre pavillon et notre commerce. c'est dans ce sens, M. que j'ay répondu à l'ambassadeur d'Ang^{te}, et je vous prie, M., d'y adapter les explications que vous pourrez être dans le cas de donner sur cet objet au ministre B^{re}. Cela n'empêche pas cependant que je n'aye requis M. de Sartine de faire vérifier dans les ports si les armeremens n'auraient pas un autre objet et d'y mettre ordre s'il est que cela sera necessaire.

Pour achever cette matière, M. il me reste à répondre à l'observation que l'^e Weymouth vous a faite sur le manière dont nous faisons punir des mutations dans nos des.

Ce ministre est dans l'erreur s'il pense que l'envoy ne s'en fait que par des vaisseaux de guerre, ou même les cinq bastiments passent sur des bâtimens marchands, et cela est d'autant plus nécessaire, que nous n'envoyons que rarement des vaisseaux de ligne dans nos colonies, et que les frégates qui y croisent, ont trop d'encumbrance par leurs propres ornemens et par les approvisionnemens qu'exigent leurs longues stations, pour qu'on puisse y charger des mutations de guerre. Au reste M. vous n'entrerez dans cette explication avec le l.^e Weymouth, que pour rectifier ses idées, et nullement pour nous justifier nous n'en avons pas besoin pour un objet qui dépend uniquement et absolument de la bonté et du bon plaisir de S. M^e ainsi que vous l'avez très-bien observé au ministre anglais.

Mais, M., en donnant au ministère anglais des solutions satisfaisantes sur tous les objets qui l'intéressent, il seroit tenu qu'il vint notre exempté au nous rendant enfin justice sur tous nos griefs, dont le volume augmente journellement. Vous voudrez bien, M., faire cette remarque au secrétaire d'Etat en les lui rappelant, et vous lui ferez sentir en même temps, comme de vous-même, qu'en laissant plus longtemps toutes nos plaintes sans décision, c'est nous inviter à en user de même à l'égard de celles qu'il nous défère. Je n'ay pas d'instructions particulières à vous faire passer au sujet du bâtiment le *Joh-Cesar* conduit à New-York il faudra attendre le rapport que l'administration établie dans cette ville, fera des circonstances de la prise de ce bâtiment.

Nous venons d'être informés, M., par la voie d'un courrier extraordinaire expédié à M. le C^{te} d'Aranda que les cours de Madrid et de Lisbonne sont convenus d'un armistice, qu'elles ont déjà échangé leurs vivres respectifs pour la suspension des hostilités et qu'elles vont négocier sur le fond de leurs prétentions respectives. Cet événement dissipera les inquiétudes que la prise de l'île S^{te} Catherine avoit données au ministère anglais, et le convaincra de plus en plus des dispositions pacifiques du roi d'Espagne et des principes de justice et d'équité qui dirigent ce monarque. En entretenant sur cet objet le l.^e Weymouth je vous prie de lui dire de notre part que nous sommes persuadés qu'il voit avec une véritable satisfaction, la prochaine reconciliation des cours de Madrid et de Lisbonne, et qu'il s'applaudit avec nous des succès de nos vœux et de nos soins communs pour un ouvrage aussi digne et aussi nécessaire pour la réunion de la tranquillité générale. L'accommodement dont le Roi C^{te} et la reine sa mère vont s'occuper et qui, selon toutes les apparences, est prochain dispensera l'Ang^e de porter des regards inquiets sur le Portugal.

et de craindre de ce côté une diversion qui auroit pu diminuer les moyens qu'il employe pour la soumission de ses colonies rien de plus heureux ne pouvoit arriver, dans ce moment cy pour la Grande-Bretagne.

Je vous prie d'examiner avec attention M. l'impression que cette nouvelle fera sur le roi d'Ang^{te} et sur ses ministres je ne crois pas que ce soit un événement qui les satisfasse et les rejouisse.

Recevez mes remerciements, M. du tableau que vous m'avez envoyé des sommes votées par le Parlement pour le service de l'année courante, ainsi que des moyens pour y faire face cette matière est trop intéressante, pour que nous ne l'approfondissions pas autant que la confusion que les Anglais affectent d'y mettre le permet. En comparant les états des années précédentes avec ce dernier on y voit une augmentation progressive de dépenses qui doit effrayer le ministère B^m en ce qu'elle démontre, d'un côté, les efforts ruineux qu'exige une guerre dont il n'avoit point prévu les conséquences, et, de l'autre l'épuisement des sources qui peuvent lui fournir les moyens de la soutenir les effets que pourront produire ces vérités si la campagne qui va s'ouvrir est encore infructueuse sont incalculables.

Angleterre, l. 523 n^o 4.

2. LE MARQUIS DE NOAILLES AU COMTE DE VERGENNES.

A Londres le 4 juillet ---

J'ai reçu, Monsieur le Comte, la lettre n^o 35 que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 28 du mois dernier.

J'ai vu hier M. lord Suffolk à qui j'ai remis les deux pices que j'avois depuis quinze jours sans avoir pu encore en faire usage. La première relative à des dommages causés à des pêcheurs de Calais par deux senats anglais armés en guerre. La seconde se faisant mention de la rencontre, sous file de Groix du bâtiment français le *S. Jacques Bonaventure* avec le vaisseau de guerre anglais le *Monarque*, lequel vaisseau anglais étoit masqué selon le même rapport, avec la flamme et le pavillon de France, et avoit tiré sur le bâtiment français deux coups de canon, dont un étoit à boulet. Cette circonstance étoit la seule que je voulsse faire remarquer au Lord Suffolk mais l'article du déguisement ne lui a point échappé, me disant de lui même qu'il n'y auroit rien de moins convenable à tous égards, que de prendre un pavillon étranger, qu'il étoit d'autant plus surpris d'une pareille dénomination, qu'il connoissoit particulièrement le capitaine du vaisseau le *Monarque* et que c'étoit un des officiers dont il garantiroit plus volontiers la conduite. Je lui ai

répondit que je lui présentais les choses telles qu'elles me venoient de ma tour que pour prévenir des discussions plus sérieuses que celle-ci dont l'objet hautement n'avoit rien de grave il falloit s'en tenir à l'exacte observation des traités pour ce qui concernoit la liberté de la navigation, incompatible avec la suite à laquelle les vaisseaux de guerre anglais sembleroient vouloir soumettre nos bâtimens marchands, lorsqu'ils les rencontraient en pleine mer.

Milord Suffolk ne répondant pas directement à la chose, me dit avec vivacité que les excès qui commettoient les Américains étoient à leur comble, que je devois avoir ce qui venoit de se passer, qu'un commerce parti d'un de nos ports avoit été en course entre l'Irlande et l'Ecosse, et avoit enlevé plusieurs bâtimens marchands anglais qu'il avoit menés dans nos ports, que le commerce de ce pays-ci souffroit extrêmement de toutes ces pirateries, et s'en plaignoit très vivement.

Une seule explication, ai-je répliqué, serviroit de réponse à toutes les objections qu'on pourroit nous faire. On suppose que les Américains font des arrivemens dans nos ports, et qu'ils ont avec nous des relations de commerce.

À l'égard des arrivemens, j'ai assuré le secrétaire d'État que ma cour persistoit toujours dans la résolution de n'en souffrir aucun, que toutes les fois qu'on lui feroit découvrir de semblables irrégularités, elles seroient promptement et sévèrement punies, que le Lord Stormont avoit communiqué dernièrement à notre ministre ses inquiétudes sur certains arrivemens dont il avoit eu avis de Marseille, on avoit envoyé sur le champ des ordres pour faire justice, s'il y avoit lieu, que les mêmes précautions avoient été prises pour réprimer l'esprit de rapine auquel les habitans de nos îles pourroient se livrer et que les mesures les plus actives avoient été employées notamment contre nos voisins de la Martinique, sur lesquels il étoit revenu différents sujets de plainte. J'ajoutai que ces procédés de notre part, après les défenses qui avoient été faites dans nos ports d'exporter des munitions de guerre aux colonies anglaises, feroient méritoirement l'éloge de notre Gouvernement, pour qu'on put bientôt se rendre justice à ses intentions.

Quant aux intérêts légitimes du commerce que menent les Américains dans nos ports, j'ai observé à Milord Suffolk que l'Angleterre ne prétendoit pas sans doute nous demander des sacrifices dont elle ne seroit pas en état de nous dédommager, je lui ai ajouté que nos ports ne pourroient jamais être fermés aux Américains, le Roi ne pouvant ni ne voulant ruiner ses sujets en leur interdisant de vendre les objets qui ont été commerciables jusqu'à présent.

J'ai fini par dire à Milord Suffolk que nous construions de désirer sincèrement la paix mais que nous étions heureusement en situation de faire voir que la crainte des événemens n'influoit sur aucune de nos démarches.

On ne supposera jamais, m'a-t-il répondu, le sentiment de la crainte à une aussi grande puissance que la France. Nous faisons également des vœux pour le maintien de la paix. Nous devons la souhaiter dans la position où nous nous trouvons aujourd'hui et nous la souhaiterons pareillement dans toute autre circonstance. Je ne prétends pas révoquer en doute, Monsieur le Comte, la vérité de ces sortes d'assurances, mais fions nous principalement à l'impuissance où l'on sera de nous nuire.

Milord Suffolk m'a dit n'avoir rien appris depuis la nouvelle qu'on avait eue de la convention des cours de Madrid et de Lisbonne pour la suspension des hostilités. Il m'a parlé de cet événement avec des démonstrations de joie et comme souhaitant l'affermissement de la paix entre ces deux puissances.

Angleterre : 523 n° 149

3. LE MARQUIS DE NOAILLES A. COMTE DE VERGENNE.

A Londres le 11 juillet 1777

Le mécontentement public augmentant ici de plus en plus, les esprits paroissant s'agiter, à la vue des événements malheureux qui inassent journellement pour ce pays-ci de sa guerre en Amérique, son commerce souffrant beaucoup, et les plaintes des particuliers commençant à s'élever de différens côtés, les fonds publics inclinant continuellement à la baisse tous ces objets réunis méritent sans doute de notre part l'attention la plus suivie, et exigent toutes les mesures d'une prévoyance aussi éclairée que celle qui nous gouverne. J'ai cru que dans de pareilles circonstances, avant à parler au Lord Weymouth, je lui devois plus que jamais l'apologie de notre conduite, au milieu des embarras où se trouve l'Angleterre. J'avois prévu qu'il seroit question de la faveur qu'on suppose que nous accordons à toutes les entreprises des Américains. Voici le sens dans lequel j'ai parlé au Lord Weymouth :

Tout ce qui se doit de nation à nation, et tout ce que réclament les traités, est exactement observé de notre part. C'est sur ce principe adopté par une cour, que celle de Londres sera toujours reçue à faire les représentations qu'elle jugera convenables, et que nous serons disposés à les écouter. Le Lord Stormont, a-t-il ajouté, a dernièrement donné avis à notre ministère qu'il avoit lieu de soupçonner qu'on se faisoit à Marseille des armemens pour le compte des Américains, et on a ordonné sur le champ les informations qu'il pouvoit désirer pour empêcher ce désordre s'il exutoit. Quelques habitants de la Martinique ont donné aussi des sujets de plaintes, et on a pris également les mesures nécessaires pour arrêter ces excès particuliers. J'ai répété au Lord Weymouth qu'il ne faisoit donc plus insister sur les armemens

que les Américains seroient soupçonnés de vouloir faire dans nos ports, parce que les intentions de ma cour étant parfaitement connues, on devoit se reposer sur les preuves qu'elle avoit déjà données de sa fidélité à remplir ses engagements. J'ai ajouté qu'à l'égard des opérations du commerce, nous ne faisons aucune distinction de nation, le royaume étant ouvert à quiconque veut y venir et y respecter les lois.

Milord Weymouth m'a répondu que la cour de Londres ne se plaignoit pas de voir les Américains fréquenter nos ports, lorsqu'ils y étoient seulement attirés par les intérêts du commerce, que c'étoit à l'Angleterre à les arrêter dans leur passage, que par respect pour les côtes de France, un vaisseau de guerre anglais étoit au moment de s'emparer d'un corsaire américain l'avoit abandonné dans la crainte de s'approcher de trop près de la côte de S. Malo, qu'il y avoit un exemple à citer de l'exécution des ordres relatifs aux armemens des Américains, que le même bâtiment qui avoit mené M. Franklin en France, quoique en bâtiment sur ordre de sortir de nos ports, s'étoit non seulement réparé, mais avoit fortifié son armement pour courir ensuite sur des bâtimens marchands anglais, qu'à la Martinique, on n'avoit gardé aucune mesure de ménagement, que l'étendard du Congrès y avoit été exposé publiquement, qu'on y faisoit ouvertement des recrues pour les Américains et qu'on y armoit en course avec des commissions du Congrès, et que les personnes les plus notables du lieu étoient les premières à favoriser de pareils actes, qui étoient d'une telle nature qu'ils ne pourroient pas se supporter longtems.

J'ai répondu au Lord Weymouth que je n'avois pas présent ce qu'il vouloit me dire du bâtiment qui avoit mené M. Franklin en France. Je lui ai exprimé de nouveau combien ma cour désapprouvoit ce qui avoit pu se passer d'irrégulier à la Martinique, le priant d'observer que les dispositions particulières de ma cour étoient d'autant plus anciennes, et que l'Angleterre pouvoit d'autant plus y compter, que le Roi mon maître défendoit la paix, parce qu'il étoit de la bonté de son cœur de souhaiter le bonheur de ses sujets, et la tranquillité des autres États de l'Europe, mais qu'en même tems ces sentimens n'étoient accompagnés d'aucune crainte des événemens.

Sur les autres objets dont nous nous sommes entretenus ensemble, il est convenu que pour la suite des bâtimens, il falloit s'en tenir à la représentation des bâtres de mer.

J'ai trouvé l'occasion de lui confirmer que nous nous servons de bâtimens marchands pour transporter des munitions de guerre à nos îles, que nous y envoyons rarement des frégates, et que par l'encombrement de leurs propres armemens, et par les approvisionnement qu'exigent leurs longues stations, elles ne pourroient pas suffire à tous les transports dont nos colonies auroient besoin.

J'ai fait quelques recherches, Monsieur le Comte, au sujet d'un avertissement

dont je joins ici la traduction, qui avoit paru la semaine dernière dans une des gazettes. Cet avertissement tendoit à soulever contre nous le commerce de ce pays-ci demandant qui fut porté plainte à l'office du Lord Weymouth de toutes les prises anglaises que les Américains conduiroient dans nos ports. Une semblable annonce ne pouvoit mériter attention, quant à ce qui eut été ou arrêtée dans une assemblée de marchands ou insérée dans les papiers publics à l'insubgation du Gouvernement.

Il paroît que c'est uniquement une tentative de quelques assureurs et l'on croit qu'il seroit absolument contre la dignité du Gouvernement d'employer de semblables moyens.

Angleterre, le 523 n° 7

Avertissement public dans les papiers anglais.

Les negocians propriétaires ou assureurs de vaisseaux, observant que les François ont violé le droit des gens en permettant aux corsaires américains non seulement d'amener mais de vendre dans leurs ports d'Europe et des Indes occidentales, des vaisseaux hérités avec leur cargaison et que l'on sait que plusieurs de ces corsaires appartiennent à des François et sont équipés par eux, considérant que la continuation de pareille pratique peut devenir ruineuse pour les intérêts de commerce de ce royaume, les propriétaires des vaisseaux qui ont été pris et vendus, ou qui peuvent l'être dans aucun des ports de France, ou des Indes occidentales sont priés instantement d'en envoyer les particularités au Lord Weymouth secrétaire d'Etat de S. M. pour le département du Sud, et aussi aux Lords de l'amirauté, afin que l'administration puisse être pleinement informée de l'étendue alarmante et des progrès d'un mal aussi destructif.

Joint à la dépêche du 1. juillet 1777

Ibid n° 174

4 LE COMTE DE VERGENNES AU MARQUIS DE NOAILLES.

À Versailles le 19 juillet 1777

J'ai mis dans les yeux de Roi M^{te} la lettre n° 49 que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 11 de ce mois. Sa M^{te} en a entendu la lecture avec satisfaction et elle ne veut pas que vous ignoriez qu'elle a donné la plus entière approbation à la noblesse à la fermeté et à la sagesse de vos explications avec le Lord Weymouth. Il n'étoit pas possible en effet de repousser d'une manière plus convenable les griefs qui vous ont été opposés les quels quoi que très réels au fonds perdent cependant cette dénomination

lors qu'on considère la justice que nous n'avons jamais refusé d'en faire lors qu'ils nous ont été offerts avec l'authenticité nécessaire. Mais les Anglois ne sentent vraiment que ce qui les blâme ou les gêne et donnent à l'amitié une extension qu'ils croient bien éloignée de lui accorder si d'autres étoient dans le cas d'en réclamer les plus légers effets de leur part. Ils semblent vouloir exiger que tous les ressorts du reste des gouvernemens de l'Europe soient uniquement dirigés à prévenir tout ce qui pourroit leur soit peu les incommoder. Quel que soit M. le duc du Roi de donner au roi de la G^{de} Bretagne des marques de sa constante amitié et de maintenir la bonne intelligence subsistante entre les deux royaumes sur le fondement des traités nous pouvons bien promettre de réprimer ceux qui y contreviendraient mais jamais d'obvier à ce qu'il n'y soit contrevient, encore moins de prévenir tous les écarts que des étrangers peuvent faire hors de l'enceinte de notre territoire.

Cependant suivant ce que le Lord Weymouth vous a dit M. touchant les depredations des corsaires anglo-américains la Représente, et ce que le Lord Stormont m'a représenté d'ordre de son cœur, il sembleroit qu'on attache l'idée de concorde à tout ce que nous serions hors de mesure d'empêcher. Vous en jugerez M. par le reçu que je vais vous faire.

Le 8 de ce mois le Lord Stormont m'a fait part de l'ordre exprès de son cœur des violences que trois corsaires nommés la Représente, le Lexington et le Dolphin avoient commises dans le canal de St Georges et sur les côtes d'Ang^{le} et d'Irlande. Je ne cherchai pas à vous rendre la chaleur de ses expressions elle étoit extrême, mais remarquant que dans le début il m'avoit prié de ne pas m'arrêter à ce qu'elles pourroient avoir de malin, convenant qu'il pouvoit lui en échapper d'impropres, mais de ne m'arrêter qu'au fond des choses. C'est le part que je pris, je lui lus haut parier autant qu'il voulut et il fut fort long, et lors qu'il eut fini je lui repartis froidement que tout ce qu'il venoit de me dire étant de l'ordre exprès de son cœur, il ne trouveroit pas mauvais sans doute que je renvoie à son esquisse jusqu'à ce que j'eusse pu prendre ceux du Roi mon maître. Je lui ajoutai seulement que j'étois en état de l'assurer que le M^{te} ne varioit point dans les dispositions que je lui avais si souvent exprimées et que j'étois encore autorisé à lui confirmer.

C'est ainsi que finit cette conférence.

Le 15 j'ai communiqué verbalement à son ambassadeur la réponse que le Roi m'avoit ordonné de lui faire et sur la quelle même je lui ai permis prendre des notes.

J'ai l'honneur de vous en envoyer la copie M. l'intention de Sa Maj^{te} étant que vous en fassiez lecture à celui des secrétaires d'Etat avec lequel vous aurés occasion de conférer et même à tous les deux s'ils parviennent à le désirer.

Vous remarquerez M. que nous n'avons point aimé des circonstances pour vous

montré sur un ton d'arrogance qui n'est que trop familier au pays que vous habitez. Notre suite est simple, honnête et ferme le Roi n'entend point justifier des torts prouvés. Sa M^{té} craint d'autant moins de faire justice quelle est dans son caractère, et que le Roi en regarde l'exercice co^{mme} un des plus beaux fleurons de sa Couronne et un des devoirs les plus sacrés de son État.

Le procédé des corsaires américains est intolérable par rapport à nous et vous jugés par la lettre que j'ai écrite à MM. Franklin et Deane pour leurs faire connaître les intentions du Roi, combien nous avons lieu d'être blessés de l'abus que ces corsaires se sont permis de faire de nos ports. Je vous prie de ne point communiquer cette lettre, c'est pour votre instruction seule que je vous l'envoie, si je l'avais fait voir au Lord Stormont ou que vous la montrassiez aux ministres Bèges on pourroit regarder cette démarche co^{mme} un compliment de justification, nous ne saurions pas la.

Le parti que nous prenons de retenir ces mêmes corsaires jusqu'à ce que nous puissions avoir la sûreté qu'ils retourneront dans leur patrie sans infester de nouveau les mers d'Europe est toute la satisfaction qu'il est possible de donner. Sans doute qu'on ne s'est pas flatté à Londres ou que nous les livrerions ou que nous les forcerions à se laisser prendre, j'espère qu'on sera assez sage pour ne nous pas faire une semblable proposition. Le Lord Stormont m'a assuré mais avec beaucoup de précaution que la restitution des prises sembleroit un acte de justice, je ne lui ai laissé aucune espérance à cet égard, nous tiendrons soigneusement la main à ce qu'elles ne soient pas vendues dans nos ports et à ce qu'elles se sent expédiées le plus promptement possible aux Américains qui doivent prononcer de leur sort, de même à ce qu'aucun capteur ou capture qui pourroit désormais relâcher dans nos ports n'y soient soufferts et ne reçoivent de secours que suivant l'esprit des traités. C'est abusivement que le Lord Weymouth se feroit contre les réparations faites à la *Reprisilla*. Ce bâtiment avoit une voe d'eau très considérable, elle fut réparée dans le temps et il lui fut permis de la reparer. En cela il n'y a rien de contraire aux traités.

Mais si nous sommes exacts à les remplir nous avons droit à la même exactitude de la part de l'Ang^{le}. Un contrat ne vaut qu'autant que les deux contractans sont fidèles à l'observer.

Le ministère Bège voudroit pallier les atteintes trop fréquentes qu'il permet qu'il y soient données en sacrifiant sur certaines expéditions véritablement de contrebande faites sous des noms francs dans l'Amérique septentrionale. Si nous prétendons que de pareilles expéditions doivent être protégées nous agissons contre l'esprit et la lettre des traités qui ont désigné clairement l'espèce et la nature des marchandises qui doivent être réputées de contrebande. Ceux qui osent en parler

en Amérique savent à quoi ils s'exposent, et nous ne plaiderons pas pour eux si leur mauvaise. Ils ne prendront pas de pareils chargemens observe le Lord Stormond et on en prohibe l'exportation en France et si on punissait severement ceux des patrons qui donnent de fausses destinations à l'armement. On répond à cela que les munitions de guerre font partie du commerce permis ce' toute autre marchandise lorsqu'elle n'est pas une destination vers un pays en guerre avec un autre, et ce n'est que relativement aux nations belligerentes qu'elles peuvent être réputées de contrebande. De tout tems l'exportation en a été permise dans nos colonies, en Afrique et par tout où le commerce en a pu porter. Sans cette facilité, nos fondemens et nos manufactures d'armes seraient bien tôt sans ouvrage et sans ouvriers elles sont cependant indispensables à conserver.

Pour ce qui est des fausses destinations, je demande dans quel tems un contrebandier anglais qui va courir les côtes d'Esp^e en Amérique p^r y verser une cargaison a-t-il fait inscrire la véritable destination dans ses lettres de mer? ou a-t-il osé paraître aux tribunaux d'armement pour avoir fait une fausse déclaration? On ne donc nul fond à nous présenter ce' grief une pratique qu'on tolère et qu'on encourage même à Londres. D'ailleurs un cap^m n'auroit-il pas toujours le resource d'affirmer que son coup de vent l'a poussé dans le Nord, tandis qu'il devoit tenir la route du Sud.

Alors plus Jean M. nous ne pouvons nier que le commerce de l'Amérique septentrionale nous ait prohibé, contenir que nous y avons droit ce seroit une reconnaissance tacite de l'indépendance que les Américains se sont arrogée, ce seroit juger le procès, et c'est ce que nous ne voulons pas faire. Mais de ce que nous n'avons pu droit à ce commerce son seul... qu'on ait celui d'arrêter et de confisquer nos bâtimens et leurs cargaisons par ce qu'ils peuvent avoir dit ou l'intention de le faire. On fonde ces soupçons qu'on transforme bien vite dans des vérités prouvées lors qu'on leur trouve abord quelques marchandises qui peuvent être à l'usage des insurgés. Mais il n'existe aucune espèce de marchandise dont on ne puisse trouver le débouché chez eux, ils se habillent, ils se vêtissent, ils se nourrissent, enfin ils jouissent de toutes les jouissances qui sont à leur portée. À parer de là tous nos bâtimens allés en Amérique seront donc sujets à confiscation.

Dans les uns on a trouvé dit on quelques balles de drap, dans d'autres du papier dans tous du taffin et du miel et c'est sur ces fondemens qu'on prononce des condamnations. Comment un malheureux marchand qui aura fait la fautive speculation d'envoyer à St. Domingue des fautes dans l'espoir de les vendre avantageusement, n'aura pas la liberté de les reporter en France s'il reconnoît qu'il s'est mécompté? un autre tentera de se débarrasser à Miquelon de quelques restes de marchandises ou il les changera contre du poisson dont nos vaisseaux ne peuvent absolument se passer, et on

interceptera un commerce de France à France sous une supposition frivole. Enfin on osehas vouloir nous défendre d'importer nos tafias et nos sirops en France attendu que si ils n'y sont pas admis tandis qu'on en encourage l'importation par des primes et gratifications. J'ébauche la mesure plus tost que je ne l'approfondis par ce que je parle à un ambassadeur éclairé et intelligent à qui il suffit d'exposer les principes. Vous savez M. en tirer les conséquences les plus justes et les mettre dans toute leur évidence. Quoi que je dise M. que le commerce de nos îles à Miquelon ne doit pas être inquieté et interrompu sous la prétexte que nos bâtimens peuvent avoir quelques infirmités à l'usage des colonies américaines nous entendons pas nous en retourner pour réclamer tel bâtiment dont la composition de la cargaison annonçeroit évidemment une destination étrangère, c'est d'après cette considération que je vous prie de ne faire aucune mention d'un bâtiment qui si je ne me trompe pas venoit de la Seine lequel doit avoir été pris en allant de la Martinique à Miquelon. Son chargement suivant les notions que j'en ai recueillies pas à l'usage de cette île et de ses habitans.

Le genre de vexation que je vous en détaille M. n'est pas le seul qui trouble et désole notre commerce. Il en est d'une autre espèce encore plus intolérable. Les armées d'Antigua, de la Dominique de la Jamaïque et toutes les autres subséquemment déclarent nos vaisseaux de bonne prise lorsqu'ils y trouvent des marchandises qu'ils peuvent suspecter être du sol de l'Amérique septentrionale quoique ces mêmes bâtimens sortent incontestablement de nos ports et qu'on ne puisse par conséquent leur opposer de leur charger aux mêmes dans les colonies anglo-américaines. Rien assurément ne peut être plus injuste et plus vexatoire. On en sera le commerce en général et la marchand se trouvent se perd pas cette qualification en changeant de main.

Comme les Anglois se sont bornés jusqu'ici à établir la chose par le fait sans s'embarasser d'en prouver la légitimité il est difficile de pressentir les motifs sur lesquels ils fondent ce procédé étrange. Duroit us que leurs colonies n'ayant pas obtenu d'eux la liberté d'étendre leur commerce au delà des possessions angloises ils n'ont pas le droit de trafiquer dans nos établissemens. Cette raison seroit très suffisante pour les intercepter si la guerre n'en faisoit un droit. Mais veut on contester au Roi celui d'ouvrir ses ports à qui bon lui semble et de l'admettre au trafic, les Anglois eux mêmes auroient ils aplaudi l'été dernier à cette rigueur si au lieu de leurs avoir généreusement nos ports ce nous l'avons fait nous leurs en avions fermé par distinction l'accès et refusé de les faire participer à notre modique subsistance. Une observation qui me sembla d'un grand poids. Les Anglois font des prises sur les Américains, les cargaisons se vendent à l'encan, nos négocians concourent aux

achats qui se font dans les ports français, et les mêmes marchandises qu'ils ont payées seront sujettes à confiscation de la part du vendeur. Je ne crois pas qu'on veuille avancer et soutenir un pareil paradoxe. Mais abstraction faite de cette considération, il est reçu généralement que la marchandise prend la qualité de son propriétaire, et quelle soit la condition de celui qui l'a acquise. Donc il suit que des denrées ou marchandises du crû de l'Amérique ne peut plus être réputée américaine du moment où elle a passé dans la possession d'une autre nation. S'il en étoit autrement l'Espagne auroit donc le droit d'arrêter et de saisir tout bâtiment revenant de l'Amérique lors qu'elle trouveroit à bord des piastres de la cachanille ou d'autres denrées de son crû. On en auroit le commerce anglais.

Don plus la plus part de ces marchandises sur lesquelles les Anglois veulent mercer leurs capures ne sont point exclusives à l'Amérique septentrionale. La Cotonne ne produit pas seule de l'indigo. Nous tirons des bois de la Guyane la Mumps nous en fournit, il vient de ces deux endroits du tabac, mais ce n'est pas ce qu'il importe de discuter, la question essentielle que le Roi vous recommande est la liberté de la navigation de ses sujets lors qu'ils n'excedent pas les règles connues et avouées par toutes les nations. Aussi peu disposés que Sa M^{té} l'est à soutenir ceux qui seroient dans des contraventions ouvertes et déclarées, autant se croit elle obligée de protéger efficacement ceux de ses sujets qu'on molestera sous de vaines prétextes, et par des visites irrégulières. C'est pour quoi vous voudrez bien M. angager les ministres anglais à expliquer franchement sur les principes qu'ils se proposent d'admettre et de suivre, et comme nous ne doutons pas qu'ils ne soient conformes à la plus exacte équité vous les prierez de les faire connoître d'une manière si distincte à leurs officiers de mer et à leurs amiraux qu'il ne puisse plus y avoir lieu à des détachons et à des jugemens de la nature de ceux dont nous nous plaignons et contre lesquels nous réclamons.

Je joins ici M. une note qui m'a été remise des bureaux de M. de Sartine au sujet de quelques captures dont nous avons eu connaissance. Tout n'y est pas et je suis fâché d'avoir si peu de documens justificatifs à vous envoyer. Il n'y en a pas davantage à la Martinique, mais il s'en trouvera mieux au conseil des prises en Ang^{le} si on veut la voir justice.

Un des objets qui demande le plus d'attention et la réparation la plus complète est l'attentat commis à St Louis par une frégate anglaise. La violation du territoire et l'insulte faite au bâtiment du Roi sont formelles et nous ne pensons pas que le ministère anglais veuille dissimuler un procédé aussi insupportable. Vous voudrez bien M. en demander la justice que nous avons droit d'en attendre.

Le fait de Cherbourg ne peut être aussi passé sous silence, quo. que l'officier

américain ait contribué lui même à la surprise qui lui a été faite et contre laquelle nous ne serions pas fondés à réclamer sans les démonstrations menaçantes faites contre les gens du bateau qui l'avoit conduit au bord anglais. J'en ai fait mention dans ma réponse au Lord Stormond vous voudrés bien suivre les errements que vous y trouverés tracés.

J'oubliais de vous dire que tous les ordres annoncés dans cette réponse ont été expédiés le 12 dans tous les ports indistinctement.

Je n'ai pas besoin de vous recommander M. de mettre dans la discussion des différens objets que nous confions à votre zèle la douceur et l'union qui sont dans votre caractère et dans vos principes. Le Roi ne veut point provoquer la guerre il se propose de la prévenir, et c'est dans cette vue qu'il invite les Anglois à écarter ce qu'il est disposé à le faire et ce qu'il a déjà fait en effet tant d'incidents qui pourroient la rendre inevitable.

[Ce qui suit n'est plus de la main de M. de Vergennes.]

Je ne suis pas étonné, M. de la dénégation du cap^t du vaisseau de guerre anglais le Monarque, accuse d'avoir arboré le drapeau de France et d'avoir tiré à boulet sur un de nos bâtimens marchands, le 1^{er} de ces faits ne pouvant pas être avoué par cet officier sans s'exposer au moins à une réprimande. Au surplus, je vous prie d'observer, M., que la plainte contre le vaisseau le Monarque ne concerne point l'Amable Dorothee. Le cap^t de ce bâtiment, ainsi que vous pouvez le voir dans les pièces qui vous ont été adressées le 10 may d' nous a dénoncé un brigantin sans pavillon ayant un guidon rouge, et qu'il a nommé le Monarque. C'est le cap^t du navire ved Jacques Bonaventure qui a porté plainte contre le vaisseau de guerre appelé Monarque qui avoit fait usage de notre pavillon. Je vous rapelle cette distinction M., parcequ'elle pourra mettre le ministère anglais sur la voie de découvrir l'auteur de la violence commise à l'égard du navire l'Amable Dorothee, le nom du cap^t anglais est Rubec ou Robec. Je n'ay pas de nouvelles réflexions à ajouter à celles que j'vous ai déjà transmises concernant l'usage de tirer à boulet pour premier avertissement elles me paroissent si convaincantes que nous ne pouvons qu'être étonnés que le ministère Brit^{an} s'obstine à s'y refuser. vous voudrez bien ne négliger aucune occasion pour les lui raporter et pour le bien convaincre que nous ne reconnaitrons jamais une methode aussi violente et aussi contraire aux usages de la mer reçues par les autres nations.

Angleterre, 1724 n. 6.

II

NOTIFICATION FAITE AUX COMMISSAIRES DES ÉTATS-UNIS
DES PRESCRIPTIONS ADRESSÉES AUX AMIRAUTÉS ET AUX CHAMBRES
DE COMMERCE SUR LES CORSAIRES '.

A Versailles, le 16 juillet 1777

Messieurs

Vous ne pouvez oublier que, dans la première conversation que j'ai eue avec chacun de vous, je vous ai assurés que vous trouveriez en France, en même temps que le respect pour vos personnes, toute la sécurité et les facilités de vivre que nous procurons aux étrangers et que, relativement au commerce et à la navigation nous vous accorderions toute la liberté compatible avec l'exacte observation de nos traités avec l'Angleterre, traités que les principes du Roi lui font un devoir de respecter religieusement. Pour prévenir toute espèce de doute à l'égard des vaisseaux qui peuvent participer aux privilèges que nous accordons dans nos ports aux nations amies, j'ai appelé votre attention sur l'article du traité qui nous interdit de permettre aux vaisseaux armés en course la libre accès de nos ports à moins de nécessité pressante, et de même relativement au dépôt et la vente de leurs prises. Vous avez promis, Messieurs, de vous y conformer.

Après une explication aussi précise, nous ne pressâmes pas le départ d'un vaisseau *la Représaille* qui avait amené M. Franklin en France, parce que nous étions assurés qu'il devait repartir avec un chargement de marchandises. Nous avions complètement perdu de vue ce navire et supposions qu'il se trouvait dans les mers d'Amérique, lorsque, à notre grande surprise, nous apprîmes qu'il était entré à Lorient après avoir fait plusieurs prises. Des ordres furent immédiatement donnés de le faire partir dans les vingt-quatre heures et de déférer ses prises aux seules amirautés compétentes pour juger de leur validité. Le capitaine Wickes se plaignit d'une voie d'eau. Après une visite d'officiers compétents, son allégation fut trouvée légale : admissible on lui permit les réparations nécessaires, et on lui enjoignit de reprendre la mer.

Les délégués étaient qualifiés de « plénipotentiaires » dans leurs premiers lettres aux Affaires étrangères : mais ils n'ont été désignés par le Congrès que sous le titre de « commis-

saires » *commissionaires* : c'est le seul que leur a reconnu le gouvernement des États-Unis lors de l'impression de sa correspondance diplomatique.

Après ces avertissements répétés, dont on vous a fait connaître les motifs, nous n'avions aucune raison, Messieurs, d'attendre que ledit M. Wickes poursuivît sa croisière dans les mers d'Europe, et nous ne pourrions être que grandement surpris qu'après s'être joint aux vaisseaux armés en course le *Laxington* et le *Dolphin*, pour infester les côtes d'Angleterre, ils vissent tous les trois chercher un refuge dans nos ports. Vous êtes, Messieurs, trop bien informés et trop pénétrants pour ne pas voir à quel point cette conduite porte atteinte à la dignité du Roi mon maître en même temps combien elle blesse la neutralité que Sa Majesté professe. J'attends, en conséquence, de votre esprit de justice que vous soyez les premiers à condamner une conduite si contraire aux lois de l'hospitalité et des convenances. Le roi ne peut le dissimuler, et c'est par son commandement exprès que je vous informe Messieurs, que des ordres ont été envoyés dans les ports où ledits vaisseaux armés sont entrés, pour les faire séquestrer et détenu jusqu'à ce qu'on ait obtenu des garanties suffisantes qu'ils retourneront directement dans leur pays et ne s'exposeront plus, par de nouveaux actes d'hostilité à la nécessité de chercher asile dans nos ports.

À l'égard des prises qu'ils peuvent avoir faites, si s'ils les ont amenées dans nos ports ils ont l'ordre d'en partir immédiatement, et la même conduite sera observée vis-à-vis de toutes captures de toute nation quelconque. Telles sont les obligations de nos traités, conformes à nos ordonnances maritimes, que le Roi ne peut éluder d'aucune manière. Il serait de haute convenance que vous fisses connaître ces intentions partout où vous le jugerez le plus utile, afin que de nouveaux vaisseaux armés s'autorisant du mauvais exemple de ceux contre lesquels nous sommes obligés de agir ne s'exposent pas à leur tour aux mêmes embarras.

Ce que j'ai l'honneur de vous dire des dispositions du roi ne change rien, Messieurs, aux assurances que j'ai été autorisé à vous donner lors de votre arrivée, et que je vous renouvelle touchant la sécurité de votre résidence et de celle de tous ceux de vos compatriotes qui voudraient vivre au milieu de nous, comme en ce qui concerne le commerce autorisé, qui trouvera chez nous toutes les facilités compatibles avec nos lois et nos usages.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Assigné.

DE VERGENNES.

2. LES COMMISSAIRES DU COMTE DE VERGENNES

Paris le 17 juillet 1777

Monsieur,

Nous sommes bien sensibles à la protection qui nous est accordée depuis notre résidence dans ce royaume, protection conforme aux gracieuses intentions de Sa Majesté

comme aux droits des gens, et c'est pour nous l'objet d'une grande contrariété qu'un vaisseau de guerre appartenant à l'Amérique fasse par ignorance ou par inadvertance quelque chose qui offense Sa Majesté le moins du monde.

Les capitaines Wickes, Nicholson et Johnson se sont excusés auprès de nous de leur retour en France, sur ce qu'ils avaient été chassés dans le canal et enfermés dans vos ports par des vaisseaux de guerre anglais, ce dont nous ne pouvons douter le *Reprisal* en particulier ayant été obligé de jeter ses canons par dessus bord pour faciliter sa fuite.

Quelques jours avant d'être honorés de la lettre de Votre Excellence, nous leur avions dépêché par un courrier l'ordre le plus formel de partir pour l'Amérique, ce qu'ils se disposaient effectivement à faire, comme Votre Excellence le verra par la lettre ci-jointe, que nous venons de recevoir par le retour du même courrier. Nous communiquerons les ordres de Sa Majesté à nos amis résidant dans vos ports, et nous en informerons le Congrès, afin que nos vaisseaux de guerre soient prévenus des conséquences qui résulteraient d'une infraction à ces ordres. Nous ne doutons pas qu'ils ne soient rigoureusement respectés, et nous sommes prêts à donner à Votre Excellence toutes les garanties qu'elle jugera suffisantes et raisonnables. Qu'après s'être approvisionnés pour un aussi long voyage, ces vaisseaux partiront directement pour l'Amérique, sans faire d'autre croisière sur les côtes d'Angleterre. Nous recevons avec reconnaissance les assurances répétées de la protection que Sa Majesté veut bien nous continuer à nous et à tous ceux de nos compatriotes qui peuvent résider en France, ainsi que des facilités accordées à notre commerce, dans cette conjoncture critique à laquelle se rattacheront toujours dans notre pays des souvenirs de gratitude et d'affection.

Nous avons l'honneur d'être, etc.

B. FRANKLIN

SILAS DEANE.

3. ORDRES DIVERS ENVOYÉS AU PORT DE BORDEAUX.

Versailles, 30 juillet 1777.

Je suis informé M., qu'il se fait à Bordeaux différents armemens masqués qui doivent sortir avec pavillon français et arborer à la mer celui américain, et que beaucoup de bons officiers d'artillerie et d'autres y attendent cette occasion pour se rendre en Amérique. Vous voudrez bien M. vous assurer de la vérité de ce rapport en y mettant toute l'adresse et toute la circonspection convenables, et m'informer de ce que vous aurez appris à ce sujet. Au surplus ma dernière lettre circulaire vous

aura tracé la conduite à tenir en pareille circonstance et vous aurez soin d'y vous y conformer très exactement. Je suis, etc.

DE SARTINE.

[De la main de M. de Sartine.]

Je vous le répète très sérieusement, les intentions du Roy sont formelles et vous vous compromettrez personnellement si vous ne vous y conformiez pas.

Archives de la marine à Bordeaux. *Correspondance manuscrite*, 1771.

A Versaïes le 31 août 1771.

L'ordonnance du Roy M. étant de s'assurer de la personne du s^r M^r de Beauvau, enseigne de vaisseau, embarqué sur la corvette *le Serin*, actuellement en station à S. Domingue, et cet officier pouvant repasser en France par un autre bâtiment, je vous ai les ordres de S. M. pour le faire arrêter et emprisonner s'il débarque à Bordeaux. Je vous recommande à cet égard la plus grande vigilance et vous pourrez en cas de besoin demander main forte au gouverneur, lieutenant du Roy, ou commandant en leur communiquant ma lettre et les ordres de S. M. Jusques là vous voudrez bien les tenir secrets et me les renvoyer dans 6 mois, si vous n'avez pas eu occasion de les faire exécuter. Je suis, etc.

DE SARTINE.

Ibid.

[On lit en tête à la marge de l'écriture de M. Lemoine, commissaire général des ports et arsenaux : « M. le maréchal de Mouchy m'avant informé que le s^r M^r de Beauvau était arrêté, j'ai renvoyé au ministre les ordres du Roy. » M. de Beauvau avait été arrêté au Havre.]

Fontainebleau le 24 octobre 1771.

[Lettre relative au navire américain *le Portsmouth*, qui a relâché en Gironde. On y lit le *post-scriptum* suivant, de la plume de M. de Sartine.]

Souvenez vous que les ordres de S. M. sont précis et que ce serait d'un déplaire que de ne pas les exécuter ponctuellement conformément à ce que je vous ai écrit plusieurs fois.

Ibid.

CHAPITRE IX.

VERSAILLES, DÉCIDÉ, S'EFFORCE DE DÉCIDER MADRID.

Mouvement de l'armée anglaise par le Canada. — Le général Burgoyne parvient au Fort Mifflin à Louisa qui elle avait déjà pris Ticonderoga et descendrait rapidement en Pensylvanie, ouvertures comminatoires faites en conséquence à Versailles, l'Anglais Forth. — Le cabinet de Versailles est convenu que l'Angleterre cherche un prétexte pour commencer la guerre, réunion chez le roi. — Note qui y est lue pour représenter comme des humiliations les ouvertures dont il s'agit, le ministre en donne communication au comité d'Aranda, à Quiroz et au comité personnellement à M. de Floridablanca. — Changement d'horizon déterminé par la note en question. La guerre avec l'Angleterre est désormais en perspective, la correspondance du ministre, au moment, retenue à elle seule l'histoire; obligation qui nous est imposée par la prise effective de Ticonderoga de paraître très soucieux de la paix. — Comment la démarche de Forth s'agit à nous faire déserter l'Amérique; afin d'être à celle-ci l'espoir d'être ouvertement soutenu, lord Sturgeson est chargé d'insister que les troupes distantes les uns des autres ne partent pas; formelle promesse de l'Angleterre offerte en échange. — Forme dépêche informant Quiroz du refus du roi, on écrit au marquis de Naxos dans le même sens. — Empressement de Charles III envers la France, devant les menaces de l'Angleterre, assurances qu'il nous soutiendra si nous venons à être attaqués, M. de Vergennes montre Louis XVI d'autant plus résolu à combattre de voir les volontaires anglais dans le golfe du Mexique, hypothèse d'un retour aux frontières de 1755. — Le ministre tâche en raison même de décider l'Espagne. — Le Pardo se garde contre l'intérêt qu'il voit aux colonies de nous attirer à elles. — Révélation de son opinion par M. de Vergennes, la forme même de cette réponse ne laisse pas moins deviner que l'on juge utile à Versailles une prochaine alliance avec le Congrès. — Demandes des commissaires américains non deux cents impatientes du comité du Congrès. — Efforts de ces derniers pour l'ouvrage à attendre. — Pas de résultat qu'avait eu leur première tentative auprès du roi de France, nécessité d'une seconde. — Quoiqu'elle fût attendue aux conseils de la France. — Le congrès retournait l'histoire à nous ne retournait pas Versailles. — Incalculable témoignage porté en faveur de la France par les rapports de la légation de Pensy. — Nouveau pli confidentiel de M. de Vergennes pour prouver le gouvernement de Madrid, les provisions que le ministre prend à cet effet encouragent d'autant plus M. de Floridablanca à la retenue, retard de ce dernier, notamment avec le représentant de l'Angleterre, l'Espagne fournissait de l'argent mais ne s'engageait point; insistance d'Quiroz. — Le Pardo décline, ses conclusions dilatoires. — Vite reprendra de l'opinion publique aux ministres de Louis XVI sur leur action supposée, ils ont l'accord avec le roi cependant pour empêcher que la campagne actuelle des Américains ne soit la dernière. — M. de Vergennes affirme que Louis XVI ne hait pas les Américains non accords. — Les « raisons de finances » et les « raisons politiques ». — Éloquentes dépêche du ministre à Quiroz en vue

d'une alliance prochaine avec le Congrès. — A quels motifs obéissait l'Espagne ? son épuisement par ses Colonies, motif de se réserver qu'elle cherchait, ses navires et les corsaires américains, le marchandage de M. de Floridablanca pour donner au Congrès les mêmes secours d'argent que la France, il s'agissait pourtant à le faire devant M. de Montmorin, à la dernière ambassade d'Ossun. — Insouciance marquée du vieil ambassadeur de ce qu'il avait obtenu, néanmoins, quant à la paix de l'Espagne avec les Barbaresques et à tout un rapprochement entre la France et la cour de Lisbonne, comme M. de Floridablanca avait tourné court au sujet des Barbaresques et ministère beaucoup à emprisonnement relativement au Portugal, témoignages d'affection et de regrets de la part de Charles III envers Ossun, qui quitte Madrid. Instructions de M. de Vergennes au comte de Montmorin : on attendra désormais les propositions de l'Espagne, sous l'œil de l'ambassadeur de démentir à quoi M. de Floridablanca menait au sujet de la paix, conviction que l'on a d'être réellement menacé par l'Angleterre et déterminé au cas où d'affronter ses menaces.

En Angleterre comme en France, les partisans des Colonies croyaient l'armée anglaise un peu en échec et, la voyant stationnaire depuis la prise de New-York, faisaient à son sujet d'assez inquiétants pronostics. Les forces britanniques, en réalité, avaient effectué un mouvement qui exigeait du temps. Elles devaient prendre les troupes du Congrès à revers par le Canada, tandis que Howe, avec la flotte, irait menacer Philadelphie et que son frère attaquerait Washington le long de la Delaware. Le gouvernement de George III comptait que le général Burgoyne, nommé au commandement de ces forces du Nord, pousserait rapidement devant lui les divisions américaines de Saint-Clair et de Gates, chargées de lui fermer la route. Le bruit public, à Londres, devança bientôt l'événement que l'on espérait. Dès le commencement d'août, on était convaincu de la prise de Ticonderago sur Gates ainsi que des forts établis au sud du lac Champlain. On ne doutait pas que l'armée du roi ne descendît rapidement en Pensylvanie, de sorte que le cabinet de George III, resté jusque-là dans l'expectative, à tout prendre, vis-à-vis de Versailles, passa soudain à des façons moins réservées. Ses observations et ses plaintes avaient déjà un ton aigre, il essaya d'y ajouter des exigences positives. Ce fut d'abord par une voie indirecte. Pendant que M. de Vergennes écrivait à Ossun, le 22 août, un de ces Anglais prodiges de leurs conseils pacifiques, depuis un an, un certain M. Forth, qui paraissait être très considéré

1777

17. / chez lord Stormont et qui avait abordé M. de Maurepas plusieurs fois de la part des ministres britanniques, était arrivé soudain chez celui-ci, disant qu'il débarquait de Londres et apportant le tableau le moins rassurant de l'irritation de la cour de Saint-James. Tout en prétendant n'avoir mission de nous rien proposer, il indiquait que, sous peine de rompre la paix, cette cour entendait obliger le gouvernement de Versailles à faire rendre à leurs propriétaires les prises amenées dans nos ports par les Américains, à renouveler et à publier ouvertement, bien plus, les ordres envoyés aux amirautés au sujet des corsaires. L'émis-saire devait rentrer à Londres le 26; c'était le dernier délai que le gouvernement britannique avait accordé à cet ami de la France pour rapporter une parole satisfaisante.

Comme les incidents de mer s'étaient multipliés chaque jour, au point de rendre l'état de paix près de devenir équivalent à un état de guerre, sauf que l'on pouvait élever des griefs et essayer d'en obtenir la juste réparation, les explications étaient à chaque occasion plus vives. On se sentit très impressionné, à Versailles, par cette démarche de l'Anglais Fotherby. M. de Vergennes et M. de Noailles ajoutaient alors presque à chacun de leurs plus officiels une lettre particulière dans laquelle ils parlaient plus librement. Le secrétaire d'État écrivit le 23 août à l'ambassadeur, à titre privé :

Vous êtes peut être tranquille Monsieur le Marquis, et le feu de la guerre est vraisemblablement prêt à éclater et aura probablement fait son explosion avant que ma lettre vous parvienne. Nous attendons ce soir le Lord Stormont, quelques insinuations qui l'ont précédé doivent nous faire présupposer qu'on se vent d'un prétexte pour commencer les hostilités. Nous n'aurons pas à vous reprocher d'avoir rien négligé pour épargner cette calamité à l'Europe, mais après avoir épuisé tout ce qui est de justice nous ne pouvons nous prêter à ce qui n'est ni juste ni décent. Je ne m'explique pas davantage faute de temps, d'ailleurs je crains fort d'avoir le plaisir de vous voir plus tost que je n'aurais désiré. Je vous prie Monsieur le Marquis, de garder ce peu de mots pour vous seul, et de nous mander tout ce que vous apprendrez du mouvement des

ports. L'escadre de Spithhead ne tardera probablement plus à quitter cette rade et à venir s'établir devant Brest.

J'ai l'honneur d'être avec un sincère et inviolable attachement Monsieur le Marquis, votre très humble et très obéissant serviteur

Angleterre. 524 n° 14 bis

On avait engagé lord Stormont, en effet, à venir le soir chez le comte de Maurepas recevoir la réponse. L'ambassadeur s'y donna l'apparence du diplomate le plus ignorant du monde au sujet de la prétendue mission de Forth; mais immédiatement on s'était concerté dans le cabinet du roi, et M. de Vergennes avait rédigé d'avance le procès-verbal, à vrai dire, de ce conseil intime, il avait apporté la note suivante, de sa main, repoussant comme une humiliation les ouvertures de l'Anglais. Les avis du ministre furent ceux du conseil et du roi; M. de Vergennes écrivit alors en tête de la minute cette mention : *Lû au Roi le 23 août 1777, M le C^{te} de Maurepas et M de Sartine presens, Sa M^{te} en a approuvé le contenu*.

On ne doit pas se dissimuler que les propositions récemment insinues par l'Ang^{ais} si elles sont adoptées prononcent en dernière analyse l'abandon formel des Américains, et portent même un caractère d'hostilités déclarées contre eux.

Si le Roi consent à faire rendre sans examen aux propriétaires qui auront été dépouillés les prises que des corsaires américains pourront amener dans ses ports, c'est les déclarer eux et leur nation pirates et forbans, c'est nous commettre avec eux pour éviter peut être momentanément de nous compromettre avec les Anglois. C'est faciliter à ceux-ci les moyens de se reconcilier avec les autres, et imprimer dans le cœur des Américains une haine et un désir de vengeance que des siècles n'affaibliront peut être pas.

Demander au Roi de faire imprimer et publier les ordres qu'il adressera à ses amirautes, c'est lui proposer une chose insolite, et lui imposer une loi trop humiliante pour oser lui conseiller d'y souscrire.

Le besoin et le désir de la paix doivent exiger sans cesse des sacrifices

177 nous en devons parallèlement à nos liens intimes avec l'Espagne. La circonstance de ses trésors encore arrêtés au Mexique, et qui ne pourroient en revenir sans fournir un risque évident d'être interceptés si la guerre a lieu, forme une considération d'un intérêt si capital quelle doit influer principalement et dans un degré éminent sur la résolution qu'il s'agit de prendre. On doit encore faire entrer dans la balance qu'une partie des forces maritimes de l'Esp^e se trouve engagée dans l'Amérique méridionale et qu'il faut gagner le temps de les en retirer.

Malgré l'importance et la gravité de ces considérations il paroit bien difficile de se soumettre à des conditions aussi supérieures que celles qu'on exige, et l'on est pleinement persuadé que si le tems permettoit de consulter le roi d'Esp^e Sa M^{té} C^{mte} seroit très empressée à le déconseiller.

Un grand Etat peut souffrir des pertes sans que sa considération en souffre, mais elle est ébranlée s'il soumet à des humiliations.

La paix étant préférable à la guerre quoique celle qu'on pourra confirmer avec l'Ang^e ne sera que précaire, on pourroit proposer dans cette vue, de renouveler et de la manière la plus explicite les ordres pour que les corsaires américains et leurs prises ne soient admis dans les ports de France que dans des cas absolument urgents, qu'il ne leur soit permis d'y séjourner qu'autant que l'urgence de ces mêmes besoins l'exige, qu'il ne leur soit fournie aucune autre provision et munition que les substances nécessaires pour regagner leurs ports.

Ces ordres donnés on pourroit à le Roi le permet en communiquer simultanément la teneur et la copie au ministère d'Ang^e en exigeant de sa part la communication de ceux qu'il a donnés, ou qu'il pourra donner pour assurer la liberté et l'immunité de notre pavillon et de notre commerce et de celui de l'Espagne, et une assurance ministérielle qu'il ne sera plus exposé aux mêmes troubles qu'il l'a été jusqu'à présent.

Une assurance p^r la sûreté des possessions des deux Couronnes, en Amérique semble aussi peu convenable qu'inutile, ce seroit nous livrer les mains à ne pouvoir les mettre par nous même en état de défense et placer dans la main de notre ennemi une verge toujours levée dont nous sentirions souvent le redoutable effet et chaque fois qu'il voudroit nous extorquer quelque injustice et nouvelle complaisance. Il est essentiel de conserver toute liberté à cet

égard et d'en user sans delay la dignité du Roi y est interressée, et ce n'est pas le cas de regarder à l'épargne qu'on feroit.

On peut accorder le renvoi des corsaires détenus dans nos ports sans en fixer le terme pour que nous ne paroissions pas les livrer à leur ennemi. Si ces condescendances ne suffisent pas à l'Ang^l. il ne doit plus y avoir à opter, et il seroit prudent à tout evenem^t de faire partir des aujourd'hui des ordres secrets à tous nos commissaires dans les ports de ne pas expédier les batimens françois qui peuvent se préparer au départ, sous divers pretextes qu'ils prolongeront pendant 15 jours.

D'envoyer des batimens d'avis à Terre Neuve, sur le grand banc dans nos isles, et dans le Levant pour qu'on y soit sur ses gardes, et qu'on ne s'expose pas temerairement à l'incertitude des evenemens.

Etat. Lur. t. 2, n° 129

Le comte d'Aranda étoit prévenu de l'incident, et l'on devoit le mettre au courant de ce qui seroit dit pour qu'il le rapportât sans retard à Madrid¹. Aussitôt les entrevues finies, M. de Vergennes en fait connaître le détail au marquis d'Ossun, lui marque les impressions qu'on en a reçues, les dispositions qu'elles ont suggérées, trouve même le temps d'en écrire à M. de Floridablanca dans un billet privé. « Un grand Etat peut subir des pertes sans voir sa considération atteinte, mais elle est détruite s'il se laisse abaisser, » ces paroles

Le billet suivant, écrit par l'ambassadeur à M. de Vergennes constate cette circonstance. « A Paris le 24 août 1777. J'ose vous prier M^r le Comte de vouloir bien me faire l'amitié de m'envoyer une petite note des articles proposés par M^r Forth à M^r le comte de Madrepas, et dont hier au soir recevroit la réponse Milord Stormond. Comme sur des choses pareilles il ne faut pas changer le moindre mot, ni alterer leur sens littéral et je n'ai pas pu reteⁿir bien l'expression des demandes j'ai recouru à V. E. pour m'en servir de sa bonté la susdite note. Elle me servira pour l'exactitude du factum et avancer quelque

chose de ma dépêche, laissant le reste à décider que je passerai selon que vous souhai-
« d'abord à Versailles et Vos Excel^ltes m'instrui-
« ront du résultat de la réponse et des me-
« sures que Sa Majesté aura jugé convenables
« dans le cas présent

« J'ai l'honneur de renouveler à V. E. les as-
« surances du parfait attachement avec lequel j'ai
« l'honneur d'être son très humble et obéissant serv^t
« ARANDA — S. E. M^r le comte de Vergennes. »

Une dépêche de M. de Floridablanca, du 21 septembre apprend que le comte d'Aranda avoit, en effet, informé sa cour le 26 septembre même.

1777 du secrétaire d'État avaient, en quelque sorte, dévoilé un horizon nouveau. Aussi sa lettre au premier ministre d'Espagne transportait-elle les préoccupations des deux cours sur un autre terrain que celui des éventualités possibles et d'écouter, elle les plaçait sur le terrain même de la guerre avec l'Angleterre. Elle tournait définitivement le feuillet sur les réponses dilatoires et les considérations évasives du cabinet de Madrid. Aucun récit n'exposerait aussi bien ces circonstances que les dépêches du ministre, aucun ne montrerait plus clairement les perspectives qui se trouvaient désormais ouvertes. La correspondance avec les ambassadeurs ou entre les deux cabinets écrit, dans ce moment l'histoire à elle seule. Elle précise les faits et en donne tout au long les causes; elle en avoue presque le secret. M. de Vergennes mande le même jour à Ousun et au comte de Florida-Blanca, au premier d'abord :

À Versailles le 22 août 1777

Je ne crois pas M. vous parler un langage prophétique lorsqu'en vous informant de la disposition du Roi de calquer son système vis à vis de l'Ang^{re} sur les circonstances que le Roi son oncle lui avait confiées et sur les vûes que M. le C^{te} de Florida-Blanca a si supérieurement développées dans son mémoire du 8 de ce mois, je vous ajoutez qu'il restait à savoir si l'Ang^{re} moins en lumière la liberté et le commerce. Ma lettre du 22 étoit à peine expédiée, qu'un ambassadeur anglais dont le gouvernement B^{ritannique} s'est souvent servi auprès de M. le C^{te} de Maurepas arriva chez lui venant de Londres et lui fit part que les choses y étoient au plus haut degré de fermentation et la guerre immédiate s'il ne trouvoit pas le moyen de calmer l'humeur et l'agitation en donnant des assurances assez fortes et assez publiques pour justifier aux yeux de la nation la confiance que le ministère anglais pourroit mettre dans nos déclarations et dans nos assurances. Ce langage avoit d'autant plus lieu de surprendre M. le comte de Maurepas qu'il n'est rien arrivé depuis notre réponse du 15 juillet qui pût rendre suspectes nos intentions. Si la milice de Dunkerque a lâché sur Cunnigham malgré la défense qui en avoit été faite, la preuve que c'est contre notre volonté se tire de la détention de son cautionnaire qui est en

prison, et de l'appel du lieutenant général de cette amirauté qui se trouve présentement à la suite de la cour pour rendre compte de sa conduite. Quant à d'autres griefs, le Lord Stormont n'en a déféré aucun qu'on ne se soit empressé de redresser même avec la plus grande célérité.

1777

L'envoyé n'avait pas ordre de rien proposer, cependant il fit entendre dans la cours de la négociation que si entre autres conditions moins intéressantes on voulait faire rendre aux propriétaires les bâtimens pris par les Américains qui seroient amenés dans nos ports, et si d'une autre part on voulait faire imprimer et publier les ordres qui y ont été envoyés et qui seroient renouvelles au sujet des corsaires, à ce prix la paix pourroit être conservée.

M. le C^r de Maurepas comme vous pouvez penser M. ^{le} comte sans répondre, mais comme l'envoyé avait ordre d'être de retour à Londres le 26 au plus tard, terme fatal de la résolution du conseil B^{que}, il fut convenu que le Lord Stormont se rendroit le lendemain soir chez le même ministre p^r à expliquer avec lui.

La matière ayant été soigneusement discutée en présence du Roi il a paru que si nous adhérons à de pareilles propositions, se seroit prononcer publiquement l'abandon des Américains et se mettre même dans un état hostile vis à vis d'eux. Le Roi ne pourroit en effet consentir à faire rendre les prises que leurs corsaires ameneroient dans nos ports sans les déclarer eux et leur nation pirates et forbans. Ce seroit donc nous commettre avec eux pour éviter peut être momentanément de nous compromettre avec les Anglois. Ce seroit faciliter à ceux-ci les moyens de se reconcilier bientôt avec les autres, et graver dans le cœur des Américains un sentiment de haine et de vengeance dont nous ne tarderions probablement pas à ressentir les plus tristes effets.

La proposition de faire imprimer et publier les ordres du Roi à ses amirautes n'a pas été mieux accueillie; la forme est trop absolue et la condition par trop humiliante pour y souscrire.

Nous avons pesé avec la plus grande maturité les circonstances que l'Espagne nous a confiées en dernier lieu, mais les considérations quoi que très fortes qui en résultoient n'ont pas paru contrebalancer l'humiliation de souscrire à des conditions aussi impérieuses et aussi revoltantes, et nous nous sommes persuadés que si le tems nous permettoit de consulter le roi d'Espagne Sa M^{te} Cath^{olique} n'hésiteroit pas à nous le conseiller. Un grand Etat peut

177 souffrir des portes sans que sa considération en soit altérée, mais elle est menacée si l'on soumet à des humilités.

Cependant pour ne voir rien à nous rapprocher M. il a été convenu que dans la conférence que M. le C^{te} de Maurepas doit avoir avec l'ambassadeur d'Ang^{te} il lui renouvelerait de la manière la plus explicite l'intention on est Sa M^{te} que les ordres donnés conformément à la réponse du 15 juillet dernier concernant les corsaires américains et les prises qu'ils pourront amener dans nos ports aient tout leur effet et dans le cas où M. le C^{te} de Maurepas reconnaitrait que la mention de la paix ne tiendrait qu'à la communication matérielle de ces mêmes ordres, il étoit autorisé à la promettre pourvu que l'Ang^{te} de son côté nous communiquât dans la même forme les ordres donnés à ses officiers de mer pour la liberté et l'innocuité de notre pavillon et de notre commerce et de celui de l'Espagne.

M. le C^{te} de Maurepas et le Lord Stormont se sont vus dans la soirée du 13. Ce dernier n'étoit venu d'autant il qu'avec des oreilles, il étoit sans faculté et sans pouvoir. La conférence a été plus longue qu'interressante, aucun des deux ministres ne voulant être le premier à s'expliquer. Enfin l'ambassadeur anglais a hasardé comme une idée heureuse la proposition de rendre sans examen toutes les prises que les Américains conduiraient dans nos ports. M. le C^{te} de Maurepas ne l'a ni discutée ni rejetée, il lui a observé seulement qu'elle étoit si importante qu'elle ne pouvoit être trop sûrement pesée et il lui a proposé de la lui remettre par écrit ce que l'autre a décliné. Enfin après une heure et demie de conversation qui n'a rien produit on s'est séparé aussi peu avancé qu'on l'étoit en s'assemblant.

Le Lord Stormont s'étant rendu ensuite chez moi, notre conversation n'a pas été plus concluante; cependant j'ai profité de quelques mots qu'il m'a dit pour lui renouveler les assurances antérieurement données et l'intention du Roi pour qu'elles eussent tout leur effet. Je n'ai pas dissimulé qu'il étoit impossible qu'il n'arrivât quelque contravention de la part de ceux qui sont chargés de l'exécution des ordres du Roi, mais qu'elles ne pouvoient survenir un grief fondé lors qu'on s'efforçoit de les réprimer. Je lui ai rappelé à cette occasion que nous venant de nous déclarer en guerre de quatre bâtimens américains arrivés au marchand à Bordeaux, nous avions dépêché le même jour de sa connaissance un courrier extraordinaire pour y mettre ordre.

Je lui ai observé encore que rien ne caractérisoit plus évidemment la pureté des intentions du Roi dans les assurances qu'il avoit données par mon organe à l'Ang^{te} que la communication qu'il en a fait faire au Roi son oncle. Le Lord Stormont ne pouvant rien objecter contre ces observations a fini cet objet de conversation en disant qu'il étoit bien fâché de l'extrême fermentation qu'il voyoit dans son pays.

Il m'a dénoncé ensuite l'arrivée de quelques prises qu'il dit entrées dans nos ports, et ses soupçons touchant des armemens qui s'y preparent. J'ai accueilli ses représentations, je lui ai promis d'en rendre compte et de faire expédier les ordres nécessaires ce qui a déjà eu lieu.

Nous voilà comme vous voyez M. entre la paix et la guerre mais très voisin probablement de celle-ci. L'émissaire est reparti pour Londres dans la même nuit qu'il a suivi la conférence et car il n'a pas emporté la satisfaction qu'il paroit qu'il étoit venu quêter, il reste à voir le parti que le ministère anglais va prendre et s'il sera aussi violent qu'on nous le fait entrevoir.

Si nous ne prenons conseil quo de la circonstance telle qu'elle se présente, les ordres seroient déjà partis pour faire partout les démonstrations les plus vigoureuses, mais quoique Sa M^{te} soit intimement persuadée qu'il ne lui reste plus que des conseils de force à suivre, elle ne veut pas cependant avoir l'air de précipiter la rupture. Ses résolutions se sont bornées jusqu'à ce moment à faire ordonner la rentrée de ses bâtimens en croisière sur ses côtes, afin qu'ils ne puissent être surpris; un embargo en Bretagne sur nos bâtimens marchands, et enfin l'expédition de différens avisos à Terre Neuve pour en rapeler nos pêcheurs et à nos îles de l'Amérique pour qu'on y soit de partout sur ses gardes. C'est ainsi que nous allons gagner quelques jours après lesquels il faudra bien établir de nouvelles mesures pour l'attaque comme pour la défense.

Vous voudrez bien M. transmettre tous ces détails au Roi C^{te} et à son ministère, je doute de pouvoir écrire à M. le C^{te} de Floride Blanche, étant excessivement occupé, mais je me flatte que S. Ex^{te} m'excusera d'autant plus facilement qu'elle ne doute sûrement pas du regret que j'ai de ne pouvoir dans une occasion aussi pp^{te} pour l'une et l'autre Couronne recourir directement à ses lumières et à ses conseils.

Je ne dois pas omettre de vous dire que M. le C^{te} d'Aranda a eu part à nos

777 délibérations. Sans ordre de sa cour sur une circonstance qu'il n'étoit gueres possible de prévoir, il s'est abstenu de nous indiquer les partis qu'il pourroit estimer devoir être préférés. Mais il s'est montré satisfait des tempéramens que nous avons cherché à prendre pour complaire aux desirs du Roi C^{te} sans nuire à la dignité du Roi notre maître, dépôt sacré sur lequel aucun ministère ne peut et ne doit transiger.

Il seroit asses inutile de rechercher la cause de cette brusque sortie des Anglois, et si c'est bien sérieusement qu'ils la font. L'événement ne tardera pas à nous éclairer et à nous instruire, jusque là il faut s'armer de patience et de courage.

Espagne, t. 585 n° 154

Le ministre mande au comte de Floricablanca

A V^{te} le 26 avril 1761

M

J'ai reçu par le retour de mon courrier la lettre que V^{te} Ex^{ce} m'a fait l'honneur de m'écrire le 8 de ce mois, et le mémoire qu'Elle m'a adressé. M. le M^{re} d'Ossun aura informé V^{te} Ex^{ce} que le Roi, qui s'en étoit fait rendre compte sensible aux considérations que le Roi son oncle lui avoit fait exposer, s'étoit fixé au système que V^{te} Ex^{ce} nous avoit tracé. S. M. m'avoit même commandé de former un plan relatif de conduite qu'elle se proposoit de consulter avec S. M. Cath^{le}. J'avois à peine commencé à ébaucher ce travail, qu'un nouvel ordre de choses est survenu, qui exige d'autres soins. V^{te} Ex^{ce} sera informée par M. le comte d'Aranda et par M. le M^{re} d'Ossun des circonstances inattendues qui nous menacent. C'est lorsque nous rapportons tout au maintien de la paix, que nous multiplions, je ne dirai pas les actes de justice, mais ceux de faveur pour la conserver, c'est dans ce point là précisément que les Anglois nous annoncent qu'elle ne peut durer, si nous ne souscrivons pas à des conditions honteuses et revoltantes. Je laisse à l'ame élevée de V^{te} Ex^{ce} de juger de l'impression que de pareilles insinuations ont faite sur ceux de ses ministres que le Roi a daigné admettre à en délibérer. L'avis a été unanime pour n'y point entendre; cependant ne voulant point avoir à nous reprocher d'avoir précipité une rupture qui n'est pas encore faite, nous nous y sommes refusés sans aigreur et sans aucune démonstration de ressentiment, nous nous sommes

tenus à nos assurances ci devant données que, suivant le rapport même de Lord Stormont, V^{te} Ex^{te} a adoptées comme une base de justice et de concorde, nous avons renouvelé la promesse de tenir la main à leur fidèle exécution. C'étoit tout ce qu'il étoit possible de dire et de faire, maintenant il ne reste plus d'autre parti que de se résigner aux événements, en prenant toutes les précautions de sagesse, pour éviter, s'il est possible, que le premier coup n'en soit pas trop sensible.

Je regrette bien, M. que l'éloignement rende nos consultations lentes et tardives, je sens l'avantage qu'il y auroit pour moi en particulier de pouvoir autoriser mon avis de ses conseils. Je marcherois alors avec bien plus d'assurance et de confiance dans des opinions que je saurois conformer aux sentimens de V^{te} Ex^{te}.

J'ai l'honneur d'être avec un très parfait attachement M. de V. E. le très humble etc.

Espagne, le 585 n° 155

En complétant ce courrier, tout de sa main, par un autre pli qui exprimait de nouveau la satisfaction du roi à voir les cours d'Espagne et de Portugal reconciliées tout à fait, et reconciliées sans l'intervention de l'Angleterre¹, le ministre donnoit à Ossun cette note, plus inutile encore :

Vous serez bien surpris M. après la manière dont l'ambassade d'Ang^{te} s'est expliqué tant avec M. le C^{te} de Floride Blanche qu'avec vous touchant les assurances que nous avons données à sa cour et dont elle a paru satisfaite, de nous voir menacés d'un changement total de scène sans que rien de nouveau ait préparé cette étrange révolution. Si les ministres anglois l'opèrent on peut soupçonner qu'ils regardent leurs affaires de l'Amérique comme désespérées, cependant ils repandent avec plus d'affectation que de fondement la prise de Ticonderago. Il faut attendre la confirmation de cette nouvelle qui seroit bien importante pour eux. Ce qui paroît de plus certain, est que les Jerseys sont

Il écrivant à cet égard : « Vous avez très prudemment fait M. de vous refuser à satisfaire la curiosité de Lord Grantham sur l'état de cette négociation. Ignorance ou il vous a paru être

« ce son progrès prouve que la confiance entre le Portugal et l'Ang^{te} doit être bien diminuée. Il faut espérer qu'elle ne se retablira pas au moins de longtems »

17. évacués avec quelque perte de la part des Anglois, que le G^l Howe étoit embarqué le 6. juillet avec un corps qu'on évalue à 17^m ho^m mais le secret de sa destination ne percut pas. On suppose qu'il devoit se rendre dans la baie de Chesapeake pour prendre Philadelphie à revers.

Espagne t. 585, n° 153.

Le « changement de scène » dont le ministre nous trouvoit menacés le préoccupait en effet beaucoup. Écrivant le 16 août au marquis de Noailles, M. de Vergennes avait encore des impressions par lesquelles il étoit relativement tranquilli. Il lui écrivait, dans le cours d'une dépêche officielle :

Quoique l'humeur que les ministres anglois ne prennent aucun soin de dissimuler laisse peu d'espoir M^l qui ils veulent être accessibles à la solidité et à la justice des raisons que nous avons à opposer à leurs injustes préventions, il ne faut pas pour cela rien négliger pour les éclairer et pour les ramener à des sentimens plus conformes à l'honnêteté de nos procédés. La bienfaisance du Roi est intéressée à contribuer de tout son pouvoir à détourner s'il est possible le fleau et les calamités de la guerre. Sa M^{te} ne craint pas de compromettre sa dignité en s'occupant d'un soin aussi respectable

Angleterre, t. 524, n° 9.

Le 30, le secrétaire d'État étoit déjà loin de cette tranquillité. Dans un billet privé à l'ambassadeur, à qui manquaient désormais les conseils et l'appui du prince de Masserano, alors très malade, bien près de mourir, et ayant quitté l'ambassade, il lui disoit :

Vous verrez Monsieur, par les dépeches de ce jour l'incertitude de notre position vis-à-vis la cour où vous êtes, et ce que l'on peut en presumer. Nous touchons de bien près je pense à la grande époque que nous avons souvent prévue où le ministère anglois désespérant de soumettre complètement les Américains, obligé à leurs faire de grands sacrifices pour conserver l'assurance d'un lien de dépendance, cherchera à diriger les passions de la nation vers un objet plus propre à l'enflammer et quel autre pourroit-ce être que la France et l'Espagne. Souvent il est plus expédient de prévenir que d'être prévenu.

mais tant de considérations se posent à ce parti qu'il faut se déterminer à attendre de plus forme l'orage, en prenant avec prudence toutes les précautions qui peuvent en rendre l'explosion moins rude. Veillez je vous prie, Monsieur, sur tout ce qui se passe autour de vous, je sens combien il est fâcheux que dans un moment aussi intéressant vous soyez privé du concours de M. le P^{re} de Masseran. Son long séjour en Ang^{re} et les habitudes qu'il y a contractées doivent lui avoir donné plus de facilité pour pénétrer dans le secret des intentions que vous ne pourriez en avoir.

Angleterre t. 524 n° 143 bis

Mais, le 2 septembre, on connaissait avec certitude l'abandon de Ticonderago par les Américains; on savait que l'Angleterre considérait bien comme un succès la chute de cette petite place et avait la persuasion que c'était le point de départ d'autres avantages prochains. M. de Vergennes tient d'autant plus, alors, à ne point laisser croire à Madrid que le gouvernement du roi ne s'efforce point de satisfaire aux plaintes du cabinet de Londres. Il n'annonce pas seulement d'une façon positive à Ossun l'échec des Américains, il lui envoie aussitôt, pour les communiquer, les circulaires écrites aux chambres de commerce et aux amirautés sur l'entrée des prises américaines et sur leur vente dans nos ports¹. Or les menaces apportées par l'Anglais Forth

« J'ai l'honneur de joindre au M. les lettres
« circulaires qui ont été en les de l'ordre du
« Roi à nos chambres de commerce et aux amirautés
« p^{er} empêcher la vente et l'achat des prises
« qui ne introduit dans nos ports sous différents
« dénominations. Vous voudrez bien les communiquer
« par M. le C^{te} du Florida Blanche. Le Roi des-
« serte que le Roi son oncle et son ministère aient
« connaissance de toutes ses démarches et de son
« succès p^{er} arrêter le cours des idées que Sa M^{te} est
« bien déterminée à ne pas tolérer. » *Espagne*
t. 586, n° 9. Le Gouvernement était d'ailleurs
convaincu d'avoir ainsi notifié pleinement le
cabinet anglais. M. de Vergennes écrit préve-
nir à M. du Roule le 6 septembre. « Le

« Roi écrit à l'Ang^{re}, M., tant de preuves de
« sa justice de son impartialité et de ses vœux
« pour le maintien de la paix qu'il faut que
« les ministres anglais s'aveuglent volontaire-
« ment pour avoir encore de la méfiance à notre
« égard. Rien n'était plus propre M. à achever
« de détruire celle qui pouvoit leur rester en-
« core que l'énumération que vous avez faite
« à M^{re} Suffolk des différentes dispositions que
« le Roi a faites dans ses ports relativement aux
« prises américaines, la réponse de ce secre-
« taire d'Etat nous autorise à croire qu'il est
« pleinement convaincu de la pureté des inten-
« tions de S. M^{te}. Je suis persuadé d'avance, M.
« que vous ne négligerez rien pour l'entreten- »

1777 n'avaient été qu'une manœuvre des ministres de George III. Ils pensaient relever leur crédit dans le Parlement et dans la nation en montrant qu'ils pouvaient nous imposer le dévouement de nos dispositions pour l'Amérique, si animées en apparence. Le cabinet britannique émettait un emprunt et il avait eu en vue d'y réussir¹, M. de Noailles explique cela au reçu de la lettre du 30 août, et d'autres renseignements viennent bientôt confirmer les mens. Nos moyens d'informations en Angleterre étaient devenus si restreints qu'abusar à ce point le cabinet de Versailles y restait facile. Qu'une manœuvre pure et simple pût être étayée de cette manière sur une positive menace de guerre, c'était la preuve certaine de la gravité du moment. Le succès obtenu encouragea le gouvernement britannique à essayer d'une autre démarche dont le résultat, s'il était heureux, enlèverait aux Américains toute espérance de se voir soutenu par nous. Cette fois, il envoya l'ambassadeur lui-même. Il fallait s'y prendre autrement, en

« dans cette façon de penser et pour y amener
« nos collègues et afin de vous mettre d'autant
« mieux en état d'y résister, je vous envoie
« aujour plusieurs faits récents arrivés dans nos
« ports, » *Amphitruo*, t. 524 n° 169.

¹ Au sujet de cette démarche de l'Anglais Forth nous reproduisons à l'ancien I du présent chapitre la lettre de M. de Noailles ainsi que quelques autres. M. du Vergier, après soup, s'informa de ce personnage avec un empressement qui atteste même sa curiosité d'avoir été joué. À la fin de sa lettre du 30 novembre, déjà il s'adresse à l'ambassadeur « Je vous en suis obligé de me marquer en confidence
« ce que vous pourrez savoir touchant M. Forth
« qui a été alternativement un ange de paix et de
« guerre. Je n'ai jamais parlé avec lui quoi que
« je l'aie vu deux fois à dîner chez moi à la suite
« de son ambassadeur. J'ai été fort déçu car
« n'avait pas soupçonné qu'il n'est entré dans
« des sociétés pour les quelles il n'est pas fait
« Mais l'Angleterre est à un tel point dans ce

« pays et qu'il n'y a plus rien de bon dans tous
« les genres que ce qui nous vient d'Angl' »
— Forth venait directement du cabinet de
George III tout au moins de celui de lord
Mansfield. M. de Goltz, servant à son gouver-
nement le 18 septembre appelle cet homme « un
« étourdi de premier ordre ». Circulant *ubi su-
pra*. — M. de Ciseant a même soupçonné Forth,
« est une ruse, la signature de ses lettres
du personnage qui se trouvent aux Affaires étran-
gères est Forth, très faiblement (Forth Forth,
Neth Forth). En parlant de cet Anglais au roi
de Prusse M. de Tetta écrit « Il fait souvent
« des courses rapides en Angleterre et il est
« soupçonné qu'il est parfois chargé d'affaires
« politiques soit par l'ambassadeur, soit, à son
« défaut, par les membres de l'administration
« anglaise. » Le 21 Goltz explique cependant
que Forth a tout l'aspect d'un homme pour com-
prendre que le ton de parole est celui qui plaît
à M. de Mauvieux et qu'il répond par la note
ou réponse.

se plaçant sur le terrain diplomatique, qu'il n'avait dû le faire par un personnage masqué; lord Stormont vint donc demander successivement à M. de Maurepas et à M. de Vergennes, le 2 septembre, que la France n'expédiât pas les troupes destinées aux îles; il offrait en échange de déclarer d'une façon solennelle, au nom de son souverain, que l'Angleterre voulait essentiellement la paix, l'amitié et s'abstiendrait d'aucun dessein contre nos possessions. M. de Vergennes, le lendemain, informe longuement Ossun de cette démarche et des suites qu'elle a eues; le 6, il en avise sommairement le marquis de Noailles. Seulement, les impressions changent, en présence de cette ouverture officielle. Le roi ne veut nullement se laisser croire intimidé, il ne s'abaissera pas à souscrire à ce qu'on lui demande et le ministre l'exprime avec fermeté à son représentant à Madrid.

A Versailles le 5 7^{me} 1777

J'ai reçu M. la lettre n° 93 que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 21. du mois dernier.

Les derniers evenemens de l'Amérique relevant les espérances du ministère Br^{te} soit pour soumettre les Colonies soit pour convenir avec elles d'un accommodement plus honorable, il paroit moins incliner vers le parti desespéré auquel nous avons dû craindre que la crise des circonstances ne l'amena. Vous en jugerez M. par les détails que je dois vous transmettre.

Le 2. jour de la conférence ministeriale, j'eus la visite du Vic^e de Stormont. Il la commença par la recapitulation de tous les anciens griefs: les insolences des corsaires américains; les faveurs et les secours de toute espece qu'ils recoivent dans nos ports, les facilités qu'on leurs donne ou qu'ils surprennent pour la vente de leurs prises, ces trois points firent le partage de la première partie de son discours qui fut assez long, je le laissai aller d'autant plus volontiers que j'avois reponse à tout. En effet les ordres circulaires expédiés à nos chambres de commerce et à nos amirautes dont vous avez connaissance M. et qui n'avoient point été requis, deux prises de la flotte de la Jamaïque amenées dans la Loire sous le deguisement de batimens venans de St Eustache et déchargées par surprise, dont les marchandises et les casques ont

été saqueés et brûlés, quelques canons et des munitions de guerre retirées d'un navire américain à Bordeaux, c'étoient là des faits qui justifioient de la part de nos ordres et de la sévérité de leur exécution. S'ils n'ont pas intéressé la reconnaissance de l'ambassadeur anglais, ils ont du moins borné ses plaintes.

Cet article épuisé il est passé à un autre qu'il paroit que sa cour a suggéré à celui-ci. Il sortoit de chez M. le comte de Maurepas où il avoit épuisé toute son éloquence pour l'amener à penser qu'aussi désireuses que le sont la France et l'Angleterre de maintenir une bonne intelligence elles devoient éviter toute mesure qui caractériserait de la défiance. Un envoi de troupes dans nos îles dans les conjonctures présentes en étoit un symptôme qui ne pouvoit pas plus échapper au public qu'au ministère britannique et qui mettroit en évidence la nécessité de se prémunir de son côté en envoyant des v^o dans ses îles pour leur sûreté. Le Lord Stormont ne gagnant rien sur M. le C^{te} de Maurepas vint à lui dire qu'il avoit un pouvoir du Roi son maître mais dont il ne devoit faire usage qu'avec son conseil et son approbation. Il étoit autorisé si nous consentions à ne pas faire partir nos troupes à demander une audience au Roi dans laquelle au primus de son conseil et de toute autre personne que Sa M^{te} voudroit y admettre, il donneroit l'assurance royale que S. M. britannique étoit occupée de maintenir la paix et l'amitié avec la France et avec toutes les puissances ne formoit aucune vue qui put tendre à nous causer aucune inquiétude et que si de notre côté nous étions disposés à conserver la paix sur le fond des traités, Sa M^{te} britannique assureroit de la manière la plus sainte et la plus solennelle que le Roi n'avoit aucun dessein ni sur nos îles, ni sur aucune autre de nos possessions.

Le Lord Stormont en me faisant part de cette conversation avoit l'air de ne vouloir pas tout me dire, il m'en fallut même de l'art pour lui arracher tout son secret. Comme j'ignorais alors ce que M. le C^{te} de Maurepas pouvoit lui avoir dit et pouvoit penser de cette déclaration qui au premier coup d'œil me parut captieuse et illusoire, je pris le parti de lui donner un crochet qui nous la soit toute la latitude pour nous renseigner avec toute la maturité nécessaire. Je lui répondis simplement que je ne pourrois m'expliquer sur le mérite de l'expédient qu'il proposoit qu'après avoir pris les ordres du Roi, mais que je devois le prévenir que si il y avoit lieu à en délibérer ce ne pourroit être sans le concours de l'Emp^{er}, que indépendamment du lien d'intérêts qui existe entre

les deux monarchies le Roi pourroit d'autant moins se dispenser de consulter le Roi son oncle que cette precaution lui avoit été inspirée et recommandée par Sa M^{te} C^{te}. Mais dit le Lord Stormont, vos troupes paruront en attendant. Non, lui repartis-je nous sommes de bonne foi et je vous promets que si nous prenons un délai pour vous répondre nous l'etendrons au départ de nos troupes. Ainsi finit cette première conférence avec des assurances reciproques de paix et d'amitié.

M. le C^{te} de Maurepas que je vis dans la même journée n'avoit pas apreté différent de moi l'expedient propose par la cour d'Ang^{re} et le Roi auquel nous en rendîmes compte le lendemain a jugé qu'il étoit unacceptable et nous a ordonné de nous en expliquer dans ce sens. C'est ce qui a eu lieu hier, je ne vous ferai pas le récit d'une conversation qui na été en grande partie que la repetition de tout ce qui a été dit dans vingt conférences. Ce que j'ai remarqué sensiblement est le regret de Lord Stormont de ne pouvoir nous extorquer une complaisance qui auroit donné à sa cour un avantage sur nous dont elle auroit certainement abusé. Je n'ai même pu à cette occasion me refuser de relever mais en badinant un propos tenu dans la dernière session du Parliem^{ent} qu'il suffisoit de nous parler ferme pour que nous nous rendissions. J'ai adouci cette remarque critique, et notre refus d'entrer dans l'expedient propose en lui faisant voir combien peu doit paroître offensif l'envoi d'un corps mediocre de troupes qui on cantonne dans q^{elques} îles et qui n'est point étayé d'une force maritime imposante. Je lui ai renouvelé toutes les assurances possibles de paix, je lui ai fait voir que dans l'état présent des choses elle étoit le véritable élément de la France de l'Esp^{agne} et de l'Ang^{leterre} puisque la guerre qui pourroit s'allumer seroit sans objet. Vous ne voulons tous lui ai je dit que conserver ce que nous avons, rien ne doit donc nous porter à nous quereller. Mais l'Ang^{leterre} ne pourra se dispenser d'envoyer des v^{os} . . . Nos troupes n'iront pas les chercher, et si vos v^{os} restent dans leurs limites, s'ils n'entreprennent pas sur nos parages, s'ils ne troublent pas notre commerce, ce que je vous prie de recommander, la paix ne sera point altérée. Mais l'Esp^{agne} qui vous a conseillé cet envoi de troupes peut et doit avoir des vues. . . . Une grande, la maintien de la paix. Vous la voulez nous a t'elle dit, mettre vous en mesure qu'elle ne puisse être troublée. Telle est la provoyance des deux Couronnes et l'objet commun de leurs soins.

576 C'est sur ces termes que nous nous sommes séparés fort amicalement de Lord Stormont qui a dû expédier encore hier son courrier à sa cour.

Vous voudrez bien communiquer confidentiellement à M. le C^{te} de Floride Blanche tout le contenu de cette dépêche, j'espère qu'il y remarquera notre attention scrupuleuse à nous coller au système que le Roi C^{te} nous a proposé, nous allions avec soin cette sage modération qu'il nous a recommandée avec la noble fermeté dont un grand Etat ne doit jamais se départir.

J'oubliais que le Lord Stormont m'a dit que M. le C^{te} de Floride Blanche avait souvent fait entendre au Lord Grantham qu'il avait un expédient sur pour tout arranger, et pour prévenir toute mésintelligence. Je lui ai répondu qu'il serait d'un intérêt commun de le prier de nous le communiquer pour l'adopter s'il peut conduire à une fin aussi salutaire.

Les Anglais ne peuvent plus dissimuler l'inquiétude et le déplaisir que leur cause l'incertitude où ils sont, sur ce qui se passe entre l'Esp^e et le Portugal. Ils s'attendent à la defection la plus complète de la part de ce dernier allié.

J'ai l'h^r d'être avec un très parfait att. M

P. S. Je vous prie M. de recommander à M. le C^{te} de Floride Blanche de vouloir bien ne pas parler au Lord Grantham de la proposition de l'audience

Espagne, 1 586, n° 1.

M. de Vergennes informe de ces dispositions le marquis de Noailles le lendemain, mais en substance seulement, par une simple dépêche du secrétariat, et en recommandant à l'ambassadeur de ne faire usage de ses indications qu'avec lord North, si celui-ci en parle le premier, quant aux autres ministres, il se bornera, s'ils lui en fournissent l'occasion, « à établir sans affectation les principes qui dirigent les résolutions de Sa Majesté et ne parlera en rien des insinuations de lord Stormont et de Forth¹ ». On tenait évidemment pour essentiel de ne pas donner à entrevoir le moindre émoi au cabinet de Londres. Le ministre disait que ce cabinet avait trouvé, sans doute, matière à s'adoucir dans les circonstances ou dans des considérations survenues depuis la démarche de Forth, puisque lord Stormont s'était

Angleterre, 1. 524 n° 69

placé sur un autre terrain que ce dernier. Cependant il ne voulait pas que l'ambassadeur, lui, restât trop sous l'impression de sa lettre du 30 août; ce courrier était accompagné d'un billet privé atténuant comme il suit l'effet produit au premier moment.

A Versailles le 6 ⁷ 1793

Je reponds Monsieur le Marquis, a la lettre particuliere que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer le 29 du mois dernier. Je vous avois peut estre donné l'allarme trop chaude, mais il y avoit raison pour le faire, et j'aurois été trop affligé si la mine avoit éclaté sous vos pieds sans que vous l'eussiez éventée. Vous calculez d'après les probabilités les plus raisonnables, et moi je vous informois d'après des faits que je devois regarder comme certains quoi que ma conviction interieure ne fut pas entière. Mais comme il n'est pas plus sans exemple de voir des hommes que des individus tomber dans l'erreur, il y avoit bien moins d'inconvénient a prendre pour vrai ce dont on nous menaçoit qu'a n'en tenir aucun compte. Ce grand mouvement paroit a non entièrement calmé du moins fort ralenti, et il y a lieu de juger qu'on ne l'avoit affecté que pour arracher de notre amour pour la paix une complaisance qui a mon propre jugement n'auroit pu être que tres humiliante. Le Roi aime la paix, toutes ses vues tendent a la maintenir, mais sans prejudice de sa dignité. Le Roi se prete avec plaisir a remplir vis a vis de l'Ang^l tous les devoirs de la justice et de la sagesse, mais elle y repondroit mal si elle pretendoit nous borner sur des precautions qui ne peuvent annoncer le plus léger dessein offensif. Sa M^{te} en envoyant des troupes dans ses possessions en Amerique n'a d'autre vûe que d'en assurer la sûreté interieure et exterieure. Quand ses commandans seront en force ils auront plus de moyens de tenir les habitans dans la subordination et d'arreter les abus de tout genre aux quels ils ne sont que trop portés. Vous verrez Monsieur le Marquis, par les differens ordres qui sont émanés du propre mouvement du Roi les soins que l'on prend pour écarter de nos ports les corsaires américains et empêcher la vente de leurs prises. C'est porter l'attention aussi loin qu'il est possible et si l'on n'est pas content de nos procédés il faudra renoncer a jamais contenter une nation trop difficile. Vous voudrés bien Monsieur conformement aux instructions que renferment mes depeches, mettre a profit les occasions qui se presenteront naturellement pour faire

renvoyer aux ministres anglais les regards de l'amitié du Roi pour S. M. Br. et notre attention pour l'exécution des traites.

Le Lord Stormont nous a annoncés que si nos troupes partoient p^r l'Amérique sa cour ne pourroit se dispenser d'y envoyer des vaisseaux et d'augmenter en conséquence ses armemens. Chacun est maître de faire chez lui ce que bon lui semble nous n'avons jamais demandé compte aux Anglois du nombre de leurs armemens, et comme très certainement nos troupes n'iront pas au devant de leurs vaisseaux, il n'y aura certainement pas lieu à des rixes : ceux-ci restans dans leurs parages n'entreprennent point de gêner et de molester notre commerce. C'est sur quoi j'ai insisté avec le Lord Stormont en le priant d'en faire la recommandation à sa cour.

J'ai l'honneur d'être avec un très parfait att. M

DE VERGENNES

Angleterre, le 224, n^o 6944.

Cependant, l'heure de raisonner avec l'Espagne sur des hypothèses était passée, aux yeux du cabinet de Louis XVI, et celle de se concerter pour agir était urgente. Les explications minutieuses dans lesquelles le ministre entraît avec le marquis d'Ossun en sont une attestation positive. On ne va plus perdre une occasion d'attirer le cabinet de Madrid à la conviction que l'on éprouve. Avec une attention suivie, quoique avec toute la prudence possible, on s'efforce d'amener le gouvernement de Charles III à la même persuasion que nous et, par suite, aux préludes d'une résolution prochaine. Fatigué, ses bureaux aussi, du travail forcé des derniers mois, M. de Vergennes, avant de reprendre la correspondance officielle, attendra de voir l'effet produit au Pardo par les plis du 26 août; il met ces vacances passagères à profit pour sa correspondance privée. La cour est à Choisy; lui, tranquille pour quelques jours à Paris, donne congé à tout le monde : « Nous faisons à l'anglaise », mande-t-il en particulier au marquis de Noailles, par allusion aux habitudes de villégiature des ministres britanniques dans la belle saison. Noailles lui avait envoyé des informations sur Forth, en lui en accusant réception, M. de Vergennes explique, avec une

intimité que n'avaient pu comporter ses dépêches, les mesures édictées par le roi pour apaiser l'Angleterre au sujet des corsaires et pour interdire ou permettre la vente de leurs prises. Quant à notre ambassadeur à Madrid, il le remet en haleine sur le grand sujet de nos rapports avec l'Angleterre. Il lui détaille de nouveau les motifs propres à convaincre l'Espagne des désirs de paix qui inspirent le roi; c'est une affaire nécessaire avec elle, on le voit clairement; néanmoins il ne se retient pas de dire que « les Anglais n'ont point changé de conduite en changeant de ton, que leurs vexations envers les marchands sont bien fréquentes, bien oppressives, et que, malgré les belles assurances qu'ils donnent, on ne voit éclore aucun acte de justice ». Pour légitimer sa critique, toutefois, et mettre nos procédés à leur prix, il ajoute : « Nous y allons plus franchement, nos ordres pour le renvoi des corsaires commencent à s'exécuter; si nous pouvons parvenir à les éloigner de nos côtes, nous pourrions espérer que les Anglais sentant l'intérêt qu'ils ont à la paix, feront autant de leur côté que nous faisons du nôtre pour la conserver¹ ».

Ossun avait donné sommairement, le 4 septembre, une idée des dispositions du roi d'Espagne et de ses ministres, en présence des propositions de Forth et de l'attitude de lord Stormont, cette idée était bien plus propre à encourager les conseillers de Louis XVI. Le monarque, écrivait-il, « a jugé que, quelque chose qui pût en arriver, la France ne devait point condescendre aux deux propositions qui lui ont été faites, parce qu'elle ne le pouvait pas sans blesser sa dignité et

Lettre privée du 13 septembre. M. de Vergennes s'y explique aussi sur le compte de Forth : « Nous faisons à l'anglais. Le Roi est à Chartres pour quelques jours, nous y suis à Paris et mes affaires prennent quelques jours de vacances qu'ils ont bien mérités par un travail forcé depuis plusieurs mois.

« Je vous le salue très respectueusement Monsieur le Marquis des remercîmens que vous avez bien voulu me présenter sur la personne que

« J'avais désignée. Ils font non pas le degré de confiance que je puis y prendre mais celle que l'on peut mettre dans ses assertions, quoi qu'il ne soit pas sans raison je pense qu'on ne peut le recevoir avec trop de précaution. « Mais un de ces instruments qu'on jette avant avec facilité par ce qu'on les désavoue sans peine. » *Angleterre*, t. 526 n° 188 bis.

¹ A Paris le 13 septembre 1777 (*Espagne*, t. 586 n° 48).

- 77 manquer à la justice et sans s'attirer l'inimitié des colonies révoltées; les ministres en ont délibéré en comite et M. de Floridablanca attend les ordres du roi pour charger le comte d'Aranda d'exprimer à la cour de France l'opinion du cabinet. » Quatre jours après, notre ambassadeur était à même de parler plus officiellement. Le courrier pour le comte d'Aranda se trouvant près de partir, il était en mesure d'informer d'avance M. de Vergennes de ce qui suit :

Le premier point que Sa M^{te} Cath^{le} a décidé très positivement, et dont elle m'a chargé d'assurer de sa part le Roi, est que si les Anglois attaquent la France elle entrera immédiatement en guerre avec cette puissance. Ce monarque et son ministère ont entièrement approuvé les mesures que la France avait prises, et se proposoit de prendre pour se mettre en état de faire face à tous les évènements possibles.

Il a ordonné de son côté qu'on armât cinq ou six vaisseaux de ligne de plus

L'on va aussi rassembler des troupes à Cadix et en Galice pour donner de l'inquiétude aux Anglois. L'on expédiera, sans délai, des avisos aux Indes pour que les commandants espagnols s'y tiennent préparés à tous les évènements et fort attentifs aux démarches des Anglois.

Espagne, t. 586 n° 33.

Le gouvernement de Versailles n'aurait pu mieux concevoir ou mieux combiner ces incidents, s'il les avait imaginés et provoqués en vue de déplacer, désormais, le fond de ses entretiens avec l'Espagne et de juger de ce qu'il avait à attendre d'elle pour le moment. Il savait maintenant que l'honneur de la maison de Bourbon conservait un grand empire sur Charles III; il lui suffisait d'agir en conséquence. Avait-il outre les perspectives en faveur du parti vers lequel il tendait? ce n'est pas à penser; il croyait certainement à la possibilité d'une agression subite de l'Angleterre. En tout cas, il trouva utile, aussitôt l'avis donné par Ossun, de montrer à l'ambassadeur le roi comme non

Espagne, t. 586 n° 33.

moins prêt que son oncle à soutenir la dignité et le rang de sa Couronne. « C'est tout de suite, mande-t-il dans un autre pli de sa main, c'est sans rechercher aucun conseil, de lui-même, dût la paix en être perdue, que le monarque a décidé de rejeter des avances tenues par lui pour humiliantes, nos troupes partiront pour les îles malgré les efforts de l'Angleterre pour nous en dissuader; avant le 15 octobre tout sera à la mer, sous l'escorte de quelques frégates seulement; l'attitude des Anglais nous fixera alors sur ce que nous avons à prévoir, mais nous ne serons pas sortis du système des précautions, cher à l'Espagne : »

J'ai reçu M. les trois lettres n° 99 à 101 que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 4 de ce mois.

Toutes les miennes subséquentes à celle du 26 août vous ont informé exactement de notre situation vis à vis de l'Ang^e et de tout ce que nous avons fait pour éviter de l'aggraver. Nous sommes allés aussi loin que la justice le vouloit et que la décence le permettoit, mais arrivés à ce point nous avons élevé un mur d'airain contre toutes les propositions et les insinuations qu'on a voulu nous faire, et nous y resterons invariablement collés. Il n'est que trop apparent M. que l'objet du ministère anglois étoit en nous intimidant de nous compromettre ouvertement d'une part avec les Américains ce qui auroit pu servir ses vues pour faciliter une conciliation, et de l'autre de nous rallentir sur les précautions que nous sommes dans le cas de prendre pour la sûreté de nos possessions en Amérique. Il seroit inutile de reprendre ici tout ce qui s'est passé à ce sujet, vous en avez été instruit avec le plus grand détail, mais ce que je ne puis me dispenser de vous dire et ce que je vous dis avec consolation est que le Roi n'a pas eu besoin de prendre les avis de ceux dont il daigne entendre les conseils pour rejeter des ouvertures qui ne pouvoient que blesser sa gloire. Sa M^{te} n'a point hésité sur la résolution qui lui convenoit de prendre et quoi que la paix lui paraisse préférable à la guerre, et quelle desire sincèrement de pouvoir conserver celle là, ce ne sera jamais au préjudice de sa dignité et de la considération à laquelle sa puissance et plus encore sa conduite lui donne des droits assurés.

Quoi qu'aient pu faire les ministres anglois pour nous dissuader de l'envoi de nos troupes en Amérique, leur départ est décidé, et si les vents ne s'y opposent.

- . 77 pas la première division fera voile de la Garonne dans le courant de la semaine prochaine, les autres divisions suivront de près et il y a lieu d'espérer que le tout sera à la mer avant le 15 8^{me}. Elles passeront sous une simple escorte de fregates; si on leur en donnoit une plus forte, les Anglois auroient raison de soupçonner que le convoi auroit une toute autre destination que celle que nous annonçons. Vraisemblablement ils augmenteraient le nombre de leurs armemens dans leurs isles, mais le font dans une proportion discrète et si leurs vaisseaux contents de garder leurs parages n'entreprennent point de gêner et de molester notre commerce il n'y aura rien à dire, dans le cas contraire il faudra bien pour lors prendre les mesures les plus adaptées à notre tranquillité et à notre sûreté.

Les choses dans cet état nous nous trouvons tout naturellement dans les erre-mens du système convenu avec l'Espagne. Nous tiendrons soigneusement la main à prévenir tout ce qui pourroit nous en écarter. Vous avez connoissance M. de toutes les précautions qui ont été prises à cet effet, il ne paroît gueres possible de les porter plus loin, ce qu'il importe est d'en assurer la solde exécution.

A Versailles le 19 7^{me} 1777.

Espagne, t. 584 n° 67

Le ministre tient le même langage au marquis de Noailles, afin que celui-ci s'en explique semblablement avec lord Suffolk et avec ses collègues. Il le lui tient en écrivant officiellement, il le confirme dans ses lettres particulières. La démarche de Forth reste pour lui un symptôme. Son secrétariat mandait le 20 septembre à l'ambassadeur qu'il y avait « une seule manière raisonnable d'interpréter le silence gardé par lord Suffolk sur les explications relatives à l'envoi de quelques troupes dans nos colonies, c'est que ce secrétaire d'Etat sentait la solidité des raisons qui avaient déterminé cet envoi, et avait jugé plus prudent de se taire que de faire des objections vagues, mal fondées et surtout inutiles ». Il faudra voir comment s'expliquera à ce sujet lord Weymouth, ajoutait la dépêche, qui continuait ainsi.

Mais quel que soit le jugement que ce ministre portera de notre conduite il n'y operera aucun changement, et vous voudrez bien, M., s'il vous entrevient

sur cet objet, lui ôter toute espérance à cet égard, en vous renfermant toutes-
 fois dans les motifs preponderants qui ont déterminé et fixé invariablement
 la résolution de S. M^{te} et en évitant avec soin toute insinuation et tout propos
 qui pourroient faire suspecter la pureté et la droiture de nos vûes et de nos
 intentions pacifiques. Vous pourrez aussi sans inconvénient dire, comme de
 vous-même, au Ld Weymouth, que, si les vents sont favorables, le premier
 convoy de nos troupes partira dans le courant de la semaine prochaine. Cette
 confiance volontaire prouvera à ce ministre que nous ne couvrons point
 nos actions du voile du mystère, et que notre marche est aussi franche que
 les motifs qui la dirigent sont légitimes.

Angleterre le 524 n° 96

Ce que le ministre, dans une lettre particulière, complète comme
 il suit

Notre position présente vis-à-vis de l'Angleterre ne peut donner lieu Monsieur le
 Marquis, à des réflexions bien actives mais elle peut fournir des sujets impor-
 tants d'observation. En analysant la conduite antécédente du ministère anglois
 et ses propos en quelque manière provocans, on peut en inférer qu'il ne sent
 pas intimement l'intérêt qu'il doit avoir à la conservation de la paix et dès
 lors on peut la regarder comme précaire. Je ne me permets pas de me livrer
 à toutes les conséquences qui peuvent naître de ces promesses. Une prévoyance
 trop étendue peut paroître tenir de la pusillanimité, mais peut-on s'en garder trop
 fort avec une nation qui ne se pique de considérer que son intérêt bien ou
 mal entendu. Je ne puis trop vous exhorter Monsieur le Marquis, à veiller so-
 igneusement autour de vous, ce ne sera pas le langage du ministère qui vous
 éclairera sur ses véritables dispositions, mais à des entours, il a une adhe-
 rence, il doit s'en servir pour préparer la nation au but vers le quel il peut se
 proposer de la conduire, c'est donc en suivant l'ordre et le progrès des sensa-
 tions dont on cherche à rendre le public susceptible que vous pourrez arriver
 au secret qu'on voudra vous dérober. Il est des tonches aux quelles on pré-
 tend qu'il est facile de distinguer et ce qui est de l'opposition et ce qui est
 l'ouvrage du ministère.

Ibid., n° 196 bis

1777 On se remettait donc aux écoutes du côté de Londres. Mais en même temps on ne voulait pas s'intimider. Lord Stormont ayant dit confidentiellement à M. de Maurepas, le 27 septembre, qu'en raison des forces que nous envoyions dans nos îles on se précautionnait de six vaisseaux de plus, le vieux ministre lui répond simplement que « chacun est libre chez soi et que les déclarations pacifiques du roi George nous laissent toute confiance¹ ». Mais on va tâcher de regarder dans le jeu. M. de Vergennes le recommande avec instance au marquis de Noailles : « S'il est un gouvernement », lui écrit-il précédemment le 8 octobre,

S'il est un gouvernement qui demande à être suivi de près, c'est celui auprès duquel vous résides, l'intérêt particulier y exerce plus qu'ailleurs son empire, et quoi qu'on y parle sans cesse de celui de la nation il s'en fait bien et que ceux qui la gouvernent et que ceux qui prétendent la gouverner s'en occupent. De là une perplexité inévitable lors qu'il est question de pénétrer ses vues. Comment établir un calcul même de probabilité ou il n'y a point de plan fixe et arrêté. Toute la conduite du ministère anglais depuis quelques années prouve évidemment qu'il n'agit pas d'après des données immuables, toujours primé par les circonstances, souvent entraîné par des erreurs il semble attendre du hasard la décision d'une question qui n'est pas la moins importante de celles qui se sont présentées dans le cours de ce siècle. Quand un gouvernement ne va pour ainsi dire que par mal et par bon, il n'est pas rare qu'il donne dans des écarts; assurément le moins probable de tous serait qu'il pensa à nous faire la guerre; cependant il importe d'y veiller et de très près. Il peut se trouver des gens qui penseroient que la plus grande confusion est le remède au plus grand désordre.

Angleterre, 1. 525, n° 24 bis

Par-dessus tout on redoutait l'apparition des forces anglaises dans le golfe du Mexique. Cela eût été pris comme l'indice de projets arrêtés contre nos possessions. M. de Vergennes disait bien que, après les protestations réitérées du cabinet de Londres, il ne voulait pas

Depeche au marquis de Noailles. Angleterre 1. 525, n° 10.)

supposer des moyens imités de ceux de 1755 : « Ils ne sont pas dans le caractère du roi d'Angleterre, écrivait-il, je me croirais sacrilège si je lui prêtais d'aussi perfides détours; » il n'appréhendait pas moins de voir renouveler ces procédés et c'est pourquoi il s'efforçait de décider l'Espagne.

Le succinct résumé par lequel Ossun avait fait connaître les impressions de la cour de Madrid à propos de la démarche de Forth ne pouvait pas tenir lieu d'une réponse de la part de cette cour. Il n'avait pas échappé au gouvernement de Charles III que celui de Versailles l'appelait réellement à pratiquer une conduite commune nouvelle et qu'il fallait s'expliquer. Aussi, presque en même temps qu'arrivait le pli d'Ossun, le comte d'Aranda avait-il été mis en situation de communiquer un mémoire de M. de Floridablanca, et ce mémoire-là ne portait plus trace des vues antérieures du premier ministre. M. de Floridablanca, cette fois, se plaçait bien au point de vue actuel. A la vérité, il parlait au nom du cabinet, non plus au sien; mais il essayait uniquement de révoquer en doute que, dans la position où se trouvait l'Angleterre, on pût lui supposer l'intention d'attaquer les deux Couronnes. En conséquence, il voulait nous tenir en garde contre la propension où les Colonies lui paraissaient être, naturellement, de nous attirer dans leurs affaires; il abandonnait d'ailleurs à M. de Vergennes seul le soin des communications avec leurs représentants en Europe. Le secrétaire d'État effectua, suivant son habitude, la traduction des parties de cette pièce qu'il jugea essentielles; en souligna les passages notables et se hâta de la réfuter. Il lui importait, en effet, de développer des considérations plus étudiées qu'il n'avait pu le faire encore. Il s'y prit bien dans le ton qui plaisait à la cour d'Espagne; il réfutait en paraissant approuver, insinuant les raisons contraires plutôt qu'il ne les posait. Au risque même d'encourager cette cour à se rejeter en arrière, il battait un peu en retraite. La démarche de Forth ne lui semblait plus qu'un essai hasarde par le

11. / cabinet anglais, pouvant être désavoué au besoin, et il allait jusqu'à dire que tout d'abord ce jugement n'avait point échappé au gouvernement du roi, ce qui n'était pas tout à fait vrai, puisque le ministre avait exprimé sur l'heure le même sentiment au marquis de Noailles qu'à l'ambassadeur à Madrid. Après la lecture du pli, toutefois, M. de Floridablanca n'avait pas à douter que l'on ne vît, à Versailles, plus de motifs de s'allier prochainement avec l'Amérique que de sacrifier quoi que ce fût à l'Angleterre pour assurer la paix. M. de Vergennes avait écrit

A Versailles le 26 j^{bre} 1777

La lettre n° 103, M. que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 8. de ce mois rend compte de la sensation qu'ont faite sur le roi d'Esp^e et sur son ministère les insinuations moitié menaçantes et moitié amicales qu'un emissaire anglois avoit été chargé de faire à M. le C^{te} de Maurepas, et les propos que le Lord Stormont avoit tenus en conséquence à ce ministre d'Etat et à moi : du jugement que Sa M^{te} C^{te} et son conseil en ont porté : des assurances affirmatives que vous avez été requis de nous passer, et enfin des mesures qu'on se disposoit à prendre à tout événement.

M. le C^{te} d'Aranda m'a remis de son côté l'extrait d'une lettre de M. le C^{te} de Floride Blanche du même mois par laquelle ce ministre d'Etat le charge de nous communiquer les sages et judicieuses réflexions que les circonstances lui ont fait naître et de nous confirmer toutes les assurances satisfaisantes que vous avez été autorisé à nous transmettre. Je joins ici M. pour votre direction copie de la traduction de cet extrait.

Avant d'entrer dans les explications que l'importance de la matière peut exiger de notre part, je dois vous dire, M. que l'intention du Roi est que vous profités de la première occasion que vous aurez d'approcher du Roi son oncle pour lui rendre dans toute son énergie la tendre et vive reconnaissance qu'inspirent à Sa Majesté les dispositions si amicales et si généreuses que Sa M^{te} C^{te} lui a manifestées dans cette crut que occasion; vous voudrez bien assurer ce prince du retour empressé du Roi dans toutes celles où il pourra donner au Roi son oncle des preuves de son zèle, de son tendre intérêt et de son attachement inviolable à sa personne et aux principes qui unissent si étroitement les deux monarchies.

Vous voudrez bien aussi exprimer à M. le C^{te} de Floride Blanche combien nous nous tenons obligés de la franchise et de la cordialité avec lesquelles il nous fait part de ses avis, assurés le aussi je vous prie que nous n'attachons pas moins de prix aux sentimens personnels qu'il nous témoigne qu'à la justesse de ses principes et à la profondeur de ses réflexions.

Ce ministre a superieurement jugé la tale M., en ne regardant point comme anormale la démarche assez étrange des Anglois aupres de M. le C^{te} de Maurepas. La voie detournée dont ils s'étoient servis indiquoit assez qu'ils voulaient se réserver la liberté de la desavouer si cela leur convenoit. Ce jugement ne nous avoit pas échappé, mais réfléchissant qu'un gouvernement qui s'est précipité de gaieté de coeur dans une guerre en ne voit les capables de commettre une erreur tout aussi capitale, nous avons pensé comme M. le C^{te} de Floride Blanche que le moindre inconvenant étoit de mettre les choses au pas et de se disposer en conséquence. De là les mesures préparatoires dont vous avez eu connaissance dans le tems M., les affaires étant repues depuis un aspect plus tranquille, nos croisières qui avoient été levées ont été reprises, nous avons rendu au commerce l'activité que nous lui avions retranchée, à cela près nos autres mesures subsistent; nos troupes pour l'Amérique s'embarquant, celles là arrivées à leur destination et nos pecheurs rentrés nous nous trouverons plus à notre aise vis à vis des Anglois. Nous n'en abusons pas pour nous relâcher des actes de justice auxquels les traités leurs donnent droit de notre part et que nous leur avons promis, l'intention du Roi est d'exécuter avec fidele ses engagements, mais il ne peut être que très interressant d'être en mesure de faire sentir aux Anglois que la reciprocité n'est pas moins pour eux une convenance qu'un devoir.

Je vous prie M. de dire à M. le C^{te} de Floride Blanche que fermes sur les principes du systeme que le Roi C^{te} a paru préférer nous y rapportons toutes nos dispositions et toutes nos vues, et qu'il peut être certain que nous ne nous exécuterons en rien. Ce sera donc désormais aux Anglois à juger si la guerre leur est plus avantageuse que la paix. Dans mon opinion privée nous risquons d'autant moins à donner toute preference à celle ci que nous avons manqué le moment ou en portant un coup sensible à l'Ang^e nous aurions assuré le succes de la revolution de l'Amérique et acquis aux yeux de cette nation le merite d'avoir coopéré à sa liberté. D'ailleurs les efforts dispendieux

1777 que l'Ang^{re} continue et quelle pourra être forcée d'étendre à l'année prochaine l'epuisement tandis que ceux que font les deux Couronnes ajoutent véritablement à la constance de leurs forces.

Les choses considérées sous ce point de vue toute notre attention doit se concentrer dans l'intérêt que nous avons à captiver la confiance des Américains sans égarer entièrement celle des Anglois; ce n'est pas une tâche aisée; ceux ci qui ignorent pas ce qui nous convient de faire ont les yeux bien ouverts sur nous, ils ont d'autant plus de moyens pour suivre nos démarches qu'ils ont des partisans même dans le Congrès de l'Amérique qui ne leurs laissent rien ignorer de ce qui s'y passe. Les Américains d'une autre part qui ont compté assez légèrement sur une diversion secourable de la part des deux Couronnes sont moins déposés à la confiance en raison du peu de probabilité des espérances qu'ils se étoient plu à former. Ces gens là ne voient et ne sentent que leur intérêt et croient que tout autre doit s'y subordonner. Il faut s'attendre M. que cette façon de voir et de juger ne facilitera pas le accès aux ennemis que nous nous proposons de leur sauver, et c'est une raison de plus pour ne pas faire choix de gens trop voisins et pour circonscrive l'objet de leur commission et leurs instructions avec assez de soins pour qu'ils ne puissent ni commettre des abus ni en occasionner. Je vois avec bien de la satisfaction M., que M. le C^{te} de Floride Blanche pense comme moi à cet égard.

Je ne puis être que très sensible à la confiance que ce ministre veut bien me marquer en désignant que je me charge seul des négociations à faire par le canal des députés américains qui se trouvent à Paris. J'ai bien peur que leurs oreilles ne se trouvent fermées à toutes les vérités que nous voudrions leur montrer. Ils commencent à être fort dégoûtés ou ils affectent de l'être de la faveur trop marquée qu'ils nous supposent pour l'Ang^{re} ils ont trop d'intérêt à se refuser à l'évidence de la justice de nos motifs pour nous attendre qu'ils s'y prêtent ou qu'ils veulent paraître s'y prêter. En éliminant les corsaires de nos ports en y empêchant la vente des prises sous leurs interceptions la ressource la plus assurée qu'ils avoient pour se voir aux besoins de leur patrie. Le produit des ventes des cargaisons alimentoit leur crédit, et leurs donnoit le moyen de l'attendre. Le Congrès ne peut y suppléer par des remises, il manque essentiellement d'argent et s'il pouvoit s'en procurer, il ne pourroit

en faire un meilleur emploi que pour retirer partie de son papier monnaie et par la redonner de la valeur au reste. Je sais que ses députés ont commission de chercher un emprunt de deux millions sterling; quand bien même nous pourrions le permettre ce qui n'est absolument pas possible, il ne réussiroit pas. Le placement n'est pas assez solide. Mais ce n'est pas de quoi il s'agit il n'est pas de la dignité de deux grandes puissances de prêter mais il peut être de leur grandeur de donner dans une proportion convenable. Nous voulons respectivement conserver la paix, mais nous ne voulons pas égarer la confiance des Américains et les aliéner tout à fait. Je ne vois qu'un seul moyen pour concilier ces deux objets. c'est de compenser les rigueurs dont nous ne pouvons nous dispenser par des libéralités et de les enchaîner par des largesses. Nous leurs interdisons la vente de leurs prises nous ne voulons pas souffrir qu'ils excèdent dans nos ports les bornes du commerce permis. Ne seroit il pas politique de leurs donner les moyens de se pourvoir ailleurs de ce que nous refusons de leur fournir et ce qui est nécessaire à leur résistance. Vous savez M. ce que nous avons fait pour eux pendant le cours de cette année. Nos avances quoique considérables n'ont pas suffi à tous leurs besoins, ils en ont de grands à satisfaire. Nous approchons d'une autre année, si elle est marquée par la continuation de la guerre c'est assurément ce qui pourroit arriver de plus heureux aux deux Couronnes. Priés M. le C^e de Floride Blanche de prendre en considération ce point de vue, et de pèsér dans sa sagesse et dans son expérience si quelques millions ne seroient pas une dépense d'économie. Ceci M. n'est encore qu'une idée qui n'est particulière, je ne m'en suis point ouvert au Roi, parce qu'elle aura infiniment plus de poids lorsque je la présenterai autorisée du suffrage du Roi C^{te} et de son ministère.

Vous voudrez bien me répondre sur ce point de consultation par une lettre séparée.

Toutes pacifiques que soient les apparences nous désirons bien sincèrement que les ordres du Roi C^{te} puissent parvenir à la Vera Cruz à temps de prévenir l'envoi dans une seule masse des richesses immenses que la flotte doit rapporter. J'ai peine à me rassurer sur la convoitise des Anglois.

J'ai l'h^r d'être avec un très parfait att. M. etc.

Espagne le 586 n° 83.

1777.

La manœuvre passagère de la démarche de Forth avait ainsi procuré au gouvernement de Louis XVI l'occasion et le moyen de donner cours à une tentative de concert effectif. Les faits accélérèrent presque aussitôt cette tentative. Au moment où l'on terminait l'expédition de la dépêche qui précède, M. de Vergennes et l'ambassadeur d'Espagne recevaient de la légation américaine un mémoire étendu, demandant définitivement à l'une et à l'autre cour, à défaut de leur alliance ouverte, de l'argent et les moyens de continuer la guerre sans elles. Devenu *Comité des Affaires étrangères*, le *Comité de correspondance secrète* du Congrès était trop excité par les difficultés et par la lutte pour ne pas éprouver beaucoup d'impatience, placé qu'il se trouvait trop loin de ses délégués et ne voyant arriver qu'assez inexactement leurs dépêches¹. Il pressait ceux-ci d'obtenir une diversion de la France et de l'Espagne, ne pouvant prendre une juste idée des ménagements qui s'imposaient. Ces délégués écrivaient encore ensemble, le 8 septembre, que « rien n'était changé dans les résolutions à l'égard de l'Amérique, que les mêmes causes par eux expliquées déjà retenaient les deux cours, mais que les dispositions n'étaient pas moins favorables, l'irritation de l'Angleterre, d'autre part, moins vive en présence des pertes qu'éprouvait son commerce, de sorte que la guerre entre elle et les deux Couronnes ne devait pas paraître moins probable qu'auparavant. Ils s'étaient adressés déjà sans beaucoup de résultat au roi de Prusse. On a vu qu'à la demande d'Arthur Lee, de laisser aux navires américains libre entrée et libre commerce dans ses États, Frédéric II, prudemment, avait fait répondre, après réflexion, sans consentir ni refuser, et ajourné à plus tard une faveur jugée par lui intempérative². C'était le 24 avril. Le 3^e mai, les trois commissaires signant « Commissaires plénipotentiaires des Provinces-Unies de l'Amérique ».

¹ Une grande partie des plus dérangés entre la légation et le Congrès étaient détruits par les porteurs quand ils se voyaient pris d'être pris par les croiseurs anglais, il se dit à son man-

dant. Ce n'était pas la moindre des causes qui empêchaient le Comité de se rendre compte de la situation.

² Voir supra p. 345.

s'adressaient ensemble officiellement aux mêmes fins à M. de Goltz, et celui-ci se croyait fondé à mander au roi que cette démarche avait lieu « avec le consentement et peut-être uniquement par le conseil de la cour de France »¹. Ils ajoutaient là à leurs premières demandes celle d'avoir à Berlin un représentant du Congrès. Frédéric, on le verra, faisait, à cette date, des avances suivies au cabinet de Versailles. Leur démarche actuelle lui était indiquée comme encouragée par ce cabinet, elle aurait dû trouver le prince bien disposé, et c'est pour cela que son ministre à Paris lui dévoilait cette origine. Le roi de Prusse n'avait pourtant pas tenu la seconde tentative pour plus opportune que la première. « Les Colonies se précipitent trop dans leurs propositions pour en faire l'objet d'une négociation formelle, écrit-il le 6 mai à son ministre des Affaires étrangères, chargé de donner la réponse; leurs affaires sont encore dans une trop grande crise; aussi longtemps que leur indépendance n'est pas plus affermie qu'elle ne l'est à cette heure, tout commerce immédiat et sous mon pavillon me paraît trop périlleux et sujet à trop d'inconvénients pour en courir les risques. » Mais, cette fois aussi, il voulait ne les point « effaroucher » par un refus absolu, il renvoie à les accueillir au moment où, sachant qui l'emporterait d'eux ou de l'Angleterre, il s'en trouverait moins compromis². Il mande le 12 à M. de Goltz qu'il recevra bien un envoyé, qu'il souhaiterait même beaucoup d'entendre ses propositions, mais que ce serait sans caractère public, ne pouvant agir autrement à moins de « heurter de front l'Angleterre et se brouiller ouvertement avec elle ». Le 23 juin, Arthur Lee apporte néanmoins à Berlin un projet de traité comme s'il n'eût pas douté de le voir admettre; le roi écrit à Maltzan, à Londres, qu'il n'est point entré en négociations avec l'envoyé, et au ministre de la guerre de garder la plus grande réserve avec celui-ci, « n'étant pas d'humeur, pour favoriser l'Amérique, à se brouiller avec l'Angleterre »; le même jour, il

¹ *Circulaire adu supra* — ² *Ibid.*, lettre du 6 mai.

177. demande à Goltz de lui faire savoir « le jugement des gens sensés en France sur le sort des Américains ».

C'était sans doute de la politique sage, et l'on ne peut être surpris que Frédéric II ne signât point déjà, avec les Américains, le traité de commerce que la France elle-même n'avait pas encore consenti à conclure. Mais à Versailles aussi, on avait toutes les raisons pour attacher beaucoup de prix à la sagesse; on lui en attachait trop, même, aux yeux de l'opinion; on n'en agissait pas moins, presque ouvertement, et l'on faisait un peu agir l'Espagne avec soi. Franklin et ses collègues le reconnaissent assurément tout haut, car ils le mandaient au Congrès. Leurs rapports demeureront les témoins irréversibles de notre concours, à ces dates où d'autres puissances dont, en Amérique, la participation a été vantée depuis comme très efficace moralement au moins à défaut d'avoir pu être réelle, ne pensaient qu'à se réserver, dans la crainte du ressentiment de l'Angleterre². La politique suivie par nous en faveur de ce pays restera attestée à l'histoire par ces rapports des commissaires de Passy. Ils disent ce que la France faisait pour les États-Unis quand personne en Europe ne pensait encore à les aider. Franklin nous avait qualifiés de « nation sâ-

¹ Conform les lettres de Malin au 3, 7 et 17 juillet. (Cuvier, *ubi supra*.)

² C'est M. Bancroft, nous l'avons dit, qui a découvert la participation prétendue de l'Allemagne. L'Allemagne protestante est devenue sous sa plume (chap. II et III du tome X), par une sorte de dévotion mystique à laquelle participent tous les grands Allemands depuis Luther l'ancêtre et l'auteur véritable des États-Unis. Il a fait tout effort d'excuser Frédéric II de ce qu'il n'a pas fait, qu'il semble convaincu que ne puisse ambitionner de peuvr le faire. Dans un chapitre suivant il est vrai, M. Bancroft a péjoré un autre terrain de réclamation contre la France, et ses disciples poursuivront à y continuer maintenant. À ses yeux, elle a dévié ses premières dispo. vers le jour où l'Espagne

marci ait décidément avec elle. Elle l'a même pour limiter l'extension des Colonies à la ligne du Mississipi du côté de l'Ouest. Les écrivains d'h. stoire de ce moment-ci en Amérique ne contestent pas nos services de 1776 à 1779, mais ils considèrent leur pays comme dépayé de la gratitude par l'appui que nous aurons prêté aux projets espagnols pour resserrer la nation nouvelle dans les bornes d'un treize années colon. Leur reconnaissance est par suite pour l'Angleterre qui déjoua ces projets, et pour le roi de Prusse qui ne les servit pas. On peut voir à cet égard un *Incognito* récent de M. John Jay. *The Peace Negotiations of 1782 and 1783* composé pour le centenaire des négociations de la Société historique de New York (Passaic, n. 8°, New-York, 1884).

gante» à l'époque où il essayait de susciter contre nous la vieille animosité de l'Angleterre, pour amener celle-ci à accéder aux demandes des Colonies, à présent il fallait bien nous louer. Le 8 septembre, les commissaires écrivent au *Comité des Affaires étrangères* 177

Cette cour continue la même conduite qu'elle a toujours tenue depuis notre arrivée. Vis-à-vis de l'Angleterre, elle professe la résolution d'observer tous les traités et la prouve en restituant les prises annuées trop ouvertement dans les ports français, en emprisonnant toutes les personnes qu'on surprend à s'occuper d'armer en France des vaisseaux contre l'Angleterre, en avertissant fréquemment de partir les vaisseaux américains, et donnant des ordres répétés contre l'exportation des munitions de guerre. À notre égard elle professe secrètement une réelle amitié, souhaite le succès à notre cause, ferme les yeux sur les secours que nous obtenons ici, pourvu qu'elle le puisse sans donner des sujets trop déclarés de plainte à l'Angleterre, nous fournit en secret une aide très efficace, et continue à se préparer à la guerre. Combien de temps ces deux rôles pourront-ils être joués à la fois et lequel predominera à la fin, c'est ce qu'on peut se demander. Comme le véritable intérêt de la France est de nous empêcher d'être annexés à l'Angleterre, de façon que la puissance anglaise puisse être diminuée et le commerce français étendu, nous inclinons à croire que c'est vis-à-vis de nous qu'on est sincère, d'autant que le penchant unanime de la nation est manifestement en notre faveur, le fait de n'avoir pas encore commencé la guerre est expliqué par diverses raisons. Les traités qui subsistent entre les puissances de l'Europe, par lesquels elles sont obligées à aider ceux qui sont attaqués de préférence à ceux qui attaquent, ce qui est supposé faire quelque différence, l'insuffisance des préparatifs, l'éloignement des marins français dans leurs pêcheries et dans les Indes occidentales, le trésor attendu de la Nouvelle-Espagne avec le sucre des îles : tout cela, il bon, a contribué à contenir le désir national d'une rupture avec l'Angleterre, rupture qui pourrait amoindrir sa puissance infortunée, accroître l'importance et la force de la France, et donner quelque satisfaction aux injures reçues lors du commencement déloyal de la dernière guerre.

L'Angleterre aussi est exaspérée en voyant son commerce perdu passant à la France, la faveur que nos vaillants armés ont rencontrés ici, la détresse

1777 où son commerce restant (est réduit) par nos croiseurs, jusque sur ses propres côtes, et cependant elle semble redouter de commencer une guerre contre ce pays et l'Espagne réunis, tandis qu'elle nous a déjà sur les bras. Dans une pareille situation, un accident fera probablement éclater la guerre plus vite qu'on ne le desire des deux côtés. En attendant, ce délai peut avoir pour nous ce bon résultat, que, récoltant toute la moisson du butin fait sur le commerce anglais (butin) qu'autrement la France et l'Espagne partageraient avec nous, notre puissance navale naissante trouve ainsi une nourriture assez abondante pour avoir grandi et devoir grandir en force d'une façon merveilleuse.

Passy le 8 septembre 1777

Diplomatic correspondence, L. I p. 39

Ils écrivent de nouveau le 7 octobre, en répondant à une suite de dépêches du Congrès de mai, juin et juillet, qui venaient de leur arriver ensemble. « Nous sommes aussi de votre sentiment en ce qui concerne les intérêts de la France et de l'Espagne relativement à notre indépendance; nous sommes persuadés qu'elles les voient aussi bien que nous, bien que des circonstances particulières les engagent pour le moment à différer les mesures qui sont propres à les assurer, elles continuent à tenir la même conduite que nous avons décrite dans notre dernière lettre, emportée par Wickes et Johnson, et dont nous envoyons une copie avec ceci, puisque Johnson ayant malheureusement été pris, a noyé ses dépêches¹. » C'était pour céder aux nouvelles

« Nous avons dernièrement présenté aux deux cours un mémoire pressant, exposant les difficultés de notre situation et demandant que si elles ne pouvaient immédiatement faire une diversion en notre faveur, elles fournissent des subsides suffisants pour nous mettre en état de continuer la guerre ou nous aidassent de leurs conseils et de leur influence pour conclure une paix avantageuse. Actuellement, nous demandons pour nous mettre à même de remplir vos instructions environ huit m.

« nous de livres. Des courtiers nous le savent ont été dépêchés à Madrid avec ce mémoire à la fois par l'ambassadeur d'Espagne et par le ministre d'ici, et on desire que nous satisfactions avec patience la réponse attendue que les deux cours doivent agir de même. En attendant elles nous donnent de nouvelles assurances de leur bon vouloir pour notre cause, et nous venons de recevoir une quatrième somme de cinq cent mille livres. Mais on nous recommande continuellement

instances du Comité que la légation, trouvant l'heure propice, avait adressé le 26 septembre, à l'une et à l'autre cour en même temps, un mémoire tendant d'abord à un nouveau secours de 8 millions de livres, puis à ce qu'on leur procurât l'achat de quelques vaisseaux de ligne. A la date de leur pli du 7 octobre, ils savaient ce mémoire expédié à Madrid et par M. de Vergennes et par le comte d'Aranda. En effet, comme si le secrétaire d'État eût attendu ce nouveau factum des « plénipotentiaires », il en avait ordonné tout de suite une copie pour Ossun, et l'ambassadeur était chargé, par un pli privé, non seulement de la porter au comte de Floridablanca, mais de savoir confidentiellement de celui-ci l'opinion que Charles III et ses ministres auraient de ces demandes.

Ce pli constitue une autre étude sur la conduite que les deux cours devraient suivre maintenant. Le ministre y indique clairement qu'en principe, désormais, le roi est décidé en faveur de l'Amérique; le monarque s'occupe de se fixer sur la manière d'agir, toutefois il ne résoudra rien avant de connaître le sentiment et les intentions de son oncle. Évidemment on pensait alors, autant qu'on le désirait, amener Madrid à s'unir comme nous avec le Congrès.

A Vers. les 10 3^{ème} 1777

Lorsque je vous parlais M. dans ma dépêche du 26 du mois dernier cotée 1^{ère} de la convenance de donner des secours secrets aux Américains et que

« ne garder sur les secours qui nous sont ou
« peuvent nous être donnés un profond secret
« même à l'égard du Congrès, ou l'on soup-
« çonne que l'Angleterre a des intelligences et
« on désire qu'elle ne puisse avoir de preuves
« certaines à produire contre la France devant
« les autres puissances de l'Europe. La nécessité
« présente où vous êtes d'être informés du vé-
« ritable état de vos affaires nous oblige à nous
« soustraire à cette injonction, mais nous sup-
« plions qu'on prenne bien garde que rien de

« tout cela ne transpire non plus que les as-
« surances que nous avons reçues que jamais on
« ne nous sommerait de rembourser ce qui nous
« a été donné déjà soit en argent soit en mi-
« nitions de guerre. Le grand désir est sembler
« être que l'Angleterre porte le premier coup,
« sans pouvoir en donner à ses allies de bonne
« raison. » *Diplomatie carr.* t. I p. 332

États-Unis, t. 2 n° 45, texte anglais ar-
gué des trois commissaires et daté de « Passy
« ce 25^{ème} de septembre »

77. je vous prie de sonder M. le C^{te} de Floride Blanche et de savoir quelle pouvoit être la façon de penser et les dispositions du Roi C^{te} à cet égard, je n'avais point encore reçu le mémoire des députés américains que je joins ici. Le même a été remis à M. le C^{te} d'Aranda qui s'en est chargé et du renvoyer à ma cour par le courrier qu'il a expédié le 27

Je ne discuterai pas est écrit, la sagacité de M. le C^{te} du Floride Blanche en saisira facilement toute la valeur et les conséquences, il y verra les députés américains consternés et peut être aigris des actes de rigueur dont nous n'avons pu nous dispenser et qu'ils ont provoqués eux-mêmes en abusant trop et de couvert de notre tolérance malgré les avis qu'on ne cessait de leur donner, il y verra dis-je ces mêmes députés ne chercher peut être qu'à s'autoriser d'un refus de secours de notre part pour nouer une négociation de reconnaissance avec leur mère patrie.

Si on pouvoit avoir la sûreté qu'en administrant ces secours la négociation n'auroit lieu ni en Europe ni en Amérique je crois que M. le C^{te} de Floride Blanche n'auroit pas de peine à résoudre la question qui se présente à la délibération des deux Couronnes car il est intéressant pour elles de faire prolonger une guerre qui forçant leur ennemi commun à des dépenses extraordinaires considérables, affaiblit et épuise ses ressources, il suit par une conséquence très naturelle que les moyens qu'elles pourront s'approprier à cette vue en les supposant même sans dispendieux seront cependant une véritable économie, si en prolongeant cette guerre, notre ennemi est ainsi affaibli pour ne pouvoir de longtemps songer à troubler le repos des autres nations, les deux monarchies y auront gagné un état de tranquillité et de stabilité qui compensera avec sûreté les dépenses qu'elles auront pu y sacrifier.

Je sais M. combien cette première sûreté est difficile à acquiescer. Elle ne pourroit reposer que sur les assurances d'un gouvernement qui n'a pas encore acquis assez de consistance pour que sa volonté détermine invinciblement celle du peuple qu'il régit. Nous pouvons croire que les modérateurs de l'Amérique, ceux qui l'ont portée à secouer le joug de l'Ang^{le} ne se détermineront qu'à la dernière extrémité à se rapprocher de la mère patrie, ils auroient tout à perdre et à craindre, mais qui peut répondre que le peuple fatigué de ses disgrâces et de son mal être qui n'a d'autre intérêt que celui de vivre ne forcera pas la main à ses administrateurs pour une pacification. Il ne vient point

de nouvelles depuis la prise de Ticonderago, et nous ne pouvons avoir l'impression plus ou moins forte que cet événement très principal peut avoir faite sur les esprits. Nous ignorons aussi complètement quelle peut être la destination du G. Howe

1777

Si cette réflexion a droit de nous frapper M. le Roi en est une autre qui ne doit pas vous échapper, c'est que si nous nous refusons à fournir aux Américains des secours secrets et dans une proportion convenable, le défaut de moyens les nécessitera à la paix et à subir la loi qu'il plaira à l'Ang^e de leurs imposer. Si donc si instruite par son expérience et par ses malheurs à la sagesse de ne leurs en prescrire que de modérées, si contente d'une espérance de suprématie elle se les attache bien plus comme des alliés que comme des sujets conquis, l'Amérique septentrionale sera aux ordres et à la disposition de l'Ang^e qui y trouvera dans toutes les querelles qu'elle pourra avoir avec les deux monarchies les facilités les plus grandes et les moyens les plus étendus soit qu'elle veuille des à présent ou par la suite entreprendre sur elles. Je pourrais M. le Roi donner plus d'étendue à ces considérations, mais rien n'échappera à la prévoyance de M. le C^{te} de Floride Blanche. Nous nous trouvons M. le Roi dans une singulière alternative, si nous nous protégeons aux demandes des Américains nous n'avons aucune sûreté réelle qu'ils ne se porteront pas à la paix, mais si nous nous refusons il y a apparence que nous les y contraindrons, cette dernière probabilité paraissant si mieux fondée elle semble devoir être victorieuse, et il est bien difficile dans les grandes affaires de ne pas donner quelque chose au hasard, surtout lorsqu'on ne peut former ses résolutions que sur des conjectures.

Ces réflexions qui ont été exposées au Roi, ont paru mériter son attention, mais avant de prendre une détermination fixe S. M^{te} a jugé devoir attendre ce que le Roi son oncle voudrait bien lui faire connaître de sa façon de penser, elle m'a autorisé en attendant à faire entendre aux Américains qu'elle ne s'éloignerait pas de leurs continuer un secours pécuniaire proportionné à ses facultés, mais qu'elle ne pourrait prononcer sur la quotité que lorsqu'elle serait informée des intentions de S. M. C^{te}.

Je débatterai comme de raison l'état qui est annexé à la suite de leur mémoire et qui me parait prodigieusement enflé, l'art des 8 vaisseaux de ligne qu'ils voudroient se procurer en Europe est une chimère que nous ne

1777 pouvons et ne devons pas admettre, et si l'y avait possibilité à l'effectuer et que nous eussions les moyens d'y fournir nous nous assurerions de ces mêmes vaisseaux pour augmenter notre marine. Il est bien d'autres articles susceptibles d'observation.

Le tout bien examiné il semble qu'un secours de six millions à les deux Couronnes voudrait en prendre la charge serait suffisant pour faire face à leurs besoins les plus réels. Le Roi ne s'engagera pas si le Roi son oncle est disposé à partager cette charge à en prendre trois pour son compte. La condition qu'il estimerait devoir imposer pour ce secours purement gratuit, serait 1^{re} le secret le plus profond de la part des députés, même avec promesse de laisser ignorer au Congrès la source dont émaneraient ces libéralités. 2^{de} l'engagement sacré que les députés n'entreraient dans aucune négociation p^r la paix à notre insu et sans notre avis. 3^e que le paiement de ce secours secret sera fait par quartier, et cessera au moment même où l'on apprendrait que les États Unis seraient en négociation p^r la paix. Cette clause semble de droit, mais elle est d'autant plus essentielle à conclure qu'il pourrait arriver que les Américains pressés par les besoins de la situation de leur pays donneraient des délégations sur cet assigat et que le banquier qui est l'intermédiaire entre eux et nous venant à les accepter, la paix arrivant ou devant manquer à ses engagements ce qui le forceraient à en obstruer la cause, ou reviendrait sur nous pour des indemnités qu'il serait difficile de lui refuser faute d'avoir pris des précautions suffisantes.

Vous voudrez bien M. faire part de tout ceci à M. le C^{te} de Floride Blanche et le prier de vouloir bien nous communiquer confidentiellement les véritables intentions du Roi son maître ainsi que sa façon de penser personnelle. Je lui serai obligé en mon particulier de vouloir bien me suggérer les précautions qu'il estimera les plus convenables, selon tout ce qu'il croira propre à nous guider dans ces circonstances véritablement difficiles et peut être critiques.

Quand je parle de conditions à exiger des députés américains, il ne peut être question d'aucun acte réciproque par écrit, le traité n'est pas encore venu ou on pourra leurs engager des signatures.

La proposition de faire ou de permettre un emprunt de 2. millions sterling ne semble pas pouvoir convenir à la dignité et à la politique des deux Couronnes. Tout ce qui est ostensible doit s'éviter.

Je dois vous observer M., que jusqu'à ce moment nous avons beaucoup 17,7
donné non-seulement en argent mais en effets de valeur co^e artillerie et munitions de guerre, ce n'est pas ici le lieu d'en faire l'énumération, mais une circonstance decisive pour les 2 Couronnes et encore plus pour l'Espagne est l'intérêt de la sûreté de leurs possessions en Amérique l'étendue immense de celles de l'Espagne, et la difficulté de les garder toutes également semble ajouter quelq^e chose à l'intérêt que nous partageons avec elle pour prévenir si il est possible que l'Amérique ne retombe sous le joug de l'Ang^e.

J'ai l'honneur d'être avec un très parfait attachem^t M. V. etc.

Espagne, . 586, n° 104.

Le cabinet de Louis XVI montrait donc ouvertement, à cette heure, comme étant au-dessus des sacrifices déjà supportés et au-dessus de ceux qu'elles pourraient accepter encore, l'intérêt qu'avaient les deux Couronnes à empêcher la réunion à nouveau des Colonies à l'Angleterre, et il multipliait les moyens de convaincre le chef du cabinet de Madrid dans la crainte de le trouver froid. Pour amener l'Espagne à faire un pas de plus au-devant des Américains, toutefois, il eût peut-être fallu moins d'égards et de précautions, la correspondance de M. de Vergennes en était au contraire remplie. Ecrivant à Ossun, une semaine après, à propos de félicitations que les réponses adressées à lord Stormont sur le départ des forces françaises pour Saint-Domingue lui valaient de la part de Charles III, il lui disait qu'il ne pouvait qu'être très flatté et très reconnaissant de l'approbation que le Roi Catholique voulait bien donner à la manière dont il s'était expliqué; qu'il eût été bien dangereux à son avis de se prêter aux assurances auxquelles était autorisé l'ambassadeur anglais, dans quelque esprit d'ailleurs qu'elles fussent proposées; que c'était une maxime devenue triviale à force d'être ancienne que la seule manière solide d'être avec les Anglais et de pouvoir compter sur leur bonne foi est de se montrer à eux en mesure de ne pas les craindre et même de s'en faire respecter, et il ajoutait: « C'est à quoi doit infiniment contribuer la parfaite union des deux

Couronnes et les bonnes et sages précautions qu'elles prennent pour fortifier l'état de leur marine; nous ne perdons pas de vue ce dernier objet, vous pouvez bien assurer que, de notre part, il n'arrivera rien qui pourrait faire présumer que l'union perichite; nous ferons même tout ce qui est en notre pouvoir pour bien convaincre les Anglais qu'elle est indissoluble. Ce langage était sans doute propre à animer l'Espagne; mais en la mettant si bien à même de réfléchir, en affichant tant de respect pour l'opinion de son oncle de la part du roi, en plaçant M. de Floridablanca sur la pente, naturelle à son pays, vers les avis timorés et la préférence pour l'abstention.

Comme antérieurement, le successeur de M. de Grimaldi restait très libre et presque raide avec lord Grantham. L'ambassadeur anglais était devenu tout à coup un peu haut et menaçant, à propos de caissiers américains sous pavillon espagnol, à propos de Cunningham en particulier, qui séjournait au port de la Corogne. Or M. de Floridablanca s'était, avant tout, nettement déclaré d'accord avec nous sur les ordres donnés à cet égard, puis, après s'être plaint que l'Angleterre réclamât sans cesse et ne satisfît sur rien, il s'était exprimé sans ambages sur l'aveuglement d'une politique qui la mènerait à l'écrasement; il avait été jusqu'à dire, laissant l'ambassadeur « interdit », que, sincèrement désireuse de vivre en bonne harmonie, l'Espagne, après tout, « ne craignait pas la guerre et ne se laisserait ni endormir ni surprendre ». A quelques jours de là, le 9 octobre, ayant repris sa

Espagne t. 586 n° 105

« On me rendait compte comme il suit de l'entretien » A S^r Ildefonso le 22 7^{bre} 1777.
« — Monsieur, — J'ai eu l'honneur de vous » informer que M^r Grantham a eu avant hier » une conférence avec M. le comte de Florid » Blanche qui n'a pas été aussi agréable qu'à » l'ordinaire, cet ambassadeur a commencé par » se plaindre avec assez de hauteur de ce que le » commerce américain Cunningham était encore » à la Corogne et de ce que les escadres améri-

« caines prennent le pavillon espagnol » et dit » qu'il voyait bien qu'il était inutile qu'il fit des » représentations, puisque elles ne servaient et » ne serviraient de rien, que l'Angleterre ne » pouvait pas se dispenser de faire visiter tous » les vaisseaux espagnols et de prendre des me- » sures pour prévenir les torts qu'on lui com- » mence. M. de Florid Blanche lui a répondu » que l'Espagne avait donné dans ses ports » les mêmes ordres que la France dans les » ports et que S. M. Cath^{le} ne voulait pas s'attirer

manière affable pour parler des inquiétudes de son gouvernement au sujet des renforts que la France expédiait aux îles, l'ambassadeur laissait entrevoir que cela amènerait l'Angleterre à en envoyer aussi et disait « qu'il faudrait supposer que la tête eut tourné au ministère britannique et à toute sa nation pour croire que, dans les circonstances présentes ils voulaient faire la guerre aux deux Couronnes » ; à quoi le comte de Floridablanca avait répondu, à demi sérieusement, « qu'il y avait tant de fous dans le monde qu'il était prudent de se précautionner contre les folies », mais avait ajouté qu'au surplus « il ne pouvait que lui répéter que les armements de l'Angleterre seraient la mesure de ceux de l'Espagne, que si les Anglais envoyaient ultérieurement des forces maritimes en Amérique, l'Espagne en enverrait aussi, et que le ministère britannique devait avoir la même confiance dans les dispositions de la France et de l'Espagne que celles-ci dans

« l'ennemi des Anglo-Américains, mais qu'elle
« remplissait toujours avec exactitude à l'égard
« de la Grande-Bretagne les obligations que ses
« traités lui imposaient, qu'en acceptant il était
« surpris que le ministère britannique se plai-
« gât que la cour de Madrid se refusait à ses
« représentations, tandis qu'il ne lui donnait au-
« cune satisfaction par rapport à différents griefs
« dont elle s'était plainte, pas même de réponses
« que si l'Angleterre prenait des mesures, l'Es-
« pagne en prendrait de son côté, enfin que
« pour maintenir l'amitié et la bonne harmonie
« il fallait que les deux procédés fussent rec-
« tifiés. M^r Grantham a répliqué qu'il n'avait
« pas prétendu faire des menaces, qu'il n'avait
« pas un pareil ordre de sa cour, et qu'il avait
« parlé sur le ton de confiance et d'une fran-
« chise amicale. Alors M. le comte de Florida-
« blanca lui a dit qu'il les avait crus, et qu'il s'en
« expliquait dans le même sens et que pour lui
« en donner une preuve, il le priait de con-
« stater qu'il paraissait que les Anglais se con-
« duisaient depuis quelque temps, comme s'ils

« avaient eu beaucoup sur les yeux, qu'ils s'étaient
« mis imprudemment dans le cas de perdre leurs
« colonies et le commerce occasionnel qu'ils
« faisaient avec elles, et qu'il ne leur restait
« qu'une chose à faire pour s'en assurer, c'est-à-
« dire, c'est de perdre le commerce occasionnel
« qu'ils faisaient avec le royaume d'Espagne.
« Que mais se donner du grand air et ne se
« employer pour ainsi dire, d'autres moyens.
« M^r de Cella ferait bien du mal à l'Ang^{le} par la
« seule privation de ce commerce qui passerait
« tout à d'autres puissances et particulièrement
« à la France tandis que dans l'état actuel des
« choses il était constant que si la France profi-
« tait pour son l'Angleterre profitait pour trois.
« enfin M. le C^{te} de Floride Blanca a terminé la
« conversation en assurant à M^r Grantham que
« M^r de Cella demandait très sincèrement la guerre
« ou paix et en bonne harmonie avec l'Angle-
« terre, mais qu'elle ne craignait pas la guerre
« et qu'elle ne se laisserait ni endormir ni sur-
« prendre et cet ambassadeur s'est retiré en
« l'air assez interdit. » *Espagne*, t. 586 n° 7.

177 les siennes, y étant bien accréditée par la conduite des deux Couronnes qui n'auraient pas attendu jusqu'à ce moment à profiter de l'embarras où se trouvait la Grande-Bretagne, si elles avaient eu le projet de lui déclarer la guerre¹.

Quoi qu'il en soit, à laisser tant de latitude à l'Espagne, à croire utile de ne l'attirer que par gradation, à s'efforcer de paraître d'accord en tout avec elle, le cabinet de Versailles produisait un résultat différent de celui qu'il cherchait. Donner au premier ministre, comme il le faisait², la pensée que la démarche de l'Anglais Forth n'avait pas été sérieuse, n'était évidemment point une manière de le décider. Aussi le gouvernement de Charles III se renferme-t-il dans la réserve, à mesure que le ministre de Versailles tâche de l'en tirer. Osegu, de plus en plus facile à illusionner, se rend l'interprète empressé de cette retenue du cabinet du Pardo. Le 6 octobre, la dépêche du 26 septembre à peine lue, il se croit en droit de mander que l'on est d'accord parce qu'on reconnaît à Madrid, comme à Versailles, qu'il faut « mettre les choses au pis » et se garder plus que jamais; il explique que « l'on agira ensemble comme par le passé et que lorsque nos troupes seront débarquées aux îles, nos pêcheurs rentrés et le trésor de l'Espagne arrivé de la Vera-Cruz, on fera la guerre si l'on y est obligé ». C'était ce qui lui paraissait constituer l'accord. Il a soin de redire, d'ailleurs, que si la France avait été attaquée, l'Espagne aurait tout de suite engagé la guerre, mais qu'autre chose étaient des liaisons avec les Américains; que l'on sentait toute l'importance de captiver leur confiance, que si découragés semblaient-ils, toutefois, M. de Vergennes les convaincront certainement à lui seul : « Ils ont fait demander par le comte d'Aranda des facilités pour un emprunt de 2 millions

¹ *Espagne*, t. 506, n° 115.

² Osegu le 11 octobre lui, connaît la satisfaction qu'a exprimée ce ministre d'avoir tout de suite présenté un caractère douteux à la démarche de l'Anglais. C'est en accusant réception de la dépêche de M. de Vergennes du 26 sep-

tembre; il écrit : « Il y a vu avec bien de la satisfaction que vous pensez qu'il a jugé sa « personnellement la base ou ne regardant pas « comme sérieuse la démarche sans étranger « du ministère Brit^{me} auprès de M. le comte « de Maurepas. » (*Ibid.*, n° 112)

sterling, ajoutait-il; on pense ici qu'il appartient aux deux Couronnes de donner, non de prêter; s'ils doivent continuer la guerre la campagne prochaine, M. de Floridablanca engagera le roi son maître à voir ce qu'il sera à propos de faire à cet égard¹. » Après l'arrivée du mémoire de la légation de Passy, notre ambassadeur ne tarde pas à être mieux fixé sur les intentions. Elles sont un peu différentes, par des raisons qu'il s'empresse de résumer en ceci, que « l'expédition d'Alger et celle de Buenos-Ayres ont coûté plus de 35 millions de livres, absorbé les réserves et que le monarque ne déterminera pas ce qu'il veut donner avant l'arrivée de 3 millions de piastres qui sont la part du Trésor dans la cargaison attendue du Mexique². » Du reste, il transmet bientôt officiellement la réponse du cabinet de Charles III, et cette réponse n'est que la paraphrase de ce qu'il a tout d'abord annoncé. Dans un billet privé qui accompagne son ph, il expose qu'il « n'a pu engager cette cour à rien promettre, qu'elle est cependant disposée à donner 3 millions de livres en argent ou en munitions, mais pas du tout à fixer des époques et des quotités de paiement; que M. de Floridablanca, obstiné d'abord sur ce point, avait à la fin consenti à porter la question devant le cabinet, à libeller l'opinion qui y serait émise et lui en avait remis l'exposé³. »

Cet exposé précisait le sujet avec beaucoup d'étude et de netteté, mais concluait avec une insignifiance complète. Il résumait l'objet des demandes et leurs motifs; il analysait les raisons d'y accéder indiquées par M. de Vergennes, celles de les écarter qu'avait le cabinet de Madrid, et, partant après cela de ce thème, commode, que les Américains étaient trop lancés pour ne pas aller jusqu'au bout, il expliquait que l'Espagne avait déjà beaucoup donné, comme la France; qu'elle s'était imposé et s'imposait encore, directement et indirectement, des sacrifices pesants; qu'elle s'exposait à la colère de la Grande-Bretagne; il aboutissait à une énumération d'avis négatifs, de conseils

¹ *Espagne*, t. 536, n° 111. — ² *Ibid.*, du 9 octobre, n° 115. — ³ *Ibid.*, n° 132 et 138.

177) dilatoires, de promesses subordonnées au secret, aux précautions, à la préoccupation extrême de ne pas indisposer l'Angleterre. Voici les conclusions de son mémoire, que l'ambassadeur avait traduit lui-même pour l'envoyer à Versailles¹ :

Le Roi Catholique est persuadé que tant que l'union subsistera entre les provinces de l'Amérique, elles ne prêteront l'oreille à aucun arrangement qui n'ait pour base l'indépendance, à moins que les armes britanniques ne fissent des progrès assez rapides pour les soumettre toutes, et c'est ce que nous ne pouvons éviter, heureusement cette crainte est encore très éloignée, à en juger par l'état de la campagne actuelle, et dans ces circonstances l'avis de Sa Majesté et de son ministère est que la politique des deux cours doit se réduire aux points suivants

1^o Faire connoître aux députés les dépenses énormes dans lesquelles les deux puissances se sont engagées pour leur patrie et le fruit qu'elles en recueillent dès à présent.

2^o Les encourager par de bonnes espérances et par des secours prompts et effectifs proportionnés aux facultés des deux cours, mais sans déterminer une somme fixe, quoique nous ne trouvions point de difficulté à ce que les deux Couronnes leur donnent la somme entière de six millions de livres tournois, pourvu qu'on nous donne du tems et que nous voyons que cela est nécessaire pour la continuation des campagnes.

3^o Leur recommander la prudence et la circonspection dans leurs discours et dans leur conduite, et leur représenter le danger de tout perdre par leur indiscretion, dans la supposition qu'ils ne peuvent pas comprendre les motifs de la conduite des deux cours.

4^o Leur faire connoître combien il importe à leurs colonies plus qu'à nous de ne conclure aucun traité (quelque avantageux qu'il leur paraisse) dont la solidité ne soit fondée sur la protection et la garantie des deux Couronnes, ou sans un traité postérieur d'alliance avec elles.

5^o Dissiper leur méfiance et leur faire voir combien il leur importe de ne pas nous en donner, à cause des recours auxquels leur perfidie pourroit nous

¹ Nous insérons les développements du mémoire à l'annexe II du présent chapitre

obliger, et leur ajouter que la guerre dans laquelle ils voudroient peut-être nous engager à contretems pourroit leur être plus nuisible par la diversion de nos forces pour notre propre défense

777

Les deux cours doivent aussi oter pour le present au cabinet anglois tout motif de plainte et faire en sorte de l'endormir et de le tranquiliser toutes les fois qu'on le pourra sans inconvenient particulier, mais sans cesser pour cela de se conduire avec dignité et fermeté dans les occasions qui l'exigeront, l'excessive condescendance ne faisant que rendre plus importune cette nation altiere qui ne se montre jamais sensible aux procédés de l'amitié et de la moderation.

Enfin il paroît indispensable que chacune des deux puissances s'occupe avec la plus grande chaleur des préparatifs militaires et des mesures déjà convenues, principalement de celles qui tendent à mettre leurs propres possessions en sureté. C'est tout ce que le ministère espagnol peut dire pour répondre à la confiance particulière dont Sa Majesté Très Chrétienne l'honore.

A l'Escuria, le 17 8^{bre}

Signé LE COMTE DE FLORIDE BLANCHE.

Espagne, t. 586 125

Ainsi, le gouvernement du roi s'était plié à tout ce qu'avait souhaité l'Espagne, s'était ingénié à la prévenir, à la ménager, et elle ramenait d'une année en arriere la politique des deux cours. C'était presque se dérober. Mais le cabinet trouvait maintenant opportun d'agir, non plus de discuter. De tous côtés il s'entendait accuser de n'avoir pas eu la sagacité ou la résolution de saisir l'heure, d'avoir perdu volontairement cette « occasion, dont parlait M. de Vergennes en 1776, que les siècles ne reproduiraient peut-être plus ». Les adversaires du ministre à la cour le criaient autour du roi, les libellistes le répétaient au public avec véhémence, les représentants des autres cours jugeaient de même; M. de Goltz, à qui Frédéric II avait plusieurs fois écrit que la France laissait passer le moment favorable, informait son souverain,

Voir notamment *ubi supra*, ses lettres des 31 décembre 1776, 2 février 78 et 21 septembre 16 octobre 1777.

72

17 comme de choses positives, que cette politique craintive avait lassé le roi, altéré son humeur; que la reine lui remettait des notes du maréchal de Maillebourg et du comte d'Estaing jetant le blâme sur les ministres. Les premiers à savoir le peu que valaient ces commérages, ces ministres étaient décidés, en réalité, et le roi autant qu'eux, à empêcher que la campagne actuelle de l'Angleterre contre ses colonies ne fût la dernière. Il ne paraît point qu'ils crussent avoir désormais besoin, pour cela, de succès de la part des troupes du Congrès, ou qu'ils comptassent en voir survenir. M. de Vergennes exprime des regrets de l'abandon de Ticonderago aux Anglais par l'armée américaine, la crainte que cet abandon ne soit suivi d'autres, il se demande même si, finalement, les Américains l'emporteront. On n'avait d'informations que par Londres, pas assez dès lors pour en tirer des pronostics, mais on ne considérait plus comme une nécessité d'en pouvoir faire d'heureux. On ne visait qu'à prolonger une lutte regardée comme très défavorable aux finances et au crédit de l'Angleterre et très avantageuse, conséquemment, en vue d'une autre lutte dont on ne doutait plus d'avoir à courir les dangers, mais dont on oserait affronter les chances¹. Tout en appuyant sur les ménagements que

¹ M. de Vergennes écrit à Osmun le 2 septembre : « Vous avons reçu de Londres les détails et les suites de l'abandon de Ticonderago. Les insurgens se sont portés au fort Falgout à la tête de la rivière du Nord entre-mont de Hudson. Reste à savoir s'ils y tiendront mieux qu'à Ticonderago c'est le coup de paille, à moins que le général Burgoyne, marchant par sa gauche ne puisse pénétrer dans la Nouvelle Ang^e. Ce projet ne paraît pas être des plus grandes difficultés. Vous n'avez pas eu reste un mot de l'Ang^e qui nous informe sur les dispositions politiques de ce pays la. *Espagne*, t. 566, n° 9. Et le 19 il nous envoie, dans une dépêche dont nous avons transcrit plus haut une partie. Les deux Couronnes n'étant pas disposées à

faire la guerre pour assurer l'indépendance de l'Amérique, leur politique paraît plutôt motivée si elles pouvaient inspirer assez de confiance aux chefs de ce peuple pour lui rendre à sentir qu'ils ne pourraient faire état de leur liberté qu'autant qu'ils pourraient se rendre de leur amitié et de leur garantie. Mais c'est un vrai problème aujourd'hui s'ils peuvent concéder cette liberté p^r laquelle ils sont armés, puis à revers par l'armée anglaise du Canada tandis que le gen^l Howe l'attaque du front, soit de la force, l'ennemi et la direction convenable p^r remonter à cet orage. Vous sommes ici sans nouvelles de ce qui se passe dans cette région et sans de partée de faire des combinaisons tout soit peu probables. » *Ibid.*, n° 67.

nous imposent notre situation propre et nos liens avec l'Espagne, le ministre ne cache, dans sa correspondance, ni la lassitude que l'on ressent de ces ménagements, à Versailles, ni le désir que l'on éprouve d'y échapper enfin par une attitude ouverte. Il écrit à Ossun le 17 octobre, à propos des entretiens récents de lord Grantham avec M. de Floridablanca :

J'ai reçu M. les lettres n^o 107 à 109 que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer les 22 25 29 du mois d^r.

Nous voyons M. par le compte que vous rendez de la conversation du Lord Grantham avec M. le C^{te} de Floride Blanche que le ton des ambassadeurs d'Ang^{te} est à peu près le même par tout arrogant et présomptueux. Enflés de leurs anciens succès ils se croient les maîtres de la terre, et que toutes les puissances sont faites pour déférer à leurs volontés et à leurs caprices. La manière dont M. le C^{te} de Floride Blanche a repoussé l'attaque de l'ambassadeur anglois doit le guérir de cette présomption elle fait autant d'honneur à la fermeté du ministre espagnol qu'elle a dû être humiliante pour son interlocuteur puis qu'il a dû recourir après ses paroles et en modifier le sens. Nous n'avons pas des arguments aussi pressans que l'Esp^{te} a opposé à l'Ang^{te}. Celle-ci n'a rien à perdre avec nous, aussi sommes nous dans le cas d'user de plus de patience, la mienne est parfois à de rudes épreuves et j'avoue qu'elle m'échapperoit si je ne me rapellois à tout instant que les circonstances des deux Couronnes exigent qu'elles ne précipitent pas leur résolution. Il faut espérer que cette contrainte aura un terme, nous le voyons pour ce qui nous concerne assez imminent. Nos troupes sont à la mer du 9. de ce mois, elles sont parties par un vent assez favorable pour nous faire espérer qu'elles ne seront pas dans le cas de relâcher quand même elles éprouveraient des vents contraires au large, et nos matelots pêcheurs rentrent journellement et selon les apparences, seront tous de retour vers le commencement du mois prochain. Il est probable que le retour des flottes d'Espagne est bien plus éloigné. Celle de M. de Cevallos tardera même très considérablement si les ordres de retour ne lui sont envoyés que lorsque le traité avec le Portugal aura reçu sa dernière sanction.

Si je desirais la fin de la contrainte dans laquelle les deux Couronnes se

1777 trouvent ce n'est pas dans des vues de guerre, je la crois toujours bonne à éviter et si nous sommes assez heureux pour que les affaires de l'Amérique se balancent dans la fin de cette campagne obligent les Anglois à en faire une quatrième nous ne devons pas leurs envier la satisfaction de se débarrasser par eux memes, mais je voudrois bien voir les deux monarchies dans une situation assez favorable pour circonscrire les Anglois dans les bornes de la justice. S'ils ne reclamoient que l'exécution des traites nous la leurs devons, c'est une dette que nous ne pouvons refuser d'acquitter, mais ils vont plus loin et voudroient nous extorquer des complaisances qui nous compromettant avec les Américains leurs serviroient de moyens pour accélérer la reconciliation, en un mot que nous fissions ce qu'ils n'osent pas faire eux memes, que nous traitions ces memes Américains coté des rebelles et des pirates. C'est la précisément la matiere d'un procès dans lequel nous sommes sans interest comme partie et dont nous ne pouvons et ne devons en aucune maniere nous rendre les juges.

À Fontbleau le 17 8^{me} 1777

Espagne + 586 n° 128

Aussi le gouvernement du roi etait il préparé à répondre aux raisonnements dilatoires du cabinet de Madrid. Il ne voutera plus des résolutions. Le roi, à l'annonce ouvertement, ne laissera point les Américains sans secours. On ne fait, du reste, aucun reproche à l'Espagne; on voudrait la voir plus décidée, voilà tout : « C'est se tromper, mande le ministre, de croire que les Américains ne pourront pas se lasser; on a trop souvent démontré le danger qu'il y a des lors pour les deux Couronnes à ne point détourner d'eux le découragement et il n'est ni dans les principes ni dans les vues du roi de les y livrer. Les moyens qu'il a indiqués sont ceux qui se trouvent en son pou-

« A quoi Osmun, qui ne devait pas guérir d'être porté à abuser, répondait comme il suit, le 31 octobre : « Je ne réponds pas. « Monsieur à la premiere partie de votre dépêche relative à la conduite arrogante des Anglois, à la rude épreuve où elle met sou- « vent votre patience, ou de sur extremé que

« vous avez de voir bientôt les deux Couronnes « en état de ne plus se prescrire une con- « trainte qui est encore nécessaire, sans pour- « moins désirer la guerre, j'ai communiqué « votre façon de penser à M. le C^{te} de Floride « Blanche et je puis vous dire que la même « est absolument la même. »

voir, il voudrait en avoir davantage à leur service; » en raison de l'hésitation de l'Espagne, le monarque se retient encore de dire dans quelle proportion il veut donner ses secours; il parlera prochainement; qu'Osun, en attendant, insinue encore à M. de Floridablanca les considérations de nature à le toucher; qu'il mette ce ministre en garde contre « les raisons de finance, ennemies naturelles des raisons de politique », la force de celles-ci leur assure toujours la victoire; « il s'agit de la cause éventuelle de l'humanité, si nous parvenons à faire user les Anglais dans la guerre qu'ils ont si follement entreprise, nous assurons aux deux monarchies une longue paix; une dépense de quelques millions serait donc la plus judicieuse économie ». Il faut entendre parler lui-même l'organe du cabinet du roi, avec la chaleur, avec l'éloquence de ses sentiments, désormais rendus à toute leur liberté

A Font'Mour le 31 8^{me} 777

Le courrier que vous m'avez renvoyé M. ma remis les dépêches n° 117 et 118 que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer le 18 de ce mois. J'ai depuis reçu par la poste ordinaire les n° 113 et 116

Votre lettre du 9, en nous peignant la diversité d'avis qui regnoit dans le conseil d'Espagne touchant l'assistance pécuniaire à donner aux Américains nous avait préparé à la réponse que M. le C^{te} de Floride Blanche vient de nous faire passer par votre canal, mais nous n'en sommes pas moins dans le cas de déplorer que les circonstances présentes de l'Esp^e et ses embarras à la suite des dépenses forcées auxquelles elle a été tenue depuis 2 ans ne lui permettent pas de se décider affirmativement.

Nous sommes très sensibles à l'opinion que la cour d'Espagne veut bien avoir de la sagacité et des lumières du conseil du Roi, c'est un suffrage que nous chercherons à justifier, mais qui ne rend pas la tâche qu'elle nous impose moins pénible et moins difficile. Elle veut que nous fassions par le ressort de la simple persuasion ce qu'elle ne se dissimule pas elle-même qui ne pourroit être que fort incertain à l'aide des plus grands moyens. En effet si ceux que nous mettrions avec une sorte d'abondance dans la main des députés américains ne lui paroissent pas une caution suffisante de la persévérance et de

l'attachement de leurs compatriotes, comment se flatter que nous les rendrions plus susceptibles de nos vœux et de l'attachement qu'il seroit intéressant de leur inspirer lors que au lieu de secours effectifs nous ne leur donnerons que des espérances éloignées dont l'effet tardif équivaldra à un refus et que nous leur présenterons comme secours des armemens passifs à leur égard, quoique dispendieux pour les deux Couronnes. S'ils obligent l'Ang^{re} à une augmentation considérable de dépenses ils ne risquent pas le moindre de ses efforts contre l'Amérique.

Le memoir de l'Espagne convient d'une grande et importante vérité. Il établit qu'il est d'un intérêt majeur pour la France et pour l'Espagne que les Colonies demeurent indépendantes, ou au moins que leur guerre contre la métropole ne prolonge assez pour affaiblir et user les forces des deux athlètes.

Ce principe posé il ne s'agit plus que d'y rapporter les moyens. Nous pourrions nous abuser si nous pensions que cette vaste machine ne peut plus arrêter dans son mouvement. Si l'amour de la liberté a fait naître l'enthousiasme dont nous avons vu ce peuple enivré dans le principe, ses modérateurs et ses chefs ont eu besoin du beaucoup d'art et même d'artifice pour le soutenir et l'encourager. Un de leurs ressorts les plus effectifs a été de représenter la France et l'Espagne comme engagées au soutien de leur cause prêtes à se déclarer successeurs. Si cette assertion gratuite a fait illusion pendant un temps, elle ne peut plus se soutenir maintenant que notre immobilité la démentie et que la sorte de rigueur dont nous sommes obligés d'user pour reprimer l'abus que leurs corsaires faisoient de nos ports et de notre protection dont leurs faits juger que l'intérêt que nous paroissons prendre à leur cause est considérablement affaibli et en laisse encore quelque vestige. Rien n'est communément plus injuste que l'intérêt particulier lorsqu'il se voit froissé, et dans les démocraties c'est le cri de ce même intérêt qui détermine ordinairement la multitude. Si à ce premier signe d'abandon se joint le dénuement des choses les plus indispensables pour la défense, telles que le vêtement et l'armement des troupes comment ne pas appréhender que le découragement succède à l'enthousiasme et que les chefs subjugués par la force du besoin public ne soient entraînés dans les résolutions qu'ils redoutent et doivent le plus redouter. Je ne m'appesantirai pas M. sur ces considérations et leurs conséquences, elles ont été si souvent discutées et débattues que la répétition ne pourroit que

paroître comme. Ne nous dissimulons pas cependant que le mal être est le plus grand obstacle à l'union d'une nation comme d'une société, et que ce sera bien contre notre gré et notre intention servir la cause de l'Ang^e si nous abandonnons l'Amérique à la rigueur de ses besoins.

Je ne conclurai pas M. que nous devons les satisfaire tous, la charge seroit par trop pesante, et vous pouvez avoir remarqué dans mon expédition du 3 de ce mois que nous nous sommes fixés à ce qui nous a paru le plus indispensable. Le Roi désireroit que ses finances lui permissent de donner plus d'étendue à ses libéralités, mais les dépenses extraord^{es} et très considérables dans lesquelles le rétablissement prochain de sa marine l'engage prescrivent des bornes à sa munificence, nous ne nous reposons pas sur ce qui a déjà été fait, il reste encore beaucoup à faire pour porter notre marine au point où elle doit être, ce sera probablement l'occupation de l'année prochaine.

La M^{te} ne s'étant pas encore décidée d'après la réponse que vous nous avez communiquée, je ne manquerai pas de vous instruire M. de la résolution du Roi aussitôt qu'il en aura pris une, mais comme il n'est ni dans ses principes ni dans ses vûes de livrer les Américains au découragement, j'estime qu'il sera à propos que vous continuiez à insister auprès de M. le C^{te} de Floride Blanche par voie d'insinuation mais sans lui donner copie de cette lettre, sur la convenance dont il est p^r l'Esp^e bien plus encore que pour la France d'aider autant qu'il sera possible à prévenir les partis fâcheux auxquels cette nation décourage pourroit se porter si elle se croioit abandonnée, faites lui considérer que l'hiver est la seule saison favorable pour lui porter avec moins de risque les secours les plus urgents dont elle peut avoir besoin, qu'il seroit dangereux de se reposer uniquement sur les secours que le commerce peut lui donner, les efforts que celui-ci fait n'ont pour motif et pour but que son profit particulier, toujours trop extrême pour tenir lieu d'un secours gratuit. Il est encore bon d'observer que le Congrès est d'autant moins à portée de profiter de cette ressource que ne faisant aller la machine qu'à l'aide du papier monnoye déjà trop dévalué, il n'a point en main les matières des échanges pour aider des secours du commerce. Représentez enfin à M. le C^{te} de Floride Blanche que partout la France est le contradicteur naturel de la politique, mais que la force des raisons victorieuses de celle-ci lui assure communément le triomphe. Ajoutez que je le prie de ne pas se laisser refroidir par les obstacles. C'est la

1777 cause éventuelle de l'humanité que nous plaçons, si nous réussissons à faire user les Anglois dans la poursuite de la guerre qu'ils ont si follement entreprise nous assurons aux deux monarchies une longue et glorieuse paix. Ce serait bien le cas où une dépense de quelques millions serait la plus sage et la plus judicieuse des économies.

Vous voudrez bien au reste assurer M. le C^{te} de Floride Blanche que nous sommes parfaitement d'accord avec lui sur les mesures de circonspection et de prudence qu'il nous recommande, que quoique nous faisons avec les Américains nous veillerons à ce qu'ils ne puissent en abuser et nous compromettre, et que nos dons si nous leurs en faisons seront à terme avec la condition de les discontinuer du moment où il y aura lieu à une négociation pour la paix.

Espagne, L. 586, n^o 160

Quelles idées, quels mobiles portaient la cour d'Espagne à cette retenue tenace? on le discerne imparfaitement. Charles III, qui s'était si vite montré prêt à se battre pour l'honneur de la maison de Bourbon, avait-il peur d'engager son royaume, le jugeant trop faible à cette heure? M. de Floridablanca voulait-il se créer avec l'Amérique une politique à lui, ou se suivre qu'une politique dont les visées seraient assurées d'avance? Tout au moins ne tenait-il pas à paraître trouver que la direction partait trop de la France, que les informations, les plans venaient toujours de Versailles, ne laissant pas d'initiative au cabinet de Madrid et entravant sa liberté? Les autres ministres se guidaient sans doute sur ce qu'ils voyaient ou supposaient et se rabattaient sur l'intérêt de la paix, les finances de l'État, toutes les raisons banales qui sont le domaine des politiques secondaires. En tout cas, lorsque le premier ministre acceptait que chacune des deux cours envoyât quelqu'un aux colonies anglaises, il avait déjà pris les devants; il y avait expédié un commissaire « pour donner des nouvelles vraies de ce qui s'y passerait, écrit Ossun, des notions sur les vues et les dispositions du Congrès et des habitants ». M. de Floridablanca ne méconnaissait donc point qu'il y eût quelque

chose à entreprendre. Le 20 octobre, il annonçait à Ossun que cet émissaire était déjà en Amérique¹. Mais, en attendant, il cherchait dans des incidents de mer fortuits des motifs de résister. Une émotion éprouvée par le roi en aurait présenté un tout naturel; or cette émotion s'était produite. Les corsaires américains avaient capturé des navires espagnols. Ils en avaient pris aussi d'autres nations, des français même. Nous ne tirions pas grief de ces détails, qui échappaient forcément à la prévoyance. Mais à Madrid c'est tout de suite une grosse affaire. Le comte d'Aranda s'en plaint, Charles III fait suspendre le paiement aux Américains d'une des sommes an érieurement promises, M. de Floridablanca y puise une raison majeure de ne pas céder à Ossun quand l'ambassadeur s'efforce de le persuader que l'Espagne doit donner dans la même proportion que la France. Autour de Louis XVI et de sa part, toutefois, le parti était pris de ne plus contredire l'Espagne. M. de Vergennes informe Ossun, le 7 novembre, du montant des secours que le monarque a décidé de fournir au Congrès; il le lui annonce en partant comme il suit de l'envoi de l'émissaire espagnol aux Colonies.

L'Espagne pouvant compter sur la personne qu'elle a fait passer dans les colonies anglaises ses informations et ses rapports ne pourront être que très intéressans. J'espère qu'elle voudra bien nous faire part de ce qu'elle recevra de cette partie, nous serons nous même attentifs à l'informer de tout ce que nous en apprendrons. Nous n'y avons euient personne, parce que rien n'est plus difficile que de trouver des gens véritablement propres à cette commission.

L'ambassadeur mande effectivement ce jour-là au secrétaire d'Etat : « Le ministre M. de Maillé a dit qu'il doit y avoir à présent un émissaire de son côté dans les colonies anglaises par des personnes espagnoles en Amérique nomme Edouard que c'est un vaillant qui avait été autrefois dans ces mêmes colonies pour raison de commerce. » « Il connaissait toutes les gens des qu'on pouvait députer pour remplir avec prudence et

« dextérité la commission dont il était chargé » et qu'il y avait apparence que d'un à deux ou trois mois il donnerait des nouvelles vraies de ce qui se passeroit là-bas et des notions sur les vûes et les dispositions du Congrès et des habitans de ces colonies. Le nom d'Edouard m'a d'abord fait juger que cet émissaire était ou moins Irlandais mais M. de Floridablanca m'a dit qu'il était Espagnol. » *Extrait, t. 586 n° 35.*

177 Nous ne manquons pas de gens sçés, mais la plupart visent à l'importance, et ne sont pas doués de toute la discrétion qu'une pareille mission exige. Nous avons enfin trouvé un homme que je crois propre à la chose et que nous ne tarderons pas à expédier par la voie de St Domingue.

Je me suis réservé M. de Florida Blanca pour la résolution que le roi prendra en conséquence de la demande de secours de la part des Américains. Sa M^{te} s'est déterminée à leurs faire payer dans le courant de l'année prochaine une somme de 3 millions de nos livres en quatre termes égaux. Je ne répéterai pas ici les conditions attachées à cette libéralité, elles se trouvent déjà énoncées dans la correspondance respective.

A Fontainebleau le 7 9^{bre} 1777.

Espagne, t. 587, n° 7

Cependant, le sens politique de M. de Florida Blanca lui faisait reconnaître en lui-même l'obligation pour l'Espagne d'agir comme la France. Le 12 novembre, il en était déjà venu à l'opinion qu'en effet il convenait de prêter assistance aux Américains; seulement, il ne voulait donner « que peu, en nourrissant leurs espérances »¹. Trois jours après, il était de sembler plus décidé; il avouait qu'il fallait donner par sommes successives et disait à Ossun qu'il insisterait en conséquence auprès du roi, à la condition, il est vrai, que « le ministre des finances n'y mettrait pas des obstacles insurmontables »². C'était en recevant l'ambassadeur presque pour la dernière fois que le premier ministre lui tenait ce langage. Le comte de Montmorin y assistait; arrivé à Madrid au milieu de septembre³, il participait depuis lors aux entretiens; le marquis d'Ossun avait, à cet égard, soigneusement répondu aux désirs de Versailles⁴. Le 10 novembre, celui-ci avait remis

¹ Espagne, t. 587 n° 27

² Rapport d'Ossun, du 17 novembre. (Ibid., n° 32.)

³ M. de Vergennes écrivait à Ossun le 12 septembre : « M. le C^{te} de Montmorin m'a écrit de Bordeaux le 6 du ce mois. Il devait en partir le 8 pour Bayonne et St Sébastien ou je compte qu'il sera avec sa lettre. Je vous prie de le

faire mes complimens et de vouloir bien agréer les assurances de sincère et amical attachement avec lequel j'ai l'h^r d'être etc. » (Ibid., t. 586 n° 48.)

⁴ L'ambassadeur était pleinement en droit d'écrire à cet égard le 18 octobre au ministre : « J'ai communiqué Monseigneur, toute votre expédition à M. le comte de Montmorin : il s'est

son service¹, et pris la route de France le 25. Ce n'avait pas été sans une vive impression chez Charles III. Le roi, écrit M. de Montmorin, « était touché par la pensée qu'il disait un adieu éternel à ce représentant de la cour de France, devenu pour lui un ami grâce à la longue durée de son séjour² ».

La politique ne pouvait regretter Ossun. Ses facultés, à toute époque ordinaires, étaient très affaiblies maintenant par l'âge et la surdité³. Dans les négociations dont l'Amérique faisait le fond depuis deux années, son insuffisance s'était montrée de bonne heure, la clarté d'exposition que son secrétariat savait donner souvent à sa correspondance n'en dissimulant pas le vide⁴. A la fin, elle n'était plus que reproduction ou paraphrase. Le marquis d'Ossun n'avait pas moins conduit cette grande affaire de l'Amérique jusqu'au bout de sa première phase; elle entrait dans une phase différente au moment où il partait. Il ne s'en allait pas, non plus, sans avoir à peu près achevé les deux autres négociations considérées par son gouvernement comme

« à une conversation avec M. de Floride
« Blanche et depuis qu'il est tel, j'en use de
« même pour les affaires dont je suis chargé
« Je travaille à le mettre au fait de la cour du
« caractère des personnes en place, et de ce qui
« peut concourir au bien du service du Sa Ma-
« jesté avec la même saine et la même sincérité
« que si il était mon frère ou mon fils. Au reste
« les bons procédés entre nous sont égaux et
« j'espère que nous nous séparerons avec une
« estime réciproque.

« Permettez, Monsieur, que je vous renou-
« velle l'assurance que vous pouvez me me con-
« senter une lettre promptement en état de
« quitter cette cour » (*Espagne*, t. 588, n° 132.)

¹ Rapport d'Ossun, du 13 novembre 1777
Ibid., t. 587, n° 23.

² M. de Montmorin mande à cet égard le 27
« M. le marquis d'Ossun est parti mardi 25. Il
« m'a dit ses regrets et les soins que lui ont
« coûtés l'honnêteté de son cœur et dix huit ans

« de séjour; sa séparation d'avec le roi d'Es-
« pagne a été touchante, ce prince n'a pu, sans
« émotion, dire un adieu vraisemblablement
« éternel, à un ami de 25 ans — ce sont ses
« termes. » *Ibid.*, t. 587, n° 6.

³ Le représentant du roi de Prusse à Paris
écrivait à son souverain « au sujet du rempla-
cement de l'ambassadeur : « Dans quelques mois
« d'ici le C^{te} d'Ossun demandera son rappel et
« entrera au conseil pour que cela n'ait pas l'air
« d'une disgrâce. Cet homme est absolument
« une non-valeur — borné de tout temps, une sur-
« dité depuis quelques années le rend presque
« inhabile. » (Paris 24 août 1777. Circulaire
n° 3495.)

⁴ Il avait pour secrétaire un M. d'Olabar-
zuego Gascon connu lui en Espagne qui fut
désigné pour le consulat de Santander mais son
ambassade était bien montée en comms qu'il
avait été fort utile. M. Bourgong, notam-
ment, qui fut secrétaire du comte de Montmorin.

des accessoires nécessaires : la fixation des rapports de l'Espagne avec Alger et le rétablissement de liens bienveillants de la part du Portugal vis-à-vis de la France. Au sujet d'Alger, le gouvernement de Charles III avait tourné court, après la retraite de M. de Grimaldi. Dès la fin de mai, M. de Vergennes apprenait du comte d'Aranda que « S. M. Catholique, sensible à la bonne volonté de la France, préférant l'état de guerre à celui de paix avec les Barbaresques ». Le ministre avait alors recommandé le silence à son ambassadeur, ne pensant plus à « désirer pour la cour de Madrid autre chose que ce qu'elle voulait elle-même¹ ». Bientôt on s'était expliqué à cet égard des deux parts. Dans une lettre particulière, le 23 août, avec un peu de véhémence, il en convient, et non sans des récriminations semblant accuser la France d'avoir introduit dans la Méditerranée des marines rivales au détriment de son pays, M. de Floridablanca exposait longuement au ministre français que l'intérêt de l'Espagne était de réduire les régences barbaresques à demander la paix à force de croisières contre leur contrebande de guerre, non de la rechercher auprès d'elles; que ces régences restaient le lieu où l'Angleterre jetait des armes, des munitions, des provisions navales, même des soldats destinés à servir contre la monarchie, qu'en vue de l'avantage commun, afin de favoriser la marine espagnole et de la rendre libre pour combattre avec la marine française, il n'y avait qu'à bien déterminer ce qui serait ou non regardé comme contrebande de guerre sous le pavillon français². A quoi M. de Vergennes répondait, directement aussi,

¹ Dépêche du ministre, du 22 juin 1777 *Espagne*, t. 582 n° 140 et rapport d'Orsini du 15. *Ibid.*, n° 113.

² *Espagne* t. 585 n° 129, traduction de la main de M. de Vergennes. Le ministre avait souligné les dernières lignes. On y lit ce qui suit : « Les pirates du ces régences et spécialement des Algériens ne sont toujours armés pour nos guerres avec l'Ang^e, ces barbares n'ont que à l'abri des escadres anglaises

« et à la plus grande difficulté que nos bâtiments aient de croquer, de la suite d'un « considérable de nos forces et de nos dépenses « devant détruire une grande partie de ces ci « aux bâtiments légers propres à la course de « manière que si en tout de paix nous entre- « tenons trois escadres de chaloupes, deux de ga- « liotes et quelques frégates contre ces pirates « nous devons augmenter cette dépense dans « un cas de rupture avec les Anglais.

le 24 septembre, que « les ordres donnés aux commandants espagnols en croisière suffisaient au roi; que, loin de jalouser l'Espagne dans la Méditerranée, celui-ci s'était offert de contribuer à faire cesser les déprédations dont cette nation souffrait de la part des Barbaresques et nous comme elle; qu'à défaut des sentiments respectifs des deux monarques notre système politique nous en eût fait un précepte; que quelque étendues que fussent ses côtes, la France ne pouvait prétendre à jouir exclusivement de la mer, mais si fait à resserrer la jouissance que voulait s'en arroger l'Angleterre, et que l'un des moyens était de borner la navigation de cette puissance dans la Méditerranée; que cela nous avait conduits à ne jamais user de notre influence sur les régence barbaresques pour contrarier les traités passés entre celles-ci et des puissances secondaires avec lesquelles nous avions peu de rapports; à plus forte raison ne devions-nous pas penser à agir différemment pour l'Espagne; le Roi Catholique voulait s'en fier à ses seules mesures pour amener Alger à lui demander la paix, nous ne pouvions que lui souhaiter de réussir. Avec la fermeté la plus courtoise, M. de Vergennes opposait ainsi qu'il suit la droiture d'intention du gouvernement français aux allusions indirectes que le comte de Floridablanca avait paru rechercher :

Nous avons proposé le moyen que nous jugeons le plus propre à faire cesser les incommodes sans cesse renaissantes de la part d'Alger, le Roi votre maître en a jugé d'après son droit, S. M. C^{te} ne veut en rapporter qu'à ses seules mesures du soin d'amener cette régence à lui demander la paix, nous ne pouvons faire que des vœux pour le succès de son généreux dessein. Si nous avons demandé des explications ce n'est pas dans la vue de le contrarier, et de favoriser un commerce que V. Ex^{te} qualifie de misérable que je nommerois odieux s'il existoit. Mais indépendamment que le transport des munitions de

« On peut dire que ces forces considérables
« sont perdues quand il s'agit de les employer
« contre l'Angleterre et la France ne peut voir avec
« quelque chose de plaisir un homme qui ne peut pas la

« misérable et fautive politique de quelques personnes
« se préoccuper de la paix qu'ils peuvent entretenir l'un avec l'autre
« de commerce français dans la mer de ces
« et trop dans la Méditerranée »

1777 guerre de France en Barbarie est rigoureusement défendu et surveillé, nos ports de la Méditerranée ne sont pas suffisamment fournis en munitions navales pour qu'elles soient un objet de spéculation p^r nos négocians; ce n'est pas la aussi ce qui excite nos craintes, mais il arrive souvent que les Turcs voulant envoyer aux régences différentes munitions forcent nos bâtimens marchands sans que la réclamation de l'ambassadeur et des consuls puisse l'empêcher. C'est une vérité de fait dont je puis déposer parce que j'en ai fait plus d'une fois l'expérience.

V. Ex^{te} voit par les déprédations des Algériens qu'il n'est pas sans inconvénient de se compromettre avec eux. Ces gens là n'ont rien à perdre et tout à gagner dans une guerre que nous aurions avec eux. Notre commerce et notre navigation en Levant leurs procureroient des prises faciles et nombreuses qui compenseroient et bien au delà la perte de quelques corsaires qu'on pourroit leurs enlever. Si nos pertes pouvoient tourner à l'avantage de l'Esp^{ne} nous serions dans le cas de les moins regretter, mais le jour que nous nous brouillerons avec Alger les Anglois toujours attentifs à profiter de nos fautes s'empareront du privilège de la comp^{te} d'Afrique qu'ils travaillent depuis longtems à nous enlever, maîtres de cette importante plus que riche branche de commerce ils auront un alim^{en}t de navigation qui leurs donnera l'avantage et la supériorité dans la Méditerranée qu'il est d'un intérêt commun de ne pas leurs laisser prendre.

Je n'entre dans cette discussion, M^{onsieur} que pour ne vous laisser rien à des v^{ous} touchant les motifs qui nous obligent à des ménagemens envers Alger; choses qu'ils sont souvent p^{eu}ssibles mais s'ils exigent quelques sacrifices de notre part ce ne seront jamais de ceux qui pourroient porter le plus léger préjudice à l'Espagne. Nous tiendrons soigneusement la main à ce que nos négocians et nos marins ne se permettent aucun abus dont il y auroit lieu de se plaindre et si cela arrivoit ils seroient severement punis, mais je prie V. Ex^{te} de faire recommander aux commisaires espagnols d'exécuter les ordres de S. M. C^{te} avec le même esprit de justice et d'impartialité qui les a dictés.

24 7^{me} 1777

Espagne, t. 586 n^o 80

Les choses devoient en rester là relativement aux régences et à Alger, à part quelques tiraillemens dans l'exécution. Du côté du

Portugal, elles avaient eu un meilleur résultat. M. de Vergennes s'y était d'ailleurs attentivement employé. Sans cesse en éveil sur l'intérêt de l'Angleterre à empêcher l'accord entre Lisbonne et Madrid, sur les intrigues qu'elle menait dans cette vue, il les dévoilait et les raisonnait minutieusement avec l'ambassadeur pour le guider dans ses entretiens. Le 22 août, les deux cours n'avaient plus qu'à s'entendre sur des objets secondaires. Mieux inspiré à cet égard que dans la question de l'Amérique, et malgré l'obligation où il était de ne procéder que peu à peu, à cause des défiances suscitées par l'Angleterre dans le sein même du cabinet portugais¹, M. de Floridablanca s'était montré sans cesse favorable aux désirs de la France. M. de Vergennes exprime bien le regret que les convenances des deux parties les eussent empêchées de nous demander d'intervenir dans leur accord, mais il s'en fait, non à tort, à l'amitié de Charles III et à l'intérêt du Portugal pour nous voir rendre par ce pays les facilités de commerce que nous y avions perdues². Aussi complimentait-il en toute sincérité le ministre espagnol, lors des premières signatures de la paix³, et, chargeant Ossun d'en féliciter officiellement le roi, il reconnaissant très sincèrement la nécessité de ne point « brusquer les avantages que nous pouvions nous promettre de l'intelligence heureusement établie entre les deux cours⁴ ». Bientôt un des ministres portugais confiait au marquis de Bosset, notre ambassadeur, que sa cour ferait

Dépêches à Ossun des 1 et 15 août notamment (*Esperant*, t. 585 n° 85 et 86). Dans une dépêche du 8 août (*Ibid.*, n° 95) sur d'autres sujets il s'exprime de manière accessoirement à l'ambassadeur : « Je n'ai pu occuper « du redressement des art^s de la convention « de 1774 qui ont besoin d'explication et de « réforme et j'y travaillerai avec d'autant plus « de plaisir que c'est avec bien du regret que « j'ai dû signer une convention qui m'a tou- « jours paru très nuisible à la liberté du com- « merce. Ce sera le cas de convenir de la valeur « qui m'est *Esperant*. »

¹ Il l'explique lui-même au début de son plé-
péril sur Alger et le nous nous y avons tout «
l'heure.

² Dépêche du 24 août *Ibid.* n° 160.

³ Lettre particulière du 25 septembre au
comte de Floridablanca : « Ce succès sera «
« jamais un monument glorieux de la magni-
« mité du Roi v. maître et de votre sagesse
« de votre prévoyance délicate et de votre habi-
« leté. » *Ibid.*, t. 586 n° 80.

⁴ Dépêches à Ossun des 19 et 26 septembre
Ibid., n° 67 et 83. « La cour de Lisbonne
« arriva ici dans cette dernière « regarda trop

1777 avec celles de Versailles et de Madrid un traité tout aussi vite qu'elle venait de conclure la paix, si celles-ci ne demandaient rien de contraire aux engagements politiques et commerciaux de son pays avec la Grande-Bretagne. L'insinuation semblait réaliser nos espérances, le gouvernement de Louis XVI se retient néanmoins. Son représentant à Lisbonne entretiendra les bonnes dispositions qui lui ont été montrées, mais ne donnera pas ouverture à une négociation; le roi ne veut rien entamer à cet égard que de concert avec son oncle. Déjà le ministre avait développé à Ossun toutes les considérations que la proposition suggérait, à la veille de partir, le vieil ambassadeur, accompagné du comte de Montmorin, avait pu les présenter à M. de Floridablanca et, ainsi, former le premier anneau du lien qui devait bientôt rattacher les trois cours. Il en informait le 31 octobre le ministre, qui, dans une de ses premières dépêches au comte de Montmorin, approuvait avec empressement ce qui s'était dit¹.

Au moment où tous les différends des deux cours de Madrid et de Lisbonne furent enfin réglés², la reine de Portugal vint voir son frère. L'ambassadeur d'Angleterre prétendit avoir le pas sur celui de la France, lors de l'audience de cette souveraine; mais l'amitié que Charles III portait au marquis d'Ossun lui évita de subir une compétition qui aurait paru l'amoindrir; le monarque le présenta à l'heure même de l'arrivée de la reine à la cour honorant une dernière fois

« longtemps l'Ang^e comme un egide dont elle ne pouvoit pas se passer pour espérer qu'elle réussit et puisse s'en separer. Je lui faire entrevoir ce seroit l'effaroucher. Mais lorsqu'elle s'expliquera sur sa position elle sentira que fortifiée de l'alliance du l'Esp^e et de l'amitié de la France, loin d'avoir à craindre un ressentiment de l'Ang^e elle en éprouvera au contraire plus de ménagement et d'égards. D'ailleurs il ne doit jamais être question de separer entièrement le Portugal de l'Ang^e et d'exclure celle-ci du commerce du ce royaume, ce que nous demandons est qu'il ne soit pas exclusif et

« l'intérêt du Portugal bien entendu est de nous l'accorder ».

¹ Nous reproduisons ces pièces à l'annexe III du présent chapitre. Elles complètent celles qui ont été transcrites en partie sur ce sujet dans le cours du chapitre précédent, p. 535 et suiv.

² C'est fini avant le 7 septembre. A cette date M. de Vergennes écrit de Fontainebleau à Ossun que le secrétaire de l'ambassade d'Espagne vient de lui communiquer le traité qui terminait tout, le traité relatif aux limites respectives des deux cours dans l'Amérique méridionale. (*Espagne*, t. 587 n° 18.)

par cette attention particulière les longs services du représentant de la France¹. M. de Vergennes mandait le 7 à ce dernier : « Les affaires entre l'Espagne et le Portugal ayant abouti à une heureuse conclusion, M. le comte de Florideblanche ne penserait-il pas qu'il est temps de travailler à rendre l'intelligence et le concert communs aux trois puissances ? » Ce fut, en effet, ce qui eut lieu. Le marquis d'Ossun terminait donc sa carrière à Madrid avec l'honneur d'avoir conduit heureusement, jusqu'au seuil de sa phase essentielle, cette négociation que le gouvernement de son souverain tenait pour un des fondements de sa politique.

La susceptibilité du roi d'Espagne au sujet des dommages causés par les corsaires américains eût été un grave obstacle aux demandes de Franklin et de ses collègues. M. de Vergennes avait immédiatement pressé la légation d'apaiser par des supplices et des réparations une irritation qui eût entravé ses efforts. Il avait obtenu d'elle les démarches nécessaires². Mais il ne s'occupera plus, désormais, de

Félicitant l'ambassadeur de cet « expé-
dié » du roi le 10 novembre M. de Ver-
gennes ajoute : « Je vous avoue que ce n'est ja-
mais sans surprise que j'enlens parler d'une
protestation qui est en soi sans nul doute
et je me flatte que les Anglais se contente-
ront de enoncer vaguement sans jamais en
prendre de la réaliser ».

¹ La lettre d'excuses des communiens porte
la date du 17 novembre, elle est signée d'eux
trois. *Arch. Univ.*, t. 2, n° 142. Tous les états
maritimes se plaignant alors des corsaires
américains la légation le monde au monde le
30 novembre en grand détail. Le roi de Prusse
jointra bientôt ses récriminations à celles de
la Hollande et de l'Espagne. La légation insiste
pour que le Congrès répare dans toute la me-
sure légitime les dommages causés ; elle recon-
naît que « l'affaire espagnole a eu de très mau-
vais effets » elle a fait tout ce qui étoit en son
pouvoir pour prévenir de tels accidents à l'ave-
nir etc. Paris 30 novembre 17, *Diplom.*

corresp., t. 1 p. 343, M. de Vergennes, le 7 no-
vembre avait écrit la-dessus à Ossun : « Autant
les députés américains se montrent reconnoi-
sants de ce nouveau témoignage de la bonté
du Roi autant sont ils consternés de la voir que
je leurs ai donné qu'ils ont encouru l'indi-
gnation de Sa M^{te} C^{te}. Vous savez sans doute
entendu parler de la prise qu'a fait un de leurs
corsaires du navire français Le Fortin qui
alloit de Londres à Cadix qu'il a envoyé en
Amérique. La plus grande partie de sa car-
gaison étoit pour le compte des marchands
espagnols. Le Roi C^{te} semble à leurs justes
plaintes vouloir non seulement la répar-
tion de cette offense ce qui est très en règle
mais même vouloir suspendre ses hostilités
jusqu'à ce que la satisfaction soit donnée. C'est
du moins ce que j'infère d'une lettre de M. le
C^{te} de Floride Blanche du 23 6^{me} à M. le
C^{te} d'Arenas qui m'a été communiqué.

« Si les députés américains défèrent au con-
seil que je leurs ai fait donner ils ne tarderont

1777 réitérer au successeur d'Ossun les raisonnements de ses dépêches précédentes. Le 3 décembre, il accuse réception des derniers rapports de l'ambassade et, changeant le terrain, il explique à Montmorin qu'il « appartient à l'Espagne de proposer les vues, à l'avenir, puisqu'elle nous a avertis des considérations qui la dominent ». Seulement, il ne renonce pas à signaler au cabinet de Charles III les circonstances propres à frapper son esprit. Il s'empresse d'emprunter aux débats de l'adresse dans le Parlement anglais l'occasion de marquer, plus vivement qu'il ne l'avait fait encore, la pensée qu'à le gouvernement du roi d'être réellement menacé par l'Angleterre, et sa résolution définitivement prise d'affronter ces menaces, contre lesquelles l'opinion en France, écrit-il, est « unanime »; il ajoute qu'elles indignent les plus calmes; les représentants étrangers ne peuvent s'étonner assez qu'on les émette; c'est un oracle fatal, ayons-le bien gravé devant nos yeux et préparons-nous. Il prescrit à l'ambassadeur de présenter au comte de Floridablanca le tableau qu'il vient de peindre, afin de démêler, à l'impression de ce ministre, ce qu'au fond, le cas échéant, il serait porté à concier :

A Versailles le 3^e 1777

J'ai reçu M. les cinq lettres de M. le M^e d'Ossun n^o 126 à 130. des 13 et 17 du mois dernier. Je vais parcourir les articles qui peuvent demander explication de notre part.

Nous voyons avec satisfaction que M. le C^e de Floride Blanche revient à

« pas à faire toutes les submissions convenables
« p^r fléchir le ressentiment du Roi C^{te} » et ils ne
« perdront pas un seul instant à prendre les
« mesures les plus sûres pour faire réparer le
« préjudice causé aux sujets espagnols. Ils ont
« un si grand intérêt à ne pas mécontenter les
« deux Couronnes et à ne pas se priver de leur
« protection qu'on peut croire que leur zèle ne
« sera ni équivoque ni infructueux : mais comme
« les effets ne peuvent être ni immédiats ni
« même bien prochains il serait bien à désirer

« que le ministère d'Esp^e considérant que ce
« qui est arrivé est la suite d'un simple parti-
« culier, n'en rendit pas responsable la gé-
« néralité de la nation et ne lui retranchât pas des
« a présent des secours dont le besoin est un
« niment. C'est ce que je vous prie M. de vou-
« loir bien représenter avec votre sagesse oc-
« cidante à M. le C^e de Floride Blanche. Vous
« sentirez de vous même que c'est matière à
« conversation et non occasion d'office. » *Es-
paga*, t. 587 n^o 17

notre façon de penser sur la nécessité des secours pécuniaires à donner aux Américains et que la somme de 3 millions de livres à laquelle nous nous sommes fixés ne lui parait pas exorbitante. Sa conviction bien établie nous nous confions dans la force de son raisonnement pour triompher des obstacles que la parcimonie financière peut lui opposer, et pour fléchir le ressentiment que le Roi C^{te} peut encore conserver de l'acte de piraterie qu'un corsaire américain a commis au préjudice des marchands espagnols. Les soumissions que les députés américains doivent avoir faites et les assurances qu'ils ont données de faire réparer ce grief en auront j'espère étouffé le sentiment et ranimé les heureuses dispositions de Sa M^{te} C^{te} p^r protéger la cause américaine.

Si nous pouvons reconnaître un seul instant M. l'intérêt que nous avons à soulever et à prolonger les troubles de l'Amérique, les Anglois nous en aviseront eux mêmes. Si le courrier de l'Europe qui s'imprime en français à Londres est venu à Madrid, faites vous représenter la feuille n^o 54. du 21 au 25. nov^{bre}. Vous y trouverez M. le commencement des débats que la harangue du roi d'Ang^{te} a excités. Je ne m'arrêterai pas au discours du Lord Chatham quoique très remarquable, mais le plus digne de toute notre attention est celui du Lord Sandwich. Ce Lord membre du conseil veut bien donner quelques légers éloges à nos intentions, il convient même assez franchement que dans l'état présent des choses ce serait folie de proposer la guerre contre la maison de Bourbon mais bientôt se levant à toute l'arrogance anglaise il ajoute. *Le tems viendra peut être ou l'on pourra obtenir de la France et de l'Esp^{gne} une réparation complète des insultes que nous pourrions avoir reçues.*

Voilà donc le salaire de nos complaisances et de nos bons procédés! On nous épargne dans ce moment parce qu'on ne peut pas faire mieux, mais le tems viendra où l'indignation prendra la place de la dissimulation et pour tout dire on en se vengera de notre témérité d'avoir osé réédifier notre marine.

Si le fatal oracle échappé au Lord Sandwich qui nous explique à l'en les dispositions secrètes du conseil Br^{te} ne nous sert pas d'avis et de conseil je ne vois plus rien qui puisse nous éclairer. Je remarque avec plaisir M. que les gens les plus phlegmatiques ici en sont profondément blessés et vivement indignés, il n'est pas jusqu'aux ministres étrangers qui ne puissent en cacher leur étonnement. Il seroit bien intéressant de savoir quelle en sera la conséquence à la cour d'Esp^{gne}. Gravons ce fatal oracle en caractères ineffaçables non

177 pour précipiter nos résolutions mais pour nous tenir en état d'en prendre une lorsque nos circonstances respectives nous y inviteront. Tachons de n'être ni prévendus ni surpris, cela pourra nous arriver cependant si nous attendons que les différends de l'Amérique soient amouïs ou conciliés de quelque manière que ce puisse être. Ce sera pour lors que nos regrets seront sans vains que tardifs.

Vos M^{rs} a présenter ce tableau à M. le C^m de Floride Blanche avec dextérité et suivies sans affectation l'impression qu'il peut lui faire. Il s'agit nous de lui proposer un parti et de l'y déterminer que de débattre le but vers lequel il serait disposé à se porter de lui-même. Nous ne sommes plus dans le cas de rien proposer à l'Esp^e, nous sommes enchaînés par les considérations qu'elle nous a confiées, c'est désormais d'elle que nous devons attendre le mouvement plus tôt que de vouloir lui donner, mais il serait desirable de pénétrer à l'avance ce qu'elle peut se proposer de faire lorsqu'elle sera libre des entraves qui ont forcé sa circospection. Ne nous confions pas si absolument M. sur le langage pacifique du roi d'Ang^{te} que nous ne soyons prêts à tout événement. Le style entortillé de sa harangue peut très bien être qu'un leurre pour nous endormir et pour se ménager la facilité de nous surprendre. Si on dissèque son discours on trouve qu'il peut très bien ne pas dire ce qui paraît dire et l'on se fortifie dans ce soupçon en admettant comme commentaire le discours du Lord Sandwich. Ce qui ne l'affaiblit pas est la disposition des croisières des Anglois. Nous avons avis de huit vaisseaux dans le golfe de Biscaye. S'ils y sont dans l'intention de saisir ceux de nos bâtimens qu'ils jugeront destinés pour l'Amérique septentrionale quoique expédiés pour nos îles, ils doivent sentir que nous ne pouvons consentir à l'exercice d'un pouvoir aussi injurieux. Nous ne prétendons pas soutenir que le commerce avec les colonies angloises doit être libre, mais nous ne conviendrons jamais que parce qu'il est prohibé on puisse à toute sorte de distance et même dans nos parages d'Europe arrêter et saisir des bâtimens parce qu'ils auront à bord des marchandises qui peuvent être propres à ce commerce prohibé. Si les Anglois veulent introduire ce nouveau genre de vexation, il faut en conclure qu'ils veulent forcer la guerre, c'est ce dont nous ne tarderons probablement pas à être éclaircis.

Espagne 1 587 71

ANNEXES DU CHAPITRE IX.

I

SUR LA DÉMARCHÉ FAITE PAR L'ANGLAIS FORTH.

I. EXTRAIT D'UNE LETTRE DE M. LE COMTE DE FLORIDE BLANCHE,
COMMUNIQUÉ PAR M. LE COMTE D'ARANDA. 7^{bre} 1777.

M. le C^e de Floride Blanche repondant par sa lettre n^o 2. au compte que l'ambassadeur (C^e d'Aranda lui avoit rendu le 26 août des propositions de M. Forth et des precautions que la cour de Paris songeoit a prendre escrit de St Ildefonse en datte du 11 7^{bre} 1777

Ayant examiné tous les antecedens, j'en ai instruit immédiatement le Roi. Sa M^{te} les a entendûs avec la plus grande attention et y a fait les reflexions les plus convenables. Sa M^{te} juge que quelques demonstrations que fassent les ministres anglais ils ne peuvent vouloir sincerement une nouvelle guerre dans les circonstances critiques ou ils se trouvent. Jusqua present ils n'ont pas soumis leurs colons et nous ne voions pas ceux ci asses abatus ou en asses mauvais etat pour devoir souscrire a tout prix a une reconciliation. Si l'Ang^e rompoit donc ouvertement avec deux puissances aussi respectable que la France et l'Esp^e ce seroit augmenter notablement ses risques sans des esperances bien fondees d'un bon dedomagement.

En faisant attention a cette consideration tres essentielle et a la maniere etrange avec laquelle la cour de Londres a fait ses insinuations. S. M. juge qu'elle peut avoir eu deux fins la premiere de se faire un titre de cette demarche moitié amicale et moitié menacante pour la citer comme une espee de declaration quand elle trouvera indispensable pour derniere ressource de commencer les hostilités et la 2^{me} de couvrir en tout tems le ministere vis a vis la nation en presentant la d^e notification

Le préambule est de la main de M. de Vergennes

comme un témoignage de la vigueur avec laquelle il a toujours agi avec les puissances de la maison de Bourbon.

Mais quelque soit le véritable dessein de la cour d'Angleterre, la prudence et la propre sûreté exigent que de notre part nous mettions les choses au pire et que nous prenions en conséquence nos mesures. Ainsi Sa M^{te} a trouvé très en place les ordres donnés en France pour la rentrée des vaisseaux de guerre qui croisent, pour le retour des matelots du Terre-Neuve, pour l'embarquement effectif des bataillons destinés p^r les îles pour le remplacement d'un bon corps de troupes le long des côtes qui font face à l'Angleterre et finalement pour prendre les autres préparatifs dans tous les départements.

Quoique nous n'ayons pas observé la plus petite nouveauté de la part de l'ambassadeur d'Angleterre et que nous ne puissions soupçonner qu'il ait ordre de son gouvernement de faire ici une démarche semblable à celle de l'ambassadeur secret en France, le Roi notre maître juge très correspondant à l'intimité intime qui l'unit avec le Roi son oncle d'adapter ses dispositions à celles de la cour de France en ce qui peut nous venir aux intérêts de toutes deux. Dans cette vue on armera quelques vaisseaux de ligne de plus on renverra à l'école de Cadix ceux qui croisent on fera approcher des troupes de nos départements et l'on pressera l'envoi des mutations qui manquent dans quelques parages de l'Amérique mais cessera de s'occuper d'autres objets particuliers afin que les forces de cette monarchie se trouvent prêtes à tout événement.

J'ai dit au commencement de cette lettre que j'entrerais dans l'examen de mémoire de la France servant de réponse au nôtre touchant l'envoi de demandes aux Colonies avant l'époque d'une rupture, et sur les mesures qui doivent être prises à l'avance d'un commun accord. Je vais l'exécuter et je m'arrêterai uniquement aux points qui ont donné lieu à quelques différences d'avis.

Le ministre de France a la bonté de se montrer très satisfait tant du système que nous avons adopté ici que de la franchise et de la clarté avec lesquelles nous avons expliqué nos idées. En ce lieu nous nous sommes vu armés par la casualité que notre flotte du Mexique, et nos forces de Buenos Ayres ne sont pas revenues indépendamment d'autres motifs que nous avons exposés. Et pour ce qui regarde le V. E. peut les en remercier au nom de Sa M^{te} en les assurant qu'ils conserveront toujours la même bonne foi et cordialité.

Nous apprécions les réflexions du C^{te} de Vergennes touchant le moindre risque qu'il y auroit à ne pas faire revenir en une seule fois les capitaines de l'Amérique parce que divisés ils tiendraient moins l'avarice anglaise et ne feroient pas un objet pour commencer la rupture. On a fait ces considérations il y a déjà du temps et on a pris et on prendra les mesures selon le temps et les circonstances.

Les réflexions de cette cour touchant l'envoi de masses secrètes aux colonies Américaines et la classe des sujets qu'on doit y destiner paroissent également solides, nous devons agir avec assez de circonspection pour ne pas aggraver le ministère B^{re} pour ne pas précipiter la guerre et pour ne pas nous exposer d'un autre côté à ce que les colons abusans de nos complaisances, ne puissent tirer un avantage ostensible d'avoir près d'eux ces députés. En cela le Roi notre maître se conforme entièrement à l'avis de la cour de France et on cherchera ici à trouver une personne ou des personnes propres à cet objet.

Pour ce qui concerne le manège avec les députés résidens à Paris le Roi croit qu'il convient que le C^{te} de Vergennes s'en charge seul, nous informant par le canal de V^{Ex^{te}} pour notre gouvernement de tout ce qu'il découvrira. C'est ainsi qu'on pourra leur innuier naturellement tout ce qui pourra conduire à faire connoître aux Colonies l'appui et la protection dont elles ont besoin si réellement elles aspirent à établir par quelque traité avec leur métropole leur indépendance sur un pied durable et plus particulièrement celles qu'indique le mémoire français que pour constater la même indépendance ils doivent faire lorsqu'on la reconnoitra des traités d'amitié et de commerce avec les puissances qui peuvent s'intéresser le plus à leur conservation et à leur prospérité.

Par rapport à l'admission et au traitement des corsaires américains dans nos ports on a envoyé des ordres circulaires de la teneur de ceux expédiés par le ministère de France et le Lord Grantham ne s'en est pas montré moins satisfait que de la ponctualité avec laquelle ils l'exécutent.

Nous demeurons d'accord sur tous les points principaux et sur une attention réciproque à observer assiduellement les démarches et les dispositions de l'Ang^{te} pour régler nos démarches ultérieures sur les variations qu'on observera. Je n'ai rien de plus à vous dire si ce n'est que les réponses du C^{te} de Vergennes aux demandes et aux insinuations du Lord Stormont ont paru fort prudentes et fort décentes.

Espagne, 1 586 v^o 46

2 LE MARQUIS DE NOAILLES AU COMTE DE VERGENNES

A Londres le 2 septembre 7

J'ai l'honneur, Monsieur le Comte, de répondre à la dépêche particulière que vous m'avez adressée, et je n'oublierai point qu'elle est pour moi seul. Vos intentions à ce dernier égard seront exactement remplies. Je voudrais sur tout le reste pouvoir vous en faire également. Mais la situation actuelle des choses se présente ici sous un aspect si différent de ce qu'on auroit lieu de le présumer d'après ce que

vous avez eu la bonté de me marquer avec autant de confiance que de détails, qu'il me seroit difficile pour ne pas dire impossible, de démêler exactement la vérité.

D'un côté M. Forth arrive à Versailles, est admis dans le cabinet de M. le comte de Marnéfi. Il lui peint l'extrême fermentation qui règne dans ce pays-ci, un représentant en quelque sorte le Roi son maître et les ministres anglais comme ne pouvant plus contenir la nation pour le maintien de la paix, et le tout dans la vue de faire acquiescer à deux propositions qui lui paroissent être les seuls moyens de tranquilliser les esprits, quand elles ne doivent produire qu'un effet absolument contraire, savoir de faire rendre les bâtimens pris par les Américains et conduits dans nos ports, et en outre de faire publier et afficher les ordres que nous avons donnés au sujet des commerces de cette même nation.

D'un autre côté le même M. Forth vient de rendre compte au duc de Noillon et le lendemain de son arrivée, il n'est bruit dans cette ville que des nouvelles extrêmement satisfaisantes qu'on avoit reçues de la France. On auguroit bien désormais de la durée de la paix avec nous. On avoit des espérances raisonnées fondées que jamais de réduire les Américains, parce qu'il étoit actuellement évident qu'ils ne trouvoient aucune assistance de notre part. Ces discours généralement répétés par gens de tout rang et de toute classe ont fait ce que n'avoient pu produire les derniers avantages remportés par l'armée du Canada. Les fonds publics ont baissé, et une sorte de sérénité s'est montrée sur tous les visages.

Les observations que je ferois, Monsieur le Comte, deviendroient inutiles. Vous voyez les détours de la politique la plus insidieuse, qui regarderoit avec raison comme son plus beau triomphe de nous compromettre vis à vis des Américains. Obligée de renoncer à jeter la division parmi des peuples fermement unis pour la cause de leur liberté, elle n'a plus qu'une ressource à employer qui est de porter ces mêmes peuples au désespoir, en nous engageant à exercer contre eux des actes de rigueur, tels que celui de rendre nous mêmes à leurs ennemis les prises qu'ils auroient faites sur eux.

Quant aux éclaircissements que vous me demandés, Monsieur le Comte pour savoir jusqu'où s'étend la constance politique de M. Forth, j'ai bien peu de moyens pour pénétrer un pareil mystère. Vous pourriez les informations que je tiens d'une personne assez véridique. Cette même personne m'aient dit que dans le moment présent cette cour-ci mettoit beaucoup d'activité dans ses négociations avec le même, elle m'ajouta qu'il seroit possible que le Lord Stormont ne fût pas chargé de traiter les objets les plus importants, qu'à la vérité il y avoit telles circonstances où les personnes revêtues d'un caractère public devoient laisser ouvrir des voies qu'il ne leur convenoit pas de tenter, avant d'être assurées du chemin qu'elles pourroient

ny faire sans nuire à leur dignité ou même aux affaires, vu la publicité qu'elles avoient des que les passeroient entre leurs mains. Je demandai alors quels étoient les agents secrets qu'on put croire vraiment accrédités de la part du gouvernement britannique. On me nomma M. Forth, en me citant les particularités suivantes. On me dit qu'il ne cessait d'être successivement ou à Londres ou à Versailles que ses voyages quoi que très fréquens étoient aisément dérobés à la connoissance du public, se embarquant à Dieppe pour venir débarquer à *Brighthelmston*, et suivant la même direction pour repasser en France. On assure qu'il est venu ici du 25 au 27 du mois dernier et que ce voyage a été conduit plus mystérieusement que les autres. Le bateau n'ayant mis à terre à *Brighthelmston* que deux hommes, et ayant eu ordre de retourner sur le champ au lieu d'où il étoit parti. On m'a également rapporté, qu'environ quinze jours auparavant, époque de l'avant dernier voyage de M. Forth, il avoit été à Richmond où il avoit eu une audience du Roi de plus d'une heure. qu'il avoit dû passer ensuite à la campagne du Lord Mansfield, et repartir immédiatement après pour la France. On me l'a d'ailleurs décrit comme un homme assez bien venu chez nous, et très propre à se charger de commissions qu'on puisse désavouer en cas de non succès.

Je sens Monsieur le Comte, combien la circonstance est extrêmement pressante et je vous prie de croire que je n'épargnerai aucuns soins pour vous donner tous les renseignements qu'il sera en mon pouvoir de vous procurer.

J'ai l'honneur d'être avec le plus sincère et le plus inviolable attachement Monsieur le Comte, votre très humble et très obéissant serviteur

Angleterre, 524 n° 66.

3. LE MARQUIS DE NOAILLES AU COMTE DE VERGENNES (PARTICULIÈRE.)

A Londres le 5^{ème} 1777

Ma position est bien singulière, Monsieur le Comte, ne pouvant jouir d'aucune tranquillité, quoique entouré de gens qui paroissent fort rassurés. Voici ce que contenoit une lettre que j'ai lue ce matin. « La complaisance qu'a la cour de France de ne pas souffrir les corsaires américains dans ses ports d'Europe et des Indes occidentales, donne un degré de force au crédit public et le ministère britannique fonde ses plus grandes espérances de la réduction de ses colonies sur l'attente où il est qu'elles ne seront pas soutenues par les puissances de l'Europe et surtout par la maison de Bourbon. »

Je n'ajouterai rien Monsieur le Comte, aux détails que je vous ai donnés au sujet de M. Forth, si ce n'est que la personne qui m'a assuré savoir qu'il avoit eu

à Richmond une longue audience du roi d'Angleterre pourroit s'être trompée le Lord George Germain occupant depuis un mois une maison de campagne dans ce voisinage. Il seroit possible que ce fut chez ce ministre que M. Forth se fut rendu. Comme ce particulier paroit devenir un personnage, les yeux se fixeront nécessairement sur lui, et il sera plus aisé des lors de découvrir ce qui peut le regarder plus particulièrement. Je ne doute pas que M. le C^{te} de Maurepas n'ait sur M. Forth la même idée que vous, Monsieur le Comte. C'est ce qui m'a empêché d'avoir l'honneur de lui écrire dans cette circonstance.

Angleterre, le 524 n° 167.

4 LE MARQUIS DE NOAILLES AU COMTE DE VERGENNES.

À Londres le 13 septembre 1777

J'ai vu Monsieur le Comte, par la lettre sans n° que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 6 de ce mois, que nous avons bien d'être plus tranquilles pour le moment sur les dispositions de la cour de Londres, et que sans y donner une confiance aveugle nous prenons toutes les mesures qui étoient nécessaires pour n'être surpris par aucun événement. Il me semble qu'il n'y avoit que du désavantage pour le Lord Stormont à reprendre l'ancien chapitre des griefs, et qu'il auroit pu préparer autrement l'explication à laquelle il vouloit venir relativement à l'envoi de troupes dans nos îles.

Vous connoissés trop bien ce pays-ci, Monsieur le Comte, pour que le Lord Stormont réussit à vous faire regarder comme une véritable sureté la proposition qu'il vous a faite, savoir que si nous consentions à ne point faire partir de troupes Sa Majesté Britannique assurerait de la manière la plus solennelle qu'elle n'avoit aucun dessein ni sur nos îles ni sur aucune autre de nos possessions. Ce seroit bien peut être dans le cœur du roi d'Angleterre. Je crois les intentions de ce prince infiniment pures et respectables. Ses vœux particuliers paroissent même correspondre à ceux du Roi notre maître pour tout ce qui peut maintenir la tranquillité. Mais les nouvelles assurances qu'en donneroit aujourd'hui le roi d'Angleterre n'en seroient pas des garants assez certains pour que nous pussions nous y reposer entièrement et nous voir à l'abri de toute espèce de crainte.

J'ai eu occasion, Monsieur le Comte, de vous rapporter un propos qui peut retrouver ici sa place.

Le Lord Sandwich étant secrétaire d'Etat, il y a quelques années, et ne sachant comment répondre aux objections que lui faisoit dans une affaire un ministre étranger, laissa échapper une grande vérité en disant, qu'il n'étoit permis qu'à des

novices de compter sur les promesses qu'on faisait ici. Il cita l'exemple de Georges I^{er} qui avait promis par écrit au roi Philippe V de lui rendre Gibraltar, quoique cette place soit restée au pouvoir des Anglois.

J'ai entendu dire plus d'une fois, Monsieur le Comte, depuis que je suis ici, que la politique de la France manquait la plus grande supériorité de lumières, par la conduite que nous tenions vis-à-vis de l'Angleterre dans les circonstances actuelles. On ne nous accusera ni de chercher à provoquer la guerre ni de vouloir l'éviter par des condescendances déplacées. L'Angleterre est en guerre avec une partie de ses sujets. Nous avons l'air de l'ignorer et nous n'entrons point dans la querelle. Nous n'avons avec les Américains que les relations que le commerce nous donne avec toutes les nations qui fréquentent nos ports. Nous ne favorisons point d'ailleurs leur résistance, et nous ne laissons à la cour de Londres aucune plainte légitime à former. Nous ne voyons dans nos traités avec elle que ce qui peut lui être avantageux. Quand nous éprouvons la plus parfaite réciprocité sur le redressement des griefs qui nous touchent personnellement, nous n'avons pas plus d'attention à satisfaire cette puissance sur tout ce qu'elle serait en droit d'exiger de notre part. Nous ne craignons pas de passer les bornes, tant qu'il n'est question que de procéder et de ménagerments qu'il nous parait honnête de garder. Mais il est un terme où nous savons nous arrêter. Nous montrons une fermeté sage et éclairée, dès que l'Angleterre nous demande plus qu'il ne serait juste et décent d'accorder. Tous les intérêts se trouvent donc conciliés. Nous conservons cette réputation intacte qui ne fait pas moins la gloire des États que celle des particuliers. Nous évitons en même temps d'aliéner l'affection d'un peuple naissant qui venant à se séparer de l'Angleterre ne peut un jour qu'augmenter dans la balance politique de l'Europe notre considération et nos richesses. Nous prouvons enfin à cette cour-ci que nous ne cessons d'avoir les yeux ouverts sur tout ce qu'elle pourrait entreprendre et que nous ne redoutons ni sa jalousie ni ses injustices que ce sentiment est capable de lui faire commettre contre nous à tout instant. Il ne me reste rien à dire, si ce n'est pour me féliciter avec vous, Monsieur le Comte, de vivre sous le règne d'un maître qui ne connaît sa puissance que pour la faire respecter de ses rivaux, et servir au bonheur de ses sujets.

J'ai l'honneur d'être avec le plus sincère et le plus inviolable attachement, Monsieur le Comte, votre très humble et très obéissant serviteur.

Angleterre. 1. 25. n. 86

À M. GRAND AU COMTE DE VERGENNES.

23 J^{uill} 1777

Monseigneur

M^r Dean m'a rendu aujourd'hui tout ce que le docteur Bencroft a rapporté d'intéressant de son séjour à Londres, où il a vécu comme auparavant dans l'intimité des membres de l'opposition.

Le ministère anglois a trouvé le moyen de calmer les esprits, de soutenir les fonds qui avoient baissé de 4 pour cent et de gagner du terrain en paroissant se prêter aux vues du parti qui lui est opposé. Il a dit, vous voulez la paix, nous la voulons aussi, mais nous la ferons nous mêmes, nous promettons de mettre sous les yeux du Parlement à sa rentrée un plan d'accommodement et de réconciliation avec les Américains qu'ils ne sauroient refuser, et pour vous prouver la sincérité de nos intentions, nous chargerons trois des principaux membres de l'opposition des pouvoirs nécessaires pour aller traiter et conclure la paix en Amérique. Ces trois membres déjà désignés sont le général Conway, le colonel Barré et M^r Walpole, d'après cet arrangement tout est resté tranquille et il n'est plus question de changement dans le ministère.

Mais il s'agit de lever huit millions sterling dans un moment où l'on a été obligé d'accorder un terme pour le dernier paiement de la souscription de l'année passée dont l'emprunt n'a pu encore se remplir.

J'attache plus d'importance à ces nouvelles que les amis de Passy et j'aurois eu l'honneur de vous voir ce soir pour vous en rendre compte si le mauvais état de mes yeux me l'avoit permis.

Angleterre le 524 n° 20

II

RÉPONSES DE L'ESPAGNE AUX DEMANDES DES COMMISSAIRES AMÉRICAINS.

*Traduction d'un mémoire remis par M. le comte de Floride Blanche
à M. le marquis d'Ossun le 17 8^{bre} 1777*

Dans le mois de septembre dernier les députés des provinces unies de l'Amérique résidens à Paris présenterent au ministère de Sa Majesté Très Chrétienne un mémoire dont ils remirent le double à M. le comte d'Aranda.

L'objet de ce mémoire est de peindre avec les couleurs les plus vives la situation critique où se trouvent actuellement les Colonies, fatiguées des efforts et des dépenses qu'elles ont déjà faites et presque dans l'impossibilité de continuer sans un secours très prompt et très efficace.

Les hommes les grands avantages que trouveraient les Couronnes d'Espagne et de France à se déclarer ouvertement en faveur des Américains, mais considérant que nos souverains pourroient avoir de justes raisons de penser autrement, les députés se bornent à exposer leurs besoins actuels les plus pressans et les moyens qu'ils jugent les plus propres à y satisfaire.

D'après le calcul du prix des divers effets que les Américains leur demandent pour l'équipement et pour l'armement de leurs troupes, pour l'artillerie et autres objets nécessaires en y joignant le découvert où ils se trouvent pour des achats antérieurs dont ils n'ont pu encarter les payemens à cause de l'obstacle qu'y a mis le mariage britannique en empêchant le retour des frégates destinées à leur approvisionnement, et se seroient déterminés à chercher à emprunter les sommes dont ils avaient besoin au moyen de certaines précautions prises en pareil cas — mais dans le doute où ils sont que cette idée puisse avoir son effet, accablés du poids de toutes les obligations qu'ils ont contractées et craignant de se trouver compromis vis à vis de leurs propres compatriotes par le défaut des secours considérables qu'ils leur avaient fait espérer ils ont recouru à la générosité des deux rois d'Espagne et de France, espérant que dans des circonstances aussi critiques, ils leur fourniront de manière ou d'autre des secours suffisans pour les mettre en état de continuer la guerre avec vigueur, et d'interdire les frais énormes dans lesquels l'Angleterre se voit engagée pour les soumettre. Les députés ne manquent pas d'ajouter à leur demande la réflexion qu'indépendamment de la nécessité absolue où sont les Américains d'être secourus, le refus qu'on leur ferait de l'assistance qu'ils sollicitent suffiroit pour les décourager et leur faire prendre le parti précipité d'un accommodement quelconque avec la métropole, vu sur tout les restrictions et les contradictions que leurs armateurs ont éprouvées dans ces derniers temps dans les ports d'Espagne et de France.

Les députés touchent légèrement le point de l'utilité que nous retirons dès à présent et à l'avenir d'un commerce direct avec leurs provinces — et de la facilité qu'elles acquerront de pouvoir rembourser peu d'années après la paix et l'établissement de leur indépendance les avances qu'on leur ferait aujourd'hui, et ils concluent en sollicitant formellement de nouveaux et puissants secours qu'ils font monter à la somme de deux millions de livres sterling, Int ce à titre de prêt, et sous l'obligation de payer les intérêts qu'ils offrent, ils demandent aussi à être informés des véritables intentions de Leurs Majestés Catholiques et Très Chrétiennes, afin

que l'influence des deux monarques et les conseils qu'ils leur donneront comme bons alliés puisse servir de boussole au Congrès dans ses manœuvres ultérieures qu'il aura à prendre.

M. le comte de Vergennes dans son exposition à M. le marquis d'Ornau du 3 octobre dernier prend en considération le contenu du mémoire des députés américains.

Il n'éclaire pas à la pénétration de ce ministre que ces amassadeurs pourroient avoir l'idée de se servir du refus que nous leur ferions comme d'un prétexte pour entamer une négociation avec l'Angleterre et il en conclut que si nous pouvions nous assurer d'éloigner l'ouverture de cette négociation, soit en Europe, soit en Amérique au moyen des secours qu'ils demandent il n'y aurait point à hésiter dans le choix du parti que nous devrions préférer, puisque quelles que fussent les dépenses que ces secours nous occasionneroient, nous devrions les regarder comme de peu de considération comparées au grand objet de prolonger la guerre civile actuelle et d'affaiblir de plus en plus le pouvoir de la Grande Bretagne, mais comme nous ne pouvons point compter sur cette certitude, et qu'il est plus tôt à craindre qu'il n'y ait chez ces colons bien des partisans de la réconciliation avec la métropole, les uns par un excès de pusillanimité et les autres par l'affection qu'ils conservent pour le gouvernement anglais, M. le C^e de Vergennes se borne à une réflexion très importante : quelques que soient, dit ce ministre, les intentions des colons, le défaut de moyens de soutenir leur entreprise les contraindra à consentir à un accommodement et effectivement nous leur refuserons l'assistance secrète et efficace dont ils ont besoin et qu'ils nous ont demandée : alors l'Angleterre déshabillée par les malheurs qu'elle vient d'éprouver se contenteroit peut être d'imposer à ses sujets rebelles une loi très douce, ou elle se borneroit à s'en faire des alliés utiles dans la vue de se servir dans les occasions de leurs forces et de leur appui pour de grandes entreprises, qui sûrement ne pourroient être que très préjudiciables à l'Espagne et à la France, et en supposant les colons entièrement affaiblis et manquant de moyens, on doit présumer qu'ils ne se refuseroient à aucun des partis avantageux que leur offroit la métropole. M. le comte de Vergennes ajoute que toutes ces considérations et plusieurs autres qui en résultent ont été mises sous les yeux du Roi Très Chrétien, mais que ce monarque, vu l'importance de la matière, n'a pas voulu prendre une détermination avant d'avoir consulté le Roi son oncle, que cependant pour ne pas déconcrager les députés, Sa Majesté Très Chrétienne avait ordonné qu'on leur fit entendre qu'ils recevraient quelques secours pécuniaires proportionnés aux facultés de la dite cour, dans les circonstances présentes.

À l'égard de l'intention faite par les amassadeurs de fournir aux colons quelques

vaisseaux de guerre, la France a vu dans l'instant que ce moyen n'étoit ni praticable ni décent pour les deux Couronnes, et tout bien pesé et bien réfléchi, le ministère de Sa Majesté Très Chrétienne incline à accorder aux Américains un secours de six millions de livres tournois dont chacune des deux Couronnes fournira la moitié) à certaines conditions auxquelles ils s'obligeront en reconnaissance de ce don gratuit comme par exemple, qu'ils garderont un secret inviolable sur l'obtention de ce subside, même vis à vis du Congrès, que les députés s'engageront à s'abstenir d'aucune négociation sans le consentement et l'approbation des deux cours, et que la somme des six millions se fera en divers termes, lesquels seront suspendus du moment qu'on saura que les États Unis auroient commencé à traiter d'accommodement. Cette dernière est absolument indispensable pour obvier à bien des inconvénients.

La cour de France voulant agir de concert avec Sa Majesté Catholique desira savoir la façon de penser de ce monarque sur cet exposé, et M. le comte de Vergennes termina sa dépêche en disant qu'on ne doit rien stipuler par écrit avec les députés ni leur permettre l'emprunt de deux millions de livres sterling et que sans faire mention des secours efficaces que la France a fournis jusqu'à présent en argent et en effets, elle doit regarder la conjoncture actuelle comme très délicate pour les deux puissances et peut être plus pour l'Espagne, à cause de la proximité et de l'étendue de ses vastes possessions en Amérique.

On a résumé en substance l'exposé des députés américains et les réflexions de la cour de France, afin de pouvoir présenter avec plus de clarté l'opinion du Roi Catholique et de son ministère sur cet objet.

Il est incontestable que la durée de la guerre de l'Amérique seroit très utile aux deux Couronnes, et il est aussi indubitable que tous leurs efforts et leurs vœux doivent tendre à la faire prolonger.

Il en résulte nécessairement qu'elles doivent soutenir les colons, soit par des secours en argent et en effets propres pour leur guerre actuelle, soit par des avis prudents sur la manière de se conduire, soit aussi par une certaine fermeté de la part des deux cours en Europe qui en impose à l'ennemi commun.

Convaincus de la vérité de ce principe les deux cours ont jusqu'à présent accordé une protection ouverte dans leurs ports aux Américains, elles leur ont envoyé des secours de toute espèce et fait divers préparatifs qui ont contenu une grande partie du pouvoir britannique et empêché qu'il ne fondût avec la réunion de ses forces sur les Colonies, c'est ce qu'il paroît que les députés n'ont pas assez senti, et qu'ils ne donnent pas leur juste valeur aux efforts que l'Espagne a faits en faveur de leur pays.

Dans l'année 1776 la cour de France se détermina à leur donner un secours

secrét en argent et nous en fournimes la moitié qui se montait à deux millions de reaux, ce moyen fut adopté comme étant le plus prudent.

Il est sorti successivement du Balam divers navires chargés d'effets destinés pour les Colonies, nous leur avons fourni quelques sommes en lettres de change et fait faire par la voie de nos colonies de l'Amérique d'autres sommes; si nous aurons difficile d'évaluer la somme de nos libéralités à cause des différentes mains et des différents lieux par où elles ont passé, mais que nous ayons de compte arrêté, les sommes étant comme un don généreux, mais nous pouvons assurer que les secours que nous leur avons déjà fournis sont très considérables.

Les secours en effet consistant presque tous en productions étrangères, doivent être réputés argent effectif, au lieu que ceux que la France a donnés quelque fois être d'un plus grand prix ont procuré un bénéfice à ses propres vases qui ont vendu les effets qu'elle a fournis aux Américains. Si l'on fait mention ici de cette différence, c'est pour prouver que ces secours ont plus coûté à l'Espagne et qu'il nous est plus impossible de leur donner l'espèce de suite que nous désirerions.

Il est encore un point plus important qu'il paraît que les députés n'ont pas bien considéré, c'est le grand armement maritime que nous laissons subsister depuis deux ans et qui a toujours été en augmentant, c'est pour les Colonies un secours d'autant plus efficace et d'autant plus pesant, que dans le cas d'une guerre déclarée il ne sauroit être aussi considérable, puisqu'alors nous serions obligés de distribuer nos forces maritimes selon que l'exigeroit notre propre défense, pendant qu'aujourd'hui manquant exclusivement l'Angleterre elle défendrait les Américains.

Que le cabinet britannique dise de bonne foi pourquoi, outre les dépenses des lesquelles il se voyoit engagé, il a fait les frais énormes d'armer tant de vaisseaux de ligne et pourquoi il maintient dans ses ports toutes ces forces dont il ne fait aucun usage, si dire sûrement que c'est pour se tenir en état de s'opposer aux entreprises que pourroient faire les escadres espagnoles et françaises, d'où les Américains doivent conclure, s'ils connaissent leurs véritables intérêts, que ces escadres sont pour eux un plus grand appui, par la distraction des armées anglaises qu'elles occasionnent, que ce seroit le subside de deux ou trois millions en objets qui arriveroient tard ou qui seroient interceptés en chemin.

Il y aura au mois de novembre prochain à Cadix 20. vaisseaux de ligne disposés pour telle destination qu'on voudra leur donner. Il y en a 5. avec un assez grand nombre de frégates à la Vera Cruz et aux îles du Vent. Les forces du général Cervantes ont déjà rempli leur mission et pourront être employées selon les occurrences, de sorte qu'aujourd'hui l'Espagne, quoique en pleine paix, a 13. vaisseaux de toutes grandeurs complètement armés et de plus quelques uns en état de l'être à l'instant.

L'Angleterre qui ne l'ignore pas s'abstiendra d'employer contre les colons la plus saine partie de ses forces navales.

Tout ce qu'on vient de dire tend à convaincre que dans ces circonstances, l'Espagne ne peut pas se priver des sommes demandées par les députés, et qu'eux même ne doivent pas honnêtement parlant, exiger un aussi grand sacrifice surtout vu le danger imminent d'une guerre que nous serons obligés de soutenir pour leur cause. Ce n'est pas pour cela que nous veuillons nous refuser absolument à leur continuer des secours proportionnés à nos facultés, nous leur en donnerons encore par les voyes dont nous avons déjà usé, et ils éprouveront immédiatement l'effet de nos dispositions favorables.

Le principe posé, il reste à examiner les autres points sur lesquels roule la dépêche de M. le C^{te} de Vergennes pour pouvoir manifester avec la même clarté l'aspect sous lequel on voit ici cette affaire.

Les mêmes considérations de prudence qui font penser au ministère de Sa Majesté Très Chrétienne qu'il ne faut rien stipuler par écrit avec les députés, doivent le tenir en garde contre l'abus qu'ils pourroient faire des conventions même verbales qu'on fera avec eux et contre leur défaut de fidélité à remplir les conditions auxquelles ils se soumettront. Il faut dans la conduite de notre générosité envers eux comme dans un jeu de renvi, faire les conjectures les plus prudentes sur les différentes chances de perte ou de gain, et éviter de faire avec de telles gens des conventions trop difficiles à remplir ou trop combinées. Le Congrès désavouera ses émissaires toutes les fois qu'il y sera intéressé et ceux-ci trouveront toujours mille subterfuges pour éluder leurs engagements, notre intérêt nous prescrit le secret et la prudence pendant que le leur exige qu'ils se vantent de l'appui et de la protection qu'ils trouvent chez nous, nous ne l'avons déjà que trop éprouvé.

Il faut néanmoins les encourager, les aider et ne pas leur démontrer notre juste méfiance, mais cette affaire devant se traiter principalement à Paris nous nous reposons entièrement sur la sagacité et les lumières que nous avons heureusement reconnues dans le ministère de Sa Majesté Très Chrétienne

Espagne, t. 586, n° 115

[La suite de cette pièce a été transcrite à la page 570 du présent chapitre.]

III

SUR LES NÉGOCIATIONS CONCERNANT NOS RAPPORTS AVEC LE PORTUGAL.

1 LE COMTE DE VERGENNES AU MARQUIS D'OSSUN.

A Versailles le 9 7^{bre} 1777.

C'est une bien bonne nouvelle M. que celle que vous nous donnez de la fin des difficultés qui avoient retardé le progrès de la négociation entre l'Espagne et le Portugal, et qu'il ne s'agit plus que de mettre les instrumens au net pour procéder à la signature des actes. Le ministère anglois n'apprendra pas cet événement avec la même satisfaction qu'il nous cause ici, il en seroit bien plus vivement affecté s'il étoit instruit de la clause secrète de la garantie mutuelle, c'est une pierre d'attente placée avec bien de la prévoyance et sur la quelle il sera possible d'élever avec le tems un édifice politique aussi glorieux qu'utile à la maison de Bourbon. Mais cela demande de la sagesse et de la patience comme M. le C^{te} de Florida Blanche le remarque très judicieusement. Assurez le je vous prie M. que nous nous conformons ici à sa façon de penser et que quelque intérêt que nous aïons à nous voir réintégrés dans les avantages de commerce que le Portugal nous a retranchés, nous ne presserons point la mesure pour nous y rétablir, et que nous concerterons volontiers avec lui les démarches à faire pour y parvenir.

Espagne, t. 586, n^o 67.

2 LE COMTE DE VERGENNES AU MARQUIS D'OSSUN.

A Fontainebleau le 17 8^{bre} 1777.

M. de Blosset doit vous avoir instruit M. d'une conversation qu'il a eue avec M. de Saa dans laquelle ce ministre lui a donné à entendre que si les cours de Versailles et de Madrid vouloient contracter avec celle de Lisbonne une alliance à des conditions qui ne seroient pas directement contraires aux engagements politiques et mercantiles du Portugal avec la G^{de} Bretagne, il presumoit que cette négociation ne seroit ni plus longue ni plus épineuse que celle de la pacification actuelle entre l'Esp^{gne} et le Portugal.

Quoique cette insinuation semble bien directe au but que nous nous proposons

nous ne nous pressions pas cependant de la relever et d'y répondre, nous nous contentions de recommander à M. de Blomet d'entretenir le ministre portugais dans les bonnes dispositions qu'il lui a fait remarquer sans lui rien prescrire d'ailleurs qui pourrait donner ouverture à une négociation, le Roi ne voulant rien entendre à cet égard que de concert et conjointement avec le Roi son oncle.

S'il ne s'agissait que de concilier les engagements existans entre le Portugal et l'Ang^e avec ceux qu'il pourrait prendre avec nous, la difficulté ne serait pas longue à lever. Nous ne voyons pas sans doute si il n'est pas même de notre intérêt de faire du Portugal une puissance active qui figure pour ou contre dans les demandes que nous pourrions avoir avec l'Ang^e ou avec toute autre puissance maritime. En faisant justice à sa situation il doit et nous devons le considérer comme une nu-berge ou tout le monde doit être reçu à des conditions égales. La neutralité doit donc être son rôle. Dans cette hypothèse son traité même avec l'Ang^e fixe le nombre de vaisseaux de cette nation qui peuvent avoir asile dans ses ports et les genres de facilités qu'ils peuvent y trouver, cette condition n'étant pas exclusive la parité peut s'établir à notre égard mais que les Anglois soient fondés à se plaindre, le Portugal sera neutre pour eux comme pour nous et nous userons en commun des avantages de la neutralité. Il en est de même par rapport au commerce. Le roi de Portugal en affrontant les larmes d'Ang^e de la rigueur d'une ancienne pragmatique toujours subsistante, a pu rendre cet éfranchissement vicieux que les Hollandois en jouissent pareillem^t et que nous en jouissions nous mêmes à l'époque de 1703. La cour de Lisbonne n'étant sous la loi d'aucune restriction peut sans qu'il en résulte aucun grief nous réintégrer les avantages dont elle nous a privés qu'en nous de nos liaisons avec l'Esp^e.

La difficulté la plus réelle que j'entrevois et qui est particulière entre nous et l'Esp^e est la garantie qu'elle porte nécessairement toute alliance et les conséquences qu'on peut en déduire, c'est aussi le point sur lequel je vous prie de consulter spécialement avec M. le C^{te} de Floride Blanche.

On peut dire que le premier aperçu présente une possibilité quelconque ou la France et l'Espagne se trouveraient par la force de cet engagement quoique formé conjointem^t dans une opposition d'intérêt et de mesures. En effet si l'un ou l'autre se croit dans le cas d'agir hostilement contre le Portugal, celui ci réclamant l'effet de la garantie stipulée quel parti prendroit l'autre? Préferoit elle son secours?

Cette considération n'a pas spécialement été saisie en Esp^e lorsqu'on a concerté l'acte de garantie réciproque, ou plus tôt on s'est dit que toute garantie n'emporte pas nécessairement la nécessité d'une assistance effective, car on ne peut pas avoir argumenté avec fondement de l'impossibilité ou nous sommes d'avoir des demandes

avec le Portugal. Nous en avons de très réels avec cette puissance pour nos établissements en Afrique, et si notre modération et notre patience n'étoient pas à toute épreuve ils auroient pu prendre une tournure d'autant plus sérieuse que depuis près de deux ans que nous avons déféré nos griefs et nos plaintes à la cour de Lisbonne nous n'avons même encore pu en recevoir une réponse. Nous pouvons encore avoir des contestations avec elle par rapport à nos frontières de la Guyane où on prétend qu'elle a empiété.

Si l'Esp^e a pu quoiqu'implicitement garantir le Portugal contre nous, elle devrait d'autant moins s'opposer à ce que nous nous y associons, qu'autrement nous en aurions à charge et l'inconvénient sans en partager le bénéfice.

Si cette garantie opéreroit une guerre, il est hors de doute que sur le Pacte de famille nous devrions y prendre part. Voilà donc la garantie implicite dont nous sommes chargés que risquerait on à la rendre explicite. Le fort doit toujours emporter le faible et la partie forte par rapport à nous sera certainement l'Espagne.

Voies M^{te} ce que pensent à cet égard le Roi C^{te} et son ministre éclairé. S'ils jugent qu'on ne doit pas négliger l'insinuation de M^{te} de Sa et que M^{te} le M^{te} de Blosset doit la suivre, le Roi vous autorise d'écrire à cet ambassadeur pour l'inviter à reprendre cet objet avec le ministre portugais et l'engager à nous confier ses vues et ses conditions. Vous voudrez bien dans ce cas m'envoyer la copie de votre lettre à M^{te} de Blosset pour que je lui confirme les instructions qu'il aura reçues de votre part et que je les étende si cela est nécessaire.

L'ambassadeur de Portugal m'a fait part du désir qu'auroit sa cour de traiter avec celle-ci de la franchise du droit d'aubaine, j'ai pris les ordres du Roi et Sa M^{te} m'a commandé de lui répondre qu'elle étoit très disposée d'entrer dans cette négociation et de donner à Leurs Majestés Portugaises dans cette occasion comme dans toute autre des marques de son empressement et de sa parfaite amitié.

Espagne, t. 586. n° 128.

3. LE MARQUIS D'OSSUN À M. LE COMTE DE VERGENNES

À l'Escurial le 31^{bre} 1777

Monsieur,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 17 de ce mois n. 64. Il y a environ six semaines que M^{te} le M^{te} de Blosset m'a informé d'une conversation qu'il avoit eue avec M^{te} de Sa dans laquelle il avoit amené ce ministre à convenir qu'il seroit avantageux au Portugal de faire une alliance défensive avec la France et de faire jouir notre commerce des mêmes avantages qui sont accordés

exclusivement aux Anglois. J'ai communiqué dans le tems à M. le C^{te} de Florida-Blanche ce que m'avoit mandé M. de Blosset, l'Espagne n'avoit pas encore conclu son traité, et le ministre espagnol se hâta à témoigner de la satisfaction des dispositions du M. de Sa paroissoit être, et à me dire qu'il falloit aller doucement pour ne pas alarmer le ministère de Lisbonne qui craignoit extrêmement les Anglois. Je conduisis par degrés à se détacher de cette puissance et à se lier avec la France et l'Espagne que c'étoit le but principal que se proposoit S. M. C. et ce qui m'alarmoit à faire des sacrifices dans l'arrangement des limites pour lequel on négocioit. M. de Florida-Blanche ajouta que le plus grand secret étoit nécessaire pour la réussite de nos vûes communes parce qu'une partie du ministère portugais étoit extrêmement attaché au maintien de l'ancien système et entièrement dévoué aux Anglois.

À présent, Monsieur, que le traité préliminaire de l'Esp^e est signé et ratifié qu'il contient une clause secrète de garantie entre les deux puissances et que M. de Sa se montre aussi disposé à concourir aux desirs de la France, vous m'avez ordonné de les développer à S. M. C. et à son ministre vous m'avez prescrit de savoir ce qu'ils pensent à cet égard, et votre dépêche contient les réflexions les plus solides et les raisons les plus frappantes qu'on puisse présenter, celle des conséquences que pourroit avoir la garantie reciproque convenue entre l'Espagne et le Portugal, est digne de la plus grande attention c'est aussi le point sur lequel vous m'ordonnez de consulter maintenant avec M. le C^{te} de Florida-Blanche. Je me rendis hier au soir, Monsieur, avec M. le comte de Montmorin chez ce ministre, nous lui exposâmes ce que contenoit votre dépêche, il fut, entre autre chose, frappé des conséquences possibles de la garantie et après une conférence très amiable d'une heure et demie il nous dit que nous étions parfaitement d'accord sur la convenance de former une alliance défensive entre la France l'Espagne et le Portugal, sur ce que les deux Couronnes obtinssent dans ce royaume un traitement égal par rapport au commerce à celui dont les Anglois y jouissent, sur la nécessité d'éviter aux inconvénients qui pourroient résulter de la garantie convenue entre l'Espagne et le Portugal, sur ce que nous ne devions pas prétendre que le cour de Lisbonne manquât aux engagements qu'elle a contractés avec l'Angleterre, enfin sur le secret entier qu'exigeoit cette négociation. M. le C^{te} de Florida-Blanche ne montra des doutes que sur la façon dont il convenoit de la faire, il nous dit qu'il avoit déjà une correspondance directe et de confiance avec M. de Sa, qu'il lui avoit déjà parlé de l'alliance et de la garantie de la France que ce ministre paroissoit y accorder, qu'il pourroit probablement s'en expliquer clairement et positivement et concourir avec lui la forme à suivre pour traiter cette affaire, il observa qu'il étoit essentiel pour le succès d'en débiter entièrement la communication aux Anglois, soit à cause du parti qu'ils conservent dans le ministère de Lisbonne

son, parce qu'il s'en fallôit bien que le roi de Portugal aimât la France et qu'il eût assez de crédit sur l'esprit de la Reine sa femme, il considéra aussi que le Roi Cath' seroit à portée de s'assurer du suffrage de la Reine sa sœur pendant le séjour qu'elle doit faire ici. Telles furent, Monsieur, les premières idées que nous montra le comte de Floride Blanche. Je dis les premières parce qu'il se réserve de prendre les ordres du Roi son maître et de nous donner dans trois jours une réponse positive, ce n'est que d'après cette réponse que je pourrai juger si je dois exécuter l'ordre conditionnel que vous m'avez donné d'écrire à M. le M^{re} de Blouet, et dans quels termes je devrai le faire, si je suis dans ce cas je ne manquerai pas de vous envoyer immédiatement une copie de ma lettre à cet amb^{re} afin que vous puissiez lui confirmer ce que je lui auraî mandé le reformer ou l'étendre.

Au reste, Monsieur, je n'ai pas omis d'assurer à M. le comte de Floride Blanche que Sa M^{te} ne vouloit rien entamer à l'égard de la négociation dont il s'agit que de concert et conjointement avec le Roi son oncle, j'ai aussi dit à ce ministre que l'ambassadeur de Portugal vous avoit fait part du désir qu'auroit un comte de traiter avec la nôtre de l'affranchissement du droit d'aubaine, et que vous lui avez répondu par ordre du Roi que S. M. étoit très disposée d'entrer dans cette négociation et de donner à Leurs M^{tes} Portugaises en cette occasion comme en toute autre des marques de son empressement et de sa parfaite amitié.

Espagne, 1^{re} 586 n^o 164

4. LE COMTE DE VERGENNES AU COMTE DE MONTMORIN

A Versailles le 22 8^{bre} 1771

M. le comte d'Aranda devant expédier la semaine prochaine à sa cour son courrier ordinaire du mois, je me réserve M. de profiter de cette occasion pour vous parler avec quelque détail des objets qui peuvent demander explication de notre part.

En attendant je ne dois pas vous laisser ignorer que Sa M^{te} a donné la plus entière approbation à la manière dont vous et M. le M^{re} d'Ossun vous êtes expliqués avec M. le C^{te} de Floride Blanche touchant l'alliance à faire avec le Portugal, et ses sages et judicieuses observations que ce ministre éclairé vous a faites. Le Roi est dans le principe que si la négociation peut s'établir ce doit être conjointem^t de la part des deux Couronnes, en sorte que les jaloux de leur union perdent à jamais l'espoir de séparer en quoi que ce soit leur intérêt. Le Roi a vu avec plaisir que M. le comte de Floride Blanche se soit décidé à écrire directem^t à M. de Sa pour le sonder sur le projet qui nous occupe. Il sera prudent d'attendre sa réponse avant de rien communiquer de cette démarche à M. le M^{re} de Blouet. Suivant les derniers

avis de cet ambassade les dispositions de ce ministre se soutiennent favorablement mais pour les rendre utiles et effectives elles doivent être ménagées avec le plus grand secret. J'espère qu'il n'achapera pas de notre part.

Espagne, t. 587, n° 43.

3. LE COMTE DE VERGENNES AU COMTE DE MONTMORIN

A Versailles le 3 décembre 1777

La réponse que M. de Sa a faite à M. le C^{te} de Floride Blanche touchant l'admission de la France dans l'alliance qui se traite entre l'Esp^e et le Portugal n'est pas aussi expressive que celle que ce ministre avoit faite à M. le M^{re} de Blosset et qu'il m'a confirmée avant le départ pour Villa Viciosa. Les Portugais auroient ils la finesse de ne vouloir traiter séparément qu'avec l'une ou l'autre puissance dans la vue de mettre quelque dissonance dans la communauté d'intérêts formée par le Pacte de famille? Je ne les en accuse pas mais s'ils en sont capables nous ne pouvons trop soigneusement nous mettre les uns et les autres en garde contre ce piège. Je m'en raporte à cet égard à ce que je vous ai mandé M. par ma dépêche du 23 nov^{re} dont un courrier de M. le comte d'Aranda a été porteur vous y verrez que les engagements que je propose de faire contracter au Portugal ne sont pas de nature à l'effrayer puisqu'ils tendent au contraire à conserver toute l'intégrité de son alliance avec l'Ang^e. Il serait à souhaiter que la cour de Lisbonne put avoir indirectement connaissance de nos principes et de nos vûes.

Ibid, n° 44.

CHAPITRE X.

LA CAPITULATION DE SARATOGA DÉTERMINE LE ROI.

M. de Vergennes et les commissaires de Paoli pourqu'on Beaumarchais a été plus l'intermédiaire habituel avec ces derniers, défaveur qu'il encourait, elle n'empêchait cependant ni de suivre ni peut-être de rechercher son mal, selon qu'il met à se prendre de se voir remplacé par le lieutenant Grand. Les Grand, Le Roy ou Leroy de Chamont, celui-ci procureur au négalant. M. Walker fils, comme mandataire aux États-Unis pour un tel ou tel prouvant M. de Murep, premières instructions de ce mandataire. — Pourvu des négociations néanmoins avec Franklin et ses collègues plumes et pensées injustes que les lecteurs portent ceux-ci à copier au Congrès, impressions nouvelles bientôt causées par les circonstances. — Drame défavorable sur les opérations militaires des Anglais reddition de Burgoyne à Saratoga grand effet produit en Amérique et à Versailles perplexité manifestée par M. de Vergennes entre la crainte du ressentiment possible de l'Angleterre et celle de la froideur des Américains il paraît que le moment de la crise est venu; cependant différents à venir à Madrid et à Londres. — Accord du Gouvernement avec le comte d'Aranda pour se préparer à l'action et s'assurer du Congrès sans de pourparlers avec la légation de Paoli écrite par M. de Vergennes avec la dictée du roi, noble simplicité de cette pièce Instructions merveilleuses données à Leroy de Chamont pour Hoïkar en vue d'aviser les commissaires des dispositions dans lesquelles on se trouve toutes devant porter ses derniers à des démarches plus actives ils rappellent immédiatement la demande d'un traité, déposée par eux depuis un an, et sollicitent une assistance en venant du guerre pour empêcher les Américains de fléchir devant l'Angleterre Dépêches informant la cour de Madrid du pas en avant que l'on veut de faire, pressant les extrêmes priés pour dire au roi d'Espagne que le roi de France ne stipule rien de personnel et attend que lui aussi formule ses vœux; il n'est pas même évident que M. de Vergennes va conférer immédiatement avec la légation, pli confidentiel indiquant l'idée positive de traiter — Mouvement de l'opinion au faveur de la guerre le ministre mène à Montmorin de prendre pour avis. Maintenant ou jamais, et d'obtenir le mot de l'Espagne, propensions à engager la France même toute seule devant que s'en fissent M. de Vergennes. Le cabinet anglais et les bills pour la reconnaissance de l'Amérique tentatives de ce cabinet en vue de ménager les commissaires, instances de Beaumarchais afin que l'on reconnaisse l'indépendance avant l'Angleterre, même confirmation des politiques le comte de Beugnot et le duc de Liancourt. Décision du comte de Beugnot en Amérique sa continuelle préoccupation du relèvement de la France, il envoie au roi son plan de descente en Angleterre mais au point des données actuelles hauteur respectueuse de sa lettre au monarque. Les deux mémoires qui constituent ce plan justifient tout ce qui paraît de la politique du ministère Liancourt nous regarde comme attaqués par

l'Angleterre ni nous traitons avec l'Amérique — ce son le voit la guerre très défavorable si nous n'avons pas déjà traité. — Efforts presque suppliant des émissaires de l'Angleterre auprès de la légation, sûreté des sentiments de celle-ci et de ceux du Congrès. Gérard porte à Passy l'annonce que le roi reconnaît les États-Unis et est prêt à signer un traité avec eux, page mémorable pour notre histoire adressée en conséquence au Congrès par les commissaires. — Grandes précautions que prend de nouveau M. de Vergennes pour faire connaître cet état des choses à l'Espagne, peu d'incertitude quant cependant le gouvernement du roi a succédé aux objections pouvant venir de ce pays.

Les rapports étaient redevenus fréquents entre le gouvernement 1777
du roi et les commissaires du Congrès. Tâchant de raviver à propos leurs espérances et dirigeant indirectement leurs démarches, M. de Vergennes les laissait se plaindre de l'irrésolution de la France et les gardait à portée de sa main. C'est avec Silas Deane et Franklin que les relations se suivaient, le premier en restait la cheville ouvrière; Franklin présidait, à vrai dire; quant à Arthur Lee, on le tenait en dehors le plus possible, son ambition envieuse et brouillonne rendant fâcheux de l'employer, et ses procédés insidieux l'ayant déjà mis assez mal avec ses deux collègues pour que Franklin ne tardât guère à lui déclarer la médiocre estime dans laquelle il le tenait¹. Mais entre le ministre et les Américains, d'autres intermédiaires habituels que Beaumarchais agissaient maintenant. Parfois c'était en même temps que ce dernier, mais c'était aussi sans lui. Franklin n'avait jamais bien accueilli Roderique Hortales. Barbeu Dubourg y était sans doute pour quelque chose, mais il y avait également cette raison que tout paraissait trop cher aux Américains, les risques que présentaient leurs affaires en étaient cause, et des lors ils s'étaient volontiers laissé persuader, et de plus en plus, que Beaumarchais devait les servir pour rien; ils se croyaient abusés par lui quand il fallait payer son entremise. Le « Barbier de Séville » passait d'ailleurs aux yeux de trop de monde comme ayant de grands profits, pour qu'il ne se trouvât pas, au fur et à mesure, beaucoup de gens intéressés à lui nuire. Il

¹ Dans des lettres du 1^{er} et du 4 avril 1778, Franklin exprime à Lee, et le motive avec sévérité, le peu de bien qu'il pensait de lui. *Works of Franklin*, t. VIII, p. 257.

1777 importait aussi trop aux Anglais de le gêner, et leur ambassade devait souffler le feu. Toujours est-il qu'à cette heure Franklin contestait ouvertement les opérations d'Hortales et s'efforçait de l'éconduire.

Il faut dire que Beaumarchais avait enchevêtré ses affaires de tant d'intrigues afin de les faire réussir et de tant de complications pour les éendre; il mettait tant de promptitude à se mêler de tout partout, à s'offrir pour tout; les infidélités, le trop de zèle ou la maladresse de plusieurs de ses agents avaient donné lieu à tant d'ennuis, que le truant et l'agent politique étaient, en lui, décriés l'un par l'autre. M. de Maurepas se gardait de lui, et M. de Vergennes dans une certaine mesure. Il continue à écrire souvent à ce dernier, mais c'est visiblement un peu pour l'apparence, pour tâcher de ne pas avoir l'air sans crédit. D'où pouvait bien venir cette chute de sa situation; pourquoi ses lettres n'étaient-elles plus provoquées ou attendues comme en 1776 et pourquoi continuait-on néanmoins à se servir de ses avis? C'est un détail que les esprits curieux pourront se plaisir à éclaircir. Non seulement Beaumarchais apporte toujours au cabinet ses informations et les offices de l'active police qu'il s'est créée; il s'y empresse même, et au moment où on lui bal le plus froid on s'approprie ses conseils. La formule en reste salissante; aussi utilise-t-on ses aperçus politiques presque dans les termes où il les exprime, quelquefois même textuellement. A la fin d'octobre, il avait été admis à discuter avec M. de Maurepas et M. de Vergennes le parti à prendre définitivement sur les propositions d'alliance des commissaires américains; trois mois plus tard, au moment où le roi va signer le traité, il est visible que le secrétaire d'État lui a demandé le résumé de leur discussion, et la notification faite bientôt à Londres de la résolution du roi de France n'est que la substance, à vrai dire, de cette pièce politique, l'une des plus solides, des plus précises, des plus appropriées qu'il ait écrites.

Il s'agit ici d'une mémoire que l'on trouve plus loin, et que l'auteur de *Beaumarchais et son temps* a publiée sous le titre de *Mémoire parti-*

culier pour les ministres du roi et manifesté par l'État, d'après un manuscrit portant la date du 16 octobre, venant sans doute de l'entrevue qui

Beaumarchais passé ainsi à l'arrière-plan, les communications avec les envoyés de l'Amérique s'opéraient principalement par des banquiers de Paris tenant à la fois maison à Amsterdam, MM. Grand, chez qui les affaires des Américains aboutissaient, du reste, ainsi que beaucoup de celles d'Hortales. Ce dernier avait aidé, semble-t-il, à mettre les Grand, ou en tout cas l'un d'eux, sur ce pied intime; du moins on voit par ses lettres que le même attachement aux intérêts de l'Amérique l'unissait à eux ou les liait avec lui. Toutefois, les derniers jours de décembre, Beaumarchais est remplacé par Grand, de Paris, dans la remise effective à la légation de Passy du nouveau million que venait d'allouer le roi; la disgrâce ainsi dévoilée, patente, est un coup pour lui; elle l'émeut et il met de l'accent à le dire : « Je suis « conduit; j'ai perdu le fruit des plus nobles et incroyables travaux « par les soins mêmes qui mènent les autres à la gloire; je m'en suis « douté plus d'une fois aux choses étranges qui m'ont frappé les yeux « dans la conduite des Américains avec moi. Misérable prudence hu- « maine, tu ne peux sauver personne quand l'intrigue s'acharne à « nous perdre! » et il donne après cela des explications vraiment en rapport, il faut le reconnaître, avec les conditions dans lesquelles on avait concerté et combiné ses opérations. Quant au banquier Grand,

y donna naissance. C'est cependant le 22 janvier seulement que Beaumarchais envoie cette pièce à M. de Vergennes. Il venait de la composer sa lettre d'envoi reproduisant l'annexe II du présent chapitre, l'indiquant. Si les motifs qui ont servi les uns et les autres de leur Beaumarchais éloigné et de se servir de lui néanmoins restent énigmatiques, ses lettres attestent que M. de Vergennes ne l'abandonna pas et donna à ses opérations l'appui auquel il s'était engagé lors de la formation du ministère du commerce. À plusieurs reprises Beaumarchais lui en témoigna sa gratitude avec effusion. Le 25 février, notamment, il lui écrit comme venant d'être servi par lui, de la même, *Angleterre*,

1 528 n° 158. On peut lire cette lettre à l'annexe II ou vous donnons, dans leur entier ou en fragment, une suite de sa correspondance à ces dates. Les services rendus par Beaumarchais durent avoir beaucoup de prix car ils ont valu des immunités qui ne sont pas étouffées à cette heure même. Un livre vient encore de paraître à l'étranger pour jeter sur lui la discrédit sans avantage. Ant. Bettendorff, *Beaumarchais, Eine Biographie*, Frankfurt-sur-le-Main, Litterarische Anstalt, 1846.

1 *Ibid.* n° 2, lettre à M. de Vergennes, du 17 janvier 1778. La partie qui contient ces explications est reproduite aussi à l'annexe II de ce chapitre.

777 entre autres circonstances de son intervention, le cabinet lui avait fait acheter au mois d'octobre, pour le compte du roi, une frégate de construction nouvelle dont la légation avait commandé l'exécution en Hollande à un ingénieur français, mais qu'elle ne pouvait payer faute de ressources et qu'elle n'aurait guère eu moyen d'armer ni d'équiper utilement, en présence des restrictions que les traités avec l'Angleterre imposaient aux nations maritimes¹. Les derniers jours de novembre, également, Grand négocie pour le ministre, avec Franklin et ses collègues, les termes d'une démarche qu'ils allaient avoir à faire², celle, pensons-nous, par suite de laquelle la solution attendue par eux se produisit peu après.

Un autre auxiliaire du premier moment, Le Roy ou Leray de

Le 30 novembre la légation informe de cette affaire de frégate la comtesse, à qui elle donne ses explications suivantes : « Elle est très grande, capable de porter trente canons de 24 sur un seul pont et on suppose qu'elle égale au vaisseau du ligus. Mais les difficultés matérielles qui nous trouvent à armer et à équiper un pareil vaisseau dans le moment que nous portons, sous les restrictions des traités, au même temps que le manque de subsides de votre part, nous ont engagés à le vendre au roi qui par une forte pension alloue à notre officier l'a décidé à rester à son service, et qui nous rembourse ce que nous avons dépensé pour cette frégate. » *Diplomatic correspondence*, t. I, p. 340. La lettre suivante à M. Grand constate l'achat par le ministre de la marine. Nous devons cette pièce à l'obligeance de M. Bard, de Saint-Nomere. « À Fontainebleau ce 5 octobre 1777 à M^r Grand honneur rue Montmartre Paris. Je vous remercie Monsieur que le Roi sur le compte que je lui en ai rendu, a mis d'acheter à faire l'acquisition de la frégate que vous avez fait construire pour votre compte à Amsterdam. Vous pouvez regarder cette affaire comme ter-

minée et donner vos ordres en conséquence à vos commandeurs du Hollande. — Quant au nom du bâtiment je vous fais savoir immédiatement celui qu'il aura plu à Sa Majesté de lui donner. — Je suis très parfaitement Monsieur, respectueusement à vous. — De Sa Majesté. »

¹ M. Grand écrit à M. de Vergennes : « Monsieur le Comte, — J'ai l'h^r de vous accompagner et joint une note parallèle à celle que je vous ai remise à M^r le comte d'Aranda à laquelle on a fait que retrancher la proposition que vous n'avez pas goûtée, avec aussi la traduction de la commission qui est attachée et qui semble avoir tout prévu. — Je joins pareillement ici la traduction du projet de lettre à écrire par les députés à celle qui est à votre approbation. — J'attends vos ordres M^r le Comte pour me rendre après de vous en sujet de l'opération dont vous m'avez fait la grâce de me prévenir à Fontainebleau je vous demande celle d'y ajouter vos sentiments respectueux. — Grand. » Paris le 24 novembre. » (*États-Gén.*, t. 2 n° 144. Cont. de l'opération de la frégate qu'il s'agit semble-t-il, dans le dernier paragraphe

Chaumont, avait pris et remplissait maintenant beaucoup de rôles . 175
 Fort engagé dans les opérations de commerce auxquelles la guerre de l'Amérique donnait lieu depuis un an, il s'était trouvé à portée de servir aux rapports de la légation avec le cabinet de Versailles. Il l'avait pu d'autant mieux que, depuis l'arrivée de Franklin, celle-ci occupait à Passy une maison à lui. M. de Sartine l'avait procuré à M. de Vergennes, et aux dates où nous en sommes le ministre usait très habituellement de lui. Cherchant à envoyer aux États-Unis, comme M. de Floridablanca, quelqu'un d'apte à bien regarder et même à négocier, mais qui fût simplement un commerçant faisant des affaires, il demanda ce quelqu'un à Leray de Chaumont. On douterait aisément que cet envoi fut jugé nécessaire par le secrétaire d'État des affaires étrangères; le bruit qu'il aurait lieu n'en devint pas moins général; le public crut un moment, et le ministre de Frédéric II le manda à ce prince, que l'émissaire serait Beaumarchais, donné bien à tort, alors, pour le « garçon-major de M. Franklin³ ». Ce fut au contraire un M. Holker fils, intéressé, il nous semble, avec Chaumont. La mission dont on le chargeait semblerait indiquer que l'on ne se sentait pas près de traiter à Versailles même. Il aurait à « regarder aux dispositions du Congrès et de ses chefs, à celles des congrès provinciaux, à leurs ressources en argent, en troupes de terre, en marine, au mouvement commercial que pourraient offrir leurs ports; il s'enquerrait du traitement que trouverait, de la part des États-Unis, une nation prête à soutenir leur cause; il nous renseignerait enfin, aussi précisément que possible, sur la situation vraie des Anglais »

Nous avons écrit précédemment « Le Roy de Chaumont » c'est l'orthographe de la *Diplomatie correspondance* et de diverses pièces, notamment de celles qui sont énumérées en 1776 et de Franklin et de Dubourg. Les pièces postérieures (*États-Unis*, t. 3) portent Le Roy ou Leray le Chaumont et la signature du personnage paraît bien commander d'écrire Leray ses annotations

du secrétariat des Affaires étrangères, en marge des pièces portant au contraire Le Roy ou Leray dénomination de langue romane dont la traduction en orthographe moderne serait Le Roy ou Lerol

³ Le 6 février M. de Goltz envoyait à Frédéric II un bulletin de nouvelles où le « Barbier de Nèville » était qualifié de cette manière

- 1377 Le 25 novembre, on remettait à Leray de Chaumont, dans une note pure et simple, sans authenticité, verbale à proprement dire, les instructions destinées à ce mandataire; la responsabilité lui en appartenait ainsi personnellement. Bien plus, cette note était en deçà des dispositions que l'on connaissait aux commissaires de Passy. Être sûr que les États-Unis n'écouterait aucune proposition de l'Angleterre, ni pour la paix ni pour une union nouvelle, quoi que son gouvernement abandonnât, quoi qu'il offrit, c'était là, semble-t-il, le dernier point qui arrêtât avant de se lier tout à fait avec eux. Mais il paraît que M. de Maurepas inclinait, lui, à ne pas tenir les assurances de la légation pour suffisantes ou à ne point les croire assez autorisées¹. Le chef du cabinet pouvait se trouver déroute, en effet, d'avoir affaire au gouvernement d'une assemblée, à un peuple sans chef, sans monarque. La mission d'Holker ne répondait-elle pas aux desirs particuliers de ce ministre? En tout cas, cette mission devait consister à « éloigner les principaux du Congrès de faire la paix avec la métropole autrement que sur le pied de l'indépendance absolue et sous la condition que d'autres nations seraient garantes de cette paix, sans cela trop facile à rompre de la part de cette métropole, restée maîtresse du Canada, de la Floride, de la Nouvelle-Écosse² ».

En attendant, toutefois, les négociations se poursuivaient avec Franklin et ses collègues. Ils avaient hâte de les voir aboutir. Ils se représentaient comme sollicités de plus en plus par l'Angleterre et bien près de lui céder. Beaumarchais vient encore en aide à cette manœuvre; en envoyant à M. de Vergennes tout un bulletin de nouvelles d'Amérique, il cherche à l'effrayer par l'annonce que deux cents voiles anglaises ont été rencontrées dans les parages de la Martinique, « voguant au sud malgré le vent contraire », c'est-à-dire courant vers le golfe du

¹ Beaumarchais, dans le mémoire envoyé par lui aux deux ministres le 22 janvier 1776, atténue effectivement cette crainte au chef du cabinet. *France* t. 310 n° 20.

² *Instruction verbale donnée à M. Holker le 25 novembre 1777* (*États-Unis*, t. 2 n° 134 et 144 les minutes un copie de la main de Gérard).

Mexique; après quoi il a soin de rappeler tout de suite au ministre que « la légation a tous les pouvoirs pour traiter même avec l'Angleterre », mais que Franklin « doit partir ou rester sur une réponse actuellement attendue » et que « cette réponse est certainement celle de la France »; Beaumarchais, qui soutient ses dispositions, dit-il, ajoute : « Il faudrait que les paroles pussent venir du secrétariat d'État lui-même, malheureusement il n'est pas libre de les donner ». Évidemment le chef du cabinet, le roi par suite, étaient censés empêcher M. de Vergennes d'aller aussi vite qu'il l'eût souhaité. Cependant les garanties essentielles à obtenir des États-Unis et les gages qu'ils voudraient avoir de notre constance étaient l'objet d'échanges réitérés de pourparlers et d'écrits. Que fallait-il pour convaincre l'Amérique de la solide amitié de la France et de l'Espagne; quelle condition mettait-elle à des engagements, de la part de ces dernières, l'empêchant sûrement de ne pas poursuivre son indépendance et de redevenir colonies anglaises? on s'enquêrait de tout cela avec avidité. Il reste

172

« Monsieur le Comte J'ai l'honneur
« de vous envoyer les nouvelles d'Amérique.
« Les plus fraîches dépendances par le Congrès
« ont été jetées à la mer. Il n'y a d'intéressant
« que les nouvelles qui confirment vos soupçons
« et les autres sur le gouphe de Mexico. mais
« il faut que je le répète cela est impossible
« ou le moment du roi d'Angleterre est devenu
« trop.

« J'oublie l'autre air de vous dire que nos
« députés ont un pouvoir général de traiter avec
« toutes les puissances européennes sans en ex-
« cepter l'Angleterre. On m'a dit au moins que
« M. Franklin attendait qu'une réponse pour
« se décider à partir ou à rester etc. Cela me
« confirme que les Anglais lui font proposer de
« traiter avec eux mais d'où attend-ils cette
« réponse? Ce ne peut être de Londres, il n'est
« pas habile à nous faire une perfidie. Je l'ai
« vu ce matin fort pensif et M. Duane m'a dit

« qu'il était très affligé de la mort de Johnson
« et de la perte du Lexington mais que ce qui
« le tourmentait le plus, était l'incertitude sur
« ce qu'il doit faire d'après une réponse qui
« attend. M. Franklin m'a beaucoup questionné
« sur vos dispositions et mes conclusions et
« moi je soutiens le courage par l'espoir, et je le
« soutiens comme les députés traitent le Congrès
« et comme celui-ci traite le peuple américain.
« C'est une chaîne d'espérances dont je tiens le
« 1^{er} chaînon, je voudrais bien que ce fut vous
« elle serait plus solide. Mais pendant que le
« sort emporte mes paroles les vôtres sont d'un
« si grand poids que je suis bien que vous n'en
« puissiez guère douter.

« Je vous rends grâce des nouvelles que vous
« m'avez données et me donnez de votre bienveillance.
« Vous m'avez combien elle m'est précieuse. Vous
« m'avez communiqué les nouvelles à M. de
« Montepan. » (*Angleterre* t. 525, n° 19.)

177 peu de traces de ce travail de la dernière heure, mais l'existence est bien constatée¹

C'est dans le même temps que Franklin et ses collègues rédigent leur rapport au Congrès sur les prises intempestives reprochées aux corsaires de leur nation. Ils y déplorent notre lenteur à nous résoudre. Un peu aigres par les difficultés qu'ils trouvaient à négocier ces prises contre monnaie, à payer dès lors le matériel expédié par eux, ils mandaient encore que « les deux cours éviteraient la guerre

¹ On trouve la pièce suivante dans le volume *États-Unis*, t. 2, n° 177. Elle porte pour tout intitulé la date 1777, sans autre indication. En haut, à droite, on lit le mot latin *liber* le nom de M. de Guvres.

« 1^{re} question. Qu'est-il nécessaire de faire pour donner aux députés américains, une satisfaction suffisante pour les encourager à « écarter aucune proposition de l'Angleterre pour une nouvelle connexion avec ce pays ? »

« Réponse. Les américains ont proposé depuis longtemps un traité d'amitié et de commerce qui n'est point encore conclu. La conclusion immédiate de ce traité fera cesser l'incertitude où ils sont à cet égard, et leur donnera une telle confiance dans l'amitié de la France, qu'ils rejetteront avec fermeté toutes les propositions qui leur ont été faites pour la paix par l'Angleterre, lesquelles n'ont pas pour base l'entière liberté et l'indépendance de l'Amérique, tant en matière de gouvernement que de commerce.

« 2^e question. Qu'est-il nécessaire de faire immédiatement pour satisfaire le Congrès et les peuples de l'Amérique relativement à l'union et à la certitude de l'amitié de la France et de l'Espagne en assurant leur indépendance de manière à les engager également à rejeter toute proposition de la part de l'Angleterre pour la paix qui serait incompatible avec l'indépendance

« Réponse. Les circonstances pécuniaires qu'un engagement immédiat de la part de ces deux royaumes pour la garantie des possessions actuelles du Congrès en Amérique, ainsi que de celles qu'il pourra acquiescer au le continuer pendant la guerre et une guerre contre l'Angleterre, ou des secours pécuniaires fournis au Congrès, si cette guerre n'a pas lieu, afin de la mettre en état de le soutenir de son côté, jusqu'à ce qu'il puisse parvenir à faire une paix sûre et jusqu'à ce que tout ce que les Anglais possèdent maintenant sur le continent sera conquis, ou qu'ils ne cessent tout pour affaiblir cette puissance qui pour nuire les possessions des États-Unis et de leurs alliés, et qu'un traité conclu dans cet esprit soit directement contraire au Congrès.

« Si la France et l'Espagne ou l'un de ces deux cours voulait comme subsidiaire nous fournir une flotte de six ou huit vaisseaux de ligne ou un plus grand nombre tels qu'on au Congrès et aux peuples de l'Amérique la perspective la plus certaine d'une fin prompte et favorable de la guerre à leur entière satisfaction et les empêcher d'attendre à aucun moment à conditions ou devenus d'une indépendance absolue. — Dans le volume *États-Unis*, t. 3, les pièces numérotées 4 et 5 ont des réponses en anglais à la première question de la main de Dunno et de celle de Franklin

tant qu'elles ne seraient pas forcées à s'y résoudre, qu'elles ne leur fourniraient ouvertement ni troupes ni vaisseaux ; ils se laissaient aller même à essayer déjà de dispenser l'Amérique de la gratitude en l'enorgueillissant de la pensée que sa virilité seule et sa bravoure seraient les agents de sa délivrance¹. Ils ne pouvaient, pourtant, ne pas

Ce rapport est pour la France un autre titre à reconnaître. L'acte spontanément émis, dans le moment même par les Américains de la première génération. On eût certainement bien surpris ceux-ci en prisonnant devant eux le récit d'une victoire vingt-dix ans après l'Allemagne serait justifiée et glorifiée par leurs succès, dans l'établissement des États-Unis. Nous tradisons mot à mot : Nous recevons et joignons les papiers que nous avons reçus et les réponses que nous avons données au sujet de ces captures, et nous demandons notamment que si après enquête la validité des allégations sont reconnues vraies, prompt justice soit rendue et restitution faite aux réclamants étant de la dernière importance pour nos affaires en Europe que nous nous voyions des accusations de nos ennemis, qui nous représentent par tout comme des pirates et s'efforcent d'exciter

le monde contre nous. L'affaire espagnole a eu déjà de très mauvais effets dans cette cour comme nous l'apprenons par la nature du discours mentionné dans votre dernière lettre. Nous avons par des lettres à nos correspondants dans les différentes ports, lettres dont nous vous envoyons des copies aux copies fait tout ce qui était en notre pouvoir pour prévenir de premiers accidents à l'avenir. Les puissances maritimes de l'Europe s'embarrassent elles-mêmes, et nous avec elles par le double vice que leur politique les oblige à jouer étant de cacher nos secrets et nous empêchant de savoir elles-mêmes nous permettre tout usage de leurs ports compatibles avec leurs traités en ce que nous pouvons en faire nous donner des sujets

de déchirer de plants à l'Angleterre et étant si difficile de garder nos vaisseaux arrêtés en ces lieux sans que l'Angleterre nous envoie des forces. Il ne vaudrait pas mieux empêcher de croiser sur leurs côtes et d'y amener les prisonniers jusqu'à ce qu'elle soit une guerre ouverte, qui quoique en aucun moment certaine nous redoutait des deux côtés d'un instant à l'autre, tellement, sous autres circonstances le rappel des bateaux de pêche par la France et la destruction des navires du roi d'Angleterre. En conséquence de cette conduite gênée, nos prisonniers ne peuvent être vendus publiquement ce dont les acheteurs profitent pour faire haïr les prisonniers et quelquefois les crimes d'assurance sont obligés de payer ces prisonniers, en vertu d'ordres du roi obtenus par l'ambassadeur d'Angleterre. Nos compatriotes naturellement se plaignent de ce traitement par nous-mêmes et comme nous ne devons pas contredire la cour dans les apparences qu'elle semble disposer à donner à l'Angleterre nous ne pouvons démentir ses notes ou leur fausseté connaître les services essentiels que nous nous rendons continuellement de ce pays, et nous craignons que le ressentiment de ces pratiques qui sont si haut déshonorantes ne engage quelqu'un-à des représailles et occasionne par là une série de désagréments. Le discours du roi d'Angleterre tonne contre ces deux royaumes aussi bien que contre nous. Il affiche à la fois la grosse résolution de continuer cette guerre et d'en faire deux autres si on lui en donne l'occasion. On comprend qu'il transmet efficacement des hommes et de l'argent pour une autre campagne, en outre de

1777 reconnaître et ne point louer ce que nous faisons pour eux. Les événements se précipitent et d'autres sentiments succèdent bientôt aux impressions injustes. M. de Vergennes n'avait pas achevé sa dépêche du 3 décembre, où le parti décidé de nouer l'alliance et de l'avouer était bien visible, que la nouvelle de la capitulation de Burgoyne à Saratoga arrivait à la légation. Depuis un mois, les interprétations les plus naturelles des informations arrivées d'Amérique à Londres, le silence que gardait le cabinet de Saint-James, le langage des journaux anglais, faisaient présager une issue fatale au grand mouvement tournant du Canada. Les bulletins victorieux que lord Stormont multipliait à Versailles n'y détournaient pas de penser qu'en effet le résultat était contraire aux Anglais, M. de Vergennes le disait au marquis de Noailles le 15 octobre¹ et le mandait de même à Osson le 10 novembre. Les journaux de Londres prenaient leur revanche en parlant d'un grand succès probable de Howe sur Washington²; on ne

« celle qu'il a déjà sur les bras, et tout se
« monde voit que ce n'est pas sans de la vou-
« loir qu'il laisse impunie l'insolente joufflu-
« ment contre qui nous est fournie par ses vol-
« mons. Ceux-ci néanmoins, nous avons lieu de le
« penser, ne commencent pas la guerre tant
« qu'ils pourront l'éviter, et ne nous fournissent
« pas ouvertement des secours en vaisseaux et
« en troupes. Il nous est vraiment à peine permis
« de croire qu'on nous fournit de l'aide sans
« en nous laisser imaginer, si cela nous punit que
« les canons, les armes etc. que nous avons
« reçus et envoyés, sont des effets du bon vou-
« loir et de la générosité privée. Vous n'avez
« pas moins les plus fortes raisons de vous fier
« à ce que la même générosité combattrait, et
« cela même à l'Amérique la gloire de mener
« à bout sa délivrance par sa propre énergie et
« sa seule vaillance, desquelles avec l'aide de
« Dieu, nous vous recommandons d'ajuster surtout à
« sa dépendance. » *Diplomate correspondance*,
t. I p. 363.

¹ Lettre particulière. (*Angleterre*, t. 325
n° 77 bis. — « Le silence du gouvernement
« anglais sur l'état des affaires en Amérique se-
« les feroit plus juger mauvais si le Lord Stor-
« mont ne nous rassuroit par toutes sortes de
« nouvelles qu'il tient avec certitude que si le
« succès du moment. Burgoyne maître d'Al-
« bany y a été joint par Clinton, le G. Schuyler
« avec son corps de 1500 hommes a mis les In-
« diens et s'est rendu. Le colonel F. Leger s'est
« emparé du fort Stanwisch à la tête des Mo-
« nrocks et est maître de son cours jusqu'à la
« rivière d'Hudson. Howe a remporté le fort
« Stanwich à débarqué dans la nuit du Lan-
« caster, a occupé la ville de ce nom on sent les
« rangées de Washington. Il est bon Monsieur
« le Marquis, que je vous apprenne les nouvelles
« du pays que vous habitez. Mais ce ne sont
« ni que des on dit et de pure insouciance dont
« vous faites le cas qu'ils méritent. »

² *Espagne*, t. 587, n° 24, de Fontainebleau
6 novembre 1777.

1777
tardait pas à apprendre que le succès avait bien eu lieu; c'était la petite bataille de la Brandywine; mais le ministre, en raisonnant ce qu'on en écrivait, trouvait l'affaire « peu considérable et d'arrière-garde » et attribuant à l'autre, au contraire, toute la portée qu'elle avait véritablement¹.

L'abandon de Ticonderago avait bien servi Gates, en attirant à Saratoga les six ou huit mille hommes qui restaient au général anglais, de près du double que celui-ci comptait au début. Enfermé bientôt dans un cercle d'insurgés qui le harcelaient et écartaient de lui les vivres, ce corps d'armée avait dû se rendre prisonnier, et, au lieu que ce fût lui qui descendit en Pensylvanie, c'était Gates qui pouvait envoyer des renforts sur la Delaware. Considérable dans les Colonies, l'émotion produite par cet événement retentit au sein du Gouvernement et chez le roi lui-même autant qu'à la légation de Passy. « On m'assure, écrit le comte de Goltz à son souverain², qu'à commencer par Sa Majesté Très Chrétienne même, la joie a été des plus sensibles sur toutes les physionomies. » A cette nouvelle, en effet, les hésitations cessent. « Elles décident la victoire », écrit, le lendemain M. de Sartine à M. de Vergennes, après une conversation avec M. de Maurepas. La légation apporte immédiatement aux Affaires étrangères

Il écrit au marquis de Noailles le 7 novembre en particulier encore. — La nouvelle d'un échec que le général Burgoyne aurait reçu se soutient mais qu'on puisse la regarder comme certaine, ou sont des rapports de capitaines américains qui ne méritent pas ordinairement beaucoup de confiance. Si le Général avoit fait des progrès qui assurément le succès de son expédition il en auroit fait passer l'avis par toute voie et il est probable qu'on en auroit informé en Ang^e. Peut être n'en es pas se tromper que de regarder cette expédition comme manquée. Je ne porterais pas le même jugement de celle du général

« Howe si les nouvelles que M. l'ambassadeur d'Ang^e m'a données avec se confirment. Il m'a dit que des lettres de New York annoncent que le 21^{er} l'armée du Gen^l Washington a été battue et défilée à Chester. Cependant une circonstance pourroit faire penser que l'affaire n'a pas été bien considérable et même que ce n'a été qu'une affaire d'arrière garde, si c'est vrai que l'armée ennemie a fait tomber de l'autre côté de la rivière. J'attends vos prochaines lettres M. le Marquis pour fixer ma croyance. » Angleterre, L. 525, n° 20 bis.

¹ Lettre du 7 décembre 1777. Circourt ad. supra

1777 la dépêche du comité¹, et ce même lendemain, 5 décembre, la traduction en est envoyée à M. de Montmorin par le ministre. On avait aussitôt accepté les hypothèses les plus favorables. Il n'y aurait rien que de naturel à voir le comte d'Aranda s'enflammer², mais M. de Vergennes, autant que lui, cède à l'entraînement. Il voit déjà Howe coupé de sa flotte, capitulant à Philadelphie comme Burgoyne à Saratoga, et les États-Unis libres dorénavant. La guerre, dès lors, n'est plus douteuse pour lui. Elle lui apparaît inévitable, prochaine, et il redoute de nous trouver pris entre le ressentiment de l'Angleterre à cause du peu que nous avons fait pour les rebelles, et l'indifférence de ceux-ci pour les avoir si faiblement soutenus : « Voilà de grands sujets à méditation et à réflexion, écrit-il à Montmorin, tant pour le présent que pour l'avenir. J'avoue que les nouvelles ne sont rien moins que riantes, parce que je vois approcher le moment fatal que

Leur lettre est en original et en traduction.
États-Unis, t. II, n° 148 et 149. Celle que leur avait écrite le comte du Congrès se trouve au tome I de la *Diplomatie correspondance*.

¹ Il répond le 7 à M. de Vergennes qu'il lui a fait part de la prise de Philadelphie annoncée avec empressement par lord Sturmont. Le lendemain de celle de Burgoyne. « Mais d'ici à huit jours nous aurons bien à dire quand leurs nouvelles mettront en parallèle l'occupation d'une ville ouverte avec des portes égales, et l'engagement de la soutenir contre Washington dans le voisinage, et au moins de 6 mil hommes attrapés sans perte d'un seul avant-coureur, qui dégage les Américains de ce côté la. Peut être que cette ville sera la tombée de nos conquérants, et s'ils ne sont pas assez heureux, pour s'ouvrir la communication par la rivière Delaware ils sont perdus, surtout l'hiver s'approchant, et ayant 20 heures intermédiaires de leur position à leur flotte dans la baie de Chesapeake.

« Le général Howe a sans fait honneur ni doute avec la prise de Philadelphie, puisqu'il s'achève avec si peu de peine. Il est vrai que si Burgoyne avait pu s'en tirer comme on se promet, elle aurait pu avoir des suites avantageuses, mais nous ne sommes pas conçus que précisément l'honneur du général portera le coup mortel aux intérêts de la Couronne, et que les Américains n'en puissent souhaiter mieux que de l'avoir présentement de ce côté la. Je voudrais bien M. Howe plus en liberté pour que la couronne ne fût pas si tôt au comble de sa détresse qu'elle dure jusqu'à l'heure de notre coup préparé. Les Américains souffrent ne sachant pas si raisonnables que nous les voyons. Ils feront bien de leur côté, parce que chacun doit venir à son secours et s'ils se sentissent que leur acharnement peut rejoindre sur nous autres de ne faire les défenses que plusieurs articles qu'ils nous auraient accordés. Les événements dans des moments présents —
 « A Paris le 7 décembre 1777. *Extrait*
 1 587 n° 90 — Original.

j'ai toujours regardé comme celui de la crise. La joie visible avec laquelle lord Stormont, le même jour, était venu confirmer le succès de Howe sur Washington à Brandywine, augmentait encore l'animation un peu perplexe du gouvernement du roi. Le 13 décembre, M. de Vergennes écrit en particulier au marquis de Noailles

Je ne doute pas, Monsieur le Marquis, que les nouvelles du Lord Howe si long temps attendues n'aient causé en Ang^{re} une joie proportionnée à leur importance. Les ministres y aura trouvé de nouveaux motifs de confiance et d'orgueil. Le Lord Stormont toujours modéré s'est empressé de me faire partager sa modeste satisfaction, il m'a écrit un billet très affectueux auquel il a joint un exemplaire de la gazette extraordinaire du 2 de ce mois. Je lui remercie convenablement de cette attention à laquelle j'aurois pu correspondre en lui envoyant la capitulation du general Burgoyne, mais j'aime mieux la lui laisser apprendre par d'autres. Les Americains ont perdu Philadelphie et pris une armée, cette compensation peut leurs paraître d'autant plus intéressante que suit les nouvelles d'Amérique les Anglois pourroient bien encore perdre leur seconde armée, en effet si la flotte ne peut pas remonter et bien tôt à

« Versailles le 5^{me} 1777. Les députés du Congrès qui résident en France ont reçu hier des depêches de leurs commettens avec des nouvelles fort agréables pour eux, elles ont été apportées par un vais de Boston arrivé à Nantes en 30 jours.

« L'armée de Burgoyne a mis bas les armes. Vous verrez les conditions auxquelles elle s'est rendue dans la tradition ci jointe de la capitulation signée par les généraux respectifs. Burgoyne avait au moment de la reddition 2752 hommes effectifs et il résulte d'un relevé qui parviendra bientôt que j'ai vu que cette belle équipée a été a l'Angleterre dans cette perte seulement 9203 bo^{is}, et 37 piéces d'artillerie sans parler de tout ce qui en pourra prendre encore dans le dépôt qui étoit sur le lac George et à Ticonderago qui pourra avoir de la peine à se soutenir ensuite de la destruction de tous les bateaux et autres batimens

« que les Anglois avoient construits pour cette expédition.

« Au départ du courrier le general Gates étoit occupé à faire partir des renforts pour le general Washington qui étoit près de Philadelphie avec son armée. Le general Howe étoit en possession de cette ville depuis le 26. septembre sans craindre il n'aurait point de communication avec sa flotte on espéroit qu'il seroit bientôt contraint de se soumettre aux mêmes conditions que le general Burgoyne. Ceci pourroit sembler très possible et j'avoue que je ne me verra pas sans inquiétude, car si on réussit que nous aurons tout le dessein auprès de l'Angleterre du peu que nous avons fait en faveur des Americains et très peu de reconnaissance à attendre de ceux-ci pour avoir si faiblement contribué à leur blâsment de leur indépendance. *Espagne* t. 587, n° 87

1777 Philadelphie M. Howe pourroit bien se trouver dans une souricière dont il ne se tireroit pas aisément. Suiv' les avis venus à nos députés le général Gates faisoit filer de forts détachemens de son armée pour se joindre à Warrington. On le voit, des malices partout et l'avanture de Burgoyne doit faire un grand encouragement pour les partisans de la liberté. Tout ceci semble nous approcher du moment de la crise que j'ai toujours prévu, M. Gervais vous répète Monsieur le Marquis ce que je lui ai dit à ce sujet avant son départ. C'est le moment de recueillir toute notre attention pour demander les résolutions qu'on pensera à prendre ou vous etas. Ce que je vois dans les papiers publics du langage, même des ministres, annonce que leur orgueil n'est pas disposé à flatter notre amour propre, il cherchent plutôt à l'irriter ce qui est assez mal adroit si leur parti n'est pas encore pris de ne plus observer de mesures.

A Versailles le 6 ^{ème} 1777

Angleterre, t. 526, n° 59 bis

Cette lettre du secrétaire d'État est traduite en dépêche officielle par Gerard quelques jours après¹. Du côté de Londres il ne fallait plus, en effet, qu'écouter et regarder, maintenant; mais à Madrid il fallait tâcher de convaincre d'une manière définitive. Les conseillers du roi s'étaient cherchés aussitôt. Le comte d'Aranda avait été appelé déjà au conseil pour l'examen des conjonctures qui s'offraient²; rappelé de nouveau, les conséquences avaient été scrutées, raisonnées, pesées avec lui. La politique élémentaire commandait de penser que l'intérêt de l'Angleterre serait de traiter avec les États-Unis, dès lors on apercevait plus clairement le danger de la voir chercher bientôt des compensations à ses pertes dans les possessions de la maison de Bourbon. Mais c'était aussi une politique naturelle que de vouloir, à cette heure, « achever, comme on disait, les disgrâces et l'abaissement de

¹ Dépêche au marquis de Noailles du 13 décembre 1777. *Angleterre*, t. 526, n° 84.)

² C'est ce qui résulte du billet de M. de Sartine, tout à l'heure cité, et ce billet prouve, il semble, qu'il avait fait quelques efforts pour déterminer le roi. « Je serois curieux d'avoir un extrait des nouvelles d'hier nous en avons

« nous longtemps tiré au sujet M^r de Montagu
« et moi, elles décident la victoire dans le parti
« que nous avons à prendre après les plus sérieuses réflexions, M^r d'Aranda sera bien entendu, il me paraît en effet que sa dernière conversation a fait impression. » (Ibid., t. 49)

cette puissance », en empêchant les Américains d'accepter des conditions de paix qui ne leur donneraient pas la complète indépendance et la liberté de porter leur commerce en France ou en Espagne aussi bien qu'en Grande-Bretagne. Il pouvait des lors sembler urgent de se fixer au parti de les soutenir par une alliance positive. Aussi, n'ayant pas encore clos sa dépêche à notre ambassadeur à Madrid, M. de Vergennes y ajoutait-il immédiatement ces lignes, qui faisaient assez apercevoir la résolution d'affronter la rupture.

P. S. Depuis cette lettre écrite nous avons eu M. le C^{te} de Maurepas et moi une conversation avec M. le C^{te} d'Aranda, nos réflexions ont abouti à un même point, savoir qu'il n'y a pas un instant à perdre, non pour précipiter l'action, mais pour s'y préparer et pour cet effet de travailler dès à présent à nous familiariser du concours d'un ami qui peut être utile, si nous nous l'attachons et dangereux si nous le négligeons. Je vous en dirai incessamment plus, j'ai besoin de quelque temps et de quelques notions pour mettre en ordre mes idées.

Cet « am. », donc, l'attache semblait maintenant précieuse, etait le congrès des États-Unis. Avec M. de Maurepas, chez le monarque, les conditions nécessaires pour essayer de se l'assurer furent étudiées sans tarder. M. de Vergennes y rédigea « sous la dictée du roi » les données sur lesquelles une conférence immédiate avec les commissaires pouvait avoir lieu, puis, sur une feuille du petit papier bleuté, doré sur tranche, qui servait à la correspondance privée de Louis XVI, le ministre transcrivit au net cette pièce. En apposant au bas son « approuvé », le souverain y ajouta la date, ce qu'il ne faisait pas d'habitude; cette date devait être celle du relevement de la France. On avait déterminé comme il suit les explications à porter aux Américains, les dispositions à leur montrer et les gages à réclamer d'eux :

Sa M^{te} a ordonné qu'on ferait entendre aux députés américains résidens en France que des considérations relatives à la situation particulière de ses affaires et même à la position des aff^{es} publiques n'avaient pas permis jusqu'à présent,

1777 d'accéder aux ouvertures qu'ils se disoient autorisés à faire, et de leurs donner et à leur nation des marques publiques et caractérisées de l'intérêt dont Sa M^{te} a toujours été prévenue pour leur cause, mais que les circonstances semblent aujourd'hui plus favorables à l'établissement d'une intelligence étroite entre sa Couronne et les Provinces Unies de l'Amérique septentrionale Sa M^{te} ne s'éloignera pas d'entendre aux propositions que les députés peuvent avoir à lui faire, de les examiner et de se prêter autant que l'état des choses peut le permettre à leurs donner et aux Etats-Unis des marques de son affection et de son intérêt, mais plus Sa M^{te} est disposée à donner des témoignages de ses sentimens plus elle a lieu d'attendre de la prudence et de la sagesse des députés qu'ils se prêteront aux motifs de réserve qui ne permettent pas encore à Sa M^{te} de reconnoître et de déclarer publiquement leur indépendance. Sa M^{te} unie par les liens les plus intimes et les plus étroits avec le roi d'Esp^{ne} ne veut prendre aucun engagement qui ne soit commun à ce prince et qui ne doive s'exécuter de concert avec lui, c'est pourquoi Sa M^{te} en déclarant qu'elle est disposée à entrer dans les ouvertures qui pourront lui être faites pour une négociation se réserve expressément de ne rien conclure que conjointement avec le Roi son oncle, s'en rapportant aux époques que Sa M^{te} C^{te} indiquera comme la tenue convenable pour se déclarer publiquement.

On espère que M^{rs} les Députés sentiront l'importance de renfermer dans le plus profond secret les dispositions qu'on leur a communiquées confidentiellement, et s'ils ne peuvent se dispenser d'en rendre compte à leurs commettans ou attend de leur sagesse qu'ils ne se confieront qu'au président du Congrès en lui faisant sentir la nécessité et la convenance d'un secret inviolable.

signé le 6 Décembre 1777

Angleterre, t. 526, n° 60

La légation était déjà prévenue. Trois jours auparavant, Leray de Chaumont avait annoncé le départ de Holker. Celui-ci se mettait en route par Dunkerque pour chercher à s'embarquer; il séjournerait un peu dans cette ville, de sorte que des indications supplémentaires s'y trouveraient si l'on avait besoin de le rejoindre¹. Il paraît pro-

¹ Lettre au comte de Vergennes, du 2 décembre (Angleterre, t. 526, n° 37.)

1777.
 habile que M. de Vergennes prit la le moyen d'aviser tout de suite les commissaires que l'on souhaitait d'ouvrir avec eux les pourparlers décisifs. Ce désir, confié à Leray de Chaumont, pouvait effectivement être connu très vite à Passy. Comme la pensée qu'il faudrait peut-être aller jusqu'au Congrès et l'amener à autoriser les conférences était très supposable, il convenait d'ajouter aux premières instructions de Holker la mission spéciale d'agir dans cette vue; M. de Vergennes rédigea donc pour ce dernier une instruction nouvelle, reproduisant en substance les motifs que donnait la note royale pour n'avoir pas fourni plus tôt à l'Amérique « des preuves effectives des dispositions favorables de la maison de Bourbon »; il y disait sans détour qu'en présence de l'effet politique résultant des succès de l'armée américaine pour les auteurs de la déclaration d'indépendance, on attendait d'eux des propositions, que l'on réservait à celles qui seraient faites ces « preuves effectives », et qu'aucune condition n'y serait mise dont les États-Unis, à aucune époque ultérieure, eussent à éprouver un regret. Gérard dicta, le 7, à Chaumont¹ cette instruction supplémentaire; mais la lecture de son dernier paragraphe permet d'assurer que l'on pensait voir le résultat venir d'un fait plus prochain, non de l'autre côté de l'Océan². « Cet état de choses », avait écrit le ministre,

Cet état de choses doit devenir désormais la base de l'intelligence plus caractérisée et plus développée avec les puissances de l'Europe dont les dispositions et les intérêts ont toujours tendus à favoriser la cause américaine, le moment où elles peuvent prendre confiance dans la solidité du gouvernement américain est celui où elles pourront être portées à *des démarches plus actives et à un concert plus direct*, elles ne peuvent qu'attendre les propositions que les circonstances dicteront aux Colonies Unies, mais celles cy peuvent être d'avance persuadées qu'elles n'exigeront aucunes conditions qu. puissent

C'est ainsi que M. Leray de Chaumont se désigne dans ses lettres en parlant de lui.

¹ Le fait est constaté en haut de la page 6

droite de la main de Gérard, ainsi qu'il suit.

« Dicté par nous à M. Le Ray de Chaumont

« p. M. Holker »

de la note royale et des dernières instructions de Holker, que la lettre dont le ministre, comme nous l'indiquons plus haut, avait revu les termes ou précisé le sens par l'intermédiaire de Grand, pourrait être celle-là même. M. de Vergennes en envoie aussitôt à notre ambassadeur en Espagne la traduction suivante.

A S. E. M. le comte de Vergennes

Les commissaires du Congrès des États-Unis de l'Amérique demandent la permission de représenter à V. E. qu'ils ont remis entre ses mains, il y a environ un an, les propositions du Congrès pour un traité de commerce et d'amitié avec ce royaume, en demandant (outre différentes autres propositions contenues dans des mémoires subséquents) l'aide de vaisseaux de guerre et offrant l'engagement de joindre les forces des d^{ts} États-Unis avec celles de la France et de l'Espagne pour agir contre les domaines de la Grande Bretagne, et de ne faire la paix que conjointement avec ces deux cours dans le cas où la Grande Bretagne leur déclarerait la guerre. Mais ces ouvertures sont demeurées jusqu'à présent sans réponse déterminée et craignant que la continuation de cet état d'incertitude relativement à ces mêmes ouvertures, jointe aux rapports qui se répandront bientôt en Amérique du traitement rigoureux que nos vaisseaux armés ont éprouvés dans les ports de ces deux royaumes, ne donne de l'avantage à nos ennemis en faisant de mauvaises impressions sur l'esprit de notre peuple, lequel, vu le secret qui nous est imposé, ne sauroit être informé des secours essentiels qui nous ont été offerts si généreusement mais secrètement, les commissaires conçoivent que dans les circonstances présentes l'accomplissement du traité en question, dans le moment actuel, produiroit le plus heureux effet en établissant le crédit des États-Unis au dehors, et en donnant plus d'énergie à leurs résolutions intérieures en même temps que cela décourageroit et diminueroit leurs ennemis intérieurs et confirmeroit leurs amis, qui autrement pourroient chanceler.

Les commissaires sont en outre d'opinion que l'assistance en vaisseaux qu'ils ont demandée, seroit dans cette conjoncture employée avec le plus grand avantage en Amérique, ce qu'ils pourroient expliquer plus particulièrement, si l'on vouloit bien leur accorder une conférence.

Ils prient en conséquence très instamment V. E. de reprendre toutes ces

1777 affaires en considération et de leur indiquer un jour où ils pourront en conférer avec elle.

Ils prient en même temps V. E. de présenter au Roi leur reconnaissance pour le secours additionnel de trois millions qu'il lui a plu de leur promettre si gracieusement, et que Sa M^{te} peut être assurée que tous les engagements qu'ils pourront prendre au nom des États-Unis, en vertu des pleins pouvoirs dont ils sont munis, seront remplis avec la bonne foi la plus ponctuelle par le Congrès, lequel persuadé que leurs intérêts sont les mêmes, et que l'accroissement du commerce, de la prospérité et de la force de la France et de l'Espagne doit être une des conséquences du succès des États-Unis, ne souhaitent rien tant, après l'établissement de leur propre liberté, qu'une union ferme et éternelle avec ces deux nations.

as a firm and everlasting Union with these Nations

Pafy, Dec. 8. 1777

B. Franklin
John Adams
Arthur Lee

Espagne, t. 587, n° 92. (Traduction.)

Il importait de retracer sans retard au gouvernement de Charles III les résolutions auxquelles cette rapide succession de faits avait porté le roi, et d'informer ce gouvernement de l'attitude que l'on venait de prendre avec les délégués de l'Amérique. Il fallait surtout lui donner des raisons qui le convainquissent jusqu'à l'amener aux mêmes impres-

Longue est de la main de Franklin : voyons-nous (États-Unis, t. 2, n° 152)

sions, à s'engager dans les mêmes voies. C'est en avisant à ces soins, le 11 décembre, que M. de Vergennes adressait à Montmorin la lettre des commissaires de l'Amérique. La minute de la dépêche est de sa main, est-il nécessaire de le dire? A l'appui de ses explications, il envoyait la copie d'un pli reçu, par Franklin, de l'un des membres du comité du Congrès, qui présageait la réconciliation avec la métropole en raison du peu de concours trouvé sur le continent par les États-Unis et des entraves mises dans les ports à leurs opérations navales. Tout ce courrier était, d'ailleurs, enveloppé dans une lettre particulière, qui prévenait intimement l'ambassadeur du changement de langage rendu désormais obligé par cette marche en avant. Au récit que celui-ci venait de faire de son audience chez le roi¹ et du soin qu'il avait pris de représenter au monarque l'obligation pressante de fournir des secours aux Colonies, le ministre répondait que « rien n'était mieux et plus à propos, mais que ce qui était bon alors pouvait être insuffisant aujourd'hui ». « Nous sommes au point de la crise, écrivait-il, du moins nous le croyons ici. L'expédition dont ce courrier est porteur traite cet objet dans le plus grand détail. Nous désirons que l'Espagne y fasse toutes les réflexions que la circonstance exige et qu'elle nous donne une prompte solution ». Toutefois, on sollicitait la « solution » avec la même déférence déjà témoignée au roi d'Espagne, on demandait à ce prince de décider en dernier ressort, « le roi de France, expliquait M. de Vergennes, n'a rien à stipuler pour son royaume, rien, dès lors, à faire garantir; il se fie absolument aux principes, à l'honnêteté des commissaires; il n'a pas seulement voulu ne point lier l'Espagne, ne pas lui laisser déterminer ce qu'elle désire, il s'en remet au jugement de son oncle pour préciser la mesure et fixer le mode de l'action des deux Couronnes. Lui, et les dépositaires de sa confiance avec lui, attendent sur cela les vues du Roi Catholique; ils sont décidés uniquement sur la question préliminaire, à savoir que le moment

¹ Rapport de Montmorin, du 27 novembre (*Espagne* t. 587 n. 6). — A Vers-Roi le 12^e 1777. — *Ibid.*, n. 100.

1777 est venu de s'allier à l'Amérique avec le concours et la sanction de l'Espagne. »

A Versailles le 11 3^m 1777

Ma lettre du 5 de ce mois M. vous a fait présenter les sollicitudes que nous causent la réduction de l'armée du gen^l Burgoyne qui a été forcé de mettre bas les armes, cet événement quoique très heureux en ce qu'il humilie l'orgueil anglois peut cependant produire des suites qui confondroient notre prévoyance. En effet si les Anglois éclairés par leurs disgrâces sont assez sages pour céder à la nécessité, et pour renoncer au projet fastueux de vouloir conquérir le continent de l'Amérique septentrionale, qu'avons nous à opposer pour empêcher les Américains de se prêter à une réconciliation? Nous sommes sans mesures, sans liaisons et sans moyens avec ceux-ci. Ne nous trompons pas M. la puissance qui reconnoitra la première l'indépendance des Américains sera celle qui recueillera tout le fruit de cette guerre.

Nous pourrions nous abuser si nous nous flattions que l'ivresse des succès du G^l Howe dont le ministère brit^{annique} vient de publier la relation sera assez forte pour détourner les esprits réfléchissans de la vue de l'abîme sur le bord duquel l'Ang^{leterre} se trouve et pour les empêcher de saisir le seul moyen qui reste pour lui éviter d'y tomber. C'est sans aucun doute ce qu'il pourroit arriver de mieux pour nous, mais en supposant le prestige et le délire à ce degré je craindrois encore que leur influence ne fût que passagère, et que bientôt de nouveaux revers ne fissent tomber le voile de l'illusion.

En admettant comme vrai tout ce qu'on a publié des progrès de l'armée de Howe sa position à en est pas pour cela plus assurée, elle n'est pas arrivée ou elle est sans avoir essuyé de grandes pertes par la fatigue, la maladie et par le feu de l'ennemi, elle n'a nul moyen prompt de réparation à sa portée. Le général Washington est dans une position toute différente ses recrues le joignent facilement et journellement, il ne peut tarder à être renforcé par une partie de l'armée du Nord, et si il sait user de tous ses moyens, il pourroit bien reserrer aussi étroitement M. Howe dans Philadelphie que le G^l Burgoyne le fut lorsqu'il a été réduit à capituler. Cette perspective si on l'envisage plus ou moins prochaine doit d'autant plus exciter la prévoyance des deux Couronnes que la possibilité de cet événement ne pouvant pas plus échapper à l'attention des Anglois qu'à la nôtre doit s'affaiblir notablement si elle n'est pas entée.

rennent l'espérance de subjuguér désormais l'Amérique par la force de leurs armes et par conséquent les porter à renoncer à cette vaine entreprise. Deja ils doivent être convaincus d'une part que les forces qu'ils y ont consacrées sont insuffisantes et qu'il leur en faudrait de bien plus considérables qu'ils ne pourroient se procurer par eux memes et par leurs amis; et de l'autre que l'espoir qu'ils ont pu fonder sur la division et sur le partage d'affection des peuples est absolument illusoire.

Les choses considérées sous ce point de vue quel parti plus sage pourroit prendre l'Ang^e que d'essayer de regagner comme amis ceux quelle desespere de ravoir pour sujets. Elle peut avoir à cet egard de grands avantages sur nous, si nous ne la gagnons pas de vitesse. La premiere question que nous nous sommes faite M. à la vue de ces circonstances a été : laisserons nous les Anglois se ré-amalgamer avec l'Amérique sans avoir pris aucune mesure pour en partager du moins l'affection et pour l'attacher à nous par quelque lieu d'intérêt et pouvons nous nous flatter que notre passive indifférence dans cette importante conjoncture obligera avec les Anglois pour faire la sûreté de la paix. Cette question vûe sous toutes ses faces il a paru que quelque parti que nous prenions nous entrions difficilement la guerre avec l'Ang^e, ce n'est pas ce que nous pouvons avoir fait en faveur de l'Amérique qui la blesse le plus grièvement, c'est le rétablissement de la marine des deux Couronnes. Hors si la guerre doit être le resultat nécessaire de la crise présente, n'est il pas plus expédient de l'hasarder avec les Américains pour amis que les avoir pour ennemis. Nous avons encore balancé la possibilité que ces memes Américains lorsqu'unis avec nous pourroient se détacher et prêter l'oreille à l'offre que la mere patrie pourroit leurs faire d'une indépendance indéfinie, mais nous ne pensons pas que leur defection dans cette hypotese auroit des conséquences aussi facheuses qu'un abandon total de notre part. Ils ne vendroient sûrement pas souiller leur separation par des actes de perfidie et tourner leurs armes contre les innocents qui les auroient aidés à s'assurer cette liberté pour laquelle ils combattoient avec tant d'opiniâtreté. L'Amérique ne seroit plus à la verité qu'un allié passif à notre egard et si elle ne nous faisoit pas de bien au moins s'interdiroit elle de nous faire du mal et nous partagerions avec l'Ang^e les effets de sa neutralité et l'aide de ses ports. Le contraire pourroit arriver si ces memes Américains se trouvoient dans la nécessité d'acheter par

1777 des complaisances la liberté et la paix qui sont le but de leurs efforts, libres de toute obligation envers les deux Couronnes ils pourraient bien aller plus loin qu'un intérêt naturel ne leur conseillerait, et toutes nos réflexions pour se corriger des amis qui les garantissent à l'avenir pourroient bien échouer contre l'enthousiasme d'une première jouissance. Ne perdons pas de vue que leurs peuples sont en curée, que la mer est couverte de leurs corsaires, ce tableau a été esquissé dans un mémoire remis l'été dernier à la cour d'Espagne, je m'y réfère.

Je ne puis mieux étayer ces réflexions M., qu'en vous communiquant une lettre d'un homme principal des États-Unis adressée à M. Franklin, elle vaut à elle seule un traité de politique. Elle n'a pas servi à fixer notre opinion celle-ci étoit déjà toute décidée lorsque nous eûmes eu connaissance de cet écrit, mais elle nous a affermi dans l'idée qu nous étions que nous n'avons pas de temps à perdre pour nous assurer des Américains. J'espère que nous sommes encore à temps si nous saisissons le moment, mais ne le négligeons pas, et ne presumons pas que la démarche que leurs députés viennent de faire auprès de nous par l'envoi du mémoire au 8^{me} dont je joins ici la traduction n'indique que le besoin qu'ils croient avoir de notre alliance.

Je suis instruit M. par des personnes qui ont part à leur confiance qu'ils risent peut être moins à tirer de nous une résolution qu'une réponse qui les oculte sur la part qu'ils doivent prendre. Les dernières lettres qu'ils ont reçues du Congrès leur reprochant avec dureté leur inertie et l'incertitude où ils laissent leurs commettans sur les dispositions effectives des deux Couronnes, on les presse de s'expliquer catégoriquement. Il importe au Congrès de savoir avec précision et certitude jusqu'où il peut compter sur l'intérêt et sur l'assistance de la maison de Bourbon. Les plus modérés en désespèrent assez ouvertement tandis que ceux qui conservent encore dans leur cœur un germe d'affection pour l'Ang^{re} répandent hautement que toute la politique de la France et de l'Esp^{gne} est de consumer l'Ang^{re} par l'Amérique et l'Amérique par l'Ang^{re}.

Quoique l'état présent des choses semble nous recommander plus d'activité et d'empressement, je m'étudierai cependant M. dans la conférence que je dois avoir demain avec les députés américains à compasser mon langage de manière à nourrir leurs espérances sans cependant nous engager au delà de

ce qui est raisonnable. Je ne puis vous mettre plus certainement au fait de la manière dont je m'expliquerai avec eux, qu'en transcrivant ici l'instruction que j'ai écrite sous la dictée du Roi. 1757

Sa Majesté a ordonné que l'on serait entendu . . .

Ici se trouvent écrites les résolutions du roi qui ont été transcrites plus haut.

Je ne doute pas M. que le Ro. C^{te} et son sage ministre ne reconnoissent dans le prononcé de cette instruction l'extrême circonspection du Roi et son attention scrupuleuse à ne rien dire et à ne rien faire qui puisse froisser son concert intime avec le Roi son oncle. Il est instant de rassurer les députés américains qui ne peuvent être que découragés par les rigeurs dont nous avons dû user dans ces derniers tems contre leurs courses et par les gênes que nous avons mises à leur commerce que nous allons relâcher successivement. Il convient aussi de raffermir leurs commettans et par eux leurs peuples qui sont vraisemblablement aussi mécontents que surpris de notre silence et de notre indifférence, nous ne pouvons pas espérer qu'ils nous tiennent compte de nos secours clandestins plus que nous avons toujours fait une clause rigoureuse du secret. Le Roi en pourvoyant à ces objets de prévoyance en a rempli un bien plus cher à son cœur en remettant au jugement du Roi son oncle la décision de toute cette grande affaire. Le moment est instant et il n'y en a plus à perdre. Je compte aussi sur la probité, sur l'honnêteté et sur les principes de nos députés américains pour croire qu'ils se prêteront au délai que nous exigeons pour recevoir les réponses de l'Esp^e et même s'ils en ont l'occasion qu'ils auront faire valoir les dispositions un peu plus favorables que nous leurs témoignons. Mais tout est présentement dans la main du roi d'Esp^e et tout ce qui nous reste à désirer est que Sa M^{te} C^{te} veuille bien nous faire connoître ses dernières intentions.

Vous voudrez bien M. communiquer cette lettre et les pièces qui y sont jointes à M. le C^{te} de Floride Blanche et le prier en votre nom et au mien d'y faire ses observations et toutes les réflexions dont il jugera la matière susceptible, il connoît le prix que nous attachons à tout ce qui nous vient de sa part, ce que nous demandons est une décision et si le conseil d'Esp^e est aussi convaincu que nous le sommes ici que le moment de prendre un parti est

1777. *vu* il sera très important qu'il envoie à M. le comte d'Aranda les instructions nécessaires sur le fond et sur la forme. Les époques de l'Esp^e seront les nôtres. Une que nous ne perdons pas de vue mais qu'elle seule connaît avec précision est celle de la rentrée de sa flotte du Mexique qu'il me tarde bien de savoir renchus à Cadix, car je vous avoue que je ne suis pas sans inquiétude sur une surprise que les Anglois pourroient tenter.

Je ne parle pas ici M^{rs} des stipulations à faire avec les Américains si nous traitons avec eux, nous n'avons rien à leur demander pour notre compte qui puisse les embarrasser, la garantie de nos îles et de nos possessions dans l'Amérique occidentale et la liberté réciproque du commerce en se conformant aux réglemens établis dans les lieux où on abordera. L'Esp^e peut avoir plus d'objets à arranger et ses stipulations de commerce peuvent différer des nôtres tout cela est matière à discussion lorsque la question préliminaire sera décidée. Elle l'est de notre part. Le Roi et les depositaires de sa confiance la plus intime sont convaincus que le moment est venu de prendre des liaisons avec les Provinces Unies de l'Amérique mais nous ne voulons opérer qu'avec le concours et la sanction du roi d'Esp^e. Vous pouvez au reste assurer M. le C^{te} de Floride Blanche que nous ne négligerons aucune précaution pour la sûreté du secret, et que la reconnaissance de l'indépendance américaine si elle doit éclorre n'aura lieu qu'à l'époque qui conviendra aux intérêts de S. M. C.

Espagne, 1^{er} 587 n^o 99

C'était marquer beaucoup de confiance à l'Espagne, trop même; mais il était clair que, presque aussitôt cette dépêche fermée, M. de Vergennes allait conférer avec la légation. Immédiatement, en effet, il reçoit les commissaires. Le lendemain, 13 décembre, il informe son ambassadeur de l'entretien qu'il a eu avec eux et, afin que Montmorin puisse utilement agir sur le gouvernement de Charles III, il lui en détaille et en raisonne aussitôt les conséquences. Deux lettres privées successives accompagnaient ce dernier pli : la seconde, peu importante, était motivée par des nouvelles survenues d'Angleterre; mais la première prescrivait de communiquer au ministre d'Espagne le pli du 11 en original, sauf à lui en fournir des copies après s'il les

demandait. Cette lettre donnait à l'ambassadeur des raisons plus confidentielles. Elle le félicitait de son debut à la cour de Londres, en tirant des présages favorables pour le Gouvernement, et le ministre ajoutait que la crise dans laquelle ce debut s'effectuait avait « de quoi l'illustrer, même toute sa carrière », ne devant pas se reproduire souvent et nous ménageant « un long repos » si l'issue en était heureuse. Évidemment le parti du cabinet était bien arrêté¹. La dépêche est la page toute faite et vraiment officielle des annales de ce moment :

4 Vues sur le 13 x^{me} 177

Le compte que j'ai à vous rendre, M. de ma conférence d'hier avec les députés américains ne sera pas fort étendu. Je ne m'arrêterai qu'aux résultats qui peuvent vous donner et à l'Esp^e une notion distincte de leurs dispositions ou plus tost de celles de leurs commettans.

Le mémoire qu'ils m'ont remis en dernier lieu M. et qui est sous vos yeux sembleroit me préparer à de nouvelles propositions. Je les ai invités à se expliquer. Ils se sont bornés à me rappeler celles qu'ils nous ont faites successivement dont la copie a été envoyée dans le temps à Madrid et que vous devez retrouver dans les papiers de M. de M^{re} d'Ossun, ils y ont joint l'assurance que de quelque nature que fussent les engagements que nous pourrions prendre avec eux, nous devions compter sur la bonne foi du Congrès ajoutant assez honnêtement que si notre silence ne l'avoit pas découragé les événements heureux qui lui arrivent n'alteroient point le desir de mériter l'amitié et l'intérêt de la France et de l'Esp^e.

C'est alors que suivi l'esprit de l'instruction rapportée dans ma dépêche du 11, je leurs ai exposé même avec apparence de succès les raisons qui n'ont pas dû permettre jusqu'à présent aux deux Couronnes d'adhérer à leurs premières ouvertures, je leurs ai représenté que n'étant pas eux même bien assurés de la consistance de leur Gouvernement ils ne devoient pas être surpris que d'autres puissances ne se fussent pas pressées de se déclarer ouvertement

¹ *Espagne*, t. 187 n^{os} 61 et 102. Un pli officiel du 2 décembre donne du reste à l'ambassadeur un témoignage formel du roi

et de son gouvernement sur les bonnes impressions que l'on ressentait à son sujet, à la suite de ses premiers rapports. *Ibid.* n^o 100.

1777 pour eux, je leurs ai observé que cette considération n'avait pas empêché qu'on leurs donnât des facilités et des secours secrets et qu'on continuât à leurs en fournir. De là sans entrer dans la discussion de leurs propositions je leurs ai rappelé ce que je leur avais dit dans d'autres occasions que la France et l'Esp^e n'ont un système commun il n'estoit pas possible qu'elles traitassent et agissent indépendamment l'une de l'autre. Je ne suis pas disconvendu que l'aspect des nouvelles circonstances pouvoit faire un changement dans les combinaisons mais j'ai conclu que quelque soit la façon de penser particulière du Roi il ne pouvoit entendre à une négociation qu'autant que le Roi son oncle voudroit y entrer. Je crois V^e n'avoir rien omis de ce qu'il y avoit à dire pour leurs faire sentir la convenance de se concert même pour l'intérêt de l'Amérique et j'ai à me louer de la sensibilité qu'ils m'ont marquée pour ma franchise. Enfin nous sommes convenus que toute chose resteroit en suspens jusqu'à l'arrivée de la réponse de Madrid qu'ils desiront qui soit prompte.

Cet acte ministériel rempli nous sommes entrés en conversation plus libre sous la loi mutuelle que tout ce que nous dirions ne tireroit à aucune conséquence. Leur premier vo^u étoit d'abord de se borner à un simple traité d'amitié et de commerce, ils pensoient ou ils affectoient de penser que cet engagement si innocent en lui même ne pouvoit ni compromettre les deux Couronnes ni les entraîner dans la guerre. Ce sophisme étoit trop facile à détruire pour l'avoir aussi subalter, je les ai ramené aux véritables suites que cet engagement produiroit infailliblement, et voulant dissiper toute illusion ou tergiversation, je ne leurs ai pas dissimulé que si nous devons traiter il falloit que ce fut de bonne foi et sur de telles bases de justice que nos nations eussent toute la solidité dont des institutions humaines peuvent être susceptibles, leurs promettant que de notre part il ne leurs seroit jamais rien proposé qui pourroit blesser leur intérêt fondamental. Donnant ensuite plus d'étendue à mes réflexions j'ai remarqué qu'ils se trompoient s'ils se flattoient qu'une paix isolée avec l'Ang^e pourroit être solide, que tant que cette puissance conserveroit un pié sur le continent dont il paroissroit assez difficile de la bannir, il ne falloit pas s'attendre à une tranquillité exempte de nuages, qu'elle ne se rapprocherait d'eux que pour semer la division, fomenter le mécontentement et mettre le trouble dans leur répub^l naissante, enfin la détruire par sa propre discord.

Ce tableau n'a pas paru nouveau à nos députés et j'ai pu reconnoître que leurs principes et leurs vœux sont tels le peuvent de ne pas laisser un pouce de terrain aux Anglois sur le continent. J'ai pris occasion de cette découverte pour leur demander cela suppose quel lot ils prétendoient nous donner dans la pêche. J'ai pu juger qu'ils sont disposés à satisfaire les deux Couronnes à cet égard. Nous sommes entrés aussi en quelque explication sur le commerce avec nos îles qui est couché dans leurs propositions d'une manière qui nous deviendrait très préjudiciable, je leurs ai représenté que pour ce qui nous concerne nous ne pourrions les y admettre que sous les restrictions d'usage, et que par rapport à l'Esp^e je ne prévoisais pas quelle put et voulut le leur permettre à quelque titre que ce fût. Ils se sont excusés tant bien que mal d'avoir avancé cette condition alléguant qu'ils la regardoient comme un vice de locution de la part de celui qui avoit rédigé leurs instructions, et qu'ils supposoient qu'on n'avoit voulu parler que des îles que nous pourrions prendre sur les Anglois et dont ils nous offroient la garantie. Ils nous ont renouvelé à cette occasion l'offre de la garantie des possessions des deux Couronnes en Amérique, ils se sont même montrés disposés à prendre du côté de l'Esp^e toutes les mesures les plus sûres pour que dans aucun tems il ne puisse se lever de difficulté sur les limites respectives.

Si je puis juger des dispositions de l'Amérique par le langage des députés je me crois fondé à penser qu'on y préféreroit une coalition avec les deux Couronnes à une réconciliation avec l'Ang^e, mais ils font entendre assez distinctement que s'ils n'ont bientôt un appui aussi respectable à présenter ils pourroient bien être entraînés par le peuple dans des mesures avec la puissance dont ils doivent le plus redouter la connexité.

La conférence a fini par un engagement mutuel d'un secret inviolable, les députés ayant promis de ne rendre compte qu'hypothétiquement de nos dispositions à ceux de leurs chefs dont ils sont le plus assurés et de ne leur dire précisément que ce qui est nécessaire pour les encourager et pour les affermir.

M. l'ambassadeur d'Esp^e qui étoit prévenu de la conférence que je devois avoir et tant rencontré chez moi au moment où je venois de me séparer des Américains je l'ai informé dans le plus grand détail de tout ce qui venoit de se passer le priant de vouloir bien en instruire sa cour. Cela ne doit pas

1777 empêcher M. que vous n'en fassiez part vous même à M. le C^{te} de Floride Blanche et que vous ne le lui donniez même par écrit s'il le desire.

Les vents d'est qui regnent retardent l'arrivée des paquets bots d'Aug^r je n'ai reçu qu'hier M. les lettres du 5. Je crois devoir vous communiquer celle que m'écrit M. le M^{re} de Noailles. Il est bien important que le Roi Cép^e et M. le C^{te} de Floride Blanche prennent dans la plus sérieuse considération les détails quelle renferme.

Vous y verrez M. la motion faite par M. le duc de Richmond appuyée par le Lord Chatam qui n'a été nullement défendue dans la Chambre haute, elle n'a pas trouvé la même facilité dans celle des Communes où le Lord North l'a retournée avec une adresse qui fait honneur à son genre. Le parti de l'opposition proposait la paix avec des restrictions qui soumettraient l'Amérique à l'acte de navigation. Lord North franchit le pas, il veut proposer la paix l'amitié, le commerce et la confraternité, c'est ainsi qu'il s'en explique, opposer un pacte de famille à un pacte de famille, il veut en même temps faire décréter des subsides d'huites, déjà 60^e matelots sont votés. Quel sera l'emploi de tout cela ? L'application n'est pas difficile à faire. La Chambre haute a ajourné le 2 février pour reprendre cette matière en considération, si la Chambre basse prend les mêmes latitudes nous pourrions espérer de ne être pas prevenus, mais si le ministre qui a eu le courage de former la proposition se croit assez assuré de sa supériorité dans le Parlement pour entamer la négociation en Amérique, comment se flatter que les lueurs d'espérance que j'ai fait lire hier aux yeux des députés américains contrebalanceront des offres aussi réelles et aussi séduisantes. Je ne vous dissimulerai pas M. que l'évenement me fait trembler et que je regrette bien amèrement qu'il s'écoule au moins 20 jours avant que nous ne puissions porter le moindre adoucissement à une circonstance aussi pressante. Si nous ne consultons que la force d'un intérêt aussi instant peut être devrions nous trancher le nœud de la difficulté le Roi dut il rester seul chargé de l'évenement, mais Sa M^{te} s'est fait céder cet intérêt quoi que très capital à celui de ne rien faire qui puisse établir l'opinion de la plus légère dissension dans sa tendre intimité et dans son union inviolable avec le Roi son oncle. Pénétrée de la plus entière confiance dans les lumières, la profonde sagesse et l'expérience éclairée de ce prince elle est bien persuadée que si il n'y a pas eu moyen de parer aux incon-

vements possibles d'un retard nécessaire, Sa M^{te} C^{te} ne le prolongera pas, et que réfléchissant sur le parti que des circonstances impérieuses paraissent exiger elle ne perdra pas un moment à le prendre et à nous inviter à le suivre. 477

Dans l'attente où l'on est en Espagne de l'arrivée de la flotte du Mexique, il ne peut pas être question d'une déclaration ouverte et publique : mais on peut dire le mot à l'oreille des Américains, arranger dans le secret les stipulations de l'alliance à conclure et enfin ne la laisser éclater qu'à l'époque fixée pour agir. Voilà M. ce que je vous prie d'exposer à la considération de M. le C^{te} de Floride-Blanche. Si nous nous résignons nous ne pouvons méconnaître que soit que nous nous lions avec les Américains soit que nous les abandonnions à eux mêmes nous éviterons pas la guerre avec l'Ang^{te} qui peut être nous sommes encore à temps de nous attacher ces mêmes Américains, mais que si nous les négligeons si nous les nécessitons à entendre aux propositions sédantes de la mère patrie nous rendrons à celle-ci toute la force dont il ne lui restait qu'à nous quelle fut privée, que cette force retombant sur nous ajoutera un poids à celles de l'Ang^{te} trop supérieur pour que nous le contrebalançons. Voyons ce que les Américains seuls bouclés par les flottes anglaises font sur la mer contre leurs ennemis pour juger de ce qu'ils pourroient contre nous s'ils avoient l'appui de ces mêmes flottes, et concluons qu'il n'y a plus un moment à perdre pour nous décider au seul parti que l'intérêt des deux monarchies réclame, et que la justice et la raison invoquent.

Je croirois manquer à Sa M^{te} C^{te} et à son sage ministère si j'imaginais que cet aperçu dénué de toute autre réflexion ne leur feroit pas la plus forte impression. Les Anglois sont sur le bord du précipice, nous y sommes nous mêmes nous avons encore un léger soutien pour nous empêcher d'y tomber, ne le laissons pas échapper de nos mains. Il est possible M. quelque diligence que nous fassions que les Anglois nous préviennent en Amérique, mais il est possible aussi que nos assurances et nos démonstrations de bonne volonté y parviennent à temps de contrebalancer leurs offres captieuses. Quand nous ne gagnerons que de prolonger la négociation des Anglois et de la faire traîner pendant la campagne prochaine ce sera toujours recueillir un salaire de nos efforts puisque nous les consumerions d'autant.

Nous attendrons d'autant plus impatiemment M. le retour de ce courrier que

1777 le parti du Roi est bien pris et qu'il n'attend plus que la sanction du Roi son oncle. Si l'on donne je crois que la première démarche sera d'engager les députés à expédier au chef président du Congrès pour lui donner connaissance avec la réserve que l'Esp^e pourra désirer de la disposition effective des deux Couronnes.

J'ai l'h^r d'être avec un sincère et inviolable att

Lapegar, t. 387 n° 101

L'effet produit sur l'opinion par la nouvelle de Saratoga était considérable. Les commissaires américains comparent la satisfaction publique dont ils sont témoins à celle qui aurait salué « une victoire remportée par des troupes françaises sur des ennemis de la France ». Ils ne peuvent s'empêcher d'y reconnaître la preuve flagrante des sentiments et de l'élan de la nation pour la cause des États-Unis. L'entrainement causé par le départ de La Fayette s'était aussitôt renouvelé. « Le mouvement que les nouvelles d'Amérique impriment à toutes les têtes oisives de ce pays est inconcevable », écrit Beaumarchais à M. de Vergennes le 7 décembre; les Anglais des cafés et des spectacles « ne savent plus où se fourrer ». Plus qu'auparavant encore on accablait le cabinet des reproches de pusillanimité ou de faiblesse. Les excitations, les conseils lui affluaient de tous les horizons du monde politique et aucun n'était dans un autre sens que celui d'une guerre prochaine contre l'Angleterre et en vue d'aider aux mesures qu'elle allait exiger. De tous côtés s'adressait au roi le concours des antipathies publiques, celui des craintes que l'on avait à l'égard de ce pays, celui des services qu'on aurait voulu rendre ou des conceptions qu'ils suggéraient. Aussi bien, le traité avec l'Amérique était décidé. M. de Vergennes aurait-il sans cela écrit officiellement à son ambassadeur à Madrid : « Peut-être devons nous trancher le nœud de la difficulté, le roi dut-il rester seul chargé de l'événement ? ». Des deux lettres privées qui suivaient sa dépêche du 13, la première, du matin,

Angleterre, t. 525 n° 17

disait à l'ambassadeur de « prendre pour devise et de la faire adopter *Aut nunc aut nunquam* », à présent ou plus du tout. « les événements, porta-t-elle, ont marché plus vite que l'on ne pouvait s'y attendre, le temps perdu, s'il y en a, n'est pas tout à fait de notre faute, mais il n'y en a plus à perdre; l'Espagne n'a qu'à dire son mot, le bon mot, et nous préviendrons, nous croiserons du moins les Anglais; mais si, contre toute attente, nous dédaignons ou nous négligeons cette conjoncture, la plus intéressante que le ciel pouvait nous présenter, les reproches de la génération présente et ceux de la postérité accuseront à jamais notre coupable indifférence. »

A V^{me} le 13 A^{me} 1777

J'ai reçu, M. le C^{te} la lettre particulière que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 27 du mois d^r, et c'est avec le sentiment de l'amitié et de l'attachement que je vous fais mon compliment sur les heureuses espérances que nous fondons sur votre debut. Voici de quoi l'illustrer et même toute votre carrière, car une crise pareille à celle-cy ne doit pas se reproduire souvent, et si nous en sortons heureusement, j'espère que nous aurons un long repos.

Vous sentez M. le C^{te} que mon expédition de ce jour, je veux dire les duplicques des 11 et 13, et tout ce qui les accompagne, doivent être communiquées en original au ministre, sauf à lui en faire délivrer des copies si il le desire.

Je ne rappellerai ici ni les aperçus ni les réflexions que vous y trouverez épars, je ne suis pas inquiet que vous ne saisissez supérieurement l'ensemble des choses, et que vous n'ajoutiez à la force qu'elles présentent si naturellement. Il est cependant quelques considérations que je n'ay pas voulu y joindre, que je vous ai réservées, et que vous vous approprierez si elles vous paroissent en valoir la peine. La première est que l'intérêt de l'Espagne dans cette circonstance est au moins décuple du notre; nos îles sont peu faites pour tenter la cupidité des Anglois, ils en ont eux mêmes assez: il leur faut des trésors, et ce n'est que dans le continent qu'ils se recueillent. Cela posé, il est facile d'apprécier d'une part l'avantage infini pour l'Espagne de la séparation absolue de la nouvelle et de l'ancienne Angleterre, et la sûreté et la tranquillité que lui procureront la garantie de la première, et de l'autre les inquiétudes et

les dangers sans cesse renaissans dont la menaceroit toute coalition politique trop étroite entre les deux peuples. Une 2^{me} réflexion peut porter sur de nouveaux avantages que l'Espagne peut se procurer. Peut être regrette telle la perte de la Floride, qui donne un accès trop facile dans le golphe du Mexique et verroit elle cette province avec autant de peine dans les mains des Etats Unis de l'Amérique que dans celles de l'Ang^{re} ? Je ne sais pas ce que les Américains peuvent penser à cet égard, je ne me suis pas mis sur la voie de m'en instruire, mais il est naturel de supposer qu'ils ne doivent pas leur fortement à une chose qu'ils ne possèdent pas encore, qui ne semble pas même d'une importance majeure pour eux. Ils sont trop jeunes encore pour avoir des vûes ambitieuses pour s'ouvrir un commerce interlope. Sans manufactures propres à la consommation des Indes occidentales, ils ne peuvent pas aspirer à porter leurs denrées dans des contrées qui seroient en état de leur en fournir.

Une 3^e réflexion qui semble une conséquence naturelle des précédentes et que l'intérêt de séparer les colonies anglaises de leur métropole et d'empêcher qu'elles ne se rendussent jamais de quelque manière que ce pût être, est si principal que quand on devroit l'acheter au prix d'une guerre un peu désavantageuse, si les deux Couronnes obtenoient cette séparation, il semble qu'elles ne devroient avoir aucun regret à cette guerre quel qu'en fût l'événement.

Le Roi notre maître est bien persuadé M. de ces vérités, elles sont si surprimées dans son ame, que quoiqu'exempte de cette ambition cruelle qui fait le malheur des Etats, n'ayant aucune vûe quelconque de conquête, S. M^{te} n'hésiteroit pas à se déclarer ouvertement et à primer les Anglois, si son extrême délicatesse et son tendre attachement pour le Roi son oncle ne faisoient céder son intérêt senti à la déférence qu'elle professe dans son cœur pour ce prince dont elle admire les lumières, et révère l'expérience.

Prenez pour devise, M. le C. et faites la adopter où vous êtes. *Aut ante aut nunquam*. Les évènements nous ont surpris, ils ont marché plus rapidement que l'on ne pouvoit s'y attendre. Le tems perdu, s'il y en a, n'est pas tout à fait notre faute; mais il n'y en a plus à perdre. J'aime à me flatter que tout est encore entier, et que si l'Espagne veut bien nous dire son mot et le bon mot, nous préviendrons les Anglois, ou du moins les croiserons, si contre

toute attente nous dédaignera ou nous négligera la plus intéressante conjoncture que le ciel pouvait nous présenter, les reproches de la génération présente et ceux de la postérité occasionneront à jamais notre coupable indifférence.

Espagne t. 587 n° 103

Le secrétaire d'État aurait-il pu indiquer avec plus d'évidence une résolution prise, à moins de la notifier expressément? L'autre lettre avait été écrite la nuit, en raison de nouvelles pronostiquant, avec toute l'apparence de la certitude, l'arrivée prochaine de lord Chatham au ministère et l'ouverture de pourparlers directs de la part du cabinet de Londres avec la légation de Passy. Que faire à ces pourparlers tentaient les agents de l'Amérique, et quel équivalent leur donner si nous les dissuadions de s'y abandonner? Plus positivement encore le ministre révélait, dans cette lettre, les dispositions du roi à « franchir le fossé », dès lors à s'engager tout seul. Il ne voulait pas penser que si le roi faisait cela, l'Espagne ne le suivrait point. On sent qu'il appréhende de la voir reculer, il s'attache à multiplier les arguments par avance. Il couvre avec soin le monarque : « c'est moi seul qui raisonne », dit-il; et comme s'il tenait à fausser le témoignage de ce qu'en lui, ministre au second rang, l'homme d'État concevait et poursuivait, il ajoute : « c'est ma prévoyance personnelle que je vous confie. »

Je suis placé en sentinelle pour observer ce qui se passe au dehors, et je dois être le premier à apercevoir les objets et à en avertir², mais il ne peut être douteux qu'il parlait pour le gouvernement lui-même.

Espagne, t. 587 n° 103

« Le 13^e au soir 1777 — Tous les
« expéditions sont prêts M et une lettre part
« écrite lorsque on va communiquer avec l'Angl^e
« et d'une main bien sure. Tout ce que rest-
« ferme la disposition de M de Noailles est la
« écrité même et vous pouvez y faire tout ce
« si vous avez assisté vous même à l'assemblée
« des 2 chambres. Voici quelques choses de plus.
« Le roi d'Angl^e a déjà un fil de négociation

« établi avec le Lord Chatham. Celui-ci se pré-
« pare à une coalition avec une partie de
« l'ancien ministère ou vaudra-t-il se' on dit
« l'aire maison nette? Quel que arrive, si l
« revient il sera le maître et son insatiable a-
« vido de gloire ne lui fera pas négliger les
« moyens qu'il aura sous la main pour braver
« si ce peut les deux Couronnes. D'une autre
« part le Lord Germaine qui se trouve à bord
« de voile en est au remaniement du port, qu

1777

La correspondance de notre représentant à Londres avait fait connaître, en effet, qu'après la consternation générale, après l'émoi, les harangues, les propositions véhémentes produites dans le public anglais et dans le Parlement par la capitulation de Burgoyne, le cabinet de Saint-James en était rapidement venu à annoncer un bill pour offrir à l'Amérique un accommodement sur le pied d'une indépendance presque complète¹. « Il faut abandonner les premières prétentions », avait dit lord North aux Communes, s'appropriant hardiment dans cet ordre d'idées, étendant même, peut-être pour voir plus certainement renverser son ministère, a-t-on supposé, les projets tout d'abord proposés par l'opposition et qu'il avait combattus, « il y a des occasions où la politique est un guide plus sûr que les maximes de droit et de justice. » En conséquence, des ordres et des commissaires spéciaux allaient être envoyés aux Colonies. La joie de l'événement de Burgoyne avait ramené Beaumarchais à Passy, malgré des griefs amers qu'il manifestait en ce moment contre les commissaires. Il avait conduit chez eux, le 4, le courrier même du Congrès², il avait pris part aux entretiens

« a quitté et a la rage de la nation envoyée dit
« on tel son secrétaire pour traiter avec les
« Américains. Si ses offres sont promises, si ceux
« qui lui résistent ou la honne loi de nous
« demander conseil et résolution, que leurs ru-
« pture nous, si si nous les dissuadons
« d'entendre que leurs dissuades nous pour
« espérance ? Ne seroit ce pas le cas de bran-
« cher le fossé et de prendre l'engagement ? Je
« ne dis pas que nous le fassions. C'est une loi
« qui raisonne dans ce moment. Mais si pressés
« par les genres des circonstances nous le fa-
« rions. Esp' n'apercevant elle pas la nécessité
« dont nous aurions subi la loi ? Si ce cas ar-
« rive nous aurions regard aux delays indé-
« finissables qu'elle a droit d'exiger et très cer-
« tainement elle n'auroit pas à se plaindre de nous
« l'œuvre. Mais pourtant, préparés y ? tachez
« de la rendre facile. Si il est nécessaire vous

« pouvez communiquer une lettre par... C'est
« ma provision personnelle que je vous confie
« je suis placé en sentine le p' observe ce qui
« se passe au dehors et je puis être les preuves
« à apercevoir les objets et à un avertisseur. » *Espagne*, t. 587, n° 102.

¹ *Rapports des 5 décembre Angleterre*, t. 526 n° 57 12 décembre *ibid.*, n° 78 13 décembre *ibid.*, n° 108.

² *Lettre au comte de Vergennes*, du 5 décembre. (*Angleterre*, t. 522 n° 50). C'est une lettre dictée, Beaumarchais ayant eu de fortes inquiétudes en revenant de Passy en voiture avec Grand qui lui avait été volé à épauve saisi. « Hier matin je fus à Passy avec un courrier qui arrivait du Congrès et j'y passai la nuit à me reconforter le cœur par les nouvelles nouvelles dont vous avez reçu l'annonce au même instant. » Il raconte l'acci-

et, mesurément, fait parler pour redire. Il écrivait au ministre, le 11, qu'entre les deux nations anglaise et française, « la première qui recouvrerait l'indépendance de l'Amérique en recueillerait seule tous les fruits, pendant que cette indépendance serait certainement funeste à celle qui aurait laissé prendre les devants à sa rivale », « ce mot renferme tout, ajoutait-il, et ce moment accomplit tout »¹. Des avis certains, arrivés presque en même temps, étaient venus fortifier cette manière de voir. Le 15, M. de Vergennes apprenait qu'un émissaire, on disait même un secrétaire de lord Germain, avait paru chez Silas Deane et qu'un courrier extraordinaire était parti de Londres pour l'Amérique. Beaumarchais, instruit encore le premier, comme presque toujours, en dépit de ses adversaires, dépêchant au ministre un exprès pour cette nouvelle. Il avait fait suivre l'émissaire des son arrivée, renseignait sur ce qu'avait déjà effectué celui-ci, sur sa demeure². Mettant tout de suite l'information à profit, le ministre fait aboucher Gérard avec Deane. L'Américain ne cache pas les choses au premier commis et, comme il manifeste des exigences auxquelles celui-ci ne pouvait répondre, M. de Vergennes, avisé, lui écrit tout de suite de revoir Silas Deane et de faire luire à ses yeux, comme presque consenti d'avance, tout ce qui pourra retenir la légation dans le giron de la France³. En même temps il mande à Montmorin ce qui se passe, afin

lent, non sans tâcher de s'en faire entendre un motif de plus pour espérer que M. de Vergennes, vers la diagonale dont M. de Montmorin a frappé ses affaires et ses intérêts.

¹ Lettre du 11 décembre. *Anglaiserie*, t. 526, n° 61.

² Nous reproduisons à l'annexe II du présent chapitre les lettres de Beaumarchais aux deux hommes de bien que nous venons de citer.

³ « Je n'ai encore aucune notion Monsieur de la conférence d'hier, j'en suis surpris, », apprend-il de Paris qu'elle a eu lieu. « M. Deane et l'incompréhensible ont dîné et sont restés jusqu'à 7 h³⁰ du soir. L'at-

« comme luge à l'hôtel du Bas-royal rue de
« Rue sainte Je vais le faire suivre Je ne soup-
« comme pas qu'il y ait de la relation de
« part de l'un, mais à tout événement ne juge-
« vous vous pas à propos Monsieur de le voir,
« et d'essayer de tirer de lui de quoi il peut
« être question. Vous pourrez parler de la dis-
« position en nous sommes de donner la facilité
« demande pour le passage des expéditions
« Quand on parle à un homme sage il ne faut
« pas beaucoup lui dire. Vous connaissez nos
« principes et nos vues Je me flatte aussi que
« vous connaissez la sagesse des sentiments
« qui m'attachent à vous Monsieur pour la vie,

1777 dir ne pas le laisser ignorer au Pardo. C'est dans une dépêche du 15, où il vise surtout à occuper le cabinet de Madrid des complications dont la guerre, qui semble probable entre la Russie et les Turcs, menacerait l'Europe; le ministre ouvre et ferme cette dépêche par le sujet autrement instant et aigu des efforts de l'Angleterre auprès de l'Amérique, mais termine son pli par ceci¹:

P. S. La conférence dont j'ai eu l'honneur de vous faire mention, M. de Vergennes le 14. Elle n'a pas été bien explicite, l'inconnu voulant qu'on lui pro-

«... à 2^h au soir » (*États-Unis*, t. II, n° 154
man de Vergennes. Les renseignements de
cette lettre sont exactement ceux que Beau-
marchais avait donnés au ministre. Il résulte
d'un billet de Daine à Gérard, 15 décembre
Ibid., n° 156 et 157) que l'Américain était alle-
cien et d'arriver sans se trouver, il se mit à sa
disposition pour se rencontrer avec M. Grand
« chez M. Ray Chaumont ». Un autre billet de
M. de Vergennes pour Gérard aussi, sans date
de jour, mais qui paraît avoir été écrit le len-
demain, indique que l'on devait se trouver chez
le marquis et que la fatigue a obligé ce der-
nier « de faire rompre par Gérard ». Un-
« octobre 1777. — A Monsieur Gérard.

« M^r Daine et M. Grand sont ici. Monsieur, je
« ne suis pas assez fort pour les voir en soir.
« ma tête est d'une faiblesse extrême. Ils ont
« des choses bien intéressantes à nous com-
« muniquer. Avec agrément de les entendre et
« de les encourager autant que nous pouvons.
« Il n'est pas possible de promettre absolu-
« ment, mais vous pouvez les mettre sur le
« chemin de se donner à eux-mêmes la pro-
« messe. Bonheur Monsieur. — à 10' »
Ibid., t. I, 155.

La communication de cette dépêche por-
tail : « Les avis que nous continuons à rece-
« voir d'Ang^l M^r n'annoncent pas que la situa-
« tion qui a fait la disgrâce du général Burgoyne
« soit et même vive et moins profonde. Les

« grands des partis paraît » son plus haut pe-
« rilleux, ils ne s'accroissent que sur la nécessité
« de se reconcilier sans plus de délai avec les
« Colonies sans cependant s'entendre sur les
« moyens. Sur des informations que les a re-
« çu le ministre doit avoir expédié des ordres en
« Amérique pour y entamer une négociation.
« une chose plus certaine est qu'il a des am-
« bassades à Paris pour examiner de près avec les
« députés de cette nation. J'en ai vu la preuve
« écrite dans une lettre adressée au s^r Daine
« l'un deux pour lui demander une entrevue
« très secrète. C'est à ce député la même qui
« a vu cette confidence et car il est de son
« se plus décidé à ne vouloir point de confi-
« tion avec l'Ang^l » il peut en espérer une avec
« les deux Couronnes et qu'il est d'ailleurs par-
« faitement honnête. Je compte sur la parole
« qu'il m'a donnée de me informer dans le plus
« grand détail de tout ce qu'il recueillera. Je
« serai exact à vous en entretenir. M^r aura que
« des réflexions qui pourront se faire la com-
« mune.

« Au reste la chaleur des esprits paraît se
« diriger entièrement contre nous, ce se pe-
« sent dans les débats des deux chambres des
« principes constitutionnels et notamment contre nous
« et ce qui est remarquable est que les plus ar-
« dents sont les partisans de la cour. Peut être
« comptent ils par cette d'œuvre de détourner
« l'attention de la nation du danger la leur

posât des moyens de conciliation, après bien des refus il a fait entendre qu'on étoit disposé à tout accorder à l'indépendance pres- 1777 que le ministère ne pour- roit consentir sans risquer ses places. Tout a été mis en œuvre, promesses, séduction, menaces. Ce qu'on a recueilli de plus positif est, que des instruc- tions ont été envoyées aux frères Howe pour entamer une négociation en Ame- rique. Une proposition formelle est de se réunir cordialement et de tomber sur la France et sur l'Espagne. Je vous donne de courts résultats M^r d'une conférence qui a duré plus de 6 heures. Il doit y en avoir une 2^{me} aujour- d'hui, dans laquelle l'inconnu a fait entendre qu'il pourroit s'expliquer plus distinctement. On ne négligera rien pour l'engager, s'il est possible, à donner ses propositions par écrit. Cet emissaire est envoyé par le L^d North lui même. Je ne puis vous en dire davantage. Les réflexions à faire ne vous échapperont pas plus qu'à M^r le C^{te} de Floride Blanche, le moment est bien instant, et je tremble que nous ne soyons prevenus.

A Versailles le 15 x^{bre} 1777

Espagne 1787 n^o 15

En dehors du Gouvernement, les politiques étoient dans le même courant de pressentiments et d'impatience. Le moment de s'engager ne leur semblaient pas moins pressant, pour le gouvernement du roi, qu'aux commissaires de l'Amérique l'urgence d'un accord final. A cette date exactement, le 17 décembre, le représentant des secrets menées qui avoient un moment occupé le dernier règne, le comte de Bruglie, si écarté, pour ne pas dire rejeté, qu'il fût des choses d'Etat, faisoit remettre au roi, avec des considérations étudiées sur les circonstances présentes, le plan détaillé de l'agression qu'il avait jadis préparée contre l'Angleterre. De même le duc de Lauzun, qui ne s'étoit guère abstenu d'opposition contre M. de Vergennes au début, mais que les bons offices, le désir aussi d'une ambassade avoient ramené depuis¹ et aux

¹ des maîtres, mais quel qu'en soit le motif, l'effet en sera toujours le même, car que nous importe que la guerre vienne par le Lord North ou par le Lord Chatham, elle est in-

« résultat nécessaire et il semble difficile de ne pas l'envisager sous ce point de vue. »

² M. de Vergennes avait laissé Lauzun nourrir l'espérance de se voir envoyer auprès de la

1. . . avis de qui ses anciennes relations dans le cercle de la reine à Paris et dans le monde de la cour à Londres pouvaient donner de l'intérêt, le duc de Lauzun, se trouvant en Angleterre, adressait spontanément à M. de Maurepas les informations et les réflexions que suggérait la reddition de Burgoyne : « qui s'inspirait, disait-il, de la gloire du roi et de l'attachement à son pays, bien qu'étant le particulier le moins éclairé ». Le comte de Broglie savait maintenant à quoi s'en tenir sur ses rêves d'Amérique. La plupart des passagers de *la Victoire* avaient vu le traité passé avec Silas Deane désavoué par le Congrès et étaient revenus en France. Kalb, d'écuyer, incertain, nous le dirons plus tard, s'il ne se rembarquerait pas, avait rendu M. de Valfort porteur d'une lettre qui désabusait le comte. Avec son expérience des Anglais d'Amérique, le baron allemand aurait pu donner le premier jour à son ancien supérieur l'avis suivant, qui terminait sa lettre :

« Je repars pour l'Europe, c'est en grande partie parce qu'il y a impossibilité de faire réussir le grand projet dont je me suis occupé avec tant de plaisir. M. de Valfort vous dira que la proposition n'est pas faisable, qu'on la regarderait comme une injustice criante contre Washington et un attentat contre l'honneur du pays ».

Mais à l'événement de Saratoga, le comte de Broglie avait jugé la guerre imminente et son rôle lui avait paru se rouvrir. Dans l'ostracisme de son commandement de Metz ou dans l'isolement de sa terre de Ruffec, il vivait sur le souvenir des trames qu'il avait étudiées contre l'Angleterre et des mesures de défense ou des projets d'attaque combinés par lui pour Louis XV. Déjà, en février 1776, supposant le

des petites cours d'Europe, tout en lui donnant à penser que la roi avait des préventions à son sujet. Lorsque la nomination de M. de Montmorin à Madrid devint certaine, Lauzun se hâta de demander directement au secrétaire d'État Vergennes qui avait été, parallèlement, l'ambassadeur du comte, ambassadeur d'Espagne et

semblait se trouver libre. Il écrivit pour cela de Vaucouleurs le 3 juillet 1777 à M. de Vergennes, dans les termes du plus complet dévouement, *l'Angleterre*, t. 523 n° 145.

¹ *États-Unis*, t. 2 n° 132. — Cette lettre est du 24 septembre 1777. F. Kopp (*Vie de Kalb*, t. II) en a extrait sans en modifier le passage.

comte de Saint-Germain desreux d'aviser aux moyens de garantir les côtes, il avait mis ce ministre au courant des reconnaissances effectuées par les officiers de choix qui lui avaient été attachés pour les faire¹. Depuis, tout en suivant ses illusions de stathouderat transatlantique et de duche-pairie en France, il avait approprié aux circonstances et rendu prêt pour l'exécution, pensait-il, son ancien plan de descente dans la Grande-Bretagne. Au milieu du mouvement produit à Versailles par la capitulation de Burgoyne, il adresse ce plan à Louis XVI. Ce n'est pas sans laisser apercevoir respectueusement, sous le sentiment intime de sa valeur propre, la blessure du serviteur méconnu. « Quand la politique du royaume invite tous les bons citoyens à spéculer et à réfléchir, écrivait-il dans sa lettre d'envoi, sorte de préface ou de mémoire d'exposition retraçant l'histoire et les lignes principales du travail², ceux qui sont attachés au roi et à l'État par la reconnaissance et par de longs services tiennent particulièrement ce droit de leurs lumières et de leur expérience. » Il prenait donc la liberté « de présenter à Sa Majesté ses spéculations politiques et militaires sur les affaires présentes ». Il rappelait que malgré l'affaiblissement public causé par la paix de 1763, il avait proposé au feu roi d'édifier dans tous les détails ce plan de guerre contre l'Angleterre, il indiquait les idées sur lesquelles il reposait et retraçant la préparation qu'il en avait conduite. Il ajoutait que la crainte avait retenu le souverain d'avouer ces projets, d'en exécuter même les dispositions les plus simples, rendu ainsi tout non avenu, mais que dans la situation présente, maintenant que le roi connaissait sa participation à la politique personnelle de son aïeul, il n'hésitait pas à lui apporter son travail, remanié, appliqué aux possibilités actuelles, et à le déposer entre ses mains « comme un gage de son attachement à son service et à sa personne », ne lui en demandant d'autre prix que de daigner le lire

¹ Il survint à cette fin à M. de Saint-Germain et sa lettre contient une note détaillée. Voir à l'annexe I de ce chapitre.

² Il avait, en effet, donné à cette lettre d'envoi l'intitulé de *Mémoire d'exposition*, comme nous le qualifions ici.

1777. avec attention ». Il ne se retenait pas, toutefois, de montrer sa fierté de ses services passés; et il terminait par ceci :

« Sa Majesté doit voir suffisamment par la conduite que le comte de Broghe tient constamment depuis son avènement au trône, qu'il ne cherche ni à s'approcher des affaires ni à solliciter la confiance. Mais il s'agit toujours l'un d'un intérêt majeur, de celui de l'Etat et de la gloire du Pays. Dans cette crise le comte Broghe craint son silence coupable et il a regardé le travail suivant comme une dette envers sa conscience et envers ses sujets.

Archives de la Marine. Mémoires et Projets, B¹ 297 n^o 31

Le « travail » du comte se composait de deux mémoires, l'un « politique », sur la situation actuelle de la France et de l'Angleterre, d nous intéresse ici plus particulièrement; l'autre « militaire »¹. Les vues

¹ Ce sont les copies seulement des pièces remises par le comte de Broghe qui se trouvent dans ce volume : copies remaniées, peut-être car les minutes depuis la séance qui en avait été effectuée lors de l'examen de la conduite du comte dans la Correspondance secrète, avaient passé déjà par beaucoup de mains et paraissent alors par beaucoup d'autres. Les originaux remis à Louis XVI le 17 décembre paraissent pour l'essentiel général. *Plan de guerre contre l'Angleterre, rédigé par les ordres du feu roi dans les années 1763, 64, 65 et 1766 par M. le C^{te} de Broghe, refondu et adopté aux circonstances actuelles pour être mis sous les yeux de S. Maj. à qui il a été envoyé le 17 décemb. 1777* — La lettre de février 1776 au comte de Saint-Germain, et la lettre sur lui, du 17 décembre 1777, renseignent ensemble l'histoire successivement mais avec exactitude, sur ces préparatifs secrets d'une agression contre la Grande-Bretagne par Louis XV.

² *Mémoire militaire, ou développement du plan général des opérations défensives et offensives contre l'Angleterre*, dans l'original ce mémoire présentait une suite de chapitres et de par-

agraphes, sous les rubriques suivantes : 1^o Disposition générale pour ce qui concerne la France. 2^o Dispositions générales relatives à l'Espagne. — Dispositions et opérations offensives en cas de guerre. Exécution de la diversion en Angleterre. Derniers préparatifs de disposition et dispositions ultérieures de l'armée de débarquement, dispositions de mer de débarquement, garnies dans le pays. 3^o 4^o 5^o 6^o 7^o 8^o marche. — Diverses opérations par l'Espagne. Diversion en Ecosse. Tableau de la situation actuelle de nos forces de terre et projet successif d'augmentations : infanterie, cavalerie, artillerie. Des entreprises simultanées sur Gibraltar, la Jamaïque, les Indes, l'Inde, Mahon, chacune étudiée à part et en détail, tiennent comprises dans les opérations offensives.

Les copies qui sont conservées dans le registre des archives de la Marine B¹ 297 affirment les principales principes sous cette rubrique générale : *Suite de mémoires du comte de Broghe au roi Louis XVI contre l'Angleterre, etc.* Le premier intitulé, comme nous venons de le dire, *Mémoire d'expansion*, un autre. *Premier mé-*

qui avaient présidé à la conduite du gouvernement du roi, depuis que le soulèvement des colonies anglaises était devenu un fait européen, n'ont trouvé dans aucun écrit contemporain une justification pareille à celle que présente la première de ces deux pièces. L'étendue et la portée de l'événement en lui-même, le nouvel ordre d'intérêts et de nécessités qui en résultait, l'inévitabilité de la guerre, l'obligation où l'on était, bien plus, d'aller au-devant d'elle pour obéir à la tradition politique de la France et pour la raviver, toutes les considérations que l'on sent sous les lignes dans les dépêches de M. de Vergennes mais qui ne pouvaient pas s'y trouver écrites, sont là évidentes, palpables, se font lire tout au long¹. C'est peu après, le 5 janvier, que le duc de Lauzun adresse une première lettre. Il apprécie les conséquences du fait de Saratoga sous les inspirations du monde qu'il voyait à Londres, avec les idées du milieu dans lequel il vivait en France, et il est loin de méconnaître dans ce fait un événement « intéressant le reste de l'Europe autant que l'Angleterre ». Cette dernière puissance est, à ses yeux, à bout de moyens pour une nouvelle campagne dans les conditions des deux premières, dès lors elle est poussée inévitablement, à bref délai, sur les possessions de la maison de Bourbon. Il croit qu'elle les attaquera d'autant plus tôt si, comme le bruit en court, la France s'est déjà liée avec le Congrès par un traité de commerce et d'amitié; il montre les dangers qu'il suppose devoir venir alors du continent et il ouvre à leur sujet des avis². Le comte de Broglie, au contraire, ne doute point que les Anglais ne se jettent sur

notes jointes sur la situation de la France et de l'Angleterre, le troisième. Mémoire général sur les mesures militaires que peut prendre la France, soit par elle-même, soit de concert avec l'Espagne, relativement à la position européenne de ces deux puissances envers la Grande-Bretagne, ce dernier forme des paragraphes suivants. Dispositions générales pour ce qui concerne la France; dispositions générales pour ce qui concerne l'Espagne; dispositions gé-

nérales de la France. Dispositions générales de l'Espagne; propositions générales.

¹ Le mémoire, après un court préambule est formé de deux paragraphes, sous les titres de *Situation et intérêts de l'Angleterre, Situation et intérêts de la France*. À l'entrée l du présent chapitre nous reproduisons à la partie principale de ce document et nous analysons le reste.

² Lauzun voyait à l'Angleterre l'origine de l'appui de la Russie et de la Prusse, à qui il importait

1777 nous sans prétexte, pour l'utilité seule qu'ils y verront, mais éclairé par un tout autre sens d'État, il espère que le traité avec le Congrès est fait, parce que ce sera enlever à nos ennemis l'arme dangereuse de mettre l'Amérique dans leur jeu par un accommodement immédiat. Il ne croyait pas absolument à l'efficacité de cette alliance; il expose en conséquences les perspectives et les espérances qui détermineront les Anglais à engager la guerre malgré tout et il ne se fie qu'à un plan offensif pour en sortir avec avantage; c'est pourquoi il met au jour pour le roi son projet de 1766; il l'a refondu, complété en vue du moment, et le juge « de nature non seulement à en imposer aux Anglais pour les empêcher de songer à des conquêtes, mais même à les faire trembler à leur tour ».

Le traité avec les Américains était à vrai dire conclu, au moment où le comte de Broglie démontrait ainsi l'urgence qu'il y aurait de l'avoir signé et, en tout cas, la nécessité d'y mettre le sceau tout de suite. À la Chambre des communes, lord Shelburne avait cru pouvoir en affirmer l'existence et ce n'était pas sans raison. L'opinion anglaise était si exaltée, à cette heure, que la principale feuille politique d'alors, le *Courrier de l'Europe*, ne craignait pas d'outrer, en le rapportant, le langage très vif pourtant de l'orateur contre la France : « Nous n'étions pas sans nous garder contre l'accord qui aurait pu inter-

venir », que la France, engagée dans une guerre considérable, ne pût soutenir la Turquie. L'Autriche serait du même côté. Pour éviter au danger si indiquant de promettre à la Russie notre neutralité à Constantinople, peut-être un établissement dans la Méditerranée, par exemple une partie de la Corse, attendu que l'Angleterre lui donnerait un jour Minorque. Pourquoi, dès lors, la France ne se ferait-elle pas médiatrice entre l'Angleterre et les États-Unis? Elle trouverait dans ce rôle le moyen de remettre ses établissements de l'Inde à peu près au même point qu'aujourd'hui.

On ne pouvait pas se trouver plus en dehors du courant. C'était la politique du comte de Guines. Évidemment elle n'avait pas disparu avec celui-ci. Non seulement Lamartine en faisait encore l'écho, ce qui n'avait rien que de naturel, mais M. de Floridabance l'avait crue son forte, c'est-à-dire celle qu'il veut d'abord opposer à celle de M. de Vergennes et du cabinet français.

Le duc de Noailles explique dans une dépêche que les paroles prêtées à cette occasion au noble lord ont été retranchées du procès-verbal des débats quand on l'a publié.

venir entre les commissaires de l'Amérique quoiqu'ils demandassent l'appui ouvert des deux Couronnes, et les porteurs des offres anglaises. Ces commissaires avaient tant parlé d'un accommodement et tant de fois essayé d'en faire peur ! Entre pays de même origine et auparavant unis contre la France et l'Espagne, la réconciliation paraissait naturelle : les doutes étaient dès lors légitimes et les précautions justifiées. Le 23 décembre, le marquis de Noailles, informant M. de Vergennes qu'un envoyé de Franklin était à Londres sous l'apparence d'obtenir pour les prisonniers de guerre une amélioration des traitements qu'ils supportaient, écrivait au ministre à titre privé : « Vous êtes à portée de savoir, Monsieur le Comte, si cette démarche du docteur Franklin est un prétexte pour entrer en correspondance avec le ministère anglois, ou si elle ne doit être regardée que comme une réclamation des plus justes ». Du reste, les émissaires par l'entremise desquels le gouvernement de George III tentait de séduire la légation étaient vraiment munis des moyens d'y réussir. Un extrait, probablement fait par M. de Vergennes sur des notes remises à Silas Deane, atteste que le cabinet de Londres ne ménageait ni les perspectives brillantes ni les prières. Que répondrait l'Amérique si, du conseil privé même, on la suppliait de choisir entre l'inimitié implacable et une amitié protectrice ? Que dirait-elle si on la conjurait de revenir à qui ne souhaitait que d'embrasser des frères autrefois affectionnés et de sauver aux yeux de l'Europe, aux conditions qu'elle voudrait, l'honneur d'une grande nation¹⁾ C'est sur ce ton de prière, c'est au nom

¹⁾ *Angleterre*, t. 526 n° 126 en post scriptum.

²⁾ *Etat-Unu*, t. 2 n° 68 pièce de la main de M. de Vergennes : elle porte au haut la date 1777 simplement et au-dessous à gauche pour tout intitulé. Extrait : « Laissez-nous respirer pour un moment que cet seul auroit par quelques succès surnaturels obtenu l'entrée du cabinet. Supposons de plus qu'il vous demande si vous êtes absolument et pour toujours déterminés à tout événement de

« n'entendre à aucun terme d'accommodement.
« Quelle sera votre réponse ? Supposons encore
« que nous serions inclinés à reconnaître notre
« extrême folie de nous quereller avec un bon
« enfant ; que nous demeurions assurément de
« l'embrasser avec une affection maternelle, que
« nous reconnussions qu'il a l'âge et l'intelligence
« suffisants pour juger et pour voir pour
« lui-même que nous ne désirerions rien plus
« ardemment qu'une reconnaissance mutuelle et que

17. d'un patriotisme hier encore commun, qu'à cette heure de mauvaise fortune l'Angleterre implorait un rapprochement grâce auquel elle aurait aussitôt récupéré la liberté de ses forces. Pas un document, toutefois, ne laisse entrevoir chez les commissaires la pensée, même lointaine, d'entendre à ces appels de la métropole répudiée. Des novembre, le Congrès se l'était interdit par un vote formel dont ses représentants sur le continent avaient remis le texte à Versailles¹. Ces représentants comme cette assemblée n'étaient pas seulement devenus des ennemis irréductibles pour cette métropole; une sorte d'enthousiasme de loyauté écartait absolument d'eux l'idée de manquer de foi aux cours de France et d'Espagne. Ce sentiment n'interdisait pas le biais de laisser poindre la réconciliation comme une menace suspendue sur ces cours; toutefois, la correspondance privée de Franklin, à cette date décisive, dément avec éloquence les suppositions que l'on

« toutes nos demandes se terminent finalement
 « la seule ambition d'être son protecteur
 « Supposons dès je que ce langage vous fut tenu
 « par le conseil privé que le sera votre ré-
 « ponce? Une amitié absolue et impécable
 « avec nous est-elle plus désirable qu'une amitié
 « sur des termes égaux, équitables et avan-
 « geux? Notre contenance et notre protestation
 « ne sont-elles d'aucune valeur? Est-il incon-
 « possible avec vos idées de sauver l'honneur
 « d'une grande nation? Supposons que nous re-
 « connaissions que c'est là tout sur quoi nous
 « contestons présentement; supposé que nous
 « vous dirions faites vous mêmes vos propres
 « conditions, mais sauvez votre honneur non
 « vous de l'Europe. Supposé que nous vous de-
 « rions réserver nous une suprématie maritime
 « et nous accorderons à un traité de commerce
 « aussi avantageux réciproquement qu'il seroit
 « possible d'en négocier, qu'elle sera votre ré-
 « ponce? Sera-t-elle de nature à encourager votre
 « nous de se rencontrer avec vous à Calais pour
 « nous sur la victoire? Si un pareil traité

« vous vous étiez proposé que répondriez
 « vous? »

¹ « Résolu que le Congrès rejetait toutes
 « propositions du roi de la Grande-Bretagne
 « ou même de son entourage de faire un
 « traité entre lui et les États-Unis même
 « tant avec l'indépendance de ces mêmes États
 « ou aucun des traités ou alliances qu'il pour-
 « rait faire dans la suite avec leur autorité »
 « par JEREMY BENTHAM président. » Terminé
 « CHARLES THOMSON secrétaire. » *États-Unis* (vol.
 I, 2, n° 141, traduction, sous l'orthographe de *Ré-
 solution des États-Unis de l'Amérique unie*) et
 « Congrès le 22^{ème} 1777, avec une autre décla-
 « ration semblable par laquelle l'assemblée nient strictement
 « l'existence de aucun traité passé avec les
 « souverains du roi de la Grande-Bretagne
 « comme les traités ou alliances des États-Unis
 « étaient efforcés de le faire croire et autoriser
 « les commissaires des États dans les diffé-
 « rences nous de l'Europe à la faire avoir à ces
 « cours. Les copies, en anglais, se trouvent dans
 n° 139 et 140

il était pas sans emettre, dans le cabinet de M. de Vergennes comme à l'ambassade de Londres¹ 1777

Au reste, tout était éclairci lorsque le ministre, dans l'espérance d'ouvrir davantage les yeux au comte de Floridablanca, écrivait le *post-scriptum* de sa lettre du 15 décembre à Montmorin. On allait serrer définitivement le nœud. Le 17, Gerard se rendait à Passy par ordre du roi, et apprenait aux commissaires que Sa Majesté avait décidé de reconnaître les États-Unis, de signer avec eux un traité d'amitié et de commerce, et que, pour en envoyer plus vite et plus sûrement la nouvelle en Amérique, une frégate recevrait la mission de l'y porter. Les commissaires annoncent ce grand événement au Congrès le lendemain. Leur rapport est une page que l'histoire de notre pays doit conserver. Ni de plus nobles mobiles ni une notion plus haute des liens entre nations n'ont présidé, en aucun temps, à des conditions d'alliance, à un accord de peuple à peuple. On dirait de la politique speculative et ce fut de la politique réelle, suivie jusqu'au bout, accomplie. Franklin retrace au Congrès, avec une simplicité mâle qui semble les grandir encore, ces propositions du gouvernement du roi, tout imprégnées des conceptions d'honnêteté, de justice, d'humanité au sens supérieur du mot, dont la philosophie avait alors fait la trame même des choses pour les esprits cultivés. Nous traduisons ici presque mot à mot la lettre que signèrent avec lui ses collègues :

Paris, le 15 décembre

Messieurs

Depuis notre dernière, du 30 novembre, dont nous vous envoyons ci-jointe une copie, nous avons reçu vos dépêches du 6 octobre datées de Yorktown. Elles nous sont arrivées par un packet de Boston, qui a apporté la grande nouvelle de la défaite et de la capitulation de Burgoyne, nouvelle qui a manifestement

M. de Vergennes pouvait bien être sûr sur ses gardes par les bruits que Beaumarchais cherchait à lui inspirer à ce sujet, et qu'il voyait partagés par notre représentant en An-

gleterre mais aucune de ses dépêches n'indiquait qu'il les éprouvât. Il répond au contraire le 27 décembre à la lettre de Noailles du 23, d'une manière tout opposée.

1777 causé aux Français une joie aussi générale que s'il s'était agi d'une victoire de leurs propres troupes sur leurs propres ennemis, se manifeste, ardente et modérée sous le bon vouloir et l'attachement de cette nation pour nous et pour notre cause.

Nous avons saisi cette occasion de prier les ministres, par un court discours, de conclure le traité proposé, qui est resté si longtemps sous leur examen et qui a été différé de jour en jour. Une conférence eut lieu, par suite, le vendredi 12 du courant, dans laquelle diverses difficultés furent indiquées et résolues, diverses explications demandées et fournies de manière à satisfaire. Comme le concours de l'Espagne est nécessaire, on nous dit qu'un courrier partirait le lendemain pour l'obtenir, ce qu'on nous a assuré depuis avoir été fait, et la réponse était attendue dans trois semaines.

Comme nous avons signalé au ministre l'importance qu'il y avait, dans l'hypothèse probable où l'Angleterre ferait quelques propositions de paix, à ce que le Congrès fût informé explicitement de ce qui pouvait être attendu de la France et de l'Espagne, M. Gérard, un des secrétaires, vint hier nous informer, par ordre du roi, qu'après avoir envisagé au long et complètement en conseil nos affaires et nos propositions, il fut décidé et que Sa Majesté avait résolu de reconnaître notre indépendance et de faire avec nous un traité d'amitié et de commerce, que, dans ce traité, il ne serait pas pris avantage de notre situation présente pour obtenir de nous des conditions que, dans un autre, il ne nous conviendrait point d'accepter, Sa Majesté desirant que ce traité, une fois conclu, soit durable et que notre commune amitié subsiste à jamais, ce qu'on ne pourrait espérer si chaque nation ne trouvait pas son intérêt dans la continuation aussi bien que dans les premiers moments de ce traité. C'est en conséquence son intention que les termes en fussent tels que nous pourrions y consentir de bon gre si notre établissement existait depuis longtemps, étant dans la plénitude de sa force et de sa puissance, de sorte que nous pourrions l'approuver de même lorsque ce temps sera venu. Que Sa Majesté était bien arrêtée à la résolution non seulement de reconnaître notre indépendance, mais de la soutenir par tous les moyens en son pouvoir. Qu'en agissant ainsi elle se trouverait probablement engagée bientôt dans la guerre, avec tous les frais, risques et dommages qui en découlent habituellement, que, cependant, elle ne rechercherait de ce chef aucune compensation

de notre part ni ne prétendrait pas à agir sans uniquement pour l'amour de nous puisque, en dehors de son réel bon vouloir pour nous et pour notre cause, l'intérêt de la France était manifestement que la puissance de l'Angleterre fût amoindrie par notre séparation d'avec elle. Il se garderait d'insister bien plus pour que, engagés pour notre compte dans une guerre avec l'Angleterre, nous ne fussions pas une part séparée, il voulait nous voir la pleine liberté de traiter pour nous-mêmes en quelque moment que de bonnes, d'avantageuses conditions, nous soient proposées. L'unique condition réclamée, imposée serait que, dans aucune paix à conclure avec l'Angleterre nous ne puissions renoncer à notre indépendance et revenir sous la domination du gouvernement anglais. Que, dès le retour du courrier d'Espagne apportant le concours attendu, il serait procédé à la conclusion de l'affaire, et que nous pourrions donner au Congrès les assurances les plus formelles sur tout cela dans nos dépêches en garantissant seulement de garder sur le tout le plus profond secret, pour le moment, parce que l'Espagne avait trois raisons pour ne pas se déclarer immédiatement : la flotte portant ses galions, son money fleet n'était pas encore rentré, son armée et sa flotte du Brésil non plus, et sa paix avec le Portugal pas encore tout à fait complète, mais ces trois obstacles seraient probablement bientôt levés.

Nous répondîmes que dans ce qui nous avait été communiqué, nous recommandions et admettions également la magnanimité du roi et sa sagesse, qu'il nous trouverait alliés fidèles et sûrs et que nous souhaitions, avec Sa Majesté, que l'amitié entre les deux nations pût être éternelle. Et, comme nous faisons observer que les républiques sont généralement fidèles à leurs engagements, par exemple les cantons suisses, le secrétaire remarqua que la France n'avait pas été moins fidèle à leur égard, deux cents ans étant passés depuis que la première alliance pour cinquante ans avait été conclue, laquelle avait été renouvelée à chaque période ; et telle avait été la constante loyauté à leur égard qu'on avait vu, lors du dernier renouvellement, les cantons protestants renoncer à leurs anciens préjugés et à leurs soupçons et se joindre sans hésiter aux autres pour signer le traité dont nous vous envoyons ci-jointe une copie.

Il y a quelque temps que nous avons obtenu la promesse d'un secours additionnel de trois millions de livres, que nous recevrons en janvier. L'Espagne, nous dit-on, nous donnera une somme égale, mais, ne trouvant pas convenable

1777 de nous la faire remettre ici, elle se propose de l'envoyer, en espèces, de la Havane au Congrès. Ce que nous recevons ici nous servira à nous débarrasser de nos dettes. Nos vaisseaux chargés de munitions ont été retardés par diverses raisons, notamment par la crainte de tomber aux mains des croiseurs anglais, qui fourmillent dans la baie et dans le canal. À la fin, il a été résolu qu'ils navigueraient de conserve, puisqu'ils sont tous pourvus pour la défense, et nous avons obtenu un vaisseau du roi pour les convoier hors du canal et, nous l'espérons, jusqu'en Amérique. Ils emporteront, suivant notre estimation, environ soixante mille livres sterling, et mettront à la voile dans quelques jours.

De même, en considération de la perte fréquente de nos dépêches dans ces derniers temps, et de l'importance de la présente, nous avons demandé et obtenu une frégate pour la porter.

Ces faveurs extraordinaires, qui sont de nature à provoquer l'Angleterre, sont des marques de la sincérité de cette cour, et semblent exiger les remerciements du Congrès

B. FRANKLIN SILAS DEANE ARTHUR LEE

Diplomatic correspondence L. I p. 355 et suiv.

De plusieurs jours encore, on ne pouvait savoir l'effet qu'avait produit à Madrid la révélation dont notre ambassadeur était chargé par les dépêches du 13 et du 15 novembre. La résolution autrement décisive que l'on venait de prendre devait cependant y être annoncée sans retard. M. de Vergennes remplit cet objet par un courrier spécial, le 19. Aux précautions de son exposé on sent qu'il éprouvait un peu de gêne à dire que la France s'était portée si en avant sans avoir attendu de connaître la mesure dans laquelle l'Espagne voudrait ou pourrait la suivre. C'est seulement à la fin de son pli, après avoir longuement raconté les conférences de la légation avec les émissaires de Londres, et ajouté ces motifs tirés de particularités personnelles, qu'il fait part de la résolution du gouvernement du Roi. Faire part est trop dire, il tâche plutôt de la laisser deviner comme une conclusion

naturelle, l'atténuant d'ailleurs de manière qu'elle paraisse bornée à s'enquérir uniquement de l'opinion du Congrès sur nos ouvertures. S'il tenait alors Beaumarchais un peu éloigné, il dédaigna assez peu ses avis pour emprunter les raisons politiques aux lettres du « Barbier de Seville » ; c'est presque dans les termes mêmes employés par celui-ci qu'il invoque la nécessité de reconnaître les premiers l'indépendance des Etats-Unis, afin de nous assurer leur appui dans un conflit inévitable à ses yeux.

A Versailles le 19th 77

J'ai reçu M. les trois lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer le 4. de ce mois et les différentes pièces qui y étoient jointes.

Je n'ajouterai rien à ce que renferme ma dépêche du 10 touchant les démêlés subsistans entre les Turcs et les Russes et les suites qu'on doit en appréhender. Je souhaite plus que je n'espère M. que la démarche dont je vous ai informé produise un effet salutaire. A tout événement c'est au acte d'humanité et de bienfaisance qui ne peut être qu'honorable lors même qu'il n'est pas couronné de succès.

Vous avez M. le résultat de la première conférence de M. Deane avec un emissaire anglais. Ils se sont revus depuis et même très longuement et ils ne se sont pas mieux entendus que dans la première entrevue. L'Anglais veut toujours qu'une dépendance quelconque serve de base à la négociation, l'autre soutenoit au contraire que sans une indépendance absolue et inconditionnelle il étoit inutile de traiter.

Aucun ne voulant quitter son retranchement l'Anglais a proposé comme moyen conciliatoire une suspension d'armes immédiate qui maintiendrait chacune des parties dans l'état où elles se trouveroient au moment de sa publication, et à la faveur de laquelle on pourroit trouver plus facilement des expédiens propres à réunir les deux peuples et à faire leur bonheur commun. M. Deane n'a point donné dans ce piège, il a parfaitement senti qu'un armistice dans les circonstances présentes ne seroit qu'un moyen entre les mains des Anglois pour semer la défiance et le trouble entre les Etats Unis et leurs talens perdre tout l'avantage qu'ils ont acquis par la force de leurs armes. Il a

¹ Voir les lettres de Beaumarchais à l'annexe II de ce chapitre.

1777

demandé à l'Anglais comment il concevait la proposition d'un armistice avec la dépendance à laquelle il prétendait rapeller l'Amérique, puis que cet acte seul emporterait l'idée d'une souveraineté qui constaterait l'indépendance. L'Anglais a reparti que s'agissant d'une guerre civile on pouvoit bien convenir d'en suspendre les calamités sans pour cela attribuer à l'une des parties un droit qu'elle n'auroit pas. Mais qu'il y avoit les plus justes motifs d'espérer que si l'on pouvoit déposer respectivement l'aigreur dont on est prevenu de part et d'autre bien tost on parviendrait à l'heureuse réconciliation qui est l'objet de tous les vœux de l'Ang^{ois} et à ne faire des deux peuples qu'un seul et même peuple. C'est alors que l'ambassadeur anglais a déployé toute son éloquence pour engager M. Deane et par lui M. Franklin à se rendre les auteurs d'une œuvre aussi méritoire. Promesses, séduction et menaces rien n'a été oublié il auroit voulu engager l'un des deux députés à se rendre en Ang^{ois} sur la foi d'un sauf conduit, mais voyant que cette innovation ne prenoit pas, il a proposé Bruges ou Gand co^{mme} un lieu tiers plus propre à y faire fructifier la négociation. Il a offert à l'un des deux députés voulant s'y rendre qu'il y seroit rencontré par des personnes du plus haut étage qui seroient de hommes capables de ce dont on pourroit convenir.

M. Deane s'étant constamment défendu d'entendre à aucune proposition et de se prêter à aucune démarche qui ne porteroit pas sur une indépendance inconditionnelle et l'ambassadeur n'ayant pas des facultés aussi étendues, il s'est réservé de s'expliquer de nouveau dans quelques jours devant d'où il recevoit des lettres d'Ang^{ois} qui pourroient lui permettre un langage plus affirmatif.

Je vous épargne M. les épisodes qui n'ont pas toujours été à l'avantage et à la gloire des deux Couronnes, nous en savons heureusement assez des dispositions de l'Ang^{ois} pour suppléer même à ce qu'elle auroit la prudence de vouloir nous cacher.

M. Deane est persuadé que si les offres que M^{rs} Howe sont autorisés à faire aux Etats Unis de l'Amérique ne sont pas plus étendues et plus satisfaisantes que les paroles qui lui ont été portées, que le Congrès ne les admettra pas.

Je regarde comme un bonheur tout particulier et comme l'effet de l'heureuse étoile de la maison de Bourbon que le ministère anglais dans l'attente de ses espérances plus tost que de ses succès se soit circonscrit avec par les actes qu'il a fait passer au Parlement pour n'avoir pas la faculté d'accorder

cette indépendance qu'il sent bien qu'il sera forcé à lâcher. Nous verrons jusqu'ou il est disposé à aller dans les plans de paix et de guerre que le Lord North a annoncé devoir soumettre à la considération du Parlement à sa rentrée fixée au 20. janvier. 177

Les députés américains sentent l'urgente nécessité d'instruire leurs commettans de nos dispositions particulières, des ouvertures qui leur ont été faites de la part du ministère anglais et de les prémunir contre la séduction de celles qui leurs seront faites par MM. Howe prennent le parti d'expédier demain un courrier au Congrès.

Comme un bâtiment américain ou marchand ne seroit pas exempt de risques le Roi fait partir une de ses fregates qui sous prétexte d'aller à Miquelon se rendra directement à Boston ou dans quelque autre port de la Nouvelle Angleterre où elle débarquera ses passagers. Sa mission aparente sera de réclamer nos matelots dont on prétend qu'il y a bon nombre dans cette contrée. Ceci comme vous devez sentir exige le plus profond secret, vous voudrez bien ne le confier qu'au Roi C^{te} et à M. le C^{te} de Floride Blanche.

Le ministère anglais doit être bien pressé de la paix, il ne se borne pas à solliciter par ses propres instrumens il en cherche même dans notre nation. J'ai eu hier entre les mains une lettre d'un membre du Parlement très attaché au parti de la cour écrite à un François de ma connaissance et intimement lié avec les Américains. Il lui rappelle des insinuations qu'il lui avoit faites l'été dernier pour l'engager à contribuer par son influence auprès de M^r Franklin et Deane au rétablissement de la paix, il le presse de s'y employer et il lui indique des voies sûres pour suivre la correspondance. Consulté par le François sur ce qu'il devoit répondre, il m'a paru qu'il ne devoit pas refuser la correspondance, mais qu'il falloit la diriger avec assés d'adresse pour tâcher de pénétrer toujours plus avant dans les intentions et dans les vues du ministère B^{te}. Nous en voyons cependant assés pour savoir à quoi nous en tenir à cet égard et nous résoudre en conséquence. Ne perdons pas de vue seulement que celui qui reconnoît le premier l'indépendance des Colonies sera celui qui retirera le plus précieux avantage de ce conflit. Tout dépend de la célérité d'une bonne et prompte résolution.

J'ai l'honneur d'être avec un sincère et inviolable attachement M

Espeyus, 1. 587, n° 112

1777 Mais il fallait présenter au Pardo des arguments de plus de poids que ceux de cette dépêche. Elle ne pouvait être qu'un préliminaire. Déjà produites ou montrées de loin, ses considérations avaient eu trop peu d'effet. Les émissaires de Londres se succédaient à Passy. Intéressée à ce qu'on le sût, la légation divulguait aussitôt à qui pouvait les rapporter leurs entretiens ou les instances dont elle était l'objet. L'agent Bancroft lui ayant été envoyé sous le prétexte de fuir devant une poursuite criminelle, une lettre qu'il était censé avoir reçue d'un adversaire du ministère anglais fut présentée à M. de Vergennes. Les appréciations qu'elle contenait sur la situation politique mirent le ministre à même de compléter le tableau qu'il venait d'ébaucher pour M. de Montmorin. Le 27, il reprend la démarche déjà commencée par lui le 19; il ne cache plus à l'ambassadeur la résolution du roi et en parle presque comme s'il en avait non seulement parlé déjà, mais s'il l'avait concertée avec l'Espagne.

A Versailles le 27 août.

Je reçois M. la lettre n° 137. que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 8 du ce mois.

Rien n'est plus solide que la manière dont vous envisagez la situation présente de l'Ang^{te} et les extrémités auxquelles elle peut conduire d'un moment à l'autre le ministère actuel. Jusqu'ici nous avons été respectivement assez convaincus qu'un changement de ministres nous amènerait la guerre et que ceux-ci nous la feroient comme moyen de s'autoriser à faire de plus grands sacrifices aux Américains. Peut-être n'avons-nous pas assez posé la possibilité ou le ministère présent n'aurait lui-même que ce moyen pour se tirer des embarras extrêmes ou son imprudence et son orgueil l'ont précipité. Mon expédition du 13. de ce mois et celles qui l'ont suivie ont dû vous convaincre M. et par vous la cour d'Espagne qu'il ne néglige pas ce moyen; la seule différence qu'il parait admettre est qu'il voudrait que la paix avec l'Amérique précède la guerre qu'il se prépare à nous faire afin sans doute de tomber sur nous avec toutes les forces des deux continents réunis.

Si nous pouvions conserver le plus léger doute à cet égard nous trouverions

une preuve plus complète de ce système dans la lettre c, jointe écrite de Londres au doct^r Bancroft qu'on sait être dans la plus intime liaison avec les députés américains, il a été obligé de fuir d'Ang^{re} accusé quoiqu'à tort d'avoir eu part à l'incendie de Portsmouth 1777

On ne peut soupçonner cette lettre de supposition, elle ne dit rien que le Lord North n'ait fait pressentir dans les dernières assemblées du Parlement, que l'ambassadeur qu'il a ici n'ait proposé aux Américains d'une manière bien plus explicite et qui ne soit confirmée par toutes les notions publiques et particulières que nous recevons.

Le but de l'Ang^{re} n'étant plus équivoque notre résolution ne semble devoir plus l'être, car la question que nous avons à résoudre est de savoir si nous est plus expédient d'avoir la guerre contre l'Ang^{re} et l'Amérique réunies qu'avec l'Amérique pour nous contre l'Ang^{re}.

On peut objecter que celle-ci n'offrant pas une indépendance absolue et voulant se réserver avec une souveraineté nominale des prérogatives telles qu'un même état de paix de guerre et de commerce etc. la négociation ne doit être ni prompte ni facile. Cela devrait être si le gouvernement de l'Amérique avait plus de constance et de solidité que nous ne pouvons encore lui en supposer; mais le peuple souffre, il est privé de beaucoup de jouissances non seulement agréables mais même de plusieurs jouissances nécessaires, la querelle dans laquelle il est engagé lorsqu'il ne s'agit plus que d'un point d'honneur, pourra bien ne lui plus paraître que la querelle de ses chefs et lui devenir indifférente et odieuse. L'Ang^{re} a des apas à présenter. Les Américains nous proposent de conquérir les îles angloises et de leurs y accorder un commerce libre. Si vice versa les Anglois font la même proposition, ne sera-t-elle pas écoutée, sera-t-elle rejetée? Sur tout s'ils ont la prudence de se charger de prendre sur eux la dépense des efforts qu'ils demanderont. Enfin si nous permettons que la négociation s'entame entre les deux peuples ne devons nous pas craindre une division qui ne serait gueres moins fatale qu'une réconciliation.

On écrirait des volumes si on se livrait à l'abondance des réflexions qu'aussent du sujet. La sagacité de M. le C^{te} de Floride Blanche les saura beaucoup mieux que je ne pourrais les lui exposer, et ira bien plus loin que je ne pourrais aller. Ce que je me borne à remarquer M. est que le tour des réflexions est passé et qu'il en reste à peine pour se résoudre. Le moment est

1777. decaf, nous pouvons encore gagner du temps les Anglois mais si nous dépassons l'époque du 20 janvier sans avoir pris nos sûretés le ministère Dⁿⁱ autorisé par une sanction parlementaire pourra nous couper les vivres et ne nous laisser que le regret inutile d'avoir perdu de gaieté de cœur la plus heureuse circonstance que la providence ait jamais offerte à la maison de Bourbon. Vous sommes excusables de n'avoir pas prévu que les événements militaires nous presseroient la mesure bien plus qu'il n'étoit naturel de le supposer, mais rien ne vous justifieroit si voyant aussi à découvert la tendance à la paix et le résultat qu'elle doit produire nous nous endormions dans une trompeuse sécurité et laissons échapper la seule occasion qui se présentera peut être dans le cours de bien des siècles de remettre l'Ang^e à sa véritable place.

Qu'en pourra-t-on me dire la sûreté que cette guerre nous aura heurée ? Je réponds d'abord, est elle de choix ou de nécessité. Si elle est de la dernière espèce, comme tout en fait la démonstration il faut donc s'y soumettre avec résignation et courage. Mais supposons qu'elle ait malheureux ce qui est bien problématique. Si l'indépendance de l'Amérique en est la conséquence, si cette indépendance est absolue; si elle ne produit pas un pacte de fraternité qui rendrait les deux peuples et n'en feroient plus qu'un, les deux Couronnes n'auroient elles pas infiniment gagné d'avoir procuré une séparation aussi considérable et diminué d'autant la puissance de leur ennemi invétéré.

Mais pourquoi verrions nous si fort en noir. L'Ang^e au dire même du L^d Sandwich a 32 v^e de lignes prêts et avec quelque effort pourroit en mettre 42. Voilà donc tout ce qu'elle peut avoir pour veiller à la sûreté de la Manche, observer notre flotte de Brest, celles de l'Esp^e ou Ferrol et à Cadix, protéger ses établissements et son commerce dans la Méditerranée et pourvoir à la défense de ses côtes en Amérique. Elle ne doit pas faire elle même grand état des forces maritimes qu'elle peut avoir dans l'Amérique septentrionale, elles sont si vieilles de carennes, les équipages si affaiblis et si délabrés qu'elles ne pourroient même prêter le côté à des forces inférieures. Tout cela est vous voyez M^l n'est pas fait pour décourager les deux Couronnes si elles savent bien prendre leur temps et frapper à propos.

Nous attendons avec bien de l'impression le courrier que je vous ai expédié le 13. de ce mois. Nous nourrissons en attendant les députés américains d'espérances éloignées, jusqu'à ce moment ils paroissent y avoir la plus

entière confiance, mais elle disparaîtrait bien vite si nous ne la justifions par des effets solides. 1777

Notre public qui voit la nécessité de ce traité le croit fait et y applaudit tout haut. Le Lord Stormond qui recueille avec avidité les bruits populaires a saisi celui-là et est venu m'en parler, tout ce qu'il m'a dit étant faux et absurde je lui en ai fait voir l'ineptie sans m'engager dans aucune assurance.

J'ai l'h^r d'être avec un sincère et inviolable att. M.

Espagne t. 587 n° 135

Du reste, une copie de la prétendue lettre au « docteur Bancroft » avait été remise au comte d'Aranda par le ministre. Celui-ci ne doutait point que l'ambassadeur ne la recommandât à sa cour. Aranda, effectivement, faisait savoir tout de suite qu'il se garderait d'y manquer. Il ne se donnait pas pour sûr, toutefois, de l'assentiment de l'Espagne. Mais le gouvernement du roi s'arrêterait-il, maintenant, devant l'hésitation du Pardo? A cette date du 27, un premier courrier de Montmorin avait déjà franchi la frontière. Les impressions dont il apportait l'exposé étaient médiocrement favorables. Ni leur effet ni celui des courriers suivants, plus clairement négatifs encore, ne devaient ébranler, dans le gouvernement de Louis XVI, le parti désormais bien réfléchi et voulu de s'allier avec les États-Unis.

« Paris le 27 décembre 1777. Je vous remercie infiniment M^r le Comte de la copie de la lettre que vous m'envoyez écrite de Londres au docteur Bancroft. J'espère que vous ne croyez pas prêcher à un convert. Vous savez l'uniformité de notre façon de

« penser. À Dieu plaise que ma cour par une suite des preuves de l'orage qui nous menace puisse être convaincue. Je lui enverrai la susdite lettre de Londres. Je joindrai mes observations et je respecterai ses volontés et sentiments. » *Espagne*, t. 587 n° 136

ANNEXES DU CHAPITRE X.

I

MÉMOIRES DU COMTE DE BROGLIE SUR LA SITUATION DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE.

I COPIE D'UNE LETTRE DE M. LE COMTE DE BROGLIE A M. LE COMTE DE SAINT-GERMAIN *.

A Paris le 10 février 1796

Ayant eu dire dans le monde, M. le Comte que vous aviez envie de vous occuper de différents points importants pour la défense de nos côtes, je crois qu'il est de mon devoir de vous prévenir que les rapports particuliers que feu S. M. m'avait ordonné d'avoir avec elle pendant vingt trois ans m'avaient mis dans le cas de faire depuis la paix ce travail pour S. M. et que je l'avais ensuite communiqué à M. le duc de Choiseul qui l'avait approuvé.

J'y avais employé quatre officiers de beaucoup de mérite et d'intelligence qui ont fait toutes les reconnoissances de nos côtes depuis Dunkerque jusqu'à Bayonne et qui ont tous les plans et mémoires qui y ont rapport dont ils m'ont remis les doubles. Je joins ici M. le Comte une notice qui pourra vous en donner une première idée. Ignorez ce qui a empêché qu'on ne mit dans le tems en exécution les projets qui avoient été indiqués et presque convenus. Les points de St Valéry Abbeville et Diepe avoient été reconnus par M. de Beville, ceux du Havre de Cherbourg et de La Hougue en Normandie par M. de Menil Durant, ceux de Brest L'Orient et St Malo par M. de la Roziere, enfin ceux de Noirmoutiers, Rochefort Bordeaux et Bayonne. Tous ces points me paroissant dignes de la plus grande attention particulièrement ceux de St Valéry du Havre de Brest et de Rochefort, je désirerois fort que les soins que je me suis donné pendant plusieurs années pour rassembler ces

* O. F. à la marge de cette copie. « Nota. Cette lettre a été écrite pour instruire M. le C^{te} de St Germain du travail sur l'Ang^{re} et des reconnoissances faites en conséquence sur nos côtes »

connaissances pussent être de quelque utilité au service du Roy et faciliter le succès de quelques unes de vos vues. Je serai toujours très flatté d'y contribuer et je crois pouvoir également vous répondre du zèle de mes coopérateurs qui se rendront à vos ordres dès que vous le jugerez à propos.

J'ay l'honneur d'être etc

Voite

Le 10 fevrier 1766

Entre tous les objets dont le comte de Broglie a cherché à s'occuper depuis la paix pendant le temps qu'il n'a pas été employé par les ministres au service du Roy, celui de bien connoître la position où la France restoit à l'époque du traité du 10 fevrier 1763 lui parut mériter principalement son attention.

Moins alarmé que ne l'étoit le public des suites de ce traité de paix, il crut entrevoir qu'il restoit encore à ce royaume des ressources suffisantes pour ne pas craindre une nouvelle guerre si ses succès récents de l'ennemi augmentoient ses prétentions au point de ne pouvoir être tolérés.

Il conçut un projet d'offensive sur les Anglois qu'on put exécuter au besoin. M. de la Rozière officier de mérite et d'une capacité reconnue pendant la guerre resté sans occupation à la paix fut choisi par le comte de Broglie pour temp ory dangereux d'en aller vérifier la possibilité sur les lieux mêmes et son travail conduit avec autant de sagesse que d'intelligence ne permit plus d'en douter.

Restoit à examiner nos moyens pour exécuter ce projet. La reconnaissance des côtes de France fut résolue, et suivie par ce même officier d'après une ample instruction sur tous les points de laquelle il eut ordre de se procurer le plus de détails possibles.

Depuis Dunkerque jusqu'à Antibes l'état de nos ports militaires ou marchands leur commerce, l'étendue de leur navigation, le nombre et la capacité de leurs bâtimens de mer leurs communications avec l'intérieur des terres, les ressources dont ils peuvent être pour la défensive et l'offensive en temps de guerre la possibilité d'y rassembler des munitions et des subsistances, les travaux à faire pour leur sûreté et celle des côtes dans tous leurs points attaquables. tous ces objets recommandés par l'instruction furent examinés observés avec une attention peu commune et des notions intéressantes furent le fruit de ce travail.

Archives de la Marine, B¹ 297 1 - 13

2 MÉMOIRES DU COMTE DE BROGLIE AU ROI LOUIS XVI.

*Mémoire d'exposition*¹.

Quand la crise politique du royaume arrive tous les bons citoyens à spéculer et à réfléchir il en est aux quels on doit semble être plus particulièrement dévoué et pour les quels il est même un devoir. Tels sont ceux qui attachés au Roy et à l'État par la reconnaissance et par de longs services ont acquis quelques lumières par leur expérience. Encouragé par cette situation le C^{te} de Broglie prend la liberté de présenter à Sa Majesté ses spéculations politiques et militaires sur les affaires présentes.

Sa Majesté ignore pas que le feu Roy a daigné honorer le comte de Broglie d'une confiance intime pendant près de 13 ans qu'elle l'avait chargé d'un travail particulier et que ce travail qui embrassait toutes les parties de la politique et dont les résultats s'étendaient dans toute l'Europe avait mis sous les yeux et dans les mains du comte de Broglie les affaires les plus considérables et les plus secrètes. Parmi les divers grands objets confiés au comte de Broglie pendant la durée de sa correspondance avec le feu Roy un des plus importants a été la préparation d'un plan de guerre contre l'Angleterre combiné dans toutes ses branches et sous tous ses rapports.

Ce fut dès 1763 même, c'est à dire presque au moment de la paix que le C^{te} de Broglie quelquefois enveloppé dans la disgrâce du maréchal son frère proposa au feu Roy de préparer ce grand travail. Ce ne fut point par esprit d'ambition et sans le projet de faire rompre une paix dont le royaume avait besoin pour repaier ses pertes, il connaissait trop bien les principes de modération et de bonne foi de leur Sa Majesté, il était lui même trop pénétré de ces principes, pour lui avoir jamais présenté des projets qui y fussent contraires, mais il savait que le Roy gardait dans son cœur l'ancien souvenir des injures de l'Angleterre. La paix même venait de manifester la prétention de cette puissance à l'empire exclusif de toutes les mers et dans l'exécution des articles de cette paix elle se conduisait avec une hauteur qui ne décelait que trop son plan d'humilier la France et de l'attaquer de nouveau toutes les fois qu'elle chercherait à relever sa marine. Jamais donc il n'avait été plus prudent de songer à la guerre en faisant la paix. L'expérience de deux guerres de nos malheureuses et la sagacité du jugement du feu Roy lui avaient démontré que tous nos revers avaient pour principale cause d'avoir toujours été provoqués par les An-

Dans le volume des archives de la Marine, la copie que nous reproduisons ici est placée sous ce titre général. *Suite de mémoires du Comte*

de Broglie au Roi Louis XVI contre l'Angleterre et continuée suite au Roi des travaux pour une descente en Angleterre.

glois et de ne leur avoir jamais opposé de plan il ne fut donc nécessaire que de mettre sous ses yeux le parallèle des moyens de la France et de ceux de l'Angleterre, pour lui faire sentir l'énorme supériorité de ces premiers quand on saurait les préparer et les employer, et l'avantage que la France devoit avoir à attaquer cette dernière corps à corps, au lieu de se consumer en expéditions lointaines et morcelées. Ces conséquences lui firent embrasser avec ardeur le projet d'une descente en Angleterre comme le premier coup qu'il falloit frapper au commencement d'une nouvelle guerre, le seul qui pourroit effacer les regrets de la paix qu'on venoit de conclure et remettre les deux Couronnes à la place et dans le rang que leur puissance leur assignoit en Europe.

Le travail agréé par le feu Roy fut accompli à travers tous les obstacles qui résultaient d'abord de sa difficulté intrinsèque, et ensuite du profond secret au quel il étoit assujéti, car le ministre même n'en avoit point connaissance. Il fut fait avec autant d'activité que de soins, et non comme se font trop souvent tous les travaux de cette espèce dans le cabinet et sur des spéculations vagues et incertaines, mais sur les lieux et appuyé par les calculs démonstratifs. D'habiles officiers furent envoyés en Angleterre ils reconnurent la possibilité de la descente, les points de débarquement les moyens de subsistance, les marches, les camps les positions enfin toutes les opérations possibles jusqu'au delà de Londres. Ensuite on calcula, on combina sur nos côtes même tous les moyens que nous avons pour exécuter ce projet, les lieux où devaient se rassembler les troupes, les ports où il convenoit de les embarquer, la quantité de bâtimens que chacun d'eux pouvoit fournir, les agrès qu'il falloit préparer en artillerie, en munitions en vivres le nombre et l'espèce de troupes nécessaires tout enfin jusqu'au calcul des saisons, des vents, des marées entra dans ce plan qu'on accompagna dans le même temps des cartes, tableaux de dépenses, et autres pièces propres à donner à la possibilité du succès le dernier degré de probabilité.

Le travail du comte de Broglie ne se borna pas à ces spéculations : il lia cette expédition avec d'autres projets de diversion à exécuter en même temps tant par nous que par l'Espagne il indiqua les mesures secrètes et insensibles qu'il falloit prendre pendant la paix pour se mettre en état de frapper inopinément ce grand coup en commençant la guerre. Il proposa de s'y préparer en dehors par un plan de politique qui sapoit peu à peu le crédit des Anglois dans le Nord et auprès des grandes puissances du continent. Enfin la révolution qu'éprouve aujourd'hui l'Angleterre par la révolte de ses colonies et la guerre qui doit vraisemblablement s'ensuivre entre la France et elle, furent indiquées comme le moment où ce grand projet pourroit s'exécuter.

Tel fut le travail immense rendu par le C^{te} de Broghe entre les mains du feu Roy. Le prince n'en a pas tiré le parti dont il étoit susceptible : il auroit fallu qu'il eût dicté en conséquence à ses ministres les mesures qu'il y avoit à prendre, soit en les avertissant à son secret, comme le C^{te} de Broghe a souvent pris la liberté de l'en prévenir, soit en dirigeant lui-même ces mesures, sans leur en communiquer le but. Mais d'une part il vouloit leur cacher jusqu'aux traces de ce travail et de l'autre sa sagacité qui lui faisoit en toute occasion apercevoir les meilleurs partis, n'étoit malheureusement pas, si on ose le dire, accompagnée du caractère qui les exécute sans aucune des mesures préparatoires indiquées par le C^{te} de Broghe ne fut prise. Armes de matériaux, de munitions, d'artillerie, concert préconisé avec l'Espagne, négociations au dehors tout est resté non avenu. La marine même qui devoit être la première base du projet est demeurée dans la léthargie et ce n'est que depuis le règne de Sa Majesté qu'on s'est occupé d'elle avec suite et avec succès.

La mort du feu Roy ayant révélé le mystère de sa correspondance avec le C^{te} de Broghe, ainsi que du travail dont il l'avoit chargé, et les nuages actuels entre la France et l'Angleterre pourroient réaliser d'un moment à l'autre la guerre que l'objet de ce travail étoit de prévoir et de préparer, le C^{te} de Broghe a cru devoir se livrer à un nouvel examen de cet ancien plan avec toute l'attention dont son âge et son expérience peuvent le rendre capable, et c'est cet ancien travail examiné, refondu, appliqué dans la plus grande détail aux possibilités actuelles qu'il prend la liberté de mettre sous les yeux de Sa Majesté.

Ce travail est donc aujourd'hui divisé dans les deux mémoires suivants.

Le premier a pour objet le développement de la situation politique actuelle de la France et de l'Angleterre relativement au grand événement de l'Amérique et de la conséquence presque inévitable qu'il faut en tirer d'une guerre prochaine entre ces deux puissances.

Le second confirme un plan des dispositions militaires qui sont à prendre dans les différends que pourroient amener les événements, soit pour se préparer à soutenir la guerre, si l'Angleterre l'entreprend la première, soit pour la prévenir si ce parti devient nécessaire. On s'est adapté à la disposition offensive qui est discutée dans ce second mémoire le grand projet d'invasion en Angleterre dressé par ordre du feu Roy. On y expose ensuite la situation actuelle de nos moyens, tant en troupes qu'en agens militaires : la disposition qu'on seroit forcé de leur assigner relativement aux divers plans de guerre qu'on peut former, l'insuffisance qui résulte de cette distribution comparée avec notre état d'armement actuel, la nécessité urgente d'y pourvoir et les moyens qui pourroient devoir être pris pour y parvenir.

Une partie des idées qui sont développées dans ce second mémoire et notamment

et à qui a rapport à une expédition en Angleterre pourra n'être point étrangère à Sa Majesté, le travail du C^{te} de Broghe ayant depuis la mort du feu Roy passé dans ses mains dans celles de ses ministres et malheureusement dans plusieurs autres. On est même sûr que différentes personnes en ont fait des extraits pour tâcher de se l'approprier, mais la pénétration de Sa Majesté le fera facilement sentir la différence qu'il y a entre des travaux subreptices, tronqués, altérés faits sans connaissances des choses et des lieux avec un travail complet, fait dans toutes ses branches accompagné de toutes les preuves originales et de toutes les cartes qui ont été remises à Sa Majesté en un mot avec un travail résumé alors entre les officiers qui ont été employés aux reconnaissances et à sa confection et le C^{te} de Broghe auteur du projet et récemment adapté avec la plus grande réflexion aux circonstances actuelles.

Enfin le C^{te} de Broghe dépose la totalité de ce travail entre les mains du Roy comme un gage de son attachement à son service et à sa personne, et il ne lui en demande d'autre prix que de daigner le lire avec attention. Sa Majesté doit voir sûrement par la conduite que le C^{te} de Broghe tient constamment depuis son avènement au trône, qui ne cherche ni à s'approcher des affaires ni à solliciter la confiance. Mais il s'agit aujourd'hui d'un intérêt majeur, de celui de l'Etat et de la gloire du Roy. Dans cette grande crise le C^{te} de Broghe croit son silence coupable et il le regarde le travail suivant comme une dette envers sa conscience et envers son pays.

Archives de la Marine. B¹ 137 n. 3.

3. PREMIER MEMOIRE POLITIQUE SUR LA SITUATION DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE.

Jamais il n'y a eu de plus grand événement, tant pour le fond que pour les suites que la querelle de l'Angleterre avec ses colonies. En effet ce n'est point icy une affaire d'intrigue ou d'ambition, une jalousie précaire, une discussion du moment c'est une révolution absolue, c'est un continent qui va se séparer de l'autre et au lieu de cette grande secousse, c'est un nouvel ordre d'intérêts et de convenances qui va naître. Et attendant que cet événement influe sur toute l'Europe, il met actuellement l'Angleterre et la France dans la crise la plus délicate et la plus difficile où se soient jamais trouvées deux nations voisines et rivales.

Le résultat plus que vraisemblable de cette crise sera une guerre entre ces deux puissances. Déjà même elle est presque sourdement engagée et elle s'engagera ainsi chaque jour d'avantage jusqu'à ce qu'elle ecarte, à moins qu'il n'arrive des événements

qui ne sont presque pas possibles puis que toutes les circonstances topographiques et politiques se réunissent pour inviter les deux gouvernements à une rupture prochaine.

On va commencer par examiner icy la situation et les intérêts de l'Angleterre, c'est elle qui est le plus essentiellement et le plus activement dans la crise, cette crise n'est pour nous qu'éventuelle et de spéculation. Notre situation et nos intérêts seront l'objet de la seconde partie de ce mémoire. En parlant des intérêts de la France relativement aux circonstances actuelles, c'est y comprendre l'Espagne, puisque la politique et la cause de ces deux cours sont communes.

Situation et intérêts de l'Angleterre.

On revendra la moins qu'on le pourra sur le passé, c'est de l'état présent des affaires qu'il faut partir mais il est des bases essentielles à rappeler, car sans principes on ne sait que penser et parler au hasard.

L'Angleterre ne peut pas se passer de colonies, car sans colonies pas de commerce sans commerce point de marins, et sans marins l'Angleterre n'est plus en Europe qu'une puissance de troisième ordre.

Par la défection de ses colonies du continent de l'Amérique, l'Angleterre se trouve réduite à ses possessions dans les Antilles, à son vaste établissement d'Asie et à ses comptoirs d'Afrique. Toutes ces colonies réunies ne suffisent pas pour alimenter sa navigation et par conséquent sa puissance maritime, ce qui doit être son premier objet. Ses îles à sucre sont très inférieures aux nôtres. Son établissement d'Asie est une source immense de richesses pour elle, mais son commerce n'y compte qu'en denrées de luxe ne fournit point de débouché à ses manufactures nationales et ne se fait qu'avec un petit nombre de vaisseaux et de matelots. Il en est de même de ses possessions d'Afrique elles ne lui sont d'aucune ressource pour sa marine et le commerce de nègres qu'elle y fait, n'a de prix pour elle qu'autant qu'elle aura d'immenses plantations à cultiver dans les mers de l'Amérique.

C'est ce besoin urgent, d'avoir de grandes colonies qui dépendent de la métropole, qui consacrent ses manufactures et qui lui entretiennent une population immense de matelots, qui a jusqu'à présent si aveuglément obstiné le gouvernement anglais à remettre les insurgens sous le joug. C'est ce besoin sent, par toute la nation qui est le principe des efforts extraordinaires qu'elle fait aujourd'hui, et du furore d'animosité qui, au parti de l'opposition près, y règne contre ses colonies rebelles.

Si la passion lassoit le sens froid de réfléchir le gouvernement anglais est, avant tout, curieux de quelle nature étoit ses colonies du continent de l'Amérique. Il est

où qu'il n'en eût pas d'autres comme des autres colonies européennes des Antilles par exemple, ou un petit nombre de blancs actifs et énergiques donne sur un grand nombre de noirs, et a sans cesse besoin de la protection des troupes étrangères où le pays ne produisant que des denrées de luxe, est dans la dépendance absolue de l'Europe pour toutes les nécessités de la vie. A de telles colonies, il faut nécessairement des protecteurs et des maîtres, et le jour qui les en détacherait serait époque de leur ruine. Les colonies anglaises du continent de l'Amérique sont dans des circonstances absolument différentes : elles sont agricoles et peuplées en plus grande partie d'hommes libres, elles abondent de toutes les denrées de premier besoin, et elles en ont beaucoup d'autres qui mettent la métropole dans leur dépendance ; celle-ci, à son tour, les fait dépendre d'elle par ses manufactures, c'est au moyen des loix forcées et prohibitives dont elles s'affranchiront en reprenant leur liberté en relevant des manufactures de même genre dont elles ont les matières premières dans leur sein et en ouvrant leurs ports à toutes les nations. De pareilles colonies sont donc évidemment destinées à former un jour un Etat indépendant de l'Europe, et la nature des choses maintient toujours à la longue les événements : il faut que tôt ou tard cette destinée s'accomplisse.

Cette conséquence devait donc faire la base de la politique de l'Angleterre : elle devait sentir que l'indépendance de ses colonies du continent de l'Amérique, étoit une révolution inévitable, que par adresse ou par force, elle pourroit la suspendre, la retarder de quelques années, mais qu'il arriveroit un moment où aucune considération humaine n'y pourroit mettre obstacle. De là toute sa politique devoit tendre à se procurer des établissemens qui la dédommageront de la perte de cet immense continent. Elle ne pouvoit se procurer ce dédommagement qu'en attaquant la maison de Bourbon et en enlevant les Antilles.

Par la conquête des Antilles, elle s'assuroit la domination de cette partie des mers du nouveau monde, elle acqueroit la propriété exclusive de plusieurs denrées que le luxe nous a rendus nécessaires, comme les Hollandais ont celle des épices, elle ouvroit pour ses manufactures un débouché presque plus abondant et plus sûr que celui de ses anciennes colonies : elle gagnaient enfin des établissemens qu'elle ne pouvoit plus perdre, qu'elle gardoit avec le seul secours de ses flottes, et sans être obligée d'y entretenir de dispendieuses garnisons.

Rien n'étoit plus facile aux Anglois que de frapper ce grand coup fatal des derniers, nous leur avions fourni des prétextes pour justifier une guerre commencée sans aucun préliminaire de déclaration; notre commerce étoit dans la sécurité, notre marine qui, depuis deux ans, a fait d'immenses progrès étoit dans l'engourdissement, nous en avions même peu en état de défense : les six bataillons de renfort qu'on y a

8.

envoyés depuis n'y étaient point arrivés, les troupes anglaises en Amérique étaient en nombre de 50 000 hommes, forces immenses dans ses contrées et plus que suffisantes pour toutes les conquêtes à faire sur la maison de Bourbon. Leurs armes n'avaient éprouvé aucun grand échec, et le Congrès moins fier eut pu accepter des propositions d'accommodement, enfin, soit que l'Angleterre s'accommodât avec ses colonies, soit qu'elle prit le parti de se borner vis à vis d'elles à une guerre maritime, quelques-elle n'avait en l'occasion plus brillante et plus heureuse de repaquer ses pertes par une suite de cette destinée qui depuis trois ans nous favorise d'une manière si remarquable, cet orage s'est détourné de nous. Les généraux des Anglais se sont encore plus mal conduits que leurs ministres, et de tout côté le partage de nos rivaux a été que fautes et malheurs.

Mais le terme de leur aveuglement doit être enfin arrivé. Ils doivent voir que le parti de l'Amérique est profondément arrêté, que ce n'est point un soulèvement partiel arrêté par quelques ambitions, mais une consolidation unanime de toutes les puissances fondée sur la connaissance réfléchie de leur position et de leurs intérêts, qui sera même dans la supposition qu'ils ne peuvent plus raisonnablement former de nos vaincre et de leur dicter une paix passagère, ils ne les rachèteront pas et que la perte même de ces riches possessions ne seront différés que de quelques années.

De ces réflexions n'ouvrent pas suffisamment les yeux du ministère anglais, le calcul des moyens qu'il faudrait pour entreprendre une 2^e campagne en Amérique n'est venu de les écarter.

[Le comte expliquant après cela, par des raisons toutes militaires, qu'il était être impossible à la Grande-Bretagne de continuer la guerre à terre, qu'elle avait la seule ressource de la guerre maritime, des incursions ou de la dévastation des côtes, des blocus de ports, que cette guerre-là exigerait 20,000 hommes à New-York, au Canada, etc., un grand nombre de frégates; que les Américains, maîtres de tout le plat pays, n'expulseraient pas moins bientôt ses troupes et que l'unique parti rendant dans la réconciliation si nous ne la prévenions pas à cet égard par un traité, mais qu'il ne saurait y avoir réconciliation sans l'indépendance entière, que l'on croyait l'honneur anglais engagé à ne pas la donner, que faire un pacte de famille avec les Américains, comme l'avait dit lord Chatham à la tribune nous montrant par avance le plan de son futur ministère, n'était pas si facile, qu'on ne devient pas frère quand on a été maître, suivant le mot de Franklin, que l'Amérique voulant exister par elle-même n'est ni république ouverte à toutes les nations, elle ne ferait même pas

un traité de commerce exclusif, qu'ainsi tout ramenant l'Angleterre à se redonnager sur la maison de Bourbon de la perte de ses colonies, et que bien que ce parti fût moins réalisable à cette heure que l'année dernière. Il supposait cependant, que, dans cette situation, l'orgueil national s'abritant derrière la nécessité patriotique, l'on reconnaîtrait l'indépendance; que nous avions peut-être prévenu déjà ce traité par le notre, qui l'était à désirer que cela fût, mais que l'Angleterre nous attaquerait d'autant plus par esprit de vengeance et de passion, et par l'intérêt qu'elle avait à ne pas laisser à l'ennemi le temps de se fortifier, de se concerter et à arrêter les progrès de notre marine.]

Nous avons aujourd'hui 50 vaisseaux, dans un an nous en aurons 60. Dans deux ans une marine de rechange remplira nos arsenaux et nos magasins. Elle doit craindre les mêmes progrès de la part de l'Espagne, la même politique devant l'engager à faire les mêmes efforts. Ce qui depuis un siècle est l'objet de sa jalousie et de son inquiétude, ce qui lui a fait faire la guerre de 1755, ce qui fait en effet sa destitution parce que son rôle de grande puissance n'est attaché qu'à sa supériorité maritime, pourrit-il tout à coup de cesser de l'occuper?

[Examinant alors les forces que nous pouvions opposer dans les Antilles le comte de Breglie ne voyait que douze vaisseaux battants, quelques troupes coloniales « mal soudées et sans expérience de la guerre », des fortifications ébauchées, peut-être mal armées, des colons euervés par la mollesse, qui ont été sacrifiés et à qui on a tenté souvent de faire entrevoir qu'ils seraient mieux sous une puissance prépondérante sur mer, il en concluait que si les Anglais poursuivaient leurs desseins jusqu'au dernier jour, faisant passer seulement 7 000 ou 8,000 hommes à Howe et en jetaient par là impunément 25,000 sur nos côtes, nous ne saurions la nouvelle qu'une fois le coup porté. Il écrivait à ce regard.]

Rappelons nous ce qu'ils ont fait à la Havane et à la Martinique avec 14 mille hommes de troupes de débarquement et 17 ou 18 vaisseaux. Nos côtes étoient alors aussi garnies de troupes qu'aujourd'hui, St Domingue l'étoit même d'avantage. L'Espagne avoit une flotte de 12 vaisseaux dans le port de la Havane et nous, une escadre de 5 vaisseaux à St Domingue. Plus exposées encore sont nos colonies d'Asie. Pondichéry est ouvert et sans défense. Nos comptoirs sur toutes les côtes de l'Inde, n'existent que par leur permission, et nous y achetons leurs rebuts qu'au poids de

l'or et des humilités. Les îles de France et de Bourbon sont sans troupes, sans places, sans artillerie, sans munitions, quatre vaisseaux anglais partis d'Europe avec un embarquement de 2 000 soldats européens et de 3 à 4 000 nypayés qui prendront à Madras et dans leurs autres possessions, peuvent nous enlever nos faibles établissements dans ces contrées et nous fermer sans retour les mers d'Asie et ce qui nous reste dans le continent de cette partie du monde. Une simple sommation suffit pour nous en dépouiller.

Voilà ce qu'avec beaucoup de probabilités de succès, l'Angleterre peut entreprendre contre nous. Les colonies espagnoles leur offrent encore plus de prise. Excepté la Havanne, dont la cour de Madrid s'est fort occupée, elles sont presque toutes sans défense et l'exemple des Philippines s'y renouvellera partout.

[Le mémoire passant ensuite en revue les espérances que la possession d'une marine considérable permettait à l'Angleterre de concevoir de ses opérations navales, il détaillait celles par lesquelles, à l'appréciation du comte de Broglie, elle pouvait nous les rendre funestes et démontrait qu'on lui supposait gratuitement la pénurie des moyens; elle trouvait difficilement des matelots dans le moment actuel mais une fois le commerce tout à fait suspendu, la guerre actuelle ralentie, l'embargo décrété, la presse hâtée encore, l'appas de la course, celui de primes ou de récompenses doubles, triples des nôtres attirant chez eux les matelots danois, suédois, hollandais, français même, elle pourrait, par l'invasion générale de toutes les mers dans les saisons de partance, nous enlever comme en 1755 tout ce que nous avons de bâtimens marchands dehors et faire voir alors si sa marine manquerait de bras, renonçant à sa guerre contre l'Amérique, elle trouverait dans les bâtimens de transport et de convoi 25,000 matelots qu'elle y tient depuis quatre ans et devenus les équipages les plus aguerris et les plus formidables du monde. Le mémoire expliquant qu'il en serait des troupes de terre comme des matelots; avec l'argent qui paye 25,000 Allemands, l'Angleterre en accablerait le double pour se battre en Europe, une fois la guerre d'Amérique abandonnée. L'épuisement de ses finances n'est pas plus réel que le manque de matelots et de soldats, l'Angleterre emprunte comme elle veut, tous les étrangers portent encore leurs fonds avec confiance chez elle. Avant d'exposer la situation et les intérêts de la France, le comte de Broglie résumait comme il suit les développemens que nous venons de condenser.]

L'espèce de guerre que l'Angleterre soutient aujourd'hui en Amérique, lui est impossible à continuer, elle consume ses trésors et ses forces et ne peut jamais lui en procurer un dédommagement proportionné et durable. Cella que l'Angleterre lui substituera en attaquant la maison de Bourbon ne lui sera gueres plus dispendieuse, et si la fortune lui est favorable surtout si nous ne prenons aucun moyen pour en prévenir ou du moins en arrêter les progrès elle lui offrira des moyens de reparer toutes ses pertes. Donc dépense pour dépense, hasard pour hasard, elle doit évidemment préférer l'une à l'autre.

Quelque démontré que soit cet intérêt, il est cependant dans l'ordre des possibilités que le ministère anglais n'éprouvant point de révolution et continuant d'être frappé de l'esprit d'orgueil et de vertige prenu des résolutions qui y soient tout à fait opposées, tout semble annoncer que cela ne sera pas, mais la chance existe, et dans cette situation, il peut être de la prudence de tendre encore ce piège à l'aveuglement des Anglois et d'en mettre l'événement pour nous. C'est ce qu'on va examiner en discutant à son tour la situation et les intérêts de la France dans les circonstances présentes.

Situation et intérêts de la France.

Avoir prouvé que l'Angleterre ne peut se relever qu'en faisant la guerre c'est avoir déjà presque suffisamment démontré l'intérêt que la France auroit de profiter de la détresse de l'Angleterre pour achever de l'accabler. Car entre deux nations rivales ce qui relève l'une doit nécessairement abaisser l'autre. Jamais la comparaison des contre-poids n'a pu s'appliquer d'une manière plus vraie. L'Angleterre a besoin de la guerre avec la France pour reparer ses pertes. La France en a besoin pour prévenir les siennes. Pour l'une c'est une guerre de dédommagement pour l'autre, c'est une guerre de conservation. Indépendamment de ce dernier motif, la France a d'anciennes injures à venger, elle a sa considération à recouvrer, la gloire de ses armes à relever, elle a à reprendre sur l'Angleterre la supériorité que la nature lui a si évidemment destinée.

Voilà l'intérêt simple et évident qui depuis deux ans frappe les yeux de toute la France et qui élève parmi une partie de ses spéculateurs le vœu d'attaquer l'Angleterre. Mais il peut être bien des circonstances et des réflexions qui comptent la question aux yeux du Gouvernement et qui le forment d'embrasser une autre politique. Les administrateurs ont leurs secrets et juger leur est dû sur ce qui est apparent est une préoccupation souvent malicieuse et injuste.

Ainsi on conviendra que la paix est un bien si grand et si réel pour une nation, si nécessaire particulièrement à la France dans l'état d'épuisement où sont ses

finances éprouvant que malheureusement 16 ans de paix n'ont fait qu'augmenter qu'il est simple, qu'il est même sage que le désir de sa conservation fasse la base du système politique du Gouvernement.

D'ailleurs les gens qui, depuis deux ans, votent pour la guerre sans réflexion et sans examen ne savent pas sans doute que la marine n'existe pas si y a trois ans qu'on manquait de bras d'agrez de toute espèce, qu'il a fallu tout créer, tout reparer tout ordonner. La guerre dans cet état de pénurie étoit donc une chose impossible, et quand la politique a été encore plus évidemment dictée, il est étonnant de l'entreprendre.

Les fautes des Anglois ont heureusement concouru à nous donner la paix et les moyens de sortir de l'état de faiblesse ou tout cette branche de nos forces, elle commence à devenir plus respectable, nos arsenaux, nos magazines, nos châteaux se garnissent et si l'Angleterre fait la faute de nous donner encore une année de repos la constance de la marine française sera devenue réelle. Voilà donc une raison de moins pour n'avoir pas été et n'être pas encore les agresseurs. Les Anglois peuvent contre toutes les apparences faire cette faute. Ils peuvent y joindre la faute énorme de s'engager dans une 4^e campagne en Amérique. Cette chance, quoiqu'unque quoiqu'instrumentable, nous seroit trop avantageuse pour, dans l'état actuel des choses, chercher à la perdre.

À l'égard des Insurgens, la question se réduit à cette alternative ou notre traité avec eux est fait ou il ne l'est pas. Si notre traité est fait et pour cela notre mémoire a sans habilement le moment et profité du besoin que les Insurgens peuvent avoir ou de nous, le grand avantage que nous en retirerons sera d'avoir prévenu les Anglois et de leur avoir ôté toute possibilité d'accommodement avec eux car ne faut pas d'ailleurs infiniment compter sur leurs secours dans la guerre entre l'Angleterre et nous. Ils ont leurs playes à former et leur gouvernement à consolider.

Si notre traité avec eux n'est pas fait, il est à craindre que les Anglois ne nous provoquent. C'est un problème difficile à résoudre, si le Congrès doit préférer le paix avec l'Angleterre, son indépendance étant reconnue par la métropole, à tout espoir d'alliance avec nous. Par la paix avec l'Angleterre l'Amérique acquiert à elle-même l'abondance, le retour de son commerce. Allée avec nous et prenant pu

* Ce mémoire étoit fait quand on a été instruit du changement de langage du Lord North dans la Chambre des Communes et des bills consécutifs passés pour entrer en propositions d'accommodement avec les Canons. Ces dispositions rendent sans doute la 4^e campagne des Anglois en Amérique encore moins probable mais elles ne font que donner plus de poids à tous les raisonnemens qui tendent à faire sentir la nécessité de se préparer également à une guerre d'abord défensive et ensuite offensive contre l'Angleterre.

conséquent part à notre guerre avec l'Angleterre, elle continue d'être dans une agitation fatigante et dangereuse, elle peut devenir en proie à des factions intestines. la prolongation des maux de la guerre, les intérêts personnels en opposition avec l'intérêt général, devant nécessairement faire des mécontents dans le pays. L'alliance de la France est de la plus grande utilité l'année dernière — ils ne connoissoient pas encore leurs forces — ils étoient menacés par une armée formidable, aujourd'hui cette armée est presque détruite. L'Angleterre n'est pas en état de la renouveler. Cette responsabilité doit être aussi bien dévouée aux Insurgens qu'à nous. Qui ont ils donc besoin aujourd'hui d'un traité positif avec la France? La nature des choses qui nous fait ennemis nécessaires de l'Angleterre, ne suffit elle pas pour les assurer de nos dispositions envers cette puissance, et par une conséquence naturelle du plus grand desir de notre part de concourir efficacement à tout ce qui pourra leur être avantageux.

On a mis en avant la possibilité d'un traité de commerce comme la base et le grand objet de notre alliance avec les Insurgens — mais ce traité seroit illusoire et de nul effet pour les deux parties contractantes. Il seroit de nul effet pour l'avenir, car l'intérêt des Etats Unis de l'Amérique n'est pas plus disposé à accorder des conditions de commerce privilégiées et exclusives à la France qu'à l'Angleterre. Ils se plaindroient contre elles au premier moment de cause et d'affaiblissement de leur puissance et en reviendroient à la politique saine et bien entendue qui leur est dictée par leurs lumières, de commerce avec toute l'Europe et d'ouvrir leurs ports à toutes les nations. Le traité pourroit être aussi de nul effet pour le moment, si nos flotes ne sont pas supérieures, car alors la guerre arrivant entre l'Angleterre et nous, le commerce que feroient les Insurgens avec nous ne pourroit avoir lieu qu'avec beaucoup d'embarras et de dangers.

Telle est donc la crise actuelle que, quelques combinaisons que l'on puisse faire il parait évident que la guerre seule peut et doit la terminer. Il s'agit pour l'Angleterre de peur ou de se relever, et pour la maison de Bourbon, de conserver ses colonies ou d'être réduite à ses possessions de notre continent.

Dans cette position que devons donc faire la France et l'Espagne? Attendre sans doute puisque la passion qui a jusqu'icy aveuglé le ministère anglais, peut, en s'acharnant à la guerre d'Amérique, mieux que nous même, combattre pour nous, mais en même temps elles doivent se préparer à la guerre, redoubler d'activité et d'efforts, s'y préparer non par un plan de défense étroit et borné, mais par un grand plan offensif qui à la première hostilité de l'Angleterre, puisse l'empêcher d'envahir nos colonies et de faire trembler pour ses foyers. C'est la discussion de ces grands préparatifs et de ce grand plan qui va faire l'objet du mémoire suivant.

On finira celui cy en observant que tout ce qui y est traité relativement à la position actuelle de l'Angleterre, à celle des Insurgens et à la notre, doit être regardé comme susceptible de modifications même de changemens puisque ce n'est que sur des connoissances générales qu'on a pu en tracer le tableau. On croit cependant que les principales bases ne s'éloignent pas beaucoup de la vérité, et qu'en les adoptant pour réelles, on n'a pas couru le risque de s'égarer.

Archives de la Marine B¹ 297, n^o 17

II

DIVERSES LETTRES DE BEAUMARCHAIS À M. DE VERGENNES

Monsieur le Comte

Dieu m'a puni hier de n'avoir pas suivi votre conseil d'avant-hier, je ne me croyais pas assez malade de la chute que les chevaux échappés qui m'ont renversé dans le passage de la Chappelle en sortant de chez M^r de Maurepas m'ont fait faire pour me tirer du sang et des forces dans un moment où j'en ai tant besoin. Hier matin je fus à Passy avec un courrier qui arrivait du Congrès et j'y passai la matinée à me reconforter le cœur par les excellentes nouvelles dont vous avez reçu l'annonce au même instant. Je revenais à Paris menant M^r Grand dans une voiture légère avec un postillon et deux chevaux. L'étourderie de mon postillon ayant fait monter une roue de cette voiture sur de grosses pierres dans Paris nous avons été versés si avantageusement que M^r Grand en a l'épaule cassée, la violence de la chute m'a fait sur le champ venir à grands flots le sang par le nez et par la bouche. Un morceau des glaces brisées sur nous m'a percé le bras droit. On m'a saigné du pied promptement et j'ai eu les vertèbres du cou presque cassées. Le negre qui me suivait est éreinté.

Me voilà donc gisant, mais plus malade d'esprit que de corps ce n'est pas mon postillon qui me tue, c'est M. de Maurepas. Cependant les charmantes nouvelles de l'Amérique répandant un baume sur ma blessure, et je ne sais quel Dieu me dit à l'oreille que le Roi ne voudra pas que des événemens si propices à l'Amérique soient trahis par une desertion totale des vrais amis que cette cause s'est fait en France.

Le 10 Janvier

Je suis la voix qui crie pour eux du fond de mon lit *De profundo clamavi ad te Domine Domine, exaudi orationem meam*

Quoique vous ayez reçu hier la Gazette de Boston je vous envoie l'extrait des nouvelles que j'ai fait moi-même et que je veux faire passer sur le champ au courrier de l'Europe. Il est bien juste que je leur rende en Angleterre par mes phrases tous les coups de poignards que leur ambassadeur me donne ici par les siennes.

Je vous salue, vous respecte et vous chéris, et vais signer, si je puis, avec mon bras blessé les assurances du dévouement inviolable avec lequel je suis Monsieur le Comte votre très humble et très obéissant serviteur.

CARON DE BELLEMAR

A Paris ce 5^{ème} 1777

J'espère de votre bonté que vous communiquerez le détail cy joint des nouvelles à M^{te} le comte de Maurepas et si l'un de vous n'approuvait pas qu'il partît je ne l'enverrais point je craie encore du sang quoique je naye point de fièvre

Angleterre, 1 526 n° 50.

Monsieur le Comte.

Votre honorable et tant douce bienveillance me console de tout en vous rendant grace des conseils que vous voulez bien me donner je puis vous assurer que je n'ai pas été trop loin en vivacité dans la lettre dont je vous ai envoyé copie. Je ne puis m'expliquer par écrit mais vous serez beaucoup plus surpris que moi, parce que vous connaissez moins les gens dont il est question quand je vous rendrai compte de tout ce qui s'est passé à ce sujet. J'ai toujours mis une grande différence entre l'honnête député Deane avec qui j'ai traité et l'insidieux politique Lee et le si enu aux docteur Franklin. Le mouvement que les nouvelles d'Amérique impriment à toutes les têtes crives de ce pays est incroyable, les Anglois des cafés et des spectacles ne savent plus où se fourrer, mais tout cela n'est pas à beaucoup près aussi curieux que le train qui va se faire à Londres au choc de ces différentes nouvelles, j'en attends le détail avec un plaisir égal à tous les chagrins qu'ils ont cherché à me donner. Je vous rends grace de l'intérêt que vous voulez bien prendre à ma santé. Je me lève aujourd'hui pour la première fois et demain, malgré les contusions les douleurs et la faiblesse, je recommencerai à vaquer à mes affaires du dehors.

Recevez avec votre bonté ordinaire les assurances du très respectueux dévouement avec lequel je suis Monsieur le Comte votre très humble et très obéissant serviteur

CARON DE BEAUMARCHAIS.

A Paris ce 7^{ème} 1777.

Ibid, n° -

M. le Comte de Vergennes pour
 en a les plans communiqués à
 M. le C^{te} de Mairapex.

Jeudi 11^{me} 1777

Monsieur le Comte

Quoi que j'aie beaucoup de difficulté à me servir de mon bras droit, il faut il bien m'efforcer à m'en aider pour vous prévenir que j'ai reçu hier au soir des nouvelles très particulières de Londres. Tout y est dans une telle fermentation depuis la nouvelle Burgoine, que la crise où le Roi trompé, l'audaceux ministre, et le plus corrompu des Parlemens doivent céder aux cris de la nation en furie paraît arrivée. On se pelotonne et toutes les opérations du ministère sont hautement dévouées, l'opposition triomphe et les conseils secrets se multiplient. L'Irlande est prête à renouer, à vous dites un mot en secret. Quel est le véritable sens moral de cette crise? C'est qu'entre les deux nations anglaise et française, la première qui reconnaîtra l'indépendance de l'Amérique en recueillera seuls tous les fruits, pendant que cette indépendance sera certainement funeste à celle qui aura laissé prendre les devants à sa rivale. Ce mot renferme tout, et ce moment accomplit tout. Quant aux détails, à, malgré les doutes et les grimaces, mon pauvre corps moule peut soutenir le brouetage et à vous avez le temps et la volonté de me recevoir aujourd'hui ou plutôt demain, mon postillon a ordre d'attendre les vôtres.

Je vous renouvelle avec le même dévouement Monsieur le Comte, mes assurances du très profond respect du pauvre vené et révérent.

BAUMARCHAIS.

Angleterre le 328 à 6.

J'ai cru devoir expédier un peu
 tôt pour la nouvelle amende.

Paris ce lundi 13^{me} 1777

Monsieur le Comte

Aujourd'hui ce n'est pas pour moi que je vous donne la peine de me lire, mais pour vous instruire qu'à l'instant ou un courrier extraordinaire est parti de St James pour l'Amérique avec ordre de forcer de voiles il est passé en France un Anglais qui y est arrivé il y a deux jours. A son arrivée à Paris il a écrit à M^r Deane pour lui demander un rendez vous secret, et hier matin cet Anglais s'est rendu à la maison de M^r Deane à Paris. Celui ci y est arrivé de Passi. Ils ont conféré long temps d'insé secrettement ensemble et sur les 7 heures du soir, le valet de M^r Deane est sorti pour voir si personne n'observait, il a vu un fiacre à 30 pas de la maison il l'a interrogé c'était justement la voiture de votre vedette, mais le fiacre ayant reçu ordre de dire qu'il attendait à dames, le valet est rentré. Alors l'Anglais est sorti à pas

Le lazzero la suivi, il est entré dans divers cafés, a rôdé comme un homme à qui la ville est familière a été par la rue de Richelieu jusqu'au boulevard s'y est promené pour s'assurer qu'il n'était pas suivi et est enfin revenu à l'hôtel du Bain royal rue de Richelieu par une infinité de détours. L'espion par une autre ruse, s'est assuré que ce mystérieux Anglois y loge. Je pense que c'est M. Smith secrétaire du Lord Germain. Car je sais de bonne part que M^r Hemson l'attendait hier au soir avec un autre. Mais comme Hemson est un bavard, il y a apparence que l'Anglais aura voulu faire son affaire avant de donner avis à Hemson de son arrivée.

Je vous prévins encore que je viens d'écrire un mot à M^r Le Noir, pour le prier de mettre des gens aux trousses de ce mystérieux Anglois. M^r Deane a demandé ce matin à quelqu'un s'il avoit entendu dire qu'il fut arrivé quelque Anglois important on me l'est venu demander. J'ai répondu que je l'ignorais.

Voilà bien du mystère !

Angleterre, le 526 n° 90

B

Paris le 17 xbre 1792

Monsieur le Comte

Le mystérieux Anglois s'appelle M^r Wintweth. Il est parent du marquis de Rockingham, ami particulier du Lord Suffolk, employé par tous les ministres dans les choses difficiles, tenant autant à l'opposition qu'au royalisme c'est à dire prêt à vivre à deux rateliers. Sa commission est de découvrir à quel point la France en est avec l'Amérique et de tâter la députation pour savoir, par leur adhésion ou éloignement, quel est leur espoir ou leur crainte de votre côté. Soit qu'il n'ait pas été assés content de M^r Deane soit qu'il veuille habilement sonder plus d'un terrain il cherche un logement à l'hôtel de Vauban où demeurent le capitaine Nicolson et M^r Carmichael.

Ce M^r Wintweth parle français comme vous et mieux que moi. C'est un des hommes les plus adroits de l'Angleterre. Il fit déjà l'an passé des efforts à Paris pour le même objet.

Je sais aussi que deux Américains dont Carmichael est l'un partent ces jours cy pour l'Amérique avec des dépêches très importantes. C'est bien là ce qui vous instruirait. Mais comment les avoir ou seulement les voir? Le voudriez vous bien fort? Jettera-t on quelque argent par la fenestre pour ce coup important? Vous voyez Monsieur le Comte que le zèle de la maison du Seigneur me devore. Mais ne m'écrivez rien là dessus. Arrangés seulement avec M^r de Sartine une entrevue pour demain ou après demain au soir dont vous voudrez bien m'instruire en réponse par votre courrier de demain matin.

On dit qu'il y a eu une sédition à Londres, ou beaucoup de gens ont perdu la vie, mais je n'en ai aucune nouvelle directe. On ajoute qu'on crie *tollé* sur le ministère et *guerre* contre la France. Ce qui veut dire un bon Anglais *paix* avec l'Amérique. Le moment me paraît suprême, et je vous prie de m'entendre là-dessus. Eh l'Irlande! sur laquelle vous n'avez jamais répondu un mot. Je dis comme M^r d'Arenberg, Dieu il est Bourbon. Il n'y a que les Bourbons qui ne veulent pas être Bourbon.

Je vous salue, vous respecte, vous chéris et vous assure de mon plus respectueux dévouement.

Angleterre + 526 n° 96.

B

Paris ce 9th 1807

Monsieur le Comte.

J'ai senti hier au soir la douce influence de vos bontés. Si je n'ai pas obtenu ce que je demandais, au moins ai-je pu juger au ton doux de ces prohibitions qu'elles étaient moins contre moi que forcées par les événemens et les paroles données. Perdre beaucoup d'argent est un grand mal quand on n'en a guère, mais porter en son cœur le mortel chagrin de déplaire quand on fait de son mieux et du mieux de la chose est un état qui me trouble le sang et qui me tue! Recevès Monsieur le Comte les plus vifs témoignages de ma reconnaissance.

M^r de Maurepas me dit hier deux mots sur le prince Ferdinand de Prusse. S'il avait la moindre inquiétude qu'on ne réussit auprès de lui, je lui offre quand il en sera besoin de détourner ce coup. J'en sais le moyen infailible.

Ibid., n° 10

Monsieur le Comte

Paris ce 1^{er} janvier 1808

Ainsi la paix avec l'Amérique paraît absolument résolue voilà ce que l'on m'écrit très expressément et c'est à la suite du nouveau agent d'Angleterre que m'arrivent ces notions.

Quant à moi, l'on m'apprend par la même voie que le ministère de France a fait remettre aux Américains ici des secours en argent par M^r Grand. Que les ministres anglais le savent de bon lieu et que je suis éconduit ce qui dit-on ne lache personne en Angleterre je le crois.

Donc j'ai perdu le fruit des plus nobles et incroyables travaux par les soins mêmes qui mènent les autres à la gloire.

Je m'en suis doute plus d'une fois aux choses étranges qui m'ont frappé les yeux.

dans la conduite des Américains avec moi. Misérables prudence humaine ! tu ne peux sauver personne quand l'intrigue s'acharne à nous perdre !

Monsieur le Comte. Vous êtes un des hommes sur l'équité duquel j'ai toujours le plus compté. Vous n'avez pas même refusé quelquefois de l'estime et de la bienveillance à mon zèle actif. Avant que je perisse comme négociant je demande à être pleinement justifié comme agent et négociateur. Je demande à rendre mes comptes afin qu'il soit bien prouvé que nul n'aurait pu faire autant avec aussi peu de moyens et à travers tant de contrariétés.

Il est certain que cet été M^r le C^{te} de Maurepas me permit d'acheter et d'envoyer des fusils en Amérique et me promit que lorsqu'ils seraient partis, il me les ferait rembourser en argent ou remettre en nature, parcequ'il craignait alors l'indiscretion de ce qui tenait à M^r de St Germain. Je les ai achetés fait partir et donné en paiement mes effets qui vont échoir et cependant M^r le C^{te} de Maurepas semble avoir oublié sa promesse. Cet article et l'achat et chargement de mon vaisseau de Rochefort m'arriveront de plus de 800 m. £

Par l'incroyable retenue de mon vaisseau dans le port, chacun me regarde comme perdu et tout le monde me demande son argent. Cependant prêt à périr faute de pouvoir partir et payer la tesie ne me chape point encore. Vous en avez pu juger par l'ouvrage froid et raisonné que je vous ai remis samedi. Mais j'avoue que je suis au bout de mon courage et de mes forces par l'assurance que je reçois d'Angleterre que M^r Grand se sont emparés d'une confiance que j'avais cru tant méritée.

Cela me fêlât le cœur. J'ai rempli le plus épaveux des devoirs. Il faut que je prouve que je l'ai bien rempli, et c'est en rendant mes comptes que cette vente doit exister.

Après cela s'il faut déposer mon bilan aux consuls et m'enfuir que Dieu me conduise. Il sera bien prouvé alors que le Roi a perdu un bon serviteur, mais les événements militaires n'auront eu le pouvoir de me deshonorer.

Mais laissons cela pour aujourd'hui. Un agent arrivé d'Angleterre est bien plus important que la perte ou le soutien d'un particulier comme moi. Je viens d'en prévenir M^r Le Noir.

Soyez heureux, Monsieur le Comte, et cette année et toutes les autres. Personne ne m'ente mieux que vous de l'être et personne aussi ne le souhaite aussi véritablement que

BRANMARCHAIS.

Angleterre, le 527 m. £

Paris, le 24 j^u 1798.

Monsieur le Comte

La douloureux mémoire [le *Mémoire particulier pour les ministres du Roi*] que en tout autre tems et sur toute autre matière j'aurais fait en deux heures, il m'a fallu huit jours pour l'écrire, tant ma teste s'est trouvée prise par l'affreux embarras des objets qu'il contient et sur lesquels j'y réclame votre justice en invoquant votre mémoire.

Ja, mesme eu le chagrin pendant quatre jours de croire qu'il etait devenu inutile par le retard, et je l'avais abandonné pour travailler à mon bilan consulaire. Un tour de force m'a remis sur pied pour 12 ou 15 jours. Mais, grand Dieu est ce la vivre! Plus je fais bonne mine et plus mon tourment intérieur s'accroit. Je me suis bien examiné, je n'ai pas le plus léger tort, et en feuilletant mes papiers pour assurer mon état, j'ai été effrayé de tout ce qu'il m'a fallu vaincre depuis 2 ans pour arriver où je suis. Si je dois être secouru, vous ne pouvez trop tôt le faire et trop secrètement car les lettres de change sont comme la mort elles n'attendent personne. Sur tout M. Necker ne doit pas en être instruit, j'en sais trop la desens pour ne pas insister sur le secret à son égard. Si je ne dois pas l'être, amen. J'ai fait ce que j'ai dû et au delà de ce que j'ai pu.

J'apprens par des nouvelles sûres que mes deux vaisseaux de Marseilles sont certainement à Charlestown. Ainsi malgré la France et l'Angleterre voilà encore 66 canons, 22 mortiers, des bombes et boulets en proportion 80 milliers de poudre, des draps, des ferblans, 25 milliers de soufre et mes pauvres fusils qui ne me sont pas rendus, tout cela est pourtant en Amérique par mon travail infatigable et j'ai dû tromper tout le monde avec des peines incroyables pour faire ces envois secrètement.

Ah! Monsieur le Comte c'est mon bilan qui montrera quel homme acte vous avez aussi perdu et deshonoré si vous souffrez que cet affreux malheur s'accomplisse.

Je n'ai pas le courage de vous parler Angleterre, car en vérité je meurs de chagrin.

France, le 24 10 1798.

B

Paris le 13 fév 1799

Monsieur le Comte

Vous avez paru prendre un intérêt trop obligeant à mon affreuse situation pour que je vous laisse ignorer au moment la joie excessive que je ressens depuis hier.

Hier matin les deux soirées de fureur d'être sans nouvelles j'attendais le moment

de fermer ma caisse en refusant de faire moi fort paiement du 15 qui oubant aujourd'hui dimanche était exigible hier 14

Lisès. Moi seur le Comte, lisès je vous en supplie ce que j'ai reçu a deux heures ce que j'ai répondu ce matin, voyés toute ma joie elle est excessive. Je ne suis plus exposé au destonneur d'une faillite que malgré tous mes efforts je n'aurais jamais pu justifier sans une indiscretion involontaire et funeste. M^r le Comte de Maurepas me reçut lundi comme un corsaire anglais qui aurait manque de respect a notre pavillon. Je ne dis mot j'aurais eu trop a dire. Je me retirai la mort dans le cœur. Voir que je crusse les intérêts de l'Amérique abandonnés je sais trop bien qu'ils ne le sont pas. Le secret profond que je me suis imposé depuis deux mois, depuis le départ du frere de M^r Deane embarqué secrettement a Bordeaux et porteur. Mais ceci sera la matiere d'une autre lettre. Il est juste que M^r le comte de Maurepas soit instruit par moi mesme que si la crainte du plus affreux malheur m'a rendu sollicité et pressant, je ne suis pas un homme sans vertu, ce sera la plus forte preuve que je puisse offrir de la resignation avec la quelle je sais supporter l'éloignement et le mepris de ceux qui m'ont protégé. Ah' Dieux! Mais je suis encore une fois sauvé. Je vous rends un million de graces de tous les efforts que vous avez faits en ma faveur.

Je n'ai pas cru avoir besoin d'attendre la reponse ni de M^r de Sartines ni de M^r de Maurepas sur mon vaisseau ni sur mon remboursement des fusils pour répondre comme je viens de le faire a mon agent en Hollande.

Si vous ne desapprouves pas trop le style de ma reponse Monsieur le Comte renvoyez la moi avec la lettre de mon agent apres les avoir lues afin que je fasse partir mon courrier.

Pendant mes embarras, je me suis bien garde de vous faire l'aveu que je savais tout que j'avais tout vu, tout ouï, et que l'ignorance ou l'on me croyait n'était pas le seul garant d'une discretion et d'une fidélité faites pour vous plaire puisqu'elles portent sur les bases les plus solides dont un honeste homme puisse s'honorer.

Jamais je n'oubliera les efforts genereux que vous avez tenté pour me sauver de ce perre.

Angleterre le 528 n° 58.

CHAPITRE XI.

LOUIS XVI FAIT ALLIANCE AVEC LES ÉTATS-UNIS.

Le comte de Montmorin, ambassadeur à Madrid, ses impressions d'arrivée, et communique les dépêches des 11 et 13 décembre. — Promptitude amicale de la réponse de premier ministre et du roi, ils ne consentent à donner pour les Américains que de l'argent, et à peu près à la considération personnelle de l'ambassadeur, objections formulées par M. de Flardubian. Aranda est chargé de lui exposer à Versailles rapport officiel et rapport particulier de M. de Montmorin. — Causes réelles qui retiennent l'Espagne, peu d'intérêt accordé par son ministre à l'unique objet d'obtenir la Grande-Bretagne parti arrêté de Versailles, toutefois de reconnaître notre allié sans se départir ni se lasser. — Tentatives répétées du ministère anglais pour séduire la légation de Paris; bâtis d'en finir résolu en conséquence par le cabinet, peu de succès sérieux qu'il connaît des préoccupations nationales par l'état des choses confuses attachées à la pacole de Franco. — Assurance prise dans le rétablissement de la marine et la bonne situation que nous serons retrouvée sur le continent, recherche que le roi de Prusse s'est engagé à faire de nous, ainsi du marquis de Joucourt à son cousin d'ici d'autant plus vif chez Frédéric II de nature des relations intimes, il arrive à faire les recrutements de troupes allemandes opérés par l'Angleterre peu d'attention qu'il avait par là de rendre service au États-Unis, pourquoi le baron Arthur Low faire des opérations en Prusse à la fin de 1777, propositions que lui marque alors Versailles. — Le gouvernement de Louis XVI trouve opportun d'insister formellement la cour d'Espagne à une commune alliance avec les États-Unis, lettre et mémoires du roi à son oncle, annonçant le projet de traiter à cet effet avec les commissaires de Pessy, dépêche explicative du M. de Vergennes et lettre particulière par laquelle il assure l'ambassadeur que le roi lui-même a décidé ses ministres « donné le courage à tous ». — Questions posées par le cabinet du Pardo en réponse au courrier du 8 janvier, comment M. de Vergennes y satisfait immédiatement offre de dix vaisseaux pour assurer le retour des flottes de l'Espagne — persistance dans les principes de désintéressement antérieurement posés. — Arrivée des armements en Angleterre: l'immence de la guerre s'accroît, poussée qu'à le cabinet de Londres de voir la France occupée sur le continent par la mort de l'électeur de Bavière — Abandonnée elle dans laquelle on était à Versailles de suivre la politique tracée du labeur au sujet de l'Autriche et de soutenir les forces les quel ions à celle d'abandonner l'Angleterre. — Résolution définitive le 4 février, on reçoit de Madrid le refus des des propositions et l'assurance que l'Espagne ne s'associera pas au traité avec les États-Unis. — Le 6, M. de Vergennes écrit à l'ambassadeur que le traité sera signé le 20. — Correspondance échangée à ce sujet. Gratitude et admiration exprimées par la légation de Pessy en transmettant au Congrès la nouvelle de la conclusion du traité. — Grands actes et petits incidents, le livre postérieur et

la vérité à quoi aurait abouti Louis XVI s'il avait recherché pour son gouvernement ce qui en eût alors appelé du lustre, l'indifférence des politiques de l'époque de Louis XV pour les événements qui s'accomplissaient.

Personne n'a dû reprocher au successeur du marquis de Grimaldi 777 de n'être comme ce dernier qu'un écho. Il s'est montré très empressé d'initiative, au contraire, et en quête d'impressions personnelles. On n'a cependant pas affaire, avec lui, à quelqu'un d'une portée bien grande. Il disserte verbeusement sur ses impressions. Les intentions de ses entretiens, leurs résultats, ce qu'il a dit, entendu, répliqué, on trouve amplement tout cela dans sa correspondance. On y sent la marque d'un esprit zélé qui a les précautions et la docilité nécessaires, l'éducation de son emploi, une honnêteté parfaite; mais rien n'annonce des moyens de s'élever plus haut. L'effet que la cour de Madrid produit sur lui est un détail à retenir de son entrée en charge. Ce jeune gentilhomme est de sa génération, comme ceux de *l'Épée de bois*, et les conséquences du rétablissement de l'inquisition le frappent tout de suite. Il signale là, dès l'abord, un obstacle considérable « au progrès des lumières de toute espèce », dont le pays où il est lui semble manquer. M. de Vergennes, deux ans auparavant, avait un jour interrogé Ossun sur l'empire que cette institution paraissait reprendre. Habitué à l'air dans lequel il vivait, l'ambassadeur ne s'était pour ainsi dire pas aperçu de la recrudescence. M. de Montmorin, lui, la discerne immédiatement, et en la dévoilant il pense remplir son devoir même. La différence entre les deux hommes comme entre les deux nations s'atteste par là. C'est dans un vaste rapport confidentiel sur les personnes et sur le caractère de la cour de Madrid que l'ambassadeur donne ainsi la réponse évitée par son prédécesseur; l'auteur de ce retour de pouvoir du tribunal catholique était le confesseur du roi, expliquant-il, « un moine espagnol dans toute l'étendue du terme, ignorant et fanatique, mais intrigant et ambitieux ».

L'ambassadeur s'étend là-dessus comme
il suit. « Le confesseur qui a rendu à ce tri-
« bunal la vie qu'on se flattait qu'il avait
« perdue » est un moine espagnol dans toute

1777 Les plis de Versailles du 11 et du 13 décembre avaient été reçus à l'ambassade le 19 seulement, celui du 14 n'y arriva pas avant le 17. M. de Montmorin ayant communiqué les premiers à M. de Floridablanca aussitôt leur cachet rompu, il s'en était suivi entre eux une conversation de deux heures. L'ambassadeur avait donné copie des dépêches; il s'efforçait, disait-il, d'abréger les délais, sans oser cependant espérer de voir la cour de Madrid dans nos vues¹. Mais Charles III répondit très vite, comme il l'avait fait d'autres fois. Dans son rapport confidentiel, Montmorin avait expliqué qu'en définitive il ne se trouvait, après ce monarque, que deux hommes en Espagne, M. de Floridablanca et M. de Galvés², qu'aucune action d'ensemble, toutefois

« l'étendue du terme, ignorant et bousillé,
« sans intriguant et ambassadeur. Il a un grand
« ascendant sur l'esprit de Sa Majesté Catho-
« lique et il est à craindre que cet ascendant
« s'accroisse avec le temps. Il cherche à sus-
« citer la méfiance du Roi dans toutes ses
« affaires, et par là à les ramener à lui. Un fait
« qui en est une preuve. Dans la
« querelle qui s'éleva entre l'Espagne et le Por-
« tugal lorsqu'il fallut enfin prendre un parti,
« le Roi le consulta, le confident dit que
« n'ayant aucune communication de ce qui s'était
« passé il ne pouvait avoir son avis. M. le mar-
« quis de Grimaldi alors ministre fut obligé de
« lui faire le rapport de toute cette affaire, et
« lorsque avec lui il arriva que la confiance du
« Roi lui permettait de faire ce que l'honneur
« et l'avantage de la Couronne exigeait, on
« craignait malgré l'empire qu'il a sur le Roi, on
« craignait que ce prince n'a pour lui toute effec-
« tion, on en donna pour preuve qu'il ne peut
« obtenir ses ordres qu'il donne le plus, il vou-
« lait être patriarche, ce qui revient à la charge
« de grand amirauté en France et le Roi n'y
« est constamment refusé. Il en a été de même
« de plusieurs autres choses qu'il a déjà ré-
« soudre son crédit se borne à la distribu-

« tion des bénéfices et à tout les objets dans
« lesquels le Roi Catholique croit se commode-
« ment. Il est à craindre que ces objets ne
« se multiplient à mesure que ce prince ven-
« dra en âge. » (14 décembre, *Espagne*, 1777
n. 134)

¹ Il fut renvoyé tout aussitôt vers le 11
par la poste ordinaire. (*Ibid.*, n. 131. —
« A Madrid le 21 déc. 1777. Monsieur. —
« J'ai reçu samedi 19 au matin par la cou-
« rière l'Épave les dépêches n. 5, 6 et 7 que
« vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer les 11
« et 13. de ce mois. Je n'ai pas perdu de temps
« à les communiquer à M. le comte de Florid-
« blanca. . . Tout cela Monsieur, prouve
« que peu de temps je pourrai vous en pré-
« senter dans les circonstances et je vous assure
« que je n'épargne rien pour qu'on n'en perde
« pas. Je me trouvais bien heureux si je pou-
« vois annoncer que la cour d'Espagne s'en
« déclarait comme vous parvenez à diriger tout
« je vous avouerai que j'en ai été agréé plus de
« crainte que d'espérance. »

² M. de Galvés qui appartenait au bureau
de Madrid, avait été l'écuyer de l'archevêque
de France avant d'être devenu ministre par son
rencontre avec Carvajal, M. de Floridablanca.

n'existait dans le Gouvernement, qu'il ne se tenait jamais de conseil de ministres ou de comité en présence du roi, que chaque ministre travaillait avec celui-ci, sauf à consulter auparavant ses collègues s'il en sentait le besoin, ou à dire qu'il avait pris leur avis. Il n'est pas probable que le premier ministre eût, cette fois, besoin de s'appuyer de l'opinion d'aucun d'eux. En tout cas, M. de Montmorin, le lendemain même de la communication des dépêches, pouvait informer M. de Vergennes en grand détail; bien plus, son courrier emportait l'exposé des résolutions du roi pour le comte d'Aranda, chargé de les présenter officiellement à Versailles. Après des entretiens répétés avec M. de Floridablanca et une conversation personnelle avec Sa Majesté Catholique, notre ambassadeur n'avait rien obtenu pour les États-Unis sinon de l'argent, et on le donnait presque à sa seule considération personnelle : une somme de 700,000 livres à compter à peu près tout de suite.

Avant avoir pu le montrer desirant de nous avoir pour clients lorsque M. de Galvès entra dans le gouvernement de Charles II. Espagne t. 187 n° 32

Sur ce qu'il avait appris du premier ministre et sur ce qu'il avait jugé déjà par lui-même à l'effet fait de se former un portrait dont il put vérifier les traits dans ces entretiens. M. de Floridablanca écrivait dans le même rapport particulier indiqué tout à l'heure est entré dans le ministère ayant sa variée les préventions les plus fortes de la part du prince des Asturies à la naissance. Il est en route aujourd'hui à Paris qu'il le a dissipées en grande partie. Ce ministre est froid et réservé, il pousse la réserve, même de son avis que que fois plus loin qu'il ne faut; mais il a dû ne pas pouvoir se mettre trop dans la conduite et les discours pour remonter un peu la considération du ministère que l'indiscretion et même le bavardage de M. de Lamoignon avait enlevé.

Admettons qu'il y a réussi et il joint en effet presque généralement de l'estime et de la considération qui lui sont dues à beaucoup de titres. On lui reproche cependant de s'occuper et de l'indiscretion. Ces deux défauts bien sentis, je crois, un peu de connaissance qu'il avait des affaires dont il est le maître aujourd'hui et à sa saine qui ne lui permet pas de travailler au vu. Au reste l'est entier de son sentiment ou voit qu'il souffre avec peine. Si on le contredit ou même en discussion, il sort casses faiblement du front que son âge annonce et il fait bien d'observer lorsqu'on n'est pas de son avis. Comme il ne s'ouvre pas volontiers on ne peut difficilement juger si ses vues sont étendues et susceptibles d'une certaine elevation. Le parti qu'il prendra dans la crise présente donnera la solution de ce problème. Ce qu'il y a de certain c'est que si on le laisse une fois prendre de l'ascendant sur soi il est difficile de le secouer. Le roi n'en voit en lui jusqu'à présent qu'un point

1777 Dans les dispositions où elle s'était montrée devant la simple hypothèse de l'alliance, comment l'Espagne aurait-elle consenti si vite à y entrer? Une fois de plus, en outre, grâce au comte d'Aranda, elle avait le prétexte d'un froissement d'amour-propre pour demeurer en arrière. Croyant qu'il déciderait d'autant mieux son gouvernement, Aranda, juste au moment où l'on prenait à Versailles beaucoup de soins pour écarter les motifs à ces prétextes-là, écrivait au premier ministre, en voyant les commissaires américains sortir de chez M. de Vergennes, que l'entente était réellement faite avec eux et un traité déjà convenu. Dans les idées du ministre espagnol, traiter avec le Congrès équivalait à déclarer la guerre. La riche flotte de la Vera-Cruz lui avait donc aussitôt paru en péril, à la merci des escadres anglaises en plein Océan sans qu'on fût prêt à y obvier, et de même celle de Buenos-Ayres, insuffisamment pourvue, disait-il, contre des attaques possibles. M. de Montmorin avait trouvé ce ministre outre de ce que le sentiment de son souverain eût été tenu pour si peu qu'on ne l'avait pas même demandé, et que la situation du royaume fût ainsi sacrifiée sans ménagement. Pour toute réponse il opposa des griefs avec une aspreur sensible; il se rejeta sur le refus qu'avait fait la France d'envoyer des forces à Saint-Domingue, nous reprocha d'avoir détruit par là des plans qu'avait alors formés l'Espagne et par lesquels les deux Couronnes se fussent vues certaines d'abaisser la Grande-Bretagne. M. de Montmorin, après beaucoup de raisonnements, n'arriva qu'à affaiblir un peu cette colère de premier moment et à mettre plus de calme dans l'esprit du roi; c'est pourquoi Charles III avait offert les 765,000 livres.

La réponse qu'Aranda devait lire à Versailles était la traduction en langage diplomatique de ces entretiens de l'ambassadeur. Elle ne char-

bitre d'oublier de ses principes relativement au Pacte de famille : je le crois même trop éclairé pour n'en pas sentir tous les avantages du « nous » est toujours sûr ce que l'un a parlé.

« et il se pique de donner autant la prospérité de la France que celle de l'Espagne. Son orgueil me paraît vertueux pour sa part : sur l'esprit du Roi son maître. »

geait pas grand'chose à l'attitude antérieurement prise par le Pardo
 m aux raisons prétextées pour cette attitude. Le premier ministre
 avait d'ailleurs libellé en quelques lignes les conclusions du cabinet
 dans un billet d'envoi où il cherchait à effacer l'humeur manifestée
 au premier abord. M. de Montmorin envoyait la traduction de ce ré-
 sumé² avec le rapport qui suit, document essentiel, on va le voir, de
 nos négociations avec l'Espagne en ce moment.

A Madrid le 23 août 1777

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer la résolution de Sa Majesté Catholique sur
 l'objet des deux dépêches n^{os} 5 et 7, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire
 et que le courrier d'Espagne m'a remises le samedi 19 au matin. Il n'a pas tenu
 à moi que cette résolution ne fût conforme au parti pour lequel le roi notre
 maître s'étoit déterminé. Je crois, Monsieur, n'avoir rien négligé pour y par-
 venir et j'espère que vous voudrez bien ne pas juger mon zèle sur ses effets.
 Le même courrier est chargé d'un paquet pour M. le comte d'Aranda qui

La traduction de cette pièce se trouve à
 l'annexe III du présent chapitre.

¹ Voir cette traduction. « Monsieur, J'ai
 communiqué au Roi tout ce dont Votre Ex-
 cellence m'a entreteue dans sa dernière cor-
 respondance ainsi que tout le résultat des mémoires
 et dépêches qu'elle a reçues de sa cour relative-
 ment à notre situation politique avec les An-
 glais et les Américains.

Ces actes ayant été examinés par Sa Majesté
 avec la plus scrupuleuse attention, ils ont pro-
 duit dans son âme une reconnaissance pro-
 portionnée à la tendre affection qu'il porte au
 Roi Très-Christien son neveu et à la défen-
 sance qu'il se doit. Et quant à l'objet de la
 dite expédition le Roi pour le présent a es-
 déchié

1. À donner en argent des secours abon-
 dants aux Colons sous le conditionnel, sous
 d'un secret inviolable.

2. À leur offrir sa protection pour les cir-

constances où ils pourroient en avoir besoin.
 3. Pourvu qu'ils se conduisent avec fidélité et
 précaution.

3. Enfin à veiller attentivement sur l'écou-
 rant que pourroient prendre à Londres les
 différents partis spécialement et ce qui con-
 cerne la continuation ou la cessation de la
 guerre contre les Américains et les change-
 ments qui pourroient se préparer dans le mi-
 nistère anglais, objets sur lesquels on écrit
 amplement à M. le comte d'Aranda en le
 chargeant de communiquer le tout au mi-
 nistère de Sa Majesté Très-Christienne.

Je donne en même temps cet avis et peu
 de mots à Votre Excellence et j'y joins ma
 dépêche pour le dit ambassadeur en ma di-
 rection avec les sentiments d'une considéra-
 tion distinguée — de Votre Excellence — et
 très humble et très obéissant serviteur. La
 C^{te} de FLORIAN B. ARANDA. (Espagne) 58
 n^o 26

1777 contient d'une manière beaucoup plus détaillée la résolution de S. M. C. et les motifs qui la lui ont fait prendre. Cet ambassadeur a ordre de vous les communiquer.

Je vais avoir l'honneur de vous rendre compte, Monsieur, des conférences que j'ai eues avec M. le comte de Floride Blanche et même avec S. M. C. Les détails dans lesquels j'entrerais seroient peut être à jurer plus de jour sur le véritable système de cette cour.

M. le comte de Floride Blanche me donna rendez vous à huit heures du soir le même jour de l'arrivée du courrier. En arrivant chez lui je le trouvai prévenu sur ce que j'allois à lui dire par la dépêche de M. le comte d'Aranda. Cet ambassadeur lui avoit rendu compte de ce que vous lui aviez confié lorsqu'il se trouva chez vous au moment où les députés américains en sortoient. Par la manière dont il s'étoit expliqué il avoit donné à entendre à M. de Floride Blanche que la négociation étoit déjà entamée et que les députés étoient admiss à traiter. Je ne voulus pas détruire cette erreur dans le moment et j'en profitai pour voir l'effet qui résulteroit de cette démarche si les circonstances venoient à changer depuis le départ du courrier. Sans convenir de ce que M. d'Aranda avoit mandé je laissai parler M. de Floride Blanche sans l'interrompre. Je remarquai, Monsieur, que la persuasion où il étoit demeurait sans d'augmenter à ses discours. Il trouvoit qu'on avoit eu peu d'égards à la situation de l'Espagne, qu'il avoit détaillée dans son mémoire du mois d'août. Traiter avec les Américains ou déclarer la guerre étoit une seule et même chose. La flotte de la Vera Cruz étoit vraisemblablement en chemin et, par une démarche si importante et qui n'avoit pas été concertée, se trouvoit exposée et pour ainsi dire livrée à la merci des Anglois. L'escadre de Buenos Ayres qui n'étoit prévenue du cas étoit dans le même cas, en un mot on se trouvoit pris au dépourvu pour avoir agi avec trop de précipitation. Non seu un peu calmé par cette explication je pris la parole et après lui avoir fait quelques reproches sur la promptitude avec laquelle il nous jugeoit, je lui dis que vous seriez bien étonné lorsque vous saurez que l'on n'avoit rien entamé avec les députés américains, malgré l'urgence des circonstances qui peut être auroient permis et même exigé de prendre un parti, malgré la persuasion où est le roi mon maître que celui qu'il propose est le meilleur et le plus adapté à la situation des deux Couronnes. Vous serez bien étonné, dis-je, lorsque vous saurez que

le Roi mon maître attend encore, pour se décider, l'aveu du Roi son oncle. Il sent tout le prix du temps et tout le danger de perdre un moment qui ne se retrouvera plus; mais tant qu'il y a une lueur d'espérance rien ne peut balancer dans son esprit la déférence qu'il a pour le Roi Catholique. Cette réponse Monsieur, étonna un peu M. de Floride Blanche. Vous entrâmes pour lors en matière. Je commençai avant de donner communication de vos dépêches par établir de mon vœux l'état de la question. Je trouvai M. de Floride Blanche fort sur la négative. J'eus à essayer, Monsieur, à cette occasion toute la récrimination de ce qui s'étoit passé relativement à l'envoi de troupes et de vaisseaux de ligne que l'Espagne dévrait à St Domingue. Tout étant prêt alors pour la guerre la France ne l'étoit pas et par complaisance pour elle on changea toutes les mesures qu'on avoit prises, on abandonna le plan qu'on avoit adopté. A cela je répondis que ce n'étoit pas le moment de récriminer mais d'agir, que je pourrais facilement justifier ma cour, si nous avions le temps, mais que je lui avais demandé un rendez-vous pour parler du parti qu'il y avoit à prendre relativement aux circonstances présentes, ensuite je lui représentai combien nous avions à craindre que les Anglois sentant l'impossibilité de soumettre leurs colonies ne prissent enfin le parti de s'accommoder avec elles et que l'effet de cette union ne fût de tourner contre nous mêmes des armes dont nous aurions pu nous servir avec avantage, ou du moins que nous pouvions rendre utiles à nos ennemis. Après avoir parlé quelque temps sur cette matière, je lus, Monsieur, vos deux dépêches d'un bout à l'autre en m'arrêtant de temps en temps pour expliquer ce que je croyois qui n'étoit pas bien entendu. Cette lecture faite nous recommencâmes à discuter plus froidement. Je ne pouvois certainement rien ajouter à ce qui contenoit vos dépêches. La matière y est traitée avec autant de force que de clarté. Je me contentai de présenter le mieux que je pus ce que l'Espagne surtout avoit à craindre d'une coalition de l'Angleterre avec ses colonies, combien la sûreté de ses possessions de l'Amérique méridionale y étoit intéressée, enfin je tâchai de n'oublier rien de ce que je crus propre à persuader. Je parlai même de la Floride comme d'un objet que l'Espagne pourroit peut être recouvrer et que les Anglo-Américains verroient sans peine entre ses mains. J'ajoutai que je ne croyois pas impossible d'entrer en négociation avec les colonies anglaises et que le secret en fut gardé; qu'il ne s'agissoit en ce moment que de dire

aux députés que l'on consentait d'y entrer; qu'il seroit facile de faire tramer les stipulations tout le temps que l'Espagne jugeroit convenable, en établissant pour première condition que toute négociation seroit rompue au moment où elle deviendrait publique; qu'enfin il n'étoit peut-être pas impossible en ne donnant aucun écrit, de se réserver la faculté de tout nier si l'indiscrétion des députés nous compromettoit. A tout cela, Monsieur, voici ce que M. de Floride Blanche me répondit. « Notre flotte est peut-être à présent en chaine, nous ne pouvons faire contre les Anglois d'acte plus formellement hostile que celui de traiter avec leurs colonies et de reconnaître leur indépendance. Si notre flotte venoit à être prise par les Anglois ce seroit un moyen de plus dans leurs mains et de moins dans les nôtres qui nous mettroit absolument hors d'état de soutenir la guerre, d'ailleurs je ne peux pas me persuader que les circonstances soient aussi pressantes qu'on le pense en France. Les députés américains jouent leur jeu. Leur but a toujours été de nous compromettre avec les Anglois. Quelques précautions qu'on prenne pour que le secret soit gardé les députés américains ont trop d'intérêt à le divulguer pour qu'il ne soit pas ébruité; enfin je ne crois pas l'accommodement de la métropole avec ses colonies si facile; il se passera bien du temps avant qu'ils aient pu s'entendre. Le ministère actuel n'osera jamais prendre sur lui l'air de s'accommoder l'indépendance et si le ministère change nous aurons le temps de prendre nos précautions. » Ici j'interrompis M. de Floride Blanche et je lui dis que personne n'ignoroit que le parti de l'opposition entretenoit des relations avec les Américains, que peut-être existoit-il un plan d'accommodement et qu'il n'y auroit plus qu'à l'effectuer au moment où des membres de l'opposition le demanderoient du ministère. Cette raison me parut lui faire impression, mais il persista à me dire qu'il croyoit impossible que cet accommodement se fit si promptement, qu'il s'écouleroit plus de quatre ans avant qu'il pût avoir lieu. Il finit par me dire. « Je ne sais comment tout ceci tournera. Je crois bien que nous serons forcés à la guerre. Si cela arrive nous ne serons pas les premiers à vouloir la paix » et il ajouta avec une sorte d'émotion et répéta plusieurs fois. *Avant de la demander il faudra vendre jusqu'à sa dernière chemise*, je répondis sur le ton de la plaisanterie que j'espérois que ce seroit les Anglois qui vendraient les leurs et que je croyois même que nous ne les acheterions pas cher, parce que la guerre dans laquelle ils étoient engagés

les avoit déjà bien usées. Je ne voulus cependant pas laisser tomber l'espèce de reproche indirect qui portoit sur ce qui s'étoit passé dans la dernière guerre, et j'ajoutai que je le croyois trop éclairé et trop juste pour ne pas sentir toute la différence qui se trouvoit entre les circonstances présentes et celles de la dernière guerre, que tout devoit lui prouver à quel point il pouvoit compter sur la confiance et la défiance de S. M. pour le Roi son oncle. Telle fut à peu près, Monsieur, ma première conversation avec M. de Floride Blanche. Elle finit d'une manière beaucoup plus calme qu'elle n'avoit commencée, et nous nous séparâmes très bien ensemble en nous demandant pardon de part et d'autre de la chaleur que nous pouvions avoir mise dans nos discours. M. de Floride Blanche me dit qu'il rendroit compte au Roi son maître de ce que je lui avois dit et me demanda copie de vos dépêches que je lui remis selon vos ordres avec les pièces qui y étoient jointes.

Le lendemain le Roi Catholique me parla le premier de ce qui avoit fait la matière de ma conversation avec son ministre. Il voulut bien entrer dans quelques détails avec moi. Je crois qu'il avoit été effrayé par la dépêche de M. d'Aranda dont M^r le comte de Floride Blanche lui avoit rendu compte la veille avant notre entretien, et il étoit fort soulagé de savoir qu'il n'y avoit encore rien de fait, de manière que S. M. C. me parla beaucoup de sa reconnaissance pour le Roi son neveu et me parut très sensible à la marque de défiance qu'elle en recevoit. J'eus l'honneur de lui dire que c'étoit en effet la plus grande preuve que le Roi mon maître pût lui donner de son extrême confiance et du desir qu'il avoit d'attendre son avis pour tout ce qu'il feroit. J'ajoutai qu'il n'hésitoit pas sur le parti qu'il y avoit à prendre, qu'il ne doutoit ni de la bonté ni de la nécessité de celui qu'il proposoit et que je serois bien affligé si j'étois obligé d'annoncer qu'il n'avoit pas été adopté ici. Le Roi Catholique me dit qu'il faisoit tout peser et considérer bien mûrement, qu'il avoit donné ordre qu'on rassemblât les ministres en qui il avoit le plus de confiance et qu'il se décideroit d'après leur avis qu'il se feroit rapporter. Je parlai pendant assez longtemps. S. M. C. m'écouta fort attentivement et voulut bien même entrer en discussion avec moi, mais je vis que je ne gagnais rien.

L'assemblée des ministres a eu lieu hier au soir. M. de Floride Blanche a travaillé ce soir avec le Roi et j'ai été chercher chez lui à huit heures la réponse que j'attendois. Il m'a lu la dépêche qu'il écrivoit à M. d'Aranda et nous

17.7

avons encore causé pendant plus de deux heures. Comme notre conversation a roulé sur les mêmes points elle a été à peu près la même que celle dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte. L'envoi de troupes et de vaisseaux de ligne à St Domingue est encore revenu sur le tapis. On ne digère pas ici que la France n'y ait pas consenti. Je suis entré en détails sur cette affaire et si je n'ai pas persuadé, j'ai du moins mis au point de ne plus répondre. M^r de Floride Blanche m'a dit qu'il avoit alors un plan de guerre qui auroit écrasé les Anglois. Je lui ai répondu que je ne doutois pas qu'il ne fût excellent mais qu'il ne nous l'avoit pas confié et que le système adopté par les deux Couronnes étant dans ce sens-là d'éloigner autant qu'il étoit possible le sentiment de la guerre, il n'étoit pas étonnant que n'étant pas dans sa confiance vous vous fussiez refusé à tout ce qui paroisoit tendre à la déterminer. Il m'a répondu qu'il arrivoit alors, qu'il ne connoissoit ni M. de Mauvassat ni vous, Monsieur, qu'aujourd'hui il agiroit avec moins de réserve. Je l'y ai fort excité et je puis vous dire, Monsieur avec autant de vérité que de plaisir qu'il m'y a paru très disposé. Le reproche de manque de secret est aussi venu souvent, mais cependant il est convenu que ce reproche n'avoit à présent aucun fondement. Comme la confiance avoit paru s'établir entre nous et que notre conversation étoit devenue fort amicale je lui demandai qu'étoit l'époque qu'il fixoit pour traiter avec les Américains. Il me répondit qu'il ignoroit absolument, qu'il croyoit que le Roi y avoit de la répugnance et qu'en ne faisant pas même changer d'avis un Roi de 62 ans qui avoit la tête remplie de *Don Quichotisme* ce sont ses propres paroles. Tant pis, lui dis-je, car cette qualité très estimable dans la société quand elle n'est pas poussée trop loin peut être quelquefois bien dangereuse sur le trône. Je lui demandai quel étoit donc le parti que S. M. C. comptoit prendre lorsque la flotte du Mexique seroit revenue. Il me répondit qu'on demanderoit avec fermeté et très-haut le rétablissement des griefs qui se multiplioient tous les jours, que de notre côté nous tiendrions le même langage et que le refuser à l'une des deux Couronnes ce seroit le refuser à toutes les deux, je lui dis : « Mais si la guerre en résulte » et que nous ne venissions pas reconnaître l'indépendance des Américains, » croyez-vous qu'ils soient des alliés bien fidèles et bien utiles. » Il me répondit à cela que leur intérêt les attacherait à nous fortement. Ceci fit encore la matière d'un assez long dialogue dans lequel il ne me fut pas difficile de prouver

que ce plan étoit impossible à suivre. Il tint par trouver que je n'avois pas tort; mais il répéta qu'il seroit difficile de faire revenir le Roi, qu'au reste on verront selon les circonstances, mais qu'il falloit du tems et de l'adresse pour engager le Roi Catholique à abandonner son sentiment. De tout ce que je viens d'avoir l'honneur de vous dire, Monsieur, il me semble qu'on peut conclure que si les circonstances vous ont forcé la main sur le parti à prendre avec les députés du Congrès on aura ici beaucoup d'humeur, mais cependant on suivra ce qui aura été résolu en France. Soyez bien sûr Monsieur, que Je quelque manière que la France soit entraînée dans la guerre l'Espagne suivra. On est persuadé ici que tous les malheurs de la dernière guerre ne viendront que de ce que le Roi Catholique ne pût se déclarer que lorsque nous étions déjà écrasés; mais si nous entraînons l'Espagne malgré elle ce sera ouvrir la voie à tous les reproches et doubler les difficultés qui ne s'élèveront que trop lorsqu'il s'agira de concerter et de combiner les opérations.

Vous verrez, Monsieur dans la dépêche adressée à M. d'Aranda qu'au lieu de consentir à traiter avec les Américains on se déterminant enfin à fixer les sommes qu'on leur destine, et elles sont plus considérables qu'elles n'ont encore été. Quand j'ai vu qu'il étoit impossible de gagner le point important j'ai insisté sur les secours pécuniaires. Je souhaite que vous puissiez, Monsieur, vous servir avec succès de ce moyen pour empêcher les députés du Congrès de prêter l'oreille aux propositions des Anglois. L'Espagne leur donnera d'ici à un mois 750,000 livres de notre monnaie et au bout de six mois 15,000 000^{fr}.

Vous verrez aussi, Monsieur, dans la même dépêche à M. d'Aranda, les mêmes reproches (mais seulement indiqués) qui sont revenus si souvent dans les conversations dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte.

Je joins ici la traduction de la lettre par laquelle M. de Florida Blanche me notifie la résolution du Roi Catholique.

Il ne me reste rien à ajouter à cette lettre, Monsieur, que l'expression du regret de n'avoir pus mieux réussi. Si le zèle avoit suffi j'ose me flatter que j'aurois eu à vous rendre une réponse plus satisfaisante.

J'ai l'honneur d'être etc.

LE COMTE DE MONTMORIN

Espagne, le 587, n° 125.

1777 Un pli particulier, qui accompagnait ces deux pièces, fournit des indications qu'il faut noter. Malgré le regret de n'avoir pas mieux réussi, l'ambassadeur se louait du premier ministre : « Nullement accoutumé à la discussion », ce dernier « avait bien voulu y entrer », et leurs deux conversations avaient « duré plus de cinq heures ». M. de Montmorin, afin de faire prendre à M. de Vergennes une exacte idée de l'opinion de M. de Floridablanca, rapportait cette explication de celui-ci, que « sur la foi des notions reçues depuis son retour en Espagne, il croyait la France hors d'état d'agir avant trois années au moins, avait pris ses mesures en conséquence et ne pouvait les changer en trois mois ». Toutefois, une autre raison de se réserver semblait à l'ambassadeur tout aussi positive, et la correspondance du marquis d'Ossun l'avait parfois laissée entrevoir : c'était « la faiblesse de l'Espagne ». Montmorin pensait que la connaissance acquise de cette faiblesse influait sérieusement sur « l'espèce de hardité » montrée à cette heure par le premier ministre; « lorsqu'il connaissait moins son pays il était plus hardi », ajoutait l'ambassadeur, qui avait, lui, « des doutes fondés sur l'état brillant qu'on présentait de la marine espagnole¹ ». Quoi qu'il en soit, le gouvernement de Charles III en restait à son ancien thème : l'Angleterre ne consentirait jamais à l'indépendance des Colonies; lord Chatham lui-même reculerait à la proposer au Parlement, parce qu'elle souleverait la nation; les Américains n'étaient donc pas près de se réconcilier, rien ne pressait et il fallait attendre d'avoir vu rentrer les flottes, celle de la Vera-Cruz surtout, chargée de richesses. Des considérations secondaires, appuyées de récriminations que l'on aurait eu lieu de croire éteintes, étaient enroulées autour de ces redites. Avec un complément qu'il va y apporter tout à l'heure.

¹ Il prend des informations à cet égard et il en rend compte. Lettre du 24 décembre 1777, *Espagne*, t. 587, n° 129. Nous n'avons pas reproduit dans le cours du présent ouvrage les rapports soit de Madrid soit de Londres

relatifs à la marine ou à l'état militaire : ceux qui rapportent furent très multipliés de la part de chacune des deux ambassades, ils figurent beaucoup de plus dans les registres des Affaires étrangères.

M. de Floridablanca s'était formé là un système politique qu'il comptait ne pas laisser entamer de sitôt. Ce complément consistait à manifester des ambitions pour l'Espagne et à tâcher de lui en ménager les avantages. Le 28, Montmorin lui communique la dépêche du 14, le premier ministre répond encore par les mêmes raisonnements, précisés seulement avec plus de netteté¹. Il les reprend de nouveau le 4 janvier, et, cette fois, en commençant à montrer le désir de ne pas faire la guerre pour rien si l'on vient à l'ouvrir : « Votre cour veut traiter avec les Américains, dit-il au milieu de brusqueries de langage et d'impatiences qui vont lui devenir habituelles; la guerre en résultera et elle n'a ni objet en la commençant ni plan pour la faire. »

Sous cette forme indirecte, M. de Floridablanca prenait position pour l'Espagne. A ses yeux, ce n'était pas un « objet », que « l'abaissement des Anglais ». Cet objet là, l'unique de la cour de France, M. de Montmorin ne peut le lui faire trouver « assez intéressant pour être regardé par les deux cours comme principal »; un mémoire sera prochainement transmis à Aranda afin d'exposer le plan du cabinet espagnol². Or, à Versailles, on n'était pas moins fixé au thème contraire. On l'était aussi à la volonté d'amener pied à pied, sans se déprimer ni se lasser, le gouvernement de Madrid à partager les mêmes vues. A la date de la dernière dépêche de M. de Vergennes, les tentatives du cabinet anglais sur les amis de la légation de Passy ou sur elle devenaient plus formelles. Le 18 décembre, Leray de Chaumont avait informé le ministre qu'un M. Mayne, membre du Parlement, avec qui il était en grandes relations d'affaires, venait à Paris essayer de négocier la paix par son intermédiaire³. D'autre part, la rentrée

¹ Rapport de M. de Montmorin au 29 décembre. *Espagne*, t. 587 n° 140.)

² *Id.* du 5 janvier 1778. *Ibid.*, t. 588 n° 1.

³ « Paris ce 18 x^{bre} 1777. - Monseigneur, J'ay l'honneur de mettre sous vos yeux

« une lettre qu'on vient de m'apporter de M. R. « Mayne membre du parlement d'Angleterre « avec qui j'ay fait et fais encore de grandes « affaires. Il me proposa l'été dernier de m'occuper de la paix avec l'Amerique auprès de

- 177 du Parlement était très prochain; les projets conciliatoires de l'Amérique, annoncés pour ce moment par lord North, pouvaient aggraver le danger; les conseillers du roi souhaitaient donc vivement d'en finir. M. de Vergennes écrit en particulier le 10 à M. de Noailles qu'il « ne s'est même pas donné la satisfaction de jouir de la confusion de lord Stormont en lui parlant de la reddition de Burgoyne », tant la situation lui paraît sérieuse; « la circonstance présente exige mieux que des plaisanteries, dit-il; dans la détresse où se trouve le ministère britannique, tout moyen doit lui être bon pour sortir de passe ¹. » Se gardant d'ailleurs de rien laisser voir à notre représentant à Londres de ce qu'il traitait avec Montmorin, il lui recommande la vigilance la plus attentive comme seule à dire; « des ordres de réconciliation doivent avoir été envoyés très récemment à M. Howe, lui marque-t-il, et j'ai des indices qu'on a des pourparlers avec les députés qui résident ici. » Il revient là-dessus dans chacune de ses dépêches en ce moment, dans chaque lettre particulière dont il les fait suivre, et de même M. de Maurepas dans celles qu'il écrit à l'ambassadeur ².

« M. Franklin, j'en parlay alors à M. de Sartines parce que rien ne m'avait encore approché de vous. Monseigneur aujourd'hui que cela devient plus sûr, ayez la bonté Monseigneur, de me prescrire ma réponse. Si ce n'est qu'une affaire particulière, je serais en en tirer sans l'intérêt du roi jeter, ma fidélité au Roy, mon respect pour vous, ma satisfaction de prendre sur moi votre réponse. Je suis avec respect, Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur. — Lemaire de Chaurmont. » Il finit qu'ils se sentaient à quel se ré se venir pour me tant. Dans tous les cas Monseigneur Je vous prie que M. Mayne ne soit pas compris l'intérêt de son pays l'aveugle. » *Angleterre*, t. 525 n° 97. À cette lettre Chaurmont avait joint celle de M. Mayne et M. de Vergennes en avait fait sa copie. *Ibid.*, n° 97 bis.

¹ *Ibid.* t. 526, n° 100 bis. « J'en rec. Monseigneur le Marquis, la lettre particulière dont vous m'avez honoré le 12 de ce mois. Le Lord Stormont ne se plaint pas que j'en aie vu le jour de l'arrivée qu'a dû lui causer la catastrophe du général Burgoyne. J'aurais bien pu cependant prendre cette légère circonstance du ton affirmatif avec lequel il veut souvent nous faire croire les choses les moins vraisemblables. Il a bien du regret s'il est rapelle les assertions audacieuses qu'il avait fait peu de temps avant contre ces mêmes d'immenses. Mais ce n'est pas de petits motifs qu'il faut voir. La circonstance présente exige mieux que des plaisanteries, elle demande de notre part et de la nation la vigilance la plus soignée. »

² Le 1^{er} janvier, répondant aux hommages de l'ambassadeur ce ministre dont la main pouvait à peine signer, maintenant, avait écrit

M. de Vergennes avait engagé Chaumont à pousser jusqu'au bout, pour y trouver des lumières, l'affaire que le député Mayne pensait pouvoir engager avec lui. Elle ne paraît pas être allée loin, une autre sur laquelle le cabinet de Saint James avait quelques motifs de compter davantage ayant pris cours peu de jours après. Le 1^{er} janvier, en effet, Grand, Chaumont et Beaumarchais prévénent chacun en même temps M. de Vergennes de l'arrivée à Paris d'un M. Hutton, chef des frères Moraves d'Amérique et d'Europe, ami de Franklin de vieille date, reçu fréquemment par le roi et la reine d'Angleterre. Tous les trois regardaient comme d'autant plus dangereuses les

à son adresse au Roi. Angleterre. L. 528
n° 2 les en l'an treize cent. N° un vuide ar-
« ven à la crise nous avons besoin surtout d'être
« exactement informés. Le moment exige plus
« d'attention que jamais, je n'ai donc pas été
« vous dans des détails vous les connaissez et
« en sentez l'importance aussi bien que moi.
« Rien n'égale la confiance que j'ai dans vos
« lumières et le désir que j'ai de les faire va-
« leur auprès du Roi. C'est une suite des sen-
« timens que je vous ai voués et à tous ce qui
« vous appartient et avec lesquels j'ai l'hon-
« neur d'être Monsieur le Marquis votre très
« humble et très obéissant serviteur. »

mais en fait

« M. de Vergennes. Je vous remercie
« Monsieur, de la communication que vous avez
« bien voulu me donner de la lettre de M. H.
« Mayne, et je puis vous assurer que votre in-
« fluence ne compromettra jamais votre ami
« M. de Sartine n'ayant fait part dans le cours
« des conversations que le même vous avez faites
« moi j'en ai regardé alors cet homme d'un
« égal et honnête plutôt que cet expression
« les sentimens du ministère. Aujourd'hui que

« des recommandations véritablement critiques font
« d'apparaître. Il n'est donc pas surprenant de
« que cette 2^e recherche peut avoir une im-
« plication plus illustre et dans cette supposition
« penserai qu'il ne conviendrait ni de la dis-
« cerner ni de la rejeter, mais que vous pour-
« riez vous expliquer M. que ne vous étant je-
« me propose de prendre un rôle dans d'autres
« g^{es} affaires vous ne vous êtes pas arrêté à ses
« premières instructions que vous avez consi-
« dérées comme dictées par son humanité et
« par sa confiance personnelle en vous, mais
« que s'il persiste à vous regarder comme un in-
« strument propre à une autre g^e œuvre il fau-
« drait qu'il vous fût connues les dispositions
« de ceux qui peuvent seuls en décider les con-
« séquences pour que vous eussiez une règle hier-
« nique p^r diriger votre langage et votre con-
« duite. Vous saurez broder ce canevas q^u il ne
« peut vous engager plus que vous ne voudrez.
« Je ne je pense surtout qu'il convient de re-
« pondre par la voie indiquée de M. Faillon
« cette précaution pourra exciter la confiance
« Peut être par cette vous nous procurerez
« une plus de sûreté sur ce que le gouver-
« nement D^{eu} peut se proposer. Il multiplie tant
« les ressorts pour pénétrer dans ses secrets
« que nous sommes excusables de craindre qu'il
« ne dans les siens. » Ibid. L. 526 n° 97 et

1778. tentatives de cet envoyé-là sur la légation. Le Moray, en effet, voit Franklin immédiatement, seul à seul, et ils doivent se retrouver le lendemain de la même manière. M. de Vergennes venait de recevoir le courrier apportant la réponse du Pardo; il écrit tout de suite à M. de Montmorin qu'il va prendre sur elle les ordres du roi; mais il charge l'ambassadeur de faire connaître aussitôt à Madrid ces détails, s'abstenant de les accompagner d'aucune réflexion; « M. le comte de Floride-Blanche est trop éclairé, ajoute-t-il, pour ne point faire de lui-même toutes celles qu'ils présentent et pour n'en point sentir tout le poids ». Peu après arrivait un second mémoire de Lauzun, adressé, celui-là, au comte de Maurepas. Dans le pli d'envoi, Lauzun confirmait toutes les suppositions du cabinet, à savoir que le gouvernement anglais ne reculerait devant aucun sacrifice propre à défaire les États-Unis, afin de se jeter sur la maison de Bourbon. Ses impressions provenaient de milieux où la politique était affaire de personnes, où l'on considérant qu'il s'agissait par-dessus tout de renverser

On trouve ces vers à l'annexe II du présent chapitre. — C'est dans cette lettre du 1^{er} janvier que Boumarchais s'exprime avec l'émotion que l'on a vue sur son étonnement par Goussier dans la confidence des m. n. n. n.

« A Versailles le 2 janv. 1778. — M. le C^{te} de Montmorin. — Le comte L'Épée M. de retour ici le 3, du mois d'octobre dernier. L'expédition dont vous avez chargé le 24, et qui depuis rich par la poste ord. les lettres dont vous m'avez honoré le 28. du même mois.

« Je n'ai pas encore pu prendre les ordres du Roi sur la réponse de l'Espagne; mais je ne suis pas en état de vous faire connaître la détermination de S. M^e. Mais en attendant que je vous transmette le résultat de nos méditations, je crois devoir vous informer que la cour de Londres redouble d'activité et d'ardeur sur les députés américains. Il vient d'arriver de là par un chef d'escadre nommé

« Hutton, homme de guerre, une relation de M. Franklin, et fort estimée du roi d'Ang^{le}. Ce nouvel ambassadeur avant de partir de Londres a eu une audience secret de plus d'un heure avec S. M. B^{te}. depuis son arrivée il a eu avec son maj une première conférence qui a duré plus de deux heures et il doit en avoir une seconde demain. Le seul docteur Franklin y a assisté, ses collègues n'y ont pas été. Ce n'est point par les Américains que je suis instruit de ces faits de ma part parvenus par une voye indirecte sur la fidélité de laquelle je puis compter. Je vous prie M. de communiquer tout ces faits à M. le C^{te} de Floride-Blanche. Je m'abstiens de les accompagner d'aucune réflexion, ce ministre est trop éclairé pour en point faire de lui-même toutes celles qu'ils présentent, et pour n'en point sentir tout le poids. » (Egmont 1. 588 n° 1.)

lord North, de ramener Chatham ou son parti, et l'on y tenait les bills de réconciliation pour une manœuvre rapprochant ceux-ci du pouvoir en mettant leur programme dans la bouche de leurs adversaires eux-mêmes. Aujourd'hui très partisan de la conduite de notre cabinet, il trouvait que le moment était opportun « d'abaisser une nation aussi imprudente qu'elle est insolente, en l'attaquant chez elle lorsqu'elle disperse dans tout le monde des forces à peine suffisantes à sa sûreté ». Il n'écrivait pas moins : « Je dois me borner à dire que si milord Chatham rentre dans le ministère la semaine prochaine, ou s'il déclarera la guerre à la France, ou par la révocation immédiate de tous les actes contraires aux Américains il obligera la France à déclarer la guerre à l'Angleterre avant que les propositions de paix soient parvenues en Amérique ».

On était attentif à ces informations et l'on y attachait du prix, mais pour ne pas se voir surprendre une autre fois comme en 1755 et parce qu'elles donnaient des arguments auprès de l'Espagne, nullement parce que l'on en concevait des craintes. La loyauté de Franklin ne laissait aucun doute, et sa correspondance a prouvé depuis que l'on ne se trompait point à n'en pas concevoir, quoique plus d'un s'attachât à suspecter ses intentions et ses actes¹. Il écartait au premier pas les porteurs de paix plus ou moins autorisés, son ami le Morave comme les autres, prenant, au contraire, occasion de leurs démarches pour

¹ Londres le 21 février 1778. *Etat-Uni*, t. 1, n° 32.

² M. de Noailles signait notamment comme pouvant cacher des projets de nature à induire ou à préparer l'accord avec l'Angleterre un message de l'Américain à M. Hartley à Londres, en vue d'obtenir du cabinet de George III une amélioration de traitement pour les prisonniers de guerre. *Anglais*, t. 526, n° 220. A quoi M. de Vergennes répondait que Franklin n'avait pas besoin de s'adres-

ser pour cela à Londres, qu'elles d'Anglais venaient lui offrir de traiter à Paris (ibid. n° 13, *ib.*). « J'ignore si M. Frenchin a envoyé un ambassadeur à Londres pour y traiter en faveur des prisonniers ou pour tel autre objet mais je suis moins instruit pour vous assurer que si, à le désir et même la demande, de négocier il n'a pas besoin de se dépêcher, les instruments et les motifs ne lui manquent pas. Le ministère Espagnol s'en pourvoir. »

726. rejeter la responsabilité des événements sur l'Angleterre, dans un langage ému qui accusait à tout jamais le gouvernement de George III. D'autre part, la reconstitution des forces navales donnait aux conseillers du roi le sentiment que la France pouvait maintenant se mesurer de nouveau avec la Grande-Bretagne; ils se préoccupaient que des précautions à prendre. Les relations acquises au sein de l'Europe justifiaient dans leur for intérieur l'assurance qu'ils éprouvaient. Nul motif contraire à des liens de bienveillance avec nous ne subsistait, à cette heure, dans les États du continent, aucun même de nature à nous empêcher de nouer des relations intimes. Telle était en particulier notre situation du côté de la Prusse, qui avait désormais un grand poids en Allemagne et sur le Nord, sans que rien cependant eût affaibli notre alliance à Vienne. Frédéric II, dans le cours de l'année 1777, avait de plus en plus accusé les dispositions favorables qu'on l'a vu manifester l'année précédente. Nous avions pour représentant à sa cour, depuis la paix, le marquis de Pons, agent assez ordinaire qui s'était naturellement donné pour loi de se montrer le satellite de notre ambassadeur à la cour impériale; il n'aurait eu aucune alliance supérieure pour nous à celle de Vienne et ne s'appliquait qu'à paraître convenable à Berlin, s'y considérant comme en terrain ennemi. Ses efforts dans cette vue et un esprit mesuré ne l'y faisaient pas moins trouver à sa place¹, quoique le roi n'eût pas en lui assez de confiance pour s'ouvrir sur aucun projet. M. de Vergennes, qui remettait à son secrétaire le soin de rédiger la correspondance avec le marquis de Pons, nulle

¹ *Il faut voir à cet égard The Works of Franklin t. VII p. 222. 33e et suiv. un point y est particulièrement dénoté par les lettres à Hutton, à Hartley et à d'autres.*

² On l'appréhendait justement à cause de ses qualités négatives. Le prince de Prusse dit un jour à Buffon lors d'un voyage confidentiel de celui-ci à Berlin à l'automne précédent : « C'est un homme d'un esprit fort sage d'une

conduite excellent, et on ne pouvait pas faire un meilleur choix dans les conjonctures où se trouve ici un ministre du France. » *Rapport de Buffon à M. de Vergennes sur son voyage, 5 octobre 1776. Buffon t. IV p. 79.* Frédéric II, néanmoins, trouvait M. de Pons très honnête et très attentif, au tout cas à regarder du côté de Vienne; il ne voulait rien entretenir avec lui.

négociation sérieuse ne l'ayant porté à la faire lui-même, lui écrit à la fin d'août, une des premières fois de sa main : « Je ne dois pas vous laisser ignorer, Monsieur, que depuis quelques mois le roi de Prusse nous prévient par des cajoleries auxquelles nous n'étions pas accoutumés¹. » Cette sorte de rapprochement de Frédéric II était cependant de date antérieure. Nous parlerons ultérieurement des motifs qui avaient porté et qui amenèrent les deux cours à se rechercher graduellement, il suffit de dire ici qu'après des prévenances et sur les demandes répétées de Frédéric, un officier particulièrement estimé de M. de Maurepas et de M. de Vergennes, le marquis de Jaucourt, avait été envoyé aux manœuvres d'été de l'armée prussienne, avait échangé avec le roi des conversations intimes au sujet des éventualités qui pouvaient se produire en raison des ambitious de l'Autriche², et que celui-ci en était devenu plus impatient encore d'établir une intimité véritable. Non seulement la guerre lui paraissait prochaine entre la France et l'Angleterre, mais il souhaitait qu'elle s'engageât, pour nous lier davantage à lui. Il ne pouvait répéter assez à M. de Goltz et au comte de Mattzan que par pusillanimité nous perdions l'occasion propice contre l'Angleterre³. Il s'était évertué à gêner les recrutements de troupes effectués par celle-ci en Allemagne, avait vite reconnu qu'à Versailles on attacherait le plus grand prix à les voir cesser, et ne tarda pas à les rendre impossibles; au milieu de septembre, M. de Maurepas en exprimait sa gratitude à M. de Goltz⁴, et à la fin de décembre Frédéric pouvait

¹ La première dépêche au marquis de Pons dont la minute soit de M. de Vergennes est du 7 juillet.

² A Versailles le 26 août 1777, Berlin, 1 1791 n° 65.

³ On peut voir à cet égard, dans Gircourt, les lettres du roi à Goltz des 10 et 17 avril, 8 et 12 mai, 7 et 23 juin, 29 et 3 juillet, 15 septembre et 3 novembre 1777.

⁴ *Ibid.* lettres des 11 et 26 juin, 31 juillet, 7, 27 et 29 août, 8 septembre à Goltz, et

même date à Mattzan, 11 et 26 septembre, 13 et 30 octobre.

⁵ *Ibid.* lettre de Goltz au roi, du 4 septembre. Il a dit à M. de Maurepas que les sons de la cour de Londres pour trouver de nouveaux renforts en Allemagne avaient été inutiles, qu'ainsi elle serait réduite aux seules troupes saxonnoises, « ce n'est pas, écrit-il, une démonstration la plus grande sensibilité sur notre nouvelle marque de confiance » et « me prie de vous assurer, Sire, combien je m'en

1774 écrire à son ministre qu'il les avait définitivement toria¹, sachant d'avoir porté ce coup au gouvernement anglais. Par les conséquences, c'était rendre un assez grand service aux États-Unis, mais un service nullement à leur intention ou pour eux, dû au seul profit, qu'il recherchait, de nous avoir de son côté contre Vienne en nous faisant apprécier l'avantage de nous rapprocher tout à fait de lui ; il ne leur aurait même été utile en rien de plus, dans cette année 1777, si, l'un des derniers jours de juin, le ministre Elliot, qui représentait l'Angleterre auprès de lui, n'avait fait forcer la chambre d'Arthur Lee et voler ses papiers pour y saisir les traces des expéditions d'approvisionnement de guerre que celui-ci tâchait de nouer à Berlin². Cet acte blessa fort le roi qui envisagea dès lors avec moins de froideur et laissa plus aisément se continuer les opérations de l'Américain.

Mais les circonstances des derniers mois de l'année, en augmentant

« sentait tout le poids. La comtesse de Vergennes
« en eut à dit toutent dans une conversation qui
« eut peu après avec lui.

Vous dans Clement les lettres du roi à
Gelis, des 1^{re} à et 22 décembre. Dans la pre-
mière il fut annoncer qu'il a refusé non seule-
ment au marquis d'Anspach mais au prince de
Zerbst le passage de leurs recrues et de leurs
troupes par ses États. Dans la seconde il dit que
l'Angleterre n'abandonnera absolument plus de
troupes subsidiaires que le Danemark ne lui
fournisse « un pied de planche contre les Colo-
nies » ou pour parler sans figure, ni troupes
ni vaisseaux. Dans la troisième il confirme
encore tout cela et ainsi dans une lettre du
même jour à Moltzen.

¹ Le roi en parla à Gelis dans une lettre du
28 juin. *Ibid.*, M. de Posa en écrivit également
le 5 juillet à M. de Vergennes qui qualifie la
fait comme « traitant » la plus forte indigna-
tion. « Froidement il avait ordonné une enquête
elle fut évitée par l'avis d'Elliot qui reconnut
avoir fait faire ce coup. M. de Vergennes devint

li-dérou au marquis de Posa le 20 juillet. » *Ibid.*
« reçu M. la lettre n° 176 que vous m'avez fait
« l'honneur de m'écrire le 2 de ce mois.

« L'événement dont vous y rendez compte
« est digne de la nation qu'il a excitée » elle
« de la plus forte indignation » tant qu'en com-
« dera l'action en elle même ou relativement
« à celui qui en a été le promoteur. Quo un
« ministre public ne permette de faire entendre
« un secret pour en tirer des communications
« qu'il croit important d'acquiescer » est un at-
« tentat que le secret et le succès ne justifie
« roient pas. Cependant M. Elliot était » avoir
« le promoteur de l'enlèvement avec abduction
« des papiers des Américains qui se trouvent »
« l'ordre le roi de Prusse ne pourrait prendre
« d'un autre part que celui d'arrêter la course d'une
« procédure qui devenait de ce moment un
« objet » mais je ne doute pas M. que M.
« Prussien » en ait fait des plaintes à la cour
« de Londres qui ne peut lui refuser une satis-
« faction également complète et satisfaisante.

« Il est sans intérêt M. que les Américains

chez le roi de Prusse les appréhensions à l'égard de l'influence autrichienne, avaient accru sa fièvre d'union politique avec nous. A la fin de septembre, à propos des menaces de la Russie contre Constantinople, il indiquait à Goltz que l'intérêt de la Prusse et le nôtre étaient semblables; huit jours plus tard, il mettait en avant des vues d'alliance de la France, de lui et de Catherine II; il y revenait dans des plus successifs, et son ministre en avait glissé l'idée dans l'esprit des conseillers du roi¹. Par suite, on commençait, à Versailles, à faire fond sur ses dispositions. A la date des premières réponses de M. de Floridablanca concernant la proposition de traiter définitivement avec le Congrès, il était visible que M. de Maurepas et M. de Vergennes agréaient les flatteries par lesquelles M. de Goltz s'efforçait de servir son souverain auprès d'eux; ils expliquaient avec complaisance à cet agent que la pusillanimité dont on gratifiait le gouvernement de Louis XVI avait simplement dissimulé les soins apportés par son administration à rétablir sa marine et lui en avait donné le temps; que sans la prolongation d'une situation incertaine l'Angleterre n'aurait pas toléré ce travail, et M. de Maurepas ne craignait pas d'autoriser plus d'une interprétation, de la part du ministre de Berlin, en lui disant que les événements « dictaient à cette heure la conduite de la France² ». Les

1778

« ont cherché à resiller les marchés qu'ils
« avaient passés pour d'hermines, étoffes de leur
« chandises. Le secret de leur correspondance
« évente, rien ne doit être plus sûr le dessein
« que d'intercepter les envois qu'ils pourroient
« faire à des adresses masquées. Si ce débouché
« qui conduiroit à ouvrir un vue à l'indus-
« trie prussienne je pense que le roi de Prusse
« en sera pas moins affecté que du linéaire
« résultant de l'insuccès de l'entreprise du mi-
« nistre anglais. »

Lettres de Goltz, des 22 septembre et
16 octobre, 20 novembre, et 4 décembre
l'écrit au roi.

¹ Dans une lettre du 4 Goltz écrivait : « Le

« comte de Maurepas me dit confidentiellement
« qu'il avait fait même ce moment pour se
« donner une marine et en Espagne et que
« sans guerre l'Angleterre ne sauroit jamais
« souffrir. » et il rendait au roi de Prusse le 7
« il répète ce qu'il m'avait dit précédemment
« que le rétablissement de la marine de France
« et d'Espagne lui parussait le plus grand
« avantage qu'on eût vu de cette époque et
« que les événements devoient prescrire la con-
« duite ultérieure. Je crus devoir le rassurer
« comme toujours, par des assurances de l'ap-
« puiement dont Votre Majesté honorait la
« conduite publique du comte de Maurepas
« et répéter sans que Votre Majesté se plussent

772 derniers jours d'octobre, le marquis de Pons avait été mis en congé, son remplacement momentané par le premier secrétaire, le chevalier de Gausseus, allait faciliter les échanges de vues. Sandoz-Rollin, un instant chargé de l'intérim de Goltz, écrivait à Frédéric le 24 juillet que, « malgré sa crainte de la guerre, la France était résolue à se défendre; que, pour être rassurée, elle avait besoin de la bonne intelligence du roi de Prusse, qui pouvait maintenir le repos en Allemagne pendant une guerre maritime et faire rentrer les troupes prêtées par divers princes à l'Angleterre ». C'est bien dans cette pensée-là que les conseillers du roi avaient envoyé M. de Jaucourt aux manœuvres de l'armée prussienne. Lorsque M. de Maurepas parlait des « événements qui commanderaient désormais les actes de la France », ces événements pouvaient être assez entrevus déjà pour exciter le désir d'étendre encore la « bonne intelligence » commencée. La mort de l'électeur de Bavière en procura l'occasion les premiers jours de 1778.

Les relations avec le continent ne donnant ainsi que des raisons d'aller en avant, les objections du premier ministre d'Espagne contre les engagements à nouer à Passy ne pouvaient plus arrêter le gouvernement du roi. Il fut donc uniquement question, de sa part, d'exposer directement au cabinet de Madrid les motifs de nous suivre, qui, jusqu'à ce moment, n'avaient été qu'indiqués, pour ainsi dire. On s'était borné aux entretiens de l'ambassadeur à leur sujet, on avait à les appuyer d'une démarche formelle. Le 7 janvier, chez M. de Maurepas retenu par la goutte, le roi, en conseil, approuva de sa main un mémoire rédigé par M. de Vergennes à cette fin, et le lendemain, 8, le courrier Lépine emportait cette pièce à Madrid avec une lettre autographe de Louis XVI. Le roi développait directement à son oncle et les raisons qui le décidaient, et l'espoir, auquel il se plaisait, de

« dans tous les avantages que la France pour-
rait gagner dans une prochaine crise. Il ré-
pliqua qu'il avait écouté cette répétition avec
« la plus grande satisfaction et qu'il se ferait

« toujours un très bon choix de cultiver de plus
« en plus les bonnes dispositions entre les deux
« royaumes ».

Voir dans CIRCUIT *note supra*

voir ajouter à leur poids celui de son expérience et de son sens politique. La dépêche d'envoi à notre ambassadeur expliquait et fortifiait le mémoire de considérations déterminantes. Indépendamment de cela, M. de Vergennes, qui avait fait toutes les minutes, y compris la copie conservée de la lettre du roi, portait à la connaissance du comte de Montmorn, dans un pli personnel, les détails intimes de la résolution du cabinet. On avait pensé que les impressions l'avaient emporté à Madrid, qu'en y parlant d'une manière prudente on ramènerait la réflexion; on continuait donc à suivre le système de précautions extrêmes déjà employé pour ne point surmener l'esprit de Charles III et de son ministre. Afin de devoier seulement le moins possible le point où l'on en était, le roi exposait à son oncle qu'il avait jugé opportun de « commencer à traiter » avec les Américains, en raison des propositions présentées par eux, et le mémoire de son gouvernement donnait pour positives, d'abord l'opportunité de traiter d'une certaine manière, puis l'obligation où ce gouvernement se trouverait, peut-être, de contracter des engagements avant d'avoir eu l'aveu de l'Espagne. Le roi avait écrit :

Monsieur mon frere et oncle

Le desir sincere que j'ai de maintenir la veritable harmonie la concordance et unité de système, qui doit toujours en imposer à nos ennemis, m'engage à exposer à Votre Majeste ma façon de penser sur la situation presente des affaires. L'Angleterre, notre ennemie commune et inveterée, est engagée, depuis trois ans, dans une guerre avec ses colonies d'Amerique, nous sommes convenus de concert de ne pas nous en mêler et regardant toujours les ceux parties sous le nom d'Anglois, nous avons rendu le commerce de nos etats libre à celle qui y trouvoit le mieux son compte. De cette maniere, l'Amerique s'est pourvue d'armes et de munitions dont elle manquoit. Je ne parle pas des secours d'argent et autres que nous leurs avons donnees, le tout étant passé sur le compte du commerce. L'Angleterre a pris de l'inquietude de ces secours, et ne nous a pas laissé ignorer qu'elle s'en vengerait tost ou tard elle a meme déjà saisi indubien, plusieurs de nos batimens de commerce, dont nous

1778. sollicitons en vain la restitution. Nous n'avons pas perdu de tous de notre côté, nous avons fortifié nos colonies les plus exposées, et mis sur un pié respectable nos marines, ce qui a contribué à augmenter la mauvaise humeur de l'Angleterre. C'étoit là où en étoient les affaires au mois de 9^{me} dernier, la destruction de l'armée de Burgoyne, et l'état très resserré où est celle de Howe ont changé totalement leur face. L'Amérique est triomphante et l'Angleterre épuisée, mais pourtant avec une grande force en marine qui est encore entière, et avec l'espérance de s'allier utilement avec leurs colonies, l'impossibilité étant démontrée de les subjuguier par la force. Tous les partis en conviennent. Lord North lui-même a proposé en plein Parlement un plan de pacification pour la première session, et ils y travaillent fortement de tous les côtés. Ainsi, il nous est égal que ce ministère-ci soit en place ou un autre, par des moyens différens ils s'unissent à s'allier avec l'Amérique, et n'oublient pas nos mauvais offices. Ils tomberont avec autant de force sur nous que si la guerre civile n'avoit pas existé. Cela posé, et les griefs que nous avons contre l'Angleterre étant notoire, après avoir pris l'avis de mon conseil et notamment du marquis d'Osun, j'ai pensé qu'il étoit juste et nécessaire, avant avis aux propositions que font les insurgens de commencer à traiter avec eux pour empêcher leur réunion à la métropole. J'expose ma façon de penser à V. M., j'ai ordonné qu'on lui communiquât un mémoire, où les raisons sont plus détaillées. Je desirerois bien vivement qu'elles eussent son approbation, connaissant le poids de son expérience et de sa droiture. V. M. ne doute pas de la vive et sincère amitié avec laquelle je suis Monsieur mon frère et oncle.

Versailles le 8 janvier 1778

Arch. nat. K. 164, n° 3 année 1778 n° 1 (copie)

Le mémoire avoit l'apparence du répondre aux observations du cabinet de Madrid datées du 23 novembre; en réalité, il traitait la question pour elle-même. Il prenait son point de départ dans le doute que le ministère espagnol maintint ses raisonnements devant la connaissance des circonstances et des incidents survenus depuis, c'est-à-dire devant la capitulation de Burgoyne, devant la conviction qu'avait acquise l'Angleterre, en conséquence, de ne pouvoir soumettre ses colonies par les armes, devant les efforts qu'elle effectuait sous les

veux du roi pour se réconcilier avec elles et qu'elle portait déjà sur les lieux mêmes avec l'autorité du Parlement, ce qui les rendrait bien plus à redouter. Le point d'arrivée était que le roi allait traiter avec les députés de l'Amérique, traiter pour lui et pour le roi d'Espagne si celui-ci le voulait, ou traiter en réservant pour son oncle le temps de formuler des stipulations personnelles, mais traiter, en définitive, quoiqu'il lui coûtât d'agir seul, parce qu'il y avait une grande urgence à le faire. Cette conclusion, toutefois, ne venait qu'après un enchaînement de raisons où elle se trouvait noyée dans des considérations répétées de déférence, de la part du roi personnellement, et de nécessité politique. On tâchait de retarder l'expression dernière afin de ne pas heurter le gouvernement espagnol, et, au fond, l'on se montrait décidé d'une façon très ferme. A cette heure, exposait le ministre, on se bornerait inutilement à donner des secours d'argent, comme M. de Florida-Blanca l'indiquait, il serait périlleux d'offrir une médiation, parce que l'Angleterre la tiendrait pour injurieuse si elle tendait à l'indépendance absolue, et les Colonies funeste si cet objet n'en formait pas la base; le ministère actuel de George III était aussi disposé à nous attaquer, une fois assuré d'avoir l'Amérique avec lui, que pourrait l'être un ministère Chatham; les violences et les déprédations journalières dont le commerce des deux Couronnes se trouvait victime de la part des Anglais faisant au roi une obligation étroite de se garantir d'une surprise trop aisée à prévoir et, des lors, une loi de her à lui les *usurgers* avant que les Anglais se les attachassent. Ils étaient maintenant une puissance constituée avec laquelle on pouvait négocier; tous les princes de tous les temps et de tous les pays avaient agi de même dans les cas analogues, les Anglais du temps d'Elisabeth notamment avec les Flandres contre l'Espagne; et les Anglais d'à présent n'auraient-ils pas conclu une convention au sujet de la capitulation de Bargoine, ce qui équivalait à reconnaître la souveraineté des États-Unis? Il s'agirait d'ailleurs de traiter en deux actes séparés l'un, un contrat général de paix

- 1774 d'amitié et de commerce; l'autre, des stipulations pour le cas où la guerre naîtrait du premier engagement, et ces stipulations auraient pour but de garantir à eux l'indépendance, à nous nos possessions actuelles en Amérique à tout jamais. Le roi de France s'empresse-
 rait d'obtenir les mêmes conditions pour son oncle si celui-ci voulait entrer immédiatement dans le concert; au cas contraire, il ferait res-
 pecter les délais que demanderait l'Espagne; mais il voyait le danger si imminent que le moindre retard amènerait de grands maux; c'était déjà son avis le 13 décembre et il avait chargé son ambassadeur de le dire; depuis, les faits en avaient accru l'urgence; il était très peiné de se déterminer sans l'aveu préalable du roi d'Espagne, mais, plus rapproché du théâtre des événements, sa place le rendait comme res-
 ponsable aux deux nations des malheurs à naître de sa négligence ou de son hésitation. L'instant était unique, ménagé à la maison de Bourbon par la Providence, semblait-il; il croyait donc servir les vues communes en usant de tous les moyens à sa portée pour empê-
 cher les députés américains de fournir au ministère anglais le ter-
 rain de négociation que celui-ci cherchait, pour arrêter efficacement la marche de la politique anglaise il aurait peut-être signé un des deux actes, peut-être tous les deux; du moins ne se permettrait-il que l'indispensable; il attendrait même, s'il était possible, la réponse défi-
 nitive de Madrid; il avait pensé d'abord à signer sous la réserve de l'acceptation de l'Espagne, mais le secret serait-il gardé et les effets de sa divulgation sur l'irritation de l'Angleterre, redoutés par M. de Floridablanca, ne se produiraient-ils pas immédiatement? Autant que possible, en tout cas, on différerait de rien divulguer, et si, du reste, le roi signait le traité sachant que son oncle veut retarder le sien, ne pourvoirait-il pas suffisamment à la future accession de l'Es-
 pagne en la réservant par un acte à part et caché? Sa Majesté, por-
 tant le mémoire en terminant, a ordonné d'exposer franchement et en confiance ses réflexions à son oncle; il y verra la répugnance avec laquelle elle se porte, sans son consentement préalable, à une

démarche pourtant indispensable; mais sa conviction est si forte que si elle consultait uniquement son intérêt politique elle courrait seule le hasard de la guerre plutôt que de laisser échapper la conjoncture présente. S'il reste un moyen praticable d'éviter la guerre, c'est de montrer à l'Angleterre une union des forces, des vues et des principes qui lui fasse sentir son impuissance.

La dépêche par laquelle M. de Vergennes donnait mission à son ambassadeur de remettre ce mémoire au gouvernement de Charles III le complétait par une interprétation intime. Le ministre y montrait comme bien plus urgente encore, aux yeux du roi, l'obligation d'agir sans son oncle, émettait même la crainte que la résolution ne fût tardive en présence des instances dont les députés américains étaient l'objet, il se demandait s'il pourrait, lui, « survivre au dégoût et à la honte de signer leur passeport pour Londres »; à ma place, écrivait-il, voyant les objets de près, M. de Floridablanca jugerait comme moi; il se plaint à tort que nous soyons entrés en négociation avec eux sans le roi d'Espagne: il n'y a encore que des assurances générales, comme avant le 13 décembre dernier, le public croit l'alliance faite parce qu'elle répond à ses desirs, voilà tout, mais rien n'a été divulgué. Que la guerre, en tout cas, naisse ou non de là, elle naîtra de toute manière; l'insolence des Anglais est montée aux derniers points; leur marine sillonne nos côtes, saut les navires français, est en surveillance devant nos ports, nous avons fait sortir des vaisseaux « pour balayer cette vermine », un accident peut donc déterminer la guerre, ne vaut-il pas mieux que cela ne soit pas sans que nous ayons les Américains pour nous?

Voici, à la suite, et cette dernière dépêche et le mémoire du cabinet

M. le C^{te} de Montmorin par l'Epine.

A Versailles le 9 janvier 1778.

Le mémoire M. que j'ai l'honneur de vous adresser de l'ordre exprès du Roi répond à l'expédition que vous m'avez fait passer par le courrier l'Epine

et à la lettre de M. le C^{te} de Floride Blanche que M. le comte d'Aranda m'a communiquée.

Ce n'est point M. pour faire prevaloir notre sentiment en opposition à celui de la cour d'Esp^e, ni pour contredire son opinion que le memoire a été rédigé, nous aurons plus tost désiré que les circonstances se trouvant telles qu'on a cru pouvoir les envisager à Madrid nous fussions en liberté de deferrer à l'avis de cette cour. Notre choix auroit été bien tost fait, car independamment de la confiance entière du Roi dans les lumieres dans la sagesse et dans l'experience du Roi son oncle qui lui fera toujours preferer son opinion à la sienne nous ne sommes pas moins desireux ici que l'on peut l'être en Espagne d'éviter un engagement dont, evenement en le supposant même heureux ne peut être que pesant.

Les sentimens et les principes du Roi sont suffisamment connus pour n'avoir pas besoin d'apologie, on sait que la moderation et la justice font l'essence de son systeme; c'est un témoignage que l'Europe lui rend; et si Sa M^{te} insiste pour disposer le Roi son oncle à partager sa prevoiance, c'est parce qu'elle croit voir avec la certitude de l'evidence un danger très imminent pour les deux Couronnes si nous negligons de profiter d'un moment dont nous pouvons peut être encore disposer.

Je dis peut être, car dans l'instant ou je vous écris, M. je n'oserois pas vous répondre que les negociations de l'Ang^e avec nos deputés, n'ont pas fait des progrès que nous pourrons n'être plus les maîtres d'arrêter. Je transcris ici un très petit billet que j'ai reçu cette nuit, d'une personne très sûre qui est dans l'intimité des Americains, qui vit habituellement avec eux puisqu'ils logent dans sa maison, qui n'est de rien dans notre politique et sur la foi duquel j'ai toute raison de compter. Voici ce qu'il me mande.

« Je suis très certain qu'en negociant vivement, je vois bien de l'empressement à écouter les propositions et j'ai peur ».

Cet avis me fait une impression d'autant plus profonde M. que depuis l'arrivée de ce chef morave dont j'ai eu l'honneur de vous instruire; la confiance des deputés paroit s'être retrecie, ils ne nous ont donné aucune connoissance ni de l'arrivée ils ont exisste ni des frequentes conferences qu'ils ont eues et qu'ils continuent d'avoir avec lui. Le seul message que j'ai reçu de leur part a été pour savoir si le courrier expedie en Espagne étoit de retour.

Quelle Lumination ne seroit ce pas pour les deux Couronnes et pour nous : 78
 plus particulièrement si, ayant pu nous attacher les Americains nous avions a
 nous reprocher de les avoir rendus a l'Ang^{re}. Je tremble cepen^t que nous
 n'ayons le degout, et je ne sais si je pourrois survivre a la honte de signer le
 passeport que les deputés devroient ne demander pour passer a Londres.

Je ne m'arreterai pas M^{onsieur} sur toutes les cruelles consequences dont un
 pareil evenement seroit suivi; elles ne peuvent echapper a la sagacité et a la
 profonde experience du Roi C^{iel} et d'un ministre aussi eclaire que M. le
 C^{te} de Floride Blanche. Nous ne nous flaterons pas sans doute que les An-
 glois nous tiendroient compte d'une erreur aussi capitale; c'est alors que le
 mepris aigrissant leur ressentiment ils ne donneroient plus de bornes a leur
 vengeance.

L'incertitude ou nous sommes dans le moment actuel sur les veritables
 dispositions des deputés americains, fait tomber le reproche que M. le C^{te} de
 Floride Blanche a paru vous faire que nous etions entres en negociation avec
 eux sans la participation du Roi son maitre. Vous pouvez assurer ce ministre
 que l'affaire est encore au meme point ou elle l'etoit avant mon expedition
 du 13. x^{bre} dernier, sans qu'il y ait en de notre part plus que des assurances
 generales de bonne volonte. Si etoit possible M. de rester encore sur ces
 termes, nous n'hésiterions pas a le faire il en coute plus au cœur du Ro
 que je ne puis vous l'exprimer pour se decider seul; mais l'interet des deux
 monarchies a tant que celui propre de la France ne doit pas permettre a
 Sa M^{te} de demeurer dans une inaction qui ne pourroit etre que funeste aux
 deux Couronnes.

Ce n'est pas seulement en Europe que la politique angloise s'occupe a re-
 concilier les Americains, elle n'est siirement pas moins active sur le theatre
 meme de la querelle. Je sens que le mot d'indepondance absolue coatera infi-
 niment a prononcer a tortue. B^{ien} que, mais on est la surété que les Colonies
 fatiguées d'une guerre cruelle, pressees par des besoins de premier necessité
 qu'elles ne peuvent satisfaire n'entendent pas a des conditions mil^{les}, qui
 ne donnant a l'Ang^{re} qu'un vain simulacre, leur laisseront toute l'essence de la
 souveraineté. Ne peut il pas arriver aussi que l'Ang^{re} qui sent a tous egards
 la necessité de la paix moins peut etre en raison de son op^u s^{er}ment que par
 la lassitude de son peuple qui ne voit pas sans horreur la continuation de

1778. cette guerre civile, ne se determine a adopter pour alliés ceux qu'elle ne peut plus reduire au nombre de ses sujets. Cette coalition faite, de quelque maniere qu'elle s'opere quel en sera le resultat pour l'Esp^e comme pour nous, et pouvons nous raisonnablem^t esperer que l'Ang^e content de ce léger avantage rapelle immediatement en Europe la masse de forces qui lui reste en Amerique et qu'elle ne tardera probablement pas a augmenter, qu'elle desarme et ne veuille que jouir des douceurs d'une paix si cherement achetee lorsqu'elle voit des objets de compensation a sa portée? Ne nous faisons pas illusion. Lorsque deux nations en guerre ont un besoin reciproque de la paix elles tombent bientot et facilement d'accord des conditions. Le memoire indique la marche graduelle que nous nous proposons de tenir si les evenemens ne nous forcent pas la main et ne prennent pas notre marche. Vous serez informé regulierem^t M. de toutes nos demarches, de leurs progres et de leurs succès.

Je crois que tout est compasse de maniere a rendre bien sensible au Roi Cqûc la delicatesse d^e Roi son neveu et a lui prouver que s'il est essentiellement occupé de ne pas perdre une circonstance veritablem^t heureuse et meme unique pour les deux monarchies, il ne l'est pas moins de manifester ses justes menagemens pour le Roi son oncle, et le soin qu'il a de se rapprocher le plus qu'il peut de sa façon de penser lorsqu'il ne croit pas pouvoir s'y coller invariablement. Je vous ai a plus d'une fois déjà dit, M. que je souhaiterois que M. le C^t de Floride Blanche fut a ma place, voyant de plus près les objets, je suis bien persuade qu'il n'en porteroit pas un jugement different du notre. L'idée où ce ministre paroit etre que nous deférons trop aux surprises que les Americains peuvent nous faire, seroit bonne si nous n'avions pas des momens de comparaison. Nous en avons ici et a Londres et nous n'en negligons aucun pour atteindre a ce degre de verite qui fait la sureté des affaires. Nous voyons jusqu'a l'evidence que les Anglois valent a tout prix regagner les Americains qu'ils ne peuvent conquérir et qu'ils craignent par dessus tout que nous les prevenions. Que pourroit on faire de mieux en politique, que ce que notre ennemi redoute que nous fassions!

Notre public qui desire singulierement cette alliance s'est empressé de la croire faite et de la divulguer. Ce n'est pas cō^t vous voyez M. la revelation d'un secret, les Anglois trompés par le bruit soupconnent le traite fait et

montrent la plus grande anxiété, ils font même jouer tous les ressorts de la prodigieuse corruption pour découvrir ce qui en est, leur ambassadeur a eu l'imprudence de m'en parler, la chose étant aussi fautive que sa question étoit inepte, je n'ai pu être embarrassé à lui répondre.

Je connais comme M. le C^{te} de Floride Blanche toute la difficulté d'empêcher un secret de cette conséquence de transpirer, tous les yeux étant pour ainsi dire ouverts sur nos moindres démarches, nous ne négligerons rien M. pour parer à cet inconvénient autant qu'il sera possible, mais je vous observerai que ma défiance à cet égard portera moins sur les Américains que sur bien d'autres personnes qui ont la manie de vouloir tout savoir. Ceux là pouvoient avoir un intérêt à amplifier l'idée du notre lorsque nous n'en prenions qu'un faible à leur cause, et que nous ne montrions aucune disposition à nous lier avec eux, mais il me semble que cette disposition une fois bien assurée et bien constatée, ils partagent l'intérêt que nous avons à ne point l'échouer jusqu'à ce qu'elle soit bien consolidée et que les mesures soient prises de part et d'autre avec assez de sûreté pour la rendre aussi utile qu'elle semble devoir l'être.

Vous ne nous dissimulez pas M. que tout engagement quelconque de notre part avec l'Amérique pourra devenir un sujet de guerre, mais dans l'intime persuasion où nous devons être que quelque parti que nous prenions soit de faire un traité soit de ne le pas faire, nous ne le viterons pas un peu plus tôt ou un peu plus tard, la question se réduit donc à ceci, vaut il mieux avoir la guerre avec l'Amérique pour nous ou au moins contre, que d'avoir la guerre avec l'Amérique réunie à l'Ang^{le}? et j'ajouterai M. que nous craignons bien que cette guerre que nous désirerions de retarder si nous ne pouvions l'éviter n'éclate plus tôt que nous ne le voudrions. L'insolence des Anglois est montée à un point qui est insoutenable. Ils commencent à saisir nos navires qui reviennent de notre Amérique sous le prétexte qu'ils ont des denrées du crû de l'Amérique septentrionale comme si une denrée qui a changé de propriété pouvoit conserver une qualité ennemie. Une foule de frégates et de corsaires bouillent nos ports, s'établissent dans nos rades et dans nos havres avec autant d'audace qu'ils pourroient le faire dans ceux de l'Ang^{le}, et annoncent avec impudence qu'ils sont là pour épier nos bâtimens et s'emparer de tous ceux sur lesquels ils trouveront des marchandises propres au

778. commerce des Colonies unies. Il n'est absolument pas possible que le Roi abandonne à la cupidité de cette injuste nation le commerce de son royaume et la fortune de ses sujets. S. M. a donné ordre de faire sortir des vaisseaux pour balayer cette vermine et veiller jusqu'à une certaine distance des côtes à la sûreté des bâtimens françois qui pourront mettre en mer, les Anglois ne tarderont pas sans doute à faire sortir de leur côté des vâux de force pour soutenir leurs injustes desseins, et il pourra arriver quelque rencontre qui établira la guerre par le fait. Les v^{tes} du Roi ne commenceront pas, mais s'ils sont insultés, et si leur vûe on veut fouiller notre pavillon, ils repousseront la force par la force, et il n'est absolument pas possible que le Roi se refuse à une mesure conservatoire que la dignité de sa Couronne n'exige pas moins que la sûreté et la liberté de son commerce. Il est fâcheux que dans des circonstances aussi critiques, on soit encore incertain sur l'époque du retour de la flotte du Mexique. Je ne me permets aucune question à ce sujet, je serois même bien fâché de partager le secret que l'Esp^e observe à cet égard, et qu'elle ne peut rendre trop exclusif, mais si j'osois j'insisterois pour qu'elle en retarde le retour si la chose est encore possible ou pour qu'elle prit les mesures les plus fortes pour assurer son passage, si elle est effectivement en route. Je puis être dans l'erreur, mais il me semble qu'il est d'usage qu'elle fasse escale aux Canaries.

Espagne, 1 588 n° 9

Lé au Roi le 7 janv 1778. et envoie en Espagne le lendemain.

Lorsque la cour d'Espagne a répondu le 23. decembre dernier aux dépêches de M. le C^{te} de Vergennes du 13 du même mois, elle n'étoit point encore instruite de plusieurs evenemens importants survenus depuis le départ de cette d^{me} lettre. On a fait part successivement des principaux de ces evenemens, d'autres sont encore plus recens. On croit devoir en resumer ici le tableau, afin d'avoir une base fixe et solide pour examiner, dans l'intimité de la confiance établie entre les deux souverains, si les dispositions les plus sages et les résolutions énoncées dans la lettre de M. le C^{te} de Floride Blanche sont encore applicables à l'état actuel des choses et si les changemens survenus dans les affaires n'exigent pas pour l'honneur et pour l'intérêt des deux Couronnes des mesures plus appropriées à la conjoncture. Cet examen devant être né-

considérablement long, en ne considérant que son importance, on tâchera de l'abrégé en évitant la répétition de tous les points qui ont été ci devant déterminés ou approfondis dans la correspondance des deux ministres. 1778.

Jusqu'à l'époque de la capitulation de l'armée de Burgoyne, on étoit fondé à croire qu'un autre ministère pourroit d'un côté faire seul la paix avec les Colonies à des conditions approchantes de l'indépendance, et de l'autre déclarer la guerre aux deux Couronnes. Il est notoire que le Lord Chatam et son parti voulaient tendre à une paix honorable et utile avec les Colonies par une guerre heureuse contre la France. Le Lord North suivait un système opposé, mais telle a été la révolution opérée par les embarras de faire une quatrième campagne, et par le désespoir de subjuguier les Colonies, et telle a été la dextérité du Lord North, à profiter des démarches mal assurées de ses antagonistes qu'il n'a pas hésité de renchérir sur eux et de déclarer qu'il faudroit peut être abandonner l'acte de navigation, et ne plus consulter désormais que les règles d'une sage politique, ce ministre se trouve donc en mesure de remplir la promesse qu'il a faite de remettre, au choix du Parlement, un plan de guerre et un plan de paix, en donnant, à tout événement, tout le développement possible aux forces et aux ressources de la Grande Bretagne.

Pour juger de l'emploi que le gouvernement britannique se propose de faire de ces forces, il faisoit tâcher de pénétrer si ses projets ultérieurs vis à vis des Colonies en exigeoient le développement, or il est constant qu'il est résolu de leur accorder une indépendance réelle, et qu'il ne demande qu'une démarche quelconque de la part des députés pour fonder sa proposition au Parlement et une menace légère pour sauver la dignité de la Couronne. Il pourra même se passer de toute ouverture si les députés persistent à s'y refuser. La disposition des esprits est telle qu'il est également en mesure d'exécuter son projet sur tout en attribuant à notre influence la résistance des députés. Il proposera pour préliminaire un armistice fondé sur le regret de verser le sang de ses frères. Déjà il invite les députés à passer à Londres et leur fait envisager des dédommemens certains dans une coalition contre la France et l'Espagne. Le ministère et le roi d'Angleterre lui-même tentent les derniers efforts pour séduire les députés américains. En tout cas ils comptent qu'en faisant passer ces offres en Amérique, l'apais des douceurs de la paix

immédiate, et l'appui des armées secrètes de la Couronne la feront adopter avec transport. Les emissaires du ministère anglais n'hésitent même pas de nous faire entendre que l'on se portera à l'indépendance absolue, s'il le faut, pourvu sans doute qu'elle soit suivie d'une coalition.

Ce sont là des faits dont une grande partie se passe sous nos yeux dont les particularités seroient trop longues à détailler ici, mais dont le Roi a la certitude. Dans cette position il dépend des députés américains d'entamer une négociation quelconque, laquelle conduira certainement à une conciliation. Le premier pas sera un armistice auquel l'Ang^{re} ajoutera l'engagement de ne point augmenter ses forces en Amérique. Par ce moyen elle fera concevoir au Congrès que tout l'avantage sera pour les États Unis, en leur donnant le tems d'affermir leur Gouvernement et d'augmenter leurs ressources, et cet armistice deviendra la gage des dispositions de l'Angleterre à traiter sur un pied égal et satisfaisant.

Si cette puissance parvient à l'un de ces deux buts, quel usage croit-on qu'elle fera de la masse de forces que les efforts du Gouvernement et le sacrifice des peuples mettent sur pied et qui lui deviendra inutile contre l'Amérique. Ses projets sont maintenant à découvert; les secours fournis par les deux Couronnes aux Insurgens et ceux qu'on est résolu de leur fournir encore paroîtront un prétexte suffisant pour les attaquer. Quand ce motif n'existeroit pas et quand les Couronnes se voüeroient à la neutralité la plus rigoureuse, le rétablissement de leur marine est aux yeux des Anglois un grief impardonnable, et ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on sait qu'ils ont résolu d'entreprendre de la détruire dès qu'ils seront libres de tourner leurs forces contre nous.

Quel moment plus favorable pourroient-ils choisir que celui où des forces formidables les mettent en état d'avoir sur nous l'avantage de la surprise et lorsqu'ils peuvent après avoir craint pendant trois ans que les Américains ne se joignent à nous pour leur faire la guerre, se flatter de leur concours contre nous. Il subira en effet à l'Ang^{re} de conserver New York afin de servir de point d'appui pour ses expéditions contre nos possessions, qu'on lui fournisse des vivres en payant, et que les corsaires insurgens affamés et courageux désolent notre commerce. On les entraînera aisément plus loin par l'appas des richesses de la nouvelle Espagne capables de soulager les deux États du fardeau de

leurs dettes. La navigation exclusive du Mississipi qui rendrait la possession du Mexique précaire sera seule un apas puissant pour les Colonies, et elles se porteront à tout entreprendre parce qu'elles n'auront rien à redouter sur leur continent de la vengeance des deux Couronnes. 1778

Il ne faut pas se dissimuler que ce tableau se réaliserait sur le champ si les Anglois pouvoient se résoudre à reconnaître une indépendance absolue, heureusement ils tiennent encore à des modalités qu'ils croient essentielles à leur dignité et peut être à leur politique. C'est ce qui nous laisse le tems de delouiner cette coalition funeste, la cour d'Espagne observe avec raison que le moindre avis de notre union avec les Colonies précipiterait cette révolution c'est précisément ce motif qui parait nécessiter une union telle que cette révolution arrivant les Colonies se trouvent engagées avec nous et ne soient plus libres de se joindre à nos ennemis.

Le ministère espagnol qui ne connoissoit pas l'ensemble de ces faits et des conséquences plus que probables qui viennent d'être exposés a pensé qu'on pourroit remplir les objets de précaution que la circonstance exigeoit à ses yeux. 1° En continuant des secours pécuniaires aux Insurgens. 2° En leur offrant la protection des deux Couronnes pour un accommodement et la garantie de leur traite futur et 3° En surveillant les mouvemens qui surviendroient dans le ministère anglois. On discutera successivement ces trois points.

1° Des secours pécuniaires modiques et même considérables ne suffisoient plus pour arrêter l'impulsion forte et accélérée que le part. ministerial et anti-ministerial s'efforcent à l'envis de donner à l'ouvrage de la reconciliation. Ces secours n'étoient propres qu'à entretenir les espérances des Insurgens, mais le tems des espérances est passé lorsque le but auquel ils cherchent à atteindre vient s'offrir à eux.

2° La médiation des deux Couronnes sera d'un côté inutile pour les Insurgens, puisqu'il est évident que l'Angleterre la rejettera, et de l'autre côté dangereuse pour nous, puisqu'on ne peut dissimuler que l'Ang^e ne la regarde comme une insulte, et ne se déterminât à la vengeance ce qui ferait arriver la guerre par le moyen même qu'on emploierait pour l'éviter.

D'ailleurs sur quelle base établirait-on cette médiation. Serait-ce sur celle d'une indépendance absolue, ou d'une indépendance mitigée? Le premier

1778. parti seroit une véritable déclaration de guerre, le second compromettrait également l'honneur et l'intérêt des deux Couronnes, si elles se réduisant l'instrument d'un commencement de coalition qui conduirait bientôt à l'union la plus dangereuse. En un mot la médiation proposée devient aussi inutile qu'impensable puisque l'Angleterre offre aux Colonies tout ce que nous pourrions obtenir de plus avantageux en leur faveur.

L'offre seule de nos bons offices entraînerait à peu près les mêmes conveniens, et deviendrait au moins un véhicule pour accélérer et précipiter la réconciliation sans diminuer et en augmentant au contraire nos dangers, car les Colonies seroient convaincues qu'elles n'ont rien à attendre des deux Couronnes et l'Angleterre dissimulerait son injure jusqu'à ce qu'elle eût assés sa vengeance, et cet état d'incertitude auroit pour les deux Couronnes tous les inconveniens d'une guerre ouverte sans présenter aucun de ses avantages.

Quant à l'idée d'enchaîner les Américains par la promesse de notre garantie, on ne croit qu'elle ne paraîtra pas praticable quand on aura pesé les considérations suivantes.

Si l'on traite sans notre entremise, les Anglois rejeteront notre garantie comme injurieuse, et les Insurgens comme inutile puisque l'expérience leur aura appris à ne jamais compter sur l'appui des deux Couronnes.

Nous sommes instruits qu'il y a un parti nombreux en Amérique qui cherche à établir pour base du système politique des nouveaux États de ne contracter aucun engagement avec les puissances européennes. Le docteur Franklin lui même professe ce dogme. La nécessité seule n'a pas permis de l'établir, mais dès qu'elle cessera d'exister les Insurgens qui auront établi leur indépendance sans notre appui croiront n'en avoir pas besoin pour la maintenir. Alors nous nous trouverons sans lien avec eux, exposés à leur avide et peut-être à leur ressentiment.

On ne peut plus espérer de nourrir la confiance des députés par des discours vagues, il leur faut des faits positifs et des assurances effectives capables de contrebalancer les offres articulées de l'Angleterre. En leur offrant la protection des deux Couronnes de la manière énoncée dans la lettre de M. le C^{te} de Floride Blanche ils en exigeroient l'assurance par écrit; mais quand ils ne l'exigeroient pas, la crainte que l'Espagne témoigne sur la difficulté de garder le secret n'existeroit pas moins avec tous les dangers qu'elle entraîne.

Telle est en effet la position actuelle des choses, que les démarches les plus mitigées produiront les mêmes dangers que les résolutions les plus décisives. On est fondé à en conclure que d'après les résultats même de la cour d'Espagne ce n'est pas ce danger impossible à éviter dès qu'on agit, qui doit diriger le choix des mesures que les circonstances exigent.

On passe au 3^e résultat de la cour d'Espagne qui paroit indiquer qu'elle ne reconnoît pas les sujets d'inquiétude que les intentions de l'Angleterre nous donnent, mais qu'elle ne croit ce danger imminent qu'autant que des personnages connus pour vouloir la guerre prendroient le ton des affaires en Angleterre. Mais ce doute qui paroit avoir contribué le plus à suspendre les résolutions de l'Espagne, se trouve déjà parfaitement éclairci, il est désormais constant que le Lord North est autant et plus en mesure que les Lords Chatham ou Shelburne de nous faire déclarer la guerre, et que la différence entre les deux partis est uniquement que les chefs de l'opposition veulent arriver par la guerre contre nous à la paix avec l'Amérique et que le ministère actuel veut assurer la paix avec les Colonies avant de nous attaquer. Ces deux systèmes produiront les mêmes effets quant à nous dès que l'armistice ou la reconnaissance de l'indépendance auront été effectuées.

En pressant d'après cette analyse, des intentions et des sentimens de Sa M^{te} Catholique, le Roi son seveu est autorisé à croire qu'elle sentira aussi bien que lui même la force des circonstances et ce que l'intérêt de leurs peuples et l'honneur de leurs Couronnes leur dictent si elles étoient libres de toute considération gênante.

Il paroit en effet que la providence a marqué cette époque pour l'humiliation d'une puissance orgueilleuse, injuste et avide qui ne connaît jamais d'autre loi que celle de son intérêt. Quoique les Rois ne soient peut-être pas assujettis, lorsqu'il s'agit du salut de leurs peuples, aux règles d'une morale aussi rigide que les particuliers dans leurs actions privées, cependant des motifs multipliés et pressans rendroient juste la guerre que les deux Couronnes déclareroient immédiatement à l'Angleterre. L'injustice et les entreprises habituelles qu'elles éprouvent de sa part dans les quatre parties du monde suffiroient pour les justifier. Les violences et les depredations multipliées que leur commerce éprouve contre la foi des traités et contre la loi commune des nations, et dont leurs instances et leur longanimité n'ont pu

1778.

- 1.78. obtenir la réparation ou la cessation, rendront cette guerre légitime devant Dieu et devant les hommes.

Le Roi persuadé depuis longtemps de ces vérités en renforçant le sentiment arrier dans son cœur, mais la certitude que Sa M^{te} a maintenant des projets hostiles de son humeur naturel en opérant un nouveau degré de conviction semble exiger qu'on prenne le seul moyen de se garantir d'une surprise aussi honteuse que dommageable et d'autant plus inexcusable qu'elle auroit été prévue.

Cependant sa pensée ne se porte pas à une guerre immédiate, elle conservera le désir de l'éviter lors même qu'elle ne le croira plus possible, elle ne se refusera pas non plus dans le cas où la résolution éventuelle de la déclarer ou de la prévenir seroit adoptée par le Roi son oncle, de se prêter aux démarches préparatoires que la délicatesse commune aux deux souverains pourra leur dicter, dans la persuasion que celles qu'on proposera n'auront pas l'inconvénient de faire passer du côté de l'Angleterre des avantages que nous tenons aujourd'hui dans nos mains.

C'est dans cet esprit que Sa M^{te} croit qu'il devient indispensable de lier les Amérigiens de manière à ne pas craindre une guerre combinée entre eux et les Anglois. Les députés américains se montrent autorisés et disposés à contracter des engagements analogues à ce point de vue.

On ne presume pas que les deux passages de la lettre de M. le C^{te} de Floride Blanche où il est parlé de *justice* et d'*honnêteté* tendent à jeter des doutes sur la légitimité de ces liaisons.

Sa M^{te} Catholique et son min^{re} sont trop éclairés pour ne pas voir comme nous que les États-Unis sont dans le fait indépendans. Ils ont en main tout ce qui constitue la puissance souveraine. Notre reconnaissance n'ajoutera rien à la réalité de cette possession. Nous ne l'articulerons pas même positivement mais nous traiterons avec les États qui tiennent le pouvoir souverain pour en modifier l'exercice à l'avantage de nos peuples, à l'exemple, si l'on veut, des princes de tous les siècles et de tous les pays, qui ont traité avec les usurpateurs de plus d'un trône, sans s'ériger en juges de la validité de leur titre.

Si il pouvoit rester quelque doute, à cet égard, ils seroient bientôt dissipés, si le Roi Catholique veut bien se faire représenter les déclarations et les manifestes que la reine Elizabeth a donnés à l'occasion du secours qu'elle four-

musoit aux rebelles de Flandres lors même qu'ils n'avoient point encore secoué le joug de l'Espagne 1.7A.

On ajoutera que l'exemple même de l'Angleterre nous autorise puisqu'elle reconnoît la validité de la capitulation militaire de l'armée de Burgoyne, et qu'elle se dispose à conclure une convention d'armistice et qu'elle offre un traité qui portera la reconnaissance tout au moins palliée de l'indépendance.

On ajoutera encore que les propres maximes des Anglois attestés à différentes époques de leur histoire et discutées à l'occasion de la querelle actuelle n'attribuent pas à leur couronne la propriété positive qui constitue l'essence des monarchies espagnole et française.

Cette digression peut paroître superflue; mais dans une matière aussi importante et dans une conjoncture aussi pressante, on croit pouvoir se livrer à des discussions superflues plutôt que de laisser rien d'essentiel en arrière.

Le traité que nous penserions devoir conclure avec les députés américains consisteroit essentiellement dans deux actes dont l'un ne contiendrait que les clauses générales de paix d'amitié et de commerce, et le second contiendrait les clauses éventuelles relatives à la guerre qui pourroit résulter de ces premiers engagements. On stipulerait positivement dans le 2^d que le but de l'alliance est de procurer une indépendance absolue et illimitée aux États-Unis qu'ils ne pourront pas faire la paix sans notre consentement préalable et sans corroborer leur accommodement par notre garantie, et les puissances contractantes se garantiroient mutuellement et pour toujours leurs possessions respectives en Amérique.

La convenance et l'utilité présente et future de ces stipulations n'a pas besoin de commentaire. Le ministère espagnol sentira particulièrement que les possessions de Sa M^{te} Catholique dans cette partie du monde seroient désormais à l'abri de toute attaque soit de la part de l'Angleterre, soit de la part des Colonies devenues indépendantes qu'on ne peut pas soupçonner de vouloir souiller leur première démarche politique par une perfidie.

Si l'Espagne se déterminoit à intervenir immédiatement dans la négociation, le Roi concourroit à faire stipuler en sa faveur tels autres avantages qu'elle pourroit désirer et que les circonstances permettraient d'obtenir. Mais Sa M^{te} respecte les résolutions du Roi son oncle, et elle se gardera bien de combattre les motifs particuliers des délais que M. le C^{te} de Floride Blanco

178 indique et qui sont fondés sur l'arrivée des trésors de la nouvelle Espagne, et sur le retour des forces employées dans le rio de la Plata. Le Roi se borne à demander vivement que le Roi son oncle soit promptement délivré de cette double sollicitude, que les ressources sur lesquelles son ministère a paru compter pour assurer le retour des flottes en cas de besoin, et dont il s'est avec raison réservé le secret puissent être employées fructueusement, et que les événements qui, depuis un mois, se précipitent au delà de toute attente permettent de se livrer à des calculs quelconques.

Sa Majesté n'insistera donc pas sur une résolution immédiate de l'Espagne quelque désirable qu'elle soit, mais elle voit le danger si imminent, et le remède si petit à échapper de ses mains qu'elle se trouve forcée par des circonstances impérieuses, à prendre sur elle de prévenir des maux que le moindre délai rendroit sans certains qu'irréparables. Elle prévoyoit, dès l'époque de l'expédition extraordinaire du 1. J. décembre, la position où elle se trouve et son ambassadeur en a prévenu le ministère espagnol, qui n'a pas porté le même jugement qu'elle sur les vûes et les démarches de l'Ang^e. Différens faits qu'on a successivement communiqués à la cour d'Espagne n'ont que trop justifié la prévoyance du Roi et les événements qui se sont accélérés au delà de sa propre attente ne lui permettent plus de subordonner sa détermination à l'aveu du Roi son oncle que Sa Majesté espéroit recevoir par le retour de son courrier. L'époque fatale du 20. de ce mois jour fixe pour la rentrée du Parlement d'Angleterre et qui sera suivie de près par la proposition annoncée par le Lord North est si prochaine qu'elle ne laisse plus la possibilité d'une expédition à Madrid ni de la réception des résolutions ultérieures de S. M. Catholique. Le Roi est très peiné de se voir forcé de se déterminer sans l'aveu positif et préalable du Roi son oncle; sa déférence et son amitié et sa confiance au feraient autant une loi que l'intérêt indivisible des deux monarchies, mais se trouvent placés près du théâtre des événements. Sa Majesté est également responsable aux deux nations, des événements malheureux qui résulteraient de sa négligence et de sa timidité à saisir l'instant unique que la providence semble avoir ménagé à la maison de Bourbon pour abatre l'orgueil de son ennemi, et pour fonder avec les Etats-Unis une liaison permanente dont l'utilité seroit, à tous égards, incalculable.

La cour de France ne pourroit pas même se soustraire aux reproches de

l'Espagne, en se prévalant du système délatrice énoncé dans sa dernière réponse. Il paroît en effet qu'il n'est fondé que sur des présomptions, dont l'existence est manifestement démentie, telle est surtout l'opinion que la reconnaissance de l'Ang^m exigera un très long terme. Nous avons la conviction qu'elle peut s'opérer d'un instant à l'autre si les députés veulent s'y prêter, et que nous ne pourrions plus arrêter la marche de la négociation si elle est une fois entamée. Déjà les députés nous demandent avec impatience et anxiété si le courrier envoyé en Espagne est de retour, et un des moyens les plus adroits et les plus dangereux que les Anglois emploient auprès d'eux est de chercher à les persuader, par notre conduite passée et par la supposition de nos dispositions intérieures qu'ils n'auront, dans aucun cas, de l'appui à se promettre de notre part.

Le Roi considérant une circonstance aussi critique avec toute la maturité que son importance exige croit entrer dans les vues du Roi son oncle en se déterminant à employer tous les moyens qui sont en son pouvoir pour empêcher les députés américains de fournir au min^{re} anglois la base de négociation qu'il désire si ardemment, et pour les mettre en état de prévenir l'impression que pourroient produire en Amérique des ouvertures semblables que la cour de Londres y fera inmanquablement porter des qu'elle se sera munie de la sanction du Parlement, et qu'elle a peut être déjà fait précéder de l'offre d'une armistice que le roi d'Angleterre est le maître d'accorder en vertu de sa prerogative et d'après le vœu unanime de tous les partis qui ont divisé jusqu'ici le Parlement britannique. Le système de précautions et de préparatifs, adopté et suivi de concert jusqu'à présent par les deux Rois n'a jamais eu ni pu avoir d'autre motif que la défiance des intentions de l'Ang^m ni d'autre but que de nous garantir du danger en le prevenant lorsqu'il existeroit. Ce moment prévu est arrivé et il faut maintenant se disposer immédiatement à recueillir le fruit de cette prévoyance.

Afin d'en ménager les moyens aux deux Couronnes, le Roi va s'occuper du soin d'arrêter efficacement la marche de la politique anglaise. Sa Majesté ignore encore jusqu'à quel point les ouvertures de l'Angleterre pourront porter les prétentions des députés américains, mais elle ne peut se dispenser de prévenir le Roi son oncle qu'elle prévoit qu'il sera peut être indispensable de signer un acte quelconque ou même les deux traités dont la substance est

- indiquée ci dessus, mais Sa M^{te} Catholique doit être assurée que le Roi ne se permettra que ce qui sera absolument jugé indispensable pour remplir le but indiqué par la conjoncture et pour empêcher que nos démarches loin de produire leur effet ne deviennent entre les mains des députés un moyen de plus pour accélérer leur accommodement et de nous exposer ainsi à devenir en même temps le jouet de cette nouvelle puissance et la victime de notre ancien ennemi. C'est pour concilier la délicatesse de ses managemens que le Roi son oncle avec l'urgence de la circonstance que le Roi veut qu'en attendant des nouvelles de la négociation avec les députés américains sur les bases exposées ci dessus, on n'épargne aucun effort pour en retarder s'il est possible la conclusion et la signature jusqu'à l'arrivée de la réponse définitive de Sa M^{te} C^{te} que on espère qu'on voudra bien faire passer par le retour du courrier.

La première pensée du Roi étoit de signer les traités dont il s'agit, en faisant dépendre leur validité de l'acceptation de l'Espagne. Sa Majesté auroit ainsi rempli l'exigence du moment en laissant la décision définitive au jugement du Roi son oncle, cette méthode eut satisfait le cœur de Sa Majesté et rempli toute l'étendue des procédés délicats qu'elle veut constamment observer, mais en considérant les appréhensions que M. le C^{te} de Floride Blanche témoigne relativement au secret à garder et aux périls qui pourroient résulter pour les flottes espagnoles de la moindre indiscrétion, Sa Majesté a pensé devoir chercher un autre moyen de concilier ces différentes considérations. Quoiqu'elle n'aye point lieu de se défier de la fidélité scrupuleuse des députés américains et qu'elle croye que leur intérêt sera de garder le silence lorsqu'ils auront des assurances positives de nos dispositions favorables, Sa Majesté prendra néanmoins le parti de les laisser dans l'erreur relativement aux dispositions de l'Espagne et elle prendra d'ailleurs les précautions les plus prudentes pour conserver le secret de ce qui se passera et pour différer, autant qu'il se pourra, l'effet que nos engagements causeront, afin d'attendre, s'il se peut, que les flottes espagnoles soient rentrées; au reste on peut présumer avec assez de vraisemblance que les Anglois n'attaqueront pas ces flottes, tant qu'ils conserveront l'espérance de voir l'Espagne rentrer et lorsqu'ils auront perdu celui d'associer les États-Unis à leurs projets envahisseurs.

Au surplus dans le cas où le Roi se verra forcé de signer seul le traité, et où l'Espagne voudroit différer le sien Sa M^{te} pense qu'elle pourroit enfin

ment à la participation future de l'Espagne en stipulant, par un acte séparé et secret, que les engagements du traité seront connus à cette Couronne dans le temps quelconque où elle jugera à propos d'y accéder. Cette clause pourra être présentée comme la preuve d'un défaut de concert entre les deux cours et de l'inutilité de nos efforts pour entraîner l'Espagne dans nos mesures, et comme le palliatif de notre mesintelligence plutôt que comme une base essentielle posée du consentement de l'Espagne. Cette erreur pourra aduire l'Angleterre, si le secret de cette négociation perco, comme M. le C.^{te} de Floride Blanche le craint, à croire que notre parti n'est pas pris, et l'empêchera de précipiter ses mesures.

Telles sont les réflexions que le Roi a ordonné d'exposer avec franchise et confiance au Roi son oncle. Sa M^{te} ne peut avoir aucune inquiétude sur le jugement que ce prince juste et éclairé portera tant sur le fond que sur la forme. Sa M^{te} Cath^{olique} se convaincra aisément de la repugnance extrême avec laquelle le Roi se porte à une démarche quoiqu'on démontrât indispensable sans son aveu préalable, mais Sa M^{te} n'hésite pas, pour exprimer le degré de sa conviction, de confier à l'amitié du Roi son oncle que si elle consultoit son intérêt politique plutôt que sa tendre amitié et sa confiance personnelle pour lui, elle se détermineroit à courir seule le hazard d'une guerre contre l'Angl^e plutôt que de laisser échapper la conjoncture unique qui fait l'objet des réflexions exposées dans ce mémoire.

On se permettra d'ajouter ici que s'il resta un moyen possible d'éviter la guerre, c'est de montrer à l'Angleterre une masse de forces réunies et une identité de vûes et de principes qui en lui fassent sentir son impuissance, la disposera à souscrire aux conditions que la modération et l'équité des deux Rois proposeront. En tout cas tout concourt à persuader que la guerre qui paroit inévitable dans toutes les suppositions possibles ne sera ni longue ni périlleuse, et que la gloire que les deux monarques en recueilleront égalera les avantages inestimables que procurera à leurs peuples l'abaissement d'une puissance turbulente, injuste et impérieuse qui troubloit sans cesse leur tranquillité ainsi que leur commerce.

Au surplus la nécessité impérieuse de la conjoncture pouvant seule déterminer le Roi à faire un pas important sans l'aveu préalable du Roi son oncle, Sa Majesté se promet bien de le convaincre dans la suite de cette affaire de

1778. la défiance et de la confiance entière qu'elle a dans ses lumières et son expérience comme dans son amitié, et elle ne fera aucune démarche ultérieure sans avoir son attaché préalable.

On apportera de plus en plus la plus grande exactitude à communiquer à l'Espagne tout ce qui pourra mériter son attention.

Annexé.

Espagne, t. 120 n° 12.

Mais c'est dans la lettre personnelle du ministre à Montmorin que réside la vérité sur la résolution de Louis XVI, sur sa portée, sur son sens, sur les motifs ou l'inspiration qui l'avaient dictée. Quel fut le rôle du roi et quelle part eurent ses conseillers dans cet acte dont les suites devaient paraître si graves et qui en eut de capitales? Le fait date d'hier pour l'histoire; on n'en a pas moins posé déjà cette question comme si l'on s'agissait d'obscurités anciennes et elle n'est point encore tranchée. Le pli du secrétaire d'État ne laisse pas subsister un doute. Tout le travail intérieur du Gouvernement y est relaté. L'étude qui eut lieu, l'examen auquel on se livra, la manière dont la détermination fut prise, ce pli apprend exactement tout cela. On a cru à l'absence de volonté propre chez Louis XVI, à la passivité de son caractère, à un empire dominant que ses ministres auraient exercé sur son esprit, et plusieurs continuent à y croire. Ce billet privé, de l'heure même, détruit cette opinion-là. « Ce n'est point l'influence de ses ministres qui a décidé le roi, écrit M. de Vergennes, c'est l'évidence des faits, c'est la certitude morale du péril; il n'est aucun d'eux qui ne répugnât à suivre un tel parti avant d'avoir eu l'attaché de l'Espagne, et, pour lui, il en est resté malade : le roi a donné le courage à tous. Le marquis d'Ossun est arrivé juste à ce moment; il a vu tout peser et discuter; l'affaire a été examinée entre eux deux d'abord, avec M. de Maurepas ensuite, puis portée au roi; Sa Majesté l'a gardée, l'a examinée; la goutte ayant empêché le premier ministre, le monarque s'est rendu chez lui où la matière a été remise sur le tapis, étudiée de nouveau; sur le fond, on a été unanime. Sa Majesté Catholique

trouve juste ce qui est juste aux yeux de Dieu et des hommes, elle nous jugera favorablement. Le secrétaire d'État entendait répondre par là au billet du 24 décembre, dans lequel l'ambassadeur lui rendait personnellement compte de la communication qu'il avait donnée des premières dépêches, et au rapport confidentiel de celui-ci sur les personnes et sur les choses de la cour d'Espagne, il détaillait les secrets de la délibération royale afin d'effacer, chez M. de Florida-Blanca, la pensée que tout était convenu d'avance avec les députés américains. L'histoire peut mesurer ici l'intérêt qu'attachait le gouvernement de Louis XVI à l'union avec l'Espagne pour s'engager définitivement contre l'Angleterre. M. de Vergennes avait écrit à M. de Montmorin ainsi qu'il suit :

A Versailles le 8 janv. 1778.

Je réponds, M. le C^{te} à la lettre particulière que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 24 du mois d^r. Soyez tranquille sur l'impression qu'a faite votre exp^{te} de la même date le Roi la lût avec attention, et y a aplaudi, M. de Maurepas n'en a pas été moins satisfait; vous ne vous défiez pas sans doute de mon jugement, tout ce que je puis vous dire c'est que mon amitié n'a rien eu à faire pour vous. Il est fâcheux sans doute que vous n'ayez pas eu le succès que nous avions lieu de nous promettre, mais l'inconvénient est pour la chose bien plus que pour vous; car vous avez fait preuve complète de sagesse, de prévoyance et d'habileté. Je suis tenté de croire que M. le C^{te} de Florida-Blanca, trop préoccupé que nous nous étions décidés seuls à traiter et conclure avec les Américains avant même d'avoir consulté l'Espagne, et soupçonnant même la négociation très-avancée, a donné à son humeur plus qu'à ses réflexions dans sa lettre à M. le C^{te} d'Aranda comme dans sa négociation avec nous. S'il est parti de cette supposition, elle doit être détruite par tout ce qui a suivi, ainsi que par l'exp^{te} présente. L'affaire est encore à entamer : mais comme ce n'est pas nous qui voulons et qui agissons, et que ce sont les circonstances qui nous dictent impérieusement la loi, la journée de demain ne se passera pas sans que je fasse instruire les Américains de nos dispositions, et que je tâche de pénétrer les leurs. Nous pallierons de notre

meux celles de l'Espagne, afin de lui réserver toutes les latitudes qui pour-
 ront lui convenir, nous n'osons pas nous expliquer affirmativement à cet égard
 dans la crainte de blesser sa délicatesse, mais le Roi connoit trop bien la sé-
 rité des sentimens du Roi son oncle, pour en inférer le plus léger affaiblisse-
 ment quelque parti que S. M. C. juge convenable de prendre. Nous désirons,
 M. le C^e, que ce prince et ce ministère nous rendent autant de justice que
 nous leur en rendons, et bientôt tout combat d'amour-propre et de défiance
 disparaîtra. Nous sommes bien éloignés de vouloir priver, et, entre nous soit
 dit, nous nous serions volontiers amalgamés à l'opinion rassurante de l'Es-
 pagne, si nous avions cru pouvoir le faire au détriment de conscience, mais pou-
 vons-nous trahir son intérêt et le nôtre, et nous soumettre avec une entière
 connaissance de cause à tant de funestes conséquences qui nous menacent ?
 Croyez, M. le C^e, qu'il n'en a pas peu coûté au Roi pour le décider à la
 marche que nous proposons. Ce n'est point l'influence de ses ministres qui
 l'ont décidé, l'évidence des faits, la certitude intrinsèque du danger et sa convic-
 tion l'ont seuls entraîné : je pourrais dire avec vérité que S. M^e nous a donné
 le courage à tous, car il n'étoit aucun de ceux qu'elle daigne admettre à sa
 confiance particulière, qui en convenant de la nécessité et de l'utilité du parti,
 ne se sentoit une véritable répugnance à prendre ce parti avant d'avoir l'attaché
 de l'Espagne ; j'en ai plus souffert en mon particulier que tout autre, et j'en
 suis encore très-affecté, je puis même dire malade. Mais toute réflexion faite,
 ce qui est juste aux yeux de Dieu et des hommes, l'est très-certainement à
 ceux de S. M. C., et j'espère que ce prince nous jugera favorablement lors-
 qu'il aura pu les raisons exposées dans la mémoire et la dépêche que vous
 recevrez par ce courrier, et dont vous voudrez bien remettre les copies.

Si nous sommes dans l'erreur, M. le C^e en a eu pas sans avoir fait ce qui
 étoit humainement possible pour éviter d'y tomber. M. le M^e d'Ornon qui est
 arrivé très-à propos, peut dire avec quel soin cette affaire a été pensée et dis-
 cutée. Nous l'avons d'abord digérée ensemble en tête avec M. le C^e de Mau-
 ropas ; le Roi, après cela, a entendu mon rapport particulier, a gardé les pièces,
 a examiné le pour et le contre. M. le C^e de Mauropas ayant eu dans ces entre-
 faites une attaque de goutte, S. M^e s'est rendu hier chez lui, M. d'Ornon et
 moi nous y sommes trouvés. La matière a été reprise de nouveau en con-
 sidération elle a été longuement débattue, l'opinion sur le fond a été constam-

ment uniforme, il n'y a eu de différence que sur quelques modalités, je vous fais ce détail, quoique peu intéressant, parcequ'il vous fournira des moyens je desire, victorieux pour convaincre le roi d'Espagne que la necessite seule a pu nous induire à ce parti unilateral. Je souhaite que M. le C^{te} de Floride Blanche en soit également convaincu. Il me connoitroit mal s'il me prenoit pour un de ces ministres tranchants qui pretendent que leur opinion doit etre decisive. Je n'ai point cette presumption. ma confiance dans mes lumieres est bornee, je cherche en tout le vrai, parce que c'est en lui que j'estime que reside le vrai bien. Celui de ma patrie m'est cher, je n'ai pas moins de passion pour celui de l'Espagne, contribuer à l'un et à l'autre c'est toute mon ambition.

Il me coûte à me persuader, M. le C^{te} que l'insuffisance des moyens de l'Espagne ait pu affoiblir l'opinion de M. le C^{te} de Floride Blanche. Cette puissance est si forte, elle a un credit encore intact, et si elle veut lever cet argent par voye d'emprunt, je suis persuade qu'elle les trouveroit en Hollande en très peu de tems. Je sais les offres qui lui ont ete faites, et qu'on a eu bien du regret qu'elle n'ait pas acceptees. Peut être seroit il tres politique d'y revenir si l'Espagne ouvroit un emprunt en concurrence de celui que l'Angleterre devra faire. Je suis persuade que la premiere enleveroit tout, que personne en Hollande et en Suisse ne voudroit placer sur l'autre.

J'ai cru par M. le C^{te} opposer recrimination à recrimination. me plaçant qu'on nous reproche de n'avoir pas envoyé au printemps dernier nos troupes en Amérique, parce que, nous dit on à present, on auroit porte à l'ennemi un coup victorieux, tandis qu'on ne nous proposoit alors qu'une simple mesurerefensive. Nous n'aurions pas parce que la saison brûlante auroit devore nos troupes tandis qu'elles seules faisoient la sûreté de nos Colonies. Depuis ces troupes ont passé, et doivent être arrivées. Mais comment expliquer une entreprise hardie à laquelle nous devons concourir sans être ni consultés ni prevenus? Cette reflexion pourra vous servir si l'on remet le meme grief sur le tapis, mais ne laissez jamais apercevoir qu'il vous a été suggéré. Nos raisons sont assez bonnes et assez pressantes pour que nous n'employons point d'autres armes dans la discussion presente. L'Espagne ne peut y resister qu'en mant les faits. ce sera un sourd volontaire, et il n'y a point de remède à ce genre de surdité.

1778. Et, dans un billet séparé :

Où nous reproche à Madrid de ne point savoir garder le secret; y est-il mieux observé? Il y a à Paris des lettres particulières d'Espagne tout fraîchement arrivées qui disent en termes très-expres, que l'Espagne a rejeté la proposition que nous lui avons faite de s'unir avec les Américains, parcequ'elle craint pour ses gallères. Si cette indiscrétion transpire et se repand, je tâcherai d'en tirer parti pour mieux couvrir notre secret.

Espagne, t. 588, n° 11

Le ministre avait sans doute à cœur de marquer une différence de lui au comte de Floridablanca, en disant que ce dernier « le connaît mal s'il le prenait pour un de ces ministres tranchants prétendant imposer leur opinion ». Nul n'aurait donné plus de preuves que le secrétaire d'État des affaires étrangères à l'encontre d'un pareil jugement, si son collègue de Madrid l'eût sérieusement porté. Insister sur les raisons, itérativement, dans le vif desir et dans la pensée de convaincre, était son caractère, non de parler comme un impérieux. Ce courrier du 8 janvier ne lui semble pas suffisant. Sur une lettre particulière de Montmorin, du 29 décembre, il revient dans un pli confidentiel, le 16 janvier, et dans une dépêche, le 23, aux motifs d'hésitation ou de doute qui pourraient subsister à Madrid, tâchant encore de les dissiper ou de les résoudre, de faire toucher au doigt le péril dont nous menace l'Angleterre, de rendre flagrante la nécessité d'empêcher qu'elle ne conquière les commissaires de Passy. Il ne s'arrête que « dans la crainte de se répéter après des démonstrations si étendues », espérant que Montmorin saura bien convaincre qu'il faut absolument suivre les voies indiquées, et il se résume ainsi : « J'ai appris « d'un grand maître feu M. le garde des sceaux Chauvelin que toute « la science de la politique se concentroit dans les deux mots *prévoir* « et *prévenir*. C'est le moment ou jamais d'en faire l'application¹ ».

¹ *Espagne*, t. 588 n° 23 et 46. — Nous transcrivons à l'annexe IV du présent chapitre ce pli confidentiel du 16 janvier. Le mot *prévoir* écrit dans la dépêche du 23 janvier : « Je

On sentait, à Madrid, qu'il faudrait céder et l'on cherchait à en retarder le moment. On se mit à interroger, à feindre de vouloir être beaucoup plus renseigné avant de se rendre. Juste à cette date du 8 janvier, le comte de Montmorin venait de recevoir et de communiquer les dépêches de Versailles du 17 décembre. Son entretien n'avait abouti qu'à des redites, qu'à ramener les objections précédentes; néanmoins, il croyait aux vagues assurances par lui conçues ou qui lui avaient été données sur l'union avec nous, en fin de compte. Le sens politique, en effet, ne laissait guère l'esprit s'arrêter à supposer une autre conduite pour l'Espagne. Le premier ministre lui avait annoncé à la hâte, le roi partant pour le Pardo, un courrier prochain qui porterait au comte d'Aranda les réponses et les plans du cabinet.

« ne disconviendrais pas M. que l'arrangement
« des Colonies avec leur mère patrie n'est pas
« l'œuvre d'un jour et qu'au long-temps que
« l'Ang^e n'articulera pas l'indépendance la paix
« n'aura pas lieu mais il est bien difficile aux
« de découvrir qu'au moment en cette posi-
« tion ne déterminera à prononcer la mot
« pour lequel elle doit avoir sans doute une
« grande répugnance tant nous nous sou-
« me auprès des Colonies car l'aire à une lan-
« guage tardive avec nous ne devra plus contri-
« buer dans l'esprit de ce peuple l'oubliement
« d'une jeunesse pour l'obtention de laquelle
« il a fait ses plus grands sacrifices. Le 1^{er} par
« fort bientôt les anciennes liaisons se rétablir-
« ront et l'Ang^e sans être tendue aux charges de
« l'Amérique en retirera les secours de toute
« espèce les plus abondants. Nous n'ignorons pas
« d'ailleurs la proposition déjà faite aux Améri-
« cains et peut être bientôt votée recevoir
« la sanction parlementaire pour autoriser le
« cabinet de Londres à traiter sur le fondement
« d'une souveraineté nominale qui réserverait
« aux Américains tous les attributs d'une indé-
« pendance réelle c'est ce que nous confirmerait
« nos derniers vœux d'Ang^e seront-il possible de

« au sentir que ce peuple se viderait contre de
« son commerce et de ses lois immédiat la conti-
« nuation des calamités de la guerre p^r un sim-
« ple vœu de nous et de réalité. Cet objet a
« été discuté avec tant d'étendue dans mon ex-
« position du 8 de ce mois que je ne pourrai
« que me répéter ce que je me permets d'a-
« jouter est que j'ai après d'un grand intérêt
« les M. le gardien des secrets d'Espagne que
« toute la science de la politique se concentre
« dans les deux mots prévoir et prévenir. C'est
« le moment ou jamais d'en faire l'application. »

¹ *Espagne*, t. 588 n° 15. « Je ne dois en-
« pendar pas omettre de vous dire, M. que
« M. le comte de Floride Pénache m'a paru
« craindre que les bruits publics qui couraient
« sur notre intelligence avec les Américains,
« ne nous précipitassent dans une guerre qu'il
« regarderait comme prématurée surtout re-
« lativement aux circonstances en ce moment
« d'Espagne. Mais il m'a renouvelé les as-
« surances qu'il m'avait déjà données, et pré-
« cédemment à M. le marquis d'Osuna, que
« quelque chose qui servirait l'Espagne servirait
« strictement aussi avec la France, et surtout la
« même part. On expédiera dans les premiers

- 1778 Ce courrier partait effectivement le 13, mais charge tout simplement d'une suite de doutes, de questions, de points à éclaircir au préalable. Falait-il essayer de négocier avec l'Angleterre ou la laisser s'engager davantage? Les délégués actuels des colons avaient-ils toutes les instructions nécessaires pour traiter? N'importait-il pas d'attendre les informations des émissaires qu'avait chacune des deux Couronnes aux Colonies? Quelles mesures seraient à prendre si la guerre se déclarait pendant ce temps? A quel parti s'arrêter pour mettre à l'abri d'un coup de main la flotte et les forces espagnoles revenant de l'Amérique, et préserver les îles ou les places des deux Couronnes dans ce pays? Le traité resterait actuellement secret, mais dans quel délai et à quelle époque le rendrait-on public? Quels seraient le fond, la forme, les conditions de ce traité et les avantages qu'il réserverait à l'Espagne? Quel plan chacun suivrait-il pour les opérations militaires; quels secours, quelles diversions devraient y donner les Colonies? Quel nombre de campagnes sera-t-il prudent à chacun de faire? La France est-elle en état de suffire aux éventualités pouvant naître du côté de l'empire ottoman, du côté de la Bavière, exposée qu'elle va se voir aux efforts de l'Angleterre pour l'attirer dans les affaires du continent? Et si l'Espagne avait une paix désavantageuse à faire, après la perte de quelques possessions, quelle serait sa position? Quelles démarches y aurait-il utilité à tenter auprès d'autres puissances, d'autres princes, du roi de Prusse en particulier, pour les porter à reconnaître aussi l'indépendance des Colonies? Au total, seize chefs d'informations à étudier, à résoudre par avance, toute une instruction à recommencer en commun relativement à ce sujet, scruté déjà sous tant d'aspects.

« Je crains de la semaine prochaine un courrier à
 « M. le comte d'Aranda. Ce courrier sera porteur
 « du plus dont j'ai eu l'honneur de vous parler
 « dans ma dernière dépêche. La santé de M. le
 « comte de Floride Blanche n'étant pas très
 « bonne dans ce moment, je ne puis mal lui
 « donner toute l'étendue qu'il m'avait annon-

« cée. Je profiterai de cette occasion, M. pour
 « répondre plus en détail à la dépêche dont je ne
 « suis aujourd'hui que vous annoncer la réception »
Espagne, t. 588 n° 21. « Expédition du »
« 13 janvier 1778, remise par M. l'amir. d'Esp/ »
« le 21 même mois. » On trouvera cette pièce à »
l'annuaire 10

M. de Vergennes répond à tout cela sur le moment, en quelque sorte. C'est le 23 qu'il reçoit du comte d'Aranda les lettres de son ambassadeur et la copie des interrogations de la cour d'Espagne; il écrit aussitôt par la poste à Montmorin, et nous transcrivons tout à l'heure en note les observations que sa lettre portait à ce dernier. Il disait, à la fin, « qu'il aurait bien désiré voir le sage et judicieux ministre, au lieu de se borner à proposer ses questions et ses doutes, en donner les solutions, mais que, puisque sa modestie avait voulu decerner ce soin au cabinet de Versailles, il allait y satisfaire avec clarté et avec toute la précision comportée par les circonstances présentes¹ »; infaugable, en effet, il répond question par question, ne se bornant pas à paraphraser les raisons déjà données, les explique on a dit antérieurement, mais satisfaisant par le menu à toutes les demandes de détail le texte des actes qui constitueront le traité et dont il joint des copies², énumérant les forces françaises, indiquant les précautions militaires et maritimes déjà prises ou que l'on va prendre bientôt celles dont le roi était prêt à assister l'Espagne, les facilités qu'on réservera, en tout cas, à cette puissance pour accéder au traité, indiquant aussi les avantages propres qu'elle ferait bien d'ambitionner Gibraltar, Mahon, le golfe du Mexique, la baie de Honduras, la cote de Campêche, enfin lui offrant dix vaisseaux de ligne à Cadix pour assurer le retour de ses flottes encore en mer. Tout était alors bien étudié et préparé. Un projet d'opérations navales³, de la main du

¹ Lettre de M. de Vergennes au comte de Montmorin. *Espagne*, t. 588, n° 46.

² Trois actes constitueront ce traité : expliqua le ministre. « Un traité de commerce dans la forme la plus simple sans condition exclusive accessible à tout le monde, un projet d'alliance pour le cas où l'Angleterre déclarerait la guerre à cause de ce traité même, et comme des portées de ces deux articles, l'un avant son intérêt, s'entendait seulement de faire le paix ou le trêve sans l'autre, un acte secret

« réservant à l'Espagne et l'heure d'accéder » à ces conventions et la latitude de stipuler « ce qu'elle jugera à propos et les conditions » qu'elle jugera convenir à sa situation et à son « intérêt ».

« Janvier 1778. *Mémoire sur les opérations auxquelles on pourrait employer nos forces navales contre l'Angleterre.* » (*Ibid.*, n° 78.) — Ce projet d'opérations était sans doute écrit pour le roi et ne dut pas être envoyé à l'ambassadeur à Madrid.

1778. ministre aussi, se trouve joint à ce nouveau mémoire. Les entre-tiens d'on devait sortir le *Mémoire particulier pour les ministres du roi*, demandé à Beaumarchais sur le parti définitif à adopter au sujet de l'Amérique et dont il a été parlé plus haut, avaient eu lieu déjà. Trois solutions y avaient été examinées : celle d'attendre encore, de voir, avant d'agir, à quels ministres la rentrée du Parlement obligerait George III à recourir; celle d'accepter tout de suite le traité proposé par les Américains, d'y attacher des engagements secrets en vue d'avantages positifs à poursuivre ultérieurement avec leur appui, et d'envoyer immédiatement quelqu'un obtenir le formel assentiment du Congrès à ces conventions; celle de déclarer au contraire tout de suite à l'Angleterre et à l'Europe que, par délicatesse et par égards, le roi était resté jusqu'ici spectateur passif entre la Grande-Bretagne et l'Amérique, mais qu'aujourd'hui, nombre d'esprits dans le Parlement même et dans la nation anglaise trouvant nécessaire de reconnaître l'indépendance des Colonies, il ne sortait pas de la neutralité par lui observée en tenant ces colonies pour libres, désormais, quant à leur commerce avec la France, à celui de la France avec elles, et que les intérêts de ses peuples n'ayant que trop souffert de l'abus fait de la situation par l'Angleterre pour violenter les navires, exercer sur la mer des exactions intolérables, risquer de jeter la méfiance dans nos rapports avec les Américains, à qui elle nous obligeait à imposer, dans nos ports mêmes, des mesures préjudiciables, il offrait ses bons offices aux deux nations belligérantes, toutefois ne supporterait plus aucune insulte à son pavillon et se mettrait en devoir de repousser la force par la force. M. de Maurepas éprouvait des hésitations, l'étendue ignorée des pouvoirs de la légation de Paris, l'incertitude du consentement du Congrès, la mobilité possible d'une assemblée dont la majorité était la seule loi, lui faisaient craindre que nous ne eussions à regretter, trop tard, une démarche dont, naturellement, l'Angleterre serait exaspérée. Beaumarchais avait su très bien combattre tout cela, l'écartier par des raisons ou des

considérations qui n'eussent pas été déplacées dans la bouche d'un ministre, et maintenant il n'en restait rien¹. M. de Vergennes était libre de répondre à l'Espagne en levant tous les doutes qu'elle avait soulevés. Il les résolvait donc, et sans rien abandonner, cependant, des principes de désintéressement posés dès le début au nom de la France. « Si le roi n'avait à écouter que ses seules convenances, écrivait-il notamment au sujet des opérations à déterminer par avance entre les deux cours, ce plan serait simple et facile, Sa Majesté ne desirant pas de plus grands avantages que d'assurer, par la séparation des Colonies de leur métropole, l'affaiblissement de l'ennemi le plus invétéré de sa Couronne, de celle de l'Espagne et de toute la maison de Bourbon; ni l'expulsion du commissaire anglais résidant à Dunkerque, ni un peu moins de gêne dans la pêche de Terre-Neuve, ni le recouvrement des petites îles de la Dominique et de la Grenade, n'étaient des objets assez saillants pour inviter à la guerre, et c'étaient pourtant les seuls que le roi proposerait après une guerre, heureuse. » Sur la question du ministère espagnol touchant la restitution ou la compensation des frais qui allaient nous grever, il répondait « que l'on n'avait pas cru pouvoir former des répétitions en indemnité des dépenses, parce qu'il n'avait jamais été dans l'usage de la France de faire de semblables déclarations; que les Américains seraient d'ailleurs ses auxiliaires plutôt que la France le leur; que l'Espagne semblait avoir assez à gagner à se faire dans les Américains des voisins tranquilles, ne devant jamais devenir ambitieux ni conquérants, au lieu des Anglais, ennemis avides et implacables, toujours occupés, en paix comme en guerre, à étendre leurs usurpations ». Le 28 décembre, M. de Vergennes lisait au roi ces explications nouvelles, minutieusement travaillées pour porter la lumière; le 30, le monarque les révélait de son approbation et on les expédiait à Madrid accompagnées d'une dépêche pour notre ambassadeur qui rendait

¹ Nous donnerons cette pièce au chapitre suivant au milieu de la date où elle fut remise à M. de Vergennes et qu'il paraît, nous l'avons dit, être celle où elle fut écrite 22 janvier 1793.

1.78 bien évident le caractère définitif des résolutions que le courrier du 8 avait emportées¹.

Les décisions du gouvernement de Louis XVI devaient, en effet, rester inébranlables. Quoique le ministre rentrât si largement dans la discussion, rien n'était suspendu à leur sujet. Ce qui se passait en Angleterre semblait en faire une loi de plus en plus. Les constructions de navires avaient pris dans ce pays une activité extrême; on précipitait les armements, on levait les milices, on parlait de former des camps. Notre ambassadeur écrivait que « tout cela ne pouvait être destiné pour l'Amérique »; à quoi le ministre lui répondait qu'il pensait de même, et il lui recommandait encore de se tenir informé, de pénétrer les intentions secrètes et de ne pas craindre d'y employer de l'argent². Du silence gardé avec lui par lord Stormont depuis quelque temps, M. de Vergennes préjugait l'approche de la tempête. Il écrivait à M. de Noailles, dans un billet privé, qu'à Paris « les Anglais paraient vingt contre un pour la guerre le mois suivant », et déjà il le mettait à la recherche des moyens de nous conserver, quand il rentrerait en France, « un fil de correspondance ».

Espagne, t. 528, n° 60. — Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire ici ces correspondances du 13 au 30 janvier. Elles sont des documents précieux de la patiente négociation du gouvernement de Louis XVI en vue d'avoir le concours de l'Espagne. Elles auraient trop allongé le récit, on les trouvera à l'annexe III du présent chapitre.

¹ Dépêche du 17 janvier. *Angleterre*, t. 528, n° 66. « Quoique le Roi soit sûr de votre sagesse et de votre activité, il ne croit pas sans devoir vous recommander de toujours tenir la vigilance que les conjonctures paraissent exiger. N'espérez point les courtes lorsque les avis qui pourraient vous parvenir seraient de nature à nous être transmis avec célérité. Il est des cas où le plus léger retard peut être d'un préjudice irréparable. » Minute de Gérard.

² Lettre du 17 janvier. « Nous comptons sur votre exactitude. Monsieur le Marquis, à nous instruire exactement et promptement de tout ce qui parviendra, d'interrompant à votre connaissance. La scène va devenir, se dit-on, être les motions très critiques. L'ambassadeur d'Angleterre avec nous un silence qui peut comparer au calme qui est sous ces murs avant l'approche d'une grande tempête. et l'on veut que des Anglois qui se trouvent à Paris en qui ne croient point à la guerre, mais un pary de 20. contre un que la guerre serait déclarée avant le 1. février. Quel moment ces arrivant pour conserver un fil de correspondance dans le pays que vous quitterez. Assurez vous qu'il y en a un pour la lui servir ou lui procurer une protection régulière ? » *Ibid.*, t. 528 n° 66 bis.

par l'intermédiaire d'un des représentants de l'Europe à Londres. De fait, le premier grondement de l'orage n'allait guère tarder. L'électeur de Bavière venait de mourir. Le cabinet de Saint-James, qui ne pouvait douter des préoccupations dont l'état des choses entre la Turquie et Catherine II était pour nous la source, espérait tout aussitôt voir surgir en Allemagne des embarras qui nous gêneraient directement. Comptant que les prétentions de la cour de Vienne allaient forcément nous attirer, il jeta lord Stormont sur les Affaires étrangères. L'ambassadeur vint questionner M. de Vergennes, au premier abord sur nos armements, mais l'instant d'après sur les bruits de notre traité avec l'Amérique, et l'impérieuse hauteur qu'il apporta dans l'entretien n'était déjà plus dans le ton de la paix¹. Le gouvernement du roi n'avait plus à se fixer sur la conduite que les ambitions de l'Autriche pourraient exiger de sa part. Il était préparé à suivre les principes posés par lui le jour où M. de Breteuil avait pris la place du prince de Rohan à l'ambassade de Vienne. Le 17 janvier, prévoyant bien que l'Angleterre nous attendait à la mort de l'électeur, M. de Vergennes faisait écrire officiellement au marquis de Noailles, en lui recommandant, il est vrai, de garder la chose pour lui et de laisser croire, au contraire, que l'événement de Bavière comme les affaires de la Turquie nous inquiétaient grandement, que, « sans savoir quelle nature de complications en surviendraient, car la cour impériale n'avait encore rien dévoilé, le roi ne se laisserait point détourner du premier objet de sa politique pour en poursuivre un secondaire; que l'Angleterre était notre première ennemie; que les autres n'avaient jamais eu de force et d'énergie que par elle et que l'ambassadeur pouvait aisément tirer les conséquences de cette vérité² ». Et, dans le billet particulier dont nous

A la fin du présent chapitre on trouvera la dépêche du ministre au sujet de cette démarche. Il en avait fait préparer la minute par Gérard et l'avait revue et complétée ensuite.

¹ Même dépêche n° 66, tout à l'heure citée comme de Gérard. Il n'est plus nécessaire de dire que le drapeau des Anglais de nous « voir des embarras sur le continent » et nous

77A venus de parler, le ministre donnait à l'ambassadeur une expression plus nette encore des idées du cabinet sur la portée de l'alliance avec l'Autriche, sur le plan que les éventualités prescrivaient, à cette heure, et que l'on entendait suivre. « La mort de l'électeur », écrivait-il

La mort de l'Electeur de Bavière est un événement qui est excité nos regrets dans tous les temps mais qui ne doit pas les rendre plus vifs dans celui-ci ou grâces à Dieu nous sommes dans cet état de liberté si convenable pour ne se pas laisser distraire de ses vrais intérêts. Je n'ai pas de peine à croire qu'on nous verrait avec plaisir à Londres nous engouffrer dans les affaires d'Allemagne, vouloir disposer de gré ou de force de cette riche succession Nous avons trop souvent fait des guerres pour des intérêts qui n'étoient pas les nôtres, et je n'estime pas que nous soyons de sitôt accessibles à cette tentation, d'ailleurs on peut prévoir qu'elle ne se présentera pas dans l'occurrence présente. Tout annonce que les cours de Vienne et Palatine cherchent à s'entendre amialement sur leurs droits respectifs. Allies de l'une, en bonne intelligence avec l'autre, enfin amis de l'humanité, nous faisons des vœux pour que rien ne trouble la tranquillité de l'Europe. Je ne me flatte pas Monsieur le Marquis qu'on les partage ou vous êtes. Votre dernier rapport et les nouvelles particulières qu'on reçoit font craindre l'explosion très prochaine d'un orage Nous ne le provoquerons pas quoique trop souvent provoqués, mais nous l'attendrons avec fermeté et constance

A Versailles le 17 janvier 1778

Angleterre, t. 528 n° 66 br

« sommes persuadés qu'ils ne flattent que les
« événements qui se vont la mort de l'Electeur
« de Bavière le réalisera. Nous ne serions pré-
« voir encore de quelle nature seront ces évé-
« nements, parce que la cour de Vienne n'a
« encore développé ni ses vûes ni ses préten-
« tions. Mais je puis vous assurer que le Roi
« ne se laissera point détourner du premier ob-
« jet qui intéresse sa politique pour en pour-
« suivre un autre qui ne sauroit être regardé
« que comme secondaire. L'Angl^e comme vous

« le remarquez très-bien, est notre peenue
« ennemi, et les autres n'ont jamais eu de force
« et d'énergie que par elle. Vous tirerez sur le-
« ment les conséquences qui découlent de cette
« vérité.

« Au reste M., ces réflexions sont pour
« vous seul, et non-seulement vous n'avez eu
« cette tâche à en faire, mais vous êtes
« cherché au contraire cependant sans aucune
« affectation et sans entrer dans aucun détail
« à persuader aux Anglois que l'affaire de la

Chaque courrier d'Angleterre faisait apparaître un peu plus l'imminence d'une agression. Elle était déjà évidente un mois auparavant pour notre ambassade. Le 16 janvier, Garnier l'écrivait de Londres très formellement au ministre dans un pli privé¹; il indiquait que l'Angleterre était en réalité en guerre à notre égard sous l'apparence de la paix, il laissait apercevoir comme possible que nous eussions intérêt à « arrêter sous quelque prétexte les paquebots de Calais pour quelques jours ». Notre marine, en effet, était l'objet de poursuites ou d'enlèvements qui n'auraient été ni plus audacieux ni plus violents dans l'état de guerre lui-même. Le 2 février, M. de Sartine croyait devoir réclamer que l'on mit l'embargo sur les bâtiments anglais dans nos ports et que des convois fussent donnés au commerce pour user de représailles; il montrait Brest menacé, demandait des troupes pour défendre la rade². Aussi n'entendait-on plus s'arrêter aux résistances du gouvernement de Charles III et attendre. Par déférence et afin de savoir si les démonstrations minimeuses du dernier courrier ne faisaient pas revenir la cour d'Espagne de ses répugnances, on avait suspendu l'entente définitive avec les commissaires de l'Amérique; mais même décidément opposée, ce te cour resterait à présent impuissante à retenir le roi. Dès l'arrivée du courrier du 8 janvier M. de Montmorin

« succession de Bavière est un objet important pour le jouet du Roi et qu'elle demande et fixe toute son attention, de même que la discussion qui subsiste entre les Russes et la Porte Ottomane. »

« Vous aurez vu Monseigneur par la dernière expédition ce que l'on pense ici de la proximité de la guerre et que l'opinion de M^r Ambassadeur est parfaitement unanime à la voir. Je ne me flatte pas que nous puissions atteindre le mois de juillet sans hostilités, et je ne serais pas surpris qu'elles commencent beaucoup plutôt, non que je croie encore les autres déterminés à nous attaquer autrement qu'en délai, comme ils l'ont

« impatiemment par leurs insultes et leurs déprédations journalières, mais parcequ'ils se conduisent de manière à nécessiter les hostilités, et à nous obliger pour nous dire, forts ou faibles à les accepter. Il en résulterait au moins un avantage de n'être pas prévenu par quelque coup perfide, et il est d'une grande importance de l'éviter si l'on veut précipiter la déclaration de l'Angleterre et faire de cette guerre-ci la plus courte que nous ayons jamais soutenue contre cette puissance maritime dont le trépan commence à tomber. » (Angleterre 1528 n^o 60.)

¹ Billet de M. de Sartine à M. de Vergennes 1790 n^o 14.

178. a fait part au comte de Floridablanca de son contenu, et à Sa Majesté Catholique le lendemain. Chez le premier s'est révélée une blessure profonde; la déception du politique dont ni les habiletés ni les efforts n'ont pu empêcher la France de passer outre a été aussitôt visible, il tremblait d'amour-propre trompé, il avait peine à trouver ses paroles; chez le roi la froideur a été marquée. Le 4 février, l'annonce que l'Espagne nous laisserait seuls parvient à Versailles dans une narration prolixe des audiences de Montmorin; le 6, en lui en accusant réception, le ministre l'informe que les traités seront signés le soir même. Laissons parler ici successivement les acteurs de ces circonstances solennelles : le ministre de Charles III, notre ambassadeur, le ministre de Louis XVI. A la suite de ses conversations et des entretiens de son souverain avec Montmorin, le comte de Floridablanca est redevenu maître de ses esprits. Par le courrier de notre ambassade, il informe le comte d'Aranda que le roi se fait une règle de l'abstention, en présence d'un parti que son allié avait, dit-il, pris d'avance. A elle seule, la brièveté de ses paroles révèle le froissement. Voici la traduction de sa dépêche par M. de Vergennes.

M. le C^{te} de Floride Blanche à M^r le C^{te} d'Aranda

(Expedition du 27 janvier 1774.)

Monsieur,

En accusant à V. Ex^{te} le 19 du courant la réception de la lettre n^o 1210 qu'elle m'avait écrite le 8 du même mois par un courrier français, je lui ai mandé que j'avais profité d'un de mes jours de travail hebdomadaire avec le Roi pour informer Sa M^{te} du contenu de la dépêche de Votre Ex^{te}, et de ce que M^r de Montmorin m'avait communiqué de son côté.

V. Ex^{te}, d'après la lecture que M^r le C^{te} de Vergennes lui avait faite des dépêches qu'il envoyoit à cet ambassadeur sur l'objet dont il est question, en a résumé la substance ; elles tendent à prouver la nécessité de s'occuper incessamment des colonies et de prévenir leur réconciliation avec l'Angleterre. Cette opinion a pour fondement les nouvelles que le ministère de France reçoit fréquemment de Londres et les avis qu'il a sur les efforts et les instances

la plus pressante que tout les émissaires secrets du cabinet britannique pour gagner les députés américains par les propositions les plus flatteuses pour eux et pour leurs colonies, ce qui ne permet point aux ministres du Roi Très Chrétien de douter que la réconciliation avec les Américains ne soit devenue le vœu général de tous les partis en Angleterre, l'entreprise d'une nouvelle campagne y étant regardée comme presque impossible. Lesdits ministres prévoient qu'on finira par faire aux députés de telles offres, qu'ils ne pourroient les rejeter sans manquer aux véritables intérêts de leur patrie et à la confiance que ces provinces ont en eux. Dans ces circonstances la cour de Versailles a pensé de son côté qu'il convenoit à sa gloire, à la bonne politique et aux intérêts les plus essentiels de la monarchie française de gagner de vitesse l'acuvile du cabinet britannique, et de ne point laisser échapper une occasion aussi favorable (et qui ne se présentera plus jamais) de convertir en avantages immenses pour la maison de Bourbon les mêmes moyens dont les Anglois avoient imaginé pouvoir se servir pour sa ruine.

Telle est la substance des dépêches que le C^r de Montmorin a reçues et qui contiennent quantité de réflexions et de raisonnemens dont l'objet est d'annoncer l'unanimité des principes de tous les partis à Londres, et la nécessité indispensable où se trouve le cabinet britannique, dans la position critique où il est actuellement, de se lier étroitement avec les Colonies. La cour de France nous avertit surtout que, se trouvant plus à portée du théâtre des négociations et d'être journellement instruite de leurs progrès et de la tournure qu'elles prennent, elle voit les choses dans un état si urgent qu'il ne lui parait pas possible d'attendre notre réponse, mais que son premier soin sera de s'arranger avec les Colonies de manière que l'Espagne puisse n'entrer dans le traité que lorsqu'elle aura moins de risques à courir.

J'ai, ainsi que je le devois, rendu un compte exact de tout au R.^m, et Sa M^{te} a mûrement réfléchi sur le contenu desdites dépêches, mais comme on n'en peut inférer jusqu'à présent, ainsi que de diverses autres communications qu'on a pu faire ici, si non que la cour de France a déjà fait un arrangement et comme aussi nous ignorons d'un autre côté le détail des traités, des propositions et des articles qui ont été stipulés, dans cette incertitude Sa M^{te} croit ne pouvoir prendre aucun parti avec la sûreté et le succès convenables, sans être plus exactement informée.

178 Par ces justes considérations, le Roi, après avoir entendu les avis de ses ministres m'ordonne de dire à V. Ex^{te} que Sa M^{te} avant de se déterminer à un parti, desire savoir s'il y a déjà un ou plusieurs traités de signes ou arrêtés substantiellement avec les Colonies ou avec leurs députés, les conventions les promesses ou les articles qu'ils renferment, et les réserves qui y sont stipulées en faveur de l'Espagne.

V. Ex^{te} sentira aisément ainsi que le ministère de Versailles, combien toute détermination de notre part, qui n'aurait point pour base des notions plus positives, seroit aventurée, et je finis en assurant à V. Ex^{te} que toutes nos vues se dirigent à nous précautionner contre les dangers dont nous nous voyons environnés. Leur réunion dans ce moment ressemble à une fatalité, et le remède n'en sera pas aisé à trouver si nous ne nous conduisons avec la plus grande circonspection, ainsi nous ne serons ni prodigues des moyens de nous en délivrer, ni négligens sur les préparatifs que nous devons faire avec chaleur, à tout événement pour notre propre défense.

J'ai l'honneur d'être etc.

Au Pardo le 27. janvier 1778

P. S. Sa M^{te} comptoit écrire au Roi Très Chrétien, mais ne l'ayant pas pu aujourd'hui, elle le fera dans une autre occasion.

Espagne, t. 588 n° 24.

Le rapport du comte de Montmorin sur ses audiences et ses entretiens avec le premier ministre ou avec le roi, est daté du lendemain 28. On y voit dans tout le jour possible les sentiments, les contrariétés, les intérêts qui dominaient la cour d'Espagne :

A Madrid le 28 janvier 1778

Monsieur,

Le lendemain de l'arrivée de votre courrier, j'ai été au Pardo communiquer à M. le comte de Floride Blanche l'expédition qu'il m'avoit renvoyée. Quoique j'eusse amené par quelques préliminaires la chose principale dont j'avois à lui faire part, je vous rendrais difficilement les différentes impressions que lui fit la lecture de votre dépêche; tous les sentimens dont il étoit affecté se peignoient sur son visage et dans ses gestes je le voyois qu'il fai-

ont inutilement des efforts sur lui-même pour se contraindre. Il trembloit de tout son corps, et il avoit toutes les poses du monde à s'exprimer; d'après cet état qui n'est en aucun maître exagérée, vous pouvez juger, Monsieur, que le premier choc fut vif. Quand après quelques instans M. de Florida-Blanche fut un peu calme, je lui dis que j'avois ordre de lui laisser copie de votre dépêche et du mémoire qui y étoit joint qu'il examineroit à loisir les raisons qu'y étoient consignées, que j'espérois qu'après les avoir pesées il lui trouveroit victorieuses, qu'il se convaincroit que les circonstances étoient telles qu'elles ne vous avoient pas laissé le choix sur le parti qu'il y avoit à prendre; j'ajoutai que j'espérois sur tout qu'il reconnoîtroit dans toute la conduite du Roi, son extrême délicatesse à observer les ménagemens qu'il doit au Roi son oncle et ses efforts pour se rapprocher de sa façon de penser lorsqu'il ne croyoit pas pouvoir l'adopter entièrement. ce n'étoit pas le moment de discuter le fond de l'affaire il ne s'agissoit que d'empêcher autant qu'il étoit possible l'aigreur et le mécontentement que je sentois prêt à résulter de tout ceci. Je dis à M. de Florida-Blanche que j'avois une lettre du Roi pour Sa Majesté Catholique, mais que je n'avois pas voulu la remettre avant de l'avoir mis à portée de prévenir le Roi son maître de l'état des choses, d'autant que j'avois bien de peine qu'il en fût question dans cette lettre. M. de Florida-Blanche après m'avoir dit qu'il seroit en que je cherchois ajouta, « vous croyez que les circonstances actuelles sont les plus heureuses pour les deux Couronnes, et moi je les regarde comme les plus fatales pour l'Espagne, ce jour me paroîtroit le plus beau de ma vie si Sa Majesté Catholique me permettoit de me retirer, et d'aller finir mes jours tranquillement, M. d'Aranda est de votre avis, il a contribué pour beaucoup à vous faire adopter la détermination à laquelle vous vous êtes décidé. Eh bien qu'il vienne prendre ma place, je la lui céderai de grand cœur, mais il est vrai que le Roi mon maître n'y consentira jamais. » Je lui répondis que ce n'étoit pas quand la mer étoit agitée que le pilote abandonnoit son vaisseau, que nous le verrions prendre un parti de cette espèce avec une peine extrême, mais qu'en surplus j'étois bien persuadé que quand il examineroit la situation des affaires il lui trouveroit moins allégeante qu'il ne la voyoit dans ce moment. Cette première conversation ne fut pas longue. Le lendemain je remis la lettre du Roi à Sa Majesté Catholique. Il me fut aisé de voir quelle étoit au fait de tout, et

je m'aperçus qu'elle étoit vivement affectée. Je crus devoir entrer en matière, mais généralement, et je n'appuyai que sur l'urgence des circonstances. Je dis que la preuve la plus forte qu'elles avoient fait imperieusement la loi étoit le parti que le Roi avoit pris, je fis valoir autant que je pus la tendresse du Roi pour le Roi son oncle, le regret dont il étoit pénétré de s'être trouvé forcé à prendre une résolution si importante sans avoir son aveu. Vous m'avez fourni, Monsieur, un bon texte, j'en profitai de mon mieux. Sa Majesté Catholique m'écouta très paisiblement, et me dit ses propres paroles. « Le Roi « mon neveu peut compter dans toutes les occasions sur toute mon amitié et « toute ma tendresse, je serai toujours bon allié et bon ami, mais les circon- « stances dans lesquelles je me trouve sont très fâcheuses. J'ai bien des choses « à prévoir, et bien des points à garder. » Je lui répondis qu'elle avoit pu voir par les pièces dont j'avois une copie à M. de Floride Blanche avec quel soin on avoit veillé en France sur les intérêts de l'Espagne, et combien on avoit évité de la compromettre. Sa Majesté Catholique finit par me dire : « nous ver- « rons, je consulterai tous mes ministres, mais croyés moi, M. l'Ambassadeur, « les circonstances sont bien critiques, et il faut bien de la prudence. Il n'est « est pas de l'Espagne comme de la France. »

Je me rendis chez M. de Floride Blanche, nous entrâmes un peu plus en détail, il me dit que jamais les possessions de l'Espagne n'avoient été dans un plus grand danger, que les Anglois en connoissoient tous les points faibles et ne manquoient pas de les attaquer, je le trouvai dans une inquiétude et dans un tourment qui me firent véritablement de la peine sous toute sorte de rapport, je ne pus cependant m'empêcher de lui dire qu'il étoit étonnant que depuis le temps qu'on devoit se regarder comme étant à la veille de la guerre on eût pris si peu de précautions pour défendre les points d'Amérique qui pouvoient tenter la cupidité des Anglois, il me répondit qu'on avoit fait ce qu'on avoit pu, mais que quand on avoit des possessions aussi immenses que l'Espagne, il étoit impossible de subvenir aux fraix qu'elles exigeoient : il falloit les pourvoir en temps de paix comme en temps de guerre, il ajouta que d'ailleurs il n'y avoit gueres de moyens de défense contre un corps de 25 mille hommes que les Anglois pouvoient porter sur la Havane, ou Porto Rico en rassemblant toutes les forces qu'ils avoient dans l'Amérique septentrionale. Je lui représentai que je ne croyois pas que les forces que les Anglois avoient

dans cette partie fussent fort à craindre, que des troupes mal nourries épuisées par les fatigues de la dernière campagne et qui auroient éprouvé les rigueurs de l'hiver ne seroient gueres propres à tenter une expédition considérable, que d'ailleurs il falloit supposer que les Anglois laisseroient les Américains absolument libres, et ne craindroient pas le mal qu'ils en pourroient éprouver. J'ajoutai que quant à la position des possessions espagnoles il ne m'appartenoit pas d'en parler et qu'il devoit la connaître mieux que moi, mais que cependant je devois croire que puisqu'il ne craignoit pas la guerre au commencement de l'année dernière, il devoit moins la craindre à présent ayant eu un an de plus pour s'y préparer, il n'y avoit pas de trop bonnes raisons à répondre à cet argument, aussi M. de Floride Blanche me dit il qu'on étoit préparé alors à la guerre, mais que voyant que la France n'étoit pas en état de la soutenir, on avoit été forcé de changer de mesures, la réplique étoit facile, si la France ne pouvoit alors soutenir la guerre, c'étoit une raison de plus pour l'Espagne de forcer de moyens pour se mettre en état de défense. Il reparla encore de l'envoi de troupes et de vaisseaux qu'avoit sollicité l'Espagne pour St Domingue, je répondis que s'il avoit eu lieu, loin d'être plus avancés nous serions aujourd'hui plus reculés que nous le sommes, puisque les troupes que nous avions envoyées alors seroient en partie détruites par la mortalité qui regnoit à St Domingue, et que notre escadre fatiguée et affaiblie auroit besoin d'être relevée. Tout ceci ne nous avoit rien, et je voulois savoir à quoi on se résoudroit M. de Floride Blanche me dit qu'il ne pouvoit me rien apprendre à cet égard, et qu'il falloit attendre que sa Majesté Catholique se fût décidée d'après le résultat de l'avis de ceux de ses ministres qu'elle venoit consulter. Toute la semaine s'est passée en conférences des ministres entre eux et du Roi Catholique avec M. de Floride Blanche. J'ai vu ce ministre plusieurs fois pendant cet intervalle, son humeur qui se laissoit appercevoir évidemment dans les premiers jours s'étoit concentrée, mais elle n'en existoit pas moins, et je la voyois percer à chaque instant. Je crois au reste, Monsieur, que son amour propre blessé de ce qu'on a pris en France une résolution contraire à son avis, y contribua autant que la crainte des événements. Enfin dimanche 25, jour fixé pour me communiquer la résolution de sa Majesté Catholique, je me suis rendu chez M. le comte de Floride Blanche, il me dit qu'elle étoit contenue dans la dépêche qu'il écrivoit

à M. d'Aranda, et qu'elle ne seroit lûe, sous différents prétextes il a éludé de me la lire lui-même et en a chargé son premier commis, comme je voulois savoir à peu près de quoi il étoit question, je l'ai pressé de me communiquer les points principaux, il m'a dit que la résolution du Roi Catholique étoit fort simple, qu'il ne se décidoit à rien dans ce moment, et qu'il attendroit que la cour de France l'eût informé du parti définitif qu'elle avoit pris, qu'il ne doutoit pas que nous n'eussions traité avec les Insurgens, et qu'ainsi il falloit savoir à quelles conditions, avant de s'en mêler. Je lui ai représenté qu'il n'avoit pas apparemment fait attention que vous disiez dans votre mémoire qu'on n'épargneroit rien pour retarder la conclusion de la négociation jusqu'à ce qu'on eût la réponse définitive de l'Espagne qu'on espéroit recevoir par le retour du courrier; que la question que l'on faisoit étoit bien de rassembler à une réponse définitive. M. de Floride Blanche m'a dit que sa Majesté Catholique n'en feroit pas d'autre qu'elle n'ait eu des éclaircissements ultérieurs sur ce qui s'étoit passé à Versailles avec les députés des Américains. Je ne pouvois faire partir votre courrier que le lundi 26, la poste arrive le mardi matin, j'ai cru, Monsieur, pouvoir différer son départ d'un jour, afin de communiquer à M. de Floride Blanche ce que vous me ferez l'honneur de me mander, si il y a quelque chose de terminé, et vous faire passer tout de suite sa réponse si votre nouvelle dépêche peut le déterminer à en donner une plus positive. Il résulte de tout ceci, Monsieur, que sûrement l'Espagne ne se joindra pas à nous dans ce moment pour traiter avec les Insurgens, mais si la guerre est le résultat de notre traité, quand même elle ne le voudroit pas elle seroit bien obligée d'y prendre part, les Anglois ne lui laisseront sûrement pas la possibilité d'adopter la neutralité, les possessions espagnoles en Amérique leur offrent une proie trop attrayante pour qu'ils n'essayent pas de réparer leurs pertes en en saisissant quelques lambeaux, l'Espagne, même en refusant de traiter comme nous avec les Américains sera donc la première exposée aux coups des Anglois; ce calcul est si simple que je ne conçois pas l'obstination du ministère de sa Majesté Catholique à ne pas s'assurer des Insurgens. Je n'ai pas voulu dans ce moment faire trop valoir cette considération de peur d'aggraver nos prétendus torts aux yeux des ministres espagnols, et dans le fait si il étoit possible que les Anglois fussent assez aveugles pour croire à la neutralité de l'Espagne, il me semble qu'il ne pourroit en résulter

un mal pour nous, car cette puissance offre tant de prise à l'ennemi que je crains bien que nous n'ayons plus de difficultés à la défendre que de secours à en tirer. D'ailleurs j'avoue que j'ai bien peu de confiance dans ses moyens : il y a à la vérité, soit à Cadix, soit dans les différents parages d'Amérique 40 vaisseaux de ligne armés, mais comment le sont-ils ? et par qui sont-ils commandés ? il passe pour constant que le vaisseau le *S^t Augustin* qui a été pris par les Portugais s'est rendu presque sans combat, on en apporte une preuve qui me paroît sans réplique, il n'a eu que cinq hommes tués.

Il y avoit à la Havanne un officier de mérite bon militaire, et homme de tête, on l'en a retiré il y a un an pour y placer un vieillard infirme, sans talents, et qui mande lui-même qu'il est hors d'état de pouvoir rendre les services qu'on attend de lui. Si toutes les précautions de l'Espagne sont prises dans ce genre, on doit trembler au moment d'entreprendre une guerre conjointement avec elle.

Au reste, Monsieur, j'ai cru que l'objet que je devois avoir le plus en vue dans les circonstances actuelles étoit de calmer l'humeur et l'aigreur qui pouvoient résulter du parti auquel le Roi a été forcé, j'ai travaillé de mon mieux auprès de sa Majesté Catholique, et auprès de son ministre, je ne saurois me flatter d'avoir entièrement réussi ; tous les raisonnemens échouent contre l'amour propre offensé, et l'Espagne accoutumée à faire adopter son avis dans presque toutes les circonstances, ne voit pas sans humeur que le Roi tient son sien, et le suit, cependant je ne suis pas mécontent de l'état où sont les choses dans ce moment, il est beaucoup meilleur que je pourrois me le permettre. Sa Majesté Catholique et M. de Floride Blanche sont fort aigris contre M. d'Aranda, on est persuadé qu'il vous a poussé autant qu'il a pu au parti que le Roi a pris, lorsque l'on me l'a donné à entendre, ma réponse a été simple, le Roi ne se décide que d'après les raisons, et les circonstances, et le détail dans lequel vous eûtes, Monsieur dans la mémoire que j'ai communiquée à M. de Floride Blanche prouve assez combien sa Majesté a délibéré mûrement avant de se déterminer. D'ailleurs ce n'est pas d'aujourd'hui que la tendance de M. d'Aranda est vers la guerre, on sait s'il vous a déterminé dans le sens où il étoit possible de l'éviter, cette raison seule suffiroit pour prouver le peu d'influence de son opinion particulière.

J'ai reçu, Monsieur, la dépêche n^o 15, dont vous m'avez honoré le 16 du

ce mois j'en ai communiqué le contenu à M. le comte de Floride Blanche, il n'a rien changé à la résolution de sa Majesté Catholique. Ainsi, Monsieur, je n'ai rien à ajouter à cette lettre, les choses sont absolument dans le même état. On attendra ici pour prendre un parti la conclusion de notre traité avec les Insurgens, des éclaircissemens sur les conditions auxquelles nous aurons traité, et sur les moyens que nous aurons ménagés à l'Espagne pour y intervenir. On veut aussi voir ce qui se passera en Angleterre à la rentrée du Parlement. Je ne puis vous dissimuler, Monsieur, qu'on persiste à être très fâché que les choses aient été portées si loin à Versailles, votre mémoire, malgré la force des raisons qui y sont exposées, n'a point converti, on est persuadé que les circonstances n'étoient pas aussi pressantes que vous l'avez cru, et si nous avons la guerre, ce qui paroit à peu près inévitable, on ne manquera pas de l'attribuer à notre négociat. on avec les Insurgens, et à la prétendue publicité que nous y avons mise. On n'est pas étonné que les Américains se fassent valoir, recherchés par deux puissances comme la France et l'Angleterre et n'est pas étonnant qu'ils soient enorgueillis de leur position. J'ai répondu qu'il étoit assez simple que les Américains prévenus par l'Angleterre se rendissent difficiles, et que le prix auquel ils vouloient faire rechercher leur alliance, étoit le fruit de nos retardemens à traiter avec eux; cette réponse, quoique simple, et tirée de la position même des affaires n'a pas paru juste, et chacun est resté dans son avis. M. le comte de Floride Blanche croit qu'avant de se porter à quelques démarches hostiles, l'Angleterre proposera à la cour de France de s'expliquer cathégoriquement sur ses intentions, et qu'elle fera même quelques tentatives pour obtenir une neutralité telle qu'elle peut la donner. Je lui ai demandé quelle seroit à votre place sa réponse dans ce cas, il m'a dit qu'elle dépendroit de l'état de la négociation avec les Américains, que comme il ignorent où elle en seroit alors il ne pouvoit avoir aucun avis là dessus. Au reste, Monsieur, M. le comte de Floride Blanche a terminé cette dernière conversation, qui n'a gueres été qu'une répétition des précédentes, par me dire que quelque chose qui arrivât, Sa Majesté pouvoit être assurée de trouver dans le Roi Catholique un bon parent et un allié fidèle à tous ses engagements; il a ajouté que si nous avons la guerre comme tout l'annonçoit, il croyoit qu'il faudroit que les deux Couronnes combinassent leurs opérations de manière qu'elles pussent se servir réciproquement, mais qu'on devoit

éviter avec le plus grand soin la jonction des forces, qu'il ne pourroit en résulter que de mauvais effets, vous sentés, Monsieur, que je n'ai pu qu'applaudir à cette façon de penser que je crois très fondée, et que je sais d'ailleurs s'accorder parfaitement avec la votre.

On attend avec impatience la réponse que vous ferez, Monsieur, à la dépêche que M. le comte d'Aranda a eu ordre de vous communiquer et dans laquelle M. le comte de Florida Blanca expose dans 16 articles les événements qu'il prévoit pouvoir arriver, et sur lesquels il propose ses vûes, et vous demande les vôtres. Il seroit inutile que j'entrasse en détail sur cette dépêche, vous y aurés vraisemblablement répondu lorsque celle-ci vous parviendra.

On est encore dans l'incertitude relativement au départ de la flotte de la Verra-Cruz; il paroît cependant plus que probable qu'il n'aura lieu que dans les premiers jours de février, le dernier paquebot courrier a porté la nouvelle qu'on avoit publié le ban qui indique la clôture des registres pour le 12 janvier. Si, comme il y a toute apparence on ne change rien à cette disposition, la flotte arrivera à la Havane dans les premiers jours de mars, elle y séjournera ce mois pour laisser passer les vents terribles qui régneront dans ces parages à cette époque, et ne pourra entrer à Cadix que dans les premiers jours du mois de juin, qui selon le cours naturel des événements sera le moment le plus critique. La seule chose qui jette un peu d'incertitude sur cette marche ce sont les ordres qui ont dû arriver au mois de septembre et qui étoient précis pour presser le départ de la flotte, mais il est bien vraisemblable que, tous les arrangements pris, M. Ulloa qui persistoit dans son avis, n'en aura pas changé et suivra son idée, d'ailleurs au départ du courrier paquebot, il n'y avoit pas encore la moitié des marchandises de ventes, et le trésor dont cette flotte est chargée, de 50. millions de piastres à quoi on le faisoit monter, est réduit à 24, ou 25 mais c'est encore bien assez.

On n'attend que dans le mois de juillet les vaisseaux qui reviennent de Buenos-Aires, ils sont au nombre de 9 vaisseaux de ligne et 8. fregattes.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur

Le C^{te} de MONTMORIN.

Espagne, le 588 n° 58.

Dans le blanc de tête de cette dépêche M. de Vergennes avait écrit *Rec. par l'Épisc. le 4 février*, et au-dessous : *Rep. le 6*. On était trop préparé, à Versailles, pour avoir besoin de plus de délai. Voici comment le ministre faisait connaître à son représentant la sanction donnée enfin à sa politique de persistance patiente et patriotique :

À Versailles le 6. Février 1778.

L'Épisc. qui est arrivé le 4. de ce mois m'a remis M. votre expédition du 28. du mois dernier ainsi que les lettres particulières dont vous m'avez honoré; j'ai reçu encore le même jour par la poste ordinaire votre lettre du 22 n° 7.

Nous étions préparés aux traits d'humeur que vous avez recueillis M. et dont vous nous rendés compte, nous les avons prévus et rien ne prouve mieux la force de notre conviction et conséquemment la nécessité ou nous nous sommes vus d'aller de l'avant que notre persévérance dans une opinion qui ne se concilioit pas avec celle de la cour d'Espagne et que nous aurions deant quo des circonstances moins importantes nous eussent permis de faire céder à celle du roi d'Esp^e et de son ministère. Vous connoissés M. la confiance entière du Roi dans la sagesse et dans l'expérience du Roi son oncle, je vous ai entretenu plus d'une fois de ma haute estime et de mon admiration pour la sagacité, les talens supérieurs et les qualités éminentes du cœur et de l'esprit de M. le C^{te} de Floride Blanche. M. le C^{te} de Maurepas partage ces sentimens; mais quelque soit notre disposition à la déférence pouvions nous et devons nous faire céder l'évidence qui nous pressoit à une complaisance que l'Esp^e auroit eu droit et raison de nous reprocher si elle avoit produit les conséquences dangereuses dont elle est susceptible. Peut être en aurions nous couru le hazard, si l'Esp^e nous confiant sa situation avec la même franchise que nous lui avons découverte la notre lorsque nous n'avons pu nous rendre à ses instances, nous avoit permis d'entrevoir les embarras qu'elle éprouve et que nous étions bien loin de soupçonner. Comment imaginer en effet que cette puissance se fût négligée sur les précautions tandis qu'elle ne cessait de nous les recommander et de nous inviter à agir.

On revient toujours à recriminer sur ce que nous n'avons pas envoyé l'année dernière des troupes à S^t Domingue à l'Espagne qu'on nous indiquoit

observés M que c'étoit à l'ouverture du printemps. Nous serions reprehensibles si on nous avoit confié un projet quelconque, mais dans l'ignorance où on a voulu nous tenir à cet égard, doit-on s'étonner que nous nous soyons efforcés d'effectuer cette mesure dans une saison où elle auroit été manifestement inutile et désastreuse, et que nous l'ayons remise à un temps plus convenable, ce qui a eu lieu, toutes nos troupes sont arrivées saines et sauvées à leurs différentes destinations. Au reste il ne doit pas être question M de revenir sur le passé vous devez même éviter soigneusement de le rappeler. Une union aussi intime que celle des deux monarques et des deux monarchies doit toujours être exempte de discussions amères et ce n'est pas de notre côté que nous voulons qu'elles s'élèvent.

Je vois avec peine que le Roi Cq̃us et son ministre semblent rendre responsable M. le C^{te} d'Aranda de notre persévérance dans notre façon de penser et même de nous l'avoir inspirée. Vous avez remarqué très à propos M que nous avons scû lui résister lorsque les circonstances ne nous ont pas paru justifier ses principes et ses vûes, mais je trahirois la vérité si je ne vous assurois dans l'occasion présente que cet ambassadeur a porté la réserve si loin que même il s'est refusé à applaudir devant nous à notre façon de penser quoiqu'il la croie très identique avec la sienne, il a reçu toutes nos communications confidentielles du ton le plus passif et si je le connoissois moins je dirais du ton le plus insolent.

L'expédition que je vous ai adressée M par le courrier de M. le C^{te} d'Aranda parti le 31. du mois dernier répondant autant qu'il étoit nécessaire à toutes les questions que M. le C^{te} de Floride Blanche nous avoit fait commun quer, c'est de l'Esp^e que nous devons désormais attendre des solutions. Nous désirons M pouvoir remettre jusqu'à la consommation de nos arrangements avec les Américains, nous l'avons retardée jusqu'au retour de votre courrier pour voir si l'Esp^e ne reviendroit pas de sa première répugnance. Nous sommes trop avancés pour reculer à moins de vouloir rompre toute négociation ce qui seroit aussi fâcheux que mal-adroit. Tout étant d'accord et les Américains étant prêts à accepter le fond et la forme de nos notes, ils seront signés ce soir. Vous voudrez bien le dire au Roi Cq̃us et à son ministre avec tous les ménagemens que vous trouverez nécessaires, car quoi qu'ils s'y attendent, la nouvelle n'en sera pas pour cela plus agréable. Au reste ma dernière dépêche

1778.

18. vous donne tous les moyens de vous prêter aux latitudes que l'Esp^e croira devoir prendre. Nous ne nous permettrons pas de la presser plus qu'elle se verra l'être. Nous avons prevenu les desirs du Roi C^{te} en lui offrant des v^{es} qui iront s'incorporer a son escadre de Cadix p^r assurer le retour de ses flottes, et nous devons esperer qu'on verra bien y reconnoître le sentiment d'amitié et d'intérêt qui nous dirige. Une reflexion simple, la flotte du Mexique qu'on annonceoit co^{mme} une des plus riches qui fut encore revenue du nouveau monde le sera infiniment moins qu'on ne le comptoit. La plus grande partie des marchandises se trouvant invendues; ors quelle est la cause de cette vente erronée n^{on} a contrebande enorme des Anglois. Quel plus grand intérêt pour l'Espagne que de les éloigner de ses côtes.

Les Anglois nous ont fait a differens tems bien des instructions capitales mais jusqu'à present ils ne nous ont pas articulé la proposition d'une neutralité, et je doute fort qu'ils nous la fassent a moins que nous ne considerons comme une tendance a assurer la neutralité le droit qu'ils s'arrogent d'arrêter et de saisir nos batimens a la sortie de nos ports. Ils viennent d'en conduire un en Ang^{le} avec des expéditions que l'on dit en bonne regle p^r S^{te} Domingue. Nous attendons des éclaircissements sur la nature de sa cargaison pour nous déterminer sur la part a prendre. Quelque chose de plus sérieux est l'avis indirect que nous avons d'une g^{re} expédition qui se prepare en Ang^{le}, laquelle sous pretexte d'être dirigée pour l'Amerique menaceront quelques parties de nos côtes. Nous y avons l'œil et j'espere que nous serons a tems d'y parer. Dèslors les ordres sont donnés pour se mettre en mesure par tout. Je souhaite M. que M. le C^{te} de Floride Blanche ne se laisse pas amuser par les déceptions anglaises n^{on} passe de frequents courriers anglois pour l'Esp^e qui ne prenant pas la route du Calais et de Paris, la suivent dit on celle de Dieppe, de la Normandie et de la Bretagne, vous êtes a portée M. de vérifier ce qui en est; mais priez M. le C^{te} de Floride Blanche de ne pas oublier que jamais le langage de l'Ang^{le} n'a été uniforme vis a vis de la France et de l'Esp^e, sa sagacité saisira bien tost la raison de cette difference.

Je me réserve M. de répondre par une autre occasion a la lettre ou il est mention des affaires avec le Portugal, elles méritent qu'on y pense. En attendant remerciez bien affectueusement M. le C^{te} de Floride Blanche de la note confidentielle qu'il vous a remise et assurez le d'un secret inviolable de notre

part. Ce seroit avec bien du regret que je verrois cette négociation en ce qui nous concerne sortir de ses mains, il faut voir d'ailleurs ce qui viendra de *Salvatore* 1778

Le Roi vient d'ordonner d'augmenter son escadre de Brest de 6 v^e et c se trouvera ainsi portée au nombre de 18 v^e. Le supplément a y ajouter au ra lieu successivement.

Espagne t. 588 n° 97

Le 6 février 1778, les ministres de Louis XVI signaient, en effet, avec Franklin et Deane, les traités si impatiemment attendus par le Congrès. Les deux commissaires l'annoncent ensemble le 8 au président de l'assemblée américaine. Dans un autre pli, huit jours plus tard, la légation au complet en envoie officiellement le texte au *Comité des Affaires étrangères*, et l'expression spontanée de ses sentiments ne permet pas de douter d'une sincérité que tout leur commandait d'ailleurs. C'est du plus grand cœur qu'elle félicite ses concitoyens (*congratulate most heartily* d'un événement destiné, écrit-elle, « à imprimer à leurs Etats une consistance qui assure leur crédit, indique leur alliance aux autres puissances de l'Europe, renverse les espérances de leurs ennemis au dedans, au dehors, et fortifie leurs amis par toute sorte d'avantages »¹). L'adhésion de l'Espagne à ces traités était réservée pour le jour où elle se verrait en disposition ou à même de s'y associer; la cour de Versailles restait ainsi soigneusement fidèle à ses promesses envers Charles III. Pour ce qui est de Franklin et Deane personnellement, ils retrouvent, en portant immédiatement ce résultat heureux à la connaissance du président du Congrès, la même expression de gratitude pour la France, d'admiration pour la droiture et le désintéressement du roi dont ils avaient écrit le témoignage le lendemain du message apporté par Gérard à Passy, un mois auparavant. A quelque point de vue que viennent à se placer, en ce temps-ci, ou

¹ *Diplomatic correspondence*, t. 2, p. 364. « B. Franklin, Silas Deane, Arthur Lee au Comité des Affaires étrangères, Passy, 16^e février 1778, n° 8 ».

1778. dans l'avenir, les historiens de l'Amérique, ces manifestations de reconnaissance ne pourront être effacées ou ne paraîtront n'avoir été que le résultat d'une illusion passagère ou d'une déférence de forme.

Au président du Congrès

Paris, 5^{me} Février 1778.

Monsieur,

Nous avons aujourd'hui la grande satisfaction de vous annoncer, à vous et au Congrès, que les traités avec la France sont enfin conclus et agréés. Le premier est un traité d'amitié et de commerce tout à fait sur le plan de celui préparé dans le Congrès*, l'autre est un traité d'alliance, dans lequel il est stipulé qu'au cas où l'Angleterre déclarerait la guerre à la France ou occasionnerait une guerre en cherchant à entraver son commerce avec nous, nous ferions cause commune avec elle et unirions nos forces, nos conseils, etc. Le grand objet de ce traité est déclaré de tendre à « établir la liberté, la souveraineté et l'indépendance, absolues et illimitées, des États-Unis, en matière de gouvernement aussi bien que de commerce », et cela nous est garanti par la France, ensemble tous les pays que nous possédons ou, que nous posséderons à la fin de la guerre; en retour de quoi les États garantissent à la France toutes ses possessions en Amérique. Nous n'ajoutons pas plus de détails, attendu que vous aurez bientôt le tout par un envoi plus sûr, une frégate étant désignée pour porter nos dépêches. Nous vous disons seulement, et cela avec grand plaisir, que, dans tout le cours de cette affaire, nous avons rencontré chez cette cour le plus grand dévouement (*cordiality*), qu'on n'a ni pris ni cherché à prendre avantage de nos difficultés présentes pour obtenir de nous des conditions désavantageuses; mais telles ont été la magnanimité et la bonté du Roi qu'il n'a rien proposé que nous ne passions accepter de bon cœur dans un état de prospérité complète et de puissance reconnue. Le principe pose à la base du traité étant, comme il est dit dans le préambule, « l'égalité et la réciprocité les plus parfaites », les privilèges commerciaux et autres sont mutuels, et aucun n'est accordé à la France que nous ne soyons libres d'accorder à toute autre nation.

* Ce plan de traité avec l'ensemble des instructions données aux commissaires à son sujet se trouve dans le *Journal secret du Congrès*, vol. VI, p. ,

Au total, nous avons pleine raison d'être satisfaits de la bonne volonté de la cour et de la nation en général, nous espérons en conséquence voir le Congrès la cultiver par tous les moyens qui peuvent fonder l'union et la rendre permanente. L'Espagne étant en retard, il existe une clause séparée et secrète, en vertu de laquelle elle doit être reçue dans l'alliance, si elle le demande, ce qui n'est pas douteux. Quand nous signalons la bonne volonté de cette nation à notre égard, nous pouvons ajouter celle de toute l'Europe, qui, ayant été offensée par l'orgueil et l'insolence de l'Angleterre, désire voir sa puissance amoindrie, et tous ceux qui en ont reçu des injures sont, par un des articles, conviés à notre alliance. Les préparatifs de guerre sont menés avec une immense activité, et la guerre est attendue bientôt.

B. FRANKLIN. SILAS DEANE.

Diplomatic correspondence, t. I, p. 364.

Ainsi s'engageait enfin de nouveau, contre l'Angleterre, la partie désastreusement perdue en 1763 et sous le coup de laquelle, depuis, la France était restée courbée. Cet acte considérable avait été décidé par un roi très ordinaire, dans la chambre de malade d'un vieillard en qui ses contemporains n'ont vu que des qualités frivoles, sur le rapport d'un ministre de petite naissance, presque obscur, et devant un ou deux autres secrétaires d'État plutôt assistants qu'appelés pour leur avis. Anomalie apparente, mais non la première de ce genre que l'histoire ait vu se produire. Lorsque, au cours de la vie des nations, l'impuissance arrive, inhérente aux choses en quelque sorte, résultant des faits, il importe peu que ceux à qui il est devenu cher de la faire cesser soient secondaires, s'ils possèdent le moral capable de rendre la virilité. Au sein du cabinet de Louis XVI, qui semble infime par rapport à l'éclat que d'autres avaient eu, ou à côté du ministère du roi George, dans lequel de grandes situations et de vrais talents étaient au service d'une opiniâtreté fatale, l'amour de leur pays chez deux hommes de la génération précédente, et chez le roi la conscience des sentiments qui animaient la sienne, furent la force supérieure au lustre qu'on ne voyait pas. Si, du reste, en dehors de Choiseul, dont

1798. il ne voulut point et qui montra bientôt une sénilité précoce, le roi avait recherché, pour son gouvernement, les personnalités à qui la cour eût reconnu du lustre, qu'eût-il trouvé sinon des doublures du ministère d'Aiguillon? Ce qui se passait à ce moment, et qui intéressait tant l'avenir, a laissé la masse des politiques qui dataient de Louis XV assez inattentive ou indifférente non pour qu'aucun d'eux n'y prît pas des occasions de dénigrement ou d'opposition, mais pour que pas un ne se soit donné la peine d'en transmettre à l'histoire un récit ou une critique, un blâme raisonné ou un éloge

ANNEXES DU CHAPITRE XI.

I

OBJECTIONS DU GOUVERNEMENT DE CHARLES III

TRADUCTION DE LA LETTRE DE M. LE COMTE DE FLORIDE BLANCHE

A M. LE COMTE D'ARANDA.

De Madrid le 23 août 1808.

M.

J'ai rendu compte au Roi de la lettre de V. E. du 13 de ce mois, de celle de D^e François Escarano qui l'accompagnait et de tous les autres mémoires écrits et papiers que V. E. m'a remis et qui m'ont été délivrés par l'ambassadeur de France avec deux dépeches de sa cour et une lettre confidentielle du C^{te} de Vergennes.

Je puis assurer V. E. que Sa M^{te} s'est fait instruire du tout avec la plus scrupuleuse exactitude et dans la plus grande étendue, et après avoir entendu ses ministres et les personnes de sa plus grande confiance elle m'a ordonné de prévenir V. E. qu'elle rende grâces en son nom royal au Roi T. C. son neveu cher, de la considération de la sincère intimité et de la déférence cordiale qu'il a montrées au Roi son oncle dans les présentes circonstances critiques, et qu'elle l'assure qu'il trouvera les mêmes sentimens dans S. M. et sa correspondance la plus fidèle, la plus constante et la plus tendre.

Le Roi veut aussi que V. E.^m fasse connaître à ce ministère et spécialement à M^{rs} les C^{tes} de Maurepas et de Vergennes toute la gratitude que lui inspirent leur zèle et leur conduite pour le Roi leur maître et la confiance qu'ils ont et qu'ils inspirent aussi au notre. C'est pourquoi sa M^{te} a voulu et veut que je vous explique avec toute franchise sa manière de penser et que V. E. la communique sans réserve aux susd^{ts} ministres. Les desirs de S. M. ne sont pas de disputer et de faire prevaloir son opinion mais d'exécuter ce qui paraîtra de plus assuré et de plus conforme au bien et à la gloire des deux monarchies.

Cela suppose je dirai à V. E. que durant le séjour à S^t Ildefonso Sa M^{te} a expliqué sa situation et ses intentions touchant la conduite qu'on auroit à tenir avec les

députés des colonies insurgentes. L'arrivée de notre flotte de la Nouvelle Espagne et le retour de nos forces de terre et de mer de Buenos Ayres ont été et sont deux objets d'ingratitude dont on ne peut faire abstraction. Toute démarche un peu sage que nous pourrions faire avec les députés, pourrait servir de prétexte à nos ennemis pour tomber à l'improviste avec toutes ses forces maritimes sur ces deux grands objets pour l'Esp^e et alors elle se trouverait dans l'impuissance ou souverainement affaiblie pour faire la guerre, sujette aux caprices de ses ennemis, devenue l'ignominie du monde, et la nation anglaise enorgueillie et prête à faciliter à son Gouvernement les moyens qu'il demanderait à la vue d'un coup aussi brillant".

Si lors qu'au commencement de l'année on pensa à placer une escadre de 12 v^e de ligne à S. Domingue et un certain nombre de troupes françaises, la France s'y étoit prêtée, on se proposoit dans le cas où on auroit dû se ressentir contre les Anglois, d'arrêter et de ruiner dans l'intérieur de la Nouvelle Espagne les capitaines de la flotte, et de nous servir de nos forces de Buenos Ayres dans une autre partie de l'Amérique.

Il ne s'agit pas de reconvenir la France sur l'opinion qu'elle seroit alors e. que nous avons respectée. Mais nous désirons nous disculper de l'embarras où nous nous trouvons par le parti séparé qu'elle a suivi, d'où il résulte que notre flotte et nos forces de Buenos Ayres doivent revenir en Europe, sans que nous ayons nous-mêmes le temps où elles arriveront ni que nous puissions leur donner une autre destination.

On dit que le pas à faire avec les députés américains sera secret et qu'on fera l'époque de notre déclaration à l'époque qui nous conviendra. Il faut en pas couter le grand intérêt que les Colonies ont de publier nos promesses et nos dispositions pour se fier à leur secret. Dans la copie de la lettre que l'ambassadeur de France en'a remise et qu'on suppose écrite au docteur Franklin de Boston le 26 8^m on n'a tenu en compte ni ce qui a dessein d'une alliance avec les deux Couronnes ou d'un secours d'argent, les Colonies faisant tout ce qui dépendra d'elles pour faire croire qu'elles prennent part avec les Américains dans cette guerre. J'ai dit qu'on suppose écrite parce que les dernières feuilles de cette lettre ne sont pas du même style que les premières et très analogues au style du docteur Franklin et de l'auteur des mémoires qui lui a été attribués. C'est pour cela que tout ce qu'on a fait jusqu'à présent avec ces députés a été au goût des Anglois. L'avis de nous insérer dans leur guerre et de donner de la vigueur aux faibles de leur nation a engagé leurs chefs à répandre sous main beaucoup plus d'espérances en nous et plus de dispositions que nous n'en avons

* Voir ci-dessus dans la correspondance la lettre péenne de la demande de l'Esp^e de l'envoi d'une escadre et d'un corps de troupes françaises à S. Domingue.

pour eux. Et si les députés et leurs correspondans ont été secrets, nous devons craindre que les Anglois ont trouvé des moies de savoir tout ce qui se passe et qu'ils n'en aient tiré grand avantage. Les dernières conférences du ministère de France avec les députés suffisent seules pour que l'Ang^e redouble de vigilance et de ménage pour être instruite de tout, étant comme elle l'est accoutumée à y réussir.

On répliquera que le moment est critique et que si nous le perdons nous aurons la guerre avec l'augmentation de puissance que donnera à nos ennemis une alliance avec les Américains. Le Roi connoît l'importance du moment mais cette crainte prévient sa hui à pas causé la moindre surprise. Pour cela S. M. a été constante dans ses mesures et elle n'a pas perdu de temps à envoyer des ambassadeurs aux Colonies et à préparer d'autres moies pour faire évanouir les coups de ses ennemis et leurs négociations. Cette vigilance de S. M. a été accompagnée d'une grande circonspection pour ne pas se laisser séduire par les manœuvres des parties belligérantes qui veulent préférer leur intérêt au nôtre. Ainsi en conséquence de la franchise promise, le Roi dit qu'il ne peut pour le présent se persuader que le moment soit plus urgent et plus instant qu'il ne l'estoit il y a quatre mois et que pour cela il faut considérer l'état et les dispositions des Américains et celui de la nation angloise en observant celle ci, suivant l'objet et le mouvement de ses différents partis.

Si tout ce que les Américains nous disent est vrai, ils se trouvent maintenant dans une situation très avantageuse. Quand le Congrès arriva dernièrement à ses députés à Paris le pressant pour obtenir quelque déclaration, il ignorait l'heureux succès de ses troupes contre le général Burgoyne, ainsi il n'est point étrange que Washington ayant abandonné Philadelphie et ainsi été repoussé le Congrès reclama des secours effectifs. Les événemens postérieurs ont rétabli précisément le vigur et les espérances des Américains, et quoi qu'ils insisteront toujours pour que nous nous déclarions « que nous nous mettions de leur guerre comme ils l'ont fait des se contraindre » il n'y a pas à craindre que dans ce moment de perdant courage, se soumettent à la métropole se soumettent sans la condition d'une liberté absolue et d'autres très avantageuses.

On nous dira c'est ce qu'on craint de la part des Anglois, savoir qu'ils accorderont tout ce que les Américains demanderont pourvu qu'ils fassent une alliance avec eux et opposent comme l'expliquent les partisans de l'opposition un pacte de famille à un autre pacte de famille.

Cette idée est appuyée par les différentes questions agitées non seulement par les partisans de l'opposition mais aussi par le Lord North et d'autres individus du ministère anglois et du parti de la cour. A cela se joint l'anecdote d'une négociation commencée entre S. M. Bâle et le Lord Chatham, dans laquelle on conjecture qu'il

est question d'un changement de ministère et d'une grande tempête contre la maison de Bourbon.

Le Roi a fait les plus soignées réflexions sur tous ses objets et après l'avoir comparé avec l'état des choses et toutes leurs circonstances il pense dans l'espoir que sonienent notre conduite et nos mouvements sont capables d'accélérer l'ajustement et l'accommodement anglais à la condition d'une liberté absolue que prétendent les Colonies. Si nous sommes réservés et circonspects S. M^e dit qu'on ne peut sans un tiers enfin et sans beaucoup de difficultés combiner les intérêts des Anglais et des Américains et particulièrement dans leurs gouvernements libres ou mixtes, rompis au tout débarras. Mais si par nos menages actuels ou par d'autres publications nous donnons prétexte pour que le ministère anglais actuel ou futur serve par les apparences de la nécessité ou de notre perfidie, l'honneur national, le cas pourra servir de ridicule à ce qu'il anglais a demandé la paix à ses colonies à toutes conditions.

S. M^e comprend que dans le premier mouvement de la diatribe arrivée à Burgoyn, l'etonnement a emporté cette fière nation dans les expressions et dans les questions qu'on nous rapporte et qu'on nous écrit. Mais le Roi réfléchit aussi que le moment d'une commotion extraordinaire passé et les esprits calmés ils penseront maintenant s'il leur convient de se livrer des à présent au parti honnête de demander la paix à leurs sujets rebelles sans autre avantage pour la métropole que d'en faire des alliés pour allumer une nouvelle guerre contre la maison de Bourbon et continuer les exactions les taxes les dépenses et les calamités des Américains et des Anglais. Reste à savoir si quand la métropole penserait de cette manière il lui serait facile d'introduire entièrement ses idées dans les peuples des Colonies et dans leurs têtes pleines de passions et d'animosité pour que cela se fit en peu de jours.

Il est vrai que Franklin et les autres députés diront qu'on les presse, qu'on leur offre des partis et qu'il faut se décider dans le moment. On doit croire aussi que le cœur de Londres fait par ses ambassadeurs tous les efforts possibles pour séduire les Colonies et leurs chefs comme elle l'a déjà fait avant. Mais pour cela même il faut une grande agaceté pour ne pas nous fasciner et nous mettre au bord du précipice d'une guerre prématurée de laquelle quelque coup fatal doit retomber sur l'Espagne qui est celle qui a le plus à perdre dans les circonstances actuelles.

Il reste à résoudre. Que devons nous faire et quel parti prendrons nous? La cour de France incline à faire un traité d'alliance et de commerce avec les Colonies en réservant de le rendre public à l'époque qui nous conviendra. Au moins on nous dit que nous offrons de faire ce traité et que nous promettons tout pendant la négociation pour ce qui nous conviendra.

Le Roi entend que faire le traité ou l'offrir est le même pour son projet d'honneur

royal et que c'est la même chose pour nous exposer à un coup de représailles de la part de nos ennemis sans déclaration de guerre aussitôt qu'il transparaîtra que nous négocions, car on doit craindre que cela arrivera.

Un traité qui reconnaitrait l'indépendance de ceux que la cour de Londres regarde comme des sujets rebelles serait réputé comme le plus grand acte d'offense et d'hostilité pour en prendre aussi tout satisfaction par la voie de fait.

Cette permission est celle qui oblige à chercher un moyen analogue qui nous donne autant qu'il est possible du temps et nous assure prudemment des Colonies.

S. M. trouve même des considérations relatives à sa dignité royale et à celle des deux Couronnes s'anticiper la reconnaissance de l'indépendance et un traité d'alliance avec les insurgés sans faire précéder d'autres circonstances et d'autres formalités. Les protestations et déclarations d'amitié faites à la cour de Londres, que le ministère de France a provoquées dans un autre temps répugnent également trop à la façon délicate et honnête de penser du Roi pour qu'il soit inconséquent tandis qu'il n'aura pas de preuves plus claires qu'on motive une attaque formelle, contre ses domaines ses droits et ses prérogatives.

Mais le Roi observant que dans la lettre citée de Boston qu'on suppose écrite au docteur Franklin, les clamours par lesquelles elle se termine se dirigent principalement à demander de l'argent Sa M^{té} réduit son avis à ce qu'on dise aux députés qu'on les accordera abondamment autant que le permettra la force de la Couronne, en leurs en envoyant après un mois avec peu de différence une bonne quantité, et une bien plus forte après six mois. Pour l'instruction de V. Ex^{te} dont elle fera un usage opportun, la première libéralité ne sera pas moindre de trois millions de roubles (750,000^l) aussitôt que le navire le S. Julien qui nous attendons sera arrivé et peut être la seconde excédant à elle six millions d'abord après l'arrivée de la flotte, mais nous borner à cela selon que les circonstances le permettront, pourvu qu'on nous donne du temps et que les députés et leurs principaux nous gardent secret et fidélité.

Que Sa M^{té} ne serait pas éloignée d'entrer en négociation avec les Colonies dont elle pèsera le sort si de grands motifs extérieurs et intérieurs de politique, justice et honnêteté, ne l'empêchoient de se prêter aujourd'hui aux propositions des députés, mais qu'en échange si les Colonies veulent pour le présent se servir de la protection du Roi dans quelque cas où elle serait nécessaire pour obtenir un règlement honorable ou pour assurer celui qu'elles seconderont par elles-mêmes Sa M^{té} s'y prêterait avec le plus grand effort et de tout son pouvoir dans la supposition qu'elles consentiraient toutes les démarches qu'elles feraient à cette fin, elles et leurs députés, et toutes celles qui pourraient également leurs être faites de la part de la métropole, sans

s'exposer au ressentiment du Roi si on decouvroit quelque manège caché ou quelque duplicité dans la negociation

Que ces explications reservées devront se faire avec la plus grande circonspection en etablisant quelque moyen de s'entendre avec les deputés sans qu'il y paroisse et sans donner de motifs aux discours et a la malice de tant de gens qui nous observent qu'on charge a Londres nos ministres d'être fort attentifs a observer et a nous avertir non seulement des mesures que l'on prendra pour continuer ou non la guerre avec les Colonies, mais aussi ce qu'ils decouvriront touchant le changement du ministere

Que nos ministres tiennent en ce point dans un tems et d'une maniere opportuns un langage uniforme pour insinuer combien nos cours peuvent varier dans l'opinion amicale ou elles ont été pour la cour de Londres si elles voient qu'on pense a mettre a la tête des affaires des personnes notoirement ennemies de la maison de Bourbon et remplies de maximes contraires a la tranquillité publique.

Et que D^r Francois Escarino a qui S. M. B^{te} a nommé le desir que le Roi envoie pour successeur du prince de Masseran une personne pacifique cherche l'occasion de faire entendre la nécessité qu'il y ait en échange a la cour de Londres un ministere pacifique et impartial.

Ce sont là les objets principaux de la resolution de S. M. qui desire qu'on attende a voir la parti que l'Ang^{te} prendra dans ces mois pour observer avec la plus grande clareté et nous decider sans embarras. Sa M^{te} seroit fâchée que son avis arriva tard et qu'une acceleration inattendue nous mit avant le tems dans des engagements funestes et nous obligea a des recours violents et extraord^{rs}

Quoiqu'on ait communiqué ici la substance de cette resolution a l'ambassadeur de S. M. T. C. on ne lui a point remis copie de cette depêche dans la supposition que V. E. la donnera au ministere.

Je termine cette lettre en assurant V. E. que le Roi demeure dans la ferme idée qu'a toute sorte de titres et de raisons on doit continuer en Espagne et en France les preparatifs et toutes les dispositions actives meditées et convenues anterieurement pour nous trouver prêts a tout evenement

Espagne 1 587 n° 137 Copie et traduction de M. de Vergeannes

II

AVIS DES DÉMARCHES DU CABINET DE LONDRES POUR SÉDUIRE
LA LÉGATION DE PASSY

I. GRAND A M. LE COMTE DE VERGENNES

Monseigneur

La lettre dont vous m'avez honoré le 30 m'a ouvert les yeux sur une ruse dont je ne me doutais pas, j'avoue mon imbecillité, mais heureusement son auteur n'en a retiré aucun avantage.

M^r Hutton chef des moraves d'Amérique et d'Europe âgé de soixante et dix ans parti vendredi de Londres arriva hier après midi chez mon frère où il se reclama de moi qui l'ai beaucoup connu en Suisse il y a dix huit ans. Il nous dit qu'il venoit exprès pour voir son ancien et intime ami le docteur Frankha, qui s'y rendit dans la soirée. Leur entrevue fut aussi cordiale que tendre, et leur conversation fort animée pendant deux heures.

Cet homme voit beaucoup le Roy et la Reine, dont il est estimé comme de tous ceux qui le connaissent, par une suite de ses vertus et de sa probité reconnues. Si c'est un nouvel emissaire je le regarde comme plus dangereux que tout autre par une suite de son mérite, de la confiance qu'il inspire et de ses anciennes liaisons. Il me dit rondement dans la conversation qu'il avoit eu une conférence tête à tête d'une heure avec le Roy que ce prince qu'il adore ne respiroit que la paix, qu'il en avoit donné une preuve en mettant fin à la dernière guerre aussitôt qu'il l'avoit pu et que pour terminer celle cy, il étoit disposé à accorder aux Américains tout ce qu'ils pourroient demander excepté le mot d'*indépendance*.

Il m'ajouta que quand la maison de Bourbon auroit sacrifié vingt millions sterlins pour faire casser la tête des Anglois par des Anglois mêmes le ministère n'auroit pas pu mieux se servir qu'il étoit tenu de mettre fin à cette boucherie et de prévenir la ruine entière des deux peuples.

Je suivrai de concert avec M^r Dean qui partage mes doutes, les démarches de cet honnête homme pour vous en rendre compte, en attendant je reste fort tranquille sur la probité et la fidélité du docteur dont j'espère qu'il ne fera pas un prosélite.

Mon frère réunit les vœux aux miens pour votre conservation si nécessaire au bonheur du royaume et à celui des individus qui comme nous sont assez heureux

pour en connoître le prix et avoir part à vos bontés que nous nous efforçons tous jours de mériter

Je suis avec un profond respect Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur

GRAND.

Le 1^{er} de 1778

Angleterre, t. 528 n° 1

2. CHAUMONT À M. LE COMTE DE VERGENNES

M. Huton chef morave d'un génie supérieur et d'une probité à toute épreuve, cheri du roy d'Angleterre et de ses ministres est venu hier à Paris pour y conférer avec son ancien et intime ami le docteur Franklin. A la première entrevue on a parlé de pacification et on a pris pour samedi prochain pour se revoir. Le loyal M. Franklin ne vaudra peut être pas compromettre son ami avec la cour d'Angleterre et gardera le tacet peut être sur sa mission. Mais je crois pouvoir assurer Monseigneur le comte de Vergennes qu'il n'y a rien à redouter de M. Franklin tant qu'il croira que sa patrie ne peut être asservie.

Chaumont supplie Monseigneur le comte de Vergennes de lui garder le secret sur l'avis en question, parcequ'il n'a pas cru devoir demander la permission à Monsieur Franklin de l'informer

Ce 1^{er} janvier 1778

Ibid., n° 3. Écriture de Chaumont, la date est de la main de M. de Vergennes.

3. BEAUMARCHAIS À M. LE COMTE DE VERGENNES

Paris ce 1^{er} janvier 1778.

Monsieur le Comte.

Je me hâte de vous apprendre qu'un nouvel exprès envoyé par Lord North est arrivé hier à Paris. On ne l'a pas perdu de vue depuis son départ de Londres. Il a ordre d'ébranler la députation à quelque prix que ce soit. Peut être même est il porteur du sauf conduit du Roi dont je vous ai parlé. On le croit du moins.

C'est le cas ou jamais de crier *tu dors Brutus*. Mais je suis bien sûr que vous ne dormez pas. De votre côté vous voyez que je ne veille pas mal non plus.

Soyez certain aussi que les ministres anglais ne contiennent le ressentiment universel qu'en assurant tous leurs amis qu'ils travaillent sincèrement à la paix de l'Amérique et qu'il vaut autant pour la nation qu'ils la fassent que les Lords Chatam et etc. etc

Le roi d'Angleterre a promis au Lord Germaines de sacrifier Bourgoine et de le soutenir, mais le peuple et l'opposition soutiendront ce dernier, et son arrivée et la rentrée décideront tout, si tout n'a pas été déjà décidé avant ce moment.

Ainsi la paix avec l'Amérique paraît absolument résolue voilà ce que l'on m'écrit très expressément et c'est à la suite du nouvel agent d'Angleterre que m'arrivent ces notions.

[La suite de cette lettre est employée par Beaumarchais à exprimer ses regrets de se voir supplanté par Grand dans les rapports de confiance avec la légation du Congrès et à justifier avec émotion les actes dont on faisait alors de graves griefs contre lui. Nous avons transcrit cette partie à l'annexe II du précédent chapitre.]

Angleterre 1788, n° 2

III

NEGOCIATIONS EN VUE D'AVOIR LE CONCOURS DE L'ESPAGNE

1. LE COMTE DE VERGENNES AU COMTE DE MONTMORIN

Lettre secrète.

A Versailles le 16 janvier 1778

J'ai reçu M. la lettre n° 42 que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 29 du mois dernier et votre lettre particulière de même date.

Nous ne nous éloignons pas de l'opinion où est M. le comte de Florida Blanche que les ministres anglois ne se porteront pas facilement et sans une nécessité urgente à prononcer l'indépendance absolue des Américains, mais dans l'impuissance presque phisique où ils sont de la leurs arracher ne pouvant pas se dissimuler que tous leurs efforts quelques considérables qu'ils puissent être seront desormais insuffisants pour rapeller à la soumission ce peuple bien déterminé à la leurs refuser, ne peut on et ne doit on pas prévoir qu'un ministre que conque bien convaincu qu'il ne lui reste plus et à l'Etat d'autre voie de salut pour prévenir les plus grands malheurs ne se résoudra quoiqu'avec répugnance à reconnoître l'indépendance politique des Américains pour former avec eux une coalition politique, dont le resultat ne pourroit être indifférent aux deux Couronnes et leurs seroit même très redoutable.

Je ne reprendrai pas ici M. une matière qui a été en quelque sorte épuisée dans

les précédentes expéditions, on objectera peut être que nos raisonnemens ne portent que sur des conjectures et que celles-ci sont sujettes à erreur. Mais quand ses conjectures sont éclairées par les faits elles prennent la place de la certitude. Je vous ai informé successivement M. de toutes les intentions orales et par écrit dont nous avons eu connaissance qui ont été faites aux députés américains, le but de l'Angleterre étoit sensible la résmission proposée menaçait plus ou moins immédiatement, mais toujours très ouvertement les deux Couronnes. La tendance du ministère anglais à la guerre contre nous s'est manifestée du moment où l'on a vu ses espérances renversées par la capitulation de Burgoyne. Cette tendance n'a rien perdu de sa force, elle semble même en acquiescer chaque jour et si M. d'Escarot donna à sa cour les mêmes avis que nous recevons de M. le M^r de Noailles il n'est gueres possible que nous nous flations encore de conserver longuement la paix. Je vois les choses à un tel point de crise que je ne compromettrai pas pour sa durée d'ici au 1^{er} février.

Ce n'est sûrement pas p^r menacer l'Amérique qu'on dispose tout ce qui est nécessaire pour faire camper 20⁰⁰⁰ hommes de milice, qu'on augmente et qu'on arme l'armement des plus gros v^o. Si nous manquions de lumières sur les véritables dispositions de la cour de Londres, vous une découverte qui expliquerait ce qu'elle pourroit avoir encore de douteux.

Vous aurez probablement entendu parler M. d'un certain anglais nommé M. Forth il étoit ici l'agent secret et même l'espion des Lords North et Mansfield, il s'étoit procuré des accès chez M. le C^{te} de Maurepas. Il est reparti, depuis quelques jours sous prétexte d'affaires personnelles; mais il a eu l'indiscrétion dans une seule nuit de précéder son départ en suivant sa louable coutume il s'étoit offert de communiquer à un de ses compagnons de débauche deux lettres du Lord North. Par la première le ministre l'invita à revenir sans autre explication par la seconde il le pressa de revenir et lui dit qu'il a besoin de lui pour convaincre les incrédules (sans doute le Lord Mansfield) et s'exprime sur notre compte d'une manière très haineuse et la plus convenable d'un parti pris. Vous pouvez compter M. sur la vérité de cette anecdote.

Les choses dans cet état, il est fâcheux que notre négociation avec les Américains n'ait encore pris aucune consistance, il seroit bien cruel qu'ils nous échappassent, car par là se montrent infiniment plus difficiles et plus mécontents que nous ne devons le croire. Leur premier mot lorsque je les ai fait scander et ils ne l'ont pas encore tout à fait retranché a été qu'il n'y avoit qu'une guerre immédiate qui put leur faire prendre l'engagement de ne faire aucun arrangement avec leur métropole sans notre avis. Je ne puis pas vous dire si nous les trouverons plus faciles par la suite, même par les raisonnemens qui leur ont été faits ils ont paru se rapprocher un peu de nos principes et de nos vues. Ils ont même insisté sur une déclaration actuelle, ils ont

même laissé entendre qu'on pourrait la compenser par une stipulation de subsides. Tout cela est encore bien dans le vague et nous ne pourrions juger certainement de leurs véritables intentions que d'après leurs remarques sur les projets à la rédaction desquels je travaille. Ce dont vous devez être assuré M. et que je vous prie de certifier est que nous ne nous écartons point de la marche sage et graduelle qui a fait l'objet de mon expédition du 8. de ce mois.

Nous partageons ici bien véritablement M. l'incertitude et même l'inquiétude que l'on éprouve en Espagne au sujet de la flotte du Mexique. Il devrait paraître incroyable que M. d'Ulloa malgré la précision de ses ordres eût osé prendre sur lui d'en retarder le départ de quatre mois. Mais le vaisseau le S^t Julien qui doit précéder cette flotte n'étant pas encore arrivé, il n'est que trop apparent que le commandant espagnol n'en aura voulu faire qu'à sa tête. Si on étoit encore à temps de la contraindre il n'y auroit peut-être pas à hésiter. Du moins la cour d'Espagne ne doit négliger aucune des plus fortes précautions pour sa sûreté. Les Anglois ne sont pas assez en forces de l'Amérique aux Canaries pour pouvoir entreprendre sur cette flotte, c'est donc sur ce dernier point que doit se porter la vigilance et les précautions de la cour d'Esp^e.

J'ai l'honneur d'être avec un sincère et fidèle a. t. M.

Espagne, 1788, n^o 13

2. M. LE COMTE DE FLORIDE BLANCHE A M. LE COMTE D'ARANDA

Traduction.

Expédition du 13. janvier 1778 reçue par M. l'ambassadeur d'Espagne le 21. même mois.

Monsieur,

Dans l'expédition du 23. x^{bre} dernier que j'adressai à V. Ex^{te} par l'extraordinaire que dépêcha l'ambassadeur de France à sa cour, j'exposai très au long la façon de penser du Roi, pour que sans abandonner ni indisposer les colons américains, nous pussions gagner du temps savoir le parti que prendroit l'Angleterre, voir plus clair dans ses projets et nous décider sans précipitation.

Par les nouvelles postérieures et par celles que V. Ex^{te} m'a communiquées dans sa dernière lettre du 28. du même mois de décembre nous voyons que le ministère et le Parlement d'Angleterre se sont aussi donné le temps de la réflexion et qu'en attendant les dispositions et les tentatives qu'ils font pour s'arranger avec leurs colonies roulent sur l'article présumé de sauver la souveraineté de la métropole et la sûreté de la navigation, et qu'ils adoucissent leurs prétentions par l'aménité et même l'ambiguïté de leur langage.

V. Ex^e finit dans la même lettre un rapport exact des manœuvres des deux partis de la cour et de l'opposition découvertes par le docteur Benecoff, et tendantes à charger trois membres du parti de l'opposition de former un plan d'accommodement avec les Américains : ces avis s'accordant avec ceux qui nous sont parvenus directement de Londres, et par lesquels nous avons appris que le ministère actuel enclavé sur sa stabilité par la parole de Sa M^{te} Bert^e, veut adroitement compromettre les dix trois membres de l'opposition par un projet d'accommodement dont l'opportunité dérange la nation et la porte à s'engager dans une autre campagne, que ce monarque desse de faire encore pour tenter le sort des armes.

Cependant comme Sa M^{te} veut ne pas à profit le temps qu'elle est d'avis que nous prenions pour être prêts à tout événement, et que nous touchons à l'époque finie par la cour de Londres au 2 février pour l'examen du parti qu'il lui conviendra de prendre, Sa M^{te} a jugé indispensable que j'aie, par l'entremise de V. Ex^e, quelques explications avec le ministère de Versailles afin que, dans tous les cas résultats de la situation actuelle, ou pourrions le trouver l'Angleterre, nous procédions d'un commun accord et d'après un plan formé et arrêté d'avance sur les moyens les plus efficaces et les préparatifs nécessaires pour assurer le succès de nos vues. Attendu la multiplicité des cas qui peuvent survenir et des mesures que nous avons à prendre plus ou moins urgentes ou possibles, Sa M^{te} m'ordonne d'exposer ici franchement et sans dissimulation nos idées, nos vues et nos craintes. Cette franchise est une suite de l'étroite amitié et de l'union qui règnent entre les deux cours, et de la confiance mutuelle avec laquelle elles ont et se communiquent leurs desirs, leur intention et leurs moyens. Quoiqu'il ne soit pas possible de tout faire ni de remédier à tout la prudence et la confiance réciproque ne sauraient nuire.

1^o Partant de la supposition qu'il n'y aura point de changement dans le ministère anglais actuel et qu'il pense à faire une autre campagne contre les colonies de l'Amérique, nous devons examiner de concert s'il convient de prévenir l'exécution de ce projet par des négociations et des démarches qui l'en détournent ou si au contraire il est plus convenable et plus prudent de se laisser s'engager du mouvement et de nous borner à soutenir les colonies en leur demandant secrètement des secours et en leur offrant uniquement de ne pas les abandonner, à condition qu'ils ne nous donneront pas des motifs fondés de soupçonner qu'ils trahissent, à notre insu, de s'arranger et de s'unir avec nos ennemis contre nous.

2^o Dans ma dite lettre du 23. 2^{me} je faisais mention du cas où le ministère britannique venant à changer, il y entreraient des personnages ennemis de l'Espagne et de la France de la part desquels nous aurions fondés à soupçonner des vues hostiles. soit par leur caractère, soit par l'expérience du passé, soit par les mesures qu'on

leur veut prendre, alors il conviendrait aussi de concerter entre nous, après nous être expliqués avec la cour de Londres, s'il est à propos de commencer ou de poursuivre avec chacun nos démarches pour un accord avec les Colomes.

3° Dans le cas dont il s'agit, il faudrait, avant de s'arranger avec les colons, que leurs députés résidant à Paris eussent reçu les éclaircissemens et les instructions qu'ils ont demandé aux chefs du Congrès, afin de ne pas nous exposer à traiter avec des gens qui n'aussent ni les lumières, ni le caractère ni les facultés compétentes, relativement à l'état actuel des Colomes, et d'estimer qu'on nous démentirait avoir si nous aurions longtemps à attendre les éclaircissemens nécessaires, ou si lesdits députés résidant à Paris ont déjà envoyé des propositions formelles au Congrès.

4° Il doit aussi entrer en considération si indépendamment de ce que nous venons de dire, la bonne politique exigerait aussi que nous attendassions, à moins que la nécessité des circonstances ne s'y opposât, les avis des émissaires que nous avons dans les Colomes, afin d'avoir par nous même une connaissance moralement certaine de l'état des choses dans ces provinces, de l'opinion que nous devons avoir de leur fidélité et de leurs forces, relativement aux négociations qu'elles auront eues avec leur métropole, des partis et des propensions qui y prévalent, de l'intérêt et des avantages qu'elles en attendent.

5° Comme il est possible que la guerre se déclare pendant cette négociation, soit parce que les Anglais pénétreraient ou soupçonneraient nos dispositions, soit pour d'autres motifs, il est juste et nécessaire de concevoir les précautions et un plan d'opérations défensives ou offensives contre toute hostilité anticipée de la part de nos ennemis, et comme nous avons lieu de craindre que le cas dont il s'agit n'arrive, et que nous devons en éviter autant que nous pourrions les suites fâcheuses, nous attendons d'être éclairés sur les justes mesures à prendre dès à présent.

6° La sûreté du retour de la flotte et des forces de terre et de mer qui viennent de Buenos Aires devant être comprises dans nos objets de défense, il parait nécessaire de prendre un parti qui nous mette à l'abri d'un coup fatal de la part de l'Angleterre, et, si l'agit pour cela de faire sortir des escadres plus fortes que les escadres anglaises, il faudrait que les deux cours convinssent du nombre de vaisseaux que chacune devrait fournir, du temps et du lieu, et que les commandemens et régimens de concert leurs opérations, ou qu'elles prissent, si elles l'auraient mieux, le parti de distraire et d'occuper nos ennemis de manière à les mettre dans l'impossibilité de partager en même temps leur attention entre se défendre et nous attaquer.

7° Il est d'autres objets principaux que nous devons incessamment mettre à l'abri de toute invasion : tels sont les Isles de S. Domingue, de la Martinique, de Puerto Rico, la place de la Havane et la côte de la province de Caracas, sans parler à

présent de plusieurs autres points auxquels les Anglois pourroient penser il convient donc de se mettre d'accord et de savoir sans aucun délai comment et avec quelles forces de mer ou de terre nous pourrions à la sûreté de nos différents postes, et nous y employerons celles que nous avons en Amérique, ou si nous en aureront d'Europe. Il faut convenir des dispositions qu'il y a à faire, sans perdre de temps ni abandonner les projets indiqués dans l'article précédent, et sans jamais perdre de vue le cas possible où l'Angleterre voudroit se servir des troupes et des vaisseaux de guerre qu'elle a dans les colonies américaines pour entreprendre d'enlever quelque-une de nos possessions avant que l'aide ne nous en soit parvenue. Cette crainte fondée nous met dans la nécessité de prendre d'avance et très promptement des précautions de prévoyance actives et vigoureuses.

8° Mais, si nous avons le temps de conclure un traité avec les colons et que, sous le sceau du secret, un pût y stipuler l'époque où il pourra être déclaré ou public, cette époque doit nécessairement être fixée dès à présent et calculée avec précision sur le temps qui devra être employé à prendre et effectuer toutes les mesures et précautions convenables pour assurer le retour de la flotte et de l'expédition de Buenos-Aires et pour la défense des îles et des postes importants espagnols et français en Amérique. Nous ne comptons point sur la rentrée dans nos ports, de la flotte et des forces maritimes que nous avons dans l'Amérique méridionale, avant le mois de juillet, mais nous communiquerons les avis que nous recevrons successivement à cet égard par les courriers des Indes.

9° Conséquemment il sera indispensable de concevoir et de dresser un plan sur le fond et sur la forme du traité à faire avec les colons et sur la nature de cette alliance, de convenir si elle sera purement défensive, ou si elle sera aussi offensive, s'il sera plus convenable et plus décent de la nommer alliance de protection et que les Couronnes protectrices s'engagent à ne pas les abandonner jusqu'à ce que leur indépendance soit reconnue. Il faudra stipuler les secours déterminés en indiquer ceux qu'ils devront donner ou recevoir, les avantages que l'Espagne devra retirer de cette alliance ou la compensation de ses frais ou dommages, dans la supposition que sa situation, ses relations et ses traités la mettent hors de mesure de pouvoir faire aucun commerce utile avec les colons.

10° Il n'est pas moins nécessaire de prévoir, pour l'époque de la publication du traité ce que nous aurons à faire et de déterminer un plan d'opérations militaires qui également utile aux deux nations soutienne et augmente s'il est possible la gloire de leurs armes. La France pourra indiquer les objets qu'elle se propose, pour les combiner avec les autres et former graduellement l'échelle des opérations. L'inter ruption ou l'extension du commerce anglais peuvent être un objet de la plus grande

importance pour la France, il lui suffit de rompre avec l'Angleterre, pour en recueillir un avantage qu'elle s'assure pour toute la durée de la guerre. Pour nous, nous ne retirons aucune utilité de l'interruption du commerce de nos colonies. La nôtre ne pourrait jamais entrer en concurrence pour les avantages avec celui de l'Angleterre ni même avec celui de la France. La conquête des îles anglaises ou la plus grande liberté de la pêche de Terre-Neuve peuvent aussi entrer dans les vues de la France. L'Espagne ne peut avoir d'autre objet utile que de recouvrer les usurpations honteuses pour elle de Gibraltar et de Minorque, et de chasser du golphe du Mexique, de la baie d'Honduras et de la côte de Campeche des vaisseaux qui l'incommodent infiniment. Il faut donc décider de concert par où nous commencerons, s'il conviendra que nous agissions séparés ou unis, et favoriser réciproquement le succès de nos entreprises par les diversions qu'elles opéreront pour cela. Il faudra aussi convenir de la quantité de forces que chacune des deux puissances devra employer du terre et du moment où elles devront agir.

11° Comme ce plan ne peut s'exécuter dans ses différentes parties sans les secours que les colonies seront en état de nous donner, ne fût ce que des secours de diversion de forces, il convient de prendre en considération s'il faut leur confier, ou non le détail individuel de nos idées, de savoir ce que nous devons expressément exiger d'elles, pour qu'elles concourent à nos succès et d'apprécier le danger qu'il peut y avoir à communiquer franchement nos vues la plus secrètes à des gens qui ont autant de reports de patriotisme, de parenté et même d'intérêt avec la Grande-Bretagne.

12° Il convient aussi aux deux cours de calculer avec prudence le nombre de campagnes que chacune sera en état de faire, et de se concerter, tant sur ce point que sur les efforts respectifs qu'elles devront faire pour remplir leurs engagements sans cela il ne leur seroit pas facile de faire harmonieusement la guerre éventuelle.

13° Par une suite de tout ce que nous venons d'établir, il sera juste que nous sachions si, dans le cas d'une rupture entre les Russes et les Turcs, et que les premiers par leurs propres forces, ou aidés d'autres puissances, entreprennent la conquête de la plus grande partie de l'empire Ottoman, spécialement en Europe, la France croit être en état de suffire à tout, sans abandonner la guerre dans laquelle nous nous serions engagés contre l'Angleterre. Cette prévision nous est nécessaire pour nous mettre à l'abri de la contingence des événemens qui obligeroient l'Espagne de faire après la perte de quelques unes de ses possessions, une paix désavantageuse et honteuse, ce que nous espérons qu'une puissance telle que la France sur l'amitié et l'alliance de laquelle nous comptons et nous compterons toujours, ne permettra jamais.

14° C'est avec la même prévoyance que nous envisageons l'événement de la succession de la Bavière ou autres incidents du continent de l'Allemagne ou de la Flandre, qui obligeroient la France à prendre part aux troubles qui y surviendroient, conformément aux situations que nous fit en quelque manière à ce sujet le ministère de Vienne, le mois d'avril dernier, il sera à propos que les deux puissances alliées conviennent positivement de la conduite qu'elles devront tenir, ce cas arrivant pour ne pas courir le risque de faire à contre sens une paix désavantageuse avec les Anglois.

15° Comme il est indubitable que l'Angleterre ne négligera aucun moyen de distraire la France du côté du continent, on desire savoir si conviendrait de faire des démarches auprès de quelques autres puissances, ou de sonder les Hollandais, qui paroissent mécontents de l'Angleterre, ne fût ce que pour nous procurer des ressources contre les revers contingens, en suscitant de nouveaux ennemis à la Grande Bretagne.

16° Enfin c'est dans la même vue que nous désirerions savoir si seroit à propos d'engager d'autres princes à reconnoître l'indépendance des Colonies, si non par des actes formels, au moins par des démonstrations et des faits qui pussent servir de motifs d'induction, et si l'on pourroit profiter, pour faire quelques démarches auprès du roi de Prusse, de la circonstance où le cabinet britannique est mécontent du refus que ce monarque a fait de laisser passer par le Rhin des recrues pour l'Angleterre. Or si ces démarches seroient incompatibles avec d'autres rapports ou d'autres égards auxquels la cour de Versailles se croit obligée.

Nous manifesterions notre opinion sur tous ces points si nous n'étions arrêtés par la méfiance où nous sommes de nos propres lumières, c'est ce qui nous fait recourir à celles de Sa Majesté Très Chrétienne et de son ministère, afin que nous puissions procéder de concert et d'un commun accord dans la circonstance la plus importante où puissent se trouver les deux monarchies par les grandes conséquences qui doivent en résulter, et qui peuvent être le plus utiles ou le plus fatales.

J'ai l'honneur d'être etc

Espeyres, v. 588, n° 21

3 PROJET DE REPONSES A FAIRE AUX DIFFÉRENTES QUESTIONS DE L'ESPACE

Lus au roi et approuvé par Sa Majesté le 28 janvier 1778.

La 1.^{re} question a été discutée avec tant d'étendue dans le mémoire envoyé à Madrid le 8 de ce mois qu'il ne reste rien à y ajouter si ce n'est que la négociation a entouré entre l'Ang^{re} et l'Amérique ne pouvoit se prévenir que par une négociation

immédiats entre les Colonies qui les attache à la France et à l'Esp^e et qu'on auroit plus été à temps de s'y opposer si l'Ang^e avoit fait goûter ses innovations aux députés ou au Congrès, ne qu'on ne pourroit avoir que lorsque le coup seroit porté. On s'est convaincu que des secours pécuniaires n'auroient point été suffisants pour sauver des Colonies quoi qu'il soit très important de ne pas les discontinuer jusqu'à ce qu'on ait des raisons fondées de les faire cesser.

2^e Il a été également observé dans le mémoire déjà cité que nous n'avons pas moins à craindre et peut être plus à craindre le ministère anglais actuel que celui qui prétend lui succéder. Les preuves possibles en ont été administrées, mais l'objet de l'un et l'autre ministère étant la réconciliation, si on ne la prevenoit pas, la paix lorsqu'un commencement à la croire possible pourroit être avancée à un point qui ne seroit plus possible d'en arrêter la marche. Qui suit le principe quelconque de négociation ne nous mettroit pas tout à fait hors de mesure. La juste défiance que les deux Couronnes ont lieu de concevoir des intentions des deux partis en Ang^e paraissant devoir exclure toute démarche confidentielle à la cour de Londres, il semble qu'il ne seroit pas sans inconvénient d'un hazarder d'aucune espèce avant de s'être assuré des Colonies. Ce sera le moment alors nous pas plus tôt de communiquer les engagements qu'on pourra avoir formés.

3^e question. Les députés américains ont dépêché à leurs commettans un courrier qui a été transporté par une frégate française non pour leur demander des instructions et des pouvoirs dont ils ont été munis lorsqu'ils ont été envoyés en France, mais pour les pressurer contre les propositions que les Anglois pourroient faire au Congrès en faisant qu'ils ont beaucoup à espérer des dispositions favorables de la maison de Bourbon.

Quant à leurs pouvoirs ils paroissent en bonne règle, et rédigés comme tous les actes de ce genre, la seule différence qu'on y observe est qu'ils ne sont revêtus que du sceau du président du Congrès. Les Etats Unis ayant autorisé à apposer le sien à tous les actes de souveraineté jusqu'à ce qu'ils soient convenus entre eux d'un sceau général.

4^e Si l'on avoit sûreté que pendant que nous temporiserons la réconciliation ne fera aucun progrès entre les Américains et les Anglois, il seroit sans doute très prudent d'attendre non seulement les rapports qui pourroient nous venir de nos emissaires tout imparfaits qu'il est probable qu'ils seront, puis qu'ils se trouvent en Amérique sans qualité et sans mission propres à inspirer la confiance et par conséquent à attirer celle des principaux personnages de l'Etat, mais encore un plus grand développement des événements intérieurs, mais il a été représenté à différentes reprises le danger qu'il y auroit eu à laisser échapper un moment qui une fois perdue ne se

seroit plus retrouvé. Entre deux inconvénients possibles à prévoir, celui d'anticiper le moment paroit bien moins dangereux que celui de le manquer.

5° On peut en doit même s'attendre à la guerre un peu plus tôt ou un peu plus tard avec l'Ang^e toute sa conduite et ses mesures y tendent évidemment, d'ailleurs n'est elle pas dans un état habituel de guerre contre les deux Couronnes par les suites et les hostilités qu'elle ne cesse de répéter et que l'Esp^e ne souffre certainement pas moins imputativement que la France. C'est dans cette prévoyance que déjà les ordres ont été donnés à Toulon pour y armer 10. v^e de ligne de 74. et de 54 canons, que de nombreuses levées de mâtrelots sont ordonnées le long des côtes de l'Océan pour armer à Brest l'escaadre de 12 v^e de ligne qui sera successivement portée au printemps, jusqu'à 25 sans compter plus de 30 frégates et nombre de bâtiments inférieurs qu'on travaille déjà à équiper afin de pouvoir rendre aux Anglois à la première hostilité marquée le mal qu'ils voudront nous faire.

L'intention du Roi le cas arrivant est de faire sauter et arrêter tous les bâtimens anglois qui pourroient se trouver dans ses ports. Sa M^e se flatte que le Roi ses alliés voudra bien en faire autant de son côté.

Nos isles sont pourvues pour leur défense au delà de ce que les commandans ont demandé. Indépendamment des forces maritimes la France aura encore des corps de troupes sur ses côtes de Flandres et de Picardie, de Normandie et de Bretagne les dispositions sont déjà faites à cet égard et par un mouvement simple les troupes se trouveront à leur place. On ne parle pas de l'emploi des autres v^e de ligne qui peuvent encore rester à Brest et à Toulon au nombre de 12 à 13 et qui seront considérablement augmentés dans le cours de cette année par les nouvelles constructions et les radoubes ordonnés parce qu'ils serviront ou à des expéditions particulières ou à des remplacements qui pourroient devenir nécessaires.

Quant à la destination à donner aux forces navales de la France, il n'est gueres possible de la fixer jusqu'à ce que les objets soient mieux éclaircis. Le plan de guerre devant être différent si nous avons les Américains pour nous ou s'ils sont neutres ou contre nous, on ne pourra le former que lorsque la négociation sera consommée.

6° Le Roi ne peut qu'apprécier à la fois sa judicieuse prévoyance du Roi son oncle pour la sûreté du retour de sa flotte du Mexique et de celle de Buenos Ayres. C'est pour concourir à une vive action salulaire que S. M. a ordonné l'armement de 10 v^e de ligne à Toulon qu'elle fait presser et qu'elle aille d'envoyer à Cadix lorsque la cour d'Esp^e lui en demandera pour y être à ses ordres et contribuer à la rentrée et service des d^{es} flottes suivant que Sa M^e C^que lui trouvera à propos. Cette mission remplie l'onl^e v^e de Toulon partant de Cadix à Brest pour l'incorporer à ce département. Il paroit peu probable au reste quelques soient les vues des Anglois pour trou-

liér le retour de nos flottes qu'ils neont détachés des forces assez considérables pour le tenter. Ce sera beaucoup s'ils commencent la guerre avec 50 v^e leur armées et ce sera avec cette force qu'ils devront couvrir leur île menacée par notre flotte du Brest et par nos démonstrations de terre et pourvoir à la sûreté de toutes leurs possessions éloignées.

7^e Le Roi a pourvu à la sûreté de ses îles de la Martinique, de la Guadeloupe et de St. Domingue au dour de ses commandans, S. M^e ne pourrait pas dans le moment y augmenter le nombre de ses troupes sans accroître la difficulté de les faire subsister et la consommation seroit énorme en hommes qui se font principalement dans cette dernière île. Mais il y a bien peu d'apparence que les Anglois puissent rien entreprendre contre les dominions de la France et de l'Esp^e en Amérique tant que durera leur guerre avec les Colonies et c'est ce qui rend bien intéressant pour les deux Couronnes de s'assurer de ces mêmes Colonies de manière qu'elles ne puissent faire la paix avec l'Ang^e sans leur participation et sans leur aveu.

Si les deux Couronnes ou es aux Américains les Anglois osent en haine de ces Nations leur déclarer la guerre, la manière la plus simple de protéger et de couvrir leur Amérique seroit que l'une d'elles fit passer une escadre sur les côtes de l'Amérique septentrionale pour y observer et contenir les forces anglaises pendant que l'autre en enverroit une dans le golphe du Mexique qui agiroit sur les circonstances.

Ce plan ne portant jusqu'à présent que sur une donnée incertaine, on se contente de l'indiquer sans lui donner tout le développement dont il seroit susceptible.

8^e question. S'il y a jamais un moment favorable pour former une liaison avec le Congrès, c'est assurément celui ou selon la règle des plus solides probabilités il n'a pas encore pris l'ornière des déceptions de l'Ang^e mais comment se flatter qu'il n'y en aura pas lorsque de la part des deux Couronnes il n'aura que des espérances vagues et des époques incertaines et éloignées. Il ne faut pas s'y tromper, les succès des Américains ont excédé leurs espérances comme ils ont anticipé notre prévoyance et confondu celle des Anglois, mais la reddition de Burgoyne et les progrès retardés du Gen. Howe ne diminuent point ces calculs intérieurs dont le peuple américain est travaillé et manque de beaucoup de genres et d'art des essentiels aux besoins physiques de l'humanité, comment attendre de sa constance que privée d'une quantité de choses de première nécessité telles par exemple que le vêtement, il s'attache aux amorce de l'Ang^e lorsqu'il croira pouvoir concilier la liberté dont il est jaloux avec les jouissances dont il manque et qu'il redoute.

L'Esp^e désireroit et avec beaucoup de raison qu'on put remettre engager à prendre avec l'Amérique jusqu'à ce qu'on eut respectivement pourvu à toutes les

auges promotions quelle conseille et spécialement jusqu'à la rentrée effectuée de ses flottes du Mexique et de Buenos Aires, rien ne serait sans doute plus désirable si ces circonstances imperieuses ne prescrivaient pas une marche plus accélérée. L'ambassadeur aux Anglais se hâtera de déployer tout l'effort de leur ambassade en Amérique et aura soin à temps d'en arrêter le cours et d'en intercepter l'effet lorsqu'on en aura laissé germer les premières semences. C'est au principe qu'il faut s'opposer, et il n'y a qu'une liaison de la maison de Bourbon qui puisse faire manquer celle que les Anglais s'efforcent de renouer. La cour de Madrid semblerait d'ailleurs de pouvoir transiger dans le secret, si ne faut pas compter qu'il puisse être gardé, il faut s'attendre au contraire que si les Anglais ne la pénètrent pas en Europe il ne leur échappera pas tant de temps qu'il leur en faudra pour qu'il leur revienne d'Amérique. Mais si les circonstances de l'Esp^e ne lui conseillent pas dans ce moment et de s'associer à la négociation elle peut sans même s'en expliquer se réserver dans le secret de ses conseils l'époque où il lui conviendra d'y intervenir. Le grand point, le point véritablement essentiel est de prévenir à tout prix la réunion des Colonies avec leur mère patrie. Plus l'Ang^e aura d'ennemis moins elle sera redoutable; la prévoyance des deux Couronnes doit donc se diriger principalement à mettre les plus puissantes entraves à la réconciliation de l'Ang^e et de l'Amérique et au rétablissement de toute coalition dont elles ne seraient pas elles-mêmes la véritable centre et il n'en est pas d'autre qu'un traité.

2^e question. On ne peut mieux répondre à cette question qu'en mettant sous les yeux de la cour d'Espagne les projets de trois actes que celle de France a formés et communiqués aux députés américains pour entrer en négociation avec eux sur le fondement de leurs propositions.

Le premier de ces actes est un traité de commerce rédigé de la manière la plus simple, la France ne s'y fait adjoindre aucun avantage que toutes les nations commerçantes ne puissent partager avec elle pas un seul mot qui tende à l'exclure, tout y est rédigé suivant l'esprit de la plus parfaite équité, et de la convenance la plus générale. Le 2^d acte est un projet d'alliance éventuelle qui aura d'effet que dans le cas où l'Ang^e en même ou 1^{er} traité déclarerait ou ferait la guerre à la France si on veut bien en examiner avec impartialité toutes les stipulations, on se refusera difficilement à la conviction qu'il n'est gueres possible de mettre moins au jeu. Chacune des deux parties agit pour son intérêt ce' elle la trouvera à propos sans autre obligation réciproque que de ne pouvoir faire paix ou trêve indépendamment l'une de l'autre et l'état de la garantie durera de tout ou l'un se trouvera à la paix ou au moment de la rupture. Le 3^e acte qui doit être le plus secret réserve à l'Esp^e la liberté de conclure un traité semblable avec les Colonies lorsque se jugera à propos de le

faire et d'y stipuler les conditions qu'elle estimera convenir à sa situation et à son intérêt.

On n'a pas eu pouvoir former des répétitions en indemnité des dépenses que l'engagement dont il est question pourra occasionner parce qu'il n'a jamais été dans l'usage de la France de faire de semblables réclamations et que d'ailleurs sur la tournure qu'il a été nécessaire de donner au traité les Américains seront plus tôt les maîtres de la France que la France ne sera le leur. L'Esp^e peut avoir des principes différens à cet égard, mais si elle veut bien considérer la différence extrême dont il est pour elle d'avoir pour voisins et limitrophes de ses immenses possessions, dans les Américains un peuple tranquille et qui par sa constitution même ne semble pouvoir jamais devenir ambitieux et conquérant ou les Anglais sembleraient avides et applicables, toujours occupés au prix de la guerre à étendre leurs usurpations, elle sentira sans doute que la main qu'elle pourra faire dans cette occasion pour substituer un voisinage paisible à un voisinage inquiet est une économie et le plus grand avantage qu'elle puisse se promettre. Il ne semble pas aussi que le commerce de ces colonies au moins de quelques-unes soit un objet de peu de valeur pour l'Esp^e elle n'a pas besoin sans doute des tabacs de la Virginie et des indiges de la Caroline mais les blés des provinces du centre, le poisson salé de l'Amérique du nord, les bois de construction les goudrons etc. peuvent lui convenir d'autant mieux qu'elle les paiera avec des laines, des fruits des vins, et même des laines dont les contrées ne peuvent se passer, elles pourront avec le temps, suppléer aux manufactures d'Europe, mais l'apreté de leur climat s'opposera toujours à ce qu'elles y aient les denrées précieuses que l'Esp^e produit.

1^o question. Il a déjà été observé ci devant qu'il n'est pas possible d'établir un plan fixe d'opérations militaires avant d'en avoir arrêté un politique, et d'être assuré des Américains. L'incertitude qui a régné à cet égard s'est opposée jusqu'à présent à la confection du plan qu'on demande, si le Roi le formoit d'après ses seules conventions il seroit simple et facile. Sa M^{te} ne demandant pas de plus grands avantages que d'assurer par la séparation des Colonies de leur métropole l'affaiblissement de l'ennemi le plus invétéré de sa Couronne, de celle d'Esp^e et de toute la maison de Bourbon. De l'expulsion du commerce anglais résident à Dunkerque, de un peu moins de gêne dans la poche de Terre Neuve, de enfin le recouvrement des petites îles de la Dominique et de la Grenade ne sont pas des objets moins utiles pour servir à la guerre. Voilà cependant les principaux objets que le Roi se proposeroit à la suite d'une guerre heureuse. Mais les avantages qui interviendront toujours le plus Sa M^{te} seront ceux qui contribueront le plus efficacement à la satisfaction personnelle du Roi son aïeul et à la gloire de sa Couronne. Tout étant commun entre les

monarque le bien comme le mal, le Roi envisagera toujours comme la perspective la plus risquée et la plus heureuse pour lui le retour dans les mains du Roi son oncle des places importantes de Gibraltar et de Malton, et l'expulsion des Anglais du golphe du Mexique, de la baie d'Honduras et de la cote de Campeche, et Sa M^{té} sera toujours disposée à y concourir par les diversions qui pourront tendre à favoriser des vœux aussi louables, mais elle n'estime pas qu'il puisse convenir de combattre les forces des deux Couronnes et de les faire agir ensemble si ce n'est momentanément et dans le cas seulement d'une nécessité urgente.

Le roi d'Esp^e paraissant avoir les projets les plus actifs, le Roi attend de son amitié qu'il voudra bien lui communiquer ses vues pour leur exécution et lui faire connaître comment il lui sera plus convenable qu'on les seconde de ce côté-ci, Sa M^{té} étant très disposée à y concourir autant que les circonstances du moment pourront le permettre. Une seule observation qu'on ne croit pas devoir omettre est que faire agir les forces de France et d'Esp^e à une trop grande proximité en aura donné aux Anglais tout l'avantage d'une bonne défense, c'est en les forçant à ne deviner qu'on parviendra plus facilement à ses colonies.

1^{re} question. Dans la supposition que les deux Couronnes se proposent de faire concourir les Américains à l'exécution de leurs projets par des diversions ou par des prestations de secours, on pense que rien ne serait plus dangereux que de leurs confier prématurément des vœux qu'on aurait intérêt à tenir secrets, il n'est ni au gouvernement républicain ni au monarchique ni les affaires majeures ni connues dans peu de personnes. Dans les états populaires chaque individu croit avoir droit à la connaissance des mystères d'Etat, les députés proposés à lui pour en donner compte à leurs gouvernements respectifs vont à eux villes et aux communes dont ils ont leurs pouvoirs, et il n'existe point de secret dans de pareils gouvernements. Il sera donc toujours très prudent de ne dire aux Américains ou à leurs agens que ce dont il sera indispensable de les instruire, et au moment même on leur coopération sera aisément rencontrée.

12^e 13^e 14^e Ce que l'on peut dire de la part de la France relativement au nombre de campagnes qu'elle sera en état de faire est que tant que la guerre ne sera que maritime, elle sera beaucoup plus facile à supporter que l'état présent d'observation lequel très dispendieux par les travaux immenses qu'on a dû faire depuis deux ans dans la marine et qu'on sait encore, à dû et doit se prendre entièrement sur les revenus de paix. La France a des ressources toutes déterminées pour la guerre qui se équivaleraient très certainement la dépense tant qu'elle se concentrera sur la mer, et rien ne peut annoncer qu'elle gagne le continent à moins de supposer ce qui est contre toute probabilité morale que la maison d'Autriche ravivée par ses anciens

jalouses abandonnerait l'alliance du Roi pour rentrer dans celle des Anglois. Rien assurément ne doit nous préparer à ce trait d'ingratitude et de perfidie après ce que la France a fait aux dépens même de son intérêt pour cette maison. Cette possibilité seule exceptée, Sa M^{te} est bien décidée quoi qu'il arrive à ne point perdre de vue l'intérêt principal de diriger toute sa prévoyance et tous ses efforts contre l'Ang^e persuadée que si cette puissance qui depuis près d'un siècle a été le foyer des grandes guerres étoit ramenée dans de justes bornes la tranquillité publique en recevant une plus grande consistance. Du reste la querelle des Turcs et des Russes sans besoin d'occuper la prévoyance de Sa M^{te} ne la détournera pas de son véritable objet. On ne dit rien par rapport à l'incident de Bavière dans lequel la Russe ne s'est jamais proposé d'intervenir, et qu'on a bien de croire terminé les nœuds de Vienne et polittique s'étant accordés sur le partage de cette succession sans qu'on sache encore de quelle manière.

5^e question. Il vient d'être dit qu'à moins de supposer une defection de la maison d'Autriche la France n'a pas lieu de craindre une guerre sur le continent, aucune autre puissance n'étant en situation de la lui faire. Cela suppose toute démarche directe ou indirecte auprès de quelque cour que ce seroit deceleroit une inquiétude et une crainte qui ne pourroit que decouvrir le but secret des deux Couronnes et leurs préparés des obstacles. Peut être seroit il convenable d'excepter les Hollandais de la classe générale menacée par la considération de notre intérêt que par celui qu'ils ont à veiller à la sûreté de leur navigation et de leur commerce qui ne sont pas moins exposés que les nôtres à la violence et à l'oppression anglaise. On remarque sensiblement que leur affection pour l'Ang^e diminue notablement les gens sages parmi eux ne sachent pas qu'ils regarderoient l'accommodement de l'Ang^e avec ses ennemis comme le plus grand des maux qu'une annexion forcée leur paroitroit moins redoutable, s'ils se fussent c'est dans la confiance que nous aurons prévenu la reconnaissance nous assure prévoyant que nous aurons des insultes et des hostilités à essuyer de l'Ang^e ils nous invitent à les repousser mais ils demandent que nous ne soyons pas les premiers à déclarer la guerre, et ils répondent que la déclaration n'ayant pas lieu leur repul^{se} ne se laissera sûrement pas entraîner. Ce^{ci} ils paroissent avoir de l'inquiétude pour leur commerce le Roi a fait ordonner à son chargé d'affaires à La Haye de sonder mieux comme de lui même ceux avec lesquels il correspond sur la convenance d'une convention pour la sûreté réciproque de la navigation et la liberté du commerce nous verrons si cette idée pourra germer peut être seroit-il plus facile de les déterminer à une alliance défensive, mais dans les termes où nous sommes avec la maison d'Autriche et eux avec l'Ang^e il ne peut en être question.

6^e question. Il semble qu'il sera suffisant^{ment} tenu d'agir par des annotations et des

bons offices auprès des cours avec lesquelles les deux Couronnes ont le plus de correspondance pour les porter à reconnaître l'indépendance des Colonies lorsque la France et l'Esp^e auront elles mêmes franchi le pas. Jusqu'à tout ce qu'elles pourroient faire et dire seroit probablement sans effet s'il n'étoit autorisé par leur exemple. On peut croire que le roi de Prusse ne sera pas le dernier à le suivre quoi qu'une des puissances les moins complaisantes, mais son peu d'affection pour les Anglois l'ignorant même qu'il témoigne contre eux, l'y détermineroit vraisemblablement. On ne doit pas se flatter que la cour de Vienne y soit facile, quoique notre alliée, elle conserve les plus grands ménagemens p^r la Grande Bretagne. Après avoir répondu autant que l'état encore incertain des affaires a pu le permettre aux différentes questions proposées dans la dépêche que M. la C^{te} d'Aranda a été chargé de communiquer, on ne peut s'empêcher de manifester au plus sensible regret, que le ministère espagnol au lieu de nous confier ses doutes ne se soit pas plus tant attaché à les éclaircir, et à nous en donner des solutions, ce n'est pas un compliment, mais ses intentions sont pures et désirables. Le Roi pénétré de la plus véritable confiance dans la sagesse, la prévoyance, et la longue expérience du Roi son oncle cherchera toujours à rapprocher son opinion de la même lorsqu'elles pourront différer. Si on a bien pris l'esprit de l'écrit auquel on vient de répondre, l'opinion est la même quant au fond. toute la différence roule sur ce que la circonstance parait moins urgente à Madrid qu'on ne la juge à Versailles. Cette différence provient naturellement de ce que l'objet étant vu de plus loin en Espagne et peut être sous moins de rapports la sensation en est moins forte. Ici même la violence plus à découvert se voit sous nos yeux que se font les manœuvres des Anglois et probablement ils ne sont que la répétition de ceux qu'on pratique auprès du Congrès et des provinces d'Amérique. Mais supposons que la France par sa prévoyance anticipe une époque qu'elle auroit pu reculer peut être de quelques mois, l'inconvénient seroit bien moindre cependant que celui de manquer un moment précieux que peut être elle ne retrouveroit plus. Or s'il faut opter entre deux inconvénients la prudence n'invite t elle pas à préférer celui qui présente le moins de danger, et l'on ne peut se dissimuler que si l'on faut avoir la guerre avec les Anglois, meilleur que toute leur outrageante conduite ne nous fait que trop prévoir depuis longtemps, il vaut mieux la risquer pour avoir les Américains pour alliés et pour nous que de nous exposer par de nouveaux délais à les rendre indifférens et peut être contraires à notre cause.

Espagne, t. 588, n° 61

À LE COMTE DE VERGENNES AU COMTE DE MONTMORIN.

A Versailles le 24 janvier 1778.

J'ai l'honneur de vous envoyer M. la traduction de la lettre de M. le comte de Floride Blanche que M. le C^{te} d'Aranda a été chargé de nous communiquer, et notre réponse aux différentes questions qu'elle renferme. J'en renvoie une copie à M. l'ambassadeur d'Espagne qui la fera sans doute passer à sa cour.

Nous aurions voulu M. rendre nos réponses plus explicites pour répondre mieux à l'attente et à la confiance de M. le C^{te} de Floride Blanche, mais nous ne pouvions nous expliquer que d'après l'incertitude des données, d'ailleurs vous devez faire remarquer que nous ne nous enveloppons pas dans des réticences ni sur nos propres vues ni sur nos dispositions à concourir au succès de celles de l'Espagne autant que cela peut dépendre de nous. J'espère que l'offre que nous faisons de joindre dix de nos vaisseaux de Toulon à l'escadre qu'on prépare à Cadix pour contribuer à la sûreté de la rentrée des flottes qu'on attend ne pourra qu'être agréable à Sa M^{te} Catholique et à son ministère, mais il aurait pu être plus avantageux à la cause commune, au moment ou un nouvel ordre de circonstances a pu nous faire prévoir la nécessité d'accélérer nos mesures, qu'on eût envoyé à tout événement des ordres pour retenir dans le golphe la flotte du Mexique et pour y faire arriver celle qui doit revenir de la Plata. Ces deux forces réunies avant que les Anglois eussent pu se renouveler le soupçon aurait été assuré à l'Espagne la supériorité la plus décisive.

Il ne doit plus être question M. de parler de ce que l'on aurait pu faire, c'est de point ou nous nous trouvons qu'il faut partir, l'Espagne seule pouvant le connaître avec certitude, c'est donc à elle à fixer et à éclaircir nos délibérations et nos résolutions. La plus importante et la plus instante à prendre est sans difficulté d'assurer le retour des dix flottes. La chose ne doit pas paraître difficile encore moins impossible. Quelques fortement armés qu'on puisse supposer les Anglois, si il n'est pas possible qu'ils soient en grosses masses partout. Donnons leurs 60 v^e de ligne bien armés, c'est je crois avoir au plus fort. De leur armée ils doivent relever la plus part des vaisseaux qui ont servi jusqu'à présent dans l'Amerique septentrionale, il faudra encore prendre sur le nombre ceux qu'ils destineront à la défense et protection de leurs îles du Vent et sous le Vent. Si pour les différents objets ils n'affectent que 15 v^e il ne leur en restera que 45. pour l'Europe et c'est avec ce nombre qu'ils devront valoir à la défense intérieure de la Manche et sur les desseins de notre flotte de Brest laquelle étant de 25 v^e n'en exigera certainement pas un moindre nombre pour l'observer. Ces différents objets remplis ou qui restera de libre au sein

certainement pas suffisant pour aller tenter avec succès une entreprise contre les flottes espagnoles et les convois qu'on peut leur destiner. On peut ajouter à ce tableau que les Anglois n'ont pas à beaucoup près les Go. v^e que nous leur donnons ils peuvent bien les dire en conversation et même un plus grand nombre, mais la difficulté est de les armer. Les matelots commencent à devenir rares.

Une chose dont je dois vous prévenir M. afin que vous soyez prêt à répondre si on vous en fait la question, est que dans le cas où le roi d'Espagne acceptera les 10 v^e de Toulon que nous proposons, cette escadre ou elle se combine avec l'escadre espagnole sera incontestablement aux ordres de l'officier que S. M. C^{te} désignera p^r commander ses forces.

Dans le cas où l'on ne croiroit pas qu'Esp^a avoir besoin de cette force maxime on seroit très à propos que nous en fussions instruits afin de ne pas la laisser inutile dans la rade de Toulon.

Le Roi auroit desiré bien cordialem^t M. de pouvoir se prêter aux délais que le Roi son oncle propose pour entamer la négociation avec les députés de l'Amérique mais en considérant le prix du temps et le danger irréparable pour les deux Couronnes si on le perdait, le Roi a cru devoir à l'intérêt de l'Esp^a comme au sien, de ne pas négliger la seule circonstance dont il est peut être encore possible de disposer pour mettre la plus forte entrave à la reconciliation de deux peuples, dont la réunion à quelque condition qu'elle se fit s'il étoit sans biens antérieurs de notre part auroit sans contredit un coup fatal pour l'Espagne comme pour la France. Nous concevons parfaitement Monsieur les raisons qui déterminent l'Esp^a à des délais, loin de les contredire nous l'invitons au contraire à prendre toutes ses habitudes suivant la plus grande convenance et c'est sur quoi vous ne pouvez trop insister. La bonne position où elle est et sa contenance fortement armée doivent en imposer à l'Ang^e et la rendre plus circonspecte à premier des explications dont elle pourroit craindre le dénouement. Ainsi s'il convient à la cour de Madrid de s'envelopper dans des incertitudes il y a lieu de croire que le Gouvernement Esp^a loin de les faire cesser contribuera plus tôt à les entretenir par ce qu'il croira quel qu'abusivement, qu'elles pourront lui fournir les moyens d'affaiblir l'insistance de nos liens et peut être de les rompre. Il est dans la nature humaine de croire facilement ce qu'on desire le plus ardemment et il n'est pas douteux que ce soit là le vœu le plus cher des Anglois.

Les actes joints aux réponses aux questions de M. le C^{te} de Floride Blanche vous feront connaître comme à ce ministre les bases de notre négociation entamée avec les Américains. Si on les lit sans prévention on n'y remarquera rien, qui caractériser un esprit cupide, occupé à siffler à lui tous les avantages possibles. Nous n'en augurons aucun des Américains qu'ils ne puissent rendre communs s'ils le veulent.

à tous les peuples de l'Europe comme à l'Ang^e lorsqu'ils feront la paix avec elle. Rien n'est plus vrai ni plus constant comme il est dit dans notre rapport que l'avantage le plus précieux que le Roi se propose dans la conjoncture présente est l'affaiblissement de la seule puissance dont les deux Couronnes doivent redouter l'inquiétude et l'ambition, et Sa M^{te} renonceroit volontiers à tout autre avantage pourvu que cet objet rempli, le Roi son oncle soit satisfait sur ceux qui peuvent intéresser sa couronne.

Il me reste à vous informer M. du progrès de notre négociation et de son état présent. Elle n'a pas marché aussi rapidement que nous devions l'attendre de la simplicité de nos conditions et de l'intérêt que les Américains ont à acquiescer un peu pûment. Je vous ai mandé que d'abord les députés s'étoient montrés froids et réservés et qu'ils avoient commencé par établir la guerre imminente comme base de toute raison. Comme ils avoient paru se relâcher à cet égard nous leurs fîmes communiquer le 18. nos projets. La discussion fut vive et longue enfin ils la terminèrent par prendre du temps pour y faire leurs observations. Ils n'ont pas voulu agir à la légère, car ce n'est qu'après dix jours de réflexion qu'ils nous ont donné leur réponse. Ils sont d'accord de tous les points à quelque différence près extrêmement légère. Le seul sur lequel ils se sont montrés récalcitrans est sur l'alliance qu'ils auroient voulu activer au lieu d'éventualité, mais la leur a été répondu d'un ton si ferme qu'insister sur un changement de cette nature ce serait rompre toute négociation qu'ils ont pris le parti de se désister. Tout étant convenu à quelques modifications près très indifférentes il ne reste plus qu'à met- re les actes au net et ils pourront être signés dans les premiers jours de février.

Si l'Esp^e étoit dans la disposition d'entrer en négociation, le 5. Lee qui a sous des pouvoirs pour traiter avec elle, n'hésiteroit pas à s'y transporter, mais cela doit dépendre de sa convenance, peut être seroit il important que M. la C^{te} d'Aranda fut chargé de traiter, cela seroit moins sujet à être remarqué.

Notre traité fait nous ne négligerons aucune précaution pour en conserver le secret, nous comptons sur la discrétion des députés, mais nous n'avons pas la même confiance dans celle de leurs commettans, et nous sommes bien convaincus que le traité sera à peine arrivé en Amérique qu'il y deviendra public, mais dans la supposition que le secret en sera religieusement gardé en Europe, il faut s'attendre qu'on en aura la connaissance par l'Amérique entre la fin d'avril et le commencement de may. Si la guerre n'a point encore éclaté à cette époque le roi se propose de faire communiquer alors son traité de commerce à l'Ang^e, avec une exposition simple des motifs qui l'y ont déterminé. Ce sera à cette puissance à juger du parti qu'elle trouvera le plus convenable de prendre.

L'ambassadeur d'Ang^{re} toujours inquiet de pénétrer si nous négocions avec les Américains me pousse de questions indiscrettes, je pourrais même dire impertinentes jusqu'à présent je l'ai éconduit avec douceur et honnêteté me contentant de lui faire sentir qu'il excède ce que son ministère permet. S'il continue l'habitude de me fatiguer de ses questions, je pourrai bien lui répondre de manière qu'il perdra la tentation d'y revenir. Nous attendons des nouvelles d'Ang^{re} pour être informés des opérations du Parlement depuis sa rentrée. Les dernières sont du 20 et ne disent rien. Les vents de nord qui règnent depuis quelque temps contraignent l'arrivée des courriers.

Je n'ai rien d'être avec un sincère et parfait attachement. M.

Espagne, le 1588 n° 76.

IV

QUESTIONS DE LORD STORMONT SUR NOS LIENS AVEC L'AMÉRIQUE.

LE COMTE DE VERGENNES AU MARQUIS DE NOAILLES.

A Versailles le 24 janvier 1778.

Je crois, M., ne point devoir vous laisser ignorer un entretien inopiné que j'eus avant hier avec M. le V^e de Stormont. Cet ambassadeur s'est présenté chez moi sans m'avoir prévenu et me dit qu'étant dans le cas d'expédier un courrier à sa cour, il av^t jugé devoir auparavant prendre des éclaircissements sur les armements prodigieux que nous faisons dans nos ports, armements qui, selon lui avoient été déterminés en dernier lieu dans le conseil de S. M^e. Je me bornai à répondre à M. le V^e de Stormont que j'ignorais parfaitement cette disposition, que cependant, en qualité de membre du conseil, je devrois en être instruit si la matière y eût été discutée, que tout ce que je savais étoit que l'on faisoit des levées de matelots parceque nous étions dans l'usage de relever nos équipages. De là M. l'ambassadeur d'Ang^{re} passa aux affaires d'Amérique, et m'observa d'un ton fort sérieux que le public et toute l'Europe étoit dans la persuasion que nous négocions un traité avec les Américains, soit que ceux-cy l'eussent proposé, soit que nous eussions fait nous mêmes des p^{ro}pos au Congrès. M. le V^e de Stormont me pressa de lui dire ce qui en étoit et il me demanda ce qu'il avoit à mander à cet égard à sa cour. Je me bornai à répondre à une interpellation aussi extraord^{inaire} que le public s'amusoit à former des conjectures et à forger des nouvelles, et qu'il ne m'étoit possible ni de les empêcher ni de les pré-

venir. Mais me repliqua le Ld Stormont, quand je vous en parlais ci-devant vous me répondiez franchement que non ; et présentement vous gardez le silence sans doute que la *sincérité* de votre caractère ne vous permet point de trahir la vérité ; or vous avez vous-même rempli les fonctions d'ambassadeur, vous en connaissez les devoirs, ainsi vous devez sentir que les conséquences je dois tirer d'un pareil silence et quel compte j'ai à rendre à mon cœur. Je répondis à cette nouvelle instance que lorsque le Ld. Stormont parlait en plaisanterie au C^{te} de Vergennes d'un traité avec les Américains le C^{te} de Vergennes pouvoit lui répondre sur le même ton et avec franchise, mais que dès le moment que l'ambassadeur se montrait, je n'avois autre chose à lui observer sinon que lorsque le Roi m'a fait l'honneur de me nommer son ministre des Affaires étrangères, je me suis fait une loi inviolable de ne jamais faire de réponse ministérielle sans avoir pris préalablement les ordres de S. M^{te} que c'étoit là tout ce que j'avois à dire à l'ambassadeur d'Ang^{te} et qu'il pouvoit ajouter cette observation aux réflexions qu'il trouveroit bon de faire lui-même.

Le Ld Stormont ne jugea pas à propos de pousser plus loin ce colloque, il se retira, à ce que je pus juger, fort mécontent de moi, et se rendit chez M^{te} le C^{te} de Maurepas dont il força la porte. Ce ministre s'étoit excusé de le voir, parcequ'il est incommodé de la goutte depuis environ trois semaines.

J'ay crû d'abord, M^{te}, vous instruire de tout ce détail parcequ'il est possible que les ministres anglois vous parlent du rapport que le Ld. Stormont n'aura point manqué de faire et qu'il est nécessaire que vous soyez en état de les ramener à la vérité dans le cas où ce qui n'est que trop probable, cet ambassadeur ait ou altéré ou exagéré les faits. Mais je dois vous observer en même tems M^{te} que vous n'avez aucunement à rechercher les ministres anglois sur cet objet et que s'ils ne vous en entretiennent pas les premiers, vous n'aurez rien à leur dire. Si vous les préveniez, ils prendroient votre démarche ou comme une excuse ou comme un indice de crainte ou de foiblesse, et nous devons éviter soigneusement l'un et l'autre.

Cepend^t ces us sont dans l'usage de nous prévenir lors qu'ils augmentent leurs v^{es} en commission, espèce de confidence que nous savons apretier, vous pouvez dire à celui des secrétaires d'État que vous aurez occasion de voir, que nous n'avons pour le présent d'autre augmentation dans nos armemens que celui de 4 v^{es} dans la Méditerranée.

Mad^{te} la C^{te} d'Artois est très heureusement accouchée vers midi d'un prince qui a été nommé M^{te} le duc de Berry.

Angleterre, le 28. 6^{te} 83

CHAPITRE XII.

RUPTURE ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE

On continue de négocier avec Madrid, mais les regards sont tournés du côté de l'Angleterre, ambition de l'Espagne et amour-propre lésés de son premier ministre, motifs donnés par M. de Flacaudin pour expliquer la rupture de sa union. — Appréhensions de M. de Vergennes de nous voir surprendre son habitude pour qu'on ne lise pas l'Angleterre nous devancer en Amérique, ses dispositions en faveur des vases de l'Espagne son parti arrêté pour un complet désintéressement de sa part de la France. — Vergennes du moins si nous sommes en commun ou si nous serons seuls hostiles de la marine anglaise, refus systématique du cabinet de Londres de satisfaire à nos griefs, même valides de la guerre à date prochaine. — La correspondance avec notre ambassade d'Angleterre a cette heure résolution qui se manifeste et que de concert on elle croit se faire les sympathies la persécution des intérêts nationaux ou au moins décide le roi à vouloir tout haut les engagements qu'il a contractés avec l'Amérique. — M. de Murepau écrit ces mots non finies, opinion contraire de M. de Vergennes, vérité qu'il attachait à bien savoir en Amérique le bruit du traité, à défaut de l'acte lui-même, lettre du 6 mars chargeant Montmorin d'aller « détourner » Madrid de la notification prochaine de ce traité. — Circostances favorables présentes pour cela par le continuel refus que déterminant le roi. — Dépêche officielle et lettre particulière du ministre parvenant à M. de Montmorin la déclaration de confiance, elle explique le but du gouvernement du roi et la conduite qu'il compte suivre dans les affaires de l'Amérique; lettre du roi à son oncle. — Dépêche officielle apportant la déclaration reçue au marquis de Noailles et lettre particulière à cet ambassadeur contre l'avis de cette déclaration prescriptions à remplir pour se faire surprise et enthousiasme de l'ambassadeur en la recevant. — Promptitude de la résolution du cabinet anglais et rapidité de ses autres dispositions immédiatement prises par lord Mowmont, sa lettre annonçant à Versailles son départ, sonnent lord Weymouth congédie le marquis de Noailles et M. de Vergennes l'ambassadeur d'Angleterre. — Conseil des ministres du 18 mars composé qu'y présente M. de Vergennes, l'expulsion du gouvernement anglais à Dunkerque est votée, elle partira à Londres par cette quinzaine elle déclarant la guerre à son tour. — Comment le ministre résistait aux inspirations partielles que ses amis résoluient comme le duc de Choiseul, d'aller à lui adresser par Garret et Noailles pour que l'ambassadeur peut lui répéter après eux. — Plan de recherche de M. de Vergennes pour les flottes comparativement au sein d'ouvrir son action d'indépendance et justice marquée par lui comme devant nouvelle sur le drapeau de la France, appel final qu'il fait aux autres nations du combatte avec nous pour la liberté des mers.

1778

Ce sont les actes pouvant survenir du côté de l'Angleterre ou à son sujet qui concernent maintenant l'intérêt entre Versailles et l'Espagne

la correspondance va rester active. Le gouvernement du roi tenait trop à voir l'union devenir effective avec celui de Madrid, pour cesser les soins propres à se l'associer tout à fait. Le ministre continue donc à expliquer les causes et le but de la signature du traité, à fortifier les motifs qu'il en a donnés, à offrir à l'Espagne de prendre part à ce traité et à lui rendre facile de le faire; l'ambassadeur cherche à découvrir le fond de la pensée de M. de Floridablanca et du gouvernement Catholique, à indiquer ou à pronostiquer leurs visées, mais ce sont les ports anglais et les gestes du gouvernement de George III qui attirent surtout les regards.

Des rapports de M. de Montmorin, du 2, du 5, du 9, du 16 février, font graduellement ressortir que des ambitions inspirent au gouvernement de Madrid son attitude. L'ambassadeur est porté à ne point douter que ce gouvernement ne sente bien la nécessité de marcher avec nous, que bientôt même il se le juge utile et n'en recherche l'avantage; M. de Floridablanca lui paraît pénétré de cette idée, « penser qu'il faut écarter le passé et partir du point où l'on se trouve, être prêt dès lors à se concerter aussi intimement que l'utilité des deux Couronnes le commande ». Il a écrit cela le 2; il en reparle le 5, c'est-à-dire après que l'interrogatoire dont le comte d'Aranda doit saisir le cabinet de Versailles est parti. « On nous blâme, mande-t-il alors, de la hâte avec laquelle nous avons signé les traités; on dit que nous avons eu peur de laisser échapper les Américains et tout simplement avancé le moment de la guerre lorsqu'il pouvait être reculé, mais qu'il ne faut pas moins s'apprêter à la recevoir, le ministre espagnol n'a de crainte que pour les vaisseaux de la Vera-Cruz et pour la flotte qui est en mer. » A quelle époque Charles III se déterminera-t-il à entrer dans l'alliance, l'ambassadeur ne le voit pas, mais « l'Espagne a trop d'intérêt, suivant lui, à s'assurer des Américains avant que la guerre ne soit ouverte et ne leur fasse demander un prix plus haut de cette alliance, pour qu'elle ne s'y décide point ». Seulement, il entrevoit à ce pays un but caché. D'après une parole du ministre du

1778. Pardo, il juge que la Floride et un établissement à Terre-Neuve sont deux points que l'Espagne va vouloir se ménager; « M. le comte de Florida Blanca me disait dernièrement », écrit-il.

M. le C^{te} de Florida Blanca me disait dernièrement qu'il aimerait mieux qu'on ait cédé la moitié de l'Amerique que la Floride; en effet il ne peut rien sortir du golphe du Mexique, sans presque raser les côtes de cette province. Quant à un établissement à Terre-Neuve, je crois qu'il souffrirait bien des difficultés, vous pouvez être sûr, Monsieur, que ces deux points formeront la base des demandes de l'Espagne, si elle entre en négociation avec les Américains. J'ai cru devoir vous en prévenir, afin que vous en fassiez l'usage que vous croirez convenable. Au reste cela ne m'a pas été dit clairement, encore moins ministériellement.

Espagne, t. 588 n° 80.

Le comte de Montmorin marque davantage encore cette manière de voir le 9. Il mande en particulier au ministre : « L'Espagne refuse les dix vaisseaux offerts pour protéger son commerce; notre traité déplaît, ayant tenu trop peu de compte du premier ministre, mais aussi par la modération de ses clauses, on projetait de faire acheter son alliance, d'exiger des avantages, notre exemple ôte l'espoir d'y réussir ». Du reste, M. de Floridablanca n'a rien témoigné de ces visées; il s'est borné aux mêmes prétextes que précédemment, et à émettre des doutes en plus, toutefois, sur la réalité de notre état maritime à Toulon, d'où il prétendait avoir des informations certaines¹. L'ambassadeur annonce officiellement ce refus des dix vaisseaux dans son rapport du 16. M. de Floridablanca en a donné pour motifs que les circonstances ne paraissent pas commander d'accepter une telle aide et que l'intention de Sa Majesté Catholique est d'ailleurs d'éviter la guerre le plus longtemps possible. Ce n'a pas été sans répéter, cependant, que nous faisons courir de grands risques à l'Espagne et qu'elle doit se préparer activement à se défendre; ce n'a pas été non plus sans ajouter quelques

Espagne, t. 588 n° 98.

autres raisons de pure défiance, telles que de considérer comme fort problématique l'adhésion du Congrès à nos traités, en présence des propositions plus immédiates que fera l'Angleterre; d'ailleurs, l'avis a été émis dans le cabinet qu'il fallait se garder de notre offre, parce qu'elle cachait des visées de contrebande sur les richesses dont la flotte est chargée¹. Le 26 février, un nouveau rapport étendu précise un peu plus tout cela et le complète. « L'amour-propre de M. de Florida-Blanca est blessé sensiblement de ce qu'on est allé en avant malgré tous les raisonnements présentés par lui; il est convaincu que l'on ne fera rien en France de ce qu'il propose, ce qui se passe depuis son arrivée le lui prouve; l'ambassadeur a essayé en vain de lui persuader le contraire, il a gagné peu de terrain; l'humeur est passée, mais la blessure de l'amour-propre saignera plus d'un jour ».

Or le 26 février le ministre espagnol avait lu les réponses du cabinet de Versailles à ses questions. Il les avait trouvées « froides ». Montmorin revient sur ce sujet avec lui le 26 et voit alors clairement que

« Le comte de Montmorin écrit le 26 février à M. de Vergennes : « Monsieur — Sa Majesté Catholique m'a chargé expressément de témoigner au Roi catholien elle doit sentir à l'offre de Sa Majesté de dix vaisseaux de ligne pour assurer le retour de la flotte de la Vera-Cruz. M. le comte de Florida-Blanca m'a confirmé de la part du Roi son maître les mêmes sentiments qu'il avait eu la bonté de me marquer lui-même ».

« M. le comte de Florida-Blanca m'a dit qu'il ne pouvait dans ce moment, ni accepter ni refuser ce secours parce que les affaires n'avaient pas pris une tournure bien décidée pour savoir s'il serait nécessaire ou non, que l'intention du Sa Majesté Catholique était d'éviter la guerre autant qu'il serait possible et que son goût et les circonstances dans lesquelles se trouvoit l'Espagne le pouvoient également désirer la conclusion de la paix. »

« leurs l'époque du retour de la flotte est encore incertain, ce ne sera que par l'arrivée du premier courrier maritime on saura du moins qu'on pourra avoir des nouvelles positives du ce qui la concerne, et il serait prématuré de prendre des mesures pour sa rentrée avant de savoir précisément l'époque de son départ. M. le comte de Florida-Blanca m'a ajouté, Monsieur, qu'il croit que les forces que l'Espagne aroit à Cadix seraient plus que suffisantes pour protéger la flotte. « ses troupes, et que si on étoit dans le cas d'avoir besoin de quelque secours il pensoit qu'une diversion qui attireroit l'attention des Anglais d'un autre côté rempliroit mieux l'objet qu'on se proposoit que la réunion en masse des forces des deux puissances. Ainsi Monsieur les vaisseaux qu'on destinoit à cet usage pourroient être regardés comme libres ».

Espagne, t. 568 n° 112

177A l'Espagne voudrait quelque chose de plus solide qu'un simple résultat moral. Pour M. de Floridablanca, l'idée de s'en tenir à ce résultat-là, chez les ministres de Versailles, vient de ce que les moyens ou la volonté de « coopérer à satisfaire son allié manquent à la France »; il n'a d'ailleurs qu'une très mince opinion de nos forces; le comte d'Aranda a fait un voyage dans nos ports, a dit en avoir rapporté et en a transmis des impressions fort bonnes, mais n'étant-ce pas l'effet d'une retenue commandée par la déférence ou une suite des propensions personnelles de cet ambassadeur à la guerre? L'on est donc d'autant plus tiède à Madrid, « les Espagnols sont un peu comme les enfants, on ne peut les éveiller qu'en présentant des objets brillants à leurs yeux et ils ne sont pas en état de sentir les avantages solides qui doivent résulter des vues sages et modérées que la roi a adoptées¹. » Il n'y a du reste nulle aigreur chez M. de Floridablanca; au contraire, il prodigue les témoignages d'attachement; « il sent bien l'utilité de l'union, il pense, seulement, que l'Espagne est dans des circonstances critiques, exigeant la conservation de la paix le plus longtemps possible; par suite, il trouve notre action prématurée; mais il reconnaît que nous ne pouvions suivre un avis différent d'une manière plus en rapport avec l'union et l'amitié régnant entre les deux cours. » Il n'est pas moins rude qu'avant avec lord Grantham, qui vient le questionner sur le bruit d'un traité passé entre la France et le Congrès et se plaindre une fois de plus des préparatifs des cours de France et d'Espagne. Le premier ministre, dit Montmorin, a pressenti dans cet entretien une démarche ultérieure plus formelle qu'il a voulu arrêter d'avance².

¹ *Espagne*, t. 586, n° 125. — Le comte d'Aranda n'avait pas manqué de faire connaître les impressions de son voyage à M. de Vergennes à mesure de ses étapes. Il y a de nombreuses lettres de lui à ce sujet dans les registres des Affaires étrangères.

² M. de Montmorin, qui rapporte longue-

ment l'entretien, écrit : « M. le comte de Floride-Bianche lui dit que quant à tout ce qui concernait l'étatisme amical des deux Couronnes leur confiance réciproque était entière, mais que cette confiance ne s'étendait pas à ce qui les regardait mutuellement. L'ambassadeur parla des grands pré-

Toutefois, les faits marchaient, pendant cette prolongation sans effet des entretiens des deux cours. Afin de protéger d'importants convois américains prêts à partir, contre les vaisseaux anglais et même contre l'escadre de l'amiral Keppel, que l'on supposait en mer ou près de s'y mettre, on avait envoyé M. de la Motte-Piquet en croisière devant nos côtes de l'Ouest. Le 16 février, M. de Vergennes, écrivant à Montmorin sur ses appréciations du 2, ne lui cachait pas la crainte que soudain les hostilités ne s'ouvrirent sur ces côtes. Il mandait à cet égard à notre ambassadeur en Espagne : « Je serai agréablement surpris si le convoi qui doit être dehors maintenant sort des caps sans qu'il y ait des coups de canon tirés¹ » A la même

« période qui se lie, soit en France et en Espagne, M. le comte de Florido Blanche lui répondit qu'en les marchandant mutuellement en Espagne jusqu'à ce que l'Angleterre eût donné des sûretés véritables qu'elle ne trahirait pas la paix. M. lord Grantham fit de grandes protestations du danger que les ministres anglais eurent de la ministre M. de Florido Blanche répondit qu'il le croyait, mais que le ministre pouvait camoufler, et qu'il n'était le ministre actuel restant en place. La constitution anglaise était telle que même sans son il pouvait être entraîné à la guerre qu'en un mot l'Espagne ne serait pas prise au dépourvu, et qu'on y avait mis les armes. M. de Florido Blanche jusqu'à ce qu'on fut parvenu à pouvoir opposer à l'Angleterre des forces égales aux siennes. Le ministre espagnol demanda à l'ambassadeur ce qu'il lui avait dit de sa cour qu'il lui avait dit et sur la réponse il se déchaîna la conversation fut terminée M. le comte de Florido Blanche en a dit Monsieur, qui était la première fois depuis un moment que M. lord Grantham avait été entendu sur les affaires présentes. Il crut que cette conversation n'était que préliminaire et attendait inopinément à une autre dans laquelle l'ambassadeur s'expliqua plus

« clairement. — A Madrid le 26 Février 1778. — *Espagne*, t. 568 n° 135)

« de vous avec satisfaction que le ministre espagnol s'achève sur les intentions des Anglais dans les armements qu'ils augmentent et qu'ils accélèrent avec une rapidité si extraordinaire qu'elle ne permet guère de douter qu'ils aient un projet. Vous avez quelques indices qu'il peut menacer Brest mais nous espérons que les propositions déjà faites et celles qui sont en discussion et qui s'exécuteront avec ardeur rendront cette entreprise fâcheuse pour les Anglais s'ils n'ont pas la prudence de se retirer. Je ne suis plus inquiet pour M. de la Motte-Piquet, un escadron avec plusieurs vaisseaux pour surveiller le département de différents navires chargés par le compte des Américains et qui leur porte de diverses espèces de marchandises de tout genre dont ils ont un besoin pressant. J'ignore la composition de leurs cargaisons mais je suis persuadé qu'ils ne peuvent avoir beaucoup de munitions navales espèces de marchandises qui au terme des traités sont pour eux réputés contrabands. Quoi qu'il en soit je serai agréablement surpris si le convoi qui doit être dehors maintenant sort des caps sans qu'il y ait des coups de canon tirés. » *Ibid.*, n° 135.

heure, du reste, en envoyant le texte des traités au Comité des affaires étrangères du Congrès, la légation de Passy ne cachait pas l'espoir qu'elle avait de voir ce fait se produire¹. Le ministre ne perdait point l'occasion de fournir à Montmorin des arguments de plus. A sa lettre, il joignait des avis d'Amérique qui annonçaient l'ouverture, par le ministère anglais, de négociations avec les États-Unis, « parfaitement analogues, écrivait-il, à celles faites à leurs députés à Versailles et qu'à Madrid on croyait forgées à plaisir », il fallait « se tenir pour dit qu'à Londres on était bien convaincu de l'impuissance de réduire les Américains par les armes et craindre que le gouvernement britannique bien conseillé ne nous prévint pour reconnaître l'indépendance ». A propos des vues supposées à l'Espagne par l'ambassadeur, il ajoutait :

Si vous voulez bien relire M. tout ce que j'ai eu l'honneur de vous écrire depuis le commencement de 17^{em} dernier vous y observerez que nous avons été au-devant des convenances que nous sentions que l'Esp^e pouvait stipuler dans un engagement avec les Américains. Nous lui avons parlé nommément de la récupération de la Floride et si je ne me trompe d'un droit à Terre Neuve. Mais ce qui pouvoit être facile dans un temps peut l'être moins dans un autre et si la guerre prévient la négociation, les Américains pourront être moins traitables qu'ils ne l'auroient été si on s'y étoit pris plus tost. Vous n'avez aucun usage M. à faire de cette réflexion

Espagne, t. 588 n° 113.

Les informations données le 16 par Montmorin avaient un peu surpris le cabinet de Versailles. M. de Vergennes y répond immédiatement, le 23, en laissant percer son étonnement et non sans remar-

La légation écrivait à ce sujet : « Notre petite flotte si longtemps retenue dans la rade de Nantes par les ennemis anglais, celle de Beale Ile est sur le point de partir sous la conduite d'une escadre française. Comme nos Anglois sont cassés dans la baie, il

est probable que leur attaque et la défense française de nos navires seront le prétexte d'une déclaration des deux parts. » (Les commissaires au Comité des Affaires étrangères Passy, 16 février 1778. — *Diplomatic correspondence*, t. 1, p. 366

quer, à propos des idées que l'on avait à Madrid sur notre marine de Toulon, combien les deux Couronnes « se jugeraient respectivement sur de bien fausses opinions en suivant le rapport de certains écrivains qui croient que le grand mérite est de tout dépriser ». A défaut d'avoir la valeur de nos équipages de Brest, dit le ministre, nos vaisseaux de Toulon sont sans contredit « au pair de ce qu'il y a de meilleur en Europe ». Mais, reprenant la question des visées que pouvait nourrir l'Espagne à part elle, et des vues qui avaient présidé à notre conduite, le ministre écrit à l'ambassadeur.

1774

L'Esp^e peut condamner la modération qui a présidé à la rédaction de nos traités, mais si elle ne nous avait pas été inspirée par nos propres principes, la position où nous a mis le refus de l'Esp^e de concourir à la négociation, nous en aurait fait une nécessité. Obligés de changer tout notre projet que pouvions nous exiger de ceux avec qui nous contractons lorsque nous ne leur offrons qu'une alliance purement éventuelle. Au reste quand elle ait été actuelle, le Roi n'aurait pas prétendu pour cela des conditions plus étendues, le seul avantage qui aurait pu l'intéresser aurait été de contribuer à ceux du Roi son oncle, nous l'avons dit et répété, la disposition est encore la même.

Lettre de M. de Vergennes à M. de Montmorin du 23 février. « J'ai reçu, M. de Montmorin, votre lettre du 23 et 23 que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire les 5 et 9, de ce mois. Le premier de ces lettres donnait bien plus d'occupation que n'en présente la seconde du jour. L'Esp^e se reprocherait certainement de notre avis. Ce serait cependant le plus grand des malheurs si l'honneur prédominait lorsque les circonstances nécessitent la plus grande réunion de forces et d'efforts. L'Esp^e nous a reproché quelques-uns de nos principes, nous a reproché qu'elle jugeait qu'on pouvait reculer sans inconvénient, Dieu sait que si nous ne nous étions pas accablés nous-mêmes qu'il nous eût été nécessaire la conclusion d'un traité dont le succès nous eût dépendu. Le lord North qu'

« a différé jusqu'au 7 de ce mois la proposition qu'il avait faite pour la paix. « Je justifie de la manière la plus honorable notre prudence et les représentations que nous avons eues de faire à notre allié. L'Esp^e n'a pas voulu de cette lettre. Si la cour d'Esp^e croit que l'Ang^e ne l'engagera pas dans la guerre au moment même où elle nous attaque, elle est bien fondée à refuser l'accès militaire que nous lui offrons pour concourir autant qu'il est en nous à sauver le reste de ses flottes. Vous n'avez aucune mission à faire M. pour qu'elle soit agréée, nous sommes les seuls à nous en occuper. L'Ang^e n'a pas le moment à l'autre plus urgent. Il sera très intéressant de savoir à quel point en leur cas si cette amitié est unie à l'Esp^e elle peut nous être très utile. » *Espagne*, t. 500 n° 23.

1774

1774

1746 de la part de Sa M^{te}, mais je n'ose pas me promettre que les circonstances y soient également favorables.

Equivoq., t. 388 n° 113

Cette dépêche avait un autre objet, toutefois, et celui-là principal. Le Parlement avait été saisi par lord North du projet de pacification des Colonies, et l'on parlait d'un armistice qui leur serait offert pour traiter de la paix. M. de Vergennes annonçait à Montmorin cette nouvelle, tout récemment reçue du marquis de Noailles. Pour impressionner d'autant plus la cour de Madrid à cette occasion, il manifestait une vive inquiétude de l'effet qu'elle produirait sur le Congrès, sur les intrigues et les moyens de corruption qu'employerait Home, peut-être avec succès, pour opérer dans les esprits une « révolution soudaine ». Complication de plus, les vents retenaient au port la frégate qui devait porter en Amérique les signatures échangées avec Paimy, et les affaires de l'Allemagne venaient de prendre leur gravité, l'Autriche ayant affiché par une voie de fait ses vues sur la Bavière. La dépêche montrait avec complaisance à Montmorin le cabinet de Versailles accablé sous les préoccupations : « Si au lieu d'assurances pures et simples, en janvier, nous avions envoyé un bon tenité nous serions moins perplexes, mais pourquoi regarder à ce qu'on aurait dû faire et qui n'est pas fait; c'est le présent qu'il faut voir ». Le ministre pressait en conséquence son ambassadeur d'obtenir un résultat, de provoquer les confidences du gouvernement du Pardo¹.

« Je suis bien aise d'être de voir notre
« justification complètement établie qu'à
« l'égard de l'impression que pourra faire en
« Amérique un changement aussi important
« de principes et de conduite. Nous ne devons
« pas douter que le Lord North n'y ait fait pro-
« parer les Américains par ses discours et ses
« créatures. Si le Congrès n'était composé que
« de gens honnêtes et désintéressés on pourroit
« espérer que devant bientôt le projet arrêté
« sans les propositions anglaises et ne les rejetait

« avec indignation, mais nous avons été d'une
« expédition de 500. mille hommes pour préparer
« et faciliter la négociation, c'en est bien assez
« pour fournir la tête à plein d'un chef et ne
« peut on pas craindre que la persécution de la
« paix et l'offre d'un armistice immédiat n'ap-
« portent la révolution la plus soudaine dans l'es-
« prit du peuple. Ce qui me donne à craindre que la
« contrainte des vents retarde l'expédition de
« la frégate qui doit porter nos actes, et tant
« que nous ne les aurons pas vus, nous ne

Et dans le fait il était opportun de se sentir enfin fixé. Marcherait-on en commun, ou bien la France aurait-elle à s'engager seule? c'était le moment de le savoir. Eût-on été en hostilités ouvertes, notre commerce, les vaisseaux du roi, même, ne se seraient pas vus l'objet de plus d'agressions ou d'actes injustifiables de la part des navires anglais. Non seulement aucune satisfaction ne venait éteindre le moindre des griefs portés depuis longtemps au *Foreign office* par notre ambassade; lord Suffolk les étudiait tous avec une amabilité qui ne cachait pas toujours entièrement la menace, et lord Weymouth feignait de n'avoir rien entendu ou ne répondait pas. Pendant ce temps, le cabinet favorisant les violences hostiles. Insuffisamment préparé pour la guerre véritable¹, il ne s'essayait pas moins à l'établir en fait; comme l'avait écrit Garnier précédemment, il tentait de la faire naître d'une manière fortuite et de paraître attaqué. Il se tenait prêt à fondre sur les convois rassemblés à Brest; « on les prendra, on les prendra », avait dit à leur sujet lord Mansfield, les derniers jours de janvier, à Escarano qui

1770

« pouvons être en sûreté d'acquiescer. Si au lieu
« de dépêches de simples mandements en janvier
« nous venons arriver au bon lieu nous serons
« moins perplexes. Mais il s'agit moins de s'opé-
« rer sur ce qu'on aurait dû faire et qu'on
« n'a pas fait, que d'arrêter et sans perdre de temps
« ce qu'il y'a à faire. Nous sommes bien en-
« courus du monde en que le Roi Léon et son
« ministère peuvent se proposer dans cette cir-
« constance véritablement critique, ne négligez
« rien M. pour engager M. le C^{te} de Floride
« Blanche à s'expliquer confidentiellement sur ce que
« sa prévoyance peut lui suggérer dans l'occu-
« rence présente. Nous recevrons avec contentement
« de plaisir et de sensibilité ses lumières et ses
« conseils que nous serons obligés à lui com-
« muniquer nos pensées les plus intimes. Nous
« sommes et serons par la complication sans
« exemple des objets qui occupent l'attention
« du conseil du Roi que nous avons encore

« pu délibérer sur celui-ci, quoiqu'il soit le seul
« qui nous affecte véritablement et que nous re-
« gardons comme notre unique allié, mais il
« met une attention de bienveillance que nous ne
« pouvons refuser aux autres alliés et surtout
« à celles d'Allemagne auxquelles nous tenons
« nécessairement dans notre qualité de garant
« de la paix de Westphalie. Le Roi ne se dis-
« coute pas que l'occupation d'une grande par-
« tie de la Pologne est une leçon pour son indé-
« pendance. Mais Sa M^{te} déterminée à la souffrir veut
« en souffrir également du moins à ce que sa
« considération ne puisse en souffrir. Ce peu de
« mots vous donne la clef de notre système
« relativement aux conjonctures présentes de
« l'Allemagne. » *Espagne* t. 568, n° 123.)

¹ C'est du moins ce que M. de Vergennes
pouvait encore au milieu de février. Lettre au
marquis de Noailles du 21 février. *Angle-
terre*, t. 528 n° 106 bis.

- ... gérait l'ambassade espagnole à Londres depuis la mort du prince de Masserano¹. Peu après, lord Suffolk, dans un de ses entretiens avec M. de Noailles, manifestait la pensée « qu'on ne tarderait pas à se trouver en présence² ». Depuis des mois, déjà, il n'y avait plus, entre les deux gouvernements, d'autres rapports que des contestations sur les affaires de mer; les dépêches officielles tournaient toutes dans un même cercle de réclamations touchant les navires visités ou violés, les décisions des amirautes ou leurs dénis de justice; cercle sans issue. Le ministre laissait à peu près à son secrétaire la rédaction de la correspondance, se bornant à revoir les minutes et à y ajouter parfois. L'intérêt des communications avec l'ambassadeur et des siennes avec Versailles était maintenant dans des lettres personnelles. Ce sont elles qui expliquent la situation, à cette heure, ou plutôt donnent à deviner la pensée, car elles ne contiennent plus grand'chose. On n'est occupé qu'à ne pas se voir surprendre par l'Angleterre. Son procédé de 1753

¹ M. d'Estaune étoit chargé de leur service au George III personnellement, de la part de son souverain que l'on attachait à Macaulay le maintien du cabinet de lord North. À cet égard, il sembleroit beaucoup trop surpris au gré de Versailles. Il avoit naturellement cherché pour cet lord Mansfield. Celui-ci avoit répondu que « le sort du ministère dépendoit de la France et de l'Espagne » qu'alloit le convoquer et aller proposer pour les Colonies. Noailles qui en rend compte explique que lord Mansfield ajouta : « Avec vous des lettres de Paris ? Vous m'avez dit qu'on y parle de guerre tant et tant et que la nation semble y être partie généralement, » quoi Montmorin ajoute : « M. le Ch. d'Estaune lui répliqua qu'il n'avoit point de nouvelles particulières de France, mais que jusqu'à présent, quels que fussent les propos publics, rien ne devoit donner plus de méfiance qu'on pourroit par rapport aux dispositions particulières des deux courons qu'on craignoit un

« bon sur lequel le Lord Mansfield s'exprima
« qu'il avoit la tentative d'une invasion pro-
« chaine en Angleterre. — Non pas pour cette
« année, repart sur le champ le Lord Mansfield
« mais pour l'autre je ne sçais rien. Au
« reste en qu'il y a de bien certain est qu'il port
« une masse de France des munitions de guerre
« et des approvisionnements de toute espèce pour
« les Américains. On prépare actuellement de
« grands vaisseaux qui doivent même être sur-
« visés par quelques frégates, mais on ne prendra
« en les prenant, »-l' repartit alors sans di-
« cussion. » (Lettre du marquis de Noailles à M. de
Vergennes du 11 février 75, — *Anglais*,
t. 326 n° 1.)

² Avec M. de Vergennes dans le pas de
« être sur cet état à l'heure, arrivait-il à M. de
Noailles. — Ce que le Lord Suffolk vous a dit
« qu'on ne tarderait pas à se trouver en pré-
« sence » accorde merveilleusement avec le pro-
« pos du Lord Mansfield à M. d'Estaune. C'est
« le cas de se tenir prêt à tout ».

ne paraît pas à tous les yeux impossible à renouveler; on fait donc part des indices que l'on a, et c'est à stimuler des deux côtés la vigilance que tendent presque toutes ces lettres. M. de Vergennes avait mandé le 7 février à Noailles : « Nous ne négligeons aucune des mesures qui peuvent nous mettre à l'abri d'un coup de surprise, nous les prenons même assez ouvertement pour qu'on ne se méprenne pas à leur objet », le 21, répondant à l'ambassadeur, qui avait parlé de l'extrême difficulté pour lui de découvrir où, comment, quand les Anglais frapperaient le coup qu'on les supposait méditer, il lui dit, tout en lui marquant qu'on peut « en juger par approximation à la nature des préparatifs », que pour des tentatives sur notre continent il est maintenant sans inquiétude : « s'ils ont eu des vues sur Brest les mesures sont assez bien prises pour les y faire renoncer, ou pour les en faire repentir s'ils y persistent. »

Évidemment une situation pareille ne pouvait se prolonger sans

Angleterre 1 528 n° 139 bis. — Le 14 M. de Vergennes reçoit avec l'ambassadeur sur la commission un peu singulière dont le secrétaire d'Escarano avait été chargé auprès de George III. M. de Noailles d'une note que cette commission lui avait donné l'idée de remettre au chargé d'affaires espagnol, appréciant confidentiellement la démarche de Madrid, il lui écrit : « Il serait à souhaiter que l'Espagne en sentît la nécessité, et que plus tôt dans sa défiance naturelle, elle ne crût pas pouvoir remédier par des complaisances à la crise des circonstances. On incline à penser à Madrid que la conservation du statu quo actuel est le gage de la durée de la paix. Je puis me tromper mais je suis d'opinion que nous avons eu tort et peut être plus à courir la guerre avec le statu quo actuel qu'avec tout autre qui le remplacerait si la révolution étoit complète. En effet celui-ci devant être bien convaincu que la reduc-

tion des Colonies est désormais la chose impossible pour l'Angl^e et ainsi à justifier ses efforts et ses larmes. Les partis les plus exaltés deviennent en quelque sorte sa seule ressource, au lieu qu'un autre ministère n'eût pas pu tant pour l'Espagne que pour nous, tant pour remédier aux précédents pourroit voir plus faiblement la situation présente des affaires, et en cédant à la nécessité s'occuper à procurer à l'Angl^e un repos qui doit lui être nécessaire. Je vous ai écrit à M. d'Escarano le soin d'appuyer sa conversation avec le L^r Mansfield mais en l'assurant on n'y remarque pas beaucoup de sincérité et de franchise. Je vous ai tenu le langage de ce ministre et dans tout ce que j'écris de ses collègues la même marche qu'on tint en 1755 pour nous décevoir. Cependant on doit croire qu'il n'a pas manqué son chemin lors qu'il a assumé le charge des affaires d'Espagne qu'on prendroit les vaisseaux désignés pour l'Amérique sous le convoy de nos frégates. » *Ibid.* n° 157 bis.

11. a. rupture; mais on se sentait solide et l'on allait devant soi. Le ton même des dépêches ministérielles fait reconnaître combien peu le gouvernement du roi est influencé par la crainte des éventualités. Le 21 février, la satisfaction du roi, à propos du langage tenu par le marquis de Noailles chez lord Suffolk, est transmise à l'ambassadeur dans ces termes :

Le Roi a fort approuvé, M. les observations que vous avez faites au Ld Suffolk, au sujet de la conduite que la cour de Londres tient à notre égard. Il parait que ce ministre en a senti la force et la justice; j'en juge ainsi par son embarras et par sa réponse. Mais il semble que le ministère anglais ait pris décidément le parti de mépriser tous les principes et même toutes les bienséances en mettant dans l'oubli nos plaintes les plus justes, et en prétendant justifier ses procédés par la nécessité des circonstances. Le fait est en lui-même un défi de justice formel, et l'excuse enveloppe une prépotence dont ordinairement les grandes puissances s'abstiennent entr'elles. Vous pourrez, M., insinuer cette réflexion au Ld Suffolk s'il vous en fournit l'occasion, mais avec les nuances convenables, vous lui ferez sentir en même temps que le droit des gens, les traités et surtout la dignité de la Couronne de France ne sauroient dépendre des circonstances ou peut se trouver la Grande-Bretagne, qu'un pareil langage n'est tolérable que dans la bouche d'un prince paissant vis à vis d'un P^e faible, et que la France n'est pas encore réduite au point de devoir l'entendre de la part de la cour de Londres.

À V^{re} le 21 fév 1778

Angleterre, t. 528 n° 186

Or ce n'est pas M. de Vergennes, c'est son secrétariat qui parle là, exprimant couramment ce que le ministre n'aurait pu dire qu'à titre confidentiel, il n'y avait pas encore longtemps. Il s'en fallait donc de bien peu pour rompre. Le signal fut donné par la présentation des bills conciliatoires au Parlement, l'un rapportant les taxation qui avaient soulevé l'Amérique, l'autre autorisant le roi à déléguer au Congrès des commissaires qui auraient pleins pouvoirs pour offrir la paix, faire cesser les hostilités, révoquer les mesures prises et débattre

on accepter les conditions d'un accord. Lord North avait déposé ces bills le 17; Noailles dépêchait le 19 un courrier pour en porter le texte à Versailles. M. de Maurepas hésitait encore à croire que George III en arrivât là. Les allées et venues de l'envoyé Forth avaient été dernièrement fréquentes. Le 14, notamment, il était tombé à Paris. Ses conversations avec le premier ministre avaient d'abord visé à abuser celui-ci, comme précédemment, sur les intentions du cabinet anglais envers la France et l'Espagne; mais, aussitôt le bill présenté, c'avait été à lui donner le change sur la portée des offres dont le cabinet demandait la sanction, et à ce dernier égard lord Stormont lui avait aussitôt prêté aide. M. de Vergennes, lui, nullement dupe, mandait au marquis de Noailles le 28, en le remerciant de la rapidité de ses informations : « Il ne faut pas être fort habile pour démêler le but de ce langage si contradictoire à ce qui se passe; chacun joue son jeu, le mieux qu'il peut; le nôtre, s'il est possible, est de ne pas nous laisser abuser¹. » Mais M. de Maurepas avait peine à admettre la sincérité des propositions de lord North; il supposait « quelque intrigue inconnue » qui écarterait le projet². Bien convaincu, néanmoins, que l'Angleterre

¹ *Angleterre*, t. 528 n° 113 bis.

² Il écrivait à l'ambassadeur en particulier, au même moment : « Il est vrai Monsieur le Marquis, que quelque préparé que nous sommes sur ce qui nous nous arrive, nous ne pouvons pas résister à une révolution aussi prompte de la part du ministère d'Angleterre. J'ai cependant quelques soupçons qu'il y a encore là dessous quelque intrigue qui nous est inconnue et que la proposition du Lord North recouvre encore des contradictions par lesquelles on se peut le dégoûter. D'ailleurs j'ai peine à croire que les maurepas donnent dans un piège aussi grossier que celui de la suspension d'armes qu'on leur propose. Quant à nous je ne doute nullement de la vaillance de nous faire la guerre malgré toutes les manœuvres

« contraires que ne cesse de nos donner
« M. Forth dont il n'est pas que vous n'ayez ouï
« parler plus d'une fois. Je l'écoute parce que je
« ne puis rien disposer mais je lui réponds
« peu ou point et je ne me flâte pas cependant
« que cela l'empêche de me faire parler. Mais
« vous savez d'avance la foi que vous devez
« y apporter. Vous sentez aisément, Monsieur
« le Marquis combien il nous est intéressant
« dans ce moment cy d'être informé des mou-
« vemens du Parlement des nouvelles des
« ports et de celles de l'Amérique. Je suis sûr
« que votre vigilance ne vous laissera rien à
« désirer là dessus. C'est le seul point d'où
« doivent partir nos combinaisons et nos ré-
« sultats. On ne peut rien ajouter à la fidélité
« de l'attachement avec lequel j'ai l'honneur
« d'être, Monsieur le Marquis, votre très humble

« voulait nous faire la guerre, il pensait, pour se tranquilliser, que les Colonies « ne donneraient pas dans un piège aussi grossier que celui d'une suspension d'armes¹ ».

Au reste, ces correspondances directes avec notre ambassadeur à Londres semblaient écrites pour ne lui rien dire, ou pour que le silence ne lui laissât pas deviner les préoccupations auxquelles on obéissait réellement. La vérité était que, au risque de voir cesser immédiatement la paix, le gouvernement du roi cherchait l'heure exacte de se dévoiler, en d'autres termes d'avouer tout haut les engagements contractés avec les délégués de l'Amérique. Cette heure-là lui semblait être celle où il y aurait urgence à faire parvenir aux États-Unis le bruit au moins de nos traités, en attendant qu'ils y arrivassent eux-mêmes. Si ce n'était plus au cadran du Pardo que l'on avait à regarder, encore fallait-il s'y accorder un peu. Puisque l'on ne doutait point que la force des choses n'obligeât l'Espagne à nous suivre tôt ou tard, contre son gré même, il importait, en prenant tout à fait l'avance, de l'avertir et de lui indiquer le chemin pour nous rejoindre. Le 6 mars, M. de Vergennes laisse pressentir à M. de Montmorin que cette heure

est très éloignée survenue. *Manuscrits*. — *Angleterre*, t. 528 n° 13 ter. — Lettre non datée.

¹ Le marquis de Noailles avait écrit à M. de Vergennes le 3 février au sujet de Forth : « Il « serait difficile, Monsieur le Comte, de pou- « voir exempter les gens du message ou du fa- « geant principal de l'ambassade d'Angleterre à « Paris, continuellement entre cette capitale et « Londres. Je vous dirai M. Forth. J'ai appris par « hasard qu'après être resté ici huit ou dix jours « il était reparti samedi dernier pour la France « et que la veille de son départ il avait eu un « long entretien avec le Lord North. Cette nouvelle « me donne l'air de vous en avoir connu. Monsieur le « Comte, et vous en ferez le cas qu'il lui mérite. » *Ibid.* n° 137. — La lettre de M. de Mau-
rupin citée par le chef du club est muette

sur aucun des points où cet homme-
M. de Vergennes en parlant du reste comme il
suit, la ré-entend-à-dire par après la nouvelle
arrivée de cet agent de George III à Paris en
répondant au marquis de Noailles. « J'ai reçu
« Monsieur le Marquis la lettre particulière
« que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le
« 3 de ce mois. L'arrivée de M. Forth avait
« prouvé l'ignorer quel peut être le sujet de
« ce voyage. Je suis tenté de croire que l'es-
« pionnage est le véritable objet, j'espère que
« noble agent ne s'est annoncé chargé d'une
« commission. Il a cependant vu M. le C^{te} de
« Mauropas mais il n'a été question de rien
« de sérieux. Au reste des propositions par un
« parti, tant ne serait jamais à mon avis que
« des déceptions contre lesquelles nous ne pou-
« vons trop nous prémunir. » (*Ibid.*, n° 137 ter

découverte est prochaine; il lui donne mission « d'en prévenir détourné-
ment Madrid ». Le moment était bien tel qu'on eût pu le souhaiter. Il
nous permettait de rester à peu près maîtres de ce qui se passerait sur
le continent. L'Autriche venait d'envahir une partie de la Bavière,
et, dans l'impossibilité où l'Angleterre se trouvait maintenant d'inter-
venir, la France n'autorisait pas la cour de Vienne à compter sur son
appui; bien plus, si elle ne se montrait pas contraire aux intérêts de la
Prusse, elle serait libre de faire échec aux ambitions de son ancienne
alliée, et, ayant Frédéric II de son côté, d'arrêter par lui la Russie dans
ses vues sur Constantinople, d'isoler même l'Angleterre de la Hol-
lande, assez maltraitée par le cabinet de George III pour ne plus
supporter qu'avec une impatience manifeste les hauteurs dont il usait.
Les dix vaisseaux offerts à l'Espagne servent de prétexte à M. de Ver-
genne. Sous l'apparence de demander, à leur sujet, une réponse plus
catégorique, « parce que nous allons peut-être avoir besoin d'eux », il
montre à son ambassadeur les hostilités déjà flagrantes, le roi près
de se voir contraint par « l'intérêt de sa dignité et de sa justice » et par
« l'impatience de la nation, qui accuse sa modération de faiblesse », à
céder à son ressentiment contre les mauvais traitements de la Grande-
Bretagne. Il lui signale le danger que la guerre n'éclate, notre flotte
étant maintenant en mer avec l'ordre de ne pas attaquer, mais de ne
rien souffrir contre les droits du pavillon¹, il lui marque la crainte
que nos traités n'arrivent au Congrès trop tard pour contre-balancer

1774

Le ministre écrit à M. de Vergennes le 25 octobre 74. « Le canon du Mouvoir le Mar-
« quise, toute la difficulté que vous devez
« éprouver pour être informé avec exactitude
« des véritables intentions des vaisseaux anglais
« qu'on leur a vu. Il y a lieu de l'espérer que
« les 5 jours en dernier lieu de Portsmouth
« sont dans le golfe où ils attendent M. de la
« Motte Piquet, si leur intention est de s'atta-
« quer, il est probable que les premiers coups
« de canon sont tirés, l'officier français ayant mis

« en mer avec sa petite escadre. » 25 ou 26 Oc-
« tobre nous ne saurons pas à savoir à
« quoi nous en tenir. Si la partie n'est pas trop
« usagée je me flatte que nos gens s'y sa-
« ront honneur, nos marins témoignent de la
« volonté et de l'émulation. Il me semble que
« les Anglais choisissent mal leur temps pour
« rompre les coups de canon qu'on tirera en
« Europe retentiront en Amérique et n'y faci-
« literont pas les négociations. » (Angleterre,
t. 529, n° 16 bis

- . 778. les avantages que vont proposer les deux Howe; il appuie sur l'intérêt pressant qu'il y aurait, dès lors, à publier ces traités pour gêner le cabinet anglais dans les emprunts qu'il négocie et pour raffermir en Amérique les esprits ébranlés par nos procédés antérieurs; finalement, le ministre donne mission à l'ambassadeur de préparer comme de lui-même le gouvernement du Pardo à recevoir l'annonce d'une déclaration positive du roi à la cour de Londres.

A Versailles le 6 mars 1778.

J'ai reçu, M. la lettre n° . 4 que vous m'avez fait l'h^r de m'adresser le 16. du mois dernier

J'ai rendu compte au Roi de la sensibilité que le Roi son oncle vous a eu prise à l'occasion de l'offre que S. M. lui a faite d'une escadre pour contribuer s'il est nécessaire à la sûreté du retour de la flotte du Mexique. Le Roi qui est vivement touché de ce témoignage de la justice que le Roi son oncle rend à la pureté de ses sentimens, vous charge M. de l'en remercier, et de l'assurer qu'en toute occasion Sa M^{te} se prêtera avec le zèle le plus soutenu à tout ce qui pourra l'interresser.

Quoi qu'il paraisse M. par ce que M. le C^{te} de Floride Blanche vous a dit que l'intention du Roi Cq̃us n'est point de profiter de l'offre de cette escadre, nous aurons besoin cependant de quelque chose de mieux articulé. Le moment approche où nous pourrions donner à cette escadre une destination aussi nécessaire qu'interessante soit pour couvrir nos possessions soit pour attaquer celles de nos ennemis, s. comme tout le fait pressager la résolution de l'Ang^{re} est de forcer la guerre par les hostilités les plus manifestes et par les insultes les plus multipliées, celles-ci le sont déjà à un tel point que si le vœu de la paix n'estoit pas aussi profondément grave dans le cœur du Roi notre maître qu'il l'est dans celui du Roi Cq̃us, Sa M^{te} n'auroit pu refuser à l'intérêt de sa dignité et de sa justice de laisser éclater tout son ressentiment. Je sais que les Espagnols n'ont pas des griefs moins justes et moins nombreux contre les Anglois, mais notre nation moins patiente que celle-là, s'en prend au Gouvernement et ne craint pas d'imputer de faiblesses la modération qu'il a montrée jusqu'ici. Quoi que nous soyons bien résolus de ne nous en départir que le plus tard que nous pourrions et que nous ne voulions pas précipiter un

engagement que l'Esp^e desire éloigner s. on ne peut éviter, il peut arriver
 1778
 cependant que les événemens pressent la mesure. M. de la Motte Piquet est à la
 mer depuis huit jours, les Anglois se sont assez expliqués à son sujet pour
 que nous devions nous attendre à tout, il a ordre de notre point l'agresseur,
 mais il ne doit rien permettre et souffrir qui seroit contraire aux droits du
 pavillon et à sa dignité. S'il y a un engagement, ce sera probablement par
 l'Esp^e que nous en aurons le premier avis.

Nos dernières nouvelles d'Ang^e ne parlant que des débats qu'existent les
 nouveaux bills qu'il est question de faire passer en loi, le ministère se prête
 avec docilité aux additions et aux corrections que l'opposition propose. Quoique
 que les bills ne soient pas explicites sur l'indépendance ils y ont une tendance
 si directe qu'il n'est guères possible de douter qu'on finira par l'accorder
 lorsque le Gouvernement reconnoitra que sans le préalable il n'est point de
 réconciliation à espérer. On nous a reproché en Esp^e que notre prévoyance
 et nos mesures étoient prématurées, je crains bien plus tôt qu'elles n'aient
 été tardives. Si vous lisez le courrier de l'Europe vous verrez M. dans celui
 du 27. du mois dernier que les frères Howe dès la fin de j^{bre} avoient fait des
 ouvertures très avantageuses au Congrès, celui-ci ne les a pas admises, mais
 pouvons nous compter sur sa persévérance s'il n'a pas la sûreté d'une pro-
 tection efficace. Je donnerais beaucoup pour que nos traités fussent déjà en
 Amérique, mais il se passera nécessairement quelques tems encore avant qu'ils
 y arrivent. La ligne que nous avons à parcourir pour nous y rendre est bien
 plus longue que celle que les Anglois tiennent, la mer est libre pour eux
 tandis qu'elle est hérissée pour nous des plus grandes difficultés. J'évite de
 m'engager M. dans des réflexions qui pourroient faire croire que j'abonde
 dans mon sens, mais on ne comble le plus souvent le prix du tems que
 lorsqu'on est dans le cas de regretter de l'avoir perdu.

Si le motif du refus de notre escadre porte sur la crainte que nous ne
 laissions offerte que pour extraire ou contrebande les trésors de la flotte, il
 faut admirer la sagacité des ministres espagnols. Bon Dieu peut-on se per-
 mettre de pareils raisonnemens, ils ne peuvent être imaginés que pour s'af-
 franchir de la juste reconnaissance à laquelle nous aurions quelque raison
 de prétendre, un particulier peut être soupçonné de vouloir faire la contre-
 bande, mais en imputer le dessein à un gouvernement et surtout dans une

1778. occasion aussi majeure c'est porté trop loin la défiance. L'intérêt d'empêcher la coalition entre l'Ang^e et les colonies est si pressant, que peut être seroit il d'une bonne politique de donner dès à présent la plus grande publicité à notre traité avec ces mêmes Colonies. Le ministère anglais met tant de soin à en étouffer même le soupçon qu'on doit croire qu'il est intimement convaincu que la certitude qu'on en acquerreroit seroit un obstacle à la levée des secours pécuniaires qu'il cherche à se procurer, ceci est une idée encore indigeste de ma part, mais à laquelle il seroit peut être à propos que vous prépariez mais c'est de vous même seulement le ministère espagnol. Vous pourriez lui faire entendre que ce ne seroit pas la voye la plus longue pour en faire parvenir la connoissance en Amérique pour raffermir les esprits & les pourvoient être ébranlés par les propositions insidieuses des Anglois, et par l'aspect d'abandon que des procédés antérieurs un peu sévères de notre part ont pu leurs faire presumer.

J'ai remis à M. le C^{te} d'Aranda les copies signées de nos actes et je joins ici M. celle du traité de commerce qui avoit été remise dans une précédente expédition.

Je. Il^{re} de tre avec un sincère et inviolable att. M

Angleterre, 1^{er} 588, n° 135

La résolution que donnait à présager cette lettre étoit déjà prise. Pendant que M. de Vergennes avertissait ainsi le comte de Montmorin, le roi écrivoit à son oncle. Il écrivoit qu'il venoit de se décider à notifier au gouvernement britannique le traité passé avec les États-Unis. Le 7 mars, en effet, le projet de déclaration avoit été délibéré et le monarque l'avoit approuvé de sa main. Le ministre s'étoit alors donné le temps, seulement, de dresser la dépêche qui accompagnerait la missive royale et qui, en prévision des explications dans lesquelles l'ambassadeur à Londres se trouverait sans doute obligé d'entrer, justifierait l'acte du Gouvernement. Le 10 mars, ces pièces partaient pour l'Espagne; en même temps partait pour l'Angleterre le pli destiné à y porter l'acte du cabinet. Ces pièces sont indistinctement toutes sous la même date. Comme le secrétaire d'État l'avoit déjà fait en annon-

quant le traité lui-même, il ajoutait aux deux courriers des lettres personnelles précisant davantage les intentions et déterminant l'attitude que M. de Montmorin et M. de Noailles avaient à prendre, chacun en raison de la cour où il se trouvait. Ainsi que nous l'avons remarqué pour d'autres documents antérieurs, ceux-ci, à leur tour, sont de l'histoire tout écrite. Il ne faut point les analyser et il n'est pas besoin de les éclaircir ; ils disent tout par eux-mêmes. La dépêche adressée à notre ambassadeur de Madrid contient uniquement l'explication des motifs qui ont décidé le roi, elle va au-devant des objections du Pardo et ne semble que continuer les raisonnements des dépêches précédentes.

A Versailles le 10 mars 1778.

Le Roi m'ordonne M. de vous adresser la copie ci-jointe de la déclaration que son ambassadeur en Ang^{re} va être chargé de faire au ministère B^{quo}. Sa M^{te} aurait bien désiré pouvoir se ménager le temps de concertér cette démarche avec le Roi son oncle, mais elle est persuadée que lorsque Sa M^{te} C^{te} aura bien voulu prendre en considération les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons elle sentira que ce seroit compromettre la dignité de la Couronne de France et par conséquent l'intérêt des deux monarchies de continuer à faire une cachoterie d'une chose qui cesse d'être un mystère. Rien n'est mieux prouvé par la précision avec laquelle un membre de l'opposition a fixé en dernier lieu la date de la signature de notre traité avec les Américains. Ce motif s'il avoit été isolé n'auroit pas été cependant suffisant pour fixer dans ce moment-ci le parti que le Roi vient de prendre, mais l'allocution du ministère B^{quo} a mis en doute la confidentialité et l'existence d'un traité quelconque entre la France et les Etats-Unis de l'Amérique indigne suffisamment qu'il est bien convaincu qu'il auroit autant à perdre que nous à gagner à arracher le voile léger qui gèle notre intelligence avec les Américains. La marche la plus sûre en politique étant de faire ce que notre ennemi craint le plus que nous faisons, nous devons d'autant moins hésiter à suppléer à ce qu'il n'ose ou ne veut pas faire que la réticence du Lord North et de ses collègues dans cette occasion ne peut avoir que deux motifs, l'un de remonter et de soutenir le crédit public et de faciliter le budget qui doit être présentement

ouvert, afin de rendre moins onéreux le nouvel emprunt déjà très dispendieux et de se faire plus facilement des fonds abondans. L'autre de maintenir phosér notre silence dans un acte de faiblesse et de s'en faire un argument auprès des Américains pour leurs faire sentir le peu de fonds qu'ils doivent faire sur une puissance la quelle toujours contenée par la crainte qu'elle a du ressentiment de l'Ang^e n'ose pas même avouer les engagements qu'elle a pris avec eux. Ni nous, ni l'Espagne ne pouvons avoir oublié et ne devons jamais oublier, M l'abus injurieux et insultant que le ministère anglais a fait de quelques actes de complaisance auxquels nous nous sommes respectivement prêtés tant par un sentiment de justice que par égard pour ces perfides voisins. Ces actes qui ont jeté une espèce de découragement en Amérique on l'on s'est crû abandonné par deux Couronnes dont on attendoit tout appui et protection, doivent être soigneusement rapelés et commentés dans l'instruction dont les commissaires anglais chargés de la pacification seront porteurs. Il y aurait des volumes à écrire si on vouloit recapituler toutes les complaisances et les fourberies que les Anglois ont employées et ne discontinuent pas pour jeter une rancune profonde entre nous et les Américains et pour opposer une digue insurmontable à l'union mutuelle que la nature semble avoir préparée entre les Couronnes de France et d'Espagne et cette nation.

On observera peut être M. que notre déclaration à l'Ang^e avancera l'époque d'une guerre qu'on a desire de reculer, il y aurait beaucoup à dire pour et contre cette hypothèse, mais en adoptant l'affirmative quelle en sera la conséquence ? Les Anglois commenceront la guerre avant que d'avoir toutes leurs mesures prêtes pour la faire avec une supériorité décidée. Ils la feront donc avec moins d'avantage que si nous leurs laissons tout le temps dont ils peuvent encore avoir besoin pour s'y préparer et surtout si nous leurs laissons celui de fasciner les Américains et de profiter du découragement ou un abandon supposé de notre part et le donnement de beaucoup de choses d'un usage indispensable, tels que le sel et les vêtements peuvent les avoir jetés. Un des grands avantages de notre démarche M. et peut être le plus précieux est de faire arriver en Amérique par la voye nullement suspecte des papiers publics de l'Ang^e et beaucoup plus tôt que nous ne le pourrions par nos propres moyens, la nouvelle de la conclusion du traité !

Mais comment supposer que nous avancerons l'époque de la guerre, lorsque

nous savons à ne pouvoir douter et que les ministres anglais interpellés au
 plain Parlement n'osent pas en disconvenir, que les ordres donnés à ceux de
 leurs vaisseaux partis en dernier lieu pour le golphe de Biscaye, sont de na-
 ture que les hostilités ne peuvent plus être évitées. C'est ce que le Lord
 Bristol a dit en face au Lord Sandwich sans que celui-ci ait pu ou voulu
 repliquer. Si la guerre doit éclater par une hostilité préméditée, n'est il pas
 plus honorable que la déclaration de notre traité la précède, que d'attendre
 pour l'avouer que nous sommes insultés, ce seroit jouer le rôle de gens qu'il a
 fallu forcer dans leurs retranchemens pour en arracher l'avou, ce rôle seroit
 trop puillanime pour que le Roi puisse s'en charger sans l'exposer à un blâme
 que le Roi son oncle verroit sûrement avec le plus grand déplaisir.

Il est encore à considérer M. que notre déclaration arrivant en Ang^{re} au
 moment où les bills p^r travailler à la reconciliation viennent de recevoir la
 sanction parlementaire et où l'on est occupé à rédiger l'instruction des com-
 missaires elle doit procurer le plus grand effet puisqu'elle rend inutiles
 tous les adoucissmens et les mesures dont on se promettoit les plus heureux
 effets, on pourra opposer que par la vous mettons l'Ang^{re} dans la nécessité
 de ne plus hésiter à reconnaître l'indépendance de l'Amérique, cela peut être,
 mais nous conservons sur elle l'avantage de l'avoir primée dans cette recon-
 naissance et par conséquent d'être les auteurs de sa liberté et de son existence
 politique, deux objets qui doivent nous assurer au moins pour quelque temps
 l'affection et la reconnaissance de l'Amérique.

Si l'état question de justifier le fond de notre démarche je pourrois encore
 emprunter des motifs du sentiment ou être M. le C^{te} de Floride Blanche il
 y'a plusieurs mois que les deux Couronnes pourroient s'expliquer en Ang^{re}
 sur la protection qu'elles étoient disposées à accorder aux Etats Unis. Cette
 idée excellente en elle même puis qu'elle est assortie à la dignité des deux
 augustes monarches ne pouvoit être cependant praticable qu'autant que nous
 aurions été assurés que les Colonies ne nous désavoueroient pas, cela exigeoit
 donc un engagement préliminaire il est formé de notre part, et c'est sa réve-
 lation que nous faisons à l'Ang^{re} sans y mettre plus que la fermeté que la posi-
 tion présente des affaires exige.

On a souvent pensé qu'une explication précise et cathégorique avec l'Ang^{re}
 contribueroit plus au maintien de la paix que toutes les complaisances dont

1778. ne pouvant se parer à son égard. Je puis me tromper dans mon opinion, mais je ne suis pas ébloui par cette flatteuse perspective, je pense au contraire que quelque parti que nous prenions, de modération, de force ou même de faiblesse, nous ne pouvons plus éviter la guerre. Ce ne seront ni nos engagements avec l'Amérique ni les secours que nous pouvons lui avoir donnés qui nous la procureront, c'est la déroute de Burgoyne qui l'a préparée et décidée. Le ministère anglais a senti au moment même ou cet événement s'est passé que la continuation de la guerre pour soumettre les Américains devenait impossible, mais pour détourner l'animadversion de sa nation de dessus sa mauvaise conduite, il nous a destinés des lors à être les objets de la haine nationale et de sa vengeance particulière. Je crains bien qu'il la suspendra volontiers pour peu de temps jusqu'à ce qu'il ait celui de terminer avec les Etats Unis et de les relier de quelque manière que ce puisse être avec leur métropole soit comme protégés, soit comme des amis naturels, pourvu toutefois que nous consentions à devenir dans le silence les témoins silencieux des affronts multiples, les violences et les oppressions sans nombre que nous essayons journellement, mais indépendamment que ce système paillard et honteux ne peut être celui d'une grande puissance, fermerons nous les yeux à l'intérêt majeur que nous avons à empêcher et à prévenir une réconciliation et une coalition entre l'Angleterre et l'Amérique qui uniroit ces deux nations dans un même système de paix et de guerre. Le moment est instant, si nous ne nous montrons pas à découvert l'Amérique sans espoir d'aucune coopération ni assistance prêter l'oreille aux amorceuses quoique trompeuses de l'Angleterre. La première impression faite, tous moyens même les plus décidés et les plus forts pourroient être insuffisants pour la détruire et peut être s'y affaiblir. C'est ce que j'ai représenté hier à M. le comte d'Aranda que j'avais prié de se rendre chez moi. Je lui ai fait lire notre projet de déclaration, et je lui ai dit substantiellement les raisons qui en déterminoient la nécessité. Cet ambassadeur n'a point voulu entrer dans la discussion du fond, il s'est borné à m'observer qu'il seroit à désirer qu'elle se fit avec l'aveu de sa cour. Je ne lui ai pas dissimulé que cette considération n'avoit pas lepié moins le Roi et son ministère, qu'elle seule véritablement avoit pu faire hésiter dans la délibération puisque toute la foule de motifs plus pressans les uns que les autres se réunissent pour en démontrer l'urgence et lui être. Mais que ne sachant pas moins que de naquer le tout pour le tout,

de laisser l'Amerique retourner dans les bras de l'Ang^{re} lorsqu'elle ne demande qu'à s'en separer, l'instance du remede à appliquer sembloit faire la justification du parti que le Roi prendroit dans cette occasion de s'en charger unilateralement sans la participation du Roi son oncle. Je lui ai ajouté qu'une demarche qui pouvoit etre d'un grand effet au moment présent, deviendrait inutile et illusoire si on laissoit echapper un intervalle d'environ 3 semaines qu'exige l'aller et le retour d'un courrier envoyé à Madrid. Que ce seroit donner le tems au Lord North de se procurer facilement les fonds necessaires pour une campagne vigoureuse, et de faire sur les Americains des progrès que nous pourrions regretter mais vainement de n'avoir pas cherché à arreter.

Une dernière consideration M. l'Esp^{agnol} n'a pris jusqu'à présent aucune part à notre negociation avec l'Amerique; la declaration que nous faisons nous etant particuliere elle ne resserre point les latitudes qu'elle a jugé devoir prendre avant de se décider à aucun parti, et elle lui laisse la plus entiere liberte de ne prendre conseil que de ses convenances. Dans l'état respectable ou elle se montre il est à croire que l'Ang^{re} sera trop interressée à ne pas violer son silence pour la forcer à s'expliquer plus tost qu'elle ne le voudra. Relisez bien notre declaration nous y parlons toujours au personnel, et il n'y a pas un mot qui implique l'Espagne. Notre circonspection n'est pas moins caracterisée dans la lettre que j'ecris à M. le M^{inistre} de Noailles*, le Roi veut que M. d'Escarano soit instruit même avant les ministres d'Ang^{re} de la demarche qu'il ordonne à son ambassadeur, mais c'est le charge d'affaires d'Esp^{agnol} pourroit croire en egard à l'union intime et étroite des 2 Couronnes que la negociation et la declaration sont le resultat de leur concert. Sa M^{ajesté} veut qu'il soit informé du véritable état des choses afin qu'il ne se permette aucune demarche ni aucun propos qui ne seroient pas parfaitement analogues aux intentions du Roi son oncle.

En même tems que M. le M^{inistre} de Noailles fera sa declaration à Londres, on fera avancer un bon nombre de troupes pour garnir la cote depuis Dunkerque jusqu'à Cherbourg. Les subsistances y sont déjà préparées et l'on fait filer tout ce qui sera nécessaire à la formation de deux camps au sud et au nord

* J'en joins ici la copie

1778. de la Manche. On fera successivem^t suiv^r le besoin les demonstrations tendantes à accrediter l'opinion d'un projet de descente en Ang^{re}.

Il sera bien necessaire M. que vous nous fassiez savoir affirmativement par le retour de ce courrier que le Roi C^que n'accepte point l'escadre de Toulon que le Roi son neveu lui avoit offerte, nous pouvons avoir une destination importante à lui donner, comme il ne peut y avoir encore rien d'arrete à cet egard, je vous prie d'observer et de faire observer à M. le C^{te} de Floride Blanche que le mois d'avril est ordinairem^t le plus favorable pour debouquer de la Mediterranée dans l'Océan, les vents d'est étant alors dominans.

M. l'ambassad^r d'Esp^{ne} paroît craindre que sa cour ne lui impute d'être l'auteur ou l'instigateur de la declaration à faire à l'Ang^{re} il est possible quelle ne contrarie point ses idées et ses principes, mais je dois à la verité de dire qu'il ne m'en avoit pas sonné le mot, et qu'il ne s'en doutoit pas lorsque je lui en ai fait voir l'air le projet

Espagne, t. 588, n^o 152

C'est la lettre privée de M. de Vergennes à Montmorin qui contenait celle du roi. Là seulement le ministre faisant connaître l'esprit et les dispositions dans lesquelles le monarque avoit écrit à son oncle; là étaient données les vraies raisons, les considerations d'intérêt national et celles de politique extérieure qui imposaient comme un devoir de ne plus tenir compte de l'humeur de l'Espagne. Le secrétaire d'État y marque déjà à l'ambassadeur la position que la France se réservera désormais dans les affaires de l'Allemagne, et une fois de plus il se plait à témoigner de la fermeté avec laquelle Louis XVI a envisagé les conjonctures et résolu de se porter en avant :

À Versailles le 10 mars 1778.

Je crains bien, M. le Comte, que l'expédition de ce jour ne soit pas plus agreable à la cour où vous êtes, que celles qui se sont succedées, depuis quelques mois. Je connois l'allure espagnole et l'empire des preventions, on ne voudra pas malgré l'evidence des faits, qui ont justifié nos pronostics, convenir qu'on s'est trompé et revenir sur ses pas. Pour nous nous ne tenons point à nos opinions par amour propre, et nous ne demanderions pas

meux que d'en changer car nous n'aimons pas plus la guerre qu'on ne l'aime en Espagne; mais pouvons nous trahir un intérêt capital et ce qui est plus fâcheux la gloire de la Couronne. C'est le sentiment profond de cet intérêt qui nous attache le sacrifice de celui que nous pourrions prendre aux conjonctures présentes de l'Allemagne. Nous ne voyons pas sans déplaisir et sans inquiétude notre cher allié s'emparer de la meilleure partie de la Bavière, prendre une position véritablement menaçante, je dirais presque hostile vis à vis de nous, en s'emparant du cours du Danube, malgré cela nous dissimulons nous nous refusons aux instances du roi de Prusse qui voudrait bien se combiner avec nous nous le laissons même dans l'incertitude si nous regarderions une guerre de sa part dans la conjoncture présente, comme le cas de l'alliance; mais nous sommes plus explicites à Vienne, nous n'y dissimulons pas que tout ce que nous pourrions faire, serait de garder la neutralité, et nous y sommes bien déterminés. En voilà assez, M. le Comte, pour vous donner une idée substantielle de notre position relativement aux affaires d'Allemagne; vous en direz ce que vous croirez nécessaire à M. le comte de Floride Blanche, j'estime cependant que vous ferez bien de ne vous ouvrir qu'avec mesure, j'ai la preuve que plus d'un secret percé en Espagne il est beaucoup mieux gardé icy.

Je reviens à la déclaration qui fait l'objet de mon expectation. Je ne reprendrai pas les raisons déjà alléguées dans ma dépêche pour en justifier l'urgence et la nécessité. Voici cependant une objection qu'on peut nous faire, et qui n'échappera pas à la sagacité de M. de Floride Blanche. On dira, mais pourquoi avouer un traité qui n'est pas ratifié et qui peut ne pas l'être? Nous répondons que cette considération est précisément ce qui nous détermine. Non seulement l'existence du traité est à peu près certaine, mais les stipulations ne peuvent plus rester secrètes du moment qu'elles arriveront en Amérique. Or quand il ne serait pas ratifié, il n'en serait pas moins public et ne vaudrait-il pas mieux nous autoriser par un aveu franc à faire retomber tout le blâme en résultant sur la mauvaise foi des Américains que nous n'avons pas dû presumer, que d'avoir l'air d'avoir douté nous mêmes de la solidité de notre ouvrage.

Je joins icy, M. le Comte, une lettre du Roi au Roi son oncle, relative à la démarche présente je la lis avec une satisfaction particulière, elle respire

1778 tous les sentimens qui doivent interresser Sa M^{te} Cath^{le}. Le Roi s'y développe avec une énergie dont j'avois la conviction particulière mais dont il est à désirer que l'opinion s'établisse et s'étende. Pour tout dire la fermeté de S. M. est au niveau de sa justice. J'ai bien de la consolation dans le travail de la voir saisir toujours les plus justes conséquences et s'arrêter aux meilleurs partis.

Vous ne pouvez, M. le Comte, vous faire une idée de l'excès de mes occupations, aussi ma santé en est bien fatiguée. Cependant je n'éprouve d'autre souffrance que des tiraillemens de nerf et un défaut d'appétit. Je n'ai jamais brillé à cet égard.

Je n'écris point à M. le comte de Floride Blanche par égard pour ses occupations, et aussi faute de tems, mais j'espère que vous voudrez bien y suppléer et assurer qu'il a en moi le serviteur le plus fidèle et le plus inviolablement attaché à sa personne, à sa vertu et à son mérite.

M. d'Aranda est tout déconfit de notre déclaration, il s'attend que sa cour lui en fera un grief, et qu'elle l'accusera de l'avoir provoquée, rien n'est moins fondé, et même depuis quelque tems il semble s'éloigner autant des affaires qu'il les recherchoit précédemment.

Ne doutez jamais je vous prie, de la sincérité du tendre et inviolable attachement avec lequel, etc.

P. S. Au moment où le courrier que je vous envoie montera à cheval celui pour l'Ang^{re} partira.

Espagne, l. 588, n° 143.

Voici la lettre du roi, d'après la copie trouvée dans les papiers de M. de Vergennes.

Copie de la lettre du Roi au roi d'Espagne le 9 mars 1778.

Monsieur mon frere et oncle. L'étroite amitié l'union intime, et la confiance réciproque qui regne si heureusement entre nos maisons, m'engage à lui faire part moi-même de la résolution que j'ai prise. S. M. n'ignore pas les raisons prépondérantes qui m'ont engagé à faire un traité d'amitié et de com-

mercé avec les Etats Unis de l'Amerique étant dans l'intime persuasion que nous en reviendrait, en approfondissant l'Angleterre d'une partie considerable de ses forces, sachant d'ailleurs qu'elle travailloit à se raccomoder avec ses colonies. Ce que j'avois prévu vient d'arriver. L'Angleterre a mis au jour ses projets pour se reconcilier avec l'Amerique, la nation y applaudit, et il ne manque que le consentement de la dernière pour la reunion, qui, sous quelque forme que ce soit, ne peut que nous être nuisible. J'espere que les mesures que j'ai prises traverseront les mesures de l'Angleterre, mais si d'une part la coalition avec les Etats Unis est utile, il ne l'est pas moins de soutenir la dignité et l'honneur de la Couronne, c'est ce qui m'a engagé à faire faire à Londres la déclaration que mon ambassadeur a ordre de communiquer à V. M. Elle ne peut que soutenir le courage de l'Amerique et reprimer l'audace de l'Angleterre qui ne cache pas ses vues hostiles et prochaines. Ces raisons majeures et le secret qui commence à s'échapper m'ont fait penser qu'il n'y avoit pas à différer de se montrer avec la dignité et la force qui convient. J'aurais bien désiré d'avoir l'avis de V. M. qui m'est bien pretieux dans mes determinations, mais les circonstances ne m'ont pas permis de l'attendre. J'ai fait informer du tout le comte d'Aranda et le chevalier d'Escarano pour leur instruction, et j'ai ordonné au comte de Montmorin de communiquer à V. M. plus en detail les raisons qui m'ont déterminé, et les mesures que j'ai prises en consequence. Je desire qu'elles aient son approbation, qui leur ajoutera un nouveau poids. V. M. connoit la vive et sincere amitié avec laquelle je suis Monsieur mon frere et oncle de Votre Majesté bon frere et neveu.

A Versailles le 9 mars 1778

Arch. nat., K 164 n° 3. Année 1778 n° 2 (Lhp)

A l'égard de l'ambassade de Londres, il n'avait pas été besoin de recourir à tant de soins. Fatigué par l'excès des préoccupations et du travail, M. de Vergennes avait dicté à Gerard ou confié à sa rédaction la dépêche qui devait apporter la déclaration royale au marquis de Noailles. Quelques corrections de sa main, seulement, se lisent sur la minute, et cette dépêche n'a trait qu'à la manière dont l'ambassadeur

Il s'agit de « de l'avantage » ou « de l'usage », erreur de copie sans doute.

1778. devra exécuter les ordres du roi. Mais dans un billet privé du même jour, après un premier avertissement relatif aux moyens à rechercher ou à prendre pour nous procurer des informations d'Angleterre un peu sûres, au cas où la guerre forcerait M. de Noailles à rentrer subitement en France, le ministre lui mande :

L'expédition que j'ai l'honneur de vous adresser, Monsieur le Marquis, n'a pas besoin de commentaire, vos lumières, votre sagesse et votre fermeté suppléeront d'ailleurs à ce que je pourrais ne pas dire. Il est intéressant que le ministère anglais se attente jusqu'après avoir rendu problématique l'existence d'un traité entre nous et l'Amérique, ne cherche pas à enlever dans le silence notre déclaration; un de nos principaux motifs est, supposé que nos bâtiments d'expédition soient retardés ou interceptés, de faire arriver en Amérique la sûreté de l'existence du traité par la voie nullement suspecte de l'Ang^{le}. L'usage que nous en faisons dans la déclaration est exact : nos engagements sont simples, ils ne sont offensifs pour personne; nous n'avons voulu nous procurer aucun avantage de commerce que d'autres nations pourroient jalouser, et que les Américains même pourroient se reprocher par la suite des temps de nous avoir accordés. Nous serons toujours traités chez eux sur le pié de la nation la plus favorisée et eux de même en France.

Il est intéressant Monsieur le Marquis, que notre déclaration parvienne, il n'est pas moins important que vous ne vous compromettiez pas et qu'on ne puisse vous reprocher une publicité affectée dont le ministère s'autoriseroit peut être pour vous faire faire une insulte. J'espère de quelque manière qu'il prenne la déclaration qu'il observera à votre égard les ménagements dus à votre personne et à votre caractère. Nous en usons de même ici avec le Lord Stormont, mais il n'a pas de passeports jusqu'à ce que nous sachions comment les choses se sont passées.

Nous n'avons point de nouvelles de M. de la Motte-Piquet depuis qu'il est en mer, on ne peut encore rien conclure de son silence. Je serais tranquille si j'avais sûreté que deux vaisseaux de Rochefort l'ont joint; se trouvant au nombre de 7. je me flatte qu'il ferait face à l'escadre anglaise quoi que supérieure.

A Versailles le 10 mars 1778

Angleterre, L. 529 n° 36 br

Que le fait d'un traité de commerce et d'amitié conclu avec les États-Unis devint de notoriété publique en Europe et produisit, contre l'Angleterre, l'effet moral qu'on avait lieu d'en attendre sur le continent; que la nouvelle au moins en parvint en Amérique par toutes les voies extérieures possibles, si le texte envoyé à la ratification du Congrès y arrivait tardivement ou n'y arrivait pas du tout, voilà donc à quoi visait principalement le gouvernement du roi. Avec brièveté et avec beaucoup de calme, la déclaration de la France, très formelle pourtant, reproduisant, à vrai dire, celle que Beaumarchais proposait aux ministres le 22 janvier précédent¹. Elle justifiait le traité par ceci, d'abord, que les États-Unis avaient vraiment établi l'indépendance par eux annoncée dans l'acte du 4 juillet 1776 et qu'en conséquence ils constituaient un État, en second lieu par la considération qu'ils gardaient la pleine liberté de conclure des traités sur le même pied avec toutes les autres nations. Par suite, elle réclamait de l'Angleterre les dispositions et les mesures propres à assurer au roi les avantages qu'il se promettait, et elle ajoutait très simplement, mais avec netteté, qu'il s'était concerté avec les États-Unis pour se garantir des actes contraires. Ce document avait été daté de Londres. Il nous paraît être de la plume de M. de Vergennes le fils, la main du ministre, seulement, avait écrit la date du jour, 13 mars, on supposait sans doute qu'il serait porté au gouvernement de George III ce jour-là. Sous la ligne et presque sans intervalle, comme pour n'y permettre aucune addition, Louis XVI avait mis son approuvé, en prenant soin de l'indiquer du moment même de la délibération, du 7 mars. Voici cette déclaration, telle que l'ambassadeur la remit à lord Weymouth :

7 mars 1778.

L'ambassadeur soussigné a reçu de Sa Majesté Très Chrétienne l'ordre exprès de remettre à la cour de Londres la déclaration suivante :

Les États Unis de l'Amérique septentrionale, qui sont en pleine possession

Voir à l'annexe II du présent chapitre, le texte du mémoire de Beaumarchais

1778 de l'indépendance prononcée par leur acte du 4. juillet 1776 , ayant fait proposer au Roi de consolider par une convention formelle les liaisons qui ont commencé à s'établir entre les deux nations les plenipotentiaires respectifs ont signé un traité d'amitié et de commerce, destiné à servir de base à la bonne correspondance mutuelle.

Sa Majesté étant résolue de cultiver la bonne intelligence subsistante entre la France et la Grande Bretagne, par tous les moyens compatibles avec sa dignité, et avec le bien de ses sujets, croit devoir faire part de cette démarche à la cour de Londres, et lui déclarer en même tems que les parties contractantes ont eu l'attention de ne stipuler aucun avantage exclusif en faveur de la nation française, et que les Etats Unis ont conservé la liberté de traiter avec toutes les nations quelconques sur le même pied d'égalité et de réciprocité.

En faisant cette communication à la cour de Londres, le Roi est dans la ferme persuasion qu'elle y trouvera de nouvelles preuves des dispositions constantes et sincères de Sa Majesté pour la paix, et que Sa Majesté Britannique animée des mêmes sentimens, evitera de son côté tout ce qui pourroit altérer la bonne harmonie, et qu'elle prendra particulièrement des mesures efficaces pour empêcher que le commerce des sujets de Sa Majesté avec les Etats Unis de l'Amerique septentrionale ne soit troublé, et pour faire observer à cet égard les usages reçus entre les nations commerçantes et les règles qui peuvent être censées subsister entre les Couronnes de France et de Grande Bretagne.

Dans cette juste confiance, l'ambassadeur soussigné pourroit croire superflu de prévenir le ministère britannique que le Roi son maître étant déterminé à protéger efficacement la liberté légitime du commerce de ses sujets, et de soutenir l'honneur de son pavillon Sa Majesté a pris en conséquence des mesures éventuelles, de concert avec les Etats Unis de l'Amerique septentrionale.

A Londres ce 13 mars 1778

approuvé le 7 mars 1778.

Angleterre. t. 529. n° 19.

¹ Ce mot est en surcharge de la main de M. de Vergennes

Le délai nécessaire au courrier de Versailles avait été calculé exactement. Ce courrier arriva à l'ambassade le vendredi, 13 mars, à 1 heure du matin. La dépêche d'envoi prescrivait à M. de Noailles de faire d'abord connaître la déclaration au chevalier d'Escarano, en l'avertissant que l'urgence n'avait pas permis de se concerter avec sa cour, que cette cour n'avait dès lors pris part en aucune manière au traité et qu'il pouvait régler sa manière d'être à l'égard du gouvernement britannique en raison de cette confiance. Après cela, l'ambassadeur devait demander tout de suite une conférence à lord Weymouth, déposer la déclaration dans ses mains, mais ne pas accepter d'entrer avec ce secrétaire d'État dans une explication quelconque; il serait libre de la communiquer le lendemain, discrètement, à qui il jugerait bon, même de la répandre dans le public, sous la condition de n'en pas donner de copie. On avait supposé que le bill de conciliation serait déjà adopté à la chambre des lords, approuvé par le roi, mais que la démarche de l'ambassadeur en troublerait beaucoup l'effet; c'était visiblement là un des résultats cherchés¹. La dépêche était ainsi conçue :

A Versailles le 10 mars 1778.

Le Roi s'étant déterminé, M. à signer un traité d'amitié et de commerce avec les 13 États-Unis de l'Amérique septentrionale, S. M. a cru qu'il étoit de sa dignité d'en faire part à la cour de Londres et de lui donner par là une nouvelle preuve de la franchise dont elle fait profession, elle m'a chargé en conséquence de vous envoyer le projet (au 7 mars) de déclaration que vous trouverez ci-joint. L'intention du Roi est que vous la remettiez sans aucun retard au Ld. Weymouth dans une conférence que vous lui demanderez à cet effet.

Une autre dépêche de la main de Gérard, comprise dans ce courrier, commençait en effet ainsi : « Il est à présumer que les bills conciliateurs ont été adoptés à la Chambre des Pairs et que le Roi n'aura pas tardé à y donner sa sanction. Mais la démarche que vous avez ordre de faire changera probablement l'objet des

« délibérations de la cour et du Parlement : elle dérangera surtout le plan de finances du « Ld. North : car on ne sauroit douter que la « baisse des fonds ne continue et même s'aug- « mente. Les embarras qui pourront résulter « de là sont difficiles à calculer et plus difficiles « encore à éviter. » *Angleterre*, t. 529, n° 30.

1778. Nous ne saurions nous dissimuler la vive impression que cette démarche ainsi que son objet feront sur l'esprit de ce secrétaire d'Etat, et il est possible qu'elle fasse son explosion dans votre conférence, mais le Roi vous recommande, M., de vous abstenir de tout commentaire et de toute réflexion sur le contenu de la déclaration, et que vous vous borniez à dire au Ld. Weymouth s'il vous presse par des questions, que vous n'avez reçu d'autre ordre que celui d'en faire la remise, que vous n'êtes nullement instruit des circonstances qui ont précédé et accompagné le traité en question non-plus que de sa date, et que vous ne savez des motifs qui ont déterminé S. M^{te} à l'accepter que ce qui en est dit dans la déclaration même.

Avant de voir le Ld. Weymouth il sera nécessaire, M., que vous communiquiez la déclaration à M. Escarano, vous le prierez en même temps 1^o que la remise de cette pièce, devenue instante par les conjonctures, n'a pu être concertée avec sa cour, 2^o que S. M^{te} C. jusqu'à présent n'a pris part, ni directement ni indirectement au traité. Cette information sera nécessaire à M. d'Escarano, parce qu'elle devra diriger son langage dans le cas où les ministres anglais l'entretenaient sur la matière dont il est question. Vous pourrez prévenir en même temps ce chargé d'affaires qu'il ne doit nullement s'occuper à faire l'apologie de notre traité, et que selon nous il sera prudemment d'attendre que sa cour lui prescrive le langage qu'il lui conviendra de tenir dans cette occurrence, cependant rien ne l'empêchera d'avouer qu'il n'a aucune connaissance de la part que le Roi C^{te} peut avoir eue à notre négociation, que ni le ministère de Madrid ni M. le C^{te} d'Aranda ne lui en ont parlé, et que l'ambassadeur du Roi, qu'il a interrogé, n'a pu dissiper son ignorance à cet égard. Si cependant on faisoit de trop vives instances à M. d'Escarano, il pourra finir par dire qu'il est dans l'ignorance sur les faits qui peuvent concerner sa cour.

Au surplus, M., l'intention du Roi est que vous gardiez le silence vis-à-vis du public sur cette déclaration le jour que vous en ferez la remise, mais rien ne devra vous empêcher de la communiquer confidentiellement dès le lendemain; de la faire répandre sans affectation mais sans en donner de copies formelles¹.

Nous prévoyons la surprise et l'effervescence qu'elle occasionnera; mais nous

¹ Cette dernière restriction est de rédaction de M. de Vergennes.

ne nous permettons point de supposer que l'on osera violer votre caractère et votre sûreté, en tout cas le Roi s'en raporte entièrement à votre prudence sur la conduite qu'il vous conviendrait de tenir dans une pareille conjoncture vous pouvez être assuré, à tout événement, que le Ld. Stormont ne recevra de passeport pour quitter la France qu'après que nous serons informés de la conduite qu'on aura tenue à votre égard.

Angleterre, le 6^{me} d'août 1793.

Ni le marquis de Noailles ni Garnier n'espéraient avoir si tôt cette mission à remplir. Elle les comble de joie et d'enthousiasme. Le jour même, à 4 heures, l'ambassadeur se fait recevoir par lord Weymouth, et le surlendemain 15, il renvoie le courrier à Versailles avec le compte rendu de sa conférence. Lord Weymouth a été vivement ému; le marquis de Noailles, pour le dire avec toute l'autorité possible, écrit personnellement l'expédition de son rapport. Il y donne comme il suit les détails de l'audience :

J'ai reçu, Monsieur le Comte, par la voie de votre courrier extraordinaire arrive ici le vendredi 13 à une heure du matin, la lettre n^o 10 que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 10 de ce mois, et la déclaration qui y étoit jointe. Je me suis préparé à remplir le plus promptement qu'il seroit possible les ordres du Roi et j'ai tâché de les exécuter de la manière la plus conforme aux instructions que vous aviez eu la bonté de me donner à cet effet.

Avant écrit au secrétaire d'Etat pour lui demander une conférence, il m'a marqué qu'il m'attendoit à son office à quatre heures du soir le vendredi. Je m'y suis rendu, et j'ai lieu de croire, à juger dès le premier abord, qu'il n'étoit nullement préparé à une pareille explication. Je lui ai lu la déclaration à laquelle je n'avais eu autre chose à ajouter que ma signature. J'aurais pu mettre des intervalles entre chaque mot parce qu'il n'y en a aucun qui ne porte coup; tout y est noblement, grandement tracé, tout y marque enfin la résolution prise dans le conseil de Sa Majesté de ne plus laisser à la volonté arbitraire de la cour de Londres ce qui est dû à l'honneur du pavillon du Roi, et à la liberté du commerce entre la France et les 13 Etats Unis de l'Amérique.

septentrionale. Ma lecture finie le Lord Weymouth a pris la déclaration, et presque les larmes aux yeux d'attendrissement ou de colère, il s'est contenté de me dire que je ne pouvais pas exiger qu'il me fit une réponse avant de savoir les intentions du Roi son maître. Je lui répliquai que les ordres dont j'étais chargé se trouvoient entièrement remplis du moment que je lui avais lu ladite déclaration.

A Londres le 15 mars 1778

Angleterre, t. 529 n° 54.

L'ambassadeur relatait aussi sa conversation avec le chevalier d'Escarano. Celui-ci était trop imbu du principe de l'union des deux Couronnes, pour ne pas souhaiter, en lui-même, de voir sa cour plus décidée qu'elle ne se montrait encore et pour n'en point manifester le désir. Quoiqu'il fût un ph officiel, notre représentant ne se retenait pas d'exprimer, en terminant, son admiration pour la politique qui portait à la puissance anglaise le coup dont la génération à laquelle il appartenait était impatiente d'entendre retentir le bruit¹. Le ph arrivait le 20 à Versailles. Mais le gouvernement de George III avait rapidement pris sa résolution. Le 16 au matin, à Paris, lord Stormont expédiait sa correspondance ordinaire pour Londres, lorsque l'amiral Rodney, de passage en France, lui apporta les bruits du Palais-Royal d'après lesquels le marquis de Noailles aurait notifié la déclaration de guerre de la France à la Grande-Bretagne. A 1 heure, le courrier de l'ambassade arrivait de Calais, en avance de près d'une demi-journée.

¹ L'ambassadeur écrivait notamment à M. de Vergennes : « Quel moment plus intéressant pour nous Monsieur le Comte ? Sous Henri IV, un des Rois les plus chers à la France sont les grandes époques qui ont déterminé l'établissement des Provinces-Unies, lesquelles n'étaient pas un des plus grands démembremens des États courus à la puissance alors notre rivale, aujourd'hui notre amie. Mais dès les premières années du règne du Roi notre maître on aura vu naître, s'accroître et presque à la fois se

consommer la révolution la plus surprenante. C'est une vaste partie du nouveau monde qui sous l'influence des vertus non moins courageuses que bienfaisantes de Sa Majesté prend une existence personnelle, en détruisant celle de l'Angleterre, et en offrant à notre commune l'échange de tous ses avantages. Cette époque achève de prouver que rien ne doit distinguer l'ennemi des Français pour le nom du Henri IV et pour le nom du Roi notre maître. »

Le représentant de George III, après avoir lu ses plis, pourvut sans 1778.
désespérer à diverses dispositions, et le soir, à 9 heures, il faisait
partir en poste pour Versailles, avec la lettre suivante adressée au
comte de Vergennes, un exprès à qui il disait qu'il n'y aurait pas de
réponse¹ :

A Paris ce lundi 16 mars 1778.

Monsieur

J'ai l'honneur d'informer V^{re} Ex^{te} que je viens de recevoir les ordres de
ma cour de partir de Paris et de me rendre d'abord à Londres. Je vous prie
Monsieur le Comte de vouloir bien faire expédier les passeports nécessaires
tant pour moi-même que pour ma suite et pour la libre sortie de tous mes
effets quelconques.

Je saisis la dernière occasion qui se présentera de renouveler à V^{re} Excel-
lence les assurances du parfait attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être
Monsieur de V^{re} Excellence très humble et très obéissant serviteur

STORMONT

S. Ex^{te} M. le C^{te} de Vergennes.

Angleterre, t. 529, n^o 60.

Les dispositions prises par lord Stormont dans l'après-midi le met-
taient en mesure de quitter son hôtel et la France le jour même. Le
samedi 14, en effet, le cabinet anglais avait comme instantanément
répondu à l'acte de Versailles, et son courrier était passé de Douvres à
Calais en moins de deux heures trois quarts. M. de Noailles jugeait la
réponse « difficile à faire », pensant que George III serait surtout dé-
sirieux, en l'écrivant, de se ménager les États-Unis. En attendant cette
réponse, il « évitait de paraître en public », dit-il. Mais, dès le matin
du 17, lord Weymouth envoyait son sous-secrétaire d'État, le cheva-
lier de Porten, prévenir l'ambassadeur du rappel de lord Stormont;
le soir, lord North et lui portaient aux Communes et à la chambre
des lords un message donnant connaissance de la déclaration du roi

¹ Ces diverses circonstances sont relatées dans un rapport du lieutenant de police Lenoir. À titre
de curiosité nous reproduisons cette pièce à l'annexe I du présent chapitre.

1778 de France. « Le lord North, mander M. de Noailles, a représenté cette déclaration comme offrant un caractère d'attaque et d'insulte, le second l'a qualifiée de très étrange. Elle doit être lue aujourd'hui aux deux Chambres, que le roi d'Angleterre a voulu consulter avant de procéder à une déclaration de guerre formelle. Les adresses du Parlement ne pourront être présentées que demain et la déclaration de guerre suivra apparemment de très près¹. » Lord Weymouth avait chargé son sous-secrétaire d'Etat de l'examiner auprès de M. de Noailles comme empêché par ses obligations au Parlement de venir lui-même, tout en tâchant ainsi de se faire un titre de la manière dont il avertissait l'ambassadeur, il pensait que celui-ci demanderait ses passeports sur-le-champ. Le marquis de Noailles ne devait pas et ne voulut point paraître avoir pu supposer le rappel du représentant de l'Angleterre à Versailles; il répondit qu'il ne partait que sur un ordre de sa cour². M. de Vergennes, lui, avait immédiatement écrit à lord Stormont qu'il ne saurait lui délivrer ses passeports avant que l'heure permit de prendre les instructions du roi³. Réponse de pure forme, en réalité,

¹ Lettre particulière du marquis de Noailles au comte de Vergennes, du 17 mars. (*Angleterre*, t. 529 n° 66.)

² Même lettre particulière du 17 mars. « Je suis au plus honneur la Comte, que les ordres du Roi à attendre pour partir. M. le Chev. Portier sous-secrétaire d'Etat sort de chez moi envoyé par le Lord Weymouth pour me dire que en matière de courtoisie de me donner une marque personnelle de son attention avant qu'il me parvienne que Sa Majesté Britannique avait rappelé le Lord Stormont, en ajoutant que le Lord Weymouth aurait souhaité pouvoir se rendre chez moi et les affaires du Parlement lui en avaient empêché au moment. J'ai répondu à M. le Chev. Portier que, allons rendre compte au plutôt à son cour de ce qu'il me disait être une attention personnelle du Lord Weymouth qu'il connaissait les usages

et qu'il voudrait bien croire que je ne partais pas sans en avoir reçu l'ordre formel du Roi mon maître. Je finis par le prieur de prévenir Milord Weymouth que je ne tarderais pas à lui demander les passeports qui me seraient nécessaires pour mon retour en France. Outre que le devoir m'oblige de me combaire de la sorte, rien ne me semble plus convenable que de paraître avoir joint prévu le rappel de Milord Stormont et de montrer jusqu'au dernier instant que c'est l'Angleterre qui a précipité le départ. » (*Ibid.*)

³ « Versailles le 17 mars 1778 à 10 h 4 du soir. M^{re} Je reçois dans ce moment la lettre d'ord. V. Ex^{te} m'a honoré pour me prévenir de l'ordre qu'elle vient de recevoir de se lever de part de Paris, et elle me demande en conséquence les passeports qui lui sont nécessaires pour sa personne sa suite et ses

le roi avait été instruit aussitôt de ce qui se passait. Autant que le ministre, il avait ressenti le procédé du gouvernement anglais, et l'ordre avait été dicté sur l'heure, pour Noailles, de se retirer immédiatement de Londres, comme lord Stormont, sans prendre conge. En même temps, le ministre annonçait à ce dernier ses passeports, en lui indiquant de façon très claire l'impossibilité où il était de le recevoir. On mandait ce qui suit à M. de Noailles

1778

A VERSAILLES LE 17 MARS 1778

M. le V^e de Stormont vient de m'informer, M., qu'il a reçu l'ordre de se cour de se retirer, et il me demande en conséquence ses passeports pour retourner en Ang^{re}. Nous ne saurions douter que cette détermination subite ne soit l'effet de la déclaration que vous avez été chargé de faire au ministère anglais, et nous comprenons ce qu'elle doit signifier. D'après cela le Roi a jugé, M., qu'il ne convenoit point à sa dignité que vous demeuriez plus long temps à Londres, et S. M^{te} vous ordonne en conséquence de vous retirer sur le champ et sans prendre conge avec toutes les personnes attachées à l'ambassade. Je vous prie de me mander sans aucun délai les dispositions que vous aurez faites pour la prompte exécution des ordres du Roi, et comment les choses se seront passées à votre égard lorsque vous aurez demandé vos passeports au ministère anglais. vous voudrez bien, M., motiver la demande que vous en ferez sur celle qu'a fait ici l'ambassade d'Ang^{re}.

P. S. Si vous pouvez M. le Marquis laisser quelqu'un peu aparent, mais assez intelligent, afin, sous prétexte de veiller à vos intérêts domestiques d'observer ce qui passe; cela seroit bien desirable.

Ne doutez pas M. le Marquis de l'empressement avec lequel je vous renouvellerai mon très parfait attachement.

Le lord Stormont recevra ce soir ses passeports.

« effets. Quelq^{ue} empressement que j'ai le courage
« de courir en toute occasion à ce qui peut être
« agréable à V. E. l'heure avancée ne me per-
« mettant pas d'informer le Roi de sa demande,
« j'espère qu'elle voudra bien agréer que je

« diffère de la lui faire jusqu'à ce que j'aie pu
« prendre les ordres de S. M. J'ai l'h^{on} de l'être
« avec un très parfait attachement, etc. M. le
« comte de Stormont » *Angleterre*, t. 329
n° 63

1778. Je vous envoie copie de la lettre du Lord Stormont elle pourra vous servir de modèle.

Angleterre, l. 529, n° 67

On écrivait en même temps « à S. E. M. le vicomte de Stormont » :

A Versailles le 17 mars 1778.

Monsieur,

J'ai mis sous les yeux du Roi la lettre par laquelle V. E. m'a fait part de l'ordre qu'elle a reçu de sa cour de se retirer, et m'a demandé en conséquence des passeports pour elle et sa suite. Sa M^{te} m'a ordonné de les faire expédier, et V. E. les trouvera ci-joint. Je ne pourrai M., vous adresser que demain celui de franchise pour vos effets, parcequ'il doit être revêtu du visa du directeur général des finances.

Le prompt départ de V. E. me privant de lavantage de la voir, je m'empresse de profiter de cette dernière occasion pour lui renouveler les sentiments du très-parfait attachement que je lui ai voué et avec lequel j'ai l'honneur d'être M. de V. E.

Angleterre, l. 529, n° 69¹

Le lendemain 18, les ministres se réunissaient en conseil. Ils entendaient de la bouche de M. de Vergennes l'exposé, « le précis », des circonstances et des motifs qui, depuis l'arrivée des premières ouvertures du Congrès, avaient successivement amené le gouvernement du roi au traité passé « entre la France et les treize États-Unis de l'Amérique septentrionale ». C'était un résumé officiel, la constatation gouvernementale, en quelque sorte, des détails que nous avons vu se dérouler successivement : l'expectative dans laquelle on avait dû se tenir, en présence des appels et des offres, jusqu'à l'événement de Saratoga; la nécessité croissante qui s'était produite ensuite de prendre les devants sur les efforts de réconciliation déployés par l'Angleterre, tout en gardant le secret; l'urgente nécessité, enfin, d'avouer ouverte-

¹ Cette pièce et la précédente paraissent être de la main du premier commis. Il n'y aurait rien que d'assez admissible à dire qu'elles furent des

copies faites immédiatement par Gérard, à mesure que le ministre écrivait lui-même les deux lettres.

ment le traité, le roi ayant sa flotte en mer et son intention de ne pas souffrir d'insultes dans l'accomplissement de son ouvrage étant désormais bien ferme¹. La façon dont l'Angleterre avait retiré son ambassadeur appelait une représaille : ce fut l'expulsion du commissaire anglais de Dunkerque. Le conseil du 18 eut probablement pour but principal de faire édicter cette mesure par le cabinet. Un ordre du ministre de la guerre, le prince de Montbarrey, fut expédié le lendemain au marin qui commandait à Dunkerque, pour qu'il eût à mettre fin immédiatement aux fonctions du représentant de notre humiliation passée. Sous beaucoup d'égards pour la personne, l'ordre marquait avec une intention positive la volonté du gouvernement du roi :

M. de Chauvieu, commandant à Dunkerque

VERSAILLES le 19 mars 1778.

Le départ de M. l'ambassadeur d'Angleterre sans prendre congé, et le rappel de M. le marquis de Noailles de Londres déterminent le Roy à ne plus vouloir souffrir de commissaire anglais à Dunkerque. J'ai l'honneur de vous envoyer en conséquence l'ordre formel de lui signifier tout de suite les intentions de Sa Majesté afin qu'il s'y conforme en cessant toute fonction dans le moment même.

Mais comme les procédés et l'horreté du Sr Frazer qui remplit l'emploi de commissaire anglais à Dunkerque ont été mis plusieurs fois sous les yeux de Sa Majesté, elle desire, Monsieur, que vous le traitiez avec tous les égards possibles et que vous le renvoyiez sans délai. J'espère que vous m'accuserez la réception de cette lettre et l'exécution de ce qu'elle contient afin que je passe en rendre compte au Roy.

LE PRINCE DE MONTBAREY

Angleterre L. 529, n° 8. (Copie)

A la même heure, du reste, lord Weymouth envoyait les passeports du marquis de Noailles². On discutera plus tard avec Madrid

¹ Ce précis est reproduit au chapitre II du présent chapitre.

² « St James le 19^e mars 1778. Monsieur, « J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence

et Madrid avec Londres, qui, de la France ou de l'Angleterre, avait tiré le premier coup de canon, de laquelle des deux que ce premier coup soit parti, il n'y a pas à rechercher si ce fut la Grande-Bretagne ou nous qui déclarâmes la guerre. Expulser le surveillant qui avait été rivié à Calais, en 1763, comme la figuration vivante de nos défaites, cela disait assez que nous brisons le traité de Paris et, des lors, que nous rompons la paix. Les choses, sans doute, peut-être le caractère du cabinet, commandèrent de le dire de cette manière indirecte. Si ce n'était pas, proprement, déclarer la guerre, c'était le faire d'une manière virtuelle. L'acte produisit à Londres une sensation considérable, dans le public un effet que Garnier appelle « une consternation générale », dans le Gouvernement celui, assurément très louable pour les Anglais, de provoquer les plus rapides et les plus vigoureuses mesures de presse maritime et d'armements. Mais les Français d'alors surent avec non moins de raison le plus grand gré à M. de Vergennes d'avoir ainsi réalisé les patriotiques aspirations du cabinet de Louis XVI; on a vu comment lui surtout les avait apportées dans ce sautoir des Affaires étrangères, où le duc de Choiseul s'était vainement dépensé à donner un corps aux siennes. L'année précédente, quand on en était à préparer la rupture et à en étudier le moment, Garnier était venu à Versailles, appelé par le ministre pour fournir de ces indications dernières qui ne peuvent pas être demandées à la correspondance. Retourné à Londres après avoir été admis à reconnaître de près par là les idées, les vues, les directions, sachant maintenant ce qui était prévu pour la France dans la supposition de la paix entre le cabinet de Saint-James et les États-Unis, il avait écrit à M. de Vergennes, le 16 janvier : « Vous êtes destiné à recevoir les louanges de la po-
« tété et non à encourir le reproche de ne l'avoir pas débarrassée
« [la France], du moins pour longtemps, de la puissance la plus op-

« les préceptes qu'elle donne. Je prie Votre
« Excellence de recevoir les assurances de la
« considération la plus distinguée avec laquelle

« j'ai l'honneur d'être Monsieur — De Votre
« Excellence. — Le très humble etc — War
« MOUTON », *Ingénieur*, t. 520 n° 85.

« pressive lorsqu'il vous était si facile de le faire ». Cependant Garnier se trouvait « pris au dépourvu » le 15 mars, aussi bien que l'Angleterre, disait-il, de n'avoir pas deviné la déclaration du roi. L'histoire a de justes raisons de recuser, pour les politiques, les éloges qui viennent de leurs auxiliaires, mais il ne nous semble pas qu'elle doive désavouer aujourd'hui l'admiration émue dont le premier secrétaire de l'ambassade et le marquis de Noailles envoyèrent alors l'expression au secrétaire d'Etat des affaires étrangères. « Je ne tarderai pas », s'empressa d'écrire Garnier :

Je ne tarderai pas, à ce que j'espère à me rendre auprès de vous, Monseigneur, pour vous féliciter d'avoir assuré à la France la prospérité d'un siècle de paix par une année de guerre. Cette nation est reconnaissante et ne peut manquer de sentir le prix de ce que fait son souverain pour sa gloire et pour son avantage. J'ai lu avec admiration la majestueuse déclaration du Roi. Quoiqu'elle cause ici une consternation générale, tous les partis avouent que cette conduite est sublime pour le fond, pour la forme et pour le choix du moment.

Angleterre, t. 529, n° 51

Et le marquis de Noailles, avec un peu plus d'emphasis ou avec plus de désir d'en montrer :

J'ai peine à me retrouver, Monsieur le Comte, au milieu de tout ce que j'aurais à vous exprimer dans ce moment-ci. Le voilà donc arrivé à sa perfection

Angleterre, t. 528, n° 60 — C'est à propos de la résolution du ministère de lord North de reconquérir les Colonies au prix même de l'indépendance presque entière, que Garnier s'exprime ainsi. Ces paroles étaient amenées par celles-ci : « Pour que S. M. B. fasse la paix avec l'Amérique sur le seul pied praticable sans doute, celui de l'indépendance — pour que cette paix soit accompagnée d'une union fédérative — il lui faut peut être un autre Parlement mais

« il lui faut certainement un autre ministère » — Le double événement, quoique sans doute « rejeté fort loin par le vœu de ce prince, peut avoir lieu d'un moment à l'autre. Il ne faut qu'une nouvelle calamité pour l'amener. Mais comme il a été prévu en France où l'on en voit toutes les conséquences il me paraît « mal d'imaginer qu'on n'ait pas pris toutes les précautions nécessaires pour en empêcher l'effet ».

111

en grand et mémorable ouvrage fruit de vos longues méditations, et conduit avec une supériorité de lumières qui ne promettent qu'une suite d'événements glorieux pour la France. Personne ne saurait disputer d'être du nombre des plus sages admirateurs de votre ministère. Qui mieux que moi sentent l'oppression où nous tenait ce pays-ci, qui mieux que moi sent le prix des mesures que vient de prendre la justice du Roi soutenue de vos heureux conseils. C'est une triste et déplorable extrémité que celle à laquelle l'Angleterre nous a réduits. Mais il faut espérer que le fléau qui va affliger l'humanité ne sera qu'un mal passager suivi d'un bien durable, un assurant une paix solide, et en rendant à notre nation sa première énergie.

Angleterre, 1 529, r 52

Forme outrée, donnée à des sentiments légitimes; mais les dévoués collaborateurs de M. de Vergennes ne lui disaient la rien dont le fond ne survive et ne puisse être répété de lui après eux. Il n'en était pas. d'ailleurs, il paraît n'en avoir jamais été à rechercher leurs flatteries. Assurer son œuvre l'occupait bien davantage. Leur découvrir de plus en plus le but du gouvernement du roi et les moyens d'atteindre ce but, c'est à cela qu'il s'attachait. On le voit n'en point laisser passer l'occasion, même dans cette crise des circonstances. Le 17 mars encore, en pleine urgence des décisions et des ordres, il ne veut pas que Montmorin puisse se trouver sans réponse devant les raisonnements dilatoires qu'on renouvellera peut-être au Pardo ou devant l'attitude que l'on viendrait à y prendre. De l'entretien entre lord Grantham et M. de Floridablanca, relaté par l'ambassadeur le 26 février, il avait semblé résulter qu'en lisant notre traité le cabinet de Londres s'irriterait, surtout, de ce que nous aurions sans doute imposé à l'Amérique d'exclure les autres nations de son commerce. Dans la presse de ce moment et bien qu'en supportant tout le poids, M. de Vergennes tient à redresser une fois de plus cette fausse notion de sa politique et à remettre devant l'esprit de son subordonné les principes, la conception, les vues qu'il avait encouragés ou suscités.



et qu'il faisait poursuivre, « Si l'inquiétude du ministère anglais », 1778.
mande-t-il à son ambassadeur à Madrid

Si l'inquiétude du ministère anglais ne porte que sur la crainte que nous n'ayons fait contracter à l'Amérique des engagements exclusifs de commerce, il en doit déjà être pleinement desabusé. La déclaration que M. le M^{re} de Noailles a dû lui faire et dont j'ai eu l'honneur de vous envoyer la copie M. avec une expédition du 10 de ce mois dissipe tous les doutes et prévient toute ambiguïté à cet égard. La réflexion que M. le C^{te} de Floride Blanche a faite à ce sujet à l'ambassadeur d'Ang^{re} est un peu plus juste et plus solide; cependant malgré la répugnance qu'il est naturel de supposer aux Etats Unis de l'Amérique pour tout ce qui pourroit donner des entraves à leur commerce il n'en est pas moins vrai qu'ils étoient disposés à s'y soumettre et leurs députés autorisés à nous accorder les privilèges exclusifs que nous aurions exigés, nous ne l'ignorions pas, mais le roi a voulu faire un ouvrage solide qui passât à la postérité, et qui donnât à ses conventions avec ces Etats toute la solidité et la durée dont les transactions humaines sont susceptibles. Revoies M. ma conversation avec les députés du 6^{tes} dernier vous y trouverez la clef des principes sur lesquels S. M^{te} a voulu que la négociation fut entamée et suivie. Nous ne nous flatons pas pour cela M. que les Anglois verront avec moins de dépit de jalousie et de ressentiment nos liens avec les Etats Unis de l'Amérique, mais les autres nations, celles surtout qui ont un commerce à soigner applaudiront sûrement à notre modération, et c'est la sensation qu'il importoit d'exciter. C'est dans cette vue que le chargé d'affaires du Roi en Hollande a osé se permettre de faire part confidentiellement aux Etats généraux de l'existence d'un traité qui leurs laisse toute faculté d'y participer s'ils le jugent à propos, la même communication se fera successivement à toutes les cours qui ont des intérêts de commerce.

A Versailles le 17 mars 1778

Espagne, t. 588, n° 100

Ce n'étoit pas assez, pour M. de Vergennes, de nous remettre debout par la déclaration royale et par elle d'ouvrir un autre théâtre à ces événements; il inscrivait encore, comme une devise nouvelle sur le drapeau de la France, cette pensée, qu'il avoit inspirée au gouvernement

1778. du roi, de ne rien demander que de désintéressé et de juste à nos alliés du Nouveau Monde. Il les avait gardés en cela contre eux-mêmes afin d'avoir leur amitié pour une durée sans borne, engagés par un pacte ouvert où toutes les nations pourraient prendre place; c'est pourquoi il se sentait le droit de convier maintenant toutes les nations à devenir, avec nous, les adversaires de la Grande-Bretagne au nom de la liberté des mers

ses dépêches à une heure. À une heure précise M. Hobard y étant encore, le courrier ordinaire de Calais est arrivé. Depuis la dernière fois il n'y a pas eu d'exemple qu'il soit arrivé de si bonne heure. Le paletot a été dans le coar de l'été à six heures du soir. Il dit que le paquet est arrivé samedi à huit heures du soir à Douvres, que le paquebot étoit tout prêt et a fait le passage en moins de deux heures trois quarts et le courrier a quitté Calais à minuit.

M. Fullerton est venu auquel M. l'Ambassadeur a montré un passage sur une feuille de quatre pages.

M. Forth est venu et a fait attendre sa maîtresse une heure dans son carrosse dans la rue. Les chevaux de M. l'Ambassadeur étoient mis pendant ce tems là pour aller au faubourg S^t Antoine chés le s^r Hericourt.

M. l'Ambassadeur a fait dire à M. Jones qu'il auroit besoin de lui après le dîner. Après le dîner M^r Jones et Riddel ont écrit dans le cabinet de M. l'Ambassadeur.

À 9 heures du soir il a dépêché un courrier vraisemblablement pour Londres et à la même heure il a envoyé un exprès en poste à Versailles avec une lettre pour M. le C^{te} de Vergennes disant qu'il n'y auroit pas de réponse cet exprès a été chargé aussi de rapporter des robes à Mad^e l'Ambassadrice qu'elle avoit laissée chés Mad^e La Marek et de payer quelque chose chés une marchande de modes.

Quoique M. l'Ambassadeur n'attendoit pas de réponse le ministre en a fait remettre une que l'exprès n'a rapporté que ce matin ayant d'autres affaires à Versailles. Les chevaux de louage étoient commandés pour mener M. l'Ambassadeur à Versailles mais il les a fait contremander ce matin.

M. l'Ambassadeur a donné ordre qu'on emballe son argenterie et le reste. Il a fait rendre la livrée à ses gens a écrit à M. Garvey son commissionnaire à Rohan la cuisine cessera jeudi au soir. Il a donné beaucoup d'autres ordres. L'avoit fait inviter depuis dimanche une douzaine d'Anglais pour dîner jeudi prochain et aujourd'hui il a envoyé des billets que les circonstances du tems ne lui permettoient pas d'avoir le plaisir de les voir.

Enfinement M. l'Ambassadeur et Mad^e l'Ambassadrice partent vendredi prochain sans prendre congé, on vude toutes les armoires et on emballe à force.

Angleterre t 529 n 64

II

MÉMOIRE PARTICULIER POUR LES MINISTRES DU ROI

Dans l'état de crise où sont montés les événements, dans la certitude où nous sommes que le peuple anglais demande à grands cris et avec pudeur la guerre contre nous, qu'il fait à son Roi des offres de toute nature à cet effet, comme de lever à l'instant la milice nationale et d'en faire les fonds, comme de fournir volontairement par chaque Shire ou Comté une certaine quantité de soldats et de matelots pourvu qu'ils soient employés contre l'Espagne et la France. Que nous reste-t-il à faire?

Trois partis sont encore à notre choix. Le premier ne vaut rien. Le second n'est le plus sûr. Le troisième est le plus noble. Mais une juste combinaison du 1^{er} et du second parti peut rendre à l'instant le roi de France la première puissance du monde connu.

Le premier parti qui ne vaut rien, absolument rien, est de continuer à faire ce que nous faisons, ou plutôt ce que nous ne faisons pas, de rester plus longtemps passifs auprès de la turbulente activité de nos voisins, de nous obstiner à ne prendre aucun parti, et d'attendre encore l'événement sans agir. Parceque, d'ici au 1^{er} février prochain, ou le ministère anglais sera changé, et les lords Chatham et Shelburn à qui l'on a proposé, au 1^{er}, la place de Lord Germaine, au 2^e celle de Lord Suffolk, à condition d'abandonner le parti des *Wigs* et qui l'ont refusé, pouvant changer d'avis et seindre un moment de devenir *Tories* pour s'emparer des affaires. Or si ce mal nous arrive, y a-t-il un seul homme instruit qui doute qu'un moment où ne surgent d'une main à tout prix, la paix de l'Amérique et de l'autre l'ordre exprès d'attaquer nos vaisseaux et de tomber sur nos possessions, ce qui nous mettrait à la fois sur les bras les Anglais et les Américains. Ou bien, malgré les cris de la nation et le trouble des affaires, malgré l'indignation qui va bientôt résulter contre l'administration des aveux des généraux Burgoin et Howe qu'ils n'ont été que les serviles instrumens d'un ministre méprisé et despote, le ministère actuel se soutiendra. Mais comme tous sentent également la nécessité de faire cesser une guerre aussi funeste à l'Angleterre et que le ministère actuel ne peut plus espérer de donner le change sur ses fautes passées, mais seulement de les couvrir en flattant la nation

* La lettre d'envoi ou date du 22 janvier 1778, a été imprimée à l'annexe II du chapitre 2. Le mémoire est autographe; dans la tête, il y a un point après PARTICULIER.

de l'espoir prochain de réparer ses pertes à nos dépens, il ne faut pas douter que, de l'agitation actuelle des esprits, et de tous les grands et petits Conseils qui se tiennent à Londres, il ne résulte au moins une suspension d'armes avec l'Amérique, pour prendre en considération les griefs du continent et laisser respirer un moment l'Angleterre. Mais ce n'est pas vers la paix une fois faite, soyons bien certains qu'il sera trop tard pour la France de se déclarer en faveur de l'Amérique. Peut être même alors le chef de la députation américaine aura-t'il déjà passé à Londres, et la guerre avec nous commencée sans nul avis ainsi que la dernière.

Peut être avant que nous ayons pu sauver nos vaisseaux marchands des 1^{ers} efforts de la rage anglaise, en aura-t'elle dévoré les cinq sixièmes. Au moins est il certain que depuis deux mois il est sorti plusieurs vaisseaux de guerre anglais sous prétexte de croiser dans la Manche, mais avec des ordres et des destinations tellement inconnues que personne en Europe ne sait encore où ils ont établi leur croisière.

Qui sait même si les derniers paquets envoyés par le Gouvernement en Amérique, ne sont pas déjà les porteurs de quelque suspension d'armes et de quelque plan de pacification, dont bien des gens croient qu'on ne verra la déclaration qu'à l'instant où l'on pourra supputer à Londres que les paquets sont arrivés? Eh! si malheureusement on y laissant entrevoir la possibilité de l'indépendance pour 1^{re} condition, est il vraiment douteux que la seconde ne fut l'engagement formel de se réunir contre nous avec l'Angleterre? Alors, devenus la risée de l'Europe entière la guerre la plus funeste et la banqueroute de l'Amérique à tous nos négociants seraient le digne prix de la lenteur que nous aurons eue à nous déclarer.

Le plus mauvais de tous les partis est donc de rester aujourd'hui sans en prendre aucun de ne rien entamer avec l'Amérique et d'attendre que les Anglais nous en fassent toutes les voies, ce qui ne peut manquer d'arriver avant très peu de temps.

Le second parti que je regarde comme le plus sûr serait d'accepter publiquement le traité d'Amiens proposé depuis plus d'un an par l'Amérique avec la franchise de la pêche au grand banc, la garantie mutuelle des possessions des puissances contractantes, la promesse positive de secours réciproques ou de diversion en cas d'attaque d'un côté ou de continuation d'hostilités de l'autre, le tout accompagné d'un plan secret pour s'emparer des îles anglaises, avec engagement sacré entre les trois puissances Américaine Espagnole et Française de s'en servir impitoyablement au méridien aux Anglais sur l'Océan entre l'Europe et l'Amérique passé lequel tous leurs vaisseaux seraient déclarés de bonne prise en paix comme en guerre. Ces américains voisins n'ayant plus rien à prétendre au nouveau monde nous.

Il faut avouer qu'au moment que les Anglais apprendront qu'ils n'ont plus d'espoir de traiter avec un pays qui aura traité avec nous, ils nous feront à l'instant la guerre.

à outrance, en nous déclarant agresseurs contre eux par ce traité même. Mais guerre pour guerre comme elle est inévitable aujourd'hui les Américains les Espagnols et les Français réunis sont plus que suffisants pour élever les fumées de cette autre nation, si elle est assez effrénée pour oser nous attaquer alors.

Une autre objection s'élève, elle est du plus grand poids, et je dois d'autant moins éluder d'y répondre que M. le C^{te} de Maurepas lui-même est l'objecteur. Il est à craindre, dit ce ministre, que les députés de l'Amérique n'aient pas des pouvoirs assez étendus, ou assez solides pour qu'on puisse en sûreté traiter avec eux une aussi grande affaire, ou que leurs divers intérêts cachés n'en divulguent le secret avant sa conclusion, ou que le Congrès dont les membres peuvent varier à chaque instant ébranlé par la corruption ou l'intrigue anglaise, ne refuse de ratifier le traité ou s'il se ratifie que la nation elle-même entraînée vers l'Angleterre par la conformité de religion, de langage, de constitution et de mœurs et surtout par le secret plaisir de se voir l'égale et de marcher de pair avec l'orgueilleuse maîtresse qui affirma si longtemps de la dominer, que cette nation, dis-je ne trouve bientôt le moyen d'inverser les conditions de ce parti. Alors il ne restera au Roi que des alternatives équivoques, un traité douteux, balancé par une guerre sanglante et certaine.

À cela je réponds qu'une sagesse aussi consommée, en pesant les risques et les avantages, ne certainement pas manqué d'apercevoir que, dans un parti forcé par les événements, il est raisonnable de laisser quelque chose à la fortune, en la captivant de son mieux par toutes les précautions que la prudence humaine peut employer dans une affaire aussi majeure, et ces précautions je me réserve de les indiquer quand j'aurai exposé le 3^e parti qui me paraît convenir au roi de France en cette conjoncture ou tel autre.

Ce troisième parti, le plus noble de tous et dont les suites peuvent remplir l'objet du second parti mais sans commettre en rien la dignité du Roi ni la foi qu'il croit devoir aux traités subsistans, sera qu'on déclare aux Anglais dans un bon manifeste, qu'on notifiera aussi à tous les potentats de l'Europe

Que le roi de France, après avoir, longtemps par délicatesse et par égards pour l'Angleterre, demeuré spectateur passif et tranquille de la guerre existante entre les Anglais et les Américains au grand dommage et détriment du commerce de France instruit autant par les débats du Parlement d'Angleterre que par les succès des armes Américaines, que, malgré les puissans efforts des Anglais pendant trois campagnes successives, la force des événemens arrache enfin l'Amérique au joug de l'Angleterre qu'instruit aussi que les meilleurs esprits de la nation anglaise s'accordent à penser et à dire tout haut dans les deux Chambres, qu'il faut à l'instant reconnaître les Américains indépendans, et traiter avec eux comme avec des amis sur le pied de

l'égalité : que quelques uns même ont été jusqu'à rechercher si, dans cette querelle entre deux parties du même empire, l'ancienne Angleterre n'était pas plutôt rebelle à la Constitution commune, que la nouvelle — qu'au milieu de ces débats et par les lumières qu'on acquiert à chaque instant on est forcé de donner à les préparatifs de la nouvelle campagne sont dirigés de bonne foi contre l'Amérique, ou destinés contre tel autre pays qu'il pourrait convenir à l'Angleterre d'inquiéter.

Que le Roi sachant trop certainement que les Anglais, sous prétexte de visiter les vaisseaux de commerce de France et d'examiner ses relations avec le continent d'Amérique, insultent, vexent, tourmentent les négocians ses sujets, sans nul respect pour le pavillon français ni pour l'aile sacré de l'atterrage des côtes françaises, qu'ils prennent occasion de leur querelle particulière, pour exercer une domaine injuste et vexatoire sur tous les peuples à qui l'Océan était libre. Que Sa Majesté voit avec peine en cet état de souffrance et d'anxiété, plus fâcheux pour ses sujets que la guerre ouverte — les négocians français depuis longtemps victimes de ses menagemens pour l'Angleterre, et le commerce maritime de ses Etats, languir sous la gêne et les prohibitions politiques, d'une part, et de l'autre sous la très dure inquisition des Anglais contre toutes ses entreprises. Que ces mêmes égards pour l'Angleterre ayant porté Sa Majesté, malgré son état de puissance neutre jusqu'à inquiéter les armemens américains sur la nature de leur aile ou ses ports, et celle des vaisseaux qu'ils y ont conduits, cette austérité qui sème la mésintelligence entre des peuples amis a déjà fait naître à quelques comarces américains le fâcheux projet de s'emparer de plusieurs vaisseaux français. Que la France a déjà souffert de ces nouvelles entreprises, dont les représailles et les ressentimens accumulés peuvent mettre un tel désordre dans les idées, qu'on ne pourra bientôt plus distinguer les amis des ennemis; ne savoir quel peuple est en guerre ou en paix avec nous. Que d'ai le Roi Sa Majesté peut entendre avec raison que la réunion possible, et prochaine de deux nations aussi belliqueuses, se tourne contre ses intérêts, parce que les Américains, qui n'ont cessé de solliciter ouvertement les secours et l'alliance de la France, outrés de n'enir pu les obtenir, peuvent unir ce ressentiment à l'inquiétude naturelle des Anglais, de façon qu'il en résulte une guerre commune de ces deux nations, contre la France, guerre d'autant plus fâcheuse pour cette dernière que son Roi ne la lui aurait attirée que par ses égards constans pour l'Angleterre et son respect religieux pour les traités subsistans. Que dans cet état d'incertitude et d'agitation Sa Majesté obligée par les circonstances de prendre à l'instant un parti, préférera toujours, au gré de son cœur et de sa dignité, le plus noble et le plus dénué de tous.

Qu'ainsi sans vouloir déclarer la guerre à l'Angleterre, encore moins la lui faire

sans la déclarer, comme l'usage s'en est trop odieusement établi dans ce siècle, sans vouloir même entamer aucun traité préjudiciable aux intérêts de la cour de Londres, mais ayant seulement égard aux souffrances et aux justes représentations de ses fidèles sujets qui font le commerce maritime, Sa Majesté se contente aujourd'hui, par une suite de la neutralité qu'elle a toujours gardée de déclarer qu'elle tient les Américains pour indépendans, et veut désormais les regarder comme tels relativement au commerce d'eux avec la France et de la France avec eux.

Qu'elle permet indistinctement à tous ses sujets d'aller négocier dans tous les ports de l'Amérique comme ils vont dans ceux de l'Angleterre; d'y échanger les productions des manufactures françaises contre les denrées de ces climats, en concurrence avec tous les négocians de l'Europe qui y portent en foule les productions de leurs pays. Car si Sa Majesté croit devoir des égards à ses voisins en guerre; elle croit aussi sa justice intéressée à ne pas laisser souffrir plus longtemps, en pleine paix, des privations et des interdictions à ses sujets, qu'aucun souverain de l'Europe ne permet imposer aux siens. Qu'en continuant d'ouvrir ses ports aux Américains, comme par le passé, Sa Majesté n'entend pas priver les Anglais du droit de s'y fournir en concurrence de ses mêmes productions françaises, dont le commerce est libre à toutes les nations qui ne nous font point la guerre. Que par cette conduite modérée envers tout le monde, Sa Majesté croit rendre à chacun ce qu'on a droit d'espérer de sa justice et de sa générosité. Que dans la vue de faire éclater de plus en plus les sentimens désintéressés qui l'animent Sa Majesté propose aux deux nations de s'agréer ses bons offices pour accommoder, si se peut, leurs différens.

Declarant au surplus Sa Majesté, qu'elle n'entend gêner l'Angleterre ni l'Amérique sur l'acceptation de ses bons offices ni se tenir offensée des refus de l'une ou de l'autre, mais que si l'une de ces deux nations, enflée par ses succès, ou aigrie par ses pertes, apporte le moindre obstacle au plus libre commerce avec sa rivale, à la première hostilité, contre ses vaisseaux de guerre, ou marchands français Sa Majesté se croira dégagée de tous égards envers cette nation injuste, et contractera sans scrupule avec l'autre à de telles conditions que celle-ci profitera exclusivement de tous les avantages de son alliance et de son commerce. Declare au surplus Sa Majesté qu'elle se mettra sur le champ en devoir de repousser par la force l'insulte faite à son pavillon.

Tel est à peu près le manifeste que je propose au Conseil du Roi. Bien est il vrai que cet écrit, ne faisant qu'étendre les droits de la neutralité française et mettre une égale parole entre les contendans, peut irriter les Anglais sans satisfaire les Américains. S'en tenir à ce point, est peut être laisser encore à l'Angleterre le pouvoir

de nous prévenir et d'offrir à l'Amérique cette même indépendance au prix d'un traité d'union très offensif contre nous.

Or, dans ce cas d'événemens, dans ce choc universel de tant d'intérêts qui se croisent, les Américains ne préféreraient-ils pas ceux qui leur offrent l'indépendance avec un traité d'union, à ceux qui se contenteraient d'avouer qu'ils ont eu le courage et le succès de se rendre libres ? J'oserais donc en me rangeant de l'avis de M. le C^{te} de Vergennes proposer de réunir au troisième parti les conditions secrètes du second.

C'est-à-dire, qu'à l'instant où je déclarerai l'Amérique indépendante, j'entamerai secrètement un traité d'alliance avec elle. Et comme c'est au l'instant de répondre à l'objection de M. le C^{te} de Maurepas, et de le guérir de son inquiétude sur la division d'intérêts des députés ou du peu de constance de leurs pouvoirs pour me procurer toutes les sûretés dont un pareil événement est susceptible, je ne conclurai point ce traité en France avec la députation, mais je ferai partir en secret un agent fidèle qui sous le prétexte d'aller simplement régler les droits de commerce des deux nations sera spécialement chargé d'accommoder avec le Congrès les conditions particulières de ce traité qui ne sera que sentamer en Europe et seulement pour contenter la députation. J'avoue que pour enchaîner les esprits en Amérique, y bien balancer les efforts de la corruption et de l'intrigue anglaise y stipuler convenablement les intérêts de la France et consolider au gré de notre administration tous les points capitaux d'un pareil traité, je dois supposer que, l'amant de ceté tous les motifs de cour nos ministres se rendront très difficiles sur le choix de leur agent secret. Car il faut que la confiance en son zèle et sa capacité fixe seule les bornes de ses pouvoirs, dans un tel éloignement du cabinet, et dans des circonstances aussi difficiles.

Mais cet agent bien choisi, ce voyage promptement fait, ces pouvoirs habilement confiés, si l'on fait donner par écrit aux députés du Congrès en France leur engagement de ne rien entamer avec les Anglais, jusqu'aux 1^{res} nouvelles de l'agent français en Amérique, on peut compter avoir trouvé le seul topique aux maux que M. de Maurepas appréhende.

À l'instant donc où je déclarerai l'indépendance, ou je me ferai donner l'engagement de la députation, ou je ferai partir mon agent pour l'Amérique, je commencerai par garnir les côtes de l'Océan de 60 à 80 mille hommes, et je ferai prendre à ma marine l'air et le ton le plus formidable, afin que les Anglais ne puissent pas douter que c'est tout de bon que j'ai pris mon parti.

Pendant ce temps je ferai l'impossible pour arracher le Portugal à l'asservissement des Anglais quand je devrai l'incorporer au pacte de la maison de Bourbon.

Je ferai exciter en Turquie la guerre avec les Russes, afin d'occuper vers l'Orient

ceux que les Anglais voudraient bien attirer à l'Occident. Ou si je ne croyais rien pouvoir sur les Turcs, je ferais flatter secrètement l'empereur et la Russie de ne pas se opposer au démembrement de la Turquie, sauf quelques dédommagemens vers la Hongrie autrichienne. Tous moyens étant bons, pourvu qu'il en résulte l'isolation des Anglais et l'indifférence des Russes pour leurs intérêts.

Enfin si pour conserver l'air du respect des traités, je ne faisais pas rétablir Dunkerque, dont l'état actuel est la honte éternelle de la France; je ferais commencer au moins un port sur l'Océan, tel et si près des Anglais, qu'ils pussent regarder le projet de les contenir comme un dessein irrévocablement arrêté.

Je cimenterais, sous toutes les formes, ma liaison avec l'Amérique dont la garantie aujourd'hui peut seule nous conserver nos colonies. Et comme les intérêts de ce peuple nouveau ne peuvent jamais croiser les nôtres, je ferais autant de fond sur ses engagements que je me déferais de tout engagement forcé de l'Angleterre, et je ne négligerais plus jamais une seule occasion de tenir dans l'abaissement ce perfide et fougueux voisin qui, après nous avoir tant outragé, fait éclater dans sa rage aujourd'hui plus de haine contre nous, que de ressentimens contre les Américains qui leur ont enlevé les trois quarts de leur empire.

Mais craignons de passer à délibérer le seul instant qui reste pour agir, et qui se force d'user le temps à toujours dire : *Il est trop tôt*, nous ne soyons obligés de nous écrier bientôt avec douleur : *O Ciel ! il est trop tard*.

CARON DE BEAUMARCHAIS.

France, t. 410, n° 20

III

CONSEIL DE CABINET DU 18 MARS.

PROCES DES FAITS RELATIFS AU TRAITE D'AMITIÉ ET DE COMMERCE
CONCLU ENTRE LA FRANCE ET LES 13 ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE.

Lû au Conseil le mercredi 18 mars.

A peine les députés du Congrès furent-ils arrivés en France, qu'ils proposèrent au Roi de se lier avec les États-Unis par un traité d'alliance et de commerce. Mais Sa M^{te} jugea alors que l'époque de cet e union, dont elle sentoit tout l'avantage n'étoit pas encore arrivée, et qu'en l'anticipant on détourneroit probablement les

Anglais du plan qu'ils avoient pour soumettre leurs Colonies, et on les exhortoit à tourner leurs forces contre la France dans un moment où sa marine étoit, pour ainsi dire, encore au néant.

Les choses étoient dans cet état lors du départ arrivé au général Burgoyne au mois de 8^m 2^e.

Cet événement non seulement donna l'essor au sentiment qui avoit porté les Américains vers l'indépendance, mais il convainquit aussi le Roi qu'ils étoient en état comme en volonté de la soutenir.

Dans cette position S. M^e jugea qu'il étoit temps de se rapprocher davantage des députés américains de leur articuler d'une manière précise l'intérêt qu'elle prenoit à leur cause, et d'écouter les ouvertures qu'ils avoient faites dès le mois de janvier 1777.

De son côté la cour de Londres consternée par la défaite du g^m Burgoyne, ouvrit enfin les yeux sur les obstacles insurmontables que devoit rencontrer son projet de subjuguier les Colonies, et dès ce moment le ministère et l'opposition comme de concert, ne virent plus de salut pour la Grande-Bretagne que dans une prompte réconciliation avec les Américains.

Pendant que cette idée fermentoit dans le parti de l'opposition, le ministère s'occupoit activement, ainsi-mais des moyens de la réaliser, et s'efforça pour cet effet de leur une négociation secrète à Paris avec les députés du Congrès, il leur fit faire des instances les plus pressantes et les offrit les plus séduisantes. Les ministres anglais qui sentoient parfaitement bien et ce que notre intérêt exigeoit de nous et le mal que nous ferois à l'Ang^e au la suivant, cherchèrent en même temps, tantôt par des caresses, tantôt par des menaces, à nous éloigner des Américains, et à s'assurer de notre parfaite indifférence sur leur sort.

Les offres qu'ils firent aux députés américains, renfermaient deux points : 1^o des avantages qui équivaloient à l'indépendance, 2^o une coalition contre la France et contre l'Espagne.

Le conseil du Roi peut se rappeler que dans la dernière session du Parlement d'Ang^e le Ld Chatham parla de la réconciliation comme d'une chose non-seulement nécessaire mais même très-urgente et que le Ld North, en approuvant cette idée renchérissant sur son antagoniste, en disant que dans les conjonctures où se trouvoit la Grande-Bretagne il ne falloit prendre conseil que de la seule politique ce premier Lord de la trésorerie avoit alors des conférences secrètes à Paris, et il se flattoit qu'à la rentrée du Parlement, qui eut lieu le 21 janv^r d' il pourroit appuyer son plan contentant une par des ouvertures formelles faites par les députés du Congrès.

Cette position délicate, dont le Roi étoit parfaitement instruit, lui présentait deux alternatives : l'une de s'entendre avec les Américains par un traité, l'autre de les voir se-

tourner vers leur mère patrie un instant de délai ou même d'indécision pouvait et devoit même empêcher cette révolution.

Le Roi, frappé de cette vérité, commença par faire assurer positivement le Congrès, dès la fin de x^{bre} d' de sa protection et de son appui. Il entra en même tems en négociation avec les députés, et le 6 fev^r on signa avec eux un traité d'amitié et de commerce.

Ce traité a été jusqu'à présent tenu dans le secret avec le plus grand soin. 1^o parce qu'il importoit de tenir la cour de Londres dans l'incertitude, et de l'engager à entreprendre une 4^e campagne contre les Américains. 2^o parce qu'il importoit au Roi de gagner du tems autant qu'il seroit possible, afin de pouvoir d'autant mieux s'occuper de ses préparatifs maritimes, préparatifs devenus d'autant plus nécessaires, que l'on devoit s'attendre à tout le choc du ressentiment qu'inspireroient aux Anglois nos liaisons avec la Colombie.

Mais les événements qui s'accroissent et surtout les efforts incroyables que fait la cour de Londres d'un côté pour arracher un accommodement quelconque à l'Amérique et de l'autre pour être puissamment armée ont déterminé le Roi à aller lui-même à la cour de Londres elle-même. Les engagements qu'il a pris avec les Etats-Unis en les célant plus longtems, le silence de S. M^e auroit été taxé de faiblesse et de pusillanimité.

Une autre raison qui a porté le Roi à cette démarche c'est qu'il importoit à S. M^e de rompre d'une manière tranchante toutes les mesures conciliatoires du Parlement d'Augst et de mettre des entraves aux emprunts que le ministère est au moment d'ouvrir pour se procurer les fonds considérables dont il a besoin pour le service de cette année. En fin le Roi est autorisé de croire que la cour de Londres a donné à ses vaisseaux qui croisent dans le golfe de Gascogne, l'ordre d'attaquer l'escadre commandée par le S^t de la Motte-Piquet; cette circonstance a porté le Roi à penser qu'il ne seroit pour lui de se dignifier de ravouer ses liaisons avec l'Amérique qu'après avoir été insulté et provoqué par les Anglois, et qu'il lui convenoit au contraire de manifester avec franchise et avec fermeté, tantis qu'il est encore libre, l'indignation où il est de maintenir son ouvrage.

Angleterre, t. 529 n. 6. Copie.

FIN DU TOME DEUXIÈME.

TABLE DES CHAPITRES.

CHAPITRE PREMIER.

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE S'EFFORCENT DE S'ABUSER

<p>Hôte incommode de notre nouvel ambassadeur à Londres, divergence de ses idées avec celles du ministre en ce moment, intérêt qui en résulte pour l'histoire. — Fond que l'on faisait sur la marque de Naudet, instructions pacifiques qu'il avait, sous quel jour le ministre lui présente les propositions envoyées à Madrid le 31 août, raisons d'être de « l'expectative vigilante ». — Les ministres anglais font des prévenances, élément M. de Pombeu et excusent leurs armemens par ceux de la France et de l'Espagne. M. de Vergennes est de plus en plus convaincu que l'Angleterre n'a pas d'intentions hostiles, son admission pour la facilité qu'elle trouve à s'armer. — Habitude du cabinet britannique à justifier ses préparatifs et à nous intimider des nôtres, assurances de M. de Vergennes à lord Stormont, ce ministre et M. de Maurepas engagent chacun M. de Noailles à moins suspecter l'Angleterre — même note donnée au marquis d'Ossun, retraite de M. de Grimaldi. — Comment la réponse du cabinet de Versailles aux propositions de Madrid avec la justification officielle la position de ce ministre, le refus de satisfaction définitivement approuvé par le Portugal la rend intenable. — Le comte de Floridablanca est nommé pour continuer la même politique, danger que cette politique ne fût différente, justes regrets de M. de Vergennes à la retraite de M. de Grimaldi. — Les efforts de l'Angleterre pour nous abuser avoués par lord Stormont à lord Grantham, on dévoile en même temps à Ossun les armemens qu'a faits le roi, dispositions confidentes manifestées néanmoins à Londres, moindre importance attachée maintenant aux lettres de Wad.ington.</p>	<p>Page 1</p>
<p>Annexe — Appréciations de l'ambassadeur et du ministre sur les motifs de l'Angleterre</p>	<p>41</p>

CHAPITRE II.

TRAVAIL EN FAVEUR DE L'AMÉRIQUE ET LE STATHOMÉRIAT DU COMTE DE BROGLIE.

Rapports quotidiens du gouvernement de Louis XVI avec l'envoyé de l'Amérique et activité des opérations de celui-ci, dans l'automne de 1776, instructions écrites par le roi pour le commandant de la petite escadre de Brest, elle sera respecter le pavillon de Sa Majesté, même par les armées. — Continuation de nos bons offices à l'Espagne à

11

l'égard des Barbouzes et de Constantinople, on négocie avec le comte d'Aranda les négociations de la paix avec Alger — Beaumarchais est remis en mouvement par la prise de New-York, ses instances pour expédier des artilleurs en Amérique, trop peu de secret de ses mouvements — son arrivée qu'on en avait à Londres, retards qui y étaient apportés pour tromper l'ambassade anglaise, son rôle dans les menées politiques. Du Condray, antécédents de cet officier, ses manœuvres afin de paraître un personnage principal, elles dévoilent les dépêches préparées au Havre il prend enfin la mer sur *l'Amphitrite* ordre qui cloue les autres vaisseaux au port. Projet plus sérieux que son ordre fait échouer, Deane et le baron de Kalb, mission réelle de ce dernier, il fait engager le vicomte de Murety et lui communique ses projets généraux dans l'armée des États-Unis, avec quinze officiers du comte de Braglie. — Kalb avait-il peur qu'il agissait et pour qui? Comment il en est instruit par Beaumartin, secrétaire du comte Deane en sollicite la confiance, départ pour le Havre où la flotte attendait les courriers. Effet de l'arrivée de Franklin Kalb envoie à son intention un exposé à Deane, tendant à faire demander au roi comme généralissime des États-Unis, un personnage qui était le comte de Braglie. — Condoy, ou au lieu de Ruffec, le comte suivant ces combinaisons à quelle heure il veut donner à Kalb les instructions nécessaires même de celui-ci à Franklin paraphrasant par avance les instructions du comte. — Le comte de Braglie avait-il l'assentiment du gouvernement du roi? peu d'attente que Franklin paraît avoir accordé à ses dévoués efforts mal les de Kalb pour prendre la mer, dispersion de ses officiers. — L'Angleterre travaille à effiler le lien des deux Couronnes. lord Suffolk et, peu après lord Mansfield parlent au prince de Masserano du désir qu'elle a de lui offrir ses folies de M. de Pompadour sont revêtues de secrets, démarches analogues du lord Grantham à Madrid et du lord Stourmont à Versailles. — Réserve de M. de Vergennes, activité qui se montre portée à reconnaître à l'Angleterre, son désir, en même temps de rompre avec la cour d'Espagne le conseil interrompt, dépêche à Ossun sur l'intention, manifestée par les Anglais d'interrompre la course contre les navires américains. — Comment le ministre fait savoir à Madrid et à Londres l'arrivée de Franklin en France dispositions dans lesquelles se trouvant au fond, le gouvernement du roi.

ANNEXES. I. Mémoire du roi pour servir d'instruction particulière au sieur comte De Chaumont chef d'état-major des armées navales. II. Les interventions du Beaumarchais

30

35

CHAPITRE III.

FRANKLIN À PARIS.

Tableau de l'Europe fait par Louis Deane à ses commettants le «docteur Franklin», Deane et Jefferson sont nommés par suite commissaires près la cour de Versailles. Arthur Lee remplace en dernier, qui n'accepte pas. Franklin débarque à Auray, le 4 décembre, prises attendues par son navire, il s'annonce à Barthelemy Duboucq, à Deane, et charge celui-ci d'appeler Lee à Paris. — Effet produit sur les esprits par l'arrivée du «docteur» rapproché du départ de Beaumarchais pour le Havre elle suscite une foule de conjectures, inquiétudes de l'ambassadeur et du ministre britannique; elles sont

d'autant plus justifiés que Deane, de son seul mouvement venant de remettre à Versailles le projet de la reconnaissance des États-Unis par la France et d'un traité de commerce avec eux. — Mauvais propos répandus pour amoindrir Franklin, crainte que lord Starnson éprouve néanmoins de son influence personnelle générée à la guerre contre l'Angleterre, un même soupçon qu'un langage rassurant dans la bouche des ministres renouvelés par cet ambassadeur. — Le cabinet de Londres se prépare à voir cesser la paix ou à la rompre, influence du prince de Masserano, l'ambassadeur espagnol le marquis de Noailles à nous recommander la prévoyance, bruits de résolutions hostiles à notre égard et de pleins pouvoirs confiés à Howe pour traiter à cette fin avec les Colonies. — Soins de M. de Vergennes pour écarter les prétendus motifs de plus que leur donne l'enthousiasme des Américains à l'annonce des succès de leurs troupes. — Persistance du sentiment de M. de Noailles sur l'Angleterre n'ayant pas la raison confidentielle de grossir le péril il fait connaître directement ses appréciations au roi, intèrêt qu'y prennent MM. de Maurepas et de Vergennes, réponse qu'il y font. — Assurances données par Franklin sur les dispositions de la France, ses collègues et lui se disant « plénipotentiaires du Congrès » demandent à voir M. de Vergennes, le ministre les reçoit en secret à Paris après en avoir avisé le comte d'Aranda. — Dans quelle rue cet ambassadeur était tenu sous le liard, dépêche informant Ossun reconnaissant d'un moment pour avouer à l'Espagne les relations que nous entretenions avec l'Amérique. — Les deux ministres se rendent à une audience officielle, comment M. de Vergennes lit ses lettres et réponses à l'appui de leurs demandes. — Alternative que présentaient les affaires de l'Amérique, plan arrêté pour répondre aux commissaires Gerard chargé de le faire virtuellement, précautions avec lesquelles on en informe le gouvernement de Madrid, remerciements de Franklin et de ses collègues. — Prudence commandée par les innovations ou réarmement par la fin probable du roi de Portugal et du pouvoir de M. du Pichabal, par l'inconnu politique que présentait le changement de premier ministre en Espagne, conseils de M. de Grimaldi à Charles III et que ce monarque accueilli. — Tension de nos rapports avec l'Angleterre, procédés de ses officiers de mer pour la visite des navires, ses projets d'autoriser la course et de délivrer des lettres de marque, première mesure posée déjà par M. de Vergennes d'une ligue de l'Europe contre la domination de l'Océan par la Grande-Bretagne. — Circonstances compliquées dans lesquelles se voyait le cabinet de Versailles.

95

ANNEXES. — I. Arrivée de Franklin. — II. Discours de son éloignement à ceux du Congrès.

136

CHAPITRE IV.

LE TESTAMENT POLITIQUE DU MARQUIS DE GRIMALDI.

Lord Grantham présente à Madrid, offre de deservir de concert avec la France. M. de Grimaldi essaye d'en prendre occasion pour nous laisser seuls en face de l'Angleterre et fait faire cette ouverture par le marquis d'Ossun. — Réponse du gouvernement du roi, dépêche à notre ambassadeur pour en appeler de nouveau aux données de la politique commune. — Lord Suffolk porte la même proposition au prince de Masserano, appréciation qu'en fait celui-ci, comment d'ailleurs M. de Vergennes avait perçu à jour

cette manœuvre nouvelles raisons de défiance qu'en donnent les représentants de la France et de l'Espagne à Londres. — M. de Grimaldi laisse tomber l'affaire, l'intérêt qui met les deux cours à séduire l'Angleterre en étant plus offert par M. de Vergennes. Omm influence le ministre, que ses considérations ont ramené le Roi Catholique. — M. de Vergennes fait remettre à Madrid le plus tôt communiqué au comte d'Aranda et un nouveau courant entre les deux cours en vue d'une action commune; creux du marquis d'Usson en prévoyant des délais pour la réponse il peut mander cinq jours après qu'on puisse à Madrid comme à Versailles, pourquoi l'on diffère d'envoyer cette réponse par l'ambassadeur. — Excitation du comte d'Aranda à l'arrivée de Frénilin, ses relations avec Arthur Lee, persuasion dans laquelle il jette ce dernier d'allier plus vite avec l'Espagne que ses collègues avec la France, résolution sans que qu'il envoie des raisons de rester en paix dictées par M. de Vergennes, il est l'avis de traiter immédiatement avec les Américains. Effet que cet avis devait produire nation du Roi Catholique, crainte qu'inspirait l'ambassadeur à son monarque; trouble qui ses courtois jetait son gouvernement de ne pas lui répondre, cependant de façon à lui faire quitter l'ambassade M de Grimaldi, expose à Omm le ministre de voir du cabinet, il ne instruis pas encore son représentant à Versailles. — Accord apparent avec l'Espagne et divergences réelles dangers allégués par elle pour demander à la France d'envoyer une escadre plus forte à Brésil, une mouille à Toulon et une demi-escadre avec 12.000 hommes à Saint-Domingue. — Esprit qui préside à la réponse de Versailles moyen terme inacceptable indiqué par Omm, crainte que M. de Vergennes suppose aux ambitions supposées du l'impératrice Catherine pour ne pas adhérer à dégarnir Toulon. — Pourquoi il était plus facile de s'entendre sur la conduite à suivre avec les Américains, fermes de M. de Grimaldi à cet égard dans sa dépêche au comte d'Aranda et identité de ses vues avec celles de la cour de France confondues à Omm; M. de Vergennes approuve la dépêche sentiment du ce ministre sur l'idée que l'on pouvait songer à faire disparaître l'Angleterre. — Arthur Lee est mis par le comte d'Aranda sur la route de Madrid concernant les instructions des «plénipotentiaires» parvenant tarder ce voyage et comment il ne pouvait pas déplacer à Versailles, vive exclamation qu'il excite à la cour d'Espagne, on envoie à Lee l'ordre d'attendre Grimaldi à la frontière. M. de Floridablanca débarque à Antibes nouvelles péroraisons favorables d'Omm à son sujet M de Grimaldi qui a désigné lui remet un mémoire sur les affaires et sur la cour. Adversaires qu'il faut trouver le nouveau ministre. circonstances dans il serait forcé de tenir compte comment les rapports entre Madrid et Versailles pouvaient en être un peu dérangés.

ANALYSE I. Sur les propositions de désarmement. II. Mémoire du comte d'Aranda pour l'alliance immédiate avec l'Amérique. — III. Mémoire de l'Espagne servant de réponse à celui remis par M. le comte de Vergennes à M. le comte d'Aranda le 3 jan-
v. 1792.

CHAPITRE V.

LES DÉBUTS DE COMTE DE FLORIDABLANCA

Bonne impression que le nouveau premier ministre cherche à donner du ses vues et résumé qu'en envoie le marquis d'Ossun; en même temps, M. de Vergennes fait demander au comte de Floridablanca son sentiment sur les propositions de désarmement, jugement du ministre sur l'Angleterre. — Discours avec Ossun quant aux précautions militaires contre le Portugal; M. de Floridablanca ne tient pas moins que M. de Grimaldi à nous faire envoyer des forces à Saint-Domingue, nécessité où il est; le contraire en cela le parti pris du roi, instructions adressées au comte d'Aranda, leur manière dérangée à l'égard de la France. — Inquiétude qu'avait eue cet ambassadeur dans ces entrefaites, comment il avait amené M. de Vergennes à exposer de nouveau son opinion sur la conduite à suivre quant à l'Amérique et sur la question de Saint-Domingue, note du 22 mars à ce sujet, réponse préparée d'avance aux raisonnements de l'Espagne. — Examen fait de nouveau par M. de Vergennes, des points qui sont essentiels dans la politique des deux cours, celui-ci indique le no 8 du 22 mars comme exprimant le façon de penser du roi, volumineux courrier du 22. — Préoccupations du ministre au sujet des entreprises possibles du la Russie contre les Turcs, quelle doit la Turquie lui paraissant être pour la France. Il y voit l'Angleterre intéressée de même son regret de l'impossibilité pour les deux cours d'en conférer maintenant avec cette puissance. — Sentiments exprimés par le ministre à l'égard du comte de Floridablanca et sur le « l'union » qu'il fait confidentiellement à Ossun de la politique du gouvernement du roi. — Notre ambassadeur est saisi par la bonne situation du nouveau premier ministre, des qu'il a du roi sur les desaccords à lui-même, mais l'ité de ses appréhensions. — M. de Vergennes fait informer dans l'intimité M. de Floridablanca que l'Angleterre a présenté à Versailles des ouvertures de désarmement et que le cabinet se croit obligé d'y réfléchir; était-ce une manœuvre? exposé de la situation de la France, loyal et digne langage du ministre en le dépeignant son opinion sur le passage de Turgot, un contrôle général. Réponses privées et réponses officielles du ministre espagnol au courrier du 22 mars, accueil sarcastique qu'elle présente; elle est plutôt faite pour le comte d'Aranda et son parti, désire qu'elle manque d'arriver entre les Comités et l'Angleterre pour être payé de cette intervention par des territoires, l'immense dette devra être payée par ordre du roi pour l'envoi de forces françaises à Saint-Domingue. — Demarche de lord Stormont auprès du cabinet de Versailles, ses plaintes sur l'accueil que nous faisons aux députés de l'Amérique, son éloge de l'Espagne suppose avoir refusé de recevoir Arthur Lee, ce qui a été par le roi, le 22 décembre de la part de M. de Grimaldi et de la part du roi. — M. de Vergennes est persuadé que le ministère espagnol a été vaincu de n'avoir pas laissé entrer Lee, lettre particulière à Ossun pour « l'Espagne », manœuvre et impressions qu'en résultent, prudente réponse faite néanmoins au comte d'Aranda sur les idées du cabinet de Madrid, belle page du ministre touchant la guerre et l'esprit de conquête, moyen de conserver la paix que l'on préfère à Versailles, dépêches non moins saillantes indiquant à Ossun les préparatifs et les forces

du roi. — Deux rapports du notre ambassadeur adressés au roi les uns, la dé-
pêche sur les événements de dénouement à l'égard de l'Espagne et M. de Floridablanco
explications du premier ministre sur l'affaire d'Arthur Lee satisfaction éprouvée
par Charles XI des réponses faites à lord Stourmont, il envoie plus de volumes et plus
de troupes aux Antilles comment et pourquoi M. de Vergennes craint de s'en faire
détourner maintenant, la cause des dissensions et des agitations est l'impunité du port et
d'autre à Aranda. — Que M. de Floridablanca également confus mauvais en-
combre devient pour celui-ci que le comte de Floridablanca avait bien eu la période de
leur recherche la médiation des deux Couronnes par l'Angleterre pour un arbitrage des
comptes. — Biaisé fait par M. de Vergennes un décret ce plus et conséquemment
que l'on veut s'enlever excellentes conclusions néanmoins par le ministre
de Versailles pour son collègue de Madrid.

Page

106

ANNEE. I. Sur l'envoi de forces françaises à Saint-Domingue. II. Entreprises
possibles de la Russie contre les Turcs

107

CHAPITRE VI.

NÉCESSITÉS ET MANÈVRES DES COMMERCE AMÉRICAINS

Ennemi du marquis de Noailles au tableau que M. de Vergennes avait fait de l'atti-
tude de Franklin, rôle que le public prenait pour prendre un «*docteur*» opinion de sa
dernière sur les sentiments de la cour de France, il redonne cours aux opérations inter-
rompues par ses contre-ordres. — Pénurie ou la fausse situation de Bismarck jette
tous les décrets de l'Amérique efforts de celui-ci pour la faire rompre et de la légation
pour agir sur M. de Vergennes, comment les retards ne venant pas de Bismarck
seul, mais des précautions par lesquelles on voulait assurer la mer. — Les mesures
reprises au Havre et à Nantes rendues de l'Amphibie à Lorient du Coudroy et ses
autres Bismarck reçoit de nouveau la liberté d'agir, départ de l'Amphibie pour
de dix heures à Hordons et C^{te} et autres de l'Amphibie. — Recherche dont Franklin
était l'objet à Paris; comment il se donna à chercher les moyens de soutenir l'intégrité
de la Louisiane, en temps d'absence dans le service du roi pour servir celui de son
allié en l'absence de nouvelles de Philadelphie; ce qu'il fait des que leurs
nouvelles arrivent. — Nécessité de la légation à titre parti de l'éventualité de la réunion
l'union de l'Angleterre avec ses colonies et d'une attaque contre les deux Couronnes
sans cesse de M. de Vergennes et de Franklin au comité d'Aranda pour démettre les
deux camps : conclure une alliance et le comte d'Aranda à recevoir Franklin. — Im-
pression du comité d'Aranda dans l'attente de recevoir des nouvelles des ven-
teuses aux décrets contre l'Angleterre M. de Vergennes combat l'idée de faire la
guerre pour le compte de l'Amérique à l'Angleterre instruite de ce que se passe rap-
ports tendus dans l'absence celui de Saint-James refuse de s'expliquer. — Le bill sur
les lettres de marque, plus pour rassurer de M. de Noailles, il est revenu tout à fait à
son sentiment de défense MM. de Maurepas et de Vergennes ont pris de le partager
comment ce dernier présente les idées à cet égard : présentons pour éviter des plaintes qui
auraient fondées la question des prises américaines dans les ports français. — Les com-

ministres américains et lord Stormont travaillent simultanément à faire croire que la réconciliation entre l'Angleterre et les Colonies est prochaine, tandis que M. de Vergennes, de la place Vendôme, efforce pour dégoûter les Américains du réajustement des deux rois et leur laisser une espérance de l'Angleterre; dépêche préparée, de l'avis du roi et de M. de Maurepas afin d'influencer l'Espagne. Pourquoi on n'expédie pas cette dépêche, les journaux de Londres. Garner obligé de se défendre devant le ministre en re les bruits et les imputations dont il était l'objet. Poids acquis de jour en jour par la légation du Congrès, relations commencées par elle avec le roi de Prusse, moyens qu'elle avait pris pour assurer sa correspondance avec l'Amérique, appui que Beaumarchais lui prêtait. — Il paraît probable que M. de Vergennes s'étant servi de ce dernier pour porter le comte d'Aranda à pousser la cour de Madrid vers l'Amérique, les comités sont persuadés que la rupture avec l'Angleterre approche, leurs efforts afin d'y aider, Deane reprend à cette fin le projet du marquis de La Fayette.

303

ANNEXES. — I. Du Congrès et ses intrigues. — II. Beaumarchais à M. de Vergennes sur un emprunt pour les Américains. — III. Lettre de Garner au comte de Vergennes sur diverses accusations des journaux anglais. — IV. Rapport de Gerard sur les pourparlers de la statue.

353

CHAPITRE VII

LE MARQUIS DE LA FAYETTE PART POUR L'AMÉRIQUE.

La Fayette est résolu à desobéir à la défense d'aller en Amérique. officiers du comte de Broglie qu'il fréquente à Paris, son dessein arrêté de partir à la tête des volontaires français, que l'on avait nommés *insurgents*. Le comte appelle le marquis à Ruffec, on décide que celui-ci se rendra au camp de Broglie et ses amis feront le aux vœux de subordination du comte de Broglie et déterminant par l'air d'être major général?

Vérité probable des recits racontés par La Fayette. le frère de Boussard achète à Bordeaux la *Victoire*, traite passé avec Deane pour l'embarquement et pour les grades, pourquoi on laisse à ce trait la date du traité antérieurement conclue avec Kalb, et une particulière au marquis, fut-elle bien écrite à ce moment? Le marquis va à Lon très cieux familiers, son oncle, il revient ensuite à Paris, il en part pour Bordeaux le 17 mars avec Kalb. — Peu d'avancement des préparatifs de la *Victoire*, nécessité de l'enlever à la surveillance du port, les es commandement des enrôlés par autorité de celui de La Fayette. On descend à Brest, le marquis rejoint le lendemain, départ pour le Varon et de là pour la baie de Saint-Sebastien, pourquoi l'on s'arrête à Brest et pourquoi le motif en échappant au baron de Kalb. — Finalement le baron de Noailles, comment La Fayette avait prévu le cas d'Ayer, vive impression du public, contrainte présumée du Gouvernement, sous Deane s'empresse de justifier au près de M. de Vergennes sa participation à l'entreprise, comment on pouvait croire le ministre instruit par le comte de Broglie. — Persistance mise par le marquis à contredire l'assertion, l'état parti malgré des défenses formelles, tentatives pour envoyer Pulaski en Amérique tout en prenant des mesures contre le passage d'autres officiers.

11.

12.

13.

entre les deux parts et pour faire rentrer La Fayette — Explication du duc de Vendôme sur la conduite de son neveu — peu de sévérité de M. de Vergennes et de M. de Montmorin en lui, cependant, nous que leur donnaient alors les libelles de Langens; dévoué répète malgré d'adhésion aux Français par par les Anglais ou Autrichiens. — On croit à Versailles que La Fayette a déferé aux ordres du roi et renoncé à son projet <i>monnaie difficile</i> au contraire donc, il cherchait, à l'effectuer impatience de Kall, sortis de Berdoux à faire élire départ définitif pour l'Amérique, rôle que le comte de Mouton avait pu être essayé — Comment les peuples qui ont été une fois étonnés de la révolution ont été autre part violés de Joseph II à Versailles, inquiétudes qu'on renouvelait les conseillers du roi mémoire de M. de Vergennes pour présumer la monarchie politique de l'Assemblée sans compter la Question sur les mesures à prendre pour se positionner contre l'Angleterre, impatience secondaire qu'avait à côté de cela le départ de La Fayette, les impatients et les applaudissements. Apparences mêmes du Gouvernement pour apaiser l'Angleterre passages heureux que Franklin et Silas Deane montrant au Congrès leur lettre recommandant La Fayette. — C'est bien le marquis et son Kall qui ont tenu l'expédition son comment sa préférence m'a fait par son travail pesant sa correspondance avec sa jeune femme ses sentiments politiques son amour de la gloire avec qu'il y attachait, son offre d'aller attaquer l'Angleterre dans l'Inde son souvenir pour la société de l'Épée de leur on touchant terre à Charleston	Page 67 67 67
ANNALES. — I. Actes d'embarquement de Kall et des autres compagnons de La Fayette à bord du la Vierge. II. Versaire sur le départ de La Fayette pour l'Amérique. III. Mémoire du comte de Vergennes sur la visite de Joseph II à Versailles.	67 67 67

CHAPITRE VIII

L'ESPAGNE DEVANT LA PERSPECTIVE D'UNE ALLIANCE AVEC LE CONGRÈS.

Changement de situation qui se manifestait au commencement de 1777 dispositions différentes que l'Espagne ou pouvait recevoir, alternative où les deux Couronnes étaient des places parts qu'avait pris la France d'entrer en accord avec les États-Unis. Rappel du marquis d'Osma, qualité désormais nécessaire à notre ambassadeur à Madrid, le comte de Montmorin est provisoirement désigné. — M. de Vergennes recherche les moyens grâce du Pardo son désir d'immener celui-ci à rapprocher la France et la Portugal ses dépêches dans cette voie propositions favorables montrées par M. de Floridablanca et par le roi. Inclination moindre de ces derniers à envisager les points noirs du côté de l'Angleterre leurs prétentes pour n'y pas regarder, comment M. de Floridablanca nous défendait cependant contre les récriminations de lord Grantham craintes données à lord Stormont et au cabinet anglais par cette attitude de sa part. — Appréhension qu'avait pu avoir l'Angleterre de voir ouvrir la guerre, et l'Espagne de s'y engager, pourquoi la France ne s'efforçait plus à l'idée de frapper un coup, comme qu'elle avait obtenu après Long-Island assurance qu'elle se joindrait à cette heure. — Réconciliation possible des Colonies avec leur métropole propositions de lord Grantham dans ce but à la chambre des lords et de l'Opposition à celle des communes pressant déjà le gouvernement de Versailles de servir l'Espagne en conséquence, à

s'entendre avec l'Amérique — M. de Vergennes fait connaître à Ossun que les explications deviennent sérieuses avec l'Angleterre, il annonce la résolution du roi de garantir aux Américains la liberté de navigation — On enverra des forces aux Antilles pour soutenir au besoin la liberté de la mer — surexcitation de l'opinion à Londres contre nous — Louis XVI approuve un mémoire exposant l'opportunité d'une alliance ouverte avec l'Amérique, envoi de ce mémoire au Pardo avec une lettre confidentielle de M. de Vergennes au premier ministre et un pli particulier pour Ossun. — Intérêt attaché au rapprochement du Portugal et de la France — M. de Vergennes pour y rendre utile le marquis d'Ossun, son attention à captiver M. de Floridablanca, son accueil que rencontrent d'ailleurs ses desirs. — La visite des navires en mer, les récriminations de l'Angleterre et les nôtres, avis de Beaumarchais, irritation du commerce anglais, par autres rapèts, lord Stormont soumet les griefs de sa cour, la réciprocity des procédés — On renouvelle les prescriptions adressées aux ambassades et aux chambres de commerce — elles sont notifiées aux commissaires du Congrès qui s'exercent d'en avoir été cause — copie en est envoyée à Ossun pour la cour d'Espagne — Illusions de l'ambassadeur sur ses dispositions de cette cour; vues différentes que celle-ci manifeste, le trésor du Mexique, réponse de M. de Floridablanca au mémoire du cabinet de Versailles, ses résonnements à l'égard, il maintient son idée de tirer profit de l'Amérique en lui rendant de la monnaie — on lui de se acc à cette persistance de son attitude toutefois avec lord Grantham. — M. de Vergennes craint de nous voir surpris par la guerre, son impatience d'arrêter un plan commun, faits nouveaux menaçant d'amener la rupture — nécessité de hâter le départ d'Ossun — Louis XVI annonce à son oncle la nomination du comte de Montmorin. — Lettre confidentielle de M. de Vergennes à l'ambassadeur sur les thèses de M. de Floridablanca — politique qu'elle cachait sous ses critiques et à laquelle on allait tâcher d'ajouter Madrid.

Appendice. — I. Plaintes relatives aux de l'Angleterre et de la France. — II. Notification faite aux commissaires des États-Unis des prescriptions adressées aux ambassades et aux chambres de commerce sur les corsaires.

CHAPITRE IX.

VERSAILLES DÉCIDÉ EFFORTS DE DÉCIDER MADRID.

Mouvement de l'armée anglaise par le Canada sous le général Burgoyne — persuasion où l'on était à Londres qu'elle avait déjà pris Ticonderago et descendrait rapidement en Pensylvanie, événements commémoratifs faites en conséquence à Versailles. l'Anglais Forth. — Le cabinet de Versailles est convaincu que l'Angleterre cherche un prétexte pour commencer la guerre, réunion chez le roi — note qui y est arrêtée pour repousser comme des humiliations les ouvertures dont il s'agit — le duc de Richelieu en a une communication au comte d'Aranda à Ossun et en écrit personnellement à M. de Floridablanca. — Engagement d'honneur déterminé par la note en question la guerre avec l'Angleterre est désormais en perspective; la correspondance du ministre, en ce moment, retrace à elle seule l'histoire, obligation qui nous est imposée par la prise effective de Ticonderago de paraître très soigneux de la paix. — Comment la démarche de Forth vaient à nous faire

dévouer l'Amérique, afin d'être à cette-ci l'espoir d'être surtout soutenu, lord Stourmont est chargé d'obtenir que les troupes destinées aux îles ne partent pas, formelle promesse de l'amitié de l'Angleterre offerte en échange, l'avis négatif adressant Oum du refus du roi, ou durt ou amon de Nouilles dans le même sens. — Emprisonnement de Charles III envers la France devant les menaces de l'Angleterre, amononon qu'il nous rendra la nous venons à être attaqués, M. de Vergennes ministre Louis XVI d'autant plus réitéré sa volonté de voir les vassaux anglais dans le golfe du Mexique, hypothèse d'un retour aux procédés de 1755 le ministre s'écrit en raison même de décider l'Espagne. Le Pardo en garde contre l'intérêt qu'il voit aux Colons de nous attacher à elles, réitération de son opinion par M. de Vergennes la forme même de cette réponse ne laisse pas même deviner que l'on juge utile à Versailles une prochaine alliance avec le Congrès. — Demandes des commissaires américains aux deux comités compétentes du comité du Congrès, efforts de son dernier pour l'engager à attendre, peu de succès qu'avait eu leur première tentative auprès du roi de France, efficacité d'une seconde, quoiqu'elle fût attribuée aux conseils de la France, la réponse retenait Frédéric II mais ne retenait pas Versailles, réitération témoignage porte en faveur de la France par les rapports de la légation de Paris. Nouveau pli confidentiel de M. de Vergennes pour prouver le gouvernement de Madrid, les propositions que le ministre promit à cet effet encourageant d'autant plus M. de Floridablanca à la résister, résultat de ce dernier, néanmoins, avec le représentant de l'Angleterre, l'Espagne finirait de l'argent mais ne s'engagerait point militairement d'Oum, le Pardo décide un conclusion distincte. Vifs reproches du Japonais public aux ministres de Louis XVI sur leur mission supposée, ils sont d'accord avec le roi cependant pour empêcher que la campagne actuelle des Américains ne soit la dernière, M. de Vergennes affirme que Louis XVI ne laissera pas les Américains sans secours, les raisons de finances et les raisons politiques, cinquante millions de livres sterling en vue d'une alliance prochaine avec le Congrès. — à quels mobiles obéissent l'Espagne ? son deuxième motif aux Colons motif de se réserver qu'elle cherchait ses raisons et les raisons américaines marchandage de M. de Floridablanca pour donner au Congrès les mêmes raisons d'argent que la France, il s'engage pourtant à le faire devant M. de Montmorency à la dernière audience d'Oum — insignifiance marquée du vice-ambassadeur ce qu'il avait obtenu, néanmoins quant à la paix de l'Espagne avec les Barbaresques et quant au rapprochement entre la France et le roi de Sardaigne, comment M. de Floridablanca avait tourné court au sujet des Barbaresques et montré beaucoup d'emprisonnement relativement au Portugal, témoignages d'affection et de regrets de la part de Charles III envers Oum qui quitta Madrid. Instructions de M. de Vergennes au comte de Montmorency en attendant de recevoir les propositions de l'Espagne, nos conseils à l'ambassadeur de s'écarter à quoi M. de Floridablanca avait au fond porté correction que l'on a d'être réellement menacé par l'Angleterre et détermination au roi est d'adhérer aux menaces.

Page

501

ANALYSE. I. Sur la démarche faite par l'Anglais Fortin. II. Réponse de l'Espagne aux demandes des commissaires américains. III. Sur les négociations concernant nos rapports avec le Portugal.

502

CHAPITRE X.

LA CAPTIVITÉ DE BARATHEA DÉTERMINÉE LE 204

M. de Vergennes et les commissaires de Paoay, quoique Barataria n'était plus l'objet médian habituel avec ses derniers officiers qu'il encaissait elle n'empêchait espérance ni de mieux ni peut-être de réel succès ses vœux, meurt qu'il met à se plonger de se voir remplacé par le baron de Grand. Les Grand, Le Roy ou Leroy de Chamois celui-ci procure un séigneur M. Holker fils comme mandataire aux États-Unis pour assister probablement M. de Maurepas premières instructions de ce mandataire — Placarde des négociations néanmoins avec Franklin et ses collègues plaintes et par « » injustes que les lenteurs portant celle à exprimer au Congrès, impressions mais leurs hâbleries causées par les circonstances. — Bruts défavorables sur les opérations militaires des Anglais reddition de Burgoyne à Saratoga grand effet produit au Congrès et à Versailles, perplexité manifestée par M. de Vergennes entre la crainte du ressentiment possible de l'Angleterre et celle de la foudre des Américains, il pensa que le moment de la crise est venu conduite délicate à avoir à Madrid et à Londres.

Accord du Gouvernement avec le comte d'Aranda pour se préparer à l'action et l'arrivée du Congrès. — Bases de pourparlers avec la légation de Paoay, écrites par M. de Vergennes sous la dictée du roi. — Notice amplifiée de cette pièce. — Instructions nouvelles remises à Leroy de Chamois pour Holker en vue d'écarter les commissaires des dispositions dans lesquelles on se trouve nous devant porter ses derniers à des démarches plus actives. — Il rappelle immédiatement la demande d'un traité depuis par eux depuis un an et se l'octroye une assistance et versement de guerre pour empêcher les Américains de faire devant l'Angleterre. — Décrets informant le comte de Madrid du pas au point que l'on vient de faire. — Prévisions extrêmes prises pour dire au roi d'Espagne que le roi de France ne se met rien de personnel et attend que son ombre formule ses vœux, si n'est pas moins évident que M. de Vergennes va conférer immédiatement avec la légation pluri confidentiel indiquant l'idée possible de traiter.

Mouvement de opinion en faveur de la guerre. Le ministre mande à Montmorin de prendre pour devise. — Maintenant ou jamais et à obtenir « le mot » de l'Espagne pour pousser à engager la France même toute seule, de voir que l'on faisait M. de Vergennes. — Le cabinet anglais et les vœux pour la reconnaissance de l'Amérique, tentatives de se calmer au vue de séparer les commissaires, instances de Barataria afin que l'on reconnaisse l'indépendance avant l'Angleterre. — Opinion conforme des po. — Le comte de Broglie et le duc de Lamoignon. — Description du comte de Broglie au Congrès, sa continuelle préoccupation du retournement de la France et ses vœux au roi son plan de disjonction au Congrès, puis au point des données actuelles. — Notice respectueuse de sa lettre au monarque. — Les deux mémoires qui constituaient en plus, justification qu'ils présentent de la politique du ministère, Lamoignon nous rappelle souvent attaqués par l'Angleterre si nous traitons avec l'Amérique. — Le comte voit la guerre très défavorable si nous n'avons pas déjà traité. — Efforts pressants appliqués des commissaires au Congrès auprès de la légation. — Société des instruments de celle-ci et de ceux du

Congrès. <i>Congrès tenu à Passy l'annexion que le roi reconnaît les États-Unis et est prêt à signer un traité avec eux pays indomitable pour notes historiques présentées en conséquence au Congrès par les commissaires. Grandes précautions que prend le nouveau M. de Vergennes pour faire connaître son état des choses à l'Espagne, peu d'efficacité qu'avait cependant le gouvernement du roi à surmonter aux objections pouvant venir de ce pays.</i>	Page 810
Années. 1. Mémoires du comte de Braglie sur la situation de la France et de l'Angleterre. 2. Diverses lettres de Benjamini à M. de Vergennes.	608

CHAPITRE XI

LOUIS XVI FAIT ALLIANCE AVEC LES ÉTATS-UNIS.

Le comte de Montmorin ambassadeur à Madrid, ses impressions d'arrivée, il accompagne les députés des 11 et 13 décembre. — Promptitude institution de la réponse du premier ministre et du roi. — Ne consentant à donner pour les Américains que de l'argent et à peu près à la considération personnelle de l'ambassadeur, objections formulées par M. de Murschblomm; Amade est chargé de les exposer à Vergennes; rapport officiel et rapport particulier de M. de Montmorin. — Causes vaines qui retardaient l'Espagne peu d'intérêt accordé par son ministre à l'unique objet d'abaisser la Grande-Bretagne, parti arrêté de Vergennes toutefois, de convaincre notre allié sans se déporter ni se laisser. — Tentatives répétées du ministre anglais pour séduire le légation de Paris, note d'un faux ministre en conséquence par le cabinet. — Peu de succès récents qu'il concevait des préoccupations motivées par l'état des choses confuses attachées à la parole de Franklin. — Américains pensent dans le rétablissement de la marine et la bonne situation que nous avions retrouvée sur le continent, remarque que le roi de Prusse avait continué à faire de nous, envoi du marquis de Louvigny à son retour d'être d'autant plus vol, chez Frédéric II, de nouer des relations intimes il arrive à tenir les recrutements de troupes allemandes opérés par l'Angleterre peu d'importance qu'il avait par là de rendre service aux États-Unis, pourquoi et pour Arthur Lee faire des opérations en Prusse à la fin de 1777 propositions que lui marque alors Vergennes. — Le gouvernement de Louis XVI trouve opportun d'inviter Amade à faire le tour de l'Espagne à une commune alliance avec les États-Unis. — Lettre et réponse du roi à son ambassadeur sur le projet de traiter à cet effet avec les commissaires de Passy dépêche explicative de M. de Vergennes et lettre particulière par laquelle il informe l'ambassadeur que le roi lui-même a décidé son intention, « d'arriver le plus tôt à tout ». — Questions posées par le cabinet de Paris en réponse au message du 11 janvier comment M. de Vergennes y satisfait immédiatement offre de ses vœux pour assurer le retour des flottes de l'Espagne. — Proposition dans les principes de doublement intéressant posée. — Arrivée des armées en Angleterre l'imminence de la guerre s'accroît pensée qu'à le cabinet de Londres du voir la France occupée sur le continent par la mort de l'électeur de Bavière, indépendance alors dans laquelle on était, à Vergennes de suivre la politique tracée dès l'abord au sujet de l'Amérique et de subordonner toutes les questions à celle d'abaisser l'Angleterre. — Ré-

TABLE DES CHAPITRES

263

Pages

solution définitive, le 4 février — On reçoit de Madrid le refus des dix vasseurs proposés et l'annonce que l'Espagne ne sanctionnera pas le traité avec les États-Unis, le 6. M. de Vergennes écrit à l'ambassadeur que le traité sera signé le soir — correspondance échangée à ce sujet. — Gratitude et admiration exprimées par la légation de Passy en transmettant au Congrès la nouvelle de la conclusion du traité. — Grands actes et petits ministères, le mensonge prétendu et la vérité, à quoi aboutit Louis XVI s'il avait recherché, pour son gouvernement ce qu'on eût alors appelé du mensonge, indifférence de la politique de Lopo de Luis XV pour les événements qui s'accomplissent.	260
ANNEXES. — I. Objections du gouvernement de Charles III. — II. Avis des démarches du cabinet de Londres pour séduire la légation de Passy. — III. Négociations en vue d'avoir la concurrence de l'Espagne. — IV. Questions du lord Stormont sur nos liens avec l'Amérique.	262

CHAPITRE XII.

RUPTURE ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE.

On continue de raisonner avec Madrid mais les regards sont tournés du côté de l'Angleterre, ambitions de l'Espagne et amour-propre blessé de son premier ministre. — Conseils donnés par M. de Floridablanca pour expliquer la retenue de sa cour. — Appréhensions de M. de Vergennes de nous voir surprendre son instance pour qu'on ne laisse pas l'Angleterre nous devancer en Amérique ses dispositions en faveur des visées de l'Espagne — son parti arrêté pour un complet désintéressement de la part de la France. — Urgence de savoir si nous marcherions en commun ou si nous serions seuls. — Hostilités de la marine anglaise, refus systématique du cabinet de Londres de satisfaire à nos griefs. — Indices visibles de la guerre à date prochaine. — La correspondance avec notre ambassade d'Angleterre à cette heure ressemblait à celle qui y manifeste et peu de crainte qu'elle montre en face des éventualités la présentation d'un bill concentrant au Parlement deale le roi à avouer tout haut les engagements qu'il a contractés avec l'Amérique. — M. de Montreuil croit ces bills non sincères — opinion contraire de M. de Vergennes, utilité qu'il attachait à faire arriver en Amérique le bruit de notre traité à défaut de l'acte lui-même, lettre du 6 mars chargeant Montmorin d'avertir «adieu éternel» Madrid de la modification immédiate du traité. — Circonstances favorables présentées pour cela par le bon moment, raisons qui déterminent le roi. — Dépêche officielle et lettre particulière du ministre envoyant à M. de Montmorin la déclaration de l'Espagne, elle expose le but du gouvernement du roi et la conduite qu'il compte suivre dans les affaires de l'Amérique, lettre du roi à son oncle. — Dépêche officielle apportant la déclaration royale au marquis de Niville et lettre particulière à cet ambassadeur, sabbat fermeté de cette déclaration, prescriptions à remplir pour sa réception surprise et étonnement de l'ambassadeur en la recevant. — Promptitude de la réaction du cabinet anglais et rapidité de ses ordres — dispositions immédiatement prises par lord Stormont, sa lettre annonçant à Versailles son départ comme lord Weymouth congédie le marquis de Niville et M. de Vergennes l'ambassadeur d'Angleterre. — Conseil des ministres du 18 mars exposé qu'y présente

	Pages.
M. de Vergennes l'expulsion du commissaire anglais à Dunkerque est ordonnée effet produit à Londres par cette mesure elle déclarant la guerre à vrai dire Comment le ministre réalisait ainsi ses aspirations patriotiques qui avaient sans résultat animé le duc de Choiseul, éloges à lui adressés par Garner et Noailles pourquoi l'histoire peut les répéter après eux — Peu de recherche de M. de Vergennes pour les flatteries comparativement au soin d'assurer son œuvre désintéressement et justice inscrits par lui comme devise nouvelle sur le drapeau de la France, époque fondée qu'il faut aux autres nations de combattre avec nous pour la liberté des mers	794
ANNEXES — I. Départ de lord Stormont — II. Mémoire particulier pour les ministres du roi — III. Conseil de cabinet du 18 mai	839

FIN DE LA TABLE DU TOME DEUXIÈME.

158

